Association Réunionnaise d'Education Populaire
SIDR Front de Mer – Bât. G – BP 103
97453 ST PIERRE Cédex
Tél : 02.62 25.03.85 **Fax :** 02.62 35.57.09
E mail : arep. siege-social@wanadoo.fr

Diagnostic pour une stratégie culturelle du Parc National des Hauts de La Réunion

L'état des lieux

Rapport de la Première Phase

AREP Antenne Nord : 112, allée des Saphirs
BP 126 - 97474 SAINT-DENIS Cédex
Tél : 02.62 21.91.20 **Fax :** 02.62 21.12.49 **E.mail :** arep4@wanadoo.fr

Le Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement s'est attaché depuis plusieurs années à développer des lieux de parole sur la culture réunionnaise - pour exemples les rencontres de la culture 2000, les rencontres Interrégionales des langues et cultures 2001 -, à produire des écrits thématiques ou plus généraux dans sa collection Esquisses.

Le projet de Parc National, initié en septembre 2000, présente différents enjeux dont celui fondamental, de la place des hommes et du développement de leurs activités dans le territoire des Hauts.

Le CCEE se positionne sur cette problématique en lançant un appel à candidature pour la réalisation d'un diagnostic pour une stratégie culturelle du Parc National de La Réunion, avec comme objectif l'identification des éléments culturels fédérateurs sur les Hauts de La Réunion.

Ce document constitue le rapport de la première phase de ce diagnostic, en constituant l'état des lieux, à partir des dires des personnes rencontrées. Il sera suivi de deux autres rapports, Synthèse des rencontres avec la population et Orientations pour l'action, correspondant aux deuxième et troisième phases de la méthodologie proposée par notre association au regard du cahier des charges.

Toute notre gratitude aux personnes qui nous ont accueillis, transmis leurs réflexions, remarques, interrogations et documents, nous ont guidé dans notre recherche. Leur intérêt, passion même pourrait-on dire, pour le fait culturel créole nous a porté et ce document est le fruit de leur participation et reflète leur implication.

Les éléments de connaissance du patrimoine culturel contenus dans ce rapport sont extraits des entretiens avec les personnes ressources, des documents repérés. Il ne s'agit donc pas ici de l'expression de l'AREP sur la culture réunionnaise.

SOMMAIRE

Introduction..... 5

Communauté, Identité et Culture.....6
Culture et développement durable.....7
Les trois courants qui partagent la culture à La Réunion.....7
Des thématiques pour déconstruire la réalité, le vivre ensemble pour en donner le sens 8
Culture des Hauts, culture des Bas, culture créole ?.....9

I - Un balayage des ressources repérées..... 10

I-1. Les personnes ressources.....12

I-2. Les ressources documentaires.....13

II- Les thématiques..... 24

II- 1. Le Temps.....26
II-1.1) Repères pour l'état des lieux.....27
II-1.2) Le regard des personnes ressources sur le temps.....27

II-2. L'espace.....35
II-1.1) Repères pour l'état des lieux.....36
II-1.2) Le regard des personnes ressources sur l'espace.....37

II-3. Les croyances.....41
II-3.1) Repères pour l'état des lieux.....42
II-3.2) Le regard des personnes ressources sur les croyances.....43

II-4. Les savoir-faire.....49
II-1) Repères pour l'état des lieux.....50
II-4.2) Le regard des personnes ressources sur les savoir-faire.....51

II-5. Les arts....56

La musique....57
II.5.1) Repères pour l'état des lieux....57
II-5.2) Le regard des personnes ressources sur la musique....58

La littérature écrite....63
II-5.1) Repères pour l'état des lieux....63
II-5.2) Le regard des personnes ressources sur la littérature écrite....64

Le théâtre....67
II-5.1) Repères pour l'état des lieux....67
II-5.2) Le regard des personnes ressources sur le théâtre....67

II-6. L'oralité....72
II-6.1) Repères pour l'état des lieux....73
II-6.2) Le regard des personnes ressources sur l'oralité....73

III- Les dimensions culturelles du vivre ensemble....78

III-1.Une culture façonnée par l'histoire, l'espace et le statut....80
L'histoire et l'évolution du statut modèlent l'identité de la communauté créole....80
Une culture qui se reconnaît et s'affiche....80

III-2. Les mutations du vivre ensemble dans les Hauts....81
Dans les Hauts, l'espace, le travail de la terre ont construit les relations à l'autre....81
Quelques éléments de l'organisation sociale actuelle....82

III- 3. Le croisement des apports culturels pour l'émergence de la créolité....84
L'antagonisme apparent des pratiques....84
L'unité ou le « génie créole »....85

IV- Regards croisés, la culture en dynamique....87

IV-1. Les attentes et conseils pour le diagnostic....89

IV-2. Le ressenti sur les thématiques....89

IV-3. Propositions pour la stratégie culturelle....95

Introduction

L'UNESCO[1], institution des Nations Unies ayant pour mission de protéger le patrimoine culturel du monde a élaboré une convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. La définition donnée dans cette convention éclaire bien l'orientation prise par le CCEE pour initier ce diagnostic :

« On entend par "patrimoine culturel immatériel" les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire - ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés - que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine. Aux fins de la présente Convention, seul sera pris en considération le patrimoine culturel immatériel conforme aux instruments internationaux existants relatifs aux droits de l'homme, ainsi qu'à l'exigence du respect mutuel entre communautés, groupes et individus, et d'un développement durable. » -[2] Texte en annexe-

En associant les notions d'appartenance à une communauté, d'identité, de continuité et d'interactions créatrices, cette définition pose à la fois la nécessaire identification des éléments du patrimoine et la mise en dynamique pour un projet de développement durable.
En préalable au repérage des éléments culturels fédérateurs sur les Hauts de La Réunion, les paragraphes qui suivent présentent l'angle sous lequel nous avons choisi d'interroger la réalité culturelle créole de La Réunion.

[1] UNESCO : Organisation des Nations Unies pour la Science, l'Education et la Culture, créée le 16 novembre 1945.
Convention signée à Paris le 17 octobre 2003 – Objectif : "Construire la paix dans l'esprit des hommes à travers la Science, l'Education et la Culture

[2] Ledit patrimoine, appelé parfois "patrimoine culturel vivant", concerne les domaines suivants :
- les traditions et expressions orales, y compris la langue en tant que véhicule pour le patrimoine culturel immatériel,
- les arts du spectacle,
- les pratiques sociales, rituels et événements festifs,
- les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers,
- les savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel.

Communauté, Identité et Culture

Une communauté se reconnaît par la lecture du monde que ses membres partagent, par les modalités spécifiques du vivre ensemble qu'elle construit. Chaque individu appartenant à cette communauté se construit à partir d'un ensemble d'éléments immatériels, qui ne se traduisent pas dans des codes explicites et qui peuvent varier en raison des histoires personnelles, familiales. Toutefois des constantes existent dans les représentations du monde, du sacré, les façons de faire, d'habiter, de se nourrir… en bref, de s'occuper de ses affaires quotidiennes. Et de prendre sa place dans l'univers.

Ces constantes forment un ensemble cohérent, unique : la culture propre à cette communauté.

Dans une culture créole, métissée jusque dans son essence, qui a mêlé depuis ses origines des apports culturels multiples, il nous faut repérer ce qui marque la spécificité de cette culture, ce qui fait que les personnes se reconnaissent en tant que Réunionnais, avec une identité propre, individuelle et un sentiment collectif, l'identité créole qui sera le moteur du projet commun.

La difficulté de l'exercice provient du fait que si cette culture créole a une cohérence certaine, mais non dite, les contradictions visibles sont bien plus facilement appropriables. Elle se construit à la fois dans la permanence et les changements, une continuité et des mutations, une unité et une pluralité.

Donner à lire le système de signes qui marquent l'identité de la communauté créole, revient à donner une certaine représentation de la créolité vivante à La Réunion, qui sera alors le vecteur de projection d'un projet de développement durable.

La cohérence culturelle repérée et reconnue d'une communauté intervient également dans ses rapports avec les autres. En effet, les expressions de la culture de la communauté que sont l'expérience collective, le partage et la reconnaissance d'une âme commune, constituent des grilles de lecture de la réalité du monde et, à travers cette réalité, des autres cultures. Dès lors, l'intérêt qu'il peut y avoir à étudier la culture créole réunionnaise va bien au-delà d'un simple recensement de ses expressions : il s'agit surtout de mettre en valeur l'inscription de la culture réunionnaise dans la diversité culturelle mondiale en tant qu'élément intrinsèque et irréductible de cette diversité.

« *…Considérant l'importance du patrimoine culturel immatériel, creuset de la diversité culturelle et garant de la durabilité du développement…* »

Plus qu'un repérage ou listing des « *objets culturels* », c'est bien d'un partage entre les individus appartenant à cette communauté créole qu'il s'agit d'amorcer dans ce diagnostic. Non plus seulement répertorier et dire, mais se dire ce qui fonde la culture commune. C'est pour cette raison, que nous avons choisi de limiter la première étape de ce travail de recueil de données à un repérage des lieux ressources, lieux qui donnent à lire des expressions de la culture réunionnaise, et avons accentué la rencontre avec des personnes qui ont à dire sur leur culture. La deuxième phase du diagnostic renforcera cette démarche par la constitution de groupes d'expression sur huit « sites zoom », qui ont été validés en comité de pilotage.

Culture et développement durable

Ce choix méthodologique correspond également à un élément du contexte de ce diagnostic :

L'orientation du projet Parc de La Réunion comme outil de développement durable.
« *Cet ensemble constituerait un territoire exemplaire de développement durable dans les Hauts habités et cultivés, fondant son développement sur la ruralité, l'authenticité, le paysage et le patrimoine*. »[3]

La correspondance entre les principes du développement durable comme lieu d'une tentative de synthèse entre la nature humaine, ses activités et la nature des choses qui composent son environnement et la culture comme lecture du rapport de l'homme avec la réalité apparaît évidente. Mais ce qui semble réellement en jeu, c'est l'appropriation par les hommes du projet de développement durable qu'on leur propose, et cela au-delà du bien fondé des principes. Cette appropriation sera facilitée si le projet vise un bien commun, inscrit dans la durée : la culture. Le développement durable en réconciliant respect de l'environnement, respect des individus dans l'organisation sociale, et déploiement des activités des hommes, place le patrimoine immatériel de la communauté au centre de la réflexion pour la construction du projet.

Le patrimoine immatériel ne peut alors être regardé comme une immobilité figée, avec une grille de décodage de ses signes, mais dans une dynamique de progrès et de développement qui à la fois procède de la culture commune et accomplit l'identité collective.

Les trois courants qui partagent la culture à La Réunion

Dans un fascicule de la collection Esquisses éditée en 1996 par le CCEE, Dominique Carrère présente ses réflexions sur la « *Problématique du développement culturel à La Réunion* ». Cet écrit pose le principe de la coexistence de trois courants,

« *Le courant assimilationniste français : La Réunion serait française par les origines de son peuplement, son statut politique, sa culture et par sa langue. Plus de spécificités culturelles, mais un certain exotisme lié à la douceur de la vie dans une île française située sous les tropiques…..*
Le courant assimilationniste-communaliste : il prône le retour aux sources. La Réunion serait une mosaïque d'ethnies vivant côte à côte. Le regard tourné vers leurs métropoles culturelles respectives…..

Le courant réunionnais ou Kréol : Ce courant culturel repose sur une réalité majoritaire à La Réunion… La philosophie de ce courant est radicalement différente de celle des deux autres courants : la culture réunionnaise existe et irrigue tout le corps social réunionnais. Conséquence d'une histoire particulière, elle plonge ses racines dans une réalité métisse (métissage physique et culturel inexplicable), a forgé une personnalité originale et construit une identité nouvelle…. ».

Dans le cadre de ce diagnostic, nous faisons le choix de revisiter la réalité culturelle de l'île principalement à partir de ce troisième courant. En effet, même si la coexistence des trois

[3] Extrait du document « Principes pour la création du Parc National », chapitre 2, la zone périphérique, territoire de développement durable.

courants est indéniable et manifeste aussi de la complexité du fait culturel réunionnais, il nous semble pertinent de relever ici les éléments qui fondent la culture à partir d'une re-création des éléments culturels d'origine. Ce sont les marquages de cette identité créole, dans laquelle se reconnaissent la majorité des réunionnais que nous tenterons de rendre lisibles.

Des thématiques pour déconstruire la réalité, le vivre ensemble pour en donner le sens

Le cahier des charges de ce diagnostic prévoit un découpage en cinq thématiques. Ces thématiques correspondent aux termes de la définition donnée par l'UNESCO du patrimoine culturel immatériel et permettent de brosser un tableau assez large des éléments constitutifs de la culture réunionnaise.

Cependant, dès les premiers entretiens, il apparaît qu'il manquait un soubassement pour articuler ces thématiques entre elles et rendre lisible le caractère vivant, dynamique de la culture créole : « *Les relations entre les individus, créatrices de patrimoine* », « *Le fait culturel intégré dans les modes d'organisation sociale* » nous font remarquer les personnes ressources.

Si nous parlons de patrimoine vivant, il serait difficile de figer cette réalité uniquement dans une muséographie, un catalogue de pratiques à un instant « T ».

En nous référant au travail de R. Nifle, nous pouvons penser culture comme un « *produit du croisement entre les intentions et les aspirations humaines et les conditions environnantes* », alors c'est bien la résultante de ce croisement qu'il paraît opportun de rendre lisible.

Dans le cadre de ce diagnostic, nous nous attacherons à une présentation des thématiques pouvant servir de supports pour la déconstruction de la réalité culturelle réunionnaise. Un travail plus approfondi pour en pointer les éléments significatifs devra être réalisé dans d'autres cadres, par des spécialistes pour chaque catégorie « d'objets culturels ».

Nous proposons donc dans le corps de ce document de mettre en lumière quelques traits remarquables de la culture créole à partir des thématiques proposées dans le cahier des charges, -deuxième partie de ce rapport-, et d'esquisser les contours des dimensions culturelles du vivre ensemble dans la troisième partie.

Enfin, pour tenir compte du contexte dans lequel ce travail est demandé -le dispositif Parc pourrait aussi être considéré comme un outil de développement et pas seulement de préservation-, il nous semble important de mettre en perspective les réflexions sur la culture réunionnaise et laisser l'espace pour accueillir l'évolution des objets de ce patrimoine immatériel.

« *Le développement c'est toujours l'actualisation et l'accomplissement d'une culture. C'est la résultante, projetée dans l'avenir, du croisement entre les intentions et aspirations humaines et les conditions du milieu*. »[4]

A La Réunion, culture des Hauts, culture des Bas, culture créole ?

Pour terminer ce cadrage des éléments qui ont guidé notre recherche, il reste à nous poser la question territoriale proprement dite.

[4] R.Nifle, Le journal permanent de l'humanisme méthodologique, http://journal.coherences.com/plan.php3

Le cahier des charges permet une double lecture de l'espace territorial retenu pour cette étude. La formulation de l'objectif précise : « *identifier les éléments culturels fédérateurs sur les Hauts de La Réunion* ». Dans le paragraphe sur la définition du patrimoine, il est fait état « *de l'ensemble des éléments matériels et/ou immatériels qui témoignent des relations particulières qu'une communauté humaine, celle de l'Ile de La Réunion a instauré au cours de l'histoire et instaure encore aujourd'hui avec son territoire* ».

S'il s'agissait de repérer uniquement les marquages matériels de la culture, comme les monuments historiques, les lieux de pratique culturelles, de délimiter les espaces pour telle ou telle pratique artistique, alors effectivement, se concentrer sur la zone des Hauts serait peut-être pertinent, et encore faudrait-il que le zonage du Parc soit acté de façon définitive et que la réalité des pratiques humaines soient démarquées par ce zonage.

Dans ce premier rapport, nous n'avons aucun élément dans les dires des personnes interviewées pour affirmer qu'il y a une différence significative entre culture des Bas et culture des Hauts. Pas d'antagonisme, pas de contradiction, mais plutôt une présence qui semble plus affirmée de certaines caractéristiques de la culture créole dans les Hauts, des dominantes et peut-être un rythme de mutation un peu différent. Le travail en « *sites zoom* » nous amènera à affiner cette question.

Par contre, une idée force semble fédératrice : la culture créole puise dans les cultures d'origine, se nourrit de modernité pour proposer une relation au monde originale, complexe et parfois même contradictoire, dans laquelle se reconnaît la majorité des réunionnais, qu'il soit des Hauts, des Bas et la langue créole est considérée comme l'un des vecteurs forts de cette appartenance à une communauté réunionnaise.

1ère partie

Un balayage des ressources repérées

Comme cela vient d'être expliqué, cette étude n'a pas pour objectif de formaliser une conception renouvelée de la culture et de la société réunionnaise par une présentation figée des éléments de son patrimoine culturel. Elle illustre au contraire une approche dynamique de la culture, en proposant une vision de l'existant tel qu'il est perçu, présenté et valorisé par les individus et les structures.

Ainsi, c'est la représentation mentale qu'ont les Réunionnais de leur propre culture, la manière dont ils situent leur patrimoine culturel, en interne comme par rapport à l'extérieur, qui est au cœur de ce diagnostic.

C'est pourquoi nous avons tout d'abord investi ces éléments de patrimoine de l'intérieur, pour les présenter comme éléments de valorisation de ce qui existe, de ce qui nous a été révélé et qui pourrait permettre de rassembler La Réunion et les Réunionnais autour d'un projet.

I-1. Les personnes ressources

Dans le cadre de cette première phase, nous avons rencontré de manière individuelle trente (30) personnes ressources dont la liste nominative précisant leur fonction est jointe en annexe.

Chacun des thèmes de l'étude a été abordé (plus de trois personnes par thème). De plus, le questionnement transversal des personnes ressources (à la suite de l'entretien plus spécialisé sur un thème d'entrée correspondant à la personne de par sa profession, son expérience, sa reconnaissance, son engagement), a permis d'aborder de manière plus large, et donc plus dense, l'ensemble des thèmes.

Les thèmes sur lesquels les personnes se sont le plus souvent exprimées sont dans l'ordre : l'espace, les savoir- faire, les croyances et le temps, l'oralité (plus que la littérature orale) et les arts, la culture et le patrimoine et le Parc national. Les thèmes sur lesquels les personnes se sont le plus impliquées en s'exprimant sont : les croyances, l'oralité (et la langue), l'espace, le temps et les savoir-faire (en abordant les Hauts, la Nostalgie et la Tradition), et l'identité culturelle.

En conclusion de la phase une de cette étude, nous avons organisé une rencontre avec certaines des personnes ressources déjà rencontrées et de nouveaux intervenants invités à se joindre à la réflexion.

En effet, la fiabilité de l'identification des éléments recueillis étant essentielle, nous avions la volonté d'entendre et de favoriser les expressions sur les points de convergence et d'interrogation recueillis. La rencontre s'est déroulée le samedi 9 octobre 2004 avec 19 participants (dont 9 personnes nouvelles) et nous a permis de présenter et valider les éléments recueillis sur l'ensemble des thèmes et d'échanger pour compléter, affiner et enrichir la réflexion sur chacun d'eux.

Les personnes rencontrées dans le cadre de ce diagnostic ne représentent pas toutes les personnes ressources pour ce champ de connaissance, elles sont bien plus nombreuses et d'horizon très divers. Ce sont celles que nous avons pu contacter dans le temps imparti pour cette première phase.

I-2. Les ressources documentaires

Si l'intérêt de notre travail de « listing » des ressources repérées, qui ne saurait se prétendre exhaustif, a été posé, des limites existent qui tiennent à un accès non facilité à l'information (les recherches dans certains des centres de ressources ne sont pas toujours informatisées, le fond documentaire en possession de certaines structures est parfois mal connu en interne, les documents pas toujours accessibles) ainsi qu'à une masse de données considérables (les sites Internet sont trop nombreux pour être recensés dans leur intégralité, les supports audio ou vidéo existent en quantité mais en réaliser l'état des lieux n'est pas aisé).

Nous proposons en annexes séparées de ce rapport les éléments de recherche bibliographiques collectés dans différents lieux ressources[5] qu'il nous est apparu plus cohérent de présenter par thème en indiquant dans quels organismes ressources ils avaient été repérés. Seront ainsi retenus les ouvrages se rapportant aux notions de : temps, espace (et quartiers), croyances, savoir-faire (dont artisanat, architecture, habitat et gastronomie), arts (musique, arts plastiques, littérature écrite) et littérature orale / langue / oralité.

Notre recherche n'est certes pas complète mais elle permet de compiler nombre d'ouvrages majeurs qui traitent des thèmes déclinés dans l'étude et de données générales, du mode de vie et de la culture / identité réunionnaise. Une recherche complémentaire sera ensuite réalisée par site zoom (en collaboration avec la Mission Parc et le Territoire Côte Ouest (TCO) pour la zone de Mafate).

Les ressources documentaires proviennent des centres de ressources suivant qui ont collaboré à cette étude, et qui sont : le Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement, le Centre de Ressource Villes et Hauts, l'Université de La Réunion, le Centre Régional de Documentation Pédagogique, l'Institut Régional du Travail Social, la Médiathèque Benoîte Boulard, les Archives Départementales (local déconcentré), l'Ecole d'Architecture, les bibliothèques municipales.

Ils sont présentés ci-après sous forme de fiches, la plupart disposant d'un lien Internet (dans le rapport en version numérique) afin de pouvoir consulter les catalogues ou résumés d'ouvrages. Nous avons signalé également les bibliothèques ou organismes qui possèdent un fond local (en indiquant le volume approximatif et la nature des ouvrages).

Le relevé des ressources documentaires n'a pas la prétention d'être exhaustif, mais de souligner la multitude de documents existants sur le patrimoine culturel réunionnais et d'inciter les personnes à s'y référer.

[5] Par ailleurs, le Centre Régional de Documentation Pédagogique dispose d'un fonds local dont le catalogue a été mis en ligne sur le site www.crdp-reunion.net/picassiette et prochainement sur le site du Département Art et Culture : www.crdp-reunion.net/a-c. On y trouve des documents concernant l'histoire, la langue, la photographie, le théâtre, les contes, les poésies, des romans, des nouvelles, des bandes dessinées, des albums, des dessins d'art, des biographies et des études. Le CRDP dispose également d'un capital audiovisuel important (plusieurs centaines de cassettes vidéo, le résultat de 15 années de cueillettes) et attire notre attention sur l'importance d'assurer des garanties de conservation par le transfert des données sur de nouveaux supports numériques.

Centre Régional de Documentation Pédagogique
16 rue Jean Chatel 97489 Saint-Denis
Site Internet : www.crdp-reunion.net

Service Arts & Culture[6]
Tél : 0262 20 96 23 Mail: arts-culture@crdp-reunion.net

Missions / Activité

Ses missions sont de :

- concevoir, distribuer et vendre des produits ou des services liés à ses activités et qui répondent aux besoins des élèves, des enseignants et des partenaires éducatifs,
- assurer des prestations d'ingénierie et de conseil,
- acquérir ou exploiter tout droit de propriété intellectuelle,
- contribuer au développement et à la promotion des TICE, ainsi qu'à l'éducation artistique et culturelle,
- participer à l'animation des centres de documentation et d'information institués au sein des établissements d'enseignement et à la formation tant des enseignants que des intervenants artistiques.

Modalités pratiques

La médiathèque du CRDP est ouverte aux enseignants, étudiants de l'IUFM, formateurs d'organismes de formation dûment agréés et aux étudiants de l'Université inscrits en Sciences de l'éducation. L'abonnement est individuel et se fait sur présentation d'un justificatif.

Les autres usagers peuvent s'inscrire mais uniquement pour l'abonnement "bouquet de services"[7] et sur présentation d'un justificatif d'identité.

La rubrique ressource pédagogique met à votre disposition des documents pédagogiques produits par des enseignants afin de permettre au plus grand nombre d'y accéder.

La recherche se fait par niveau, par discipline et par support.

Fond documentaire

Le fond documentaire est spécialisé en pédagogie et sciences de l'éducation :
- 7600 titres sur tous supports.
- 62 titres de périodiques.
- documentation administrative.

[6] Service Arts & Culture : Christian BEGUINET – Directeur, CARTRON Morgane, GUILTAT Sébastien

[7] 30 € pour l'abonnement au bouquet de services : emprunt de toutes les ressources de la médiathèque. Durée du prêt : 2 semaines

Archives Départementales de La Réunion

Adresse provisoire : Hôtel du Département
4 rue Marcel Pagnol 97490 Sainte Clotilde
Téléphone : 02 62 94 04 63 archives@cg974.fr

Missions

Les archives départementales de La Réunion assurent la collecte, le traitement, la conservation et la communication des documents des administrations exerçant leur activité dans le cadre du département.

Les entretiens, la consultation et les visites guidées sont réalisables sur rendez vous.

Fond documentaire

12 km linéaire sur neuf étages.
Une salle de lecture et de consultation (environ 2000 ouvrages) a été installée dans un bâtiment situé dans l'enceinte de la Préfecture de La Réunion. Elle est réservée aux étudiants. Le bâtiment principal devrait rouvrir pour le début de l'année 2005.

Les éléments mis à disposition directe dans la salle de lecture sont :
- le guide des archives,
- l'état des instruments de recherche,
- le catalogue de la bibliothèque – monographies 1ère et seconde partie - S. Bachard et S. Foreau,
- le catalogue des acquisitions – avril 1994 – 1999.

Il existe également une liste des documents entrés par voie extraordinaire (classée « J »).
Les archives sont classées : « anciennes », « modernes », « contemporaines ».

Mots clés pour notre recherche

Une recherche par thème ou mots clés ne sera possible qu'à la réouverture du bâtiment principal. Les catalogues (en version papier) n'étant pas accessibles à l'heure actuelle pour une recherche de ce type. Aucune capitalisation de la base de données documentaires n'a été mise en version numérique.

Nature des documents

Ouvrages, périodiques, documents audiovisuels, documents d'exposition.

Coordonnées

Responsable : Nadine ROUAROUX - Directrice
Personne à contacter en salle de lecture : Corinne HIVANOE

Bibliothèque Départementale

52 rue Roland Garros / 97400 Saint-Denis
Téléphone: 0262 21-13-96 Télécopie: 0262 21-54-63
Mail: bibliotheque.departementale@cg974.fr

Fond documentaire

Au sein du domaine « Arts et culture » les sujets sur lesquels la documentation existe sont les suivants :
Architecture et urbanisme / Arts du goût / Arts plastiques / Cinéma / Audiovisuel / Culture scientifique et technique / Danse / Design et arts du quotidien / Littérature, poésie et livre jeunesse / Musique / Patrimoine, musées, archives, histoire des arts / Photographie / Théâtre et arts de la scène.

Modalités pratiques

Les horaires d'ouverture sont variables en fonction des publics :
Adulte : Lundi : 10h-18h30/du mardi au samedi : 8h-18h30.
Jeunesse : Du lundi au vendredi : 8h-12h et 13h30-17h30.
Fonds local : Du lundi au vendredi : 8h-12h et 13h30-17h30.

Le fonds ancien est informatisé.
Il est à noter, l'archivage exhaustif des périodiques locaux depuis 1978 et une revue de presse classée par thème (dont par exemple le thème « culture »).

Centre de Ressources Régional Ville et Hauts[8]

Adresse: 10 rue de nice, 97400 Saint-Denis
Contacts: Tèl : 0262 90 47 68 Fax : 0262 41 58 79
Site internet: www.reunion-amenagement.org

Missions

Le centre de ressources s'adresse principalement aux acteurs de la Politique de la Ville et du Plan d'Aménagement des Hauts. Les champs couverts sont donc en corrélation avec les thèmes traités par les acteurs de l'aménagement du territoire.

Ses missions consistent à :
- repérer, évaluer et rassembler la documentation existante en matière d'aménagement, de politique de la ville et de développement local.
- mettre à disposition et diffuser l'information.

Activité

Le CRRVH répond à la volonté affichée par le Comité Interministériel des Villes, le 30 juin 1998, de développer un réseau national de Centres de Ressources Régionaux autour de quatre axes principaux :

- la mise en réseau des professionnels et des acteurs,
- la qualification : échanges de pratiques, mise à niveau, transfert de compétences,
- la capitalisation : par le biais de la formalisation d'outils, de l'élaboration de fiches techniques, de la validation de démarches innovantes,
- l'accès aux ressources : à travers les analyses, les expériences, les informations et les références techniques nécessaires à la conduite de l'action.

Localement, le Centre de Ressources Ville et Hauts vise à :
- améliorer l'efficacité de l'action publique,
- constituer la mémoire du développement local,
- faciliter les échanges de savoirs et d'expériences pour construire une intelligence collective.

[8] **L'équipe du CRRVH est composée de** : Françoise WONG PIN – directrice, Yolaine BLANPAIN – Documentaliste, Sabine BEGUE - Assistante de Direction, Catherine DESRUISSEAUX - Médiatrice de l'information, Camille TANGAPRIGANIN – Webmestre, Françoise TESTUD.ELMA - Journaliste/secrétaire de rédaction, Marie Reine ZlBEL - Secrétaire Technique et logistique

Centre de Ressources Régional Ville et Hauts[9]

Modalités pratiques

Un moteur de recherche sur le site Internet de l'organisme est disponible.
La recherche se fait par mots-clés et par type de document recherché.
A noter l'absence de postes informatiques à la disposition du public.
Horaire d'ouverture : du lundi au vendredi : 8h- 12h30 & 13h- 17h.
Conditions de prêt : un chèque de caution (non encaissé) de 75 euros, renouvelable chaque année.
Possibilité d'emprunter 5 documents pour une durée de 1 mois (livres).
Un photocopieur à la disposition des lecteurs (jusqu'à 10 photocopies).
Bibliographie gratuite, extraite de la base de données.
Possibilité de visionner les cassettes vidéo sur place.

Fond documentaire

- plus de 5300 références documentaires dont une grande part de littérature grise (rapports d'études financées, travaux universitaires...),
- une quarantaine de périodiques locaux et nationaux,
- une vingtaine de lettres d'information,
- environ 300 cassettes audiovisuelles,
- des articles de presse sélectionnés dans les quotidiens locaux,
- un fichier d'expériences de développement.

[9] **L'équipe du CRRVH est composée de** : Françoise WONG PIN – directrice, Yolaine BLANPAIN – Documentaliste, Sabine BEGUE - Assistante de Direction, Catherine DESRUISSEAUX - Médiatrice de l'information, Camille TANGAPRIGANIN – Webmestre, Françoise TESTUD.ELMA - Journaliste/secrétaire de rédaction, Marie Reine ZlBEL - Secrétaire Technique et logistique

Direction Régionale des Affaires Culturelles[10]

Centre de documentation du patrimoine
23, rue Labourdonnais BP 224 97464 - SAINT DENIS
Téléphone : 02.62.21.90.82 E mail. : martine.akhoun@culture.gouv.fr

Missions / Activité

Le centre d'information et de documentation (CID) de la DRAC propose une documentation générale accessible à tous couvrant tous les champs de compétence du ministère de la culture et de la communication.

Modalités pratiques

Horaires d'ouverture: 8h- 12h30 / 13h30- 17h.

Les ouvrages sont à consulter sur place et la responsable peut vous conseiller dans vos recherches.

Une salle de lecture permet la consultation de documents très spécialisés sur : Architecture et urbanisme / Arts du goût / Arts plastiques / Cinéma / Audiovisuel / Danse / Design et arts du quotidien / Littérature, poésie et livre jeunesse / Musique / Patrimoine, musées, archives, histoire des arts / Photographie / Théâtre et arts de la scène.

Fond documentaire

On recense des ouvrages (nationaux et locaux) portant principalement sur l'histoire, l'architecture, le patrimoine, les monuments historiques et les religions. Sont disponibles : des ouvrages locaux, des périodiques, des revues, des abonnements nationaux (architecture…), des magazines, des articles de presse ainsi que les vocabulaires sur le métal, l'espace urbain, les jardins, la céramique, et le vitrail.

- 1000 ouvrages et 50 périodiques : journaux nationaux et régionaux, revues généralistes et spécialisées, publications du ministère de la culture.
- dossiers thématiques.
- vidéocassette et cd-rom.

Patrimoine

Des revues des abonnements nationaux (architecture…).
Les indicateurs du patrimoine.
Les itinéraires du patrimoine.
Les images du patrimoine.
Les cahiers du patrimoine.
L'étude sur les cases créoles.
Le pré-inventaire architectural de 1976.
L'atlas du patrimoine – Octobre 2003 publié par la DRAC qui présente des études d'inventaires thématiques portant sur le patrimoine ainsi que des documents graphiques et cartographiques, par communes. En légendes des cartes sont notés les jardins remarquables, édifices protégés, ponts, vétivers, édifices religieux, commerces traditionnels, grandes maisons et domaines, maisons.

[10] Directrice de la DRAC : Madame Chateauminois jusqu'au 30 septembre 2004 puis nouveau directeur Monsieur Poulhès depuis le 01 octobre 2004. Responsable du centre de documentation du patrimoine : Martine Akhoun

Ecole d'Architecture – Antenne de La Réunion

Rue de Cherbourg 97 Le Port
Tel : 02 62 45 71 70

Missions / Activité

La bibliothèque de l'Ecole d'Architecture dispose d'ouvrages, revues ou de documents spécialisés sur l'Architecture (et les Beaux Arts). Elle travaille en collaboration avec le Fonds local de la Médiathèque Benoîte Boulard, mais envisage aujourd'hui de développer son propre fonds local.

Fond documentaire

Une quarantaine d'ouvrages constitue le Fonds local.
Ils sont en consultation libre à la bibliothèque et en prêt pour les étudiants.
Ouvrages, périodiques, documents audiovisuels, documents vidéo, projets d'étudiants ou d'exposition.

Mots clés pour notre recherche

Une recherche sur le thème patrimoine architectural a été réalisée.

La recherche n'est pas informatisée, les ouvrages n'étant pas recensés de manière numérique.

Il n'existe pas de module d'enseignement spécifique sur l'architecture créole.

L'Institut Régional du Travail Social

Adresse : N° 1, rue Sully Brunet 97470 Saint-Benoît
Contacts : Tèl : 02 62 92 97 77 Fax : 02 62 92 97 78
E-mail : contact@irtsreunion.asso.fr Site internet : www.irtsreunion.fr

Mission

L'IRTS est issu de la fusion de l'Ecole Départementale du Service Social et du CREAI (Centre Régional de l'Education pour l'Adolescence et l'Enfance Inadaptées). Sa mission principale est de : contribuer au développement social de La Réunion, à la valorisation et à la promotion des hommes.

Fond documentaire

Le fond documentaire spécialisé de l'IRTS permet la lecture, la consultation des revues et la recherche d'informations. Le prêt d'ouvrages et de cassettes vidéo se fait également sur place.
Il comprend plus de 5500 références. Les champs particulièrement bien couverts sont ceux de l'action sociale et du travail social, de l'éducation spécialisée, de la psychologie, du développement local. On recense également soixante et onze périodiques en rayon.

De nombreux thèmes spécialisés sont également couverts (par exemple : la maltraitance, la décentralisation, les violences, l'urgence sociale, les réseaux de santé mentale, les droits de l'enfant, etc.); ils peuvent donner lieu à l'élaboration de dossiers spécifiques rassemblant tant des articles de revue que des articles de presse. Un fonds « économie sociale et solidaire » est en cours de constitution. Une attention particulière est portée au fond « Océan Indien », toujours en lien avec le champ social et médico-social.

Modalités pratiques

Un moteur de recherche sur le site Internet de l'organisme est disponible.

La recherche se fait suivant les critères : Auteur ; titre ; mot-clé ; rubrique ; type ; année d'édition.

Une banque de données juridique recense et propose des références de textes législatifs parus depuis 1988 dans le J.O. et les bulletins officiels de différents ministères, dans le domaine de l'action sociale, de la formation professionnelle, de l'animation, de l'éducation.

Les recherches sur la base documentaire de l'IRTS, ainsi que les recherches sur des bases documentaires en ligne sont en libre accès sur les trois postes informatiques de la documentation et sur ceux de la salle multimédia, quand la salle n'est pas réservée pour un cours. La documentation est ouverte de 8H00 à 17H00 du lundi au jeudi et de 8H00 à 16H00 le vendredi. Peuvent accéder à la documentation les étudiants régulièrement inscrits à l'IRTS

et toute personne adhérente[11]. Pour une recherche documentaire spécialisée, il est conseillé de demander un rendez-vous avec une documentaliste.

Médiathèque Benoîte Boulard

Fonds local de Documentation
Avenue du 20 décembre 1848 / 97420 Le Port
Téléphone: 0262 43-50-91 / Télécopie: 0262 43-50-92
Mail: mediatheque-benoite-boulard@wanadoo.fr Site : www.mediathèque-port.net

Missions / Activité

La Médiathèque :
- assure l'égalité d'accès à la lecture et aux sources documentaires pour permettre l'indépendance intellectuelle de chaque individu et contribuer au progrès de la société.
- propose un fond général de lecture publique avec 5 domaines de prédilection.

Fond documentaire

Le fond dispose de musique, vidéo et cédérom (pour l'initiation à l'informatique).
Il couvre les domaines : Architecture et Urbanismes / Arts plastiques / Design et art du quotidien / Littérature, poésie et livres de jeunesse / Photographie
La Médiathèque est dépositaire du fond d'art portois.
De 19 000 ouvrages à son ouverture en 1993, la Médiathèque comporte aujourd'hui, sur 4 niveaux et 2250 km2, plus de 70 000 ouvrages.

Modalités pratiques

Horaires d'ouverture : Mardi Mercredi Vendredi & Samedi 9h/18h - Jeudi 12h/18h.

La recherche internet se fait par : Auteur, mot(s) du titre, sujet, collection, éditeur, genre et centre d'intérêt. L'accès à internet est libre et possibilité de photocopie payante. Possibilité d'emprunt pour une semaine de 7 livres, trois CD, 2 Vidéo ou DVD et un Cédérom.
La Médiathèque dispose d'une annexe à la Rivière des Galets, en ZAC, ouverte en 1995.

Le bâtiment principal comporte :
- au rez-de-chaussée une salle d'exposition, une didacthèque et une salle multifonction,
- au 1er niveau d'une musicothèque (4500 CD et cassettes) et vidéothèque (2000 cassettes vidéo et 200 DVD),
- au 2nd niveau d'une section jeunesse (dont une salle pour « l'heure du conte » à 10h tous les mercredis avec des spectacles de théâtre pour enfants),
- au 3éme niveau une section adulte spécialisée en 2 secteurs : les beaux-arts (peinture, dessin, art plastique, photographies) et le fond local.

[11] Tarif étudiant en formation à l'IRTS : 39 euros de caution - Tarif adhérent : 31 euros d'adhésion annuelle et 46 euros de caution. La caution est encaissée et remboursée lorsque l'utilisateur en fait la demande écrite, après avoir rendu tous les documents en sa possession. Condition de prêt : 3 documents (ouvrages, mémoires, actes de colloques, enquêtes, guides...) peuvent être empruntés pour une durée d'1 mois. Le délai d'emprunt doit être obligatoirement respecté. Audiovisuel : 1 vidéocassette pour 1 semaine (version originales). Tout document perdu ou détérioré doit être remplacé ou remboursé. Les revues et les usuels (dictionnaire, encyclopédie, codes…) sont à consulter sur place. Les documents peuvent être photocopiés sur place par l'achat d'une carte à puce auprès de la comptabilité (8 € pour 100 photocopies).

Université de La Réunion

CENTRE DE RESSOURCE

Service Commun de la Documentation
15, avenue René Cassin - BP 7152 97715 Saint-Denis cédex 9
BU Centrale de Droit-Lettres : Tél : 02 62 93 83 83 - Fax : 02 62 93 83 64
http://www2.univ-reunion.fr/~scd974
Catalogue en ligne : http://bu.stdenis.univ-reunion.fr

Modalités pratiques

La salle est ouverte du lundi au vendredi : 9h00 à 17h00 et le samedi : de 8h00 à 13h00. La consultation sur place est libre. Des photocopieurs sont à disposition et fonctionnent avec des cartes magnétiques vendues par des distributeurs automatiques. Les lecteurs autorisés peuvent emprunter 4 livres pour 2 semaines.

Le catalogue informatisé est accessible sur place ou par Internet.
Il est possible de se procurer des documents ne se trouvant pas dans la bibliothèque par le biais du prêt entre bibliothèques (PEB) avec la métropole (prestation payante).

Fond documentaire et salle Océan Indien

Répartis sur 6 000 m2 de salles de lecture avec 640 places assises, on retrouve au niveau de la bibliothèque universitaire : 105 000 ouvrages, 1 500 titres de périodiques qui sont repérables depuis 30 postes d'interrogation du catalogue informatisé.

On trouve, au niveau de la salle océan indien, les ouvrages de la zone sud- ouest de l'Océan Indien et les thèses et mémoires soutenues à l'Université de La Réunion. Située au rez-de-chaussée, la salle Océan Indien (O.I - 350 m2, 70 places assisses) rassemble 9 571 titres dont :
- 5 343 ouvrages,
- 728 titres de brochures,
- 2 198 thèses et mémoires,
- 200 titres de documents audio- visuels,
- 465 titres de périodiques dont plus d'une centaine en cours d'abonnement.

Mots clés pour notre recherche

Une recherche a été effectuée en prenant les thèmes directs de l'étude et le mot clé « identité culturelle ».

2ème partie

Les thématiques

Dans cette étude, la définition retenue pour le patrimoine culturel considère les éléments matériels et immatériels témoignant de la relation de l'homme à son territoire, et l'aborde par la notion d'identité en accordant une valeur à l'expression d'une histoire et d'un mode de vie. Nous avons eu trois niveaux d'interrogation dans le cadre de la réalisation de cette première phase d'étude.

Quelles références partagées sont perçues comme reliées au patrimoine culturel en ce qui concerne le temps, l'espace, les croyances, les savoir-faire, les arts et l'oralité ?

Qu'est ce qui est exprimé pour rendre lisible la culture et le patrimoine immatériel et qu'est ce qui, étant moins apparent, appartient au privé, au presque oublié, à l'invisible ?

Quels liens existent entre ce qui est organisé et vécu en société et les éléments vecteurs d'identité ou porteurs de patrimoine ? Les réciprocités créent-elles de la cohésion, voire pourraient-elles être utilisées comme levier ?

Ce dernier point touche plus spécifiquement une partie transversale « les dimensions culturelles du vivre ensemble » au sein de laquelle sera étudiée la relation entre les membres de la communauté humaine réunionnaise. Considérant que « le fait culturel est intégré dans les modes d'organisation sociale », nous relierons ainsi l'objet de notre étude à une approche plus transversale nous permettant de ne pas isoler le culturel (décliné en thèmes) du social. La présentation des modalités du vivre ensemble, comme mise en expression des éléments culturels en lien avec la structuration sociale, se réclame d'une volonté de rendre lisible ce qui nous a été révélé comme ayant du sens, aujourd'hui, pour les Réunionnais.

Ces questionnements nous sont apparus au fil des rencontres et des lectures effectuées. Ils n'ont pas été posés à priori, ce sont principalement les dires des personnes ressources qui nous ont amené à adapter de façon constante notre réflexion pour cet état des lieux.

II- 1. Le Temps

Le temps est la durée des choses par opposition à l'éternité ; il caractérise aussi un espace de temps ou un moment précis, une saison, une durée limitée, une période de mutation… et peut être étudié à l'échelle d'une vie d'homme, d'une génération à l'autre (transmission, mobilité sociale et interethnique), d'une société (en terme de transition démographique, révolution industrielle…).
Dans des périodes de changements rapides, il peut y avoir remise en question de bons nombres de paradigmes individuels et collectifs. L'emprise du temps peut ne pas influer aussi radicalement sur d'autres comportements ou facteurs culturels, structurels, voire conjoncturels.

Les archives départementales, dont la majorité des ouvrages n'est pas accessible actuellement, disposent d'éléments fondamentaux retraçant le « passé » historique de La Réunion qui ont alimentés nombre de travaux de recherche. Les sites de conservation et de valorisation d'objets liés au passé (écomusée, demeures, usines désaffectées en projet de réhabilitation…) permettent des retours dans le temps et le calendrier des manifestations de La Réunion en 2003 (en annexe de cette partie) montrera les temps forts de découpage d'une année, à partir d'éléments internes et de tendances nationales ou externes (« halloween ») qui ont été « récupérées ».

II-1.1) Repères pour l'état des lieux

Le cahier des charges propose un champ très ouvert pour le thème considéré, le rattachant à « *l'Histoire du peuplement, de l'occupation de l'espace, de l'utilisation des ressources (eau), les déplacements, les biens immobiliers (bâtiments d'exploitations agricoles que ceux liés à l'artisanat, l'industrie, à la villégiature ou à la vie collective qui témoignent d'activités spécifiques ou tout simplement d'un style architectural) et les biens mobiliers qui relèvent aussi bien d'usages domestiques (meubles de styles régionaux) que religieux (mobilier des églises, des chapelles, des temples et autres lieux de culte) ou festifs (chars, emblèmes villageois ou corporatifs)* ».

Le temps a effectivement majoritairement été rattaché, par nos interlocuteurs et dans beaucoup d'éléments de bibliographies recensés, à l'histoire de La Réunion, et aux interactions existantes entre l'histoire et l'espace constituant le territoire de l'île[12]. A La Réunion, le passage du temps est séquencé par des manifestations traditionnelles et des évolutions rapides. Cela sollicite les capacités d'adaptation et d'inscription dans la modernité des uns, et des réminiscences du passé dans une vie au rythme moins accéléré des autres, tous se situant néanmoins dans un environnement en mutation.

II-1.2) Le regard des personnes ressources sur le temps

1) <u>La rapidité des mutations et le temps nécessaire aux hommes</u>

Avant, *« tout était important pour les anciens, chaque objet, même cette case en paille qui était leur habitation, le passage au béton a été plutôt dur* ». On se souvient d'un couple qui a été relogé de sa case en paille dans un appartement tout équipé d'un immeuble de la S.I.D.R mais qui finalement s'est comporté exactement comme dans sa case en paille : nourriture préparée sur un réchaud à gaz, garde des animaux à domicile...

Un autre exemple a été présenté, celui de l'usine sucrière de Beaufond : « *Plus de 500 personnes travaillaient dans l'usine de Beaufond qui a été fermée en 1995, ce qui faisait un nombre important d'habitants dans la zone. L'endroit de vie et de convivialité, qui s'animait autour de l'usine, et les liens qui existaient et qui étaient forts n'ont pas été pris en compte et aujourd'hui, par manque d'accompagnement social planifié, Beaufond est un repère de délinquance énorme* ».

L'histoire de La Réunion est caractérisée par sa jeunesse et son évolution sociale rapide, différemment assimilée. Il en découle « que la représentation du temps et de sa valeur semble varier entre les populations (Hauts et Bas notamment) ». Toutefois, il est souligné que le rapport de chaque personne au temps est intrinsèquement lié à sa personnalité, ses conditions de vie, son âge, son statut et des acquis plus globaux d'ouverture sur l'autre et sur l'extérieur.

[12] Différents éléments avaient été présentés dans un rapport d'étude intitulé « Les Hauts de la Réunion, une zone habitée» , réalisé par l'AREP – Décembre 2002

« *Bien des malaises qui troublent les hommes dans une société en changement ne procèdent pas en effet à un déterminisme strictement matériel. Ce n'est pas seulement en terme de niveau de vie que le changement social est vécu, mais aussi en terme d'identité personnelle ou collective. Les altérations du rythme d'évolution, le sentiment que celui-ci échappe au contrôle de ceux qui le vivent, engendrent un malaise qui paraît bien plus lourd que le bénéfice reçu* [13]».

2) Des repères qui perdurent et évoluent

La Réunion suit un double calendrier : les fêtes traditionnelles et le rythme de la nature. Le rythme est lié aux réalités et précarités naturelles aussi bien que socioéconomiques (cyclones, réformes…). La vitesse du passage, sinon du temps, mais d'un temps à un autre, relie les Réunionnais à leur espace construit, humain et naturel.

L'année est actuellement rythmée à la fois par des fêtes religieuses traditionnelles (Noël, La Toussaint, la Fête de la Lumière), des fêtes "identitaires" (20 Décembre, Jour de l'An chinois), des manifestations importées (Halloween) ou commerciales (Salon de la Maison, cybersalon…). Il est à noter que certains marqueurs temporels font également référence au rythme de la nature : le 20 Décembre souligne l'arrivée de la saison des pluies, des fruits et de la floraison des flamboyants.

« *Il demeure un fort contact avec la nature et une volonté de préservation du cadre et du style de vie* ». Et, dans le « *même temps* », d'autres manifestations arrivent dont on ne mesure pas forcément l'importance : « Halloween, très vite récupéré dans les Hauts, en lien avec Grand-mère Kal (…), les attitudes et modes vestimentaires ou alimentaires chez les jeunes (…) tôt ou tard, on récupère? ».

A La Réunion il y a « *une représentation temporelle différente, bien vivante, mais la jeune génération n'a pas la même* » (« *grand matin* » c'est 4h, pour les jeunes c'est 7h » !). Traduire « *le soir* » par rapport au français n'évoque pas la même heure. On a souvent dit que le Réunionnais se couche « *comme les poules* », mais il est vrai que s'il n'est pas couché, il est tôt chez lui et il faut vraiment une occasion pour ressortir exceptionnellement (kabar, concert, boîte de nuit).

Les informations télévisuelles sont un bon exemple de la prise en compte du rythme quotidien : « *les chaînes ont essayé de s'aligner sur la métropole vers 20h et aujourd'hui elles passent plus tôt et plutôt dans le créneau entre 19h30 et 19h15…* ».

3) La nostalgie : une composante du patrimoine culturel

Les gramouns parlent « *du temps lontan* », « *d'avant la guerre où rien n'était facile, il fallait trimer, il fallait marcher pour avoir de l'eau, et se déplacer* »… « *la voiture remplace tout et il y a beaucoup de nouveaux moyens de locomotion, l'eau sort du robinet* ». La « *qualité de vie d'avant était un plus* » : les gens étaient manuels, marchaient (« *ils ne marchent plus* »), mangeaient sainement (« *et maintenant le taux de diabète est inquiétant !* »).

[13] Jean Benoist – « Pour une connaissance de la Réunion » - FRDOI

Pour la génération suivante, le contraste se fait parfois sur la base d'une vision relativement négative des temps modernes, connotée d'un sentiment de perte de valeurs « *aujourd'hui on tombe dans la facilité, l'esthétique, l'artificiel* »…. Le temps reste relativement intangible, et son évocation empreinte de nostalgie. Il est moins caractérisé par des rythmes de vie ou des temps de rencontres importants que par des contrastes ou oppositions : « *avant* » / « *après* », « *permanence* » / « *changement* », « *destruction* » / « *conservation* ».

On s'accorde alors à considérer sérieusement le face à face entre l'importance accordée aux temps (passé et à venir face auxquels on ne se fige pas par mélancolie ou par peur, mais dans lesquels on se reconnaît et on se projette à partir du présent) et la volatilité de la mémoire (et ce même à court terme). Mais, dans les discours, le retour est alors très rapide vers « *l'urgence de la préservation* », et sur les questionnements : « *en moins de 20 ans le système de questionnement a changé. Tant que cela reste rattaché au monde rural, cela marche, mais ensuite ?* ».

De l'extérieur pourtant le constat est lancé : « *ce qui est hérité ne change pas, tout est déjà métissé depuis si longtemps, et cela reste visible !* ». De l'intérieur, on se rassure également : les jeunes, entraînés par une société de consommation, mettent peut être une casquette pour être « dans le temps », mais l'enlèvent lorsqu'ils s'investissent dans des activités liées à leurs origines et à leur histoire (moringue, fabrication d'objets…).

4) La continuité : un regard sur le temps marqueur d'identité et de construction de la société

Si l'on considère les ruptures, les « *pertes* », la transmission d'héritage, le clivage entre passé et présent est rendu plus aigu, l'antagonisme « *Hauts* » / « *Bas* » plus ténu. Pourtant, il a été souligné que *« l'habitat a évolué partout et ce n'est pas à ce niveau que l'on verra de réelles spécificités Hauts Bas (...) la réalisation de complexes hôteliers dans les Hauts est une question de moyen, les gens ne sont pas au même niveau d'action donc le béton est moins présent », « les architectures à préserver sont sur l'île entière* »…

L'un de nos interlocuteurs propose de « *ne pas dissocier trop présent et passé mais de mettre en évidence et de voir ce qui reste du temps d'hier* » (niches). Quels gestes voulus ont entraîné une continuité, une rupture ? En effet, « *tout système culturel existe pour répondre à des difficultés immédiates, si le système est performant, s'il a un sens, les réponses peuvent être trouvées* ». Par exemple, au fil du temps à La Réunion, « *l'objet symbolique continue à permettre de gérer les problèmes* », même si la nature des problèmes a évolué[14] .

Au cours de l'histoire de La Réunion, « *l'existence d'une créolité du système culturel s'est révélée* ». Les créoles sont des « *pragmatiques du social : ce qui arrive au jour le jour détermine les choix* ».

[14] « exemple de la prière Ste Croix utilisée auparavant comme diagnostic pour savoir si l'on allait mourir ou non, et aujourd'hui plutôt comme une protection lorsque l'on conduit : les moyens de locomotion ayant évolué, le risque est reporté sur les trajets en automobile ».

5) <u>Le langage et le temps</u>

Ce dernier point assure la transition avec le thème de l'espace, temps et espace ayant été relié fréquemment dans les dires des acteurs par leurs récurrences transversales (évoluant en relation à l'intérieur et à l'extérieur de l'île,…). Le sentiment d'un « *temps qui s'écoule différemment* », « *d'un temps préservé et témoin des racines réunionnaises* » (caractérisé par les Hauts) se confronte à « *une nouvelle panoplie* » de vie des personnes qui travaillent. Ces dernières sont « *administrativement contemporaines* » et, par là même, bénéficient de temps « *de récupération* » et « *de loisir* » trouvant une expression plus contemporaine dans leur contenu, leur nature.

Ceux qui vivent encore dans un art de vivre à la créole s'exprimeront dans un rapport au temps différent et exprimeront leur rapport au temps différemment. Pour l'heure de rendez-vous : on dira « *8h pour 9h* », « *6 heures comme ça* »… mais lorsque l'on travaille « *on précise et on respecte les horaires de travail* ». Les temps de loisirs seront plutôt utilisés à des loisirs importés (et se réaliseront donc dans des lieux nouveaux adaptés), alors que ceux qui travaillent se tourneront vers des loisirs plus proches de la culture créole, qu'ils ont moins le « *temps de vivre au quotidien* ».

L'inscription de certaines activités dans le temps (ou dans l'espace) est liée à une nouvelle organisation de la vie en fonction des personnes et de leur situation professionnelle.

Les « *temps libres* », ou « *temps de loisir, de RTT*… » sont surtout les moments où la communication et les transmissions intergénérationnelles s'exercent, avec ce lien au « *temps lontan* » qui permet la construction.

ECLAIRAGE COMPLEMENTAIRE TEMPS

Calendrier des manifestations[15]

J

Anvier

Nouvel an républicain.
Marche sur le feu dans différentes communes.
Cavadee - procession tamoule (hindoue) à Saint-André.
Miel vert à la Plaine des Cafres (le Tampon).
Foire artisanale et agricole.
Les bovins et le miel sont à l'honneur.
Tévelave en fête (la commune des Avirons).
Festival du cinéma.
Fête des vendanges (Cilaos).
Jeux de la Plaine (Plaine des Cafres).
Fête de la mangue (grotte des premiers français à Saint-Paul).
Ciné Vacances (Saint-Pierre).

Février

Nouvel an chinois (spectacle et danses chinoises, année de la chèvre).
Carrefour de l'image et festival hip hop (le Port).

Mars

Marche sur le feu à Gillot (Sainte-Marie).
Fête de la tradition et de la nature à la Grande Chaloupe.
Salon du bois (hall des manifestations du Port).
Fête de la tradition et de la nature / fête tangue (Gde chaloupe 0262 41 47 27 0262 41 82 07)
Séchoir danse festival (Saint-Leu).
Mardi gras / Carnaval.
Salon de l'occasion auto (le Port).
Festival de l'université.
Fête de l'internet.
Le printemps des poètes.
Nautiqu'halle (le Port).

Avril

Nouvel an tamoul (hindoue - spectacle et danses indiennes).
Festival du court métrage (Saint-Benoît / 0262 50 88 20).
Le printemps des musées (plusieurs sites dans l'île).

[15] Ces éléments sont compilés à titre indicatif et, s'ils sont représentatifs, ne sauraient être considérés comme complets.

Salon du mariage.
Pâques.
Festival du film scientifique (Saint-Denis).
Salon inter bois (le Port).
Cinéma des 5 continents (Saint-Pierre).
Festival du cinéma documentaire (Sainte-Marie).
Salon des plantes rares (le Tampon).
Fête des produits du terroir (Saint-Paul / 0262.24.57.47).

Mai

Artisan et les Hauts (exposition, Maïdo).
Fête du muguet (la Montagne).
Fête des fleurs et de l'artisanat. Tempo festival (Saint-leu).
30ème foire agricole de Bras Panon du 1er au 11.
Salon des Palmiers (le Tampon).
Salon de la Maison (Saint-Denis).
Cross du Piton des Neiges (Cilaos).
Fête du pain.
8ème université de la communication de l'Océan Indien du 20 au 23.
Carrefour des Produits du Terroir (Hell Bourg).
Ascension.
Fête de l'eau (Saint-Benoît).
Fête du café (la Possession).
Printemps des musées (découverte des musées de l'île).

Juin

Fête de la Randonnée (Plusieurs sites dans l'île / 0262.27.89.67)
La Grand Boucan / carnaval (Saint-Gilles-les-Bains / 0262.34.57.47)
Fête de la musique (le 21, dans toute l'île / 0262.41.83.00).
Journée du patrimoine (Visites de jardins créoles / 0262.41.83.00).
Pentecôte
La fête de la mer (Saint-Paul / 0262.34.63.30)
Fête des Goyaviers (Plaine des Palmistes).
Fête du Cinéma.
Fête du Sacré Cœur (Saint-Leu).
Journée de l'accueil (dans toute l'île).

Juillet

Marche sur le feu à Sainte-Rose (0262.51.02.57).
Rando Gadiamb (randonnée en montagne / 0262.90.78.78)
Fête Nationale (le 14).
Fait main à Saint-Denis, artisanat (Parc des expos à Saint-Denis / 0262.55.74.47).
Fête Commerciale de Saint-Denis
Energie Nature (Saint-Benoît / 0262.50.88.00)
Foire aux agrumes (Petite-Ile).
Fête du Vin (Cilaos).
Fête du Choca (Entre-Deux).

Rando Métis.

Août

Fête commerciale du Port.
Fête commerciale de Saint-Denis.
Fête du Vacoa et du Palmiste (Saint-Philippe / 0262.37.10.43).
Expo Bois (Rivière Saint-Louis / 0262.91.20.75).
Flore et Halle (le Port / 0262.42.73.73)
Fête de la plage (Etang salé).
Fête du Coco (Saint-Paul / Grande Fontaine).
Fête de la vigne (Cilaos).
Fête des pêcheurs (Saint-Paul).
Journée d'accueil dans les offices du tourisme (le 28).
Pèlerinage Vierge au Parasol.

Septembre

Journée du patrimoine.
Foire des Mascareignes (Halle des manifestations du Port / 0262.42.73.73).
Florchidées (Saint-André / 0262.58.56.00).
Salon des orchidées (le Tampon / 0262.57.86.64).
Tran.ci.ma.sa, course de montagne dans les 3 cirques (0262.90.78.78).
Journée du patrimoine (0262.21.91.71).
Tour de l'île cycliste (0262.22.64.08).
Légendes du cinéma américain (Saint-Pierre).
Fête de la Salette (Saint-Leu).

Octobre

Dipavali: fête de la lumière (communauté tamoule) à Saint-André et autres communes de l'île (0262.46.91.63)
Florilèges (le Tampon / 0262.57.86.85).
Festival Kabar Réunion, dans plusieurs communes de l'île (0262.20.37.87).
Fête des bichiques (Bras Panon / 0262.51.53.63).
Fête du Livre.
Fête de l'ail à Petite-Ile.
Fête de la fraise (Saint-Pierre / Montvert).
Festival écran jeunes (Saint-Pierre).
Le grand raid le 19 au 21.
Fête des lentilles et de la broderie (Cilaos).
Fête grand mère kal (Saint-Paul).
Championnat du monde de parapente (Saint-Leu).
Accueil saveurs à Salazie.
Semaine créole (Sainte-Rose, Sainte-Suzanne, Saint-Gilles et Saint Joseph).
Journée internationale du Kréol (le 28).

Novembre

Fête du Curcuma (Plaine des Grègues/ 0262.56.50.00).
Festival international du film (Le Port).
Salon auto du 1 au 11 (Saint-Denis).
Rallye touristique (Cilaos).
Energie Nature (Saint-Benoît).
Triathlon international.
Fête de la Pêche (Salazie).

Décembre

Fête de Saint-Pierre.
Fête du terroir (Trois Bassins).
Salon Fait Main (le Tampon).
Fête des ananas (Sainte Clotilde).
Fête du gingembre (Saint-Joseph).
Fête du piment – (Etang Salé les Hauts).
Mégavalanche - VTT (Saint-Leu).
Marché de noël (Cilaos, le Port et Saint-Denis).
Fête du 20 décembre 1848 (dans toute l'île).
Marche sur le feu.
Transdimitile, course de montagne (Entre-Deux / 0262.39.54.09).
Salon régal - salon du goût créole (Parc des expos de Saint-Denis / 0262.48.78.78).
Rando Vanille (Bras Panon).
Noël.

II-2. L'espace

L'espace peut être considéré comme une entité disposant de caractéristiques qui lui sont propres découlant ou entraînant des phénomènes physiques et naturels. Il est donc possible d'en avoir une représentation relativement « extérieure à l'homme ». La Réunion sera dans cette optique présentée comme un territoire insulaire disposant d'une valeur patrimoniale reconnue sur certains aspects : une variété de microclimats, un volcan actif, des cirques, des écosystèmes unique et fragiles, des sites majeurs, des jardins remarquables…

Il est important dans le cadre de notre étude de situer également l'espace[16] *en lien avec les populations qui l'occupent, en disposent, le protègent, le valorisent ainsi qu'en tenant compte de la manière dont les habitants de cet espace se le représentent en termes « d'espace privé », « d'espace vécu », d'espace de loisir », « d'espace d'activité »…*

Les personnes ressources ont souvent considéré l'espace des Hauts.
Ainsi les éléments qui suivront seront moins développés sur les interactions entre hommes, espace, paysage[17]*, sites, et monuments que sur l'espace des Hauts. Les ouvrages retenus se référant au thème sont cités en annexe*[18] *et comparativement aux autres thèmes, on constate une grande diversité de contenu des ouvrages*[19]*.*

[16] « chaque paysage est espace d'existence de quelqu'un ». Les évènements et les expériences humaines sont transposées dans des paysages qui reflètent et renforcent l'identité qu'elle soit individuelle, collective, insulaire ou nationale. – Source Document CCEE - 2004 Etude Sites et Paysage

[17] Les paysages, par exemple, sont présentés dans le cahier des charges de notre étude comme le résultat de la nature sur elle-même autant que comme celui de l'homme sur son milieu. De ce fait, ils peuvent être identifiés comme patrimoine matériel, mais aussi immatériel (lorsque se révèle un sentiment d'attachement).

[18] Les bibliographies reprise par thèmes puis en annexe par centres de ressources ne sont pas exhaustives. Elles ont été principalement relevée dans les principales structures ressources consultées pour l'étude. Les ouvrages cités disposent également de références bibliographiques qui élargissent encore les possibilités d'analyse.

[19] Rappelons à nouveau que les citations issues d'ouvrages publiés ou de documents audio et vidéo sont reprises entre guillemets et en italique ; les citations des personnes ressources sont reprises entre guillemets.

II-1.1) Repères pour l'état des lieux

Un territoire et des paysages remarquables et très diversifiés constituent pour La Réunion un atout essentiel tant du point de vue patrimonial que vis à vis des enjeux de développement touristique[20] : 62% du territoire de l'Ile bénéficie d'un statut de protection. La Réunion est caractérisée par une biodiversité parmi les dix plus riches des milieux insulaires du monde, un fort taux d'endémisme (sur 700 espèces indigènes, 225 sont endémiques à La Réunion), et un environnement marin de plus en plus exploité.

Un nombre considérable d'acteurs institutionnels, privés ou publics, de l'aménagement et de la gestion du territoire (Office National des Forêts, la Chambre d'Agriculture, DAF, CIRAD, le Commissariat à l'Aménagement des Hauts, la SAFER, les GFA, la SEFAR, les OGAF, AGORAH…….) intervient sur l'espace Réunion en lien avec les communes qui ont un réel mandat depuis les lois de décentralisation.

A l'heure actuelle, la perception de l'espace comme composante de l'aménagement du territoire et comme outil du développement durable au plan des dynamiques locales peut conduire à des projets de rénovation du cadre de vie (« *préalable indispensable à une expression / construction / mise en valeur de l'identité* » [21]), à une meilleure répartition des activités sur le territoire, et à une gestion équilibrée, voire équitable, des ressources... Des projets en ce sens ont été évoqués et seront repris lors de la troisième phase de l'étude.

Si l'on considère le volet économique de l'aménagement spatial, cinq grands enseignements sont présentés sur la base des études réalisées par l'AGORAH[22] : la création de zone d'activité pour résorber la pénurie, la densification du tissu urbain pour accueillir la majeure partie des entreprises, la valorisation des atouts spécifiques de chaque territoire, l'économie des ressources rares et stratégiques (« *éviter le gaspillage* »), et la redéfinition des conditions du « *rééquilibrage économique* ».

En effet, pour une mise en relation de l'économique avec les facteurs culturels en évolution, l'espace peut également être considéré à partir des « *fortes polarisations observées sur certains secteurs d'activités, le maintien du poids de l'ensemble « Nord et Ouest », un essor du Sud, le maintien d'une situation « à l'écart » des Hauts et de l'Est en termes de croissance économique* ».

Sur le plan de l'aménagement du territoire, les communautés d'agglomérations sont également à l'initiative de projets : la CIREST et son Schéma de Cohérence Territoriale Est et le principe de création de villes nouvelles dans les Hauts et les mi-pentes de l'Est, la CIVIS et son Arbitrage Territorial de la micro région Sud, la TCO et son projet de développement global pour le territoire de la côte ouest.

[20] Rapport du Conseil Economique et social de la Réunion

[21] Marie Gisèle DALAMA, Thèse de fin d'étude - Bibliothèque Universitaire – Section Océan Indien

[22] Cette association assure une mission d'observation permanente et d'études dans le domaine de l'aménagement, de l'habitat et de l'urbanisme.

Il est avancé que « *si le rééquilibrage micro-régional semble s'amorcer, le rééquilibrage en faveur des Hauts ne semble pas produire les effets attendus* », au plan économique. Il en est de même en termes de répartition des populations : l'extension de l'urbanisation se poursuit en parallèle des avancées dans la protection des espaces naturels et y compris dans les Hauts, le logement collectif prend une place importante.

Enfin, l'espace Réunion concerne à la fois les résidents, les sportifs, les scolaires et les colonies de vacances, les touristes et écotouristes, les professionnels (guides, associations, agences réceptives, prestataires d'activité de pleine nature, et les responsables publics des zones et intervenants sus-cités).

Chaque site dispose ainsi d'une identité propre, à travers un potentiel naturel et un patrimoine, des productions artisanales et agricoles, des offres d'hébergement…, diverses formes de « *tourismes* » ou de type de « *loisirs* » se développent sur ces sites en fonction de leur identité : rural, de découverte ou plus urbain.

II-1.2) Le regard des personnes ressources sur l'espace[23]

1) La Réunion : de l'espace naturel à l'espace social habité

« *C'est la nature réunionnaise qui sert de fondation, c'est aussi l'histoire de l'île qui s'impose*[24] ». Les marqueurs visibles des perceptions liées à l'espace (organisation, traitement du végétal, habitat…) montrent la « *permanence de certaines formes culturelles locales liées à l'histoire du peuplement et à une appréhension véritablement réunionnaise de l'espace et du paysage* ». Les Hauts ont développé un « *rapport à l'espace qui leur est propre » : perception des échelles spatiales, migrations pendulaires… mais aussi le combat pour la liberté (« encore très importante pour les habitants des Hauts aujourd'hui* »).

Il a été souligné que les « *habitudes d'entretien de l'espace (bord des routes, fontaines publiques) ne semblent pas innées mais acquises* » et donc liées aux politiques de sensibilisation et aux réglementations au niveau de la gestion de l'espace et des paysages (lois « *paysages* », « *montagne*» et «*littoral* »). « *Les efforts d'aménagement de l'espace sont à l'origine des habitudes de planter des fleurs et de préserver l'environnement* ». Le principe de « *non-destruction des terres qui nourrissent l'homme révèle qu'il perdure un fort contact avec la nature et une volonté de préservation des cadres et des styles de vie* ».

Or, si dans l'histoire, reconquérir la liberté se faisait en montant dans les Hauts, nous verrons que l'intérêt manifesté aujourd'hui par les zones situées en hauteur reste proche d'une échappée à l'esclavage du monde moderne.

---

[23] Différentes définitions de l'espace au travers de sa déclinaison en paysages, sites et lieux nous ont été présentées que nous reprenons ci-après. Le paysage est un « ensemble de signes caractérisant une unité géographique sur le plan physique ou humain », il est « constitué par des éléments externes observés consciemment par l'homme. C'est un « ensemble de traits issus de la géographie naturelle et des apports accumulés des civilisations qui ont façonné successivement le cadre initial et qui sont entrés dans la conscience de groupe des occupants » et il est « synonyme d'environnement dans le processus de perception de l'espace et se confond avec l'espace vécu ». - Le site est la « configuration du lieu où s'élève une ville », « un paysage considéré du point de vue de l'esthétique, de l'harmonie et du pittoresque », et le site de fondation et le noyau de l'archéologie font souvent,… de l'emplacement initial un lieu à forte valeur culturelle, historique, touristique ». Le lieu est qualifié « d'espace concret et individualisé », « personnification identifiée généralement par un nom d'où la notion de toponymie, de lieu-dit (unité toponymique se définissant parfois par des caractères naturels, parfois aussi par un nom propre fixé, ou délimité par l'effet de circonstances fortuites), de Haut lieu (endroit où un fait précis s'est déroulé). Source Document CCEE - 2004 - Etude Sites et Paysages

[24] Jean BENOIST, Structure et changement de la société réunionnaise -

2) Les Hauts : de l'espace « répulsif » à l'espace « attractif » et « re-créatif »

Les Hauts furent tardivement présentés comme celui des deux espaces qui était « *diabolisé* » (1946[25]) par opposition à celui « *sanctifié* » (les Bas). Lacaussade[26] (1815 -1897) sera le premier à parler des Hauts « *comme espace apaisant qu'il faut protéger, permettant la communion entre la nature et l'homme et qui est accessible pour qui le mérite* ».

Les transformations matérielles illustrent la mise en forme de l'espace et des paysages via les équipements collectifs, les voies de communication, l'urbanisation, les infrastructures touristiques. « *A partir d'une situation originelle de « handicap », les Hauts se transforment aujourd'hui en atout de développement, notamment touristique* ». De plus, si l'on se donne la peine de les mettre en valeur, ces terres nourrissent l'homme (chasse, culture…).

Avec le plan d'aménagement des Hauts, « *l'intérêt commence à poindre mais auparavant ces territoires n'ont pas mérité l'attention des administrations* », et ce, même si la seconde route à mi-hauteur (route Hubert De Lisle) montrait l'effort pour sortir les Hauts de leur image négative et assurer de meilleures relations avec les Bas.

Les Hauts peuvent contribuer à une redécouverte personnelle et culturelle, avec une dimension écologique qui ne supporte pas d'être violentée, ils ne sont pas faits pour la vibration du bruit. « *C'est leur côté apaisant qui est attractif et il ne faut pas transposer dans les Hauts et dans les espaces de repos naturels la trépidation du Bas* ».

Il est variablement prêté aux Hauts une « *spécificité de re-création* » : d'un « *intérieur de l'île authentique* » (avec une mise en patrimoine des savoir-faire dits traditionnels ou de terroir), d'une « *identité* » construite ou reconstruite (palingénésie), d'un « *cadre de vie renouvelé* »…

3) L'expression et la perception de l'espace

« *La langue est le découpage de la réalité et le paysage est très profondément ancré dans le vocabulaire*[27] ». La conception de l'espace est très importante et tout comme « *la géographie ne changera pas* », l'on ne sait pas si cette conception arrivera à changer dans la tête des gens.

La relation à l'espace est dictée, imposée par la géographie, la topographie, l'économie, le type d'exploitation agricole (« *la mécanisation sera impossible donc le rapport à la terre diffère* »). La conception de La Réunion à l'extérieur est liée à l'espace, la notion de « *produits péi* » sera très difficile à faire disparaître, et la notion de « *dehors* » ne sera jamais nuancée : le dehors ne sera plus le lointain mais une réalité de l'autre côté de l'océan.

« *La représentation « Nord Sud Est Ouest » de l'île n'est pas classique », personne ne pense même à ces « faux amis », et « avant que l'on puisse sortir de la tête des gens que le*

[25] Marius LEBLOND, « les veuves » - 1946

[26] Le thème privilégié de Lacaussade est le combat pour la liberté et il compare le combat des esclaves à celui des polonais ou des irlandais (cf. Poèmes : « *le lac des goyaviers* » ou « *le piton d'enchain* »). « Les américains se battent pour sortir de la tutelle britannique (combat positif) dont ils ne retiendront rien puisqu'ils conservent et développent l'esclavage (Afrique – combat négatif) ». A la Réunion, conquérir la liberté se faisait en montant dans les Hauts.

[27] « Traverser » fait allusion à la courbe de niveau et les interférences avec le français sont embêtantes. « ici ». Traduire ici du français au créole donne plusieurs interprétations : ici la Réunion, ici St Leu…« Dans le fond là bas » : plus bas par rapport à nous (Musique de Gilbert Pounia)

Nord n'est pas l'Est… pourtant il fallait bien désigner différemment ce qui se situait en zone de montagne, après la route en corniche ».

« *Il y aurait une inadéquation, voire une schizophrénie, si la conception de l'espace ne change pas et que « les Hauts », en tant qu'entité et dans le vocabulaire, disparaissent* ». Même avec une certaine uniformisation, il y a une entité Hauts, perméable au reste mais dans laquelle les gens ont le même climat, végétation, repas, émissions, et vont au même Maloya.

4) Les Hauts : un espace d'imaginaire

L'imaginaire créole fonctionne par les Hauts et non par le large, la montagne est un point de mire. « *Dans la symbolique, l'élément religieux : le ciel. Mais notre terre est volcanique et le volcan l'action du diable. Dieu a remis la terre entre nos mains et nous devons contribuer à la sortir de l'emprise du diable en la mettant en valeur la terre "Eden" et aujourd'hui "La Réunion"* ».

On souligne l'importance de l'immersion au plus profond de la nature pour retrouver une respiration profonde et un rééquilibrage des énergies personnelles en lien au cosmos : « *La Réunion est une île mais aussi l'un des paratonnerre de la planète », la pression tellurique ici s'exerce sur 2500 km2 et culmine à 3000 mètres, « elle est plus forte et l'on a plus de considération pour le respect de la nature, l'harmonie et le silence* ».

5) Les Hauts : un espace de mémoire à partager

« *La Réunion est profondément marquée par l'organisation des rapports sociaux qui ont trait à l'utilisation du sol, au partage de celui-ci et des revenus qu'il rapporte*[28] ». Aujourd'hui, c'est le réinvestissement des Hauts comme refuge par une volonté d'en faire de hauts lieux de mémoire, tant pour les locaux que pour le développement touristique.

Il est souligné, « *dans le cadre du développement durable, l'importance de la cohabitation des différentes fonctions de l'espace qui se côtoient aujourd'hui dans les Hauts* ». Les Hauts sont présentés par chaque interlocuteur rencontré comme « *de plus en plus attractifs* »[29], à la fois en tant qu'« *espace vécu* » et « *espace de loisir* » (tous deux évolutifs).

Les « *Hauts* » existant par leur particularité historique, géographique et ethnique deviennent des porteurs patrimoniaux dans l'île. Ils sont désignés comme support de patrimoine naturel, architectural et vivant. Ce sont des éléments importants dans la spécificité qu'ont ces espaces de re-créer un intérieur authentique : on met ainsi en patrimoine des savoir-faire dits traditionnels ou de terroir liés à l'espace et à sa relation avec l'homme.

De la patrimonialisation des Hauts nous assistons à leur mise en tourisme. Le défi dans le cadre du développement durable est d'arriver à favoriser la cohabitation de ces différentes

[28] Jean Benoist –Pour une connaissance de la Réunion– FRDOI

[29] Dans les textes comme lors des entretiens, « l'attractivité des Hauts » a pu être présentée par rapport : aux liaisons routières (Route des Tamarins), à un habitat recherché au vue du renchérissement des terrains en zones littorales, à son potentiel de développement agricole, agrotourisme, artisanat et du « secteur tertiaire »… mais également par la relation forte avec les notions de liberté, de lien à la nature et de « mise en tourisme » des sites.

fonctions qui se côtoient aujourd'hui dans les Hauts. Dans le même temps, La Réunion valorise son espace maritime et diversifie les activités qui y sont liées.

Or l'Océan Indien va être la première zone de basculement pour les 50 prochaines années (poids démographique de l'Inde et de la Chine, appels de l'Afrique du Sud et de Madagascar…). Il faut prendre ça en considération « *car jusque là nous étions trop tournés vers l'intérieur, le littoral étant hostile on se réfugie vers la montagne pour échapper à l'esclavage du littoral* ».

L'espace réunionnais est aussi situé au cœur de la dualité entre « *Réunion terre de l'Océan Indien* » et « *Réunion partie intégrante de l'ensemble national français et européen* ».

II-3. Les croyances

La religion[30] considérée comme « système de croyances et de pratiques relatives à des choses sacrées (c'est à dire séparées, interdites)… est un phénomène collectif, s'opposant à la magie, individuelle ». On appelle croyances les propositions – formulées ou non – auxquelles un individu ou un groupe donne un assentiment parfait et qu'il tient pour vraies alors même que la preuve de leur vérité ne relève pas d'une logique scientifique.

Au delà du lien entre croyances et religion, nous aborderons plus spécifiquement dans ce chapitre les croyances dérivées ou transmises[31] (qui ne tiennent que parce qu'elles dépendent d'une tradition). L'idée commune voudrait que les croyances d'un individu aient surtout des effets subjectifs et que ses comportements en soient le reflet. Dans la réalité, les effets du « croire » sont d'une portée considérable, étant fortement ancrés dans chaque individu, chaque groupe et se manifestant notamment dans la société.

Fondés sur les croyances en la force agissante d'êtres ou de puissances sacrées desquels l'homme peut obtenir un effet s'il communique avec eux, les rites positifs (prière, sacrifice,…) et rites négatifs (tabous, ascèses) sont différenciés[32]. Ils représentent un ensemble d'actes répétitifs et codifiés qui peuvent être d'ordre verbal, gestuel ou postural.

En ce qui concerne la manifestation concrète des croyances à La Réunion, un travail a déjà été effectué pour rendre lisible les pratiques, les objets ou les édifices[33], et un grand nombre d'ouvrages ont été consacrés à ce thème. Considérés par rapport aux religions présentes sur l'île ou aux pratiques en sphères publiques ou privées (regards sur la sorcellerie, regard sur la médecine[34]), ces éléments de bibliographies sont cités en annexe de ce rapport. La cinquième partie de ce chapitre sera illustrée d'un résumé d'ouvrage dont les chapitres significatifs ont été étudiés et d'éléments illustrant ce thème.

---

[30] Emile Durkheim « les formes élémentaires de la vie religieuse » - PUF – Paris - 1912

[31] M. Rokeach – « Beliefs, attitudes and values » - 1969. M. Rokeach a réalisé l'un des inventaires formels des croyances : les croyances primitives à consensus maximal ; les croyances primitives à consensus minimal, les croyances portant sur l'autorité et les droits (de personnages réels ou mythiques) ont été évoquée en première partie de ce rapport, les croyances dérivées ou transmises[7] (qui ne tiennent que parce qu'elles dépendent d'une tradition) et les croyances anecdotiques (que l'on pourrait appeler les « matières de goûts »).

[32] M. Mauss – sociologie et anthropologie – PUF – Paris - 1950

[33] A titre d'exemple pour l'hindouisme, on compte, aujourd'hui, huit grands temples ainsi qu'une multitude de petites chapelles et oratoires. Les plus vieux temples se trouvent principalement dans les zones à dominante sucrière, comme le Colosse de Saint André tandis que pour l'Islam La première mosquée fût édifiée à Saint Denis, et aujourd'hui, 12 communes en possède une qui peuvent se visiter à condition de porter une tenue correcte et décente, et de rester discret, notamment aux heures de prière.

[34] Nous n'aborderons que peu les éléments d'anthropologie médicale mais les choix relatifs à l'action médicale sont en liens aux croyances et traduisent une vision de la société.

II-3.1) Repères pour l'état des lieux

Il convient pour le chapitre des croyances de citer brièvement les grandes confessions présentes sur le territoire dont les aspects patrimoniaux se distinguent, ou se mêlent… Le christianisme, pratiqué par les catholiques, est la religion majoritaire à 95% sur l'île « *où les commandements de la Bible se mêlent aux traditions païennes, ce qui a pu être désigné comme étant le christianisme créole* ». Les protestants se divisent en quatre groupes distincts dont certains courants sont rattachés à des « *sectes* » sur le plan de la législation française. L'hindouisme, la seconde religion, est arrivée avec les premiers immigrants Malbars et Tamouls. L'islam est représenté par l'islam sunnite majoritaire, le cercle des Mourides de l'Océan Indien, et la communauté chiite réunionnaise. Le bouddhisme, enfin, philosophie orientale, a sa propre originalité à La Réunion car il ne rejette pas mais intègre les grandes vertus morales et certains rites hérités du confucianisme et du taoïsme.

Parmi les manifestations considérées comme importantes à La Réunion, les fêtes liées aux traditions religieuses, aux offices (enterrement), ou aux temps forts de la pratique religieuse ont été présentées. Les sites importants ou porteurs de symboliques, si l'on se réfère à la géopiété[35] (qui exprime le caractère mythique et religieux des lieux), seront examinés par zones zoom, ainsi qu'à l'échelle de l'île.

Une vision spatiale des édifices cultuels a été notamment proposée par la Mission Parc dans son document de présentation du Parc National des Hauts Nouvelle Génération. Le degré de précision obtenu dans ce document cartographique permet par exemple de visualiser les oratoires rattachés au culte de Saint Expédit. D'autres éléments sont présentés par commune et compilés au sein de l'Atlas du Patrimoine, édité par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) dont certains éléments de détail nous ont été transmis.

A partir de l'observation sur le terrain, il s'agira ensuite de réussir à distinguer ce qui est remarquable de ce qui est lisible après observation avertie.

Le religieux est à la fois une disposition (aspect psychologique) et des attitudes (aspects comportementaux) qui se développent chez l'individu cherchant à prendre place dans le monde (environnement physique et social) et s'interrogeant sur le sens de son existence au monde. Dans la vie en société, l'observation des pratiques individuelles ou collectives peut s'appuyer sur des créations humaines qui cristallisent ou rendent manifestes certaines facettes de l'« *univers religieux* », appelés marquages sacrés. Nous serons ainsi attentifs aux éléments suivants : les édifices religieux (en reprenant les cartographies sus citées ainsi que l'existant au niveau de l'évêché et des autres cultes, …), les marquages sacrés associés aux passerelles, les croix de calvaire et croix mémorielles, les oratoires et autels visibles en sphères publiques, et enfin les marquages sacrés en sphères privées.

Sur un site culturel comme La Réunion, l'inventaire des croyances pourrait être établi par diverses méthodes[36] selon le degré d'assentiment qu'elles suscitent, l'assiduité des participants qu'elles rassemblent et les systématisations qu'elles introduisent.

[35] Tuan Yi-Fu - «Space and Place » - 1977 bibl. Mickaël Maillot CCEE

[36] J.P Deconchy – « Les méthodes en psychologie de la religion : leur évolution récente » – CNRS - 1987

Notre étude ne réalisera pas un inventaire de type recueil ethnographique[37] mais un relevé des dires et des manifestations mises en exergue le plus fréquemment.

Cette observation des récurrences (orales ou observées) ne permettra pas un recensement exhaustif mais pourrait mettre en évidence les effets des croyances (cf. infra « les dimensions culturelles du vivre ensemble). C'est à dire quels sont, à La Réunion, les filtres intervenant dans la perception des interactions et des évènements sociaux afin que ne soient pas remis en cause les croyances dominantes ?

Dans le registre cultuel, les éléments qui sont de l'ordre d'un culte intériorisé (pensée de foi, de charité, d'espérance) doivent être distingués des éléments extériorisés exprimés dans les comportements. De même, il est intéressant de différencier le culte public (prières, exhortations, sacrifices, offrandes, sacrements, processions, etc.… incorporés dans la liturgie) du culte privé (ou « *culte populaire* »).

Sous le terme de culte populaire, on classera des pratiques, dites parfois superstitieuses, en marge des religions instituées et souvent tolérées par elles, comme la vénération d'images ou statues pieuses, des témoins symboliques de puissance sacrées (feu), des pratiques plus taboues touchant à la sorcellerie[38], aux traditions de guérisseurs…

II-3.2) Le regard des personnes ressources sur les croyances

Les croyances ont été considérées lors des entretiens menés avec les personnes ressources tant comme reliées directement à une religion principale identifiée, que comme une ouverture sur des éléments transmis qui sous tendent les comportements des Réunionnais. Le rôle de cette étude est de parvenir à proposer une lecture axée sur l'existant et la perception exprimée sur les croyances, tout en conservant un fil historique les rattachant au système culturel et à la vie en société.

Ce second point sera principalement développé dans le chapitre « *les dimensions culturelles du vivre ensemble* » dans lequel nous reprendrons notamment un exemple de l'influence actuelle des croyances sur l'aménagement technique du territoire. Dans ce paragraphe, nous présenterons sous forme argumentée les éléments récurrents repérés aux travers des dires recueillis auprès des personnes ressources.

1) <u>La pratique religieuse est l'un des éléments structurant de la communauté</u>

Longtemps, « *l'Eglise a été pratiquement le seul réseau structuré capable de mener une action sur l'ensemble du territoire et après le passage de la société de plantation à une société rurale diversifiée, elle devient un élément structurant de l'imaginaire et du rapport à la création* ». En effet, la revalorisation du travail manuel et de la terre comme instrument de création contribue à créer du sens et une mise en valeur des Hauts de l'île.

[37] par observation ou par entretiens non directifs et semi directifs et construits autour d'une phénoménologie implicite ou à partir d'énoncés jugés typiques d'un corpus de croyances particuliers.

[38] Selon Gérard Mouls, « tout individu qui effectue des pratiques magiques ou surnaturelles dans le but d'influencer des phénomènes naturels », est un sorcier, c'est à dire celui qui guérit, qui « tire le mal », qui « tire l'esprit », qui prédit l'avenir et connaît les secrets des plantes médicinales. A la Réunion, nous avons eu le choix entre le sorcier Malbar qui a gardé ses traditions religieuses, le sorcier comorien considéré par l'opinion locale comme puissant, le sorcier malgache, le sorcier blanc qui utilise des livres de magie blanche ou noire. - Préface de Jean François Sam-Long – « La sorcellerie à la Réunion » de G. Mouls

Pour les hommes : « *La religion est donc un choix et un moyen d'intégration dans la société* ». De plus, après le concile de Vatican II (« *durant lequel le prêtre faisait tout* »), l'Eglise devient un ensemble, elle regroupe tous ses fidèles dans la même dignité et sa perception est ravivée.

Les communautés se voient alors encourager à valoriser leur créativité : moteur, animation, gestion de structures associatives, coopératives, syndicales, professionnelles. La foi n'est pas seulement le rite cultuel, mais surtout ce qui donne et crée du sens à la vie et aide à recréer le lien social. « *Si l'Eglise forme des chrétiens responsables ouverts sur le sens de la vie, elle forme aussi des citoyens responsables qui voient des frères vivant avec leurs différences, d'où l'importance du dialogue inter religieux qui bénéficie à toute la société* ». Au delà des religions, les croyances représentées sur l'île sont considérées comme intimement mêlées à la vie de chacun. « *Diversité la plus exemplaire* » de La Réunion, elles structurent la société car elles ont le pouvoir de cimenter (ou de détruire) la relation aux autres.

« *La religion dépasse la référence aux représentations du mal et de la mort et est la source d'obligations et d'interdits qui portent sur des actes, des aliments, des relations* [39]». On y retrouve le « *trouble des traditions magiques, en passant par des relations d'affection, d'intérêt ou d'alliance qui parcourent les voies de la parenté* ».

2) L'exercice cultuel est avant tout un comportement guidé par la relation aux aïeux

« *Quand on parle de croyances, c'est le lien aux parents et aux grands parents qui fait que l'on se réfère à telle ou telle pratique au quotidien* ». Il n'y a pas « *d'ancêtres* » réunionnais ; les grands-parents représentent l'identification de la provenance, et les signes et pratiques cultuels, les liens maintenus avec eux. Ainsi, il n'y aurait « *pas de double pratique mais une continuité* » de l'histoire familiale, et ce, même si La Réunion n'est pas une société traditionnelle au sens classique comme dans certaines sociétés africaines ou à Madagascar[40].

Le mot « *ancêtre* » n'existait pas en créole, il a à peine 30 ans. Néanmoins, la survivance à la religion principale est « *l'obsession aux défunts, qui sont bienveillants mais aussi ambivalents (avant, les gens parlaient des âmes du purgatoire les plus délaissées)* ». A La Réunion, on entend « *les esprits sautent pas la mer* » et selon certaines croyances, le départ du territoire est parfois vu comme la seule manière de se protéger ou de prévenir les malheurs.

La religion (entendue comme les croyances et pratiques qui unissent dans une même communauté morale) a été présentée comme « *un moyen de structuration de la société* », et si les Hauts ont gardé la cohérence du milieu créole et une interprétation du malheur en relation aux aïeux, il semble que cela ne découle pas d'un sentiment de peur (« *la peur ne commande pas* ») mais de la cohérence avec ce dont l'individu a hérité.

[39] Jean Benoist –Anthropologie médicale en société créole – les champs de la santé – Presse Universitaire de France

[40] Madagascar : la société traditionnelle est basée sur une tradition ancestrale et une continuité de la lignée des ancêtres fondateurs.

3) L'autonomie dans la gestion du sacré corrélée à une harmonie de confessions

Le « *concept de religion a une allure spécifique à La Réunion, différent de ce que l'enseignement religieux catholique nous apprend*[41] ». La religion dépasse une « administration du sacré (…) généralement référée au domaine de l'« *extra quotidien* »[42], puisque « *les pratiques et croyances s'inscrivent dans la vie quotidienne des Réunionnais* ».

Ainsi, « *outre les édifices liés à la religion officielle (régie par l'autorité ecclésiastique), il existe de très nombreuses marques (petites grottes, oratoires, croix mémorielles, icônes) qui tendent à prouver l'important degré d'autonomie de la « gestion du sacré » par la population. Au plan des croyances, les marquages sont omniprésents depuis la sphère privée jusqu'à l'intérieur de la sphère publique*[43]».

On souligne le passage des « *superstitions* » (à ce stade de l'étude, les tabous et la sorcellerie ont été encore peu évoqués au delà de leur existence) aux « *infrastitions* » liées aux pratiques religieuses (et « *civiles* ») qui sous tendent les comportements comme caractéristiques de la société réunionnaise, et ce tant pour les pratiques personnelles que collectives.

Une approche de l'intérieur des différentes pratiques religieuses peut permettre de sentir que « *le Dieu des "bons dié"* », c'est de l'humain, plus que du polythéisme. « *Peu de personnes pensent vraiment que l'on peut être en relation directe avec Dieu, en dialogue immédiat. Souvent on utilise un ancêtre et donc une personne dont l'état de pureté, de sainteté confère une place plus près de Dieu* ». « *C'est ce que certains Réunionnais font, plus que du polythéisme* ».

Par extension, l'existence d'une « *porosité entre les communautés* » a été présentée de diverses manières : « *on est à la fois tamoul en allant à la chapelle le matin et catholique en passant par l'église le soir, c'est drôle mais c'est vécu naturellement* », « *Aujourd'hui il y a encore beaucoup de gens à la fois hindous et catholiques et d'ailleurs ceux qui ne sont pas hindous sont-ils préservés de ça ? Non* ».

« *La Réunion donne l'image d'une société traditionnelle où l'homme ne se pense qu'en lien avec son environnement, notamment spirituel ». Bien souvent, « les pratiques personnelles doivent se conjuguer avec des contradictions liées aux origines différentes et la fluidité dynamique des habitants de l'île a permis de tisser de la cohérence entre des choses qui devraient s'exclure* ».

4). Le syncrétisme religieux se retrouve des Cirques à la côte

L'unité n'empêche pas la diversité : au début caractéristique des Hauts, les « *petites niches*[44] » ou oratoires constituent aujourd'hui un lien entre les Hauts et les Bas. Avec le processus du catholicisme, la modernité et le XIX^{ème} siècle les statues apparaissent à la place des monticules pour signaler les endroits frappés par la mort.

[41] « le catholicisme possède toute l'île mais ne l'anime pas » - Jean Benoist

[42] Emile Durkheim « les formes élémentaires de la vie religieuse » - PUF – Paris - 1912

[43] Christian Adam de Villier - Etude ethnologique - Programme de recherches scientifiques 98-99

[44] Lorsque les esclaves mourraient sans sépulture, en bordure de chemin, l'emplacement de leur corps était marqué d'un monticule de feuilles et de branchages par celui qui le trouvait (signe de respect et crainte d'une âme errante)

Cet aspect a été préservé mais « *il ne tient pas à un culte*[45] *(comme St Expédit) mais à une conception de l'âme qui existe toujours*[46] ». Les références à une unité s'expriment également de la manière suivante : « *du Port à Cilaos, on retrouve St Expédit* », « *le phénomène des saisissements est répandu partout*», « *l'importance de la fête de la Salette* »…

A La Réunion, « *le syncrétisme s'exprime avec des nuances qui dépassent les origines ancestrales* » et c'est « *en même temps lié à l'œcuménisme (les personnes s'y référant pour légitimer de leurs attitudes)* ». De fait, sur un plan plus concret, la religion a été respectivement présentée comme « *comme une aide nécessaire aux Réunionnais en situation difficile sur les plans sociaux, économiques, sanitaires* », comme « *un vecteur de déplacement* »[47], ainsi que comme « *un moyen d'intégration dans la société* ».

Aujourd'hui, « *le renouveau Tamoul représente autant un courant religieux qu'un exemple de stratégie sociale* », en ce sens que, par ce courant, une partie de la communauté recherche un positionnement plus proche de sa place dans la société.

En termes de croyances (bien que l'on puisse élargir ceci au patrimoine culturel en général), « *ce qui ressort du patrimoine doit intéresser tous les humains de La Réunion et avoir une dimension universelle* ».

5) Les différences de pratiques liées aux croyances et leur transmission

Les croyances ne sont pas l'unique thème sur lequel le rattachement plus ou moins prononcé au monde rural est empreint de différences concrètes avec les constats réalisés sur des sites plus urbains. Pour nombre d'interlocuteurs, le lien à la religion ou plus spécifiquement aux croyances, est « *resté plus fort dans les Hauts* ». On y souligne par exemple que « *la messe fait partie de la vie quotidienne » et que « pour rien au monde on ne louperait la messe* ».

Parmi les choses présentées (à tort ou à raison[48]) comme en passe de disparaître totalement nous pouvons citer : les sacrifices d'animaux[49] : (« *qui sont vraiment très rares, sans doute encore un peu en pratique de temples privés mais seule la chapelle de Bois Rouge continue* »), les processions à la vierge : (« *la présentation de la vierge a encore été faite à Hell Bourg mais sinon elles sont finies… et pourtant, le « lontan » qui revient a été très apprécié lors de cette procession !* »). Le « *jaco* » était le chef de file des processions, « *cette tradition tamoule disparaît et est peu reprise par les jeunes* », « *cela existe de moins en moins, notamment en ville* »…. On souligne aussi qu'auparavant, on faisait voyager la vierge de maison en maison, de famille en famille, et « *maintenant elle ne bouge plus, elle reste à l'église ou alors la statue n'est plus utilisée* ».

[45] L'encyclopédie « A la découverte de la Réunion » dans son volume 8 « rites et croyances » a établi un repérage des cultes, dont certains se situent « dans l'ambiguïté ». « La pratique des religions Réunionnaises ne se limite pas à la succession de rites de passages qui marquent les différentes étapes de la vie et à la répétition des cycles cérémoniels qui rythment les calendriers religieux. Elle se prolonge par des pratiques souvent détournées de leur sens religieux pour prendre des significations quasi-magiques ». Les principaux cultes recensés sont : le culte de la Vierge Marie, le cultes des saints, le culte des médiateurs non « canonisés », la dévotion aux âmes du purgatoire, les cultes de Sitarane et de Saint Expédit, et plus en marge les âmes errantes, les services « goulou » et les service « poule noire », les anges et les génies, les saints, les diables et la divination.

[46] Prosper EVE – « Les oratoires : lieux de mémoire de l'esclavage »

[47] la religion (recherche d'un bien être) et le rapport à la mort ont poussé les gens à aller dans des lieux différents : centres de pèlerinage et les médecins - hôpitaux étaient dans les bas

[48] Il ne nous revient pas de juger de la véracité des dires des personnes rencontrées mais de souligner les récurrences caractérisant des tendances qu'il nous appartient de souligner.

[49] Concernant les sacrifices d'animaux, la diminution des pratiques se vérifierait plus précisément par rapport à l'un des courants de la religion tamoule.

Dans l'histoire des Hauts, on note l'omniprésence des esprits mais « *en moins de 20 ans le système de transmission ou de reproduction d'un système sur l'autre a changé* ». Il est avancé diverses hypothèses à différents niveaux : « *tant que c'est rattaché au monde rural, cela perdure* », « *il y a peut-être eu des interdictions (de l'Eglise) pour certaines pratiques* », mais il y a surtout de fortes interrogations quant à l'avenir (cf. Supra).

6) La perception de l'ancrage et de la vitalité du sentiment religieux collectif

Dans les grands rassemblements cultuels périodiques, les rites et croyances religieux expriment leur intensité et leur prégnance (sentiments de force, de cohésion et d'enthousiasme), alors qu'ils apparaissent parfois usés par la vie quotidienne. Force est de constater que si cette perception est régulièrement évoquée, elle diffère dans son contenu.

Certains souligneront les marches sur le feu Malbar et le service Kabaré[50] comme des traditions qui perdurent, ou considéreront que le « *retour en force pour les jeunes tamouls serait plutôt un retour à l'authentique, à la religion d'origine de l'Inde* », « *on change la donne et le retour est plus lié au côté indien que lié à ce qui est arrivé avec les engagés…* ». Tout cela démontre la continuité et la vitalité de la pratique, même si ses contenus varient.

Ainsi, « *les conceptions ancrées et transmises restent vivantes par les liens familiaux, la vie en société, et perdurent tout en conservant leur adaptabilité à l'environnement et aux jeunes générations* ».

Il existe une omniprésence des morts parmi les vivants. Or « *une société qui a le culte de ses morts porte en elle-même des ressources insoupçonnées et des raisons de vivre car l'horizon n'est plus limité* ». Dès lors, il y a quelque chose de culturellement fort à inventer sur ces fondements et « *si l'on se positionne par rapport à la réalité de l'existence, on sort d'une société dépressive et l'on créé à la fois du sens et de la proximité* ».

Dans le cadre des croyances, ce sont les continuités[51] qui sont intéressantes à étudier : par exemple, « *tant que l'on est dans le sentiment créole, on vit en relation avec les défunts (qui sont les référents)* ». Nous aborderons l'existence d'un « génie créole » qui crée de la cohérence dans la troisième partie de ce document.

[50] cérémonie mortuaire malgache

[51] exemple de deux discontinuités qui ont été évoquées : la mission « salut et guérison », rejette cette croyance créole trop floue et crée la rupture, les morts sont morts n'en parlons plus… et « le renouveau Tamoul » représentant une stratégie sociale : les tamouls descendant des coupeurs de cannes sont aujourd'hui médecins, hommes d'affaires… Le Malbar des années 80 prend donc une place différente dans la société et ne peut plus s'identifier trop au monde rural. On se revendique alors de l'Inde mythique, par une dépendance à un prêtre, et sans contact avec les morts

ECLAIRAGES COMPLEMENTAIRES CROYANCES

Les éléments suivants nous ont permis d'étayer le contenu de ce chapitre sur le thème des croyances :

✓ Guide illustré de l'île de La Réunion – GERARD G. (1970) « Histoire de Sitarane »

✓ Programme de Recherche Scientifique 1998-1999 – Christian Adam de Villiers

II-4. Les savoir-faire

Les savoir-faire, plus spécifiquement exercés dans l'artisanat, coïncideront dans notre étude avec le secteur des métiers. Si l'artisanat[52] suppose une inscription au « registre » du même nom, nous ne pouvons nous priver d'examiner également les savoir-faire traditionnels qui ont été évoqués, quand bien même ils demeurent pour certains un peu « clandestins ». Ainsi, le plus souvent, le savoir-faire considéré sera celui d'un travailleur manuel, formé sur le tas, par apprentissage direct ; enregistré comme artisan il sera un travailleur indépendant, exerçant à son propre compte, seul ou avec l'aide de membres de sa famille et de quelques compagnons.

Chaque groupe se signale généralement par une morphologie et une condition sociale propre et, par définition, l'artisanat résiste là où il n'entre pas en concurrence directe avec l'industrie et où il peut mettre en valeur une compétence individuelle forte[53]. La reproduction élargie de l'entreprise est souvent limitée, et la référence aux valeurs de métier reste seconde par rapport aux conditions réelles qui permettent à une petite production marchande de vivre dans les interstices du capitalisme moderne.

Outre les détenteurs des savoir-faire, divers acteurs sont en lien directs avec la gestion, l'organisation, la valorisation des savoir-faire existants sur le territoire, comme par exemple : le Commissariat à l'Artisanat, le Centre de Gestion de l'Artisanat, la Chambre des Métiers (enregistrement des artisans et formations), le Centre de Formation des Apprentis, l'association Arts et Traditions[54], la Société d'Encouragement des Métiers d'Art…

[52] Notre champ inclue par exemple l'artisanat du bâtiment, l'artisanat lié aux activités de services (dans lequel l'on retrouve les femmes encore minoritairement représentées), et les savoir-faire liés aux métiers d'art (reconnu officiellement dans la nomenclature, gérés par la Chambre des métiers et sur lesquels une étude a été menée par l'association Arts et Traditions en 2000).

[53] Dictionnaire de la sociologie – Larousse - 1998

[54] A consulter dans les locaux de l'association le « rapport d'opportunité 2000 – « plan régional de formation métiers d'Art – dispositif de transmission des savoir-faire rares ». Chaque activité a été décrite sous forme de fiche, avec le type de technique, de matériaux et le lieu de récupération des matériaux nécessaires dans l'île.

II-1) Repères pour l'état des lieux

Dans le cadre de cette étude, les savoir-faire seront considérés comme l'ensemble des activités représentatives de compétences, qui si elles ne sont pas propres à La Réunion, sont représentatives de techniques, d'outils et de connaissance liés à l'expérimentation et à l'activité humaine sur l'île.

Plutôt que de réaliser une analyse pointue sur quelques exemples de métiers (artisanat, agriculture, gastronomie, architecture, utilisation des plantes médicinales…), le contenu des entretiens avec les personnes ressources nous incite à considérer l'ensemble des savoir-faire dans leurs caractéristiques et évolutions majeures, illustrées d'exemples se rapportant à des savoir-faire, métiers ou techniques spécifiques.

La nomenclature des métiers d'Art existe depuis décembre 2003 et nous avons pu regrouper les informations[55] concernant les artisans enregistrés par métiers et par zone géographique (cf. tableau page suivante). Parmi les métiers les plus exercés officiellement à La Réunion (c'est à dire ayant plus de trente représentants officiels), on retrouve les arts graphiques (74 artisans), les objets de décoration (67 artisans), le textile (64 artisans), les métaux précieux (64 artisans), la décoration intérieure (45 artisans), le travail de la terre (38 artisans), le travail du bois (31 artisans). Soit un total de 464 artisans inscrits au registre des métiers d'art, métiers qui sont subdivisés en différentes activités artisanales, au nombre de 104 différentes recensées.

Examinées de manière plus précise, ces données laissent apparaître des métiers spécifiques comme le travail de la lave, qui concerne 6 personnes enregistrées et des métiers peu représentés aujourd'hui : un seul 'bardotié' qui doit faire face à une demande réelle (« *et à des bardots importés et fabriqués mécaniquement et non manuellement !* »), un ferblantier, deux fabricants de savates, deux fabricants de pilon, un fabricant d'instruments de musique, sept fabricants d'instruments traditionnels…

Le tableau ci-dessous précise la répartition des artisans selon une délimitation Hauts / Bas, le rapport étant en faveur des Bas. Les éléments avancés sont les suivants : les artisans des Bas sont sans doute plus enclins au suivi des réglementations, si l'approvisionnement en matériaux s'effectue dans les Hauts l'installation des lieux de production (souvent identique au domicile) est dans les Bas, et tous ne « *sont pas inscrits au RM (Registre des Métiers)* ».

En effet, par contraste avec la réalité observée sur le terrain et en accord avec les dires des acteurs interrogés, il apparaît que « *nombre de savoir-faire sont encore exercés dans le secteur informel de l'économie et tiennent plus à une pratique rémunératrice, ou à une activité annexe* » qu'à une logique de métier suffisamment rentable pour en vivre.

[55] Source : Chambre des Métiers de St Pierre (données anonymées)

A titre d'exemple seulement deux brodeuses sont enregistrées au registre des métiers à Cilaos, alors que la notoriété de la « Broderie de Cilaos[56] » est reconnue.

NB métiers	sites		
filière	Bas	Hauts	Total
art graph	47	26	73
bâtiment	2	1	3
bois	15	16	31
cuir		2	2
décoration intérieur	27	17	44
facteur instrument	5	3	8
fibre végétale	20	7	27
métal	7	2	9
métaux précieux	47	18	65
objet décoration	40	24	64
senteur	3	5	8
textile	32	31	63
travail de lave	4	2	6
travail pierre	41	20	61
Total	**290**	**174**	**464**

II-4.2) Le regard des personnes ressources sur les savoir-faire

Les savoir-faire sont la résultante « *d'une adaptation aux conditions locales* » depuis l'origine du peuplement jusqu'à nos jours. La traduction physique de cette adaptation est visible partout et en continuum à travers les paysages, les pratiques et les objets que les savoir-faire ont modelés ou utilisés.

La définition proposée par l'une de nos personnes ressources sur ce qui compose l'art culinaire créole pourrait être reprise pour nombre de savoir-faire : si l'on y ajoute un zeste de bon sens et le respect de l'expérience, ces savoir-faire constituent le mélange d'«une part d'origine ethnique, une part de tradition réunionnaise et une capacité d'évolution ».

1) <u>Les savoir-faire : une harmonie difficile entre « pratiques » et « réglementations »</u>

D'une part, il a été exprimé que « *les gens devaient vivre de leurs concessions mais ils chassaient souvent de plus en plus loin en malmenant la nature (tortues, forêt[57]…)* » alors que d'autre part, on entend « *malgré ce qu'on raconte, les anciens (chasseurs de Tang, pêcheurs de bichiques) avaient et ont toujours un réel respect de la nature et de la mer* ».

Même si cela dépassait la consommation personnelle et que l'on chassait ou pêchait pour vendre, « *les conditions de chasse et pêche respectaient la nature* », « *on utilisait mais on respectait les arbres* ». A Saint Louis « *il y a des maisons de plus de 100 ans en bois couché qui ont résisté aux plus forts des cyclones mais on n'en fait plus* ».

[56] cf. L'ouvrage « Broderies de Cilaos » - 2001

[57] Lacaussade avait souligné le « *risque en ce qui concerne les arbres, il avait la crainte des parois dénudées* ».

Est-ce la disparition naturelle d'un savoir-faire, ou y a t il une interdiction de couper le bois couché ; « *est-ce une espèce endémique ou les gens ne veulent-ils plus l'utiliser* » ?

Dans les deux cas, il est souligné la « *permanence d'un rapport à la loi difficile qui organise la société* » et « l'existence d'économies parallèles qui permettent aux gens de vivre et dont il convient d'apprécier les valeurs ». Seront cités par exemple le rhum marron (alambic clandestin) et « *l'idée de liberté qu'ils véhiculent dans leur illégalité mais également l'existence d'un savoir-faire qu'il faut reconnaître* ». En ce qui concerne le « *braconnage* », on préfèrera parler de chasse (« *dans les communes en France aussi les gens chassaient pour manger* ») lorsque cette pratique se situe au niveau familial ou individuel.

On peut interroger l'actualité au regard de ces différentes considérations : certaines pratiques contemporaines tiennent peu au savoir-faire de chasse, de pêche, de construction mais à des activités marginales préjudiciables : « *aujourd'hui on balance de la javel dans les rivières, on abîme des arbres centenaires pour le plaisir dans le sentier de la Providence!*». Avant, le respect n'était pas lié à la réglementation, « *aujourd'hui les interdictions du législateur ne renforcent-elles pas le non-respect : construction sans permis, dégradation de l'environnement ?* ».

2) <u>Quelle transmission des savoir-faire et du « bon sens » de génération en génération</u> ?

Entre désillusion (« *le gramoune manque d'arme pour se battre, ceci lui fait mal mais il accepte l'attitude des jeunes, qui ne l'écoutent pas quand il évoque sa manière de faire ou de vivre…* ») et déception (« *l'appât du gain est plus important que le respect de l'expérience acquise* »), la volonté de transmettre est également remise en cause. « *Les gramounes n'étaient pas patients et très exigeants, ils aimaient travailler seuls, n'aimaient pas montrer ce qu'ils faisaient et le problème est aussi lié à ça* ». L'éducation ne permettait pas aux enfants de participer aux conversations d'adultes.

Par contre, la concurrence n'a jamais été évoquée comme frein à la transmission des savoir-faire : « *harmonie entre les charrons d'un même village, chacun en vivait, jamais de chasse à l'argent au détriment d'autrui ; et puis d'un coup plus aucun charron !* ».

Ainsi, « *il y a beaucoup de choses qu'on a laissé partir : le ferblantier, le charron, le charpentier, le 'bardotié', le menuisier, le tailleur de pierre* ». Et attention aux « *"on n'en a plus besoin" puisque parfois les produits viennent d'Afrique ou d'ailleurs : les pilons, les bardots…* ».

« *Avec la charrette bœuf c'est un emblème de La Réunion qui s'en est allé* », et, de fait, plusieurs métiers disparaissent vraiment. A l'Entre-Deux, « *le choka était avant très travaillé* », aujourd'hui « *c'est fini et le fil arrive d'ailleurs alors que la savate choka pourrait être redynamisée, quelles sont les vraies raisons de la disparition* » ? De même pour certaines pratiques de construction des cases créoles qui étaient « *pleines de bon sens* », « *la transmission n'a pas opéré, or les équilibres étaient préservés* ». Pourquoi cette rupture ?

A l'inverse, les tisanes « *marchent toujours* », aussi bien sur les marchés que par la connaissance empirique des Réunionnais sur les plantes[58] et leurs effets : « *ils savent ce qu'il faut acheter, mais des pratiques se font rares* » (« *feuilles contre les maux de tête dans les chapeaux des gramounes* »). Pour la cuisine, par exemple, la transmission est plus facile, les enfants ont l'accès à la cuisine, ils voient se répéter les gestes.

[58] Cf. Annexe de cette partie la présentation d'une conférence de M. MARODON, organisée par l'ARCC à Paris en octobre 2004.

Dans les Hauts, la tradition du feu de bois est préservée, et « *on monte dans les Hauts manger un bon carry* » (pourquoi ne pas en faire aussi au feu de bois dans les Bas ? Il y a l'espace des Hauts en plus…). « *L'exemple du réseau "village créole" est intéressant, on invite les gens à rester dans les Hauts, pas seulement se balader, ou aller y manger mais y séjourner* ».

« *Les Hauts permettent un retour aux sources si l'envie existe* ». A la déception ("perte", "douleur" exprimées par les gramounes et leurs enfants) se mêle l'incompréhension : « *c'est un sacré coup sur la tête, c'est dur de voir un vieux charpentier de 90 ans qui a des outils de plus de 100 ans enfermés dans son garage* ».

3) Les savoir-faire : l'expression de la création porteuse d'origine et vecteur de tradition

Il existe une réelle « *capacité de La Réunion à développer des produits de qualité* » : gestion de l'environnement, recherche, économie de l'immatériel, intégration des produits qui se sont développés grâce aux apports extérieurs, mais qui se sont aussi nourris des savoir-faire locaux et d'une culture originale.

« *De plus en plus d'artisans veulent se réapproprier leur identité, et se servent pour cela de leur création* ». Les artisans ressentent « *le besoin d'aller se ressourcer dans les Hauts, de repenser leur culture* ».

En simultané, la présentation à la société de la valeur des origines s'effectue positivement par le processus créatif : les réalisations « *fait main* » et « *produits péi* » restent achetés majoritairement par les Réunionnais ou les locaux. La reconnaissance des savoir-faire et donc des individus est à prendre en considération tout autant que la motivation à créer ou à s'inscrire dans une activité rentable.

« *Les savoir-faire des Hauts sont porteurs d'authenticité, de tradition, de culture, d'originalité et contribuent à un usage judicieux de certaines matières premières, enrichissent le patrimoine réunionnais et de ce fait, constituent des atouts non négligeables en matière de développement touristique et économique* »[59].

4) L'entrée dans la modernité des savoir-faire

Qu'il soit l'héritier d'une tradition ou au service de l'expression de la pensée la plus contemporaine, de savoir-faire éprouvés ou de techniques nouvelles, l'artisanat d'Art réunionnais vient enrichir le patrimoine et l'identité de l'île au même titre que sa culture, sa langue, ses paysages.

La Chambre des métiers, en collaboration avec ses partenaires, offre à tous les acteurs du secteur de l'artisanat d'Art une voie d'accès à la reconnaissance de leurs produits. La traduction de cette reconnaissance est l'attribution de la marque distinctive « *Artisanat d'Art Réunionnais* ». Celle-ci relève d'une démarche volontaire du producteur puisque chaque produit fait l'objet d'un examen selon des critères - liés à son origine garantie mais également sa finition, son rapport qualité prix, son esthétique – étudiés par un comité scientifique.

[59] La lettre des Hauts – n°12

Cet artisanat est constitué de quatre catégories.

La première catégorie recouvre les Arts Décoratifs dans lesquels le caractère contemporain des objets réalisés – alliant créativité et design – est en liaison avec des univers de référence et les tendances du marché, la décoration….

La seconde catégorie est constituée des Métiers d'Art, à savoir les grands métiers de tradition référencés au plan national, dont la fabrication des objets requiert la maîtrise technique d'un savoir-faire particulier ainsi qu'un degré d'esthétisme, de finition et de qualité des matériaux utilisés.

Les Objets et Souvenirs, troisième catégorie, recouvrent les objets témoins par excellence du lieu où ils ont été créés (et acheté par les locaux ou les touristes) dont le caractère identitaire est fortement affirmé par l'utilisation et l'exploitation de matières premières et de matériaux locaux, d'images et d'aspects typiques et de formes symboliques.

Enfin, sous une quatrième qualification, Art et Traditions Populaires, on retrouve l'artisanat traditionnel et typique de La Réunion. Celui-ci est souvent issu de la transmission de savoir-faire qui ont marqué la culture réunionnaise (vannerie, pilons, tapis mendiants,…). Il est fortement identitaire et apporte une forte valeur ajoutée aux matériaux locaux utilisés.

Bien sûr s'inscrire dans ce processus de formalisation est une démarche qui prend du temps et qui nécessite, pour ceux qui s'y sont engagés ou qui s'y engageront, une accroche à la modernité. La volonté des artisans de mieux valoriser leur production est manifeste, notamment au travers de leur participation à des projets comme les « *îlots de métiers* », le réseau des « *villages créoles* »… qui valorisent tant des espaces, que des populations et leurs talents.

ECLAIRAGES COMPLEMENTAIRES SAVOIR-FAIRE

Les éléments suivants nous ont permis d'étayer le contenu de ce chapitre sur le thème des savoir-faire :

✓ Association Arts & Traditions - Le calendrier des manifestations, expositions et les informations sur les formations.

✓ Les numéros publiés de « La lettre des Hauts » – PAH / APR.

✓ L'inventaire de la Direction Régionale des Affaires Culturelles – Enregistrement à La Réunion de près de 5000 maisons traditionnelles[60].

✓ « Les plantes médicinales à la Réunion : une tradition d'avenir[61] » - Communication et CD de l'Association Réunionnaise Culture et Communication.

[60] *Presque 400 d'entre elles sont considérées comme « en péril » rien que sur la ville de Saint Denis. Le service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine s'occupe de la préservation des exemples de cette architecture singulière (reconstruction à l'identique de certaines demeures afin de « tenter de sauver cet immense patrimoine architectural »).*

[61] « *La richesse et la biodiversité des ressources naturelles de l'Ile ont contribué à la formation d'un patrimoine végétal endémique original. La propension des réunionnais à utiliser les plantes médicinales ou "zerbages" est reconnue et à permis de maintenir la tradition par les tradipatriciens ou "tisaneurs". Après cette période d'observation ethno botanique, voici venir le temps de la reconnaissance, qui passe obligatoirement par la validation scientifique des données recueillies ; Et bien sûr, le grand espoir est de créer une filière économique pérenne dans un avenir que l'on souhaite le plus proche. La grande richesse ne permettra pas en quelques heures de scanner toutes les plante, mais nous sélectionnerons les plus importantes, sachant que les résultats des recherches en cours permettront de révéler d'autres propriétés : le chantier reste ouvert !"*

II-5. Les arts

Le monde social de l'art s'intéresse au réseau d'interactions entre les acteurs coopérant à la production sociale de la valeur artistique[62]*. L'analyse des pratiques « non savantes » (la littérature populaire, la musique de variétés, le jazz, le rock, la bande dessinée…) est alors combinée à l'analyse socioéconomique des industries » (du livre, du théâtre, du disque, de la photographie, du cinéma, de l'audiovisuel…).*

Sur le plan culturel, constituant le patrimoine vivant de La Réunion, les arts confèrent un sens à la collectivité dès lors qu'ils ont été appropriés et désignés comme éléments de patrimoine. Nous ne proposons pas ici une étude de la consommation culturelle (fréquentation des musées, des concerts, des salles de spectacles…) mais une perception des contextes de naissance et de réception des œuvres ainsi qu'une présentation de leurs natures et formes à La Réunion. Outre les personnes ressources professionnelles d'un métier artistique avec lesquelles nous nous sommes entretenus, l'ensemble des interlocuteurs de la phase I considère l'art, et ses manifestations, comme patrimoniaux.

La représentation de l'existant sur le plan du patrimoine artistique sera effectuée par spécialité artistique considérée et mise en rapport avec des aspects démontrant leur expression et leur évolution concrètes, plus ou moins détaillée à ce stade de l'étude selon les arts. Le capital documentaire recensé concernant le domaine artistique réunionnais sera repris globalement en annexe du rapport et ne sera pas détaillé par chapitre.

[62] Howard S.Becker,- « les mondes de l'Art » – Flammarion, 1988

La musique

La musique peut être abordée sous différents angles qui s'entremêlent : les styles musicaux, les instruments utilisés, les textes, la danse… Le choix d'un nom, « *musique réunionnaise* », « *musique créole* », « *musique de l'Océan Indien* », porteur de significations, à la fois sur les origines de la musique, sur son inscription dans une culture ou une zone géographique et de contenu symbolique, ne nous revient pas. Nous traiterons de la musique telle qu'elle est composée, présentée et ressentie à La Réunion.

Face au cumul des « manques » évoqués par nos interlocuteurs (cf. infra), nous tenterons de repérer l'existant et d'en donner la meilleure lecture possible à divers niveaux. Différents lieux, salles de spectacle ou festivals - plus ou moins récents - permettent en effet aux artistes de se produire à La Réunion, avec la douzaine de salles[63] considérées comme les plus importantes. Des studios d'enregistrement et de production, des structures (comme le Pôle Régional des Musiques Actuelles), travaillent à favoriser le développement du secteur musical tant au plan régional qu'international.

II.5.1) Repères pour l'état des lieux

Le paysage musical réunionnais est constitué de trois principaux genres musicaux, le Séga, le Maloya et la « *chanson de variété* », auxquels correspondent des fonctions différentes. Cette différenciation des fonctions s'accompagne d'une véritable différenciation des formes musicales, linguistiques et thématiques.

En ce qui concerne les instruments traditionnels, la présentation faite dans l'encyclopédie de La Réunion[64] ne propose pas de précision géographique quant à la fabrication ou l'utilisation des instruments par zone. La seconde phase d'étude, orientée sur l'observation de territoires ciblés et l'écoute de personnes ressources locales, nous permettra l'approche des lieux (publics comme privés) et des expressions (humaine ou instrumentale) de la musique sur les sites zoom.

Au delà des espaces publics[65] professionnels de création et de représentation de la musique, nous aborderons, par les dires des personnes ressources sur le plan quantitatif, l'évolution de la production musicale, des lieux de ventes et des nouvelles techniques de diffusion de la musique dans leur relation à la musique réunionnaise. Au niveau qualitatif, nous reprendrons les avis, parfois divergents, des personnes ressources sur la valeur historico-culturelle et la « *survivance* » des musiques traditionnelles, la « *qualité* » des créations… sachant que chacun peut rattacher la qualité à des bases diverses, qu'elles soient techniques, économiques ou culturelles.

[63] St Pierre : Bato Fou « scène labellisée musiques actuelles », St Denis : Théâtre de Champs Fleuri, Cyclone Café, Théâtre en plein air, Blue Lagon, Le Tampon : Théâtre Luc Donat, St André : Salle Guy Alphonsine, St Gilles : Théâtre de Saint Gilles, St Benoît : Théâtre des Bambous, Plaine des Cafres : Source Vive et à St Leu : le Séchoir et la Ravine St Leu

[64] Nous pouvons par exemple citer au titre des instruments non européens : le rouleur (« houleur »), le bobre, le kayanb, le piqueur, le sombrère, l'ansive, le timba, le vali, les tambours « malabars »… et des instruments européens : le violon, la mandoline, le banjo, l'accordéon diatonique. Source : Encyclopédie de La Réunion – Tome V « » - Collection R. Chaudenson - Edition de 1990.

[65] cf. Fiche sur les principaux sites Internet

II-5.2) Le regard des personnes ressources sur la musique

1) Des courants traditionnels : un actuel « bien commun » lié à l'histoire[66]

Le Maloya et le Séga sont les deux courants musicaux identitaires de La Réunion. Le Maloya est hérité de cette tradition d'esclave et de rythme africain, basé sur des rythmes ternaires qui se composent uniquement de voix et de percussions. Et le Séga également sur des rythmes ternaires assez proches a aussi des origines africaines mais qui se sont mélangées aux danses de salon venues d'Europe, amenées par les navigateurs (le quadrille, la polka, la mazurka). Le séga se pratique plus avec des instruments de mélodie : la mandoline, la guitare, l'accordéon et qui se sont métissés à des rythmes africains voire même parfois à des influences indiennes.

Le Maloya sera également considéré comme une « *musique porte drapeau* » (textes militants et politiques) et comme une expression d'éléments religieux: « *lorsqu'il sortira de la clandestinité, son succès montrera combien il avait besoin de se révéler au grand jour* ».

Nombre de groupes l'ont alors pratiqué ; d'une part, de manière traditionnelle : la musique était perçue comme « *restant vraiment confinée sur l'île, on était soit dans des logiques de troupes folkloriques qui tournaient dans les hôtels pour les touristes, soit dans des logiques de 45 tours de variété avec une face Séga en créole, une face slow en français* ». D'autre part en mêlant le Maloya à du jazz, à du rock et à du reggae[67].

Ces mélanges, et cette faculté d'appropriation caractéristique des praticiens / musiciens réunionnais, ont donné et donnent encore aujourd'hui une musique et une culture totalement originale « *dont les racines sont peut-être moins visibles* ».

2) La « survivance culturelle » : les aspects identitaires en question

Bien que le Séga et le Maloya représentent 50% de la diffusion musicale annuelle, plusieurs interlocuteurs ont présenté le fait que « *les musiques identitaires ou à textes ne tiennent qu'à travers des représentants ou des groupes forts* » : « Kalou Pilé », « Ziskakan », « Pat' Jaunes »,… *qui restent des références* » mais « *hélas, on se vante surtout de sortir des compilations de Donat, Peters et Madoré* »… alors « *que restera-t-il de la musique traditionnelle réunionnaise après Firmin Viry et Gramoun Lélé* » ?

On énonce qu'il reste « *peu de représentants de* musiques traditionnelles », que l'on se tourne « vers une variété qui a tendance à se standardiser », que l'on « *tombe dans la facilité, la variété… des reprises d'Henri Salvador…* ».

---

[66] Par histoire nous faisons dans le premier paragraphe référence à celle du peuplement de l'île : les esclaves qui venaient de Madagascar ou d'Afrique amenaient pour certains leurs rythmes et percussions, qu'ils ne pouvaient pas toujours pratiquer librement. Se succédèrent après l'abolition, les « engagés » venus de la côte Tamoule de l'Inde du Sud, puis des courants d'immigration chinois, pakistanais indo-pakistanais, ainsi que des navigateurs qui continuaient à venir de France, et maintenant d'Europe.

[67] L'un des précurseurs couramment évoqué de ce métissage était le groupe Caméléon qui émerge à la fin des années 70 avec M. René Lacaille et Alain Peters. Puis Ti Fok dans les années 80 qui commence à faire connaître ce Maloya métissé et électrique à l'extérieur de l'île. Aujourd'hui, Daniel Waro apparaît comme l'incontesté représentant du Maloya.

Suite à l'utilisation d'instruments modernes qui ont remplacé ceux des groupes traditionnels (« *guitares, clarinettes, saxophones… transforment les groupes instrumentaux en orchestres modernes* [68]»), il est avancé que « les groupes de Séga restent folkloriques » au sens positif du terme, mais qu'en revanche « *la polka, la mazurka, la musique country, qui ont été pendant très longtemps cultivées dans les Hauts, sont en voie de disparition comme danses, chants et formes musicales* ».

Par ailleurs, au delà des mélodies et des instruments, la musique véhicule des textes. Et il a été avancé que comparativement aux années 80 « *avec leur explosion et des textes de fond sur la vie du coin* », aujourd'hui les « *textes se détachent également de La Réunion* ». L'utilisation de plusieurs variétés linguistiques est significative et représentative des pratiques du langage à La Réunion[69]. Enfin, la tradition orale qui avait permis la diffusion des œuvres de Fourcade et Guerny, ne semble plus aussi active.

Il existe le sentiment d'une « *perte de richesse* » et d'une comparaison désavantageuse avec les musiques Mahoraises présentées au festival Arkenciel : « *on a vu des groupes de Mayotte tellement riches de rythmes traditionnels qu'ils nous donnent des leçons* », « *on pourrait utiliser les courants traditionnels pour faire quelque chose dans la lignée, être plus créatif !* ».

3) <u>Une période de créativité encouragée par un environnement évolutif et élargi</u>

Pourtant à partir de 1981, la libéralisation des ondes a permis l'éclosion de radios privées (une cinquantaine aujourd'hui), la diffusion de toutes les musiques et la revalorisation du Maloya. Au début des années 90, les « *CES Musique* » (opération mal connue mais unique en France) ont formé de nombreux jeunes Réunionnais qui ont donné lieu à l'explosion d'une multitude de groupe début 90 et à l'émergence du courant musical Malogué (mélange Maloya et reggae).

S'il ne s'est pas tellement exporté, le Malogué a en revanche été très populaire à La Réunion et les groupes arrivaient à vendre jusqu'à 15 ou 20 000 albums par an sur l'île, et ce en pleine période de lancement du compact disque (CD) comme support de diffusion. Ce courant, même s'il reste circonscrit à La Réunion, a permis à beaucoup de gens d'explorer de nouvelles directions.

En parallèle les studios ont commencé à se développer (dont les trois plus importants sont Piros, Oasis et Discorama), et la production locale est lancée.

La musique réunionnaise s'enrichit alors, dans un sens, de l'entrée des influences pop rock anglo-saxonnes et, dans un sens complémentaire, de la valorisation des artistes réunionnais par les premiers découvreurs des musiques de l'Océan Indien qui leur permettront de se produire en métropole[70]. L'exportation commence timidement.

---

[68] Jean Pierre La Selve – Musiques traditionnelles de La Réunion – FRDOI – Documents et Recherche

[69] « nous avons déjà remarqué la tendance consistant à user indifféremment du français ou du créole dans le répertoire traditionnel. L'emploi de l'un ou l'autre système linguistique, voire d'un système mixte parfois à l'intérieur de la même chanson, sera donc déterminé par la fonction sociale de cette dernière (caractère sérieux pour le français, domaine plus populaire pour le créole)» - Jean Pierre La Selve – Musiques traditionnelles de La Réunion – FRDOI – Documents et Recherche

[70] A partir des festivals de Château Morhange d'Angoulême, il y a eu ensuite d'autres initiatives Africolor à Paris…

4) L'inscription dans le territoire : entre spécificité et inégalité ?

Il est fréquent d'entendre que « *les pratiques musicales et les instruments développés diffèrent, que chaque zone géographique possède une histoire et des caractéristiques propres* ». Des exemples sont cités : « *à St Joseph, la musique rythme encore certaines manifestations », « les baptêmes donnent encore lieu à l'élaboration de « salles vertes » avec des orchestres en cuivre* » ou également *« le défilé, en musique ! , des pompiers lors des fêtes du 14 juillet est une réalité* ». Néanmoins, à ce stade de l'étude nous ne disposons pas d'éléments suffisants[71] pour établir des dominantes par zone Hauts et Bas.

Sur le territoire régional, il a été évoqué un déficit de locaux voués à l'enseignement ou à la pratique de la musique, en spécifiant que « *ce constat s'accentue dans les Hauts qui manque clairement de structures adaptées* ». Tant sur le plan de l'accès à l'apprentissage que sur le rapport entre les niveaux d'apprentissage, une inégalité est perçue[72]:

- « *il n'existe que peu d'écoles de musiques de proximité, municipales ou associatives (…) les locaux de répétition se développent trop lentement* »,
- « *on a construit le lycée avant les écoles primaires et le Conservatoire National de La Réunion avant les écoles de musiques municipales* ».

Ainsi, alors que l'opération « *Musique pour tous*[73] » est présentée comme une réponse à cet état de fait, il est précisé que « *depuis dix ans les conservatoires nationaux de régions affichent complets* »et « *beaucoup de jeunes musiciens partent en métropole dans des écoles de musiques actuelles*».[74].

Sur le plan global, l'insularité de La Réunion constitue pour certains un « *environnement géographique qui ne facilite pas la diffusion ni du disque, ni du spectacle vivant* ». Tous les pays indépendants qui entourent La Réunion sont pour la plupart des pays en développement ayant des priorités sociales et économiques importantes et devant « *minorer leurs préoccupations sur la promotion de leur culture* ».

La Réunion est assez fière de son histoire et d'être porteuse de toutes les cultures pour ne pas mettre aujourd'hui des barrières dans la musique et pour utiliser tout ce qui peut aider à élever le niveau et à faire connaître et reconnaître ses musiques à l'extérieur de l'île.

---

[71] Nous pénétrerons plus intimement au sein des pratiques lors de la seconde phase de l'étude ; la part du régional et des manifestations nationales sera considérée. L'essentiel sera de rendre plus tangible la manière dont est actuellement et spécifiquement vécue la musique au plan communal, local ou micro-local. Les caractéristiques des Hauts seront tout particulièrement mises en avant lorsqu'elles existent.

[72] Dans le cadre de la visualisation des lieux de pratiques (professionnels ou collectifs) et d'enseignement (publics ou privés : associations, écoles…),

[73] L'opération « Musique pour tous » doit permettre aux habitants résidants dans les écarts d'avoir accès aux prestations au même titre que la population du centre- ville. Les professeurs se déplacent donc dans des lieux « peu ou prou » adaptés à la pratique des activités en étant ainsi au contact direct du public.

[74] Par exemple : OF2M, MAI, OCIM…

5) La musique : l'art le plus populaire et vecteur d'insertion

L'exemple des « *CES Musique* »[75] est significatif de l'importance de la musique dans la société réunionnaise, qui retourne à ses valeurs fortes en interne pour remobiliser une population jeune, talentueuse et en quête d'identité.

Des gens se sont dit « *puisque la musique est la seule chose qui intéresse beaucoup de jeunes, pourquoi ne pas essayer d'apporter une formation en place d'une situation d'échec scolaire et utiliser la musique pour les raccrocher à la société* ».

Cela a donné lieu à l'explosion musicale précédemment évoquée. Un exemple contemporain significatif à étudier aujourd'hui serait le Ragga qui est considéré, sans connotation péjorative, par les uns comme « *une musique qui marche commercialement* » et par les autres comme un mode d'expression « *il ne faut pas non plus cracher sur le Ragga ; par ce moyen, les jeunes s'expriment* ». Et peut être expriment-ils du culturel, le leur ?

« *S'il y a un domaine où il n'y a pas de frontière c'est bien la musique par les émotions et l'expression, sans forcément comprendre le créole* ». Il est perceptible que pour les personnes rencontrées « *il convient de conserver du naturel dans l'authentique* », mais que les voies pour y parvenir ne sont ni évidentes, ni naturelles.

La valorisation de ce domaine, situé entre « *il est important d'éviter toute folklorisation des éléments culturels recensés* » et « *il ne s'agirait pas de créer une maison des musiques d'origine européenne mais de mettre l'ensemble des musiques pour cultiver à la fois la diversité et l'unité* », reste une volonté actuelle.

6) Une actualité de professionnalisation et de recherche de qualité

Entre 1999 et 2004, la production musicale « *a été multipliée par quatre, passant de 70 CD à 300 CD actuellement*[76] » et des festivals réunionnais ont été créés (Manapany, Arkenciel, Sakifo). Au delà de la perception de cette « *explosion musicale* », il convient d'analyser plus intimement les éléments constitutifs du « *futur musical* » en lien avec la culture réunionnaise.

Aujourd'hui dans un contexte de mondialisation, « *la crise internationale devient parfois le bon prétexte pour baisser les bras* » et, pour certains, si la créativité se développe, « *la qualité n'est pas toujours au rendez-vous* ».

Sur le plan économique, d'autres mettront en avant une difficulté réelle des musiciens (trop ?) traditionnels « *qui essaient tant bien que mal de vivre de la musique* », et les oppose à la recherche d'une rentabilité à tout prix « *la production locale produit n'importe quoi plutôt que de chercher la qualité* », « *quand on produisait beaucoup de cassettes on faisait de la qualité, aujourd'hui on produit beaucoup de CD et pas de qualité* ». Plus objectivement, « *sur les 300 annuels produit ces cinq dernières années, tous n'ont pas une qualité qui puisse être concurrentielle au plan national ou international* ».

[75] « Cela a permis à beaucoup de jeunes de faire une formation de deux ans avec des formateurs locaux parmi les meilleurs musiciens et des gens de l'extérieur ».

[76] CD audio « les musiques de l'Océan Indien » réalisé par l'Association Réunionnaise Culture et Communication en 2003 – Interview de Alain Courbis, directeur du Pôle Régional des Musiques Actuelles

Toutefois, il y existe une volonté de se regrouper pour être encore plus professionnels dans l'organisation, dans la défense et la promotion des artistes, dans la formation des techniciens et accès au matériel, dans l'échange de compétences, de connaissance et d'artistes de toute l'île.

Des structures comme le Pôle Régional des Musiques Actuelles (PRMA) dispense des conseils et soutient des énergies pour faire connaître les musiques par de là même les cultures. Les constats d'une émulation, d'une certaine solidarité du réel talent et travail des musiciens ne contrebalancent pas le fait que la réalité musicale se situe plus comme une défense de la culture que dans une logique commerciale ou de show biz.

La littérature écrite

Le thème de la littérature écrite traitera, globalement ou plus en détail, des sept genres littéraires bien représentés à La Réunion que sont : le roman, la nouvelle, le conte, la poésie, le récit, l'histoire et le théâtre. Nous reprendrons, d'une part, des éléments de repère sur le domaine littéraire réunionnais (bibliographiques ou extraits de documents audio) et d'autre part, les points de vue de personnes ressources.

II-5.1) Repères pour l'état des lieux

Aujourd'hui, la littérature réunionnaise est représentée par des auteurs de romans ou de poésie comme par exemple Axel Gauvin, Jean Lods, Jean-François Samlong, Monseigneur Gilbert Aubry, Jean-Henri Azema, Jean Albany (dont les ouvrages ont été le plus souvent édités à compte d'auteur et dont seule «*la croix du sud* » est actuellement disponible…). Encore plus rares sont les écrivains des XVII et XIX siècles encore réédités (Antoine de Bertin, Evariste Parny, Emile Héry ou Antoine Roussin). Seuls « *Les marrons* » de L.T Houat, est actuellement disponible en fac-similé. En ce qui concerne les contes illustrés l'on peut citer « *Légendes créoles* » de Daniel Honoré, « *Adrien, il y eut un matin* » de Philippe Pelen sous forme de bandes dessinées ainsi que des contes enregistrés sur CD Rom par Anny Grondin.

Divers travaux existants contribuent à une meilleure connaissance de la littérature écrite réunionnaise, dont certains ont été consultés dans le cadre de cette étude[77]. Néanmoins, deux ouvrages de référence[78] donnent une image globale mais précise de la littérature réunionnaise, et l'étude réalisée en 1990 par l'Observatoire du Développement de La Réunion apporte un regard sur le secteur de la littérature en mettant en évidence également comment elle est perçue par les lecteurs.

Dans le cadre de cette étude, les sociétés d'éditions réunionnaises ont été contactées afin d'actualiser les données principales permettant de caractériser la littérature réunionnaise aujourd'hui. N'ayant pas retrouvé d'analyse de ce type dans les ressources existantes, nous espérons que cette collaboration aboutira à des précisions concernant le nombre de livres parus par an, par genre, par auteurs… précisions qui seront mises à disposition de l'étude dans le rapport final.

Au delà du processus créatif, éditorial et du lectorat, la place de la littérature dans le patrimoine peut également être analysée à partir des éléments de valorisation et d'accès à la littérature (prix des ouvrages, information littéraire…).

[77] Nous citons à titre d'exemples : les Anthologies de la littérature réunionnaise, l'étude « le secteur de la littérature réunionnaise » de l'Observatoire du Développement de la Réunion de 1990, le CD audio « la littérature des îles de l'Océan Indien » réalisé par l'Association Réunionnaise Culture et Communication en 2003 – interview de Jean Louis Joubert ,...

[78] « la littérature réunionnaise d'expression créole » (1828 –1982) de Gérard Chopinet et Alain Armand et « le grand livre de la poésie réunionnaise d'expression française » - Conseil Général de la Réunion

Il pourrait être intéressant de cartographier les bibliothèques[79] et d'en analyser la répartition sur le territoire ainsi que de lister les associations[80] ou structures (comme le Centre de Recherche et de Documentation Pédagogique) favorisant la connaissance et la diffusion du « livre » réunionnais[81] .

Enfin, il faut citer les initiatives publiques en lien avec la promotion plus globale de la lecture tels que les Plans Départementaux de Lecture Publique[82], sachant que le secteur du livre bénéficie d'une aide régionale.

II-5.2) Le regard des personnes ressources sur la littérature écrite

Nous aborderons ce thème sur la base de trois entretiens[83] avec des personnes ressources en cherchant à étudier la littérature écrite sous l'angle patrimonial, dans son histoire comme dans ses formes à venir.

1) L'apparition de la littérature se fera en français et sera rapidement publiée

Depuis très longtemps il existe une presse écrite à La Réunion mais les premières publications de livres se font en métropole et ensuite sur le territoire, l'imprimerie arrivant dès la fin du XVIII[ème] siècle. La littérature évolue « *dans une mouvance française* » et « *la médiation s'effectue par la langue française* », qui ne sera plus seulement la langue des affaires mais aussi la langue littéraire.

Toutefois, « *la littérature ne pouvant être sourde à ce qui se passe autour d'elle* », le français, lorsqu'il est utilisé, l'est en corrélation avec les autres langues parlées sur le territoire et donc le créole. Louis Héry, un breton qui apprendra le créole, sera pour beaucoup à l'origine de la naissance de la littérature en créole. Il adapte en créole les « *Fables de la Fontaine* » qui seront publiées vers 1825. On constate que la publication d'anthologie est fréquente, cette pratique de recueils de morceaux choisis permettant de diffuser les créations littéraires et de faire connaître les auteurs.

La littérature est publiée dans deux langues : le créole[84] et le français, d'abord par un nombre limité d'éditeurs avec une tradition d'édition locale sur des papiers et avec des topographies de belle qualité. Dès le début du XIXème siècle, des auteurs importants publient, à La Réunion, tant dans des revues que des livres.

[79] Bibliothèques Municipales et annexes, les Bibliothèques Centrales de Prêts (BCP), les lieux de dépôt et les points d'arrêt de bibliobus, les Bibliothèques Centres Documentaires (BCD) des écoles

[80] Il existe une Association Interprofessionnelle du Livre et de l'Ecriture (AILE) regroupant des auteurs, libraires, éditeurs, bibliothécaires.

[81] Nous nous réfèrerons à une définition de « livre réunionnais » qui peut signifier « écrit par un réunionnais » ou « écrit à la réunion », « écrit en créole réunionnais » ou « édité à la Réunion ».

[82] le premier PDLP a été réalisé entre 1987 et 1992.

[83] Les « Etats Généraux de la Culture » du CCEE apportent des éléments significatifs de réflexions et de pistes abordées en commissions.

[84] Axel Gauvin fera un travail intéressant sur la langue d'écriture romanesque avec la volonté de mettre en évidence cette importance du créole aux côtés du français » - Jean Louis Joubert – CD « les littératures de l'Océan Indien – ARCC, 2003

2) <u>L'imaginaire littéraire doit se situer dans une « nouveauté » de territoire, et se retrouve dans une « continuité » de territoire</u>

De son entrée tardive dans l'histoire humaine, l'île « *neuve et jeune* » conserve une histoire de territoire longtemps désert alors que tous les autres continents sont peuplés depuis plusieurs dizaines de milliers d'années. Il n'y a pas d'ancêtres primitifs indiens et donc les auteurs doivent se situer dans une histoire récente et rêvent « *de ce qui aurait pu être* », ou « *de ce qu'il aurait pu y avoir sur ces îles* » (naissance des mythes comme celui de la Lémurie).

La littérature sera diffusée « *bien au delà de ce territoire et apparaît comme très créative, notamment par l'invention de mythes* » (« *mensonges pour aider à vivre notre rapport au monde* ») auxquels sont accordés un côté primordial (la rêverie considérée comme un retour à ses sources par des histoires de Trésors et sur l'origine du monde). La littérature réunionnaise n'est d'ailleurs pas coupée des courants littéraires de l'hexagone, elle s'illustrera dans les différents courants qui se succèdent : le mouvement des pré-romantiques avec Parny[85] et Lacaussade, le mouvement des parnassiens avec Leconte de Lisle (souvent rattaché à la littérature française) et le roman colonial (porté au début du XX siècle par Marius et Ary Leblond).

D'aucuns considèrent les années 1951-1952, comme symbole de « *renaissance de la littérature écrite réunionnaise* » avec Jean Albany, dont l'œuvre se poursuit avec deux courants littéraires existants en parallèle : la créolie (dans le droit fil de Jean Albany) et la réunionité (« courant plus engagé et revendicatif d'autonomie… »). Aujourd'hui, la littérature s'évoque relativement « neutre », sans se départir de son engagement et « *il n'y a plus d'étiquette, sur le plan politique, il n'y a plus de revendication d'autonomie en littérature* ».

Sur le plan culturel, les deux derniers courants littéraires se sont rejoints, « *dans un renouveau à partir des racines réunionnaises* ».

3) <u>La littérature est d'abord naturellement et totalement poétique</u>

La poésie s'inscrit dans un rapport romantique de l'homme à la nature et l'on retrouve sur l'île, « *un bouillonnement premier, des signes gravés, et une construction de langage dont le poème est la transposition* ». La poésie en français a été le domaine littéraire ayant la production la plus abondante et le taux de lecture le plus important.

On considère que La Réunion a façonné des « *auteurs fabuleux, des poètes de génie* », des textes socialisant, et un ensemble de poèmes où la matrice insulaire (idée bénéfique d'un paradis « *éden* » ou ventre maternel) est rêvée. Nous ne pouvons les citer tous mais reprenons quelques noms qui ont été cités par nos personnes ressources : Boris Gamaleya, Alain Lorraine, Carpanin Marimoutou, Christian Jalma… qui contribuent au rayonnement de la poésie réunionnaise[86].

[85] Parny écrit au siècle des Lumières qui « annonce en France le romantisme et écrira des élégies sur la Réunion et des chansons madécasses (imprégnées de culture malgache) qui seront mises sur des musiques de Ravel et chanté dans le monde entier par des cantatrices.

[86] Forum « A ciel ouvert » à Nice les 25, 26, 27 novembre 2004 avec un colloque intitulé « Boris Gamaleya : les polyphonies de l'extrême »

Cette « *pléiade de poètes de très grande valeur » a notamment le mérite « d'inventer une façon d'être insulaire* » et un jeu de fantasmes lié à l'île dont on imagine une naissance prodigieuse dans sa géologie. Les poètes de l'océan indien joueront une importance capitale dans la seconde partie du XIX alors que les romanciers sont également nombreux.

4) Le roman joue un rôle identitaire important et le passé est toujours totalement présent

Le rôle identitaire du roman se manifeste, tant sur le plan de la recherche identitaire que dans l'expression de l'identité. Il y a une sorte de transmission d'héritage par le roman, qui devient sujet de méditation subtile sur la manière dont se construit une identité par la relation avec le pays et les autres autour de soi (cf. la volonté de mettre en évidence cette importance du créole aux côtés du français [87]). Il a été évoqué le développement de la littérature écrite[88] en créole, comparativement à une diminution des pratiques littéraires liée à l'oralité (cf. supra).

Le passé (récent) occupe une place significative indiscutable dans la démarche d'écriture à La Réunion : l'exploration du passé, réunionnais en particulier, est un domaine de travail majeur (documents et recherche historique). Il est souligné le « *côté un peu passéiste chez les auteurs réunionnais, un problème de reconnaissance identitaire qui prend sa nécessité dans le passé : c'est évident et ceci est aussi net, voire plus, dans la poésie et la chanson que dans le roman* ».

Tous les genres ont pourtant des éléments de modernité, mais il y a des réminiscences quasi permanentes au passé y compris en Bandes Dessinées (comme « la Grippe Coloniale »). Et pourtant on commence à « *explorer le présent* » sur « *des thèmes très souvent liés au social ou très rarement indépendants d'éléments du social* ».

[87] Extrait du CD audio « la littérature des îles de l'Océan Indien » réalisé par l'Association Réunionnaise Culture et Communication - 2003

[88] Pour les auteurs, écrire constituerait davantage aujourd'hui une activité à part entière, la littérature s'avère également plus structurée, mais comme avant il a été principalement souligné le plaisir de communiquer, d'échanger, de s'exprimer, la passion, le besoin d'écrire.

Le théâtre

Le théâtre est à la fois l'art et l'expression de l'acteur, l'art d'écrire des pièces, et l'édifice où l'on donne des spectacles[89]. Mettre en scène un récit, une histoire est tout à la fois un processus de création, de représentation et de communication.

II-5.1) Repères pour l'état des lieux

La Réunion apparaît riche en troupes de Théâtre considérées comme « *d'excellentes troupes professionnelles* ». Les plus connues sont peut être le Théâtre Vollard qui s'inspire souvent des épisodes de l'histoire Réunionnaise comme au travers de « *Quartier Français* », et le théâtre Talipot qui utilise également le principe de combinaison des formes classiques ou d'avant garde du théâtre occidental avec des traditions créoles. Le théâtre Vollard se produit régulièrement en métropole, et les deux troupes partent en tournées à Madagascar, à l'île Maurice et à Mayotte[90].

L'actualité est partagée entre Cyclone Production avec sa pièce « Miss »[91] et le Théâtre des Bambous qui dans « L'entre deux rêves de Pitagaba conté sur le trottoir » nous parle[92] « avec la langue vivante de la voix des morts » de l'une des figures de guerre et de souffrance africaine.

II-5.2) Le regard des personnes ressources sur le théâtre

Parmi les personnes ressources identifiées, nous n'avons pu réaliser qu'un seul entretien spécifique sur le théâtre (en raison des actualités chargées des artistes) étant entendu que d'autres personnes ressources se sont exprimées sur le sujet. De plus, certains des matériaux collectés par le CCEE lors de son travail en commission thématique sur les « Etats généraux de la Culture » pour la présentation suivante permettront de croiser les regards sur deux axes.

1) <u>Un art originel devenu professionnel</u>

La tradition réunionnaise, la culture, la représentation par l'extérieur d'éléments de la vie réunionnaise a souvent été d'abord perçue par les personnes via le théâtre. Celui-ci tire son originalité de sa capacité à créer de la relation (union et réunion des présences d'artistes et de spectateurs) et d'exprimer un vécu qu'il repositionne dans la création pour en représenter (au sens littéral : rendre présent à nouveau) les aspects originels.

Nombre de personnes se souviennent encore de la pièce "les pélerins de Saint Leu" de Louis Jessu, pièce issue de la pure tradition du théâtre populaire qui permettait d'avoir un regard sur soi, sa famille, sa société… en y associant de l'émotion et le rire.

---

[89] les principaux théâtres et troupes de théâtre de la Réunion sont présentés en annexe.

[90] Sources : Plaquettes de présentation des troupes théâtrales et articles de presse

[91] Sully Andoche à l'écriture parle « du paraître » en soulignant « le côté passager, futile et dérisoire parfois de cette mise en l'air qui est tout à fait artificielle », et Luc Rosello à la mise en scène évoque « ce qui est symptomatique d'une relation particulière à la vie, liée à un besoin très fort de reconnaissance », « de comment passer de l'ordinaire à l'extraordinaire en suivant des rêves formatés et consensuels »… - le Quotidien – 6 10 2004

[92] par les voix de Kristof Langromme et Robin Frédéric

Ensuite, si l'on parle du théâtre « *professionnel* », il a été présenté durablement comme « *mal défini à La Réunion car récent* » et « *ne bénéficiant pas d'un passé théâtral, d'un environnement théâtral ni de formation spécifique lorsque les troupes se sont créées*». Longtemps et encore aujourd'hui, l'activité est décrite comme ne disposant pas d'un environnement « *adéquat* », « *de lieux de diffusion en nombre suffisant* », et les troupes comme mal reconnues, « *n'ayant pas toutes accès à des équipements culturels* ».

De même, le développement de l'activité théâtrale « *ne se fait pas toujours dans le cadre d'une politique concertée entre les collectivités locales et l'Etat* » (manque de lisibilité des critères d'appréciation des projets et d'attribution des aides, de variables capacités d'actions communales et une absence de politique culturelle qui « *engendre des problèmes budgétaires* »)[93].

Depuis 1992, ce domaine artistique bénéficie d'une politique de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, et peut avoir accès à des conventions triennales entre les troupes de théâtre, les collectivités et l'Etat (portant sur la création, les formations et le développement culturel des quartiers et en milieux scolaires[94]), à des formations (formation initiale proposée par le Conservatoire National de La Réunion, service jeune public dans les équipements culturels, programme d'initiation[95] « *jeune public* »).

Les évolutions perçues comme positives depuis 1992, optimisées par la capacité créatrice des troupes, assurent aujourd'hui une représentation conséquente du théâtre parmi les arts, exercés professionnellement à La Réunion.

2) <u>Un art culturel et social</u>

Actuellement, « *on est à un moment charnière en passant de l'animation classique au développement artistique* ». Il est mis en évidence « *le croisement des enjeux : au plan artistique pour les compagnies, au plan de l'animation pour les communes et au niveau du lien social pour les contrats de ville* ». De ce fait, la coopération régionale à travers les échanges artistiques (représentation auprès d'un public élargi, faire connaître et reconnaître la culture réunionnaise) permet de valoriser le théâtre Réunionnais, tant en interne que vis à vis des pays de la zone Océan Indien et du Monde.

La volonté de favoriser le rôle social des troupes de théâtre passera « *par l'échange et l'interactivité* », « *le décloisonnement du théâtre* » (« *Teat la Kaz* » est une opération de théâtre à domicile de la Compagnie Necktar), l'adaptation en créole de certaines pièces (« *Le médecin malgré lui* » par le Théâtre du Grand Marché qui met également en scène des contes et légendes de Daniel Honoré).

Le théâtre est perçu comme une action fédératrice et novatrice, dont le contenu peut être travaillé et s'attacher tant à transmettre des traditions qu'à commenter l'actualité. Il permet de « *favoriser la création tout en faisant remonter la tradition orale* » !

[93] Source : Etat Généraux de la Culture - CCEE

[94] En 1998 trois troupes sont conventionnées : Talipot, Actes 3, le Théâtre des Albert – Source « Etats Généraux de la Culture » du CCEE et d'autres reçoivent des aides ponctuelles.

[95] DRAC – Rectorat - Communes – Département – Région – Source « Etats Généraux de la Culture » du CCEE

ECLAIRAGES COMPLEMENTAIRES ARTS

Les éléments suivants nous ont permis d'étayer le contenu de ce chapitre sur le thème des arts :

✓ « Les musiques des îles de l'Océan Indien » - communication et CD de l'Association Réunionnaise Culture et Communication.

✓ **«** Le moringue réunionnais **»** - Intervention de Monsieur DREINAZA - Atelier du 9 octobre 2004 organisé par l'AREP sur le thème du patrimoine culturel[96]

✓ Les salles du Réso – site : le-reso@wanadoo.fr « promouvoir le spectacle vivant à La Réunion[97] »

✓ Les théâtre et salles de spectacle de La Réunion – Liste indicative

✓ Présentation d'Adèle Ferrand (20 octobre 1817 - 1er Avril 1848), Peintre – site : http://membres.lycos.fr/j3m7/femmescreoles/artis.htm

✓ Présentation de Célimène « la Muse de Trois Bassins » (20 avril 1807 – 13 juillet 1864), Auteur / Interprète – site : http://membres.lycos.fr/j3m7/femmescreoles/artis.htm
Autres sites : http://www.ac-reunion.fr/pedagogie/clglasaline/celimene.htm, http://cgb-reunion.org/celimene1.htm, http://www.litterature-reunionnaise.org/fichesauteurs/celimene.htm

---

[96] *Le moringue réunionnais a été remis en forme et codifié par un groupe de jeunes sous la houlette de J. René Dreinaza.* "*Alliant à la fois instrument de musique (essentiellement de percussions), combats, danse, acrobatie ; cette magie nous a été légué par les ancêtres afro-malgaches depuis l'époque de l'esclavage. D'autres contrées pratiquent également cette forme de danse guerrières et ayant le même passé socio-historique : - Brésil : Capoeïra - Martinique : Laga ou danmyé - Guadeloupe : Malyolé - Comore : M'renguée - Mayotte : Mourengué - Madagascar : Reviga Diamanga Moraingy. Aujourd'hui, le moringue ou* ***"Batay Kréol"*** *se pratique dans une modernité avec toute sa puissance dans la tradition des ancêtres. Le* ***moringue*** *est* ***une véritable expression vivante*** *pour notre génération et un trésor pour la génération future car il est reconnu par les institutions et s'enrichit à travers les voyages en Afrique et Océan Indien, dans les Caraïbes et en Amérique du Sud."*

[97] Le Réso : Association loi 1901 créée depuis février 1999 à l'initiative des responsables de salles de spectacles vivants de La Réunion. Le réso est l'émanation directe d'actions menées dans le cadre du Contrat de Plan 94-98 qui reposaient sur deux axes principaux:

- la rénovation de quelques salles de spectacles vivants (son, lumière, équipements scéniques…)
- la décentralisation regroupant un volet formation, un volet programmation, et un volet résidence. Ces structures de taille et de budget différents se sont regroupées au sein de l'association afin de poursuivre le même but.

Missions principales

- Lieu d'accueil, d'information et de conseil des salles adhérentes, et des acteurs culturels en général
- lieu de rencontres et de débats sur des problématiques liées à la profession
- Soutien au développement du spectacle vivant, (plus particulièrement des formes émergentes ou méconnues), et des publics sur le territoire, par la valorisation des pratiques amateurs «clameur », la diffusion des artistes locaux, un temps fort musical « kabareso », l'installation de compagnies en résidence, l'harmonisation des calendriers culturels...
- Ouverture sur l'extérieur : Le Reso missionne ses membres pour prospecter lors de festivals dans la zone et dans l'hexagone
- Développement d'outils de communication au service des salles adhérentes :
  - un site Internet www.le-reso.com entièrement dédié aux salles et à leur programmation
  - une émission télé hebdomadaire consacrée à la présentation des spectacles de toutes les salles

Les salles du RESO

Salle	Responsable	Ville	Tél/ Fax	Mail
Salle Henry Madore	René-Claude HOAREAU	St Philippe	02 62 37 18 04 02 62 38 19 71	le.sechoir@wanadoo.fr
Salle Georges Brassens	Miguy PAYET	Les Avirons	02 62 38 13 40 02 62 38 18 57	Mairie.Avirons@wanadoo.fr
Salle Guy Alphonsine	Rieul Alfred LATCHOUMY	Saint André	02 62 58 09 00 / 02 62 58 19 00	centre-intervention-culturelle@wanadoo.fr
Salle Multimédia de l'Entre Deux	Dominique GRONDIN	Entre deux	02 62 39 69 60 02 62 39 69 63	omct.entre-deux@wanadoo.fr
Les Bambous	Robin FREDERIC	Saint Benoît	02 62 50 38 63 02 62 50 45 61	theatre@lesbambous.com <
Centre Culturel L.Langenier	André TURPIN	Saint Pierre	02 62 96 24 50 02 62 96 24 60	C.C.L.L@wanadoo.fr
Le Bato Fou	Pierre MACQUART	Saint Pierre	02 62 25 65 61 02 62 35 60 16	bato.fou@wanadoo.fr
Vladimir Canter	Thierry BERTIL	Saint Denis	02 62 48 95 06 02 62 28 69 33	crous@univ-reunion.fr
CDOI	AHMED MADANI	Saint Denis	02 62 20 33 99 02 62 21 01 60	centre-dramatique.reunion@wanadoo.fr
Le K	Jérôme GALABERT	Saint Leu	02 62 34 31 38 02 62 34 95 27	le.sechoir@wanadoo.fr
La Ravine	Jérôme GALABERT	Saint Leu	02 62 34 31 38 02 62 34 95 27	le.sechoir@wanadoo.fr
Le Séchoir	Jérôme GALABERT	Saint Leu	02 62 34 31 38 02 62 34 95 27	le.sechoir@wanadoo.fr
LE CHAPITO (Parc du 20/12)	Jérôme GALABERT	Saint Leu	02623 43 1 38 0262 34 95 27	le.sechoir@wanadoo.fr

Théâtres et salles de spectacles de La Réunion

Structure	Adresse	Coordonnées
Bato Fou	72 r François Isautier Ravine Blanche 97410 SAINT PIERRE 15 r République 97410 SAINT PIERRE	0262 25 65 61 *fax : 0262 35 60 16* 0262 35 36 92
Mairie salle de spectacle Henri Madoré	1 chem Stade 97442 SAINT PHILIPPE	*fax : 0262 37 19 71*
Mairie Centre Culturel Lucet Langenier	13 r République 97410 SAINT PIERRE	0262 96 24 50 *fax : 0262 96 24 60*
O.D.C (Office Départemental de la Culture) Théâtre Champ Fleuri administration O.D.C (Office Départementale de la Culture)	av André Malraux 97490 SAINT DENIS 40 rte Théâtre CD 10 97434 SAINT PAUL	0262 41 93 20 0262 24 47 71
Théâtre Plein Air	40 rte Théâtre CD 10 St Gilles les Bains 97434 SAINT PAUL	*fax : 0262 24 38.22*
Sham's Théâtre	28E rte Moufia Ste Clotilde 97490 SAINT DENIS	0262 97 36 36 *fax : 0262 97 36 37*
Théâtre d'Azur	87 r Gén de Gaulle 97430 LE TAMPON	0262 27 65 16 *fax : 0262 27 74 79*
Théâtre de l'Etang Salé	11 pl Fourcade 97427 L'ETANG SALE	0262 26 50 97 *fax : 0262 26 58 98*
Théâtre du Grand Marché standard	2 r Mar Leclerc 97400 SAINT DENIS	0262 20 33 99 fax : 0262 21 01 60
Théâtre Régional Luc Donat	20 r Victor Le Vigoureux 97430 LE TAMPON	0262 27 24 36 0262 22 07 34
Association de Gestion du Séchoir	209 r Gén Lambert 97436 SAINT LEU	0262 34 31 38

II-6. L'oralité

Au thème de « littérature orale » proposé dans le cahier des charges de l'étude nous substituons celui d'oralité. En effet, un biais s'introduit par le terme technique de littérature lorsqu'il se rapporte à des pratiques d'oralité : selon la représentation que l'on peut en avoir, la référence à la littérature orale entraîne une réduction du champ qui nous concerne au plan culturel.

Le langage ne sera bien évidemment pas étudié comme prolongement d'une polémique concernant sa nature créole ou française mais comme support fédérateur d'expression de l'oralité. La langue créole est intimement liée à la communauté réunionnaise.

Elle est principalement un facteur de communication et de connaissance de l'autre sur l'île, comme ciment des relations sociales, et un marqueur de reconnaissance des fondements identitaires, ou d'appartenance à La Réunion, lorsque l'on est à l'extérieur du territoire .

II-6.1) Repères pour l'état des lieux

L'oralité, comme communication orale, sera étudiée ici en corrélation avec les différents thèmes de notre étude. Nous la considérerons ainsi dans son lien au temps, à l'espace, aux croyances et aux savoir-faire ainsi que dans son lien à l'art, domaine dans lequel outre les références majeures[98], des documents concernant le travail sur les chants réunionnais, les contes et proverbes créoles, les textes de théâtre ont été repérés et plus largement cités en annexe.

II-6.2) Le regard des personnes ressources sur l'oralité

1) L'oralité dans le temps et l'espace

La mémoire collective conserve et fait revivre, sous forme de brèves anecdotes, de dictons ou parfois de récits plus longs un grand nombre d'évènements donnés comme extraits de l'histoire ou de la vie quotidienne d'autrefois.

Qu'ils aient une réalité avérée ou qu'ils soient le résultat de reconstructions imaginaires, ils éclairent les uns et les autres des représentations mentales de la communauté qui les formule et les transmet. Ils se rapportent également à une histoire collective ou à des personnages clés de cette histoire : récits inspirés de la période de l'esclavage qui concerneront Anchaing, la Marronage et l'Abolition, des histoires de bandits (Sitarane, Zitte, la Buse…). De plus, l'oralité exprimée par les contes ou les récits permet d'entraîner les auditeurs dans une autre temporalité que la leur (du quotidien vers la fiction par le lien à l'histoire…).

Les origines spatiales des contes réunionnais sont notamment rattachées à l'Europe (« ti' poucet », « la ramée », « St Antoine »), l'Afrique (« le jaco, le lièvre et l'éléphant ») et éventuellement à l'Inde. Cet héritage complexe est, bien entendu et une nouvelle fois, le reflet de l'interpénétration des différents apports ethniques et culturels propre à l'île par le langage.

Quelle que soit l'origine (temporelle ou géographique) des traditions orales antérieures, l'originalité des composantes de l'oralité réunionnaise est réelle et, surtout, elle nous amène à considérer cette capacité créole à faire se fondre des apports venus d'ailleurs pour constituer un ensemble bien spécifique.

Cet ensemble[99] sera alors oralement présenté de manière plus visible par des références à la vie quotidienne, au cadre géographique et écologique, aux accessoires utilisés par les personnages et de manière plus intime par des clés de lecture ou de compréhension de la manière dont ces apports ont été appropriés.

---

[98] « Texte sur les proverbes créoles » Ker' Ourio 1920 - Bulletin des Sciences et Arts - « Contes créoles inédits » de Pa Sarles, « Z'histoires la Case » de G. Fourcade, les contes publiés dans la revue « Témoignages », « Bardzour Maskarin » et « Bardzour » par Boris Gamaleya dès 1972, le recueil « Kriké Kraké » avec sa cassette de 25 contes par C. Barat, M. Carayol et C. Vogel - 1977 « Zistoir kreol » d'Axel Gauvin - 1978, , deux recueils bilingue de contes créoles « les aventures de petit-jean » en 1978 et « lièvre Grand-Diable et autres » - 1979 par M. Carayol et R. Chaudenson

[99] N. L Tenèze parlera, à propos de la tradition orale aubracienne, de « loi d'acclimatation régionale des thèmes folkloriques» - Source Encyclopédie de la Réunion - Volume 5

L'ancrage des constituants de l'oralité dans l'environnement socio-historique est révélé par leur répartition géographique[100] (contes majoritairement des « *Hauts* » ou des « *Bas* », plus spécifiquement racontés à tel ou tel habitant du monde rural ou urbain). Il découle d'un lien à l'évolution de la société (référence à la société de plantation) et des positionnements des individus ou des groupes.

2) L'oralité, les croyances et les savoir-faire

De la tradition orale font également partie les histoires de superstitions, dont le champ est relativement vaste, ainsi que les récits (comme ceux concernant notamment St Expédit), qui confinent au domaine de « *religion populaire* ». Ils permettent d'éclairer certaines des peurs ou des croyances en offrant à leurs auditeurs la possibilité d'apercevoir comment se construit, se maintient ou se transforme la représentation de la vie quotidienne.

On relève de très belles versions de récits religieux, racontés en créole lors des fêtes indiennes et mettant en scène des dieux ou des héros du panthéon indien (Pandialé par exemple), mais qui « *ne seraient pas connus en dehors de la communauté indienne*[101] ». D'autres récits, imprégnant tout le territoire et transmis par les hommes entre eux, s'expriment sur les peurs [102] à La Réunion (des cyclones, de la peste, des empoisonneurs, des falaises…).

Le premier savoir-faire considéré dans l'oralité est l'oralité elle-même : « *de nombreuses personnes seraient capables de conter des aventures, des contes, des récits qui ne se reconnaissent pas forcément ce talent…* ». Le besoin d'ancrage dans le passé est présenté comme « *le stimulant principal de la mémoire populaire* », et pourtant, sur des aspects moins anciens, l'on ne prend pas garde à la « *volatilité de la mémoire* ».

Les discours des personnes ressources se retrouvaient souvent sur ces conclusions : la parole des gramouns, ou de nos parents est à encourager avant d'être entendue,… en architecture, en artisanat, en médecine des découvertes ont été effectuées. Celles-ci sont conséquentes (les principes actifs des plantes sont réutilisés aujourd'hui par les scientifiques) mais, en plus d'oublier comment elles ont été mises à jour, on court le risque d'oublier la valeur du témoignage qui permettait de les conserver.

L'oralité était l'une des composantes permettant à l'ensemble de fonctionner plus harmonieusement (transmission des métiers traditionnels par l'apprentissage et les explications orales, gastronomie, art de vivre et d'habiter créole…) et devient aujourd'hui presque éphémère.

Enfin, la famille est présentée comme un « lieu d'oralité privilégié » mais qui dépend de la disponibilité et de la volonté des personnes, de la reconnaissance des générations entre elles.

[100] cf. Découpage géographique des contes de la Plaine des Cafres et de Ste Suzanne - Source Encyclopédie de la Réunion - Volume 5
[101] Source Encyclopédie de la Réunion - Volume 5
[102] Prosper Eve – « île à peur, île à malheur »

3) L'oralité et les arts

Si l'on considère les textes des chants ou paroles des musiques, on constate par exemple que l'œuvre de Fourcade et de Guerny « *occupe une place à part puisqu'elle s'est répandue souvent assez largement par le biais de la tradition orale* ». Dans la partie consacrée à la musique nous avions déjà remarqué[103] la tendance consistant à user indifféremment du français ou du créole (plus populaire) dans le répertoire traditionnel, voire même des deux à l'intérieur d'une même chanson.

Ici, l'oralité véhicule également par le chant des textes politiques, sociaux, d'amour, d'engagement… passant parfois de « *la simple ritournelle à de véritables petits tableaux de genre évoquant de façon spirituelle les aspects typiques de la vie des Réunionnais*[104] *». Les paroles plus revendicatrices du Maloya à une certaine époque utilisaient également cette « oralité accessible à tous* » pour faire passer des messages parfois interdits à l'écrit, ou impossible à lire pour une partie des Réunionnais.

Si l'on considère la littérature orale, il convient d'étudier les contes populaires, fortement représentés, les « *jeux de mo*ts » et les proverbes, qui resteront dans le « strict [105]» domaine de l'oralité jusqu'aux années 1970 puisque avant cette période, il n'existait pas le moindre recueil de contes populaires ou de proverbes de La Réunion.

S'il ne fallait nullement en conclure que les contes, proverbes et jeux de mots transmis par voie orale n'existaient pas, il a été démontré une réelle difficulté de transcription de ces éléments, d'une part, sur des supports magnétiques (enregistrements « *dont certains sont dans un état déplorable* » et « *qui ont été mal conservés* ») et, d'autre part, sur documents papier car l'oralité souffre du passage à l'écrit.

L'ensemble constitue un travail considérable dont le traitement est encore en cours (500 contes[106] sur bandes magnétiques restent à retranscrire – Service Culturel de Saint Denis).

Aujourd'hui, les lieux de l'oralité en ce qui concerne le conte sont présentés comme « *nouveaux* » et sa pratique, « *plus professionnelle* », utilise des réseaux et des structures pour s'exercer. « *Les conteurs traditionnels vivants n'ont pas disparu mais leur présence est moins manifeste pour le public* ». Ainsi, l'expression de l'oralité change de forme, son public et ses praticiens également...

Dans le théâtre, les pièces sont également le fruit de l'oralité et de l'expression corporelle. Le théâtre Vollard par exemple, avec Quartier Français, a pu revenir sur les faits historiques et politiques qui se sont déroulés dans l'usine du même nom, mêlant aux paroles des acteurs des chants en français ou en créole et des récitations de poèmes créoles.

Aujourd'hui, encore le rôle social évoqué pour le théâtre passera par le dialogue qu'il permet, son utilisation du discours et de la langue à des fins de prévention (lutte contre le SIDA), de protection (éducation à l'environnement), d'intégration et d'insertion. Sans oublier l'effet positif d'un théâtre « *de proximité* ».

---

[103] Jean Pierre La Selve « Musique traditionnelle de la Réunion » - FRDOI – Document de Recherche

[104] Chanson de « P'tit Georges »

[105] Hormis « Texte sur les proverbes créoles » Ker' Ourio 1920 - Bulletin des Sciences et Arts

[106] L'encyclopédie de la Réunion propose une répartition des contes réunionnais en trois groupes à savoir le cycle de Petit-Jean et de Grand Diable (« sans doute le plus important et le plus répandu ») le cycle des contes d'animaux (« apparemment minoritaire ») et le cycle des contes merveilleux et romanesques, qui constitue la version en langue créole de contes que l'on retrouve en métropole

Comme le chant, le conte, le récit, la pièce de théâtre n'est pas seulement un texte et « *même s'il est banal de le dire… son énonciation se déploie aussi par les ressources du geste, le volume de la voix, les variations du débit, les intonations variées* [107]» ainsi cette optimisation de l'oralité pour se faire entendre ou comprendre est enrichie par les postures et jeux d'artistes entre eux, qui peuvent être très éclairants sur la représentation des comportements.

[107] Source Encyclopédie de la Réunion - Volume 5

ECLAIRAGES COMPLEMENTAIRES ORALITE

Les éléments suivants nous ont permis d'étayer le contenu de ce chapitre sur le thème de l'oralité :

✓ Un conte du cycle de Petit-Jean **:** « La sœur de Petit-Jean épouse Grand Diable » (recueilli à Etang Salé) – Encyclopédie de La Réunion – Volume 5

✓ Un exemple de repérage des contes populaires réunionnais « les contes du cycle de Petit-Jean et Grand Diable, les contes d'animaux, les contes merveilleux et romanesques » – Encyclopédie de La Réunion – Volume 5

Troisième partie

Les dimensions culturelles du vivre ensemble

Lors des entretiens, la majorité des personnes ressources se sont prononcées sur l'articulation entre les thématiques retenues pour aborder le champ culturel.

Ces regards sur l'histoire, la culture en mouvement, la créolité, donnent du sens au vivre ensemble, donnent à lire le sensible et l'immatériel du patrimoine culturel de La Réunion.

Cette thématique transversale n'était pas signalée dans le cahier des charges et ne constituait pas un axe que nous avions présenté dans notre réponse. Mais les récurrences dans les discours des personnes rencontrées nous ont incitées à positionner le 'vivre ensemble' dans un chapitre spécifique.

III-1.Une culture façonnée par l'histoire, l'espace et le statut

L'histoire et l'évolution du statut modèlent l'identité de la communauté créole

La culture réunionnaise ne peut s'appréhender que dans une mise en perspective historique. Ses premiers habitants (deux hommes blancs, deux hommes et sept femmes malgaches) marquent déjà une caractéristique de la population réunionnaise : le métissage.

L'organisation sociale qui prévalait dans la société réunionnaise, avec l'arrivée des premiers esclaves entérine cet aspect qui ne va faire que s'amplifier (arrivée des indiens, des chinois…) et façonner la singularité du peuple réunionnais. Ce métissage continue de s'enrichir aujourd'hui des apports extérieurs et La Réunion est fondamentalement pluriculturelle.

L'organisation sociale où chacun avait sa place prédéterminée perdure même après la départementalisation, « *La politique et la religion étaient largement mêlées. Elles représentaient le socle, la base de la société. Nombreux étaient les abus de pouvoir. Aussi révoltant que cela puisse être, la population était résignée*. ».

Et la construction identitaire passe par une phase manichéenne : « *Les Réunionnais ont été en tenailles entre deux mâchoires bipolaires : il fallait être communiste et autonomiste pour être Réunionnais, il fallait être assimilationniste pour être Français. C'est un frein à l'identité réunionnaise* ».

Une culture qui se reconnaît et s'affiche

Au fil des années et des levées d'interdits sur les expressions culturelles créoles, la construction identitaire se libère de la 'lutte politique' : « *Le fait de s'inscrire dans la valorisation de la culture créole ne signifie aucunement l'émergence de revendications politiques d'autonomie ou d'indépendance* ».

On assiste alors à une réelle avidité d'expressions culturelles tout azimut, de ce qui fonde l'identité créole. Même si des zones d'affrontement subsistent -particulièrement autour de la langue, de son apprentissage dans les écoles, de sa graphie-, la culture créole s'expose, se rythme, se conte, s'explique, se montre et s'ouvre au monde.

« *En effet, l'identité culturelle peut désormais s'exprimer non plus nécessairement comme une opposition à la métropole, mais comme l'expression d'une diversité qui est le lot commun, à des titres divers, des membres de l'Union Européenne. La gestion de la diversité n'est plus frontale, elle devient multipolaire. La reconnaissance de l'identité n'est plus seulement une demande de réparation, elle relève d'une reconnaissance institutionnelle de la diversité*. »

La Réunion reconnaît son identité particulière, ne s'enferme plus dans des complexes hérités de son passé colonial, elle se qualifie dans une unité sensible et positive : « *La Réunion a des racines rurales, une mentalité profonde et un imaginaire très fort* ».

III-2. Les mutations du vivre ensemble dans les Hauts

Le rythme de l'évolution vécue à La Réunion n'est pas sans conséquences sur les modalités du vivre ensemble. L'image des Hauts sanctuaire de la culture créole commence à être interrogée. Les personnes ressources ont exprimé un regard assez mitigé sur « *l'authenticité* » de la vie créole dans les Hauts. Les énoncés quasi incantatoires « *ça ne change pas dans les Hauts* » laissent de plus en plus la place à du scepticisme quant à la survivance d'une culture traditionnelle préservée.

Dans les Hauts, l'espace, le travail de la terre ont construit les relations à l'autre

Les deux vagues successives du peuplement des Hauts de La Réunion ont construit l'imaginaire et la symbolique de cet espace : « Dans l'histoire, les Hauts ont d'abord été diabolisés car investi par les esclaves. Lacaussade est le premier à parler des Hauts comme d'un espace apaisant, permettant la communion entre la nature et l'homme, comme un territoire qui se mérite ».

Esclaves marrons ou petits blancs ont trouvé un espace rude, -« *plus qu'au niveau des individus même, la nature, les contraintes topographiques s'imposent* »-, mais qui représente un passeport pour la liberté, la dignité : « *Les Hauts sont considérés comme un espace de conquête de liberté. Par rapport à la dure cohabitation du littoral, existe une forte revendication d'un espace où on est libre* ».

Une organisation sociale particulière se met en place, rythmée par la nécessité de survivre dans un environnement hostile : « *Les travaux saisonniers, la relation physique avec l'espace entraîne des comportements sociaux et culturels. L'exigence de la terre, la nécessité de travailler en groupe pousse à une forme de solidarité* ».

La relation à l'autre est marquée par l'entraide : « *Peu de personnes étaient employées, touchaient une paye régulière. Face à cette précarité, tous les endroits possibles étaient plantés et l'entraide était de mise en cas d'incident* » ; « *socialement des notions de distribution à son voisin sont ancrées, ne jamais laisser une personne manger à l'odeur…* ».

Cette organisation sociale se concrétise dans le « *développement d'économies parallèles qui permettent aux gens de vivre* ».

Les habitants des Hauts se reconnaissent différents, « *les gens des Hauts aiment leur espace, en sont fiers et ressentent un certain mal être lorsqu'ils descendent dans les Bas* ». Ils pensent être à l'abri d'une certaine perte de valeurs, accolée parfois assez arbitrairement aux modes de vie moderne : « *dans les Hauts la structuration sociale et familiale a gardé une influence plus forte, la présence du père est réelle* ».

Quelques éléments de l'organisation sociale actuelle

L'aménagement, les éléments de confort, les nouvelles technologies de communication bousculent l'art de vivre traditionnel dans les Hauts. « *La population des Hauts a considérablement évolué. Il y a eu des changements importants au niveau des infrastructures routières, mais également au niveau de l'habitat, du nombre de foyers équipés en véhicules, de la télévision, du satellite*. »

Face aux défis démographiques, ces territoires représentent un enjeu de développement pour toute l'île et les dispositifs d'investissement sont en augmentation constante. La participation forte des fonds structurels européens, l'ensemble des actions du Plan d'aménagement des Hauts apportent des réponses concrètes à ces enjeux de développement. [108]

La transformation de l'espace est particulièrement perceptible avec le dispositif de structuration des bourgs. Le rééquilibrage de l'urbanisation, priorité forte des partenaires concernés par l'aménagement des Hauts, déclenche sur les zones de mi-pente, une expansion de l'habitat avec comme corollaire l'arrivée de populations venant du littoral, et la démultiplication des services structurants.

L'image des Hauts « *carte postale* » avec des cases fleuries nichées au pied des montagnes et des parcelles cultivées accrochées aux flancs des ravines, laisse la place à des centres bourgs animés, à une trame viaire irriguant le territoire et multipliant les liaisons avec le littoral, à une diversification des activités économiques, à l'apparition de labels [109] révélant une communication offensive sur le champ du tourisme.

En 2003, 46 entreprises ont été créées dans les Hauts avec le soutien de l'OPARCAT - Opération Programmée pour l'Aménagement et la Restructuration du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme -.
Les emplois initiés dans ce cadre dénotent une mutation des activités économiques.

Cyber Salazes
Parmi les projets primés, signalons celui d'un jeune passionné d'informatique, Billy Chane Kam. Il a décidé d'équiper le village de Salazie d'un cyber café. Ce service tout à fait innovant met à disposition des habitants une dizaine d'ordinateurs dédiés à Internet et aux jeux en réseau.

Source : La lettre des Hauts N°19- mars 2004.

Entre symbole d'authenticité, prôné dans les guides touristiques et demande de modernité des nouvelles générations, entre vie quotidienne et grands projets de développement, le vivre ensemble dans les territoires des Hauts prend des aspects multiformes qui questionnent les personnes ressources que nous avons rencontrées : « *Il y a 20 ans existait un art de vivre créole dans les Hauts. Est-ce encore le cas ?* » ; « *Les spécificités des Hauts, valables il y a 10 ou 20 ans sont-elles encore pertinentes ?* »

[108] Les thèmes d'intervention du Plan d'aménagement des Hauts sont axés sur : l'aménagement agricole, le soutien aux initiatives économiques, la dynamisation de la filière touristique, la structuration des bourgs, la gestion intégrée du territoire.
[109] Pour exemple, la création d'un logo et le dépôt de la marque « village créole » en décembre 2002. La publication du Guide des villages créoles, en trois langues (français, anglais, allemand) et une présentation de chaque village en créole et français.

D'espace diabolisé à espace idéalisé, de refuge pour les exclus de la société réunionnaise à espace de respiration face à la saturation des zones littorales, la mutation des Hauts de La Réunion n'est plus à démontrer.

Toutefois, certaines personnes ressources ont souligné le fait que « *certains territoires conservent des pratiques culturelles traditionnelles* ». Ainsi, les différents villages gardent une identité particulière remarquable : « *chaque zone géographique possède une histoire et des caractéristiques propres* ».

Concernant les croyances, il semblerait que les représentations se perpétuent : « *les Hauts ont gardé la cohérence du milieu créole et une interprétation du malheur en relation aux aïeux* ».

La relation avec l'environnement « *un fort contact avec la nature et une volonté de préservation du cadre et du style de vie* » perdure, même si elle s'exprime aujourd'hui de diverses façons.

Les principes d'aménagement peuvent se heurter aux représentations symboliques et celles-ci imposent des choix qui peuvent paraître irrationnels au niveau financier ou technique, comme par exemple des tracés de route déviés pour respecter l'emplacement d'un temple.

Les signes les plus tangibles de l'évolution se remarquent dans ce qui touche à la transmission entre générations : « *le modèle économique dominant n'est plus l'agriculture avec les conséquences sociales ou culturelles que cela représente ; les jeunes qui ne sont plus agricoles et qui ne trouvent pas d'activités vont être en décalage et la transmission n'aura plus de sens pour eux* ».

D'autre part, l'oralité, marquage fort de la culture traditionnelle, est résolument concurrencée par le monde de l'image qui pénètre tous les espaces de communication, les relations interpersonnelles. Les activités liées à l'oralité (transmission des contes, des légendes, des jeux de mots, des expressions populaires) ont structuré les générations passées, leur regard sur le monde. La rupture de cette transmission et, surtout, sa difficile appropriation par les jeunes, (allant même jusqu'à une certaine dévalorisation de ces pratiques), est à considérer dans une double perspective de continuité et d'ouverture au monde.

La gestion de cette rupture est un défi important qui se pose aux territoires des Hauts. Les expressions du vivre ensemble dans les territoires des Hauts de La Réunion sont en pleine mutation. L'apport constant d'éléments culturels du monde qui s'inscrivent dans les pratiques quotidiennes positionne la culture réunionnaise dans une dynamique vivante, - « *la culture est toujours en mouvement* ». Cela pose deux interrogations : d'une part, « *quelle cohérence va – t-il rester dans les pratiques culturelles et cultuelles ?* » et d'autre part, comment arriver à une identification d'un patrimoine immatériel en mouvance constante.

Se dessinent alors les premiers éléments pour la stratégie culturelle du Parc de La Réunion, (« *le Parc doit être en phase avec une culture qui bouge. Pas de carte postale.* »), et des orientations pour la suite de notre travail de diagnostic (« *l'étude sera utile si l'on peut déclencher des pratiques modernes relevant, valorisant des formes culturelles vivantes* »).

III- 3. Le croisement des apports culturels pour l'émergence de la créolité

La société réunionnaise rassemble sur un tout petit territoire, les caractéristiques culturelles de plusieurs peuples du monde. Véritable microcosme, ou encore comme l'affirment certains, *« laboratoire de la coexistence exemplaire des cultures du monde* », c'est à l'échelle de la planète que se donne à lire sa spécificité.

L'antagonisme apparent des pratiques

Au premier abord, les expressions des différences imprègnent le regard de l'observateur de la société réunionnaise, par les jeux des couleurs au niveau des individus, des paysages, des constructions… Puis tous les sens sont assaillis par une succession d'altérités, disparité des senteurs, des sons, des goûts.

La coexistence de pratiques différentes peut laisser encore plus perplexe. Les familles alternent les cérémonies de différentes religions, les références culturelles entremêlent mythes traditionnels et sitcoms. Les Réunionnais ont construit leur identité en étant perméables aux éléments culturels venant de l'extérieur, même ceux qui pourraient être antinomiques.

Les cultures d'origine ont coexisté, puis elles se sont imbriquées, se nourrissant les unes les autres. Le métissage physique s'est poursuivi par un métissage culturel. Parfois même, c'est un élément extérieur qui remet au goût du jour une composante un peu oubliée. La redécouverte de grand mère Kal à partir de l'irruption d'Halloween dans le calendrier des fêtes en est un exemple : « *tôt ou tard, on récupère* ». L'altérité est alors intériorisée, « *on ne peut pas se dire d'une identité précise* », ce qui est à la fois source de richesse et frein à une reconnaissance identitaire.

L'identification des expressions culturelles de La Réunion pourrait alors se perdre dans une dérive communautariste, en cherchant à repérer, dénommer des caractéristiques chinoises, européennes, africaines, tamoules … Les personnes ressources nous ont mis en garde contre cela, en insistant sur la créolité du système culturel : « *Nous sommes tous déjà réunis au fond de nous mêmes car nous sommes tous des métis culturels et biologiques pour la plupart, mais il faut en prendre conscience* ».

L'unité ou le « génie créole »

C'est donc de la production d'un système nouveau, qui aménage les éléments culturels d'origine en un schéma inédit, tant au niveau des représentations et de la lecture du monde qu'au niveau des pratiques quotidiennes pour se loger, se nourrir, éduquer ses enfants qu'il s'agit.

La culture créole puise dans le monde des éléments les plus divers et les retraduit dans une réalité qui lui est propre :

« *La créolité est le produit de la plantation, de l'habitation, de la ruralité des îles à sucre intertropicales. La société réunionnaise ne peut pas être blanche ou noire ; elle est arc-en-ciel et métisse, de la rencontre des européens, des africains, des asiatiques sur une même terre créole. Il y a une manière réunionnaise d'être d'origine indienne, d'origine européenne, d'origine africaine, d'origine chinoise, etc. Ce vécu en commun des uns et des autres a forgé une société d'un type nouveau : la société créole*. »[110]

L'élément d'unicité le plus notable de la culture créole reste la langue parlée. La marque d'appartenance à la communauté réunionnaise, celle par laquelle les personnes se reconnaissent au delà des apparences et des différences est bien le partage de la même langue[111].

Il y a quelque chose de culturellement fort à inventer, notamment autour de mots qui pourraient être fédérateurs, par exemple le mot Réunion. A côté de la variété, il y a l'unité profonde de la culture créole, qu'une personne ressource a qualifié de « génie créole » et qui crée de la cohérence.

La fluidité dynamique des habitants de l'île a permis de tisser de la cohérence entre des choses qui devraient s'exclure.

[110] Extrait du discours de Paul HOARAU - 18 décembre 2002 -KABAR POU LA KREOLITE - Ile de la Réunion 18 19 20 décembre 2002

[111] C'est d'ailleurs en partie l'une des difficultés d'intégration rencontrées par les communautés de l'Océan Indien qui s'inscrivent sur le territoire réunionnais et ne partagent pas cette langue créole. Ce qui est encore plus étonnant, c'est que la population réunionnaise est issue en partie de ces mêmes communautés !

<u>En Conclusion</u> :

La Réunion peut être considérée comme une illustration particulièrement pertinente du monde avec son brassage ethnique et culturel, ses inégalités, ses contradictions, ses aspirations, ses ambitions, ses questionnements.

La Réunion dispose d'un certain nombre de leviers culturels propres à l'encourager à regarder l'avenir avec optimisme.

Pourtant, dans le même temps, de réelles problématiques lui sont posées, qui vont éprouver la capacité des réunionnais à imaginer des solutions originales sans perdre leur authenticité. En levant le frein lié au déficit de compréhension, d'affirmation ou d'appropriation de la culture réunionnaise, la meilleure connaissance du capital patrimonial et culturel pourrait permettre de déclencher des pratiques modernes relevant des formes culturelles vivantes et d'utiliser le savoir être réunionnais pour tendre vers un savoir devenir en phase avec une actualité nourrie des énergies de son passé, compatible avec son ouverture sur l'extérieur et intégré à une dynamique de développement durable.

Quatrième partie

Regards croisés, la culture en dynamique

Le cahier des charges de ce diagnostic pour une stratégie culturelle du Parc de La Réunion prévoyait une interview de trois personnes ressources par thématique. Les premiers contacts nous ont laissé penser qu'un nombre bien plus important de personnes avaient déjà travaillé sur le champ de la culture et pouvaient enrichir la réflexion.

Devant l'impossibilité de les rencontrer toutes dans le temps imparti pour la première phase, nous avons opté pour l'organisation d'un atelier avec le soutien du CCEE. A cette rencontre, nous avons invité près de 90 personnes, repérées à partir des indications des premières personnes ressources contactées. Une vingtaine d'entre elles ont participé à l'atelier du 9 octobre 2004. La rencontre s'est déroulée en trois temps, une présentation des éléments déjà repérés, la formalisation par chacune des personnes présentes de 'messages' en fonction des thématiques, puis un échange qui a particulièrement mis l'accent sur la place à accorder aux jeunes dans le travail à mener.

Les débats engagés manifestent d'une richesse telle que les objectifs poursuivis (espace 'miroir' sur les premiers éléments des thématiques) ont été dépassés et cela nous a semblé plus pertinent de regrouper l'ensemble des dires dans ce dernier chapitre pour une mise en dynamique du diagnostic.

Les propos tenus s'articulent en trois niveaux :

- *Des attentes et conseils pour le diagnostic, guide pour la suite du travail que nous réaliserons ;*
- *Des messages concernant la culture créole, expressions de 'ressentis ' sur les différentes thématiques ;*
- *Des propositions pour la stratégie culturelle à initier dans le cadre du Parc National des Hauts de La Réunion.*

Nous avons choisi de présenter les réflexions à partir de ce découpage, sans les commenter et indépendamment de leur irruption dans le déroulement de la rencontre.

IV-1. Les attentes et conseils pour le diagnostic

Les éléments de diagnostic que nous avons présentés ont amené les personnes présentes à faire les réflexions suivantes.

Certain sujets comme l'art plastique ne sont pas assez abordés et il manque certaines sources : « *On ne retrouve pas la place de l'Art plastique dans les thèmes ; Citer Adèle Ferrand pour son dessin de case créole illustrant notre rapport* ».

Cette étude est à considérer comme une étape, un déclencheur de recherches « *nous voyons cette étude comme une contribution à ce qui pourrait être identifié. Ensuite l'Etat, la Région, le Département pourrait le faire* ». Elle doit permettre de « *descendre sur le terrain* » et le travail est à faire avec et par l'ensemble des acteurs, en vue de la formalisation d'un projet commun : « *l'AREP contacte les gens pour dire au Parc National de se donner les moyens d'un projet commun des Réunionnais et non le projet du Parc pour les Réunionnais* ».

Le contenu attendu par la majorité des participants relève plus de la mise en débat « *le débat est l'apport de la culture réunionnaise à une structure qui va s'occuper des Hauts* » que de catalogue « *il ne s'agit ici ni d'inventaire, ni de réécriture mais de dire ce qui existe en apparence* ». Le repérage des signes de la culture créole nécessitera « *d'affiner les indicateurs pour trouver ce qui peut être un marqueur pour les Hauts* » ; mais l'essentiel reste le fait que « *nous sommes en train de parler de notre authenticité ; c'est notre devenir que l'on est en train d'écrire* ».

Une interrogation subsiste toutefois pour une personne quant à la nécessité d'inventaires « *comment faire une étude sur le patrimoine sans faire des inventaires scientifiques et précis ?* ».

IV-2. Le ressenti sur les thématiques

Pour une lecture plus facile, les dires des personnes ont été classés par thématiques, cependant il nous a semblé pertinent d'extraire de ces dires ce qui concernait la jeunesse, la transmission intergénérationnelle, vu la force de ce thème.

Pour les dires en créole nous avons choisi de privilégier le respect du message au détriment du choix d'une graphie formelle, choix pour lequel nous ne nous sentions d'ailleurs pas légitime. Il en est de même pour les autres écrits réalisés dans le cadre de ce diagnostic.

Le temps

Le temps est en accéléré à la Réunion, tout se passe plus vite par rapport aux autres pays, accélération des modes de vie, de la culture « *le temps est spécifique à la Réunion, qui n'a que 300 ans et vit des télescopages* ». Cette accélération n'est cependant pas la même pour tous « *c'est vrai que le temps passe vite mais, considéré avec une dimension sociologique, il ne passe pas vite pour tout le monde* ».

Quelques messages sur le temps

Domoun napi lo tan, pran lo tan kom dann tan-lontan…tradition et modernité : ne cherche pas à oublier ton passé mais à changer ton futur…changement autorisé pas perte…faire la différence entre histoire et mémoire…lontan !?? listwar…

Certains prennent en compte cette vitesse, prennent au vol des moments, ou d'autres encore restent en retrait : « *on ne prend plus le temps, l'île est tranquille mais en fait il y a un rapport économique fort, les uns changent et les autres prennent le bon temps* ». Les temps de mutation sont rapides, mais si on regarde les rythmes de vie des gens, ou des groupes, ils ont leur propre rythme lié aux croyances, à la nature ou à ce qui se passe.

La relation des Réunionnais au temps peut également être appréhendée à travers la notion de loisirs : « *ceux qui vivent encore dans un art de vivre à la créole ont des loisirs importés, ceux qui travaillent ont des loisirs dans la culture créole ; deux mondes se révèlent dans la notion de loisir, et c'est une question importante* ».

L'espace

Sur cette thématique les échanges ont porté principalement sur la difficile délimitation Hauts-Bas : « *C'est difficile quand on parle de la culture des Hauts ou des Bas, on ne peut pas délimiter c'est un continuum historique et sociologique, et on met des barrières…* » Voir les Hauts comme privilégié de la préservation de la culture semble être un piège, « *l'espace refuge authentique est une erreur fondamentale : on y utilise Internet, des agriculteurs communiquent en anglais pour échanger avec d'autres* ».

Quelques messages sur le temps

'HAUTRALITE et BASNALITE'
Nana batiman HLM osi i mont dan léo… Espace de loisir et de détente pour tous les Réunionnais…Nouvelle(s) forme(s) de « changement d'air » ?… « Le dedans » et « le dehors »… ton espace ici et dans le monde ?…Espace sacré – lien espace et temps…Ile petite mais perception d'espaces « lointains » …La Réunion lé pti …

La montée en puissance du développement de l'urbanisme est un élément fort de changement : « *les Hauts ne sont plus tellement les Hauts : avec la route des tamarins, les HLM qui montent dans les Hauts* » (…).

De plus, vu de l'extérieur, les différences entre Hauts, Bas, Ouest et Est semblent minimes « *tout est déjà métissé depuis si longtemps, ce qui est hérité ne change pas* ».

Ce métissage est vu comme une opportunité, « *c'est une petite île, avec différents reliefs et sur laquelle sont représentés les cinq continents* ».

Les croyances

En ce qui concerne les croyances, le rapport inter-religieux présent à La Réunion est cité comme référence « *d'entente et de mélange* ».

Cette accroche des Réunionnais à la spiritualité peut cependant laisser place à « *des récupérations par les sectes* ».

Quelques messages sur les croyances

Et en dehors de la religion ?…Diversité la plus exemplaire à La Réunion …saine coexistence des différents groupes religieux…Tabous mais symboles visibles… Intimement mêlés à la vie de chacun d'entre nous .

Les participants soulignent également la diversité des expressions de ces croyances qui ne se lisent pas seulement à travers les religions : « *il y a aussi récupération des éléments religieux en musique* ». Cette diversité est encore trop clandestine et « *l'authenticité diversifiée n'est pas analysée* ».

Les arts

Les arts ont été peu abordés lors de cette rencontre. Deux notions dominent le débat : la polémique sur la graphie du créole comme frein à la littérature et l'existence d'une production non reconnue : « *dans les Hauts il y a des artistes impopulaires, à la 'production y abolie' qui représentent les traditions depuis longtemps sauf que ce n'est pas l'art officiel des musées* ».

Quelques messages sur les arts

La graphie : une polémique sans fin, frein à la production littéraire, impasse pour sa diffusion pour une réelle préservation du patrimoine littéraire en langue créole

Dans le cadre de cette rencontre, nous n'avons pas pu relever d'illustrations précises de cette "idée force" sur la situation des artistes des Hauts.

Concernant la production musicale, il est fait état d'un « *foisonnement, certes, mais peu renouvelé et peu exportable…gentillet* ».

Oralité

La thématique « littérature orale » a été élargie à l'oralité, pour prendre en compte la communication dans son ensemble. Le contexte de diglossie présent à La Réunion est à prendre en compte de façon spécifique, la hiérarchisation entre le français et le créole a marqué :
« *La langue a pu être le signe d'un statut sociopolitique inférieur, à l'école le français était obligatoire – langue officielle - et l'utilisation du créole interdite – langue maternelle* ».

Quelques messages sur l'oralité

Kréol léo, kréol lé ba… Le ciment de notre identité… Le créole : langue à part entière aux multiples couleurs. Moyen d'expression et de communication, amis aussi moyen d'affirmation d'une culture créole…Langue créole : moins de polémique et plus de pratique authentique…I fo apel piédboi… piédboi ! i fo apel brinzel… brinzel !

La langue créole est en évolution constante, nature même d'une langue vivante « le kréol causé par gramoun n'est pas celui du marmaille ; c'est le même Kréol mais pas le même kozman ».

Savoir faire

Un participant souligne « *les réelles innovations dont ont fait preuve les aïeux à La Réunion* », qui combinaient connaissance de la nature, expérience des matériaux et capacité de les utiliser en harmonie, pour construire leur habitation par exemple.

Quelques messages sur les savoir faire

Capacité à « créoliser » les apports : cuisine, habitat, TIC…Savoir-faire – savoir être – savoir devenir…Faut il conserver toutes les traditions ? …Création de labels pour une reconnaissance de savoir-faire traditionnels…Mieux communiquer notre savoir aux autres peuples du monde

Plusieurs personnes relèvent alors une perte sensible de ce bon sens au bénéfice de l'utilisation de matériaux plus modernes mais ne convenant pas toujours au contexte environnemental, ce qui peut « *perturber l'équilibre fragile entre nature et activités des hommes* ».

C'est le bon sens qui a prédominé la technique pendant des générations et cela a marqué les savoir-faire réunionnais : « *Il est intéressant de pouvoir comprendre pourquoi telle maison très ancienne tient encore alors que 100 mètres plus loin une autre est détruite* ».

Le vivre ensemble

Vivre ensemble dans « *un lieu exceptionnel et une nature exceptionnelle* » devrait s'apprendre dès l'école. La reconnaissance de chaque composante de la société créole, avec ses diverses origines qui fondent la culture commune est à partager.

Quelques messages sur le vivre ensemble

Viv ansanm, viv an kreol... Prendre en compte les différences, les accepter, condition sine qua non pour un meilleur développement…Anon met ansanm…

Mieux se connaître à travers des échanges, pour respecter les autres et participer à la vie citoyenne permettrait de ne pas tomber dans l'individualisme. Or, il est relevé le manque de « lieux collectifs d'échanges ». La quête de l'identité créole ne se conçoit pour les participants qu'en prenant en compte « *la part de l'autre* ». Les Hauts pourraient représenter le « *dernier bastion du partage et de la solidarité* ».

La jeunesse face à la culture créole

On a déjà fait une évocation des « *conflits intergénérationnels* » mais ce qui paraît plus important encore pour les participants à cet échange est le fait que les jeunes seront au cœur de la « *bataille avec les éléments d'importation* ». Les jeunes sont vus comme « *gardiens de la mémoire et créateurs de culture* ». Si on les oublie on aura « *un musée plus ou moins intéressant* », mais pas une culture vivante.

Il serait faux de croire que les jeunes sont imperméables aux traditions, que la culture créole « *ne leur parle plus* » ou qu'ils la dénigrent.

Messages sur les jeunes et la culture créole

Dans la pratique du moringue, il est intéressant de voir qu'en arrivant sur le lieu de pratique les jeunes se déshabillent et le mariage se fait sans problème. Déshabillés, ils ont des choses à offrir… Les gens changent et de nouveau l'environnement change engendrant le problème de la jeunesse de la société actuelle, de la culture et des difficultés au niveau des relations : comment préserver cela ! et construire, en prenant le temps….La famille doit rester le lieu d'éducation, de socialisation et de transmission des valeurs péi… Il y a une grande modernité dans toute cette tradition, et les jeunes ont un rapport plus grand à la modernité… La jeunesse peut être le porte drapeau avec sa soif réelle de retrouver la Réunion, il y aura un effet d'entraînement

La prégnance des attitudes « *côté américain* » chez les jeunes - casquettes, cocas et Mac Do- serait plus une conséquence de la « *société qui bombarde* », que la marque d'un rejet de la culture créole : « *la casquette des jeunes est liée à une consommation sociétale* ».

Toutefois, le manque de « référents pour donner une lecture de leur culture » laisse le champ libre aux seuls apports extérieurs. La transmission de l'expérience des anciens a du mal à se faire : « *le gramoun, lui, est bloqué pour transmettre son expérience : il a un problème d'écriture, de lecture* ».

Le mariage de la jeunesse et de la modernité est un élément important pour que la culture reste vivante : « *reconnaître son passé mais penser à changer son devenir !* ».

Il est noté par la majorité des personnes présentes que les jeunes sont les grands absents des espaces de discussion, quand cela les concerne directement -«absence du mouvement étudiant pour l'emploi lors de réunions sur le commerce équitable à l'université »-, et même quand il s'agit de spectacles -« *il y a 20 ans au moins 300 personnes pour un Kabar, aujourd'hui 15 personnes dont 13 étrangers et deux marmailles* ».

Certains participants se veulent résolument plus optimistes et la jeunesse est considérée comme « l'avenir » ; pour eux, « *il y a une réelle demande de la jeunesse d'un outil pour le patrimoine, naturel en tout cas, mais si nou gratte le culturel y vient avec* ».

Le débat porte alors sur la nécessité d'accompagner la jeunesse -« *qui accompagne à zot ?* »- pour lui permettre l'appropriation des éléments de sa culture, « *les intéresser et (leur) révéler qu'ils sont intéressants* ».

IV-3. Propositions pour la stratégie culturelle

La séparation Hauts - Bas ne semble pas pertinente quand il s'agit d'aborder les éléments culturels et plusieurs personnes se sont exprimées sur ce thème :

- « On parle de culture des Hauts, culture des Bas, culture Réunionnaise mais c'est la mixité réunionnaise qui sera utilisée pour la stratégie culturelle (…)
- La Culture de La Réunion forme un tout, c'est peut-être l'occasion avec le Parc National de préserver l'identité sans arriver à une séparation Hauts / Bas mais de montrer ce qui est fort et le construire ensemble (…)
- Donner une image forte de la culture sans antagonisme Hauts / Bas. »

Le Parc National est un espace de respiration pour l'ensemble de la société réunionnaise.

La deuxième idée à retenir pour cette stratégie concerne le « piège » de la nostalgie, qui pourrait se transformer dans le cadre du Parc par une 'folklorisation' du patrimoine culturel :

- « C'est décidément difficile d'appréhender cette culture, il y a une approche très identitaire, de nostalgie (…)
- Cette nostalgie fait chaud au cœur mais est-elle porteuse ?
- Il faut faire attention à ne pas faire des Hauts une réserve avec des éléments qui se folklorisent, ce qui n'est pas simple avec les normes touristiques (…)
- Aseptisation de la culture, qui est construite et impossible à se réapproprier par les gens ».

Les cultures ne peuvent survivre que si elles bataillent avec les cultures d'importation.

La troisième idée propose de « *ré-enraciner* » les gens par l'action :

- « L'action crée le lien et permet à l'individu de s'enraciner (…)
- Enseigner davantage l'histoire : ce qui s'est passé au fil du temps pour une meilleure appropriation de nos racines, il faut mettre le paquet sur les jeunes (…)
- Nécessité de valoriser les savoir-faire avant leur disparition - travail de recueil et de ré appropriation de pratiques oubliées ».

Le Parc National ne sera pas un lieu où l'on peut marcher idiot…

Conclusion

En résumé, sur un plan global, il est apparu que l'authenticité diversifiée, l'adaptabilité et les liens développés au fil des générations et des évènements se succédant rapidement sur un territoire circonscrit ont contribué à consolider le sentiment identitaire réunionnais qui se caractérise par un attachement à un territoire, au mode de vie créole, à une langue.

Cette communauté îlienne, qui s'approprie ou qui filtre en partie la réalité extérieure et « ne se fait pas toujours suffisamment reconnaître à l'extérieur », est empreinte de forces positives liées à sa « biodiversité culturelle » et ethnique, à sa cohérence inter religieuse, aux solidarités familiales et les Réunionnais montrent une capacité à s'adapter aux évolutions majeures, « à créoliser les apports » en particulier dans le domaine technique (maîtrise de l'informatique, système D, …) et dans le domaine social (mixité…).

Toutefois, les acquisitions ne sont pas homogènes en raison d'une situation économique, sociale et culturelle « difficile et vécue en accélérée» (taux de chômage, fort taux d'illettrisme, vision parfois négative de la mobilité, difficulté de mobilisation des jeunes, risque de montée de la délinquance, impact des médias dans la construction des codes de conduites, normes touristiques…). Ainsi, à la suite des télescopages successifs et d'une rapidité de changements socioéconomiques et démographiques (transition en 30 ans en place de 300 pour d'autres), quelle est la représentation mentale de leur identité par les générations actuelles et pour les générations futures ? Comment faire de la valorisation des aspects culturels un levier de développement personnel, « écoculturel », socioculturel, économique et touristique ?

Des générations de Réunionnais ont construit cette culture vivante et plurielle. Les habitants actuels de l'île en sont les dépositaires, experts d'usage des pratiques, des éléments matériels et immatériels de la culture créole. La deuxième phase de notre travail consistera donc à aller à la rencontre des habitants de huit sites zoom, à les entendre sur ce qui pour eux fonde l'originalité de leurs pratiques culturelles. De plus, par une observation sur le terrain, nous nous efforcerons de lire les signes physiques du patrimoine culturel sur ces territoires ciblés.

ANNEXES GENERALES

AVANT-PROJET DE CONVENTION POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATERIEL

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ci-après dénommée "l'UNESCO", réunie à Paris du 29 septembre au 17 octobre 2003 en sa 32e session,

Se référant aux instruments internationaux existants relatifs aux droits de l'homme, en particulier à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966 et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966,

Considérant l'importance du patrimoine culturel immatériel, creuset de la diversité culturelle et garant de la durabilité du développement, telle que soulignée par la Recommandation de l'UNESCO sur la sauvegarde de la culture traditionnelle et populaire de 1989, par la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle de 2001 et par la Déclaration d'Istanbul de 2002,

Considérant la profonde interdépendance entre le patrimoine culturel immatériel et le patrimoine matériel culturel et naturel,

Reconnaissant que les processus de mondialisation et de transformation sociale, à côté des conditions qu'ils créent pour un dialogue renouvelé entre les communautés, font, tout comme les phénomènes d'intolérance, également peser de graves menaces de dégradation, de disparition et de destruction sur le patrimoine culturel immatériel, en particulier du fait du manque de moyens de sauvegarde de celui-ci,

Consciente de la volonté universelle et de la préoccupation partagée de sauvegarder le patrimoine culturel immatériel de l'humanité,

Reconnaissant que les communautés, en particulier les communautés autochtones, les groupes et, le cas échéant, les individus, jouent un rôle important dans la production, la sauvegarde, l'entretien et la recréation du patrimoine culturel immatériel, contribuant ainsi à l'enrichissement de la diversité culturelle et de la créativité humaine,

Notant la grande portée de l'activité menée par l'UNESCO afin d'établir des instruments normatifs pour la protection du patrimoine culturel, en particulier la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de 1972,

Notant en outre qu'il n'existe à ce jour aucun instrument multilatéral à caractère contraignant visant à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel,

Considérant que les accords, recommandations et résolutions internationaux existants concernant le patrimoine culturel et naturel devraient être enrichis et complétés efficacement au moyen de nouvelles dispositions relatives au patrimoine culturel immatériel,

Considérant la nécessité de faire davantage prendre conscience, en particulier parmi les jeunes générations, de l'importance du patrimoine culturel immatériel et de sa sauvegarde, 32 C/26 Annexe III - page 2

Considérant que la communauté internationale devrait contribuer avec les Etats parties à la sauvegarde de ce patrimoine dans un esprit de coopération et d'entraide,

Rappelant les programmes de l'UNESCO relatifs au patrimoine culturel immatériel, notamment la Proclamation des chefs-d'oeuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité,

Considérant le rôle inestimable du patrimoine culturel immatériel comme facteur de rapprochement, d'échange et de compréhension entre les êtres humains,

Adopte, ce ... jour de ... 200X, la présente Convention.

I. Dispositions générales

Article premier : *Buts de la Convention*

Les buts de la présente Convention sont :
(a) la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ;
(b) le respect du patrimoine culturel immatériel des communautés, des groupes et des individus concernés ;
(c) la sensibilisation aux niveaux local, national et international à l'importance du patrimoine culturel immatériel et de son appréciation mutuelle ;
(d) la coopération et l'assistance internationales.

Article 2 : *Définitions*

Aux fins de la présente Convention,
1. On entend par "patrimoine culturel immatériel" les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire - ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés - que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine. Aux fins de la présente Convention, seul sera pris en considération le patrimoine culturel immatériel conforme aux instruments internationaux existants relatifs aux droits de l'homme, ainsi qu'à l'exigence du respect mutuel entre communautés, groupes et individus, et d'un développement durable.

2. Le "patrimoine culturel immatériel", tel qu'il est défini au paragraphe 1 ci-dessus, se manifeste notamment dans les domaines suivants :
(a) les traditions et expressions orales, y compris la langue comme vecteur du patrimoine culturel immatériel ;
(b) les arts du spectacle ;
(c) les pratiques sociales, rituels et événements festifs ; 32 C/26
Annexe III - page 3
(d) les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers ;
(e) les savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel.

3. On entend par "sauvegarde" les mesures visant à assurer la viabilité du patrimoine culturel immatériel, y compris l'identification, la documentation, la recherche, la préservation, la protection, la promotion, la mise en valeur, la transmission, essentiellement par l'éducation formelle et non formelle, ainsi que la revitalisation des différents aspects de ce patrimoine.

4. On entend par "Etats parties" les Etats qui sont liés par la présente Convention et entre lesquels celle-ci est en vigueur.

5. La présente Convention s'applique *mutatis mutandis* aux territoires visés à l'article 33 qui en deviennent parties, conformément aux conditions précisées dans cet article. Dans cette mesure, l'expression "Etats parties" s'entend également de ces territoires.

Article 3 : ***Relation avec d'autres instruments internationaux***

Rien dans la présente Convention ne peut être interprété comme :
(a) altérant le statut ou diminuant le niveau de protection des biens déclarés du patrimoine mondial dans le cadre de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de 1972, auxquels un élément du patrimoine culturel immatériel est directement associé ; ou
(b) affectant les droits et obligations des Etats parties découlant de tout instrument international auquel ils sont parties pour les droits de la propriété intellectuelle ou l'usage des ressources biologiques et écologiques.

II. Organes de la Convention

Article 4 : ***Assemblée générale des Etats parties***

1. Il est établi une Assemblée générale des Etats parties, ci-après dénommée "l'Assemblée générale". L'Assemblée générale est l'organe souverain de la présente Convention.

2. L'Assemblée générale se réunit en session ordinaire tous les deux ans. Elle peut se réunir en session extraordinaire si elle en décide ainsi ou si demande lui en est adressée par le Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ou par au moins un tiers des Etats parties.

3. L'Assemblée générale adopte son règlement intérieur.

Article 5 : ***Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel***

1. Il est institué auprès de l'UNESCO un Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, ci-après dénommé "le Comité". Il est composé de représentants de 18 Etats parties, élus par les Etats parties réunis en Assemblée générale, dès que la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article 34.

2. Le nombre des Etats membres du Comité sera porté à 24 dès lors que le nombre d'Etats parties à la Convention atteindra 50.32 C/26
Annexe III - page 4

Article 6 : ***Election et mandat des Etats membres du Comité***

1. L'élection des Etats membres du Comité doit répondre aux principes de répartition géographique et de rotation équitables.

2. Les Etats membres du Comité sont élus pour un mandat de quatre ans par les Etats parties à la Convention réunis en Assemblée générale.

3. Toutefois, le mandat de la moitié des Etats membres du Comité élus lors de la première élection est limité à deux ans. Ces Etats sont désignés par un tirage au sort lors de cette première élection.

4. Tous les deux ans, l'Assemblée générale procède au renouvellement de la moitié des Etats membres du Comité.

5. Elle élit également autant d'Etats membres du Comité que nécessaire pour pourvoir les postes vacants.

6. Un Etat membre du Comité ne peut être élu pour deux mandats consécutifs.

7. Les Etats membres du Comité choisissent pour les représenter des personnes qualifiées dans les divers domaines du patrimoine culturel immatériel.

Article 7 : ***Fonctions du Comité***

Sans préjudice des autres attributions qui lui sont conférées par la présente Convention, les fonctions du Comité sont les suivantes :

(a) promouvoir les objectifs de la Convention, encourager et assurer le suivi de sa mise en oeuvre ;

(b) donner des conseils sur les meilleures pratiques et formuler des recommandations sur les mesures en faveur de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ;

(c) préparer et soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale un projet d'utilisation des ressources du Fonds, conformément à l'article 25 ;

(d) s'efforcer de trouver les moyens d'augmenter ses ressources et prendre les mesures requises à cette fin, conformément à l'article 25 ;

(e) préparer et soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale des directives opérationnelles pour la mise en oeuvre de la Convention ;

(f) examiner, conformément à l'article 29, les rapports des Etats parties, et en faire un résumé à l'intention de l'Assemblée générale ;

(g) examiner les demandes présentées par les Etats parties et décider, en conformité avec les critères objectifs de sélection établis par lui et approuvés par l'Assemblée générale :

(i) des inscriptions sur les listes et des propositions mentionnées aux articles 16, 17 et 18 ;

(ii) de l'octroi de l'assistance internationale conformément à l'article 22.

Article 8 : ***Méthodes de travail du Comité***

1. Le Comité est responsable devant l'Assemblée générale. Il lui rend compte de toutes ses activités et décisions.

2. Le Comité adopte son règlement intérieur à la majorité des deux tiers de ses membres.

3. Le Comité peut créer temporairement les organes consultatifs *ad hoc* qu'il estime nécessaires à l'exécution de sa tâche.

4. Le Comité peut inviter à ses réunions tout organisme public ou privé, ainsi que toute personne physique, possédant des compétences avérées dans les différents domaines du patrimoine culturel immatériel, pour les consulter sur toute question particulière.

Article 9 : ***Accréditation des organisations consultatives***

1. Le Comité propose à l'Assemblée générale l'accréditation d'organisations non gouvernementales possédant des compétences avérées dans le domaine du patrimoine culturel immatériel. Ces organisations auront des fonctions consultatives auprès du Comité.

2. Le Comité propose également à l'Assemblée générale les critères et modalités de cette accréditation.

Article 10 : ***Le Secrétariat***

1. Le Comité est assisté par le Secrétariat de l'UNESCO.

2. Le Secrétariat prépare la documentation de l'Assemblée générale et du Comité, ainsi que le projet d'ordre du jour de leurs réunions et assure l'exécution de leurs décisions.

III. Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel à l'échelle nationale

Article 11 : ***Rôle des Etats parties***

Il appartient à chaque Etat partie :

(a) de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire ;

(b) parmi les mesures de sauvegarde visées à l'article 2, paragraphe 3, d'identifier et de définir les différents éléments du patrimoine culturel immatériel présents sur son territoire, avec la participation des communautés, des groupes et des organisations non gouvernementales pertinentes.

Article 12 : *Inventaires*

1. Pour assurer l'identification en vue de la sauvegarde, chaque Etat partie dresse, de façon adaptée à sa situation, un ou plusieurs inventaires du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire. Ces inventaires font l'objet d'une mise à jour régulière.

2. Chaque Etat partie, lorsqu'il présente périodiquement son rapport au Comité, conformément à l'article 29 ci-dessous, fournit des informations pertinentes concernant ces inventaires.
32 C/26 - Annexe III - page 6 –

Article 13 : *Autres mesures de sauvegarde*

En vue d'assurer la sauvegarde, le développement et la mise en valeur du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire, chaque Etat partie s'efforce :

(a) d'adopter une politique générale visant à mettre en valeur la fonction du patrimoine culturel immatériel dans la société et à intégrer la sauvegarde de ce patrimoine dans des programmes de planification ;

(b) de désigner ou d'établir un ou plusieurs organismes compétents pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire ;

(c) d'encourager des études scientifiques, techniques et artistiques ainsi que des méthodologies de recherche pour une sauvegarde efficace du patrimoine culturel immatériel, en particulier du patrimoine culturel immatériel en danger ;

(d) d'adopter les mesures juridiques, techniques, administratives et financières appropriées visant à :
(i) favoriser la création ou le renforcement d'institutions de formation à la gestion du patrimoine culturel immatériel ainsi que la transmission de ce patrimoine à travers les forums et espaces destinés à sa représentation et à son expression ;

(ii) garantir l'accès au patrimoine culturel immatériel tout en respectant les pratiques coutumières qui régissent l'accès à des aspects spécifiques de ce patrimoine ;

(iii) établir des institutions de documentation sur le patrimoine culturel immatériel et à en faciliter l'accès.

Article 14 : *Education, sensibilisation et renforcement des capacités*

Chaque Etat partie s'efforce, par tous moyens appropriés :
(a) d'œuvrer à la reconnaissance, au respect et à la mise en valeur du patrimoine culturel immatériel dans la société, en particulier grâce à :
(i) des programmes éducatifs, de sensibilisation et de diffusion d'informations à l'intention du public, notamment des jeunes ;
(ii) des programmes éducatifs et de formation spécifiques au sein des communautés et des groupes concernés ;

(iii) des activités de renforcement des capacités en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et en particulier de gestion et de recherche scientifique ; et
(iv) des moyens non formels de transmission des savoirs ;

(b) de maintenir le public informé des menaces qui pèsent sur ce patrimoine ainsi que des activités menées en application de la présente Convention ;

(c) de promouvoir l'éducation à la protection des espaces naturels et des lieux de mémoire dont l'existence est nécessaire à l'expression du patrimoine culturel immatériel.
32 C/26 Annexe III - page 7

Article 15 : ***Participation des communautés, groupes et individus***

Dans le cadre de ses activités de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, chaque Etat partie s'efforce d'assurer la plus large participation possible des communautés, des groupes et, le cas échéant, des individus qui créent, entretiennent et transmettent ce patrimoine, et de les impliquer activement dans sa gestion.

IV. Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel à l'échelle internationale

Article 16 : ***Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité***

1. Pour assurer une meilleure visibilité du patrimoine culturel immatériel, faire prendre conscience de son importance et favoriser le dialogue dans le respect de la diversité culturelle, le Comité, sur proposition des Etats parties concernés, établit, tient à jour et publie une liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

2. Le Comité élabore et l'Assemblée générale approuve les critères présidant à l'établissement, à la mise à jour et à la publication de cette liste représentative.

Article 17 : ***Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente***

1. En vue de prendre les mesures de sauvegarde appropriées, le Comité établit, tient à jour et publie une liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente, et inscrit ce patrimoine sur la liste à la demande de l'Etat partie concerné.

2. Le Comité élabore et l'Assemblée générale approuve les critères présidant à l'établissement, à la mise à jour et à la publication de cette liste.

3. Dans des cas d'extrême urgence - dont les critères objectifs sont approuvés par l'Assemblée générale sur proposition du Comité - celui-ci peut inscrire un élément du patrimoine concerné sur la liste mentionnée au paragraphe 1 en consultation avec l'Etat partie concerné.

Article 18 : *Programmes, projets et activités de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel*

1. Sur la base des propositions présentées par les Etats parties, et conformément aux critères qu'il définit et qui sont approuvés par l'Assemblée générale, le Comité sélectionne périodiquement et fait la promotion des programmes, projets et activités de caractère national, sous-régional ou régional de sauvegarde du patrimoine qu'il estime refléter le mieux les principes et objectifs de la présente Convention, en tenant compte des besoins particuliers des pays en développement.

2. A cette fin, il reçoit, examine et approuve les demandes d'assistance internationale formulées par les Etats parties pour l'élaboration de ces propositions.

3. Le Comité accompagne la mise en oeuvre desdits programmes, projets et activités par la diffusion des meilleures pratiques selon les modalités qu'il aura déterminées.

V. Coopération et assistance internationales

Article 19 : *Coopération*

1. Aux fins de la présente Convention, la coopération internationale comprend en particulier l'échange d'informations et d'expériences, des initiatives communes ainsi que la mise en place d'un mécanisme d'assistance aux Etats parties dans leurs efforts pour sauvegarder le patrimoine culturel immatériel.

2. Sans préjudice des dispositions de leur législation nationale et de leurs droit et pratiques coutumiers, les Etats parties reconnaissent que la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel est dans l'intérêt général de l'humanité et s'engagent, à cette fin, à coopérer aux niveaux bilatéral, sous-régional, régional et international.

Article 20 : *Objectifs de l'assistance internationale*

L'assistance internationale peut être accordée pour les objectifs suivants :
(a) la sauvegarde du patrimoine inscrit sur la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente ;

(b) la préparation d'inventaires au sens des articles 11 et 12 ;

(c) l'appui à des programmes, projets et activités conduits aux niveaux national, sous régional et régional, visant à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ;

(d) tout autre objectif que le Comité jugerait nécessaire.

Article 21 : ***Formes de l'assistance internationale***

L'assistance accordée par le Comité à un Etat partie est réglementée par les directives opérationnelles prévues à l'article 7 ci-dessus et par l'accord visé à l'article 24, et peut prendre les formes suivantes :
(a) des études concernant les différents aspects de la sauvegarde ;
(b) la mise à disposition d'experts et de praticiens ;
(c) la formation de tous personnels nécessaires ;
(d) l'élaboration de mesures normatives ou autres ;
(e) la création et l'exploitation d'infrastructures ;
(f) la fourniture d'équipement et de savoir-faire ;
(g) d'autres formes d'assistance financière et technique y compris, le cas échéant, l'octroi de prêts à faible intérêt et de dons.

Article 22 : ***Conditions de l'assistance internationale***

1. Le Comité établit la procédure d'examen des demandes d'assistance internationale et précise les éléments de la demande tels que les mesures envisagées, les interventions nécessaires et l'évaluation de leur coût.

2. En cas d'urgence, la demande d'assistance doit être examinée en priorité par le Comité.

3. Afin de prendre une décision, le Comité procède aux études et consultations qu'il juge nécessaires. 32 C/26Annexe III - page 9

Article 23 : ***Demande d'assistance internationale***

1. Chaque Etat partie peut présenter au Comité une demande d'assistance internationale pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire.

2. Une telle demande peut aussi être présentée conjointement par deux ou plusieurs Etats parties.

3. La demande doit comporter les éléments d'information prévus à l'article 22, paragraphe 1, et les documents nécessaires.

Article 24 : ***Rôle des Etats parties bénéficiaires***

1. En conformité avec les dispositions de la présente Convention, l'assistance internationale attribuée est régie par un accord entre l'Etat partie bénéficiaire et le Comité.

2. En règle générale, l'Etat partie bénéficiaire doit participer, dans la mesure de ses moyens, au coût des mesures de sauvegarde pour lesquelles une assistance internationale est fournie.

3. L'Etat partie bénéficiaire remet au Comité un rapport sur l'utilisation de l'assistance accordée en faveur de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

VI. Fonds du patrimoine culturel immatériel

Article 25 : ***Nature et ressources du Fonds***

1. Il est créé un "Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel", ci-après dénommé "le Fonds".

2. Le Fonds est constitué en fonds-en-dépôt conformément aux dispositions du Règlement financier de l'UNESCO.

3. Les ressources du Fonds sont constituées par :
(a) les contributions des Etats parties ;
(b) les fonds accordés à cette fin par la Conférence générale de l'UNESCO ;
(c) les versements, dons ou legs que pourront faire :
(i) d'autres Etats ;
(ii) les organisations et programmes du système des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que d'autres organisations internationales ;
(iii) des organismes publics ou privés ou des personnes privées ;
(d) tout intérêt dû sur les ressources du Fonds ;
(e) le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Fonds ;
(f) toutes autres ressources autorisées par le règlement du Fonds que le Comité élabore. 32 C/26 Annexe III - page 10

4. L'utilisation des ressources par le Comité est décidée sur la base des orientations de l'Assemblée générale.

5. Le Comité peut accepter des contributions et autres formes d'assistance fournies à des fins générales ou spécifiques se rapportant à des projets déterminés, pourvu que ces projets soient approuvés par le Comité.

6. Les contributions au Fonds ne peuvent être assorties d'aucune condition politique, économique ou autre qui soit incompatible avec les objectifs recherchés par la présente Convention.

Article 26 : ***Contributions des Etats parties au Fonds***

1. Sans préjudice de toute contribution volontaire supplémentaire, les Etats parties à la présente Convention s'engagent à verser au Fonds, au moins tous les deux ans, une contribution dont le montant, calculé selon un pourcentage uniforme applicable à tous les Etats, sera décidé par l'Assemblée générale. Cette décision de l'Assemblée générale sera prise à la majorité des Etats parties présents et votants qui n'ont pas fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article. En aucun cas, cette contribution ne pourra dépasser 1 % de la contribution de l'Etat partie au budget ordinaire de l'UNESCO.

2. Toutefois, tout Etat visé à l'article 32 ou à l'article 33 de la présente Convention peut, au moment du dépôt de ses instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer qu'il ne sera pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article.

3. Un Etat partie à la présente Convention ayant fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article s'efforcera de retirer ladite déclaration moyennant notification au Directeur général de l'UNESCO. Toutefois, le retrait de la déclaration n'aura d'effet sur la contribution due par cet Etat qu'à partir de la date de l'Assemblée générale qui suivra.

4. Afin que le Comité soit en mesure de prévoir ses opérations d'une manière efficace, les contributions des Etats parties à la présente Convention qui ont fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article, doivent être versées sur une base régulière, au moins tous les deux ans, et devraient se rapprocher le plus possible des contributions qu'ils auraient dû verser s'ils avaient été liés par les dispositions du paragraphe 1 du présent article.

5. Tout Etat partie à la présente Convention, en retard dans le paiement de sa contribution obligatoire ou volontaire au titre de l'année en cours et de l'année civile qui l'a immédiatement précédée, n'est pas éligible au Comité, cette disposition ne s'appliquant pas lors de la première élection. Le mandat d'un tel Etat qui est déjà membre du Comité prendra fin au moment de toute élection prévue à l'article 6 de la présente Convention.

Article 27 : ***Contributions volontaires supplémentaires au Fonds***

Les Etats parties désireux de verser des contributions volontaires en sus de celles prévues à l'article 26 en informent le Comité aussitôt que possible afin de lui permettre de planifier ses activités en conséquence.

Article 28 : ***Campagnes internationales de collecte de fonds***

Les Etats parties prêtent, dans la mesure du possible, leur concours aux campagnes internationales de collecte organisées au profit du Fonds sous les auspices de l'UNESCO.

32 C/26 Annexe III - page 11

VII. Rapports

Article 29 : ***Rapports des Etats parties***

Les Etats parties présentent au Comité, dans les formes et selon la périodicité prescrites par ce dernier, des rapports sur les dispositions législatives, réglementaires ou autres prises pour la mise en œuvre de la présente Convention.

Article 30 : ***Rapports du Comité***

1. Sur la base de ses activités et des rapports des Etats parties mentionnés à l'article 29 ci-dessus, le Comité soumet un rapport à chaque session de l'Assemblée générale.

2. Ce rapport est porté à la connaissance de la Conférence générale de l'UNESCO.

VIII. *Clause transitoire*

Article 31 : ***Relation avec la Proclamation des chefs-d'oeuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité***

1. Le Comité intègre dans la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité les éléments proclamés "*Chefs-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité*" avant l'entrée en vigueur de la présente Convention.

2. L'inclusion de ces éléments dans la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité ne préjuge en rien des critères que le Comité établira conformément à l'article 16, paragraphe 2, pour les inscriptions à venir.

3. Aucune autre proclamation ne sera faite après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

IX. Dispositions finales

Article 32 : *Ratification, acceptation ou approbation*

1. La présente Convention est soumise à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des Etats membres de l'UNESCO, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du Directeur général de l'UNESCO.

Article 33 : *Adhésion*

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout Etat non membre de l'UNESCO invité à y adhérer par la Conférence générale de l'Organisation.

2. La présente Convention est également ouverte à l'adhésion des territoires qui jouissent d'une complète autonomie interne, reconnue comme telle par l'Organisation des Nations Unies, mais qui n'ont pas accédé à la pleine indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et qui ont compétence pour les matières dont traite la présente Convention, y compris la compétence reconnue pour conclure des traités sur ces matières.

3. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Directeur général de l'UNESCO.
32 C/26 Annexe III - page 12

Article 34 : *Entrée en vigueur*

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, mais uniquement à l'égard des Etats qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour tout autre Etat partie trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 35 : *Régimes constitutionnels fédératifs ou non unitaires*

Les dispositions ci-après s'appliquent aux Etats parties ayant un régime constitutionnel fédératif ou non unitaire :
(a) en ce qui concerne les dispositions de la présente Convention dont l'application relève de la compétence du pouvoir législatif fédéral ou central, les obligations du gouvernement fédéral ou central seront les mêmes que celles des Etats parties qui ne sont pas des Etats fédératifs ;

(b) en ce qui concerne les dispositions de la présente Convention dont l'application relève de la compétence de chacun des Etats, pays, provinces ou cantons constituants, qui ne sont pas en vertu du régime constitutionnel de la fédération tenus de prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera, avec son avis favorable, lesdites dispositions à la connaissance des autorités compétentes des Etats, pays, provinces ou cantons pour adoption.

Article 36 : *Dénonciation*

1. Chacun des Etats parties aura la faculté de dénoncer la présente Convention.

2. La dénonciation sera notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'UNESCO.

3. La dénonciation prendra effet douze mois après réception de l'instrument de dénonciation. Elle ne modifiera en rien les obligations financières dont l'Etat partie dénonciateur est tenu de s'acquitter jusqu'à la date à laquelle le retrait prendra effet.

Article 37 : *Fonctions du dépositaire*

Le Directeur général de l'UNESCO, en sa qualité de dépositaire de la présente Convention, informe les Etats membres de l'Organisation, les Etats non membres visés à l'article 33, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion mentionnés aux articles 32 et 33, de même que des dénonciations prévues à l'article 36.

Article 38 : *Amendements*

1. Tout Etat partie peut, par voie de communication écrite adressée au Directeur général, proposer des amendements à la présente Convention. Le Directeur général transmet cette communication à tous les Etats parties. Si, dans les six mois qui suivent la date de transmission de la communication, la moitié au moins des Etat parties donne une réponse favorable à cette demande, le Directeur général présente cette proposition à la prochaine Assemblée générale pour discussion et éventuelle adoption. 32 C/26 Annexe III - page 13

2. Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Etats parties présents et votants.

3. Les amendements à la présente Convention, une fois adoptés, sont soumis aux Etats parties pour ratification, acceptation, approbation ou adhésion.

4. Pour les Etats parties qui les ont ratifiés, acceptés, approuvés ou y ont adhéré, les amendements à la présente Convention entrent en vigueur trois mois après le dépôt des instruments visés au paragraphe 3 du présent article par les deux tiers des Etat parties. Par la suite, pour chaque Etat partie qui ratifie, accepte, approuve un amendement ou y adhère, cet amendement entre en vigueur trois mois après la date de dépôt par l'Etat partie de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

5. La procédure établie aux paragraphes 3 et 4 ne s'applique pas aux amendements apportés à l'article 5 relatif au nombre des Etats membres du Comité. Ces amendements entrent en vigueur au moment de leur adoption.

6. Un Etat qui devient partie à la présente Convention après l'entrée en vigueur d'amendements conformément au paragraphe 4 du présent article est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant :
(a) partie à la présente Convention ainsi amendée ; et
(b) partie à la présente Convention non amendée à l'égard de tout Etat partie qui n'est pas lié par ces amendements.

Article 39 : *Textes faisant foi*

La présente Convention est établie en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe, les six textes faisant également foi.

Article 40 : *Enregistrement*

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'UNESCO.

Fait à Paris, ce …… jour du ……,

en deux exemplaires authentiques portant la signature
- du Président de la Conférence générale, réunie en sa session, et
- du Directeur général de l'UNESCO.

Ces deux exemplaires seront déposés dans les archives de l'UNESCO. Des copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats visés aux articles 32 et 33 ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

Le texte qui précède est le texte authentique de la Convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa ... session, qui s'est tenue à Paris et qui a été déclarée close le

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce …… jour de …….

Le Président de la Conférence générale Le Directeur général

Quelques exemples de monuments classés

LES AVIRONS

Cheminée Monjol-Mondon -18, rue de la Cheminée, Les Avirons-
ISMH, 11 juillet 2002, en totalité, y compris son terrain d'assiette

CILAOS

Eglise Notre-Dame-des-Neiges -Rue des Sources
ISMH 14 août 2000, en totalité, y compris le terrain d'assiette

ENTRE-DEUX

Maison Valy, Rue du Commerce
ISMH 21 mars 1996, en totalité

PETITE-ILE

Cheminée Manapany 132, rue Maxime Payet, Manapany, Petite-Ile
ISMH, 11 juillet 2002, en totalité, y compris son terrain d'assiette

LA POSSESSION

Lazarets de la Grande Chaloupe (Lazaret dit n° 1)
ISMH 22 octobre 1998, en totalité, y compris son terrain d'assiette, le cimetière et les murs de clôture

SALAZIE

Eglise Saint-Martin Grand-Ilet
CLMH 19 décembre 1982, en totalité
Domaine de Mare à Citrons Chemin de la Filature
ISMH 29 mars 1996, comprenant la maison d'habitation et ses dépendances, le parc et le jardin
Villa Folio - 5, rue Amiral Lacaze - Hell-Bourg
ISMH 06 avril 1989, avec ses dépendances, ses cours, jardins, allées, fontaines et kiosques
Guétali de la villa Barau -Rue du Général de Gaulle - Hell-Bourg
ISMH 29 mars 1996
Guétali de la villa Lucilly -Rue du Général de Gaulle - Hell-Bourg
ISMH 29 mars 1996
Monuments aux morts, intitulé l'Ame de la France - Place de la mairie - Hell-Bourg
ISMH 22 octobre 1998, en totalité, y compris son socle.

SAINT-ANDRE

Maison Martin-Valliamé -Chemin Lagourgue
CLMH 15 septembre 1983, en totalité
Maison High-Hall -192, rue du 24 septembre
ISMH 15 octobre 1991, en totalité (villa, dépendances, jardins, verger, clôture et portail)
Domaine Appavoupoullé -111, avenue de Bourbon
ISMH 25 mars 1994, comprenant la maison principale, les dépendances, les écuries, la minoterie, la vanillerie, la cour et le jardin
Propriété Camalon -160, route de Champ Borne - CD n° 4
ISMH 21 mars 1996, comprenant le portail d'accès, l'allée, l'ancienne cuisine, les vestiges de l'ancienne usine pour le traitement de l'aloès et l'assiette foncière qui renferme les vestiges archéologiques
Cheminée Le Désert
237, chemin Gaillac, St-André
ISMH, 27 juin 2002, en totalité, y compris son terrain d'assiette
Cheminée Le Colosse
Le Colosse, St-André
ISMH, 27 juin 2002, en totalité, y compris son terrain d'assiette.

Liste des personnes ressources en entretien individuel

STRUCTURE	NOM Prénom	FONCTION THEME
AREP	KER'BIDY Polycarpe	Ancien Directeur de l'AREP
CCEE	SERAPHINE Jean Charles	Chargé de Mission
	MAILLOT Mickaël	Chargé de Mission
Université	CHAMPION Bernard et BARAT Christian	Professeurs
	PROSPER Eve	Professeur Département Histoire
Mairie de St Pierre - Service culturel	AL RAMALINGOM	Directeur
Association GOUTANOU	ANTOU Christian	Gastronomie
Pôle Régionale des Musiques Actuelles (PRMA)	COURBIS Alain	Directeur
Maison de la Montagne	DHOSTES Catherine	Responsable
Revue "Akoz"	ELIAUTOU Jean-Marie	Rédacteur en Chef
	GAUVIN Axel	Ecrivain
AGORAH	GRANDVAUX Jean Louis	Directeur
	GRONDIN Anny	Conteur
LE SECHOIR Théâtre Nektar	HOARAU Cécile	Comédienne & Chargée de Production
Lycée de Roches- maigres FCIL	HOARAU Patrick	Sauvegarde patrimoine architectural
	HONORE Daniel	Ecrivain
Marie de St Pierre - Service Culturel - Pays d'arts et d'histoire des portes du Sud	LAUDE Pascal	Animateur
Arts et traditions	MAGLOIRE Pascale	Directrice
Mission de création du Parc National	MERLIN Jacques HOAREAU Marylène, TRON Lucien BENARD Jean François	Chargés de Mission
RFO	MONTANET Claude	Journaliste
Centre St Ignace	NICAISE Stéphane	Père Jésuite
Chambre des Métiers	PATEL Anwar	Responsable de projets Métiers d'Art
Paroisse de St Pierre	PAYET René	Prêtre
Lycée de St Joseph	SIDHA CHETTY Eric	

Liste des personnes ressources lors de l'atelier du 9 octobre 2004

STRUCTURE	NOM Prénom	FONCTION THEME
	BAILLE Mélanie	Citoyenne
CCEE	LANGLOIS Jean-Yves	Chef de projet
	PAUSEE Pierre	
	SERAPHINE Jean Charles	Chargé de Mission
	CATAYE Jocelyne	FRANCAS / CEMEA
	MAILLOT Mickaël	Chargé de Mission
Université	NOTTER Yamile	Etudiante en Ethnologie
Département	DREINAZA Jean René	
Revue Akoz	ELIAUTOU Jean Marie	Rédacteur en Chef
Lycée de Roches Maigres	HOARAU Patrick	Sauvegarde patrimoine architectural
DRAC de St Denis	REOL Sylvie	
Mission de création du Parc National	HOAREAU Marylène, BENARD Jean François, DAMBREVILLE Virginie	Chargés de Mission
Eco Musée de Salazie	PONGERARD Patrice DUMOND JeanYves	Directeur
FRANCAS	CATAYE Jocelyne	
	TREUTHARD Patrice	Ecrivain
	ZITTE William	Arts Plastiques

GENERALITES

IRTS

La Réunion se souvient. La vie à La Réunion de 1900 à nos jours, ouvrage, Conseil Général Réunion - 1996

Géopolitique de La Réunion tome 1, **approches géo-historiques**, et tome 2 « 1991, **Eruption sociale 1992, raz de marée politique... ...et répercussions** » - ouvrages, Martinez Paul François – 2001 - Martinez, Paul Francois / Giblin Béatrice / Lacoste Yves – 2001

D'une île au monde - entretiens avec Brigitte Croisier, ouvrage, Verges Paul - 1993

Discours sur le colonialisme, ouvrage – Césaire Aime - 1994

DIRECTION REGIONAL AFFAIRES CULTURELLES

Paysans à La Réunion BENOIST Jean .PU Aix Marseille FRDOI

BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE

L'Espoir transculturel / actes du colloque, Saint-Gilles de La Réunion, 5-9 juillet 1988. - Paris : INSERM : Ed. l'Harmattan ; [Saint-Denis] : ARRPPOI, 1990. - 3 vol. : couv. ill. en coul. ; 24 cm. - (Indiaocéaniques)./ cote 150 ESP

L'Inde et La Réunion / Région Réunion, Comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement. - [Saint-Denis] : Région Réunion, 1986 (974-Sainte-Clotilde : impr. Cazal). - Non paginé [16] p. : ill., couv. ill. en coul. ; 30 cm / cote 969.81 REU (REU)

Un siècle d'émotions : regards sur 100 années d'histoire / [sous la dir. de Florent Corée]. - [Saint-Denis (30, rue de la Boulangerie, 97400) : Ed. Recto verso], 2000. - 155 p. : ill. en noir et en coul., couv. ill. ; 30 cm. ISBN 2-9515902-0-2 (rel.) / cote 969.81 UNS (REU)

L'Ile de La Réunion, ancienne Ile Bourbon / par Raphaël Barquissau, Hippolyte Foucque et Hubert Jacob de Cordemoy. (Précédé d'une) Introduction / de Marius-Ary Leblond. (De) Notions générales / par H Sicre de Fontbrune. (Et suivie d'une) Note historique / du gouverneur Merwart. - Paris : E. Larose, 1925. - 285 p.-VIII p. de pl.-[2] f. de dépl. : ill. ; 24 cm. Publ. l'occasion de l'Exposition Réunionnaise de 1925. - Bibliogr. p. 253-282 / cote 969.81 BAR (REU) ARM

Fragments d'une île fantôme : mélancolie de la fiction coloniale / Jean-Claude Carpanin Marimoutou. In : "Le Cabinet de curiosités : mélanges offerts à Claude Wanquet ", p. 197-208 / cote 969.81 MEL (REU)

GENERALITES

Atlas des Départements d'Outre-mer. I, La Réunion / réalisé par le Centre d'études de géographie tropicale du CNRS, Bordeaux-Talence ; [sous la dir. de Jean Defos du Rau, Jean-François Dupon, Daniel Lefèvre, Wilfrid Bertile] ; [avec la collab. de Daniel Annette] ; [préf. de Guy Lasserre]. - Paris : CNRS : IGN, 1975. - Pagination multiple : 37 cartes en coul. ; 49 x 59 cm / cote 916.981 ATL GDFT

Culture : entre pouvoir et création ? / resp. du dossier Chalotte Chopinet, Dominique Carrère. In : "Akoz espace public", n° 7, mars 2000 / cote 306 CUL PER

Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise : manifestation de préfiguration / Colloque des 18 et 19 décembre 2001 à l'Hôtel de la Région [organisé par la] Région Réunion. - Saint-Denis : Région Réunion, 2002 (974-Saint-André : impr. Graphica). - 174 p. : couv. ill. ; 20 cm / cote 306 MAI (REU)

Culture créole, hétéroculture réunionnaise / Jean Poirier,....
In : "La Recherche anthropologique à La Réunion : vingt années de travaux et de coopération régionale", p. 125-144 / cote 306 REC (REU)

La Recherche anthropologique à La Réunion : vingt années de travaux et de coopération régionale / textes réunis et présentées sous la dir. de Bernard Cherubini. - Saint-Denis (15, av. René Cassin, cédex 97715) : Université de La Réunion ; Paris (5-7, rue de l'école polytechnique, 75005) : Ed. l'Harmattan, 1999. - 238 p. : couv. ill. en coul. ; 24 cm. - (Publications du Centre d'anthropologie généralisée, Faculté des lettres et des Sciences humaines). / cote 306 REC (REU)

Société créole, école et apprentissages interculturels à La Réunion / Raoul Lucas.
In : "Sociétés plurielles dans l'océan indien : enjeux culturels et scientifiques ", p. 161-176. - Bibliogr. p. 175-176 / cote 306 SOC (O.I.)

Honneur, chance & destin : la culture indienne à La Réunion / Christian Ghasahrian ; préf. de Paul Ottino. - Paris : Ed. l'Harmattan, 1992. - 255 p. : couv. ill. en coul. ; 24 cm. - (Connaissance des hommes) cote 306.4 GHA (REU)

Métissages : actes du Colloque international de Saint-Denis de La Réunion, 2-7 avril 1990. II, Linguistique et anthropologie / publ. de l'Unité de recherche associée (U.R.A. 1041) du C.N.R.S. ; textes réunis par Jean-Luc Alber, Claudine Bavoux et Michel Watin. - [Paris] : L'Harmattan ; [Saint-Denis : Université de La Réunion], 1992. - 323 p. : couv. ill. ; 24 cm. Bibliogr. - ISBN 2-7384-1364-1 / cote 306.4 MET (REU)

Portraits de l'Inde réunionnaise : 1989-2003. In : " Cascavelle : le magazine de ceux qui font La Réunion " , n° 8, mai-juin 2003, p. 32-41 / cote 306.4 POR PER

GENERALITES

Géopolitique de La Réunion. Tome 2, 1991, éruption sociale 1992, raz de marée politique... et répercussions... / Paul Martinez,... ; [sous la dir. de Béatrice Giblin et Yves Lacoste]. - Saint-André (305, rue de la Communauté, 97440) : Océan éd., 2002. - 343 p. : ill. en noir et en coul., couv. ill. en coul. ; 24 cm. - (Société, ISSN 0993-5797).Texte remanié de Th. : Géogr. : Paris VIII : 1999. - Bibliogr. p. 339-342. - ISBN 2-907064-56-8 / cote 320.12 MAR (REU)

Patrimoines : dossier / sous la dir. de Frérique Lebon,.... In : "Akoz espace public", n° 5, sept. 1999, p. 10-41 / cote 363.69 PAT PER

Pour une éducation interculturelle : recherches et pratiques / Séminaire, Saint-Denis de La Réunion, avril 2000 ; textes réunis par Danièle Houpert-Merly. - [Saint-Denis] : IUFM Réunion ; Paris (5-7 rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005) : L'Harmattan, 2001. - 144 p. : ill. ; 22 cm. Bibliogr. p. 139-144. - ISBN 2-7475-1248-7 (br) / cote 371.3 POU (REU)

La Réunion humoristique : z'échos la case ! : " z'histoires, humour et traditions créoles ". - [S.l.] : Ed. Jacaranda, 1999. - 188 p. : ill. en coul., couv. ill. en coul. ; 31 cm.
ISBN 2-904470-21-2 (rel.) / cote 390 REU (REU)

Cultures, histoire et " folklore" : île de La Réunion / R. Manglou. - [Saint-Denis : Jeunesse et sports], [1978]. - Non paginé [29] f. : ill., couv. ill. ; 30 cm. Mémoire d'un CAPASE / cote 398 MAN (REU)

CENTRE DE RESSOURCES VILLES ET HAUTS

Ile à peur : la peur redoutée ou récupérée, à La Réunion des origines à nos jours / EVE Prosper .- Océan éditions,1992 .- 431 p. 01GEN/92

Contribution à une meilleure connaissance des Hauts de La Réunion / Cabinet d'Ingénierie d'Action Technique et Sociale , PAYET Joseph, PAYET-VENIN Reine-Marie, ELLIAUTOU Jean-Marie, BENOIST Jean,2001 .- 109 p. CAH 02AME/34

La Réunion à l'horizon 2030 : prospective territoriale : rapport d'étape / Observatoire du développement de La Réunion_ (ODR), Futurs Réunion,1999 .- 123 p. 01GEN/79

Méthodes et hypothèses pour une analyse de la situation des agriculteurs des Hauts / PACCA O.,1991 .- 19 p. Travaux Universitaires Réunion 04AGR/43

L'avenir incertain ou l'avenir socio-professionnel de jeunes 16-25 ans, fils et filles d'ouvriers agricoles d'une plantation sucrière à La Réunion / GRELLIER Marie-Christine,1991 .- 173 p. Mémoire de maîtrise Nantes, Université de Nantes, département de Sociologie 01GEN/35

Progrès et développement : Le développement agricole .- APR Production,1975 K-02GEN/8

GENERALITES

Pacte territorial pour l'emploi / Imago Production .- Commissariat à l'Aménagement des Hauts production,1999 K-01ECO/4

Entreprises : les aides européennes : DOCUP - REGIS II : Ile de La Réunion 1994-1999 / Préfecture Réunion, Conseil Régional (Réunion), Conseil Général (Réunion), Commission Européenne,1998 .- Non paginé 01ECO/52

Comme sur un nuage : émission 5 et 6 / Inédit Productions, Antenne Réunion .- Coproduction,1997Conseil Régional CAHPort Réunion ONF CTR Maison de la Montagne K-01GEN/9

Vues d'en Haut 14 & 15 / APR Audiovisuel .- Commissariat à l'Aménagement des Hauts production,1996 K-01GEN/5

Préparation du XIè Plan, valoriser l'espace des Hauts et promouvoir une économie diversifiée et intégrée : document de travail n°2 / Commissariat à l'Aménagement des Hauts , APR,1993 .- Non paginé 02AME/14

Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise, diversité culturelle et identité réunionnaise : manifestation de préfiguration, colloque des 18 et 19 décembre 2001 à l'Hôtel de La Région / Région Réunion,2002 .- 174 p. 09GEN/35

L'émigration réunionnaise en Métropole entre conflit et paradoxe : de la confrontation avec le mythe au vécu d'étranger / PERALDI Michel, SOUCHET Fabienne, LESAING Bernard,1996 .- 141 p. Plan Urbain 01GEN/68

Une communauté invisible : 175 000 réunionnais en France métropolitaine / BERTILE Wilfrid, LORRAINE Alain, Collectif Dourdan .- Editions Karthala,1996 .- 358 01GEN/48

La diaspora chinoise aux Mascareignes : le cas de l'île de La Réunion / WONG-HEE-KAM Edith, WANQUET Claude .- Harmattan,1996 .- 496 01GEN/45

Les originaires d'outre-mer : questions d'identité / TAUVEL Jean Paul, MARIE Claude valentin, Centre National de Documentation Pédagogique (France) .- Migrants-formation,1993 .- 182 p. 09GEN/6

Les réunionnais en France / TAL Isabelle .- Editions Entente,1976 .- 122 p. 01GEN/64

Comme sur un nuage : émission 5 et 6 / Inédit Productions, Antenne Réunion .-

Vues d'en Haut 16 / APR Audiovisuel .- Commissariat à l'Aménagement des Hauts production,1996 K-01GEN/5

La Réunion / VAXELAIRE Daniel .- Editions Orphie,1995 .- 335 p.(Encycloguide 01GEN/50)

Mémoires d'ailleurs, histoire d'ici / DAMOUR Jim .- Coproduction,1994 K-01GEN/4

GENERALITES

Atlas des villes, contribution à l'élaboration du Schéma d'Aménagement Régional (SAR) : niveaux d'équipement des agglomérations urbaines de La Réunion / Direction Départementale de l'Equipement (Réunion), Menighetti programmation Océan Indien, INSEE,1990 .- 92 p. DDE/Région Réunion 01AME/31

Rasine Kaf : sur les chemins de la mémoire / Rasine Kaf, 2003 .- 247 p. 01GEN/94

UNIVERSITE DE LA REUNION

L'Ile de La Réunion / [par Tony Manglou, Patrick Goyet, Yves Augeard,...et al.] ; [préf. d'Auguste Legros] (1985)

Une approche de l'histoire culturelle [Texte imprimé] : le paysage culturel réunionnais entre 1981 et 1983 : sources et méthodes pour le traitement historique d'un fait culturel (10 mai 1981 - 20 février 1983) / Fabrice Léger ; sous la dir. d'Yvan Combeau (2003)

De la culture "indienne" à la culture "malbar" : modification de spécificités culturelles dans un contexte d'occidentalisation de l'île / Norma Lartin ; sous la dir. de Sudel Fuma (2001)

La Réunion, département français d'outre-mer, région européenne ultrapériphérique [Texte imprimé] / Wilfrid Bertile ; sous la dir. de Jean-Louis Guébourg (2000)

MEDIATHEQUE BENOITE BOULARD

Encyclopédie de La Réunion t.4 : la vie économique / Robert Chaudenson ; Gilbert Aubry ; Christian Barat ; Jacques Barre. - Livres-Réunion, 1980

Aboli/pas aboli, l'esclavage ? : li lé aboli/ li lé pas aboli, lesklavaz. - Conseil Général de La Réunion, 1999

Guide Pratique Science et Culture : île de La Réunion / Enis Rockel. - Azalées éd., 1998

Exot : production réunionnaise ?. - Imprimerie du Butor, 1982

Au visiteur lumineux : des îles créoles aux sociétés plurielles : mélanges offerts à Jean Benoist / Jean Bernabé, Raphaël Confiant, Jean-Luc Bonniol, Gerry L'Etang. - Ibis rouge, 2000

TEMPS

UNIVERSITE DE LA REUNION

La mise en application des 35 heures dans les banques à La Réunion [Texte imprimé] / Anne-Laurence Ramin (2001)

L'aménagement et la réduction du temps de travail dans les collectivités territoriales à La Réunion [Texte imprimé] / Gérald Damour ; sous la dir. de René Squarzoni (2001)

Le temps dans la communauté musulmane et à l'école coranique de Saint Denis de La Réunion / Gérard Thiault (1999)

Le passage à la nouvelle durée de travail. "Les 35 heures au VVF Réunion" [stage réalisé au sein de l'association Villages Vacances Familles Réunion] / Estelle Marie Betty Poucary (1999)

La réduction du temps de travail / Sylvie Racault (1997)

ESPACE

DIRECTION REGIONALE AFFAIRES CULTURELLES

« **L'espace d'un temps, le temps d'un espace** » - Ecomusée de Salazie

CENTRE DE RESSOURCES VILLES & HAUTS

Espace public espace de vie (palmarès espaces publics 2000) / Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (Réunion),2000 .- 36 p. Région Réunion, Département de La Réunion, DDE, DRAC, CROAR

Les ancrages urbains et sociaux de l'espace universitaire à La Réunion : des ethnologues sur le campus / Université de La Réunion, CHERUBINI Bernard .- Harmattan,2000 / 01SOC/18

Pratiques sociales et territoires : actes du séminaire Ile de La Réunion du 26 au 28 mars 1997 / Direction Départementale de l'Equipement (Réunion) , Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (Réunion), Délégation Régionale Interministérielle à la Ville (Réunion),1998 .- 58 p. 03HAB/28

Rencontres ville Réunion : l'aménagement des espaces publics : fonctions, accessibilité, sécurité / Délégation Régionale Interministérielle à la Ville (Réunion),1996 .- 40 p. 09HAB/30

Espaces publics en villes .- Annales de la recherche urbaine (Les),1993 .- 239 p.

Espaces publics et projet urbain à La Réunion : les actes du séminaire 4-5-6-7 mai 1992 / Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (Réunion), Direction Départementale de l'Equipement (Réunion) ,1992 .- 51 p. 01HAB/9

Aménagement et gestion des espaces publics à La Réunion : 1-2-3-4 décembre 1992 / Direction Départementale de l'Equipement (Réunion) , Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (Réunion),1992 .- 23 p. 01AME/41

Les espaces publics à La Réunion : approche socio-urbaine / Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (Réunion), Direction Départementale de l'Equipement (Réunion) , Université de La Réunion, VIDAL Bertrand, CHABRAND Didier, WATIN Michel,1992 .- 75 p. DDE & CAUE
01HAB/10

Guide d'aménagement et de gestion des espaces publics / Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (Réunion), Direction Départementale de l'Equipement (Réunion) ,1992 .- 64 01HAB/4

ESPACE

Préparation du XIè Plan, valoriser l'espace des Hauts et promouvoir une économie diversifiée et intégrée : document de travail n°2 / Commissariat à l'Aménagement des Hauts , APR,1993 .- Non paginé 02AME/14

DIRECTION REGIONAL AFFAIRES CULTURELLES

Un ordre étagé mis à Bas BENOIST Jean, BONNIOL Jean Luc - Contribution à une ethnologie des paysages à La Réunion – 1994 – Rapport à la Mission du patrimoine

IRTS

Un premier contrat d'agglomération pour La Réunion, revue, Rey-Giraud Gilles - 2000

Ville, habitat, aménagement. actes du forum-débat (île de La Réunion, 08 avril - 14 décembre 1993) , rapport – colloque, Watin Michel / Etave Corine/ Université de La Réunion - 1994

Les ancrages urbains et sociaux de l'espace universitaire à La Réunion - Des ethnologues sur le campus, ouvrage, Cherubini Bernard - 2000

De l'habiter au vivre ensemble - tout l'enjeu du relogement, mémoire, Picard Sylvie - 2002

UNIVERSITE DE LA REUNION

Description du géosystème des remparts du Grand Bénare, île de La Réunion, à travers la nidification du pétrel de Barau [Texte imprimé] / Lampe Mathieu ; sous la dir. de Cazes-Duvat Virginie (2003)

La plage comme espace public ou analyse comparative des usagers de deux plages de La Réunion [Texte imprimé] / Evelyne Dewandeler ; sous la dir. de Michel Watin (2002)

Le Parc marin de La Réunion [Texte imprimé] : approche anthropologique d'un outil de protection de l'environnement et de développement local / Guillaume Tremblay ; sous la dir. de Bernard Cherubini (2001)

Beaudemoulin, Willy, La protection des espaces naturels sensibles à La Réunion : apport d'un SIG pour la gestion des données environnementales / Willy Beaudemoulin (2000)

Le schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux (SENR) : juillet 1999 / Direction de l'agriculture et de la forêt de La Réunion (1999)

ESPACE

Les paysages naturels de l'île de La Réunion / René Robert ; publ. du CREGUR (1996)

Habiter : approche anthropologique de l'espace domestique à La Réunion / Michel Watin (1991)

Les espaces publics à La Réunion : approche socio-urbaine / Université de La Réunion, URA 1041 du CNRS, CAUE [Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement], DDE [Direction départementale de l'équipement] ; [réd. par Michel Watin, Didier Chabrand, Bertrand Vidal] (1992)

Introduction à l'étude des forêts de nuages de La Réunion / Gérard Gabriel (1999)

Quartiers

DIRECTION REGIONALE AFFAIRES CULTURELLES

Trwa Kartié, île de La Réunion BERNARD, KUGEL, LESAING - - édition de la Martinière, photographies – 1994

Approche Ethnologique d'un écosystème BE CABOT - juillet 1980 – Collection des travaux du Centre Universitaire

CENTRE DE RESSOURCES VILLES & HAUTS

Schéma d'Aménagement Territorial, commune de Cilaos ; phase finale : Schéma global d'aménagement , stratégie de communication / Agence d'Urbanisme de La Réunion ,1990 .- 35 p. 07HAB/21

La Plaine des Cafres : développement social de quartier,1990 .- Mult. pag. 11HAB/27

Etude de restructuration du bourg de Piton des Goyaves : fiches actions / CODRA, LATAULADE Bénédicte de, PERRAU Antoine, OMEGA (Réunion),1997 .- 66 p. Commune de Petite Ile Département de La Réunion 07HAB/54

La parole est à la kour ! : approche sociologique des espaces de proximité dans le quartier du Chaudron à Saint Denis de La Réunion / BESSIERE Ghislaine,1996 .- 136 p. Mémoire du Diplôme des Hautes Etudes en Pratiques Sociales Réunion 06SOC/16

La Chaloupe Saint Leu : étude préalable à la structuration du bourg / APR, MARCEL Patrice,1994 .- 67 p. CAH 07HAB/13

D'espaces et de vie : Piton Saint Leu, un projet d'urbanisme : une approche ethnologique d'un quartier tamoul, à l'île de La Réunion / CRENIN Chantal .- Université de La Réunion,1990 .- 138 p. Mémoire de maîtrise Réunion, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines 03HAB/16

Mafate, l'île dans l'île / BEGUINET Christian, DIEUDONNE Marie-Andrée, BERTILE Wilfrid .- CNDP-CRDP Production,1995 K-01GEN/7

Les habitants d'un quartier des Hauts de La Réunion / LOEWENHAUPT Claudine, Observatoire Départemental de La Réunion (ODR) .- Etudes et synthèses de l'Observatoire départemental de La Réunion,1993 .- 89 p. 03HAB/2

Au cœur de la commande, la demande sociale : étude des besoins sociaux dans le quartier de Bois de Nèfles-Piton Saint-Leu / BESSIERE Ghislaine,2000 .- 126 p. Mémoire de DESSCaën 05SOC/47

Le lavoir de Saint-Pierre, un patrimoine social : la ve d'une lavoir et son devenir... étude ethno-sociologique / FLOUNEAU Dominique, 2000 .- 89 p. Mémoire de DESS Paris 8 01SOC/22

Roulof : mon kartié .- Conseil Général Production Mission locale SHLMRDRIV Production Mairie de Saint-André,1999 K-06HAB/7

De lontan à koméla : le processus d'appropriation de deux univers : conduites et stratégies des familles dans le cadre d'une opération de résorption de l'habitat insalubre à la Rivière des galets / FLAMENT Lise,1996 .- 132 P.Mémoire du Diplôme des Hautes Etudes en Pratiques Sociales La Réunion 06AME/33

De la ruelle au balcon, une expérience de résorption de l'habitat insalubre à Patate à Durand sur la commune de Saint-Denis / TARNUS Gisèle,1991 .- 113 p. Mémoire du Diplôme des Hautes Etudes en Pratiques Sociales La Réunion 06HAB/43

Le Brûlé : vers une anthropologie des écarts urbains de La Réunion / Callandre Florence,1991 .- 94Mémoire de DEAUniversité de La Réunion, DEA d'Anthropologie 01GEN/41

RHI Cap Terre Sainte / APR Audiovisuel .- SEMADER Production,1991 K-06HAB/3

Derrière chez Dominique / APR Audiovisuel .- SEMADER Production,1991 K-06HAB/2

Combavas et Flamboyants : histoire d'une RHI / APR Audiovisuel .- Association Combavas Flamboyants Production,1991 K-06HAB/1

Ile de La Réunion : culture, identité et développement / Association réunionnaise de réalisations audiovisuelles, CREPS (Réunion) .- Coproduction,1989 K-01GEN/2

Au cœur d'un îlet : la vie quotidienne dans le cirque de Mafate / Association réunionnaise de réalisations audiovisuelles, CREPS (Réunion) .- Coproduction,1987 K-01GEN/1

La jeunesse réunionnaise de 15 à 24 ans / Union régionale animation et développement (Réunion), Fédération des MJC (Réunion), VALLI Gilbert,1985 .- 280 p. 01GEN/55

"Beauregard" une plantation de la côte au vent / GOUSSEAU Sylvie, Fondation pour la Recherche et le Développement dans l'Océan Indien (FRDOI),1984 .- 184 p. 01GEN/7

La Chaloupe : unités domestiques et rapports de parenté / Centre Universitaire de La Réunion, PELLETIER J. .- Centre Universitaire de La Réunion,1982 .- 224 p.(Collection des travaux du centre universitaire 01GEN/39

Menciol, l'Espérance, Monté Sano, analyse de la morphologie sociale et de la dynamique des rapports sociaux dans les hauts de Saint André et de Sainte Marie / SIMON François, Institut de Linguistique et d'Anthropologie,1981 .- Non paginé ADEEAR 02GEN/4

L'approche socio-anthropologique du développement durable des Hauts : conduite de projets et actions dans la Vallée de la pierre et du bois / LALLEMENT Aurélie,2001 .- 107 p. Mémoire de DEALa Réunion, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines 01GEN/87

Etude de zones d'activités économiques intercommunales dans l'Est : rapport final / BETURE Conseil,2000 .- 56 p. 02ECO/29

Etude de faisabilité d'une zone d'activité économique sur le territoire des Hauts de l'Ouest, rapport de phases 4 et 5 / BETURE Conseil,1999 .- 26 p. CCCO, FEDER 02ECO/31

Perspective d'insertion économique liée à la valorisation du patrimoine dans la communauté de communes de la côte Ouest / GARRIGUES Marie-Charlotte,1997 .- Non paginé Travaux Universitaires Toulouse : Université du Mirail, IUP d'aménagement et développement territorial 03TOU/26

La Plaine des Cafres : développement social de quartier,1990 .- Mult. pag. 11HAB/27

Le chouchou du cirque / Association réunionnaise de réalisations audiovisuelles .- ARRAV Production,1989 K-03ECO/2

Commune Primat : histoire de vie d'un quartier : île de La Réunion .- Azalées éditions,1996 .- 77 p. 01GEN/77

L'approche socio-anthropologique du développement durable des Hauts : conduite de projets et actions dans la Vallée de la pierre et du bois / LALLEMENT Aurélie,2001 .- 107 p. Mémoire de DEA La Réunion, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines 01GEN/87[112]

Etude de zones d'activités économiques intercommunales dans l'Est : rapport final / BETURE Conseil,2000 .- 56 p. 02ECO/29

Etude de faisabilité d'une zone d'activité économique sur le territoire des Hauts de l'Ouest, rapport de phases 4 et 5 / BETURE Conseil,1999 .- 26 p. CCCO, FEDER 02ECO/31

Etude de faisabilité de zones d'activités économiques-Hauts de l'Ouest, phases 1, 2 et 3 / BETURE Conseil,1998 .- 86 p. CCCO 02ECO/31

[112] ouvrage également retrouvé par une recherche avec le mot clé « Artisanat », et « Art »

DIRECTION REGIONAL AFFAIRES CULTURELLES

La chaloupe : unités domestiques et rapport de parentés PELLETIER J. - 1982

IRTS

La mixité sociale - conduites et stratégies des familles dans le cadre d'une opération de mixité résidentielle sur la z.a.c Paul Badre, mémoire, Payet Jean-Pierre - 2004

Commune primat - histoire de vie d'un quartier, île de La Réunion, ouvrage, Chopinet Charlotte / Clopin Michel - 1996

Séminaire de réflexion sur le développement de Salazie, éléments de réflexion, rapport de colloque, Benoit Guillaume / atelier départemental d'études économiques et d'aménagement rural / CAH.reunion - 1988

Commission locale d'insertion - communes de St-Louis, Cilaos, Etang-Salé, Dossier Ingénierie » CLI Réunion - 1990

UNIVERSITE DE LA REUNION

Marouvin-Viramalé, Patricia, L'étang de Saint-Paul, espace de tourisme et de loisir [Texte imprimé] / Patricia Marouvin-Viramalé ; sous la dir. de Guy Fontaine (2003)

Bertil, Bertrand, Les espaces publics à Saint-André [Texte imprimé] / Bertil Bertrand ; sous la dir. de JM Jauze (2003)

Grondin, Katty, Paysages littoraux et loisirs de la Pointe de la Table à Manapany-Les-Bains. Entre nature et aménagement / Katty Grondin (2000)

ECOLE D'ARCHITECTURE

TRWA KARTIE / BERNARD Jean, KUGEL Karl, LESAING Bernard - Photographie - Edition de la Martinière - 1996

Quartiers de vie, approche ethnologique des populations défavorisées / WOLFF Eliane - CIIRF/ARCA – Juin 1989

BIBLIOTHEQUE DEPARTEMENTALE

Balades au cœur de Saint-Denis de La Réunion / par Danielle Morau et Luc Reynaud. - [Saint-Denis] : Ed. Orphie, 2001. - 160 p. : ill. en coul., couv. ill. en coul. ; 21 cm.
Index. - ISBN 2-87763-130-3 / cote 969.81 MOR (REU)

Ecomusée-Salazie : un outil pédagogique de l'interculturalité / Gilles Pignon.
In : "Sociétés plurielles dans l'océan indien : enjeux culturels et scientifiques ", p. 161-176. - Bibliogr. p. 175-176 / cote 306 SOC (O.I.)

Domoun Salazie : exposition du 14 décembre 1996 au 31 octobre 1997, point exposition de Mare à Poule d'Eau, Salazie / [organisé par l'] Ecomusée de Salazie ; en collab. avec la Commission locale d'insertion de Saint-Benoît. - Salazie : Ecomusée de Salazie, 1996 (974-Saint-André : impr. Graphica). - 69 p. : ill. en coul., couv. ill. en coul. ; 21 cm / cote 390 EXP

SAVOIR-FAIRE

CENTRE DE RESSOURCES VILLES & HAUTS

Etude de mise en valeur architecturale du centre de Cilaos / PAYS D'ACCUEIL DE CILAOS, BERTHEAU Janie,1992 .- 21 p. CAH ; COMMUNE 07HAB/34

Trésor d'ici, la nature des savoir-faire : exposition 1998 Ilot expo - Hell Bourg, Salazie .- Azalées éditions,1998 .- 63 p. 01GEN/75

Trésor d'ici, la nature des savoir-faire : exposition 1998 Ilot expo - Hell Bourg, Salazie .- Azalées éditions,1998 .- 63 p. 01GEN/75

Trésor d'ici, la nature des savoir-faire : exposition 1998 Ilot expo - Hell Bourg, Salazie .- Azalées éditions,1998 .- 63 p. 01GEN/75

DIRECTION REGIONALE AFFAIRES CULTURELLES

Etude ethnologique sur les modes de vie et savoir-faire de la production de vétiver dans le Sud de La Réunion CHERUBINI Michel - 2000 – Université de La Réunion

Artisanat

UNIVERSITE DE LA REUNION

Un métier de l'artisanat [Images animées] : le ferblantier : Ile de La Réunion / Association réunionnaise de réalisations audio visuelles, réal. ; Jacques Barre, images ; Gonzague Hubert, assist. ; Frédérique Barre, montage ; Rita Law-Tive, script (1983)

L'artisanat d'art / ODR, Observatoire du développement de La Réunion ; [réd. par] Sylvie Torit (2003)

Le plan d'apurement de la dette des artisans dans le cadre de la loi d'orientation pour l'Outre-Mer [Rapport de stage effectué à la Chambre des Métiers] / Esteve Stéphanie ; sous la dir. de Jean-Sébastien Pentecôte (2002)

Une présentation de l'artisanat à La Réunion : l'exemple des métiers de traditions populaires et de l'artisanat d'art dans le sud de l'île [Texte imprimé] / Marie-Clémence Lebreton ; sous la dir. de Jean-Louis Guébourg (2002)

L'artisanat et la structuration des bourgs / P. Geisse (1996)

L'artisanat réunionnais : enjeu et moyen pour l'avenir de La Réunion / Odile Bigot (1989)

Ile de La Réunion : animation du milieu artisanal / P. Vatin, P. Mugnier, J. M. Elliautou (1980)

L'artisanat du vacoa : tradition et enjeux économiques / Max Assoune (1990)

Les collectivités locales et le soutien à l'artisanat à La Réunion ; analyse générale et réflexions critiques / Jocelyn Trules (1990)

Artisanat et emploi : évolution récente : chiffres-clés par branches : taille et poids des entreprises / Observatoire économique de l'artisanat ; Chambre des métiers (1997)

BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE

Artisans à La Réunion : deux fois moins qu'en métropole / par Yvon Cheung Chin Tun. In : "L'Economie de La Réunion, n° 9, 1984, janv.-fév., p. 7-12 / cote 330 CHE PER

L'artisanat d'art / Observatoire du développement de La Réunion ; [réd.] Sylvie Torit. - [Saint-Denis (39, bd Lacaussade, BP 722, cédex 97474)] : ODR, 2003. - 50 p. : couv. ill. en coul. ; 30 cm. - (Note d'information, ISSN 0994-9909 ; 50) / cote 331.7 OBS (REU)

Réunion métiers : magazine d'information de la Chambre de métiers de La Réunion / dir. publ. Jean-Marie Tincrès ; réd. en chef Klébert Latchoumane. - N° 1 (1987, sept.) -. - Sainte-Clotilde (42, rue Jean Cocteau, 97490) : Chambre de métiers de La Réunion, 1987-. - Ill. ; 30 cm./ cote 331.7 REU PER

Trésor d'ici : la nature des savoir-faire : exposition 1998, îlot expo Hell-Bourg-Salazie / [organisé par l' Ecomusée de Salazie]. - [Salazie : Ecomusée de Salazie], 1998 (974-Saint-André : impr. Graphica). - 62 p. : ill. en coul., couv. ill. en coul. ; 21 cm.
ISBN 2-912421-00-4 / cote 745 EXP (REU)

Les Artisans du bois / Commissariat à l'artisanat de La Réunion. - Saint-Denis (Palais Rontaunay) : Commissariat à l'artisanat de La Réunion, 1980. - 15 p. : ill., couv. ill. ; 22 x 30 cm / cote 745.5 COM (REU)

L'Artisanat à La Réunion / Fédération réunionnaise des maisons des jeunes et de la culture ; éd par l'Union des Fédérations régionales des maisons des jeunes et de la culture ; photos de Tony Manglou ; préf. Pierre Lagourgue. - Paris : U.N.I.R.E.G., 1974. - 72 p. ill., couv. ill. en coul. ; 23 cm cote 745.5 FED (REU)

Jours de Cilaos : broderie de l'île de La Réunion / Commissariat à l'artisanat. - [Saint-Denis] : Conseil général, 1986. - 69 p. : ill. ; 21 x 30 cm / cote 746.44 COM (REU)

L'Ile de La Réunion. - Paris : Société d'encouragement aux métiers d'art, 1985. - 85 p. : ill. en coul., couv. ill. en coul. ; 30 cm. N° spécial de : "Métiers d'art", n° 30, 1985, déc. / cote 705 MET (REU)

IRTS

L'artisanat d'art, rapport d'enquête, Torit Sylvie - 2003

Travaux de vannerie, ouvrage, Meunie Anne-Marie/ Pichard Suzanne, 1963

L'atelier de paille, ouvrage, Pichard Suzanne - 1960

Travaillons avec du raphia, ouvrage, Galst Annie - 1962

Tressons avec du rotin, ouvrage, Galst Annie - 1965

MEDIATHEQUE BENOITE BOULARD

L'Artisanat à La Réunion / Tony Manglou ; Lucien Trichaud. - UNIREG, 1974

Artisans du temps longtemps / Marie-Claude Lui-Van-Sheng, Christophe Champclaux. - Ciné Horizon, cop. 2000 - (VK7). -

CENTRE DE RESSOURCES VILLES ET HAUTS

Mission intercommunale de l'Ouest : étude sur l'artisanat d'art et touristique dans l'Ouest, rapport final / Synthèses (Réunion),1999 .- 81 p. 04ECO/37

Le secteur artisanal à La Réunion : l'assurance décennale / Agence pour l'observation de La Réunion, l'aménagement et l'habitat, DUPUIT Christine, PERRAU Joëlle, GRANDVAUX Jean-Louis, CZECHOWSKI S.,1997 .- 76 p. 04ECO/28

Etude de structuration de la filière d'artisanat d'art traditionnel à base de fibre végétale : rapport final / Stratégie et développement, GRAFOS,1996 .- 59 p. 04ECO/30

L'artisanat et la structuration des bourgs / GEISSE P.,1996 .- 71 p. Mémoire de DESS La Réunion 04ECO/39

L'artisanat du vacoa : traditions et enjeux économiques / ASSOUNE Max,1990 .- 17 p. Mémoire de DESS Aix Marseille, IAR ; Réunion 04ECO/11

Deuxième Plan quinquennal pour le développement de l'artisanat, 1988-1992. / Conseil Général (Réunion),1988 .- 86 04ECO/10

L'artisanat touristique et l'artisanat de souvenir à l'île de La Réunion ; note de synthèse de l'étude : la clientèle touristique, les unités de production locales, les propositions d'actions / Conseil Général (Réunion), ROUDET Michel, GAUTUN Roger, ROUX Michel, MAITREAU Philippe,1987 .- 17 04ECO/15

Problèmes juridiques et commerciaux posés par la création d'ateliers artisanaux dans le cadre de la pluri-activité dans les Hauts de La Réunion / APR,1986 04ECO/22

Un métier de l'artisanat : le ferblantier / Association réunionnaise de réalisations audiovisuelles .- ARRAV Production,1983 K-04ECO/1

L'artisanat traditionnel à l'île de La Réunion ; mission du 9 au 30 novembre 1980 / BRAGER Janine,1982 .- Non paginé 04ECO/12

Architecture / Habitat

UNIVERSITE DE LA REUNION

Espace public espace de vie : palmarès espaces publics 2000 : île de La Réunion / CAUE ; textes de Jean-Denis Compain assisté de Mickaël Pineau et Ti Tang (2000)

BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE

L'architecture religieuse La Réunion aux XVIIIe et XIXe siècles / Bernard Leveneur.
In : "Chrétientés australes du 18e siècle à nos jours", p. 49-70 / cote 969.81 CHR (REU)

Le patrimoine des communes de La Réunion / [sous la dir. de Jean-Luc Flohic]. - [Paris (13, Bd. de la Bastillel, 75012) : Flohic éd.], 2000. - 509 p. : ill. en coul., couv. ill. en coul. ; 25 cm. - (Le Patrimoines des communes de France). Bibliogr. p. 507-509. - ISBN 2-84234-085-X (rel.) / Cote 969.81 PAT (REU)

L'Architecture et l'amélioration du cadre de vie à La Réunion / par Y. Augeard.
In : "Inf-Réunion actualité", n° 4, 1979, p. 28-31 / cote 711 AUG PER

Villes et patrimoine à La Réunion / Jean-Michel Jauze. - Paris : Ed. l'Harmattan ; [Saint-Denis : Université de La Réunion], 2000. - 302 p. : ill., couv. ill. en coul. ; 24 cm. Bibliogr. p. 292-296. - ISBN 2-7384-9853-1 / cote 711.4 JAU (REU)

Etude de mise en valeur et d'amélioration du patrimoine architectural et de l'espace urbain d'Hell-Bourg / Frédéric Pierrot, architecte. - Salazie : Pays d'accueil de Salazie, [s.d.]. - 92 p. : ill. en noir et en coul. ; 30 x 21 cm. / cote 711.4 PIE (REU)

Les Villas créoles de La Réunion / Yves Augeard. In : "Monuments historiques", n° 117, oct.-nov. 1981, p. 50-60 / cote 720 ARC (REU)

Des cases et des couleurs à La Réunion / Christiane Fauvre-Vaccaro. - [Le Port, 97420] : Village Titan, 1985 (974-Saint-André : impr. Graphica). - 105 p. : ill. en coul., couv. ill. en coul. ; 21 x 30 cm. / Cote 720 FAU (REU)

Grand-Mère Cases / Stéphane Braud et François Hennequet ; préf. Alain Gili ; historique des maisons Thierry Nicolas C. Tchakaloff ; et la participation de Bernard Leveneur. - [Saint-Denis : S. Braud], 1996 (974-Saint-André impr. Graphica). - 20 pl. en coul. ; 39 cm + 1 livret, 18 p. / cote 728 BRA (REU) ARM

Cases cachées : les maisons de La Réunion / photogr. Christian Vaisse, texte Christian Barat, aquarelles François Hennequet, Yvan Augeard. - Singapour : les Ed. du Pacifique, 1987. - 175 p. : ill., couv. ill. en coul. ; 27 cm. Glossaire. Index. - ISBN 9971-40-129-0 / cote 728 CAS

Cases créoles de La Réunion / photogr. de Cécile Tréal et Jean-Michel Ruiz ; [textes de Corinne Asselin, François Hennequet, Gabriel Jonquères d'Oriola... et al.]. - [Paris] : Plume, 2001. - 134 p. : ill. en coul., jaquette ill. en coul. ; 26 cm. Bibliogr. p. 133. Index. - ISBN 2-84110-140-1 (rel.) / cote 728 CAS (REU)

L'Habitat créole, histoire et avenir / Chambre des métiers de La Réunion, CFA Léon Legros. - [Saint-André] : C.F.A. Léon Legros, 1987. - 16 p. : ill. ; 30 cm / cote 728 CHA (REU)

Cases créoles des 24 communes de La Réunion / [Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement] ; [textes Corinne Bègue, Sylvie Réol] ; [photogr. Repérage Cyathea, Inventaire de Saint-Aubin, Cécile Tréal.. et al.]. - [Saint-Denis (12, rue Monseigneur de Beaumont, 97400) : C.A.U.E.], 2001. - 1 pochette, [25] fiches dépl. : ill. en coul. ; 20 cm. ISBN 2-912739-06-3 (f. mobiles sous pochette) / cote 728 CON (REU)

Reflets d'autrefois : architecture et art de vivre à l'île de La Réunion / Serge Gélabert, textes Bernard Leveneur ; trad. anglaise Sung-Yee Tchao. - [Saint-Denis : S. Gélabert], 1999. - 131 p. : ill. en coul., jacquette ill. en coul. ; 31 cm. ISBN 2-9511136-2-5 (rel.) / cote 728 GEL (REU)

Cases créoles de La Réunion / photogr. Christian Vaisse, texte de Christian Barat, carnet d'architecture de Yves Augeard. - [S.l.] : Les Ed. du Pacifique, 1993. - 191 p. : ill. en noir et en coul., couv. ill. en coul. ; 29 cm. Glossaire. Bibliogr. - ISBN 2-87868-014-6 / cote 728 VAI (REU)

Cases créoles : le magazine gratuit de la maison et de la déco à La Réunion / dir. publ. Pascal Saint-Pierre. - N° 1 (2004, mars)-. - Saint-Benoît (BP 6, 97470) : Cases créoles, 2004-. - Ill. en coul. ; 30 cm. / cote 728.05 CAS PER

CENTRE DE RESSOURCES VILLES ET HAUTS

Manières d'habiter à La Réunion / DUPUIT Christine, Agence pour l'observation de La Réunion, l'aménagement et l'habitat,1993 .- 29 p. 03HAB/3

Développement des bourgs et habitat dans les Hauts de l'île de La Réunion / Direction Départementale de l'Equipement (Réunion) , Cabinet d'Ingénierie d'Action Technique et Sociale ,2000 .- 156 p. 07HAB/80

Habitations et cours : études de petits espaces ruraux / CENTRE UNIVERSITAIRE DE LA REUNION,1979 .- Mult. pag. 01GEN/23

Guide départemental de la construction et des artisans du bâtiment / Chambre des Métiers (Réunion),1997 .- 96 p. 04ECO/29

L'amélioration de l'habitat Outre-Mer : propositions pour l'île de La Réunion. Synthèse : les artisans de La Réunion face à la réhabilitation, réhabilitation et identité culturelle à l'île de La Réunion / HUBLIN Anne, Ministère de l'Equipement, des Transports et du Logement, Direction Départementale de l'Equipement (Réunion) ,1993 .- 18DDE de La Réunion 02HAB/20

Vers une qualité de la construction à La Réunion / EUREX Construction, KOWALSKI Jean-Claude,1992 .- 26 p. 05HAB/14

Expérimentation habitat dans les Hauts ; Rapport d'étude intermédiaire n°1. / SICA Habitat Rural (Réunion),1986 .- 161 04HAB/1

Etude sur le milieu artisanal du bâtiment dans les secteurs prioritaires du Plan d'Aménagement des Hauts / APR,1984 .- Non paginé 04ECO/1

Changements sociaux et production architecturale à La Réunion / MARCEL Patrice,1992 .- 43 p. Rapport de Stage Paris, Institut d'Urbanisme de Paris 05HAB/1

Les équipements urbains 1994 / INSEE,1995 .- 49 p. 03SER/13

MEDIATHEQUE BENOITE BOULARD

L'Univers de la famille réunionnaise - le patrimoine t.5 : habitat d'hier et d'aujourd'hui ou l'architecture créole entre la tradition et l'identité / Gérard Doyen ; Gilbert Bresson ; Jean-François Delcourt. - DMI, 1982

ECOLE D'ARCHITECTURE

Les paillotes de l'île de La Réunion / BARAT Christian - IASCOI n°3 - 1978

Urbanisme et communes - Image et projets de développement urbain – Etudes et enquêtes : les logements sociaux » - 1992 / 93

IRTS

Villes et patrimoine a La Réunion, ouvrage, 969.81, Jauze Jean-michel - 2000

Gastronomie

BIBLIOTHEQUE DEPARTEMENTALE

Le Cari partagé : anthropologie de l'alimentation à l'île de La Réunion / Patrice Cohen ; préf. de Françoise Loux. - Paris (22-24, bd Arago, 75013) : Ed. Karthala, 2000. - 358 p. : couv. ill. ; 24 cm. - (Hommes et sociétés). cote 306 COH (REU)

Cuisines-identités / éd. par D. Baggioni et J.C.C. Marimoutou. - Saint-Denis : Université de La Réunion, 1988. - 200 p. : ill., couv. ill. ; 21 cm / cote 306.4 CUI (REU)

CENTRE DE RESSOURCES VILLES & HAUTS

Le cari partagé : anthropologie de l'alimentation à l'île de La Réunion / COHEN Patrice .- Editions Karthala,2000 .- 358 p.(Hommes et sociétés 09GEN/33

MODES DE VIE

IRTS

D'une kaz à l'autre - l'une et l'autre - Une approche des effets du relogement sur deux trajectoires féminines, mémoire, Custine Danielle - 1997

Grossesse, naissance et petite enfance en société créole, ouvrage, Pourchez Laurence - 2002

La boutique et le bâtiment, piliers de l'économie des hauts, revue, Debray Olivier - 1995

BIBLIOTHEQUE DEPARTEMENTALE

L'Espoir transculturel / actes du colloque, Saint-Gilles de La Réunion, 5-9 juillet 1988. - Paris : INSERM : Ed. l'Harmattan ; [Saint-Denis] : ARRPPOI, 1990. - 3 vol. : couv. ill. en coul. ; 24 cm. - (Indiaocéaniques)./ cote 150 ESP (REU)

Un passé retrouvé... : 1870-2000, île de La Réunion / Serge Gélabert, textes Bernard Leveneur. - [Saint-Denis : S. Gélabert], 2000. - 167 p. : ill. en noir et en coul., jacquette ill. en coul. ; 25 x 31 cm. ISBN 2-9511136-3-3 (rel.) / cote 969.81 GEL (REU)

Culture(s) empirique(s) et identité(s) culturelle(s) à La Réunion / [publ. sous la dir. de] Daniel Baggioni et Martine Mathieu]. - Saint-Denis : Service des publications de l'Université de La Réunion, 1985 (974-Saint-André : impr. Graphica), 1985. - 132 p. : ill., couv. ill., 21 cm. / cote 306 CUL (REU)

Créolitude : silences et cicatrices pour seuls témoins / Jonas Rano ; préf. de Georges Ngal. - Paris (5-7, rue de l'Ecole polytechnique, 75005) ; Montréal (55, rue Saint-Jacques, H2Y 1K9) : L'Harmattan, 1997. - 250 p. : couv. ill. ; 22 cm.
Bibliogr. p. 249-250. - ISBN 2-7384-6114-X / cote 306 RAN

La réinterprétation réunionnaise des apports de la biomédecine dans le domaine de la naissance et de la petite enfance / Laurence Pourchez. In : " Santé, société et cultures à La Réunion : anthropologie médicale, psychiatrie ", p. 75-90 / cote 306 SAN (REU)

La surdimension culturelle chez les malades chroniques réunionnais / Murielle Roddier. In : "Santé, société et cultures à La Réunion : anthropologie médicale, psychiatrie", p. 53-58. - Bibliogr. / cote 306 SAN (REU)

Grossesse, naissance et petite enfance à La Réunion : une situation conflictuelle / Laurence Pourchez. In : " Expressions : revue de recherches disciplinaires et pédagogiques ", n° 9, juin 1997, p. 53-69 / cote 306.4 POU (REU)

L'Univers de la famille réunionnaise / sous la dir. de Gérard Doyen. - Paris : diff. Marketing international ; [Saint-Denis] : [diff.] Mascareignes éd., 1982. - 6 vol. : ill. en noir et en coul. ; 28 cm./ cote 034 UNI (REU)

CENTRE DE RESSOURCES VILLES ET HAUTS

Vivre dans les hauts : le développement des régions hautes .- APR Production,1976 K-02GEN/8

Enfances et familles à La Réunion : une approche psychosociologique / CAMBEFORT Jean-Pierre .- Harmattan,2001 .- 274 p. 01EDU/24

Inventaire communal 1985 : le cadre de vie à travers l'inventaire des équipements, commerces et services des communes et lieux-dits communaux / INSEE .- Dossiers de l'économie réunionnaise (Les),1985 .- 53 p.

UNIVERSITE DE LA REUNION

Indien, Iles du sud-ouest de l'océan -- Mœurs et coutumes, Rôles en enjeux : approches d'anthropologie généralisée / éd. par C. Ghasarian [et] J.-P. Cambefort ; Département d'anthropologie, Université de La Réunion (1988)

Dussol, Vincent, Une expérience clinique hospitalière comme introduction à une réflexion anthropologique / Vincent Dussol (1991)

ORALITE / LANGUE

BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE

Bibliogr.

1 : Cultures, exils et folies dans l'Océan Indien : santé mentale, représentations de la maladie et itinéraires thérapeutiques / sous la dir. du Dr Jean-François Reverzy. - 263 p. ISBN 2-85598-420-3 (INSERM). - ISBN 2-7384-0594-0 (L'Harmattan)

2 : Ile et fables : paroles de l'Autre, paroles du Même : linguistique, littérature, psychanalyse / [sous la dir. de] Jean-François Reverzy [et de] Jean-Claude Carpanin Marimoutou. - 180 p. Psychanalyse, langues et littérature. - ISBN 2-85598-421-1 (INSERM). - ISBN 2-7384-0595-9 (L'Harmattan)

3 : L'Eternel jamais. Entre le tombeau et l'exil : anthropologie / sous la dir ; du Dr. Jean-François Reverzy et de Christian Barat. - 219 p. ISBN 2-85598-422-X (INSERM). - ISBN 2-7384-0596-7 (L'Harmattan)

A la découverte de La Réunion. 10, L'Art de dire / [vol. réd. par Jean-Claude Fruteau]. - [Saint-Denis] : Ed. Favory, 1982. - 159 p. : ill. en noir et en coul. ; 28 cm / cote 034 ALA (REU)

Des îles, des Hommes, des langues : essai sur la créolisation linguistique et culturelle / Robert Chaudenson. - Paris : Ed. L'Harmattan, 1992. - 309 p. : couv. ill. ; 24 cm.
Bibliogr. p. 293-308. - ISBN 2-7384-1653-5 / cote 400 CHA

Le Créole, pour quoi faire ? / resp. du dossier Dominique Carrère, Charlotte Chopinet, Florence Rivière. In : "Akoz espace public", n° 9, oct. 2000 / cote 400 CRE PER

Créolisation linguistique et créolisation politique à La Réunion : enjeux géopolitiques autour d'une revendication identitaire / Gilles Gauvin,.... In : "Hérodote : revue de géographie et de géopolitique", n° 105, p. 73-84. – Photocopie / cote400 GAU (REU)

Du créole opprimé au créole libéré : défense de la langue réunionnaise / Axel Gauvin. - Paris : Ed. L'Harmattan, 1977. - 119 p. : couv. ill. ; 22 cm. ISBN 2-85802-029-9 / cote 400 GAU

Le Créole en question(s) : une émission de FR3 Réunion / Université de La Réunion, UER de Lettres ; sous la dir. de Daniel Baggioni,... ; transcription par un groupe d'étudiant. - [Saint-Denis] : Université de La Réunion, 1982. - 51 f. ; 30 cm. - (Publications de l'Institut de linguistique et d'anthropologie) / cote 400 UNI (REU)

UNIVERSITE DE LA REUNION

L'Elaboration de la légende de Grand-Mère Kalle : des versions orales à "Eudora" de M. H. Mahé / Rose-May Nicole ()

CENTRE DE RESSOURCES VILLES & HAUTS

Pratiques langagières urbaines : enjeux identitaires, enjeu cognitifs .- Centre national de documentation pédagogique,2002 .- 264 p.(Ville Ecole Intégration 01EDU/26

Actes des XI^{èmes} Rencontres Interrégionales des Langues et Cultures, La Réunion 15-20 octobre 2001 / Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement (Réunion),2002 .- 196 p. 09GEN/32

Légendes créoles (lézann kréol) / HONORE Daniel, SAMLONG Jean-François .- Editions Udir,1997 .- 126 01GEN/53

L'apprentissage de la lecture en formation d'adultes à La Réunion : définition d'une démarche pédagogique dans un contexte de diglossie / ZOOGONES Yves,1994 .- 37 p. Travaux Universitaires Université de La Réunion 04EDU/11

Séminaire d'orientation : maîtrise de la langue orale et écrite,1992 .- 169 p. 01EDU/5

Le conte créole / JARDEL Jean-Pierre, Université de Montréal,1977 .- 37 01GEN/3

Actes des XI^{èmes} Rencontres Interrégionales des Langues et Cultures, La Réunion 15-20 octobre 2001 / Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement (Réunion),2002 .- 196 p. 09GEN/32

CROYANCES

BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE

Histoire des âmes errantes / Prosper E. In : " Grand Océan ", n° 4, p. 68-77 / cote133

Qui sont les âmes errantes ? / Isabelle Hoarau
In : " Grand Océan ", n° 4, p. 111-113 / cote133 HOA PER

L'Homme invisible / Alain Lorrainne
In : " Grand Océan ", n° 4, p. 116-118 / cote133 LOR PER

L'Ile hantée : rencontres avec des êtres remarquables / Jean-François Reverzy.
In : " Grand Océan ", n° 4, p. 121-149 / cote133 REV PER

Sitarane ou le Jeu des maléfices / J-F Sam-Long.
In : " Grand Océan ", n° 4, p. 78-86 / cote 133 SAM PER

Les Ames errantes, croyances populaires à La Réunion / R. de Sigoyer.
In : " Grand Océan ", n° 4, p. 9-56 / cote 133 SIG PER

Magie et sorcellerie à La Réunion / par Robert Chaudenson, avec la collab. de Ch Barat et M Carayol ; photogr. Jacques Barre. - Saint-Denis : Livres-Réunion, 1983. - 29 cm /cote133.4CHA

Nargoulan : culture et rites malbar à La Réunion : approche anthropologique / Christian Barat, ; [éd. par le] Centre d'anthropologie généralisée [et l'] Institut de linguistique et d'anthropologie. - [Saint-Denis] : Ed. du Tramail, 1989. - 479 p. : ill., couv. ill. en coul. ; 24 cm. / cote 305.895 BAR (REU)

A propos des hindouismes créoles / Francis Zimmermann.
In : "Au visiteur lumineux : ... mélanges offerts à Jean Benoist", p. 393-402 / cote : 306 AUV

De l'hindouisme à l'héritage français : un autre regard sur la créolité réunionnaise : l'exemple du pansement secret / Jacqueline Andoche.
In : "Au visiteur lumineux : ... mélanges offerts à Jean Benoist", p. 485-499 / cote : 306 AUV

Passages de l'hindouisme aux pratiques thérapeutiques et rituelles : illustrations d'un processus d'interculturation à La Réunion / Laurence Pourchez.
In : "Au visiteur lumineux : ... mélanges offerts à Jean Benoist", p. 467-483 / cote : 306 AUV

Religion, culture et métissage / communication du docteur Saminadin Axel Kichenin. - [S.l.] [S.A. Kichenin], [1997]. - 19 f. : ill. ; 30 cm. / cote 306 KIC (REU)

CROYANCES

Les Religions à La Réunion / Alain Foulon. - Paris : Ed. Orphie ; [Saint-Denis] : Médias créations, 1989. - 272 p. : ill., couv. ill. en coul. ; 21 cm. - (Chroniques réunionnaises).
Titre de couv. : "Le Renouveau". - Bibliogr. p. 268 - 271

Le Testament et la pratique religieuse à La Réunion / par Prosper Eve. In : "Association historique internationale de l'Océan indien", n° 4, déc. 1982, p. 148-153 / cote 264 EVE PER

La petite encyclopédie des religions / sous la dir. de Charles Baladier, Jean-Pie Lapierre. - Paris : [Réunion des Musées Nationaux] : Ed. du Regard, 2003. - 239 p. : ill. en coul., couv. ill. en coul. ; 27 cm. - (La Petite Encyclopédie / dir. par Brigitte Govignon, ISSN 1284-8417).
cote U 200.3 PET

Histoire religieuse de La Réunion / Claude Prudhomme. - Paris : Karthala, 1984. - 369 p.- [12] p. de pl. : ill., couv. ill. en coul. ; 24 cm. - (Hommes et sociétés, ISSN 0290-6600) / cote 969.81 PRU (REU)

La Religion populaire à La Réunion / Prosper Eve ; préf. de Michel Vovelle,... - Sainte-Clotilde (Campus universitaire du Chaudron, B.P. 225, 97490) : Institut de linguistique et d'anthropologie de La Réunion, 1985 (974-Saint-Leu : Presses de développement). - 2 t. (167 , 191 p.) : ill., couv. ill. ; 24 cm./ cote 290 EVE (REU)

L'érection et les débuts du diocèse de La Réunion / Paule Brasseur.
In : "Chrétientés australes du 18e siècle à nos jours", p. 39-47 / cote 969.81 CHR (REU)

Les Réunionnaises et l'Eglise dans la société post-esclavagiste / Prosper Eve.
In : "Chrétientés australes du 18e siècle à nos jours", p. 71-81 / cote 969.81 CHR (REU

Prêtres "créoles" / Stéphane Nicaise. In : "Chrétientés australes du 18e siècle à nos jours", p. 201-205 / cote 969.81 CHR (REU)

Esquisse pour une esthétique de la religion populaire à l'île de La Réunion / François Lautret-Staub. In : "Le Cabinet de curiosités : mélanges offerts à Claude Wanquet ", p. 187-195 / cote 969.81 MEL (REU)

Histoire des âmes errantes / Prosper E..
In : " Grand Océan ", n° 4, p. 68-77 / cote 133 EVE PER

Qui sont les âmes errantes ? / Isabelle Hoarau.
In : " Grand Océan ", n° 4, p. 111-113 / cote 133 HOA PER

L'Homme invisible / Alain Lorrainne.
In : " Grand Océan ", n° 4, p. 116-118 / cote 133 LOR PER

L'Ile hantée : rencontres avec des êtres remarquables / Jean-François Reverzy.
In : " Grand Océan ", n° 4, p. 121-149 / cote 133 REV PER

CROYANCES

Sitarane ou le Jeu des maléfices / J-F Sam-Long.
In : " Grand Océan ", n° 4, p. 78-86 / cote 133 SAM PER

Les Ames errantes, croyances populaires à La Réunion / R. de Sigoyer.
In : " Grand Océan ", n° 4, p. 9-56 / cote 133 SIG PER

Magie et sorcellerie à La Réunion / par Robert Chaudenson, avec la collab. de Ch Barat et M Carayol ; photogr. Jacques Barre. - Saint-Denis : Livres-Réunion, 1983. - 29 cm

Faire de la prière de guérison sur fond de religion créole à l'île de La Réunion / Reine-Marie Payet et Stéphane Nicaise. In : "Santé, société et cultures à La Réunion : anthropologie médicale, psychiatrie", p. 127-132 / cote 306 SAN (REU)

De l'allogène à la Fête de la Lumière : le courant a bien eu du mal à passer / Christian Adam de Villiers. In : "Sociétés plurielles dans l'océan indien : enjeux culturels et scientifiques ", p. 53-72. - Bibliogr. p. 71-72 / cote 306 SOC (O.I.)

Koylou : représentation divine et architecture sacrée de l'hindouisme réunionnais / Florence Callandre. - [Saint-Denis] : Université de La Réunion, ILA, 1998. - 575 p.-LXX p. de pl. : ill. en noir et en coul., couv. ill. en coul. ; 22 cm. - (Travaux du Centre de Langues, cultures et sociétés de l'Océan Indien). Bibliogr. p. 564-575. - ISBN 2-905607-30-0 / cote 306.6 CAL (REU)

Les dieux réunionnais : croyances et pratiques du passé. In : " Akoz espace public ", n°16, août 2002 / cote 306.6 DIE PER

Kroyans : superstitions à La Réunion / Daniel Honoré ; [préf. Jean-François Reverzy]. - [Saint-Denis] : Ed. UDIR, 1994 (impr. en 1995). - 116 p. : couv. ill. en coul. ; 23 cm. Bibliogr. - ISBN 2-87863-009-2 / cote 398.4 HON (REU)

IRTS

Les dieux réunionnais - croyances et pratiques du sacre, revue AKOZ - 2002

Les nouveaux visages de la croyance, revue, Halpern Catherine - 2004

Les dieux réunionnais, croyances et pratiques du sacré, revue AKOZ, Espace Public, 2002

Mythes, rites, symboles dans la société contemporaine, ouvrage, Segre Monique - 1997

Histoire des établissements religieux de bourbon au temps de la compagnie des indes 1664-1767, ouvrage, Barassin Jean - 1983

CENTRE DE RESSOURCES VILLES ET HAUTS

Les dieux réunionnais : croyances et pratiques du sacré .- Akoz espace public,2002. - p. 6/ 48

Koylou : représentation divine et architecturale sacrée de l'hindouisme réunionnais / Université de La Réunion. Faculté des Lettres et Sciences Humaines, CALLANDRE Florence,1998 .- 575 p. 01GEN/82

Pour Dieu et pour l'Homme … réunionnais / AUBRY Gilbert (Monseigneur) .- Océan éditions,1988 .- 491 01GEN/33

Religion hindoue et dynamique de la société réunionnaise / BENOIST Jean,1979 - 40p 01GEN/65

Pour Dieu et pour l'Homme … réunionnais / AUBRY Gilbert (Monseigneur) .- Océan éditions,1988 .- 491 01GEN/33

Religion hindoue et dynamique de la société réunionnaise / BENOIST Jean,1979 .- 40 p. 01GEN/65

MEDIATHEQUE BENOIT BOULARD

Les Indiens de La Réunion : la vie religieuse / Firmin Lacpatia. - ADER, 30 cm

La Religion populaire à La Réunion t.1 / Prosper Eve ; Michel Vovelle. - Institut de Linguistique et d'Anthropologie, 1985

La Religion populaire à La Réunion t.2 / Prosper Eve ; Michel Vovelle. - Institut de Linguistique et d'Anthropologie, 1985

A la découverte de La Réunion - rites et croyances t.8 : tout l'univers réunionnais de ses origines à nos jours / Michel Albany ; Christian Barat. - Favory, 1980 (Cape Town:CTP)

Les Religions à La Réunion / Alain Foulon. - Orphie, 1989

Pour Dieu et pour l'homme ...réunionnais / Gilbert Aubry ; Pierre Livet. - Océan éditions, 1988

Histoire religieuse de La Réunion / Claude Prudhomme. - Karthala, 1984

Religion hindoue et dynamique de la société réunionnaise / Jean Benoist. - Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 1981

Eglise à La Réunion : mensuel catholique du diocèse de La Réunion / François Glénac. - Association Réunionnaise des Oeuvres Diocésaines, 1979

DIRECTION RÉGIONALE AFFAIRES CULTURELLES

Croyans HONORE Daniel

UNIVERSITE DE LA REUNION

Croyances et pratiques populaires à propos de la santé de l'enfant à l'île de La Réunion / Serge Lacroix (2000)

Fondement symbolique de la vie quotidienne d'habitants de Mafate / Stéphane Nicaise (1993)

Kroyans : superstitions à La Réunion / Daniel Honoré (1994)

Le continuum religieux créole une matrice du catholicisme à l'île de La Réunion ? / Stéphane Nicaise (1999)

L'ethnicité à travers la représentation sociale de la mort : recherche expérimentale dans un quartier pluri-ethnique à La Réunion / David Picard (1997)

ECOLE D'ARCHITECTURE

Entre mythologie et pratique / KUGEL Bernard et LESAING Bernard

ARTS

BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE

Enseignement artistique : luxe ou nécessité ? / Conseil de la culture de l'éducation et de l'environnement. - [Saint-Denis : Conseil de la culture de l'éducation et de l'environnement], [1995]. - 33 p. : ill., couv. ill. en coul. ; 30 cm.1995 d'après le dépôt légal / cote 372.5 REU (REU)

Danses anciennes à La Réunion : partitions musicales / Jules Arlanda. - Sainte-Suzanne (Lot. Ramassamy, La Marine, n° 267, 97441) : Union pour la diffusion du livre réunionnais, 1984. - Non paginé [37] p. : couv. ill. ; 30 cm. - (Ravane) / cote 780.8 ARL (REU)

Il était une fois, Donat : hommage. In : " Cascavelle : le magazine de ceux qui font La Réunion ", n° 13, mars -avr. 2004, p. 25-31 / cote 780.92 DON PER

Luc Donat : en toute amitié. In : " Artquivi ", n° 8, mars 1983, p. 12-13 / cote 780.92 DON PER

Luc Donat enregistre pour l'amour d'Inèle / Albert Weber. In : " Télé 7 jours ", n° 374, 12 sept. 1984, p. 28-31 / cote 780.92 DON PER

Luc Donat sauvé de l'oubli / texte de Bernard Grollier. In : " Cascavelle : le magazine de ceux qui font La Réunion ", n° 9, juil.-août 2003, p. 33-37 / cote 780.92 DON PER

Guide des artistes de spectacle de La Réunion / Union régionale animation et développement. - Saint-Denis (Camélias VI, Bloc W, 97400) : URAD, 1983. - 123 p. : portr.., couv. ill. ; 20 cm / cote 790.92 UNI (REU)

MEDIATHEQUE BENOITE BOULARD

Liberte plastik d'Arius et Mary Batiskaf ; mélanges. - Grand Océan, 2000

Lansiv. - Arts graphiques modernes, 1984

UNIVERSITE DE LA REUNION

Kosa in soz ? : Blan si nwar, nwar si blan / [photographies] Thierry Hoarau ; préf. de Patrice Treuthardt (1996)

Musique

BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE

Musique et identité culturelle des tamouls de La Réunion / Monique Desroches.
In : "Au visiteur lumineux : ... mélanges offerts à Jean Benoist", p. 321-330 / cote : 306 AUV

L'Expression musicale et la construction locale des identités / Bernard Chérubini,....
In : "Travaux & documents", n° 8, juin 1996, p. 7-28 / cote 306 CHE PER

Le Discours sur la musique, le discours sur l'identité à La Réunion / Brigitte Desrosiers,....In : "Travaux & documents", n° 8, juin 1996, p. 29-47 / cote 306 DES PER

Maxime Laope, un chanteur populaire / Bernadette Guillot, Epédite Cerneaux. - [Saint-Paul] : La Barre du jour, 1999. - 264 p.- [24] p. de pl. : ill., couv. ill. ; 21 cm. - (Souvenirs, textes et chansons). ISBN 2-911267-35-4 / cote 927.8 LAO (REU)

Muzikalité : le bulletin trimestriel du Pôle régional des musiques actuelles de La Réunion / dir. publ. Dominique Carrère ; réd. en chef Alain Courbis. - N° 1 (2000, mai-juin-juil.)-. - Saint-Denis (6, bis rue Pasteur, BP 1018 cédex, 97481) : PRMA, 2000- (974-Saint-André : impr. Graphica). - Ill. en coul. ; 32 cm. / cote 780 MUZ PER

Musikannuaire, île de La Réunion / [Pôle régional des musiques actuelles de La Réunion]. - N° [1] 2003-. - [Saint-Denis (6, bis rue Pasteur, BP 1018 cédex, 97481) : PRMA], 2003- (974-Saint-André : impr. Graphica). - 21 cm. / cote 780.92 MUS PER

Accordéon, joue ma vie : Loulou Pitou / Nicole Hoyez-Pitou. - [Venelles (BP 16, 13770)] : N. Hoyez-Pitou, 1998. - 68 p.-[8] p. de pl. : ill. en noir et en coul. ; 22 cm. ISBN 2-9513322-0-3 (br.) / cote 780.92 PIT (REU)

Chansons longtemps : 21 petites musiques : textes, paroles et musiques de l'île de La Réunion. - [Saint-Denis] : Hi-Land Océan Indien, 1994. - 48 p. : ill., couv. ill. ; 26 cm / cote 781.6 CHA (REU)

Maloya la pa nou la fé : 30 ans de maloya / [exposition du Conseil régional] - [Saint-Denis : Conseil régional de La Réunion], 1998. - Non paginé [32 p.] : ill., couv. ill. ; 30 cm / cote 781.6 EXP (REU)

Les Musiques de La Réunion / [Xavier Filliol]. - [Saint-Denis : Ed. CNH], 1993. - 30 p. : ill., couv. ill. en coul. ; 21 cm. - (Les Cahiers de notre histoire ; 39) Bibliogr. - ISBN 2-909471-09-8 / cote 781.6 FIL (REU)

Séga maloya / [réd. Bernadette Ladauge, Christophe David]. - [Saint-Denis : Hi-Land Océan Indien], [2000] (974-Saint-Denis : impr. NID). - 48 p. : ill., couv. ill. en coul. ; 25 cm.
2000 d'après le dépôt légal / cote 781.6 LAD (REU)

Musiques traditionnelles de La Réunion / Jean-Pierre La Selve ; [préf. de Christian Barat]. - [Saint-Denis] : Azalées éd., 1995. - 271 p. : ill., couv. ill. en coul. ; 22 cm.
ISBN 2-908127-54-7 / cote 781.6 LAS (REU)

Quelques pistes pour la recherche musicale à travers les documents anciens / Jean-Pierre La Selve. In : "Travaux & documents", n° 8, juin 1996, p. 49-78 / cote 781.6 LAS PER

Le patrimoine sonore de La Réunion en péril / photos Richard Bouhet. In : " Cascavelle : le magazine de ceux qui font La Réunion " , n° 8, mai-juin 2003, p. 24-25 / cote 781.6 PAT PER

Un Barde réunionnais : de la séga aux z'histoires la caze. In : " Cahiers littéraires de l'Océan Indien ", n° 2, 1961, p. 71-72 / cote 805 CAH (O.I.) ARM

Petit croquis bourdieusien du champ musical de La Réunion / Peter Hawkins.
In : "Travaux & documents", n° 8, juin 1996, p. 79-94 / cote 780 HAW PER

IRTS

Activité musique, mémoire, Chane-Alune Jean-Yves - 2003

Musiques traditionnelles de La Réunion, ouvrage, La Selve Jean-Pierre - 1984

UNIVERSITE DE LA REUNION

L' âme réunionnaise [Images animées] : maloya lontan / Gérard Teillay, réal. ; Jacques Barre, Gérard Teillay, images et son ; Françoise L'Hote, scripte (1997)

Gramoune i chante, gramoune i joue dans lontan [Images animées] / Gérard Teillay, réal. ; Jacques Barre, Gérard Teillay, images et son ; Françoise L'Hote, scripte (1997)

Maloya : la pa nou la fe : 30 ans de maloya (1999)

Le traitement médiatique du mouvement techno à La Réunion à travers deux organes de presse écrite [Texte imprimé] : le Journal de l'Ile de La Réunion et le Quotidien de La Réunion, du 1er janvier 1998 au 30 mai 2003 / Julie Lopez ; sous la dir. de Bernard Idelson (2003)

Muzikalité : le bulletin trimestriel / du Pôle Régional des Musiques Actuelles de La Réunion ; [réd. en chef] Alain Courbis (2001)

Le Maloya à l'Ile de La Réunion dans les années 1960-1970 : le combat culturel d'une musique : étude de sources orales / Fabrice Léger ; sous la dir. de Yves Combeau (2001)

Musique

Maxime Laope : un chanteur populaire : souvenirs textes et chansons / Bernadette Guillot, Expédite Cerneaux ; [préf. de Gilbert Pounia] (1999)

Des pieds enchaînés à la création subventionnée : analyse poétique du maloya à La Réunion. / Cédric Taurisson (2000)

Séga maloya : île de La Réunion / [éd. par le] Pôle régional des musiques actuelles (2000)

La musique traditionnelle réunionnaise : sujet de discorde ou de ralliement pour les réunionnais? / Anne-Claude Lebon (1999)

Le maloya et la recomposition du champ musical réunionnais : approche anthropologique / Rose-Marie Var (1995)

Musiques traditionnelles de La Réunion / Jean-Pierre La Selve (1995)

Regards sur le champ musical / [Brigitte Desrosiers, Jean-Pierre La Selve, Peter Hawkins, Pierre Gilbert, et al.] ; textes réunis par Bernard Chérubini (1996)

Danses anciennes à La Réunion : partitions musicales / Jules Arlanda (1984)

Chansons populaires et musiques traditionnelles françaises à l'île de La Réunion : transmission, adaptation, création / Jean-Pierre La Selve (1981)

Chante Albany ! : toutes les paroles et toutes les musiques de la cassette inédite créole "Chante Albany" / Jean Albany ; [éd. par Alain Gili] ; [transcription musicale par Jean-Michel Salmacis] ; [ill. de Patrick Pion] (1978)

Musiques traditionnelles de La Réunion / Jean-Pierre La Selve (1984)

La chanson réunionnaise : une approche sociolinguistique / Marie Régine Dupuis (1995)

Accordéon, joue ma vie [Texte imprimé] : Loulou Pitou / Nicole Hoyez-Pitou (1998)

Musiques de l'Inde en pays créoles [Disque-compact] / enregistrements Monique Desroches et Jean Benoist ; (1991)

La musique traditionnelle réunionnaise : sujet de discorde ou de ralliement pour les réunionnais? / Anne-Claude Lebon (1999)

CENTRE DE RESSOURCES VILLES & HAUTS

Musiques et chansons réunionnaises d'hier et d'aujourd'hui / Région Réunion .- 135 01GEN/15

Musiques traditionnelles de La Réunion / Fondation pour la Recherche et le Développement dans l'Océan Indien (FRDOI), LA SELVE Jean-Pierre,1984 .- 181

Arts Plastiques

BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE

Té mounwar ! : Florence Félix : gravures, peintures, sculptures : exposition artistique, du 9 juillet au 5 septembre 1999 / [organisée et présentée au Muséum agricole et industriel Stella Matutina]. - [Saint-Leu] : Muséum agricole et industriel Stella Matutina, 1999 (974-Saint-Denis : impr. NID). - 28 p. : ill. en coul., couv. ill. en coul. ; 21 cm / cote 707.4 EXP (REU)

Jack Beng-Thi, Gilbert Clain, Eric Pongérard : Villa Blanche, Paris, 25 novembre-12 décembre 1993 / [exposition organisée par] Office départemental de la culture ; Fonds régional d'art contemporain de La Réunion. - Saint-Denis : Office départemental de la culture, 1993 (974-Saint-André : impr. Graphica). - Non paginé [32] p. : ill. en noir et en coul. ; 21 cm / cote 730 EXP (REU)

Ile, elle, eux : peintures / de Claude Doussineau ; oeuvres poétiques de Auguste Lacaussade, Evariste de Parny. - [Saint-Denis] : Ed. Ars Terres créoles, cop. 1998. - 30 p. : tout ill. en coul. ; 21 cm. ISBN 2-908578-51-4 / cote 750 DOU (REU)

[Jean-Luc Gigan : itinéraires] : Galerie du théâtre de Champ-Fleuri, du 30 octobre au 13 novembre 1993. - Saint-Denis : Office départemental de la culture, 1993 (974-Saint-André : impr. Graphica). - Non paginé [12] p. : tout ill. en coul. ; 21 cm / cote 750 EXP (REU)

[Peinture de Frantz Raux] : Galerie du théâtre de Champ-Fleuri, du 22 juin au 16 juillet 1994. - [Saint-Denis : Office départemental de la culture], 1994 (974-Saint-André : impr. Graphica). - Non paginé [12] p. : tout ill. en coul. ; 22 cm / cote 750 EXP (REU)

Déborah Roubane : peintures : Office départemental de la culture, Galerie du théâtre de Champ-Fleuri, exposition du 20 novembre au 11 décembre 1993 / [catalogue présenté par Jean-François Desroches]. - Saint-Denis : Office départemental de la culture, 1993 (974-Saint-André impr. Graphica). - Non paginé [23] p. : tout ill. en coul., couv. ill. en coul. ; 21 cm / cote 750 EXP (REU)

Didier Soret : exposition, Galerie Jocelyn Calogine du 7 au 30 avril 1999 / [organisé par] Mairie de Saint-Pierre, Service culturel, Département des arts plastiques. - Saint-Pierre : Galerie Jocelyn Calogine, 1998 (974-Saint-Pierre : impr. CKC). - Non paginé [22 p.] : ill. en coul., couv. ill. en coul. ; 21 x 30 cm / cote 750 EXP (REU)

Expo / [réalisé sous la dir. de Yves Hots] ; [préf. Margie Sudre, et Robert Gauvin,] /. - [Saint-Denis : Union des artistes à La Réunion], 1995 (974-Saint-Denis : impr. NID). - 65 p. : ill. en coul., couv. ill. en coul. ; 30 cm. ISBN 2-911483-00-6 / cote 750 EXP (REU)

Jean-Luc Gigan : Galerie d'art Jocelyn Calogine, exposition du 11 juillet au 13 septembre 1997 / [organisé par] Mairie de Saint-Pierre, Service culturel, Département des arts plastiques. - Saint-Pierre : Galerie d'art Jocelyn Calogine, 1997 (974-Saint-André : impr. Graphica). Non paginé [34] p. : tout ill. en coul. ; 29 cm / cote 750 EXP (REU)

Kaf an tol : ouvrage publié à l'occasion de l'exposition, 12 octobre-10 novembre [par] W Zitte [à l'] ODC Théâtre de Champ-Fleuri. - [Saint-Denis] : Office départemental de la culture, 1995. - Non paginé [40] p. ill. en noir et en coul., couv. ill. ; 21 x 22 cm / cote 750 EXP (REU)

L'Empire des sans : Galerie du théâtre de Champ-Fleuri, du 8 septembre au 29 septembre 1994 / [exposition présentée par Adrien]. - Saint-Denis : Office départemental de la culture, 1993 (974-Saint-André : impr. Graphica). - Non paginé [16] p. : tout ill. en coul., couv. ill. ; 21 cm / cote 750 EXP (REU)

Les Icônes d'Emmaüs : exposition, Galerie Théâtre de Champ-Fleuri du 6 septembre au 27 septembre 1996 / [organisé par l'Office départemental de la culture]. - [Saint-Denis] : Office départemental de la culture, 1995. - Non paginé [24] p. : ill. en coul., couv. ill. en coul. ; 21 cm / cote 750 EXP (REU)

Made in Tanambo : exposition de Richard Riani du 4 octobre au 3 novembre 1996, [à la Galerie d'art Jocelyn Calogine] / [organisé par Mairie de Saint-Pierre, Service culturel, Département des arts plastiques]. - [Saint-Pierre : Galerie d'art Jocelyn Calogine], 1996 (974-Saint-André : impr. Graphica). - Non paginé [23] p. : tout ill. en coul. ; 20 cm / cote 750 EXP (REU)

Pinson 93 : Saint-leu : catalogue / [organisé par la ville de Saint-Leu]. - [Saint-Leu : Commune de Saint-Leu], 1993 (974-Saint-Denis : impr. NID). - Non paginé [42] p. : ill. en coul., couv. ill. en coul. ; 15 x 21 / cote 750 EXP (REU)

Richard Riani : 847 jours avant le dernier rendez-vous : exposition / [organisé par l'Office départemental de la culture], Galerie Théâtre de Champ-Fleuri du 6 septembre au 27 septembre 1996. - [Saint-Denis] : Office départemental de la culture, 1997. - Non paginé [24] p. ill. en coul., couv. ill. en coul. ; 20 cm / cote 750 EXP (REU)

Urprising Alain Noël : exposition, du 10 juillet au 20 août 1998, Galerie Jocelyn Calogine. - Saint-Pierre : Galerie Jocelyn Calogine, 1998 (974-Saint-André : impr. Graphica). - Non paginé [20] p. : ill. en coul., couv. ill. en coul. ; 28 cm / cote 750 EXP (REU)

Autoportraits / Galerie Vincent. - [Saint-Pierre] (32, chemin Archambaud, Ligne des 400, Ravine des cabris, 97432): Galerie Vincent, 1992 (974-Sainte Clotilde : impr. AGM-Cazal). - [16] fiches : tout ill. en coul. ; 30 cm / cote 750 GAL (REU)

Et pourtant en bleu je dessine peintures à l'huile S. Gesbert. Une vision de l'apogée de l'image / Eryx de la Clappe. - Saint-André (305, rue de la Communauté, 97440) : Océan éd., 2003. - 87 p. : tout ill. en coul. ; 28 cm. IBSN 2-907064-74-6 (br.)

Bourbon pastels / Pierre Pellet. - [S.l.] : P. Pellet, [s.d.]. - [45] p. de pl. : ill. en coul. ; 29 cm / cote 750 PEL (REU)

Eloges de la grande odyssée : [carnet de voyage 2001] / [Richard Riani]. - [Saint-Pierre (13, allée Combi Tanambo) : R. Riani, 2001 (974-Saint-André : impr. Graphica). - Non paginé [26] p. : tout ill. en coul. ; 27 cm / cote 750 RIA (REU)

Zhang Xiaoming : peinture chinoise contemporaine / [exposition organisée par l'Amicale des réunionnais d'origine chinoise], Mairie de Saint-André, 18-20 janvier-2 février 1990. - [Saint-Denis] : AROC [Amicale des réunionnais d'origine chinoise], 1990 (974-Saint-André : impr. Graphica). Non paginé [22] p. : tout ill., couv. ill. ; 20 cm / cote 759.951 EXP (REU)

Madhubani : art tribal de l'Inde = tribal art from India / [exposition présentée au Musée historique de Villèle du 15 avril au 28 août 2000] ; [catalogue réd. par Jyotindra Jain, Noël Thomas, Jean Barbier]. [Saint gilles les hauts : Musée historique de Villèle], 2000 (974-Saint-Denis : impr. NID). - 79 p. : ill. en coul., couv. ill. en coul. ; 22 cm. Texte en français et en anglais. - Bibliogr. - IBSN 2-908837-13-7 / cote 759.954 EXP (REU)

La Réunion : deux regards : vivre à Mafate [de] Jean Philippe, photographe ; peinture-miroir [de] Kathleen Scarboro, peintre [exposition présentée au] Musée de l'Homme / [organisé par] Muséum National d'histoire naturelle, Laboratoire d'ethnologie. - [Saint-Denis : Artothèque départementale de La Réunion], 1995. - 72 p. : ill. en noir et en coul., couv. ill. en coul. ; 21 cm. Bibliogr. - ISBN 2-85653-228-4 / cote 779 EXP (REU)

Littérature écrite

DIRECTION REGIONAL AFFAIRES CULTURELLES

L'ilette solitude DAMBREVILLE Danielle - 1997 – Editions Lettre de l'Océan Indien

MEDIATHEQUE BENOITE BOULARD

2000 [Deux mille] titres de littératures de l'Océan Indien : Comores, Madagascar, Maurice, Réunion, Seychelles / Notre librairie. - CLEF, 1994

A la découverte de La Réunion - l'art de dire t.10 : tout l'univers réunionnais de ses origines à nos jours / Michel Albany ; Jean-Claude Fruteau. - Favory, 1980 (Cape Town:CTP)

Anthologie du roman réunionnais / Jean-François Sam-Long. - Seghers, 1991

Encyclopédie de La Réunion t.7 : la littérature réunionnaise / Robert Chaudenson ; Gilbert Aubry ; Christian Barat ; Jacques Barre. - Livres-Réunion, 1980

La Femme dans la littérature réunionnaise : exposition, Maison des écrivains - Paris -du 1er au 6 décembre 1987 / CONSEIL GENERAL DE LA REUNION. - NID, 1987

Figures de la littérature réunionnaise contemporaine / Alain Armand ; Comité de la culture de l'éducation et de l'environnement. - Graphica, 1988

Guide bibliographique du roman réunionnais d'expression française et créole 1844-1989 / Jean-François Sam-Long. - UDIR, 1989

L'Ile - l'ecture : pour un projet de développement culturel concerté / département de La Réunion : dir. de la culture. - Conseil général, 1990

Lectures réunionnaises : [classes] 4e-3e / Marie-Gisèle Hoche ; Jean-Loup Gaillard. - Nathan, 1979

La Littérature réunionnaise d'expression créole : 1828-1982 / Alain Armand, Gérard Chopinet. - L'Harmattan, 1984

Littératures de l'Océan Indien t.2 : La Réunion. - Notre Librairie, 1981

Le Secteur de la littérature réunionnaise / OBSERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT DE LA REUNION ; Yolaine Morville ; René Squarzoni. - NID, 1990

La Sorcière des roches noires / Patrick Singaïny. - Nouvelle Imprimerie Dionysienne, 1987

UNIVERSITE DE LA REUNION

Guide bibliographique du roman réunionnais d'expression française et créole : 1844-1989 / Jean-François Sam-Long (1989)

L'écriture de l'errance, l'errance et l'écriture dans le roman réunionnais de langue créole : à propos de "Cemin Bracanot" et "Marceline Doub-Ker" et Daniel Honoré / Florent Leperlier ()

Littératures de l'océan Indien : Les Mascareignes, La Réunion / [par Daniel-Rolland Roche, Michel Carayol, A. Gili, J.-F. Sam-Long,... [et al.] (1981)

Noirs, Cafres et Créoles : étude de la représentation du non-blanc réunionnais : documents et littératures réunionnaises : 1710-1980 / Rose-May Nicole (1992)

BIBLIOTHEQUE DEPARTEMENTALE

La Littérature réunionnaise du 18e siècle à nos jours / Jean-François Sam-Long.
In : "Culture et pédagogie", n° 5, 1984, juin, p. 55 – 65 / cote 370 CUL (REU)

La Littérature réunionnaise du 18e siècle à nos jours / Jean-François Sam-Long.
In : "Culture et pédagogie", n° 5, 1984, juin, p. 55 – 65 / cote 370 CUL (REU)

Bibliographie de la littérature réunionnaise d'expression française : 1950-1990 / Université de La Réunion, Service commun de la documentation ; réd. par Roucaya Safla. - [Saint-Denis] : Université de La Réunion, Service commun de la documentation, 1991. - 41 p. ; 30 cm / cote 016 UNI (REU)

Manuel de littérature réunionnaise d'expression française pour les lycées / Marie-Claude David-Fontaine,... Félix Marimoutou,... ; avec la participation de Marie-Gisèle Hoche. - [Saint-Denis : CRDP de La Réunion], 1998. - 259 p. : ill. en noir et en coul., couv. ill. ; 30 cm.
Bibliogr. p. 255-258. Index. - ISBN 2-903728-27-5 / cote 840.7 DAV (REU)

La Littérature réunionnaise d'expression créole : 1828-1982 / Alain Armand, Gérard Chopinet. - Paris (5-7 rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005) : L'Harmattan, 1984. - 439 p. : ill., couv. ill. ; 24 cm. Bibliogr. p.429-438. - IBSN 2-85802-309-2 / cote 840.9 ARM (REU)

La Femme dans la littérature réunionnaise : [exposition], Maison des écrivains, Paris, 1er au 6 décembre 1987 / organisée par l'UDIR. Saint-Denis (N° 9010, Les Camélias, 97400) : diffusion UDIR, 1987 (974-Sainte-Clotilde : Nouvelle impr. dionysienne). - 19 p. : ill. couv. ill. ; 20 cm / cote 840.9 EXP (REU)

Littérature réunionnaise au collège : manuel d'expression française et créole / chefs de projets Evelyne Pouzalgues,... Jean-François Samlong,... ; auteurs Evelyne Cadet, Julie Darracq, Lolita Ichiza... [et al.]. - [Saint-Denis] : SCEREN, CRDP Réunion ; Saint-André (305, rue de la Communauté, 97440) : Océan éd., 2003. - 207 p. : ill., couv. ill. ; 28 cm.
ISBN 2-84579-022-8 (br.) / cote 840.9 LIT (REU)

Littératures de l'Océan Indien. 2, Les Mascareignes : La Réunion. - [Paris : Club des lecteurs d'expression française], 1981. - 152 p. : ill., couv. ill. en coul. ; 27 cm.
N° spécial de : "Notre librairie", n° 57-58, janv.-mars 1981 / cote 840.9 LIT (REU)

http://www.litterature-reunionnaise.org/index.htm / cote 840.9 LIT WEB

Bourbon littéraire / Jean-Claude Roda. - Saint-Denis : Bibliothèque universitaire de La Réunion, 1974-1975. - 2 vol. (184 f.) ; 30 cm./ cote 840.9 ROD (REU)

Un état des savoirs à La Réunion. Tome II, Littératures / sous la dir. de Valérie Magdelaine Andrianjafitrimo et Carpanin Marimoutou ; LCF-UMR 8143 CNRS-Université de La Réunion, Laboratoire de recherche : langues, textes et communications dans les espaces créolophones et francophones. - [Saint-Denis] : LCF-UMR 8143 CNRS-Université de La Réunion ; Saint-André : diff. Océan éditions, 2004 (974-Saint-André : impr. Graphica). - 285 p. : ill., couv. ill. ; 25 cm. Bibliogr. p. 279-285. - ISBN 2-907064-73-8 (br.) / cote 840.9 UNE

L'île-écriture : écriture du désir, écriture de l'île... / Carpanin Marimoutou. - [S.l.] : Ed. Goutte d'eau ; Sainte-Clotilde : ADER, 1980. - 170 f. : couv. ill. ; 29 cm / cote 841.9 MAR (REU)

CENTRE DE RESSOURCES VILLES & HAUTS

Rivages d'alizé / AUBRY Gilbert (Monseigneur) .- Editions Udir, 1980 .- 138 p. 01GEN/101

La lecture .- Etudes et synthèses de l'Observatoire départemental de La Réunion,1998 .- 53 p.

Le secteur de la littérature réunionnaise / ODR, SQUARZONI René, MORVILLE Yolaine .- Etudes et synthèses de l'Observatoire départemental de La Réunion,1990 .- 37 01GEN/40

Les jeunes réunionnais et la lecture : enquêtes en CM2, troisième, terminale, niveau licence / (ODR), LEFEVRE Françoise, SQUARZONI René .- Etudes et synthèses de l'Observatoire départemental de La Réunion,1990 .- 51 02EDU/4

Rivages d'alizé / AUBRY Gilbert (Monseigneur) .- Editions Udir, 1980 .- 138 p. 01GEN/101

Le fonds d'histoire locale : inventaire des publications intéressant La Réunion / Fondation pour la Recherche et le Développement dans l'Océan Indien (FRDOI) .- Bulletin d'information de la Fondation pour la Recherche et le Développement dans l'Océan Indien,1975 .- 90 01GEN/38

IDENTITE / CULTURE

BIBLIOTHEQUE DEPARTEMENTALE

Vivre au pluriel : production sociale des identités à l'île Maurice et à l'île de La Réunion / [sous la dir. de] Jean-Luc Alber ; avec la collab. de Michel Watin. - Saint-Denis : Université de La Réunion : URA [Unité de recherche associé] 1041 du CNRS, 1990. - 183 p. : couv. ill. en coul. ; 21 cm. Bibliogr. - ISBN 2-905861-05-3 / cote 302 VIV (REU)

Ile de La Réunion : paysages et identité / Yves Colette. - Saint-André (305, rue de la Communauté, 97440) : Océan éd., 2001. - 109 p.-[16] p. de pl. : ill., couv. ; 24 cm. - (Détente, ISSN 1152-0752).ISBN 2-907064-46-0 (br.) / cote 304.2 COL (REU)

Colloque mobilité culture, développement : actes / du colloque [organisé par le] Conseil de la culture de l'éducation et de l'environnement, les 9 et 10 octobre 1996 au Parc des Expositions de Saint-Denis /. - [Saint-Denis] : CCEE, [1998?]. - 237 p. : couv. ill. en coul. ; 30 cm / cote 304.8 COL (REU)

Essai sur l'identité créole à l'île de La Réunion / Bernard Biros. - 1979. - 188 p. ; 29 cm / cote 306 BIR (THE)

Aux origines de l'identité réunionnaise / Sonia Chane-Kune. - Paris : Ed. L'Harmattan, 1993. - 206 p. : couv. ill. ; 22 cm. Bibliogr. - ISBN 2-7384-1885-6 cote 306 CHA (REU)

De l'aliénation à la prise de conscience : itinéraires de l'identité des migrants réunionnais en métropole / Isabelle Taboada-Leonetti. - [S.l.] : [s.n.], 1975. - 183 p. ; 30 cm. Th. 3e cycle : Sociol. : Univ. Paris 4 : 1975 / cote 304.8 TAB THE

Formes-sens, identités / [sous la dir. de] Jean-Claude Carpanin Marimoutou et Daniel Baggioni ; [éd. par] l'URA 1041 du CNRS et la Faculté des lettres et sciences humaines de La Réunion. - Saint-Denis : Université de La Réunion, 1989. - 209 p. : ill., couv. ill. en coul. ; 21 cm./ ISBN 2-905861-04-5 / cote 401.9 FOR (REU)

CENTRE DE RESSOURCES VILLES & HAUTS

Rasine Kaf : sur les chemins de la mémoire / Rasine Kaf,2003 .- 247 p. 01GEN/94

Danyel Waro, fier bâtard (version française sous-titrée) / Imago Production,2002 K-01GEN/16

Vingt Décembre : le jour où La Réunion se souvient... / BESSIERE Philippe .- Harmattan,1999 .- 367 p. 01GEN/86

Le Vingt Décembre à La Réunion de 1981 à 1998 : la fête, le Kaf, et l'histoire - Volume II : entretiens / BESSIERE Philippe,1999Mémoire de DEA La Réunion, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines 01GEN/86

Le Vingt Décembre à La Réunion de 1981 à 1998 : la fête, le Kaf, et l'histoire - Volume I : texte (bibliographie, sources) / BESSIERE Philippe,1999 .- 125 p. Mémoire de DEA La Réunion, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines 01GEN/86

Rencontres Ville Réunion : Action culturelle et identité locale / Délégation Régionale Interministérielle à la Ville (Réunion),1998 .- 26 p. 09HAB/30

Identités, cultures et territoires / WIEVIORKA Michel, SAEZ Jean-Pierre .- Desclée de Brouwer,1995 .- 267 p.(Habiter 09GEN/3

Le quartier de la Chatoire (au Tampon) : approche d'un processus d'appropriation du territoire / PAYET-VENIN Reine-Marie,1994 .- 193 p. Mémoire de DEARéunion, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines 06AME/31

Impressions du pays d'abord : Terre-Sainte, un quartier de Saint-Pierre / Ville de Saint Pierre,1994 .- 79 p. 01GEN/58

Mémoires d'ailleurs, histoire d'ici / DAMOUR Jim .- Coproduction,1994 K-01GEN/4

Identité réunionnaise et politiques culturelles à La Réunion / SIGOYER Marie-Angèle (de),1993 .- 125Mémoire de DESSGrenoble : Université Pierre Mendès France, Institut d'études politiques 09GEN/5

Processus identitaires, situations de rupture et toxicomanie : approche psycho-sociale d'une population défavorisée de l'île de La Réunion / BOURDIL Anna,1991 .- 157 p. 03SOC/52

Ile de La Réunion : culture, identité et développement / Association réunionnaise de réalisations audiovisuelles, CREPS (Réunion) .- Coproduction,1989 K-01GEN/2

Dynamique socio-culturelle et récits de vie créoles réunionnais - Le syndrome de l'esclave : fiction ou réalité à La Réunion / POIRIER Jean, FUMA Sudel,1986 .- Mult. pag. 01GEN/4

La fréquentation des lieux culturels .- Etudes et synthèses de l'Observatoire départemental de La Réunion,2003 .- 77 p.

Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise, diversité culturelle et identité réunionnaise : manifestation de préfiguration, colloque des 18 et 19 décembre 2001 à l'Hôtel de La Région / Région Réunion,2002 .- 174 p. 09GEN/35

Culture : entre pouvoir et création ? .- Akoz espace public,2000 .- 12-43

Identités, cultures et territoires / WIEVIORKA Michel, SAEZ Jean-Pierre .- Desclée de Brouwer,1995 .- 267 p.(Habiter 09GEN/3

Les équipements culturels
5 - Propositions / Menighetti programmation Océan Indien,1993 .- 23Région Réunion 04SER/7

Les équipements culturels
4 - Diagnostic / Menighetti programmation Océan Indien,1993 .- 60Région Réunion 04SER/7

Les équipements culturels
3 - Les grands équipements / Menighetti programmation Océan Indien,1993 .- 42Région Réunion
04SER/7

Les équipements culturels
2- Recensement / Menighetti programmation Océan Indien,1993 .- 62Région Réunion 04SER/7

Les équipements culturels
1- Atlas / Menighetti programmation Océan Indien,1993 .- 19 p. Région Réunion 04SER/7

Identité réunionnaise et politiques culturelles à La Réunion / SIGOYER Marie-Angèle (de),1993 .- 125Mémoire de DESSGrenoble : Université Pierre Mendès France, IEP
09GEN/5

Allons bouger, la vie associative : un espoir pour demain / APR Audiovisuel .- Coproduction,1993 K-06SOC/2

La maison du volcan, muséum de la Fournaise / APR Audiovisuel .- SEM Stella Production,1992 K-05TOU/2

Le grand regard, Stella Matutina ; muséum agricole et industriel / APR Audiovisuel .- SEM Stella Production,1991 K-05TOU/1

Le grand Stella : Berceau de la revitalisation économique et culturelle d'une ancienne région sucrière. / BRUN Pierre, LE ROUX Jacques, FERRERE Marylène, SADOUD Françoise,1990 .- 139Aix-Marseille, IAR ; Réunion 03AME/25

UNIVERSITÉ DE LA REUNION

Identités réfléchies [Texte imprimé] : photographies contemporaines et perception-intellection des présences et du fait identitaire indiens à La Réunion / Christian Adam-de-Villiers ; sous la dir. de Bernard Chérubini (2002)

La question de l'ethnicité à l'île de La Réunion : vers un melting-pot ? / Lucette Labache (1996)

Colloque identité culture et développement. Saint-Denis, La Réunion (1989), Identité, culture et développement : actes du / Colloque organisé par le Comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement, Région-Réunion (1989)

Identité réunionnaise et politiques culturelles à La Réunion / Marie Angèle de Sigoyer ; sous la dir. de Mireille Pongy (1993)

MEDIATHEQUE BENOITE BOULARD

Vivre au pluriel : Production sociale des identités à l'île Maurice et à l'île de La Réunion / articles rassembles par, Jean-Luc Alber ; collab. Michel Watin. - St-Denis (Réunion) : Université de La Réunion, 1990.

Quelle culture pour La Réunion ?. 1983 FORUM DE BOURBON.Colloque / Forum de Bourbon (La Réunion). - s.n., 1983

Revue culturelle réunionnaise / Yves Drouhet ; Guy Agénor ; Jean Ozoux. - Cazal, 1977

Annuaire professionnel de La Réunion 2004 : cinéma - audiovisuel - multimédia / sous la dir. de Olivier Trécolle. - ADCAM, 2004

IRTS

Patrimoines, identités, revue - 226per 1999.4ell - Elliautou Jean-marie / Benoist Jean – 1999

Les pratiques culturelles des étudiants réunionnais, rapport - enquête 1997 - ODR.reunion / Loewenhaupt Claudine

Patrimoine culturel, patrimoine naturel, colloque du 12 et 13 décembre 1994, rapport - Lecat Jean-Philippe / Bady Jean-Pierre - 1995

Liste des documents remis par le CCEE

Réflexion sur la coopération régionale associative – CCEE – Répertoire - Février 2001

Rapport sur l'Etat de la Coopération Régionale – CCEE – Septembre 1998

Coopération régionale - La situation associative à Madagascar – CCEE – 2000

Colloque « Mobilité, culture, développement », avis du CCEE – CCEE – 9 et 10 octobre 1996

Colloque « Mobilité, culture, développement », actes du colloques – CCEE – 9 et 10 octobre 1996

Propozision Tangol pou ékri(r) le kréol rényoné – GRAFI 2001 : - KAY2 TANGOL n°1

XI^{ème} rencontres interrégionales des langues et cultures, actes – CCEE – 15 et 20 octobre 2001

Le deuxième forum francophone de l'éducation à l'environnement, Planet'ere / novembre 2001

Enseignement artistique : luxe ou nécessité / CCEE

La problématique de l'éducation à La Réunion : Assises de l'égalité sociale active et du développement / CCEE

La problématique du développement socio-éducatif à La Réunion , CCEE / juillet 2001

Pour un développement socio-éducatif à La Réunion / CCEE

L'Inde et La Réunion / Région Réunion CCEE / 1985

Proposition en vue de l'élaboration d'une politique régionale sportive, socio-éducative et culturelle à La Réunion, Région Réunion CCEE / juillet 1986

Loisirs et tourisme sportif de nature à La Réunion / CCEE / février 2004-09-21

Le paysage audiovisuel réunionnais / CCEE / octobre 2002

Rapport sur le paysage audiovisuel à La Réunion / CCEE / 1997

L'éducation populaire, les élus : construire ensemble / CCEE / samedi 21 septembre 2002.

Quelle éducation relative à l'environnement dans les îles du Sud- Ouest de l'Océan Indien ? / Région Réunion CCEE / 29 et 30 juin 2001

Etat généraux de la culture / CCEE / Travaux préparatoires/ Bilans

Les rencontres de la culture 2000 / CCEE / Horizons culturels : Le pari de La Réunion, 29 & 3à septembre 2000.

La problématique du développement culturel à La Réunion » / CCEE / Intervention du CCEE de La Réunion, présentée par D. Carrère, 26- 28 septembre 1996

BIBLIOGRAPHIE UTILISEE

Pour une connaissance de La Réunion / BENOIST Jean – Fondation pour la Recherche et le Développement dans l'Océan Indien (FRDOI) - Collection Documents et Recherche – 1977

Structure et changement de la société réunionnaise / BENOIST Jean - Fondation pour la Recherche et le Développement dans l'Océan Indien (FRDOI)- Collection Documents et Recherche – 1975

Musique traditionnelle de La Réunion / LA SELVE Jean Pierre - Fondation pour la Recherche et le Développement dans l'Océan Indien (FRDOI) - Collection Documents et Recherche – 1984

Ile à peur : la peur redoutée ou récupérée à La Réunion des origines à nos jours / EVE Prosper – Océan Edition - 1992

Les parcs nationaux : une référence pour la France, une chance pour ses territoires / GIRAN Jean Pierre – Rapport du Député du Var au Premier Ministre - 2003

Ile de La Réunion 1920 – 1970 / Ouvrage Collectif – Azalées Editions – Page d'histoire réunionnaise, Mémoire et Témoignages

RESSOURCE DOCUMENTAIRE

REVUE: PLAN D' AMENAGEMENT DES HAUTS: "LA LETTRE DES HAUTS"

- ✓ MAFATE, UN PROJET POUR UN TERRITOIRE
  N° 3 DE DECEMBRE 1999

- ✓ UNE APPROCHE TERRITORIALE PRIVILEGIEE (CONTRAT DE PLAN 2000/2006)
  N° 4 DE AVRIL 2000

- ✓ L'OPARCAT, A L'HEURE DU BILAN
  N° 5 DE OCTOBRE 2000

- ✓ TOURISME REUNIONNAIS: LE ROLE ESSENTIEL DES HAUTS
  N° 6 DE FEVRIER 2001

- ✓ LE GERANIUM: INNOVATIONS AUTOUR D'UN PATRIMOINE
  N° 7 DE JUIN 2001

- ✓ LE DEVELOPPEMENT DE MICRO PROJETS EN ZONE RURALE
  N° 8 DE AOUT 2001

- ✓ DES VACANCES A VALEUR AJOUTEE
  N° 9 DE OCTOBRE 2001

- ✓ MAISON DES SERVICES PUBLICS DE MAFATE :
  L'ADMINISTRATION PLUS PROCHE DES HABITANTS
  N° 10 DE DECEMBRE 2001

- ✓ CILAOS: DE L'OGAF A UN PROJET DE CTE
  N° 11 DE AVRIL 2002

- ✓ LE VTT DANS LES HAUTS
  N° 12 DE SEPTEMBRE 2002

- ✓ L'ELEVAGE BOVIN DANS LES HAUTS: UN DYNAMISME REMARQUABLE
  N° 13 DE DECEMBRE 2002

- ✓ GRAND BASSIN, LE REGAIN?
  N° 15 DE MARS 2003

- ✓ UNE AGRICULTURE DURABLE, FIABLE ET RENTABLE ?
  N° 16 DE JUILLET 2003

- ✓ ASSURER LA PROTECTION DES HABITANTS ET DES BIENS DANS LES HAUTS: GRAND ILET EN EXEMPLE
  N° 17 DE NOVEMBRE 2003

- ✓ VALORISER LE PATRIMOINE DES HAUTS, LES CIRCUITS DE DECOUVERTE DES VILLAGES CREOLES
  N° 18 DE DECEMBRE 2003

- ✓ LE TOURISME EQUESTRE DANS LES HAUTS: UN DEVELOPPEMENT AU GRAND GALOP

N° 19 DE MARS 2004

Liste des fonds locaux dans les Bibliothèques Municipales[113]

VILLE	OUVRAGES	Nombre
PETITE ILE	Histoire	~ 100 / 150
	Cuisine créole	
	Jardin	
	Tourisme	
	Romans	
	Biographies	
	Memorial	
	Guides Touristique	
LA PLAINE DES PALMISTES	Romans adultes & enfants	~ 1 000
	Documentaires	
	Bandes Dessinés	
	Contes	
	Cuisine créole	
	Jardin	
	Biographies	
LE PORT	Poésies	~ 1 000
	Documentaires	
	Biographies	
	Musique	
	Romans	
	Contes	
CILAOS	Histoire Géographie	~ 100
	Romans	
	Contes	
	Bandes Dessinés	
	Biographies	
	Romans	
ENTRE DEUX	Documentaires	~ 700
	Contes	
	Biographies	
	Cuisine créole	
	Jardin	
	Architecture	
	CD Audio / Vidéo	
SAINT PIERRE	Contes / Romans	~ 3500
	Poésies	
	Documentaires	
	Cuisine créole	
	Biographies	

VILLE	OUVRAGES	Nombre
BRAS PANON	Contes	~ 200
	Poésies	
	Romans	
	Guides Touristique	
	Bandes Dessinés	
	Documentaires	
SAINTE MARIE	Histoire	?
	Romans	
	Témoignages	
	Biographies	
	Poésies	
	Documentaires	
SAINT JOSEPH	Albums	~ 70
	Contes	
	Romans	
	Documentaires	
	Cuisine créole	
	Histoire	
	Géographie	
SAINT LEU	Romans	~ 800
	Contes	
	Bandes Dessinés	
	CD Audio	
	Documentaires	
	Albums	
	Histoire	
	Géographie	
SAINT LOUIS	Romans	entre 500 / 1 000
	Bandes Dessinés	
	Contes	
	Biographies	
	Documentaires	
SAINT PHILIPPE	Contes	~ 100
	Romans	
	Bandes Dessinés	
	Poésies	
	Documentaires	
BOIS DE NEFLES - SAINT PAUL -	Bandes Dessinés	~ 50
	Contes	
	Géographie	

[113] A ce jour, nous n'avons pu joindre les bibliothèques des municipalités suivantes : Etang Salé, La Possession, Le Tampon

Association Réunionnaise d'Education Populaire
SIDR Front de Mer – Bât. G – BP 103
97453 ST PIERRE Cédex
Tél : 02.62 25.03.85 **Fax :** 02.62 35.57.09
E mail : arep. siege-social@wanadoo.fr

Diagnostic pour une stratégie culturelle du Parc National des Hauts de La Réunion

Les sites 'zoom', rencontres avec la population

Rapport de la Deuxième Phase

AREP Antenne Nord : 21, rue Juliette Dodu
BP 726 - 97474 SAINT-DENIS Cédex
Tél : 02.62 21.91.20 **Fax :** 02.62 21.12.49 **E.mail :** arep4@wanadoo.fr

SOMMAIRE

I. Introduction 3

I.1. Le contexte et les objectifs de la Phase 2 du diagnostic 3

I.2. La méthodologie 4

II. La conduite de la phase 2 7

II.1. Le champ et la mise en œuvre 7

II.2. Les savoirs et réalités en termes de patrimoine culturel 12

I. INTRODUCTION

I.1. Le contexte et les objectifs de la Phase 2 du diagnostic

✖ La prise en compte des valeurs culturelles dans la représentation du Patrimoine

L'expression des valeurs sur lesquelles nous fondons nos comportements, y compris dans la sphère délimitée un peu arbitrairement au « professionnel », est loin d'être universelle, ni même uniforme sur un espace, aussi insulaire soit-il. Les questions d'appartenance à une communauté, de dignité, d'oralité ou d'accès à la parole, de rapport à l'écrit, de légitimité sont à interpréter en fonction des individus et des sites où nous nous les posons, où nous devrions les poser.

La prise en compte de ces questions ne renvoie pas uniquement aux nécessaires efforts de connaissance de la culture qui nous a été présentée, ni seulement à une compréhension des éléments constituant un « patrimoine culturel » pour les personnes rencontrées… Elle nous interroge également sur nos capacités à métisser les réflexions et objectifs de ce diagnostic en intégrant, dans un projet global et cohérent, des personnes qui elles-mêmes partagent plusieurs patrimoines et cultures.

A partir de ce qu'ils considèrent comme leur patrimoine, il s'agit de présenter comment nos interlocuteurs de cette seconde phase, en tant que membres d'une société, ont été capables d'inventer des dispositifs de mise en commun culturelle des éléments de patrimoine et des spécificités (géographiques ou autres) qu'il nous reviendra de décrire, le plus souvent avec leurs mots.

✖ Le contexte, un autre élément de description de la diversité dans l'unité

L'environnement dans lequel se situe la mise en place du Parc National est constitué de différents contextes. La situation géographique, économique et politique de La Réunion a décidé - pour une part - de la pertinence du projet ainsi que de sa forme institutionnelle, globale et de structures, pour le préparer et le conduire. La qualité des ressources humaines et des référents locaux guideront - pour une autre part - le cheminement et le rythme du processus.

Les éléments constitutifs du patrimoine et de la culture, de même que les pratiques locales, devront être considérés étroitement à partir du diagnostic préalable, voire d'autres études ou processus d'animation proposés, afin que soit au mieux prise en compte la dimension culturelle.

Celle-ci, bien qu'influant minoritairement sur les réglementations et les procédures, est déterminante pour l'appropriation des modes de gestion et d'organisation et pour l'adhésion au projet Parc National lui-même.

Les formes d'organisation issues de traditions ou de pratiques locales n'étant pas toujours en phase avec les projets de plus grande échelle, notre diagnostic – à la fois porte parole des individus et photographe du territoire – vise à réduire les écarts et à faciliter la compréhension mutuelle.

Les groupes sociaux possèdent des références identitaires fortes (territoire, métier, ethnie, religion,…) qui ne sont pas spontanément acquises – y compris pour les ressortissants du même territoire – et qui doivent être cultivées de façon volontariste lors de la mise en perspective avec le projet commun.

L'identité collective Réunionnaise s'est construite à travers des évènements, des symboles, et continue à se construire. L'attachement à un patrimoine, à un ensemble de valeurs, à un objectif commun doit être affirmé et exprimé pour pouvoir être partagé.

× L'appropriation et l'intégration du diagnostic dans son milieu

En ce qui concerne notre travail de diagnostic, et en lien avec les éléments précédemment posés, nous relevons la nécessité d'adapter sa méthodologie aux réalités des différents secteurs étudiés.

L'intégration du diagnostic aux formes réelles et vécues d'organisation et de structuration des personnes sur les sites sera le meilleur garant de la participation des individus au diagnostic et un gage d'appropriation des constats et préconisations.

Ces derniers ayant été partagés tout au long du processus et la méthodologie se positionnant comme conformes à la démarche de réflexion conjointe, aux compétences et à la finalité de l'étude (cf. infra « quatre réalités ont influé lors de la mise en œuvre de la méthodologie »).

I.2. La méthodologie

× Deux constats à la base de la méthodologie

Le travail de capitalisation des savoirs et connaissances du « patrimoine culturel » des personnes ressources locales rencontrées sur les sites zoom repose sur :

1) La nécessité d'arriver à des points de vue d'acteurs

- ➢ et si possible à des regards croisés entre acteurs
- ➢ qui soient articulés autour de notre thématique
- ➢ et de chaque zone géographique

2) La complexité de la notion de patrimoine culturel

- ➢ sujet à la croisée de nombreux parcours ou ressentis personnels comme collectifs
- ➢ dont la perception et l'appréhension varient pour les individus
- ➢ en fonction de leurs activités, de leurs âges, de leurs champs de compétences, de leurs modes et lieux de vie, de leurs intérêts…

× Trois orientations structure

Les deux constats sus-mentionnés ont conduit aux choix méthodologiques suivants :

	➢ pour permettre un éclairage des sites zoom tels qu'ils se présentent, ou nous sont présentés dans la littérature existante
1) Réaliser un travail d'observation sur le terrain objectivé, ainsi qu'un répertoire documentaire	➢ au travers, d'une part, d'une illustration de territoire particulière - conçue dans le cadre du diagnostic pour chacun des sites ➢ et, d'autre part, des ressources bibliographiques les plus directement accessibles pour chaque zone géographique considérée
2) Faire émerger et organiser, dans un cadre d'analyse précis, les savoirs existants sur le patrimoine culturel	➢ faire valider, par nos interlocuteurs, tant les éléments obtenus comme expression de ce patrimoine ➢ que les facteurs à considérer pour la phase de recommandations
3) Aménager des temps d'écoute ou d'échanges de points de vue	➢ de manière efficace et efficiente ➢ en tenant compte des délais impartis à la seconde phase ➢ ainsi que des spécificités de chacun des 8 sites

× Quatre réalités ont influé lors de la mise en œuvre de la méthodologie

Au vue des domaines de compétence respectifs des structures du comité de pilotage, et en raison de l'importance d'une rigueur méthodologique et d'une fidélité dans le recueil et la transcription des données obtenues, nous avons privilégié les orientations ci-après :

1) La présentation cartographique menée en démarrage de l'étude nous parait devoir faire l'objet d'une mission à part entière par un organisme spécialisé, lequel disposerait d'éléments significatifs du diagnostic.	➢ des travaux conséquents (Direction Régionale des Affaires Culturelles, Mission Parc,…) ont déjà été réalisés et sont des outils de lecture des territoires et de leurs composants. ➢ il s'agira en phase 3 de proposer des clés d'entrées cartographiques directement en lien avec les missions du Parc National et les perspectives dégagées par le diagnostic et ses acteurs
2) La présentation du 'patrimoine culturel lié au Volcan' a été conduite sous la forme d'une analyse de la relation « Homme – Volcan »	➢ Homme et Volcan en contact physique ➢ Homme et Volcan par l'entrée scientifique ➢ Homme et Volcan via l'aspect symbolique ➢ Homme et Volcan dans l'horizon médiatique ➢ Homme et Volcan pour une création artistique

➢ les savoirs à recueillir sont intimement liés à des pratiques sociales, on ne peut en avoir une vision figée, et ils ne prennent sens que dans une dynamique de changement et d'évolution sociale permanente

3) La relation à créer avec les interlocuteurs est primordiale

➢ de sa qualité, du climat de confiance et de sa construction dans le temps vont dépendre le niveau d'intimité des contenus et les effets de mobilisation ultérieurs

➢ malgré un nombre important de personnes rencontrées, nous avons donc tenu à privilégier la densité des échanges à la multiplication des interlocuteurs.

➢ il existe des enjeux pour toute étude et projet en réflexion autour des différents processus de communication et de mise en relation

4) A travers le filtre culturel, on touche tout un système social, économique, politique, de valeurs, d'organisation, de représentation et de dialogue

➢ suite aux observations de terrain et entretiens individuels, nous avons donc choisi de limiter la composition de groupes de parole aux sites sur lesquels elle était cohérente et efficiente

➢ lesdits groupes étant parfois homogènes ou plus hétérogènes selon les cas, ce qui sera décrit dans la méthodologie déclinée par site

II. LA CONDUITE DE LA PHASE 2

II.1. Le champ et la mise en œuvre

⁎ Huit sites zoom retenus

Les différents sites étudiés ont été validés en comité de pilotage à savoir :

- L'Entre- Deux,
- Trois Bassins,
- La Plaine des Palmistes,
- Les Hauts de Sainte Marie,
- Les trois Cirques (Mafate, Cilaos et Salazie),
- ainsi qu'une zone « Volcan » entre Saint Philippe, Sainte Rose et la Plaine des Cafres.

Ces sites ont été choisis pour recueillir les points de vue des acteurs et parce qu'ils semblaient à même de refléter la diversité des situations et des contextes entre Sud, Ouest, Est et Nord.

⁎ La mise en œuvre du diagnostic sur les sites

La méthodologie de recueil des éléments sur les sites zoom s'est déroulée par trois modes : l'observation, les entretiens individuels[1] et les groupes de parole collectifs. Elle sera détaillée pour chaque site, ayant été nécessairement à la fois adaptée à ses personnes ressources ou acteurs locaux et ajustée à sa physionomie. Dans le recueil des données, quel qu'en soit le mode, ont influé :

- **l'historique de relations entre acteurs**,

- **l'hétérogénéité des profils** : *« entendre vraiment des points de vue différents suppose que cette réunion de groupe soit précédée d'autres en ateliers, dans des groupes homogènes qui auraient la même capacité de perception et d'appréhension de la culture pour préparer une issue utile au diagnostic »*.

- **la lassitude par rapport aux études et autres diagnostics** « *dont on ne revoit jamais les auteurs qui ne nous présentent même pas le produit que l'on a contribué à réaliser, voire qui prennent à leur propre compte nos initiatives et les mettent même parfois en œuvre puisqu'ils sont mieux placés pour le faire*»,

- **la crainte** relative « *aux diverses commandes successives qui demandent une mise à disposition d'énergie et de savoirs malmenés et gaspillés sans jamais en voir le retour* »,

- **l'expérience** « *de ces traquenards, qui ne tiennent pas compte des réalités du terrain mais de leurs propres échéances ou enjeux* »,

- **la perception** « *le niveau très inégal de conscience, de connaissance et de savoirs des habitants des sites* » qui pour être comparés demandent à être analysé en plusieurs temps.

[1] Méthode la plus usitée, permettant de mener des « investigations » en profondeur et d'acquérir des informations souvent difficilement accessibles par d'autres moyens, les entretiens individuels nécessitent un temps conséquent, ceci d'autant plus qu'une fois retranscrits, nous les avons systématiquement fait validés par nos interlocuteurs.

En effet, sur certains territoires – et surtout sur Mafate – cette méfiance est doublée d'un sentiment quasi-général d'exaspération : *« des études, encore des études, toujours des études, mais après qu'est-ce qu'on en fait ?* ». Ils ne comptent plus le nombre de gens qui viennent faire des études sur Mafate, un sur les déchets, un sur le patrimoine, un sur l'habitat et bien d'autres thèmes encore. Ils ne savent même pas toujours qui fait quoi, pourquoi….

Beaucoup de gens ne souhaitent plus être sollicités ou s'impliquer sur des études ou travaux qui n'aboutissent pas, dont un beau jour ils n'entendent plus du tout parler. Cela a été un obstacle récurrent sur des territoires comme Mafate, où nous n'avons pu rencontrer certaines personnes pourtant incontournables pour la seule raison qu'ils ne veulent plus entendre parler de toutes ces études pour elles, sans suite.

Là aussi il est indiscutable que pour la crédibilité du dispositif Parc National et de l'ensemble de ses acteurs, il faudra bien se démarquer de ce constat en étant à l'écoute des projets autant que des informations… qui là aussi demande un travail spécifique, pour lequel le temps nécessaire serait prévu et utilisé de sorte que la confiance puisse être correctement établie avec les habitants dès le départ.

Aussi, dans le rendu sur les sites zoom, nous avons privilégié la rencontre humaine tout en respectant les personnes, leurs intimités, leurs volontés, parfois, de ne pas s'afficher, et cela même au risque de « perdre » les illustrations - photos et vidéo – des propos recueillis. Ce qui nous semble en effet indispensable pour la crédibilité des futurs intervenants et au regard du temps limité que nous avons eu pour établir une réelle relation de confiance avec les personnes rencontrées.

✖ L'observation terrain[2] a le plus souvent été scindée en deux temps.

Celui d'une immersion dans cet espace - observation objectivée du territoire - et celui d'une découverte du territoire par les dires des personnes ou leur accompagnement – observation guidée mais non subjectivée.

La seconde observation, guidée par ceux qui vivent ou qui se sont impliqués sur les aspects historiques, économiques, et patrimoniaux des sites, ainsi que par la prise de connaissance des informations disponibles (structures d'accueil, institutions, ouvrages) a apporté bon nombre d'éléments significatifs reliés au patrimoine des sites.

Toutefois, comme évoqué dans les réalités qui ont orienté la mise en œuvre de la phase 2 du diagnostic, il nous est apparu que la réalisation de cartographies articulées sur

[2] **Rappel de la méthodologie d'observation directe**. La méthodologie d'observation sur le terrain est intéressante en ce qu'elle permet à l'enquêteur d'appréhender par lui-même, sans la médiation du discours, un certain nombre de réalités, et de croiser ainsi les discours recueillis par l'analyse des pratiques réelles. Dans un second temps, la possibilité de relancer l'interviewé à partir des éléments observés permet aussi qu'il s'exprime à propos de pratiques ou de faits très quotidiens ou très incorporés, qui n'auraient pas pu être abordés sans le support de l'observation en situation concrète. Enfin, l'observation permet également de compléter l'information obtenue par l'entretien ou l'animation de groupe par un discours plus informel. L'observation directe se déroule lors des visites de sites ou aménagements réalisés en accompagnement des personnes sur les lieux de leur vie ou activité, au cours de discussions sur le patrimoine culturel, le projet Parc et les pistes d'innovations à mettre en œuvre.

l'identification des éléments remarquables du patrimoine culturel réunionnais par territoire n'aurait de réelle pertinence que si elle est basée sur la compilation de données complètes.

Sur chaque territoire, il aurait fallu par exemple se ménager suffisamment de temps pour rencontrer l'ensemble des personnes qui travaillent tel ou tel matériau, en utilisant pour cela les structures auxquelles elles peuvent être rattachées (Chambre des Métiers, Association telles que Arts et Tradition, Association des Petits métiers pour l'Entre-Deux…) et les visites d'ateliers à domicile afin de toutes pouvoir les localiser sur une carte.

Dans le même esprit, il aurait été important, suite à une information préalable auprès de l'ensemble des habitants, de pouvoir prospecter toutes les familles ou personnes qui ont encore chez eux une petite kaz lontan en paille, ou des vieux outils… L'intégralité des pistes ressortant de cette étude seront présentées en phase 3.

Pour l'heure, parce que nous considérons la cartographie comme un outil intéressant, mais qui ne peut raisonnablement être utilisé avec pertinence dans le cadre imparti à la seconde phase de ce diagnostic. Nous avons donc choisi de ne pas en faire une utilisation insatisfaisante ou partielle…

Comme nous l'avons décrit, la stratégie retenue l'a été en fonction des contraintes endogènes ou exogènes de l'étude, des réalités du terrain et de l'objectif à atteindre dans cette deuxième phase à savoir : une entrée en lecture du territoire par la mise en éclairage de son patrimoine culturel et de ses éléments phares associés à une illustration spécifique conçue pour chacun des sites considérés.

Il pourra s'agir d'une présentation par fiches thématiques (histoire, architecture, cultures agricoles…), d'un document illustré de photographies, de portraits ou paroles d'habitants,…

× Les entretiens individuels[3] ont été réalisés selon un guide de questionnement précis mais ouvert[4], et enregistrés lorsque la personne en était d'accord, les bandes restant la propriété de notre interlocuteur.

Malgré la mobilisation de nos interlocuteurs dans cette seconde phase, il demeure pour autant, indéniable que là encore, il serait important d'aménager les délais nécessaires pour rencontrer sinon l'ensemble des gens, du moins l'ensemble des personnes qui pourraient avoir un intérêt à participer à cette étude une fois la prise de connaissance établie et l'obstacle de la méfiance franchi.

Or, pour réussir à créer les conditions de la participation, le niveau d'informations et d'échanges préalables doit être conséquent, ciblés sur les différents groupes constitutifs de la population, déposés au cœur même des lieux de vie ou de rencontre et adaptés en termes de

[3] Cf. personnes rencontrées dans le cadre de la phase 2

[4] **Rappel de la méthodologie liée aux entretiens individuels**. Les entretiens, qualitatifs et semi-directifs, sont réalisés à partir d'un guide de questions pensées a priori en fonction de l'interlocuteur et de son positionnement. Ce guide ne constitue toutefois qu'une trame souple, et l'entretien est mené de façon à respecter la dynamique de pensée de l'interviewé, en privilégiant les questions de « relance » à partir de ses propos. Par ailleurs, notre guide, s'il a conserver une trame permettant la mise en lien des informations obtenues, a évolué au fur et à mesure de la progression des connaissances acquises.

communication (langue, vocabulaire, manière d'aborder les sujets les plus sensibles en étant dans la construction d'un possible futur les prenant en considération…).

Ce qui demande une connaissance profonde du territoire, et au delà des leviers suscités, du temps pour mettre en adéquation une évolution des pratiques et des mentalités en accord avec des règles nouvelles, qui soient adaptées à l'environnement et la culture dans lesquels elles vont être appliquées.

Très concrètement, il existe tout un pan de la culture réunionnaise qui se heurte de plein fouet à des interdictions ou restrictions légales ou réglementaires. La rapidité de l'évolution dans la prise en compte de ces pratiques traditionnelles par le législateur a rendu très complexe sa compréhension et son appropriation pour une bonne part de la population, ce qui a provoqué chez certaines personnes un comportement de méfiance généralisée envers tout ce qui peut être rattaché à une autorité publique, souvent par peur de 'représailles'.

Par exemple, des thèmes chers à la culture créole comme la tisanerie, ne sont abordés par nos interlocuteurs que très superficiellement, dans des termes assez vagues.

Il est évident que pour avoir une connaissance de fonds de la pratique de la tisanerie aujourd'hui, il faudrait, d'une part, suffisamment de temps pour apprendre à connaître et à se connaître, car la confiance est là un préalable incontournable ; d'autre part, il faudrait entrer, avec les tisaneurs en l'occurrence, dans une logique non plus simplement de recueil d'informations, mais de construction commune d'un espace de vie de cette tradition, espace de vie qui prenne tout à la fois en considération les problèmes posés par le prélèvement anarchique et irraisonné des plantes, et le fait que la tisanerie soit, au-delà d'un simple remède, tout un art de vivre précisément en communion avec cette nature que l'on veut préserver, et qui en tant que tel mérite légitimement de se pérenniser au fil des générations.

Il y a fort à croire que sans une telle logique les véritables tisaneurs de La Réunion resteront inaccessibles et réfractaires à tout échange : qu'auraient-ils à y gagner, si ce n'est de prendre le risque d'être trop clairement identifiés ?

Nous avons pris la tisanerie comme illustration de ce problème de méfiance de certaines personnes, mais c'est également valable pour d'autres pratiques tout autant ancrées dans le patrimoine culturel des gens : certaines croyances rattachées à « de la sorcellerie », la tradition de tuer le cochon, l'élevage des boeufs péi, la fabrication traditionnelle du vin de Cilaos….

Les gens n'en parleront pas juste pour en parler, il faut que cela serve à faire évoluer les choses dans le sens d'une harmonisation entre réglementation et tradition : ni tout l'un, ni tout l'autre, mais un compromis construit en groupe et qui puisse satisfaire l'ensemble des points de vue…

✖ Des entretiens collectifs[5] ont été organisés, qui ont suivi un schéma commun d'animation.

Le nombre des personnes y participant sur les sites de Mafate, Cilaos, l'Entre Deux, Trois Bassins et la Plaine des Palmistes a varié de trois à onze.

Ceci qui influe, certes, sur le nombre de voix qui se sont exprimées de manière concomitante sur le sujet, et donc l'effet dynamique immédiat, mais non sur la quantité et la qualité des informations recueillies auprès de chaque individu ni sur les effets mobilisateurs indirects difficilement qualifiables ou quantifiables.

Nous constatons que le patrimoine culturel, lorsqu'il est abordé collectivement, ne peut être déconnecté du quotidien des personnes et des relations sociales, économiques ou politiques existantes.

Ainsi, certains obstacles se sont posés à l'organisation de réunions. Les personnes que nous souhaitions réunir étaient bien souvent difficilement disponibles toutes en même temps, ce qui fait que plusieurs tentatives de réunions ont finalement été reportées à des échéances dépassant celle de cette phase du diagnostic, ou ont échouées.

D'une part, les personnes pressenties pour participer aux réunions ont parfois des différends entre elles, ce qu'il n'est pas toujours évident de présumer ou de vérifier au préalable. Il est donc parfois délicat d'organiser des réunions, selon la sensibilité des personnes, les intérêts d'acteurs et autres…

Tenter à tout prix d'atteindre un objectif d'une réunion pour chaque site, ou d'un nombre maximum de participants pour chaque réunion, nous est dès lors apparu réalisable mais sans doute moins porteur.

D'une part, dans le temps qui nous était imparti, il était plus intéressant d'amorcer la création des conditions d'une participation durable, et ce même majoritairement individuelle.

D'autre part, constituée dans l'urgence, cette participation eut été moins durablement mobilisatrice et incitative - à moyen ou long terme - pour le projet Parc National qui trouvera des voies d'échanges d'expressions favorisées, qu'elles soient initiées lors la phase 3 de cette étude[6] ou plus tard.

---

[5] **Rappel de la méthodologie liée aux entretiens de groupe**. Il était envisagé de proposer, sur chacun des sites zoom, de susciter une rencontre avec les différents acteurs impliqués afin de permettre une réflexion de groupe (animations de groupe ou entretiens collectifs). Ce type de méthodologie est pertinent pour créer une dynamique participative, il suscite et facilite la capacité créative des personnes pour imaginer des pistes de progrès dans les actions.
En revanche, selon les contextes, il ne permet pas la mise à jour d'opinions trop personnelles ou impliquées vu le poids de la norme de groupe, il peut conduire à des « clash » entre interlocuteurs opposés de longue date, il peut s'avérer pénalisant en termes d'expression ou d'accès à la parole de certains participants en regard des autres, et enfin certains des thèmes abordés (croyances, tisanerie…) restent souvent encore « classés secrets défense » soit parce qu'ils touchent à l'intimité des personnes et leur organisation en société, soit parce que les aborder ne paraît pas dénué « de risque » pour les interlocuteurs (notamment dans un cadre collectif qui favorise, c'est selon, que tout le monde parle, ou tout le monde se taise).

[6] Sur les sites des Hauts de Sainte Marie, Salazie (et cela reste à voir pour le groupe Volcan), des réunions collectives pourraient être organisées en phase 3 de l'étude puisque les personnes rencontrées en phase deux étaient volontaires? pour y participer ensemble mais non toutes disponibles en même temps avant la fin du mois de janvier.

Cela en ayant pu respecter les rythmes d'entrée en relation des personnes, leurs capacités de dialogue avec l'extérieur comme avec les autres personnes du site (en tenant compte des niveaux de rencontres, préexistants ou à entamer, entre les participants). Alors que nous avions fait le pari de parvenir à faire échanger des personnes de statut et profil différents mais dont le lien était l'appartenance à un territoire, ceci s'est avéré parfois compliqué voire impossible selon les sites.

Dès lors, pour ces trois modes de recueil de données utilisés, et pour reprendre l'idée précédemment évoquée, les considérations liées à la méfiance font que l'on ne peut rencontrer toutes les personnes voulues en peu de temps. Beaucoup de gens ont besoin de connaître la personne à qui ils vont ouvrir une porte de leur intimité, de leur 'fonnkèr'… et nous tenons à remercier sincèrement chacune des personnes rencontrées pour la confiance et les moments de partage qu'elles nous ont accordé.

Nous ne sommes pas légitimes pour faire, dans cette étude, un choix concernant une graphie créole formelle plutôt qu'une autre. Ainsi, nous avons privilégié le respect des messages confiés par nos interlocuteurs et la transcription la plus fidèle possible des expressions orales entendues.

II.2. Les savoirs et réalités en termes de patrimoine culturel

✖ L'entrée en lecture du patrimoine

Nous avons privilégié la finalité de ce diagnostic tant dans la réalisation que dans la présentation de notre document.

Il s'est agit de savoir constituer un outil à travers « une vision patrimoine » pour que cela devienne utilisable pour les responsables de structures associés à cette recherche et aux différents acteurs de terrain (acteurs culturels, associations, population, puis l'ensemble) afin de les impliquer dans un travail de « réel inventaire » (inventaire du réel tel qu'il ressort des éléments objectifs de bibliographie ou de vie des personnes).

Si la formulation des éléments recueillis sur chacun des sites suivra une déclinaison lui étant propre et fonction de sa nature ou de son caractère, nous aborderons chacun des secteurs sous deux angles.

- **Le premier concerne une présentation du patrimoine culturel spécifique.**
- **Le second présente une synthèse des principaux éléments remarquables et d'analyses qui ouvriront la voie aux recommandations (mise en exergue des potentiels d'actions liés au patrimoine culturel en vue de tester leur côté opérationnel aux travers d'initiatives proposées par les acteurs).**

Il est important de souligner que les chapitres de ce rapport de phase 2 que constituent les dossiers par sites sont différents les uns des autres. Evidemment différents puisque chaque site, quand bien même faisant partie de cette entité que sont les Hauts de la Réunion, en démontrent au quotidien la pluralité, quand bien même celle-ci s'avèrent rattachée à un patrimoine collectif.

Chaque chapitre sera donc différent tant en volume qu'en contenu et mise en éclairage ce qui témoigne si besoin était de la diversité des identités, illustrées par les paroles et la matière que les habitants nous ont confiées.

Enfin, la diversité des identités se manifestant également au travers de chaque personne rencontrée, il est essentiel de souligner que dans une volonté de structuration des témoignages collectés et d'analyse des éléments lus, entendus, recueillis… il ressort des idées différentes mais organisées autour de thématiques ou problématiques communes, et donc presque parfois une harmonie de pensée qui est peut être à pondérer dans cette partie méthodologique.

Il y a autant de systèmes d'interprétations de ce qui constitue le patrimoine culturel que d'individus, ce qui s'exprime dans la variété des discours comme dans celle des stratégies individuelles (de préservation ou non des pratiques traditionnelles, de valorisation ou non du patrimoine, de prise en considération ou non d'une culture et d'une identité dans les actes quotidiens, familiaux, sociaux, professionnels)…

Ainsi, les éléments présentés dans ce document font état de ces différences, de ces spécificités, individuelles, de quartiers, d'îlets, d'âges, de points de vue masculins ou féminins,… mais également et surtout de cette mise en commun culturelle issue d'une mixité d'interprétations, et de cet attachement à un mode de vie, à un art de vivre, à une culture qui ont été ressentis au fil des divers entretiens.

✖ Bref panorama des éléments contenus par site

Hauts de Sainte Marie

- la présentation générale débute par l'histoire d'une commune, l'exploitation d'une terre, la force des origines dans le patrimoine, sa liaison à l'environnement et au cadre de vie avant d'aborder l'analyse des éléments constitutifs du patrimoine des Hauts de Sainte Marie ;
- la mise en éclairage reprend une approche socio-historique du quartier de Bois-Rouge mettant en évidence 'la vie lontan' et son patrimoine qui demeure actuel.

Trois Bassins

- la présentation générale retrace l'évolution du territoire de Trois Bassins, le portrait du quartier de Montvert, une vision du patrimoine par l'environnement, l'art de vivre et la culture pour une analyse de l'expression du patrimoine culturel de Trois Bassins par les habitants du quartier de Montvert ;
- la mise en éclairage comprend d'une part une illustration de l'art de vivre entre générations et d'autre part la culture vécue au quotidien au travers de la cuisine (avec deux exemples de préparation du Tang).

Plaine des Palmistes

- la présentation générale s'attache à l'histoire de la mise en valeur de la Plaine, à la terre comme triple culture (agricole, du travail et alimentaire), au patrimoine intime des kaz, des jardins et de l'espace public, aux ressources naturelles, au patrimoine artisanal et à une analyse globale ;
- la mise en éclairage résulte du regard d'un d'habitant sur la Plaine, illustré de paroles et de photographies.

Entre Deux

- la présentation générale abordera les points suivants qui retracent les facteurs marquants des hommes et du territoire : topologie et toponymie, esclavage et marronnage, café et histoire du partage foncier, architecture et les cases créoles, la religion dans son lien à la société, les savoir-faire et le langage… ;
- la mise en éclairage propose de suivre le circuit des kases kréoles de l'Entre-Deux.

Salazie

- la présentation générale de la construction du patrimoine culturel comprend l'histoire du cirque et des hommes, la réalité de Salazie comme terre d'héritage, les identités d'un cirque, le patrimoine immatériel et l'analyse du patrimoine culturel Salazien ;
- la mise en éclairage illustre la vannerie traditionnelle à Salazie.

Mafate

- la présentation générale reprend les éléments fondateurs du patrimoine : l'histoire du peuplement et du dépeuplement du Cirque, le rapport à la terre depuis la tradition agricole vivrière, en passant la propriété de la terre pour aboutir à l'appropriation de l'espace et enfin à une analyse par la présentation de l'art de vivre Mafatais ;
- la mise en éclairage présente une bibliographie des études, la plus complète possible, réalisées sur Mafate. La quantité et la fréquence de ces études nous étant apparues comme l'une des caractéristiques marquantes sur ce territoire.

Cilaos

- la présentation générale reprend les aspects patrimoniaux suivants : le marronnage, l'histoire de Cilaos ville thermale, le chemin des porteurs puis la route, la broderie de Cilaos, la tradition agricole au travers du vin et de la lentille, et l'analyse d'ensemble du patrimoine culturel ;
- la mise en éclairage présente le processus de fabrication traditionnelle du vin de Cilaos en empruntant la 'route des vins' autour des producteurs péi.

Volcan

- la présentation générale décline la relation Homme / Volcan depuis le tan du Volcan lontan, la gestion du Volcan par l'homme et de l'homme par le Volcan, le positionnement d'un Volcan entre perception et légende et l'analyse du patrimoine culturel Volcan ;
- la mise en éclairage reprend une communication proposant une analyse sur les rapports que peuvent entretenir les récits d'exploration de la Fournaise avec les contes littéraires destinés à la jeunesse à l'heure actuelle.

Association Réunionnaise d'Education Populaire
SIDR Front de Mer – Bât. G – BP 103
97453 ST PIERRE Cédex
Tél : 02.62 25.03.85 **Fax :** 02.62 35.57.09
E mail : arep. siege-social@wanadoo.fr

Cilaos

SOMMAIRE

I. METHODOLOGIE ET MISE EN ŒUVRE SUR CILAOS 3

II. LE MARRONNAGE 5

II. L'HISTOIRE DE CILAOS, VILLE THERMALE 9

III. DU CHEMIN DES PORTEURS A LA ROUTE AUX 420 VIRAGES 11

IV. LA BRODERIE DE CILAOS, SAVOIR-FAIRE ARTISTIQUE TRADITIONNEL 14

V. UN TERRITOIRE DE TRADITION AGRICOLE 16

V.1. La lentille de Cilaos : le gou peï oté !! 16

V.2. Le vin de Cilaos : la tradition qui rend fou 19

VI. ANALYSE DU PATRIMOINE CULTUREL DE CILAOS 21

ELEMENTS COMPLEMENTAIRES 25

- Annexe 1 : Bibliographie des ouvrages repérés
- Annexe 2 : Les personnes rencontrées
- Annexe 3 : Les structures mobilisées pour cette étude à Cilaos

MISE EN ECLAIRAGE

- LE PROCESSUS DE FABRICATION TRADITIONNELLE DU VIN DE CILAOS 32

I. METHODOLOGIE ET MISE EN ŒUVRE SUR CILAOS

Le Cirque de Cilaos, marqué par l'intense érosion qui en a fait un site exceptionnel, fut plus que les deux autres le théâtre de l'épopée des marrons.

Plus largement, il doit sa renommée aux sources d'eau chaude d'origine volcanique - connues semble-t-il des marrons qui y rattachaient nombre de croyances étranges les incitant à en rester éloignés, à l'épique aventure des déplacements (depuis ou vers le cirque) ainsi que de la construction de sa route - qui occupa huit années durant des hommes creusant des tunnels, franchissant des ravines avec de modestes outils, et à des productions artisanales ou agricoles dont la réputation n'est plus à faire.

Il peut apparaître difficile donc dans le cadre d'un diagnostic du patrimoine culturel de rester vierge de cette part d'histoire et de ces produits phares qui représentent le Cirque et ses hommes.

Néanmoins, en écoutant la parole des habitants, il n'apparaît pas non plus possible d'occulter ces aspects pour y substituer d'autres éléments de patrimoine moins attendus, plus novateurs. A partir de ces composants du patrimoine culturel, et d'autres formes concrètes ou plus intangibles de manifestation de la culture, c'est l'histoire vécue qui nous a été en partie confiée nous permettant de définir plus clairement les contours et les développements tant de l'Histoire que du patrimoine des hommes d'hier et d'aujourd'hui.

Dans la mise en œuvre de l'étude, la participation d'une personne originaire de Cilaos nous a permis de privilégier un type d'entretien intéressant : l'entretien de groupe autour de deux cellules familiales distinctes.

Le premier groupe fut rassemblé autour du doyen du Cirque de Cilaos et comprenait l'un de ses amis, sa fille et son petit fils (soit trois générations avec une touche féminine sur la génération intermédiaire), ainsi qu'un ami du petit fils (soit deux regards de jeunes hommes). Le second groupe s'est constitué autour de sa belle-mère, avec son fils, sa fille, la fille de cette dernière (soit trois générations avec une touche masculine sur la génération intermédiaire) et l'une de ses amies (soit deux regards de jeunes filles).

D'autre part, trois personnes nous ont accordé des entretiens individuels (deux femmes et un homme), et trois autres personnes ont constitué un groupe entièrement masculin lors d'une réunion.

Au total, ce sont 16 personnes qui se sont impliquées dans notre diagnostic sur Cilaos.

Enfin, pour nous permettre de réaliser la mise en éclairage 'le vin traditionnel de Cilaos', ce furent 26 personnes – producteurs du vin péi de Cilaos – qui se sont mobilisées pour nous permettre de comprendre et de présenter les aspects culturels et les savoirs techniques de la fabrication du vin à Cilaos.

La mise en éclairage, réalisée sur deux journées, a pu grâce au concours des producteurs s'effectuer sur les cinq zones principales de plantation des vignes et de fabrication artisanale du vin : à savoir Bras Sec, Cilaos, Matarum, Palmiste Rouge et Ilet à Corde.

Des trois Cirques formés au cours de l'histoire géologique de La Réunion, Cilaos est celui qui se situe le plus au Sud. D'une superficie de 8440 ha, sa population est d'environ 6200 habitants.

Trois ravines importantes parcourent le Cirque pour finalement se rejoindre et constituer le Bras de Cilaos : le Bras Rouge, le Bras de Saint-Paul et le Bras des Etangs. Le Bras de Cilaos est rejoint au niveau du Pavillon par le Petit Bras, qui prend sa source au Bonnet d'Evèque, le tout formant l'un des deux cours de la rivière Saint-Etienne.

Ces principaux cours d'eaux sont eux-mêmes constitués par de multiples ravines qui ont façonné au fil des siècles le relief intérieur de Cilaos, donnant ainsi naissance à de nombreux îlets qui ont été et sont aujourd'hui encore le support du peuplement et du développement du Cirque : l'Ilet du Plateau des Mares ou Ilet des Etangs, sur lequel a été construit le village principal de Cilaos (à 1214 m d'altitude), jouxté par les Ilets de Mare Sèche et du Brûlé Marron. Sur la partie occidentale du Cirque, on trouve entre autres les Ilets du Bras de Saint-Paul, l'Ilet à Cordes, l'Ilet des Salazes, l'Ilet de Bras Rouge, l'Ilet Fleurs Jaunes, l'Ilet des Orangers. Le côté oriental est lui composé de l'Ilet Bras Sec, de Palmiste Rouge, de l'Ilet Haut, l'Ilet Calebasse, l'Ilet du Pavillon, l'Ilet Peter Booth…

La situation géographique du Cirque par rapport au reste de l'île et les méandres du relief qui le constitue ont fait de Cilaos une terre de liberté privilégiée pour les esclaves marrons, les premiers à découvrir et à peupler le Cirque.

Plus tard, la découverte de sources thermales va impulser le développement de Cilaos et son ouverture au monde extérieur (notamment avec l'Ile Maurice), et ce malgré les difficultés importantes d'accès au Cirque jusqu'à une époque récente.

Ainsi, et aujourd'hui encore, l'histoire de Cilaos et l'intérêt qu'il a suscité ont été fortement imprégnés, guidés par ses caractéristiques naturelles, géographiques et géologiques : à travers le marronnage, l'essor de ce « village des sources », l'existence de traditions de productions agricoles spécifiques et, aujourd'hui, le développement d'un tourisme « vert », passionné de montagnes et de forêts, tout le rappelle : à Cilaos, la rencontre de l'homme et de la nature se fait dans une alchimie tout à fait particulière.

Les descriptions physiques du relief du Cirque sont d'ailleurs souvent fortement imprégnées de cette alchimie où homme et nature sont parfois fondus en une seule et même entité :
« Mamelons loupeux accrochés au flanc vertical, excavations en forme de coupe, se creusant en abîme dans la pente usée par une cascade ordinairement invisible, pitons et fossés, cavernes et pylônes, entonnoirs et cimiers, corniches et dais, pics et cratères, tourelles et culs-de-sac, promontoires gibbeux et escarpements réguliers, arêtes inflexibles et découpures sinueuses, arceaux cambrés et plateaux rectilignes, tout cela apparaissait, surgissait, frappait les regards et l'imagination si distinctement et avec tant de pénétration qu'on distinguait les moindres détails comme si on eût pu les toucher avec la main »[1].

II. LE MARRONNAGE

[1] Cf. *Cilaos Pittoresque et Thermal* A. G. GARSAULT, en préface de J. M. MAC-AULIFFE, réédition de l'édition originale de 1902, p. 18

Le Cirque de Cilaos, de même que le reste de l'intérieur de l'île, a été indéniablement découvert par les esclaves marrons qui fuyaient le système esclavagiste et trouvaient dans les montagnes bourbonnaises un lieu d'expression et de liberté.
Toutefois, le rôle qu'a pu joué Cilaos à l'époque du marronnage est assez unique, de par l'importance qu'il a revêtu dans l'organisation sociale et politique des esclaves marrons.

Cilaos a été habité par des marrons dès le début du XVIII^{ème} siècle, aux premiers jours du marronnage. Une carte de l'île élaborée par Feuilley en 1710 fait figurer les Trois Salazes, la Plaine des Cafres et la Plaine de Cilaos, ce qui atteste bien que Cilaos a été le premier des trois Cirques à être occupé par les marrons[2]. Cela semble logique dans la mesure où c'est le Cirque qui se trouve le plus éloigné des principaux quartiers alors habités par les colons.

Cilaos, d'après la tradition orale rapportée notamment par Eugène DAYOT, aurait même été la « capitale » du royaume des marrons, à l'époque de Bâle, alors chef du camp de la Plateforme de Cilaos, élu Roi des marrons après la mort de Pitre en 1748. D'autres marrons célèbres ont établi leurs camps dans le Cirque de Cilaos : Diampare, au Bonnet de Prêtre, Pyram près des gorges des trois Salazes, Matouté pour la caverne des trois Salazes, Maham également sur les Salazes, Phaonce (ou Faonce) vers le Grand Bénare…[3]. Et, bien sûr, le marron *Tsilaosa*, qui a donné son nom au Cirque, et qui en malgache revêt plusieurs significations : « là où ne vont pas les lâches » est peut-être la moins connue aujourd'hui, plus souvent on traduit par « l'endroit d'où on ne peut pas partir », « qu'on ne peut pas quitter ».

Le profond respect des esclaves marrons pour les traditions religieuses de leurs ancêtres abonde aussi en ce sens, puisque selon l'historien Prosper EVE, les marrons n'auraient pu investir la montagne réunionnaise sans respecter un cérémonial qui, s'il a bien eu lieu, n'a pu que se produire à Cilaos[4], comme le prouvent les nombreux vestiges cérémonieux et religieux découverts dans le Cirque. Ainsi, une chambre sépulcrale a été découverte avec de nombreux ossements au pied des Salazes.

L'importance du Cirque de Cilaos dans l'histoire du marronnage à La Réunion est aussi confirmée par les rapports des détachements de chasseurs, notamment ceux du tristement célèbre François Mussard, chef des détachements. Cilaos est la région de l'île où il a effectué le plus d'expéditions et de captures ; c'est d'ailleurs toujours en cherchant à surprendre les camps marrons situés vers Ilet à Cordes qu'il a entrepris de remonter la Rivière des Galets, découvrant ainsi sur son passage plusieurs chefs marrons (Mafat, Samson…). Les marrons établis dans le Sud, quant à eux, passaient par l'Ilet à Cordes, le Tapcal et le Petit Bénare pour se rendre sur Saint-Paul et piller les maisons des maîtres.

C'est en avril 1744[5] que Mussard décide d'explorer Cilaos pour en chasser les esclaves marrons. Lors de cette première expédition, il trouve un petit camp composé de six kaz, à l'endroit appelé aujourd'hui Ilet Haut. Il n'y trouve qu'une femme, qu'il tue alors qu'elle tente de s'enfuir.

[2] Cf. Ouvrage de PROSPER EVE « Les esclaves, la mer et la montagne » p. 332.
[3] Cf. Ouvrage de PROSPER EVE « Les esclaves, la mer et la montagne » p. 301 et suite.
[4] Cf. Ouvrage de PROSPER EVE « Les esclaves, la mer et la montagne » p. 335.
[5] Cf. *Cilaos Pittoresque et Thermal* A. G. GARSAULT, en préface de J. M. MAC-AULIFFE, réédition de l'édition originale de 1902, p. 62 et suite.

En octobre de la même année, il retourne dans les hauts de la rivière Saint-Etienne avec une dizaine d'hommes. Ils y trouvent un autre camp près de l'Ilet Apère, le camp de *Pitse* ou Camp-de-Puces, sur lequel il y a trois kaz et six « bitasyon » plantées en haricots, maïs, songes, patates. Là aussi, les marrons ont eu le temps de s'enfuir.
Il tentera par plusieurs expéditions entre 1744 et 1751 de gagner Ilet à Cordes par Mafate.

En octobre 1751, ils parviennent à gagner l'Ilet à Cordes. Là, ils tombent sur trois marrons, desquels ils apprennent avant leur mort l'existence de deux camps de l'autre côté de l'Ilet, dont un qui aurait été occupé par une cinquantaine de marrons. Le détachement s'y rend, et trouve un camp d'une trentaine de kaz dans certaines desquelles pouvaient loger trois ou quatre personnes ; là aussi les marrons sont absents du camp. L'autre camp, plus petit, est également fouillé par le détachement.

A plusieurs reprises, au cours de l'année 1752, Mussard retourne avec son détachement à l'Ilet à Cordes et au Tapcal. Il trouve à chaque fois de nouveaux campements, mais bien souvent les chiens donnent l'alerte et les marrons ont pour la plupart le temps de s'enfuir. Il passe par Mafate, tente de rejoindre le sentier du Maïdo pour atteindre l'Ilet à Cordes par le sentier du Petit Bénare. Il cherche alors à retrouver le Roi des marrons Laverdure, ce à quoi il parviendra au mois de décembre 1752, non pas à Cilaos, mais à l'Ilet Marron, au-dessus du Bras de la Plaine.

Il trouve en remontant dans le Cirque de Cilaos en février 1753 le camp du chef Simitave, qui peut accueillir 23 marrons. Il aurait apparemment arrêté d'autres chefs marrons comme Dianamoise, Manonga, une quinzaine de jours plus tard, sans doute sur le plateau qui a gardé le triste nom de Brûlé-Marrons.

Mais on ne peut pas se fonder uniquement sur les rapports des détachements de chasseurs pour retracer l'histoire du marronnage – à Cilaos comme ailleurs. Si ces rares documents sont d'une précieuse utilité, il ne faut absolument pas négliger le rôle de la tradition orale à La Réunion pour connaître son histoire. Ainsi, Mac-Auliffe aurait appris auprès d'un vieux gramoun de Cilaos l'histoire suivante de la prise de l'Ilet à Cordes : l'un des marrons qui se trouvait sur ce camp fut capturé par un détachement un jour qu'il allait ramasser du miel. Comme il était bien traité par son nouveau maître, il lui proposa d'accompagner le détachement jusqu'au camp des marrons, alors bien défendu. Pour cela, il profita de ce qu'il connaissait la date du mariage de la fille du chef du camp, et choisit de guider le détachement pour que l'attaque soit donnée ce jour-là, puisque évidemment l'Ilet serait alors moins bien défendu. C'est ainsi qu'il guida un détachement de 25 hommes, qui trouvèrent les marrons occupés à la fête et ne pouvant offrir aucune résistance à leur extermination.

C'est également par les récits qui se transmettent oralement, de père en fils, que Mac-Auliffe apprit comment s'était déroulée la prise de l'Ilet à Malheur situé en rive droite du Bras de Cilaos, au-dessus de la Rampe Ferrand[6].

[6] Cf. « Cilaos Pittoresque et Thermal » A. G. GARSAULT, en préface de J. M. MAC-AULIFFE, réédition de l'édition originale de 1902, p. 79.

En 1983, un habitant d'Ilet à Cordes, Elie Gonthier, montrera à des gendarmes un abri situé en contrebas de la route dans lequel il reste des ossements de deux esclaves marrons[7].
D'autres lieux de sépulture sont bien connus des habitants d'Ilet à Cordes, qui ont toujours bien connus la forêt du Tapcal toute proche. Plusieurs habitants y auraient vu ou trouvé des ossements, des vestiges de murs en pierre, des sépultures. Les quelques expéditions menées depuis lors vers le Tapcal et le massif du Grand Bénare n'auraient sans doute pas permis de trouver autant de traces de l'époque du marronnage s'ils n'avaient été éclairés, guidés par la tradition orale.

En 1999, lors d'une expédition du Grand Bénare à la forêt du Tapcal organisée par Pascal Colas, le guide péï Dominique Payet trouve une pierre gravée, sur laquelle figurent plusieurs écritures illisibles. Cette pierre, après étude, serait selon toute vraisemblance une pierre sacrée, cœur d'un autel religieux dont la « position au centre des structures lithiques repérées, permet d'envisager une fonction sociale, topographique ou géographique avec ce milieu anthropisé »[8].

En 2001, une nouvelle expédition a permis de retrouver des vestiges de ce qui a dû être un campement de taille assez importante, dans le rempart entre l'Ilet à Cordes et le Grand Bénare[9].

Ces quelques exemples montrent à quel point Cilaos fut un lieu de marronnage majeur, hautement stratégique, très organisé, politiquement et socialement, sans doute plus que n'importe quel autre endroit de l'île. La configuration du relief du Cirque en rendait l'accès quasiment impossible, permettant ainsi aux marrons de reconstituer un nombre important de camps, avec une organisation politique très forte autour de leur roi, des défenses suffisamment solides pour repousser pendant longtemps les détachements de chasseurs.

Mais aussi, ce que l'on oublie parfois, c'est que la protection qu'offrait le Cirque en a fait un lieu privilégié d'expression religieuse et culturelle pour la société des marrons, qui venaient parfois de camps situés à l'autre bout de l'île pour se rejoindre à Cilaos, « centre névralgique » de la résistance des marrons face au système esclavagiste. Résistance physique, politique, armée, mais aussi résistance culturelle à la perte de leur mémoire, de leurs traditions, conséquence de l'arrachement à la terre de leurs ancêtres dont ils furent victimes.

En 1810, pour récompenser un esclave (Figaro) qui avait trahi les siens et ainsi permis de déjouer un important complot, la colonie décida de l'affranchir et de lui offrir une concession à l'Ilet à Cordes, triste ironie de l'histoire lorsque l'on sait qu'il s'agissait sans doute du siège du marronnage…[10]. C'est ainsi que la première concession à Cilaos fut donnée à un ancien esclave. Le gouverneur ne s'intéressera à nouveau à Cilaos que trente ans plus tard, pour en faciliter l'usage des eaux thermales en organisant la colonisation du Cirque.

Quoi qu'il en soit, il semblerait que Figaro ne se soit pas trop intéressé à sa concession, puisque rien ne permet de savoir aujourd'hui s'il y a un jour vécu, ou s'il y est simplement allé. Personne en tout cas n'est capable de dire où se trouve précisément le terrain qui pourrait correspondre à la concession qui lui a été donnée.

[7] Source : JIR du 14/04/1983.
[8] Cf. rapport de l'anthropologue Manuel Gutierrez, JIR du 08/05/1999.
[9] Source : JIR du 31/08/2001.
[10] Cf. « Guide Pittoresque et Historique de Cilaos » de J. BENARD p. 50.

A partir de l'abolition de l'esclavage en 1848, Cilaos redevint une terre de refuge, cette fois-ci pour les « petits Blancs », ces colons qui travaillaient la terre plutôt en famille sur des exploitations de taille modeste – par opposition aux « gros Blancs », propriétaires de plusieurs dizaines, centaines d'hectares. En effet, ces petits colons se sont vite retrouvés ruinés sur la côte, non seulement parce qu'ils ne faisaient pas le poids face aux grandes exploitations, mais aussi parce que rares étaient ceux qui avaient les moyens de se payer les services de la main d'œuvre fournie par les nombreux engagés.

C'est ainsi que dès 1848, non sans conflits avec l'administration coloniale, plusieurs familles de « petits Blancs » s'exilèrent à Cilaos, où ils investirent la plupart des plateaux ou îlets qui pouvaient être cultivés. Avec eux, c'est toute une activité d'agriculture vivrière qui s'instaura, ou plutôt se développa, sur les îlets du Cirque. Développée et non instaurée, car, rappelons-le, les esclaves marrons avaient également une activité agricole vivrière qui leur permettait de se nourrir (maïs, patates, grains…).

Ainsi, ce qui est remarquable dans l'histoire des pionniers de Cilaos, des marrons aux premiers « ti blancs des hauts », c'est bien « la continuité de leur œuvre et leur concordance », notamment en ce qui concerne cette tradition toujours bien vivante d'agriculture vivrière[11].
Pendant une certaine période donc, anciens Marrons désormais libres et petits Blancs cohabitèrent dans le Cirque, sans doute sans grand contact, mais apparemment sans heurt majeur non plus.

Très vite, les petits colons arrivés à Cilaos défrichèrent considérablement les plateaux et îlets pour développer les surfaces agricoles. Les terres furent ensuite en bonne partie concédées aux habitants par la colonie. En 1866, on compte près de 1000 habitants à Cilaos.
Ce n'est qu'en 1965 que Cilaos deviendra commune, constituant ainsi la 24ème commune de l'île, la plus jeune de France.

Au XIXème siècle, avec la découverte des sources thermales du Cirque, Cilaos va connaître une première phase d'ouverture à l'extérieur, présentant cette fois-ci un intérêt pour les classes aisées, petite et haute bourgeoisie. Ces prémices du développement du Cirque et la notoriété, l'engouement, suscité par le « sanatoria » de Cilaos vont justifier, dans la première moitié du XXème siècle, la construction d'une route pour monter à Cilaos. C'est pourquoi ces deux éléments du patrimoine culturel de Cilaos sont très étroitement liés : l'histoire des thermes et l'histoire du chemin des porteurs, devenu une route tout autant importante pour ses habitants.

[11] Cf. « Guide Pittoresque et Historique de Cilaos » de J. BENARD p. 21.

II. L'HISTOIRE DE CILAOS, VILLE THERMALE[12]

Sur les trois Cirques, Cilaos est la dernière des stations thermales qui ont fait la réputation de l'île aux XIXème et XXème siècles.

Les sources thermales de Cilaos ont été découvertes en 1815 par un Saint-Louisien, Paulin Técher, alors qu'il chassait le cabri sauvage dans le Cirque[13]. Elles furent analysées par le botaniste Nicolas Bréon en 1819, à la demande du gouverneur de l'île. C'est suite à cela que le gouverneur décida d'ouvrir le Cirque à la colonisation en 1839, afin d'en faciliter l'usage des bienfaisantes eaux de source. Cependant, les traces du passage des tous premiers curistes remontent à 1834 / 1835.

Le premier établissement thermal fut construit à la demande de la colonie à la fin du XIXème siècle. Les travaux commencèrent en 1895 et s'achevèrent en 1897 ; ils furent confiés à l'ingénieur colonial Dumesgnil d'Engente. La colonie décida alors en 1898 de reprendre la gestion des thermes, et retira à la commune de Saint-Louis – dont Cilaos était une section – la concession des sources du Cirque. Des réservoirs sont également créés pour récupérer les eaux les plus chaudes d'une source au débit puissant : 12 000 litres en 24 heures[14].

Ces eaux ainsi stockées sont ensuite redistribuées aux différentes baignoires. Ce premier établissement de l'histoire des thermes de Cilaos permet alors de fournir une centaine de bains par jour, ce qui a de quoi satisfaire les curistes de plus en plus nombreux, en provenance de l'île mais aussi de Maurice et de Madagascar[15]. En effet, Cilaos devient de plus en plus réputé, au-delà même des limites géographiques de l'île. Les indications thérapeutiques de ses eaux de source sont les suivantes :
« *Arthritisme (...) polynévrite, paraplégie des nouvelles accouchées, névrite (...)* ». Elles auraient, en plus des autres eaux thermales de l'île, des vertus stomatologiques bienfaisantes[16].

En 1900, le gouverneur de l'île dote l'établissement d'un « directeur » permanent en la personne du Docteur Jean-Marie Mac- Auliffe, nommé « médecin- résident » de Cilaos.
Avec le cyclone de 1948, les thermes de Cilaos sont complètement détruits. Vu leur importance notamment économique, ils seront rapidement reconstruits, dans les deux années qui suivent.

[12] Pour une présentation chronologique de l'historique générale des thermes de Cilaos, cf. Les Cahiers de Notre Histoire, n° 4, *Les thermes – Cilaos,* décembre 1987, pp. 8-14.

[13] J. Bénard, dans son ouvrage sur Cilaos, fait état d'une seconde hypothèse, qui voudrait que Paulin Técher ait en fait découvert les sources en chassant non pas le cabri mais plutôt les esclaves marrons. Selon lui, cette hypothèse, « pour la date envisagée, paraît la plus plausible » : cf. Guide Pittoresque et Historique de Cilaos, p. 52.

[14] Cf. « Cilaos Pittoresque et Thermal » de J. M. MAC-AULIFFE p. 173.

[15] Dans son ouvrage, écrit au début du XX^{ème} siècle, J.M Mac-Auliffe consacre une place très importante à la description technique des thermes, la composition des eaux de Cilaos et les pathologies qui y sont traitées par les bains. Notre objectif n'étant pas de faire une étude exhaustive sur les thermes, pour une présentation détaillée du thermalisme à Cilaos au début du siècle, se rapporter au livre de Mac-Auliffe.

[16] Cf. « Guide Pittoresque et Historique de Cilaos » de J. BENARD p. 56.

De 1966 à 1971, le Conseil Général du jeune Département de La Réunion finance toute une série de travaux pour permettre de capter en profondeur les eaux thermales, en vue de remédier au problème constaté de mélange avec les eaux superficielles et de réduction du débit des sources. Trois sources sont identifiées et différenciées à l'issue de ces travaux. Dès lors, le Maire de Cilaos, Irénée Accot, va tout faire pour que soit construit l'actuel établissement thermal de Cilaos, ce qui sera fait en 1985. Construit sur le Plateau des Chênes, il sera ouvert au public en 1987, un mois après la mort de celui qui s'y était tant investi sans voir le jour de son ouverture. En hommage, le Conseil Général décide de nommer l'établissement « Etablissement thermal de Cilaos Irénée Accot ».

Aujourd'hui, certaines personnes se souviennent encore des anciens thermes, de la vie du village rythmée par les bains et les voyages des curistes : « *lontan lé tèrm lété danlfonn lo cho minm. Té falé saroy lé malad su in shantié…* ».
« *Je me souviens, ma maman allait souvent faire des bains, et à l'époque on laissait les enfants rester avec leurs parents. On prenait le bain avec maman, lété gayar ouiii !! Maintenant c'est plus possible, je ne crois pas qu'ils laissent encore. Avant les gens se connaissaient, ceux qui travaillaient aux thermes connaissaient les habitants du village, c'est pour ça qu'ils nous laissaient…* ».

Il est vrai que pendant longtemps, la vie et le développement du Cirque de Cilaos ont été rythmés par les sources thermales.

L'importance que les thermes avaient alors pour les Cilaosiens a-t-elle perduré ? On peut en douter quelque peu. Les gens aujourd'hui n'en parlent pas beaucoup, un peu comme si le nouvel établissement leur était en quelque sorte étranger, ou du moins plus étranger que les premiers thermes, construits directement « danlfonn lo cho ». Peut-être est-ce aussi parce que à l'époque, et pendant longtemps, seule la présence des thermes justifiait que des gens extérieurs au Cirque s'offrent le long et périlleux voyage à Cilaos.

En fait, c'est comme si les gens s'en étaient un peu détachés ; avant les Cilaosiens eux-mêmes avaient pour habitude de se rendre aux sources : est-ce encore le cas ? Les personnes que nous avons rencontrées nous ont beaucoup plus parlé, quant à leur patrimoine, des évènements qui ont marqué l'histoire du Cirque et qui, plus ou moins directement, sont rattachés à la présence des sources thermales, que des thermes en eux-mêmes.

Ainsi, l'origine, la cause en quelque sorte, à savoir les thermes, semble moins importante ou moins prioritaire dans l'esprit des gens que les conséquences de cette découverte : les personnes rencontrées identifient leur patrimoine à travers des choses comme la broderie, la religion avec l'église et l'ancien séminaire, la route… *« sak i roprézant vréman le Cirque ? pou mwin sé la rout Cilaos, vek lé portèr (…) » ; « lo séminèr ? sa té listwar Cilaos minm !! » ; « Cilaos sé la brodri, la lantiy, é surtou lo vin (…) ».*

Pour autant, tous ces éléments-là du patrimoine cilaosien ne peuvent être abordés sans référence aux thermes, sans quoi ils perdraient beaucoup de leur sens. Car même si les sources thermales donnent l'impression de « s'éloigner » de la culture et du mode de vie des Cilaosiens, elles font indéniablement partie de leur patrimoine, qu'il faudrait sans doute aider à faire revivre un peu en tant que tel.

III. DU CHEMIN DES PORTEURS A LA ROUTE AUX 420 VIRAGES

Pour permettre l'utilisation et l'exploitation des sources thermales de Cilaos, il a fallu avant tout y concevoir un accès. En effet, si Cilaos a été un lieu de marronnage si important, c'est pour beaucoup du fait de son isolement, toujours bien réel au début du XIX^{ème} siècle.

Le premier sentier du Cap Noir fut tracé en 1842. De 1836 à 1854, un chemin fut réalisé entre Saint-Louis et Cilaos par l'ingénieur colonial Guy de Ferrières, pour permettre l'accès à Cilaos en chaise à porteurs : c'est le chemin de cavalier.

Le trajet commençait alors aux Aloès, près de la Rivière Saint-Louis[17]. C'est là que les porteurs attendaient le curiste ou le voyageur. Monsieur Sery est le dernier porteur de Cilaos en vie. Il se souvient :
« *Mwa la porté lé gens avan la route ! dopui st louis, té kit granmatin pou ariv le soir ! Té avé 36 km pou fé (...) Nou konésé pa kilété, nou té pa la pou koz ek lé gens : aou portèr, i koz pa la, i mars ! Dann tan navé pwin soulié, pwin savat, té mars ek ti goni ! Mwa la komensé mwa lavé 18 / 20 ans. Té sava o tèrm a Hell Bourg par Piton, siège té lour!! Mé na pu ditou, na pi ryinn ce tan la…* ».

Le portage s'organisait en fonction du poids du client : la moyenne était d'un porteur pour dix kilos. Il arrivait quand même souvent que cette moyenne soit largement dépassée, pour quelques francs de plus[18]. Le prix pour le client était de 5 francs par porteur, et l'obligation de respecter la tradition d'offrir « inn ti kou d-sek » à l'arrivée ainsi qu'à chacune des haltes du trajet à tous les porteurs. Selon l'un des habitants que nous avons rencontrés, c'est pour cela que le vin de Cilaos traditionnel, « le ti vin dou », est sucré : cela aurait permis aux porteurs de prendre un peu de force en plus d'un peu de courage : le ti kou, pour le courage, le sucre, pour les forces…

Le trajet était traditionnellement ponctué de plusieurs haltes : la première se faisait au Petit Serré, puis les porteurs repartaient jusqu'au Pavillon. De là, ils repartaient pour 6 kilomètres, jusqu'à Peter/ Both, une portion du chemin peu dangereuse mais « certainement la plus pénible » selon J.M. Mac-Auliffe[19]. Peter Both était la dernière étape avant d'arriver enfin sur le Plateau de Cilaos :
« *Je me souviens qu'on tirait deux coups de canon quand ils arrivaient au village* ».

Le sentier ne servait pas qu'aux curistes et autres gens de passage. Parfois les habitants l'empruntaient, en tout ou partie, soit pour vendre un peu de leur production dans les Bas, soit pour rendre visite à de la famille :
« *Je me souviens que ma grand-mère paternelle habitait Ilet à Cordes, même pas ! Elle habitait Bras de Saint-Paul, encore plus loin, plus au fond ! Et mon papa se faisait un devoir d'emmener au moins une fois par an ses filles voir sa maman. Et bien on partait tôt, on mangeait en chemin le petit manger que ma maman avait préparé ; le soir, on dormait à Ilet à Cordes (...). Le lendemain, on allait voir ma grand-mère, puis on remontait sur Ilet à Cordes. On arrivait à la maison le soir, ce qui fait qu'il nous fallait une nuit, deux jours, pour aller là-bas* ».
« *Avan semin té an tèr, té saroy paké a la tèt. Ou byin té mèt pano sulbèf, mé nou osi té le bèf !!* ».

[17] J.M. Mac-Auliffe relate au début de son ouvrage le récit du trajet en chaise à porteurs de St-Louis à Cilaos : cf. pp. 33 à 51).
[18] Cf. « Guide Pittoresque et Historique de Cilaos » de J. BENARD p. 57.
[19] Cf. « Cilaos Pittoresque et Thermal » de J. M. MAC-AULIFFE p. 43.

« *Mwa aussi mwa la konu le gout d-paké (…) shemin té an tèr, nou désandé par sharèt, ou byin a pié (…) pou alé lékol ou byin la mès le dimanche, nou parté a pié ! nou prené le cheminn Cap Noir par Peter Both (…) patrimoine té la route, mé té in pé la mizèr osi…* ».
« *Lavé plizièr sarèt : anou lavé inn, le boucher lavé inn, bann Payet lavé dé (…) navé aussi M. Picard (…) navé kan minm inn dizinn sarèt su Cilaos ! Swa té pou alé rod do bwa, swa pou tiré d-tuf… nou té pou alé Palmis Rouz. Mé M. François Séry lu li té plant maï lao minm, ben lu porté su sa tèt !!! Koméla na pu, i dwa rès pétèt trwa, kat bèf su Cilaos, ryink sa minm* ».
« *Je me rappelle, quand j'avais deux ans, j'ai été malade. Alors mon père m'a promis que si je guérissais, il m'emmènerait à la Salette à Saint-Leu. Et bien quand j'ai été guérie, il m'a emmené à pied, sur ses épaules. C'était très long…je me souviens juste de la voûte bleue de l'église, et plus tard, je suis redescendue à Saint-Leu pour retrouver cette voûte. C'est la seule chose dont je me souviens* ».

Au fil des années, les eaux thermales de Cilaos devinrent de plus en plus réputées, de sorte que vers le début du XX^{ème} siècle, la nécessité de construire une route pour monter au Cirque s'imposa. Ce projet, déjà ancien, n'a alors jamais pu être réalisé, faute de moyens. Le débat fut long – et parfois houleux – entre les ingénieurs des Ponts et Chaussées quant au choix du tracé de la future route. Finalement, les travaux de construction commencèrent en 1927.

Trois ans après, en 1930, 30 kilomètres de route sont déjà construits. « *Kan la fé la route, la mèt dé zékip : inn la komans fé le chemin par an o, lot par anba. Kan in moman doné la jwinn lé dé bou, lavé inn komsa lot komsa !!*
Astèr, sad anba i argard an o, sad an o i argard anba, lé dé idi : « bézé, la koman nou fé ?! ». Mi di aou zot té koné pa koman fo fé, lavé pa kalkil sa zot !! La rès koma omwin trwa mwa, inn i argard lot. Apré la pran in larshitèk espésial, té i apèl Telmar, mi krwa lu té inzénièr : lu la nu, lu la trouvé koman i falé fé é sé la bana la fé la boukle ifé in tour konplé, sé pou sa ou néna sèt boukle su la route Cilaos… ».

La route est finie en décembre 1931, elle fait 37 kilomètres de lacets sinueux. Elle est livrée à la circulation presque un an plus tard, le temps de quelques finitions, en novembre 1932.
« *Je me souviens que la première voiture qui est montée à Cilaos, c'était dans les années 30, vers 1932 peut-être. Tout le monde du village, en voyant la voiture faire sont entrée, a crié « ala l'auto la arivé !! »…ça je m'en souviens bien, c'était drôle !* ».

C'est alors une voie à circulation unique depuis Le Pavillon jusqu'à Cilaos, des chaînes permettant de réguler les heures de montée et de descente pour les véhicules :
« J*usqu'au début des années 50, la route qui montait au cirque était très étroite : il y avait des « gardiens la chaîne » : depuis Pavillon jusqu'au village, la route était délimitée par des chaînes. Il y avait des heures pour monter, et des heures pour descendre. Les gardiens avaient le téléphone entre eux, et quand celui d'en haut voyait la dernière voiture passer, il prévenait son collègue en bas pour lui dire que la voiture arrivait. Alors si l'autre ne voyait pas arriver la voiture au bout de quatre heures, il fallait aller voir si elle n'avait pas gagné un accident. Après seulement, les voitures qui attendaient leur tour pour monter pouvaient emprunter la route* ».

« *Moi-même, la première fois que j'ai pris la route pour sortir du Cirque, j'avais 11 ans, peut-être 12. Mon tonton avait acheté un car courant d'air ; la première fois c'est ma mère qui est descendue avec lui, la fois d'après il m'a emmené aussi. C'était la première fois que je voyais la mer, enfin je veux dire pas de loin comme depuis Cilaos ! Et encore, arrivé à la gare routière à Saint-Louis, on voyait pas la mer, il fallait monter sur un genre de terre-plein…. Ça c'était la première fois, la deuxième fois que je suis descendue j'étais déjà mariée, donc c'était après 1949* ».

En 1965, après la création de la commune de Cilaos, la route sera élargie et complètement asphaltée. Elle reste aujourd'hui très pittoresque, et les nombreuses merveilles du Cirque qu'elle permet de découvrir au fur et à mesure du trajet lui donnent tout son charme[20]. C'est aussi sans doute pour cela que les gens l'identifient d'emblée comme un élément fort de leur patrimoine culturel, même s'ils réclament tout en même temps qu'elle soit améliorée, sécurisée par endroits.

[20] Car, n'en déplaise à ses détracteurs, la route de Cilaos est moins dangereuse qu'il n'y paraît. Certes, lorsque accident il y a, cela peut se révéler dramatique. Toujours est-il que la route de Cilaos est une des plus sûre de l'île sous certains points de vue : ainsi, les automobilistes y roulent beaucoup plus prudemment, justement par peur d'un accident irréparable. On ne peut pas prévoir les chutes de pierre et autres aléas naturels : en tout cas, les statistiques prouvent que la route de Cilaos fait beaucoup moins de victimes que la route en corniche, la voie rapide de Saint-Paul ou du Tampon, ou encore que la nationale entre Saint-Gilles et Saint-Leu…

IV. LA BRODERIE DE CILAOS, SAVOIR-FAIRE ARTISTIQUE TRADITIONNEL

S'il est quelque chose qui symbolise Cilaos dans le monde entier, c'est bien sa broderie. Or là aussi, son origine est quelque part indissociable de l'histoire des thermes. En effet, c'est la fille du Docteur Mac-Auliffe – celui-là même qui assura la promotion des thermes de Cilaos –, Angèle Mac-Auliffe, qui montra aux femmes de Cilaos cette technique.
« *La brodri la komansé su Palmis Rouz dabor, apré la monté* »
« *La spécialité de Cilaos, c'est un point, un motif de broderie particulier, qu'on appelle le point 'mayar'. J'arrive encore à le faire, mais pas sans modèle. Ça c'est vraiment la broderie cilaosienne traditionnelle* ».

Après elle, plus tard, ce fut la sœur du couvent Anastasie, qui organisa des cours de broderie pour les femmes du Cirque désireuses d'apprendre à broder ces fameux « jours de Cilaos ». Ces cours avaient lieu dans l'ancien Ouvroir des sœurs de Cilaos créé en 1953. Sœur Anastasie obtint d'ailleurs la médaille d'or au concours du Meilleur Ouvrier de France en 1983, dans la catégorie « Jours brodés ». L'ancien Ouvroir a disparu et a depuis été remplacé par la maison de la Broderie, inaugurée par Irénée Accot en juin 1986.

« *(…) vers 11 ans j'ai appris la broderie, avec ma mère. Ma sœur, elle, tressait de la paille, elle faisait des chapeaux…des fois c'était la paille chouchou, ou bien alors des gens de l'Entre-Deux nous amenaient du cordage de choca, que ma sœur tressait ensuite. Mais le plus, c'était cette paille jaune, comment ça s'appelle ? Je ne sais plus… cette herbe qui pousse dans la savane là-bas Saint-Paul, et bien des gens en coupaient et nous l'emmenaient séchée par paquets. C'est avec ça surtout que ma sœur faisait des chapeaux* ».
« *Nou porté la brodri vek le vin dan lé ba pou vand in pé, mé sinon lé gens ki monté isi pou lé tèrm i ashté isi an o minm ».*

A l'époque, la broderie se vend assez bien, et en plus d'offrir une occupation conviviale aux mères de famille qui souvent n'avaient pas de distraction (« *Avant à Cilaos il n'y avait pas d'enseignement secondaire, et après le certificat d'étude, c'était : la kaz !* »), elle permet d'apporter un revenu alors non négligeable dans la famille :
« *Moi j'ai toujours fait de la broderie, c'était mon métier (mon mari était doucheur aux thermes). Même marmaille, ça permettait de gagner un peu d'argent, et de s'offrir un petit meuble, une armoire, ma maman a toujours voulu que chacune de ses filles ait son armoire ! Et bien ça permettait de temps en temps de se faire plaisir comme ça, car on ne gagnait pas facilement de l'argent. D'ailleurs, j'ai gardé jusqu'à l'heure un petit guéridon, et une chaise, que j'ai donné à ma fille ! C'est important de garder ça* ».

Les principaux clients étaient alors souvent les curistes de passage à Cilaos. Une ancienne brodeuse que nous avons rencontrée nous a raconté que ses principaux clients étaient Mauriciens ; en revanche, très peu de Réunionnais achetaient les « jours de Cilaos ».
« *En fait, les Mauriciens avant ne s'intéressaient pas trop à nous, ils échangeaient surtout avec l'Afrique du Sud. Mais pendant la 2nde guerre mondiale, avec le blocus, les Mauriciens ont commencé à commercer avec nous. Après ils sont devenus des clients fidèles ; parfois, comme l'argent qu'on gagnait servait à nous acheter du linge, des chaussures, on échangeait directement avec eux les broderies contre leurs vêtements. Alors ça fait qu'on se retrouvait avec de beaux linges, et heureusement qu'il y avait ça !! À l'époque c'était dur de s'habiller, on n'avait pas de linge !* ».

Aujourd'hui, les « jours brodés » de Cilaos sont loin de leur heure de gloire. La broderie cilaosienne se vend très mal, car elle est chère. Rares sont les gens prêts à mettre 2000 ou 3000 € dans une nappe de Cilaos brodée, bien que pour la réaliser il aura fallu un an de travail minutieux pour la brodeuse, ce qui montre bien que le coût, même prohibitif, est à relativiser au regard du travail fourni.

C'est pourquoi l'avenir de la broderie cilaosienne est quelque peu incertain, puisque rares sont les personnes à vouloir s'investir économiquement dans ce savoir-faire traditionnel. D'ailleurs si le savoir-faire reste aujourd'hui connu, il commence déjà à se perdre un peu : « *Aujourd'hui on fait encore de la broderie, mais même si c'est toujours fait à l'aiguille, c'est plus vraiment pareil : avant on ne brodait que sur le tambour, aujourd'hui on ne fait plus que ça…* ».

V. UN TERRITOIRE DE TRADITION AGRICOLE

Dès l'origine de son peuplement, le Cirque de Cilaos a été, comme beaucoup d'autres régions des Hauts de l'île, le lieu d'une activité agricole d'abord vivrière. Beaucoup de petits colons qui, après la décolonisation, n'avaient pas les moyens de s'offrir l'aide de travailleurs engagés, tout en étant trop fiers pour accepter de travailler eux-mêmes pour un propriétaire plus puissant, sont venus vivre à côté des esclaves marrons leur liberté et leur attachement à la terre dans les Hauts.

Aujourd'hui encore, cette tradition agricole perdure à Cilaos. Au fil des générations, deux productions agricoles se sont ainsi affirmées et ont été reconnues comme des spécialités de Cilaos : le vin de Cilaos et la lentille de Cilaos, productions qui font indéniablement partie du patrimoine culturel de ce territoire, tant pour le regard extérieur que du vécu des habitants. Traditions identitaires, fédératrices – car elles assurent le lien des générations actuelles avec leur passé, leur histoire – et omniprésentes à Cilaos, la lentille et le vin ont incontestablement contribué à faire de ce Cirque ce qu'il est aujourd'hui ; symboles d'un attachement bien plus général des Cilaosiens à leurs racines, au mode de vie de leurs ancêtres, qui les accompagnent et les suivent dans la modernité.

V.1. La lentille de Cilaos : le gou peï oté !!

La lentille est importante à Cilaos en ce qu'elle symbolise tout un rapport à la terre, toute une tradition d'agriculture vivrière familiale, au-delà de ses qualités propres qui en ont fait un produit de luxe à forte valeur ajoutée.
« *Na ankor dé gens i plante zo zafèr ché zot, i sony zanimo…sa lé inportan a Cilaos, i giny byin viv komsa ! Mi giny fé in zardin, plant piman, zwanyon, lay (…) sony dé ti zanimo, mi giny in zèf, inn ti poulé, mi giny byin viv* (…) *Sakinn zot fason d-fé, sakinn ifé inn ti nafèr apré i mèt ansanm, i ésèy organizé si ou vé byin…* ».

A Cilaos, les gens ont toujours cette habitude de travailler la terre en famille, à différentes échelles. Par exemple, cette petite agriculture vivrière se fera plutôt dans le cadre des jardins créoles sur le village principal de Cilaos, alors que sur un coin comme l'Ilet à Cordes, l'agriculture s'exprime dans des paysages différents, en petites parcelles variées, souvent tournées autour de la lentille ou de l'ail comme culture pivot.
Ainsi, la tradition agricole qui perdure à Cilaos participe à la construction paysagère du Cirque, lui offrant là une richesse, une beauté supplémentaire.

Souvent, cette tradition agricole se compose d'un peu d'élevage pour la consommation personnelle : volailles, canards, parfois un cochon ou deux, voire un bœuf ou une vache laitière, quoi qu'il y en ait moins qu'avant. Elle est complétée par de la lentille ou des haricots, de l'ail et autres épices, et du maïs.

Ce qui est peut-être encore plus remarquable que les paysages ainsi façonnés par l'agriculture, ce sont les pratiques culturales traditionnelles. En effet, on peut dire qu'il y a une tradition d'agroforesterie « intuitive », illustrée par exemple par le fait de cultiver les grains sous le maïs, en intercalaire : cela permet un apport d'azote pour le maïs, et permet aussi d'optimiser au maximum l'espace disponible.

Ces traditions culturales se retrouvent à tous niveaux, à la fois sur des petites parcelles exploitées pour l'auto consommation, et sur des terrains plus vastes consacrés à une activité agricole professionnelle. De l'un à l'autre, il y a toujours cette tradition qui veut que l'on va chercher à optimiser l'espace disponible. C'est pour cela aussi que la vigne, à Cilaos, est plantée en treilles, et non pas en rangs[21]. Les rangs condamnent une partie importante de la parcelle, alors que le raisin cultivé en treilles permet de planter dessous des épices et productions maraîchères : oignons, thym, ail, patates… ou parfois de mettre son « ti park zanimo », volailles, canards…
Souvent, on cultive en alternance : lentille / ail, de mai à septembre, et maïs / haricots / pistaches, de septembre à avril.

Si la lentille se vend bien, les grains sont en général destinés à la consommation personnelle, car malgré leur fort rendement, ces productions ont du mal à s'écouler : « *koméla lé gens i fatig pa zot, i ashté lo grin an bwat, lo grin Royal Bourbon, zot i ashté pu lo grin sèk, zot na pu la pasyans préparé, ou byin bana i di aou komsa lé tro sèr (…)* ». Le maïs en général sert plutôt pour l'alimentation des volailles.

Il y a aussi une tradition « fruitière » à Cilaos : la variété des arbres fruitiers qui s'y sont acclimatés et qui y poussent est impressionnante : on y trouve des pieds de bibasses, prunes, pêches, coings, agrumes… lontan, les gens en faisaient de la pâte de fruits, mais cette tradition tend sérieusement à se perdre :

« *La pat tradisyonèl na pu pèrsone ifé vréman. Sa normalman ou dwa lès omwin innan, ésa la pwinn produi, pwinn koloran, konsèrvateur tousala…néna dé gens ifé mé zot i vand pa. Or mwa la mandé mwin sul marshé lé boug i vand la pat koman zot té ifé. Bin zot i trakas pa zot, mi di aou !! i mèt produi, i fé kui sa innèr d-tan pa plis !! la pa sa la pat tradisyonèl, dan la tradisyon vi lès sa kui tout la journé, dopui granmatin jusko swar !! akoz sa osi bann jeune ivé pu fé, lé difisil, fo ou vèy toultan !! é sa kan ikui, i vol partou, i kol desu ou, poc, poc !! i kol out pwal, i bril aou…la pa tout domoun na la pasyans fé sa !! Lé kom la fason fé in kari, i prépar pa tout kari parey, sa na in savwar fèr dérièr sa !!* ».

L'essentiel reste quand même la lentille. En fait, la base traditionnelle de l'agriculture à Cilaos est le trio : lentilles / grains secs / maïs, que l'on retrouve dans 35 à 40 % des systèmes de production (36% sur un échantillon de 25 parcelles[22]). Mais il peut arriver que la lentille soit cultivée seulement avec du maïs, ou de la vigne, toujours sur le même échantillon, la lentille est présente dans 68% des systèmes de production.

Si l'on excepte les quelques rares Mafatais qui la cultivent encore pour leur propre consommation, Cilaos est le dernier endroit dans l'île où la lentille occupe une place aussi importante dans l'agriculture, alors même qu'elle était assez répandue au départ dans les Hauts de l'Ouest, et à Salazie.

En fait, l'origine même de la lentille est imprécise. Les plus vieux gramouns du Cirque se souviennent qu'elle était déjà cultivée par les anciens du temps où eux-mêmes étaient jeunes ; c'est dire si sa présence dans le cirque doit remonter à loin. Il est possible que cette culture ait été présente dès l'origine des premières « bitasyon » du Cirque, à l'époque des marrons et des petits colons.

[21] Depuis récemment, certains agriculteurs plantent leur raisin en rangs ; il s'agit pour l'essentiel d'agriculteurs qui travaillent avec Les Chais et leur fournissent leur raisin, d'où le fait qu'ils soient tenus de respecter certaines conditions de production, comme la culture en rangs.
[22] CLI de Saint-Louis, *Opportunités agricoles de la commune de Cilaos*, février 1995.

La lentille de Cilaos est réputée pour son onctuosité, la finesse de son goût et sa qualité de cuisson, qui fait que, contrairement à d'autres lentilles, il n'est pas besoin de la faire bouillir avant de la préparer. Sa notoriété lui assure d'être écoulée, sur place ou dans les Bas, bien que le volume de production ait connu plusieurs aléas :
« *In moman doné i résté prèske pu lantiy, pi fur a mezur nou la repri, notaman o nivo dé jeune. Lé byin, zo na la volonté, mé la plipar i mank de mwayin. ifo vréman fé atansyon lès lé ti sul karo (…) dopui dézan dan lasosiasyon ousa mi lé ni vwa lé jeune i rovyin, sa lé bon, la repri in pé lespwar si ou vé byin* ».

Dans les années 1990, la culture de la lentille a bien failli totalement disparaître, passant de 80 hectares cultivés dans les années 1970 à 30 hectares en 1992. Son rendement aussi était en chute libre, passant de près d'une tonne à l'hectare à 200 kilos à peine… c'est à partir de là que la culture de la lentille a commencé à changer un peu. La culture ne se fait plus entièrement de façon traditionnelle, qui, il est vrai, est très contraignante :
« *La touzour eu lantiy à Cilaos, mé mwa la zamé plant ali, na tro tro d-fré ek sa. Fo ou vey alu toultan toultan ! lèrk li finn zermé, la fo ou arvey alu wizour, aprésa fo vi arplant alu, apré ifo arvey alu ankor…. non, tro d-fré mi di aou, sa in nafèr sèrié ! mwin mi planté pwa ron, maï, zantac…* ».

Certaines étapes ont donc été mécanisées pour faciliter le travail des producteurs, et inciter les jeunes à perpétuer la tradition : « *Koméla néna la machine. I bat touzour parey solman, mé na inn trieuse, i vann pu pou trié…* ». Il est vrai que la phase du tri est une étape essentielle pour la qualité de la lentille. Elle pouvait se faire traditionnellement, c'est-à-dire en vannant la lentille, lorsque le travail agricole se faisait en famille, et que tous les enfants étaient mis à contribution. Mais aujourd'hui, avec d'un côté les jeunes qui se désintéressent de cette culture, et, de l'autre, un impératif de haute qualité à tenir pour relancer la production, les producteurs de lentilles ont pour la plupart tous recours à la trieuse. D'autres efforts sont faits par les producteurs pour assurer l'avenir de la lentille de Cilaos :
«Ni travay su in labèl pou présèrvé la lantiy Cilaos (…). Lé gens la pou frodé, i mélange lantiy Madagascar dann shashé lantiy Cilaos !! ».

Même si les gens battent encore la lentille de façon traditionnelle, cette pratique peut un jour disparaître : les gens sont moins solidaires, ce que l'on constate à d'autres temps de ce qui traditionnellement animait la vie collective :
« *Tié koshon lé parey, la tradisyon donne la min, partage shakinn in morso (…) avan kan té tié koshon té solidaire, tout domoun té donn inpé la min, apré té partaz sakinn inn ti morso…* ». Ainsi, une personne seule mettra une semaine pour battre ses lentilles là où, avec l'aide d'autres personnes, elle aurait mis deux jours à une époque.

Au-delà du cas de la lentille, ce constat marque une différence de vision, d'attentes entre deux générations :
Deux jeunes filles : « *Cilaos lé mol, na pwin ryin pou fé ! Dèk ou vé fé in zafèr fo ou dsand dan lé ba !* » Et la broderie, les balades, la nature etc. ? « *Hin hin, sa i intérès pa nou. Bann trin la lé bon pou le bann gramoun, mé a nou…* ».
Deux anciens : « *à Cilaos, sé la brodri, lé lantiy, é surtou le vin, koik ankor le vin lé pu parey. Mé sa osi, sé touzour lé mèm ifé ! Lé jeune ifé pu…lantiy, ki plant, sé vié kom nou, mé lé jeune ifé pu ! Si na tro d-kontrinte, le pé dangouman i rès i foutra l-kan !!* » (…) « *la tradisyon sé lé gens kom nou i port ! Mwa mi fé la pat prune, la pat pèsh, kwin…lé gens i inm sa, sé dé produi lé traditsyonèl, sé du térwar !* »

V.2. Le vin de Cilaos : la tradition qui rend fou

Si la lentille fait partie d'un système de production plus global, la culture de la vigne à Cilaos occupe une place différente. Le raisin n'est pas l'apanage des agriculteurs, que ceux-ci exercent à titre principal ou non, à titre professionnel ou non. La fabrication du vin traditionnel de Cilaos est ancrée très profondément dans la culture des Cilaosiens, et même au-delà, dans le patrimoine culturel réunionnais :
« Kan mi mont sinn-ni, i di : « ou sé in moun Cilaos, amèn inn ti boutèy vin…pa in paké lantiy in !! ». Lé gens i vé le vré vin Cilaos tradisyonèl, le ti vin dou ».

Dans les années 1960, un œnologue introduisit un cépage blanc, le « Couderc 13 », à Cilaos. Les producteurs de vin traditionnel ont donc commencé à produire du vin traditionnel blanc ou rosé pour proposer un nouveau produit aux clients touristes et Réunionnais, alors que la tradition est celle d'un vin rouge de vigne Isabelle.

Le vin de Cilaos est depuis très longtemps l'objet d'intenses polémiques. En effet, traditionnellement, le vin de Cilaos est réalisé à partir de cépage Isabelle, un cépage interdit en France depuis plusieurs années en raison de son fort taux de méthanol. En outre, le procédé de fabrication du vin de Cilaos exige de mettre beaucoup de sucre lors de la macération, ce qui augmenterait sa dangerosité.

Certains éléments ont contribué à nourrir la mauvaise réputation du vin traditionnel de Cilaos.

D'une part, les procédés de vinification, les temps de macération, les proportions de sucre varient parfois d'un producteur à l'autre, ce qui donne au résultat un vin de qualité variable. Il est alors difficile de savoir identifier le vrai vin de Cilaos traditionnel.

D'autre part, certaines personnes ont voulu profiter de la notoriété du vin de Cilaos pour leur propre compte, et n'ont pas hésité pour cela à couper le vin traditionnel avec de l'eau, du rhum ou encore avec du vin rouge Covino.
« *Lontan lavé 25, 30 viticulteurs sur Cilaos. Minnan vek touris lé gens i vand sul bor la route kalité lé mwin bon. Dukou touris lé déçu ! Avan lété vandu an kav, lavé pwinn problèm !* ».

C'est pour cela qu'il serait question d'interdire sa fabrication, ce contre quoi la plupart des Cilaosiens, très attachés à leur tradition, s'élèvent farouchement :
« *Dan lé ba ou antan lé gens dir aou le vin Cilaos i ran fou i ran fou…mwin mi di arèt in kou, sé ninport kwa, lalkol sé lalkol, mordu par in sien ou mordu par in sien ou lé mardu kan minm, non ? Bon alor arèt di ninport kwa. Kwa ki pé dir desu le vin Cilaos, mwa mi di ifo gardé nout fason a lansyèn, not produksyon du térwar !! Sa sé nout ti vin péï, le vin tradisyonèl na sa valeur, lu na son charme, son listwar !! Bin wi !!!* ».

Depuis quelques années, certains producteurs se sont regroupés pour former les Chais de Cilaos. Les Chais produisent également du vin, mais cette fois-ci du « vrai » vin, du vin de table et non pas un vin apéritif, à partir d'autres cépages que la vigne Isabelle. S'il est bien apprécié par les amateurs de vin, le nouveau vin de Cilaos ne fait pas l'unanimité auprès des habitants. Les deux productions ne cohabitent pas si bien que cela pourrait être :
« *Lontan le vin, domoun té fé zot vin, maintenant ek le chais lé pu parey. Nou ni pran le tan, le vin Mésié S. lé in vré vin kalité. Koméla la plipar i profèr vand zot rézin oché…* ».

Nombreux sont les Cilaosiens à cultiver encore aujourd'hui leur petite treille de raisin Isabelle, et à fabriquer leur petit vin doux. Le plus souvent, ils le font par tradition, par habitude culturelle, alors même qu'ils ne le vendent pas ou qu'ils n'en boivent pas eux-mêmes :
« *Mwin mi rès tré atashé a la fabrikasyon tradisyonèl, familial. Lot sé pa le tradisyonèl !! Ma kaz mwa na monn ti rézin, toulézan mi fé in pé, kom dan la tradisyon. Mi vann pa !! Sa jus pou mwin, pou fé gout mé zinvité, épi sé in plézir, in ti tradisyon, mi giny inn, dé boutèy toulézan, ben mwa lé kontan, mwa lé fyèr se ti vin péï !!* ».

Si le vin traditionnel de Cilaos a évolué dans sa fabrication, en incluant de nouveaux cépages et en utilisant des matériaux plus modernes, sa présentation connaît elle aussi une évolution depuis quelques années.
« *Lontan i vandé in boutèy vek in boushon maï desu (...) jordu koméla shakinn na son prop ti létikèt, tout boutèy i rosanm pu…sa lé bon sa, sé la desu ifo formé !! (...) aprann in boug valoriz son produi (...)* ».

Avec l'étiquetage des bouteilles de vin traditionnel, les producteurs souhaitent proposer un produit dont la présentation répond à une recherche de qualité chez le consommateur. Au-delà, on peut aussi y voir le souci de permettre une certaine traçabilité du vin traditionnel commercialisé, et une volonté de se démarquer des nombreuses contrefaçons de ce savoir-faire ancestral. Il est désormais possible, dans la plupart des cas, de savoir d'où vient le vin traditionnel acheté, et c'est aussi pour le producteur une fierté d'apposer son nom sur un vin qui fera la satisfaction des clients.

Peut-être ce genre de démarches de la part des producteurs de vin de Cilaos traditionnel permettra-t-il de réévaluer la valeur de ce vin, dont le poids culturel ne peut de toute façon pas être éludé. Preuve en est l'importance des petites treilles familiales de raisin Isabelle à Cilaos, alors même que les gens sont conscients de l'interdiction de ce cépage.

La démarche qualité dans laquelle s'inscrivent ces producteurs qui facilitent leur identification révèle bien une chose, que ces gens n'ont pas l'intention de se cacher ou de renier leur patrimoine, mais bien plutôt de lui redonner la place qu'il mérite à côté du nouveau vin de Cilaos. Car il est certain que sans le premier, le second n'aurait pas le succès qu'il peut connaître aujourd'hui, et de même qu' « un peuple a besoin de ses racines pour aller de l'avant » (J. Bénard, p. 10), nouveau vin et vin traditionnel de Cilaos pourraient évoluer ensemble, et non pas l'un au détriment de l'autre.

VI. ANALYSE DU PATRIMOINE CULTUREL DE CILAOS

« *Tsilaosa…l'endroit dont on ne peut partir !! C'est ça, cet environnement, ces montagnes, ces paysages quand on se lève le matin…c'est agréable de vivre ici, à tel point qu'il y a des gens qui montent comme ça et qui ne peuvent plus quitter le Cirque ! C'est unique, j'ai vécu dans les Hauts de La Saline mais c'est pas pareil, on ressent pas la même chose…* »

Cilaos, tout comme Salazie et Mafate, est au cœur de l'île. Géographiquement bien sûr, et cela a une influence sur le reste, mais aussi dans la façon de vivre de ses habitants, qui ont su conserver et se transmettre leurs coutumes, leurs traditions, jusqu'à aujourd'hui.

Le travail réalisé sur le Cirque et les rencontres avec plusieurs Cilaosiens ont systématiquement mis en avant le constat suivant : il y a aujourd'hui à Cilaos, et peut-être pour la première fois de son histoire avec autant de force, une rupture entre les jeunes et les anciens.

On a pu mesurer à travers les développements précédents toute la richesse du patrimoine culturel de Cilaos. Car au-delà de ses symboles, de ses points remarquables, comme la broderie, le vin traditionnel, les thermes etc., il y a tout un art de vivre, une culture « du vivre à Cilaos » qui permet à ceux qui la partagent d'être en harmonie avec leur environnement naturel. Rares sont les jeunes qui semblent s'intéresser à toute cette culture qui a permis à leurs ascendants d'aimer et de faire aimer la vie à Cilaos, alors même que le regard extérieur s'y trompe :
« *ou koné kwa lé gens idi kan i vwa anou viv koma ? Zot i di : « a, marmay, ben zot té byin maléré !! » mé non !! Mwa la réponn madam la : « sé ou madam ki fé byin maléré dann out ti kage lapin laba anba, amwin isi mi na tout, mwa lé trankil ! » Nou té abityé, nou lavé pé, mé nou té éré…* »

Ce qu'il ressort véritablement de l'analyse du patrimoine culturel de Cilaos, c'est qu'il s'agit avant tout d'un art de vivre, dans le respect et la connaissance de ses ancêtres, de ce par quoi ils sont passés, de ce qu'ils ont vécu eux aussi, respect qui se traduit nécessairement par la perpétuation de certaines traditions, de certaines règles et coutumes :
« *Cilaos sé surtou in art de viv* » (…) « *Nou sé dé gens de tradisyon du térwar, nou la konu la mizèr, nou na ankor la kultur lontan…* » (…) « *isi nou la gardé in stil de vi inpé ansyin, fo montré o jeune koman présèrvé sé tradisyon ansyèn* » (…) « *nou na ankor la tradisyon orale, ni koné plinn shoz, nou la kozé vek sé vié !!!* » (…) « *Avan tout la bann té kom in famiy* » (…) « *Lontan lé zèn lavé plus réspé pou zot paran. Té di bonzour dann somin, or minm la konésans zot i rod plu* ».

Au-delà de ses éléments phares, connus et reconnus, le patrimoine culturel de Cilaos est donc composé de mille petites traditions, habitudes, qui sont par contre elles, en train de disparaître, quand elles ne sont pas déjà tombées dans l'oubli.
« *Koméla zanfan i par, i di pa rien, la pa besoin lé paran…nou té pa komsa, té falé le papa, la maman, la compagnie pou alé !!* » (…) « *Lontan kan ou té sa dann bal, paran té vyin ansanm ou, té lès pa ou alé koma !! Minnan, si out moman i vyin sanm ou, i di aou out moman sé in makrèl… !* » (...) « *innot nafèr lé trinn pèrd sé nout tradisyon mariaz. Kan mwa la marié, nou la fé inn nos pandan wizour, é sa sé inn tradisyon ! mé ankor dizan avan, lété la sal vèr, lé zinvité i porté in kanar, in volay, la tout té mèt la min té prépar le ropa ansanm…é le bal dapré ou té fé ousa, té fé déor !! Bal la pousièr, bé mwin mi di aou lu déranz pa mwin, o kontrèr !!* » (…) « *avan Noël té gayar, nou té giny pa gran soz, zis inn ti kado, bin nou té kontan !! Zordu la pu festivité pou mwin, le marmay i ariv, li swazi sak li vé, ala* ».

Il n'est bien sûr pas question pour nous ici de porter un jugement de valeur sur telle ou telle attitude d'une génération quelconque vis-à-vis de son passé ; mais le ressenti qu'ont les habitants du Cirque de voir leur culture disparaître est tellement fort qu'il nous est impossible de faire l'impasse dessus.

À travers toutes ces considérations, il apparaît la chose suivante : à Cilaos, le patrimoine culturel a un lien extrêmement fort avec l'histoire du Cirque, qui irradie l'ensemble des domaines de la vie des habitants. Mais il ne s'agit pas uniquement de l'histoire du peuplement, ou du développement du village ; plus encore est importante l'histoire vécue directement par les premières générations d'habitants, car c'est principalement cette histoire là qui est toujours dans l'esprit et dans le cœur des anciens, et que les jeunes rejettent.

C'est donc en quelque sorte une certaine expression de leur culture que les Cilaosiens voient disparaître, et qui révèle un manque d'intérêt, de considération des nouvelles générations pour ce qui constitue profondément l'art de vivre à Cilaos, celui-là même qui a tant séduit à une époque des personnalités comme Jean-Marie Mac-Auliffe et qui aujourd'hui s'efface au fur et à mesure que s'éteignent les anciens :
« *Shak fwa na in moun i par, la u loportunité lès son savwar. Mé lé maléré na okinn struktur la pansé a profité de sé mémwar vivante pou protégé not kultur !! Shak fwa mi vwa in vié partir, sé inn grande pèrt pou nout patrimoine kulturèl a Cilaos* ».

C'est donc beaucoup l'art de vivre à l'ancienne qui alimente le patrimoine culturel de Cilaos. Car si les jeunes ne s'y intéressent pas vraiment, ou du moins s'ils sont assez rares à s'y intéresser, les anciens, eux, n'ont pas oublié comment était la vie lontan. Tout en acceptant et en s'ouvrant à la modernité, ils continuent de faire vivre cette culture, et parfois tentent de marier les deux.
« *Lé gens i vyin shèrsh lotantisité, alor mi di ifo ni giny présèrvé sa !* ».

Par exemple, même si le Cirque perd peu à peu ses grands tisaneurs, et que la tisanerie n'est plus à son heure de gloire, elle continue d'être entretenue, un peu transmise, et ceux qui en ont encore la connaissance s'efforcent de transmettre ce patrimoine.
« *Isi la dèrnièr madam i fézé tizane lé morte na trantan…koméla napu !! Elle la parti vek tou san bann konésans. Sa normalman elle noré du lès avek son garson avan elle i mor, mé figure aou son garson lé mor avan elle, akoz lalkol !!* ».

Certaines personnes ont gardé un savoir-faire spécifique, transmis par leurs parents. Souvent, il s'agit d'une recette de « complication », d'une spécialisation dans la guérison d'un certain type de maladie.
« *Mi fé tizan sézisman, anndan néna 13 plantes. Mwa la apri ek moman, papa…en principe tout vié Cilaos i koné la tizan ! Dodan tizan i mèt bwa pian, binzwin, bwa santèr…en principe i vand la mar tizane, pa le tizane ! Mon moman la touzour di amwin i vand pa la tizan, i donn !!* (…). *Tizan réfrwadisman néna d'ot moun ifé, su Ilet à Cordes* » (…) « *mon momon i tiré koud solèy. Mon papa i fézé tizane sézisman. Koméla trouv in moun i tir koud solèy…ifé pu, imèt pomad ! Navé dé gens i fézé dé pas kanté kas kèkshoz…* ».

Les tisaneurs sont très souvent montrés du doigt : en plus de gêner le bon développement de la médecine allopathe, ils saccageraient la forêt, détruiraient les plantes… il n'est pas sûr qu'on puisse faire aussi vite l'amalgame entre celui qui pratique la médecine traditionnelle à base de plantes depuis des générations et celui qui, pour des raisons bien plus mercantiles que culturelles, peut condamner un arbre rare pour vendre son écorce en sachant justement qu'il la vendra d'autant mieux que les « vrais » tisaneurs n'ont pas le droit d'exercer.

A Cilaos comme ailleurs, tous les tisaneurs de tradition que nous avons rencontrés ont exprimé un attachement farouche à la protection de leur forêt, qui est aussi pour eux la source d'une vie saine puisqu'ils y trouvent de quoi confectionner leurs tisanes. Ainsi, un gramoun de Cilaos nous disait que « *Navé in touf bwa pian Ilet Malèr, falé désand à la corde su la touf ! Mé le moun i ramas pa lé ti bourgeons an lèr. I trap lékors su le tron !!!* ». Ces attitudes là sont condamnées en tout premier lieu par les tisaneurs de tradition.

A Cilaos, donc, beaucoup de gramouns – beaucoup moins de jeunes apparemment – continuent de boire la tisane, par habitude culturelle, pour continuer de faire vivre la tradition, et éviter que tout ce qui est si important à leurs yeux ne se perde définitivement un jour : « *Mwa touléswar mi bwa la tizane, mi mange pa, mi bwa jus la tizane, par abitude, par tradisyon. Bann gramoun té gard out zanfan té di aou tout, ala pou lu, ala pou lot… lé jeune i aksèp pa, li bwa pa sa, li bwa koka, li bwa fanta… »*
« Koméla lé jeune i sony à l'amérikinn !!! » (rires).

Pour conclure,

Il nous semble que le patrimoine culturel de Cilaos doit être analysé sur deux plans :

Le premier, qui frappe de suite l'œil de l'observateur, montre les grands symboles du patrimoine culturel de Cilaos : l'histoire du marronnage, des thermes et des porteurs, l'artisanat avec la broderie, l'agriculture avec le vin traditionnel et la lentille de Cilaos.

Le second, qui porte le premier, est un ensemble discret de petites traditions, d'anecdotes, d'histoires, de croyances, qui forme une façon de se comporter, de travailler, de vivre avec la nature environnante, de respecter ce qui a eu de l'importance pour les générations précédentes, et donc au final qui fait vivre encore aujourd'hui tant bien que mal cette façon ancienne, traditionnelle, de planter, de se soigner, de manger, de dire bonjour, de prier et de croire, d'accueillir…

Si le patrimoine culturel de Cilaos dans son « premier plan » est aussi quelque part menacé, c'est surtout dans son « second plan », dans ses fondations mêmes, qu'il risque un jour de s'écrouler. Un peu comme si on assistait à notre époque à la dernière génération qui respecte et fait vivre cette culture ancestrale, cette tradition, et qui fait qu'aujourd'hui pour beaucoup :
« Le patrimoine de Cilaos ? C'est qu'on ne peut pas en partir, on s'y sent trop attachés. »

Eléments complémentaires
Site de Cilaos

ANNEXE 1
Bibliographie des ouvrages repérés

ANNEXE 2
Les personnes rencontrées

ANNEXE 3
Les structures mobilisées pour cette étude à Cilaos

MISE EN ECLAIRAGE
Le processus de fabrication traditionnelle du vin de Cilaos

ANNEXE 1 : Bibliographie des ouvrages repérés

- Programme d'action agricole pour le cirque de Cilaos et contrat type CTE associé AUBERT Sigrid, CORNILLE Sébastien, GUILLUY Dominique, PIRAUX Marc, SAQUE Carine, VANPOUILLE Marc .- CAHChai de Cilaos, APRCirad, 2002, 32 p. 01AGR/29

- Diagnostic de l'agriculture du cirque de Cilaos en vue de la mise en œuvre d'un CTE "territoire" AUBERT Sigrid, GUILLUY Dominique, PIRAUX Marc, SAQUE Carine, VANPOUILLE Marc,2002, 70 p. 01AGR/28

- Horizon 2030 : Les Hauts, nouvel équilibre
Imago Productions,2002Etat, Région Réunion, Département de La Réunion, Centre National de la Cinématographie K-01GEN/12

- Commune de Cilaos, organisation et évolution du territoire : une approche par Zonage A Dire d'Acteurs (ZADA)
APR (Cellule Appui Méthodologique du PAH), CIRAD (Réunion),2001, Europe, CAH, Région Réunion

- L'approche socio-anthropologique du développement durable des Hauts : conduite de projets et actions dans la Vallée de la pierre et du bois
LALLEMENT Aurélie,2001, 107 p. Mémoire de DEA La Réunion, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines 01GEN/87

- Approche géographique des conditions de naissance et du fonctionnement territorial d'un espace de tourisme et de loisirs : étude du cirque de Cilaos (Ile de La Réunion) BOUTOUYRIE Eric,2001, 147 p. Mémoire de DEA LA Réunion, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines 03TOU/35

- Propositions pour la structuration de la filière lentille de Cilaos au travers d'une démarche qualité Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne,2001, 40 p. + annexes 07AGR/55

- Vin de Cilaos : histoire d'un renouveau Chai de Cilaos, Imago Productions,2000 K-03ECO/4

- Les Cahiers : Cilaos APR,2000 GF6

- Tourisme durable dans les cirques de La Réunion 03TOU/30
JOTTER Fanny,1999, 107 p., Mémoire pr Diplôme Ingénieur ENITA Clermont-Ferrand

- Comme sur un nuage : émission 5 et 6
Inédit Productions, Antenne Réunion .- Coproduction,1997Conseil Régional, CAH, Port Réunion, ONF, CTR, Maison de la Montagne K-01GEN/9

- Les réserves foncières publiques et parapubliques : commune de Cilaos
Agence pour l'observation de la Réunion, l'aménagement et l'habitat, PERRAU Joëlle, SERVEAUX Lydie,1996, Non paginé 06AME/25

- Perspectives d'utilisation d'un réseau d'irrigation à Cilaos : éléments de synthèse, programme d'actions APR,1996, 32 p. Commune de Cilaos, DAF 05AGR/21

- Perspectives d'utilisation d'un réseau d'irrigation à Cilaos : diagnostic thématique et pistes de solutions proposées par les agriculteurs APR,1996, 34 p. Commune de Cilaos, DAF 05AGR/21

- Perspectives d'utilisation d'un réseau d'irrigation à Cilaos : diagnostic externe et présentation des quartiers APR,1996, 78 p. Commune de Cilaos, DAF 05AGR/21

- Station touristique et thermale de Cilaos, phase 3 (synthèse, programme d'actions, échéances et priorités ACCOR SARL,1996, Mult. pag. 03TOU/45

- Guide pittoresque et historique de Cilaos BENARD Jules , Azalées éditions,1996, 100 p. 01GEN/99

- Opportunités agricoles de la commune de Cilaos
APR, SENS Laurent, MADELON Laurent,1995, 44 p., CLI Saint Louis 01AGR/19

- Opération de développement du quartier de Palmiste Rouge : étude préopérationnelle : phase projet de développement : propositions du programme d'actions socio-économiques
APR, SODEGIS,1995, 27 p., Département de la Réunion, Commune de CILAOS 11HAB/2

- Vues d'en Haut 10 & 11
APR Audiovisuel, Commissariat à l'Aménagement des Hauts production,1995 K-01GEN/5

- Opération de développement du quartier de Palmiste Rouge : étude préopérationnelle, phase projet de développement, propositions pour un programme d'actions
APR, SODEGIS,1994, Non paginé, Département de la Réunion/Commune de CILAOS 11HAB/2

- Etude préopérationnelle à une opération de développement du quartier de Palmiste Rouge : diagnostic socio-économique
APR, SODEGIS,1994,13 p., Département de la Réunion, Commune de CILAOS 11HAB/2

- Vues d'en Haut 7 & 8
APR Audiovisuel, Commissariat à l'Aménagement des Hauts production,1994 K-01GEN/5

- Etude des besoins en eau d'irrigation, commune de Cilaos
SAPHIR, RONDEAU Philippe, DELVAS Christian,1993, Mult. pag. 05AGR/24

- Projet de développement de la lentille de Cilaos
Chambre d'Agriculture (Réunion), Association des Producteurs de Lentilles de Cilaos,1993, Non paginé 07AGR/23

- Propositions projets de formation à Cilaos DIJOUX Egine, APR,1993, 24 01EDU/14

- Projet de programme sectoriel vin de Cilaos Coopérative Le Chai de Cilaos,1993, Non paginé 03ECO/18

- Contrat d'objectifs habitat de la commune de Cilaos Préfecture Réunion, Conseil Général (Réunion),1993, 18 p. 02HAB/16

- Tourisme et environnement : propositions pour un développement intégré dans les Hauts de la Réunion Institut Eco-Conseil, NICOLAS Sylvie,1993, 173 p. 03TOU/3

- Etude de marché sur le nouveau vin de Cilaos
BARTHON Céline, BOYER Nadine, PAYET Réjane, Association Impact (Saint Louis),1992 , 24p., CAH, OVAPAL 03ECO/25

- Programme local de l'habitat, commune de Cilaos BETURE-SETAME (Réunion),1992, Non paginé 08HAB/3

- Etude de mise en valeur architecturale du centre de Cilaos
PAYS D'ACCUEIL DE CILAOS, BERTHEAU Janie,1992, 21 p. CAH ; COMMUNE 07HAB/34

- Le magazine de l'agriculture N°3 & 4 - Edition 91 / 92 / APR AUDIOVISUEL .- Conseil Général Production,1992 K-01AGR/3

- Périmètres du Bras de Cilaos et du Bras de la Plaine ; partie 1 : étude morphopédologique ; partie 2 : les caractéristiques hydrodynamiques des sols, définition de leurs aptitudes à l'irrigation
CIRAD (Réunion). IRAT, RAUNET Michel, LANGELLIER Pierre,1992, Mult. pag. 05AGR/36

- Etude technico-économique de l'irrigation ; projet d'extension de la zone 5 du périmètre du Bras de Cilaos CIRAD (Réunion). IRAT, CHASTEL Jean-Marc,1991,7p. 05AGR/32

- Image interne de Cilaos Développement Etudes Marketing (Boulogne),1991, 58 p. + annexes

- Périmètre du Bras de Cilaos et du Bras de la Plaine ; carte morpho-pédologique, aptitudes à l'irrigation CIRAD (Réunion). IRAT, RAUNET Michel,1991 05AGR/14

- Schéma d'Aménagement Territorial, commune de Cilaos ; phase finale : Schéma global d'aménagement , stratégie de communication Agence d'Urbanisme de la Réunion ,1990, 35 p. 07HAB/21

- Le magazine de l'agriculture N°2 : édition 89 / 90 APR AUDIOVISUEL, Conseil Général Production,1990 K-01AGR/1

- Impact d'un élu à forte personnalité sur le développement de la commune de Cilaos. FUNG Jean-Jacques,1990, 27p.,Mémoire de DESS Aix Marseille, IAR ; Réunion 03GEN/6

- Assises de l'Aménagement des Hauts, commune de Cilaos, synthèse des travaux
CAH,1990, Non paginé 00AME/11

- Compte rendu de la table ronde du 10 novembre 1988, examen du rapport de synthèse de l'atelier de réflexion sur l'agriculture du cirque de Cilaos 1988, 14p ; 00AGR/6

- ZHPI, inventaire des îlots d'habitat groupé particulièrement dégradé, Cilaos.
Agence d'Urbanisme de la Réunion ,1988, Non paginé 06HAB/2

- Synthèse des travaux de l'atelier de réflexion sur l'agriculture de Cilaos,1988, 11 p. 01AGR/15

- Notions de base nécessaires à l'irrigation de quelques espèces cultivées dans les cirques de Cilaos et de Salazie CIRAD (Réunion). IRAT, Chambre d'Agriculture (Réunion). SUAD, BRIAL J-L., LANGELLIER Pierre,1987, 19 p. 05AGR/12

- Bilan synthétique des essais sur cultures fruitières entreprises par l'IRFA dans le cirque de Cilaos. IRFA,1986, 6p. 03AGR/28

- Evaluation des risques liés aux coulées boueuses issues du Rond du Bras Rouge (Cirque de Cilaos)
BARRIERE A., CHEMIN J., STIELTJES Laurent, Bureau de recherches géologiques et minières (Réunion),1984 ,16 p. 00ENV/2

- Aménagement agricole des Hauts de l'Ile : Inventaire morphopédologique dans les "Hauts" de la Réunion (Deuxième phase)
BROUWERS M., CIRAD (Réunion). IRAT, CIRAD (Réunion). IRAT, Chambre d'Agriculture (Réunion). SUAD,1982, 23p. 01ENV/16

- Commune de Cilaos, activités agricoles et touristiques DAF ADEEAR,1981, 70p. 03AME/52

- Etude préliminaire d'aménagement rural de la région occidentale de la Réunion : données démographiques et économiques actuelles : Annexe 1 : Tableaux
DAF (Réunion), SCHMIDT Monique,1969, Non paginé 03AME/1

- Cilaos : Itinéraires, informations, conseils ONF (Réunion), Non paginé 00TOU/5

- Cilaos : réserve biologique domaniale du Matarum : sentier de découverte de la Roche Merveilleuse ONF (Réunion), Non paginé 00TOU/4

- « Cilaos Pittoresque et Thermal » Jean Marie Mac-Auliffe

- « Place du thermalisme en pathologie digestive » Etablissement Thermal de Cilaos

- « Les thermes – Cilaos » Les cahiers de notre Histoire

Numéro spécial consacré au Père Boiteau - « Eglise à la Réunion »

ANNEXE 2 : Les personnes rencontrées

En entretiens individuels

3 personnes ont été rencontrées en entretiens individuels

Madame	T	Habitante de Cilaos
Madame	DIJOUX	Habitante et gérante de gîte sur Cilaos
Yann		Association « les Trois Salazes »

En entretiens collectifs

1)

Christophe	PAYET	Originaire de Cilaos
Joël	DIJOUX	Habitant de Cilaos
Siner	TECHER	Habitant de Cilaos

---

2)

Ami de Michel HOARAU		
Michel	HOARAU	Neveu de Mme SERY
Madame	SERY	Fille de M. SERY
Monsieur	SERY	Doyen du Cirque
Monsieur	CLAIN	Retraité EDF Habitant de Cilaos

---

3)

Madame	MAILLOT
Monsieur	MAILLOT
Madame	MAILLOT
Melle	MAILLOT
Amie de Melle MAILLOT	

3 personnes nous ont reçu en entretiens individuels et 13 personnes ont été rencontrées lors de trois entretiens menés en groupes.

26 producteurs de vins, habitants de Bras Sec, Cilaos, Palmiste Rouge et Ilet à Corde ont participé au document de mise en éclairage sur le 'vin traditionnel de Cilaos'.

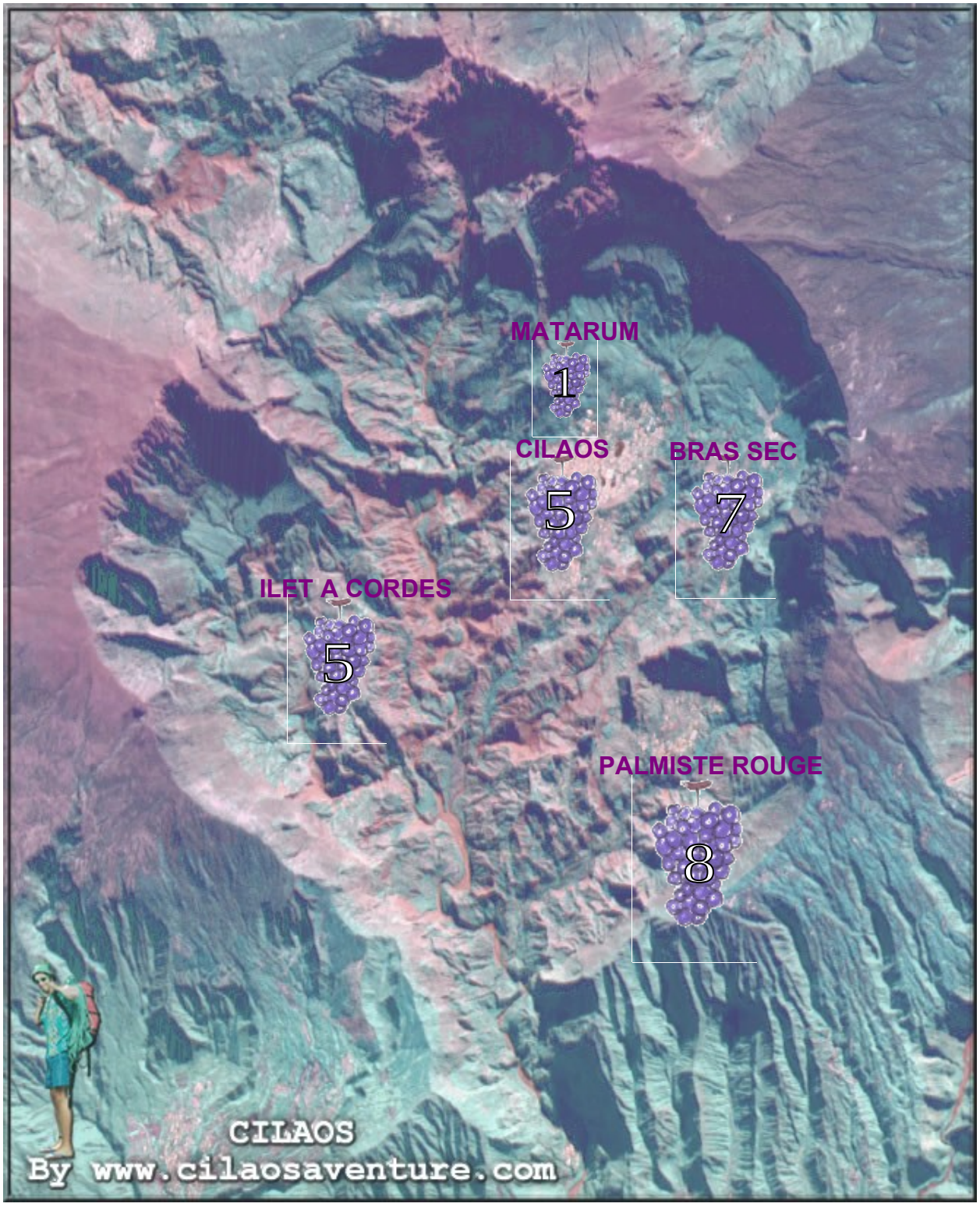
Au total ce sont 34 personnes qui ont été impliquées dans notre diagnostic sur Cilaos.

ANNEXE 3 : Les structures mobilisées pour cette étude à Cilaos

Ecomusée de Cilaos Farfar l'histoire Domoun Léo

Cartographie de Cilaos

- Repérage des producteurs -



7

LE PROCESSUS DE FABRICATION TRADITIONNELLE

DU VIN DE CILAOS

Entre tradition

…et modernité …

…

Traditionnellement, le vin de Cilaos est fait de la façon suivante :

Le raisin est cultivé sous claie, en treilles, pour permettre une meilleure utilisation de l'espace. La place ainsi laissée permet de stocker des sacs d'aliments pour les animaux, de construire son parc poule ou de planter patates, oignons…

En outre, la culture en treille présente deux autres avantages : d'une part, elle facilite le ramassage puisque les grappes de raisin se retrouvent à hauteur d'homme.

D'autre part, elle est beaucoup plus résistante que la culture en rangs contre les cyclones, ce qui n'est pas négligeable dans un coin comme Cilaos.

Le vin traditionnel de Cilaos est à l'origine un vin rouge, un vin apéritif car sucré et plus alcoolisé qu'un vin de table classique, et fabriqué uniquement à partir de raisin de cépage Isabelle. Certaines vignes ont plus de cent ans et sont véritablement magnifiques.

Le procédé est le suivant :

Après avoir ramassé le raisin, on le broie une première fois dans une machine de confection artisanale. Il s'agit en quelque sorte d'un bac rectangulaire aux côtés légèrement pentus, dans le fond duquel il est installé une râpe cylindrique (en fait, un cylindre de béton recouvert d'une feuille de tôle taillée ensuite régulièrement).

Ce type de broyeur est le plus fréquemment retrouvé, mais il en existe des variantes, certaines personnes ayant elles-mêmes bricolé leur broyeur.

Sinon, il n'y a qu'une personne, à Ilet à Cordes, qui fabrique et répare ce type d'outil.

Une fois passé un premier coup dans le broyeur, le raisin est écrasé à la main, dans la plus pure tradition, pour bien tirer le jus et la pulpe qu'il reste près de la peau du raisin. Le raisin broyé est mis dans des demi-bariques en bois, généralement du bois de chêne.

Ensuite le raisin est mis à fermenter dans des barriques en bois entreposées verticalement. Les barriques utilisées dans le processus de fabrication traditionnel du vin de Cilaos sont en bois de chêne, plus rarement en bois de cannelle. Devant la raréfaction de ce type de barriques, de plus en plus de producteurs utilisent maintenant des bidons en plastique.

Mais le goût ne serait alors plus vraiment pareil : le vin s'imprègne du bois, et certains producteurs trouvent même une différence de goût en fonction du bois utilisé pour la fabrication du tonneau.

Les producteurs de vin de Cilaos qui en possèdent encore les ont parfois dans la famille depuis trois ou quatre générations. Celles qui existent ont, pour la plupart, au moins cent ans.

Le temps de fermentation varie selon la région de production : il est de 8 à 12 jours sur Ilet à Cordes, et parfois un mois vers Bras Sec ou Palmiste Rouge. L'échelle de temps la plus fréquemment évoquée est de 15 à 22 jours.

Les quantités de sucre varient aussi : pour une barrique de 240 litres, certains mettent 50 kg de sucre, d'autres 100 kg. Parfois le dosage est fait en pourcentage, de l'ordre de 30 % de sucre, mais le pourcentage peut aussi être de 50 % de sucre.

Une fois le temps de macération écoulé, tout le raisin est tombé dans le fond de la cuve. On récupère le vin à la surface à l'aide d'un petit tuyau. Certains le récupèrent par le fond du tonneau grâce à un petit robinet : dans ce cas, ils remplissent généralement le fond du tonneau de paille de vétiver avant de mettre le raisin à macérer, ce qui permet de filtrer le vin par la suite, les restes de fruits étant retenus par la paille de vétiver.

Le vin récupéré est stocké dans des barriques en bois disposées cette fois-ci horizontalement, où il restera ainsi pendant au moins quatre mois, en moyenne plutôt six mois. Il faut prévoir un certain taux de perte lorsqu'on utilise, comme le veut la tradition, des tonneaux en bois. Cette perte est de l'ordre de vingt bouteilles par barrique de 240 litres.

Il faut compter à peu près 250 kilos de raisin pour faire une barrique de vin, soit 12 bonbonnes, soit à peu près 240 bouteilles (sans compter les pertes par absorption du vin par le bois).

Ensuite, une fois ce temps écoulé, le vin est mis en bouteilles. Traditionnellement et jusqu'à il y a une trentaine d'années, les bouteilles étaient fermées par un bouchon confectionné avec de la paille de maïs. Elles ne sont pas étiquetées, mais là aussi les choses sont en train de changer depuis peu, chaque producteur commence à fabriquer ses propres étiquettes. Une fois en bouteille, le vin de Cilaos peut se garder plusieurs années sans altération,, son goût devenant même meilleur.

Les producteurs de vin de Cilaos traditionnel produisent également depuis une dizaine d'années du vin blanc ou du vin rosé. Ils fabriquent également des vins aromatisés aux fruits, qu'il convient de distinguer des vins de fruits proprement dits, les deux n'étant pas fabriqués selon le même procédé.

Il s'agit à chaque fois de « vin péï », un petit vin doux, apéritif, à déguster, bien évidemment, avec modération…

Association Réunionnaise d'Education Populaire
SIDR Front de Mer – Bât. G – BP 103
97453 ST PIERRE Cédex
Tél : 02.62 25.03.85 **Fax :** 02.62 35.57.09
E mail : arep. siege-social@wanadoo.fr

L'Entre-Deux

SOMMAIRE

I. METHODOLOGIE ET MISE EN ŒUVRE DU DIAGNOSTIC SUR L'ENTRE DEUX_____3

II. L'HISTOIRE DU PEUPLEMENT DE L'ENTRE-DEUX_____6

II.1. L'histoire administrative : la lutte pour la reconnaissance de la commune de L'Entre-Deux_____6

II.2. L'histoire religieuse : l'étroite imbrication des dimensions temporelle et spirituelle___7

II.3. L'Entre-Deux, terre de marronnage avant tout_____9

II.4.Le café, moteur d'une organisation économique du territoire de l'Entre-Deux_____10

III. UNE HISTOIRE QUI PERDURE A TRAVERS LA TOPONYMIE DES LIEUX_____13

IV. L'ARCHITECTURE A L'ENTRE-DEUX : UN PATRIMOINE A L'EPREUVE DU TEMPS__17

IV.1. La kaz en bois couchés_____18

IV.2. La kaz Tapénac_____20

IV.3. La kaz pavillon_____21

IV.4. Le lambrequin_____22

V. L'ENTRE-DEUX, TERRITOIRE D'EXPRESSION D'UN ART MANUEL ORIGINAL_____23

V.1. Entre-Deux couleurs du Choca : du vert au bleu_____23

V.2. Les Arts Manuels : entre tradition et représentation picturale du monde_____26

VI. ANALYSE DU PATRIMOINE CULTUREL DE L'ENTRE-DEUX_____28

ELEMENTS COMPLEMENTAIRES_____ 32

- Annexe 1 : Bibliographie des ouvrages repérés
- Annexe 2 : Les personnes rencontrées
- Annexe 3 : Les structures identifiées pour cette étude à l'Entre-Deux
- Annexe 4 : Carte de positionnement des artisans de l'Entre-Deux

MISE EN ECLAIRAGE

- LE CIRCUIT DES KAZ CRÉOLES DE L'ENTRE-DEUX_____41

I. METHODOLOGIE ET MISE EN ŒUVRE DU DIAGNOSTIC SUR L'ENTRE DEUX

Dans le mouvement qui se fait vers le Sud à partir de 1718, des colons arrivent sur le plateau de l'Entre-Deux et disent avoir découvert « *un val ravissant tout parsemé de mares* ».

Dépourvus de mares aujourd'hui, cet îlet, le plus grand de la Réunion, se situe entre deux pôles attractifs de l'île ; l'océan d'un côté, les cirques et le volcan de l'autre.

Par contre, encore ravissant, l'Entre-Deux jouit d'un capital d'attraction qui lui est propre, lié à cet ensemble paysager de grande qualité (sites naturels, jardins, kaz, plantations fruitières…) et à cette ambiance à la fois calme et vivante qui le caractérise.

Si le développement des atouts touristiques de l'Entre-Deux sont à l'étude, notre diagnostic visait à faire s'exprimer le patrimoine culturel tel que perçu et vécu par ses habitants.

Nous avons conduit sur le site de l'Entre-Deux, dix entretiens individuels – avec cinq hommes et cinq femmes – ainsi qu'une discussion avec un groupe de 12 personnes (7 femmes et cinq hommes) sur le thème des éléments matériels ou immatériels caractérisant le patrimoine culturel de l'Entre-Deux.

Il a été possible sur ce site d'allier des dialogues plus personnels avec une discussion en groupe, ce qui nous a offert un recueil d'informations conséquent.

Toutefois, bien que les échanges aient eu lieu dans le cadre collectif, les limites de réalisation de ce type de réunion nous sont concrètement apparues : différents niveaux d'appréhension du 'patrimoine' et de la 'culture' qui ne sont pas faciles à harmoniser en direct, positionnement des acteurs les uns par rapport aux autres qui peut freiner la prise de parole ou au contraire ouvrir la voie à des attaques ciblées mais hors sujet, capacité d'écoute ou de prise de parole variable…

Cette rencontre nous a permis de cadrer notre intervention sur les autres sites, nous incitant à envisager les réunions entre plusieurs personnes lorsque l'harmonie était existante – et non à créer ce qui n'était pas réaliste dans les délais impartis à l'étude – ce qui permettait au débat d'être centré sur le thème du 'patrimoine culturel' et n'empêchait aucunement le partage des divers points de vue.

Par ailleurs, la richesse - tant sur le plan personnel que sur le plan du contenu - que nous ont apportés des entretiens individuels, bien introduits et conduits dans une relation de confiance, nous a également guidé en termes de démarche lors de la réalisation du diagnostic.

Sans rentrer à ce stade dans la déclinaison de ce patrimoine, il est à souligner sur l'Entre-Deux, la place de l'histoire et de la religion, de l'architecture, de la culture du café et de l'artisanat, et, par ces éléments la force de l'expression d'une représentation du monde et de la création.

Les responsables de quatre associations[1] se sont mobilisés, en entretien individuel et/ou lors de la réunion de groupe. Elles nous ont également mis en relation avec d'autres personnes sur l'Entre-Deux, ou encore nous ont fait partager la vie de leur association et les projets qu'elles mènent (respectivement visite du camp marron et de la stèle du Dimitile, rencontre d'artisans, présentation des panneaux et du livre Entre2zépok, circuits commentés du village de l'Entre-Deux et des kaz kréoles de l'Entre-Deux)…

La mise en éclairage 'circuit des kaz kréoles de l'Entre-Deux' a été réalisée sur une demi-journée à partir d'une visite guidée proposée et animée par un membre de l'Office du Tourisme de l'Entre-Deux, qui fut retranscrite et illustrée d'un plan du circuit. Les explications concernant le patrimoine bâti de la commune qui nous a été présenté sont associées à une ou plusieurs photographies par kaz kréole ou éléments d'architecture spécifiques (lambrequins, pilastres, façades 'classique' ou 'théâtre', varangues…).

[1] Association Capitaine Dimitile, Association des Petits Métiers, Association Entre2zépok, et Office du tourisme de l'Entre-Deux

L'Entre-Deux est le plus grand îlet de La Réunion. S'étendant de près de 100 m à 2000 m d'altitude, il couvre un territoire d'une superficie de 6683 ha. On peut parler d'îlet pour ce village puisqu'il est bordé de deux cours d'eau importants, à savoir le Bras de La Plaine à l'Est et le Bras de Cilaos à l'Ouest.

C'est d'ailleurs selon toute vraisemblance ce qui lui a valu d'être ainsi nommé « l'Entre-Deux »[2] : entre deux bras de rivière, ces deux bras se rejoignant à l'extrémité Sud de l'ilet pour former la rivière St-Etienne. « *A l'époque, on trouvait différents lieux appelés Entre-Deux puisque l'on se référait à des repères naturels (entre deux ravines…) ; mais le lieu dit Entre-Deux est le seul à avoir gardé son nom* ».

Dès le début de la distribution du territoire de l'Entre-Deux en concessions, la configuration géographique de ce village, son isolement des autres parties du territoire du sud de l'île causé par ces deux bras de rivière, a conditionné – et jusqu'à récemment – les rapports des habitants de l'Entre-Deux avec les autres habitants de La Réunion.

Il faut s'y rendre à pied jusqu'en 1920. Le premier pont, qui a permis de relier le village au quartier de Pierrefonds, a été construit dans les années 1930 pour les besoins du chemin de fer. Effondré en 1935, il sera reconstruit et remplacé par le pont actuel vers 1939 : *« (…) Mi rapèl le promié loto larivé su le village, té in vié boug zarab ni té apèl 'Daoud Zarab'. Bann Nativel, ke té in gro famiy rish, lavé le promié kamyon*. ».
La route qui reliait Pierrefonds à l'Entre-Deux constituait alors le seul moyen – excepté les sentiers bien sûr – de rallier le village. Pour y accéder depuis St-Louis ou la Ravine des Cabris, ou encore le Tampon, il fallait emprunter des sentiers plus ou moins périlleux.

Les gens racontent que pendant longtemps, les rampes Gustave, que l'on atteint après avoir franchi le pont du Bras de La Plaine, étaient régulièrement le lieu de pillages et attaques de passants. Cet état de fait aurait contribué à renforcer l'isolement du quartier et de ses habitants.

L'association Entre 2 Zépok, pour la réalisation de son ouvrage[3] sur le village, a réalisé d'importantes recherches auprès des archives, sans toutefois trouver des documents qui permettent de vérifier si ces pillages étaient bien réels ou simplement dans l'imaginaire des gens[4] (cf. livre p. 9). Il semblerait en tout cas qu'il ne s'agisse pas du seul lieu qui soit le théâtre d'attaques : « *domoun lété ataké sul somin long, sadla ni té apèl osi 'somin la lwa'* ».

Aujourd'hui, le quartier de l'Entre-Deux[5] est loin de cet isolement qui a longtemps conditionné la vie de ses habitants. Un nouveau pont, construit en 2002, permet de rallier la commune à celle du Tampon. Il est donc désormais possible, sans trop de difficulté ni grand danger, de rejoindre depuis l'Entre-Deux les communes de Saint-Pierre, Saint-Louis et du Tampon.

---

[2] Il semblerait d'ailleurs que ce nom soit reconnu dès le XVIII[ème] s., vers les années 1790, puisqu'on le retrouve dans des actes notariaux datant de 1795, ou encore sur une carte de l'île réalisée par Selhausen en 1797 : cf. livre p. 9.

[3] Ouvrage « Histoire d'un village des Hauts de La Réunion : Entre-Deux » de l'Association Entre 2 zépok

[4] Cf. note de bas de page 2 – p. 9.

[5] Quatre zones géographiques se découpent sur la commune : une plaine autour du hameau du Serré, un bourg et les cultures alentour, deux ravines densément peuplées et riches en arbres fruitiers, un massif : le Dimitile – Haut Lieu d'histoire lié au marronnage. La zone urbaine est également scindée en quatre zones : le centre-bourg (La Mare) et trois centres périphériques (par ordre d'arrivée dans la ville : Le Serré, Bras Long et la Ravine des Citrons). La zone habitée s'étend également sur la Pointe, Grand Fond et Trou de Terre. La surface cultivée équivaut à 400 hectares – soit 7% du territoire – tandis que la forêt recouvre 85% de l'espace communal.

II. L'HISTOIRE DU PEUPLEMENT DE L'ENTRE-DEUX

II.1. L'histoire administrative : la lutte pour la reconnaissance de la commune de L'Entre-Deux

Le quartier de l'Entre-Deux a longtemps été rattaché à ses quartiers voisins[6]. Ainsi, dans les années 1780, le village est rattaché à Saint-Louis, situation qui ne durera guère longtemps puisque après la Révolution Française et avec la mise en place des communes en 1815, l'Entre-Deux est rattaché à la commune de Saint-Pierre.
Cela est particulièrement lourd de conséquences pour les habitants du village, qui doivent se rendre à Saint-Pierre pour effectuer l'ensemble de leurs démarches administratives, alors qu'il est, à l'époque, extrêmement long et périlleux de se rendre à l'Entre-Deux ou d'en sortir. Aussi, une vingtaine d'années plus tard, quelques notables de l'Entre-Deux vont demander par une pétition la création d'une nouvelle commune pour leur village, demande qui n'aboutira pas à cette époque.

Toutefois, une évolution du statut administratif de l'Entre-Deux se dessine progressivement. En effet, le 1er juin 1839, suite à une nouvelle pétition, le conseil municipal de Saint-Pierre vote la création d'une section spéciale pour ce village, statut qui est censé faciliter un peu les démarches administratives. M. Vital Hoarau (descendant de l'un des premiers concessionnaires sur l'Entre-Deux) sera alors nommé adjoint spécial pour l'Entre-Deux. Très actif et impliqué dans la reconnaissance de l'Entre-Deux comme commune à part entière, il demanda dès 1853[7] au Directeur de l'Intérieur l'émancipation du village. Cette demande fut à nouveau rejetée.

De 1870 à 1881, une série d'initiatives et de pétitions dans le sens de la reconnaissance de l'Entre-Deux comme une commune à part entière vont continuer d'alimenter le débat, mais toujours sans résultat. Ce n'est finalement qu'après une mobilisation massive et généralisée des habitants au domicile de l'adjoint spécial de l'époque (le fils de Vital Hoarau) que ce dernier se verra contraint d'effectuer les démarches de reconnaissance de la commune de l'Entre-Deux. C'est ainsi que par un décret présidentiel du 24 février 1882 est créée la commune de l'Entre-Deux[8], décret qui prendra effet à partir du 31 mars 1882.

[6] Cf. note de bas de page 2 – p. 40 et suite.
[7] Cf. note de bas de page 2 – p. 48 et suite.
[8] Aujourd'hui le profil de la commune est le suivant : La densité de population est de 77 habitants / km2 et la commune – recensement de 1999 – comprend 5170 administrés, avec un presque équilibre entre les hommes et les femmes. La physionomie ou l'évolution de l'Entre-Deux sont conformes aux moyennes régionales en ce qui concerne l'accroissement démographique de la population (910 habitants supplémentaires en 10 ans dont 50% de nouveaux arrivants et 50% d'excédent naturel), le taux de chômage qui est de 43,6% (contre 41,6 sur le Département), les jeunes de moins de 20 ans (34,3%) et un peu plus élevés que la moyenne pour la population de plus de 75 ans (243 personnes soit 4,7% contre 2,8% au plan régional). Presque la moitié de la population (2125 personnes) est active – dont 927 à la recherche d'un emploi et la moitié des personnes qui travaillent le font à l'extérieur de la commune, dont 183 de manière libérale ou en appui à leur conjoint.

II.2. L'histoire religieuse : l'étroite imbrication des dimensions temporelle et spirituelle

Si la non-reconnaissance de l'Entre-Deux comme commune a eu des conséquences directes pour ses habitants sur le plan administratif, il en a été de même sur le plan religieux puisque les gens devaient se rendre à l'église de Saint-Pierre.
Il n'existe pas de lieu de culte à l'Entre-Deux avant 1845. Or « *les deux vieilles églises fondées par la Compagnie des Indes à Saint-Pierre et à Saint-Louis sont déjà trop petites pour accueillir les nombreux fidèles de ces deux vastes communes* »[9].
Dans l'influence de ce milieu de siècle où la construction de lieux de culte dans les villages, notamment dans les Hauts, est favorisée – « *l'église ou la chapelle est souvent l'unique édifice public digne d'intérêt (...) et contribue à les structurer* »[10] - des bâtiments religieux sont construits et l'édification d'un édifice de culte Entre-deusien devient une priorité.

Il est intéressant de noter que le processus de dotation de l'Entre-Deux, tant d'une chapelle que d'une cure, découlera d'initiatives individuelles, l'une laïque, l'autre d'église…
En effet, Vital Hoarau, Adjoint Spécial, acceptera en février 1844 « *de faire célébrer, dans sa maison, la première messe dite à l'Entre-Deux depuis l'installation des colons au XVIIIème siècle* » et poursuivra dans sa volonté de favoriser l'accès au culte sur la commune en offrant « un terrain à proximité de son domicile de La Mare afin d'édifier une chapelle digne de ce nom » ainsi que « les bois pour la charpente et les planches pour les murs » puis, dans la continuité « un terrain (…) formant un éperon entre le Bras de la Plaine et ravine du Bras Long » où sera localisé le cimetière.

En parallèle, l'abbé Jean-Louis Joly, vicaire de l'abbé Margerie alors curé de Saint Pierre, achètera « de ses propres deniers » une parcelle comprenant cinq bâtiments (« *une maison principale en bois couverte en bardeaux, (...) deux pavillons (...) et un magasin en bois couchés, et deux bâtiments en bois ronds couchés* ») pour y établir la cure. Il y célèbrera les offices dès le mois de juillet 1845, la première pierre de soubassement de la Chapelle venant juste d'être posée lors de la fête de Saint Vincent de Paul.

La construction de l'édifice (plans d'Iséri Lambert, ingénieur civil, et entrepreneur Leu Payet) sera presque achevée un ans plus tard et le 16 juillet 1946 sera « bénit le nouveau lieu de culte ». Le bâtiment est en bois (mesurant 34 mètres le long depuis la tribune jusqu'au chœur « en *abside surmonté d'une voûte en cul de four* » et 400 m2 au total) avec « *une nef divisée en trois parties par deux alignements de piliers de style néoclassique* » et des *« fenêtres et portes qui présentent des arcs en plein centre* ».

Sur un plan architectural, un élan vertical est donné à la façade par l'élément le plus remarquable : « *une sorte de portique, surmonté d'un clocher rectangulaire terminé par une flèche* ». Le statut de la chapelle passera à celui d'église en 1853, date de naissance de la paroisse Entre-deusienne.

[9] Les citations entre parenthèses, non écrites en italique, sont extraites d'ouvrages dûment cités. Cf. note de bas de page 2 – p. 43.
[10] Cf. note de bas de page 2.

Depuis lors, 27 prêtres se sont succédés jusqu'au début du XXI[ème] siècle, dont le plus évoqué par la population, le Père Dujardin. Les anecdotes liées à son caractère et à ses manifestations ne manquent pas, qui se réfèrent tant à la vie quotidienne de ce personnage qu'à sa fonction, ou plutôt à ses fonctions.

En effet, le cumul des mandats du Père Dujardin (Curé de l'Entre-Deux entre 1941 et 1960, Maire de 1946 à 1959 et Premier Conseiller Général entre 1953 et 1962), lui a conféré une autorité considérable sur ces paroissiens et administrés ainsi qu'un fort pouvoir de décision concernant les aménagements et développement de la commune, dont bons nombres lui sont attribués[11].

A cette époque, l'une de nos interlocutrices se souvient du poids des règles établies lors des offices dominicaux :
« *navé dé ban mé lété blizé de péyé, é lété ser, lété pa tout domoun i pouvé é si pouvé pa ou té giny pa out plas dédan*[12] ».

La même personne reste marquée par l'interdiction de chanter les chants religieux durant la messe ; cette interdiction qui pénalisait certains, et pas d'autres « *mé ki koné koman zot i choizi ! Mwa, é sa lété dur mi di aou… mwa navé pwin l'droit ou vois* ».

La fréquentation de l'église va au delà de la tradition, elle est ancrée dans la vie hebdomadaire, voire quotidienne des gens. Les personnes rencontrées ne recensent aucun lieux de cultes d'une autre religion (chapelle ou temple Malbar, mosquée…) mais trois niches de Saint Expédit sur la commune.

L'un de nos interlocuteurs soulignent que « *les gens sont assez superstitieux et Saint Expédit très ambivalent « il passe très vite du bien au mal ». Pourtant, dans certaines niches sur l'île on peut voir des Saint Expédit décapités « sans doute une vengeance de quelques uns qui n'ont pas été satisfaits, mais ils prennent de gros risques !* ».

Toujours à la même époque, et encore aujourd'hui, même si cela se traduit de manière différente, l'influence des règles religieuses dans la société est forte. Les relations garçons/filles et hommes/femmes, l'autorité parentale ou familiale, les normes de conduites étaient strictes et les écarts durement punis.

L'une des personnes rencontrées nous raconte que bien qu'extrêmement malheureuse, voire maltraitée, dans sa vie conjugale - qui lors des premières années s'est soldée par la perte de deux enfants en bas âge -, elle n'a trouvé aucun soutien, ni lieux d'accueil auprès de ses parents, sa famille, sa communauté, ni même de sa paroisse lorsqu'elle a réussi à « s'enfuir de l'enfer »…

Entre ce qu'il faut faire et ne pas faire, les frontières sont clairement délimitées et régissent les comportements individuels comme collectifs. Le poids de la norme s'est sans doute un peu dissipé, changeant de nature par rapport à cette période alors que la religion reste une dominante du patrimoine culturel Réunionnais.

[11] Réfection des routes du village, reconstruction des écoles, extension du réseau d'alimentation en eau et implantation de fontaines publiques, et, ce qui est considéré comme sa principale réalisation, l'agrandissement de l'église et sa reconstruction en pierre. (cf. livre p 68)

[12] Une autre expérience désagréable est rapportée dans l'ouvrage « Histoire d'un village des Hauts de La Réunion : Entre-Deux » de l'Association Entre 2 zépok qui concerne l'attribution des bancs à l'intérieur de l'église (dont la location est l'une des sources de revenus de l'Eglise pour l'entretien des édifices et le budget des fabriques). Elle arrivera à Vital Hoarau… qui, ayant été remercié du don de son terrain par le contre-don d'une concession pour deux bancs, se retirera en famille de toute vie religieuse, lorsque l'un d'entre eux lui sera repris. Il ne recevra pas l'extrême onction… (cf. livre P 42)

II.3. L'Entre-Deux, terre de marronnage avant tout

L'Entre-Deux, de par son isolement géographique, et les difficultés indéniables qu'il fallait surmonter pour y accéder, a été avant toute autre forme d'occupation une terre de marronage, une terre de liberté.

Il existe très très peu de documents permettant de retracer et de comprendre l'histoire du marronage, à La Réunion en général mais particulièrement sur l'Entre-Deux. Ainsi, le début du marronage à l'Entre-Deux, et donc la découverte de cette partie du sud de l'île, est difficile à dater précisément.

L'historien et écrivain Prosper EVE[13] distingue deux vagues de découverte des Hauts de l'île à travers le marronage :
- de 1690 à 1710 tout d'abord, où les marrons se réfugient dans le haut de certaines rivières comme la rivière des Galets, la rivière du Mât, la rivière des Marsouins, la rivière Saint-Etienne, Cilaos, La Plaine des Cafres et le sud de l'île ;
- ensuite, de 1710 jusque dans les années 1780, sont découverts et investis comme lieux de refuge Salazie et Mafate, les abords du Piton de la Fournaise, la forêt de Bébour, le Piton des Neiges, la rivière de l'Est et le Bras de la Plaine[14].

Il semblerait donc que le marronage à l'Entre-Deux ait commencé vers les années 1710/1720, au cours de la « seconde vague ». Tout porte à croire, en effet, que la découverte de l'Entre-Deux par les esclaves marrons soit partie du Bras de la Plaine plutôt que du côté du Bras de Cilaos. Ainsi, Dimitil, qui a laissé son nom aux montagnes qui dominent l'Entre-Deux, était probablement réfugié dans les hauteurs du Bras de la Plaine.
C'est aussi de ce côté du massif de l'Entre-Deux que se trouve l'Ilet Marron.

On est à peu près sûr aujourd'hui qu'il n'y avait pas de camp marron sur le plateau du Dimitile, même si le rempart servait sans doute de refuge temporaire, et de lieu de passage pour les marrons de « Zambic » Hoarau.

En revanche, on est à peu près sûr qu'il existait des camps marrons sur l'Ilet Marron, comme cela est rapporté par la tradition orale. Cet Ilet est situé en contrebas du massif de Dimitile, en hauteur du Bras de la Plaine. Il existerait sur cet îlet des traces de tombes, voire des ossements, qui pourraient attester la présence de marrons. Pour l'instant, aucuns travaux de fouilles et de recherches n'ont été entrepris sur les 15 hectares – aujourd'hui en friche – qui constituent cet îlet, travaux qui, bien qu'envisagés, ne sont réalisables qu'avec l'accord des propriétaires du site en indivision, descendants de la famille

Si l'on ne possède que peu d'éléments sur l'histoire du marronage à l'Entre-Deux, il semble donc quand même que des camps marrons ont existé dans la partie orientale du massif du Dimitile, tout particulièrement en provenance du Bras de la Plaine : ainsi de l'Ilet Marron, cité à de nombreuses reprises dans les rapports de détachement. Cette hypothèse est appuyée par le fait que Grand Bassin a été un haut lieu du marronage, de par son isolement (une soixantaine de familles de marrons y ont vécu). Or l'histoire de Grand Bassin, à l'époque des marrons comme à l'époque de la Compagnie des Indes, est fortement attachée à celle de l'Entre-Deux.

[13] Ouvrage de M. P. EVE « Les esclaves de Bourbon, la mer et la montagne »
[14] Ouvrage de M. P. EVE « Les esclaves de Bourbon, la mer et la montagne » p. 118 et 119.

Que sait-on exactement à propos de Dimitil, l'un des esclaves marrons les plus fameux de l'île ? Peu de choses avec certitude à vrai dire. Le document le plus complet est constitué par un rapport de détachement de mars 1743 relatif à l'enlèvement dans les Hauts de Saint-Paul d'une esclave mozambicaine, Jeanneton, par Dimitil à la tête d'un bande de 24 esclaves marrons.

Dans ce rapport, Jeanneton relate les pillages opérés par le Capitaine – car c'était son grade – Dimitil et sa bande de 24 marrons à la ravine de La Chaloupe, ou à la Grande Pointe. Ces récits prouvent qu'ils passaient par les remparts pour se rendre du Sud de l'île jusque sur la côte Ouest : ils passaient par le Petit Bénare, pour rejoindre après le Bras de Saint-Paul, ou bien le Tapcal, dans le cirque de Cilaos (cf. Prosper EVE, p.129). Dimitil a également laissé son nom à un lieu-dit de la rivière des Remparts, à Saint-Joseph.

Tout ceci atteste bien que dans les années 1740/1750, le Capitaine Dimitil et sa bande ont écumé les côtes Sud et Ouest de l'île, depuis le « Pays Brûlé » jusqu'à St-Paul, en passant par la rivière des Remparts, le Bras de La Plaine, L'Entre-Deux … aussi, si l'on n'a pas retrouvé de trace de camp sur le plateau du Dimitile, on pense quand même qu'il s'agissait d'un lieu stratégique pour les marrons, notamment pour la bande de Dimitil :
« *En malgache, Dimitile signifie guetteur. De son sommet, les Marrons surplombaient le Bras de la Plaine et voyaient les détachements de chasseurs arriver de loin* » (Piérique RIVIERE de l'association Capitaine Dimitile, JIR du 19 décembre 2003).

L'histoire des marrons, pionniers de la découverte de l'Entre-Deux, est donc toujours aujourd'hui mal connue et difficile à connaître, même si d'importants travaux et actions ont été réalisés par des associations comme Capitaine Dimitile, ou Entre-Deux Z'épok, pour en réhabiliter la mémoire (notamment avec la réalisation d'une stèle sur le plateau du Dimitile en l'honneur du plus grand chef marron, le Roi Laverdure, sa femme la Reine Sarlave et le Guetteur le Capitaine Dimitil).

Pour autant, cette histoire reste à jamais gravée dans la toponymie des lieux, preuve – s'il en est encore besoin – du rôle de pionniers qu'ont joué les esclaves marrons dans la découverte de l'Entre-Deux et ses abords et, bien au-delà, de l'ensemble de l'intérieur de notre île.

II.4. Le café, moteur d'une organisation économique du territoire de l'Entre-Deux

L'histoire du peuplement de l'Entre-Deux est étroitement liée à l'histoire plus générale de La Réunion, à l'époque où s'y est développée une société de plantation. Plus spécifiquement, l'Entre-Deux, comme le reste du Sud de l'île, a commencé d'être distribué aux colons au XVIII^{ème} siècle avec la « civilisation du café »[15]. C'est en effet sous l'essor de la culture du café que vont être données en concessions les premières terres du Sud de l'île, qualifiées par Flacourt de « pays des vivres » (idem).

La France décide au début du XVIII^{ème} de se lancer dans la culture du café pour ne plus être tributaire de la Hollande, seul pays producteur de café en Europe à l'époque.
« *Ou koné pou la petite histoire les plants de café qui viendront ici viendront du Moka, du Yémen, plus particulièrement dans l'arrière pays du port de Moka, ville du sud de l'Arabie.*

[15] Cf. note de bas de page 2 – p. 16.

Le roi du Yémen se fait soigner par un chirurgien français, et il avait un truc à l'oreille, une grosse abcès à l'oreille, et il dit au chirurgien « si t'arrives à me guérir, moi je te fais part, je te fais cadeau d'une plante, d'une pousse de chaque plante qui pousse au Yémen », et parmi ces plantes, il y avait le café. Alors, tout compte fait, il est guéri, et il tient sa promesse. »

Des plants sont donc introduits sur l'île vers 1715, en provenance du Moka. Cela incitera aussi certains marchands, banquiers ou autres notables à investir un peu de leurs capitaux dans l'économie bourbonnaise.

On va d'ailleurs se rendre compte à cette occasion qu'il existe déjà plusieurs espèces de café dans l'île :
« *Vous avez le café marron, plante très médicinale, qui pousse à 400m, mais ici à 400m il va donner des fleurs mais il n'a pas donné encore de graines. Il va fructifier à partir de 600m d'altitude. Alors il sert à quoi : le café c'est un fébrifuge déjà, il est astringent, et il est tonique. Ou koné au départ ce sont les zarab qui vont utiliser le café, et ils auront pas encore trouver le système, le processus de la torréfaction et tout ça. Donc ils vont faire bouillir les baies (c'est comme ça que l'on va découvrir les vertus médicinales du café) (…). Il y a aussi le bois de pintade, i fait partie de la famille des rubiacées. Le bois de pintade à l'époque il était pas comme ça, ou koné, les plantes s'immunisent (…) ce qui va se passer, il y avait également des tortues ici, le cabri i bouffait de ces plantes, donc ces plantes se sont immunisées, i ressemble à une pintade ce qui fait que les tortues, les cabris les laissaient tranquilles (…). Il y a aussi la petite prune rat, le gros café de St-Philippe…tout ça ce sont des cafés qui ne sont pas consommables, mais ce sont des plantes médicinales*. »

Ainsi se développe une véritable société de plantation. La population de l'île augmente, notamment avec l'arrivée massive d'esclaves malgaches à partir de 1717 sous le gouverneur Benoist Dumas, amenés sur l'île pour fournir la main d'œuvre nécessaire à la culture du café.
« *Il faut savoir que c'est un travail quand même assez laborieux, parce que sur un pied de café, il fallait quand même trois esclaves pour ramasser le café : l'un pou ramasse le gros, l'autre le petit et l'autre le moyen : sur un pied de café i tiré trois sortes de café*. »

A côté des plants de café qui vont être importés dans l'île, sera bien sûr cultivé le fameux 'bourbon pointu', le café qui fera la renommée de l'île[16]. Selon l'un de nos interlocuteurs, « *on produisait ici à l'Entre-Deux l'un des meilleurs cafés, si ce n'est le meilleur café au monde ; Entre-Deux et Saint-Leu.* ». C'est d'ailleurs la culture de ce café qui a permis au village de développer son patrimoine architectural, de par la richesse que cette culture procurait aux habitants (cf. infra).

Le café a été indéniablement un élément fort de l'histoire et du patrimoine du village de l'Entre-Deux.

[16] M. Etienne s'est beaucoup intéressé au café. Voici quelques extraits de ses explications du 'bourbon pointu' : « qu'est ce qui diffère ce café là de l'arabica et du robusta, et bien tout simplement on le reconnaît parce qu'il va monter moins haut que les deux autres, il sera plus touffu, plus feuillu au niveau de la hampe, il sera beaucoup plus fourni, ses feuilles seront beaucoup plus petites, et on va l'appeler pointu tout simplement parce que ses graines, ses baies ont la particularité d'être pointues (…). Ce café a été défini (…) comme un café léger, un excellent café, doté d'une pointe d'acidité, et un arôme, un arrière goût caramélisé ; contrairement à d'autres cafés, qui sont corsés, avec une pointe d'acidité et un arôme de réglisse. Assez souvent quand ou boit un café lé inn ti peu amer. Souvent, ici à la Réunion nous ni boit le café avec inn ti peu d'suc, mais le café normalement ça se boit sans sucre. Voilà, c'est pour ça que nou giny pa apprécier le café peut-être… »

Il est d'ailleurs représenté sur le blason de la commune : « l'emblème de l'Entre-Deux, c'est trois grains de café dans un triangle, un triangle vert (…), avec la pointe en bas – d'ailleurs avec un nom très évocateur en bas : La Pointe, Le Serré – ce sont les noms – et il va monter en s'évasant. Un triangle vert parce que c'était de la forêt, les trois grains de café, les deux d'en haut c'est les deux bras, et le grain du milieu c'est le cœur. Deux bras, un cœur, voilà la devise de l'entre-deux. ».

C'est ainsi que vont être données les 1ères concessions dans le sud de l'île, sous l'impulsion des gouverneurs Dumas et Desforges Boucher.
En l'espace de 2/3 ans, une douzaine de colons obtiennent d'importantes concessions allant de la ligne des pas géométriques jusqu'au pied des montagnes. Mais devant la demande toujours plus accrue de concessions, un autre système de délimitation sera appliqué en parallèle, au Sud de la rivière St-Etienne. En effet, passée cette limite, les concessions sont plus petites, et délimitées par des lignes d'arpentage parallèles à la côte.

C'est dans ce contexte que vont être remises les deux 1ères concessions sur le territoire aujourd'hui appelé l'Entre-Deux, en 1724 à Joseph Lauret et en 1727 à Jean Hoarau.
« *Les concessions étaient données à l'époque, on donnait la concession mais il fallait que la concession soit entre deux rivières.*
Par exemple ici à l'Entre-Deux, l'Entre-Deux fut donné à 2 concessionnaires gratuitement, en échange de quoi ils devront remettre une partie de leur récolte à la Compagnie des Indes, créée entre-temps. Donc deux concessionnaires arrivent ici sur le village, ils ne savent même pas où les terres leur appartienne, na inn idi èske mwa la giny à gauche et inn idi èske mwa la giny à droite (cf. également sur ce point livre p. 19). En tout cas Joseph Lauret arrive il s'installe lui. Et Jean Hoarau il va prendre du temps pour arriver ici, mais deux ans avant qu'il vienne s'installer ici il est mort, en 1729 de la petite vérole, lui, sa femme et son fils je crois. ».

Jusqu'au milieu/fin du XIX^{ème} siècle, le café est une culture très importante sur le village de l'Entre-Deux, au même titre que l'économie sucrière. En fait, cette richesse procurée par la culture du café prendra fin vers les années 1890. A cette époque, certaines espèces d'arbres vont être importées sur l'île pour procurer l'ombre nécessaire aux caféteries.

Parmi ces arbres, il y a le 'Bois Noir'[17]. Or si le Bois Noir va jouer un rôle important dans la fructification du café, il va également participer à sa perte : en effet, il va développer un champignon dans les plantations de café : 'Emilia Vaxtatris'.

Peu à peu, les colons vont ainsi abandonner la culture du café pour se tourner vers d'autres cultures, notamment le géranium ('geranium rosa') vers la fin du XIX^{ème} siècle, époque à laquelle il couvrira les pentes du Dimitile.

Aujourd'hui, on trouve encore quelques pieds de café sur l'Entre-Deux, dans des cours privées, pour la consommation personnelle. Mais il n'existe plus de plantation de café.

III. UNE HISTOIRE QUI PERDURE A TRAVERS LA TOPONYMIE DES LIEUX

[17] « le kréol i apèl banwar. Banwar, laba dan lé péï afrikin bana i apèl 'langue de femme' également, parce que ifé de bruit pareil… »

La toponymie de l'Entre-Deux est riche à étudier dans le sens où les différents noms de lieux, mais également de sentiers, sont inspirés tant de la géographie et de la topologie spécifique de l'Entre-Deux (Dimitile, « *sentié pent la kord* »), que de l'histoire (îlet Marron), de situations vécues par les habitants (lieux baptisés « *Trou de Magasin* », sentier du Zèbre ou sentier Ledoyen), de croyances…

Le site de l'Entre-deux est composé de plusieurs lieux-dits, dont la plupart des noms, déjà usités au XVIII^{ème} siècle, ont pour origine la géographie du territoire à laquelle ils se rapportent[18]. Il en est ainsi des quartiers comme l'Eperon, ou le Serré, qui désigne le quartier constitué par la mince bande de terre épargnée par l'érosion causée par les deux bras de rivière entre 'les Bas' et 'Les Hauts' de l'Entre-Deux. Il en est de même pour le quartier de La Mare, qui constitue aujourd'hui le 'cœur' de la commune puisqu'il s'agit de l'endroit où se trouvent la Mairie, le collège, l'Eglise, bref le centre administratif et commercial du village. Ce plateau, dont les premiers occupants ont été les frères Hoarau dans les années 1790, a été ainsi nommé du fait de la présence de nombreuses mares, plus ou moins grandes, sur toute la zone qui s'étend du Bras Long à Grand Fond, jusqu'à la base du massif du Dimitile[19].

Ces mares ont joué un rôle important dans la vie des habitants du village. Certains granmouns se souviennent encore des anguilles, lapias et autres poissons que les Entre-deusiens pêchaient à l'époque pour agrémenter leur nourriture quotidienne.

Au début du siècle, pour lutter contre la propagation du paludisme, le maire de l'Entre-Deux, alors M. Paul Noël, entreprend des travaux importants pour assécher les mares. Aujourd'hui, la mairie est construite sur une de ces mares asséchée. Avec ces opérations d'assèchement, la population du village perdait une importante source alimentaire ; certains habitants regrettent encore aujourd'hui que les mares aient été asséchées, et en contestent l'utilité.

En effet, selon certaines personnes, l'eau trouverait moins à s'évacuer, d'autant plus que l'urbanisation s'est considérablement développée sur le quartier :
« *ou vwa si la pli i tomb kom dan lézané 40, ben na in pé d-kaz va dégréné ! domoun idi : 'sak vi vwa pa dann santan, nadéfwa ann in minit ou vwa !' (...) lontan lo té i rant dann la tèr (...)* ».

La faible efficacité des travaux d'assèchement des mares, au-delà de la disparition des viviers à poissons pour la population, est corroborée par le fait que les canaux d'évacuation des eaux, bouchés par des alluvions, posent des problèmes d'entretien, à tel point que le paludisme réapparaît à l'Entre-Deux dès 1914, soit tout juste deux ans après la fin des travaux[20]…

Avec son relief très escarpé, ses montagnes, ses mille cavernes, l'Entre-Deux a naturellement été l'un des hauts lieux du marronnage. Quand bien même l'on ne dispose pas de preuves avérées de la présence des marrons sur certains sites, le chef marron Dimitil est l'une des figures emblématiques de l'île (notamment cité dans l'ouvrage « Exil Créole »[21] aux côtés des autres grands chefs marrons) et il a inspiré le nom donné à la montagne en lame de couteau qui domine l'Entre-Deux.

[18] Cf. note de bas de page 2 – p. 9 et 10.
[19] Cf. note de bas de page 2 – p. 54 et 55.
[20] Cf. note de bas de page 2 – p. 56.
[21] Ouvrage « Exil Créole – Voyage dans l'histoire d'une île : La Réunion » Olivier Soufflet / Octobre 2001

Aujourd'hui, l'importance du Dimitile comme patrimoine naturel et culturel dépasse les frontières de l'île de La Réunion en étant également reconnue par le gouvernement malgache suite à un travail des associations Malgaches comme Réunionnaises[22].

Dans la continuité du travail de reconstitution d'un camp marron par l'Association Capitaine Dimitile, une cérémonie de sacralisation du site « village marron » du Dimitile a eu lieu le 18 décembre 2004, à laquelle participait une délégation du gouvernement Malgache[23].

Le Dimitile est ainsi un atout naturel et touristique majeur, fortement rattaché à l'histoire ; dans le même ordre d'idée, l'îlet Marron doit son nom à la présence d'un camp marron et est accessible par deux sentiers publics qualifiés de dangereux, surtout celui qui mène à Grand Bassin « sentier Marron », qui, reconnus par l'ONF restent peu fréquentés, en raison de passages assez périlleux le long des parois.
« *Néna aussi le sentier Ledoyen quand wi arrive au kiosque à la ravine des citrons, ou prend le sentier Ledoyen, et à un moment ou ariv la ravine à cap et su l'ilet maron, c'est un endroit où jusqu'à présent bana la retrouve des ossements, c'est un endroit difficile, et c'est l'endroit idéal pou les marons. un coin encore très riche en histoire, où ou peut encore trouver aujourd'hui un squelette et tou ski san sui laba* ».

Des sentiers, qui reliaient l'Entre-Deux à d'autres endroits de l'île, sont progressivement moins fréquentés en raison du danger ou même fermés mais ils ont été les premières voies de déplacements des personnes.
« *Les premiers sentiers avaient été tracés par les marrons, il fallait une journée pour faire le trajet, parfois deux jours si l'on va jusqu'à Grand Bassin… La route a été tracée pour faciliter les élevages de moutons sur les terrains acquis* ».

Les règles concernant les sentiers se heurtent parfois aux aménagements récents dans l'esprit des utilisateurs et leur semble peu en adéquation avec la préservation du patrimoine naturel.
« D'un côté il ne faut pas élargir les sentiers de plus de 40 ou 50 cm (pour ceux qui sont trop grands il faudrait replanter sur les abords à cause des risques d'érosion et de l'invasion des pestes végétales – Galabert, Goyavier…). D'un autre côté, on a fait une piste de 4X4, quad et motos qui abîment la route et créent des éboulements… ».

Certaines personnes se souviennent encore des sentiers qu'ils fallait prendre lontan pour pouvoir entrer, ou sortir du village. Pour arriver sur l'Entre-Deux :
« *Faut savoir qu'avant ce pont pour monter à l 'Entre-Deux c'était une expédition ! on montait à pied, il y avait les bœufs qu'on appelait ça les bœufs palan, bèf pano, là wi monte » ou accéder au Dimitile par exemple « en fait ou na trois sentiers pou mont au Dimitile, ou na le sentier Bayonne ki faudra réservé aux marcheurs confirmés i faudra 6 heures de marche, même mieux pour les escargots, ou néna le sentier la grande jument et le zèbre. En fait c'est deux sentiers qui se rejoignent et qui vont faire qu'un seul sentier pour arriver là-haut ». De même, M. Hoarau raconte : « danntan navé in sentié, pou alé su la Ravine dann tan lavé pwin la route. La apèl alu 'sentié pent la kord', porézon lavé in bèl kap anlèr le sentié, alor i falé ou té mont su in kord anmaré su in pié tamarin paranlèr le bèl kap…* ».

[22] Associations notamment impliquées : Capitaine Dimitile, Lanja Miakatra, et Zazakely Casy

[23] Il s'agit de la cérémonie de « Ati-Damba » : préparation spirituelle et purifications pour la mise en conformité du site et l'élévation d'une stèle en l'honneur du chef marron et des personnes d'origines malgaches décédés dans les ravines sans sépultures.

La toponymie des noms de sentiers prend alors toute sa saveur lorsqu'on écoute leur histoire, originelle ou originale.

« *Alors on dit sentier zèbre, pourquoi zèbre ? c'est pas parce qu'il y avait des zèbres ici hein…tout simplement parce qu'à l'époque, les gens qu'on mettait dans les mairies c'était des gens que lavé pa parti tro tro à l'école. Mwin mi rapèl ma vieille maman un jour elle la eu un travail c'était pou recevoir des gens en mairie, ; et elle la pa parti tro loin à l'école.*

Alors c'es un monsieur 'Euzèb' qui habite sur la pente qui vient à la mairie qui vient fé une déclaration, la mùadame qui est derrière : « vou apèl koman ? » (ek le ti laksan sec) « mwin msié ézèb » « ah, zèbre, ok »…elle la mis 'zèbre'. Elle la oublie le 'E' devant. Et maintenant si vi sava, si ou regarde bien ou retrouve des 'Euzèb', à côté de la rivière st-louis lé plein…même st-joseph i dwavwar des 'Euzèb'…enfin voilà. Alors ce sentier faudra 3 heures pour arriver au Dimitile ».

Lorsque les sentiers sont moins aisés, cela influe également sur leur nom, directement tiré du ressenti lorsqu'on les emprunte.

« *Akoz landrwa la i apèl le 'mal au ventre' ? I apèl ça komsa tout simplement parce que kan vi descend inn pente, prend un sentier komsa ou va vwar si un moment donné i fé malpa ou…i fout aou mal au ventre !! parce que afors dsend' apuyé su vo tripes, ou konpran ? et sentié là lé abrupt…* »

Bien sûr, toujours pour accéder au Dimitile, des raccourcis sont connus des habitués : « *le sentier le plus proche c'est il faut monter jusqu'au Portail, il y a un sentier qui jouxte là, tanzantan lu rejoint la piste 4*4, et lu monte jusqu'à la chapelle. Et ben c'est le sentier le plus court, ; sa ou va prann 2 heures pou monter, fasilman* ». Et par les sentiers rien ne paraît impossible « *Si ou veux rejoindre le piton des neiges ou na la possibilité… mwa la partie mi préfère la dedans c'est le sentier bayonne* ».

Lors de la réunion collective, les sentiers principaux qui ont été évoqués sur le site même de l'Entre-Deux sont les sentiers « familiaux » sur lesquels « on peut faire des marches : le sentier Bayonne, Plateau Raisin, Coteau Sec mais ils sont parfois à risque et il faut les faire avec une personne qui connaît ».

« *Sur ces sentiers là justement on a mis quelques marches là où il fallait mettre, on a peaufiné un petit peu sans trop dépareiller, sans trop casser le côté nature, et ce sont ces sentiers qui sont devenus les sentiers familiaux* ». Aujourd'hui, sur l'intérieur de la commune, ce sont des « *sentiers de ligne* » qui sont crées régulièrement « *comme des voies d'accès plus pratiques* » et qui sont enregistrés au niveau du cadastre.

Sur le plan du patrimoine naturel, le paysage de l'Entre-Deux est intimement lié au végétal « *cela va du jardin créole devant la case à l'espace naturel du Dimitile en passant par des alignements de cocotiers qui soulignent l'entrée de grandes propriétés, de futaies d'arbres fruitiers qui parsèment le territoire, de haies en limite des parcelles, des bosquets ou des bois qui habillent des espaces intermédiaires, d'un arboretum, et de champs cultivés* »[24].

[24] Stratégie touristique de l'Entre-Deux – phase 1 Diagnostic Novembre 2004 – Atelier des charrons

Ainsi, les cases et anciennes demeures de l'Entre-Deux se nichent dans des jardins, des champs (avec les premiers habitants qui s'installeront à l'Entre-Deux vers 1724, très vite cet espace[25] devient l'un des centres sudistes de la production de café, puis par la suite, de la vanille avant que la canne ne supplante ces deux cultures) ou des vergers, lui conférant un charme tout particulier. L'aménagement paysager de la commune[26] que valorise également d'autres initiatives, menées par l'Association Entre-2-Zépok.
Par exemple, les opérations de concours « Cases Fleuries », dans la continuité de la valorisation des cases créoles lors de l'opération « coups de pinceaux », ont permis une réelle mise en valeur de leurs jardins. L'objectif est de préserver la séduction qui se dégage du site, et d'en favoriser les retombées économiques et touristiques au niveau communal. Ce type d'initiative sera peut être repris à Petite Ile et ailleurs…

L'accès aux graines et plantes dans le milieu naturel pour les cultiver dans les jardins n'est pas autorisé, mais nombre de personnes rencontrées estiment que ce patrimoine serait tout autant valorisé dans leurs jardins, et visibles pour tous, qu'il ne l'est aujourd'hui au Conservatoire.
« *Du coup qu'est ce qui est exotique dans nos jardins : les mangues et les letchis !?* ».

Nos interlocuteurs considèrent sérieusement qu'il y a des règles à respecter pour protéger les espèces endémiques. « *Les arums sont interdits de ramassage mais il faut s'informer auprès des vieux ! Si on ne coupe que la fleur (pour le premier novembre par exemple) la plante pousse ; dans les couloirs de ravines les racines servent à maintenir le sol, à empêcher l'érosion donc il faut faire attention en utilisant les racines (patates) pour nourrir les cochons ». La responsabilité des gens est engagée sur la préservation par exemple « certains tisaneurs sont autorisés à prélever les plantes (par exemple le Fahan) et a replanter chez eux le bourgeon ; ils savent prélever comme les anciens le faisaient auparavant. Les anciens avaient la méthode pour ne pas tuer l'espèce* ».

Le patrimoine naturel de l'Entre-Deux n'est pas simplement évoqué au travers des espèces les plus rares ; les plantes des jardins (au delà de leur aspect ornemental) ou des forêts sont également évoquées comme appartenant à la tradition populaire des tisanes. Celles-ci, « *réalisées à la mode traditionnelle des grands parents » sont encore quotidiennement, ou régulièrement utilisées, tant pour la prévention que pour leur caractère curatif. Ont été citées : la camomille, la fleur de pêche, le kol kol, l'herbe St-Paul « pour les estomacs engagés », le charbon de bois « ou mé dan lo é ou boi* »…
Les personnes soulignent qu'il n'y a pas de « *formation pour les plantes* » en général, les parents apprennent à leurs enfants mais les plus jeunes se coupent un peu de ces pratiques…
Le lien avec les traditions culinaires lontan qui séduisent moins les jeunes est établi par nos interlocuteurs qui concernent les plats à base de manioc, patate, goyave, aloès amer…

[25] Aujourd'hui, quatre zones géographiques se dégagent sur la commune : une plaine autour du hameau du Serré, un bourg et les cultures alentour, deux ravines densément peuplées et riches en arbres fruitiers, et un massif : le Dimitile – Haut Lieu d'histoire lié au marronnage. La zone urbaine est également scindée en quatre zones : le centre-bourg (La Mare) et trois centres périphériques (par ordre d'arrivée dans la ville : Le Serré, Bras Long et la Ravine des Citrons). La zone habitée s'étend également sur la Pointe, Grand Fond et Trou de Terre

[26] Le contrat d'objectifs (2001-2006) a permis une restructuration du Centre-Bourg sur le thème « préservation et mise en valeur du patrimoine architectural et urbain ».

L'Arboretum, situé juste à côté de l'Office du Tourisme, abrite des arbres indigènes (espèces venant de l'extérieur mais qui se sont introduites par leurs propres moyens) et en ce qui concerne les espèces endémiques, il y a plus de 100 espèces endémiques sur les 160 de l'île au Dimitile. D'aucun pense même que les 160 sont présentes.
« *La ou na encore, idi aou que la réunion néna 160 espèces endémiques, ben là ou na encore ladan mi krwa ou na ankor lé 160 espèces endémiques. Na dé zéspès que nou minm nou la touvé, nou tire foto, nou relève des échantillons et ni anvoye sa à la srepen. Nou lé en contact direct avec ces gens qui aiment la nature pareil, on est une minorité les amoureux de la nature mais n'empêche que ni bouge quand même*».

L'un de nos interlocuteurs explique qu' « *il faut conserver la mission de protection et de valorisation. Mais surtout il faut se demander : protéger pour faire quoi ?* ». L'association Capitaine Dimitile a mis au point un guide éducatif (pédagogique et ludique) permettant de reconnaître les espèces. Il est proposé aux scolaires qui partent en camp au Dimitile. Les espèces animales sont également à reconnaître et à valoriser mais, si ce n'est le Tang et le projet de sentiers aux oiseaux, elles n'ont pas été citées par les personnes rencontrées.

IV. L'ARCHITECTURE A L'ENTRE-DEUX : UN PATRIMOINE A L'EPREUVE DU TEMPS

L'un des éléments majeurs du patrimoine de l'Entre-Deux est incontestablement son savoir-faire architectural, son habitat authentique, aujourd'hui encore.
La prospérité des Entre-deusiens, à l'époque glorieuse du café, a sans doute favorisé le développement des connaissances architecturales des villageois et la construction de nombreuses kaz dans tous les styles et toutes les formes de l'architecture traditionnelle réunionnaise : « *les maisons de l'Entre-Deux peuvent être comparées aux illustrations d'un livre d'histoire d'individus aux origines multiples* »[27]. Pour l'association Entre 2 Zépok, une autre explication de cet état d'authenticité préservée serait l'isolement de la commune, les particularités géographiques de ce territoire.
Toutes les personnes que nous avons rencontrées pour échanger sur le thème du patrimoine culturel de l'Entre-Deux nous ont cité les kaz kréol, les kaz lontan, comme l'un des premiers éléments remarquables de ce patrimoine. Il est certain que le charme de ce village, tant pour celui qui y habite que pour celui qui y est de passage, réside en partie dans la beauté, le côté chaleureux et accueillant de ses maisons, typiques de l'architecture créole traditionnelle dans toute son expression.

Les kaz traditionnelles étaient à l'Entre-Deux – mais c'est aussi le cas dans d'autres coins de l'île – essentiellement construites en bois, utilisé en 'bois ronds' (càd en gardant le tronc tel quel) ou en 'bois équarris', (càd débité en planches). Le bois provenait de la forêt du Dimitile, où le bois de couleur couvrait alors toutes les pentes du massif. Les habitants utilisaient pour construire leur kaz différents bois de couleur, dont le point commun est l'extrême robustesse et l'imputrescibilité.

Mme Dijoux se souvient :

[27] Cf. note de bas de page 2 – p. 92.

« papa navé in karo filao. In zour li gard son karo, alor li di komsa : la li giny tir inn ti kaz ek sa, alor li la mont sonkaz (...). Sa té dan lézané 60 parla. Té i fouy trou, mèt le poto anndan, aprésa té mèt la rosh, é la té i dam sa byin (...) nou té kouv la kaz ek la pay zétivèr (...) apré kan la kaz té fini té i mèt papié katalog dosu, anndan, koma ifé joli ! apré ni mété la tèr anndan angiz béton. Danntan lété rare mézon an dur ! kan té i giny béton, té inn ti béton rouz i pas la bros dosu…kan mwa la marié mwa lavé pa tibéton pou froté ! sa té en 63…dann tan té itiliz ti lanp pétrol wi ! ».

D'autres personnes se sont exprimées sur leurs connaissances des bois et méthodes de construction :
« Je connais tous le bois nécessaire à la construction d'une maison (...). Les cloisons étaient en bois de natte, le plancher en 'natte' ou en 'corce blanc'. Les pièces faisaient quatre mètres de long sur dix centimètres d'épaisseur et les planches 27 ou 28 millimètres d'épaisseur sur quatre mètres de long »[28].
« *A l'époque le bois, comme il n'y avait pas de couleur, le bois de couleur était surtout utilisé pour les seuils, les portes, les fenêtres et puis le mobilier intérieur, armoire, plancher et tou ski san sui. Plancher souvent lété de bois de natte, l'armoire, bois de tamarin, et ainsi de suite…* ».

« *Koméla i giny pu fé la kaz. Ifé béton béton, si inn, dé zétaz, zamé i tyin pa ! ouvwa koméla la? la kaz i tyin pa cyclone, mi di aou ! lontan, dann ti kaz an pay, ou té trankil : de lo té rant pa dan la kaz, ou té antan pa lo brwi in mèrd…lé vré ! ou té antan pa kom kan lo van i pas si la tol, ou té vwa pa cyclone dann ti kaz an pay (...). Mwin mi voudré mont o zèn koman té i mont la kaz lontan. Dopui étann ti, lé foutu dan ma tèt si mwa na larzan mi mont in kaz an bwa, minm su dé zétaz. Mé pa en béton, ah non !! sa pa la kaz sa, i tyin pa cyclone (...) » (M. Hoarau, ancien charpentier-maçon).*

Bien souvent, au travers de ces petites kaz lontan, c'est l'attachement à un certain mode de vie, à des traditions particulières, qui est exprimé par les habitants : la kaz en terre, avec la petite cuisine en paille vétiver, le farfar, où on mettait parfois les enfants à dormir dans les familles nombreuses, « le ti manger fédbwa »… « danntan mi lévé trwazèr granmatin pou moud maï, apré mwa té vann sa pou tir la pay, mèt le son su koté pou fé gato avek. Koméla na pu, le tison na pu le gou nout ti lanmsim lontan… ».

Dans son ouvrage, l'association Entre-deux Z'épok dresse une typologie chronologique des case créoles du village[29] : la kaz en bois couchés, la kaz tapénac, la kaz pavillon sont les trois grands types de kaz que l'on trouve à l'Entre-Deux, sur lesquelles viendront parfois se greffer certains apparats issus de l'influence de diverses tendances artistiques ou architecturales : il en est ainsi de la varangue, par exemple.

-

[28] Cf. note de bas de page 2 – encadré p. 95 M. Louis Théodore Hoarau.
[29] Cf. note de bas de page 2 - p. 93 et suite.

IV.1. La kaz en bois couchés

L'un des plus anciens types de kaz sur l'Entre-Deux est la kaz en bois couchés, qui tire son nom du fait de la disposition horizontale des planches de bois qui la constituent. « *Anciennement on les mettait à la verticale, quand il y avait des clous et des vis*[30].

Mais comme à l'époque il n'y avait pas de clous et pas de vis, il y avait très peu d'outils également, on prenait des poteau de bois qu'on sciait en deux avec une scie de long. Une scie de long c'est une scie ifé près de 3 mètres de long, inn i passe en haut inn i passe en bas et puis allez ! on y va. On fendait la poutre en deux, quand la poutre était fendue on faisait un système (…) d'emboîtement, et on va l'empiler, pour qui sorte pas là bas et pas par ici aussi. Alors on va faire un système d'empilement, on va faire une sorte de caisson (…) ».

Ce caisson était ensuite recouvert d'un toit à deux pans, très inclinés en général (notamment pour faciliter et accélérer l'écoulement de la pluie afin d'éviter que la paille ne pourrisse). Ce toit était couvert avec de la paille de vétiver le plus souvent, parfois de feuilles de lataniers[31].
Plus rarement, le toit était recouvert de bardeaux, fabriqués à l'époque dans les règles du savoir-faire[32], avec des bois tels que le natte, le tamarin des hauts, ce qui leur assurait une longévité de plus d'un siècle.
« *Aujourd'hui c'est la tôle, c'est le luxe ! mais la kaz des esclaves ce n'était pas ça (…) la kaz des esclaves était à peu près de cette hauteur là, c'est-à-dire 1m20 sur 1m quoi. Le mec i rentrait là dedans juste pou dormir, et lu té recroquevillé.* »

La technique architecturale de la kaz en bois couchés serait apparemment d'origine scandinave. On la retrouve en Norvège, au Canada, dans plusieurs pays riches en forêt et où le bois, seul matériau nécessaire à sa construction, est (ou était) en abondance. Elle se serait transmise dans plusieurs pays à l'occasion de migrations.
Son grand intérêt est de permettre l'assemblage des planches sans aucun boulon, vis ou autres matériaux que l'on ne trouvait pas à l'époque. C'est sans doute pour cela, en raison de sa relative simplicité de construction (pas de chevilles, clous et autres, pas besoin d'un charpentier…), que la kaz en bois couchés fut le type d'habitation privilégié par les pionniers de l'Entre-Deux – comme dans d'autres régions de l'île d'ailleurs.

En outre, il était du coup possible de démonter ces kaz pour les remonter ailleurs, ce qui pouvait présenter un intérêt pour les colons de l'époque qui devaient parfois passer d'une concession à l'autre.
« *Anciennement, avant 1800-1810 (…) les planches des maisons étaient à la verticale. Aujourd'hui, ils ont compris qu'il fallait mettre ça comme ça, pourquoi ben tout simplement parce que planches à la verticale quand le dessous i pouri ou lé obligé change tout. Aujourd'hui vi enlève les deux planches du dessous et lé bon…ou comprend listwar* ».
L'association Entre-deux Z'épok n'a recensé que deux kaz en bois couchés encore existantes sur tout le village de l'Entre-Deux, une ancienne cuisine et un magasin.

---

[30] c'est apparemment ce qui fonde la distinction opérée par l'association dans son livre entre la kaz en bois couchés et la kaz Tapénac, à savoir le fait que les planches de bois soient clouées à la charpente verticalement, et non pas simplement empilées à l'horizontale, système plus rudimentaire : cf. infra.

[31] « (…) à l'époque kan vi arivé ché quelqu'un lavé pwinn coca limonade kom minnan, lé tite pomme la *(du latanier)* on les cassait, néna l'albumen dedans, on les mettait dans un litre à macérer, et on servait ça comme cordial ! kan vi arivé ché quelqu'un : « tu bois inn ti ju ? » ben c'était ça… »

[32] « (…) l'office du tourisme construite donc en 1989, alors ou vois c'est une case dite case pavillon ; les fameuses lattes de bois, le bardo que ou vois en haut, à l'époque ces bardo lété fé dans du bois endémique, du bois de tamarin des hauts. Ces bonhommes là ils avaient un savoir faire, ils taillaient le bois dans le sens du fil : donc le bardo avait encore une durée sur le toit de 150 à 200 ans. Aujourd'hui il est taillé mécaniquement, regarde, 1989 et il est déjà presque plus bon ».

IV.2. La kaz Tapénac

Un autre type de kaz kréol traditionnelle très répandu sur l'Entre-Deux est la kaz dite « kaz Tapénac », dont la particularité est d'être couverte d'une toiture à deux pans. « Tapénac » signifie d'ailleurs en malgache « toit à deux pans », ce qui semble confirmer l'hypothèse de l'influence de l'habitat malgache traditionnel sur ce type de kaz, influence transmise par les esclaves emmenés dans l'île.
D'autres voient en la kaz Tapénac les influences de l'architecture rurale française du XVIIème, XVIIIème siècle, mais cette hypothèse semble moins probable.

De dimension généralement assez modeste – mais toutefois déjà plus spacieuse que la kaz en bois couchés –, la kaz Tapénac est construite autour d'une charpente en bois constituée de poutres carrées, taillées dans du bois de couleur, traditionnellement du natte (grand natte ou petit natte) ou du bois de fer. Sur cette charpente étaient clouées les planches qui constituaient les murs, ces planches étant la plupart du temps recouvertes de bardeaux (taillés d'abord dans du natte, puis dans du tamarin des hauts), du moins jusqu'au milieu du XXème siècle.

La kaz tapénac, au départ, ne comporte qu'une ou deux pièces ; mais le recours à un système d'appentis en permettra l'extension au fur et à mesure que la famille s'agrandit :
« *Au départ cé inn ti deux pièces (…) on va laisser un système d'appentis, pour rajouter une pièce derrière (…). A l'époque, il y avait pas de gaz, pas de pétrole, et comme le feu ne se mariait pas avec le bois, on va faire une tite cuisine à part. la petite cuisine lé encore bien derrière, assez souvent Tapénac (…). Alors ensuite, imaginons, le couple qui se marie, le premier enfant qui arrive ; qu'est ce qu'on va faire, on va se servir du système d'appentis, on va rajouter une pièce. Ce sera ajouté en long, en long, en long. Avec la pièce rajoutée, vers 1950, où la tôle ondulée commence à arriver sur l'île – avant 1950 pas de tôle hein, la tôle était réservée aux riches ! et encore la tôle la tôle…la tôle plate ! –, on va aussi remanier un petit peu le béton*. »

« *Le béton ce sera plus pour les sanitaires, salle d'eau, douche etc. voilà, et la wi voit, entre la cuisine et machin, à un moment la femme va dire à son bonhomme, son bonhomme qui vient de labitasyon, elle va dire 'mais écoute chéri, à chaque fois que la pluie i tombe, mwa lé emmerdé parce que pou alé rent dan la cuisine, la pluie i bèz amwin, i mouy amwin… ben écoute, pourquoi ou remèt pa inn tite ralonge dessus'. Et c'est là que i refé inn ralonge, et assez souvent ces salles (…) i serve de salles à manger*. »
« *(…) mais la kaz créole n'était jamais construite de…on ne construisait pas à côté. On a commencé à construire à côté des kaz créoles, sur les côtés latéral, avec l'arrivée de la voiture, où on va faire un garage à côté. Donc on entend si na un voleur, li tombe près d-la fenêtre. Ou vois assez souvent les gens dorment toujours près d'une fenêtre* ».

La kaz Tapénac a mieux traversé les époques que la kaz en bois couchés. Peut-être est-ce dû au fait qu'elle a constitué jusqu'au milieu du XXème siècle l'habitat majoritairement répandu chez les « petits blancs » de l'Entre-Deux, de tous ces petits propriétaires attachés à leur petit bout de terre. Quoi qu'il en soit, il reste aujourd'hui plusieurs kaz Tapénac sur l'Entre-Deux, aux styles et aux formes riches de différences.

IV.3. La kaz pavillon

Enfin, le dernier type d'habitat traditionnel réunionnais que l'on trouve à l'Entre-Deux est la kaz dite kaz pavillon.
Ce style de kaz doit son nom à la forme de son toit, à quatre pans, ou toit pavillonaire. En fait, deux éléments principaux distinguent la kaz pavillon de la kaz Tapénac, d'un point de vue physique : la forme du toit, qui passe de deux à quatre pans, et la dimension de la kaz, puisque de par son origine historique, la kaz pavillon est plus spacieuse, et comporte souvent plus de pièces que la kaz Tapénac.

La kaz pavillon se distingue aussi par ses origines. Inspirée des premiers batiments officiels de la Compagnie des Indes et des maisons construites pour les administrateurs de la colonie (et même par les curés, comme en témoigne la cure de Saint-paul de 1754), elle est en cela l'habitat privilégié des notables et riches propriétaires. Après, tout dépend du volume de la kaz pavillon : plus celui-ci est important, plus la kaz sera considérée comme un signe extérieur de richesse.
Pour autant, la kaz pavillon s'est étendue à tous les niveaux de vie socio-économiques, quitte à être adaptée parfois à une certaine forme de rusticité ou de précarité. On trouve ainsi des habitats constitués de plusieurs petits pavillons rajoutés les uns aux autres, ou encore d'un seul pavillon aux dimensions plus modestes que les édifices qui ont préfiguré son style.

On identifie également différents styles de kaz pavillon, en fonction du nombre de portes en façade (deux ou trois portes), du type de corps de logis (simple ou double)… et aussi en fonction des nombreux éléments – fonctionnels ou purement décoratifs – qui vont être développés dans l'architecture créole dès le début du XIX^{ème} siècle : lambrequins, varangues, colonnes, dans le degré de finesse des motifs, dans la précision des décorations ou à travers la façon dont ils sont intégrés au reste de l'habitat, vont constituer des signes de richesse et de différenciation du niveau social des habitants.

Il semblerait que ces différents éléments architecturaux, que sont notamment la varangue et le lambrequin, aujourd'hui symboles typiques de l'architecture traditionnelle réunionnaise, aient été développés dans l'île avec l'arrivée des charpentiers de marine venus pour renforcer la main d'œuvre :
« *Ils vont reproduire ce qu'ils ont vu sur le bateau, ils vont reproduire exactement la même chose, sur terre. (…) par exemple la varangue ça a été reproduit ce qu'il y avait sur le bateau : à l'époque les ouvriers ils appelaient l'endroit où se tenait le timonier (…) le 'nid de poule', que lé devenu dans le jargon terrestre : la varangue. Tout simplement parce que là où le timonier était il fallait que ce soit abrité. Et sur cette varangue il y avait du lambrequin, lambrequin qui à l'époque on ne pouvait pas parler de la tôle, mais c'était du fer blanc, soit du zinc, ou du bois carrément* ».

De manière générale, ces apparats vont se diffuser sur l'ensemble de l'île. Marquée profondément par le néoclassicisme, l'architecture réunionnaise développe son art décoratif, notamment avec les colonnes, les losanges, les lambrequins finement ciselés… toutefois, l'architecture à l'Entre-Deux va se distinguer de ce courant global.

En effet, et c'est là tout le charme des kaz de ce village, l'architecture à l'Entre-Deux va rester très ancrée, très attachée à une certaine forme de rusticité, et ne sera ainsi pas totalement marquée par le néoclassicisme.

En fait, à partir des années 1800/1810, l'architecture créole du village va être le fruit d'un mélange plus ou moins subtil entre l'authenticité, la rusticité de l'habitat du XVIII^{ème} siècle, et les raffineries décoratives influencées par le néoclassicisme, ce qui va conférer à l'architecture du village son caractère tout à fait unique et singulier. En fait, les nouveautés architecturales de cette période vont surtout se retrouver sur les grandes cases du village, celles qui appartenaient aux familles des riches propriétaires et autres notables du village.

Trois grandes nouveautés architecturales vont imprégner l'habitat sur l'Entre-Deux au XIX^{ème} siècle : la façade écran, la varangue mais aussi et surtout le lambrequin, puisque selon les dires des personnes rencontrées celui-ci fera la notoriété des ferblantiers entre-deusiens dans l'île.

IV.4. Le lambrequin

Le lambrequin est un élément architectural en fait assez mal connu. Pour beaucoup, il n'est que le « reflet d'un maniérisme architectural », ou encore qualifié de « maniérisme créole »[33].

Or, « *le lambrequin c'est un élément décoratif, artistique et symbolique (…) c'est aussi un élément utilitaire. Utilitaire de nos jours plus tellement, i serve beaucoup plus de parade, kan lé gens i ariv devan i di aou 'oh lambrequin lé joli' et tout ça… mais que-dla-parade, que d-la façade (…). Le lambrequin aussi c'est un signe extérieur de richesse, plus le lambrequin est joli, plus il est raffiné, c'est plus qu'on se dit : 'j'ai payé quelqu'un pour faire du travail, ça prouve que je suis riche, mais j'ai quelque chose de beau et que mon voisin n'en a pas'…ou comprend, c'est toujours la parade*. »

« *Quand les gens allaient à la boutique pour chercher de la graisse, il restait toujours des bacs. On prenait ça pour faire du lambrequin*. »

« *Alors le lambrequin c'est toute une histoire, le lambrequin croit pa ça se fait comme ça hein, na tout un système de translation (…) mi peux di aou lé pas une mince affaire ! sitôt qu'ou la trouvé la façon d'faire ça va ; mais pou voir le lambrequin tous les mathématiciens, les grands mathématiciens qui veulent connaître c'est quoi le lambrequin, ben zot isa voir l'Alhambra*[34]*. L'Alhambra laba zot la trouvé ki existe 7 manières, ils ont trouvé 7 façons de faire du lambrequin (…).* »

« *Le lambrequin, quand je dis un élément utilitaire, c'est (…) parce qu'il va piéger le ruissellement de l'eau qui vient du toit. L'eau qui vient du toit va arriver sur une tôle inclinée, elle va suivre le lambrequin, le lambrequin qui va permettre le ralentissement de l'eau. Quand l'eau va descendre, li va tomber dans le… vi vois le ti rond-bouteilles ? (…) c'était pas con ske zot i fezé, aujourd'hui ça se fait plus (…) à l'époque il n'y avait pas de parpaing, pas de pierre artificielle, donc le patriarche de la maison i buvé le vin, et il disait à ses enfants 'surtout ne jette pas la bouteille'. C'était le fameux vin covino là, le grande bouteille, et puis lu faisait des ti parterres comme ça. Le ti rond-bouteille ladan c'était planté des plantes à massif, ti bambou…. Alors : lu va piéger l'eau, l'eau va arriver su l' lambrequin, le*

[33] Cf. note de bas de page 2 – p. 100.

[34] L'Alhambra était la forteresse et le palais résidentiel des souverains arabes du royaume de Grenade fondé au XIème siècle. Ce palais, construit aux XIIIème et XIVème siècles dans la ville de Grenade alors capitale du royaume arabe, est réputé pour ses décors riches et somptueux. Charles Quint y fit rajouter un palais à l'italienne au XVIème siècle (Grenade a été repris par les rois catholiques en 1492).

lambrequin va l'amener doucement à la verticale et va permettre que l'eau tombe dans ces plantes à massif. Pourquoi d'après vous ? parce que tout simplement quand l'eau va tomber dans les plantes, ça ne va pas éclabousser. Ce qui fait que la planche du dessous i rès prop, elle va pa pouri, i pouri pa. »

« *Mé aujourd'hui kan vi regarde su toutes les maisons, mi trouve regrettable que tous ces lambrequins lé mal posés (…) là lu lé mal posé, c'est de la tôle ondulée, automatiquement quand lu va tombe dessus le lambrequin lu va pa jouer son rôle. Pou lu jouer son rôle i fo sé la tôle plane , et que lu lé comme ça (incliné) (…). Ici (non plus) il est pas utilitaire. Là-bas (en montrant une autre kaz) lu lé utilitaire, mais kan ou regarde bien ici non. Kan ou regarde bien, viens voir…mwa la tourné je ne sais combien de visites avant de remarquer ça…et ben ou vois au-dessus d'l'auvent néna in espèce ti kanal qui va ramener l'eau qui va être rejetée comme ça…donc ou vois li sers à rien…toujours parure !!* »

«*In lambrequin, kan vi fé in lambrequin lu doit avoir un système de translation…ça c'est juste la parure ça, wi vois pas ? là le lambrequin lu joue plus le rôle d'impost. On appelle les imposts c'est le travail qui est mis au-dessus de la fenêtre, entre la fenêtre et l'encadrement. La lu joue plus un rôle d'impost. Et encore lu joue minm pas vréman son rôle d'impost, parce que l'impost c'est pour permettre la ventilation de la maison, l'aération. La li joue rien lila. Li joue rien, le moun i arèt i di 'ah, missié la na in zoli lambrequin', mé….ryink sa minm. Idi aou le lambrequin reflète l'image de celui qui habite (…) je t'en dirais pas plus…* ».

V. L'ENTRE-DEUX, TERRITOIRE D'EXPRESSION D'UN ART MANUEL ORIGINAL

Les artisans de l'Entre-Deux ont été identifiés et localisés sur une carte réalisée par l'Association des Petits Métiers (disponible à l'Office du Tourisme notamment) et se répartissent sur les quartiers de Bras Long, Ravine des Citrons, Le Serré, la Mare.
Divers corps de métiers sont représentés : 5 personnes travaillant le choca (dont une également le vacoa), 2 personnes spécialisées en Arts Plastiques (peinture et portraitiste / paysagiste), 2 personnes proposant des gâteaux sur commande (dont l'une, nous y reviendrons, vend des produits novateurs à base de choca : achards, pâtes de fruits…), un tisaneur au Dimitile, un tailleur de pierre, un tourneur sur bois, deux brodeuses (dont l'une travaille également le choca), une personne réalisant des objets en fer forgé et des luminaires…

Néanmoins, il apparaît que nombre de personnes connaissent encore le savoir-faire lié au choca (tressage,…) qu'elles pratiquent, le plus souvent à domicile, de manière « non professionnelle », mais régulière ainsi que d'autres techniques de fabrication d'objets, d'outils, utilitaires ou plus décoratifs mais considérés comme faisant partie du patrimoine.

V.1. Entre-Deux couleurs du Choca : du vert au bleu

La transformation du choca à l'échelle familiale ou plus artisanale, sans pouvoir être temporellement datée, est évoquée comme l'un des savoir-faire caractéristiques et existant encore aujourd'hui sur l'Entre-Deux.

« *Sa in nafèr ni koné pa dopui kan i romont. Kan mwa lavé 13 ans, mon moman té ifé déjà, mé ek ki elle la apri ?? mé sa sé mon passion, ah oui !* »

Les descriptions vivantes[35] de la vie des personnes plus âgées, ou hélas disparues, montrent que ces dernières « passaient surtout leur temps à ne pas rien faire » et développaient des savoir-faire. « *Mwa la apri ek moman, li la mont amwin très ti kord, pi le dessus. Mwa la giny 8 zanfant , mé la pa empès amwin travayé le choca, l'après-midi* ».
Le choca était généralement travaillé en famille : « *le papa et les enfants faisaient la cueillette du choca qui était transformé ensuite par la maman* »…

La tradition de fabrication à domicile et de diffusion au détail (aux parents ou aux relations) est restée. Aujourd'hui, lors des manifestations, les pratiques de dépôts ventes sur des stands se font mais le changement des « manières de faire » et des mentalités est lent. Pour l'heure, tous les détenteurs du savoir-faire, dont une majorité est assez âgée, ne sont pas forcément dans une optique de production commerciale, ou de plus de visibilité pour leur fabrication qui reste de l'ordre de la sphère privée.

Mais on entend aussi :
« *Fodré néna un atelier, inn place spéciale pou armont les gens à travailler le choca (…) Ek la fête choca la permi d'ot personn konèt nout savoir faire. Mé sansa na pwin place pou expose nout travay, ifo nou attend la fête choca. Nadéfwa inn dé touris i pas mon kaz, pou zot vwar koman mi mont savat choca (…) Su le kartié, lé plis koté Ravine Citrons néna le tressage choca. Si té dwa fé in latelié, seré bon ifé ici minm. Solman la pa tout domoun ivé montré son savoir faire !!* ».
La maison de l'Artisanat, projet qui a été pensé depuis 3 ans mais dont le bâtiment d'accueil doit être entièrement rénové, pourrait être un point de vente collectif et un site de démonstration des pratiques.

Le produit entre-deusien traditionnel en choca est la savate. Pour les savates, « *Ni itiliz le fil choca vert, lu lé fin mé lu lé solide. La falu amwin dé trwa zan pou byin byin mont in savat, byin régilié. Anndan la semèl, i mèt zanpone palmis, pou byin solidifié* ».
La confection de la savate demande beaucoup de temps, depuis la cueillette, le séchage, la réalisation puis la teinture :
« *Pou lé koulèr, lontan té i pran l'éosine, ou byin lékors kacia rouz. Zordi ni pran la teinture vi trouv pou bann linge. Sinon ou pé mèt safran pou sanz la koulèr, ou mélanz ali et i donn aou inn ot koulèr* ».
De ce fait, son prix de vente devient dissuasif (environ 30 euros la paire) pour les acheteurs qui ne cherchent pas à « comprendre le prix » et, entre les membres de la communauté, offrir des savates est peut être une tradition qui se perd :
« Zordi kan le moun i marié i rof larzan, zanvlop ! lontan kan in bonom ek in fiy i marié azot, i préparé in pèr blé pou le zom, in pèr blan pou le fanm, ala zot kado. Mé sa idat, idat….. »

Pour un tabouret par exemple, le travail équivaut à « *quatre ou cinq bonnes soirées, et ça c'est parce que je fais ça depuis longtemps !* ». L'un de nos interlocuteurs nous a décrit le processus, et nous a fait participer à l'étape d'extraction, lavage et tissage des fibres.

[35] Ces portraits de « mémoires vivantes », de granmouns ont été réalisés par les associations mobilisées sur la valorisation du patrimoine culturel en amont de notre diagnostic Les structures qui se sont investies à nos côtés, et ont permis par des entretiens ou la mise à disposition de documents, de nourrir le corps du rapport de cette seconde phase sont citées en Annexe de cette partie.

D'abord, il faut trouver le choca et il y en a de moins en moins dans la ville, il faut marcher. Une autre personne raconte :
« A*vant on trouvait le choca sur le bord des ravines, aujourd'hui celles-ci sont désherbées et il faut monter dans les hauts, les gens ne s'en rendent pas compte quand ils achètent le produit* ».
« *Une fois trouvé le plan de choca vert, il faut couper les feuilles, à la machette, puis en extraire les fibres – là il faut mettre des gants car la sève de choca brûle – à l'aide de cet appareil on enlève la partie verte de la feuille. Les fibres sont ensuite lavées (savon ou produit vaisselle) et mises à sécher pour blanchir et être utilisables* ».
« *Il faut près de 150 mètres, soit 90 feuilles, pour réaliser le tressage d'un dessus de tabouret de 30 cm sur 30 ; bien sûr les fibres sont progressivement ajoutées les unes aux autres – le début de l'une servant à prolonger l'extrémité de l'autre ». « Pour le tressage, c'est une technique, mais une question de patience plus que d'habileté en fait ! ; néanmoins ce n'est pas facile non plus, le choca est dur à manipuler et n'épargne pas les mains ! Ma femme ne veut pas le faire…* ».

Une voie pour éviter la perte de ce savoir-faire est la valorisation et la modernisation des produits réalisés.

L'une de nos interlocutrices a évoqué avec les détenteurs du savoir-faire la possibilité de faire des objets plus simples, plus petits et variés afin d'avoir des articles qui se vendent pour tous les publics. Ceci pourrait permettre la mise en valeur d'une gamme de produits et de prix plus adaptés aux différents types d'acheteurs locaux ou touristes, notamment lors de la fête du Choca, initiée en 2002 par l'association des Petits Métiers. La fête du Choca, qui se déroule à la fin du moins de juillet à l'Entre-Deux, a rassemblé 9000 personnes l'année de son lancement et entre 15 000 et 18 000 personnes (selon les entretiens) « sont montées » en 2003 et 2004.

Une seconde voie de prévention de cet artisanat passe par un travail de sensibilisation (panneaux dans les écoles, collège, foyers d'apprentissage) effectué sur les métiers autour du choca et entrepris par l'association des Petits Métiers. Aujourd'hui, « *ce sont plutôt des adultes, faisant déjà un travail manuel, qui demandent où ils pourraient apprendre à travailler le choca. Pour les jeunes, il faudra passer par la sensibilisation et on verra !* ».
L'un des membres de cette association nous fait part de son point de vue :
« *Marmay koméla lé pa intéressés, mi trouve domage isa perd sa. Néna inn dé moun d'ot zandrwa la nu mon kaz pou apprend. Amwin mon fiy ifé in pé, mé elle na pa tro le tan. Monn ti fiy osi mé elle ifé sa par plézir si ou vé byin, mé omwin elle i koné mont in savat !* ».

D'autres voies ont été évoquées pour rendre les produits artisanaux ou gastronomiques issus du choca plus attractifs qui mériteraient d'être soutenues.

En effet, le choca – bleu cette fois - connaît depuis trois ans, sur l'Entre-Deux, une utilisation au niveau culinaire par deux principaux distributeurs : le restaurant « le choca » et une entreprise « la Gourmandise Créole ». Les deux structures transforment le choca en produits alimentaires novateurs, qui semblent appréciés des dégustateurs.

C'est, là encore, la Fête du Choca et la curiosité volontaire d'individus qui a permis de mettre en valeur une gastronomie naissante :
« *Il y a 3 ans de ça nou la fé la première édition de la fête du choca… ou koné mwa ifé dix ans mi travaille ici. Mi arrive ici, mi vwa bana i travaille le choca, et mi di comme ça ben le choca ça se mange aussi ! et là tout domoun idi aou komsa la gratèl la gratèl, la veille au soir de la fête tout le peu i moucaté amwin encore avec la gratèl !*
Mwa, (mwa la apri) su un sentier : navé inn, mi regard le chou, mi di : té, sa i mange sa kan minm ladi ! alors mi di avec un collègue : ça i mange ça. Après mwa la ariv ma kaz, mwa la voulu fé bouyir, mwa la essaye de tou lé manières, kan mwa la fé bouyir la lèv inn kum savon komsa dessus...
Ma fanm idi amwin komsa 'trap sa jèt sa déor in !!' ben mi di non, la pou linstan ma jèt ali déor mé domin mi reviens. So manké mwa la pri la mauvaise partie mais domin mi reviens pou li. Lannmin mwa larivé vek la bonne partie, mwa la fé, ma di marmay : 'touche pas, mwin mi mange, si bèz amwin ibèz amwin mé zot non'. Alors mwa la mangé, mwa la trouv bon, et insid suit bana la commencé, et le jour de la fête, mwa la fé kui deux grosses marmites pou fé des ti toasts, et entre temps, les langues se sont déliées. Mwa la entendu que quelqu'un, Begue, su Roche Plate, i faisait déjà de choca. Alors entre temps contact la été pri, mwa la mand alu si li té giny pa fé kui inn ti peu d-choca ici an haut (…) Na 3 ans de ça, ou noré ariv su l'Entre-Deux, ou noré pas pu manger dans un restaurant, lavé pas de restaurant. Et depuis la fête du choca néna deux restaurants, d'ailleurs na minm inn i apèl le choca, mi koné pa si vi koné, et lu fé son choca lu, voilà ».

Après des essais en solo, des échanges avec M. Bègue (Roche Plate) ont permis à Mme Berrichon, responsable de la Gourmandise Créole, de parfaire sa propre technique de transformation du choca et depuis lors de créer plusieurs produits innovants en plus de ceux, plus traditionnels, qu'elle propose.
A base de choca sont déjà commercialisés les achards (y compris dans le secteur de la Grande Distribution avec Soleil Réunion), les confitures, les pâtes de fruits, les bouchons, les quiches, les samoussas,… au niveau des Points Verts, du salon « Fait Main », des marchés… Les produits, brevetés au fur et à mesure de leur création, ont été présentés au Salon Régal 2004 et correspondent à la curiosité des gens. L'extension du point de vente à domicile et des points de vente externes et peut être de l'équipe de production (aujourd'hui familiale) est planifiée.

V.2. Les Arts Manuels : entre tradition et représentation picturale du monde

Traditionnellement sur l'Entre-Deux se retrouvent des capacités de production d'outils et d'objets variés qui ne sont pas toujours si bien connues, ou appréciées…

D'une part, on retrouve la transmission du « savoir fabriquer » entre les générations.
« *Mwin minm mwa té charpentié maçon. Nout zouti lété doucine, sa pou fé bann ti moulure si ou vé byin, épisa lavé le bouvé, pou la porte… mwa la vi inn ek mon granpèr, ifé du kou mwa la refé inn parey mwin minm* ».
L'envie de transmettre la technique acquise est variable mais l'un de nos interlocuteurs (et il n'est pas l'unique) nous raconte « *Mwin mi voudré mont aux jeunes koman té i mont la kaz lontan.* »

D'autre part, l'ingéniosité créole, et les conditions de vie relativement difficiles ou modestes des gens ont favorisé la créativité dans la génération des grands parents et parents actuels (ceci étant moins facilement décelable sur la jeune génération actuelle). Quelques exemples révélateurs :
« *Mi navé in tonton, rossor la mont lu té fé dann la tol, koman mi koné pa. mé fanm ek zanfan té i rant pa dan son magazin, alé pa déplas in zouti !!! », « lontan zouti i servé kiyèr, sa té kom razwar, pou skilté le bwa, la sèz… », « té fé lé 'oup', wi koné sé kwa ? té fé sa ek ti plim fin minm tikanar. Sa té itiliz pou makiyaz, ou byin pou marmay. Pou fé bléro, té i pran pwal la ké bèf, té i mèt sa su in bobine ek inn ti bouchon (…). Té i fé parsiat ek zanpone fig, wi !* »

Face aux expériences douloureuses qui peuvent être narrées sur la tendance des descendants ou des héritiers à remiser, laisser s'abîmer ou directement jeter les objets fabriqués par leurs aînés, existe aussi une volonté de valoriser ces créations, transmises ou régulièrement inventées :
« *soré bon armont in pé lé gens tou sé zouti ni té itiliz lontan. « néna ankor domoun isi na zouti lontan, pou mont soulié parézamp : 'piédfanm', osi té avé kat ti rap fin fin, ek inn ti marto pou lé kwin (…). In vié kab vélo té in zouti ! ou mèt alu su lé vié tour manyèl, lu désine byin parapor lu lé en acier…mwa la ankor in vié hache pompié dann tan lo rwa hérold !! sa la mi donera pa jamé…* ».
Les personnes décidées à « ne rien laisser perdre » évoque des perspectives : « *lé byin in lékomizé, i mont in pé lé gens la vi lontan, lé zouti osi lé montré…mé pou sa ifo rénové in vié kaz !!* »

Sur le plan architectural, nous avons souligné le caractère tout à la fois préservé, authentique et novateur des habitations, alliant le rustique au raffinement d'influence néoclassique. Il faut également mettre en valeur la capacité à associer matériaux disponibles et créativité. La renommée des ferblantiers de l'Entre-Deux se fera sur deux travaux reconnus. Le lambrequin « élément décoratif, artistique et symbolique » a par exemple successivement été fait en bois et en fer blanc.
« *Té fé en bois, mais après avec l'arrivée de la tôle de ferblan, les bacs de graisse. Quand les gens allaient à la boutique pour chercher de la graisse, il restait toujours des bacs. On prenait ça pour faire du lambrequin ». Les détails architecturaux que l'on peut ne pas remarquer de prime abord autour de « ces fameux « S » qui ne se ressemblent pas. Et ça c'est en fer forgé ça* ».

Sur le plan culturel et artistique, mis en lien avec les pratiques, il est également intéressant de s'attacher à l'étude des couleurs – lorsque leur utilisation n'est pas le fruit d'une réglementation spéciale.
« *(…) au niveau des couleurs, quand vi regarde à la Réunion qu'est-ce qui prime à la Réunion, c'est la couleur rouge. La couleur rouge a toujours primé pourquoi, tout simplement parce que naturelle au départ parce que peinture rouge antirouille, qui contient de l'oxyde ferreux ; ensuite ou néna les 1ers engagés indiens qui vont arriver, la couleur rouge c'est la couleur de Brahama, le Dieu de la création. Ensuite ou na lé chinois qui arrivent un peu plus tard, vers 1890, les chinois qui arrivent vont ramener la couleur rouge également. C'est culturel et cultuel, tout simplement parce que le rouge chez les chinois c'est la prospérité. Ou néna aussi les ti St-Expédit que lé rouge partout, le rouge c'est la couleur du sang, la couleur de la rapidité, la vie…en Europe c'est la vie hein la couleur rouge. Le rouge était très utilisé par exemple pourquoi parce qu'il n'y avait pas toutes ces maisons là à l'époque, et quand*

quelqu'un i venait, par exemple la 1ère maison chez M. Hoarau, kan oulé au Dimitile, wi sort au Dimitile vi descend, navé pwinn orientation comme maintenant, pwinn portable non plus… bon peut-être minm lèr lavé pwin, i descendait, et kan i voyait le ti toit rouge i dizé : 'tiens, ala la maison' ».

« *Ici la couleur qui pourrait se confondre dans un contexte neutre c'est la couleur verte, parce que c'est la couleur qui prime dans la végétation tout ici c'est le vert. Alors, c'est ça le rouge, le rouge c'est le repère. Le rouge c'est pas la lumière, le rouge lu va pas fé la lumière, le rouge c'est une couleur, la lumière c'est le jaune, l'orange* ».

Enfin, si la fabrication d'instruments de musique et les compositions / prestations d'orchestre ne sont plus, la pratique des instruments de musique et les textes a été mise en avant comme lien entre culture, art et histoire :
« *Il y a des choses que l'on ne voit pas : la musique n'a pas disparu, il y en a qui font de la musique, ils sont juste un peu retirés peut être et qui ne veulent pas se produire. La musique a une histoire et raconte nos racines, nos traditions. Il y a des morceaux qui parlent du patrimoine, il parle de ce qui a existé, un mode de vie, un message de « vivre ensemble » ! Si on regarde en Afrique du Sud, chaque grand événement a un chant qui le raconte, et bien à la Réunion il y en a !* ».

VI. ANALYSE DU PATRIMOINE CULTUREL DE L'ENTRE-DEUX

L'analyse, à partir des éléments ci-dessus expliqués, du patrimoine culturel de l'Entre-Deux, appelle plusieurs remarques.

En tout premier lieu, et pour résumer ce qui a été présenté concernant ce site, plusieurs éléments apparaissent avec force comme constituant, à la fois de façon objective et dans le vécu des gens rencontrés le patrimoine de l'Entre-Deux :

- le site du Dimitile et l'histoire du marronnage ;
- le café, et, à travers lui, l'histoire de la colonisation de l'Entre-Deux ;
- le patrimoine architectural ;
- le goût des Entre-Deusiens pour le travail manuel, qui s'est traduit par l'utilisation, progressivement artisanale, du choca, mais aussi par le travail de certains détails architecturaux et notamment du lambrequin ;
- le patrimoine naturel du site, son relief, sa géographie, sa richesse botanique toute particulière, ce patrimoine ayant, de tous temps, imprégné, influencé l'histoire du village, son peuplement, l'organisation sociale, économique et politique de ses habitants.

Concernant l'histoire de l'Entre-Deux, plusieurs choses peuvent être dites.

Tout d'abord, il existe un certain flou sur l'origine même du peuplement du village. Bien évidemment, il revient aux esclaves marrons d'avoir les premiers découvert l'endroit, en particulier en cherchant refuge dans le massif du Dimitile et dans les remparts du Bras de la Plaine. Il apparaîtrait qu'en parallèle, soit dans les années 1730, les premières concessions aient été données par les autorités coloniales.

Si dans les premiers temps, les concessionnaires ne se sont pas intéressés aux terres qui leur étaient allouées sur l'Entre-Deux, il semble toutefois qu'ils aient pris possession de ces terres alors que le site était encore un lieu de marronnage, et qu'il y ait donc eu un certain temps où ce territoire a été à la fois un espace de liberté pour les esclaves marrons, et avant-garde du sud de l'île quant à la culture spéculative du café.

On ne peut donc pas dire qu'il y ait eu d'abord le marronage, et ensuite un peuplement par les colons, mais plutôt deux types de peuplement, l'un certes très probablement antérieur à l'autre (mais là aussi ce n'est qu'une hypothèse), dans une période commune de l'Histoire.

D'un certain point de vue, le mouvement de concessions engrangé par la culture spéculative du café traduit les prémices d'une perception et d'une utilisation économique du territoire de l'Entre-deux. Mais il ne faut pas oublier, sur ce point, que si quelques esclaves marrons vivaient seuls, souvent dans des cavernes, la plupart d'entre eux se regroupaient pour former des camps (en général par affinité linguistique) [36].

Aussi, bien avant les colons ou, tout du moins, autant que ces derniers, les marrons pratiquaient entre autres la chasse, la cueillette mais aussi une agriculture vivrière : chaque camp avait ses « habitations », où étaient cultivés patates, maïs, songes, grains…Ils sont ainsi « les premiers à tester les qualités agronomiques des terres des Hauts et à y acclimater les plantes vivrières »[37].

L'utilisation économique de l'espace, à l'Entre-Deux, n'attend donc pas la Compagnie des Indes. Mais il est vrai que contrairement à d'autres régions de l'île, l'on ne retrouve pas de manière avérée ici, de créoles ayant fuit les dures contraintes imposées par la colonie pour vivre en autarcie dans un endroit encore vierge de toute concession agricole. Il semblerait ainsi que l'Entre-Deux n'ait connu que le marronnage et le système des concessions comme mode de peuplement.

Quoi qu'il en soit, l'histoire de ce village est indéniablement un trait extrêmement fort du patrimoine culturel des entre-deusiens, bien qu'aujourd'hui sa connaissance ait tendance à s'effriter, malgré les initiatives de nombreux acteurs du territoire dans le sens d'une réappropriation de ce pan de la mémoire collective (notamment l'association Entre-Deux Z'Epok, qui a écrit un ouvrage remarquable sur l'histoire du village, initiative que l'on ne retrouve – hélas – pas sur toutes les communes de l'île ; mais aussi l'association Capitaine Dimitile qui mène tous les ans d'importantes manifestations sur le site du Dimitile pour sensibiliser les gens à l'histoire du marronnage et l'association des petits métiers).

La seconde remarque qui mérite d'être faite concerne la place du café, à la fois dans le rôle objectif qu'il a eu sur l'Entre-Deux mais aussi sur la place subjective que les habitants lui accordent.

Ainsi, l'un des interlocuteurs nous a présenté le café de l'Entre-Deux comme l'un des meilleurs au monde… Sans pour autant qu'il faille y voir la marque d'un chauvinisme déplacé, il n'est pas certain que l'Entre-Deux ait été le terreau du meilleur café exporté par Bourbon. Tout du moins cela demanderait-il à être vérifier.

En tout état de cause, les gens ont tous montré un grand attachement à la culture du café : pour la plupart, leurs grands-parents, parfois leurs parents, le cultivaient encore.

[36] Ouvrage de M. P. EVE « Les esclaves de Bourbon, la mer et la montagne » p. 298.
[37] Ouvrage de M. P. EVE « Les esclaves de Bourbon, la mer et la montagne » p. 315.

Des gens nous ont même dit souhaiter s'y réinvestir, ce qui ne serait apparemment pas possible faute de terrains disponibles. En tout cas la culture du café a joué un rôle majeur et structurant dans la société entre-deusienne du XVII ème siècle.

En tant que culture à forte valeur ajoutée, elle a sans doute permis aux villageois de s'ouvrir au reste du monde et de se déplacer, notamment à travers l'architecture, qui tout en étant rustique, authentique, s'imprègne des apparats à la pointe du modernisme, mais aussi à travers les arts manuels.

Ce rôle qu'a joué le café transparaît encore à travers la place qui lui est reconnue, officiellement et publiquement cette-fois-ci, à travers le blason de la commune. Si l'on peut soutenir que d'autres communes ont plus bâti leur réputation sur le café que celle de l'Entre-Deux, il s'agit en tout cas de la seule commune à le représenter sur son blason, et de façon assez importante.

Le café est le deuxième élément qui nous a été le plus souvent cité comme représentatif du patrimoine de l'Entre-Deux, juste après l'architecture créole.

Concernant l'architecture justement, la place accordée au lambrequin suscite quelques réflexions. En effet, s'il est avant tout utilitaire dans sa conception brute et première (laquelle, il est vrai, tend aujourd'hui à être complètement oublié), il va peu à peu devenir le vecteur d'une expression artistique majeure chez les ferblantiers de l'Entre-Deux.

Plusieurs types de lambrequins vont apparaître : par exemple, il faudra mettre des lambrequins en demi-cercles sur les frontons. Vont même se développer certaines formes de lambrequins qui ne sont strictement que décoratifs : c'est le cas des lambrequins doubles (avec des dessins vers le bas et vers le haut), et, dans une moindre mesure, des lambrequins taillés en forme de cœur ou autres.

Même lorsqu'il garde son rôle utilitaire, le lambrequin va se faire de plus en plus raffiné : la référence à l'Alhambra comme source d'inspiration et clé de compréhension du lambrequin relie ainsi l'Entre-Deux au reste du monde, au-delà des barrières naturelles qui en ont longtemps fait un endroit inaccessible, fermé sur lui-même.

C'est un peu comme si à travers la libre expression de son talent, le ferblantier se rapproche de toutes ces cultures dont il s'imprègne pour mieux lui-même valoriser sa propre culture : ainsi, il s'inspire des marins qui, grâce à leurs voyages à travers les océans, rapportent les curiosités et pratiques architecturales de l'extérieur.
Sans quitter l'Entre-Deux, il s'ouvre au reste du monde. Il s'inspire des courants de la mode : tantôt il va s'inspirer du néoclassicisme qui influence profondément l'architecture créole au XIX ème siècle, tantôt il va reproduire les motifs des papiers peints Art Déco à la mode dans les années 1920 (voir les lambrequins de la « Maison Valy »)[38].

En laissant ainsi libre cours à son imagination, à sa créativité, le ferblantier de l'Entre-Deux se projette, s'imagine le monde, se le représente, et lui rend hommage en tant que source d'inspiration inépuisable : il le fond, l'intègre dans son savoir-faire traditionnel, et de cette alchimie il produit une image, une représentation, une vision symbolique, qu'il offre à son tour aux regards des mille passants et visiteurs.

[38] Cf. note de bas de page 2 – p. 104 et 105.

Plaisir pour les yeux certes, mais, bien au-delà, le lambrequin est tout un symbole, celui d'une ouverture au monde insoupçonnée, démentie par la géographie des lieux…

Ne serait-ce d'ailleurs pas cette même ouverture au monde, cette même tolérance, cette capacité tout à fait spécifique à s'ouvrir à l'extérieur tout en sachant conserver et respecter ses traditions, qui aurait imprégné le « kozé kréol » de l'Entre-Deux, si rustique et pourtant tant imprégné de phrases, d'expressions, de mots français ?

« *Ou rekoné la kaz, souvandéfwa quand vi ariv devant une maison le spectateur éventuel lu regarde le portail et li voit à peu près si c'est une belle maison* »…

Eléments complémentaires
Site de l'Entre -Deux

ANNEXE 1
Bibliographie des ouvrages repérés

ANNEXE 2
Les personnes rencontrées

ANNEXE 3
Les structures mobilisées pour cette étude à l'Entre-Deux

ANNEXE 4
Carte de positionnement des artisans de l'Entre-Deux

MISE EN ECLAIRAGE
Le circuit des kaz créoles de l'Entre-Deux

ANNEXE 1 : Bibliographie des ouvrages repérés

- Histoire d'un village des Hauts de La Réunion, Entre-Deux / Association Entre-Deux Z'épok,2003 .- 111 p. 01GEN/100

- L'Entre Deux, diagnostic de territoire, Zonage A Dires d'Acteurs [ZADA] : rapport, annexes, carte / APR (Cellule Appui Méthodologique du PAH),2004

- Pour un développement touristique durable de la commune de l'Entre-Deux / FRONTIN Yannick,2001 .- 139 p. + annexes Mémoire de maîtrise de La Réunion

- Communauté de Communes du Sud, étude de développement touristique : rapport final du 15/06/2000 (phases 2, 3 et 4), vers un projet de territoire / BETURE Conseil,2001 .- 76 p. 03TOU/36

- Communauté de Communes du Sud, étude de développement touristique : rapport phase 1 du 08/02/2000, diagnostic et marges de manœuvre / BETURE Conseil,2001 .- 99 p. 03TOU/36

- Etude de diagnostic écologique du Dimitile (commune de l'Entre-Deux), phase 2 : orientations pour un plan de gestion, 18 octobre 2001 / APR, SEOR, DOLOMEDE, CIRET Yann,2001 03ENV/17

- Etude de diagnostic écologique du Dimitile (commune de l'Entre-Deux), phase 1 : état des lieux/recommandations de gestion, 17 août 2001 : annexes / APR, SEOR, DOLOMEDE, CIRET Yann,2001 03ENV/17

- Etude de diagnostic écologique du Dimitile (commune de l'Entre-Deux), phase 1 : état des lieux/recommandations de gestion, 17 août 2001 / APR, SEOR, DOLOMEDE, CIRET Yann,2001 .- 218 p. 03ENV/17

- Etude des aléas naturels sur les îlets de Roche-Plate et de Dimitile, Rivière des Remparts : annexes / HAURIE Jean-Louis,2000 .- Non paginé APR 04ENV/49

- Etude des aléas naturels sur les îlets de Roche-Plate et de Dimitile, Rivière des Remparts / HAURIE Jean-Louis,2000 .- 57 p. APR 04ENV/49

- Les Cahiers : Entre-Deux / APR,2000 GF6

- Destination Réunion : magazine de bord Air France : 4ème édition / Imago Production .- Imago Productions,1998 K-01TOU/3

- Commune de l'Entre Deux , quartier de Bras Long : rapport définitif / Atelier Cheyssial, SODEGIS,1998 .- 97 p. 04HAB/28

- Programme local de l'habitat de l'Entre Deux : rapport final : diagnostic et programme d'actions / CODRA,1997 .- 66 p. Commune de l'Entre-Deux 08HAB/38

- Etude de restructuration du bourg de l'Entre Deux : fiches actions / OMEGA (Réunion), CODRA,1997 .- 56 p. Commune de l'Entre-Deux 07HAB/55

- Etude de restructuration du bourg de l'Entre Deux : diagnostic / OMEGA (Réunion), CODRA,1997 .- 32 p. Commune de l'Entre-Deux 07HAB/55
- Les réserves foncières publiques et parapubliques : commune de l'Entre Deux / Agence pour l'observation de la Réunion, l'aménagement et l'habitat, PERRAU Joëlle, SERVEAUX Lydie,1996 .- Non paginé 06AME/25

- Structuration de bourg : du quartier au village, imaginons une métamorphose ; actes du séminaire, Plaine des Palmistes du 5 au 7 décembre 1994 / Direction Départementale de l'Equipement (Réunion) , Commissariat à l'Aménagement des Hauts ,1995 .- 198 p. 01HAB/15

- Vues d'en Haut 7 & 8 / APR Audiovisuel .- Commissariat à l'Aménagement des Hauts production,1994 K-01GEN/5

- Etude du marché foncier agricole en 1993 : compte rendu d'activité / SAFER,1994 .- 70 p. 06AME/6

- Observatoire du foncier 1992 : Entre Deux / Agence pour l'observation de la Réunion, l'aménagement et l'habitat, PERRAU Joëlle, SERVEAUX Lydie,1993 .- 11 p. 06AME/16

- Etude de requalification urbaine et architecturale du centre-ville de l'Entre Deux préalable à l'OPARCAT,1993 .- Non paginé CAH 07HAB/26

- L'amélioration de l'habitat Outre-Mer, une étude de cas : l'île de la Réunion. Amélioration de l'habitat et logements neufs, projet d'OPAH, défiscalisation et immeubles anciens : rapport d'étude 1992 / HUBLIN Anne,1993 .- 147 p. Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports, Bureau des Dom-Tom DDE de la Réunion 02HAB/20

- Tourisme et environnement : propositions pour un développement intégré dans les Hauts de la Réunion / Institut Eco-Conseil, NICOLAS Sylvie,1993 .- 173 p. 03TOU/3

- Patrimoine créole et politique de l'habitat : étude exploratoire à partir du quartier de la Mare : contribution pour la mise en place d'une opération programmée expérimentale d'amélioration de l'habitat / ACCOR SARL,1991 .- Non paginé 05HAB/15

- Le fait associatif à l'Entre Deux, Dimitile accueil 2000 : outil de développement touristique / BERTRAND Joël,1990 .- 40 p. Mémoire de DESSAix Marseille, IAR ; Réunion 03TOU/19

- Assises de l'Aménagement des Hauts, l'Entre Deux : rapport du commission / CAH,1990 .- Mult. pag. 00AME/10

- Etude pour l'élaboration d'un schéma général d'organisation du Dimitile / ACCOR,1989 .- Mult. pag. 03TOU/18

- Entre Deux, étude d'aménagement du village : option d'aménagement sur le centre / Agence d'Urbanisme de la Réunion ,1983 .- Non paginé 07HAB/22

- Aménagement agricole des Hauts de l'Ile : Inventaire morphopédologique dans les "Hauts" de la Réunion (Deuxième phase) / BROUWERS M., CIRAD (Réunion). IRAT, CIRAD (Réunion). IRAT, Chambre d'Agriculture (Réunion). SUAD,1982 .- 23 01ENV/16

- Etude de Stratégie Touristique de l'Entre Deux / OFFICE DU TOURISME (Entre-Deux) et ATELIERS DES CHARRONS, 2004

ANNEXE 2 : Les personnes rencontrées

En entretiens individuels

10 personnes ont été rencontrées en entretiens individuels.

Thierry	ALPHONSINE	Président de l'Association Entre2zépok
Rufine	CLAIN	Habitante
Etienne	DIJOUX	Ancien salarié de l'Office du Tourisme
Marie Ange	DIJOUX	Habitante, membre de l'association Petits Métiers
Vincent	GRONDIN	Habitant
Désiré	MAGON	Directeur de l'Association Entre2zépok
Marie Josée	RIVIERE	Directeur de l'Association des Petits Métiers
Piérique	RIVIERE	Directeur de l'Association Capitaine Dimitile
Nadège	BERRICHON	Présidente de l'Association des Petits Métiers Directrice « la gourmandise créole »
Alexandre	DIJOUX	salarié de l'Office du Tourisme

En entretien collectif

La réunion collective du 7 décembre 2004 a été permis un échange entre 12 personnes.

Maguy	ALANOIX	Habitante
Paul	CLAIN	Habitant
Jean Yves	GEVIA	Habitant
Vincent	GRONDIN	Habitant
Micheline	HOARAU	Administratrice de l'Office du Tourisme, salariée OMCT
Frank	POTTIER	Habitant, agriculteur biologique
Marie Josée	RIVIERE	Directeur de l'Association des Petits Métiers
Marie Hélène	RIVIERE	Habitante
Piérique	RIVIERE	Directeur de l'Association Capitaine Dimitile
Marthe	THEVENIN	Habitante
Anne Marie	VANNIER	Habitante
Denise	GRIMAUD	Animatrice de Développement Local de l'AREP

Au total, 18 personnes ont participé à notre diagnostic sur l'Entre-Deux.

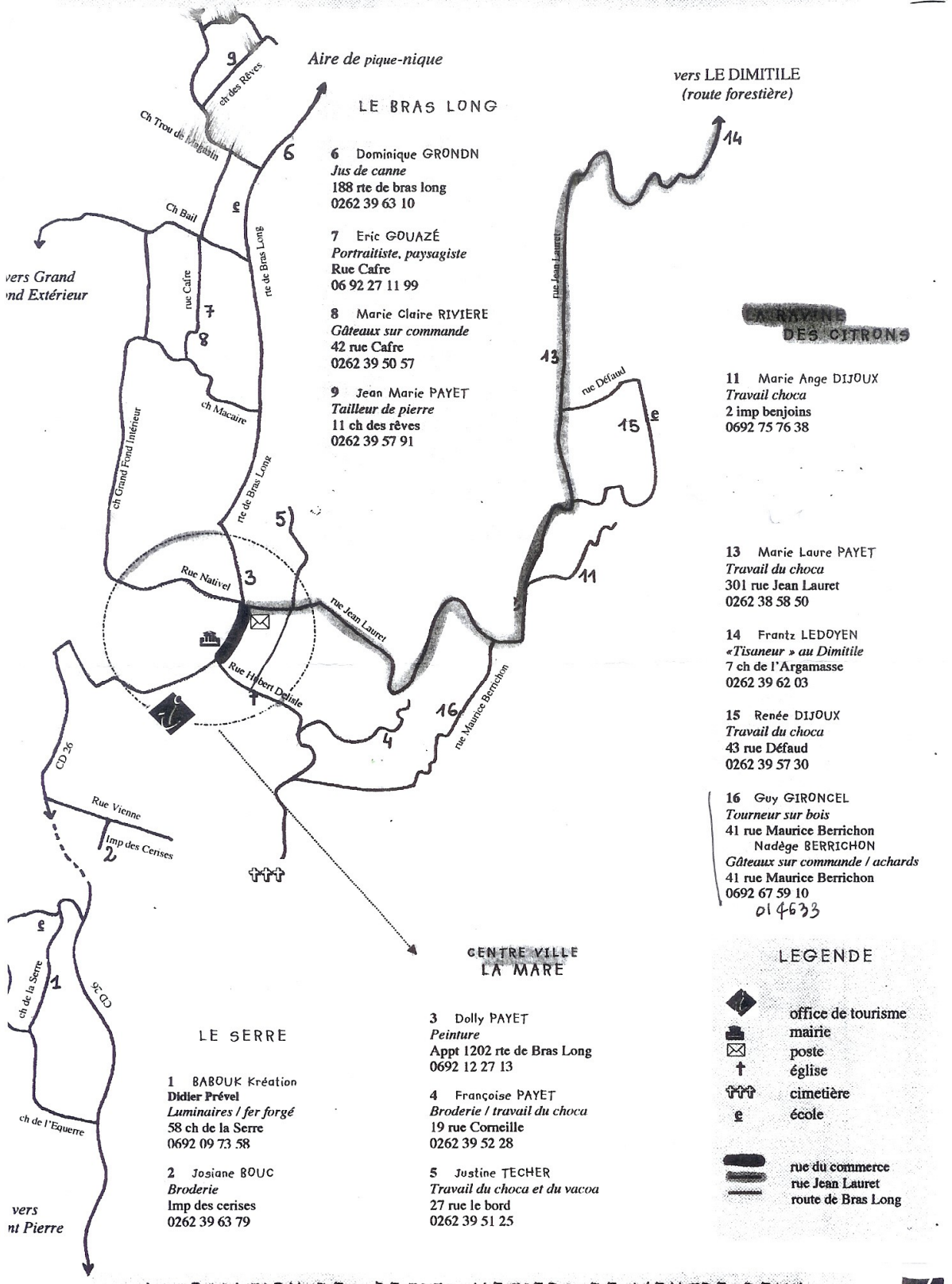
ANNEXE 3 : Les structures mobilisées pour cette étude à l'Entre Deux

- L'Office du Tourisme
- L'Association Entre2 Zépok
- L' Association des Petits Métiers
- L' Association Capitaine Dimitile

ANNEXE 4

Carte de positionnement des artisans de l'Entre-Deux

les artisans de l'Entre-Deux



6 Dominique GRONDN
Jus de canne
188 rte de bras long
0262 39 63 10

7 Eric GOUAZÉ
Portraitiste, paysagiste
Rue Cafre
06 92 27 11 99

8 Marie Claire RIVIERE
Gâteaux sur commande
42 rue Cafre
0262 39 50 57

9 Jean Marie PAYET
Tailleur de pierre
11 ch des rêves
0262 39 57 91

11 Marie Ange DIJOUX
Travail choca
2 imp benjoins
0692 75 76 38

13 Marie Laure PAYET
Travail du choca
301 rue Jean Lauret
0262 38 58 50

14 Frantz LEDOYEN
«Tisaneur » au Dimitile
7 ch de l'Argamasse
0262 39 62 03

15 Renée DIJOUX
Travail du choca
43 rue Défaud
0262 39 57 30

16 Guy GIRONCEL
Tourneur sur bois
41 rue Maurice Berrichon
Nadège BERRICHON
Gâteaux sur commande / achards
41 rue Maurice Berrichon
0692 67 59 10
01 4633

3 Dolly PAYET
Peinture
Appt 1202 rte de Bras Long
0692 12 27 13

4 Françoise PAYET
Broderie / travail du choca
19 rue Corneille
0262 39 52 28

5 Justine TECHER
Travail du choca et du vacoa
27 rue le bord
0262 39 51 25

1 BABOUK Kréation
Didier Prével
Luminaires / fer forgé
58 ch de la Serre
0692 09 73 58

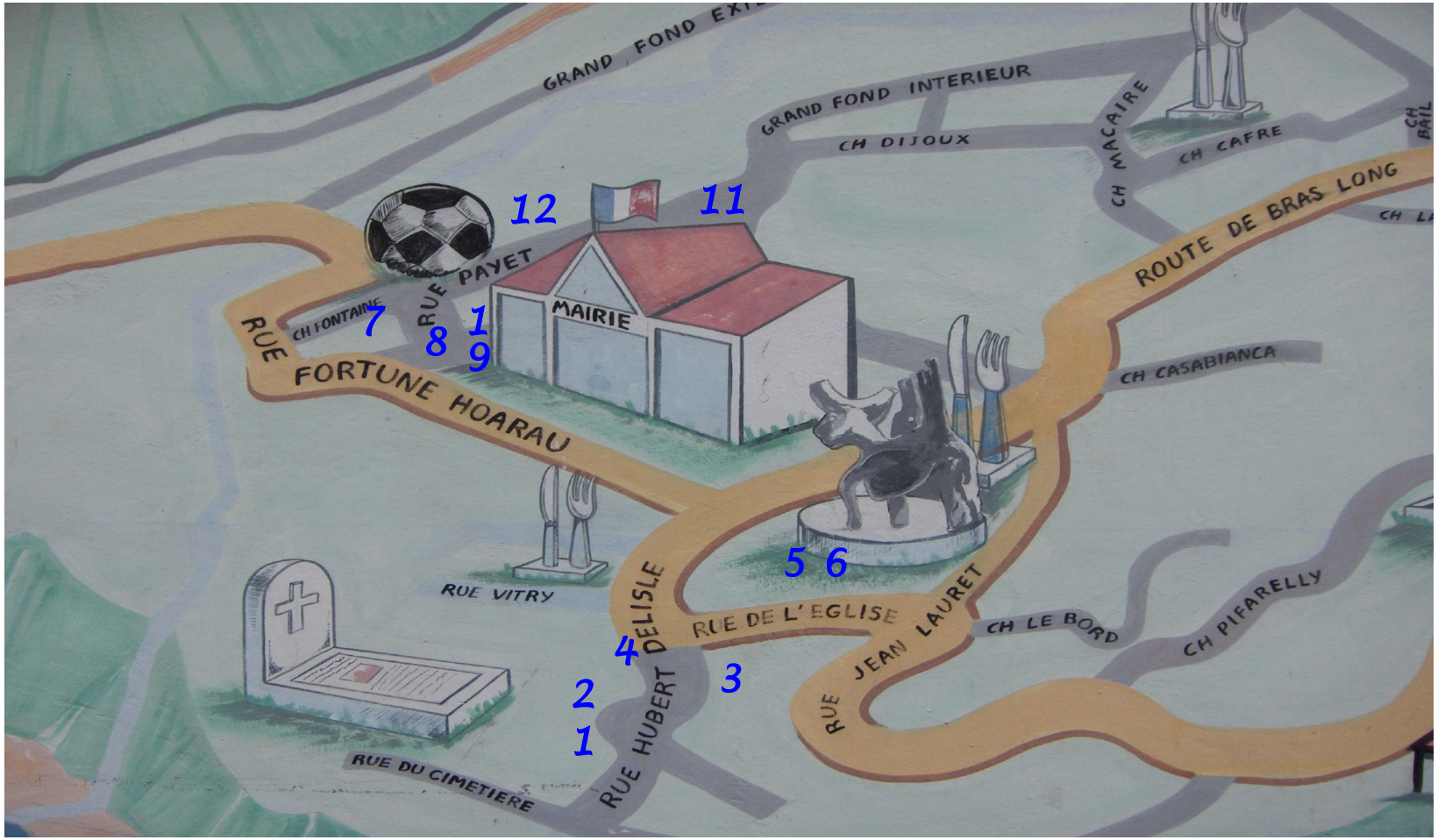
2 Josiane BOUC
Broderie
Imp des cerises
0262 39 63 79

LEGENDE

- office de tourisme
- mairie
- poste
- église
- cimetière
- école
- rue du commerce
- rue Jean Lauret
- route de Bras Long

ASSOCIATION DES PETITS METIERS DE L'ENTRE-DEUX
12 rue Victor Natival 97414 ENTRE DEUX
02 62 39 66 52

Le circuit des kaz créoles de l'Entre-Deux



L'essentiel de l'itinéraire consiste à faire une boucle dans le centre ville pour découvrir les kaz créoles de l'Entre-Deux, c'est vrai que le centre du village aujourd'hui est classé parmi les bourgs ruraux les plus pittoresques et les plus authentiques de l'île. Cela fait bien sûr partie d'une politique de structuration et de valorisation du patrimoine bâti qui a commencé il y a une dizaine d'années donc aujourd'hui on ne serait pas à faire des circuits « kaz et jardins créoles » s'il n'y avait pas eu toutes ces étapes là au préalable. La rénovation, la restauration, l'embellissement du centre ville, on verra pour les trottoirs, enfin le cadre s'y prête aussi et il y a de belles choses à voir sur ce circuit.

Ce document présentant le circuit des kaz créoles de l'Entre-Deux a été réalisé à partir d'une visite guidée proposée et animée par un membre de l'Office du Tourisme de l'Entre-Deux. Ainsi, le document retranscrit les éléments présentés oralement tout au long du parcours au cœur du centre ville de l'Entre-Deux, et des précautions restent à prendre en ce qui concerne sa validation par notre guide.

La mise en concession

Pour parler des kaz créoles, il est indispensable de parler de l'Histoire de l'Entre-Deux dans le cadre de l'Histoire générale de La Réunion. l'Histoire de l'Entre-Deux démarre en même temps que l'implantation de l'économie caféière à La Réunion donc ça c'est ce qui occupe tout le XVIIIème siècle à partir de 1715, date de l'arrivée des premiers caféiers dans l'île. Le gouverneur de l'époque et les colons vont petit à petit se déplacer sur l'île et quitter leurs foyers de départ, St Paul, Ste Suzanne et St Denis qui sont les trois quartiers qui existent à cette période et vont venir ouvrir les portes du Sud. Ils s'installent à partir de 1718 à côté de la rivière St Etienne d'où la naissance du quartier de St Louis. Ils passent cette étape et à partir de 1720, nos deux premiers concessionnaires de l'Entre-Deux arrivent sur cet îlet, parce que l'Entre-Deux est considéré comme un îlet aussi (bon ce n'est pas partagé par tout le monde mais on préfère le dire). Donc cette parcelle sera délimitée à partir de 1724 par la première famille qui arrive qui est celle de Joseph LAURET. Ce sont des gens qui habitent déjà St Paul, ils viennent ici obtenir une concession de plus parce qu'ils ont déjà leur activité et leur famille au niveau de St Paul et en 1727 Jean HOARAU (qui sont, avec Joseph, les fils du premier HOARAU et du premier LAURET arrivés à La Réunion) donc on est bien là dans la deuxième génération des premiers colons arrivés en 1665 avec Etienne REGNIAU.

L'histoire de l'Entre-Deux démarre avec l'économie du café mais ce ne sera pas administrativement un secteur qui va se développer ce secteur de l'Entre-Deux parce que déjà on va s'intéresser au peuplement définitif à partir de 1800. Ce qui fait que ça laisse un certain nombre d'année où certaines familles vont venir mais vont rester cantonnées sur les parties basses de l'Entre-Deux à proximité de la route qui sépare St Louis de St Pierre, par rapport aux commodités et au rapprochement avec ces administrations là. Donc pour l'instant le secteur de la Mare est un « no man's land », on peut dire que ici, sur le secteur de ce qui va devenir le centre ville, cela pouvait être un lieu de balade, à mon avis, pour les noirs marrons qui devaient passer par là. Donc en 1800, les descendants des Hoarau, les petits fils et d'autres familles vont venir poser leurs valises sur le secteur de la Mare, ce qui va fonder le village de la Mare. Et c'est à partir du village de la Mare que commence véritablement le développement de l'Entre-Deux ce qui fait qu'aujourd'hui on peut trouver des kaz qui datent du milieu du XIXème siècle vers 1850 mais on ne remontera pas avant. Ils s'installent au niveau de la Mare et commencent à faire des kaz, aux dires de certains, sur pilotis, car tout est en eau là sur le secteur de la Mare. La Mare est une cuvette, géographiquement on pourrait le voir quand on est au sommet du Coteau Sec, là Haut, et l'eau à du mal à repartir. L'alimentation en eau de ces mares, qui étaient toujours très poissonneuses, explique l'installation de l'homme : l'eau, les poissons, l'homme s'installe.

Premiers habitants : les marrons et les cultivateurs de café

Regardons l'Office du Tourisme de l'Entre-Deux

L

a première question qui tue : est-on en présence ici d'une kaz ancienne ? Non. Elle a été construite en 1989, le Département à l'époque avait lancé une initiative, il avait fait faire des plans d'une kaz traditionnelle et les promoteurs de gîtes ruraux

pouvaient récupérer ces plans et construire des gîtes ruraux sous cette forme, forme de la kaz créole. Si vous voulez une idée des caractéristiques de la kaz créole traditionnelle, la petite kaz créole hein ! Il faudra faire la différence plus tard car il y a différents types d'architectures à La Réunion…

Du noble au vernaculaire

Là on est à l'Entre-Deux, dans le cadre d'une architecture plus vernaculaire, une architecture dite de « petites kaz créoles ». Donc il faut comparer bien sûr les grandes demeures, les villas, les domaines qui ont existé pendant la période de l'essor de la canne à sucre au XIXème siècle.
Et bien entendu, pour parler de cette évolution des kaz, de ces différents types de kaz qui existaient au XIXème siècle, arrivé au XXème siècle, il y aura tout un condensé qui va faire émerger la petite kaz créole. Ce condensé sera l'emprunt de certains détails architecturaux sur certaines grandes kaz de la ville et va émerger une espèce de mélange qui va donner la petite kaz créole. A La Réunion, l'inverse qui se produit par rapport à l'histoire architecturale des maisons de métropole par exemple, c'est que là bas on est sorti d'une architecture vernaculaire pour aller vers une architecture dite noble, une grande architecture tandis qu'ici on a fait l'inverse. Au départ tout le monde n'avait pas une petite kaz créole, il y avait les grands colons qui possédaient les grandes demeures et, après, c'est parti d'une architecture noble vers une architecture vernaculaire. Voilà pourquoi on peut retrouver des piliers, des varangues, des motifs de décoration qui ont été basés sur la grande architecture et qui représentent la petite kaz créole.

Introduction sur le bardeau

Alors l'Office de Tourisme, d'abord c'est un cas unique sur l'Entre-Deux de par le magnifique revêtement de la toiture en bardeaux. Aujourd'hui le bardeau relève plus d'un synonyme d'aisance pour la personne qui aimerait construire ou bien restaurer sa maison ou bien souffler du nouveau bardeau sur sa toiture. A l'époque au XIXème et même début du XXème, avant l'arrivée de la tôle à La Réunion, toutes les kaz étaient revêtues de bardeaux au niveau de la toiture, et bien sûr certaines kaz au niveau des côtés avaient aussi le bardeau, on préférera plus tard les planches lisses, on appelle ça aussi le « bardage de planches ».

La toiture pavillon

Donc le caractère traditionnel de la kaz créole, c'est dans sa volumétrie. Si on se met sur le côté, on peut bien facilement voir la forme de ce qu'on appelle la caisse ou la structure ; c'est la partie basse, celle qui touche le sol, elle est rectangulaire, c'est un volume parallélépipèdique surmonté d'une toiture à 4 pans. La toiture à 4 pans sera la plus adoptée, ancrée dans les mœurs, c'est ce qu'on appelle en architecture la « forme admise », celle qui se répètera de plus en plus avec le temps à La Réunion. Cette toiture existe depuis longtemps, comme en métropole, depuis Rome ça existe, donc on a rien inventé, on n'a fait que perpétuer des savoir-faire. Là où ça va changer peut-être c'est que la toiture à 4 pans, pour le climat tropical contrairement à la toiture à 2 pans, sera plus efficace pour contrer les vents cycloniques. Et ce qui marque aussi les noblesses de notre toiture à 4 pans, c'est bien sûr l'emprunt de nos bois de forêts.

L'alliage de la technique et de la nature

Il y a deux choses à mettre en relation. C'est bien sûr la technicité de cette toiture - c'est quelque chose de très technique - et en même temps le bois qui a été utilisé est celui de nos forêts réunionnaises qui, par des millions d'années, se sont forgées aux conditions cycloniques. Ce qui fait qu'à l'arrivée des hommes, ils vont abattre des arbres qui sont durs, très résistants et qui vont permettre aussi à l'architecture réunionnaise de passer les siècles et d'arriver vers nous dans un certain état.
Au niveau de la charpente en tout cas cela ne pourrit pas, c'est jugé imputrescible. Alors retenez au niveau de la toiture à 4 pans, on l'appelle la « toiture à pavillon », d'où le nom pavillon. La petite kaz créole est une kaz pavillon. La grande kaz créole peut être aussi une kaz pavillon par rapport à la toiture.

La présence du lambrequin

Donc on aura le temps sur le circuit de vous parler du fait qu'il n'y a sur la kaz qu'un seul motif de décoration qui permet de la rendre distincte par rapport à une autre, c'est le lambrequin. C'est le seul élément de décoration que l'on retrouve parfois sur les kaz. Bien sûr, toutes les maisons ne se ressemblent pas. On verra des maisons avec varangues, et avec d'autres éléments de décoration.

La varangue, un effet supplémentaire

L'aspect classique donc c'est tout simplement une porte de façade qui va donner l'axe de symétrie de l'ensemble de la façade et il y a toujours un équilibre des proportions, c'est à dire une même distance. Voilà ce qui est riche d'une kaz classique, d'une petite kaz créole, tandis que la varangue c'est vrai qu'elle va apporter un effet supplémentaire.

La varangue, pour vous donner une idée, c'est Monsieur Charles Debassyns qui en 1794 revient des indes où il y a déjà des bâtisses coloniales indo-portugaises, des varangues (parce que les varangues c'est déjà un mot portugais désignant deux choses : un élément du bateau et la véranda, l'espace d'accueil sur la demeure coloniale pondicherrienne indo-portugaise). Alors la varangue réunionnaise ne va pas être abritée sous des kaz en bois mais des kaz en dur, parce qu'il va faire construire M. Debassyns, trois demeures (je m'excuse j'ai oublié la troisième…) ce qui donne aujourd'hui le Musée de Villèle – première kaz en dur abritant une varangue en dur à La Réunion d'après le voyage qu'il a fait, - et l'école Franco-chinoise – qui était aussi une demeure Debassyns - du côté de St Paul et la troisième à St Denis. C'est vous dire que Charles Debassyns arrive avec cette idée de la varangue et fait introduire la varangue dans la kaz créole.

La varangue, un ombrage

D'autre part, la varangue est indispensable dans l'architecture réunionnaise parce qu'elle permet de créer de l'ombrage sur la façade. Lorsque l'on construit une maison, il y aura une recherche systématique d'apport de zones d'ombre qui permet un apport de fraîcheur.
Il fait très chaud à La Réunion, et comme il n'y a pas d'aération superficielle comme la climatisation et les ventilateurs, encore moins l'électricité, il fallait donc chercher des moyens d'amener de l'ombrage sur les kaz. La varangue en est un parfait exemple parce qu'elle est présente sur la façade principale qui peut - par rapport à la tournure de la kaz -recevoir un maximum de chaleur la journée, qui fait que cette zone d'ombre est la bienvenue.

Sur le village, on est parti pour découvrir 4 types d'architecture sur la petite kaz créole. Suivez moi.

2.Kaz en bois couchés

A

lors on va remonter le temps, partir depuis le début et essayer d'apprécier le type et la qualité d'abris sommaires qui va donner les premières maisons de fortune de nos premiers habitants dans l'île depuis 1665.

Les origines des techniques

On ne parle pas beaucoup de kaz créole telle qu'on la voit aujourd'hui. Ça c'est le fruit d'une évolution architecturale telle qu'on la voit sur 2 siècles. Par contre, au départ, on peut parler de la première kaz qui a été construite, la cure de St Paul. Mais sinon, dans le paysage, les premiers colons se sont influencés tout simplement par le type de constructions qu'ils avaient déjà dans leurs régions d'origine en métropole, dans le Sud Ouest ou en Bretagne. A savoir que nos premiers colons venaient d'un peu partout en France, si vous voulez avoir une carte de l'origine de nos premiers colons, ils viennent à la fois de Lyon et de Marseille, du Sud Ouest, que du Pas de Calais, de Paris ou de Bretagne. Il n'y a pas de région d'appartenance préférentielle, c'est un petit peu varié. Donc, ils vont amener leur méthodologie, certains sont charpentiers aussi, comme le premier Payet arrivé à La Réunion – Antoine Payet – il est charpentier. S'ajoute à ce genre de personnes, les charpentiers de marine eux-mêmes qui venaient réparer leurs bateaux sur l'île, récupéraient aussi le bois de nos forêts pour réparer leurs bateaux, et amenaient aussi sur place une technique. Les bois couchés donc c'est la terminologie qu'on donne à cette forme d'architecture primitive à La Réunion, elle fait partie avec la paillote des deux types d'architecture primitifs à La Réunion.

La paillote

La paillote est bien sûr née de l'influence des serviteurs malgaches, on ne parlait pas avant 1715 d'esclaves malgaches à La Réunion on parle plus de serviteurs qui sont venus avec les révoltés de Fort Dauphin et qui vont devenir avec le temps les premiers esclaves de notre histoire. Et bien, ils vont emmener la technique de la paillote, seulement cette paillote était sur pilotis à Madagascar, ils vont enlever les pilotis ici, et cela va donner la paillote qui traverse le temps jusque dans les années 60 de notre XXème siècle. Certains disent aussi que la paillote est la forme d'architecture qui va passer le temps sans évoluer, on ne va pas la faire évoluer ce sera toujours le travail de tressage des éléments naturels. Donc voilà, au départ, on se tourne vers le bois, vers le feuillage, on n'est pas dans une architecture raffinée mais on s'abrite. Le besoin de s'abriter est là.

Le bois couché

Et donc pour les colons blancs pour se distinguer déjà de leurs esclaves ou de leurs serviteurs, ils vont amener cet élément là qui vient du Sud Ouest de la métropole, mais si on regarde bien, cela ne vient même pas de la métropole, cela vient plus du Nord de l'Europe, de Scandinavie. C'est la technique qui consiste à emboîter comme des légos des madriers ou du bois grossièrement équarris. Parlons plutôt à cette période là de bois grossièrement équarris, c'est à dire arrondis d'un côté, limés de l'autre parce que les madriers il fallait les faire à ce moment là… Il y en avait mais c'était plutôt des kaz en bois équarris qu'il y avait à cette période. L'originalité de cette maison en bois couchés au début XVIIIème c'est qu'on pouvait la démonter pour l'emmener à un autre endroit, tout était emboîté. Les premières maisons en bois couchés, bien sûr, n'étaient pas couvertes de bardeaux, elles étaient couvertes de feuillages, de palmiers endémiques (dit le latanier rouge), ou d'autres éléments naturels comme la feuille de canne ou la feuille de vétiver.

L'illustration d'un mode de construction et d'un art de vivre

Pour vous donner une idée du bois couché, déjà son rôle ici c'était pour le village de l'Entre-Deux, à l'initiative de l'association Entre 2 zépok de remettre au goût du jour une forme d'architecture qui disparaît de notre paysage. Donc, à l'Entre-Deux, il reste deux bois couchés qui servent plus de poulailler à l'arrière d'une maison créole - mais il y en a quand même deux. A la Rivière Saint Louis il y en a un nombre conséquent, les gens habitent encore à l'intérieur de leurs bois couchés et certains sont vieux de 200 ans, c'est vous dire qu'ils ont perpétué un art de vivre à l'intérieur de ce bois couché. Pour vous donner une image du bois couché - car il peut y en avoir de formes différentes, notamment en pavillon avec une grande superficie au sol – et bien la plupart du temps les deux pans de la toiture – pour les bois couchés à deux pans – reviennent jusqu'au milieu de la façade, un peu comme dans les chalets. Et ils sont posés sur un amas de galets. Puisque à l'époque, tout le monde n'arrivait pas avec le ciment, la chaux etc… et on ne pouvait pas faire des murets, ils posaient ça sur des galets. Ce qui permettait quand même l'aération naturelle du plancher, au dessous quand l'air traversait entre les rochers. Voilà l'image que vous pouvez avoir vraiment du bois couché le plus typique parmi ceux qui peuvent exister.

Les rues : entre histoire et toponymie

On va remonter la rue Fortuné Hoarau. Aujourd'hui, le nom des rues de l'Entre-Deux qui portent le nom de Hoarau sont nombreuses, savez vous que les Hoarau dans l'annuaire c'est comme les puces sur mon chien ! C'est beaucoup, le petit fils dont je vous parlais, Jean Marie Cherisaille Hoarau est le petit fils de Jean Hoarau… Si vous voulez, on peut aller de petit fils en petit fils, Fortuné, Julius, Raoul… que des noms de rues que l'on peut retrouver dans le village ou dans l'histoire de notre commune. Ce sont des gens qui sont lettrés, cette famille Hoarau qui arrive ici en 1800, les descendants donc et vont occuper les premières places dans l'administration locale. Ce qui fait qu'en 1839, Vital Hoarau est un des personnages qui permet de faire rentrer l'Entre-Deux dans le Conseil Municipal de St-Pierre, donc on est St Pierrois à partir de 1839. Son petit fils Corneille - on va de petits fils en petits fils - est plus de la fin du XIXème siècle, et arrive à emmener l'Entre-Deux vers une émancipation et le village devient commune – et quitte St Pierre – en 1882.

Les récoltes de café, un signe visible de richesse

Entre temps, au XIXème siècle, c'est tout le village qui se forme, l'essor du café à l'Entre-Deux va se faire par rapport à la mise en culture secondaire de certaines parties de l'île, la culture du café par rapport à la culture de la canne. Donc ce n'est que sur de rares parcelles… Il y en a autant, hein, du café au XIXème siècle, ce n'est pas qu'on en a cultivé moins, en tonnage il y en avait toujours autant mais il ne se vendait plus beaucoup avec la baisse des cours, la concurrence, les maladies… Mais ce qui fait que l'Entre-Deux va bénéficier aussi – de par la non possibilité de répandre les cultures de cannes sur de grandes superficies – on va avoir notre sucrerie que le village, qui va posséder 20 hectares de cannes. Cela se passe vers 1853, mais c'est réellement la culture du café qui permettra l'essor de certaines familles du village. Ce qui fait aussi que – étant quand même éloignés du littoral – les gens qui avaient du café à ramener dans les bas pour les emmener dans les magasins et les charger sur les bateaux ensuite, les déposaient juste à l'arrière de leur portail. Donc on pouvait dire à une période, par rapport au nombre de balles de café qu'on pouvait voir derrière le portail, le baro de Monsieur Untel, on pouvait donner le niveau de sa fortune. Voilà.

2.Kaz à extension

On est déjà devant l'exemple le plus clair au niveau du centre ville ; par cette kaz là on peut bien voir l'évolution de façon latérale, on verra la plupart du temps des kaz par le baro mais là on peut la voir sur le côté. Ce qui est original c'est que l'on voit bien ; donc au départ la kaz créole et l'appentis, qui est à l'arrière, peut expliquer beaucoup de choses. C'est le premier rajout qui existe sur la kaz, mais est-ce un rajout ou pas ?… C'est à dire je m'explique…

Toiture, charpente et appentis

Au départ, le bois est dans la forêt mais il faut quand même payer l'ouvrier pour le couper donc les propriétaires des kaz qui sont sur le centre ville vivaient aussi autour des gens qui vivaient dans les paillotes. C'est vous dire que le centre ville au XIXème siècle c'est déjà le lieu de la « petite bourgeoisie locale » et les gens de classe moyenne qui s'en sont sortis. Donc quand ils font construire une kaz, par rapport à la superficie, ils ont les moyens ou pas d'apposer un grand toit ou pas, ce qui fait que la plupart du temps s'ils n'ont pas les moyens de mettre une grande charpente, ils vont faire occuper la charpente sur une partie de la kaz, et l'arrière la dresser en appentis. C'est vous dire qu'on peut retrouver sur le village, les mêmes kaz, avec la même superficie, mais avec une seule toiture.

L'appentis comme rajout ?

Donc l'appentis, à la question : « est ce qu'il est un rajout sur la kaz ? » ; moi, je ne pense pas. Parce que la maison serait trop étroite sinon, et voyant comment ses pièces communiquent entre elles, je me dis qu'au départ l'appentis est présent. Bon, certains architectes vont vous dire que l'appentis c'est un rajout, ça peut l'être, mais la plupart du temps quand on construit on peut le faire présent sur la kaz au départ. Ça n'empêche pas, sauf qu'il ne sera pas couvert par la toiture à 4 pans, c'est ça la particularité. Et on peut dire, chose que moi-même j'avance, c'est que l'appentis va servir d'interface entre la partie principale du départ et les futures évolutions de la kaz. C'est à dire qu'avec l'appentis viennent se greffer les rajouts, les agrandissements de la maison. On peut bien voir cela sur d'autres kaz du centre ville, parce que là finalement c'est le béton qui sert de rajout entre les différents endroits, cette kaz a 80 années à peu près, donc, le béton là, lui, il arrive dans les années 80 – on pourrait dire dans les années 60 mais, après enquête, c'est les années 80. A partir de ces années, beaucoup de familles réunionnaises, entre-deusiennes, vont pouvoir se doter d'un véritable cabinet de toilette et d'une salle de bain. Au départ, c'était le bandège et le cabinet de campagne, donc le cabinet de fosse perdue que l'on peut voir derrière les bananiers. Et on connaît l'expression « allé chié dan in trou d'banane » parce que, les touffes de bananes, certains vous disent que ça porte malheur de les planter à l'avant. On ne plante jamais des bananiers à l'avant mais quand on connaît leur rôle, on comprend mieux pourquoi ils sont placés à l'arrière. Parce que parfois c'était le cabinet la touffe de bananes ; alors soit le cabinet était à côté, soit il était carrément à l'intérieur.

La première dépendance, la cuisine au feu de bois

Donc la première dépendance construite dans la kour créole – la kour créole donc comprend la parcelle en général : on prend l'avant, la parcelle et tout ce qui existe derrière - et donc les dépendances évoluent bien sûr toujours à l'arrière car dans l'organisation de l'époque, il y a : un monde de l'avant, un monde de l'arrière. Dans le monde de l'arrière, cette dépendance, la première c'est la cuisine au feu de bois. On allait pas enfumer dans la kaz les quelques pièces de linge qu'on avait à l'époque – ce qui peut être une explication pour les cuisines à part – de par le feu de bois qui ne se marie pas vraiment, et pour boucaner les viandes à l'époque il fallait bien un endroit, un far far, il fallait la cuisine au feu de bois… qui soit détachée complètement de la kaz et c'est celle qui est ici. Elle est d'architecture un peu plus sobre par rapport à la kaz. Donc là, on est en présence d'une toiture à 2 pans et d'une simple dépendance.
Les cuisines au feu de bois ne sont pas très hautes non plus, la plupart du temps il faut se pencher pour entrer à l'intérieur. Cela s'explique par le désir de faire échapper la fumée en fait. Si la fumée monte au dessus de nos têtes à 2 mètres, c'est bon elle va ressortir par les grillages, par les fenêtres, mais, si vous mettez une grande charpente comme ça, elle va dormir dans la charpente en haut, c'est pas réussi… La cuisine, il faut que ce soit bas, comme ça la fumée dès qu'elle passe notre tête, fuiiit, elle ressort…

3.Kaz à portail

On va regarder une autre kaz en face, dite bourgeoise, certains l'appelle « kaz coloniale » même. L'architecture combine des dimensions sociales, économiques, pédoclimatiques – enfin plus climatiques, par exemple dans la méthode de construction des kaz, on va parler de climat par rapport au auvent, par rapport au lambrequin… - mais la dimension sociale est très forte. A l'époque, on se dissociait, on se séparait de la masse populaire par rapport à la grandeur de la kaz que l'on fabriquait bien sûr, cela s'est fait de tout temps et de partout…

La « grande kaz » et la présence ou non des varangues

Ici on est en présence de la grande kaz créole déjà par la volumétrie. Grande kaz c'est déjà la superficie à terre, à partir de 100m2 - 200m2 de superficie au sol ce que n'a pas la petite kaz. Les éléments qui permettent la distinction de la grande kaz créole, à l'Entre-Deux en tout cas, c'est déjà deux choses. La première : la présence ou pas de la varangue sous comble, ici elle est fermée mais on en verra des ouvertes tout à l'heure. 9% des kaz créoles réunionnaises sur les 4000 possèdent des varangues. Donc on peut dire que la varangue c'est le fruit d'une élite, mais d'une élite réservée. C'est pas beaucoup 9%, mais beaucoup de kaz de l'Entre-Deux possèdent leurs varangue, ce qui par rapport à des pourcentages, veut dire que l'on est bien placé parmi les bourgs de La Réunion où il y a une concentration de kaz créole ; on est peut être en avance par rapport à des destinations comme Hell Bourg ou la Plaine des Palmistes par rapport à la présence des varangues sur nos kaz.

La grande kaz, sa varangue, son portail et son jardin : une mise en scène sociale

La seconde : l'aménagement de la parcelle avant, le véritable jardin créole, à la fois qui joue dans la symétrie dans le type jardin à la Française ou pas. Ça peut être différent, on verra des exemples de jardins à la Française, dits tropicalisés… Alors que met-on dans ces varangues ? On peut y trouver sans doute la plante la plus typique de la varangue à l'époque, la capillaire. Il y a différentes variétés bien sûr vous avez les capillaires dites « princesse de gale », « tamarin », « remparts - qui pousse partout même dans nos remparts ». Ce sont ces petites plantes vertes qui vont fleurir nos varangues.

Et par rapport à l'axe qu'on veut donner, à l'importance que l'on donne à la varangue, en mettant le portail – le baro – en axe avec cette varangue. A l'époque il y a une mise en scène sociale de la kaz, qui fait que la varangue sera l'espace mis en valeur, en hauteur par rapport à la rue. C'est pour cela que l'on va retrouver un emmarchement avec un pavage au sol en pierres de basalte, qui monte et qui va mettre en scène la varangue où sera disposé le beau mobilier qui sera le fruit de tout l'art de vivre de cette famille qui habitait là, qui va se complaire à s'y pavaner la journée, (pas à toute heure de la journée) mais qui va permettre aussi de donner à l'accueil créole toute sa dimension. Et en même temps, la varangue est l'interface encore une fois entre l'avant et l'arrière. C'est à dire la varangue est le dernier espace visible de la kaz depuis la rue, et visité ; c'est à dire qu'arrivé à la varangue on ne rentre plus à l'intérieur. Donc c'est vous dire qu'à l'époque, arriver dans la cuisine au feu de bois derrière, c'est gagner le cœur, gagner l'intimité de la famille.

Autrement je voudrais rajouter quelque chose sur la grande kaz créole, c'est l'éloignement bien sûr. L'éloignement joue beaucoup. Cela veut dire déjà que les gens avaient l'espace suffisant d'une part, et ils éloignent leur kaz de la rue pour donner cet effet du jardin créole. L'effet que l'on traverse, qu'on vous en jette plein les yeux avant d'arriver à la varangue, déjà vous êtes fascinés par la beauté du jardin : plus c'est long mieux c'est. Voilà la distinction que l'on peut donner entre la grande kaz créole et la petite kaz créole.

L'importance du baro

Le baro est l'endroit à la limite, avant il n'y avait pas de sonnette, la sonnette péi c'était la gorge, tout était travaillé ici, quand on sait que la cuisine au feu de bois est à l'arrière de la maison et que la plupart du temps la femme y est, c'était rendu un petit peu difficile de se faire entendre. Parfois on cri, et c'est le voisin qui sortait, il faisait semblant de faire quelque chose du coup parce qu'on ne vous entendait pas. On disait « na poin person », « na l'moun », et la personne arrivait. Elle vous emmenait jusqu'à la varangue, le processus de l'accueil à l'époque, le café, les popotins, les racontages… On donnait les nouvelles du quartier et il y avait toujours une manière après de prendre congé de la personne qui est venue nous voir. Donc dans le langage il y a des façons différentes d'exprimer le souhait, le désir que la personne s'en aille…

Parce que vous allez arriver, et ça c'est encore quelque chose qui se retrouve aujourd'hui, qui est à apprécier, c'est que vous arrivez chez quelqu'un, jamais vous ne dérangez. Il vous dit rentre même s'il est occupé et par contre quand vous allez partir, vous dites « nou va retrouvé », elle dit « l é ankor bon èr », quelque part elle est pressée de votre départ mais c'est toujours quelque chose qui se dit, qui est fort ! Dans l'accueil, aujourd'hui, ce n'est plus sous les varangues, les personnes vont directement accueillir dans la cuisine normale, chose qui ne se faisait pas avant.

4.Kaz en façade classique

En intermédiaire de cette architecture dite de la petite kaz créole, la petite kaz créole elle hérite de quoi elle ? Elle n'a pas de varangue d'accord mais elle va hériter de quelque chose de fondamental dans l'architecture réunionnaise, c'est ce qui touche à l'aspect classique de sa façade. L'ère du classique c'est le XVIIème siècle en France et consiste à avoir une certaine rigueur, symétrie et un équilibre de proportion sur les façades.

L'émergence d'un style mêlant les influences

Donc même en métropole, au XVII - XVIIIème on est toujours en train de perpétuer cette chose qui ne change pas, de faire que sur nos façades, il y ait de la rigueur. Et cette rigueur arrive sur nos kaz au XVIIIème siècle, un siècle en retard par rapport à notre colonisation mais va se perpétuer jusqu'au XXème siècle, alors que le classique se termine au XVIIIème siècle en France. Il laisse la place au néoclassique, qui va reprendre quand même les éléments du classique au niveau de la symétrie, mais c'est vous dire que l'architecture réunionnaise, née de l'influence indo-portugaise, née de l'architecture dite vernaculaire ou moyenâgeuse en France (les kaz rurales, en bois couchés), l'architecture classique, néoclassique… mais il n'y a pas eu un architecte qui soit venu à La Réunion influencer ou imposer un style d'architecture coloniale. Donc ça c'est fait par les différents voyages que les colons réunionnais ont fait en métropole, ou l'inverse donc les nouveaux arrivants et habitants de notre pays qui ramènent ce qu'ils ont vu là bas.

5-6.Les boutik sinwa

Alors, faisant partie de l'architecture locale également à apprécier on va aller vers nos commerces chinois : la présence de nos deux petites boutiques. Pour l'une ancienne, et pour l'autre un peu moins. L'intérêt architectural sur ces deux kaz va plutôt se porter sur des anecdotes que je vais vous donner, suite à leur présentation dans l'histoire de l'Entre-Deux, concernant la restauration qui a eu lieu en 2000.

Les kaz porteuses de mémoire

Pour la première, construite en tout cas sur ce secteur, on situerait vers les années 1850/1870 la présence de cette petite boutique. Alors pourquoi « boutik sinwa » ? Parce qu'ils vont s'approprier le commerce lorsqu'ils vont arriver en tant que libres après l'abolition de l'esclavage. On ne peut donc pas dater cette kaz avant 1850, et on va dire qu'en 1870 c'est la famille Chan – Sy qui par le mariage va devenir la famille Chan - Hive (très connu en matière de soda à La Réunion, c'est le propriétaire de la marque Pepsy). Le vieux Chan – Si qui habitait ici, et sa descendance, ont vu pas mal de l'histoire de l'Entre-Deux depuis 1870, première et deuxième guerres mondiales... Elle est porteuse de mémoire cette kaz, elle a vu la population, elle a vu les soûlards, elle a vu tout ce en quoi peut consister la vie quotidienne d'un village et, entre autre, elle a servi de boutique de ravitaillement, de rationnement pendant la seconde guerre mondiale.

Les formes d'amélioration de l'habitat, les facteurs modifiants et déterminants

En 2000, on peut parler d'une restauration parce qu'on a mis du bardage nouveau, on a remplacé le vieux par du nouveau bardeau, on n'a pas remplacé peut être la structure à l'arrière en béton, on va donc parler d'une restauration – rénovation. Parce qu'il faut préciser les trois formes d'amélioration de l'habitat traditionnel. Ce sont la restauration, la rénovation (quand on va amener des matériaux modernes) et la réhabilitation (quand on va faire d'une kaz de propriétaires un musée, on réhabilite les lieux). Dans l'architecture, il y a des facteurs modifiants (l'évolution des matériaux de construction qui amène la rénovation, est ce que les essences d'origine sont encore là ? sont-elles chères ou accessibles ?) et des facteurs déterminants (histoire – s'il y a des bombardements tout est détruit - et l'homme se repose sur la guerre pour reconstruire les bâtiments qui sont tombés et détermine l'architecture) ; les deux font que l'architecture peut vivre.

La charpente et ses bois

Là on a bien travaillé car on a amené du bardeau et ce qui est plus à apprécier encore, c'est que dans les deux boutiques, les charpentes ont été mises à nu. Comme on dit en kréol « On la tire culotte », ce qui fait que ces bois réellement imputrescibles, pour de vrai et pour de bon – et pas seulement jugés comme tel – dans la charpente qui est ici forment encore les planches. Parce que si vous ne le saviez pas, la charpente créole, avant de poser la tôle et le bardeau, repose sur des planches. La plupart du temps, on va utiliser le natte et le bois de fer. La différence que je fais entre ces deux bois nobles, le bois de fer sera présent plus dans les charpentes, c'est le bois le plus dur et le plus lourd de France. Et quand je dis que le natte est aussi noble c'est parce qu'il a été utilisé à toutes les sauces : on le retrouve plus dans tous les éléments de la kaz créole que le bois de fer. Alors le natte, déjà, il est présent dans ces vitrines, que l'on a pas pu sortir lors de la restauration de cette kaz car elles ont été faites à l'intérieur. Voilà ce que je voulais dire pour la restauration de cette kaz, riche par cette charpente qui a résistée et qui n'a pas eu besoin de se voir enlever ou rajouter un morceau, ce sont des charpentes qui ne bougent pas.

La force du bois et les nouvelles constructions

Celle-ci - pour l'anecdote - on a voulu agrandir l'espace du bar – car aujourd'hui c'est un bar – et on voulu faire sauter une cloison à l'intérieur. La cloison bien souvent on enlève les contre-plaqués, c'est simple mais à l'arrière vous allez voir qu'il a des arboutants qui redescendent au sol. Alors on est venu pour les enlever avec la scie électrique et la scie a fumé. Parce que le bois de La Réunion, une fois qu'il est sec – pas tous les bois mais le bois de fer et natte - on ne peut plus le couper, ou ce sera dur de le couper. Et là, à l'heure actuelle, vous arrivez avec un clou et un marteau, je viens vous rejoindre à midi, vous ne pouvez pas l'enfoncer ! Le bois est sec, même les termites ne pourront pas les abîmer. La kaz c'est forcément tout ce qui est confronté aux aléas de l'extérieur donc forcément la façade, la toiture, le bas de la kaz qui pourrit avec l'humidité du sol, mais c'est vrai que la charpente est la dernière à baisser les bras.
Alors même à une époque dans les années 60, si l'homme réunionnais a détruit en 300 ans d'histoire 60% de notre forêt – il nous reste 40% de la forêt primaire à La Réunion – il fallait penser, dans le cadre de la départementalisation, avec une démographie galopante à utiliser de nouveaux matériaux de construction modernes. On va favoriser donc la fabrication des parpaings - société SATEC qui se crée dans les îles Domiennes (en Martinique aujourd'hui la société SATEC est numéro 1 dans la construction) – et l'émergence de ce genre d'architecture, qui rentre parfaitement dans l'histoire de La Réunion. On va jeter un petit coup d'œil sur la kaz SATEC pour voir ce qu'il y a de bien et de pas bien… Ici par exemple,

les bâtiments sont construits sur les mares mais on n'a pas les pieds dedans ! C'est normal, elles ont été enfouies ces mares. Et à partir de 1910, les mares vont être bouchées pour lutter contre le paludisme. On retrouve la capillaire toujours dans l'idée de « sauver sak i rest » comme dirait la chanson.

7.Kaz en bardeaux

M. Hoarau est ni plus ni moins un descendant de Jean Baptiste Cheriseuil qui est lui-même un descendant de M. Hoarau. On est toujours dans les petits fils… On va s'arrêter un petit peu et ensuite on remontera par la rue des Frères. Elle n'est plus habitée, le propriétaire habite en face…

L'un des facteurs déterminants de la préservation des kaz : les moyens

Il y a un facteur modifiant qui rentre en jeu ici, un facteur plus déterminant que modifiant : l'homme. Est ce qu'il a les moyens, telle que l'architecture lui arrive, au XXIème siècle… facteur déterminant pour voir si la kaz va vivre encore longtemps ou pas. Mais en tout cas elle n'a pas le droit d'être descendue… Aucun permis de destruction n'est délivré sur le secteur du centre ville concernant les kaz créole, c'est impossible ! Mais, par contre, il y a d'un côté l'aide aux propriétaires pour rénover leur kaz, une aide qui est de 40% et de l'autre côté la possibilité que la mairie achète, avec le droit de préemption. Vous vendez une kaz créole, le premier acheteur possible, c'est la mairie qui l'acquérra ou pas et qui les revend, mais la plupart du temps, la commune la met à disposition des associations locales (comme pour la nouvelle crèche…).

La kaz : l'expression d'un niveau de vie

Cette demeure est symbolique, même si elle nécessite une restauration, parce qu'historiquement elle prouve quelque chose de valeur pour cette époque là, c'est le niveau de vie que pouvaient avoir les familles entre-deusiennes au milieu du XIXème siècle qui ont fait construire cette kaz. En 1850, elle n'existe pas cette kaz. Même si en 1853, cette famille va se lancer dans l'épisode de la sucrerie qui va connaître une faillite et bien elle a encore les moyens nécessaires pour construire. Après la faillite, elle construit cette case, (en 1863 et terminée en 1881) c'est la première grande kaz créole de l'Entre-Deux. Elle a perdu l'un de ses piliers, mais par rapport à la superficie, son élévation par rapport à la rue, ceci montre comment vivait la famille à l'époque ici. On peut dire que la famille Hoarau est la première famille entre-deusienne à cette période là. Ils étaient quasiment les propriétaires de l'Entre-Deux au XIXème siècle. Sur livre Entre2Zépok elle était habitée et avait un letchi à l'avant.

De la perte des savoir-faire vers une diffusion d'études et nouvelles techniques

Il faudrait un million cinq de francs pour la remettre en état, ce n'est pas énorme.

Mais comme il y a des intérêts lorsque ça touche le bois, l'architecture, le patrimoine c'est renchérit. Il y a une sur-valorisation des compétences des gens, des matériaux qui sont chers. Par exemple, pour la « cuisine traditionnelle » vers l'Office, il fallait 400 000 FF d'étude…

Aujourd'hui il faut des études, nos anciens ne sont plus là. On aurait pris ces anciens au temps qu'il fallait on aurait fait une formation AFPA pour dire un jour on va rénover des kaz, pas reconstruire nous ne sommes plus des charpentiers, mais on forme des gens qui seront appelés peut être dans 30 ans à repasser leur savoir-faire, comme peut être les compagnons, pour que ces kaz là soient rénovées.

Aujourd'hui ce sont des entreprises comme Trécaré qui arrivent… Par exemple cette kaz là, on a le choix, soit elle est rénovée, soit elle est restaurée.

Si elle est restaurée, elle va garder ses éléments d'origine ; si elle est rénovée elle sera complètement rasée et deux mois après vous allez entendre des coups de vis se faire, en un mois la kaz sera debout mais elle aura quel intérêt d'être debout, lorsqu'on sait que même si le bois vient de l'extérieur – à la rigueur il faut comprendre il n'y a plus suffisamment de bois à La Réunion – mais la méthode dont c'est construit non, parce que ce sont des assemblages modernes, des appareils modernes comme la visseuse électrique alors qu'auparavant vous aviez des tonon mortèze ?, traits de jupiter ?, des montants, des traverses, des méthodes d'assemblage - soit on faisait rentrer dedans, soit il y avait des chevilles…

Au risque d'une perte d'identité ?

Ça pour moi garder la mémoire, l'authenticité c'est ça ! Donc on peut se poser la question si jamais, à l'avenir, on ne ferait pas face à une nouvelle identité paysagère au niveau de l'architecture créole, plus portée sur le pastiche, c'est à dire le miroitement de la façade, que sur l'ensemble de la kaz… L'âme créole de la kaz ne sera plus là, elle fera place à une façade puisque quand vous rénovez une kaz, on ne vous demande pas plus que la façade. Quelle soit en bois, et que ce soit en béton derrière, comme celle derrière le collège… L'enjeu de demain, c'est un peu ça. Est-ce que nos enfants qui étudieront l'architecture vont étudier l'architecture réelle réunionnaise dans les livres en photos, et que sur le terrain, ils auront une architecture complètement modernisée ?. A partir de kaz anciennes je veux dire. Qu'on modernise l'architecture réunionnaise d'accord, mais vous mettez à côté, pas à l'emplacement d'une kaz qui a gardé sa valeur architecturale pendant longtemps.

Bois et bardeaux : Métier lontan et aujourd'hui investissement

Quand on taille du bardeau par exemple, on utilisait plus des essences de la forêt de bois de couleur des bas, au départ le tamarin des Hauts n'était pas forcément le plus utilisé. Qu'est ce qui fait que l'on se tourne vers le Tamarin des Hauts, c'est que les essences se sont raréfiées sur le littoral, même à 600 mètres, un petit peu au dessus, les nattes ont tous été coupés, les corces blancs, ceux qui donnent des futs assez droits pour être travaillés dans l'architecture, en menuiserie… On va monter plus haut. Mais quand on monte plus haut, il n'y a pas de chemin qui monte vers le Maido, ni même vers le Dimitile, parce que le Tamarin des Hauts, on va seulement le retrouver à 1000 mètres d'altitude. Donc ce sont les bardeautiers, c'est un métier qui est dur, qui vont monter une semaine et ils vont pas ramener des billes de bois, les billes de Tamarins, sur l'épaule ! A moins de le faire rouler assis dessus… Ils vont tailler sur place et un bardeautier quand il travaille bien, il peut tailler jusqu'à une centaine (en moyenne minimum) de bardeaux par jour. Le paquet de 100 pèse 20kg, il va faire des voyages aller-retour et pour faire un mètre carré, ou un peu moins de 2 mètres carré, il faut déjà 100 bardeaux. Là pour vous dire que si on rénove cette kaz en bardeaux, on met du bardeau neuf, et à la rigueur on laisse la toiture – parce qu'elle peut laisser imaginer qu'à une époque il y avait du bardeau mais que le propriétaire n'a pu l'honorer à une période où la tôle est arrivée vers les années 50, et qu'on a préféré la tôle. Mais, sur les façades là, il faudrait à peu près 20 000 bardeaux, quand on sait que le mètre carré est hors de prix… donc il y un facteur modifiant sur la potentialité de rénovation de cette kaz qui va jouer.

Qualité et savoir-faire, utilité calorifère

Par exemple, la mairie de St Pierre pour vous donner un parallèle, il y a 270 000 bardeaux sur la toiture. Ils ont du salarier des gens qui n'étaient pas forcément salariables, mais des gens qui étaient bardeautiers, pour fabriquer à la main des bardeaux. Ils avaient le choix de mettre des bardeaux mécaniques, ils l'ont fait avant Firinga et ont dû refaire la toiture. Peine perdue, des sous perdus…Quand ils ont refait, ils ont préféré salarier des gens pour tailler à la main, parce que le bardeau doit être taillé à la main pour que l'on respecte le fil du bois. Taillé mécaniquement, on coupe le fil du bois, il gondole et aura une durée de vie moindre. Ce qui fait qu'un bardeau taillé à la main, il peut vivre jusqu'à 70 ans ; il dépérit à partir d'une période, mais peut jouer son rôle jusqu'à 70 ans. Enfin, l'intérêt du bardeau, dans l'architecture réunionnaise, c'est que c'est la meilleure chose, d'après les architectes, qui aurait pu arriver à la kaz créole de par le confort thermique que le bardeau peut donner. On est dans la même problématique de lutte contre les aléas climatiques. Les chalets alpins possèdent le bardeau pour réchauffer la kaz, nous on possède le bardeau pour rafraîchir la kaz. Parce que le bardeau, la journée, il emmagasine la chaleur, il la redistribue la

nuit quand la température baisse, c'est le travail naturel du bois qui fait ça. Tandis que la tôle vous répercute le même degré de chaleur, sinon plus, que vous avez à l'extérieur au moment T.

8.Kaz en façade théâtre

E

Elle est habitée à certains moments de l'année, c'est une résidence secondaire, le propriétaire habite en Polynésie.

Agrandissement de kaz et évolution sociale

On est toujours dans le style des kaz un peu plus loin. Là c'est une évolution dans l'architecture réunionnaise qui va donner un nouveau nom à cette kaz, c'est à dire qu'au départ c'est une maison pavillon parce qu'on voit sa toiture. On a un effet visuel sur cette kaz, on peut regarder par dessus le portail, on voit comment elle s'enfonce dans la cour et on voit bien le phénomène d'agrandissement de la kaz bien souvent lorsque ces kaz sont agrandies elles vont rejoindre la cuisine au feu de bois par derrière ce qui fait que la cuisine et la kaz ne font qu'un. Pour le bonheur de la femme, qui pour ses allers et venues entre la cuisine et la kaz, ne sera plus mouillée par l'eau de pluie, ça c'est déjà un bien. Et cela explique aussi l'évolution sociale de cette famille, le portefeuille s'améliore, elle peut agrandir la kaz, la famille s'agrandit, …

La façade théâtre, vers une dimension décorative

Mais à terme une partie vient s'imbriquer à l'avant, parlerait-on d'un rajout ? Peut-être. C'est cette frontière banale, cette façade qui donne l'effet de théâtre. Beaucoup de gens y voient un théâtre. Le théâtre de St Denis, quand je suis allé regarder les photos du XIXème siècle, il avait en façade cette forme de présentation. Voilà pourquoi peut être on a baptisé cette kaz « la façade de théâtre » mais sachez que la première façade de théâtre à La Réunion a été apposée sur la façade de Raymond Barre (d'Euramon Barre) à St Denis. Cependant, l'évolution de cette façade écran qu'il y a sur St Denis ne peut pas être comparée comme les façades écran de l'Entre-Deux, c'est le XIXème siècle ; notre façade écran à l'Entre-Deux c'est 1920 à monter. Qu'est ce qui fait que cette façade écran arrive sur les kaz créole ? Beaucoup de choses entrent en jeu. Déjà, la petite kaz créole à l'origine, je vous disais qu'elle gardait peu d'éléments de décoration. Sur du bardeau vous pouvez poser quelque chose ? Pratiquement pas… encore moins de losanges, ni pilastres, ni piliers, rien, peut être du lambrequin sur les auvents… Déjà ces petites kaz ne possèdent pas non plus de varangue, on ne peut pas poser de décoration. Ce qui fait qu'en posant cette façade à l'avant, on peut la doter d'éléments d'architecture qui n'existaient pas avant et qui peut permettre d'élever la kaz dans sa dimension décorative.

Alors, l'effet trompe l'œil est plus ou moins réussi sur les kaz du centre ville, les façades écran, pas beaucoup sur celle-là. Là on voit encore une langue de l'extrémité de la toiture. Donc la façade écran, on a déjà quelque chose d'imposant qui se tourne vers nous en arrivant. C'est déjà l'idée qui est recherchée ici.

9.Kaz façade écran avec pilastres

Cette maison n'est pas habitée, c'est la rue des kaz non habitée. Celle du milieu est louée, celle-là est en rénovation, la première le propriétaire n'est pas là. On voit des choses différentes sur cette kaz comme l'absence de toiture. Donc, on peut s'imaginer que cette maison est posée au sol et possède un toit plat, ce qui est faux. Elle va vous cacher une succession de rajouts encore une fois.

La façade écran : un bandeau protecteur

Alors l'idée de la façade écran je vais vous la donner maintenant, c'est qu'elle permet d'avoir un effet trompe l'œil qui est fait au dessus du auvent. Toute la partie supérieure qui mène de la corniche au sommet, c'est du trompe l'œil à 100%. Deuxième question qui tue, est que c'est un toit plat, est ce qu'il y a une terrasse ? Non, c'est un toit pavillon avec juste la façade comme ça. Il y a quand même une petite pente en tôle qui redescend derrière. Donc là c'est ce qu'on appelle dans l'architecture, tout simplement un bandeau qui vous donne l'idée de l'épaisseur que ça peut avoir. C'est pas épais, donc c'est une petite épaisseur qui fait le tour de la façade, qui fait le tour de la maison, et permet de cacher la case principale, la première maison qui est derrière.

La façade écran : un espace d'accueil embelli

Et cela va permettre aussi d'offrir aux propriétaires la varangue, qu'ils n'avaient pas avant ; donc là on parle d'une varangue rajoutée dans une façade écran. La façade écran permet aussi de rajouter quelques éléments de décoration que l'on emprunte sur les kaz néoclassiques de La Réunion : les fameux pilastres que vous pouvez retrouver aux deux extrémités de la façade, les petits travaux de menuiserie qui donnent un effet linéaire pour casser le rythme de la façade. Par exemple, ceux du dessus et on les appelle, pour les deux, les denticules. Pour remonter à l'origine des denticules, il faut remonter loin, déjà à l'époque gréco-romaine les denticules existaient. Elles apparaissent sur les kaz du XXème siècle par une influence, issue du néoclassique qui lui même découle du gréco-romain. Donc les denticules, presque au dessus de la corniche et au dessous du lambrequin, sont des travaux de menuiserie qui mettent de l'effet sur la façade.

10.Kaz jardin à la française

L
à dans ce jardin, il est extraordinaire ; il y a des mois lorsque l'on passait par là et on pouvait rien voir et aujourd'hui, on peut tout voir. Là on est dans l'application du modèle de jardin à la française.

L'intérieur en symétrie des jardins à la Française

Par la délimitation avec l'axe du portail et de la varangue, vous avez des deux côtés les mêmes motifs de décoration : deux grandes étoiles et deux petits bassins à l'arrière. Les bassins sont eux-mêmes en symétrie avec les fenêtres de la façade donc si vous voulez le jardin à la Française s'applique avec la symétrie par rapport à la façade. Tandis qu'à l'époque des jardins à la Française en métropole, par exemple dans les hôtels particuliers, ils étaient derrière la maison. Ce n'est pas de tout temps que le français s'est tourné vers la rue. A l'époque, on parlait d'hôtels particuliers entre cour et jardin ; la cour accueillant les calèches à l'avant, les jardins à l'arrière.

Une ouverture extérieure, à la rue, à la ville et à la vie citoyenne

Au XIXème, on a parlé de certaines kaz de St Denis qui n'étaient pas tournées vers la rue. Mais la façade écran de Raymond Barre, peut donner l'idée de l'évolution des mentalités de l'époque qui fait qu'on a appliqué une façade avec une varangue à l'avant pour se tourner vers la rue. Ça dépend aussi si les rues évoluent les unes par rapport aux autres, c'est à dire qu'une rue se développe alors que vous étiez tournés sur une rue secondaire par rapport à celle-ci, vous allez changer de côté parce que c'est une société qui se tourne vers la rue. Une société qui connaît l'enrichissement des familles réunionnaises par rapport à la canne à sucre. Enfin certaines familles, plus de négociants, de propriétaires terriens, même des gens qui sont propriétaires de domaines vont aller habiter en ville, car il y a une véritable vie de ville, vie citoyenne qui se développe au XIXème siècle avec l'essor de la canne à sucre. On va aller en ville donc il faudra construire une kaz dans l'esprit de sa richesse ; ce qui explique les premiers jardins à la Française à La Réunion. Pour celui-là si vous faites un exercice visuel, pas fondamental, mais on peut le faire ensemble, pour voir l'exercice que ça a dû demander à la personne qui a fait ce jardin : l'angle coupe à la moitié en diagonale le bassin et va aller rejoindre la façade, et des deux côtés c'est pareil. Si vous voulez, pour calculer un jardin symétrique, il faut des distances, calculer des diagonales, ça va même jusqu'au pilier.

Le portail comme positionnement social

Le baro est également un signe extérieur de richesse. Lorsque vous avez des cours qui sont dotées de portail en fer forgé de cette dimension, c'est déjà un signe extérieur de richesse. Et de plus, si à une époque on se tourne vers la rue, il n'en est pas moins que certaines cours vont cacher leur jardin en apposant des plantes massives ou des lianes sur les côtés ce qui fait que ce sera sur le portail qu'on se fera une idée du jardin… Parfois, on voit dans la cour de magnifiques jardins fleuris, mais parfois certaines personnes vont cacher aussi ce jardin. Ce qui fait qu'à certains moments, on pourra voir le jardin tout de suite, et à d'autres il faudra rentrer, et s'affirmer pour pouvoir apprécier la qualité du jardin…

Tout est évolution, au départ on se montre vers la rue, la société a moins de criminels mais après, peut-être, on se cache parce qu'il y a des dangers, des voleurs, pas envie que les gens voient… Il y a beaucoup d'explication. Celle-ci est une grande kaz.

11.Kaz "associative"

La rénovation : les toits à deux pans et la valorisation de détails architecturaux

En face et à côté, nous avons deux exemples de toitures à 2 pans post années 50. Jusqu'aux années 50, on avait le principe de la toiture à 4 pans… On a continué le bois quand même après la départementalisation, ce qui explique que même si on a continué le bois, on s'est tourné vers d'autres types de toits à 2 pans. Je ne pense pas qu'à l'époque des kaz créoles on trouvait des toitures à 2 pans comme ça, tout était en 4 pans, qu'elle soit petite ou grande. Alors là, sur la rénovation, on a apposé des détails architecturaux qui n'existaient pas sur la kaz avant qu'elle soit rénovée. Comme par exemple tous les pilastres qui ont été mis en valeur avec la peinture. Pas de varangue, on ne peut même pas parler de varangue, vu la profondeur qu'elle a. On va parler plus d'un porche d'entrée qui donne la vocation de l'occupation des lieux puisque c'est un local associatif. Chez un propriétaire des lieux, on n'aurait pas vu de varangue au cas où la kaz aurait été rénovée, réhabilitée…

12.Lambrequins

C'est une grande kaz créole avec varangue intégrée sous les combles, on dirait plutôt une varangue en œuvre que sous les combles, puisque les combles c'est la partie au dessus de la maison. On préfèrera dire varangue « en œuvre » ou varangue « hors œuvre ». Par contre, là, sur les côtés on s'attarde à regarder les auvents. Pour parler de dimensions climatiques, là ils sont couverts d'une tôle fine, les premières tôles fines parmi lesquelles on va retrouver le fer blanc. La tôle fine, elle, a la particularité par rapport à la tôle ondulée de conduire l'eau plus rapidement et sert aux lambrequins.

Le rôle et les motifs du lambrequin

Ce qui fait que le lambrequin va trouver son effet ici lorsque le lambrequin est surmonté d'une tôle fine sur le auvent. L'eau descend la tôle fine, et vient descendre à la verticale le long du lambrequin, voilà comment on peut classer un lambrequin qui est utile et un lambrequin qui n'est pas utile et juste à vocation décorative. Voilà pourquoi, on va étaler des petits ensembles de trous, des parties évidées dans la feuille de tôle, qui vont devenir des motifs de décoration qui sont empruntés soit aux mathématiques : triangles, carrés, losanges, ronds ; soit au milieu spatial : croissant de lune, feuillage, figure d'animaux, des fleurs (amaryllis, lys), têtes de diable. Tous ces motifs ont été empruntés par des flerblantiers. Ils ne sont pas diplômés du lambrequin mais ils vont s'accorder une deuxième activité par rapport à celle de soudure d'objets de la maison (arrosoir, bacs en tôle) et vont créer ces lambrequins.

Le lambrequin : maniérisme ou créativité créole ?

Et là, cramponnez vous bien à vos chaussures, on parle d'un avènement vers le « maniérisme créole ». Alors, le maniérisme, ce n'est pas forcément quelque chose de pur pour les gens qui défendent l'architecture puisque le maniérisme c'est lorsque l'on détourne les motifs, l'intérêt, l'utilité, la vocation, l'histoire d'un détail d'architecture, d'une décoration distincte vers quelque chose de pastiche. Et voilà qu'après une période du XIXème siècle où les cases néoclassiques vont ne rester que néoclassiques - le maniérisme n'apparaît pas avant puisque l'on respecte toutes les dimensions du néoclassique - et avec l'émergence de la classe moyenne, la classe populaire va s'approprier la grande architecture réunionnaise. Quand elle s'approprie, elle va s'approprier des choses de façon différente par rapport à certains motifs de l'architecture (piliers, lambrequins) et donc la petite kaz créole issue de cette appropriation de la classe populaire va définir le maniérisme créole. C'est à dire que la petite classe populaire au milieu du XXème siècle, quand elle va émerger, elle sera le fruit de tout et n'importe quoi, c'est à dire de pilier qui ne joue aucun rôle pour tenir la structure, le lambrequin qui est une dentelle « la dentelle la kaz ». Et le mélange de tout, ça va donner le maniérisme créole à l'heure où l'on rentre dans le romantisme (c'est un courant architectural après le néoclassique en métropole). Mais il ne faut pas parler à un vrai architecte qui défend l'architecture de maniérisme, par ce que c'est quelque chose de péjoratif…

La variété des techniques de lambrequin

Donc on a deux types de lambrequins là, on a des lambrequins doublés, on peut avoir des effets de symétries… Donc ces ferblantiers qui n'étaient pas des diplômés en mathématiques vont faire quand même intervenir des choses liées aux mathématiques : la rotation, la translation, la symétrie glissée, verticale, horizontale. On peut retrouver à La Réunion 7 types de lambrequins dont un type qui se retrouve partout c'est la symétrie verticale (si le motif est coupé à la verticale au milieu, les deux parties s'épousent) ; idem dans le sens horizontal, et il y a aussi la symétrie glissée (le motif tend à se déplacer sur la frise, désorganisé par rapport au bas de la frise…). Il y a pas mal d'éléments, le commissariat à l'artisanat a publié un livre dans les années 80.

Le lambrequin , un savoir-faire local ; la kaz créole, une croissance sous influence

Des gens de l'université se sont penchés un peu plus loin et finalement à partir d'un savoir faire purement réunionnais ; parce que le ferblantier, c'est un savoir-faire local. Après on peut débattre sur qu'est-ce que l'on a de créole dans une case ?. C'est un autre débat ! Mais sur le lambrequin, en tout cas moi, ce dont je suis fier, c'est qu'il est né d'un contexte local, dans une histoire locale et en même temps dans un savoir-faire qui emprunte le savoir-faire des mathématiques mais qui reste présent ici. Tandis que, pour le reste de la maison créole : est-ce qu'elle serait créole entièrement ? Peut-être pas... Parce que de l'époque du néoclassique toutes ces méthodes viennent d'un endroit, d'une influence, d'un pays d'origine. Ce que l'on a de créole sur la kaz, on va dire que c'est l'art de vivre, c'est le jardin autour, c'est le lambrequin, c'est la façon d'interpréter tous ces détails architecturaux qui n'étaient pas originaires d'ici mais qui vont définir la kaz créole. Donc à la fois, oui, il y a la kaz créole, mais elle naît de l'influence. Donc, pour que les gens qui sont des défenseurs de l'architecture, ils vont vous dire qu'il n'y a pas de kaz créoles, mais que certaines choses vous donnent la définition de la kaz créole.

Un exemple de revêtement au sol, un jardin, un mode de vie

Dans une kaz possédant une varangue à l'intérieur d'une façade écran ouverte, encore habitée… (Il y en a deux sur l'Entre-Deux). On trouve un revêtement en béton rouge, brillant tout le temps, tous les jours, qui vient à une époque remplacer le parquet que l'on ne peut changer faute de moyens. Donc, de là aussi, naît tout un art de vivre autour de ce béton rouge, il faut l'entretenir, avec l'encaustique, il faut des patins, « si on prend pas les patins on ne prend deux tapins » il y a toute une mentalité, tout un comportement à adopter avec les enfants de l'époque. Il ne fallait pas courir dessus, ça glisse… De plus, à cette période là, les parents et même les enfants désertaient la kaz la journée. La kaz créole, elle est habitée le soir, pour dormir. Il n'y avait pas de télé, il n'y avait rien à faire à l'intérieur, vous alliez faire quoi ? salir la maison ?! On restait dehors, la femme au niveau la cuisine au feu de bois, la roche à laver, le jardin d'épices, le côté arrière de la kaz qui était plus ordinaire. Trois adjectifs pour la kaz de l'avant : la rigueur (il faut nettoyer, que ce soit propre, on est face à la rue – même si à l'arrière dans le coin ordinaire les déchets s'accumulent au niveau de la touffe banane ; pareil on peut retrouver une kaz repeinte, avec du bois, de la tôle neuve à l'avant et derrière une cuisine au feu de bois avec des rapiècements au niveau de la cuisine – on peut retrouver des tôles rouillées) puis la minéralisation, et la symétrie.
La kaz possède un petit panneau indiquant qu'elle a fait partie du circuit botanique. Le circuit botanique est une chose ancienne, à l'époque Roger Lavergne avait fait un recensement des fleurs du centre ville et il avait édité le guide du circuit botanique que l'on achetait, on pouvait avoir le bouquin pour 30 FF mais après il n'a pas été réédité. Mais les panneaux sont restés. Allez pas enlever ces panneaux là c'est la fierté des propriétaires ça, reconnaissance de la beauté de zot kour ! La kaz à côté « le jardin là haut » a eu le Premier prix Mme Maillot.

Association Réunionnaise d'Education Populaire
SIDR Front de Mer – Bât. G – BP 103
97453 ST PIERRE Cédex
Tél : 02.62 25.03.85 **Fax :** 02.62 35.57.09
E mail : arep. siege-social@wanadoo.fr

Mafate

SOMMAIRE

I. METHODOLOGIE ET DEMARCHE.....3

II. L'HISTOIRE DU PEUPLEMENT… ET DU DEPEUPLEMENT DU CIRQUE.....6

II.1 Le marronnage dans le « cirque de la Rivière du Galet ».....7

II.2 Les grands mouvements de population dans le cirque de Mafate.....11

- De la réalité à la légitimité d'une implantation.....11
- Entre expulsion en douceur et manipulation 'en douce'.....13
- De la considération d'un peuple, sans concession.....15

III. LE RAPPORT A LA TERRE.....16

III.1 D'une tradition culturelle d'agriculture vivrière….....16

III.2 … à ses mutations actuelles.....18

III.3 Les mafatais entre propriété de la terre et appropriation de l'espace.....21

- Une terre 'louée', des propriétaires.....22
- Rive gauche, **rive droite,** même traitement ?.....23
- Transmettre la terre à ses enfants, une fierté d'Homme refusée aux Mafatais…..24
- Un espace approprié, des savoir-faire de caractère.....25

IV. ANALYSE DU PATRIMOINE CULTUREL DE MAFATE : L'ART DE VIVRE MAFATAIS.....29

ELEMENTS COMPLEMENTAIRES_____35

- Annexe 1 : Les personnes rencontrées
- Annexe 2 : Les structures mobilisées pour cette étude à Mafate

MISE EN ECLAIRAGE_____40

- Bibliographie des ouvrages repérés

« C

ilaos a ses grandeurs, Hell Bourg a ses douceurs, Mafate a son mystère. Ailleurs la civilisation a pénétré depuis longtemps par la route : électricité, eau, boutique, cinéma, prêtres et religieuses. Cilaos et Hell Bourg ont leurs villégiaturistes et leurs touristes ; Mafate n'a même pas toujours des sentiers, et seuls les alpinistes peuvent explorer ses beautés. Les autres cirques sont érigés en commune ou forment au moins un secteur unifié ; ici, la rive droite ignore la rive gauche, l'une est St Pauloise, l'autre est à la Possession. »[1]

I. METHODOLOGIE ET DEMARCHE

Le Cirque de Mafate est assurément unique en son genre, et ses particularités géographiques, historiques et humaines nous ont dicté une approche différente de celle mise en œuvre sur les autres sites zoom, qui mérite qu'on y consacre quelques explications particulières avant d'entrer dans les développements qui sont au cœur de l'objet de cette étude.

✓ La première précision à apporter concerne la façon dont nous avons recueilli les informations. Nous avons privilégié les rencontres individuelles, beaucoup plus réalistes à Mafate que les rencontres collectives.

En effet, se déplacer par exemple, pour une réunion sur La Nouvelle, Grand Place ou encore Aurère peut poser certaines difficultés à des habitants des Lataniers ou des Orangers. La question de la centralisation de l'information sur certains îlets a d'ailleurs été relevée par des personnes rencontrées.

Le principe que nous avons retenu, d'aller à la rencontre des personnes, nous semblait donc d'autant plus pertinent sur le territoire de Mafate, où les gens vivent parfois assez isolés les uns des autres, au sein même d'un îlet et de façon encore plus flagrante d'un îlet à l'autre.

Notre objectif et notre souhait de permettre à un maximum de Mafatais de s'exprimer sur leur patrimoine culturel nous ont dès lors imposé de privilégier les rencontres à domicile, en tête à tête ou en petits groupes – souvent familiaux. Nous n'avons organisé à Mafate qu'une réunion sur Aurère avec quelques habitants qui en avaient accepté le principe.

✓ Le deuxième point concerne l'étendue de notre champ de recherche à Mafate : par souci de représentativité des idées recueillies, nous ne voulions pas nous contenter de rencontrer des habitants des îlets les plus habités, fréquentés ou connus (type La Nouvelle).

[1] J. LOUGNON, cité in E. Souffrin, *Ethno-histoire, appropriation et possession de la terre dans le cirque de Mafate, Ile de La Réunion,* 1992, p. 30.

Il nous semble en effet primordial d'avoir un regard d'habitant sur chaque îlet, aucun d'eux ne se ressemblant et ne pouvant être réduit à une simple copie d'un autre.

Sur chacun des îlets de Mafate, les gens ont une histoire propre – au-delà de leur histoire commune –, une façon de vivre qui peut aussi être marquée par les conditions naturelles spécifiques de l'îlet, un rapport d'une génération à l'autre particulier, dû parfois à un rapport à la terre original…

Bref, autant de raisons, avérées ou qui demandent tout simplement à l'être, qui ont fait que pour une étude aussi importante puisqu'elle concerne leur patrimoine culturel, nous ne voulions pas faire l'impasse sur certains îlets et leurs habitants.

C'est pourquoi nous nous sommes attachés à rencontrer des habitants de chacun des îlets de Mafate, quitte à ne rencontrer parfois qu'une ou deux personnes.

✓ En troisième lieu, le patrimoine culturel, à Mafate plus qu'ailleurs, se ressent, se traduit autant qu'il s'explique.

Le thème du patrimoine culturel n'est pas toujours très parlant pour les Mafatais, qui spontanément lorsqu'on leur parle de culture pensent en général plus aux cultures agricoles, qui constituent l'essentiel de leur activité.

La culture au sens patrimonial du terme n'est pas toujours bien saisie, et il faut un certain temps pour pouvoir aborder des thèmes qui intéressent ce sujet, mais qui ne viennent absolument pas spontanément à l'esprit des personnes que l'on a rencontrées.

De plus, il est difficile d'aborder le patrimoine culturel, qui oblige quand même les gens à jeter un regard sur leur vie et leur environnement pour en extraire certains moments, certains éléments, sans aborder ces mêmes difficultés quotidiennes, passées, présentes ou à venir.

Tout particulièrement, les personnes rencontrées nous ont beaucoup parlé du projet de Parc National, de façon plus ou moins directe, plus ou moins approfondie, plus ou moins indissociable du reste de leurs propos. Souvent le sujet venait en écoutant nos explications sur l'objectif de l'étude sur le patrimoine culturel des Hauts. Il a même été parfois difficile de faire 'sortir' les gens de leur discours sur le Parc pour les amener sur le terrain du patrimoine culturel mafatais.

C'est pour cela que certaines réflexions formulées par ces personnes et transcrites par nous dans ce document font référence au projet de Parc national, dans la mesure où il est parfois difficile de dissocier ces propos de l'idée plus générale émise par notre interlocuteur.

De la même façon, certaines des réflexions retranscrites empiètent parfois sur l'objet de la troisième phase de l'étude car elles relient constat et proposition. Nous avons choisi de laisser ces deux dimensions liées lorsque les séparer aurait vidé en tout ou partie de son sens la réflexion de la personne.

✓ Les gens ne sont pas forcément conscients de la richesse et de l'intérêt de ce qu'ils peuvent partager en terme de patrimoine culturel. Or nous-mêmes ne soupçonnions pas forcément avant chaque rencontre l'étendue des connaissances de la personne, ce que nous apprenions bien souvent par la suite, par quelqu'un d'autre ; mais il était alors trop tard pour pouvoir retourner voir les gens et leur demander de nous parler de tel ou tel sujet, ou de nous montrer telle ou telle chose, faute de temps.

C'est donc souvent de façon indirecte, en analysant avec le recul tant les propos des personnes rencontrées que les différentes façons dont s'organise la vie au quotidien sur

chaque îlet, que nous avons pu nous faire une idée de ce qui nous semble constituer le cœur du patrimoine culturel mafatais.

✓ Le corollaire de cette considération est qu'au-delà des rencontres formelles avec les habitants, nous nous sommes beaucoup appuyés à Mafate sur l'observation, les petites discussions au gré des rencontres faites sur les sentiers, dans les îlets… beaucoup de gens ont ainsi exprimé un point de vue, une façon de voir les choses, dont nous nous sommes inspirés pour faire émerger le patrimoine culturel.

Les rencontres de ce type ont été assez nombreuses, et les personnes avec qui elles ont eu lieu ne sont pas citées dans la liste des personnes rencontrées, tout simplement car ces rencontres sont le fruit du hasard et n'ont pas nécessairement eu lieu sur le sujet de notre étude.

Mais dans l'expression de leur ressenti, l'ensemble de ces personnes nous a considérablement aidé à mettre en exergue ce qui était important pour ce diagnostic.

✓ Par ailleurs, nous n'avons pas pu rencontrer systématiquement toutes les personnes qu'il aurait fallu voir pour enrichir cette étude.

Beaucoup de personnes à Mafate trouvent que trop d'études se font sur le Cirque sans concertation avec les habitants, sans intérêts ou retombées pour eux. Plusieurs personnes nous ont cité une quantité d'intervenants, de sujets d'études, pour lesquels ils n'ont jamais eu de retour.

C'est souvent pour cette raison que ceux des Mafatais qui sont les plus fatigués par cette attitude n'ont pas voulu nous rencontrer, exprimant tout simplement le souhait d'être tranquille et que l'on respecte leur intimité.

Pourtant ces personnes sont souvent incontournables, véritables mémoires vivantes du Cirque, et témoins d'une partie de l'histoire de La Réunion.

Toujours est-il que la mise en dynamique sur laquelle nous avons travaillé à Mafate mériterait et pourrait être poursuivie par un travail plus aprofondi, basé sur l'instauration d'une réelle relation de confiance entre intervenants et habitants.

✓ Dans le même ordre d'idée, nous avons choisi lors de certaines rencontres de ne pas entrer dans le vif du sujet de notre étude.

Nous avons rencontré des personnes, la plupart du temps des 'gramouns', un peu aigris, tristes de voir justement leur culture disparaître, mais aussi pour d'autres raisons que nous expliquerons en partie plus loin.

Nous avons alors estimé qu'il n'était pas décent, puisque nous n'avions au mieux que quelques heures à leur consacrer, de demander à ces personnes de faire abstraction de cette amertume pour ne récolter que les informations utiles au diagnostic.

Pour toutes ces personnes, il aurait fallu pouvoir être là un certain nombre de jours, pour asurer une réelle relation de confiance, bien expliquer ce pourquoi nous étions là, et toute la richesse de ce qu'ils pouvaient y apporter.

✓ Enfin, la dernière explication importante qu'il faut apporter concerne la forme du document de présentation du patrimoine culturel à Mafate.

S'il y a bien une chose qui nous semble fédérer les Mafatais au-delà des spécificités de chaque îlet, c'est leur impression d'être « pillés » de tous côtés par les innombrables études,

portraits, photos et autres qui sont réalisés la plupart du temps sans retour ni profit pour la population du cirque.

Nous avons souhaité nous démarquer de cette logique présentée par les personnes rencontrées comme une 'exploitation de l'image de Mafate et de la vie de ses habitants'.

Nous avons donc fait délibérément le choix de ne pas illustrer ce document de photos, dans la mesure où beaucoup de Mafatais se sont plaints de ce que trop de gens n'hésitent pas à photographier des scènes de vie intimes, des gens, des kaz, souvent sans même leur demander leur avis, parfois même à des fins commerciales…

C'est pourquoi ce document sera très sobre dans sa présentation, sans aucune prétention d'exhaustivité ou de recueil des points de vue des différents acteurs concernés par le territoire de Mafate.

C'est aussi pour cela que nous avons choisi, pour le travail de mise en éclairage – commun à tous les sites étudiés – d'un élément particulier du patrimoine culturel mafatais, de recenser de façon plus ou moins exhaustive l'ensemble des études réalisées sur le Cirque et ses habitants… Car vu leur très grand nombre, et même si elles n'ont pu être réellement partagées et appropriées par les Mafatais, elles traduisent l'engouement certain et permanent que génère le vécu de ce territoire.

A tous ceux qui liront ou qui utiliseront ce chapitre, il importe de rappeler qu'il s'agit de nous suivre dans un cheminement de rencontres de quelques habitants au cœur du cirque de Mafate.

II. L'HISTOIRE DU PEUPLEMENT… ET DU DEPEUPLEMENT DU CIRQUE

Si l'on a eu plusieurs fois l'occasion de dire, en se référant aux paysages et à l'isolement du Cirque, que Mafate est « une île dans l'île », on a rarement pensé à cette image en l'associant à l'histoire de son peuplement et de ses habitants.

Cela serait pourtant très à propos lorsqu'on sait que les nombreuses particularités de cet endroit pèsent aujourd'hui encore sur la connaissance de son passé, de son histoire.

Au même titre que les autres cirques et, plus généralement, que l'ensemble des Hauts de la Réunion, Mafate a été en tout premier lieu une terre de marronnage. Sa vocation d'espace de liberté a plus tard été partagée par les petits blancs, petits colons ruinés des suites de la décolonisation ou plus simplement évincés des logiques de succession et de pouvoir.

Mais même alors, certains éléments distinguent la situation de Mafate des autres cirques. Les descendants de ces premiers occupants qui peuplent aujourd'hui le cirque sont d'ailleurs toujours dans une situation tout à fait singulière au regard du reste de la population réunionnaise.

Avant d'entrer un peu plus dans le détail, il convient de faire quelques remarques préliminaires qui permettront de mieux comprendre les développements suivants :

- Tout d'abord, l'histoire du marronnage à Mafate, comme dans le reste de l'île, est assez mal connue faute de traces écrites suffisantes pour étayer les évènements rapportés par la tradition orale ou les ouvrages de littérature poétique et romanesque.

✖ Ensuite, la connaissance historique des Mafatais eux-mêmes est limitée dans le temps. Exceptées pour quelques rares personnes, la connaissance des habitants du cirque ne remonte généralement pas plus loin que deux générations, soit dans le meilleur des cas à la connaissance des grands-parents.

De ce fait, il est quasiment impossible, sinon impossible, de développer la connaissance du marronnage à Mafate à partir d'un travail avec les habitants du cirque.

En revanche, il reste encore chez beaucoup de gramouns une connaissance forte de l'époque du peuplement officiel de Mafate, qui débute approximativement à partir de la découverte officielle des sources sulfureuses de la Rivière des Galets, au pied du Bronchard.

✖ Enfin, il résulte du croisement des données recueillies auprès d'habitants et de documents présentant officiellement l'histoire du peuplement de Mafate un certain flou sur l'étendue de ce peuplement dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle.

En effet, la plupart des documents étudiés (guides de l'ONF, études diverses) font état d'un dépeuplement total de certains îlets dans les années 1960. Or nous avons rencontré des Mafatais qui nous ont dit être présents dans tel ou tel îlet dès les années 1930 ou 1940. Il n'est donc pas évident de faire la part des choses dans ces présentations divergentes de l'histoire du cirque.

Pour autant, il nous semble quand même peu probable que les seuls habitants de certains îlets importants aient été les gardes forestiers pendant plusieurs années, surtout lorsqu'on sait le combat qu'ont mené les Mafatais contre le Domaine dès le début du XIX^{ème} siècle pour faire reconnaître leur droit de vivre à Mafate.

Dans le doute, nous présenterons les deux versions qui nous semblent contradictoires sur l'état du peuplement du cirque il y a quelques dizaines d'années.

II.1 Le marronnage dans le « cirque de la Rivière du Galet »

Mafate n'a pas été un lieu de marronnage aussi important que le cirque de Cilaos, où on a retrouvé par exemple beaucoup plus de camps d'esclaves marrons.

Mais des figures importantes du marronnage y ont trouvé refuge et ont marqué de leurs noms les paysages de notre île de façon indélébile : parmi eux, le sorcier Mafate, Samson le guerrier, ou encore Cimandef, symbole africain de la résistance à l'esclavagisme.

Ainsi aujourd'hui, c'est essentiellement la toponymie du cirque qui nous rappelle l'existence de ces grands marrons et nous renvoie aux pénibles réalités de leur combat pour la liberté.

C'est le relief tout entier du cirque qui nous rappelle l'importance du legs des esclaves marrons dans le patrimoine culturel des Mafatais. C'est ce qui justifie selon nous que l'on considère l'histoire du marronnage à Mafate comme un élément fondamental de ce patrimoine culturel, et que l'on y consacre quelques développements, alors même que les habitants rencontrés ne nous ont pas parlé de cette époque de leur histoire.

Jusqu'à une époque assez récente, le cirque de Mafate était appelé Cirque de la Rivière Du galet, puis Cirque de la Rivière des Galets. Ce n'est que vers 1880 que l'on commencera à parler officiellement du cirque de Mafate.

Mafate a donné son nom au cirque, mais aussi à un lieu-dit situé au centre du cirque, au pied du Piton Bronchard[2]. Il existe plusieurs interprétations de l'origine et de la signification de ce nom.

Selon une première interprétation, il viendrait du malgache *Mafak*, qui signifierait « qui pue ». Ce nom aurait été donné par un esclave de Lemarchand, parti à la recherche des eaux thermales pour le compte de son propriétaire, et qui aurait ainsi appelé cette source en raison de son odeur nauséabonde.

Cependant, E. Souffrin note concernant cette interprétation qu'aucun des Malgaches de sa connaissance ne lui aurait confirmé cette signification.

Selon une autre interprétation, Mafate serait un dérivé du mot malgache *Mahafaty*, qui signifie « dangereux », « qui tue ». Si cette seconde interprétation semble plus probable, un certain flou persiste encore sur le danger ainsi désigné : est-ce la nature qui est dangereuse dans ce cirque, ou sont-ce les hommes, en particulier celui qui occupa le premier le lieu des sources thermales ?

Emmanuel Souffrin souligne également que le choix de telle ou telle interprétation n'est pas neutre, puisque ce choix va mettre l'accent sur telle ou telle partie de l'histoire du cirque : tantôt Mafate lieu de villégiature pour la bourgeoisie blanche de l'époque, tantôt Mafate devient le reflet du marronnage et des tristes épisodes de sa répression.

Or « *Mafate "la source" ou Mafate "qui tue" existent bien tous deux dans le Cirque. Choisir l'une d'elle et exclure l'autre, c'est taire la construction complexe du Cirque* ».

Ces deux interprétations se retrouvent dans le personnage-même de Mafate, et l'on peut dire que l'incertitude qui règne sur la signification et l'origine de ce nom n'est que le reflet de la complexité de la personnalité de Mafate l'esclave marron.

Les interprétations du mot Mafate sont donc toutes plus ou moins crédibles : Mafate était un sorcier malgache, qui avait établi son camp au pied du Piton Bronchard, à l'endroit même où se trouve la source thermale du cirque. Certains ont même donné à Mafate la signification de « sorcier des eaux puantes », « sorcier des eaux chaudes », « celui qui tue »…

Il reste hélas aujourd'hui peu de moyens de savoir avec précision qui furent les grands personnages marrons qui ont établi leur camp à Mafate. Mais en marquant de leurs noms la toponymie du cirque, ils nous permettent, plus de deux siècles plus tard, de nous rappeler qu'ils ont existé, et les noms qu'ils se sont donnés en tant qu'esclaves marrons, complétés par l'histoire populaire et la tradition orale, ont permis de se faire une idée de leur personnalité et de leur rôle dans la société des marrons.

Ces grandes figures de l'histoire du marronnage font indéniablement partie du patrimoine culturel mafatais, notamment car leur culture à eux, dans leur quête de liberté, trouve encore un écho dans la façon de vivre des Mafatais d'aujourd'hui (toujours en quête de liberté ?)[3].

De ces grands marrons qui se sont établis dans le Cirque, Mafate est sans doute le personnage le plus important.

On sait de lui qu'il était un grand sorcier malgache, souvent en conflit avec d'autres chefs marrons qui ne donnaient pas de crédit à ses prédictions et divinations.

[2] Ce piton doit lui aussi son nom à l'histoire du marronnage, puisque Bronchard était un chasseur d'esclaves marrons.

[3] *Cf. infra*, partie sur les rapports à la terre.

Sur ces marrons, la tradition orale a notamment permis de connaître les habitudes vestimentaires, moyen pour ces esclaves de renouer avec la culture de leurs ancêtres, et donc avec leurs origines :

« *…Un vieillard long et sec, vêtu d'une façon assez bizarre. Il avait sur la tête une sorte de coiffure dont la charpente, faite en bois des îles fin et léger, ressemblait assez par la forme, à la mitre d'un évêque.*

Des ornements, consistant en plumes de différentes couleurs mariées à des banderolles de latanier découpées à jour, couvraient cet excentrique chapeau, au-dessous duquel apparaissait une figure ridée, noire, rusée et froide, dont l'expression béate qu'elle semblait contrainte de prendre quelquefois, n'excluait point pour cela la vivacité d'un œil dont la prunelle ardente lançait parfois des éclairs…

A ses oreilles pendaient des anneaux formés d'os de plusieurs blancs tués par les marrons dans les montagnes.

A son cou était attaché un collier composé de gros grains rouges et noirs, auxquels se trouvaient attachés une quinzaine de doigts décharnés qu'il prétendait avoir enlevés aussi à des squelettes de Blancs.

Son corps était recouvert d'un justaucorps de peau qui lui prenait du cou aux reins et à partir des reins jusqu'aux genoux, il avait un vêtement formé d'une passementerie large comme la main qui lui serrait la taille ; au bas de cette passementerie descendait une frange de deux pieds environ, faites de feuilles de lataniers découpées très fin et au bout de ces franges se trouvaient attachés, de distance en distance, des grelots faits de feuilles de vacoua et renfermant des grains de cascavelle ou de bois noir, qui, à chacun de ses mouvements, produisaient un frissonnement sauvage et qui agaçait l'oreille (…)Ce vieillard était Mafat (…) »[4]

On sait également de Mafate qu'il était un grand sorcier, ce qui lui valait à la fois d'être craint par ses pairs, mais aussi d'être parfois en conflit avec des esclaves marrons de la seconde génération, au caractère beaucoup plus combatif et vouant une haine sans pareil à tous les Blancs.

Or il semblerait que Mafate, comme d'autres marrons de la première génération (c'est-à-dire de la première vague du marronnage), n'ait pas cherché à détruire les Blancs, mais au contraire à construire, reconstruire une société issue du marronnage, avec leur propre culture, leur propre religion.

Ainsi, il faisait plutôt partie de ces marrons qualifiés de sages, qui cherchaient non pas la confrontation mais plutôt un espace de tranquillité et de liberté à côté de la société de colonisation qui s'était développée à l'île Bourbon.

Cet état d'esprit est également décrit par Eugène DAYOT :

« *Mafate aimerait par-dessus tout la liberté, il avait l'esclavage en horreur, seulement, il voulait cette liberté sans forfanterie, sans attaque inutile contre les Blancs.*

Il était selon lui beaucoup plus prudent au contraire d'endormir la vigilance de ces derniers, en n'autorisant pas de leur part ces représailles terribles qu'ils ne manqueraient pas de prendre de la manière la plus éclatante.

Aussi Mafate, se voyant avec ses frères sur des postes presque inexpugnables et pouvaient au milieu de ces montagnes se créer des retraites inaccessibles leur conseillait-il et ne cessait-il de recommander à Bâle lui-même, ainsi qu'à tous les autres chefs répandus dans les divers districts de l'intérieur, de défricher de préférence les forêts vierges de certains plateaux, les plus aisés à défendre, d'y planter du maïs, du manioc, des pommes de terre enfin

[4] Eugène DAYOT, *Bourbon pittoresque*, p. 129 et 130.

de quoi subvenir à leur nourriture, comme ils faisaient sur la grande terre de leur pays, de faire sentinelle pour se mettre à l'abri des attaques de blancs ; mais de ne point aller sur les rivages et dans la plaine piller et dévaster les établissements des colons, mettre à mort les hommes et les vieillards, égorger de faibles femmes, chasser même des habitants de leurs demeures, comme ils venaient de le faire à Saint-Leu, parce que lui disait-il, il ne fallait pas conserver de chimérique espoir. »[5]

En septembre 1751, François Mussard, cherchant à surprendre les camps de marrons situés à l'îlet à Cordes (à Cilaos) en passant par la Rivière des Galets, surprend un marron au pied du Piton Bronchard. Il lui tire dessus, ainsi que sa femme. Avant de mourir, le marron lui révèle son nom : « Maffack », esclave de la Compagnie. Ainsi disparaissent Mafate le grand sorcier, et sa femme Rahariane.

D'autres grands esclaves marrons ont marqué l'histoire de Mafate, et aujourd'hui la toponymie du Cirque : si Samson, le redoutable guerrier, n'a pas laissé son nom à l'îlet des Lataniers où il avait trouvé refuge, le chef Cimandef, « celui qu'on n'attrape pas », et sa femme Marie Anne, ont donné leurs noms à la crête qui se trouve entre Aurère et le rempart de la Roche Ecrite et au piton majestueux qui la domine :

« *Le Cimandef avec son fier sommet nous rappelle la vie de ce noble bandit que la balle des blancs est allée atteindre sous les nuages.*

Cimandef veut dire dans la langue madécasse, qui ne peut être esclave. La montagne où il a vécu, il a luté, où il a aimé la terrible Marie-Anne, dont le nom est encore resté à un autre sommet voisin, cette montagne où la balle a frappé, a conservé et conservera toujours son nom poétique et fier.

Seul dans ce désert, ce nègre et sa compagne tous deux enfants de la terre d'Afrique virent un jour tomber, sous la carabine des chasseurs d'hommes, leurs frères, leurs amis, tous les compagnons chefs ou soldats de leur bande, et là, seuls, ces deux cœurs comptèrent encore quelques instants d'un bonheur sans mélange (...) Que fallait-il de plus à ces deux âmes indomptables ? Ils avaient pour palais leur caverne, l'eau de la source pour étancher leur soif, pour nourriture ce que leur prodiguait ce sol fécond, Dieu seul au-dessus d'eux puis l'amour et la liberté ! »[6].

Mais la toponymie mafataise rappelle aussi la triste histoire du marronnage, et non pas simplement ses héros : ainsi, l'îlet à Malheur doit son nom à un épisode tragique de l'histoire du marronnage.

En 1829, c'est là qu'un détachement de chasseurs d'esclaves commandé par Guichard extermina dans un bain de sang une quarantaine de marrons, hommes, femmes, enfants, qui s'étaient réfugiés sur le plateau.

De même, juste à proximité de l'endroit où se dressait le village de Mafate-Les-Eaux, se trouve un petit replat appelé Le Bloc ou îlet Bloc.

[5] Eugène DAYOT, cité in Prosper EVE, *Les esclaves de Bourbon, la mer et la montagne,* 2003, p. 177.
[6] Cité in Prosper EVE, op. cit. note 5, p. 346.

C'est ici que les détachements de chasseurs enfermaient les marrons capturés dans le cirque avant de les descendre sur le littoral.

On le voit bien, la toponymie de Mafate est en quelque sorte le premier héritage visible des premiers habitants du cirque, des esclaves marrons.

Mais bien plus encore, on peut interpréter la toponymie comme une grille de lecture des différents courants de peuplement du Cirque, et non plus simplement du marronnage.

En effet, les premiers Petits Blancs à s'installer à Mafate ont eux aussi laissé les traces de leur passage et de leur histoire sur le relief du cirque, de même que les engagés qui s'y sont installés après l'abolition de l'esclavage.

Ainsi, des noms de lieu comme La Nouvelle, îlet Jardin, îlet à Déjeuner, La Grande Place… rappellent l'inclinaison française, voire européenne, qu'a pris le peuplement de Mafate à une certaine époque.

De même, le Col Kichenin, au-dessus du plateau de Grand-place les Hauts, témoigne de la présence d'au moins un engagé indien dans le cirque après 1848, bien que le cirque ait été peuplé dans sa quasi-totalité par des Cafres dans sa partie basse, et par des petits Blancs venus de Salazie dans sa partie haute.

C'est pourquoi à Mafate, histoire et relief sont aussi riches et étroitement imbriqués : le relief a influencé l'histoire de ce cirque, et aujourd'hui cette histoire trouve un écho en lui, l'un des rares qui ne soit pas encore altéré, comme un juste retour des choses.

C'est pourquoi ces deux éléments sont absolument fondamentaux dans la culture des Mafatais au sens patrimonial du terme, quand bien même cette importance peut parfois être inconsciente, insoupçonnée par les habitants eux-mêmes.

C'est aussi en cela que le relief du cirque de Mafate relie ses habitants avec leur passé et même leur futur, car il est la trace de toute l'histoire de ce peuple, de son mode de vie et de sa culture[7].

II.2 Les grands mouvements de population dans le cirque de Mafate

× De la réalité à la légitimité d'une implantation

Avant de développer cette partie, il convient d'insister à nouveau sur les raisons qui nous poussent à faire un tel balayage historique.

Ici peut-être encore plus que sur les autres sites étudiés, l'impact conscient ou inconscient de l'Histoire sur le mode de vie et les habitudes culturelles des Mafatais du XXI^{ème} siècle est extrêmement important.

[7] Voir sur ce point Prosper EVE, op. cit. note 5, p. 330 et s. L'auteur y fait référence aux travaux de François Lautret-Staub qui défendent l'hypothèse d'une organisation toponymique de Mafate en lien avec la représentation culturelle de la tradition politique malgache, hypothèse qui tendrait à être appuyée par la superposition de la maison astrologique malgache au périmètre du Cirque. Il résulterait de cette superposition une concordance entre la toponymie de certains lieux, leur importance culturelle selon l'astrologie malgache, et les quelques rares traces archéologiques du marronnage. Par exemple, la superposition de la maison astrologique fait ressortir quatre coins, dont celui du Sud Est ou *destin Asorotany*, qui est la position du pouvoir sacré, des ancêtres avec les monuments funéraires, colle avec le site des trois Salazes où un important lieu de sépulture des esclaves marrons a été misà jour par des travaux archéologiques.

Sans doute cela peut-il être en partie expliqué par l'isolement géographique, qui fait que les Mafatais ont moins subi de plein fouet les changements brutaux de la société réunionnaise.

Or si ces changements arrivent peu à peu dans le cirque, cela se fait de façon beaucoup plus lente, plus distillée.

Par conséquent, les gens sont encore très marqués, non seulement dans leurs schémas de pensée mais aussi dans leur façon d'organiser la vie au quotidien, par cette partie de l'Histoire que nous allons sommairement aborder ici.

Le poids de cette époque dans le patrimoine culturel mafatais est sans doute encore plus fort que l'histoire du marronnage, dans la mesure où elle imprègne encore les esprits.

Des gramouns ont connu ce temps, ils se souviennent de la vie du temps de leurs parents. Toute cette mémoire toujours présente, même si sa longévité reste incertaine, et elle représente quelque chose de très fort.

Pour beaucoup des personnes que nous avons rencontrées, aborder le thème du patrimoine culturel revient à parler de ce temps-là, temps de l'épanouissement par excellence de ce qui nous semble constituer au plus profond le patrimoine culturel des Mafatais, et dont nous reparlerons : l'art de vivre.

Il ne s'agit pas ici de détailler l'histoire du peuplement de Mafate, mais plutôt de dégager des clés de compréhension du ressenti présent des Mafatais en essayant de bien comprendre l'originalité de leur histoire.

Bien avant la fin de l'esclavage, beaucoup de Petits Blancs voulurent s'installer dans le cirque. On retrouve des demandes de concessions datant de la fin du XVIII^{ème} siècle.

L'histoire la plus connue est sans doute celle de la « découverte » d'Aurère par Lemarchand[8], parti chassé le cabri marron avec son cousin Désiré Leyritz dans la Rivière des Galets :

« *Après mille détours, ils quittèrent le fond du Bras de Sainte-Suzanne, remontèrent le Bémald ravine qui se jette dans celui-ci, et tout d'un coup après une ascension assez pénible du versant occidental de ce coteau, ils se retrouvèrent dans une esplanade assez étendue, un vaste cirque encadré de montagnes superbes.*

La brusque présence de ces hommes armés fit entrer en fureur un chien couché à la porte d'une hutte en chaume. Un marron épouvanté par l'arrivée des Blancs bondit de cette cachette. Il est couché en joue et interrogé sur la nature du terrain. Il répond que cette région est Orera, idiome africain qui signifie "bonne terre" ; tandis que la partie haute du piton est Carera (c'est-à-dire est une mauvaise terre). Le chasseur M. Lemarchand garda le nom d'Orère pour désigner l'établissement qu'il fonda plus tard »[9].

Nicolas Lemarchand demande et obtint la concession du domaine d'Orère, qui devint ensuite Aurère, et qui comprenait alors plusieurs îlets, probablement jusqu'à La Grande Place à l'origine.

[8] Nous avons eu l'occasion de parler de certaines contradictions dans les documents présentant l'histoire de Mafate, et le cas de Lemarchand l'illustre assez bien : tantôt la découverte d'Aurère est attribuée à Olive Lemarchand (cf. *Etude de définition pour la mise en œuvre d'un plan de développement intégré du Cirque de Mafate*, Tome I, p. 8), tantôt à Nicolas Lemarchand (cf. ONF, *Sur les sentiers de Mafate… Randonner*, p. 66). Dans sa thèse (*op. cit.,* p. 39), E. Souffrin attribue tout d'abord la découverte de l'îlet à Olive, puis en fin de page attribue l'octroi de la concession à Nicolas… en fait il est plus que probable qu'il s'agisse bien de Nicolas, le père, son fils Olive n'étant par ailleurs né qu'en 1794 et arrivé à l'île Bourbon en 1815…

[9] J. M. RAFFRAY, cité in Prosper EVE, *op. cit.* note 5, p. 130.

Son cousin obtint, lui, la concession d'un petit îlet voisin en 1785, qu'il baptisa îlet à Déjeuner en souvenir de l'endroit où ils s'étaient arrêtés pour déjeuner lors de cette partie de chasse.

D'autres concessions ont été demandées à cette époque, et parfois attribuées, comme l'îlet à Bourse à Emmanuel Técher en 1809. Mais nombre de requêtes restant sans réponse, de nombreux Petits Blancs s'y installèrent de fait, sans attendre l'aval du Domaine.

Dès 1830, les choses vont commencer à changer un peu, puisqu'à cette période va commencer la colonisation officielle du cirque.

De nombreuses demandes de concessions sont faites à partir de cette date, principalement sur la rive droite de la Rivière des Galets[10]. La rive gauche, si elle fait l'objet de quelques concessions, est peut-être aussi à cette époque toujours un refuge pour les esclaves marrons (qui par contre ont fuit le cirque pour la plupart suite à l'installation des premiers Blancs).

D'ailleurs, les îlets qui s'y trouvent (Roche Plate, Les Orangers, Les Lataniers) n'ont jamais été reconnus comme appartenant à des propriétaires. C'est aussi la partie du cirque sur laquelle il n'existe que très peu de renseignements historiques.

A l'époque donc, c'est principalement la rive droite de la Rivière des Galets qui suscite intérêt et convoitise.

La grande partie des gens qui se sont installés à Mafate au XIX^{ème} siècle, sans nécessairement attendre d'obtenir une concession, viennent de Saint-André et de Salazie, et pour certaines familles, de l'Ouest d'où elles sont entrées dans le cirque par le Maïdo ou en remontant la Rivière des Galets.

Une brève analyse patronymique montre que la plupart des habitants actuels du cirque sont les descendants de ces premiers arrivants, ce qui tend à confirmer qu'il n'y a pas eu de réelle rupture dans la généalogie mafataise.

Notamment sur la rive gauche, on trouve dès cette époque et parmi les premiers occupants des Thomas, des Louise… puis vers la fin du XIX^{ème} siècle, sur la rive droite, les familles Bègue, Hoarau, Robert…

× Une occupation ralentie et des départs non désirés

Les occupants de fait du cirque de Mafate ont peu à peu considéré ces terres comme les leurs.

En effet, malgré les protestations du Domaine, celui-ci ne fait rien dans un premier temps pour reprendre les terres de Mafate, et ce pendant suffisamment longtemps pour que les habitants puissent se prévaloir de la prescription : « il n'était pas possible de provoquer le déguerpissement de 183 familles sans soulever de très graves difficultés. J'ai jugé opportun de procéder par voie de contournement (…) »[11].

Par ces propos qu'il tient en 1874, le Directeur du Domaine affiche sa volonté de récupérer les terres du cirque en provoquant le départ des habitants, et non pas en les expulsant *manu militari.*

[10] Cf. sur ce point E. SOUFFRIN, *op. cit.* note 1, p. 43 et 44.
[11] *Idem.*

Ceci est fondamental, car cette politique va durer plusieurs années, plusieurs décennies, et beaucoup de Mafatais qui connaissent encore aujourd'hui des conditions de vie précaires mettent cette situation sur le compte de la volonté des autorités de faire partir les Mafatais du Cirque : « *Mi di gouvèrnman i dwa fé tout parèy pou tout domoun, sa l'ONF la mèt lo pou bana, nou isi nou pir kin soval ! (…) bana i di aou in pé, mé le fonn zot kèr zot i di pa ou ! Mwin na linpresyon bana ifé sa pou obliz lé zan kité, pou nou alé (…) Or Mafate sé pa Mafate san lé Mafaté, non ?* »

Dès 1880, le Domaine applique cette politique de la "reprise sans expulsion" et reprend de nombreux terrains lors des absences des occupants.

Dès cette époque, la plupart des habitants ont protesté contre ces expulsions notamment par de nombreuses pétitions.

Dans le même temps, si le Domaine empêche l'occupation de Mafate, d'autres la préconisent pour des raisons différentes : « *il faudrait organiser lentement l'exode vers les hauteurs, la protection méthodique de "la population des hauts", de la haïtisation qui menace plusieurs de nos colonies laissées sans direction, à y maintenir une heureuse proportion de race blanche nécessaire à une sauvegarde fraternelle des races noires trop insouciantes et gaspilleuses* »[12].

Après l'effondrement d'un pan du Bronchard en 1913 qui entraînera la disparition des sources thermales et du village de Mafate-Les-Eaux, plusieurs familles quittèrent le cirque pour s'installer dans l'Ouest.

Jusqu'à aujourd'hui, les Mafatais ont conscience que les départs du cirque sont également liés à des évènements naturels : effondrements, cyclones… viennent rajouter à la misère et à leurs difficultés quotidiennes. De sorte que ce qui devait arriver arriva parfois, et Mafate peu à peu, par moments, se vida de ses habitants.

Ceux qui restent encore aujourd'hui s'en souviennent : « *An 48 lavé 3500 zabitan ! zordi i rès 750… ou té sort Salazie, ou té vwa ryink la kaz ziska rivièr dé galé !! sa té fléri, tout…* ».

Le cyclone de 1948 a été sans doute l'un des principaux évènements qui a déclenché une de ces vagues de dépeuplement de Mafate. Beaucoup d'habitants abandonnèrent des îlets entiers après lui : « *kan mwin larivé lavé ryink plato korbey dor. Kan mwin larivé lavé pi pèrsonn ici, tout domoun la kité kan larivé cyclone 48. apré tout la parti, le sèl la rès an vi té profèr kit anba. Sa cyclone la mark anou…* ».

Parallèlement, la grande rudesse des conditions de vie des Mafatais, les changements de climat, les maladies qui se développèrent sur les cultures agricoles, poussèrent aussi quelques familles à quitter le cirque : « *mwin la grandi la Plaine aux Sables. Dann tan lavé kinz famiy. Sa té na sinkantan, parla (…)navé pwin la plas, tout té travayé (…)mé la vi té mizèr, in moman la pu niabou travay, navé pwinn lo, i fé domoun la kit plato la mar (…)apré mwin la ni La Nouvèl* » ; « *La bokou d-soz la disparèt, granmoun i rakont mé nou minm nou la pi vi. Nou té dèrnié pou kit lèt a kord. Santié té kasé toultan, nou té anfèrmé vo mié dir ! lavé ryink dé famiy, kan le moun la tonm malad ben nou la kité. Sa té na lontan, kan mi pé pa dir aou, na omwin 25 ans 20 ans ! mé santié la i aranz pi l'ONF la di* ».

D'autres encore sont partis suite à la crise du géranium, dont l'écoulement était de plus en plus difficile :

[12] Marius et Ary Leblond, 1931, cité in E. SOUFFRIN, *ibidem.*

« *Lilèt kalimé la été abandoné vek la crise du géranium. Tou lé komèrsan avan i pouvé acheté lésans ek lé gens du coin. In moman doné té giny pu fé koma, falé ni dsandé dan lé ba pou vand sul litoral.* »

« *Lavé mèt an plas in coopérative laba Bois de Nèfles Sinpol, é lavé mand anou dékoul nout géranium par la coopérative, é komersan té giny pu achète dirèktoman vek nou, té falé pas par la coopérative. Alor falé ni té sa laba. Apré la mèt kota, parsk navé tro géranium…apré bana la déplas la coopérative, la mèt ali au Tampon !! ifé dukou sa, vek le kota, an plis lété finn bès ankor le kota inn ot kou, ben tousa la tié le géranium à Mafate. Mé lé vréman domage, sa té in nafèr té marche byin, mi promé aou ! ou té giny byin viv ek sa…* » ; « *lontan Marla lavé 22 famiy…zordi na vin zabitan, i dovré arouv lékol sèt ané…* » ; « *Mwin lé natif d-isi, mwin la grandi isi, marié isi. (…) Mwin té facteur de 1951 à 1974 dann tou Mafate. Danstan lavé ti pwa, lantiy, zarticho, fèv su Marla. Alor kan mi monté laba vek mon sac lété plin kourié, mi redésandé té plinn pwa ou byin lantiy. Dann tan lavé d-moun laba, té travayé !!* ».

« *Ansiènman tou, tou ske vi vwa la grande place té okipé, té travayé.jordi rogard, rynk la friche, corbey dor… (…) La populasyon la komens vidé, kité Mafate en 78 / 80. La eu kom in rad maré, in lenvi de partir. Epi anstan la l'ONF té dur, lé gens lavé ti térin té pénalizé, lavé pa le drwa kultivé. Les jeunes aussi sont partis chercher du travail, mé kom lavé pa d-travay pou zot dan lé ba, ils sont revenus* ».

× Un regain de vitalité

Depuis quelques années, la tendance démographique de Mafate se renverse : en déclin jusque dans les années 1990, elle est à la croissance depuis une dizaine d'années, même si cette croissance est assez faible.

La réouverture de quelques écoles fermées depuis longtemps est le signe d'un renouveau dans la population mafataise, et, à travers ce renouveau, c'est Mafate tout entier qui se revitalise un peu :

« *Mafate la, to ou tar va revnir kom ansiènman, parsk lé gens ivé pu sortir, ivé pu alé viv anba. Ivé pu avanturé, alé ninporte ousa, zot i rès la. Ewi, la vi i kontinu, i vyin li la !!* ».

Certes les conditions de vie se sont pour beaucoup nettement améliorées, notamment avec l'arrivée de l'énergie solaire dans le cirque. Mais cela ne doit pas cacher les nombreuses difficultés auxquelles les Mafatais doivent encore aujourd'hui faire face : problèmes d'alimentation en eau, problèmes d'accession à la terre, à l'école, problèmes liés aux regards des autres et au respect qu'on leur accorde : comme nous l'a dit une jeune Mafataise, avec beaucoup d'émotion, « *c'est dur d'être Mafatais. Les gens eux ils voient pas ça, zot i di ou sé in moun Mafate ou sé ryin parapor bana, aou ou koné koman zot i vwa aou, in moman doné parey ou la honte èt Mafatais. Kan ou vwa koman dé vièy pèrsone zot lé triste, kom si zot na pu le gou la vi a fors tan èt trakasé, kwa zot néna pou donn zot zanfan ? ryin, na ryin ta zot tèrla. Bin mi di aou, lé pa fasil. Krwa mwin, lé pa fasil dèt Mafatais, non, vréman, c'est dur d'être Mafatais* ».

III. LE RAPPORT A LA TERRE

On l'a vu dans les développements précédents, le rapport des Mafatais à la terre est tout à fait particulier.

Dès l'origine terre de refuge pour des gens dépourvus de tout espace de vie, la revendication des habitants du cirque liée à la reconnaissance de leurs droits sur ces terres est semble-t-il, dans la continuité du combat des esclaves marrons pour la liberté. Cette analyse avancée subjectivement nous a été ainsi explicitée.

Mafate a toujours eu cette espèce d'auto-reconnaissance : les marrons se répartissaient leurs zones d'influence et de compétences (Mafate pour la Rivière des Galets, Samson pour les Lataniers, Cimendef pour le Nord du Cirque..). Quelques travaux de recherche avancent l'hypothèse que les Mafatais entre eux se sont longtemps vendus ou cédés leurs terrains.

Dès l'origine, il y a eu parmi les différents courants de peuplement du cirque, une sorte d'auto-attribution de la propriété des habitants sur ces terres qui n'étaient valorisées que par eux. Mais nous ne pouvons voir en cet attachement à la terre la seule expression d'un besoin foncier économique : des esclaves marrons aux Mafatais du XXI^{ème} siècle, la terre a été et est toujours, à travers les rapports que les hommes entretiennent avec ou à partir d'elle, le terreau de leur culture.

III.1 D'une tradition culturelle d'agriculture vivrière…

Il existe différentes expressions du rapport des hommes à la terre en général, et des Mafatais à leur terre plus particulièrement. La première qui nous intéresse est l'utilisation agricole de la terre par les Mafatais.

Cette première expression du rapport à la terre est importante à plusieurs titres :

- ✓ Historiquement tout d'abord, elle a toujours existé. Les rapports des détachements de chasseurs font parfois état de cultures de patates, songes, grains etc. à proximité des camps marrons.
  Un peu plus tard, les Petits Colons sont également venus à Mafate travailler une terre qui ne leur était pas accessible dans les Bas. L'agriculture a donc non seulement permis aux habitants de Mafate de subvenir à leurs besoins, mais a aussi parfois justifié l'installation de certaines familles dans le cirque.

- ✓ Par ailleurs, l'utilisation agricole de la terre se retrouve à Mafate chez tous les Mafatais jusqu'à récemment, et chez presque tous aujourd'hui. C'est donc une pratique éminemment traditionnelle, ancrée très profondément dans l'organisation socio-économique de l'espace mafatais.

Enfin, l'agriculture à Mafate a une importance culturelle extrêmement forte. Elle constitue en quelque sorte le vécu fédérateur de l'identité mafataise au-delà des différences observables dans chaque îlet : « *Mafate nout identité sé not tradisyon. Nou té abityé travay la tèr, ifo kontinyé !* ». C'est principalement cela que nous essayerons de mettre en évidence dans les quelques développements suivants.

Traditionnellement organisées à partir d'une cellule d'exploitation familiale, les pratiques agricoles à Mafate relèvent avant tout d'une agriculture vivrière, c'est-à-dire destinée à la propre consommation des habitants.

Toutefois, il n'en a pas toujours été ainsi.

Si l'on excepte le cas particulier du géranium, qui a plus relevé d'une culture de plantation impulsée par les pouvoirs publics, les Mafatais écoulaient jusqu'à une époque récente le surplus de leurs productions agricoles sur le littoral.

Par exemple, alors que La Réunion souffrait toute entière de disette pendant la Seconde Guerre Mondiale en raison des problèmes d'approvisionnement, les Mafatais produisaient eux non seulement suffisamment de quoi se nourrir, mais aussi de quoi approvisionner en partie la population du littoral, toute proportion gardée.

Au-delà de cet épisode de l'Histoire, il était très fréquent que les habitants de Mafate écoulent une partie de leurs récoltes dans les Bas :

« *Lontan lavé mang, sousou, grin... sa té gat pa, té saroy tousa dan lé ba (...)* » ; « *lontan lavé pwin larzan, té pa komsa ! ou travayé pa? Ou manzé pa !! ou planté zariko, ben pandan trwamwa vinzour falé ou té vèy sa. Ou té port koud sinkant kilo su la tête pou vand dan léba, vek sa ou té asèt do ri, byin sansa la grès.* » ; « *Lontan nou té sava Cilaos, ou byin Hell Bourg, la nou té pas kaz an kaz pou vand lantiy sek…* ».

Cela a même constitué toute une activité autour de laquelle se sont bâtis, pendant plusieurs générations, des métiers, des savoir-faire, des traditions, des relations humaines, toute une culture qui aujourd'hui a pour ainsi dire disparu, et dont le symbole pourrait être la connaissance développée en matière de dressage des *bèf pano* pour le transport des marchandises :

« *Isi lontan té plant pwaro, lantiy, tipwa… té sa vand sa Cilaos, ek bèf pano ! té port ziska lé tèrm bèlbèl paké.* » ; « *avan mwin té port bèf pano su Cilaos. Mi na ankor lé pano, mwin la lès avek mon garson (…). Té port grin, pwaro, bèr su Cilaos. Ma vièy monmon té fé fromaz pou nou. Pa pou vand ! la kan nou té ariv, fatig su nou, ni té manz inn ti morso, sa té bon… fromaz té pou nou manzé, lo bèr té pou port an vil (…) ni té blizé fé komsa…nou la port patat Cilaos pou vand !! (…) tou lé kinzour, tou lé mwa, nou té mont Cilaos ek in lékip Marla. Ariv Marla nou té i kri, la tout zabitan té sort zot kaz, té vyin ankouraz anou ! kan noua rivé promié kaz anba lé tèrm Cilaos, madam Bénard té sèrv anou inn ti kafé,sansa inn ti rom, pou don anou kouraz pou la swit !!* » ; « *Mwin té fé in pé transpor, a tèt, apré an 68 mwa la komans bèf pano. Kan lavé pwin transpor pou fé pou la kopérativ, mi rantré mi planté maï. Mwin la rété an 77 bèf pano, té tro dir, i giny bon pé doulèr !!* ».

Bien plus, ces relations entretenues avec le littoral ont donné lieu à toute une série d'habitudes, de coutumes parfois spécifiques à des îlets, qui sont aujourd'hui autant d'anecdotes :

« *Lontan marmay té byin, ni té ki plant grin, la pandan kat mwa ou vèy alu, toulézour ou sony alu, apré ni té ki ramas, apré té bat sa. Nou té ki fé vinntrwa kilomèt la rivièr pou alé vand laba ! mé lo tan lontan i vyindra pi osi (…). Kan té ki niabou vand in pé, la ou té giny inn ti piès disantim, ben ek sa ou té sa la boutik, ou té giny inn ti pé la grès, ek inn ti morso la mori, ou byin inn ot zafèr pou manz ansanm ! ek disantim ou té giny manzé, wi !! kan ou té armont Ros Plat, la ou té sa vwar le cordonié, mann ali si li té pé anprèt aou in marmit. Alor li té prèt anou, la nou té ardsand isi an ba. »*

« Nou té fé kui do ri, ou byin sansa maï, apré kan té kui ni té vid ali su in ros, in bon ros, in pé plat, byin prop. Dann lo marmit ek lo ti pé la grès ni té fé frit lo ti grin la mori, éla nout manzé té kui ! alor la té lav sito lo marmit lo cordonié lavé anprèt anou, ni té raport pou lu toudswit, apré nou té manz, la minm su le ros, ek la min, lavé pwinn kiyèr dann tan la… wi, té komsa minm, in marmit té avé pwin, té ki falé anprinté !! »

La tradition agricole à Mafate s'est aussi souvent traduite par la création d'outils artisanaux, notamment pour la surveillance des cultures :

« *mwin mi fé sabouk shoka (…) ifé pou gardyin lantiy, kan vif é pèt sabouk zwazo té sava zot !in bon sabouk la, ou té fé pèt sa la,Maïdo i antan ! (…) Lontan marmay kan nou té gardyin laniy ni té fé pèt sabouk (…) sakin navé son karo, é ka té ariv out tour pou èt gardyin ou té gardyin pou tout. Si ou té bon gardyin, ou té giny inn ti pé lantiy (…) té vand lantiy la kopérativ, apré li li arvand dan lé ba. Mon témwin sé mon bak la, vek sa mi ramasé lantiy, li port koud 180 kilo !! kan mwin la sort lao, lavé pi marmay pou gardyin lantiy. Zordi mwin la planté in pé pou mwin minm, mwin la tann in fil ek inn bwat konsèrv, ifé pi pèt sabouk… lontan té plant bokou, koméla na pi bokou…té plant bokou, toulmonn té i plant, ifé ke zwazo li té vyin, té manz in pé, in pé, partou… zordi koméla si in boug i plant tout zwazo i vyin pou li !! mé isi an o, la ryink kat moun i travay ankor la tèr, i plant in pé : lé kat séd vié gramoun kom mwin, gramoun Bègue… !* »

III.2 … à ses mutations actuelles

Aujourd'hui, l'agriculture mafataise est pour ainsi dire exclusivement vivrière.

Principalement depuis les années 1980, les productions ne sont plus écoulées dans les Bas. L'augmentation de la concurrence et, en corollaire, la faible rentabilité des exploitations agricoles des Mafatais, expliquent peut-être en partie l'extinction totale de ce type de relations commerciales avec le reste de La Réunion.

Les habitants interrogés sur cette question fournissent des éléments de réponse assez différents, ce qui révèle sans doute une difficulté beaucoup plus profonde d'identification des causes précises du déclin de cette activité :

« *Zordi pi parey…le sol lé pa fasil ici, mé sirtou i vand pa !!i vand pi in merd, in kilo i giny pa vand !! ifé ke la arété planté kom lontan...* » ; « *ou giny pi planté tout sak té i plante, é sak ou va giny planté ou ginyra pi parey lontan. Sa l'ONF la plante filao partou, la bèz la plas, an plis li lé mové pou la tèr, na pi ryin i pous ! zordi ziska bwa mor i giny pi ramasé !* » ; « *L'ONF idi fo plant tout zafèr, la di anou komsa ifo plant kafé, plant kafé, mé kafé ou kalkil sa in nafèr i pous koma ?? lontan la pli té i tomb toultan, zordi pi parey, sé sa ifo vwar !! zot ifé ri amwin…* ».

On remarque quand même que sur la plupart des îlets – mais pas tous, les jeunes semblent peu intéressés pour reprendre le flambeau agricole allumé par leurs parents et grands-parents :

« *noré té bon roplante in pé kom lontan, mé lé zèn i koné zis zot zoli linge, RMI, ryink sa minm* » ; « *Isi bann zèn i travay pi, sé lé vié plito lé ki bouz bouz. lé zèn !! dopwi lo RMI la sorti bann zèn isa pi fatig azot dann bwa, dapré ou !* » ; « *Zèn ivé pi travay, ivé pi plant in pié patat, sonz, maï, zot giny pi niabou plant in zariko… aou vié ou plant é kan bana la bézwin i vyin trouv aou zot la, bin ou trouv lé normal ?* » ; « *na vinndé vinntrwa zan lété travayé, té vèr partou, koméla tout lé an fris ! koméla lé zèn la pwin moyin pou niabou poz in tiyo pou giny de lo !* » ;

« *Ifo inciter lé gens à cultiver, lé en perdition parapor lé gens lé in peu assisté.*

Ne sérès cultiv inn tite parti, byin entretenir, omwin pou sa prop nourriture, pou sa prop konsomasyon. Ansiènman lété sa, avan RMI, tou lé gens i fezé sa ! » ; « *lé vié i plant touzour inn ti pé, mé lé zèn la pi tro tro for pou travay dann bitasyon* ».

Les cultures traditionnelles de l'agriculture mafataise sont essentiellement construites autour du maïs et des grains comme culture pivot :

« *Isi nout zabitud, nout tradisyon, sé plant inpé maï, zariko, sony zanimo…* » ; « *Mwin isi ou koné, mi viv in pé kom tout domoun, mi plant plant in pé maï, zariko, sony inpé zanimo…ben sé komsa minm nou la touzour viv ! mi vwa pa ali otreman, isi si ou yinm pa travay la tèr kosa ou fé ?* » ; « *isi in boug lé pa tiroki li viv byin ,mi di aou !! ou giny plant maï, plant lo grin, manyok, patate, ou giny sony volay, koshon, kabri sak i vé, ou giny minm plant out manzé zanimo…ben kwa ifo aou apré, pa gransoz !* ».

Cette culture pivot est souvent accompagnée d'un peu de patates, songes, manioc ou autres, parfois du café, et complétée en général par un petit élevage familial : volailles, canards le plus souvent, mais aussi cabris, cochons, voire lapins, bœufs… :

« *Isi le moun i plant ankor sonz, konflor, patate…li lé inportan pou nou. Mwin mi plant maï, ben mi moud mwin minm, dann monn ti moulin la ros, é mon madam i vand !* » ; « *isi ou giny sony volay, kabri, si ou niabou okipé* ».

Ainsi, les Mafatais font encore vivre très largement la culture réunionnaise de transformation familiale et traditionnelle des produits de l'élevage :

« *Amwin isi mi di aou mi prodwi tout ,sof le riz dizon ! mi fé mon sosis, mon boudin, mon boukané, mi sony lapin, kok, volay, tout ! É mi pé dir aou mon sosis la ryin avwar vek porcidou ou shé pa kwé ankor !!!* »

… mais surtout, ce qui est peut-être plus important, c'est la perpétuation de la tradition du partage, lorsque par exemple les habitants se retrouvent pour aider à tuer et à transformer le cochon, et partage les fruits de cette entraide :

« *kan i tié koshon, i donn sakinn in bout, kom lontan… sa la pa sanzé, nou la gardé ce tradisyon* » ; « *koméla i fé pu la vaccination sur place, ifo ou emmène ot cochon sur le littoral : et ça je pense que ça menace cette tradition qu'on partage de tuer le cochon pour les fêtes, Noël, Pâques…, et tout domoun i done la min* ».

Enfin, presque systématiquement, un petit espace est aussi réservé à la culture des épices courantes dans l'alimentation réunionnaise : oignons, ail, piment, thym et autres aromates.

Aujourd'hui toujours très fortement identitaire, la tradition d'agriculture vivrière à Mafate est peut-être vouée à un avenir incertain. Les pratiques changent, les cultures sont moins diversifiées qu'avant, et les jeunes Mafatais sont parfois découragés par le travail de la terre, lorsqu'ils voient la pénibilité du labeur de leurs parents :

« *Lontan lavé pwinn korbey dor, partou té travayé !! avan té trouv zantac partou, koméla ou trouv ankor ?* » ; « *isi tout domoun i travay ankor la tèr, mé i travay pu kom lontan, lé pu prop kom lontan si ou vé byin* » ; « *Di tann lontan la ? ou vwa té planté, lavé zoranz partou, bèl bèl pié sitron, tout…* » ; « *Ansiènman tou, tou ske vi vwa la Grande Place té okipé, té travayé. Jordi rogard, rynk la friche, corbey dor…* » ; « *Koméla na in sanzman, lo bann zagrikiltèr trinn larg larg in pé, fo pan nou pèrd sa ! zordi ni trinn détrwir, mwin mi di fo ni gard no tradisyon »* ; « *lé zèn i plant, mé zot lé parès, zot i plant ryink sak lé fasil, maï, zariko, mé sansa le rès…* » .

C'est principalement à La Nouvelle que les habitants constatent cette rupture avec la génération actuelle.

Quatre personnes seulement continuent de travailler véritablement la terre et de maintenir une petite culture vivrière, et il s'agit pour les quatre de gramouns dont le plus jeune a une soixantaine d'années…

A l'opposé, les jeunes qui attachent une importance culturelle à la reprise d'une activité agricole traditionnelle sont beaucoup plus fréquents dans les petits îlets peu habités, voire parfois un peu oubliés : Marla, Les Orangers, Les Lataniers notamment.

De plus en plus, les jeunes qui se lancent dans la tradition agricole de leurs parents se plaignent du regard porté sur les Mafatais par l'extérieur, un regard souvent amusé par ce travail quotidien qui passe pour pittoresque, folklorique, ce qui a le don d'exaspérer plus d'un habitant du Cirque :

« *ifo fé réspèk landrwa, bana i réspèk pa nou, not trankilité (...) Kan mi rant dann in karo korbey dor pou défonsé, mwa na plézir, mé lé pa fasil, mmi di aou, krwa pa lé fasil !!or aou ou ariv la, klak klak, ou tir mon portré ou la, bin non !! (...) aou ou lé la fo ou travay dir pou giny in bousé manzé, li li giny larzan si out do (...)* ».

On le voit, le poids de l'agriculture traditionnelle est fondamental dans la construction et la reconnaissance de l'identité mafataise.

C'est d'ailleurs la principale source d'inquiétudes vis à vis du projet de Parc National de la Réunion.

Les Mafatais que nous avons rencontré et qui continuent cette activité sont très inquiets sur l'avenir de leur culture qu'ils pensent compromise par le projet de Parc :

« *i prétan le Park isa défand anou larg nout bann kabri dann ranpar, mé ousa nou sa mèt azot ?li in bézwin la plas !* » ; « *In kou navé in boug ke té i sort an frans la di anou komsa lo Park lé pa tro gayar pou nou (...) i ginyra pi sony kabri, bèf... fodra péyé, minm de lo* » ; « *Sak mi koné sé ki fo pa ampès anou travay, ampès pa nou sony nout zanimo, plant nout grin, koman nou sa fé nou sansa ?* » ; « *mwin na linprésyon Mafate sora pi byin, va sanzé. Lé zan i ginyra pi kiltivé, sony zanimo* » ; « *Fo mazine in pé la vi lé gens isi an o, si domin fo ni fé tié nout koshon labatwar, di amwin koman nou fé ?? non, sèrié, di amwin ? koman i porte zanimo ziska laba sinpièr, kisa i pè lélikoptèr ? non ben otan arèt karéman !! isi fo lès anou viv kom nou la touzour fé, nout prodwi lé bon an plis ké sa, lé gens i inm !* » ; « *Le prozé le Park lé bon li, mé si sé pou défann le moun travayé lé pa bon !!* ».

Ces interrogations concrètes étayent l'importance du travail de la terre pour les Mafatais non seulement comme ressource alimentaire mais aussi comme scène d'expression de leur patrimoine culturel.

Au-delà de cette relation agricole qui unit intimement les Mafatais à leur cirque, il est un autre type de rapport à la terre, également tout à fait fondamental pour la population, à savoir la relation de propriété et d'appropriation. S'il est impossible dans le cadre de cette étude de traiter cette relation en détail, travail qui a par ailleurs été déjà réalisé[13], il faut néanmoins essayer d'exposer les grandes lignes de ce débat multi séculier qui oppose les Mafatais à l'Administration parce qu'il est encore exprimé aujourd'hui.

[13] Tout particulièrement, sur ce thème, voir E. SOUFFRIN, *Ethno-histoire, appropriation et possession de la terre dans le Cirque de Mafate, Ile de la Réunion,* thèse d'anthropologie, Université de Nice, Janvier 1992, 288 pages.

III.3 Les mafatais entre propriété de la terre et appropriation de l'espace

Nous avons déjà abordé en partie les tensions historiques qui existent depuis le début du peuplement de Mafate entre l'Etat – via le Domaine à une époque, et l'ONF aujourd'hui – et les Mafatais.

Le défrichement inconsidéré de la forêt entraînant une déstructuration des sols, était l'argument posé par les Eaux et Forêts pour tenter de récupérer les terres mafataises. L'exemple le plus fort de cette logique est probablement la reprise par le Domaine au XIX^{ème} siècle de terres occupées à la moindre absence d'une quinzaine de jours des habitants. « *Lontan paran té drès zot marmay, la lwa té sérié osi, té pa la lwa bonbon !!* ».

Cette politique publique visant à obliger les Mafatais à quitter le Cirque a été très forte jusque dans les années 1960, date à partir de laquelle l'on commence à considérer autrement la population mafataise. C'est à partir de cette époque que des efforts furent accomplis pour améliorer les conditions de vie des Mafatais, en particulier les conditions sanitaires et d'hygiène, la construction d'écoles, l'alimentation en eau…

Mais est il donc pour autant possible de voir à travers ce changement d'attitude des autorités publiques une sorte de reconnaissance de la légitimité des familles déjà installées dans le cirque ?

La présentation officielle de l'histoire de la propriété à Mafate (telle qu'on peut la trouver dans les documents de l'ONF) rapporte que le cirque, est concédé entièrement à l'ONF en ce qui concerne sa gestion, le Département en gardant la nue propriété.

On ne peut toutefois faire abstraction à la fois de l'Histoire rapportée par la tradition orale et des documents d'archive du Service des Hypothèques qui ont permis de retracer des mouvements très importants d'acquisition / vente du foncier entre les habitants.

Mais le fait qu'il n'existe aucun document stipulant la propriété des îlets de la rive gauche de Mafate, puisque ces îlets ont toujours été considérés par l'administration comme des terres sans propriétaires, montre que plusieurs versions de l'historique de la propriété co-existent.

En effet, pour reprendre le cas de la rive gauche de la Rivière des Galets, des îlets comme celui de Roche Plate sont connus pour avoir été des lieux de marronnage importants, suivis plus tard par l'arrivée de familles venues occuper des terres pour les travailler.

Il semblerait que des actes de propriété soient détenus par des habitants dans cette partie du cirque mais que ce fait ne soit pas reconnu par l'Etat.

Or, « il est avéré que les cirques sont à cette époque (XIX^{ème} siècle) occupés à certains endroits depuis un siècle. On sait aussi que les habitants mesurent, partagent, vendent les terres et même les licitent.

Dans ces conditions, nombre d'habitants peuvent valablement s'appuyer non seulement sur la prescription trentenaire, mais sur la prescription décennale »[14].

× Une terre 'louée', des propriétaires

[14] MAS, 1972, cité par E. SOUFFRIN, *op. cit.* note 13, p. 125.

E. Souffrin dans le cadre de sa thèse sur les îlets de la rive gauche estime à partir d'une étude du foncier, qu'il est complètement faux de prétendre qu'il n'y ait jamais eu de propriétaire dans ces îlets[15].

Il rapporte d'ailleurs ainsi les propos de Lougnon (qui a rédigé en 1976 « Enquête historio-sociale, Mafate » à partir de documents écrits attestant des traces de propriété privée aux Orangers et à Roche Plate) :

« aux Orangers en particulier et à Roche Plate, les Eaux et Forêts disaient "y'a aucun titre de propriété, c'est tous des usurpateurs". Alors aux Orangers j'ai vu des titres de propriété en bonne et due forme et alors quand ils montraient ça aux forestiers, eux ils savaient même plus lire ces pauvres bougres là, eux ils avaient gardé le papier mais ils savaient pas lire. Alors on leur disait : "mais ça n'a plus de valeur ça" »[16].

Dans un tel contexte historique, on peut comprendre que beaucoup de Mafatais, et, il est vrai, tout particulièrement ceux qui habitent les îlets de la rive gauche, soient à la fois ceux qui se sentent les plus mal lotis, et ceux qui dénoncent le plus encore aujourd'hui ce qu'ils ressentent comme l'appropriation illégitime des terres de Mafate par l'ONF :

« *l'ONF la pwin pou fé pèy anou oté !! (...) li vek kisa li asète la tèr li !? (...) mi di sakinn noré du avwar son lakte, la tèr i devré èt o zabitan* » ; « *Isi lé in pé mol, na dé soz ki gat, kom nout kontra !! pou mwin sé sa lo pli gro problinm isi an o. pou sak lo térin lé in pé gran kontra i sof osi !! sétaki na inn ti térin lé bon, mé toufason ou lé blizé péyé minm, la pwin lo swa ! lontan granmoun té i pèy san fran parla, é tout té viv isi, tout lo famiy, mé koméla lé soz la sanzé bokou, sakinn i dwa fé son domand kontra, sakinn ifo péyé…* » ; « *Isi avan ni té pèye pa ryin isi, apré l'ONF la rantré, la fé bon pé zafèr…épi la pran la tèr !! koméla ni pèye, ni pèye, mé ta pa nou, lé génan ! (...) sa le moun noré jamé du aksèpté* ».

Les procès intentés à l'ONF par les habitants, ou plus généralement l'ensemble des procès qui ont eu lieu sur des litiges liés à la propriété à Mafate, qui, soit ont été abandonnés, soit ont donné lieu – semblerait-il selon la tradition orale rapportée au cours de l'étude – à des pratiques peu professionnelles lourdes de conséquences :

« *In jour la eu in prosé ek lé gens isi et M. Grosset, su Aurère, ke té i prétan èt propriétèr le total. Le moun isi la regroupé derièr mon papa, la désid pran in lavoka. Or lavoka in moman doné la mandé les gens zo zakte pou prépare le prosé. Epi tousa la parti tribinal, et la la prétendu tout la perdu…sé a partir lé gens la pu été propriétèr isi, sof mon papa, léspri té in pé malin, la fé inn kopi avan, ifé ke lu la giny rès propriétèr…* ».

Les rapports qu'entretiennent les Mafatais avec l'ONF sont ainsi toujours marqués par la question de la possession de la terre. Certaines personnes rencontrées présentent des arguments en lien avec leur histoire, leurs ancêtres :

« *Nout zansèt la touzour viv isi, ben nou léla osi, pou nout zanfan* » ; « *Mwin lé né la, mi voudré pa sort tèrla pou innot plas, sof Bondié pou tir amwin* » ; « *nout paran, nout zansèt la touzour été la, pèrsone té pa la avan nou !* » ; « *l'ONF fo kour dérièr zot pou giny in konsésyon.* »

« Lontan lavé pa bézwin kour dérièr zot (...) koméla ou blizé avwar in prozé pou giny in konsésyon (...). koman ou fé si ou la pwinn prozé an kestyon, si out prozé sé vi vé viv la minm, trankil, manz sak ou plant, konm nout zansèt ? Bin ou giny pa, ou pé èt Mafaté bana i lès pa ou ! »…

[15] Voir E. SOUFFRIN, *op. cit.* note 13, pp. 156 à 165.

[16] E. SOUFFRIN, *op. cit.* note 13, p. 165.

…. et réfutent les arguments de 'zone à risques' :

« *Intan la fé in rényon isi, ek lagora et l'ONF, la di anou komsa kit terla, mont marla…ben mi sa pa mont marla mwin ! di amwin kwa mi sa fé laba, mi sa pa mont marla pou manz le ros !!* » ; « *Isi i di anou komsa sé zon a risk, lo Maïdo isa dsand !! ben mwin la zamé vi gran bénar dsand mwin, maïdo non pi !!* » ; « *Isi an o not kiltir mwin mi di lé byin, si bana idi si an o sé zone a risk, amwin mi di lès na pran nout risk, par nou minm, kom nou la touzour fé. I mand pa zot abit tèrla !* ».

× Rive gauche, rive droite, même traitement ?

La qualité de ces rapports dépend surtout des manières de mettre en vigueur ou en application des règlements selon les zones[17]. Des nombreuses discussions que nous avons pu avoir avec les habitants, il ressort plusieurs éléments mettant en évidence les différents types de fonctionnement dans la relation administration – Mafatais.

✓ Le premier type de fonctionnement, empreint de respect mutuel et de dialogue, est aujourd'hui le seul accepté par la majorité des habitants. Les règles mises en pratique tiennent compte des habitudes culturelles et laissent place à des adaptations dans le respect d'une protection globale du site.

✓ Le deuxième type de fonctionnement qu'on pourrait qualifier d'autoritaire et répressif, engendre des rapports tendus avec les habitants. Ceux-ci ressentent une véritable situation d'injustice (« *sak gouvèrnman i sony ali li lé éré, anou nou la travayé zordi nou lé annuyé sinploman* »).

« *Gard foréstié lé mové, li lé pa poul pèp, li inm pa lo pèp Mafate. Bann zournalié l'ONF té pou travay su le santié kanal, lariv in débouli. Ziska lo sèf lékip la dsand, alor tout la dsand, zot té giny pi rès la té navé lébouli !!! alor zot la kouri, aou minm kwa ou noré fé ? lo gard li la trouv bana, ou koné kwa li la di azot ? li la di zot té pou asiz oté. Bin li la obliz bana artourn travay dosou lébouli !! wi, mi manti pa vek ou mwin la !* ».

✓ Le dernier se situe étrangement un peu au milieu de ces deux attitudes, ne se mêlant pas trop à la vie des habitants, gardant des rapports distants mais plutôt corrects, contrôlant assez durement l'activité des Mafatais tout en respectant un minimum la dignité humaine qui se trouve en tout un chacun.

Aujourd'hui encore donc, les mafatais ressentent une profonde différence d'organisation et d'équipement entre rive gauche et rive droite.

Par exemple, pour l'alimentation en eau des îlets : « *Na dlo orèr, na dlo malèr, na dlo lantanié, na dlo ros plat, na dlo gran plas… partou na dlo, nou isi zoranzé nou kom lo syin, nou pli for kin kabri nou la kord dann kou !!* ».

Un autre exemple concerne le ramassage du bois sec, les habitants considérant qu'il existe une différence d'application de la réglementation à ce sujet.

[17] Il existe trois zones de gestion par les gardes forestiers sur le Cirque : le secteur qui s'étend, sur la rive droite, d'Aurère à Grand Place, le secteur de la rive gauche pour Roche Plate, Les Lataniers et Les Orangers, et le le secteur de La Nouvelle, Marla, Trois Roches et la Plaine aux Sables.

× Transmettre la terre à ses enfants, une fierté d'Homme que ne ressentent plus les Mafatais

Mais surtout, le problème d'accession des mafatais à la propriété de leur terre reste très actuel, très vivant, alors qu'on pourrait penser que les habitants aient eu le temps d'accepter la situation.

On assiste d'ailleurs à un paradoxe : d'un côté, le législateur propose, en 2004, de réformer le régime de la responsabilité des entrepreneurs individuels sur leur patrimoine propre, en leur permettant de soustraire de leur patrimoine saisissable leur maison au motif que « *c'est l'aboutissement de toute la vie de travail d'un homme (...), de pouvoir construire quelque chose pour pouvoir le donner à ses enfants, à ses petits-enfants (...) c'est l'objectif de toute une vie, de tout père de famille* » ; de l'autre côté, on se rend compte qu'à Mafate, cette volonté legislative n'est pas si simple à mettre en œuvre.

S'il est bien quelque chose qui nous a frappé lors de notre travail à Mafate, c'est la profonde amertume de beaucoup de gramoun, qui estiment ne rien posséder réellement, ni ronn kour, ni karo à laisser à leurs enfants : « *par nout lage nou dovré an profité osi in pé !* » ; « *gouvèrnman i fé pèy anou nout ti ronn kour, ou lé rotrèt, argard anou !! nou lé vié... swadizan kan ou lé rotrèt sé pou ou anprofité ,anou isi an o non, fo ni travay minm, toultan fo ni pèy kontra, i fini zamé ! anou la rotrèt fo nou travay minm, ou di lé normal ou ? dan lé ba lé pa koma...* »

Les habitants qui nous ont parlé de ce ressenti dégagent une immense tristesse, non seulement parce que matériellement, ils n'ont rien qu'ils puissent laisser à leurs enfants, mais aussi parce qu'à travers cette situation, ils ressentent profondément que c'est leur culture toute entière qui est enterrée, toutes les connaissances qu'ils ont de leur environnement et de leur Histoire qui ne sont pas reconnues :

« *Isi an o la vi lé pi bon parapor l'ONF. Li prétan ki vand la kaz ki done lé vot. La lé pi bon la, amwin, dan cétanci si mwin té lage vintan, mi rètré pa isi, mi noré kit mafate, awi ! ben, si fo pèy la kaz, péyé ,péyé, ziska tan ou lé vié vi pèy alu ankor, éki giny pa done inn ti bout marmay, ben la na in problinm ! pourvu ki giny larzan la li done aou pétèt !! Ou vwa o promié tan té pa koma* ».

En effet, les Mafatais ont développé depuis les premières générations d'occupants toute une relation d'appropriation de l'espace, qui constitue une autre approche du foncier, une autre façon d'exprimer son rapport à la terre.

Or la relation parfois intime entre l'habitant et son environnement qui résulte de ce rapport à la terre est beaucoup moins palpable, beaucoup plus difficilement identifiable et quantifiable pour les autorités publiques. C'est en cela que certains Mafatais pensent qu'en les privant de la propriété et des droits qui en résultent concernant la succession, l'Administration cherche aussi à interrompre le processus coutumier de transmission orale de l'art de vivre et des traditions des Mafatais de génération en génération.

× Un espace approprié, des savoir-faire de caractère

Si l'on ne peut faire abstraction des questionnements sur le foncier à Mafate, il nous semble que c'est principalement cette relation d'appropriation de l'espace qui est importante dans le cadre de cette étude. Ce que cette appropriation de l'espace permet aux Mafatais de vivre est sans doute liée à l'appropriation, la construction et la transmission d'un espace social.

Cette appropriation de l'espace – tant réelle qu'imaginaire – par les Mafatais s'est construite à la fois à partir de la mémoire populaire de l'Histoire du cirque et des connaissances empiriques de l'écosystème qu'ils ont développées.

Cette relation toute particulière existe et s'est transmise dès les origines du peuplement du cirque.

En leur temps, les esclaves marrons n'avaient pas non plus accès à la propriété terrienne ; en revanche, ils partageaient bel et bien une culture qui les reliait à leur environnement naturel, culture qu'ils ont transmise comme étant leur patrimoine.

Or, aujourd'hui encore l'essentiel du patrimoine des Mafatais est cette culture qu'ils développent à partir de leurs connaissances, de leurs relations avec leur environnement, cet art de vivre qui trouve ses bases dans l'histoire du marronnage.

D'où l'importance, même si elle n'est plus consciente, de cette époque de l'Histoire du cirque dans la compréhension et la préservation du patrimoine culturel mafatais.

Si le patrimoine culturel des Mafatais est aujourd'hui si riche, c'est en partie grâce aux connaissances acquises par leurs ancêtres, esclaves marrons ou petits colons, connaissances entourées parfois d'un certain mysticisme qui relie les habitants du cirque au monde spirituel au quotidien.

Plusieurs illustrations fortes de cette relation d'appropriation de l'espace peuvent être décrites.

Tout d'abord, dans leurs pratiques agricoles, les Mafatais continuent de cultiver les mêmes espèces que leurs ancêtres, à savoir comme base retrouvée partout du maïs et des grains.

Plus parlante encore est la référence systématique aux cycles lunaires pour l'organisation des cultures et des récoltes :

« *sak i pous an desou, i plant kan la lyn i dsand ; sak i pous par anlèr, ifo planté kan la lyn i mont, dé trwa zour avan la lyn o plin* ».

Les mauvaises récoltes inexpliquées sont d'ailleurs toujours mises sur le compte du non respect des phases lunaires, qui ne trouve lui-même pas d'autre explication que l'ignorance de celui qui a planté la culture.

Une parfaite connaissance du terrain, c'est-à-dire de l'exposition au soleil de la plantation, de l'inclinaison de la pente, de la capacité d'irrigation, vient compléter la connaissance des cycles lunaires.

A cela s'ajoute également une prise en compte assez subtile des saisons, notamment de la saison cyclonique, qui peut selon les années ramener de la pluie, du vent ou les deux.

La connaissance de l'ensemble de ces facteurs compte beaucoup plus pour les Mafatais que les connaissances concrètes en matière de technique agricole. C'est pour cela

qu'ils ont développé une réelle connaissance, un savoir-faire agricole à partir de leurs propres relations avec la nature, savoir-faire qui leur est propre et qui, s'il peut sembler plus ou moins commun à l'ensemble de l'île, est tout à fait original dans le cirque de Mafate.

Un autre exemple du poids de cette relation à l'espace dans le mode de vie et la culture des Mafatais est la pratique de la tisanerie.

Si elle était beaucoup plus importante dans le fonctionnement social des générations qui ont précédé les plus jeunes de celles actuelles, il n'en demeure pas moins que la tisanerie est toujours aujourd'hui pratiquée et largement plébiscitée par les habitants. Le principal changement réside surtout dans le statut social de tisaneur : jusqu'à très récemment, des Mafatais étaient connus de tous les habitants, dans tous les îlets, pour leurs tisanes :

« *Mon mari té fé bon tizan (…) li té fé karo, sézisman, rofrwadisman, tanbav…li té fé sa byin, li té byin koni partou ! pou di aou, li té vend son tizan ziska la nouvèl, wi !!* »[18].

Ils occupaient ainsi un peu la fonction de guérisseur, de médecin, fonction sociale non négligeable à Mafate où la maladie implique en général de devoir sortir du cirque (c'est d'ailleurs ce qui a entraîné l'exode des familles installées à l'îlet à Cordes vers d'autres îlets) : « *Ici la vi lé dir sirtou kan oulé malad, fo dsand an vil* ».

Il faut en fait distinguer deux niveaux de connaissance de la tisanerie :

✓ D'une part, il y a une connaissance partagée par quasiment tous les habitants, qui savent préparer non pas des tisanes, mais plutôt des "zèrbaj" :

« *Isi an haut ifé pa tizane, jus inn dé zèrbaj.i mèt dan lalkol a bruler, pou la doulèr…si in boug i rod lékors, lu va rod ptèt inn ti bout pou lu, mé jamé lé boug i vand pa sa !* ».

Ceux-ci sont surtout confectionnés à partir de petites plantes courantes du jardin créole :

« *Les adutes comme nous lontan n'ont pas été malades, no paran i doné anou des tisanes par prévention, pour éviter que ça se passe mal, et ça c'était surtout avec les plantes du jardin la minm, des plantes que tout le monde navé dan zot kour, dé plant a kour si ou vé byin, lanis, mari-jolaine, citronnelle, yapana, verveine (…) mé navé osi dé piédbwa la foré ke lavé dé vertu térapetik, mé sadla pa tout domoun é koné, pa tout domoun té itiliz ali* » .

✓ D'autre part, il y a la véritable connaissance et la pratique de la tisanerie comme rôle social.

Il s'agit alors d'une fonction occupée par quelques personnes à partir de connaissances très précises des vertus médicinales de chaque plante de l'environnement, connaissances transmises de génération en génération selon des règles bien établies à celui qui deviendra le porteur de la connaissance familiale de la tisanerie :

« *avan limor (mon mari) li la fé in papié, li la mark tout dosi, sa li la donne sa Zan Pol, mon garson* » ; « *le vié L. i koné bon pé zafèr, mé lu di pa ! li la pwin le drwa d-dire, ali li la giny sa su la fin, pa avan ariv la finn sa vi pou li pé done aou sa. Parey mon bopèr, lu té byin malad, su la finn sa vi lu la mark tout son lakonésans dann in regis. Li la done sa son bann marmay, mé bana la paf é in kont, la jété le regis apré sa mor !!* ».

Plus complexe que les simples "zèrbaj", la tisane nécessite souvent l'association de bois ou de plantes de la forêt, et un savant dosage et mélange de plusieurs plantes :

[18] Les habitants de La Nouvelle que nous avons rencontrés se souviennent d'ailleurs très bien de ce tisaneur, qui est apparemment le dernier qu'ils aient connu. Depuis, il n'y a plus de véritable tisaneur sur ce secteur.

« *néna binzwin, bwa pian, zoli kèr, zanbavil, flèr zone, bwa blan rouz, bwa darnèt, bwa santèr, bwa d-monmon…mé atansiyon, si ou koné pa la plant, kwa ifo prann, kèl kantité, bin sé in pwazon ! (…) parékzamp lo bwa maron : li sé in gran pwazon, mé si ou fé alu an bin pou la po, lu géri aou du zour o lannmin !* ».

D'où le fait qu'on les appelle ici des "konplikasyon", qui se composent parfois de près d'une vingtaine de plantes différentes, voire même plus :

« *Ni fé touzour tizan isi an o ; parézamp tizan karo, la kolik, ifo tranndé soz…sa ifo alé rodé dan la foré, isi an o minm !* ».

Ces tisanes sont elles aussi confectionnées en partie avec des plantes du jardin, mais ce qui les distingue des simples "zèrbaj", c'est notamment l'association, lorsque cela est nécessaire, de plantes de la forêt :

« *an zénéral sé plito lé zèrb du zardin, sof pou détrwa tizane pou dé soz pli for, la ifo fé apèl a la foré* ».

Les "zèrbaj" en général sont de confection beaucoup plus simple, à base d'une ou deux plantes de la kour, et sont surtout utilisés pour les petits maux courants, très souvent en usage préventif, comme par exemple, après un repas, pour éviter les problèmes de foie et de digestion.

Aujourd'hui, la connaissance et la pratique de la tisanerie sont en train de disparaître petit à petit, en partie en raison des interdictions qui frappent le prélèvement de certaines plantes utilisées traditionnellement par les tisaneurs :

« *Koméla tizan i giny pi fé, in piédbwa i giny pi korsé. Bin le moun i giny pi fé in kont. Sinon fo planté, gard, kom ou wa ma plant binzwin partou!* » ; « *Tizan ifé pi, la perd tousala…na pi, pèrsonn fé pi in kont. I trouv lé plant, mé fo marsé, bann zèn la parès. Mon monmon té ki fé, na lontan !* ».

Pourtant, les mafatais rencontrés estiment qu'ils respectent et protègent la forêt, même s'ils font des prélèvements pour les tisanes :

« *Bocou lé zèn koméla ou aprand azot, ou di ali : tir sa lao, ras pa son lékors, parske lu la bézwin viv, li kom ou li ! ou di ali son paran la sony ali parey, or zordi li viv ! ben le piédbwa li lé parey. Mi di aou lé parey minm, nou tout zanfan Bondié ! pran swin piédbwa la, kom nout paran la pran swin anou…* » ;

« *kan ou la bézwin in plant pou fé tizan, fo ou koné trapé. Ifo zamé kors le piédbwa, ou pran pa su le tron, ou pran zis inn ti bout, sak ou la bézwin, anlèr le piédbwa, sansa in moman doné le piédbwa li mor li, bin wi ! si ou fé pa koma in moman doné i trouv pu le piédbwa ou la bézwin, toultan fodra ousa rod alu pli lwin, ziska dann fon ranpar. Na in fason ramas in tizan, si ou réspèk pa li out tizan li gérira pa le moun, lé komsa, la touzour été komsa* ».

A côté des recettes de tisane proprement dites, il y aurait donc tout un processus de cueillette et de récolte des plantes, de pratiques qui seraient en harmonie avec l'environnement qui serait important à repérer et valoriser.

Enfin, le dernier exemple que l'on peut présenter de la relation d'appropriation de l'espace par les Mafatais est celui de l'architecture.

Traditionnellement, les kaz des Mafatais sont des petites *kaz an pay*, qui a été pendant longtemps le seul mode de construction usité dans le cirque :

« *La pi ti kaz an pay, avan lavé ryink sa ! mé la pi zétivèr… mé solman té dir, toulézan falé sanzé…* » ; « *Promié kaz an tol mwin la port tout a tèt, dopwi sinpol, hum… tout !! tol, la pièss, la pièss omwin simèt, wimèt an lon…wi !! Zordi (…) ti payot la pu su Ros Plat. Mé mikoné ankor fé solman ! in tan mi voulé armont lé zèn, mé lé zèn… an parl pa zot de sa !!* ».

Depuis, la tôle a fait son apparition, et il est de plus en plus rare de voir une kaz an pay à Mafate :

« *la kaz an pay té bon mé sé la pay lavé pu. An plis kan la tol larivé, ben le moun la kité plant létivèr, la abandoné lé payot* » ; « *Isi i ginyré fé ankor ti kaz an pay. Mé le problème sé le zétivèr na pu! le moun la abandoné. mé lé dézolé dire la abandoné zétivèr pou la tol ; ou vwa si lavé le drwa fé d-kaz an dur isi, noré déja kit la tol pou d-béton!!* ».

Certaines personnes en possèdent toujours, souvent en guise de cuisine, plus rarement pour l'habitation principale (un seul des Mafatais rencontrés vit encore dans une kaz an pay traditionnelle).

Ce savoir-faire tend à disparaître, et aujourd'hui rares sont les jeunes à savoir coudre le vétiver pour recouvrir le toit de ce type de kaz :

« *na ankor dé zan zot ki koné fé la kaz an pay* » ; « *Koméla fo planté, mé si lé zèn la tomb dosi zot i fé manz kabri dosi !! Amwin minm mwin na ankor inn ti kaz. Mi trouv fodré remèt in pé bann ti kaz la, serès pou touris !* » ; « *Nou noré refé nout kuizine an pay, mé na pu ! kisa i koup, kisa i très !? si in marmay i vé aprann li pa dir !! na in fason fé sa prop, koméla zèn i koné pi, zot pi la ansanm sa (…).Ou vwa isi la, dizon tout bann zèn i koné pi tousa. Ou rakont bana i kalkil aou mantèr, zot i krwa pa ou !!* ».

Le choix de ce mode de construction révèle la capacité de plusieurs générations de Mafatais à s'adapter au mieux à leur environnement naturel, adaptation harmonieuse de par le choix des matériaux mais aussi très efficace, puisque beaucoup de gramouns nous ont dit que la kaz an pay présente plusieurs avantages par rapport à la kaz an tol :

« *La kaz an pay lé utile pou lé dé koté : la chaleur, et l'hiver ! an plis arivé cyclone la pwinn brwi, vi antan pa le van kom dan la tol. Ou lé trankil !!* » ; « *La kaz an pay, si ou vé byin, té bon parapor lo brwi* » ; « *koméla ifé kaz antol, mé li pa byin labri pou cyclone.*

Or ti kaz an pay lo van i pran pa dodan ! kan la ariv Dina, na kèk moun lantanié la nu protèz azot dann monn ti kaz an pay diran cyclone! Nou la mèt in li par la, lot koma, nou la aranz in manièr, é nou la pas cyclone dann monn ti kaz an pay...é la tenu!! Lontan cyclone Jenny, sa té for!! Lo van la souflé omwin trwasan kilométrèr (…) Ou vwa lo van, sa té konm loraz, té fé dézord parey, si! Té défèy out kaz konm la ni! (…) Bin la pa arasé, ni défévé bann kaz lontan té fé an pay(…) Dié li lé bon, li lé zis, li fé pa in nafèr amwatié. Sa cyclone la té pa pou tir anou isi, mé té in leson...pa tout domoun na lidé konstrwi si in fondasyon solid!! Fo ke vi rod le sinn la tèr...fo pa rod in sol lé tann!! Ou gard lé zèn zordi fé la kaz, ben mi di aou, fo pa cyclone konm danntan la pasé! ».

Sur la longévité de la vie des kaz an pay, on peut mentionner le cas de ce gramoun qui nous a présenté sa petite cuisine âgée de 48 ans !

Aujourd'hui ce savoir-faire n'est plus transmis, exception faite de quelques jeunes Mafatais (ils sont rares) qui ont voulu reprendre l'héritage de cette culture.

Aussi ce sont principalement les gramouns qui gardent, la connaissance de ce savoir-faire architectural traditionnel :

« *Lontan golèt té mélanzé, lavé soka, kadèr, bwa doliv, kalimé (…) Piké té an bwa doliv…ptèt in zour ma rekouv mon kaz ek la pay. Ma tire la tol, piké lé ankor bon…in zour ma fé* » ; « *Dann tan ti kaz an pay vétivèr, té falé sanz la pay toulézan (…) mé pou la kuizine vétiver té tyin pli lontan solman, parapor la fimé i konsèrv ali mié (…) la ou tébon pou omwin kinzan parla* ».

En résumé, la tisanerie, l'agriculture ou encore l'architecture sont selon nous des expressions très marquantes du rapport d'appropriation des Mafatais à leur espace environnant et de la culture que cette relation leur a permis de construire. Mais même ainsi, cette présentation du patrimoine culturel mafatais demeure incomplète et n'est pas satisfaisante.

Il faut nécessairement la rattacher à une dimension beaucoup plus globale : on peut alors dire qu'à partir de ce rapport à la terre très particulier, les Mafatais ont développé un art de vivre qui, sans aucun doute possible, constitue le cœur du patrimoine culturel des habitants de Mafate.

IV. ANALYSE DU PATRIMOINE CULTUREL DE MAFATE : L'ART DE VIVRE MAFATAIS

A Mafate, il est notable que c'est l'art de vivre tout entier des habitants du cirque qui constitue leur patrimoine culturel. Ce qui explique sans doute que lorsqu'on aborde ce thème avec les Mafatais, ils sont nombreux à ne pas savoir quoi dire, et pour cause : il y a tant à raconter.

Dès l'origine, ils ont bâti leur mode de vie sur une relation de symbiose avec leur environnement pour pouvoir répondre à leurs besoins alimentaires, culturels et sociaux.

La solidarité et l'entraide entre les habitants (notamment pour l'accomplissement des tâches agricoles), le respect des valeurs familiales, la mémoire du vécu de ses parents, et, dans une moindre mesure, de ses grands-parents, sont autant de signes discrets de cet art de vivre.

L'anecdote suivante qui nous a été racontée au détour d'un sentier illustre cependant une certaine inquiètude quant à la prise en compte et à la transmission de ces connaissances empiriques.

« *Sa konm kan la anmèn do lo isi. Avan domoun té saroy do lo vek bann gro bak. In tan l'ONF la désid mèt in kanalisasyon, tir sa dopwi la sours lao. La la pran in léspès boug swadizan li té inzénièr shépakwé, ali li ariv li di koma : "voila, on fait ça comme ça, on va faire ça comme ça", tèl trin, tèl manièr….mé li domand pa pèrsone li la !! anou astèr, nou di ali, non lé pa bon, vo mié fé koma, tèr la do lo i koul pa, tèl trin tèl manièr…le boug la pran anou pou d-kouyon, la pa vouli kout anou !! li la fé son moukat, ankor li té fyèr d-lu !! li la di domoun komsa : kan son travay sora fini, li va rovnir isi an o pou fé in po ansanm tout lé zabitan…bin ziska lèr, nou la pi zamé vi lo boug, mé vo mié pa li rovyin par isi…son kanalisasyon i sèrv pa in mèrd, ni té blizé aranz ali par nou minm !! do lo té koul ti, ti, ti mim, é ankor, kan lavé !!! bin mazine aou, tousalala larzan la mèt dodan, pou kosa ? in mèrd. In makrotaz…arèt pran lé zan pou d-kouyon, lès anou fé nou minm nout afèr…koman aou, ké la pa zamé rès Mafate, ki viv pa isi, wi pé konèt pié ké nou koman ispas !? a non, mi di aou isi an o lé sèrié, tout sa larzan gaspiyé si nout do…* ».

Un certain sentiment d'exaspération peut même apparaître lorsqu'ils s'estiment victimes d'une exploitation de leur image, de leur vie quotidienne :

« *gard boug la i tir foto, li tir dopwi lontan, li giny bon pé larzan ladsi ! bin akoz i ardone pa in moné pou le moun isi an o ?akoz li la pa mont in lasosiasiyon èk bann zèn Mafate, pou fé in nafèr si Mafate ? non, ali li fé dirèk in lasosiasiyon ek le bann ga ifé foto Mafate !! rèt dékoné oté. Noré pi rouv in pé lèspri bann zèn Mafate, done azot in lidé, in prozé pou zot travay ! bin mwin i tous amwin fransman kan mi vwain nafèr koma, sèrié mwin lé révolté (...) amwin mi vé pi vwar tousala, oté ou rand aou kont navé dé foto mon prop mariaz, wi frèr, mon prop mariaz, atann ma monte aou (...). Ou vwa mwin lé la mwin la, ou rekoné pa mwin, bin foto la lété dann liv la, mi té koné minm pa. Atann aou ! argard zis tèrla : trannsink éro. Trannsink éro i kout lo moukat. Bin kwa nou giny ladan nou ? ryin, ryin pou lé Mafaté, nou nou kas nout ki pou plant in bousé manzé, mé nou mérite pa ryin. Bana i vwa anou pir kin zanimo dann in zoo, wi !! bin mwin astèr mi di non, é mi défand in moun ni trap in fot mon kaz ou byin mon figir. Ou pa kontan démèrd aou, mwin mi vyin pa out kaz pou trap foto out figir, out madam pou mwin fé larzan dsi apré, non ? ...* ».

L'évolution du cirque n'est pas rejetée, dans la mesure où elle tient compte des connaissances construites par les habitants et de leur place d'acteur dans la préservation du patrimoine mafatais :

« *Pou mwin, sak i roprésant Mafate ? mon granpèr lé mor katrovinsinkan, mon papa swasantéonzan. Nou profèr Mafate komiléla, nou la pa bézwin in moun idi anou sé in zone a risk, nou la pa bézwin la route ! la di anou sort la mont marla, mi sa pa mont marla mwin !! akoz zot i donn pa mwin koté bra sinte sizane !?! pran anou pou d-kouyon…* ».

En conclusion, nous retiendrons cette petite phrase d'un Mafatais – mais elle aurait tout aussi bien pu être dite par un autre habitant du cirque – qui nous semble bien résumer l'ensemble des développements précédents :

« Bin alor, mwin mi di réspèkt anou, mwin mi réspèkt a ou alor réspèkt anou osi té »

Eléments complémentaires
Site de Mafate

ANNEXE 1
Les personnes rencontrées

ANNEXE 2
Les structures mobilisées pour cette étude à Mafate

MISE EN ECLAIRAGE
Bibliographie des ouvrages repérés

ANNEXE 1 : Les personnes rencontrées

✓ Sur Aurère

- Réunion collective

Firmin	TIMON	
Alina	TIMON	
Sylvestre	LIBEL	

- Entretien individuel

Jacques	PRIMET	ONF

✓ Sur Ilet à Malheur

- Entretiens individuels

Claude	LIBEL	

✓ Sur Ilet à Bourse

- Entretiens individuels

Martine	THOMAS	
Joni	THOMAS	

✓ Sur Grand Place

- Entretiens individuels

Clovis	THOMAS	
Yvrin	PAUSE	
Monsieur	BOYER	
Granmoun	Téophane	
Laurent	PERRIER	Maison des Services Publics

✓ Sur La Nouvelle

- Entretiens individuels

Monsieur	CERNOT	
Monsieur KALOU	GRAVINA	
Bernard	BEGUE	
William	DORIS	Maison des Services Publics

✓ Sur la Plaine aux Sables

- Entretiens individuels

Samuel	HOARAU	
Berthéa	HOARAU	
Monsieur	CLAIN	

✓ Sur Marla

- Entretiens individuels et de groupe

Sylvio	BEGUE	
Giraudet	HOARAU	
Famille	HOARAU	Père, Mère et Fils

✓ Sur les Lataniers

- Entretiens individuels

Eugénie	CERNOT
Zwasin	LOUISE
Monsieur	TIMON

✓ Sur Roche Plate

- Entretiens individuels

Barthélemy	THOMAS + Mme THOMAS + Famille THOMAS
Madame	FANELY

✓ Sur les Orangers

- Entretiens individuels

Famille	ATTACH	
Honoré	LOUISE	
Sonia	LIBEL	Maison des Services Publics

ANNEXE 2 : Les structures mobilisées pour cette étude à Mafate

- APR

- Mission Parc

- Maison des Services Publics

Mise en éclairage
Des documents sur Mafate

Nous avons pu repérer, dans le cadre de ce diagnostic, plus de cent documents s'intéressant au cirque de Mafate. De la fiche de préconisations aux études techniques et ou de recherche, du support magazine au site internet, la réalité de Mafate a été observée, décrite, des plans d'actions pour son développement formalisés, des bilans d'intervention réalisés.

Nous n'avons pas retenu dans ce listing, les cartes postales, calendriers ou autres albums photos, tombant dans le domaine purement commercial, et ne prétendons pas avoir fait le relevé exhaustif de ce qui a été écrit, photographié ou filmé sur Mafate.

Mais de toute cette masse de connaisances, les quelques 750 personnes vivant Mafate au quotidien, qu'en ont-elles conservé ?

- DDASS
Mafate, un îlet isolé, publication du Conseil Général, 1988
Familles de Mafate, publication du Conseil Général, 1988

- Particularités sanitaires d'un isolat à la Réunion : Mafate, FOZY, M.L. VALLET, 1986

- Vivre à Mafate : chroniques mafataises LEPINAY J. et PHILIPPE J., , 1991

- Horizon 2030 : Les Hauts, nouvel équilibre .- Imago Productions,2002Etat, Région Réunion, Département de La Réunion, Centre National de la Cinématographie

- Les Cahiers : Mafate / APR,2000

- Tourisme durable dans les cirques de La Réunion / JOTTER Fanny,1999 .- 107 p.Mémoire pr Diplôme IngénieurENITA Clermont-Ferrand

- Desserte du cirque de Mafate en hélicoptère : diagnostic de la situation et proposition de scénarios / Commissariat à l'Aménagement des Hauts , SEMTO, SOFREAVIA, SYSRA,1998 .- 40 p.

- L'alimentation en eau des îlets du cirque de Mafate .- Oréole (L') : Le Bulletin trimestriel de l'Observatoire réunionnais de l'eau,1997 .- 7

- Charte territoriale de Mafate / Préfecture Réunion, Conseil Général (Réunion), Conseil Régional (Réunion), Commune de Saint-Paul, Commune de La Possession,1997 .- 12 p

- Comme sur un nuage : émission 1 et 2 / Inédit Productions, Antenne Réunion .- Coproduction,1997Conseil Régional CAH Port Réunion ONF CTR Maison de la Montagne

- Bef moka et bef pano : réflexions sur le portage animalier lié à la randonnée dans le cirque de Mafate / Maison de la Montagne (Réunion), HEBTING Daniel,1995 .- 18 p.

- Mafate, l'île dans l'île / BEGUINET Christian, DIEUDONNE Marie-Andrée, BERTILE Wilfrid .- CNDP-CRDP Production,1995

- Vues d'en Haut : rétrospective 94 / APR Audiovisuel .- Commissariat à l'Aménagement des Hauts production,1995

- Etude de définition pour la mise en oeuvre d'un plan de développement intégré de Mafate : les modalités de mise en oeuvre de la stratégie, l'organisation de l'action publique / Stratégie et développement, GRAFOS, JANVIER Yves,1994 .- 18 p.

- Etude de définition pour la mise en oeuvre d'un plan de développement intégré de Mafate : révision du scénario B / Stratégie et développement, GRAFOS, JANVIER Yves,1994 .- 18 p.

- Etude de définition pour la mise en oeuvre d'un plan de développement intégré de Mafate : analyse transversale des scénarios A et B / Stratégie et développement, GRAFOS, JANVIER Yves,1994 .- 44 p.

- Etude de définition pour la mise en oeuvre d'un plan de développement intégré de Mafate : tome II / Stratégie et développement, GRAFOS, JANVIER Yves,1994 .- Mult. pag.

- Etude de définition pour la mise en oeuvre d'un plan de développement intégré de Mafate / Stratégie et développement, GRAFOS, JANVIER Yves,1994 .- Mult. pag.

- Actes des journées d'études de cas à moyen terme transport d'énergie sans fil, Ile de La Réunion, 13-16 décembre 1994 / SOFIOM,1994 .- Mult. pag.

- Vues d'en Haut 5 & 6 / APR Audiovisuel .- Commissariat à l'Aménagement des Hauts production,1994

- Le paysage mafatais : une perception particulière / JANVIER Yves, GRAFOS, Stratégie et développement, 1993 .- 10 p.

- Mafate 93, état des lieux : Etude de définition pour la mise en oeuvre d'un plan de développement intégré du cirque de Mafate / GRAFOS, JANVIER Yves, Stratégie et développement, 1993 .- 45 p.

- Tourisme et environnement : propositions pour un développement intégré dans les Hauts de la Réunion / Institut Eco-Conseil, NICOLAS Sylvie, 1993 .- 173 p.

- Transferts Mafate-Salazie, étude d'impact ; rapport annexe 3 : agriculture, aspects fonciers / DAF,1990 .- 71 p. + annexes

- Assises de l'Aménagement des Hauts du 14 au 18 mai 1990 ; travaux préparatoires : commission cirque de Mafate / CAH,1990 .- 8

- Bilan de la qualité des eaux de consommation distribuées à Mafate/ Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (Réunion), ISAUTIER H., LEJEUNE G.,DENYS J-C.,1987.- 81 p.
- Au coeur d'un îlet : la vie quotidienne dans le cirque de Mafate / Association réunionnaise de réalisations audiovisuelles, CREPS (Réunion) .- Coproduction,1987

- L'érosion dans le cirque de Mafate, île de La Réunion : ses conséquences sur le maintien de l'économie des îlets / Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, Bureau de recherches géologiques et minières (Réunion),1986 .- 50 p.

- Etude préalable à l'implantation de remontées mécaniques à l'île de La Réunion : désenclavement de sites expertisés / Centre national du machinisme agricole du génie rural des eaux et forêts, PELTIER Claude,1985 .- 36 p. + annexes Conseil Général de la Réunion

- Actes du premier colloque de Mafate, ONF , 1983

- Mafate, Dr OZOUX, in *Sciences et Arts, 2ème semestre*, 1922

- La résurrection de Mafate, in *Conférences et études du **Dr*** L. OZOUX, 1938

- Les oubliés de Mafate, J. TEULE, 1987

- Guide touristique du Cirque de Mafate ONF & UCAM, , 1987

- Evrard, Nicolas, Représentations plurielles des lieux du cirque de Mafate [Texte imprimé] : aménagement, développement, tourisme et identités / Nicolas Evrard ; sous la dir. de Fabienne Cavaille (2003)

- Philippe, Jean, Vivre à Mafate [Texte imprimé] : la vie "longtemps" : [calendrier] 2004 / photogr.

Jean Philippe (2003)

- Les petits plaisirs de Mafate [Texte imprimé] / Ecole d'Ilet à Bourse, île de La Réunion ; Association USEP Mafate ; photos Laurent Zitte (2003)

- Gérodou, Nicolas, Passage des Lémures [Texte imprimé] : en pays Mafate / Nicolas Gérodou (2003)

- Mercadier, Gérald, Mafate city [Texte imprimé] : roman / Gérald Mercadier ; [préf. de Georges Lopez] ; [préambule de la SREPEN] (2001)

- Bertrand, Eric (1966-....), La santé dans le cirque de Mafate ou Bilan d'un programme d'action sanitaire dans une population défavorisée et géographiquement isolée / Eric Bertrand (1998)

- Zone d'éducation prioritaire (. Sainte-Suzanne, Réunion)), Disparition à Mafate : [et] huit autres histoires / ZEP de Sainte-Suzanne et de Sainte-Marie, île de La Réunion (1997)

- Cadet, Philippe, La mise en oeuvre de l'action publique dans le cirque de Mafate : (analyse critique et propositions) / Philippe Cadet (1996)

- **Réunion. Direction départementale des affaires sanitaires et sociales**, Bilan de la qualité des eaux de consommation distribuées à Mafate / Direction départementale des affaires sanitaires et sociales, Laboratoire départemental d'épidémiologie et d'hygienne du milieu, Office national des forêts ; réd. par J.C. Denys, H. Isautier, G. Lejeune (1987)

- **Centre régional d'éducation physique et sportive**, Au coeur d'un îlet [Images animées] : la vie quotidienne dans le Cirque de Mafate : Ile de la Réunion / Atelier A.V. CREPS Réunion, Association réunionnaise de réalisations audio visuelles, réal. ; Jacques Barre, images ; Christian Barat, textes (1987)

- **Vaxelaire, Daniel (1948-....)**, Suivez le guide / Yves Mayer, D. Vaxelaire. 5, à Mafate (1978)

- **Jolles, Sonia (1946-....)**, Etude hémo-anthropologique d'un isolat : îlet de Cimlandal (Cirque de Mafate, île de la Réunion) / Sonia Jolles (1972)

✓ ETUDES

- MAISON DE LA MONTAGNE : « Etude de faisabilité concernant la pérennisation du transport motorisé dans le lit de la Rivière de Galets ». Ile de la Réunion. Décembre 2002. 63 p.

- CZECHOWSKI S et MAISONNEUVE M. : « Schéma d'aménagement des îlets habités de Mafate », phase 1 : état des lieux/ bilan. AGORAH. Ile de la Réunion. 2000.97 p.

- CZECHOWSKI S et MAISONNEUVE M. : « Schéma d'aménagement des îlets habités de Mafate », phase 2 : perspectives de développement. AGORAH. Ile de la Réunion. 2000.42 p.

- CZECHOWSKI S et MAISONNEUVE M. : « Schéma d'aménagement des îlets habités de Mafate », phase 3 : orientations et prescriptions . AGORAH. Ile de la Réunion. 2000.20 p.

- BUREAU D'ETUDE REGIONAL DE L'ONF : « Cirque de Mafate, étude de fréquentation, année 1998, comptages, enquêtes et réservation en gîtes », Région Réunion/ ONF/ Université. Mai 1999. 69 pages + annexes

- TERRITOIRE DE LA COTE OUEST : « Etude sur le devenir de Mafate : définition d'un projet de territoire ». Cahier des clauses techniques particulières. Ile de la Réunion. 21 p.

- TERRITOIRE DE LA COTE OUEST : « Réalisation d'une étude sur le devenir de Mafate : définition d'un projet de territoire » - cahier des clauses techniques particulières. Ile de la Réunion. 2004 .21 p.

- TERRITOIRE DE LA COTE OUEST : « Collecte et transport de déchets ménagers et assimilés du cirque de Mafate »- cahier des charges techniques particulières. Ile de la Réunion. Août 2004.17 p.

- COMMISSARIAT A L'AMENAGEMENT DES HAUTS : « Desserte du cirque de Mafate en hélicoptère : diagnostic de la situation et proposition de scénarios ». DATAR/ SEMTO/ SOFREAVIA/ SYSRA. Ile de la Réunion. Décembre 1998. 79p.

- SUAD/ CHAMBRE D'AGRICULTURE/ CAH : « Projet de consolidation des îlets de Mafate : élaboration et constitution du projet d'actions concertées de développement agricole ». Ile de la Réunion. Octobre / juillet 2001. 19p.

- ASSOCIATION POSSESSIONNAISE DES ILETS DE MAFATE : « programme des projets durables à Mafate : Cahier spécial ». Ile de la Réunion. 35p.

- CIVIS/ BCEOM : « Etude de l'élimination de déchets ménagers du cirque de Mafate ». Phase 1 : Définition des compétences –phase 2 : Situation actuelle et évaluation du gisement. Ile de la Réunion. Juin 2000. 86p.

- CIVIS/ BCEOM : « Etude de l'élimination de déchets ménagers du cirque de Mafate ». Phase 1 : Définition des compétences –phase 3 : Schéma d'organisation. Ile de la Réunion. Avril 2000. 86p.

- CIVIS/ BCEOM : « Etude de l'élimination de déchets ménagers du cirque de Mafate ». Phase 1 : Définition des compétences –phase 4 : Etudes des installations et des équipements. Ile de la Réunion. Avril 2000. 24p.

- « Etat des lieux sommaire ». Mafate 93.21 p.

- SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE : « Relevé architectural de l'îlet Moutou. Ile de la Réunion. Juillet 2003. (croquis + projet de réhabilitation)

- DEPARTEMENT DE LA REUNION : COMMUNE DE SAINT PAUL : COMMUNE DE LA POSSESSION : « Inventaire du patrimoine architectural –cirque de Mafate » (croquis+fiches +photos)

- HUET Isabelle : « Analyse de la situation de l'habitat dans le cirque de Mafate ». Groupe de travail habitat. Mars 2004. 11p.

- COMMUNE DE LA POSSESSION: «Charte pour l'environnement de la Possession ».Août 2000. 77 p.

- COMMUNE DE SAINT PAUL/ BCEOM : « Charte pour l'environnement de Saint Paul : diagnostic « . Septembre 2004. 84 p.

- ENVIGEO : « Les espaces caractéristiques des hauts de l'île de la Réunion ».Ile de la Réunion. 42 p.

- ONF/ DIRECTION REGIONALE DE LA REUNION : « Etude sur l'habitat traditionnel : parc naturel du cirque de Mafate ». 1983.51 p.

- SICA HABITAT RURAL/ AREP/ CONSEIL GENERAL/ DPEF/ MISSION INSERTION POUR L'ECONOMIE : « Du logement au développement – stratégie et méthode pour une politique de proximité ». Avril 1993. 42 p.

- ONF/ REGION REUNION : « Route forestrière n° 13 du haut de Mafate ». Société Française d'Ingénierie BCEOM. Février 2002. (Etude technique, Etude écologique, floristique et faunistique, Enquête de fréquentation, Comptages, Etude d'impact, Document de synthèse)

- DIET RENAUD, SOUFFRIN EMMANUEL, JANVIER YVES : « Etude de définition piur la mise en œuvre d'un plan de développement intégré de Mafate ». Comité de pilotage Mafate. Cabinet Grafos.Ile de la Réunion. Mars 94.66 p./ octobre 1994.23 p./ Novembre 1994.63 p./ Mars 1995.22 p.

- ASSOCIATION POSSESSIONNAISE DES ILETS DE MAFATE (APIM) – ASSOCIATION SAINT PAULOISE DES ILETS DE MAFATE (LORMS) : « Présentation des phases concernant l'agriculture écologique (bio) à Mafate ». Ile de la Réunion. Septembre 2001.114 p.

- APIM – CHAMBRE D'AGRICULTURE : « Projet d'actions concertées de développement agricole de Mafate ». Ile de la Réunion. Novembre 2001.25 p.

- CONSEIL GENERAL/ CENTRE NATIONAL DU MACHINISME AGRICOLE DU GENIE RURAL DES EAUX ET DES FORETS : « Etude préalable à l'implantation de remontées mécaniques à l'île de la Réunion : désenclavement de sites, expertises ». Ile de la Réunion. Octobre 1985.36 p.

✓ FICHES

- CZECHOWSKI S. et MAISONNEUVE M. : « Schéma d'aménagement des îlets habités de Mafate : les objectifs du schéma d'aménagement » . Volet ½ bilan et perspectives. AGORAH. Ile de la Réunion. Maquette du 25 avril 2000.

- CZECHOWSKI S. et MAISONNEUVE M. : « Schéma d'aménagement des îlets habités de Mafate : présentation des grands principes adoptés à l'échelle du cirque » . Fiche n° 7. AGORAH. Ile de la Réunion. Synthèse de janvier 2001.

- CZECHOWSKI S. et MAISONNEUVE M. : « Schéma d'aménagement des îlets habités de Mafate : règlement des zones applicable aux schémas d'organisation des îlets » . Fiche n° 8. AGORAH. Ile de la Réunion. Synthèse de janvier 2001.

- CZECHOWSKI S. et MAISONNEUVE M. : « Schéma d'aménagement des îlets habités de Mafate : îlet de la Nouvelle » . Fiche n° 9. AGORAH. Ile de la Réunion. Synthèse de janvier 2001.

- CZECHOWSKI S. et MAISONNEUVE M. : « Schéma d'aménagement des îlets habités de Mafate : îlet de Marla » . Fiche n° 10. AGORAH. Ile de la Réunion. Synthèse de janvier 2001.

- CZECHOWSKI S. et MAISONNEUVE M. : « Schéma d'aménagement des îlets habités de Mafate : îlet de la Plaine aux sables » . Fiche n° 11. AGORAH. Ile de la Réunion. Synthèse de janvier 2001.

- CZECHOWSKI S. et MAISONNEUVE M. : « Schéma d'aménagement des îlets habités de Mafate : îlet de Grand Place » . Fiche n° 12. AGORAH. Ile de la Réunion. Synthèse de janvier 2001.

- CZECHOWSKI S. et MAISONNEUVE M. : « Schéma d'aménagement des îlets habités de Mafate : îlet à Bourse » . Fiche n° 13. AGORAH. Ile de la Réunion. Synthèse de janvier 2001.

- CZECHOWSKI S. et MAISONNEUVE M. : « Schéma d'aménagement des îlets habités de Mafate : îlet à Malheur » . Fiche n° 14. AGORAH. Ile de la Réunion. Synthèse de janvier 2001.

- CZECHOWSKI S. et MAISONNEUVE M. : « Schéma d'aménagement des îlets habités de Mafate : îlet d'Aurère » . Fiche n° 15. AGORAH. Ile de la Réunion. Synthèse de janvier 2001.

- CZECHOWSKI S. et MAISONNEUVE M. : « Schéma d'aménagement des îlets habités de Mafate : îlet de Roche Plate » . Fiche n° 16. AGORAH. Ile de la Réunion. Synthèse de janvier 2001.

- CZECHOWSKI S. et MAISONNEUVE M. : « Schéma d'aménagement des îlets habités de Mafate : îlet des Lataniers » . Fiche n° 17. AGORAH. Ile de la Réunion. Synthèse de janvier 2001.

- CZECHOWSKI S. et MAISONNEUVE M. : « Schéma d'aménagement des îlets habités de Mafate : îlet des Orangers » . Fiche n° 18. AGORAH. Ile de la Réunion. Synthèse de janvier 2001.

✓ GUIDES – NOTES – BILAN D'ACTIVITES

- OFFICE NATIONAL DES FORETS : « Guide touristique du cirque de Mafate : découverte et randonnée. » . Encrages Editions.1992.172 p.

- OFFICE NATIONAL DES FORETS : « Sur les sentiers de Mafate… : randonner ». Ile de la Réunion.204 p.

- DATAR REUNION : « Charte territoriale de Mafate ». Préfecture de la Réunion/ Conseil Général/ Conseil Régional/ Commune de Saint Paul/ Commune de la Possession. Ile de la Réunion. Programmation 96-99.1997.12 p.

- « Premier colloque de Mafate : actes ». Ile de la Réunion. Mai 1983.43 p.

- MAISON DES SERVICES PUBLICS : « Bilan d'activités de la maison des services publics de Mafate ». 2003.9 p.

- ASSOCIATION POUR LA PROMOTION RURALE : « Note sur l'opération d'équipement des ménages en modules sanitaires – amélioration de l'habitat ».

- ASSOCIATION POUR LA PROMOTION RURALE : « Note de proposition d'intervention sur l'opération blocs sanitaires à Mafate ».

- « Note d'intention architecturale ». Comité du 17 juin 1997.

- COMMUNE DE LA POSSESSION : « Extrait du rapport de l'inventaire des zones d'habitat précaire insalubre ».

- LOUISE JEAN CLAUDE : « Projet de transport par charrettes à bœufs dans la Rivière des Galets ». Ile de la Réunion. Septembre 2004. 7 p.

- FRERE HOARAU GERARD : « Frère Albert Gimalac- 1910-2001 ». Ile de la Réunion. Septembre 2004. 4 p.

✓ OUVRAGES GENERAUX

- LES CAHIERS DE NOTRE HISTOIRE : « l'îlet à guillaume ». Editions CNH. Août 1990. n° 15.27 p.

- LES CAHIERS DE NOTRE HISTOIRE : « Le cirque de Mafate ». Editions CNH. Juillet 1992. n° 35. 31 p.

- NICAISE STEPHANE : « (Bor la pant) Vie et croyance d'un habitant de Mafate ». Mémoire d'anthropologie de maîtrise. Université de la Réunion. Août 1992.122 p.

- NICAISE STEPHANE : « Fondement symbolique de la vie quotidienne d'habitants de Mafate ». Mémoire d'anthropologie de DEA. Université de la Réunion. Septembre 1993. 143 p.

- PRUS ANTOINE : « Approche environnementale du cirque de Mafate- étude de cas et réflexions ». Mémoire de DEA. Université de la Réunion. Septembre 2003 (version informatique)

- CAGNEAUX BERTRAND : « Energies renouvelables et réseau local pour les villages isolés des hauts de l'île : l'exemple de l'îlet de la Nouvelle ». Rapport de stage. Août 2003.62 p.

- GAUDAIRE EMMANUEL : « Energies renouvelables et réseau local pour les villages isolés des hauts de l'île ». Rapport de stage– licence professionnelle.2003.58 p.

- GUEZOU STEPHANIE – ROMANIN VIRGINIE : « Réserve biologique domaniale- Bras des Merles – Bras Bémale ». Premier aménagement 1998-2012.ONF / Région .1998

- MUNOZ BEATRICE : « Gestion durable des déchets ménagers de Mafate ». Mémoire de DESS Sciences et Gestion de l'Environnement Tropical. Université de la Réunion. Tome 1 et 2.Juin 2003. Tome 1 : 97 p. / Tome 2 : 53 p.

- SOUFFRIN EMMANUEL: "Ethno- histoire, appropriation et possession de la terre dans le cirque de Mafate". Ile de la Réunion. Janvier 1992. 283 p.

- ROBERT RENE : « Les hauts des communes de l'île de la Réunion- approche géographique ». Envigéo. Août 2003.81 p.

✓ RAPPORTS D'ACTIVITES

- SICA HABITAT REUNION : « Assemblée générale ordinaire du 25/06/04, activités et comptes ».

✓ REVUE DE PRESSE

- LE QUOTIDIEN : « Koméla sur les lieux l'action à Aurère ». 29/03/00

- LE QUOTIDIEN : « SORIZLA » à Mafate ». 30/03/00

- LE JOURNAL DE L'ILE DE LA REUNION : « Théâtre, moringue et musique dans le cirque ». 30/03/00

- LE JOURNAL DE L'ILE DE LA REUNION : « A propos de « l'ermite de Mafate ». 10/09/96

- LE JOURNAL DE L'ILE DE LA REUNION : « L'illuminé de Mafate ».06/09/93

✓ SITE INTERNET

- « Quel développement pour Mafate ». (07/09/04) www.clicanoo.com
- « Route bitumée et parking agrandis ». (07/09/04) www.clicanoo.com
- « Mafate sanctuaire en péril ». (07/09/04) www.clicanoo.com
- « Quel développement pour Mafate ». (07/09/04) www.clicanoo.com
- « L'énergie à Mafate ». (07/09/04) www.clicanoo.com

✓ MAGAZINES

- Mafatais, le magazine qui marche – 1998-1999- Ecole de Roche Plate n°1
- Mafatais, le magazine qui marche – 1998-1999- Ecole de Roche Plate n°2
- Mafatais, le magazine qui marche – 1998-1999- Ecole de Roche Plate n°3
- Vivre à Mafate – chroniques mafataises.

Association Réunionnaise d'Education Populaire
SIDR Front de Mer – Bât. G – BP 103
97453 ST PIERRE Cédex
Tél : 02.62 25.03.85 **Fax :** 02.62 35.57.09
E mail : arep. siege-social@wanadoo.fr

Plaine des Palmistes

SOMMAIRE

I. METHODOLOGIE ET MISE EN ŒUVRE.....3

II. LA PLAINE DES PALMISTES, UN ATTRAIT PROGRESSIF.....4

III. LA TERRE : UNE TRIPLE CULTURE.....8

III. 1 Terre et culture agricole.....8
III. 2 Terre et culture du travail.....13
III. 3 Terre et culture alimentaire.....16

IV. DU PATRIMOINE INTIME DES KAZ ET JARDINS A L'ESPACE COMMUN.....19

IV. 1 Esthétique et beauté de l'espace privé.....19
IV. 2 Biographie revendiquée des espaces publics.....21

V. LES RESSOURCES NATURELLES.....22

V.I Histoire d'eaux.....22
V.2 Histoire de bois.....24
V.3 Histoire d'un écosystème.....25

VI. LE PATRIMOINE ARTISANAL.....26

VII. ANALYSE DU PATRIMOINE CULTUREL DE LA PLAINE DES PALMISTES.....32

ELEMENTS COMPLEMENTAIRES_____ 39

- Annexe 1 : Bibliographie des ouvrages repérés
- Annexe 2 : Les personnes rencontrées
- Annexe 3 : Les structures mobilisées pour cette étude à la Plaine des Palmistes

MISE EN ECLAIRAGE

- UN REGARD SUR L'ESPACE DE LA PLAINE DES PALMISTES_____ 44

I. METHODOLOGIE ET MISE EN ŒUVRE

La Plaine des Palmistes est l'un des territoires réunionnais ayant fait partie du projet de « colonisation de l'intérieur », qui passant de gouverneur en gouverneur, apparaissait nécessaire aux autorités coloniales.

Nécessaire pour réintroduire les cultures vivrières chassées par la canne à sucre sur le littoral et ainsi réduire le déficit commercial lié aux importations croissantes.

Nécessaire pour juguler une crise sociale découlant d'une trop forte pression démographique, dans des conditions sanitaires dangereuses, qui atteignait les terres du bas de l'île et se conjuguait à l'impossibilité de leur exploitation par une fraction conséquente de la population, qui devait donc envisager de se déplacer.

Nécessaire mais pas pour autant aisée à mettre en place, les limites des législations se corrélant aux limites géographiques, physiques et humaines.

Dès lors, deux axes semblaient ressortir de cette configuration originale. Elle marque, d'une part, l'histoire du peuplement de la Plaine des Palmistes (et de la Plaine des Cafres). Mais aussi, d'autre part, l'évolution de son caractère et de son espace comme autant d'éléments de patrimoine culturel constitués par les hommes, qui par adhésion ou par réaction, développèrent leurs capacités d'adaptation et leurs propres résolutions.

Le dialogue avec les interlocuteurs qui ont été co-réalisateurs de cette seconde phase du diagnostic nous a permis de considérer la Plaine des Palmistes comme un site se situant :

- Entre territoire contrôlé et terre d'expression d'une liberté d'identité et d'une fierté culturelle.

- Entre tradition et réflexion partant d'une volonté de protection raisonnée de systèmes de pensées et de pratiques vers des actions et des idées.

La dynamique collective sur la Plaine des Palmistes a fonctionné efficacement puisque sur cette zone, les premiers entretiens individuels, de visu ou contacts téléphoniques préliminaires, ont permis d'envisager et de réaliser une réunion de groupe.

Celle-ci a permis l'échange entre 8 personnes, venues à titre personnel, mais impliquées dans des structures associatives[1], dans une activité professionnelle autour du tourisme (gîtes et guide péi), dans l'agriculture, dans l'élevage,... et surtout d'individus concernés par l'avenir de la Plaine. Deux entretiens individuels ont également été conduits avec des palmiplainois, et une personne originaire de la Plaine nous a également fait profiter d'écrits et de réflexion, universitaires ou plus personnel, qui ont contribué à enrichir ce chapitre.

[1] Il s'agit des représentants de l'association 'les jardins du capricornes' et 'les citernes', actifs et engagés sur le site au travers de projets ou de perspectives d'activités

L'effet d'entraînement de la rencontre de ces acteurs a non seulement apporté des éléments repris en phase 2 de ce diagnostic mais a également favorisé la mise en prospective des idées partagées pour la phase de préconisation qui suivra.

De ce fait, si bon nombre de paroles d'acteurs illustreront cette seconde partie de notre étude, d'autres, et non les moindres, associées à celles des personnes rencontrées sur l'ensemble des sites, sous tendront des propositions.

Enfin, la mise en éclairage proposée sur ce secteur, nous a permis une visite guidée sur l'espace de la Plaine par le regard d'un Palmiplainois. Parmi les éléments de patrimoine que nous a montré ce regard, nous avons volontairement choisi de ne pas tout dévoiler en photographies dans ce rapport. En effet, les constructions – même inhabitées[2] - ou encore ce qui reflète pour notre guide des 'attitudes préjudiciables' à la nature ou au patrimoine bâti historique sur des propriétés privées ne peuvent être retenues comme illustrations dans le cadre d'une diffusion publique.

Nous tenons à souligner que dans le corps de ce rapport, ce sont à la fois des citations et des parties de conversation qui ont été retranscrites afin de laisser vivre la dynamique et de montrer la diversité des opinions, leur enrichissement mutuel et les prolongements liés à une réflexion collective et ouverte. Ainsi, les paragraphes en italiques qui reprennent les discussions entre les personnes rencontrées, verront les paroles de chacun se distinguer en étant séparées du caractère « / » lors du passage d'un interlocuteur à l'autre.

II. LA PLAINE DES PALMISTES, UN ATTRAIT PROGRESSIF

Délimitée par le col de Bellevue et la Plaine des Cafres au Nord, par le Rempart de la Rivière de l'Est à l'Est et par Bras Patience à l'Ouest, l'occupation de la Plaine des Palmistes apparaît assez tardivement dans l'Histoire réunionnaise.

En effet, à l'aube de la colonisation de l'île Bourbon, les premiers arrivants occupèrent le littoral, puis les zones de mi-pente ainsi que les Hauts les plus facilement accessibles. En revanche, ils délaissèrent l'intérieur des terres, à savoir les Plaines ou les Cirques, alors uniquement habités par des pionniers et les hommes qui y trouvaient leur liberté. Le territoire de la Plaine, apparaissant coupé des concentrations « urbaines » des communes constituées et des centres d'approvisionnement, resta isolé pour diverses raisons.

D'une part, la pénurie de routes ou de chemins y accédant, le manque de moyens de communication, et l'absence de lieux de vie ou de culte officiels et visibles[3], n'incitèrent pas, pendant plus d'un siècle à s'y installer. D'autre part, l'épaisse végétation composée de quantité de palmistes dont l'endroit tire son nom, ainsi que d'orchidées, d'arums, de fougères, de grands bois, et surtout un climat beaucoup plus rude et froid que sur les terres proches du littoral retarderont encore l'installation de colons sur ces « no man's land » un peu hostiles que constituent les Plaines (et les Cirques…).

[2] ceci du moins sans autorisation préalable des propriétaires.

[3] Rappelons ici que les pratiques cultuelles des marrons ne sont encore pas suffisamment connues pour parler d'absence avérée de lieux de cultes.

Si 1718 représente l'extension des « terres du sud » à la colonisation, sur l'île cette période incarne également une progression vers le centre de la Réunion sous l'impulsion d'une conquête progressive et quelque peu timide des Hauts.

Cependant, si le problème majeur reste l'accès à ces hautes terres, la Plaine des Palmistes s'avère être une liaison entre la côte Est et la côte Ouest de l'île, un passage certes compliqué mais plus court à l'époque, que l'itinéraire dionysien ou sudiste. C'est pourquoi, même si ce fut pour une courte durée, « *le gîte 'Bon Accueil' qui fut le premier établissement de la Plaine des Palmistes* »[4] y fut construit en 1798, permettant ainsi une escale aux voyageurs désireux de s'y reposer.

De manière moins marginale, ce sera lors de la mise en place effective de la société coloniale à la fin du XVIII^{ème} siècle et plus concrètement dans la seconde moitié du XIX^{ème} qu'apparaîtront les premières véritables habitations sur les terres intérieures. Les grandes propriétés du littoral - comme ce fut développé dans d'autres chapitres de ce diagnostic - ne laissant alors que peu de place aux plus démunis.

En effet, au début du XIX^{ème} siècle, la canne à sucre occupe une place de plus en plus importante sur les côtes[5] et sa production intensive s'effectue au détriment des autres cultures qui se verront repoussées résolument vers les hautes pentes.

Dès lors, deux régions retiennent tout particulièrement l'attention des pouvoirs public: la Plaine des Palmistes et la Plaine des Cafres, deux immenses zones 'planes' totalement incultes, que l'on veut transformer en 'grenier des Mascareignes'.

La Plaine des Palmistes au relief peu accidenté, est perçue comme disposant de plateaux dégagés dont la mise en culture ne devrait poser aucun problème majeur, ce qui lui assurerait de fournir les produits que la Réunion importe en grande quantité : légumes, fruits, grains... et ce sans venir concurrencer l'agriculture du littoral.

Favoriser l'accès à la Plaine commence à canaliser les énergies. La construction de la route transversale, au départ de Saint-Benoît en 1837 et au départ de Saint-Pierre en 1840, se limite seulement à 14 kilomètres de chaussée en bon état en 1850 et à 7,5 kilomètres de 'chemins de charrettes' plus ou moins praticables. Les autres sentiers - pistes et raidillons – restant délicats à parcourir, le gouverneur Doret décide de pallier ces difficultés. Il envoie au poste de Sainte- Agathe - sous la direction du Lieutenant Textor de Ravisi - un groupe de détenus qui devra ouvrir au cœur de la forêt des balisages découpant la Plaine des Palmistes en carrés de 2 kilomètres de côté, eux-mêmes subdivisés ensuite en carrés de taille inférieure.

En 1847, une vingtaine de propriétaires s'est installée, bien qu'aucun d'entre eux n'y réside en permanence, et le chemin de la Plaine est classé 'route nationale' le 30 octobre 1850 (il sera plus tard finalisé sous l'administration Hubert Delisle).

[4] C. Lavaux « la Réunion, du Battant des lames au sommet des montagnes » - Tome 1 – Catherine Lavaux Editeur – 1973 p 141

[5] « *Source fantastique de richesses, elle passe de quatorze mille cinq cents hectares à vingt-trois mille en 1848 en raison de cours très rémunérateurs pour l'ensemble des producteurs.* »

En 1851, les effectifs du poste de Sainte-Agathe - localisé à quelques centaines de mètres de l'emplacement du gîte 'bon accueil' qui a été fermé - sont doublés.

Le 4 novembre 1851, la colonisation est officiellement entamée par un arrêté administratif et les 46 premières concessions, d'une surface variant entre 5 et 40 hectares, sont attribuées[6] qui atteindront le nombre de 109 quatre mois plus tard. Offert pour une durée de 4 années à titre gratuit, le droit de 'mise en valeur' des concessions doit respecter un certain nombre de règles : réserver un dixième de la surface de la forêt, ne pas déboiser les pentes supérieures à 35%… Enfin, l'arrêté précise que « *les trois quart des terres concédées devront être consacrés à la culture des grains, fruits et racines alimentaires* [7]».

La population, encore réduite, formera un 'premier village' - faisant partie de Saint-Benoît – « *autour du premier chemin qui partant du Pont Payet aboutit en cul de sac au pied de la Grande Montée et longeant le rempart, il passe au pied de la Cascade Biberon jusqu'à la Petite Plaine*[8] ».

Ses habitants se réuniront naturellement par la suite autour de la chapelle Sainte-Agathe, élevée entièrement en bois en 1857.

En 1851, avec la route Nationale et le chemin Richard tracé par Monsieur Richard, l'un des pionniers de la Plaine, puis la création d'une nouvelle route joignant la Plaine des Cafres, un 'second village'[9] se constituera tout naturellement. Ceci dessine les premiers traits de l'actuelle localité qui s'étendra des bas du premier village au Bras des Calumets et se dispersera jusqu'à la limite des Remparts.

Si le village de la Plaine des Palmistes est apparu relativement tard, il s'émancipa en revanche très rapidement de Saint-Benoît dont il dépendait, devenant successivement, en 1859, un district doté d'une agence – dirigée par Monsieur Richard – et même d'un commissariat de police malgré la faible densité de sa population, puis une commune dès 1899.

Mais la 'mise en valeur' des concessions attribuées rencontrera un succès mitigé.

Le premier engouement, lié au charme de la Plaine, fera vite place au désenchantement. Fertiles mais extrêmement difficiles à exploiter, les terres ne tinrent en effet que trop peu leurs promesses d'abondance et nombreux furent les concessionnaires, qui ne respectant pas leur contrat, furent déchus (dès 1858, 200 déchéances durent être prononcées[10]) et désertèrent cette plaine, décidément capricieuse, devant le peu de résultats obtenus dans les cultures.

---

[6] Sur la Plaine des Palmistes, quelques uns parmi les plus méritants des condamnés se voient attribuer des concessions et en parallèle sur la Plaine des Cafres, le même arrêté vise de donner 110 concessions de 3 à 15 hectares mais seulement 43 pétitionnaires sont inscrits dont 6 seulement justifient leur demande par leur installation effective – quatre d'entre eux occupant les terres avant l'arrêté sus cité.

[7] Arrêté du 4/11/1851 de Textor de Ravisi qui précise par ailleurs que les concessions sur la Plaine des Cafres devront être consacrées à l'élevage. Cette division / répartition des types de mise en valeur des terres ne seront pas sans incidence sur les difficultés de réalisation des objectifs définis pour les concessionnaires…

[8] C. Lavaux « la Réunion, du Battant des lames au sommet des montagnes » - Tome 1 – Catherine Lavaux Editeur – 1973 p 141

[9] La dénomination des deux villages 'premier village' et 'second village' semble rattachée à leur création successive.

[10] M. Maillot « L'organisation socio-spatiale de la Plaine des Cafres et de la Plaine des Palmistes. Etude de Géographie Humaine comparée » - Université de la Réunion – Département Géographie - Mémoire de Maîtrise – 1993

Les raisons évoquées : disputes quant à la propriété de terres qui n'étaient pas toujours inhabitées lors de l'attribution des parcelles, faibles connaissances agricoles de certains concessionnaires, manque d'organisation et de méthode, propriétaires construisant des résidences de changement d'air et laissant leurs terres en friches, vision parcellaire du législateur qui décide de la vocation des Plaines et qui privant la Plaine des Palmistes de l'élevage la coupe d'une production d'engrais pour les cultures…, n'atténuent aucunement le constat d'échec de ce premier essai et le projet est abandonné.

La crise agricole provoquée par le 'borer[11]' cannier en 1864 relancera l'intérêt pour les Plaines qui se matérialise le 10 juillet 1865 par un nouvel arrêté du Contre-amiral Dupré fixant les nouvelles conditions de la colonisation 'bis' de l'intérieur et des Hauts.

Le bilan établi en 1876 n'est pourtant pas des plus favorables et les espoirs agricoles sont déçus : « *les céréales sont de qualité médiocre, le climat peu favorable au café ou aux mûriers et si les plaines font vivre tant bien que mal quelques familles, les retombées économiques sont quasiment nulles pour le reste de l'île* ». Délaissant les plateaux, les 'petits-blancs'[12] choisissent de plus en plus de s'installer dans les îlets plus reculés, parfois situés au creux de ravines presque inaccessibles…

Plusieurs autres tentatives de développement agricole seront par la suite mises en place pendant la période coloniale et se sont maintenues avec la départementalisation, sans plus de succès. En 1876, un bourg a été créé qui compte seulement 1500 personnes et la Plaine des Palmistes demeura longtemps encore une zone peu habitée et peu prolifique, à laquelle la colonisation a néanmoins légué un quadrillage régulier de son territoire qui la rend spécifique.

« *Des chemins perpendiculaires furent tracés tous les 500 mètres : la ligne 0, la ligne 500, la ligne des sœurs ou 1000, le chemin du Bras Cabot ou 1500, la ligne Frémicourt ou 2000, la ligne 2500 avec le deuxième village et la route de la petite plaine, et ainsi de suite jusqu'à la Grande Montée*[13] ».

Devant les écueils de ces expériences, le massif forestier (incluant la Forêt de la Plaine des Palmistes et la Forêt des Hauts de Sainte- Anne) demeura très longtemps immense et préservé, jusqu'à ce qu'il ne soit trop exploité - voire par endroit décimé pour ses palmistes et ses bois[14] - pour les essais de cultures du café et du thé, du riz ou du blé, ainsi que pour le maraîchage, les cultures vivrières et l'élevage. Quant à la population de la Plaine, elle descendit à 1300 habitants en 1902.

Le développement économique général réunionnais dans les années 60, et celui du tourisme en particulier, changera cependant la donne.

[11] Le borer est une maladie qui se développant handicape largement la culture de la canne

[12] une étude de la liste des premiers arrivants montre qu'elle ne comporte que peu de noms d'affranchis. Les plaines semblent ainsi majoritairement colonisées par des créoles de conditions modestes.

[13] C. Lavaux « la Réunion, du Battant des lames au sommet des montagnes » - Tome 1 – Catherine Lavaux Editeur – 1973 p 143

[14] Un des premiers occupants de la Plaine se vantait « *d'avoir exporté dans l'espace de quelques années, plus de 80000 palmistes. Puis exploitant les bois de construction, il utilisa le bois de moindre importance pour faire du charbon ; enfin nettoyant le sous bois, il plantait entre les souches et les racines, deux ou trois récoltes qui produisaient au centuple les plantes qu'il confiait au sol. Sous l'action des dépôts d'humus séculaires qu'elle y rencontrait, lé végétation était douée d'une vigueur incroyable* » - . Lavaux « la Réunion, du Battant des lames au sommet des montagnes » - Tome 1 – Catherine Lavaux Editeur – 1973 p 144

Avec la construction d'une route moderne reliant Saint-Benoît et Saint-Pierre en 1958, la Plaine des Palmistes qui semblait endormie, retrouva son animation des premières années et sa vocation de villégiature développée grâce à de nombreux habitués réunionnais, s'affirma avec le tourisme. En effet, sa situation exceptionnelle, sa fraîcheur et sa beauté firent d'elle un endroit accessible et privilégié pour le repos qui apparaît aujourd'hui fort apprécié de ses visiteurs.

Cependant, sa densité de population demeure actuellement encore modérée. La zone centrale et d'habitation est concentrée principalement sur le premier village – centre administratif – puis dans la continuité sur le second village – plus résidentiel - alors que les écarts ruraux sont moins peuplés : les Hortensias, les Mimosas. Enfin, « *Bras des Calumets et la Petite Plaine sont des endroits où se singularisent des groupements d'habitants en raison des potentialités agricoles des terres environnantes*[15] ».

III. LA TERRE : UNE TRIPLE CULTURE

La Plaine des Palmistes[16] et la Plaine des Cafres sont les Plaines de l'intérieur de l'île. Avec son cadre particulier qui s'apparente à celui des Cirques, la Plaine des Palmistes est un plateau, à une altitude moyenne de 1000 mètres environ, déprimé en cuvette et faiblement incliné vers l'Est.

Sur cette partie orientale basse de la commune, la forêt originelle, adaptée au régime pluviométrique et au faible développement des sols sur les coulées récentes s'est maintenue avec sa couverture végétale dense offrant des fourrés particuliers et des arbres de taille modeste. Partout ailleurs sur le plateau, la végétation originelle a disparu pour laisser la place aux cultures, à des friches et à l'habitat.

III. 1 Terre et culture agricole

« Sur la Plaine, c'est le domaine agricole qui est à préserver, ne pas perdre les techniques culturales et l'élevage ».

La vocation de la Plaine des Palmistes a été conçue, décidée à l'origine, comme agricole. Les diverses spéculations ou essais de plantations imposées (blé, riz, café - nous reviendrons sur l'expérience du thé -, arbres fruitiers (goyaviers exceptés), géranium associé à la pomme de terre) ont toutefois été peu concluants.

Dès lors, même si les habitants actuels n'excluent pas aujourd'hui de nouvelles tentatives sur des cultures 'anciennes', les habitants de l'époque se tournèrent vers d'autres productions.

[15] M. Maillot « L'organisation socio-spatiale de la Plaine des Cafres et de la Plaine des Palmistes. Etude de Géographie Humaine comparée » - Université de la Réunion – Département Géographie - Mémoire de Maîtrise – 1993 (op. cit. P 8)

[16] la Plaine des Palmistes est limitée : au Nord par un important rempart 'de l'Ilet Patience', sans doute d'origine tectonique, taillé dans les coulées du Massif du Piton des Neiges ; l'Ouest par les pentes abruptes d'origine tectonique qui mènent au col de Bellevue et au Plateau de la Plaine des Cafres à 1600 mètres d'altitude ; au Sud par les contreforts de la Fournaise toujours d'origine tectonique et qui dominent la Plaine sur plusieurs centaines de mètres ; au Sud Est par le rempart de la Rivière de l'Est ; et à l'Est par une ligne droite fixée arbitrairement au sommet des grandes pentes qui s'orientent vers Saint-Benoît.

« *Le géranium pourrait être fait mais ce n'est pas facile : coupe à la hache, transport du bois sur la tête et de l'eau pour distiller. Dans les Hauts de St Paul, il reste une agriculture de géranium* ».

La culture fruitière des goyaviers a donné lieu à la création de petites unités familiales et la fête des goyaviers a permis il y a quelques années à la Plaine des Palmistes de trouver un 'emblème'[17] mais l'un de nos interlocuteurs est clair sur sa position de valorisation de sa culture par rapport aux modes importées… « *La valorisation des goyaviers existe depuis longtemps, mais ils sont revenus en plein boom depuis 4-5 ans. J'avais arraché les miens c'est dommage mais j'en ai replanté sur deux hectares ».*

Pour le développement de cette culture, la nécessité d'encourager les petits exploitants est évoquée. Des subventions pourraient permettre une incitation positive car si l'on prend l'exemple d'un projet goyavier « *au-delà de l'accès au foncier (au moins 5ha), il faut pouvoir labourer le terrain, construire un atelier de transformation, et créer des emplois 'être des relais pour former'. Et avec le géranium et le goyavier, on gagnerait sa vie !* ».

Sur la Plaine, les goyaviers sont utilisés aujourd'hui dans le cadre de la transformation agroalimentaire et, plus traditionnellement, servent encore de matière première pour le tressage de paniers comme cela sera exposé dans la partie sur l'artisanat.

Dans le cadre du diagnostic, la culture du thé est évoquée comme faisant partie de l'histoire de la Plaine à la fois comme une expérience[18] d'une quinzaine d'années (1955/1972)[19], comme un échec - de gestion notamment -, et à l'heure actuelle comme un projet potentiel.

« Sur la Plaine, il n'y avait pas de transformation mais une vente directe des feuilles de thé (plants sur 150 hectares environ au total). Il y a eu des stages d'échanges entre des Réunionnais et des producteurs à Java, mais aujourd'hui plus personne ne plante du thé ici. La culture du thé est dans l'histoire de ma génération, elle a commencé en 1960 et s'est arrêtée en 1975. Economiquement cela ne marchait pas (comparativement à l'île Maurice 'pays en développement' où la main d'œuvre est moins chère) et cela reposait sur les grandes familles, puis ensuite on assiste à la vente des terrains. Aujourd'hui, si l'on arrive à une 'production de label avec le thé' ce sera bien. J'envisage une plantation sur un ou deux hectares ».

Nous reprenons son histoire telle qu'elle nous a été présentée.

---

[17] Le fruit, et les transformations agroalimentaires dérivées (confitures et de pâtes de fruits), drainent des milliers de visiteurs chaque année dans la plus petite commune de l'île permettant aux producteurs et fabricants de faire découvrir le goyavier. La saison du goyavier s'étendant de mai à juillet, elle se déroule généralement en juin, associant des artistes réunionnais. La commune organise également la fête de la Croix glorieuse, mi-septembre et le Marché aux fleurs, fin octobre, début novembre.

[18] Lors de la mise en place du thé au début des années 60, il existe sur la Plaine une production agricole basée sur la polyculture (maïs, pommes de terre, patates douces et divers légumes), et un petit élevage bovin mais la production de géranium a entraîné une régression des plantations et la mise en valeur des terrains n'est pas rationnelle. Par contre, la Plaine dispose d'infrastructures et des voies de circulation internes et externes en bon état. Pour le thé, il ne reste plus qu'à diffuser la technique auprès des petits planteurs… qui - encouragés par des primes de 35 000 Francs l'hectare - vont s'investir lourdement sur un projet leur permettant de rester sur leurs terres des Hauts et constituant un apport substantiel de revenus, 3 années après la plantation des graines, dès lors que commence la cueillette des feuilles. Durant ces 3 ans, les dépenses de remboursement d'emprunt, de loyers et de consommation entament fortement le capital initial de la prime.

[19] Nous renvoyons à l'ouvrage de l'association 'les Citernes' – « le thé Bourbon : 1955 – 1972 » mémoire de maîtrise de Willy Valem – septembre 2001 dont nous avons tiré les éléments des notes de bas de page de cette sous partie.

« *A la Plaine, le changement a commencé à partir des années 1975 avec l'image de la commune rurale qui commence à disparaître. Quand le thé arrive, les hommes politiques paient les gens pour cultiver leurs propres champs et les leurs aussi. Il fallait loger les gens et on a commencé à piquer sur les bandes de 500 mètres (30 m de profondeur et de largeur une 1ère fois, puis 50 m de chaque côté ensuite…). Nou la plante du thé, en 1985 nou lavé du thé. Mais la culture a été mise en place par des hommes politiques. Il n'y a pas de droit à la sécurité sociale pour les agriculteurs et les éleveurs, et ils vivotaient donc ils se sont tournés vers le thé. Le thé a sa place dans la Plaine. Il ne craint pas les cyclones, on aurait pu en refaire sur les mêmes parcelles...*

Mais ça n'a pas été mis en place par les techniciens professionnels en leur laissant la responsabilité mais par ceux qui voulaient grignoter le gâteau. Pour le cultiver, il faut qu'il y ait eu des essais car il reste des traces. Marcel C – député de notre région – a développé l'élevage, la culture de géranium et a poussé à la plantation[20]*. Quand on était malade on envoyait quelqu'un à sa place. Il y a un complexe d'infériorité et lui, il savait, alors on se retrouve avec des gens de l'extérieur qui font à notre place, qui s'installent. Le Docteur M a une belle propriété, il a planté le thé pour recevoir un lot de subventions et après il a revendu à l'ONF et même pas aux agriculteurs. On a planté, cueilli le thé nous-mêmes, les marmay gagnaient aussi de l'argent de poche.*[21]*… » (…)*

« Le garage communal est l'ancienne usine à thé, il y a eu 54 millions d'investissement : il fallait croire en la culture du thé ! Ensuite, il n'y a plus eu personne pour le cueillir, on ne gagnait pas assez (à peine le SMIC[22] *à la journée) et les gens étaient dans la misère… Seuls les 'intelligents' s'en sont bien sortis… Au niveau des Jardins du Capricorne, il y a un petit mouvement qui veut reprendre. A Grand Coude, il y a eu un projet mais ils n'ont pas eu le temps de broyer une seule feuille, avant de mettre la clé sous la porte… »*

Ainsi, l'expérience du thé nous paraît osciller entre passé – souvenir de famille et de jeunesse « *ce qu'on retirait de l'élevage on le mangeait, le thé lui faisait bouillir la marmite. Notre thé était connu mondialement, c'était le meilleur thé de la Réunion et tout s'est arrêté à cause d'une mauvaise gérance, c'est un gros regret…* » - et perspective, même si pour les uns il semblerait difficile de mobiliser les gens autour de cette culture, pour les autres ce n'est pas exclu « *Si on se lance là dedans il faudra aider les bougs : investissement initial et à proximité des terrains cultivés la mise en place d'un écomusée dont l'entrée coûterait un ou deux euros par exemple*[23] ».

Néanmoins, il ressort que sous l'impulsion des habitants de la Plaine, ce furent principalement le maraîchage, les cultures vivrières et surtout l'élevage qui prirent de l'importance tant au plan patrimonial qu'économique et social.

---

[20] L'option de monoculture spéculative du thé ayant été jugée trop dangereuse, le choix se portera sur des exploitations fondées sur deux productions dont la principale restera le thé complétée par la seconde : l'élevage laitier qui est une dépense d'importation lourde (850 millions de FCFA annuels).

[21] A la Plaine des Palmistes, l'essentiel des cultures est tenu par de petits propriétaires (12) qui se sont regroupés en coopérative en 1962. Ils envisagent d'inclure de nouveaux membres et de réaliser une 'usine à thé' devant traiter les feuilles de thé d'Assam de la Plaine et des autres sites de production (Menciol, Bagatelle, Grand Coude et la Mare). Le déplacement de l'usine de Menciol sur la Plaine s'en suivra en 1964, qui sera confiée à la Coopérative. Cette même année ce sont 118 hectares qui sont en plantation sur la Plaine.

[22] L'augmentation du SMIC a été une mesure sociale lourde de conséquences en ce qui concerne la culture du thé et ajoutée à la difficulté de développement de cette culture, elle entraîne le retrait progressif des gros propriétaires

[23] ceci est visiblement le projet du « Domaine des Tourelles » plantation / démonstration / exposition / vente

Actuellement, l'agriculture de la Plaine telle qu'elle nous a été présentée dans le cadre du diagnostic est fortement tournée vers l'élevage. La Plaine des Palmistes se positionne ainsi comme une zone traditionnelle de production laitière - celle-ci représente environ 15% de la production de l'île et permet la fabrication de fromage - et de production de viandes bovine et porcine.

Les éleveurs connurent des évolutions au niveau des méthodes (constructions d'étables, création de zone de pâturage) et - pour les produits laitiers - s'organisèrent autour d'une coopérative Sica Lait. L'un de nos interlocuteurs nous a fait partager les bons et les moins bons moments qui ont marqué son parcours professionnel.

« *J'ai pris jeune une concession au nom de l'un de mes frères majeurs. A 13 ans, j'avais une poule, un porcelet, une génisse et deux vaches et une fabrication d'essence de géranium (on attendait les cours les plus hauts pour vendre). Puis je suis parti à l'armée en confiant tout à mon frère et quand je suis revenu… je n'avais plus rien et j'ai recommencé à zéro. En 1982, je produisais 5000 litres de lait par an par vache avec 56 vaches. J'ai tout perdu (cyclone). En 1993, j'avais 26 vaches et hop le cyclone repasse et on recommence tout. Il y a 5 ans, nou la quitte not ferme avec 2000 litres / vaches / an. Si on veut travailler, il y a toujours une possibilité, si on est encouragé à ne rien faire, on ne fait rien. En 1959, 4 petits couillons (moi, C, M et le gros M) ont créé un petit quelque chose et la première coopérative laitière a pris naissance, elle a bien vécu, tant que c'était des projets à taille d'homme. C'était l'idée de faire le circuit inverse du Grand Circuit de fabrication sur St Denis* ».

L'histoire du fromage de la Plaine nous a été racontée, entre production agroalimentaire et artisanat local qui a évolué.

« *Il y avait 4 gros producteurs à la Plaine, en 1957 le fromage existait déjà, c'est une tradition de lontan à la Plaine. A l'époque les gens se déplaçaient difficilement, il y avait des bazardiers de fromages qui achètent aux 4 gros producteurs et le lait à côté. C'est en hiver que le fourrage est plus riche pour le lait et le fromage, en été l'herbe est haute mais le fourrage est moins riche !…*

…Tout le monde essayait de se débrouiller, il y avait une grosse culture d'artichauts aussi et on prenait le car courant d'air pour aller les vendre. Le père E prenait sa carriole et faisait de la collecte à domicile, la famille E fait encore du fromage (il reste 2 ou 3 personnes qui en font) et le commercialise. Le savoir-faire est connu mais avec les normes européennes les dépenses d'installation seraient trop coûteuses… G en fait, son fromage est sorti de la tradition, mais c'est une bonne idée, il a prouvé que l'on peut. Le fromage se fait encore dans les familles mais on n'a pas le droit de le vendre sur les marchés, c'est important cette question d'hygiène ! ».

Les témoignages des personnes mobilisées dans le diagnostic et les choix de spécialisation effectués en agriculture reflètent une individualité caractéristique de la Plaine. Les personnes semblent attachées à ne pas laisser disparaître un patrimoine agricole ou d'élevage et leurs dires sont engagés - sur la responsabilité de chacun et les décisions prises aux niveaux économique et politique - afin de pouvoir préserver, non seulement leur activité, mais également, leur authenticité.

« *Il faut sauver nos terres agricoles et cultiver, les agriculteurs sont repoussés hors des territoires par les municipalités et la Plaine perd son statut de commune rurale pour un statut de commune dortoir. Les jeunes vont en pâtir. (…) On veut attirer les gens dans les Hauts pour admirer des blocs de bétons ? (…) Pendant qu'il est temps, il faudrait choisir un lieu où mettre des panneaux avec les dernières vaches qui restent ! car elles prennent le*

chemin des derniers dinosaures. Pourtant l'agriculture et l'élevage c'est ça qui fait le charme ! »

Dans le cadre de ce diagnostic, nous avons été mis face à nombre de savoirs populaires dont nous avons pris plus étroitement conscience afin de bien comprendre les attitudes et les certitudes des personnes des Hauts. Les échanges, ou les outils de communication, entre les structures devant faire respecter des règlements et les habitants (exploitants, éleveurs…) ne permettent pas toujours un passage d'information ou de messages réels, ce qui nuit à la compréhension réciproque des réalités et des enjeux des uns et des autres.

Alors, d'un côté, le découragement s'installe : à quoi cela sert d'expliquer la valeur que représentent les bœufs péi pour l'île (durée de vie, capacité d'adaptation et de reproduction sur un territoire qu'ils parcourent sans l'abîmer sur des sentiers définis qui pourraient rester leurs biens distincts de ceux des hommes, évolution surveillée dans des pâturages naturels…) ?

D'un autre côté, demeure l'envie de montrer ce patrimoine, peut-être d'ailleurs parce qu'on le sent en danger, et sa présentation aux nouvelles générations est évoquée pour que cette part de leur culture soit connue d'elles.

L'exemple de la fierté d'un éleveur par rapport à l'élevage pour la production de viande de bœufs péi est réel, et sa résolution est partagée par nos interlocuteurs : il est important de reconnaître ce patrimoine et de le valoriser.

« *E pou la forêt aussi, mi parle, mi travay su'l'piton d'l'eau mwin na a peu prè 50 bovins su'l'piton d'l'eau, sé le bèf kom Mafate / Bèf péi / lé lach, mé aprè sa mi rod inn zone pou rappatri à zot dessus, car mwin néna 180 ha, ce qui fé ke lé immense et mwin mi giny plu - en ce moment après mon accident - mi giny plu courrir derrière. Mi fé in manière, soman, sa fé x années qu'avec mes bèf mi suiv in cahier des charges mé a quoi i sert prouver à la Mission Parc, l'ONF que voilà sé bèf la na plu. Na pu si nou sa va lé fini. Lé bef rustiques, ça va jusqu'à 25 – 30 ans é fé zot ptits. Et nou, bien sûr, nou lé prêts à faire in nafair pédagogique, in zèn ti marmay i vient de St Denis, i di : « té allons voir bèf », i voit lé camps, les anciens koman lété avant, ou koman domoun i fésé. (…) / le bèf péi, minm bariolé, tâché, lé bèf marron ! (…) Dernièrement l'ONF voulait casser, nana trois camps, et li voulait casser les trois camps alors que les camps néna plu de 100 ans lé la. Et nos bef i fé 4 générations, nou la jamais introduit ki di limousin, blonde aquitaine rien ! la toujours été la même race, même chose / la passe i fo connaît, le bèf i passe 30 à 40 cm le chemin inn fois, i pass le même chemin tout le temps / voilà ou koné le seul patrimoine qui fait partie de la Plaine des Palmistes* ».

Les constats peuvent parfois sembler amers car la difficulté d'exercice d'un métier dans un contexte évolutif où l'attrait de la rentabilité côtoie la recherche de qualité n'est pas à négliger. Mais, lorsqu'elles entrent en dialogue, les personnes rebondissent sur l'explication de leur processus d'action qui portent en eux des voies alternatives cohérentes entre la valeur des traditions et la capacité d'innovation dont elles ne sont pas dénuées. Les conditions d'élevage, étroitement liées à une notion de 'rigueur d'exercice professionnel' et de qualité de viande produite nous ramènent au constat que les sociétés, et les hommes qui les constituent, opèrent un découpage intellectuel de leur environnement et ont des pratiques spécifiques adaptées.

Les 'éleveurs péi' présentent la particularité d'utiliser la quasi-totalité de leur environnement et de suivre leurs animaux. Leurs connaissances sont donc fondées sur une expérience importante et sur une pratique intense. Il est possible de faire le parallèle avec la prise en compte des connaissances des agriculteurs, ou encore des pêcheurs, c'est-à-dire la

connaissance de tous ceux qui se déplacent dans un environnement considéré et qui ont des motivations particulières pour être de fins observateurs ayant des intérêts dans la conservation de cet environnement.

III. 2 Terre et culture du travail

Bien que les Hauts soient aujourd'hui majoritairement ouverts au reste de l'île et au monde par la communication et la circulation des informations, le rythme de vie dans les Hauts est une donnée importante à considérer lorsque l'on s'attache à la compréhension des 'facettes vivantes' du patrimoine culturel.

Ce rythme est présenté comme étroitement lié à trois facteurs, et ces éléments seront l'un des points d'ancrage qui vont guider notre réflexion lors de la troisième phase :

- Le rythme de vie est relié aux astres pour le quotidien (levé et couché en fonction du soleil)
- Le rythme est séquencé par les fêtes familiales ou religieuses tout au long de l'année.
- Le rythme de vie est présenté en fonction du travail avec ses moments d'activités ou de repos (selon les saisons, les cultures et la nature : étude des cycles lunaires pour les plantations…) et ses moments d'échange.

Sur la Plaine des Palmistes, il a été exprimé que : *« Le plus fort rapport est lié à la nature, à la terre ».*

La valeur accordée au travail (pouvant être exprimée en comparaison avec la déstructuration que le manque d'activité occasionne au plan sociétal, familial et individuel) est apparue fortement sur la Plaine des Palmistes.

« *Avant, pas de route, que la nationale et le tronçon sur le chemin et pour la culture du géranium tout le monde s'entraidait. Entre les mois de janvier et mars quand c'était plus riche en essence, tou le moun i travay jour et nuit ! On transportait sur l'épaule à tour de rôle les cochons attachés à un bâton, on était une grande famille* ! », « *à une époque, c'est un chinois qui m'a fait crédit de 400 000 FCFA (!) à 0% pour m'aider ; la banque ne voulait pas* ».

« *Des cochons, des poules, des vaches : 80 % des besoins étaient remplis et les produits sortaient de notre propre terre. Aujourd'hui, on monte le cageot ! l'argent arrive par bateau et repart par avion ! Il y avait du conflore, maïs, haricot, géranium et pas de friches ! Toutes les pentes étaient en géranium ou en pâture aujourd'hui il y a de la vigne marronne ! Les exploitations étaient importantes aussi, on faisait appel à de la main d'œuvre, on travaillait 7 jours dans la semaine pour être payé 6, aujourd'hui c'est impensable ! Il arrive un moment où l'on obtient pas grand chose en travaillant pour quelqu'un mais si on travaille pour soi, la liberté d'expression sera plus importante même si on ne gagne pas grand-chose* ».

Les ressources qui de tout temps ont permis aux Palmiplainois du secteur primaire de travailler existent encore sur la Plaine, mais certaines ont été réintroduites et, pour d'autres, les conditions d'exploitation se sont modifiées et une difficulté pour « vivre de son travail » est présentée.

« *Le nom de la ville provient des nombreux palmistes qu'il y avait avant…aujourd'hui les gens replantent mais les 'vrais' palmistes, qu'on trouvait dans la forêt, ont presque tous été coupés. J'en ai planté sur mon terrain pour y rester attaché encore* ».

« Le maraîchage (songe, patate, conflor, maïs, chouchou et aujourd'hui carotte), les plantes pour tisanes (cannelle, citronnelle, romarin, conflor, 'rouroute'), l'élevage (bœufs, cochons, poulets) restent des traditions familiales mais avant on vivait de l'élevage de 5/6 bœufs alors qu'aujourd'hui on ne vit pas avec 100 bœufs - on élève des cochons pour les vendre, avant on tuait trois cochons par an et on mangeait tout (côtelettes, boucané, saucisses) - même celui qui fait ses carreaux de maraîchage, il faut l'aider sinon c'est dur… ».

Point intéressant, le travail a été considéré comme élément d'épanouissement individuel par la réalisation d'un projet de vie et de famille, de positionnement social au sein de la société, mais aussi comme une ouverture vers une acquisition de compétences par les aspects d'échange, d'éducation et de formation qui lui sont corrélés.

« *Je me souviens du Père Puybodet et des formations de Frédeline, qui donnait l'esprit de revenir au travail. On y allait du lundi au samedi et la matière grise cogitait, la société a besoin de nous pour avancer avant de nous donner de l'argent. On ne nous donnait pas de l'argent pour aller au théâtre en métropole mais pour aller vivre dans une famille dont les conditions de vie étaient dures et la honte venait à nous… (…) Une dizaine de chefs d'exploitation ont développé leurs projets, on se réunissait entre hommes, puis d'autres sessions ont été prévues pour les femmes, à la Chambre d'Agriculture* » (…) « *Il faut aussi savoir écouter et changer ! En 1972, je produisais 2500 à 3000 litres / vache / an et je suis parti en échange en Normandie où j'ai appris ma maîtrise du fourrage et du savoir-faire et je suis passé à 4000 / 4500 litres ! Il faut discuter mais la vraie preuve est sur le terrain !* »

Enfin, si la valeur immatérielle accordée au travail se conjugue logiquement avec l'apport matériel retiré de la réalisation d'une activité, il apparaît que pour nos interlocuteurs ceci soit mis à mal par l'évolution actuelle de l'économie et de la société.

Tant pour les structures que pour les hommes, le travail n'est plus autant valorisé comme redistribution de ressources morales, physiques et financières…

« Le travail 'n'est pas un devoir' aujourd'hui, et ce n'est pas qu'à la Plaine, il y a partout le même fléau. La Sica Lait produit du lait pour plus de la moitié du Département et la majeure partie de la matière première est importée, en poudre. Pour le plastique, une minorité de personnes transforme, mais cela ne crée pas d'emploi (…) Les subventions sont comme un don d'argent avant de travailler si on le fait les gens dépensent tout ! Il faut une aide au démarrage mais sans argent, se porter caution pour les prêts, payer une partie des intérêts et la personne garde sa responsabilité. Aujourd'hui les gens ne sont plus agriculteurs. Sica Lait produit pour tout le monde ».

« C'est pas normal de voir les besoins de la Réunion et tant de RMIstes, de terres en friche, de besoin en lait. (…) Combien de familles vivent encore de la terre alors que la

Plaine était le grenier du Département ? », « Avant on faisait 6 jours payés et un gratuit et si on ne faisait pas le gratuit, le lundi il y avait quelqu'un à sa place ! »

L'exemple d'une vision des choses pour renverser le processus est intéressant.

« *Afin de vivre en restant dans son village et en gardant ses traditions, il faut répondre aux marmay qui demandent 'donne a nou travail' 'ou giny faire quoi ?' . Car en général si ou commence travayé, lé parti pou la vie ; ou giny d'abord la valeur de l'argent (une journée 30 euros donc combien de jours pour des Nikes !?). Aujourd'hui tout le monde veut être fonctionnaire. Inciter les gens à rester dans l'agriculture serait bien, gagner 50% du pari que s'est lancé le Parc serait bien ! Mwin mi batay pou l'enfant de mon marmay, mwin nana beaucoup de chance par rapport à l'espace ici, tant qu'on l'a il faut y faire attention ! quand on en est à racheter sa culture c'est trop tard !* ».

La complémentarité entre l'agriculture et l'élevage (ainsi évidemment qu'entre ces métiers liés à la nature et la santé humaine ou animale) est corrélée à l'organisation interne de la société et aux techniques de production (fumure des champs par les animaux, utilisation précautionneuse des désherbants, du défrichage…). La qualité 'bio' des produits est l'un des traits du patrimoine présenté.

« *Et banna i veut fé défrichage 10 ha de payé et mwin mi di non, mi veut pas défrichage, mi di non, néna des eucalyptus mi garde, néna des camélias mi garde, néna pieds de lime citron, néna pieds d'mandarines tout. Et mi di a li, si na pou faire une prairie,ben nana le thé et le thé la mi laisse a li, mi fait ma prairie dedans. Et demand si fo de l'engrais, mi dit pa besoin d'engrais mwin na l'fumier pourquoi mi sa acheter de l'engrais alors que mwin néna déjà ? Et le boug lé pas d'accord hein ! Di a in boug ou fé bio, le boug i rit dans out gueule !! et i dit a ou non, i marchera pas ! et mi di koman i marche pas ? mwin la fini d' faire ! Et mi di a ou à l'heure actuelle le boug i regarde plu quoi li mange ! / Mi di a ou mi sa di aller, mé tout le tan giny coup de claque dan zoreilles, on va finir par faire de l'engrais minm !* »

Ainsi, entre la fierté et la crainte de perdre cette valeur accordée au travail créatrice de liens et représentative d'une société, les évolutions éducatives, techniques et/ou légales peuvent être vues comme une entreprise de médiation ou d'interprétariat (et ce même entre ressortissants d'un même territoire du moment que les logiques sont différentes).

Il s'agit de rechercher les conditions d'une amélioration, ou d'un changement, par un dialogue incluant la conservation des éléments détenteurs et constructeurs d'identité.

Sinon, ne finira-t-il pas par être possible d'acter la perte d'un mode de vie ? « *On a trop voulu vivre sur un modèle catalogue qu'on nous a présenté, mais qui ne nous appartient pas, et pour en sortir ce ne sera pas facile…* ».

III. 3 Terre et culture alimentaire

L'étude de différents secteurs lors de ce diagnostic nous a rappelé en continu qu'à la Réunion la 'mise en commun culturelle' cohabite de façon particulière avec l'existence initiale (héritage des 'ancêtres') - ou la production (imprégnation des apports) - de différences culturelles.

Derrière les 'sites zoom', ce sont des territoires façonnés par l'homme en fonction de données culturelles et sociales qu'il nous a été donné d'appréhender. Après avoir choisi, selon les chapitres, différentes portes d'entrée pour coller au plus près de la culture réunionnaise (histoire, géographie, archéologie, toponymie…), il nous apparaît ici important de souligner que la sociologie et l'anthropologie permettent également de voir, d'une manière qui leur est propre, l'espace marqué par la culture et le modèle socioculturel humain.

Le concept « d'espace social[24] » constitue l'un des exemples qui peut nous aider à dépasser l'opposition 'classique' entre la nature (l'état sauvage, le naturel) et la culture (ce qui est évolué). Ce rapprochement peut être consolidé jusqu'à devenir un espace logique de relation entre l'aspect symbolique de la culture, le physique, le géographique et l'environnement.

Dans le cadre de cette étude, sur l'ensemble des sites, l'expression identitaire par la cuisine a été évoquée - voire même partagée dans le cadre de repas (Trois Bassins, Plaine des Palmistes, Mafate, Salazie…) - nous montrant à quel point les produits issus de la terre comme les espèces y vivant servent de base aux préparations culinaires, et combien les temps de transmission, d'échanges, de rapport à l'autre ou à la nature étaient fondamentaux.

« *Mi donne conflor au cochon, inn marmay 15-16 ans i connaît pas conflor comme plat é i cause pas pareil non plus, mé le matin mi donn mon marmay in morceau conflor ek son lait, ben lu lé content !* » *(…). « i fo nous garde sa, mi fé céréales (conflor et lait), des carrys avec patates comme lontan et du café grillé : lé bio, nana le goût. Lé in patrimoine culinaire* ».

L'exemple de l'alimentation développé par Laurence Tibere[25] lui permet de présenter que les 'modes d'expression identitaires' sont un croisement avec différentes variables. Les deux premiers critères qui font dire par une personne qu'elle est créole sont la langue et la cuisine. L'alimentation est retrouvée dans plus de la moitié des réponses[26] et le culinaire tient une place importante dans la construction identitaire.

« *Pour le Tang, ce sont les cafres qui sont majoritaires à proposer le Tang comme met culinaire et le lien entre la construction identitaire et l'aliment est mis en avant. Il y a aussi des 'manières de table', liées à la religion ou aux groupes sociaux (manger avec les doigts pour les Malbars)* ».

Néanmoins, au-delà de la relation entre origine communautaire et pratique alimentaire, il est à constater que, basée sur les choix culinaires, se réalise aussi une assimilation à une classe sociale particulière.

[24] Georges Podominas – Etude sur les villageois - Nord Viet Nam

[25] Seront évoqués en troisième phase des éléments concernant plus particulièrement le thème « la culture alimentaire et spatialité à la Réunion » sur la base de l'exposé de Laurence TIBERE à l'Université de la Réunion – Novembre 2004 et nous renvoyons à ses travaux encore en cours pour une étude plus approfondie des modèles alimentaires différenciés à l'échelle des microrégions réunionnaises.

[26] Laurence TIBERE a retenu une population de 545 personnes (avec une sur-représentation de la CSP employés) pour un regard croisé sur les représentations et normes alimentaires.

Pour le Tang, l'évolution se fera ainsi : d'abord reliée aux Cafres, la préparation du Tang sera ensuite corrélée à l'appartenance à une classe 'défavorisée' de la population et s'étendra aux Petits Blancs des Hauts.

Ainsi, la sédimentation sociologique et historique renvoie à un positionnement social 'de classe' relié aux pratiques alimentaires ; cette position étant intériorisée par les consommateurs ou projetée par les personnes extérieures. Ceux qui ne mangent pas de Tang est-ce une idée gustative ? Ou est-ce un système de représentation et de distanciation voulue par rapport à un groupe (le Tang est associé au 'Yab' alors refus…) pour se détacher ou bien ne pas y être assimilé à des personnes catégorisées sur des critères de 'pauvreté' matérielle ?

Dans le diagnostic, il est surtout important de voir que, par leurs paroles, les personnes considèrent tout d'abord - au travers du système alimentaire (de la production à la dégustation) - un système de relation des individus, entre eux et dans leur espace, une indépendance construite par le biais de l'éducation et de la valorisation des pratiques.

« *Sans la terre pas de blé ou maïs, pas de pain et pas de vêtements. Si vous dînez chez nous, seuls le riz et le sel auront été achetés. Il est impossible d'ignorer la terre* ». « *Tout ce qui est planté sert é mi conserve un jardin, mé mi fé pa sa pou vivre mé pour donner des idées aux jeunes, mé neveux et, plus tard, mon fils. Les hommes de la famille i giny rester un peu attaché* ». « *i fo apprand not marmay le goût des choses !»*

Il n'en reste pas moins que cette construction historique de l'identité est en mouvement et en contradiction, et que les pratiques alimentaires peuvent être vues, en fonction des époques, des générations, ou des regards qui se posent sur elles, comme aliénantes ou pures… Cela entraîne, c'est selon, leur permanence - voire leur revendication - ou leur disparition…

Par exemple, à la Réunion, les brèdes revêtent une connotation politique et culturelle forte[27]. Mais, pour ce produit comme pour d'autres, est-ce si évident pour tout un chacun lorsqu'il le cuisine ?

Il n'est pas toujours facile lorsqu'un aliment est évoqué comme produit patrimonial de distinguer s'il l'est car il a été transmis comme plat par les anciens, si la manière de le cultiver (le 'bio') ou de le préparer (le goût) prédominent, ou si le consommateur a conscience que c'est son histoire sociale qu'il défend au travers de ses pratiques alimentaires… « *Le tang lontan té la viande du malheureux, nou lavé honte mange à li. Aujourd'hui c'est un plat, un met* ». Il est intéressant de noter que c'est parfois lorsqu'il y a valorisation sur le marché local ou plus touristique, que cela permet à un groupe de population de se réapproprier un patrimoine alimentaire vivace, ou potentiellement utilisable, à mettre certes en avant sur un 'marché' mais surtout comme élément de culture.

Dans cette optique, il est également permis de se questionner, dans le cadre de la préparation ou de la production alimentaire dans un but de commercialisation, sur la frontière entre la traduction et la trahison par rapport à une authenticité. Apparaissant pour les uns un peu mythique, cette authenticité est pour d'autres essentielle et surtout culturellement acquise.

Mais, de ce fait, elle n'est pas forcément toujours apprise ou transmise au fil des générations... « *Nou lé en train d'faire la remarque su les traditions culinaires que nou néna. Dan not famiy, pa tout le bann parents la transmet, paske en plis le bann zanfan lété pas*

[27] Carpanin MARIMOUTOU dans 'approche d'un cyclone absent'

pressé, lété pa vréman derrière pou connaître, et ben, quand ti fé tang ou zourites dan famiy, é ben évidemment, lontan apré, un certain moment ou kroi ou giny fé tou sa mé ou koné pas »

En lien avec les pratiques alimentaires, l'on retrouve sur la Plaine une attention réelle portée aux prélèvements de l'homme sur le vivant, animal ou végétal, qui nourrit.

« Le Tang i fait parti du patrimoine, mon papa la montre a mwin koman i rode le tang en hiver sans chien, lé pas défendu pour 2 cari dans l'année – une femelle i fait 8 à 10 petits par portée, i fo pas chasser les femelles, et prendre que très peu d'animaux...

...Mais le boug brakonèr de tangs i doit arrêter sinon nora plu ! I fo in braconnage raisonné, éducatif ! Les parents i apprend comment respect la nature. Si mi coupe un palmiste, mwin nana in tit' pensée pou lu quand même, parce ké lu nana 20 ans ou 30 ans ! I coupe pas n'importe comment ! et ensuite tout doit servir ! »

Les pratiques alimentaires peuvent également être reliées aux plantes, épices, tisanes et l'on pourrait revenir à l'exemple du thé en le considérant sous l'angle de son ancrage dans l'espace culturel réunionnais.

Le thé, comme d'autres cultures à la Réunion ne se distingue pas par le fait qu'il ait été une pratique culturale 'imposée et subventionnée' confiée principalement à l'encadrement de propriétaires indépendants ou à des petites exploitations familiales. Mais étudié comme une nouveauté de plantation, il est parmi les productions locales une nouveauté alimentaire. Si cette boisson est prisée par une partie des Réunionnais, ils ont d'autres sources d'approvisionnement - les chinois établissent leurs petites unités de production, les hindous et 'zarabes' font venir leur thé d'Inde, de Ceylan, de l'île Maurice ou du Kenya. Enfin, pour les créoles et les occidentaux, le thé Bourbon aura un succès bien moindre que le café et le produit ne sera pas capable de se vendre tout seul…

A l'inverse d'autres végétaux sont couramment utilisés et détiennent une place culturelle importante, tant dans les effets sur l'homme que sur les animaux.

« Ma monmon na 96 ans et lila jamais été dans une pharmacie, elle utilise du gingembre, de la girofle, du ti lait, des cyprès et d'autres produits qui chauffent (...) Les jeunes i pratiquent plu. Mwinm mi fé, dans mon tit cuisine là bas, nana toujours in casserole de tisanes : prévention quand mi mange gras, le pied de cannelle quand mwin na la grippe… », « *Les feuilles d'artichauts sont utilisées après la fête pour évacuer l'alcool* »..., « *A côté na également la tradisyon familiale, na les jeunes tisaneurs, K d'l'Entre Deux. Parmi les jeunes i doit avoir a peu près 2, 3 mé sinon lé en famiy . Apré i dépend koman i fé / é minm dan la kour nana verveine, na zamblon, nana l'aloès amer, nana plin d'choz dan la kour kréole ».*

« Dernièrement mwin la in toro la shapé, le vent' lé gonflé, mé mi apprivoiz a li, i vyin é mwin la pri la rouroute é la réidrate a li. Mi donn zaliman, zerb… »

« Sa sé l'élevage authentique, si ou revient su'l'koshon péi, le koshon noir, kom mwin minm mi don mon koshon de songe, conflor ; si lé gens i revient a sa, sé la tradisyion sa, i fo pa perd sa, é le goût lé pa parey ! »

IV. DU PATRIMOINE INTIME DES KAZ ET JARDINS A L'ESPACE COMMUN

La « *réhabilitation de choses ancrées dans le patrimoine, et qui tendent à disparaître* », a été fortement évoquée lors de la rencontre collective et les pistes seront reprises en phase 3 de l'étude. Cette préservation / réhabilitation concerne, d'une part, l'espace privé et, d'autre part, l'espace public ; l'un et l'autre porteurs de sens et révélateurs d'un mode de vie lié aux traditions et aux apports cumulés des civilisations.

IV. 1 Esthétique et beauté de l'espace privé

« *La kaz en pay sab lété gayar, l'eau du cyclone i rent pas, la cuisine en pay sab lété gaillard 'mais la fumée lété pas bon pou la santé'... D'un autre côté, les cases créoles aujourd'hui lé trop chères et trop difficiles à faire. Lé tites kaz, sa lé kréol et pourquoi i donn pas un appui financier aux personnes pour garder un cachet kréole* ».

Allant au delà d'un attachement évident à la kaz kréole encore bien représentées sur la Plaine et au style de vie qui lui est associé – cuisine au bois, ambiance – nos interlocuteurs de la Plaine ont proposé une analyse pertinente des évolutions logiques de ce cadre de vie, passant d'une époque où il était vécu en famille à la réalité 'communautaire' des temps modernes.

« *Et aussi la réhabilitation de choses ancrées dans le patrimoine et qui tend à disparaître. Tite cuisine de bois, la sa ke nou voit, de plus en plus, les gens lé nostalgique sur cet aspect là, i aimerait, mé i fé pa / pourquoi les gens i bloquent d'après ou ? C'est quoi i manque, c'est le matériaux, le savoir-faire ? / De plus en plus c'est l'ancrage dans le monde moderne, dans les matériaux nobles tout ça, et pi heu le patrimoine i reste in affair lé de plus en plus nostalgique plutôt, à l'époque lontan lété valable mais quand i fo remettre les choses, replace les choses comme i fo, c'est plus le moderne. Donc c'est presque peut être reconscientise domoun par rapport à ces affaires / valeurs là / Mé est ce que zot va faire ? / En fait pendant longtemps lété obligé de faire, mé si oussa va à l'essentiel koméla ben na plu la place donc ou lé obligé travay avec ban matériaux modernes et la conception aussi la fini arrive moderne / Peut être qu'aussi le fait qu'il est de plus en plus difficile pou in moun d'arriver à la propriété, si déjà lu lé dans des conditions sociales assez précaires, i rale un ti peu le diable par la queue, i rode un ti peu l'argent pou achete son bout de terrain si ou a giny l'aide de l'Etat ou bien Bourbon Bois pou que n'importe quelle zafair i giny inn tite kaz ou ben inn tite cuisine de bois à côté, i sera un ti boui boui et donc i sera pas intégré dans l'environnement kom i fo. I faudrait peut être concevoir ces zafairs là dans un ensemble pou que vraiment li retrouve sa place. Sa place, dans par exemple, un ti lotissement qui construit au fur et à mesure, mé les gens la poin les moyens de réfléchir sur le matériaux, i prend sak i peut, deux trois pièces et puis voilà / Et là finalement nou na un exemple tout de suite là, c'est que finalement l'élément du patrimoine, soit disant culturel, li prend son place que si na son place dans un patrimoine familial*[28] */ Si la poin sa, mi veut dire si ou la pas vécu sa, ou pourra pas faire non plu / Lé tout naturel, mé dans un lotissement déjà nou na plein de contraintes, si ou doit faire par ou même, ou doit faire l'effort. Mais tandis que si li lé en lien avec un cadre familial et bien selon le schéma encore lontan zot kaz, tout le monde vient donn la main, lavé les bann anciens qui déjà té donne a ou le modèle, qui expliquent a ou comment*

[28] **Ce regard sur 'l'inscription du patrimoine dans la culture familiale vécue' et ses conséquences en termes de transmission et de visibilité est un élément qui nous est apparu de manière transversale tout au long du diagnostic, et qui est clairement exprimé ici.**

i fo faire, donc néna une suite logique dans ce shéma là / oui lé naturel / Si na poin sa, i fo faire l'effort et c'est presque en contradiction avec ce que nous vive koméla ».

Incarnant les évolutions de l'habitat, mais façonnée et agrandie en fonction de ses habitants, la kaz Tomi, elle aussi en disparition sur la Plaine, est pourtant également une part du patrimoine.

« *Après i fo pas non pu juste mettre l'accent sur les grosses kaz créoles… Na le ptit patrimoine bâti là, sa i fé l'âme même du Réunionnais / noré un exemple quand finalement ou parle de tite kaz kom sa, en face de la crêche, banna i achète un joli tite kaz Tomi, ke zavé bien retapée, lété bien aménagée, lété super, mi pass un coup et mi voit un gros tas de gravats et voilà zot la fé les tourelles en face é donc… Mé lé plu du tout parey, parce que les kaz Tomi i reste, i dépend koman ou aménage ton kaz…, dans l'histoire le bann kaz Tomi du quartier… / Toute façon les kaz Tomi maintenant c'est un patrimoine hein / après quand ou monte là haut i reste 3 – 4 kom sa. /* Et ça lé menacé *… / La oui / C'est à dire les bann kaz Tomi lété basées justement avec sa ke Monsieur G i di la, le bann domoun lété peut être illettré mé zot té giny travay et au fur et à mesure quand la famille té agrandi, la kaz té évolue kom sa. Donc un kaz Tomi la évoluée que ce soit toute la structure, mé la forme la reste la même et la famille i reste autour, donc là on revient un ti peu sur ce qu'on est en train de dire d'un côté on a l'affectif, la continuité familiale etc etc… et puis de l'autre côté un espèce de rouleau compresseur moderne qui râle tout, i aplani, i monte et le plan i vient de France…* »

Les jardins créoles, l'allée centrale, les bassins et l'agencement d'ensemble ressortent comme composants d'un art de vivre, de concevoir et d'embellir son espace intime et une identité Réunionnaise encore plus exprimée dans les Hauts.

« *A mwin na l'image de, i fo repartir de loin, i fo repartir 15 ans en arrière, ben quand nou sa va chez grand mère ou chez ma tante ou lavé un ti lalée, un ti lalée avec bann bouteiy chaque côté, lavé bann ti gravier, ou vwa lété tout sa là, pi ou lavé camélias, lété magnifique ou vwa ! Mé bon koméla...* » / « *Sans aller encore dans les espèces hein mé c'est l'agencement lété particulier... Enfin koméla si ou doit faire inn jardin, on a presque envie de faire inn ti peu comme nou fé maintenant, de voir quelle espèce, éventuellement, ou convoque inn paysagiste pou giny explique a ou koman i fé, alor ke et surtout i di a ou aplanis sa bien! alor ke finalement dans la conception - et là, c'est là que rejoint que sak mi pense, n'importe quel endroit dans la Réunion, c'est ke par rapport a sak néna i embelli a li, si le terrain lé en butte ben la oussa lé en butte, i giny pa planté, i giny pa rien, mé i valorise ce morceau là et i trouv toujours inn espèces pou revalorise a li finalement. Et là, dans les espèce,s na bann ti baume, na cèl médicinales, bann baume, lé juste un ti peu de parfum, ou juste décoratif, i décore bann mûr* » / « *Si on monte dans les Hauts sans revoir un ti peu ces ti jardins bien fleuris, i sent bon, lé bien dommage* »

« *Alors donc c'est justement le répertoire du patrimoine architectural là qu'ou va voir une tite kaz in ti peu particulier dans le bois là bas / on flash a li ! / si ou construit commence débroussaille un ti peu la tèr, un ti peu la kour ou va vwar néna bann ti bassin… la kour lé la, les zafairs la resté et de plus en plus on va détériorer. Néna une façon dans les bas qui va arrive partout. Le boug i va remonte a li une jolie kaz peut être hein mé i sera une kaz en béton même si i va habiller avec du bois, ou bien aussi gros ciment, ben le cachet i sa va et puis i sera pas trop trop la avec les bann bassins lontan, les ti parterres tout sa la* »…

Dans la relation de l'homme à la nature, l'influence des changements et des modes de vie sont à l'origine de la prolifération d'espèces végétales auparavant utilisées pour nourrir les animaux ou l'artisanat.

Les pratiques diminuant, les espèces se répandent et le regard qu'on leur porte se transforme. Soit elles ne sont plus considérées comme utiles mais comme envahissantes, soit on en trouve certaines encore belles dans les jardins.

« Et pou mwin l'intérêt, mi inm bien parlé souvent de chevrefeuille ou sinon lizeron. Quand mi té ptit, té passe pa in swar sans. Kom lavé lapins, lavé cabri, mé en tout ka falé aller rode manger pou le bann zanimos. I fé ke lizeron lété pa in nafair ki kour partout. Navé poin l'tan d'courir puiske navé in ti marmay quissa rode mangé pou son lapin, lavé in ta tits marmays lavé tout son zanimo dans la kour. Na pu beaucoup de moun i rode ankor mangé zanimos donc le lizeron i peu envahir kom li veu. Chevrefeuille, lavé d'l'utilisation, la été abandonné in ti peu, la ankor zot i tress pou in ti panier, tour d'bouteille… parey, otan le savoir-faire i sa va, otan déjà la variété minm de la plante, la qualité i perd, i fé qu' à la fin nou néna, ne serait ce que pou le chevrefeuille et le lizeron cé deux plantes très envahissantes / Chevrefeuille sa va, chevrefeuille i monté su in piedbois, i fésé in grosse butte en o … té super ! »

IV. 2 Biographie revendiquée des espaces publics

A côté de ceci, c'est l'aménagement de lieux ou de sites publics, à chaque époque, qui est à préserver au travers notamment de la valorisation de leur Histoire, qu'il ne faut plus 'camoufler' mais bien au contraire entreprendre de reconnaître et de valoriser. Cela y compris par le maintien des noms porteurs de sens puisque choisis par les hommes qui ont façonné leur cadre de vie.

« *Souvent 'tout est codé' et il faut dire comment on reconnaît les pierres d'alambics, les vestiges de camps marron (le Dimitile), l'îlet à Guillaume, l'îlet marron qui fait partie du patrimoine et de l'histoire mais c'est la réhabilitation d'un endroit oublié, ou plutôt « effacé » volontairement. On peut dire 'le boug la poin d'respect pou rien' mais c'est aussi parfois qu'il ne sait pas faire la différence ! Pour les sites, il s'agirait de conserver les noms qui veulent dire quelque chose : le bassin bleu (arrosé d'une pluie fréquente donc avec une eau restant claire) était devenu bassin Lafosse (par rapport à l'un des premiers propriétaires ou concessionnaires M. Lafosse), il a vu disparaître sa passerelle. E l'ancienne rue Lafosse la été débaptisée, nommée rue Dureau ! Il avait un lien avec le bassin Lafosse, mé lé devenue rue Dureau, ça n'aurait pas dû changer, c'est comme ça que se perd la mémoire collective* ».

« *Certains bâtiments sont patrimoniaux*[29] *: bâtisse Lafosse à côté (*vieux four à pain)*, i trouv pu vié batiman koma ici en haut ! et la Maison Ritou (retapée pour devenir la maison de quartier), soient deux bâtiments en pierres de taille qui ont appartenu à deux frères. La DAF ou la SAFER devraient dire de ne pas détériorer les bâtiments ou les plantations (allée de camélias centenaires, goyaviers, palmistes) arrachés par les nouveaux propriétaires des terrains… Le kréol lé sauvage mais après tout ça la parti, lé trop tard, lé dommage… C'est une attente aussi pour le rôle à jouer par le Parc National* ».

[29] Un premier travail de recensement des bâtiments historiques et des lieux chargés d'histoires a été réalisé. Il préconise des axes de recherches et des propositions d'aménagement tant sur le plan des potentialités touristiques que sur le plan de l'Histoire de la Plaine au travers de ces sites, lieux et espace. Cf. M.Maillot 'Rêveries d'un plamiplainois solitaire' – juin 1996

La conscience de groupe liée à la biographie des paysages porte également sur les lieux de cultes ; elle est partagée, même si la manière dont les individus ou groupes se saisissent chacun à leur manière des significations des éléments physiques ou des espaces. « *Le chemin de Croix du Bras des Calumets existe depuis avant mwa, avant on y allait en famille 'tradition familiale' et aujourd'hui c'est la modernisation et on fait du business avec, les voitures peuvent y aller. Chacun utilise le site à sa convenance, les indiens y font leur Dipavali, les catholiques une procession. Mais c'est une mise en avant du village pour tous. Ils ont refait la croix il n'y a pas longtemps, avant c'était une petite croix en bois* ».

V. LES RESSOURCES NATURELLES

V.I Histoire d'eaux

Alors que la Plaine des Palmistes connaît une pluviométrie de 4 000 à 5 000 mm/an et détient le record du plus grand nombre de jours de pluie annuellement (en moyenne 280 j/an soit 3 jours sur 4), elle présente une curiosité naturelle intéressante.

« *La région est dépourvue de réseaux hydrographiques pérennes en surface. Dans toutes les coulées récentes et diaclasées, donc perméables, l'eau de pluie disparaît. Même l'écoulement qui vient du Nord, des terrains anciens imperméables, disparaît au contact du plateau. Le torrent principal se nomme d'ailleurs 'la ravine Sèche' ! Ainsi l'infiltration confère à la commune une contrainte particulière. Vraisemblablement, les eaux infiltrées rejoignent le soubassement ancien du Piton des Neiges et continuent leur périple souterrain*[30] ».

La prise en compte de toutes les eaux (de surface ou souterraines) dans l'organisation foncière, territoriale et spatiale, est aussi un domaine par rapport auquel les Palmiplainois se situent dans l'espace et dans leurs pratiques productives, pastorales tout particulièrement.

L'eau est donc une ressource à entretenir notamment depuis le Piton de l'eau - comme ceci a été exposé par l'un de nos interlocuteurs - jusqu'aux endroits où elle s'écoule dans les nappes souterraines.

« *Imagine a ou, nana 5 éleveurs sur le site Piton de l'eau, mwin c'est le 6ème. Mwin c'est le seul i fé pas de désherbant, pas d'l'engrais, mi koné mes bèf i giny pas la ration, à part les bèf lé sur la Plaine lé en conventionnel. Et les bèf là haut i giny pas. Et avant mi di a ou, mi essayé, arrivé à peu près 30 vaches, mé quand la arrive a moin mon l' accident, mi di a ou ben la... la laisse aller. Et nou la fé monte l'ONF, le parc lé encore là, navé un vieux parc, nou la pris bois de platane la Plaine, la poin de platanes là haut, ils ont refait le parc en bois. Mé mon tonton li navé inn zone de 110 ha la, banna la foute a li dehors parske la di li travay pas sur son terrain, parske banna i voulé li passe le bul et li léte toujours contre le bull. Mais banna la ba, zot 5 éleveurs zot la défriché, i défriche, zot i foute désherbant ! E là dans le Parc National nana des éleveurs la demandé kom sa : « est ce que n'aura le droit au désherbant, est ce qu'on aura le droit de faire de l'engrais ? » / « Oui oui oui » / « ben té l'eau li coule pa en montant, i va descendre même, et kom là haut au Piton d'l'eau, la pluie tombe fort ! mé, si i veu faire de l'engrais...* ».

L'eau apparaît alors comme une ressource à protéger par les pratiques raisonnées des cultivateurs et des éleveurs. Ceux qui choisissent (les pratiques n'étant évidemment pas

[30] M. Maillot 'Rêverie d'un palmiplainois solitaire' - 1996

uniformes) un rendement moins élevé sont également ceux qui font le choix de préserver un sol leur garantissant de plus grandes chances de reproduire leur système de culture d'année en année sans que le risque ne soit trop grand pour la terre et les hommes.

Enfin, la source d'eau gazeuse, moins connue que ses comparses de Cilaos, Salazie et Mafate, a été citée comme un élément de patrimoine, voire même un 'capital' de la Plaine des Palmistes.

Dans l'édition du réveil du 6 novembre 1890, le Docteur Jacob de Cordemoy raconte la découverte d'une source au fond de la ravine de Bras Cabot[31] auquel l'on accède par une pente très forte nommée 'coteau sec'.

« *Il y a 20 ans, Josémont Lauret, ce guide mort au Volcan, me dit : j'ai trouvé dans l'un des Bras de la Rivière des Marsouins, une eau singulière qui vous intéresserait sûrement ; elle est chaude, pique la langue comme la limonade, gazeuse, et recouvre le sol d'un dépôt jaunâtre mais l'accès en est terriblement difficile ; n'importe lui dis-je, je veux aller voir cela. Peu de temps après, surmontant en effet des difficultés invraisemblables, Josémont et moi arrivèrent à la source ou plutôt aux sources car il y en avait cinq ou six découvertes par lui. A la saveur de l'eau, je compris qu'il s'agissait d'une précieuse trouvaille. J'en rapportai 50 litres que nous analysâmes avec soin. Nos prévisions furent confirmées ; cette eau avait les plus grands rapports avec les eaux de Saint Galmier et de Vals. Le Conseil Général vota un premier crédit pour le confection d'un sentier. Dès cette époque, les habitants de la localité commencèrent à vendre de cette eau délicieuse, qui est de plus en plus appréciée* ».

La source fut longtemps exploitée par tous ceux qui pouvaient venir y prendre de l'eau. Affermée par la commune, un gardien remplissait les bouteilles et les cachetaient à la cire. Faisant deux voyages quotidiens, certains porteurs remontaient jusqu'à 30 bouteilles, voire 40 pour les plus solides d'entre eux.

Dans les années 70, Catherine Lavaux recueillait le témoignage[32] d'un habitant de la Plaine qui avait charroyé de l'eau pour vivre ; nous avons recueilli les souvenirs d'un Palmiplainois.

« *Le gros gagne pain si on ne parle pas de la terre c'était la source d'eau gazeuse de Bas Cabot. L'eau était vendue à Maurice, à Madagascar. Les chinois l'accaparaient pour revendre cher et puis, en 1939 à la période du cyclone, un éboulis a détruit la Rivière mais ce ne serait pas impossible à redémarrer ! Il reste deux petites sources. Le Docteur M avait une maison, la Plaine des Palmistes avait son casino, tenu par sa famille. Lui (…) avait construit sa maison là et après avoir rempli la bouteille, il la brasait. Il faisait travailler les gens et ne*

[31] D'autres versions existent quant à la découverte des sources de bras Cabot. On retrouve une indication sur leur visite dès **1898** par M. Jacob de Cordemoy alors que ce serait M. Louis Brunet qui les aurait fait connaître ; « chacun aurait ainsi pu mériter des parts pour son œuvre désintéressée » (source M. Maillot Conseil de la Culture). Les archives Municipales de la Plaine des Palmistes disposent d'une lettre datée du **1er juin 1899** dans laquelle Aristole Cazal – 66 ans, père de 13 enfants explique comment il a découvert La Source du Bras Cabot dans les **années 1960**. « *Habitant la Plaine des Palmistes pendant plus de 30 ans, j'ai été appelé à parcourir les forêts encaissées des montagnes de Bébourg et Bélouve au bas desquelles près des bassins de chausens et Cabot, je découvris une eau ferrugineuse semblable à celle que j'avais vu dans le temps* . Ensuite lors d'une séance du Conseil Municipal le **5 août 1900**, le Maire Louis Cauen saisi le Conseil Municipal d'une demande formulée par le Sieur Aristole Cazal qui sollicite la faveur d'obtenir le 'Prix Bellier' pour avoir découvert ka source thermale du Bras Cabot. Le Conseil trouvera cette demande juste et fondée, mais reconnaît aussi que c'est M. Louis Cauen qui a le plus contribué par des nombreuses démarches à la propagation de l'eau de cette source. En conséquence, il émet le voeu qu'il plaise au Conseil Général d'accorder une partie du Prix Bellier à M. Aristole Cazal et l'autre partie à M. Louis Cauen pour le service qu'ils ont rendu l'un et l'autre à la population toute entière de la colonie. Le premier en découvrant la source thermale et le second en transportant l'eau de cette source dans les différents quartiers de l'île pour la faire connaître et apprécier.

[32] C. Lavaux « la Réunion, du Battant des lames au sommet des montagnes » - Tome 1 – Catherine Lavaux Editeur – 1973 p 147

payait que les bouteilles qui avaient été brasées. Sinon, certains trichaient et mélangeait deux eaux aussi… C'était très dur de faire ça pour vivre, 18 km aller / retour… »

V.2 Histoire de bois

L'espace périphérique de la Plaine des Palmistes regroupe des zones boisées et des zones de ravines. L'attachement à la forêt et l'importance des bois anciens qui la composent comme autant de ressources patrimoniales existantes ou disparues est fortement ressenti lors des discussions.

Ainsi les politiques d'introduction d'espèces (pestes végétales, cryptomerias pour la forêt de production) ou d'aménagement des territoires (routes, démolition et reconstruction de maisons…) sont considérées en lien avec le risque de déperdition du patrimoine végétal.

« *E si ramèn in plante d'in péi étranger, que ce soit Maurice ou Madagascar, un péi lointain, Afrique ou ailleurs. Ou trouve des plantes là bas que i giny bien, et c'est pas in peste ou ramèn la Réunion, à Madagascar lé petit et ici na rien que sa. Dans toutes les pestes végétales les ¾ oussa i sorte, aller l'île Maurice oussa va pa kom chez nou. Sak mi croit ? i vient du Brésil, eh ben au Brésil, la poin, sa la peste kom sa lé ici. Et même inn plante ou croit que lé vréman bien ici, c'est inn peste ! Ou la vue à la télé na in fougère, lé in plante médicale la, mé in peste osi, et ben moin la vu quelqu'un na in pied dans l'pot… !* »

« *Bébour, avant, a eu la première forêt de cryptomerias, entre 48 et 54 on l'a défrichée manuellement. Vers 1954, l'ONF donnait une concession d'un ha à une personne qui devait défricher et il restait 2/3 à la personne, 1/3 à l'ONF. Si on cultivait pendant 4 ans, il n'y avait pas de part à donner, toute la récolte était pour elle, et la quatrième année le reboisement se faisait avec des plans donnés par l'ONF. Toute la forêt a été défrichée, et cultivée par les agriculteurs (…) c'est incroyable le nombre de Tan Rouge, Bois de fer, Bois jaune, que l'on a détruit ! une semaine pour faire tomber tout ce bois de fer là… Les marmay avait fait un tunnel dans un des troncs de bois tellement il était imposant, et vieux… A côté des tourelles il y a une kaz construite dans un seul tronc de bois ! Pourtant, les cryptomerias ne sont pas fréquentés par les oiseaux, ni par les abeilles ; ont piqué l'eau de la source Bayonne (avant l'Eucalyptus avait déjà pompé un peu mais après le cryptomeria ça a été fini) ; la forêt de Bébour était une forêt d'arum mais le cryptomeria empêche la lumière de passer… Et l'homme a fini le travail, le plus destructeur a été la route de Bébour. Deux pieds de bois jaune restaient, lé fini je crois… et pourtant, la beauté de ces bois de fer !! K a mis des coups de Bull dans les champs de Palmistes, et a détruit pour le cryptomeria et qu'en fait on ? Des cercueils, le bois pourri vite, le cercueil aussi… et aujourd'hui l'ONF est en train de dire qu'ils vont remettre du Tamarin… Oui il poussera, il réintègrera son milieu ! Mais il n'y a plus de gros bois, je connais un seul bois de fer que deux hommes brassent à peine, c'est tout… A la Plaine les réserves ont été détruites ; on essaie de ressemer des graines de bois jaune et de bois de fer, mais le détruire était un crime, depuis quand il était là !!! Vers la Rivière de l'Est et le pas de Bellecombe, près du gîte il y a un Tamarin que 3 bonhommes i brassent pas, ce bois devrait être sacré et non détruit !* ».

V.3 Histoire d'un écosystème

La vision de l'environnement comme un écosystème est une représentation qui est mise en évidence sur la Plaine. Les hommes mettent en pratique cette vision pour mieux en

optimiser les apports et gérer l'unité que représente un environnement (espace vécu) confronté aux interactions positives ou négatives des pratiques dont ils ont connaissance ou qu'ils expérimentent…

La conscience d'évoluer au sein d'un écosystème, et surtout la capacité à exprimer et à matérialiser cette conscience - tant par les actes que par la parole - est très significative de l'attention portée à la nature et aux interactions entre les comportements et les éléments naturels *« Tou lé relié, tout i dépan lé zin dé zot, lé in écosystème osi é nou* (l'homme) *lé pa myieu ! dès que nou la prand conscience que nou fé partie de ce l'ensemble la, é ben sa lé pou nou tout et nou tout néna in rôle la dedan. L'éducation oui, mé lé obligé d'pass par la répression …*»

En termes d'éducation, l'une des personnes rencontrées milite pour que les activités qui semblent anodines et ludiques soient restituées dans une optique de préservation de l'environnement et favorise les interactions naturelles existantes entre les espèces.

« Koméla le mauvais geste i pass bokou plu facilement que le bon geste, é le bann marmays (dans les lotissements) ou regarde é chaque matin i flèche, é la ya pa d'triage, le premier zafair sé le ti bec rose, sa na presk plu, lé rare. Dans la Plaine à un moment donné navé ban banc, plu d'une vingtaine d'individus mé apré na in moment na plu. ce ki m'ennuie sé bann ti marmay, avek zot, sé ke sa i appèl in écosystèm finalement si ou la tir in piédbwa ou lé kapable tir in nourriture pou lé zoizo, ou la fé mor in variété le mouch tèl piédbwa li lé plu polénisé, é li don plu le grin… ou la tir le zoizo, la plante lé pu propagé (…) ».

Ainsi, il apparaît que l'homme, qui lorsque ses actes sont inconsidérés peut être bien plus destructeur que les animaux, soit parfois moins 'mis en accusation' que ces derniers en ce qui concerne l'érosion, l'éboulement des sentiers, le broutage d'espèces végétales…

« *Mwin di in afair. Néna plis de 100 ans que nana d' bèf là haut, mais seulement, avant i défrichait pas, mé quand la foutu l'bul là Haut, mwin lété contre sa moin / Mwin lété contre ! / ou été contre mé laisse a mwin finir l'histoire… quand ou voyé le boug i coup inn ti piedsbwa, c'était un bois rare sa ! i coupe du tamarin pou fé de la clôture, ça c'est de l'assassinat !* ».

Et, au delà des difficultés de transmission des connaissances entre générations, il est souligné qu'avec les pratiques abusives entraînant la disparition des espèces, c'est le capital d'utilisation des savoirs concernant l'utilisation des feuilles, des écorces, des racines dans des préparations de tisanes préventives ou curatives qui est en danger.

« La sé la relation avek la foré, le bwa d'fer, konèt le tizan mé konet osi lèv la plant dan la foré kom le vré tizanèr. Lé zot, i ramass in touf la kom sa, é kan le boug la parti, i sa va avek son faham / Le bann brakonié i fo arrété té ! ».

Mais il n'est pas si facile de trancher entre ce qu'il est possible ou non de réglementer…

« *Néna brakonié é brakonié. Na in brakonié intelligent i fé in action bénéfique sur la foré, i giny son cari é li rant son kaz / Voila / la desu na in problèm osi, visavi du Parc c'est à dire que ki swa pou la tizan, tang, zoizo, le parc i di swa li interdit, swa li laiss. Si i laiss i détruit / Non i fo li interdit /* mé si i interdit, koman i giny dire li interdit sa é pa sa. Lé normal, i interdit brakonage mé kom ou vyin de dire le boug i vyin tir son cari est ce que li, sé in brakonié, koman ou distingue ? */ Non mé i dépan koman i tir son cari paske si i tir é aprè i*

verse pa son poison. Na kan minm toujours in fason d'fé, minm le rodeur d'tang in. Na le rodeur de tang i sa va à la saison / Le rodeur de Tang i mont Bélouv le swar i rest dan loto i larg le chien su la route i roule a 5 à l'heure et le chien i rode le tang su'l'bor d'chemin é lu ouvre son coffre i mèt dedan dès ki trap in. Lé pa in brakonié té ? / De toute façon ou koné sé ki i brakon ? Mi koné… / par contre le pire des actions i peu avoir su le brakonage sé bann zoizo. Lé ti zoizo blanc là… Isi la Plaine, na merle na ankor, certains é sa oussa néna en plis / lontan lété nécessaire mé aujourd'hui… / na plu merle péi mé merle maurice ou tué pa… ».

Dans le prolongement, si les tisaneurs professionnels ou les 'préleveurs' d'espèces naturelles animales ou végétales à petite échelle sont soumis aux mêmes amendes que les 'saboteurs' volontaires ou plus involontaires, un sentiment de rancœur peut apparaître.

« *Lé sûr que ici dans nos relations avec notre environnement naturel néna déjà beaucoup d'ignorance, mé apré par rapport aux autres, na également beaucoup de rancœur parske si ou giny parey que lot, la vréman lété mal fondé, ben a la fin si ou giny deux fois kom sa é peut être ou komans osi mal faire…* ».

Dès lors, le dosage des réglementations par rapport à la frontière entre l'acte culturel d'utilisation de la nature (cueillette, chasse, pêche, culture) et les actes dictés par des buts de productivité économique, ou plus directement lucratifs et moins regardant des équilibres écologiques à moyen et long terme, reste une question délicate.

VI. LE PATRIMOINE ARTISANAL

Lors de la rencontre collective le thème des savoir-faire et des métiers artisanaux a permis les discussions suivantes que nous reprenons dans cette partie. Ils illustrent à la fois les avis et le sentiment général des personnes impliquées dans le diagnostic : la diversité des savoir-faire est présente, mais il y a un effort à faire pour les prolonger.

La phrase suivante « *l'artisanat à la Plaine lé presk inexistant : noré le panier en bois d'goyavier, le baton jourd'l'an, et le bouquet de tête. Qui di baton d'j'our d'l'an dit tressage !* » sera démentie par la vivacité des propos, des souvenirs, des connaissances, ainsi que par les perspectives évoquées ou développées actuellement autour de l'artisanat agroalimentaire : produits issus du goyavier : pâte de fruits, confitures, miel (aromatisé) et de la ferme : fromage,…

Néanmoins, la raréfaction des personnes encore détentrices de savoir-faire est constatée comme étant une réalité ; donc pour sauvegarder et apprendre il faut le vouloir, vite.

« Néna ma grand mère, mes deux grands mères i fésé panier, magnifique tresse. Avek bann fleurs, les lys là, bleu et blanc, kan mwin lété tit, mwin la appri a fé tresses six à huit brins, tout sa mé si di a mwin refais un chapeau, jamé ! Ma tante i fé, ma grand mère i fé mé mwin mi giny pa, mwin la appri juste faire les tresses, mé faire koman bana i fé le chapeau, mi koné pa… »

« *Après na deux trois la fini plu fané, koman…, bouquets d'tête ! i giny faire encore in tout p'tit peu mé… / Quand i fé le 1er novembre la fête des morts, cé des fleurs lé su in espèce de… M. G i giny parlé d'sa / Mi koné pa, mi sort d'cilaos mwa / ou pran in tite buchette de mousse, et ou prépare les fleurs avec, par ptits paké et apré i met en rond / parey, in bann tite couronne, lé joli, tré artistique… /* et sa lété la tradition ici minm minm / *ah oui sa i fé parti*

d'la tradisyon, navé des ronds, des triangles, carrés… Nou la appri par rapport au travail des associasyon (les Citernes) *et le travay avek le bann ancètres et tout sa la/ Ou giny faire la ? / Difficile ! »*

« *Néna d'autres choses encore, néna le chapeau, le tressage paske sa na de particulier à la Plaine des Palmiste, sa na baton d'jour d'l'an et bana i tress i fé in pay encor plu joli la pay chouchou. Le baton i tress, i rale bien, i giny jolie pay. Néna tout le travail de cannage, dernièrement en plis mi prend rendez vous mi espère mi giny aller, néna Melle M elle apprend fé travay rotin avec son papa mé apré lé vré sé pa plin d'motifs différents mé bon. Apré cé vré ce qu'E i disé kan ou komans fé un travay de rencontre avek les anciens que la été continué, même avek l'association ou sa mi sa va* (Jardins du Capricorne), *sak nou la remarqué ke lé bien de, en plis retrouver le savoir-faire, mé lé tré valorisant pou les personnes aussi. Zot i attendent ke sa. Enfin in moun i vient apprand sé koi. Au niveau vécu, expérience humaine, lé tré tré bien ».*

« *Finalement na encore pas mal de choses hein ! pou mwin ce qui caractérise le plis la Plaine c'est le panier en bois d'goyavier. Et autant dédan na la solidité des fibres, na l'emblème de la Plaine le fameux goyavier, et en plis tant de paniers de goyaviers, c'est autant de goyaviers en moins qui aura poussé pou envahir. Mé apré néna le savoir-faire, et la rigueur aussi pou faire. Pou mont le fond du panier, déjà i fo savoir faire mé apré fo les doigts na pa peur passe dedan !… » /* Et sa la encore beaucoup qui fé ? Pas grand monde i giny faire ? */ Les associations la commencé à mettre en place, i fo les marmays / Aujourd'hui, dans les familles, na M. K, néna… / sé tou / avec cette famille i giny faire* »

Dialogue autour d'un métier - la fabrication manuelle de bardeaux

« *C'est très simple hein un métier qui a disparu qui existait du temps de M. S c'est tailleur de bardo à Bélouve. On trouve plu ça, lé arrêté / mi koné in i fé / industriel ! / non non il y en a un au Maïdo / Epalin / Mé bon c'est un patrimoine ! / navé inn seul ! / sa ke néna dans la forêt de Bélouve… / La modernisation la tué tout, quand on parlait des villages français, navé l'église, le clocher, le curé, la boulangerie et le boulanger, le maréchal ferrant*

sa i falé sa, et le bourrelier oui, et le bonhomme pou faire la charrette aussi. (…). Le jeune i intéresse pas li ! A force à force peut être li va comprendre ? »
(…)

« *Lavé in histoire (la été repris par d'autre mé mi inm bien citer par rapport au bardo), mé sé représentatif de ce que lé devenu les métiers lontan, i reste deux bardeautiers dans l'Salazie là bas, zot la fé in formation pou appran bann jeunes, personne la pa venu. L'un lève le coude, un beau jour l'un tape plu fort su lot et inn i ramène son métier péi lontan en l'air... lavé plu d'intérêt pendant lontan le bann métier puiske la kan, soit disant, lété plu méyer pendant un bon bout de tan, i fé que la tourne pendant une dizaine, quinzaine d'années, si lé pa une trentaine minm, kossa i fé que la mèt tou sa de côté (…) si nou veut refé tou sa, lé vré que nou doit fé beaucoup d'effort mé… / Oui mé… / Mé lé pas perdu puiske na encore pa mal d'anciens que lé capables… / oui mé i fo zot i veu aussi* »

(…)

« Et l'bardo i giny encore fé des formations ? / Ben kom justement le marmay DB li té travay avec JL. Li la forme encore deux ou trois / Isi navé in, mwin la insulté, mwin mi di mé c'est l'bardo sa ? Coupe in ti bois et après met en paké… (…) / Mwin vé dire in nafair. I prend le bardo, i fé le bois, i casse. Le bardo lavé 33 cm, i falé le manche lavé plu de 33 cm car quand ou batt dessus, ben les doigts hein ! et après i prend in ti machin encore la d'sus, i met la main et i fé kom sa mwin la vu ça à la télé. Et pi lao, mwin lé vu dé zouvriers, mi koné pas ki cété lé deux bougs la, lété d'jeunes cadres la, lavé peur de met la main en principe ou met la main kom sa, d'en haut en descendant quand ou la fini pass la langue desu lé prop sa, sinon le bois i pèt, un bon bardeautier na plu sa, lé mort… Peut être du côté de là bas, hein mé ici tout est mort ! / En fait Bélouve, le dernier mi koné pa si ou koné a li M. B un boug qui sort de St Denis et li la in an, deux ans lé mort. Et ou koné aussi paske in bardo i fo ou lé prè a payé aussi, i coute le bardo, donc na quand minm in certaine catégorie de la population lé pa pré à acheter / Ceux d'Afrique du Sud i arrivent a combien ? / 4 – 5 FF mé bon dan 10 – 15 ans apré i fo ou change / Le bardo industriel lé pa tellement bon paske les coupeurs i coupe le fil et la plupart i fo changer pass 5 ans 10 ans hein / ou vois le ti musée de Tamarin en face le gîte quand bana la refait le toit, zot lavé pas changé depuis 20 ans paske lété fé avec du vré bardo et quand la changé le toit, la pa duré lontan hein / 2 ans ? / mi crois que sa a fé 12 ans / de toute façon, lé pa dan le sens du fil / Le tamarin fo traiter é lé facile à… na beaucoup d' insectes i attaque, néna d'autres petits insectes aussi i fé de la poussière avec le bardo, lé pas de termites, ou sé termites anciens, traditionnelles… Termites de la Réunion… »

(…)

« Les bardeaux lété fé en Bois de Tan, Bois maigre, Mapou, Benjoin et Bois de Natte (mais les anciens ont tout coupé de ce dernier !). C'est avec le recul que l'on voit que ça a disparu, on n'y prête pas garde lorsque c'est en cours ».
« Le fendoir est plus simple aujourd'hui, plus besoin d'être deux, il y a la tronçonneuse, mais le système de pose est le même pour le bardeau que pour les tuiles en France ».

La notion de 'collectivité réunionnaise' (au sens collectivité de culture et de patrimoine, mais également un peu au sens de collectivité territoriale sur les communes) a été évoquée comme mise de côté face à une orientation 'vers le progrès', portée sur des problématiques plus individuelles que des patrimoines collectifs. Ce pourrait être l'un des motifs de disparition des métiers lontan…

« *D'un autre côté, si on regarde bien aussi nou lé jamé contents nou la. Parske dan le tan, li traite a nou in ti peu en gros, pou résoudre le problème des uns et des zot, mon problème lé pa parey le sien. La cloisonne a nou, la sépare a nou et ce coup ci la cé vré la plu de lien du tout entre nou. Et ça les métiers, mi croit que la fané un ti peu kom sa… ».*

Le manque de 'valeur' accordé aux métiers manuels par ceux qui auraient pu s'y lancer est également l'une des causes évoquées. Une personne nous fera part de ses regrets de n'avoir pas effectué un choix de métier 'la taille de pierre' lorsqu'il était jeune, lorsqu'il en voyait plus la difficulté que la beauté ; la valeur et la rentabilité ne lui étant apparue que récemment alors que s'affirme la demande de pierre de taille sur le marché.

Regret d'une carrière de tailleur de pierre
Discussion autour d'un métier lontan et d'avenir

« *Regarde le tailleur de pierre, mwin mi di a ou franchement… Mi regrette, mwin la réagi un ti peu en retard, mi rappelle mwin lé parti faire des tests, la di voilà M. G, soit ou fé de l'élevage, soit ou taille la pierre ou charpentier. Mwin la réfléchit… / navé boulanger aussi / ou rends à ou compte, tailleur de pierre la, la pu, qui koné tailleur de pierre là ? casse le roches, mais tailleur de pierres komen banna i fé ? Mé i fo vréman ou prends le béton et transporte la pierre / mi koné i trouv moyen pou récupérer tout bonnes pierres de taille, i stock i stock i stock ou voi alors que lé tellement plu simple tu prends bann marteau et tu fé kom domoun lontan et lé pa compliqué du tout, hein, faire maçonnerie traditionnelle, faire le moellonage dans l'environnement lé tellement plu joli de voir un ti muret en galet plutôt que tout bann zafair…*

Kan sa les gens va réagir ? / mi di si quelqu'un i koné bien taille la pierre, mi di i giny son grin, tout bien taillé là, lé super hein ! Mwin lété kouyon !!!! mi voyé pa kom maintenant ! koméla mi seré content d'apprendre à taille inn pierre. Un gars de St Benoit la fé in super baraque en montant, des supers moellons, super le mûr, mé les poteaux d'entrée la fé en pierres artificielles, lu pense lété trop difficile pou lu ? mettre sa au goût du jour ? / Mi retourne en arrière, parske si zot i veu fé in film, pou faire rire le moun la mi di franchement i fo plu retourn la ba, la lé vréman arriéré / Le bann métier kom tailleur de pierre, par le passé, peut être encore un bon zafair d'avenir. / Bien sûr que c'est d'avenir parce que si ou giny faire le galet, ou giny faire un mûr, le gars i vit avec ça sans problème parske la demande lé importante ou vwa, c'est un métier lé en voie de disparition. Et pi les gens i cherchent domoun i pouré faire inn clotûre en moellons, si na trop domoun, ben i fo sa poche soit lé solide aussi hein. é i fo le temps ! / Mé mwin mi di a ou, ben le moelloner, enfin le tailleur de pierre, i retrouverait un poteau carré, kom dan lontan, par exemple St Pierre en ville, la sa la pi sa / mwin le rendement mi travaille pas à ce niveau là / Moellonage, nana in tas de boug i fé moellonage, mais taille la pierre kom lontan la… / apré i dépend, ou peut associer un tas de trucs pou moellonage, les gens i fé le moellon, et pi en l'air i largue un peu de béton… / Mwin mi fé le dernier pied en l'air et mwin mi taille, i fé que le béton, ou vwa pas du tout, ou comprend. Là pou mwin ça c'est de l'ordre de la taille de pierre sa / Ou peux arrange a li / bien sûr adapté au temps moderne, mé qui fé ? ».

D'autres raisons sont proposées, comme la viabilité financière difficile à assurer ou l'implication, en temps et donc en patience, que l'artisanat requière qui accentue la réticence des jeunes à s'engager sur cette voie. « *Regarde les broderies de Cilaos : ils ont refait un musée, ils ont réappris à d'autres jeunes filles pou apprendre un ti peu. Et mwa c'est vrai que dans le tan, maman était brodeuse elle a voulu apprendre a mwin a broder heu Pfittt ! Un mois pou faire in ti zafair kom sa… Tu vends sa et tu giny pas grand chose… Tout est par rapport aussi à l'économie…* ».

Enfin, allier plusieurs savoir-faire pour être compétent dans divers corps de métiers se faisait naturellement à une époque où le travail manuel, la pluri- activité et le développement

de talents multiples assuraient une vie un peu moins difficile, et résultaient de la transmission et du goût du travail.

« *forgeron avant lété tailleur de pierres, lété maçon, charpentier, lété tout sa. Mé ou koné, li giny bien sa croute hein. Apré li lé mort…* ».

Un exemple de la perte des objets permettant le travail du bois est évoqué avec tristesse.

« *mwin la entendu su RFO in boug 80 ans, lu na in hangar, lu na d' zoutils dedans,lu l a di navé que lu li koné servir ! zoutils lontan, menuiserie, charpentier, charrette lontan, les sabots, ben ses outils i serv pa inn merde, mé lé domage ! lé désolant. I di lu noré été content, au moins inn dans sa famille, ses bann ti zenfants et même enfants té i giny au moins, garde ses outils* ».

De même que le manque de considération accordée aux personnes habitant des villages, mais qui disposaient :

- de savoir-faire un temps dénoncé pour les uns…

« *néna à peut près trente ans, de ça lété interdit de faire une boulangerie au bois, lété interdit parce que lété sale, lété sale ! té impropre ! mwin lavé un camarade, lilé mort de toute façon, li travaillait à la boulangerie, li voulé faire in boulangerie, son papa, ou son cousin, les bann zenfant, la donné la boulangerie. Mé i fallait casse tout les zafairs, et refaire une boulangerie moderne, mé lavé pas assez de sous, dans ce tan là i coutait 10 000 millions en francs cfa. Ben i di a mwin na poin l'argent, la été obligé ferme la boutik et maintenant, na peu de temps, i incite les gens à refaire, la reconnu zot connerie, mais zot la détruit... In boug achète le terrain la et la été fout tout les bois, bois maigre, de couleur, bois rares, i fout tout a terre pou ryin… !* »

- de savoirs techniques souvent non reconnus pour les autres auxquels on préfère des compétences extérieures pour réaliser des kaz sur les modèles anciens…

« *si ou na les moyens i peut faire, seulement si ou sa va chercher quelqu'un pou faire un plan, un plan ti kaz lontan, ou pouvé, outé di a li koman fo faire, et après, nou va di a ou : ouais mé fo un architecte et patati patata, gna gna gna gna ! ya une chose que tu connais pas, la maison des tourelles là, les tourelles c'est F mi pens lété parti en France, lu lé parti Maurice, li lavé inn tite maison kom sa là bas, li la fé un dessin, li la pas fé un plan, et il a montré à ses ouvriers attitrés, les ouvriers lété illétrés, i regarde le dessin et i di si i veut faire un affair kom sa ben lé bon, pourrait faire la maison. E apré le reste met deux ans à l'étude avec des grands architectes, é apré on a fait venir des compagnons pou faire la maison car ici navé poin d'entreprise, même pas d'entreprise, navé poin d'z'ouvriers capables de faire ! Pourtant i giny parey, voilà pourquoi, les gens lontan lé pas si bètes que ça, i fo la volonté de faire, un boug na pas besoin d' lire. Un vrai zouvrier pas un bricoleur, un ti kaz kom sa lé pas difficile sa, i fo les sous* ».

- de capacités physiques, forgées par le milieu et la volonté, qui se manifestent avec humilité mais sont présentées avec fierté…

« *Le grand raid est un élément de patrimoine, de la plaine beaucoup font de bons résultats, le respect de la nature, l'harmonie de l'homme de la Réunion avec la nature (et respectivement)* »

- ou encore de savoirs populaires reconnus, mais qui ne sont plus maîtrisés que par des professionnels dans la droite ligne des praticiens

« *Mi di aou, nou koné le gros / apré koméla nou na in peu d'tan, nou na besoin refléchir dot choz, ben sa la i prépare desu l'coté, paske néna la plante mé apré na également le complication kom i di, le mélange ! / Na in i fé lé tisanes, Jean Marie, son fem lé tisaneur é i giny fé tisane li. EG / elle i fé tisane elle. Ki fé ankor d' tizan kom èl ? Na pu. El i fé bann boutey, èl i mélange, èl i prépare, é don zot tisane mé nou ni koné pou la grippe ou… i koné le gros nou* »

La cueillette, les produits qu'elle concerne et les circuits ou les conditions qu'elle emprunte sont ainsi des domaines qui méritent attention, non seulement pour leur intérêt alimentaire (cf. supra), leur diffusion commerciale (artisanat) mais aussi pour la connaissance de l'environnement qu'ils impliquent (tisanes, équilibre d'un écosystème…).

« *Les tisanes vigne marrone, Zambaville, na enkor in tas de moun i fé sa ? / Lé pa perdu, le moun i koné si la besoin d'bois pou rafraichir a li i koné ou trouver. Mé tisaneur minm ? Paske nana tisaneur, nana tisaneur i vend nimporte kwé… Mi konésé in boug Grand Bassin lu té vend in peu d'tisanes ? C'est les bann anciens minm qui koné* ».

Le savoir botanique est un domaine sur lequel il y a lieu de s'attarder : que ce soit pour l'étude de la biodiversité et des nomenclatures botaniques (ou leur présentation sous de nouvelles formes – cf. Phase 3) que pour celle de l'évolution du couvert végétal (disparition de certaines espèces, prolifération de certaines autres – cf. supra).

Et, en sus des règles de bonne conduite à diffuser par l'éducation, il faut également se prémunir de l'oubli des acquis. En effet, si le savoir botanique ne disparaît pas avec l'âge, la pratique quotidienne de l'environnement végétal, elle, tend à diminuer pour les générations les plus anciennes et d'autant plus chez les plus jeunes…

« nana les plantes médicinales, mi koné pas mal de plantes, mé mwin mon papa i koné (?) mwin la pa giny tout mais à force à force nana encore vieux granmouns, ma grand mère lé la... Ton Etienne lé la, na le moun , mé si ou sa va kom sa, mi di plu ou va aller, plis va perdre le patrimoine et nora plu. Va finir un bout de temps nora plu ».

VII. ANALYSE DU PATRIMOINE CULTUREL DE LA PLAINE DES PALMISTES

Les éléments forts de patrimoine que l'on retrouve sur la Plaine sont l'environnement (les plantes, la forêt, les animaux) et par lui la culture qui s'exprime aux travers des activités de cueillette ou les pratiques agricoles et d'élevage, l'histoire et les acquis d'une société rurale représentées par les pratiques de construction des habitats, de valorisation des jardins dans une optique paysagère et culturelle ou l'artisanat…

Mais, il a été mis en avant, de manière plus transversale, la transmission par l'oralité et donc par la langue. Celles-ci permettent le passage d'information, la compréhension des héritages (généalogie, coutumes, croyances, respect de l'autre…), la clarté de communication autour des messages circulant entre personnes ou entre générations, et surtout la valorisation des origines et des traditions…

« *La langue est une richesse, il faut la garder. Chez un voisin, j'ai été témoin d'un papa empêchant son marmay de regarder le journal de RFO en créole, comme s'il avait honte de sa culture, on a une mauvaise image de nous même mais pas dans les gènes quand même ! Pourtant en France, j'ai vu des endroits dans le massif central plus paumé que Mafate et on est fier du patois. Il y a une ouverture d'esprit liée à la langue créole mais le créole la honte son tradition, beaucoup de zafair la shapé, é i giny plu rattrapé, lé baizé* »…

« *Mon papa connaît beaucoup d'histoire et tous les soirs de mon enfance jusqu'à 10 heures de temps je les ai passé à écouter des histoires, mi essay réapprendre. Je connais aussi un peu ma généalogie. J'ai eu un arrière grand oncle chasseur d'esclaves, et j'en parle. Il ne faut pas garder ça et en avoir honte. Tout le monde descend de brigands et de voleurs sur cette île, il faut l'expliquer aux marmays et faire voir l'évolution. Moi j'ai appris l'histoire de la Réunion en métropole !* ».

« C'est quand on grandit que l'on voit que tout compte fait lé bon. Aujourd'hui, les jeunes s'intéressent mais ils ne l'ont pas vécu, pour qu'ils comprennent il faut les sensibiliser à l'école et en famille : le rapport à la terre est fort, et lié au travail physique ».

Lors de la phase 3[33], nous verrons que la relation et le langage comme outils de communication autour des projets, de même que l'éducation ou la formation des adultes comme des plus jeunes, constituent des vecteurs de patrimoine et de potentiels.

A ce niveau une première alerte est lancée.

« La tradition orale est finie depuis une génération, même pour planter, les périodes pour le faire, j'en connais 80% et je commence à écrire. Mais mon papa ali li koné vréman, li fé ek la lune, tout !, é i rakont dé zistwar ke mi koné pa entièrement, dé zistwar d'ici (à la Plaine) et de la Réunion, et pour les traditions ou les cultures à travers ça, c'est la valeur de la vie qui transmèt et ça lé important ça, il faut arrêt avoir honte ».

Et une force se dessine.

« *Vek la langue kréole si li vwa tou'd'suite ryin ke l'indépendance, pou mwin, lé malheureux. Le boug i pens kom sa, lé limité dans le temps et l'espace* ».

Les sociétés comme les langues évoluent sans cesse, sous des pressions externes et internes. Notre but n'est pas de proposer un conservatisme à tout crin, ni social, ni spatial - les personnes rencontrées ayant d'ores et déjà fait état de leurs évolutions et de leur volonté d'être acteurs dans un territoire qui change - mais de mettre l'accent sur des facteurs fondateurs qui nous ont été présentés et qui, s'ils sont négligés, entraîneraient des risques d'inadaptations

[33] Qu'ils concernent les biens matériels (bâtiments, outils…), les espèces vivantes (bois, plantes ou animaux), les métiers ou savoir-faire artisanaux, divers angles de vue seront présentés dans la phase trois de ce diagnostic, les uns se rapportant à des initiatives de prévention ou d'éducation, les autres proposant une analyse de démarches de mise en œuvre des réglementations.

multiples. La société réunionnaise a déjà démontré sa capacité d'innovation à partir de ce qu'elle est, de ce qui la caractérise et de ce qu'elle ne souhaite pas voir disparaître et aujourd'hui raconter ; elle est aussi en attente de se reconnaître, d'être reconnue et de ne pas voir s'effacer mais se révéler sa biographie.

Bien sûr, cette société n'est ni uniforme, ni univoque, et les éléments présentés font la preuve de la diversité des points de vue. Toutefois, si le patrimoine n'est pas le même pour chacun, il est important pour tous. Chaque élément étant considéré dans une mesure qui varie selon les interlocuteurs et leur position, nous reprenons les éléments tels qu'ils nous ont été avancés, en y associant une analyse qui nous est propre.

✕ La plaine : appartenance et propriété

L'un des traits caractérisant le patrimoine de la Plaine nous paraît être une culture de l'appartenance au territoire sans revendication d'une propriété mais avec une volonté forte de le préserver, d'y permettre le développement des hommes et des activités en bonne intelligence avec l'espace naturel.

La notion des Hauts de l'île ne recoupe pas seulement une connotation spatiale mais un mode de vie construit sur l'histoire de son peuplement. La différence de développement entre les Hauts et les Bas est compensée par la mise en œuvre d'un plan d'aménagement bénéficiant de crédits spécifiques mais également de mutations plus ou moins profondes de l'environnement façonné par l'homme, et des hommes dans leur environnement. Les rudes reliefs et le tracé des voies de circulation conditionnant les échanges ont défini les fonctionnements entre les groupes de population, les modes de vie des habitants : société rurale empreinte de valeurs traditionnelles.

Une anecdote familiale illustre l'importance du rapport à la terre sur le village :

« *I rakont komsa dan mon famiy, navé in tonton té i vyin achète in bout la tèr partou laminm, in térin borné, tout ! su le bornage an kestyon, navé in bèl pié kasya. In zour, tonton i bit su son vwazin té apré coupe le piédbwa. Ben mon tonton la di alu komsa 'non, piédbwa la lé su le bornage, li ta not deu ou !'. ben vi koné kwa bana lafé ? la fend en longuèr le bèl pié kasya en dé bout égal, sakinn la syinn !! pou di azot koman lété importan la tèr, la propriété….* »

Une différence de développement s'est également opérée entre les zones de passage – comme les Plaines – et les zones qui constituaient un terminus dans les trajets des Hauts vers les Bas ou inversement. La vocation de changement d'air[34] et de tourisme estival de la Plaine

[34] « *La tradition de changement d'air en famille à la Plaine des Palmistes s'est perpétuée jusqu'à nos jours et s'est étendue la 'classe moyenne' d'où un fort accroissement du nombre de résidences secondaires ces deux dernières décennies. Le phénomène correspond à l'échec du 'plan thé' au début des années 70. Les agriculteurs qui s'étaient endettés pour la plantation de théiers morcellent leurs propriétés et revendent les parcelles à des vacanciers. Le poids des résidences secondaires est tel à la Plaine que l'on compte presque autant de résidences secondaires que de maisons principales. Il en résulte une situation unique dans le Département*. » - M. Maillot « L'organisation socio-spatiale de la Plaine des Cafres et de la Plaine des Palmistes. Etude de Géographie Humaine comparée » - Université de la Réunion – Département Géographie - Mémoire de Maîtrise – 1993 (op. cit. P 43)

des Palmistes a été l'un des points les moins évoqués en tant que tel, contrairement à la valeur de la Plaine comme territoire d'accueil qui dispose de traits de paysage et de caractère qui lui sont propres et que les habitants ne veulent pas voir dépréciés, ni trop transformés par un nouveau 'mode d'habiter' changeant la Plaine des Palmistes en « *commune dortoir* ».

Dans les paroles, nous retrouvons l'attachement à l'aspect mode de vie lié à l'habitat et aux jardins qui valorise le savoir- être kréol mais également la spécificité de la Plaine qui ne ressemble pas aux autres endroits de l'île.

« *Et là mi parle des tites cuisines de bois, mé lé valable pou tous les autres pans de la mémoire qui disparaît, si nou réfère a nou au ti jardin familial par exemple, nou va voir que bientôt la Plaine, si justement na poin ce genre de réflexion pou voir koman i fé demin, ben la Plaine i sera parey au littoral. Tout lé bann tit kaz kréol, i va ressembler, tous les aménagements, ou sa vwar que c'est le même ti éléments en béton, préfabriqués et donc lé grave... parce que ben voilà quoi, missa va vers le même shéma / tout rond point lé parey, tout ti espaces verts lé parey / Voilà, alor ke i fodré que chaque région i garde zot identité, zot particularité, parce que lé vré que ben Cilaos, la Plaine, les différentes régions des Hauts i fo zot i garde zot authenticité et si l'image là i tend à disparaître… le métropolitain, le touriste i vient la Réunion lu retrouve toutes les affaires pareilles, classiques quoi / Les touristes, mi travaille au gîte, néna i sort dans le fonds de Mafate, les zot i arrivaient au volcan ben lété disons désolés. Zot i attend pas sa, zot i arrive là bas, ben i disait totoche ! La eu une mauvaise publicité faite par rapport a sa...* ».

Et l'accueil sur la Plaine des Palmistes, qui est traditionnel, se retrouve aujourd'hui, pour les professionnels du tourisme, en prise avec de nouvelles normes, qui laissent plus ou moins de place à l'expression d'un mode de vie.

« *ou la konu C I lavé in ti zafair, in ti bungalow – sa té i marche bien - lété gayar, super – vers les salanganes – sa la plu - mi croit lila arrêté / Mico au Dimitile avait fé in gite marron et tous les samedis i fésé bal la poussière et cété des lits navé pa d'matelats cété des gonis. Navé inn monde la 1ère année ! nou rappelle ankor* ! »

« *Mé ou koné i dépend aussi de l'avenir... cela fait 10 ans seulement que mwin la repris la gestion du gîte et avant c'était Mme S, la maman de L, et il y avait une certaine authenticité, navé la tite cuisine et maintenant c'est vrai que c'est plus devenu l'industrie / Mé i impose a ou en fin de compte / car il y a trop de passage mais en même temps c'est pas mwin la décidé sa, c'est quand mwin lé arrivé la dit i veut pas de chien, i veut pas ke mi fé de l'élevage, ne veut pas d'cochon parce qu'il pue, é toute l'eau sale i attire les rats enfin ou vois ça la engendre plein de complications alors que du temps de Mme S lété p't'être plu facile parce que na des choses qu'ils n'ont pas toléré avec mwin alors que elle elle le faisait. Et c'était sa vie quoi, elle était basée sur Bélouve (…) Encore E il est sur sa kaz et peut faire quand même sak ou veut dans son jardin…* »

« *C'est là que nou lé coincé, soi disant nou néna tradisyon mé nout tradisyon i colle pa du tout avec les règles européennes !* »

✕ Esprits alertes, esprits d'alerte

La seconde caractéristique notée lors du diagnostic est la prise de conscience de l'importance du patrimoine dans la valorisation des pratiques liées au culturel et à l'identité. Il en découle une mise en action ou en réflexion qu'il convient de relever et que nous prolongerons dans la partie préconisations par les axes développés qui concernent tant la communication que l'éducation autour de ces questions.

Certaines analyses et certains comportements nocifs, qui sortent parfois du cadre de l'activité agricole et qui souvent se généralisent, focalisent l'attention sur les prélèvements ou dépôts inconsidérés des hommes sur la nature qui sont préoccupants en termes de protection de l'environnement et de survie des espèces pourtant protégées.

Ces considérations ne doivent pas être négligées mais il est à souligner que les pratiques traditionnelles dans l'installation de l'habitat, l'entretien des plantes, la pêche, la cueillette, la chasse qui nous ont été présentées, notamment sur la Plaine des Palmistes, tiennent compte d'un l'équilibre écologique que l'on ne souhaite pas mettre à mal et contribuer à maintenir.

N'hésitant pas à souligner des limites de comportements d'individus.

« *Mi voyé mé kamarad lété dans la merde é ester lé fini. Mwin mi di la Plaine, mwin mi koné, mé mi citera pas d'noms, mé na des gens ici na poin d'fosse à lizier et le lizier c'est à la ravine (…) lé en train d'polluer toutes les nappes phréatiques / et mwin mon fumier c'est pou mon maraîchage, c'est pou ça mwin mi di a ou pourquoi achèt l'engrais alors que nou néna un tas de fumier et que ce tas d'fumier là i pourri et ou i utilise pas. Planté mwin m'y trouve la prairie plu jolie / les personnes lé en train de discuter de quelque chose a priori lé plu ou moins résolu koméla c'est l'évidence. Néna des fois li perde minm plu son tan, la attenué le geste mé li perde plu son tan pou porte à lu, ben li sa va à l'urgence. L'urgence pou li sé débarasse à li de sa, sof ke nou koné i engendre apré d'autres dégats par ailleurs* ».

A proposer des cadres pour permettre le respect de la terre sans pour autant freiner les projets.

«Le garage marron i fo arrêté hein, navé in su'la Plaine mé mi croit. Justement quand on fera in ti tour ma montre a ou. Ça c'est une catastrophe, une bombe atomique… I fo di a li ferme, allez dans in zone artisanale, et lé réglementé et si fé pa sa, ben lé bézé. Parey pou les éléveurs, i fo donner strict « fé sa », « fé sa »…/ Donne a li un cahier des charges, voilà sa lé kom sa sa lé kom sa… Et kom a nou (éleveurs)*, nou na in control et d'mi par an. In control i prévient à nou, mé na in i prévient pas. Le boug li arriv et i voi in tite machine désherbant, ben i pénalise a ou é i maille pa. Déjà si ou la eu la certification lu arprand, le boug lé pa camarade vek personne, lé pire que le gendarme mé lé bon ! au moins ou koné* ».

A encourager l'adaptation des hommes et la mise à disposition de services déconcentrés …

« *Aujourd'hui, la norme européenne joue sur la construction de poulailler, de porcheries, et il n'y aura plus d'éleveurs. On est passé de 3 ou 4 à 25 pour un gâteau de même dimension, et il y en aura de moins en moins, le réunionnais doit devenir producteur, ce n'est pas le moment de rien faire ! ».*

« *Pour l'élevage, les pratiques sont en conflit avec les réglementations : pour les cochons on reste un peu élastique, mais normalement il faut aller à l'abattoir et on le fait, par contre pour les bœufs quand il faut dépenser 1000 euros pour le transporter à St Pierre et que le bœuf vaut 1000 euros… On le tue et on mange le bœuf que l'on a soigné. La vie tertiaire a fini de changer les attitudes…* ».

Mais également à présenter la réelle difficulté de mise en œuvre concrète des réglementations.

« *La nou lé en train d'parle de pas mal d'incohérences et mwin la dernière fois lété en train de parle a in agriculteur, bann zagriculteur pendant lontan lété la bète noire du parc, mé les agriculteurs lé soumi également à d'autres pressions, à d'autres réalités. Par exemple, arrête l'épandage des liziers, arrête brûle le plastique sur place, arrête l'engrais, sof ke dans la réalité pou aller amène le plastic, effectivement néna in entreprise qui récupère le plastic, au Port ! i fo aller apporter mé en minm tan après ou paye pou le traitement, la ba i falé qui paye pou ke bana i réceptionne son plastic. Ben la fois d'après, li la verse son essence et la craque ses allumettes… Pareil pou le lizier na in borne de récupération à la Plaine des cafres, et lao si ou l'amène in fois… / Mé i fo li fé in effort ! / oui mé lé vré, mwin la rabaisse in ti peu mon point de vue. Lé vré que d'un côté na la sensibilisation de protection de la nappe phréatique, etc… mé na également in réalité pou l'agriculteur et finalement apré néna nou qui veut porter un autre regard su tout, sa mé lé pa facile non plu* ».

En effet, au niveau de la mise en place des réglementations se confrontent les pratiques culturelles, les réalités concrètes et les nouvelles normes.

Avec ces techniques de pâturage et le maintien des pratiques d'élevage en zones de parcours naturels, les éleveurs visent la qualité de la viande péi et le bien-être des animaux, qui ne sont pas élevés à de seules fins financières mais dans une harmonie des traditions et d'une éthique de production revendiquée.

Le suivi des cheptels, des 'bœufs divagants' sera sans doute l'un des défis à considérer par le Parc National. Il s'agira de concilier des activités traditionnelles - ayant leur propre logique et contrainte - avec des procédures opérationnelles pour mettre en place graduellement des solutions réalistes et réalisables.

« *Mwin lé arrivé avec mon diplôme, mwin lé arrivé avec in projet bio, un technicien en agroforesterie pou prouver que lé bèf i détruit pas, et la kom ou dit, lé vrai i fé grands tracés, i mangent Tamarins tout sa. Mé si ou gère, ou monte zot cheptel, ou tras a li mé lé rude, mi di a ou. Ou pass out tan à faire sa, mi pass mon tan, mi di ou la, mi inm bien fé les bèf, mé su 1500 ha, plu des ¾ mi vwa pas. Impossible, koman mi fé, mi giny pas : un bèf est là, un bèf est là... Mi di a ou in ot zafair koméla les bèf là haut lé en surnombre i fo tirer la, la plu de 20 i fo fé partir / emmène un peu ici en Haut ! / apèl a moin ! / et mwin mi di 50 hein, mé sa se pourrait na 100. Parske la Haut mi di a ou le taureau li attend pas la génisse navé 18 mois, néna inn an et clac, fini et mwin la du mal à suivre mon cheptel... i kok !* »

✕ Rythme des percussions : percussion du patrimoine

Le patrimoine culturel se rapporte au rythme d'une culture vécue au quotidien, personnellement, en famille, en communauté, en société et se mouvant au fil du temps. Le patrimoine rejoint la notion de cycles de développement qui nous montre les étapes de la construction d'un peuple.

Comme éléments de percussion des fondements culturels, les cycles peuvent être imposés (exemple du thé), adaptés (élevage, artisanat), normés (tourisme, gîte). Mais, vécue par les habitants de la Plaine, la confrontation à ces rythmes est exprimée sur la gamme de l'action, de l'espérance et de la responsabilité. Vibrant autour d'une capacité à collaborer au développement, percutant à leur tour les cycles de développement par leur volonté de voir leur identité reconnue pour une culture et une conscience transmise.

La question du rythme se retrouve dans la réalité de la transmission (par la vie familiale, par l'éducation, par la formation, par les innovations…). Car les habitants de la Plaine mesurent les risques d'une rupture de rythme entre les jeunes générations et les multiples manières de faire ou façons de vivre qu'ils nous ont fait partager comme étant les leurs, ou comme étant connues d'eux mais déjà en passe de se voir remplacées sans en conserver le souvenir ou les valeurs intrinsèques. La cuisine, la langue, le sens du travail, le respect de la nature intégrant l'homme au sein d'un écosystème, sont cités comme points forts d'une société traditionnelle. Or, face à cela aujourd'hui, plusieurs rythmes différents cohabitent et la problématique d'une jeunesse en recherche de repères, souvent plus importés que constitués à partir de la transmission d'un vécu, inquiète… et les fondements traditionnels, qui apparaissent si représentatifs et structurants de la société, semblent menacés.

La question du rythme se retrouve également dans l'équilibre à trouver entre traditions et réglementations : comment définir des réglementations qui soient « justes » culturellement, ou appropriables dans la mesure où l'on considère le rythme traditionnel avec le même égard que celui dû aux innovations et aux mutations souhaitées ?

Pour conclure,

De même qu'il existe une interaction entre les dispositifs mis en place et les comportements des exploitants, on ne peut dissocier au niveau des personnes le fait technique

(dire, construire, cueillir, cultiver, concevoir, élever, éduquer…) du fait social et de 'ses rythmes' : de vie, de transmission, d'évolution, de mutations.

Il semble essentiel de considérer simultanément le processus technique et celui qui en est l'opérateur, ainsi que plus généralement le contexte de mise en œuvre : chacun des sites de cette étude ayant un caractère qui lui est propre, personnel et porteur de sens et de patrimoine quand bien même certains des éléments de ce patrimoine s'affirment partagés sur l'étude. Nos interlocuteurs nous révèlent la nécessité d'étudier les relations entre l'utilisation de l'espace, les activités et les pratiques (agricoles, artisanales, économiques) et les visions du monde, autrement dit la nécessité de prendre en compte les savoirs populaires qui constituent les manières concrètes d'agir, de réfléchir, de transmettre, de créer, de vivre…

Au fil du diagnostic et des témoignages d'acteurs, il apparaît que l'introduction de nouvelles techniques, de normes, de projets peut difficilement faire l'économie d'une prise en considération des pratiques - et donc des savoirs techniques agronomiques, botaniques, écologiques, climatologiques, sanitaires… sur lesquels elles reposent - ainsi que des contraintes auxquelles elles font face, des formes d'organisation qu'elles induisent, de l'adaptation aux milieux qu'elles démontrent.

On peut même retrouver des traces, dans la littérature ou les documents d'archives, de cette volonté de favoriser une « mise en valeur » (expression de l'époque qui désigne ce qu'aujourd'hui l'on appelle développement) fondée sur les technologies et les compétences locales. Avec la volonté de s'inscrire dans un schéma de développement durable actuellement, ceci semble d'autant plus crucial.

« *Ou koné ici en Haut nou lé attaché à not culture. Mwin mi vwa a mwin mal vivre ailleurs, mé sé pou sak mi veut nou, enfin mi parle pou les gens de la Plaine, protège notre environnement, ou comprend ?* »

Eléments complémentaires
Site de la Plaine des Palmistes

ANNEXE 1
Bibliographie des ouvrages repérés

ANNEXE 2
Les personnes rencontrées

ANNEXE 3
Les structures mobilisées pour cette étude à la Plaine

MISE EN ECLAIRAGE
Un regard sur l'espace de la Plaine des Palmistes

ANNEXE 1 : Bibliographie des ouvrages repérés

- Organisation de la commune de la Plaine des Palmistes vue par ses acteurs : rapport, selon la méthode du Zonage A Dire d'Acteurs (ZADA) / APR (Cellule Appui Méthodologique du PAH),2003Europe, CAH, Région Réunion

- Communauté des Communes de l'Est [plaquette] / Communauté de Communes de l'Est,2002 .- Non paginé 04AME/101

- La RN 3 Saint-Benoît-Le Tampon : étude socio-économique / GRONDIN Daniel, JULIE Laurent, RIVIERE David,2001 .- 56 p. Mémoire de DESS La Réunion 03AME/72

- Schéma de cohérence territoriale Est / Communauté de Communes de l'Est,2001 .- 21 p. 01AME/71

- Les Cahiers : Plaine des Palmistes / APR,2000 GF6

- Commune de la Plaine des Palmistes : aménagement de la place de la mairie / APR,2000 .- 23 p. 07HAB/76

- Etude préalable à l'élaboration du schéma directeur Est / Communauté de Communes de l'Est, Agence pour l'observation de la Réunion, l'aménagement et l'habitat,1999 .- 116 p. 03AME/67

- Les réserves foncières publiques et parapubliques : commune de la Plaine des Palmistes / Agence pour l'observation de la Réunion, l'aménagement et l'habitat, PERRAU Joëlle, SERVEAUX Lydie,1996 .- Non paginé 06AME/25

- Plaine des Palmistes, schéma d'aménagement et de développement : document final / APR, BETURE Conseil,1996 .- 60Etat / Département / Région / Commune de la Plaine des Palmistes 07HAB/35

- Plaine des Palmistes, schéma d'aménagement et de développement ; phase 2 : orientations et propositions d'actions (document provisoire) / APR,1995 .- 53 p. Département de la Réunion/Commune de la Plaine des Palmistes 07HAB/35

- Plaine des Palmistes : programme local de l'habitat, schéma d'aménagement et de développement ; Volet PLH, identification des actions, rapport de synthèse / APR, BETURE-SETAME (Réunion),1994 .- 38 + annexes 08HAB/4

- Plaine des Palmistes, un développement maîtrisé,1994 .- Non paginé Travaux Universitaires Réunion, Ecole d'architecture 07HAB/33

- Plaine des Palmistes: programme local de l'habitat, schéma d'aménagement et de développement ; Rapport diagnostic (document provisoire) / APR, BETURE-SETAME (Réunion),1994 .- 81 + annexes 08HAB/4

- Etude architecturale et paysagère Plaine des Palmistes : analyse / SENS Laurent,1993 .- 74 p.CAH 07HAB/24

- Etude architecturale et paysagère, Plaine des Palmistes : propositions / DAUBER Jean-Paul, DUTHEIL Serge, PERRAU Antoine,1993 .- 45 p.CAH 07HAB/24

- L'organisation socio-spatiale de la Plaine des Cafres et de la Plaine des Palmistes. Etude de géographie humaine comparée. / MAILLOT Mickaël,1993 .- 143Mémoire de maîtrise Réunion, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines 01GEN/27

- Tourisme et environnement : propositions pour un développement intégré dans les Hauts de la Réunion / Institut Eco-Conseil, NICOLAS Sylvie,1993 .- 173 p. 03TOU/3

- Potentialités agro-pastorales des terrains des Hauts du Massif de la Fournaise : rapport définitif / BDPA-SCETAGRI,1991 .- 75 p. + annexes 06AGR/15

- Diversification des productions végétales des Hauts de l'Est et du Nord-Est ; Synthèse et orientations / GAILLARD Jean-Pierre, CIRAD IRFA,1990 .- 67 p. AREH / Conseil Régional / CAH 07AGR/4

- Le magazine de l'agriculture N°4 - Edition 89 / 90 / APR AUDIOVISUEL .- Conseil Général Production,1990 K-01AGR/1

- Etude préalable : restructuration du centre ville, commune de la Plaine des Palmistes / Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (Réunion),1990 .- Non paginé 07HAB/32

- Assises de l'Aménagement des Hauts, rapport de commission Plaine des Palmistes / CAH,1990 .- Mult. pag. 00AME/13

- Améliorations groupées de l'habitat : programme 1986 : quartier du Premier village et du Bras Piton, Bras des Calumets / SICA Habitat Rural (Réunion), BERTHEAU Janie,1989 .- 49 04HAB/25

- Activités agricoles à la Plaine des Palmistes : étude des exploitations agricoles / SADKI Fayza Embarka, APR,1989 .- 64 p.CAHADEEAR 04AGR/13

- Tourisme, Plaine des Palmistes / APR, DAF (Réunion). ADEEAR , MAILLOT Céline, ROBERT Bernadette,1987 .- Non paginé 03TOU/5

- Plaine des Palmistes : schéma directeur des eaux pluviales - rapport définitif / TELE-GEO-CONSULT, SIGH,1987 .- 99 p. Conseil Régional 08AME/8

- Entre neige et fournaise, un pays d'accueil / APR Audiovisuel .- Coproduction,1987 K-03TOU/1

- Programme Général d'Aménagement des Hauts, La Plaine des Palmistes : potentiel agricole et orientation d'aménagement / CABINET ALAIN TARDY,1982 .- 113 p. ADEEAR/IRAT 03AME/10

- Etude pour la promotion du fromage fermier de la Plaine des Palmistes / Chambre de commerce et d'industrie (Réunion_),1982 .- 42CRR 03ECO/9

- Aménagement des Hauts de la Réunion : actualisation du programme / Conseil régional (Réunion),1979 .- 30 p. 02AME/3

- L'élevage des hauts : développement de l'élevage .- APR Production,1977 K-02GEN/8

- Le thé Bourbon : 1955 – 1972
'Association les Citernes' - Mémoire de Maîtrise – Willy VALEM – septembre 2001

ANNEXE 2 : Les personnes rencontrées

En entretiens individuels

4 personnes ont été rencontrées en entretiens individuels

Pierre	MARIANNE	Habitant
François	GRONDIN	Habitant
Magali	FERRAND	CIREST
Mickaël	MAILLOT	Originaire de la Plaine des Palmistes

En entretien de groupe

8 personnes ont été rencontrées en entretien collectif

Etienne	GRONDIN	Habitant, propriétaire d'une ferme-auberge
Jean François	GRONDIN	Habitant
Régine	GRONDIN	Habitante
Eric	ASEAPE	Habitant – Association 'Jardins du Capricorne'
Mylène	ASEAPE	Habitante
Luco	SAUTRON	Habitant, Guide Péi – Association 'Les Citernes'
Carmen	ROSSET	Habitante, propriétaire Gîte de Bélouve
Fabrice	TURPIN	Habitant

Au total 12 personnes se sont mobilisées pour notre diagnostic.

ANNEXE 3 : Les structures mobilisées pour cette étude à la Plaine des Palmistes

- Association ‘Jardins du Capricorne’
- Association ‘Les Citernes’
- Gîte de Bélouve

Mise en éclairage

Un regard sur l'espace de la Plaine des Palmistes

« On est de passage, la terre n'est pas à nous, ce n'est pas un 'truc privé', il faut laisser de l'espace pour les générations après »

« *Nous sommes sur une route de terre qui part de la rue Dureau, anciennement rue Lafosse, vers les Remparts. La route avait été fermée aux voitures par une barrière qui a été enlevée et jamais remise…*

Pourtant la découverte des abords de cette route, qui rejoint la forêt de cryptomerias au pied des remparts et du Piton Saint François devrait être réservée aux marcheurs, il faut essayer de protéger ces 600 mètres de route sinon le risque de tout laisser abîmer est grand.

Il y a un projet de rallonger la route jusqu'au point de vue, on en fera peut être un boulevard de passage !… Pourtant il y a un sentier, qui passe à droite au virage avant que la route s'arrête.

Il y a 40 ou 50 ans un pan des remparts s'est effondré, c'est que du remblai là-dessous. Mais les remparts sont encore pas mal préservés, on voit encore quelques palmistes et aucune peste».

« Au niveau inférieur de la route, tout était planté en thé avant, maintenant il y a des pestes sauvages de chaque côté, on ne peut plus rien faire, il y en a trop ! Le ‘galifon’ monte jusqu’ à 300 mètres et il tue les Bois Maigre.

« La forêt avait quatre ou cinq étages lontan.
Là où se trouve ma maison il y a 100 ans, il y avait des forêts de Nattes, il y a encore des souches de 1m50. A Bébourg, ils avaient laissé des Mahots, des Bois maigres…

Aujourd’hui il n’y a plus que deux étages, les pestes (ici du ‘Galifon’, parfois des goyaviers) et les cryptomerias…

Quelques fougères ou des orchidées arrivent à résister mais pour combien de temps encore ? Il y a peu un camarade a alerté la SREPEN car le ‘Vergon’ et les fougères d’Australie se répandaient, là l’ONF a tout enlevé ».

« Là c'est un bon exemple.

On voit encore :

un plant de thé

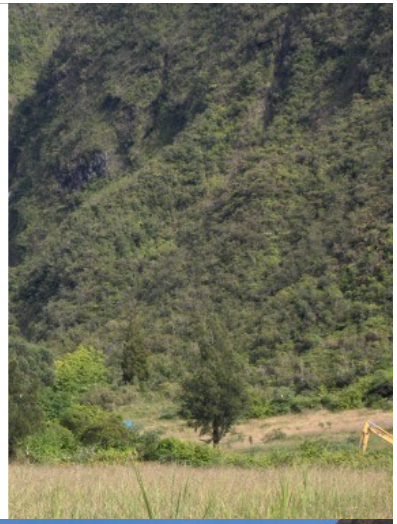
encadré d'un bois fleur jaune

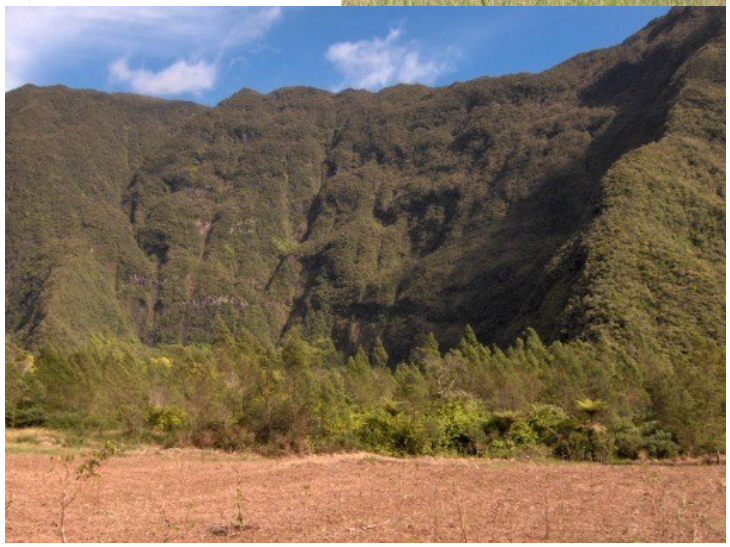
et des lianes 'leskin' au travers »

Mais ici le Bois Maigre est entouré de vigne marronne (encore une peste !) et d'un goyavier

Pourtant la culture de goyavier, si elle est bien gérée est aussi possible à la Plaine.

« Dans la nature, tout est lié quand même !
Il faut connaître ou demander quand on arrive »





Quand on défriche pour cultiver ou pour l'élevage il y a des règles.

« On ne défriche pas jusqu'au pied des remparts par exemple, il faut faire attention ».

00

« Et pour les ravines c'est pareil,

si on défriche les côtés et que l'on

Pour les espèces rares ou endémiques de la forêt primaire, le constat est triste…

« Il y a encore d'autres pestes, une petite liane mauve qui vient d'arriver mais qui fait des dégâts, les bambous… »

« Dans la forêt de Tabac, vers le Piton Textor, il y avait des bois de couleur, il n'y en a plus… »

La forêt primaire a disparu » !

Mais pas désespéré…

« Il ne faudrait pas trop d'Eucalyptus, les bons, il en faut un peu, ils nous amènent des abeilles ! »

« Il y a quelques camphriers, qui poussent bien à la Plaine, il faudrait donner des plans, inciter les gens et c'est un bois d'ébénisterie aussi ! »…

« il y a encore des choses mais il faut bien protéger, si l'on met des limites on le fait et on communique et c'est fini avec ça »

otographier les propriétés privées où des pratiques culturales pénalisantes étaient visibles :

voire même pour rien…
lation des nappes phréatiques par désherbage, garage marron…
non conformes comme la saison des pluies de décembre à février,
mis ne prennent pas, mais avec destruction des terres arables
.

Je crois que c'est le seul Zafouch

qui reste sur la Plaine…

Il a au moins 150 ans.

Mais au Piton des Songes

on trouve encore :
des Cafés Marron,
des Tamarins,
des Bois de Tan,
des Bois de Tan Georges,
des arborescents

Et sur la Plaine
on trouve encore

quelques Palmistes !

« Pour l'artisanat il faudrait prendre des rendez vous,

mais il y a beaucoup de choses.
Pour les Kaz Kréoles, notre architecture,
il y en a beaucoup, elles sont là, mais bien cachées »

N'ayant pu en préalable identifier ou avoir l'autorisation des propriétaires ou encore les joindre lors de cette visite pour les associer, aux travers de leur kaz, à notre étude sur le patrimoine, nous avons choisi de citer et non montrer ce qui dans le regard de notre guide, constitue un réel patrimoine architectural existant à la Plaine et qui mériterait d'être répertorié, protégé et valorisé.

Les kaz kréoles…

de celles qui ont de la prestance…
vers celles qui découvertes mais secrètes disposent de leur charme
De belles façades, des lambrequins…
et des kaz Tomi, ou Carrousel qui font aussi partie du patrimoine.

Les kaz Tomi, il ne reste qu'une dizaine d'entre elles, qui n'aient pas été rénovées et agrandies par des extensions qui en changent la physionomie…

« Pour l'architecture, si ou donn a zot lé mwayin, zot i retap!"

« Ça c'est traditionnel ici »

Pour les mêmes raisons, les éléments présentant la vitalité des traditions sur la Plaine, ne seront pas mis en image mais sont bien présents :

In ti lalé, byin fleurie

Un garage lontan

Les façades en tôles colorées des anciennes tit boutik

Et une kwizin lontan

Une fabrique de Fromage

Un vieux four à pain vieux de près de deux cent ans

Du bardeau pour la réhabilitation d'une kaz servant de bureau à la gendarmerie

Et des constructions en bardeau qui se dégradent aussi, ti pa ti pa

Autour de l'histoire, les choix privés et de société

« Le bassin Lafosse,

anciennement situé rue Lafosse,
mais la rue a été rebaptisée.

Lé dommage.

Le bassin on l'appelle encore comme ça».

« A la Plaine on a encore de l'espace et on aime ça » !

Association Réunionnaise d'Education Populaire
SIDR Front de Mer – Bât. G – BP 103
97453 ST PIERRE Cédex
Tél : 02.62 25.03.85 **Fax :** 02.62 35.57.09
E mail : arep. siege-social@wanadoo.fr

Les Hauts de Sainte Marie

SOMMAIRE

I. METHODOLOGIE ET MISE EN ŒUVRE DU DIAGNOSTIC.....3

II. NAISSANCE D'UNE COMMUNE.....4

II.1 Sainte-Marie l'un des premiers quartiers établis dans l'île.....4

II.2 Sainte-Marie, entrée dans l'ère moderne.....6

III. UNE TERRE FERTILE, PROPICE A L'EXPLOITATION.....7

III.1 Sainte-Marie : l'espace physique et psychologique de la canne.....8

III. 2 Sainte-Marie, la construction d'une campagne cultivée.....10

IV. DES ORIGINES AU PATRIMOINE.....12

IV. 1 Sainte-Marie bâtie et nourrie d'histoires….....12

IV. 2 Sainte-Marie, « Dan not kultur, nana not langage, not manger et not muzik a nou » 17

V. LE PATRIMOINE ENVIRONNEMENT.....18

V. 1 La mise en valeur des Hauts de Sainte-Marie, une relation homme - nature.....18

V. 2 La mise en valeur des Hauts de Sainte-Marie, un cadre pour vivre et recevoir.....19

VI. ANALYSE DU PATRIMOINE CULTUREL DES HAUTS DE SAINTE MARIE.....20

ELEMENTS COMPLEMENTAIRES_____ 24

- Annexe 1 : Bibliographie des ouvrages repérés
- Annexe 2 : Les personnes rencontrées
- Annexe 3 : Les structures mobilisées pour cette étude à Sainte Marie

ECLAIRAGES COMPLEMENTAIRES _____ 24

Site de présentation de la biographie d'Anne Mousse
Site de présentation des dates importantes de l'esclavage

MISE EN ECLAIRAGE

- BOIS ROUGE : MOBILISATION AUTOUR DE L'HISTOIRE _____ 30

Devant l'accolement de bandes de terres verticales qui constituent le territoire de Sainte-Marie[1] – celles-ci apparaissant soit sous pression d'une urbanisation rapide[2], soit cultivées mais de manière très variable - il s'agissait de faire émerger des habitants une lecture de leur patrimoine culturel.

I. METHODOLOGIE ET MISE EN ŒUVRE DU DIAGNOSTIC

La phase d'observation des Hauts de Sainte-Marie a engendré deux remarques.

✕ Un alignement des quartiers, tant à l'horizontale qu'à la verticale

Sainte Marie est constituée de quartiers qui s'étagent, d'une part, de la mer à la montagne sur plusieurs niveaux.
Le premier niveau est constitué de Nos Loisirs, La Convenance, La Réserve, La Découverte, Réunion/Cocos, La Mare et Gillot. Le second regroupe la Ravine des Chèvres, Beaufond, La Paix, Cafés, La Révolution, Terrain Elisa, Flacourt. Le troisième englobe la Ravine des Figues, Bois Court, Chiendent, La Ressource, Bois Rouge, Rivière des Pluies. Et enfin le quatrième qui nous concerne plus spécifiquement dans cette étude correspond aux quartiers suivants : Hauts de Ravine des Chèvres, Monté Sano, Beaumont, Piton Caillou, La Confiance, Espérance et Moka.

Ce dernier ensemble, des Hauts de Sainte-Marie, regroupe des territoires dont les Hauts sont alignés en bandes verticales, ce qui n'est pas sans conséquence sur les rapports que les hommes entretiennent ou constatent entre eux.

✕ Un attachement à la culture exprimé plutôt individuellement que collectivement

Sur Sainte-Marie se concentreraient plus d'une centaines de structures associatives[3] localisées majoritairement dans les bas.

Nous n'avons pas retrouvé d'associations ayant spécifiquement choisi une mission liée à la culture ou au patrimoine.
Néanmoins, l'entraide et les traditions (kabar, bataille coq) se retrouvent respectivement dans les statuts et activités menées[4] par l'une, la culture par la création d'ateliers artisanaux et musicaux et la nature avec l'entretien des sentiers et du site de Piton Fougères, sont les objectifs d'une autre[5].

De plus, nous y reviendrons, la culture passant également par l'art, nous avons rencontré les responsables d'une association[6] qui s'est donnée comme objectif de faire vivre le Maloya, comme expression d'un pan de la culture réunionnaise qui leur tient à coeur.

---

[1] Comme Saint-Denis, la commune de Sainte Marie fait partie de la Micro Région Nord, elle est également incluse dans le territoire de l'arrondissement de Saint Denis et dans la communauté de communes CINOR comprenant Saint Denis, Sainte Marie, Sainte Suzanne.

[2] Sainte-Marie se situe au 10ème rang des villes les plus peuplées de l'île et tend à prendre une place plus importante notamment depuis la création de la CINOR et le développement des zones industrielles.

[3] Les associations ont pour thème principal par ordre de décroissance : environ 40 associations sportives, 20 associations de quartier pour le développement, le sport, la culture, l'animation de CASE, l'accompagnement scolaire…, 12 associations de personnes âgées, et 10 organismes regroupant les associations d'anciens combattants, à buts humanitaires ou socio-éducatifs ainsi que quelques associations autour du thème de la nature

[4] Association de Bois Rouge

[5] Association Sport et Nature de Beaumont (ASBN)

[6] Il s'agit de l'Association 'Maloya Marron'.

Enfin, certaines associations – ceci incluant les deux structures citées en note de bas de page dont les représentants ont été rencontrés dans le cadre du diagnostic - travaillent sur des actions liées à l'environnement ou à la nature.

La mise en œuvre du diagnostic a été réalisée d'une part sur la base d'entretiens individuels avec une partie adulte de la population, soit 12 personnes rencontrées.
D'autre part, nous avons réalisé une réunion collective avec 25 d'élèves de 5ème de la 'classe patrimoine' du collège de Beauséjour qui accueille les adolescents résidant dans les quartiers des Hauts considérés, accompagnés de leur enseignante.

Etant constatée la forte dominante agricole en termes d'activité sur les Hauts de Sainte-Marie, nous avons tenté d'organiser une rencontre collective avec des agriculteurs, éleveurs ou exploitants mais ceci n'a pas pu être réalisé.
Les difficultés de mobilisation collective sont réelles sur la zone – point validé par d'autres intervenants – car les personnes travaillant dans le secteur agricole préfèrent souvent s'exprimer 'en privé' mais surtout parce qu'elles ont du mal à dégager un temps dans leur calendrier déjà fort chargé (culture, gestion des exploitations, préparation des produits, acheminement et vente sur les marchés forains deux à trois fois par semaine…).

Les responsables de structures ont été rencontrés soit individuellement, soit en groupe sur le quartier de Bois Rouge (des représentants des Association Bois Rouge et Maloya Marron, avec la participation d'un animateur du CASE de Bois Rouge).

La mise en éclairage pour Sainte-Marie s'est basée sur les panneaux d'une exposition présentant la vie lontan et ses éléments de patrimoine, encore vivaces aujourd'hui sur le quartier de Bois Rouge.[7] Plusieurs sont transversales sur les Hauts de Sainte Marie et nous paraissaient pertinents pour illustrer notre chapitre. De plus, l'annexe 6 démontre la mobilisation forte existant autour de la thématique Patrimoine et des ponts entre les générations qu'elle établie.

II. NAISSANCE D'UNE COMMUNE

II.1 Sainte-Marie l'un des premiers quartiers établis dans l'île [8].

Parmi les nouveaux colons débarqués du vaisseau 'le Saint Robert', se trouve Noël Tessier. Engagé par la Compagnie des Indes pour servir à Madagascar, il a échappé au massacre de Fort-Dauphin d'août 1674 et arrive à l'île Bourbon en 1676. Il fut, en compagnie de son épouse créole Anne Mousse[9] et de leurs huit enfants, le premier à habiter la localité sur un vaste domaine que lui a concédé le gouverneur de l'île, Hubert de Vauboulon. L'emplacement de sa maison se situait sur celui de l'église actuelle.

[7] Les panneaux associés à une exposition d'objets lontan ont été conçus dans le cadre d'une journée partenariale d'action sur Bois Rouge regroupant l'AREP et les acteurs sociaux de la commune

[8] On rapporte que « le second gouverneur de la colonie, Jacques de la Hure (1671 – 1674), après avoir fait fusiller le magasinier Véron – parce qu'il s'était permis de lui faire des observations, le fit écarteler et ordonna de clouer ses restes dans les quatre quartiers qui existait alors : Saint-Denis, Saint-Paul, Sainte-Suzanne et Sainte Marie ». Ce qui atteste que ce village s'est établi dès les premières heures de la colonisation. – « Bourbons et ses Gouverneurs »

[9] Anne Mousse est la première femme née sur l'île de Bourbon. Nous proposons en annexe de ce rapport une biographie d'Anne Mousse issue du site http://membres.lycos.fr/j3m7/femmescreoles/grd_mer.htm

Les premiers habitants de Sainte-Marie furent des descendants de Noël Tessier et de Jean Dugain, qui possédaient deux immenses concessions : en 1713, sur 52 habitants, 47 étaient de leurs familles. Et tous ou presque avait la même aïeule, Marie Caze, d'origine Malgache.

Une première chapelle construite par les forbans après leur naufrage préfigure l'importance des monuments religieux sur Sainte-Marie ; elle fut remplacée par un autre édifice terminé en 1703. Le premier curé de Sainte-Marie fut le Père Borthon (1733).
« *On raconte que ce sont les pirates qui, ayant échappé à un naufrage en 1667, auraient construit avec les restes de leur navire une chapelle dédiée à la Vierge Marie, à laquelle Sainte-Marie doit son nom. L'équipage du navire en perdition, ayant prié la vierge et fait un vœu qui fut exaucé dresseront sur le site, en signe de reconnaissance, un édifice religieux* ».

En 1738, la capitale de Bourbon est transférée au quartier de Saint-Denis, et l'une des conséquences en fut l'accélération du peuplement de Sainte-Marie.
En 1740, le quartier comptait environ 25 familles. Sainte-Marie restera circonscription administrative du chef-lieu jusqu'en 1789, date à laquelle elle acquiert le statut de commune, qui sera officialisé en 1790. Au début du XIX^{ème} siècle, seuls quelques groupes de maisons, le long du littoral, constituent le village[10].

Il semble que le peuplement des Hauts de Sainte-Marie ait consécutivement été effectué par les Hauts, et non par le littoral. En effet, plusieurs interlocuteurs lors de ce diagnostic rappèlent que « *les habitants de Salazie descendaient régulièrement jusque dans les bas - en empruntant les sentiers longeant le territoire de la commune - pour y vendre leurs productions agricoles ou d'artisanat* ». Dès lors, il est fort probable que bon nombre d'entre eux, lassés peut-être de remonter jusqu'aux sommets, se soient peu à peu installés à mi parcours, continuant leurs pratiques d'élevage ou de culture, desquels ils tiraient les produits qu'ils acheminaient vers Saint-Denis.

« *mwin mi sort pa anba, mi sort Salazie ! mi sorté Mare à Martin, mi parté légliz Grand Ilet par sentié. Mi trouv té pénan, in boug té mor sinon malade té falé port si la tèt. Ah vo mié mintnan, lé mié kroi a mwin… Le moun té mor ou konésé pa pou poukwé. Mwin mi sanz pa la vie mintnan pou la vie lontan. Té port paké ek bèf pano, kan li té pass su sentié Cap Noir la, ou dizé mon dié seigneur merci !* (… mon vié papa…*) i port bazar par Ros Ekrit pou vand Saint Denis, té pran 3 jours pou vand bazar !!* »

Ainsi, de terre essentiellement agricole aux cultures diversifiées - les plaines bien qu'escarpées voient se succéder des productions de café, de blé, de riz et de maïs jusqu'au milieu du XXème siècle –, la commune se lancera rapidement dans une monoculture : la canne à sucre. Dès lors, à partir du milieu du XIX^{ème} siècle, les importations de denrées se substituent à la production locale de cultures vivrières et l'économie de plantation, pour assurer sa rentabilité, impliquera de produire à moindre coût. A partir de 1848, Sainte-Marie – comme d'autres territoires de l'île - voit affluer toute une population de travailleurs. Dans un premier temps ils seront des hommes subissant l'esclavage, puis des engagés.

[10] A titre indicatif, la population de Sainte Marie était de 26 576 habitants au dernier recensement général de la population en 1999 (RGP 99), ce qui représentait un peu moins de 4 % de la population réunionnaise.

Ce nouveau peuplement s'effectue au profit de l'exploitation de plaines sucrières dont l'envergure n'a d'égale que celles des très grandes propriétés sucrières qui s'établissent sur le territoire. En effet, produire de gros volumes amène à la constitution de vastes domaines. Pour faciliter l'exportation de la canne par bateaux depuis Le Port, une ligne ferroviaire entre Saint-Denis et Saint-Benoît est inaugurée en 1882 qui sera interrompue entre Saint-Denis et Saint-André en 1963[11].

La culture de la canne à sucre prenant de l'ampleur assurera l'essor économique de la ville. Le quartier de l'usine de la Mare – et les bâtiments de l'usine – reste évoqués comme « *l'arrivée des planteurs qui ramenaient la canne par le long sentier en terre y conduisant* ». La fermeture de l'usine en 1981, enleva pour les uns « *un atout à Sainte-Marie* », alors que les autres y verront « *un encouragement à la production maraîchère, fruitière et le petit élevage (volailles et bovins) »,* en lien avec la possibilité d'écoulement des produits qu'offre sa proximité à Saint Denis - ainsi qu'à une production tournée vers l'exportation : l'ananas.

Nous reviendrons sur l'époque de la canne à sucre, car il ressort du diagnostic que celle-ci a marquée le territoire, sa répartition, son organisation et les hommes.

II.2 Sainte-Marie, entrée dans l'ère moderne

Parallèlement, la voix des airs est explorée et l'île, par Sainte-Marie, est reliée à l'Europe, puis au monde. En 1929, la première liaison aérienne France - Réunion a lieu et l'atterrissage sur les terres de M. Gillot, à l'origine du nom donné ensuite à l'aéroport qui sera construit en 1946, marquera les mémoires. Pendant longtemps, les locaux de l'aérogare ne furent que de modestes baraquements en bois sous tôle, en bordure de l'océan. Puis, plusieurs fois agrandi[12], Gillot se développe et devient l'aéroport Rolland-Garros, en hommage au pionnier du tir à travers l'hélice, héros réunionnais de la première guerre.

Le profil de développement de la commune de Sainte-Marie est bien différent aujourd'hui si l'on considère l'affluence des vols en provenance de l'extérieur « *St Denis i repran sa pou zot, mé lé ste Marie* !», l'implantation des industries et entreprises profitant des avantages de sa zone d'activité, l'installation des nouveaux habitants en recherche du côté paisible de ses quartiers – La Ressource, La Confiance, Ravine des chèvres les Hauts - comparativement à la capitale de l'île où bon nombre d'entre eux travaillent…

Le développement récent de l'habitat, lié à la croissance démographique et d'un profil de logements plus résidentiels consécutif aux migrations de population s'est réalisé le long des chemins départementaux jusqu'à Beaumont, Terrain Elisa…

[11] Il en demeure un unique vestige : le dernier réservoir à eau sur pilotis prés de la RN2.

[12] Après 1963 lorsque affluèrent les crédits d'équipement et la gestion des installations aéroportuaires de Gillot par la Chambre de Commerce et d'Industrie de La Réunion, tout commence à changer. Pour permettre l'agrandissement de la piste actuelle, un village, Mapérine, fut même rasé.

Le centre-ville est en extension de part et d'autre de l'ancienne route nationale principalement entre la Ravine Sainte-Marie et la Ravine Charpentier, avec surtout des commerces de détails, les services classiques d'une petite ville (pharmacies, cabinets divers…). Sainte-Marie apparaît de plus en plus dans la mouvance, ou comme un prolongement de Saint-Denis ; la Vallée de la Rivière des Pluies est franchie et la Rivière des Pluies se développe.
« *Aujourd'hui la région est plus dynamique, avec l'augmentation du foncier sur St Denis il y a des créations de zones industrielles comme la ZAC de la Mare et de nouvelles activités apparaissent : café vers la ravine des chèvres, des lotissements et résidences ont vu le jour suivis de boulangers, pâtissiers, médecins. Beaucoup de sociétés sont installées à Ste Marie par rapport à Ste Suzanne* »

Est-ce également être moderne que de savoir mettre en valeur son territoire ? Nous verrons que pour les habitants – anciens ou plus récents - les atouts sont connus et méritent l'attention. Pour les gens de l'extérieur, la commune reste le premier site d'entrée dans l'île, pour tous les voyageurs aériens qui se posent à l'aéroport « *Et l'on recense peu d'équipements touristiques qui permettrait de le découvrir »*. De ce fait, les Hauts, sont ressentis par certains de leurs habitants comme un peu mis à l'écart. L'une des personnes travaillant à l'animation des Hauts les qualifiera de « *peu attractifs pour les touristes qui atterrissent, l'un avec le projet d'aller visiter le Volcan, l'autre Salazie mais rarement de rester sur la commune…* ».

A la question quels sont les éléments qui sont importants pour vous et qui caractérisent le patrimoine culturel de Sainte-Marie, nos interlocuteurs se plaçaient parfois plus en prospective : qu'est ce qui ressort du patrimoine des Hauts de Sainte-Marie qui pourrait avoir la vocation d'être mis en valeur par et pour les hommes qui y vivent ou les découvrent aujourd'hui et les nouvelles générations d'où qu'elles viennent ?
« *le kwin lé le sèl andrwa déo a dé pa d'la vil : i fo nou présèrv sa. Nou présèrv not andrwa sansa domoun i rès pa ».*

III. UNE TERRE FERTILE, PROPICE A L'EXPLOITATION

Située au Nord de l'île et s'étendant sur plus de 9000 hectares, Sainte-Marie est bordée par la Rivière des pluies et Saint-Denis à l'ouest, par Sainte-Suzanne et la ravine des Chèvres et les remparts du cirque de Salazie au Sud-Est.
Elle est définie comme une riche région agricole aux vastes plaines sucrières dominée par le massif montagneux de la Plaine des Chicots au Sud. L'ensemble de la commune occupe les pentes régulières de la planèze[13] des Fougères qui culminent au Piton des Fougères et au Piton Bé Massoune.

Dominant Sainte-Marie, les zones non cultivées, voient s'étendre la forêt primaire des Hauts, composée pour partie de forêt domaniale, de forêts privées et de forêt régionale, l'ensemble restant relativement peu fréquenté et s'étalant jusqu'à la limite du cirque de Salazie à 1 400 mètres d'altitude.

La partie occidentale de Sainte-Marie se situe à la frontière des deux régions climatiques de l'île, la zone « au vent » et la zone « sous le vent ». Le découpage vertical et

[13] Plateau basaltique très plat et à faible pente, qui résulte de l'érosion de coulées sur les flancs d'un volcan.

horizontal, présenté comme l'un des constats d'observation du territoire, se retrouve au niveau des précipitations qui circulent du littoral vers les Hauts et également d'Ouest en Est.

Lorsque l'on regarde le paysage, la canne apparaît comme un élément prépondérant, et le diagnostic montre qu'elle a également un poids marquant dans l'agriculture des Hauts de Sainte-Marie à la fois comme activité traditionnelle et comme lien historique et culturel.

III.1 Sainte-Marie : l'espace physique et psychologique de la canne

Au fil de l'implantation sur le territoire, l'ensemble de la végétation et des cultures originelles a d'abord été remplacé par une monoculture, celle de la canne à sucre.
« *Connue depuis l'antiquité en Nouvelle Guinée, la canne à sucre reste longtemps une plante ornementale. A partir de 6 000 ans avant Jésus Christ, on la cultive pour son sucre. Très convoité pour son "nectar", ce "roseau sucré" fait rapidement le tour du monde. Il est introduit successivement en Mésopotamie, en Arabie, en Afrique du Nord et dans les îles de la Méditerranée. Il découvre le Nouveau Monde aux côtés de Christophe Colomb avant de terminer son périple par les îles de l'Océan Indien au XVIIIème siècle* [14]».

Au XIX[ème] siècle, La Réunion est choisie comme région productrice de canne, introduite[15] pour remplacer les cultures de café - trop sujettes aux maladies et aux ravages des cyclones - et surtout parce qu'à l'époque la France avait plus besoin de sucre que de café. La betterave à sucre, introduite par Napoléon, ne suffisant plus à combler les besoins…

A Sainte-Marie, le passage d'une culture à l'autre est facilité *« par la fertilité des sols, la présence de grandes familles créoles dynamiques à la tête des propriétés et les frères Desbassyns qui apportèrent innovations (moulin à manège en fer, puis moulin à vapeur) et techniques. Les statistiques effectuées en 1827 montrent le développement extrêmement rapide de la canne : elle occupe déjà 52,65% des surfaces cultivées et 30 usines sucrières sont dénombrées : 3 à eau, 3 à vent, 13 à manège et 11 à vapeur. En 1866, la canne à sucre occupe 2211 hectares, soit 90% de la surface agricole utilisée* »[16].

L'on sait que l'introduction de cette culture exigera une main d'œuvre abondante, qui sera d'abord trouvée parmi les esclaves venant de Madagascar, d'Afrique orientale et australe et de l'Inde. L'ampleur du phénomène va concerner des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui durent abandonner leurs terres natales pour devenir des forces de production au profit des habitations et plantations.
« *Selon les actes notariés, les esclaves*[17] *des grandes plantations sucrières vivaient, pour reprendre l'expression de l'historien Sudel Fuma*[18]*, dans « un univers carcéral », dans un espace où la liberté n'existait pas et où « la suspicion était toujours de rigueur* ».

[14] Lise-Marie Ranner-Luxin 13/01/2003 - RFO

[15] En réalité la canne a été introduite à Bourbon avant le XIXème siècle, transportée de Madagascar par les premiers habitants. Tout au long du XVIIIème elle a constitué une culture familiale donnant lieu à une boisson fermentée le « fangourin » et une eau de vie « l'arack ».

[16] « Etude de l'espace agricole de Sainte-Marie » - Bruno Pitou, 1995

[17] Lise-Marie Ranner-Luxin faisait la distinction entre « *les esclaves 'Noirs de pioche' qui travaillaient dans les champs et ceux qui connaissaient un métier* ». La lecture des minutes notariées – cf. Article le destin des commandeurs, l'esclavage vu par les actes notariés – site témoin de l'histoire expose que « *les esclaves étaient classés en trois catégories : les esclaves d'habitation, les ouvriers artisans et enfin les esclaves domestiques. Ainsi, les esclaves pouvaient avoir comme maîtres des habitants des villes, à savoir des négociants, commerçants, artisans, officiers, même si d'une manière générale, la grande majorité des esclaves était cantonnée sur les plantations* ».

[18] « L'esclavagisme à La Réunion » – Sudel Fuma, maître de conférence de l'université de La Réunion

Par la suite, aux environs de 1825, les propriétaires qui sentent l'esclavage condamné[19], ont recours à l'émigration volontaire de travailleurs libres, venus par contrats, au titre d'engagés[20]. Bien avant l'abolition de l'esclavage, les esclaves et leurs descendants constituent la majorité de la population de La Réunion, ensuite il est à souligner une transformation de la composition ethnique découlant d'une augmentation conséquente de la population à l'arrivée des travailleurs 'engagés' recrutés principalement en Inde.

Parmi les concessions attribuées aux colons venus de France ou d'Europe, s'effectuent des partages successoraux et des regroupements qui donnent un paysage de structures foncières contrastées : l'essentiel des terres appartenant à des grands domaines qui coexistent avec pléthore de petites propriétés. Bientôt, les investissements nécessaires au fonctionnement d'une sucrerie moderne dépassent largement les capacités financières des petits et moyens propriétaires, qui livrent alors leurs récoltes aux voisins les plus puissants, ou pire, leur concèdent leurs terres, s'en allant grossir le prolétariat des « petits blancs ». La concentration foncière est poussée à l'extrême au bénéfice des grands propriétaires et du Crédit Foncier Colonial.

« *En 1870, une crise économique de grande ampleur s'abat sur le monde sucrier, de nombreux propriétaires sont endettés, les faillites s'accélèrent obligeant le Crédit Foncier Colonial à réaliser des saisies. Deux grands domaines sont touchés : Flacourt et Moka [21]. En 1916, l'essentiel du foncier à Sainte-Marie est aux mains de gros propriétaires[22] ou du Crédit Foncier Colonial*».

Le monopole des grands domaines sera un peu atténué vers le milieu du XX^{ème} siècle par les ventes successives du Crédit Foncier, devenu de fait le plus gros propriétaire terrien de l'île.

Il décide de vendre « *En 1933, à M. de Palmas sur Moka et en 1975, le reste des terres des Hauts est cédé en petits lots à de nombreux petits propriétaires, notamment avec l'aide de la SAFER. L'effectif des petites propriétés se développe (7,4% des surfaces sont occupées par des domaines de moins de 5 ha, les propriétés de 100 ha ne représentant plus que 75% des surfaces)[23]* ».

Ainsi, dès le départ et jusqu'à aujourd'hui, le sucre apparaît doublement ambivalent. Il se situe entre son côté 'sucré et liquoreux' et la réalité d'un travail pénible le plus souvent pour un maître ou un grand propriétaire tout autant qu'entre 'l'activité exercée qui permet de vivre' et le renvoi inévitable aux heures passées de l'esclavage…

Les Bas de Sainte-Marie sont achetés par des sociétés sucrières qui constituent les grandes propriétés et qui marque encore aujourd'hui l'appropriation de la terre.

[19] *« Certains d'entre eux, fuyant leurs inhumaines conditions d'existence se réfugièrent dans l'intérieur montagneux de l'île, se faisant 'marrons' »* - « La Réunion, département français d'outre-mer, région européenne ultrapériphérique » par Wilfrid Bertile - 2000

[20] « *qu'est ce en réalité qu'un engagé : un esclave à temps donnant au propriétaire toutes les forces de l'homme jeune et vigoureux, sans lui imposer en retour la charge de famille et de la vieillesse de l'esclavage à vie* » - J.Potier, Témoignande de JL. Maquerie « Etude anthropologique d'une zone sucrière à La Réunion »

[21] « Etude de l'espace agricole de Sainte-Marie » - Bruno Pitou, 1995

[22] 11 domaines de plus de 500 ha occupent 34,8% des surfaces, 11 domaines de plus de 100 ha occupent plus de 90,8% des surfaces et 17 domaines de plus de 10 ha occupent 96,4% des surfaces - Etude de l'espace agricole de Sainte-Marie » - Bruno Pitou, 1995

[23] Etude de l'espace agricole de Sainte-Marie » - Bruno Pitou, 1995

« *A Ste Marie ce sont plutôt des quartiers que des maisons, les hommes ont façonné les quartiers, le pont de la rivière. Et les gens disent qu'ils habitent sur la terre Desbassyns, ou bien la terre Barau ou la terre Foucque (terrain Elisa) toujours propriétaires de grands domaines* ».
« isi sé la kann la fé tout la vie le kartié, mé in jour nora pu ryin, tout va couler… », « Zordi i res ptèt 2 agriculteurs ici an o… Sa tout mon kultur ! »
« *les usines, ce sont des endroits où l'économie est autour, avec les logements des colons et les maison modestes des gens qui y travaillaient, et parfois encore habitées par des gens. Une partie de l'usine de la Mare a été démolie et des bureaux vont s'y installer, l'autre partie a été rénovée. Il y a aussi le site de Beaumont, le terrain Elisa qui sont des endroits avec des engagés, sans comparaison avec l'Ouest ou St Denis (même si St Denis a eu la première usine sucrière). L'usine a été le plus grand employeur (chaudronnerie, tourneurs…). Sainte-Marie, c'est un village de coupeurs de cannes…! ».*

Lors des entretiens, le travail de la canne reste perçu comme un travail difficile, voire douloureux.

« *avant mwin té colon lao, mwin lavé au mwin 2 ha. Apré la deplace a nou isi, lavé ryin, falé tout défricher. Sa kan la Mare la vand le térin. (…) Lé pu enclavé kom lontan, té semin tèr partout ! mwin la komans travay kan papa la porte kann côté balance pont neuve (côté Domenjod). Falé lèv grandmatin, té mèt si zépol, mèt dan tracteur, mont su in ti léchelle ! mé la kan té prop osi, pa kom koméla ! lontan la charge tout a la min ! té travay dur !* »

S'ajoutant à cette pénibilité d'un travail contraignant, une inquiétude se fait jour : les petites exploitations ne sont pas assurées de trouver un repreneur au sein même de leur famille.

L'un de nos interlocuteurs nous explique qu'aucun de ses enfants « *ne voudra faire ce travail ; moi je continue, c'est de plus en plus dur, mais après moi c'est fini* ». Il lui reste néanmoins l'espoir que l'un de ses enfants puisse construire sa maison sur son terrain, puisque c'est l'héritage qu'il a eu de ses propres parents et celui qu'il peut léguer.

III. 2 Sainte-Marie, la construction d'une campagne cultivée

Actuellement, on constate la réduction des surfaces cultivées en canne, mais au travers de grandes exploitations principalement, la canne à sucre occupe un secteur fort sur le plan agricole de Sainte-Marie, et sur le plan économique[24] à La Réunion.

Parallèlement, nous avons vu que les Hauts (Beaumont, Espérance, Confiance…) au relief plus disséqué ont été vendus par petits lots à d'anciens colons de la zone, ou à des acquéreurs, notamment de Salaziens. La division actuelle en petites propriétés résulte de ces ventes, ainsi que des partages familiaux successifs.

Cette structuration foncière s'accompagne d'une diversification des productions. Des productions animales : Bœufs, cerfs – « *un propriétaire sur Moka fournit à lui seul 8% des bovins et 50% des cerfs de La Réunion* », volailles « …) et végétales « *le pivot canne, le*

[24] Aujourd'hui, le sucre consommé dans le monde provient essentiellement de la betterave et de la canne. 82 pays cultivent la canne à sucre, l'Inde et le Brésil en sont les deux premiers producteurs. La Réunion est la première zone de production de sucre de canne pour la France. Occupant encore près de 5 000 exploitants agricoles, colons, propriétaires ou fermiers, la canne à sucre reste la principale culture de l'île. Les plantations s'étendent sur le littoral Est (zone chaude et humide) et les pentes de la côte Ouest et Sud de l'île, entre 300 et 800 m d'altitude. Elles ne peuvent pousser en dessous de 300 mètres que grâce à l'irrigation, comme à la Pointe au sel, à Saint-Leu. Elles couvrent plus de la moitié des terres cultivées avec environ 27 000 hectares - Lise-Marie Ranner-Luxin 13/01/2003 - RFO

fleurette de plein champs, les fleurs sous serre et les cultures hors sol : fraises, fleurs, ananas et canne ».

On retrouve dans les mi-pentes de la commune, notamment sur les côté Est (en bordure de Sainte-Suzanne – « *Terre Barau, Foucque, Giraudet, Lagourgue…* ») et Ouest (Moka – « *propriété privée de Palmas* ») des élevages de cerfs et de bovins ainsi qu'une zone de projet privée (« *Propriété Savarrana, anciennement Fontaine* »).

En revanche, la canne diminue doucement. « *la kann isi an o i sava dégradé», « Moka était vraiment une société de plantation, avec beaucoup de gens qui vivaient sur place, mais ils ont été délogés – ce sont des noms comme Tiburce, Techer, Sautron – et ils ont dû emménager à la Rivière des Pluies ; il reste seulement 25 familles et l'école est passée de 6 à 2 classes* »…

Et cela à des incidences sur les habitants, qui quittent progressivement la zone…

« *Moka n'a même pas d'eau potable à l'école et le projet de prolongement de la canalisation d'eau du réservoir de Beaumont vers l'Espérance n'ira pas jusqu'à Moka, le propriétaire de la terre a dit non* ».

Sur la zone du centre, en allant de l'est à l'ouest, Monté Sano voit son activité canne se réduire tandis qu'augmentent les friches sur des terrains en indivision.

Le secteur de Beaumont commence par une culture pivot canne et ananas et reste dans les Hauts une zone d'agriculture économique avec des producteurs organisés en filières, principalement autour des fleurs et des fraises, cultivées sous serre de manière intensive *« on fait un cycle de 12 mois, avec une rotation sous serre tous les trois mois, on plante, on ramasse, on renouvelle… »* et de l'élevage (bœufs, poules, canards).

L'une des personnes rencontrées nous explique « *on a toujours fait des fleurs ici, c'est trop haut pour la canne. Mon grand père en faisait, mon père en faisait, moi j'ai repris et peut être après mes enfants. Moi ça fait 22 ans, pour les fleurs le climat est mieux ici. J'ai aussi des bœufs et presque 3 ha de fleurs, 'mé si ou moderniz pa lexploitasyon lé mort'. Il y a entre 40 et 50 sur l'île et une quinzaine de producteurs de fleurs sur Beaumont, pas tous gros non plus. Pour eux il faut faire attention ». « Sainte-marie a toujours fait des fleurs avec le Tampon mais il y en a sur toute l'île »*

« Avant mon grand père faisait des fleurs à la Confiance, mon arrière grand père je sais pas s'il en faisait mais peut être ! Et moi aujourd'hui, en chrysanthème je couvre au moins 75% du marché ici, j'importe aussi 60% d'Afrique du Sud, du Kenya, et on produit le reste ».

« *Avant on vendait surtout pour la Toussaint mais la vie a tellement évolué, on vend tout le temps. La plus grosse vente reste la Toussaint – mon grand oncle sait encore faire les « bouquets de tête » mais il n'en fait plus trop -, et puis la fête des mères mais plus avec les fleurs de luxe, et puis le premier janvier, et Noël. Il y a les ventes des producteurs sur le marché forain, et les ventes aux revendeurs, qui revendent après…* ».

Piton Caillou se transforme progressivement de zone de production de la canne en zone habitation diffuse… et plus morcelées encore, de petites propriétés pratiquent des cultures maraîchères et florales sur les Hauts de La Confiance et Espérance. Ces fleurettes de

plein champs, ronds de cours et autres maraîchages étant plutôt apparentés à une agriculture dite 'sociale'. Toutefois, « *tous les espaces disponibles sont en train d'être occupés par des logements et depuis 2000, l'évolution est incroyable* ».

Un de nos interlocuteurs souligne que « *sur le plan des dynamiques sociales, il n'y a pas vraiment de regroupement ; les gros propriétaires s'appellent 'collègues' et les plus petits sont aussi compartimentés* ». En fait, ajoute-t-il « *la caractéristique du patrimoine de Sainte-Marie est tellement énorme que je n'y pensais pas, c'est vraiment cette culture des grosses propriétés, à partir de laquelle il y a eu une mutation très rapide entre une société de plantation avec toute une vie autour et des maisons qui étaient mises à disposition par le propriétaire et aujourd'hui deux mondes à quelques centaines de mètres, les 'collègues' qui tiennent les rennes et ceux qui tiennent à leurs maisons et à leurs terres avec des cultures plus modestes mais qui subissent la pression de l'extension urbaine ! ».*

Il n'y a pas eu de travail pour l'aménagement des Hauts sur Sainte-Marie avant 2001 et c'est peut être trop tard pour empêcher qu'elle ne devienne une banlieue de Saint-Denis qui perdrait sa vocation rurale ou agricole ; pourtant celle-ci est avancée, prudemment mais fermement, comme un patrimoine.

« *Les gens d'ici ont bien compris qu'ils sont à côté de Saint-Denis mais ils ont un peu le sentiment d'être méconnus » voire 'en sursis' « des espaces agricoles qui étaient en production sont en friche et beaucoup deviennent construits par les néo-ruraux », « et nous agriculteurs si on n'a pas les permis pour faire construire pour nos enfants s'ils veulent reprendre comment fait-on ? Ils ne peuvent quand même pas habiter Saint Denis et venir travailler ici !* ».

Au travers de cette visite d'une campagne cultivée, il est à remarquer que les noms des quartiers présentent un intérêt sur le plan de la toponymie : Beaumont, La Confiance, L'Espérance, Monté Sano- ou d'autres comme la Ressource, la Paix, la Révolution- et mériteraient d'être étudiés en lien avec l'histoire.

IV. DES ORIGINES AU PATRIMOINE

IV. 1 Sainte-Marie bâtie et nourrie d'histoires…

La commune de Sainte-Marie est particulièrement riche en vestiges du passé : usines, distilleries, féculeries, moulins.

C'est historiquement une région où il y a eu de la canne, et où il y a de grands domaines (Domaine de Maubareau qui est privé, Domaine de Troussailles). La Vierge Noire est un site très connu alors que sont moins connus l'Ecole Desbassyns dont la première pierre posée par Sœur Marie Madeleine au XIX^{ème} siècle est encore là ou la prison Desbassyns qui a été redécouverte dans les années 1980 et qui est aujourd'hui mise en avant, la Ressource (cimetière des jésuites où repose A.M Gaudin de la Grange) et l'usine de la Mare ».

En revanche, ses constructions qui donnent une image de l'activité d'antan, ne sont pas sorties indemnes du passage du temps, et ceux qui nous en parlent regrettent qu'elles soient des témoins qui s'effacent peu à peu…

« l'usine ils l'ont fermée, le moulin[25] à maïs vers Bois Court a été rénové puis a été abandonné, et banna la installe un bureau aujourd'hui, la féculerie de la Convenance est fermée ! zot i veu ke nou i éfas not culture ou kwé ! mé jamé, nou lé su inn île ! »
« dans la tour de l'usine de la Mare, ils vont faire un cinéma mais elle reste un patrimoine ! »
« le cimetière Païen, pour les personnes enterrées sans bénédiction »
« *la prison de Madame Desbassyns : i rest in ti bout i fo pa ferm sa ! lé in témoignage* ! »
« *'Debout ansamb' va réhabiliter le cimetière de la Ressource, où un roi Malgache est enterré, mais aussi des esclaves. Avant, pour la Toussaint, on allait nettoyer mais depuis 10 ans c'est abandonné* ».

Le cimetière de la Ressource, voisin de la Rivière des Pluies, a été évoqué par une majorité d'interlocuteurs et, tant par ses dires que dans les écrits le concernant, il est perçu et présenté comme un lieu de l'histoire réunionnaise et des relations Franco-Malgaches. L'inventaire des éléments culturels de La Réunion présente l'histoire du cimetière.

Ce domaine était devenu propriété de Charles Desbassyns, qui l'offrit en 1844 à Mg Dalmond.
Il devint alors le centre d'une activité étonnante : les pères jésuites, ayant construit une chapelle et différentes maisons, y accueillir des enfants malgaches, fils de chefs locaux, et leur donnaient une formation complète : instruction générale et instruction religieuse. Renvoyés dans leur île, ils devenaient alors des éléments porteurs d'une élite christianisée et francophile[26]. Le village modèle fonctionnait avec une efficacité qui impressionnait tous les visiteurs. On y faisait paraître un journal, les jeunes gens apprenaient des travaux manuels tels que menuiserie, charpente et art de la forge. Un second établissement fut créé en 1850 pour les filles. La séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1905 fut à l'origine du départ des jésuites, qui vendirent le domaine à Mme Paul Gaudin de Lagrange, née Ombline de Villèle, petite-fille de Charles Desbassyns. Celle-ci fit donation de la chapelle et de la maison à sa fille, religieuse de la congrégation de Marie. L'établissement de la Ressource servit un moment de grand séminaire puis fut longtemps abandonné. L'installation d'un centre de formation pour jeunes handicapés de la vue et de l'ouïe a occasionné une refonte complète du domaine. Toutes les anciennes constructions ont été rasées, y compris la chapelle. Il ne reste ici et là que quelques murs de pierre pour rappeler le temps des Jésuites et le cimetière.

Autour de ce site, s'est formé un véritable village Malgache, avec des mariages – les premiers furent célébrés en 1855 - , des naissances et des enterrements.

Ce site, protégé au titre des monuments historiques, est porteur d'une histoire véhiculée encore aujourd'hui par la tradition orale : il passe pour être un cimetière d'esclaves. Prosper Eve[27] relève toutefois « *que toutes les sources écrites démontrent que le cimetière n'a servi qu'après l'installation des Jésuites et en aucun cas aux esclaves* » mais que « *pour la tradition orale, des esclaves ayant vécu dans ce milieu éloigné du quartier Sainte-Marie, il faut bien qu'un (ou des) lieu(x) ait(ent) servi à leur inhumation. Elle voit dans ce cimetière le lieu le plus propice* ».

Daniel Vaxelaire émet une autre hypothèse « *les Jésuites de la Ressource éduquaient de jeunes Malgaches enfants de bonnes familles de la Grande Ile (…). Compte tenu des fièvres qui sévissaient alors à Bourbon, certains sont morts et la mémoire populaire a peut être qualifié d'esclaves malgaches des Malgaches qui étaient peut être fils de Ministres…* ».

[25] « Signalé comme 'cheminée ruinée' sur les cartes de l'IGN, le moulin (tour très romantique que l'on pourrait prendre pour un bourg médiéval égaré sur les pentes de Sainte-Marie) est troué en deux endroits et rongé par la végétation. Sauvé de l'abandon de cette région – les petites usines sucrières qui s'y trouvaient ont été abandonnées au cours du XIXème siècle, la canne étant dirigée vers la côte) – ce moulin a échappé jusqu'à présent aux machines agricoles… Pour combien de temps ? Par contre, il ne reste rien des meules agricoles et de l'unité industrielle qui devaient le jouxter. Daniel Vaxelaire « Trésors, le Patrimoine caché de La Réunion ».

[26] les Jésuites avaient appris le Malgache et les éditèrent les premiers ouvrages imprimés et le premier dictionnaire Franco-Malgache.

[27] « Les cimetières de La Réunion » – contribution pour servir à une histoire des mentalités réunionnaises – Océan Edition 1994

Plus récemment, le 24 avril 2004[28], une étudiante en anthropologie alertait le GRATHER sur la « *destruction d'un cimetière d'enfants d'esclaves* » à la Rivière des Pluies, la presse se faisait l'écho de cette inquiétude.

Le GRATHER et l'association Rasine Kaf demandent la préservation de ce site historique « *qui servait à l'inhumation d'enfants esclaves par l'application de la loi sur l'archéologie préventive, du moment qu'une suspicion demeure sur la présence d'un site historique, il convient de stopper les travaux le temps d'une étude archéologique* ».

La parcelle concernée par la destruction n'était finalement pas celle sur laquelle repose le 'cimetière païen', dont l'authentification reste à effectuée, mais les associations se sont mobilisées, notamment auprès des services municipaux, pour prendre toutes les mesures de préservation du cimetière[29].

Nous tenons par les exemples du cimetière[30] de la Ressource et celui du cimetière païen, qui sont ressentis comme appartenant au patrimoine, à préciser qu'au fil du diagnostic, si la religion, les croyances et les marquages du sacré ont retenu notre attention dans leur immersion toute particulière à la culture et au patrimoine Réunionnais, l'intégration de la mort et des morts à la société des vivants mériterait une analyse approfondie.

Les 'bann ancêtres' sont présents dans les discours, ils sont détenteurs des origines. Prosper Eve souligne « *comme la sépulture est un des grands actes de la vie chrétienne, le cimetière 'boulvar zallonzé ou 'société ventre en lèr », lieu de l'expression familiale, est forcément le lieu où s'opèrent les compromis essentiels entre le discours des Eglises et la pratique spontanée des fidèles* ».

Précédant les inhumations, les veillées mortuaires et leur déroulement nous apparaissent être des points forts de compréhension du 'patrimoine immatériel' qui règle des actes de la vie des familles et de la société.

Appartenant au monde de l'intangible, des croyances sont évoquées, de Bas en Hauts.
« *D'après ce que j'ai entendu, avant c'était plutôt des sortilèges, passée une certaine heure il ne fallait plus passer les croisées, mais tout ça se perd, avec la modernisation »*
« in granmoun té di lavé condamné partout dann gran bwa. Sa té fé pèr ! »
« on dit que le créole est crédule mais à Ste Marie tout le monde avait une connaissance de ça, des fois les grands parents racontent mais les jeunes n'y croient plus… » « *S'il y a de la lumière, on peut rester dehors… et aujourd'hui avec l'électricité il y en a ! »*
« Mais il y a toujours des endroits, comme le gros piédbwa de Tamarin vers Bois Madame, c'est sûr et certain que si tu y vas, tu reçois des coups ».
« Les 3 pieds de mangues vers la Rivière des Pluies c'est dangereux ! si tu passes en voiture et bien toute la lumière s'arrête ! » « Sur la route de la météo lé chaud car dans le fond il y a un cimetière abandonné avec des morts enterrés sans sépultures, à Beaumont osi lé chaud… »
« mon viey moman té très sapo pay kan, té port su la Mare la. In coup la port in morceau fromage là, coco le mor, ah ma di a elle mi manz pa sa si ou di amwin sa koko le mor ! ifé mwin la desand port son zafer, aprè mwin la armonté ! »

Aux côtés des sites précédemment abordés qui l'ont été sous l'angle de la volonté de préservation, d'autres sont reconnus comme caractéristiques de la valorisation de monuments religieux importants.

[28] site archéophile.com

[29] Elles souhaitaient également soumettre la question de la réhabilitation de ce lieu au 'Kolèktif Respèk nout mémwar'

[30] *« le cimetière est le lieu de la négation des morts en tant que morts, le lieu d'oubli de la réalité biologique, de la pourriture, du néant, de la mort, de l'histoire, du devenir social » - JD. Urbain – « la société de conservation » Payot, 1978*

Connue pour sa légende qui remonte au temps de l'esclavage, la Vierge Noire – à la Rivière des Pluies – a été citée comme un lieu de pèlerinage pour de nombreuses personnes « *qui viennent de la commune comme de l'île entière* ».

Dès 1667, elle aurait, de fait, été l'un des premiers lieux de pèlerinage pour les premiers habitants de l'île vivant à Saint-Paul. Elle a été l'objet d'écrits et notamment un conte de Daniel Honoré[31] que nous reprenons en partie annexe de ce rapport ainsi que la présentation de l'histoire de Mario, qu'elle a sauvé en page suivante.
« *on vous dira 'qu'il ne se passe pas une demi heure sans que des gens viennent prier aux pieds de la Vierge'. Même la nuit ! et l'on arrive de tous les coins de l'île. Même de l'extérieur ! Ceux à qui elle accorde des grâces – ou ceux qui en espèrent d'elle – font un pèlerinage jusqu'à ce petit coin retiré de l'île, au moins une fois par an. On vous assurera aussi que l'eau du canal d'irrigation qui passe devant les pieds de la Vierge est bénie et qu'on peut l'utiliser pour laver les membres des malades* »[32].

La tradition orale la concernant est vivace et même si les jeunes collégiens rencontrés la présentent comme « *le lieu de pèlerinage des parents* », ils connaissent son effet protecteur des personnes opprimées ou en danger.

La Vierge noire, protectrice des opprimés[33]

« *Il était noir, s'appelait Mario et était esclave à Sainte-Marie. Un jour, Mario en eut assez de sa misérable condition d'homme taillable et corvéable à merci. Une nuit où la lune se cachait, Mario brisa ses chaînes et se fit "marron" (de l'espagnol cimarron, fuyard, rebelle, ndlr). C'est ainsi qu'on appelait les esclaves en fuite. Mario remonta le lit de la rivière des Pluies, longtemps, très longtemps. Au petit jour, épuisé, il s'effondra au pied d'une petite falaise et s'endormit. Il fut réveillé par les chiens et les cris des chasseurs lancés à sa poursuite. Mario se réfugia dans une petite grotte et implora la Sainte Vierge : il connaissait le sort réservé aux fugitifs capturés. Miracle !... Un large et épais buisson de bougainvillées poussa de nulle part, obstrua l'entrée de la grotte devant laquelle hommes et chiens passèrent sans se douter de rien. La légende (mais en est-ce vraiment une ?) prit corps et de pieuses mains édifièrent à cet endroit une petite grotte dans laquelle on abrita une très belle et simple petite Vierge noire. Protectrice des opprimés, elle est honorée chaque 1er mai par une foule venue de toute l'île* ».

A la Découverte de Sainte Marie – Office du Tourisme Intercommunal Nord.

Anne Mousse[34] fit construire en 1729 la chapelle blanche à la pointe de Sainte-Marie. Celle-ci est dédiée à Sainte-Anne, patronne d'Anne Mousse.

[31] Daniel Honoré – « Légendes Créoles » tome II – la vièrz noir – Edition Udir 2002

[32] Daniel Honoré – 'Kroyans' – Edition Udir - 1994

[33] *Une autre version, relativement similaire : « Sur les terres sucrières de Sainte-Marie, il y avait un pauvre esclave noir appelé Mario. Un soir, il brisa ses chaînes et s'enfuit dans le lit de la rivière des pluies. Il en remonta le cours et, mourant de faim, épuisé autant par sa course que par les coups reçus les jours précédents, il s'endormit. Il fut réveillé à l'aube par les aboiements des chiens et les cris des hommes lancés à sa poursuite. S'approchant de la falaise, il aperçut un renfoncement dans la roche, s'y engouffra et comprit qu'il était perdu : le trou était peu profond. Mario tomba à genoux et pria la vierge de le sauver des chasseurs et de cet esclavage dans lequel il ne voulait plus retourner. La Vierge l'entendit. Elle étendit la main et son souffle parvint à la grotte. Une pousse jaillit de terre, grandit, ce fut une belle liane de bougainvilliers qui prit corps et envahit tout l'espace autour de la grotte. Des fleurs s'ouvrirent dans le même temps dont le parfum si puissant fit perdre la trace du fugitif aux chiens. C'est en souvenir de Mario et surtout en action de grâce à la Vierge qu'une "Vierge noire" fut dressée là et est toujours aujourd'hui, un des lieux de pèlerinage des plus fréquenté de l'île...* » – Sources site nathetchris.com « légendes réunionnaises »

[34] cf. site http://membres.lycos.fr/j3m7/femmescreoles/grd_mer.htm

La chapelle de Notre Dame de La Salette, fut élevée en 1864 par le frère Scubilion pour les pauvres, et fut reconstruite sur les hauteurs en 1950. Un grand mausolée fut construit en 1989 en l'honneur du défunt, élevé au statut de « bienheureux » par le Pape Jean Paul II. La fête de La Salette connaît encore aujourd'hui une portée conséquente.

Sur les Hauts de Sainte-Marie, les marquages religieux observés appartenaient à la religion catholique (croix, oratoire), nous n'avons pas relevé la présence – lors de la phase observation – de signes visibles des autres religions.

D'autres éléments, lieux de vie et non de cultes, on été évoqués comme un patrimoine en perdition.

Il s'agit du bâti avec les cases lontan - la kaz torchi et les arts manuels.

Plusieurs interlocuteurs estiment dommage de perdre la trace des 'bitasyon lontan'.

« *Mi la fini d'viv dan in kaz torchi, mi té giny fé la préparasyon ! (mélange de chiendent, de boue et d'eau - pillé et collé en déroulant la façade de bois - utilisation de la bouse de vache pour lustrer, de bois de goyavier et de corde choca pour serrer la paille vétiver du toit et « siklone i cass pa »). Les lits étaient piké, les matelas té en goni vek maï, zaricot… »*

« *Mi inm preserv not 'patrimoine culturel' : lé l'héritage de nout bann zanset ! Mi inm in nafair lé vieux, lé bizar kom not kaz lontan ! nou viv dan not kaz, si 2 – 3 kom nou i fé, i rest, sé pou transmet o zanfan* ».

« *Sa i pouré faire in kaz torchi pou montr aux gens la vi lontan avek ! Lé dis dernièr kaz torchi 'ont été rasées par la commune' pou fé un canal de lo… Lé kaz lété misère, mé nou lété pa malheureux* ! »

Et évoquent également la crainte d'une perte des petits métiers artisanaux ou tout du moins des manières de créer des objets ou de les faire fonctionner.

« *Camille B. fé d' la sculpture, su bwa, mé lé pa son métier, i fé sa par goût ». « Lé in perte. Pou tout marmay sé lordinater, é tout sak i fé pa mal zot dwa ! mé lordinater i giny pa tay in pilon, pétèt li va désiné mé i fo aprann travay 'de ses mains' !*

« *Si dan inn ékol ou pran les moun avan lé mor pou montr fé inn pilon, etc… I pran dé trwa zapranti et li montre ! Mwin lé ébéniste (selettes) mé mwin na plu la force, mé mi inm toujours, si néna 2 zen, mi giny montre a zot. Si zot va donne la valeur, l'amour, lu va 'se sentir utile' é mi krwa li va exploser, va donn a li dot forces, dot rêves. Si nou la envie de faire, nou peu copier d'abord, mé koméla na poin in affair lé palpé…* »

P'tèt i devyin 'honteux' pou lé bann ti marmay, si li fé in 'métier manuel' sek lu lété pa bon à lékol. P'tèt le paran i met pa d'sel su tou sa… »

Pourtant, les potentiels sont mis en évidence.

« *Na plu zernionm ek lalambik la* (M.G. montre le sien) *i fé plu », « lé boug nana son alambic au Maido, le boug lé fier zordi, lila monté sa et le moun lé fier, lé gens i recherch la valeur. Not fierté humaine nou néna. Mé i fo met lé zot en valeur ! »*

IV. 2 Sainte-Marie, « Dan not kultur, nana not langage, not manger et not muzik a nou »

Même si ces interlocuteurs exprimaient une crainte quant à la pérennité de certaines recettes culinaires, trois éléments sont ressortis comme fortement ancrés comme patrimoine culturel dans les Hauts de Sainte-Marie. L'importance de la langue n'a toutefois pas été détaillée, sans doute parce qu'elle allait de soi.

Bien que nos interlocuteurs expriment un maintien des traditions culinaires, professionnellement comme personnellement, et l'importance culturelle, elles ont été abordées sous l'angle du changement et la volonté de la faire à nouveau connaître aux jeunes.

« *La culture sé l'héritage ke nou la eu… Le séga, na plu… é la vré kwizine tradisyonèl lontan zot la fini oublié pask i di lé pa bon pou la santé ! brèd moutard lé gens i manz pu parapor la pèrd le gou ! minm pou marmay, i donn pu kari pwa… si ou fé konm lontan, lé kom si sé ou la pi out plas, doktèr minm i di aou lé pa bon, fé pa koma… bin koman ou sa aprann ali manz brèd moutard, li la touzour manz tipo tipo, la li krash desu ou la, lé pa bon !! Mé le pwa krasé vek la viande sa lé bon ! lontan avan lé zanfan i mange la terre minm ! i fo réaprann le gou ! mé brèd moutard…le gou la, sa i fé pèr !!* »
« *Les jeunes semblent avoir honte par rapport à ce qu'ils mangent, à l'image de lui que les autres vont avoir* », « *les écoles hôtelières devraient pousser la cuisine créole traditionnelle* »
« *Tou sa la i perd, le marmay i veut plu : le riz maï cassé : i koné plu, le riz chauffé le matin ek piment, huile, sel : domoun i fé plu, la jeunesse ne veut plus manger ça. Patate, manioc, fruit à pain, les papayes pourrissent ou nourrissent le Merle Maurice, les mangues sont gaspillées comme les letchi – eux ils donnent du diabète aussi… » « Le riz safran et zambrocal lé original ça ! le ti jak miel lé difficile à trouver ! Le Kambar se perd on pourrait faire un projet avec ça ! gateau riz sosso i fé plu…* »

Et le Maloya[35] *« ça c'est dû à une croyance, la vie lontan, les ancêtres ».*

« *Comme c'était interdit, ils se sont battus pour le faire revenir et nous on en profite pour continuer, c'est comme le droit de vote ! » « Le Maloya c'est personnel, il y a beaucoup de joie, d'émotion et personnellement on se retrouve ; quand je joue je fais partie des anciens, je mets ça en valeur, ce lien, et ça part comme ça. Juste à l'écoute, le cœur bat plus vite ».*
« On essaie de rassembler le plus de gens pour leur dire de ne pas oublier, et que c'est toujours aussi beau, que ça a toujours la même valeur, voire même plus maintenant … », « La première fête qu'il y ait eu à La Réunion c'est le 20 décembre (avant le Dipavali !) et moi je suis né dans la cour de la Mare alors c'est mon histoire ».

« On s'exprime en mettant le cœur devant et minm quand la main i fé mal ou rode pas l'heure ! Dans l'association, on est une bonne quinzaine, on se relaie pour jouer de temps en temps lors des répétitions. Le fait d'entendre le son, il y en a d'autres qui arrivent et ça fait battre le cœur. »

« *Chacun a son rythme, plus lent, plus rapide, nous on recherche le pur, l'ancestral, les bann rites marron, les kabarets bien rapides minm. Mé si na des reprises on va s'adapter. J'ai vu un reportage sur le Roi Kaf et sur sa manière pour rouler, lé pa parey que maintenant, il y a un son qui emporte et aujourd'hui moins par rapport à avant », « voir les groupes sur scène change tout, sur scène il y a le public, tout le monde participe, on perçoit la musique d'une*

[35] La musique a été citée par 3 interlocuteurs, cette partie sur le Maloya est développée à partir des éléments donnés par des personnes constituant le groupe 'Maloya Marron', qui y sont évidemment très sensibles.

autre manière. Et d'autres chansons n'ont pas besoin du public, elles percutent dans le cœur…….. ».

V. LE PATRIMOINE ENVIRONNEMENT

Il ressort que les personnes rencontrées dans le cadre du diagnostic sont conscientes de la valeurs et du potentiel de leur territoire et qu'ils veulent le protéger, à la fois comme une ressource naturelle mais également comme un cadre de vie pour lequel ils ont des aspirations aujourd'hui et pour demain.

V. 1 La mise en valeur des Hauts de Sainte-Marie, une relation homme - nature

Le lien entre les paysages ou les éléments naturels et l'identité des habitants de Sainte-Marie les Hauts nous est apparu fort.

La forêt est pour les habitants la ressource à préserver avant tout « *la forêt de Beaumont : il ne faut pas y toucher, elle est belle, connue partout dans le monde. La forêt lé important* ».

La forêt qui permet le développement des plantes qui restent utilisées pour les tisanes *« Mi sa rod pou rafréshir, Faham pou rom arangé… mé nou lé blizé alé rodé dan la foré, an vil la pwin, sak ou trouv an vil i sort isi an o minm !»,* et les habitants sont prompt à critiquer les pratiques qui ne considèrent que la valeur lucrative des plantes, *«dé fwa le moun i dévaste mé si depuis li lé né ou explique,li va respecter, li verra lé piédbwa et lé zerbages kom in nafair lé vivan. Lé marmay i fo explique à zot é zot régar i change »…*

La forêt qui permet aux espèces animales de perdurer, si on les considère…
« *Zot touriste i paye pou lendormi au jardin d'Eden ! é néna plu ké 2 papangues isi ! zot i tue ou byin par plézir, ou byin pou la défense pask i vole son volay… mé sa lé normal, li prandra jamé sé trant volay, i trap inn… é lo ra, kan i trap lo ra, pèrson i di pa i ryin !! lontan té apèl ali 'papang volèr volay', té son nom !»,* « *In brakoner koméla lé pas efficace, i fé monopole é li va brakon tou seul… Bann boug i brakon osi pou giny zot vi, pou manger, pou vendre a zot camarade. Banna i pense pa ! Tang ek becs roses néna plu tro. I fo repeupler osi* ! »

« *lontan lavé pêche, goyavier, bibas… Tou sa té pa piké ! lontan tout rivièr lavé sovrèt… Koméla ou trouv pi (…) boug la mèt poison, la tié tout ! akoz zot i giny pa ampoison la mer, sansa té fini ampoisoné !* »

La forêt, pour elle-même et pour se plonger dans le sauvage de l'île.
« *Piton fougère c'est de la forêt primaire, pas encore exploitée, personne i rentre dedans, ou giny pas attrap in piédbwa, na des tamarins lé spécifique a nou sa ! Nou bat karé, nou sava la ou nou lé habitué… », « Na in ta de moun i marche dans la forêt. La marche c'est un plaisir et le marcheur i racont a ou é ou vwa la joie ! i donne envie d'aller ! Lé in passion à transmettre ! ».*

« *Il faut réapprendre aux gens à aimer la forêt pour elle-même* ».

L'accès au cœur de la forêt, aussi bien pour s'y promener par les sentiers, vers les cascades ou les bassins, est évoqué comme un plaisir, voire un besoin pour se retrouver – soi-même et ensemble - et vivre des traditions (le pique nique, les campements, l'immersion dans la nature). Le côté découverte et tourisme pour promouvoir l'île est également souligné lorsque les personnes parlent des sentiers.
« *Piton Parmentier se voit d'ici quand il fait beau, le sentier fé tout la crête et lé bo, ou vwa Salazie et la mer, lé le plu long de La Réunion d'apré la Maison de la Montagne. On pourrait faire un gîte au milieu…* »

« *Nana dé sentiers en randonnées. Kom Piton Fougères mé lé pa assez développé, paske lé pa dan l'GR… é ki son abandonné… na le sentier i descend vers l'espérance i fé partie de listwar mé lé pa touristique, na la ravine des chèvres…* »

De même, le sentier par lequel les habitants de Grand îlet venaient vendre leurs productions au bazar à Saint-Denis est enfoui sous la végétation et abandonné depuis longtemps.

Les difficultés ou impossibilités d'accès aux cascades et bassins, alors même que beaucoup de temps de vie aiment être organisés autour de l'eau, sont déplorées.

« *dans la Forêt de Beaumont : avant on avait accès au bassin bleu mais aujourd'hui c'est fini, c'est devenu un terrain privé car les gens saccageaient, c'est dommage car si tout le monde se tenait bien on aurait encore le sentier ! et dans la grotte du bassin bleu on campait, on allait à la pêche dans le fond du bassin Daniel* »

L'une de nos interlocutrices se souvient d'un mémoire pour lequel l'étudiant avait interrogé les gens pour faire un répertoire des cascades et plans d'eau « *mais s'il n'y a pas de suite avec des relais pour exploiter concrètement les écrits, ils se perdent* ».

V. 2 La mise en valeur des Hauts de Sainte-Marie, un cadre pour vivre et recevoir

Le patrimoine des Hauts, ce que tous, qu'ils y vivent ou non, leur attribuent, c'est également cet apport que constituent le cadre de vie ou de loisir / détente associé à l'art de recevoir.

La nature et les hommes semblent plus proches, plus authentiques et ils ramènent à des valeurs simples : dire bonjour, sourire, accueillir. Les personnes qui résident dans les Hauts sont fiers de pouvoir continuer à faire perdurer cette tradition, voire à la vivifier par leur présence et leurs activités sur place.

« *Dépwi 15 zan, lé la é nou la redonne lèspwar o gens. Lontan navé le problème du désenclavement et domoun i viv ici en Hauts lé peu. Na la pli, le brouillard, na trop soleil et des tracas… Mé lé pa lwin de la ville, on a refait la route et lé possible de viv, les bann zanfan commence à croire. E avek lé flèr lé bon. Si na ankor dot tables d'hôtes i dérange pa nou.*

Edith M. a ouvert, li fé in élevage de volailles. Na poin trop d'tracas ici, i fo préserver ce ti bout d'champ la ».

Le sens du naturel est doublement exprimé comme patrimoine humain et culturel. Il s'agit d'être ou de demeurer naturel pour promouvoir aussi bien la qualité et l'importance des rencontres et des relations que ce qui fait l'âme de La Réunion et ce qu'elle souhaite montrer à ceux qui la visite : une vision de la vie et sa culture justement !

« *A la Nouvelle ou pense pa ou lé dan la foré, tou sa pou 'le confort humain' mé lé touriste lé désu, i mont dan léo pou in ot visyon de vi* »

Ils ressentent intimement la valeur du travail accompli, né du fruit de cet échange équitable avec leur environnement. Celui-ci leur offre ses ressources qu'ils prélèvent ou développent en étant soucieux de la préserver et en contrepartie ils en retirent des principes essentiels.

« *léo na mwin de financements mé nou lé plus 'en recherche' à la campagne. On peut comparer le naturel avant et après notre travail. La forêt nous apprend, on voit bien ce qu'elle nous donne quand on va en ville. Je fais toujours la comparaison entre la nature et l'homme, c'est intéressant ! », « lé in péi ou monte vite en altitude, é le climat lé in peu kom St Denis poin tro d'pluie, poin tro d'soleil »*

Parfois, néanmoins, la nature ne peut répondre à certains besoins et c'est là où les hommes sont face aux hommes pour pallier les manques.

« *Si l'on veut que les gens restent dans les Hauts, il faut qu'ils y vivent. La vie c'est un patrimoine », « Le problème ici c'est l'eau. La pluie ne tombe pas et il faut l'eau potable. Là tout le village est sans eau, il faut aller au captage de la source, on est obligé. Avec des citernes, l'alimentation en eau au moins on boit de l'eau traitée ou pas traitée mais on en a* ».

VI. ANALYSE DU PATRIMOINE CULTUREL DES HAUTS DE SAINTE MARIE

Dans l'analyse du patrimoine, l'on retrouve, de notre point de vue la délimitation horizontale dans l'ordre et la fréquence d'expression des éléments de patrimoine qui ont été exprimés.

× Le patrimoine comme évoqué de Bas en Hauts

Dans les dires des personnes rencontrées, plus l'on est proche de la ville ou de la Rivière des Pluies (différence constatée entre Bois Rouge et Beaumont), plus l'on retrouve dans les éléments cités la Vierge Noire, le cimetière de la Ressource, le port et l'aéroport, l'usine de la Mare. A l'inverse plus l'on monte vers les sommets plus l'on retrouve le rapport à la terre, aux produits de la terre, à la montagne et à la forêt.

Il aurait été intéressant de corréler les réponses des collégiens de Beauséjour avec leur lieux et leur durée de résidence sur les quartiers de Sainte-Marie[36].

Eléments de Patrimoine pour les élèves
Collège de Beauséjour – Sainte-Marie

Le premier avion qui a atterri à Gillot 'les naufragés du ciel'
Le premier bateau qui accoste au Port
Les charrettes de l'eau, maintenant elle est au robinet, lé meyer, plus facile
on n'a pas connu ça…
mais nos bann ancêtres oui !
la vierge noire, c'est le pèlerinage des parents
l'histoire c'est que nos ancêtres se sont cachés derrière la grotte pour fuir l'esclavage
les temples tamouls, deux ou trois dans les bas
la religion
on a construit sur la mer
la forêt
les cascades
la canne
les Tamarins des Hauts
On trouve plus trop, mais les kaz en paille et les kaz en tôle
C'est pour les cyclones qu'on a construit en dur
Non c'est parce que le soleil faisait brûler la paille
Ça avait du charme, on en trouve plus beaucoup sur l'île
Les charrettes
Le patrimoine naturel c'est la forêt, si on peu encore appelé ça comme ça
Les sentiers en terre, l'école était loin
Les animaux de lontan, le dodo a disparu
Le petit train de canne

10 décembre 2004

Le croisement de l'ensemble des entretiens font ressortir comme points forts du patrimoine :

- ✓ La mémoire de la canne
- ✓ Les traditions, comme marqueurs des Hauts
- ✓ Les lieux de culte
- ✓ L'espace naturel, agricole, forestier et ses eaux vives ou en bassins
- ✓ La Vierge Noire et des églises connues aux côtés de cimetières méconnus
- ✓ L'espace comme environnement et cadre de vie d'une commune qui a « *le vert et le bleu* ».

Ce chapitre est revenu en plusieurs temps sur la période de l'esclavage[37] et des engagés à La Réunion, le site de Sainte-Marie étant chargé de cette part d'histoire qui a été évoquée lors de ce diagnostic.

Cela a été fait de manière certes pudique, mais montrant avec d'autant plus d'acuité la volonté d'une permanence du souvenir sur certains sites - en protégeant le cimetière de la

[36] Le collège de Beauséjour accueille des enfants de Bois Rouge, La Ressource, Beaumont, Piton Caillou, Ravine Coco, Espérance, La Confiance et de Grande Montée
[37] cf. Annexe 4 - Les 'grandes' dates de l'esclavage

Ressource -, la volonté d'y puiser des forces - en préservant le Maloya et par la culture de la canne – exemple d'une exploitation des hommes au bénéfice des grandes exploitations d'autres hommes… La reconnaissance identitaire passant par la protection de ce qui est empreint d'Histoire, que celle-ci soit orale ou bien démontrée de manière fiable.

« Si on oublie qui on était, je vois pas où on pourrait aller… »

× Les éléments comme lien à l'actualité du patrimoine

Deux points apparaissent toutefois comme transversaux : la préservation du patrimoine naturel – la forêt, les espèces animales et végétales en relation au culturel des traditions et du 'vivre ensemble' - et le cadre de vie qui reste des Hauts, même si le lien culturel est plus fort, ou plutôt plus ou moins ancré, par la durée d'installation sur le territoire des uns et des autres.

Le patrimoine naturel des Hauts de Sainte-Marie semble un élément déterminant de ce diagnostic et les ponts évidents qui le relient implicitement au culturel sous-tendent les discours des personnes rencontrées.

Elles se déclarent attachées à la possibilité de se déplacer au cœur de leur territoire. Elles souhaitent continuer à s'imprégner d'un rapport à la nature qui les nourrit et à entretenir une relation humaine avec elle par ses bassins, ses espèces vivantes animales comme végétales… Elles expriment surtout la volonté d'y vivre tout simplement.

Les habitants soulignent également un autre risque pour la préservation de leur patrimoine « cadre de vie ». En effet, il existe la perception d'une discordance entre la population à dominante rurale ou des « Hauts » et les néo-arrivants, plus récemment installés à dominante citadine le jour, rurale les soirs et les week-end.

Les premiers, qui constituent l'échantillon des personnes rencontrées, n'ont jamais évoqué – quelles que soient les difficultés de leur vie actuelle – d'aller habiter 'autre part', 'dans les Bas' ou de 'vivre différemment'.

Les seconds nous semblent avoir fait le choix de cette vie différente en s'installant dans un environnement plus calme loin de la frénésie du littoral ou de Saint-Denis où leurs professions les conduit quotidiennement. Les rencontres sont rares et 'délicates' entre les deux groupes, qui n'ont pas le même rythme de vie, ni les mêmes sources d'attachement à leur espace d'habitation, quand bien même la qualité de vie qu'ils y trouvent les fait se rejoindre.

Les uns ressentent parfois qu'ils perdent un peu le droit d'être là au cœur de leur patrimoine naturel et de leur environnement - pour les exploitants ou les habitants, les conditions de développement d'activité, d'installation de leurs enfants ou les conditions de construction de leurs logements constituent autant d'épée de Damoclès – alors que les autres semblent avoir gagné le droit d'être là, dans des conditions sans péril…

L'objet n'est bien sûr pas ici d'opposer ces deux groupes, les personnes rencontrées ne l'ont aucunement fait, mais d'attirer l'attention sur le patrimoine que constitue le cadre de vie pour les différentes personnes résidant dans les hauteurs de Sainte-Marie. Ceci afin de trouver des voies permettant à chacun de se sentir valorisé dans son espace et dans un espace commun, dont les contenus et les contours auraient été tracés ensemble.

Pour conclure,

La fierté par rapport à l'art culinaire, à la culture de la terre, aux savoir-faire et aux traces d'une histoire qui ont construit l'identité est manifeste. On ne veut pas oublier, tous ces 'ceci' qui ont permis de faire que 'cela' existe encore, les personnes sont attachées à ce que l'on s'en souvienne et vivre en harmonie avec des odeurs, des saveurs, des valeurs, est plus fort que le temps qui passe entraînant des changements. Ceux-ci ne sont pas refusés, ils nous semblent seulement bien mesurés par les acteurs de ce territoire, déterminés à ne pas se perdre pour recevoir, à continuer d'être avant d'avoir.

Dans les Hauts de Sainte-Marie, l'on considère avec autant de sérieux les apports et les marques du passé, qu'il soit lointain ou plus proche, et les transformations contemporaines du paysages et des quartiers ou les projets à venir, qui sont autant de sujets d'intérêt - et d'intérêts - que d'objets d'interrogations… « *Le plan d'occupation des sols change vraiment la physionomie des Hauts, sur l'Espérance, il n'y a pratiquement plus de canne car avant il fallait 4000m2 pour avoir une maison et maintenant, on a le droit de construire sur 400m2 », « pask i fo pa zot i déclass tout lé champ d'bwa pou fé in zon touristik ! »*

Nous reviendrons lors de la troisième phase sur les éléments abordés qui concernent le Parc National des Hauts, mais il est à souligner que le projet du Parc a été majoritairement évoqué sur Sainte-Marie, notamment dans son lien au patrimoine et à l'avenir des Hauts par rapport à l'existant.

L'un des habitants des Hauts de Sainte-Marie nous invite à écouter les gens des Hauts.

« Zot i di nou lé kouyon dan léo, mé nou rest dan léo, é depi léo nou vwa plu lwin ! »

Eléments complémentaires
Site de Sainte Marie

ANNEXE 1
Bibliographie des ouvrages repérés

ANNEXE 2
Les personnes rencontrées

ANNEXE 3
Les structures mobilisées pour cette étude à Sainte Marie

ECLAIRAGES COMPLEMENTAIRES

Les éléments suivants nous ont permis d'étayer le contenu de ce chapitre :

✓ Bibliographie de Anne Mousse – site :
http://membres.lycos.fr/j3m7/femmescreoles/grd_mer.htm

✓ Les dates importantes de l'esclavage – site :
http://www.20desamb.com/menupdchrgen.htm

✓ Histoire d'un quartier de Sainte-Marie : Bois Rouge – Panneaux d'exposition disponibles jusqu'au 30 septembre au Groupement d'Unité Territoriale de Sainte-Marie et ensuite à l'AREP du Chaudron – 62 rue T. Chassearíau – Appt 2, Chaudron 97490 Sainte-Clotilde

MISE EN ECLAIRAGE

Bois Rouge : Mobilisation autour de l'Histoire
Journal de Sainte-Marie / décembre 2004 – Janvier 2005

ANNEXE 1 : Bibliographie des ouvrages repérés

- OPARCAT, étude de restructuration économique des bourgs des Hauts de la CINOR [Communauté Intercommunale du Nord de La Réunion] : diagnostic architectural des commerces BETURE Conseil,2000 .- 26 p. 04ECO/38

-OPARCAT, étude de restructuration économique des bourgs des Hauts de la CINOR [Communauté Intercommunale du Nord de La Réunion] : diagnostic économique / BETURE Conseil,2000 .- 58 p. 04ECO/38

-Zones d'habitat précaire et insalubre, Hauts de Sainte-Marie / Zone UP, Société GB 2, SECMO,1999 .- 58 p. 06HAB/42

-Schéma directeur d'aménagement des Hauts de Sainte Marie / SENS Laurent, APR,1993 .- 83 CONSEIL REGIONAL ; COMMUNE 03AME/28

-Le magazine de l'agriculture n° 1 & 2 - Edition 1993 / APR Audiovisuel .- Conseil Général Production,1993 K-01AGR/4

-Assises de l'aménagement des Hauts, les Hauts de l'Est et du Nord Est / CAH,1991 .- Non paginé 00AME/23

-Diversification des productions végétales des Hauts de l'Est et du Nord-Est ; Synthèse et orientations / GAILLARD Jean-Pierre, CIRAD IRFA,1990 .- 67 p.AREH / Conseil Régional / CAH 07AGR/4

-Etude des potentialités agronomiques et de diversification des productions végétales des Hauts de l'Est et du Nord-Est : 3 - Diagnostic des exploitations / APR, KAGY Valérie, SENS Laurent,1990 .- Non paginéCAH ; AREH; Conseil Régional 07AGR/3

-Etude des potentialités agronomiques et de diversification des productions végétales des Hauts de l'Est et du Nord-Est : 2 - Diagnostic des filières / APR, KAGY Valérie, SENS Laurent,1990 .- 188CAH ; AREH; Conseil Régional 07AGR/3

-Etude des potentialités agronomiques et de diversification des productions végétales des Hauts de l'Est et du Nord-Est : 1- Diagnostic thématique / APR, KAGY Valérie, SENS Laurent,1990 .- 63CAH ; AREH; Conseil Régional 07AGR/3

-Etude du marché foncier agricole en 1990 : compte-rendu d'activité / SAFER,1990 .- 49 06AME/6

-Etude du marché foncier agricole en 1989 : compte-rendu d'activité / SAFER,1989 .- 66 06AME/6

-Etude du marché foncier agricole en 1988 : compte-rendu d'activité / SAFER,1988 .- 41 06AME/6

-Etude du marché foncier agricole en 1987 : compte-rendu d'activité / SAFER,1987 .- 44

06AME/6

-Lutter contre l'érosion dans les Hauts de Sainte Marie / APR Audiovisuel .- APR Production,1987
K-04ENV/2

-Etude du marché foncier agricole en 1986 : compte-rendu d'activité / SAFER,1986 .- 35
06AME/6

-Etude du marché foncier agricole en 1985 : compte-rendu d'activité / SAFER,1985 .- 38
06AME/6

-Programme Général d'Aménagement des Hauts, Hauts de Sainte Marie : potentiel agricole et orientations d'aménagement / CABINET ALAIN TARDY,1982 .- 107 p. + annexes
DAF/ADEEARCIRAD/IRAT 03AME/11

-Menciol, l'Espérance, Monté Sano, analyse de la morphologie sociale et de la dynamique des rapports sociaux dans les hauts de Saint André et de Sainte Marie / SIMON François, Institut de Linguistique et d'Anthropologie,1981 .- Non paginéADEEAR
02GEN/4

-Programme Général d'Aménagement des Hauts, Hauts de Sainte Marie : potentiel agricole et orientations d'aménagement entre Ravine Sèche et la Rivière Sainte Marie / CABINET ALAIN TARDY,1981 .- 17 p.DAF/ADEEAR CIRAD/IRAT 03AME/23

-Habitations et cours : études de petits espaces ruraux / CENTRE UNIVERSITAIRE DE LA REUNION,1979 .- Mult. pag. 01GEN/23

-Annuaire Social, Ile de La Réunion, DRASS/IRTS, 2001.

-A la découverte de Sainte Marie, Office Tourisme Intercommunal du Nord de La Réunion, février 2001.

-**Charte Intercommunale pour l'environnement du Nord de La Réunion** (CINOR), Saint Denis, Sainte Marie, Sainte Suzanne : diagnostic, APR, novembre 1998.

-Contrat de ville intercommunal 2000-2006 entre l'Etat, la Région, le Département de La Réunion, la CAF et les villes de Saint Denis et Sainte Marie.

-Contrat Local de Sécurité de Sainte Marie, entre l'Etat, l'Instance Judiciaire et la Ville de Sainte Marie, Contrat de Ville, 16 janvier 2001.

-Documents sur l'histoire, l'actualité de Sainte Marie, Revue de presse, Médiathèque de Sainte Marie.

-Equipements publics, île de La Réunion, AGORAH, 2002.

-La ville de Sainte Marie, Encyclopédie de La Réunion

-La ville s'étale, dossier territoire, économie de La Réunion, INSEE, n°108, 2è trimestre 2001

-La population aisée rejoint les communes résidentielles, dossier territoire, économie de La Réunion, INSEE, n°110, 4è trimestre 2001.

-La Réunion en 24 communes, Réunion bonjour, Comité de tourisme de La Réunion, avril 2002.

-Le foncier et l'immobilier à l'île de La Réunion, synthèse 2002, AGORAH

-Les dossiers de l'économie réunionnaise n°35, Sainte Marie selon le RGP 90, INSEE

-Sainte Marie, le journal, Journal d'Information de la ville de Sainte Marie, CINOR, n°17 – 19 - 24

-Statistiques de l'Observatoire des Hauts, APR/CAH, 2001.

-Schéma d'Aménagement Régional (SAR) des Hauts de Sainte Marie, Région Réunion, APR, septembre 1993.

- Zones d'Habitat Précaire et Insalubre, Sainte Marie, Quartier « Les Hauts de Sainte Marie », DDE / SEMADER, mai 1999.

ANNEXE 2 : Les personnes rencontrées

En entretiens individuels

12 personnes ont été rencontrées en entretiens individuels

Eric	TURPIN	Président de l'Association de Beaumont
Monsieur	TECHER	Habitant – cultivateur de canne
Madame	TECHER	Habitant
Patrice	MAILLOT	Président Association de Bois Rouge et Maloya Marron
Fabrice		Membre Association Maloya Marron
Auguste	MAILLOT	CASE de Bois Rouge
Gérard	ROBERT	Directeur de l'Auberge de Piton Fougère
Monsieur	MAILLOT	Exploitant de fleurs hors sol - chrysanthème
Monsieur	REMY	Exploitant de fleurs - rose
Mme	DUBARD	Déléguée Aménagement des Hauts, Mairie Sainte Marie
Bertrand	AVICE	Animateur APR
René	TANGAPRIGAM	Office du tourisme de Sainte Marie

En réunion collective

Les 23 élèves de la « classe patrimoine » du collège de Bois Rouge et leur enseignante.

Au total, ce sont 36 personnes qui ont participé à notre diagnostic sur les Hauts de Sainte-Marie.

ANNEXE 3 : Les structures mobilisées dans les Hauts de Sainte Marie

- L'association de Bois Rouge
- L'association Beaumont
- L'association Maloya Marron
- Le CASE de Bois Rouge
- L'Auberge de Piton Fougère
- L'Association pour la Promotion du Monde Rural
- La classe patrimoine du collège de Bois Rouge
- L'office du Tourisme Intercommunal Nord

BOIS-ROUGE

MOBILISATION AUTOUR DE L'HISTOIRE

▲ *Bien mijoté, le carry va pouvoir se déguster lors d'un repas ...intergénérationnel.*

En ce jeudi 28 octobre, le CASE de Bois-Rouge affiche complet. À l'intérieur, une première se joue : l'espace d'une journée, le site est en effet devenu un carrefour exceptionnel de rencontre et d'échanges entre plusieurs générations.

Cette action a été organisée par l'AREP, l'ADI, des Associations de quartiers, le Conseil Général et la mairie. Elle vise à maintenir la dynamique partenariale impulsée en 2001. L'objectif est de créer un lien en réunissant toute la population autour de l'histoire du quartier.

Une nouvelle vague d'enfants de l'école primaire du quartier vient d'envahir la salle. Sagement, ils s'assoient. Face à eux, M. Emmanuel Boyer attend les interventions de son jeune public. Dans l'auditoire, les questions fusent çà et là. Le grand-moun de quatre-vingt-cinq ans raconte. La voix saccadée, il déroule le film de son existence. Le papi se souvient qu'à son époque, il allait à l'école, « pieds nus », marchant « dans des galets ». Pour ces petits garçons et filles, c'est un voyage dans un monde, pour le moins, méconnu. Avec surprise, et parfois incrédulité, ils découvrent que dans ce temps-là, beaucoup d'enfants n'avaient ni jouet, ni sandale et encore moins de chaussures. M. Boyer rappelle aussi que, s'il avait bien quelques

Emmanuel Boyer : histoire lointaine et légendes font bon ménage.

daient beaucoup et se respectaient ».

Cette conclusion ponctue également les témoignages des personnes âgées de Bois-Rouge qui ont accepté d'être interviewées dans le cadre de l'action partenariale menée sur le secteur. Elles se sont confiées à la caméra de David Legros (AREP). Ces tranches de vie ont fourni

ILS ONT DIT...

• MICHEL LATCHOUMANIN-CHETTY :

« En tant que président du club de troisième âge « Balsamines ». Je suis très content de l'action d'aujourd'hui. Nous sommes venus pour expliquer aux marmailles la vie lontan. C'est important de transmettre notre histoire. Ainsi, les enfants ne seront pas coupés de leurs racines. En même temps, ils prendront davantage conscience de certaines valeurs comme le travail, le respect, la famille ».

• DAVID LEGROS (DE L'AREP) :

« J'ai pensé qu'un support vidéo pour montrer le vécu des personnes âgées était nécessaire. De manière à faire entretenir l'histoire du quartier, de ses habitants et à perpétuer toutes ces mémoires vivantes. Personnellement, ce travail sur Bois-Rouge m'a apporté énormément ».

• MARIE-CLAUDE PAYET :

« C'est intéressant de découvrir comment nos parents et grands-parents vivaient. Quand on prend connaissance de tout ce qu'ils ont vécu et qu'on mesure les chan-

Association Réunionnaise d'Education Populaire
SIDR Front de Mer – Bât. G – BP 103
97453 ST PIERRE Cédex
Tél : 02.62 25.03.85 **Fax :** 02.62 35.57.09
E mail : arep. siege-social@wanadoo.fr

Salazie

Sommaire

I. METHODOLOGIE ET MISE EN ŒUVRE DU DIAGNOSTIC.....3

II. SALAZIE : UN CIRQUE ET DES HOMMES.....5

II.1 Les marrons de la liberté.....5
II. 2 La seconde vague d'occupation du cirque de Salazie.....7

III. SALAZIE, UNE TERRE D'HERITAGE.....9

III. 1 L'héritage d'une toponymie.....9
III. 2 L'héritage d'un rapport à l'univers et d'une vision du monde.....13
III. 2 La construction comme héritage, un lien entre la nature, l'homme et l'architecture. .14

IV. UN CIRQUE ET DES IDENTITES.....17

IV. 1 Hell Bourg des thermes, des villas, des initiatives et des projets culturels.....18
IV. 2 Grand Ilet, Mare à Vieille Place, Mare à Martin : élevage, maraîchage et culture.....21
IV. 3 Vers une valorisation globale du patrimoine.....24

V. L'IMMATERIEL.....26

V. 1 Religion et Salaziens.....26
V. 2 Tradition orale et croyances.....27
V.3 Vie des lieux et des sites.....28
V.4 Des hommes, ensemble.....29

VI. ANALYSE DU PATRIMOINE CULTUREL DE SALAZIE.....31

ELEMENTS COMPLEMENTAIRES_____ 36

- Annexe 1 : Bibliographie des ouvrages repérés
- Annexe 2 : Les personnes rencontrées
- Annexe 3 : Les structures mobilisées pour cette étude à Salazie

ECLAIRAGE COMPLEMENTAIRE
Site : http://www.futura-sciences.com/comprendre/d/dossier158-2.php - article de M. Sudel FUMA « Esclavage et marronnage à la Réunion »

MISE EN ECLAIRAGE

I. METHODOLOGIE ET MISE EN ŒUVRE DU DIAGNOSTIC

En raison de sa situation « au vent », Salazie est celui des trois cirques qui est le plus arrosé par les pluies, ce qui lui vaut une végétation abondante, et même sur les remparts, un épais manteau forestier. Sur le plan de l'espace naturel (climatologie, géologie, végétation…), le cirque oscille entre atouts et contraintes.

En 1830, à l'aube de son peuplement, le cirque voit se constituer de petites exploitations agricoles permettant à leurs propriétaires de produire des cultures vivrières - et ce malgré une structure foncière morcelée et complexe – tandis que se développe également les prémisses de son potentiel agropastoral et ses savoir-faire artisanaux.

De plus en plus reconnu comme recelant des atouts touristiques liés à son patrimoine paysager, aménagé par l'homme entre moyenne et haute montagne, le cirque de Salazie se caractérise fortement par sa stature culturelle et historique. Circonscrit dans son aire géographique, ceinturé de remparts et d'espaces forestiers, le cirque de Salazie apparaît comme une terre d'héritage qui dispose d'une identité marquée sur différents plans et à différents niveaux.

- L'identité du cirque se lit aux plans naturel, historique et culturel

- L'identité du cirque est à décliner au niveau de ses îlets

Ces aspects seront abordés en tenant compte de la spécificité ou des répartitions naturelles qui se sont effectuées entre les différents îlets, qui – même s'ils sont aujourd'hui plus aisément reliés entre eux – demeurent chacun porteur d'un caractère et d'une biographie qui lui sont propres. Trois pôles géographiques dégagés dans le cadre du diagnostic seront étudiés, éclairés par les dires de leurs habitants.

La mise en œuvre du diagnostic nous a conduit à rencontrer, de manière individuelle, 10 habitants de Salazie résidant sur les lieux suivants : Mare à Vieille Place, Mare à Martin, Grand Ilet et Hell Bourg qui nous ont permis de découvrir leur vision du patrimoine sur les parties centrale, occidentale et orientale[1] du cirque.

Sur Salazie, la mise en réseau des personnes que nous avons sensibilisées à notre travail aurait pu nous conduire à mener un nombre plus important d'entretiens : la plupart des

[1] E. Trouette distinguera trois parties composant le cirque de Salazie. « *Une partie centrale située entre la Rivière 'Dumas' et Fleurs Jaunes qui inclus Grand Sable, la Mare d'Affouche, la Mare à Vieille Place, la Mare à Citrons avec son ruisseau de la Grosse Roche, le village du Petit Sable, la Mare à Goyaves et Bois de Pomme. Une partie occidentale comprise entre Fleurs Jaunes et l'enceinte occidentale qui se divise en Plaine des Merles, Mare d'Hélène, Camp Pierrot, Grand Ilet au pied du Cimandef, Mare à Martin au pied de la Plaine des Chicots, Bé-Cabot et Grand Déboulé de Fleurs Jaunes. Une partie orientale s'appuyant au rempart de la Plaine des Salazes ou Montagne de la Fenêtre. Elle comprend les îlets de Terre-Plate, Hell Bourg, Marzaze, la Mare à Poule d'Eau et les pentes au-dessus du Pont de la Savane. Le Bras Damoiselle court d'un bout à l'autre et va se jeter dans la rivière Dumas, entre le Pont de la Savane et le village du Petit Sable* ». « Géographie de la Réunion première partie : petite géographie » - Albert Duboung - 1896

personnes nous indiquant une ou plusieurs autres lui paraissant à même de disposer d'un savoir ou d'un vécu mettant en éclairage le patrimoine de Salazie.

Afin de répondre à cette demande de « ne pas passer à côté de personnes importantes » et désireux de connaître d'autres visions du patrimoine, nous avions envisagé une rencontre de groupe autour d'une demi-journée.

Elle n'a pu être réalisée.

Faciliter la participation de chacun dans un cadre collectif nécessite un réel travail d'information et de « mise en confiance » en amont. L'expression des participants peut être, c'est selon, très vite neutralisée et rendue fragile ou débridée et polémique tant par l'influence des formes de leadership ancrées que par l'existant relationnel localement.

Sans entretiens préalables avec chacune des personnes pour bien situer le contexte et la démarche de notre intervention, lesquels ne pouvant pas être réalisés dans les délais impartis, nous ne souhaitions pas risquer que la discussion autour du patrimoine ne se change en débat autour de réalités trop contrastées ou d'intérêts plus individuels que généraux sur le thème du patrimoine culturel.

Les paroles des personnes, lorsqu'elles étaient de l'ordre de l'intime ou du domaine privé, ne sont pas rapportées dans ce diagnostic. Sur Salazie, comme dans toutes les interventions terrain durant cette étude, nous avons été attentifs à ne pas contraindre les personnes, ni dans leur liberté de nous rencontrer, ni, lorsqu'elles s'investissaient à nos côtés, dans leur temps ou dans leurs propos. Or, la période des fêtes puis de janvier ne s'avère pas porteuse en termes de mobilisation puisqu'il est encore plus délicat d'attendre des personnes qu'elles jonglent entre leurs activités familiales, les congés ou les déplacements à ce moment là.

Néanmoins, les personnes identifiées par nos interlocuteurs mobilisés constituent encore aujourd'hui autant de potentiels de réflexion à impliquer dans une dynamique de plus long terme dans le cadre de la stratégie culturelle du Parc National.

La mise en éclairage de ce chapitre présentera une vision schématique de la valorisation / visualisation des éléments du patrimoine culturel autour du concept originel d'Ecomusée sur l'ensemble du territoire Salazien.

II. SALAZIE : UN CIRQUE ET DES HOMMES

Salazie, baptisé le 'cirque de l'Est' lorsqu'il fut traversé par ses premiers visiteurs, est découpé par la Rivière du Mât et la Rivière du Bras de Fleurs Jaunes et situé dans le massif volcanique du Piton des neiges. Il est étendu sur 11000 m2 de superficie et marqué par le caractère instable de son environnement.

Sa géographie et sa topographie sont complexes, accidentées et sujettes aux mouvements de terrain, à l'érosion et aux cyclones dont la vitesse s'accélère passée l'entrée du cirque. Ce caractère sera à l'origine de nombreux drames marquants l'histoire du cirque, laquelle est étroitement reliée aux hommes qui n'ont jamais cesser de considérer qu'ils pouvaient y vivre.

*« Traversant le cirque d'un bord à l'autre, il (*le visiteur*) ne cessera plus d'alterner entre ces deux impressions premières : la force impressionnante, prééminente de la nature et la présence prépondérante des hommes, matérialisée par les accommodements entêtés et souvent émouvants dont ils ont fait preuve. Implantés jusqu'au bord des remparts, accrochés sur les pentes les plus traîtres, ils ont tenus bon et sont là (...) fatalisme ou ténacité, le caractère des habitants pionniers les a conduits à s'attacher à cette terre accidentée et ils y ont fait souche[2] ».*

II.1 Les marrons de la liberté

Une entrée historique, voire archéologique, indique que les premiers à peupler le cirque de Salazie furent sans aucun doute les hommes qui fuirent, rassemblés en groupe ou seuls, les conditions intolérables de l'esclavage qu'ils subissaient sur les habitations des propriétaires terriens de la côte et qui se réfugièrent dans l'intérieur montagneux du cirque en se faisant 'marrons'.

Le Piton d'Anchaing qui forme un observatoire encaissé permettant de se dissimuler et de guetter tout à la fois, les gorges encaissées de la Rivière du Mât ainsi que les zones de forêts touffues sont alors propices à une première forme d'occupation des terres salaziennes, vécues comme lieu de refuge.

Par leurs noms les sites de Bélouve 'grand héritage', Anchain, Cimendef, « *de Tsimandefitra, 'où-on-ne-cède-pas', ou Tsimandefa, 'où-on-ne-lâche-pas' (en anthroponyme, Cimendef signifie 'celui qui ne se plie pas', 'celui qui ne concède rien'*[3] »), Bemahot, « aux nombreux mahots », Salazie, Bé-Cabot « grande montée », Bé-Massoune et Mafane

[2] Pour un centre de patrimoine dans le Cirque de Salazie – Pays d'accueil de Salazie « source pour des temps présents » Catherine D. HUCHET - 1990

[3] « *L'interprétation « qui-n'est-pas-esclave » se justifie sur le plan sémantique en sens second, mais gêne du point de vue linguistique. Il y a bien une forme « miandevo », prononcé « mindevo », signifiant 'le maître accompagné de son esclave » mais ce n'est certainement pas le sens attendu. Autrement, « Tsy andevo » « qui n'est pas esclave » ne comporte pas de « m ». Le « m » dans la reconstitution courante « Tsimandevo », ou « Tsimandevi, » ne semble pas pouvoir se réduire aussi simplement dans la transposition créole. En revanche, le « vi » ou « vo » final qui se transforme en « f » ne pose pas problème » - « Dans l'espace réunionnais : des toponymes malgaches comme mémorial laissé par les esclaves* » - Mme RABESAHALA Charlotte Liliane, Chargée de cours de civilisation malgache au Département des Langues, Cultures et Sociétés (DLCSOI-ILA)

témoignent de la présence de ces hommes d'origine Malgache. D'autres toponymes en d'autres endroits, comme Aurère, soulignent des origines africaines.

L'étude des noms constitue, cela sera argumenté ultérieurement, un mode de compréhension de données peu lisibles de prime abord concernant l'histoire des Hauts.
Divers écrits portant sur La Réunion peuvent également nous renseigner. Dans l'une de ses communications Sudel Fuma[4] rappelle que l'auteur Héry a raconté la légende de Maham, chef de 100 noirs marrons qui avait vécu dans les Hauts de Salazie à la Roche-Vidot.

« *Le corps de Maham à sa mort a été inhumé selon les coutumes africaines dans cette grotte qui serait devenue un lieu de sépulture pour les marrons. Héry déclare avoir vu dans l'enfoncement le plus reculé de la grotte 'un ossuaire et une pyramide de crânes desséchés'. Fabulation ou pas, les cavernes de marrons sont souvent citées dans la tradition orale… ».*

L'étude sus citée, ainsi que d'autres ouvrages[5], soulignent que devant la confusion ou le peu de traces laissées sur un plan administratif, les éléments les plus probants se retrouvent dans les rapports de détachement des chasseurs d'hommes.

« *Dans leurs témoignages écrits, les chasseurs de marrons décrivent les locaux d'habitations, "ajoupas", "baraques", "boucans", "cases", "hangards" et les terrains de culture ou "habitations" exploités par les marrons. Ils nous permettent surtout de repérer les principaux lieux d'implantation des camps* ». Dans ces documents, il sera fait état de la présence des marrons comme suit : « *rapport de juillet 1749 : camp dans la forêt de Bébourg sur le "dernier bras de la Rivière des Marsouins" composé de "4 barraques" où vivaient 11 marrons dont 6 hommes 3 femmes et 2 enfants* [6]».

Ainsi sur les conditions de vie, des esclaves d'abord, puis de ceux qui se firent marrons, sur leur organisation sociale, sur leurs pratiques culturelles et cultuelles, un travail conséquent croisant la tradition orale avec l'histoire et l'archéologie reste à réaliser. Même s'il est pourtant clair que nombres d'éléments qui auraient pu servir cette recherche ont déjà disparu, ce que l'on a encore à apprendre en vaut la peine pour les hommes qui habitent l'espace des Hauts, et pour tous ceux qui les apprécient. Nous renvoyons à notre annexe 4 de ce chapitre pour la communication de M. Fuma.

---

[4] Sudel Fuma « L'esclavage et le marronage à la Réunion » – 1/12/2002 « *les documents relatifs à l'histoire du marronnage existent en tout petit nombre, car malgré l'importance du phénomène, l'administration de l'époque a laissé peu de traces écrites sur le sujet. Le problème n'est pas seulement une question de conservation d'archives, mais une pénurie suspecte d'informations…* ». Ainsi « *Faire une étude démographique à partir de l'état civil des esclaves à l'Ile de La Réunion relève de l'exploit scientifique* » et *« les seuls rapports concernant les marrons ont été rédigés par les chasseurs de marrons organisés en "détachements" et devant se rendre "dans les bois à la queste des noirs marrons" ».* - Site : http://www.futura-sciences.com/comprendre/d/dossier158-2.php

[5] Prosper EVE, 'Les esclaves de Bourbon, la mer et la montagne', Editions Karthala,

[6] cf. Site : http://www.futura-sciences.com/comprendre/d/dossier158-2.php - article de M. Sudel FUMA op.cit p 6) « Esclavage et marronnage à la Réunion »

II. 2 La seconde vague d'occupation du cirque de Salazie

A la suite des marrons et de quelques explorateurs, le cirque est habité successivement par deux pionniers.

En 1810 par M. Louvet 'l'ermite de Mare à Poule d'Eau' (et ses deux esclaves) et un peu avant 1830 par Théodore Cazeau qui vint se 'fixer à Mare à Citrons[7]', dont il obtiendra la concession, qui lui sera reprise par le Gouverneur de Hell (en conséquence d'un tirage au sort organisé par sa future propriétaire !). Il s'installera à son tour en périphérie de Mare à Poule d'Eau sur une nouvelle concession, laquelle incluait la source thermale, qu'il n'exploitera pas… Pierre son frère se fixera à 'Petit Sable' où il fondera le village de Salazie.

Dès lors, la colonisation du Cirque de Salazie, officiellement datée à partir de 1830, sera le fait de plusieurs types de population.

D'une part, le peuplement de Salazie fut le fait d'une population de personnes que la transformation des propriétés du littoral en plantations sucrières a privé de travail ou d'un travail leur permettant de vivre décemment alors même qu'ils faisaient face à des conditions sanitaires difficiles.

En effet, l'organisation de la production des espaces côtiers dans le système de plantation a connu le passage d'une main d'œuvre esclaves puis d'engagés, à la suite de l'abolition de l'esclavage en 1848, puis une réorganisation tournée vers une forme naissante de capitalisme industriel. Cette nouvelle donne génère de réelles inégalités sociales. Les grands propriétaires fonciers, les négociants et les usiniers assurent une domination au plan économique tandis que la majeure partie de la population – journaliers agricoles, employés d'usines, colons partiaires, petits propriétaires - est cantonnée dans des emplois et situations difficiles au plan financier comme social. Enfin, les anciens esclaves ou 'petits blancs' prolétarisés se retrouvent totalement démunis de travail. S'ajoutent à cela des épidémies, le paludisme notamment, qui touchent prioritairement les individus les plus fragilisés…

Ces personnes, qui constituent le premier type de population s'installant à Salazie, iront alors chercher - le plus souvent par bandes - dans les Hauts un espace leur permettant de travailler en cultivant librement leur terre. Les Hauts sont associés à une notion de liberté et de fierté de vie, qui ne leur est plus - ou toujours pas - possible dans les bas. Ils virent dans le cirque de Salazie un espace propice pour y vivre, en particulier sur la zone de Mare à Poules d'Eau, qui, située au pied du Piton d'Anchain, fut le premier site baptisé alors que le cirque n'avait pas encore de nom.

[7] Le domaine de Mare à Citrons – qui changera plusieurs fois de mains de Marie Edouard-Perrichon, à René Payet, puis William Spinel – est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments de France le 29 mars 96. Source GRAFOS - 'Salazie Histoire d'une commune – les habitants de l'extrême' – Edition Azalées, 2000

D'autre part, après le cyclone dévastateur de 1829, certains habitants prirent la décision de quitter la côté Est (et les communes de Sainte-Suzanne et de Saint-André) et se sont lancés à la conquête de nouvelles terres.

Ils se retrouvent, aux côtés des membres du mouvement des Francs-Créoles[8] qui assurèrent dès 1830 le peuplement principal du cirque, à participer à la 'colonisation de l'intérieur'. Les membres du mouvement des Francs-Créoles firent partie des bénéficiaires des 36 premières concessions accordées par le gouverneur.

Des recherches entreprises, par l'équipe de l'écomusée particulièrement, dans les documents disponibles aux Archives Départementales montrent que parmi les primo-arrivants du cirque se trouvaient également des petits propriétaires qui n'étaient pas totalement dépourvus de capacités financières et qui avaient à leur service une main d'œuvre esclave. Leurs conditions d'installation et de développement sur ces terres étaient de ce fait différentes…

L'ensemble de ces 'prises de possession', de nature et de forme variables (les premiers étant des familles cultivant des parcelles choisies un peu en retrait et les seconds s'installant sur des concessions qui leur sont accordées officiellement) entérine la colonisation officieuse et officielle du cirque. Cela correspond à l'époque où, notamment afin d'éviter une crise sociale et de limiter les importations de denrées alimentaires, la mise en valeur des Hauts de l'île est décidée et se répercute sur les cirques de Cilaos, Salazie et Mafate. A côté du système de plantation installé dans les Bas se met en place dans les Hauts un système paysan, créant un dualisme particulier dans le géosystème de l'île.

Sur le plan géographique, les colons fuyant le risque cyclonique depuis les côtes de l'Est s'installeront à Mare à Citrons, Mare d'Affouche, Mare à Vieille Place et Mare à Goyaves. Les sites de Hell Bourg, Ilet à Vidot, Bras Sec, Mare à Martin,… seront ceux occupés par les colons qui demandèrent des parcelles en concessions ; celles-ci leur étant accordées, ils devinrent les membres d'une société de concessionnaires.

Partant des 36 premiers concessionnaires et leurs familles en 1831, le cirque de Salazie fut rapidement plus densément peuplé ; les familles vivaient en autarcie, des ressources que leur offrait le sol. L'actuel village de Salazie fut créé au lieu dit 'Petit Sable' en 1834 et dès 1836, Salazie devint district spécial de Saint-André et les réglementations des concessions furent bien établies. Par la mise en valeur agricole et le développement des thermes on passera de 1181 habitants en 1843 à 5 444 personnes en 1902, et la population sera multipliée par cinq entre 1843 et 1911. La période post-première guerre mondiale conjuguée à la perte de vitesse du thermalisme laisseront apparaître un recul de la population entre 1921 et 1930. L'on arrive aujourd'hui à environ 7500 habitants avec une stagnation constatée de la population.

[8] « *Les Francs-Créoles était un mouvement créé afin de représenter la partie de la population souvent endettée. Ils voyaient d'un mauvais œil l'influence de 'l'aristocratie sucrière', et voulait un gouvernement et des institutions fondés sur le pouvoir de la classe des petits propriétaires. Ils créèrent en 1833 un journal clandestin, le 'Salazien', et pour ce fait certains d'entre eux furent emprisonnés. Leur installation sur le cirque fut déterminante… Ce sont les Francs-Créoles qui décidèrent de construire dans ce lieu un 'village utopique' leur permettant de vivre selon les principes de la Franc-maçonnerie : ce fut le village de Petit Sable, qui deviendra plus tard le village de Salazie.*» - GRAFOS - 'Salazie Histoire d'une commune – les habitants de l'extrême' – Edition Azalées, 2000

III. SALAZIE, UNE TERRE D'HERITAGE

Nous ne reviendrons pas ici sur un héritage physique par les mouvements de concentration ou de division des concessions (mariage, naissance, décès, vente)… mais sur les différents héritages qui se traduisent dans le cirque de Salazie. Ces différentes occupations laissèrent des traces dans la toponymie et dans la philosophie des lieux tels que vécus au sein du Cirque de Salazie.

III. 1 L'héritage d'une toponymie

Il nous apparaît important de développer dans ce chapitre une autre entrée que celles de l'archéologie ou de l'histoire : celle de la toponymie. Elle a été notamment évoquée dans la présentation d'autres secteurs (l'Entre-Deux, Mafate, Cilaos, Sainte-Marie…).

Peu d'éléments de toponymie ont été spontanément évoqués par nos interlocuteurs qui nous parlaient de leur patrimoine culturel. Toutefois, des recherches et des ouvrages ont été réalisés qui contiennent des données intéressantes – notamment par le recueil de témoignages - qui nous ont permis de mieux appréhender les fondements et les évolutions du territoire Salazien ou de ces personnages marquants (livre du GRAFOS précédemment cité, travaux de recherche du DLSOI-ILA[9]…).

En partie liés aux légendes de la tradition orale, ce qui rend souvent difficile leur interprétation exacte, les toponymes et anthroponymes sont une part importante de l'héritage.

Un travail sur le patrimoine ramène à la reconnaissance de nombreuses personnes qui ne voient pas cette part de leur culture mise en avant. A ceux qui voient s'effilocher leurs connaissances sans pouvoir rien faire d'autre que partager si l'occasion leur est offerte leur mémoire des noms des lieux qu'ils occupent, qui leur sont proches, auxquels ils sont attachés… Ou encore à ceux pour lesquels ces éléments n'évoquent plus rien de tangible relié à leur passé ou identité.

Raphaël Folio dans une interview sur 'Radio Salazes[10]' faisait part de sa crainte que l'origine de la dénomination des sites ne soit oubliée par les jeunes générations même si ce souvenir existe encore dans la mémoire collective. « *Je trouve que c'est malheureux, c'est quand même un souvenir, et même un pilier de notre passé. Anchain c'est quand même le premier habitant de Salazie, et les gens l'ignorent, ils ne savent pas pourquoi on appelle ça 'Piton d'Anchain', parce que c'est comme ça, pour eux…* ».

Or ces éléments ne se retrouvent pas forcément dans les différentes cartes, guides, livres, panneaux indicateurs qui ont notamment fait évoluer la graphie des noms : Marla passera ainsi de cet orthographe d'origine à celui qui l'écrit avec un t 'Marlat', Bebour s'écrira Bebourg et Soalazy, qui pour l'anecdote se changera brièvement en PK10 : point kilométrique 10, deviendra Salazie[11] en 1835...

---

[9] Communication pour le colloque international Mémoire orale et esclavage dans les îles du sud-ouest de l'Océan Indien Université de La Réunion, 26 Mai 2004 « Dans l'espace réunionnais : des toponymes malgaches comme mémorial laissé par les esclaves » - Mme RABESAHALA Charlotte Liliane, Chargée de cours de civilisation malgache au Département des Langues, Cultures et Sociétés (DLCSOI-ILA)

[10] GRAFOS - 'Salazie Histoire d'une commune – les habitants de l'extrême' – Edition Azalées, 2000 (op. cit. p 37)

[11] Lui préférant cette appellation à celle des 'sources', le nom fut acté par Annette de la Serve, fille d'un concessionnaire primitif du Cirque.

La signification linguistique, même lorsqu'elle est connue, n'est pas mise en valeur voire mal interprétée.

Les exemples des différentes interprétations de Cimandef « celui qui refuse d'être esclave » du GRAFOS et celles de Cimendef présentée en page 4, ou de Bemahot, sont révélateurs de la complexité et du réel travail de recherche nécessaire pour revenir aux sources des mots… Bemahot, « aux nombreux mahots », fait référence au fait que « *l'écorce souple et résistante de cet arbre servait couramment à faire des lanières, par exemple pour traîner le bois de chauffe. Il faut donc maintenir cette forme Bemahot et non « Baie Mahaut »*[12] *qui dénature et suggère une fausse interprétation, alors que l'étymologie est la même que pour tous les autres toponymes commençant par 'be'. 'Be' marque soit la pluralité, soit l'intensité* »

Quelques éléments de toponymie par l'un de nos interlocuteurs à Hell Bourg
Salazie, *viendrait du malgache « Saolaze » : « le bon campement »*
car il désigne la marmite à trois pieds (marmite de campement) d'une époque
où l'on vivait de la nature. Le gouverneur de l'époque a donné ce nom à sa fille.
Be Cabot *« la grande montée », désigne un village en Haut car « quand les français sont arrivés, ils restèrent pour les deux premiers siècles sur la côte (nom français de « blanc »).*
Cilaos : « pays que l'on ne quitte pas », **Mafate** : « qui sent mauvais [13]»
Sur l'île ce sont les premiers marrons qui ont baptisé les lieux

Sur le cirque de Salazie, l'imaginaire des habitants a puisé dans la morphologie pour baptiser les sites, et la chronologie des noms de lieux éclaire sur les évolutions et l'influence des personnages ou des occupations (anglaise entre 1810 et 1815) dans la constitution des bourgs et îlets.

Ainsi, le 'baptême' d'Hell Bourg nous est raconté par l'une des personnes rencontrées *« à la découverte des sources thermales, la station est créée pour permettre aux blancs de se reposer et Hell Bourg devient une ville pour les colons qui se reposent. Le gouverneur de l'île (M. Hell venant d'Alsace, Hell Bourg comme Strasbourg !) distribue les concessions aux colons et les gens auxquels il a donné des concessions auraient 'choisi' de rebaptiser le village de son nom. Il a aussi été gouverneur de Hell Ville à Nosy Bé à Madagascar ».*

Le lieu dit 'la Cayenne' rappelle que les détenus étaient eux-aussi membres de la population et travailleurs forcés pour les aménagements du cirque ; tandis que le 'point du jour' – devenu Belvédère de Mare à Poule d'Eau, rappelle que Salazie a été également habité par les estivants ou les curistes, qui venaient admirer le point de vue depuis cet endroit.

Si l'on remonte encore le temps, il est impressionnant de voir à quel point la connaissance des premiers toponymes permet une mise en valeur des ancêtres - à côté des marrons (l'esclavage ne couvrant qu'une partie de la toponymie Réunionnaise) – et favorise une lecture de la marque de l'homme, des modes de vie, de l'évolution des mentalités…

[12] Graphie qui figure actuellement sur le panneau d'information devant l'Eglise de Salazie et qui semble une copie d'un toponyme antillais !

[13] Cilaos, de *tsy ilaoza(na)*, « que-l'on-ne-quitte (abandonne)-pas » - Mafate de *Mahafaty,* qui-provoque-la-mort (lieu ou personne). L'interprétation de ce dernier terme étant qualifiée de très délicate, nous reviendrons sur des études consacrées à la toponymie en troisième phase de ce diagnostic - « Dans l'espace réunionnais : des toponymes malgaches comme mémorial laissé par les esclaves » - Mme RABESAHALA

Mme Rabesahala présente que les toponymes, dont la distinction d'avec les anthroponymes reste délicate, peuvent être répartis en diverses catégories. Les descriptifs permettent le repérage d'endroits en soulignant une particularité, une forme, ou en caractérisant une activité. Les informatifs, passent du repérage à une information sur la fonction des lieux. « *Le passage du dénotatif au connotatif marque une évolution vers le fonctionnel qu'il faut considérer si on veut réellement comprendre la logique de l'organisation de l'espace des marrons. Car il y a une logique* ».

Enfin l'on trouve les commémoratifs d'événements significatifs pour le groupe de marrons concerné ou en rapport avec ses opposants[14].

Cette reconnaissance fondamentale de l'âme des Hauts qui est en jeu apparaît presque comme un domaine oublié, un héritage occulté pendant trop longtemps. Ceci rend les travaux compliqués aujourd'hui, les éléments de réponse s'étant souvent délités dans la mémoire réunionnaise.

Ainsi, travaillant sur le Piton d'Anchain pour ce rapport, nous nous sommes trouvés face à une légende dont les versions sont nombreuses et un homme au sujet duquel des différences, des divergences, et pas seulement de l'ordre de la linguistique (Encheing, Anchaing, Anchaine, Enseigne…) apparaissent. Pourtant le cœur de l'Histoire de Salazie et ceux d'une partie des Salaziens n'y sont ils pas attachés ?

Il existe une base commune à la légende, qui concerne Anchain et Héva. Tous deux esclaves d'un riche propriétaire de la côté Est, ils s'enfuirent et, après avoir traversé la Rivière du Mât, se réfugièrent sur un Piton inaccessible du haut duquel Anchain pouvait guetter Bronchard, terrible chasseur d'esclaves. La fin de l'histoire connaît plusieurs déroulements (Héva et Anchain furent libérés par Mademoiselle Margot, fille de M. Alexis leur propriétaire ; Anchain se jeta dans le vide pour s'échapper, Bronchard le crut mort et il partit ; Bronchard tua Anchain d'un coup de fusil...) [15].

Si l'on considère une interprétation par les toponymes, cela n'est pas pour autant plus aisé. Nous reprenons ci-dessous les éléments avancés par Mme Rabesahala[16], impliquée dans notre diagnostic, et qui venant d'évoquer la complexité de l'interprétation de la nature de Mafate, entre toponyme et anthroponyme, étudie celle du Piton d'Anchaing.

[14] « Evènements qu'il nous est difficile de connaître avec précision, mais que l'on soupçonne revêtir un caractère important pour la vie du groupe concerné. Ils célèbrent aussi probablement des prouesses des chefs et des guerriers. des toponymes commémorent aussi leurs adversaires, et rappellent la victoire de chefs de détachement les plus redoutables, tels Chemin Caron, Caverne Mussard, en face du Camp de Pitse, ce dernier étant déformé en Camp de Puces, du nom d'un des grands chefs marrons malgaches attestés, Pitre ou Pitse ». « Dans l'espace réunionnais : des toponymes malgaches comme mémorial laissé par les esclaves » - Mme RABESAHALA

[15] C. Lavaux 'la Réunion du battant des lames au sommet des montagnes' Tome 2 – Edition Lavaux 1973 - A. Vinson – 'Salazie, ou le Piton d'Anchaine' : légende créole – Ed Delagrave, Paris, 1888 - D. Honoré – 'légendes créoles' – UDIR, 1997 (p 11 'Eva èk Ansin').

[16] « Dans l'espace réunionnais : des toponymes malgaches comme mémorial laissé par les esclaves » - Mme RABESAHALA

La difficulté est encore plus cruciale avec le cas du Piton d'Anchaing. Rien n'atteste historiquement l'existence du personnage. En effet, ce n'est que sous la forme de légende et de traditions que nous parvient la haute figure d'un patriarche, chef vénéré et sage qui serait le premier marron malgache de l'Ile et aurait fondé le Royaume de l'Intérieur, par opposition au gouvernorat des plaines et du littoral.

La question de ce royaume, agitée comme une menace constante par les maîtres pour justifier la chasse meurtrière aux fugitifs et éradiquer le marronnage est importante. Même si le terme « royaume » paraît grandiloquent, on ne peut que souscrire à l'existence d'une solide organisation socio-politique interne aux marrons. Il faut comprendre que le fanjakana malgache, - traduit ici par « royaume » -, n'est pas tant question de surface ou d'importance numérique des sujets que de qualité de l'organisation sociale. Le fanjakana est la circonscription territoriale où un mpanjaka (= souverain) a érigé un état, entendu comme une organisation socio-politique, religieuse et économique autonome. Le mpanjaka est le chef capable, compétent pour la mission de bâtir une telle communauté. Nous comprenons la nécessité vitale d'une telle démarche, pour des individus socialement et culturellement destructurés et avilis. Il est certain que dès qu'ils ont pu le faire, les marrons ont érigé un royaume.

Pour revenir au cas d'Anchaing, qu'il ait réellement porté ce nom ou pas, un chef marron s'est réfugié dans le piton éponyme, et y a vécu assez longtemps pour avoir une descendance. Le peu que nous puissions dire pour l'instant, c'est l'importance de ce toponyme qui se présente comme une clef d'interprétation de l'ensemble.

Les rappels d'éléments de toponymie dans cette étude sont un premier pas - guidé par nos sources bibliographiques ou nos interlocuteurs[17] - vers une remise dans les mémoires, qui rappellerait aux gens la magie de certains lieux et leur portée dans l'Histoire, dans leur histoire.

L'anthropologie et la linguistique peuvent permettre de retrouver les formes créoles originelles, celles qui respecteraient 'le parler originel' et qui respecteraient la mémoire entièrement, intégralement y compris dans ce qui est douloureux. L'anthroponyme peut travailler à deux niveaux : celui des personnes et celui des lieux publics – notamment l'espace urbain au sein duquel la mémoire est sans doute plus en danger[18].

Pour l'une de nos interlocutrices « *Ce que raconterait tous les toponymes Réunionnais c'est une histoire magnifique, la plus belle de la Réunion peut être et l'on risque de passer à*

[17] La ferveur qui se dégage lors d'une réminiscence publique et officielle (cas de l'Entre-Deux lors de la sacralisation du site du Dimitile le 18 décembre) est révélatrice de la valeur accordée aux origines, et qui peut rassembler les Réunionnais. L'une des personnes impliquées dans l'étude nous dira « *c'était incroyable, et alors que l'on célébrait les ancêtres Malgaches les représentants de la Maison de l'Inde nous ont parlé de leurs ancêtres, et chacun s'écoutaient avec émotion* », elle ajoutera un peu plus tard « *mettre à mal des toponymes Réunionnais ce n'est pas seulement les mots issus du Malgache, les toponymes Bretons doivent également être épargnés !* ». Les origines peuvent aussi créer des aspérités entre les gens des Hauts, induire des comportements (déclarer habiter « *sur la terre Foucques* » à Sainte-Marie n'est pas dénué de signification et d'influence)…

[18] Il y a une 'rue Cimandef' qui se situe dans le Port, mais les rues, y compris dans les Hauts, sont parfois récemment renommées au patronyme d'individus. Alors ces personnes restent tandis que l'origine des lieux et leur histoire passent…

côté alors que des ancêtres, de la personnalité des marrons, se sont battus pour que l'humain existe ».

III. 2 L'héritage d'un rapport à l'univers et d'une vision du monde

Etroitement corrélée à l'héritage des ancêtres existe une réponse de la nature et une vision du monde.

Dans les Hauts, il est fort de regarder, de ressentir, comment l'on exalte la nature et ce qu'elle apporte, comment l'on se meut dans cet espace des Hauts, comment l'on construit une vie dans les Hauts en rapport avec les plantes, les espèces naturelles, les pierres, les minéraux, … La vie étant difficile pour les personnes des Hauts, le vivant revêt un caractère fort, presque sacré et s'intègre dans la vie quotidienne, dans les pratiques culturelles, par toutes ces voies de communion qui ont su être découvertes et qui alimentent une réciprocité.

« *Lé vré tizanèr i koné koman i fé zot. Si li la corché, tou d'suit li remèt la mousse, pou repousser au moins le piédbwa i crev pa. I fodré arriver a faire kom sa mé si ou arriv avek in couteau ou komans coupé depi an ba jusken l'air lé pa bon di tout (…) dan zot kour zot néna presk tout lé plante (…) Ou peu passer in peu partou ou va trouver toujours des tisanes. Sak ke lé grand parents navé i donn in tite bouture o zanfan* ». « *Lontan kan ou fésé de la tizan sété depwi étan ptit. Moman la toujours fé de la tizan depwi ke mwin lé ptit. Tou lé swar sé tizan. E depwi nou lé pti minm nou la toujours eu la tizan nou. E i koné koman l'organisme i réagi parapor tèl ou tèl tizan* ».

« *En général lé bon tizanèr zot i koné zot, kan i falé coupé, kan i fo prand. Mé lé tizanèr du dimanche, lé brakonié, zot i arriv i cass et pi. Mwin mi di i fodré arrivé dan ce sens là pour préserver il faudrait laisser faire les vrais tisaneurs, zot i koné vréman, laisse a zot faire. Zot i koné la forêt* »

« *Pour les espèces en voie de disparition il vaut mieux essayer de protéger, peut être plus tard on aura le temps de propager un peu et on pourra reprendre ça après* »…

« *Cari tang lé dan l'patrimoine depwi dé lustres et des lustres. Su Mare à Martin mi vwa pa sa kom brakonage paske lé gars i respect, tel period i sa va la chasse, li pran pa le pti li pran pa la moman, li koné si li pran tout c'tané lané prochaine li gagnera plu. E li lé vigilant la desu. E pi mi préfèr manger in Tang su Mare à Martin ke manger in Tang su in not koté. Paske isi mi koné vréman ke lé gars kan i sa va zot i koné se ke zot lé antrin d'faire, zot i sa pa pran in tang lé pleine pou allé tué hin… Mi koné lé réglo ! 10 euros in Tang* ».

« *Pi na tout in tout autour de sa. Nou not patrimoine mi voyé maman en train de lav linge avec bann zafair d'choka é aujourd'hui c'est de la poudre. Koméla ou trap dé bou d'savon a la boutik. Lontan ou prand dé bann rasine vétiver é i dégagé in meyer parfum ke la naphtaline ! Navé osi lontan le bwa de camphre, i attiré pa di tou lé insectes mé lé armwar lété fé en bwa de camphre, ou mèt out linge ou lé sûr na poin dé bèt mites tou sa. Sé plin de truc kom sa ke nou la oublié, mi koné ke li la existé mé la plu pratiké* ».

En cela, l'espace des Hauts est en quelque sorte un peu préservé, et les hommes des Hauts sont encore en partie détenteurs, si ce n'est toujours utilisateurs, de connaissances empiriques (quand bien même ils ne disposent pas de preuves scientifiques portant sur les principes actifs correspondants). De ce fait, grâce à ce qu'ils représentent encore, les Hauts

peuvent arriver à faire ressortir l'originalité de la Réunion sur ces aspects, que certains connaissent, que d'autres utilisent, que d'autres encore recherchent.

Certaines des personnes rencontrées présentent qu'il s'agirait d'arriver à une forme de modernité intégrant les savoirs et les valeurs anciennes qui existent encore dans les Hauts.
« Auparavant, il n'y avait pas de service météo, on savait pour les cyclones parce qu'un bateau passait le message en rentrant au port, les gens faisaient leurs propres prévisions, essayaient de déterminer le temps eux-mêmes, qui étaient basées sur des principes liés à un bon sens qui n'était pas toujours faux ! Exemple : un ciel cuivré à l'est le soir était annonciateur d'un cyclone dans le coin (et ceci est scientifique aussi : l'excès d'humidité entraîne des perturbations et une couleur particulière), ensuite la force du coup de vent et son trajet étaient variables ».

D'autres témoignages nous ont permis de relier la vie des hommes et leur rapport à l'agriculture, à la nature au travers des astres – influence des cycles lunaires, repères dans le positionnement des étoiles -, des éléments – pluie, vent, température -, aux comportements des animaux, aux effets des plantes – en culture, en représentation, en relation à l'homme sur les plans préventifs et curatifs… Plus que de 'simples' proverbes ou adages populaires, ces éléments témoignent d'un réel savoir, révélant le bon sens et l'ingéniosité des hommes dans leur adaptation – par la connaissance et la considération – au sein de l'environnement

Mais comment faire véritablement la part entre ce qui perdure et l'interrogation de l'une des personnes impliquées dans le diagnostic *« Il y a peut être moins de croyances aujourd'hui, par perte d'habitude puisqu'il y a des technologies modernes » ?*

III. 2 La construction comme héritage, un lien entre la nature, l'homme et l'architecture

Les ancêtres des Hauts (Africains, Malgache, Indiens), et les anciens venus des bas qui ont peuplé Salazie ont ainsi transmis ou imprimé leur respect et leur représentation du monde. Ceci se traduit notamment sur le positionnement et la configuration de leur habitat en lien avec leur environnement ainsi que dans l'architecture.

Si vous regardez par exemple l'église de Marla elle paraît bizarre, petite, un trapèze posé à côté d'une roche avec un drôle de système d'ouverture. Si vous regardez une kaz an pay ou certaines kaz créoles des Hauts disposées et orientées dans leur espace, entourées de certains types de végétation, que voyez vous ?

Sans les connaître, on ne les reconnaît pas comme le fruit d'une manière de voir particulière reflétant la façon dont les personnes des Hauts ont conçu leur univers à partir de ce qu'ils étaient, savaient, expérimentaient. Les éléments d'architecture – bâtis ou à bâtir - peuvent permettre de révéler une conception du monde : emplacement, proportions caractéristique et typique. Ce qui manque encore trop souvent ce sont les clés de lecture, comme autant de principes à partager ou à redécouvrir qui faciliteraient l'intégration à l'environnement particulier de l'île et l'expression concrète d'une identité.

Sur Salazie, les personnes rencontrées ont évoquées l'histoire des kaz en bois sous tôle qui les représentent et qui les différencient !

« *C'est le patrimoine que peut être nos ancêtres la laissé, c'est pas nous va gagne en profiter parce que depuis moi lé ptit mwin la vu bann kaz an pay et le problème c'est que aujourd'hui nou la perd tout sa. On ne vit plus dans une kaz an pay mais dans le béton et après la kaz an pay a évolué vers la kaz en bois sous tôle. Et les kaz en bois sous tôle disons c'est un peu nos ancêtres la laisse a nou ce patrimoine là* ».

« *Grand Ilet a été considéré comme reculé, mal logé, paumé, vivant de ficelles et de bouts de fils de fer, les paillotes étaient sommaires, kaz en pay de vétiver avec le lit incrusté, auquel le cochon était souvent attaché. L'été il faisait frais et l'hiver l'eau ne rentrait pas, puis un cyclone a tout emporté… On est passé aux cases en tôle, plus ou moins bien gérées, et mal positionnées pour des variations de températures comme à Grand Ilet… On est arrivé au contre-plaqué et aujourd'hui aux maisons modernes, confortables, mais il n'y a plus rien de Grand Ilet* ».

La kaz en bois sous tôle hier et demain ?

« *Une kaz en tôle na toute une histoire derrière et ça il faut raconter. Par exemple la Réunion la été colonisé par bann marins, la plupart i sortait de bann Bretagne là bas ; ma famille - mes arrières arrières arrières grands parents - i sorte en Bretagne par exemple et à côté de ça nou néné inn kaz en bois sous tôle, toute la structure i rapèl aou celle d'un bâteau, la bann marin i ariv isi navé poin d'kaz, zot la renvers bann bato karéman et puis zot la entouré. Et une kaz en tôle c'est exactement un bateau renversé, la structure lé exactement la même que la base navale de la structure d'un bateau. Mé nou na une grande histoire et nou la oublié tout sa là. Maintenant sat i fodré arrive à faire c'est faire vraiment un vrai village créole et peut être arrivé isi et dire, bon écoute nou prend un coin, par exemple comme Mare à Martin ou Grand Ilet et ou fé rien que bann maison créole, ou fé un site comme sa au moins le boug i arriv et i voit ryin que des maisons créoles là li lé attiré. Mais in moun ki sort en bas, i voit déjà des villas en ville, li arrive, li vwa rien grandes villas, i sert à rien. Déjà même tu vois il faudrait qu'il arrive à faire, nous habitants de ces petits bourgs là, que notre quartier i ressemble pa a tout, qu'il soit représenté par quelque chose* (…) *Maintenant mi di aou Salazie lé en zone à risque, mi dit ke parapor a sa, si ou di o gens ou fé une maison style créole, l'état i donn aou tant, moi mi trouv que ce serait vraiment quelque chose de formidable hein. Au moins comme ça si l'état i donne a li i va pas faire une maison en pierre i va faire en bois sous tôle ou une maison en bois, automatiquement la personne i va faire une maison en bois si nana des aides à côté ! Et là si ou arriv a faire un village comme ça ce serait vraiment génial mi trouv ! mais typiquement créole* »

En ce qui concerne les architectures d'édifices cultuels, les trois églises principales les plus anciennes[19] qui sont présentes sur le cirque sont l'église de Grand îlet, l'église de Salazie et la chapelle d'Hell Bourg.

Les premiers bâtiments furent le fruit d'un travail collectif qui contribua à l'élévation des monuments et à l'occupation des lieux. Cette entreprise fut menée par tous ceux qui vivaient dans le cirque, colons, exploitants, bourgeois, curistes et même nous l'avons vu des prisonniers. Hélas détruites dans leurs formes originelles par les cyclones, elles ont toutes été l'objet de reconstruction, desquelles ne ressortent pas forcément, de l'avis de certains, l'identité Salazienne[20].

Située à proximité de l'hôtel des sœurs et de l'ancien hôtel des Salazes, la chapelle d'Hell Bourg est aujourd'hui remplacée par un bâtiment très différent – qui pour certains « *détonne* », même si elle dispose toujours d'un oratoire dédié à Notre Dame de la Salette.

Salazie devenue paroisse en 1838, verra la construction de sa première église, dédiée à Notre Dame des Salazes, commencer en 1840 ; elle sera bâtie en bois, comme toutes les églises du territoire. Dans les années 1939, une seconde église est construite autour de l'ancienne, qui sera achevée en 1950. Sans disposer d'éléments de vérification, certains supposent dans ce bâtiment entouré de deux grosses tourelles, « l*'influence des Francs-Maçons (via les Francs-Créoles) de par sa ressemblance avec Notre Dame de Paris* ».

Enfin, l'église originelle de Grand îlet datant de 1861 ayant été fortement touchée par le cyclone de 1932, a été refaite en 1935. Elle est aujourd'hui classée, et présente un intérêt patrimonial certain. Là encore son lien avec les Salaziens, qui s'ils ne dessinèrent pas sa structure ne participèrent pas non plus à son érection « *datant de 1933-1934* », nous a été relaté comme suit.

« *Avant elle était sur la place, et puis lors de la reconstruction, les gens voulaient la construire eux-mêmes, comme ils avaient fait la précédente. Mais on a fait un budget, un appel d'offre. C'est une entreprise de métropole qui l'a eu presque !, il fallait que ce soit joli sans doute… mais les habitants de Grand Ilet n'ont pas participé et du coup ça n'appartient à personne ! On dit « merci pour le cadeau » mais « lé pa a nou sa* » ! *Peut être que pour ce genre de reconstruction une formule intermédiaire avec un encadreur et une équipe locale aurait été meilleure. L'effet induit pour les gens, et dans les esprits, c'est que quand on leur demande s'ils veulent participer à quelque chose aujourd'hui, leur réponse est* '*vous n'avez qu'à appeler quelqu'un* !'.

Ces propos nous permettent de revenir sur la notion d'appartenance, et, ce qui nous paraît encore plus important, sur les vecteurs de construction de l'appartenance. Qu'elle concerne le bâti ou les réalisations, des expositions, des manifestations, des publications ou des actions, leur appartenance au patrimoine culturel des habitants découle, sur le plan affectif et immatériel, de la reconnaissance et de la participation des personnes. Le risque majeur étant de perdre ou de se désapproprier des éléments de patrimoine s'ils ont été téléportés, transposés, ou encore proposés et posés par d'autres, au coeur même de son propre territoire et d'une communauté qui n'a pas été consultée, ou investie, de tout ou partie de leur conception.

[19] Mare à Martin et Mare à Poule d'Eau dispose également chacune de leurs chapelles, plus récemment construites

[20] Il n'en demeure pas moins que pour d'autres personnes l'église de Grand Ilet reste un objet de patrimoine (cf. partie VI analyse du patrimoine de Salazie).

IV. UN CIRQUE ET DES IDENTITES

Salazie est le cirque de la Réunion qui fut le plus anciennement aménagé, avec le développement du thermalisme dès 1831, et les Salaziens détiennent un patrimoine commun.

Le cirque est imprégné d'histoires (Anchaing, le Pont de l'Escalier, Ilet Créole, le Voile de la Mariée), de catastrophes naturelles marquantes (éboulement de Grand Sable, crue, incendie, effondrement de la passerelle de l'Escalier, cyclones), de visiteurs célèbres (Lacaussade qui écrira 'les Salaziennes', Roussin, Eugène Dayot, William Falconer, le sultan Abd-El-Krim, le prince Vinh San, le bandit Zitte…)… Ses habitants eurent tous à faire face, dans une mesure variable néanmoins selon leur zone d'habitat et leur statut, aux difficultés d'existences liées à l'arrivée tardive des routes, des lieux de cultes, de l'électricité, des équipements, des services (poste – téléphone)[21]…

L'accès à l'information étant également limité, le cirque devait compter sur ces propres ressources, sur les 'personnes mémoires' – le plus souvent (déjà !) les anciens.

« *A l'époque, l'île était une colonie, pas un Département, le peuple était peu informé, juste des feuilles d'information plutôt administratives, il n'y avait pas de livres, pas d'éléments pour se faire une opinion sur les choses. Le plus souvent on entendait ce que disait les anciens et l'on s'y référait ou l'on suivait. Par exemple, lors de la déclaration de guerre, la préparation s'est effectuée avec les anciens combattants de 14/18 qui étaient les seuls avec une expérience : ils avaient quitté la Réunion, vu quelque chose. Je me souviens d'un oncle qui racontait les uniques éléments que l'on connaissait, il avait fait les Dardanelles, avait croisé Pétain, il racontait le cinéma, 'les forêts de mâts dans le port de Marseille', le métro qui fabrique un 'Paris plus clair sous la terre qu'en Haut'… C'est comme cela que se formait les opinions…* ».

Pourtant cette 'identité du cirque' apparaît également pouvoir se diviser en plusieurs identités correspondant à des entités géographiques particulières.

La géomorphologie du cirque ainsi que son évolution ont façonné dans le temps un certain auto-centrage de chaque bourg ou îlet envers lui-même, ses relations étant circonscrites au mieux avec ses plus proches voisins, voire même avec les Bas par les bazardiers qui acheminaient les surplus de production (Saint-Denis, Sainte-Marie, Saint-André) plus qu'avec un autre lieu moins accessible du cirque.

Dès lors que le sentiment d'appartenance à un site est marqué et que les rapports ont été longtemps rendus difficiles par la configuration géographique, une communauté de destin spécifique se décline sur chaque îlet.

L'un de nos interlocuteurs défini l'îlet ainsi *« les gens avec l'esprit marron se retiraient dans un endroit où ils sont tranquilles, isolés, comme dans une île. La famille essaime et ça devient le village ».*

[21] l'ouvrage du GRAFOS - 'Salazie Histoire d'une commune – les habitants de l'extrême' – Edition Azalées, 2000 (op. cit.) reprend de manière détaillée et éclairée de témoignages bon nombre de ces éléments.

Or ceci ne disparaît pas au fil des générations puisqu'il ajoute *« Le Salazien a toujours un peu l'esprit d'îlet (indépendant, qui habite un petit village enfermé dans l'île). Il y a une compétition d'un village par rapport aux autres, les jeunes sont en compétition, chacun à la fierté de son village, chacun milite et défend son clocher et cet esprit de clocher est exacerbé quand il s'agit des filles, si on va voir ailleurs les ennuis sont possibles ! C'est compliqué pour les maires car quand il donne à un, les autres râlent. A Saint-Denis, les bandes se font par affinité, ici c'est par unité de naissance, ce n'est pas le même esprit ».*

Toutefois, le plus souvent lorsque l'on parle de Salazie, deux tendances principales émergent, l'une plus citadine autour de Hell Bourg, l'autre plus agricole autour de Grand Ilet. L'un de nos interlocuteurs distinguera trois pôles.
« *Salazie est découpé en trois groupes : l'un touristique : Hell Bourg (« village de France »), le second résidentiel avec culture fruitière et de maraîchage sur Salazie + Mare à Vieille Place, le troisième constitue un pôle élevage à Grand Ilet et cela influe sur le fonctionnement de la société et les mentalités. Les rapports entre ces trois groupes ne sont ni bons, ni mauvais, ils sont inexistants. C'est lié à la géographie du cirque, si on n'a pas envie d'aller à Hell Bourg, on traverse Salazie pour aller à Saint Denis…* »

Telles qu'elle nous a été présentée lors du diagnostic, la plus citadine et touristique voit se manifester un intérêt pour son capital, depuis les thermes jusqu'à la revalorisation de son patrimoine bâti en passant par les initiatives de valorisation de la culture du cirque (exposition, artisanat, fête…) au travers de grandes familles ou d'institutions. En parallèle, la plus agricole préserve ses traditions et ses savoirs-faire ruraux ou artisanaux, sans manifestations mais avec une volonté manifeste. Ce sont ses éléments de patrimoine riches de leur différence, qui nous ont été montrés.

IV. 1 Hell Bourg des thermes, des villas, des initiatives et des projets culturels

Découvertes par un groupe de chasseurs (MM Adam de Villiers, Adrien Pignolet de Fresnes et Adrien du Buisson) en 1831 ou 1932, les sources thermo-minérales d'Hell-Bourg disposent d'une valeur médicale, testée par le Docteur Vinson[22], qui permettra leur utilisation (en bains ou en boisson vendue en bouteille). Les eaux bicarbonatées, sodiques magnétiques, calciques contiennent aussi du fer et de la silice.

En 1836, les sources furent principalement destinées aux malades 'curistes' qui s'installaient dans des paillotes de bois ou de paille sur les bords de Bras Sec. Leur gestion était assurée par un gardien, également responsable de la forêt alentour, « *tout y était simple et champêtre* [23]».

Le 13 juillet 1852, la Société Anonyme de l'Etablissement Thermal de Salazie est constituée et se voit confier l'exploitation des sources. Autour du Bras Sec, des installations et lieux de distraction sont mis en place (bains, casino,…) qui furent anéantis par sa crue en 1879. Les représentants de la commune se portèrent alors acquéreurs de la source, remirent les installations en état et les donnèrent à la Colonie.

[22] Les archives Départementales possèdent le récit de l'expédition racontée par Auguste Vinson – cf. C. Lavaux (op. cit. P276)
[23] E. Trouette « Géographie de la Réunion première partie : petite géographie » - Albert Duboung - 1896

Le prolongement de la route jusqu'au plateau, l'ouverture d'un hôpital militaire, actuel bâtiment de l''hôtel des Salazes' hébergera les militaires de Madagascar et d'une église, conduirent au déplacement du centre des activités des sources vers le plateau.

Jusqu'en 1920, le développement des thermes fit rapidement du village de Hell Bourg le lieu de villégiature le plus prisé de la haute société coloniale et de l'aristocratie créole. On y trouve belles maisons, boutiques, hôtel… A cette époque, la concurrence était faible, il fallait en effet un long trajet en 'fauteuils' ou chaises à porteur pour rejoindre Cilaos, et la Plaine des Palmistes n'avait pas développé ses possibilités de 'station de changement d'air'[24].

Dès lors, sur Hell Bourg, d'un côté, « *du beau monde fréquentait les bains* », « *on y menait la grande vie ! Les guétalis – 'regarde le' - étaient les postes d'observation des jeunes filles de bonnes familles guettant les hommes présents dans la rue* (deux sont situées rue du Général de Gaulle) », « *l'activité mondaine, remplie de bals et de promenades champêtres était alors à son apogée* ».

D'un autre côté, les séjours des touristes et curistes (officiers, gros propriétaires, négociants) permettaient l'écoulement régulier des produits locaux fabriqués par les agriculteurs, l'emploi des femmes – parfois récurrent à chaque période de vacances - pour tenir les maisons et pour les activités de lavage, repassage, cuisine… ainsi que la vente des brèdes ramassées par les enfants. Toutefois, la plupart des 'petits blancs' qui étaient parvenus dans les premiers temps du thermalisme à en retirer une 'richesse provisoire' retourneront dans un second temps à leurs îlets.

Ainsi, le développement de Salazie - lié au tourisme et aux thermes et drainé sur Hell Bourg - favorisera en premier lieu le confort des colons et la construction de demeures de charme par les plus aisés.

Néanmoins, il permettra aussi l'amélioration des conditions de déplacements à travers le cirque : vers 1838 ouverture d'un sentier pour aller à îlet à Vidot, vers 1850 la route carrossable atteignait le Pont de l'Escalier lequel fut terminé en 1857 et dû être reconstruit en 1888 puis en 1962 suite à sa destruction par le cyclone 'Jenny' (la route sera ensuite prolongée pour rejoindre Salazie sous l'administration Hubert de Lisle), en 1887 le Pont de Salazie est achevé... Enfin, la nouvelle route d'Hell Bourg se réalisera par tronçons successifs entre 1935 et 1948.

Mais, dès 1920, le sanatorium, réputé pour régénérer les organismes anémiés, est mis en péril par la chute de température des eaux de la source (dans laquelle semble se mélanger un courant chaud et un courant froid), par la diminution du débit et par la minéralisation de l'eau.

Une fermeture pour raison financière suivra et en 1948, le cyclone provoque un éboulement sur les thermes, les éboulis seront dynamités pour tenter de dégager les sources mais l'effondrement de la route, ainsi que la concurrence développée sur Cilaos et la Plaine des Palmistes devenus 'plus à la mode' conduiront à leur abandon.

[24] C. Lavaux 'la Réunion du battant des lames au sommet des montagnes' Tome 2 – Edition Lavaux 1973 (op. cit. p 283)

Avec le départ d'une catégorie d'habitants un peu particuliers, Hell Bourg va alors, sous l'influence de quelques hommes, jouer une double carte : culturelle et touristique. Les belles maisons construites resteront préservées, d'un côté par des initiatives, des appuis financiers et la mobilisation des habitants et de l'autre par un développement modéré de l'habitat, qui assure au village son authenticité.

La volonté de conservation s'est faite sur l'initiative d'une partie de sa population, en l'occurrence l'association 'Sauvegarde et Renouveau d'Hell Bourg' qui a œuvré pour une valorisation du patrimoine et permis à Hell Bourg de devenir le premier site à bénéficier du soutien de la Région pour restaurer son patrimoine architectural et ainsi promouvoir le village. Cette action s'est ensuite poursuivie sous l'égide du 'pays d'accueil', qui a étendu ce champ d'action sur l'ensemble de la commune, et de l'Ecomusée.

« *Le village est protégé, et ceci impose aux gens des contraintes, il faut donc trouver des compensations (exemple : la participation du Conseil Régional est passée de 40 à 60% dans la prise en charge des travaux de rénovation des maisons). Au début il y a eu des contestations et aujourd'hui une constatation par rapport aux résultats ' il y avait un petit resto, et un hôtel de 5 chambres « les Salazes »', mais parce qu'on a fait tout cela Hell Bourg est classé au plus beaux villages de France (le seul des DOM)* ».

« *Hell Bourg s'est mis à conserver avant et un peu mieux que les autres mais il y a eu des dégâts (l'église en bois…). Il reste des ruelles étroites, d'ailleurs si on agrandi les rues cela n'aura pas le même caractère. J'ai d'ailleurs l'idée d'une rue périphérique, autour de Hell Bourg avec des parkings qui permettraient de laisser piétonne la rue principale, tout en incitant les riverains à avoir un garage et à dégager la rue* ».

Hell Bourg continue à se développer autour de ses visiteurs (restaurants, hôtels, activités) pour lesquels la Maison Folio, le circuit de kaz créoles ou d'une kaz lontan proposés par l'Ecomusée, la kaz Mémé (fermée aujourd'hui mais que l'on pouvait visiter avec la petite fille de la dame ayant habité la kaz)[25], constituent autant de patrimoines architecturaux qui leur sont proposés.

Sur Hell Bourg, l'approche culturelle est choisie puisque les modes de vie, les objets, l'histoire sont abordés mais cela demande une attention permanente, une évolution régulière autour des expositions et des projets à inventer[26].

« *Il faut créer une locomotive pour attirer les gens dans un train. La perte du Label plus beau village de France est possible, il faut retrouver ses caractères, son authentique… L'entretenir, voire même l'aménager : enterrons les câbles pour que l'électricité arrive d'une autre façon ! Evitons les constructions illégales (pharmacie), ou détonante (église)* ».

[25] Sur le cirque, d'autres initiatives liées à des découvertes intimes d'un 'habitat encore habité', de l'espace vécu des personnes (agriculteurs, porteurs de mémoire) ont été cités comme des moyens d'entrée au cœur d'une relation d'abord et au cœur d'une culture ensuite. La lettre des Hauts n°5 évoquait l'expérience de Patrick Manoro, guide Péi de Salazie qui « combine balades et valorisation d'un patrimoine culturel souvent oral, en perte de vitesse » en favorisant la rencontre d'artisans et d'agriculteurs avec les visiteurs du cirque.

[26] Ecomusée de Salazie – Projet Scientifique et Culturel – Edition de Juin 2004. Chef de projet Patrice Pongérard

IV. 2 Grand Ilet, Mare à Vieille Place, Mare à Martin : élevage, maraîchage et culture

Nous avons introduit que la mise en valeur de l'espace des Hauts a découlé d'une volonté politique en parallèle du choix d'individus, de bandes (hommes marginalisés du système colonial – anciens esclaves ou engagés et 'petits blancs'), ou de mouvement (hommes souhaitant se démarquer de ce système – les Francs-Créoles) devenus les colons du cirque de Salazie.

La structure foncière particulière du cirque ne l'a pas freiné pour apparaître depuis le XIXème siècle comme une terre permettant le développement de cultures vivrières. Néanmoins, à son démarrage et malgré le climat, l'agriculture ne se développe pas si facilement et les nouveaux colons durent utiliser des pratiques de culture sur brûlis. Ses défrichements répétés ont eu pour conséquence la destruction de larges zones forestières et la disparition de forêts. A la fin du XIXème siècle, Trouette décrit l'agriculture florissante de Salazie[27] « *à Salazie, les haricots, les choux, les pommes de terre sont de qualité supérieure et dépassent les légumes d'Europe. Beaucoup de porcs y sont élevés ainsi qu'énormément de volailles. La population se compose presque toute entière de gens pauvres, adonnés à la culture des vivres* ».

L'exploitation des terres cultivables par cette population se caractérise par une pluri-activité et une recherche d'innovation.

Dans un premier temps, les habitants pratiquent des cultures vivrières de subsistance et les pentes externes sont défrichées et plantées en géranium dont la distillation fournit une huile essentielle fixateur de parfums. Mais les tentatives d'implantation d'espèces : daïkon (radis du Japon), chouchou, riz, café, vignes, tabac[28], mûriers (et élevage de vers à soie[29]), élevage de truites, sont effectuées en parallèle du développement de savoir-faire artisanaux : tressage du chouchou, charcuterie…

Bien que le chouchou se retrouvera sur des treilles s'étendant sur plus de 20 km entre Grand Ilet, Ilet à Vidot et Mare à Vieille Place, une répartition s'opère entre Grand Ilet majoritairement représenté par ses éleveurs et les cultivateurs de fruits ou légumes en maraîchage de Mare à Vieille Place et Mare à Martin.

Grand Ilet fut longtemps à la fois le plus grand de tous les îlets du Cirque de Salazie et celui qui resta uniquement accessible à pied, par un sentier partant du radier de Bras de Fleurs Jaunes qui traversait la rivière par une étroite passerelle suspendue et se terminait par une côte très raide justement nommée par les habitants le 'crève cœur' débouchant sur la place au pied de l'église en bardeaux. La route commencée en 1958 s'arrêta d'abord au radier de Bras de Fleurs Jaunes avant d'accéder jusqu'à Grand Ilet en 1963 ; elle permit dans le même temps des déplacements facilités ainsi que l'écoulement des produits.

[27] citation reprise de l'ouvrage du GRAFOS (op. cit. P 80)

[28] Les plantations de riz et de café sont établies sur Mare à Poule d'eau mais la concurrence asiatique à moindre coût met à mal ses deux cultures ; le café restera cultivé de même que la tabac ou encore le raisin à l'échelle domestique, quelques plans dans la kour des familles.

[29] Dans les années 80, une étude a été conduite par M. Fievé expert en sériciculture, afin de mesurer les possibilités de réintroduire cette culture à Salazie. L'un de nos interlocuteurs semble ne pas avoir mis de côté cette idée.

La tradition d'élevage a été soulignée comme un patrimoine par nos interlocuteurs dans le cadre de ce diagnostic.

L'un de nos interlocuteurs relève que « *Sur Grand îlet en grande partie c'est plutôt des éleveurs donc pour moi le patrimoine c'est plutôt continuer dans l'élevage. La plupart, si les parents arrêtent l'élevage, c'est toujours les enfants qui reprend après. Et comme i fé presque 25% de la Réunion en élevage donc mi pense que c'est un patrimoine… que les parents les enfants i reprend à chaque fois. C'est vrai na in gros problème avec l'environnement et tout ça… il faut que 2005 il soit terminé pour le traitement des lisiers donc mi pense que c'est in bon nafair pour les jeunes que lé la qui veulent faire des élevages* ».
Pour une autre personne « *Néna des personnes ki fé ot que l'élevage mé en grande partie i reprend toujours les exploitations des parents derrière. Si c'est pas l'élevage c'est l'agriculture, c'est koma que sa fonctionne isi pou mwin. Na des personnes qui vont travailler vers l'extérieur mais la plupart ils restent dans le coin même* ».

Cette activité caractéristique de la zone apparaît donc ancrée par la transmission des parents aux enfants.

T « *Mi voit la plupart des jeunes d'ici i reprend les exploitations de leurs parents. Oui ils sont autant attachés à la terre que zot parents (…) sûrement que puisqu'ils ont appris quand zot été jeunes sûrement que zot i continu dans cette branche là* ».
MM « *Pour le travail la transmission qui se fait est liée à l'affectif, le savoir-faire est à relier avec une envie de développer* ».

Les cultures, à l'origine rattachée à la famille, constituent autant de patrimoines par territoire.

« *En fin de compte isi chacun nana in ti peu son patrimoine. Comme T disé Grand Ilet c'est plutôt tout ce qui est l'élevage et Mare à Martin c'est plutôt maraîcher, fleurs, légumes, chacun na son truc. L'élevage est rare à Mare à Martin. Beaucoup de fleurs surtout, c'est le patrimoine de Père en fils. Lontan on avait poin tro tro l'tan d'aller à lékol, on arrivait le swar c'était allez pran out serpette et rode la pay. Et ou voyé papa faire dans lé champs ou disé un jour va faire parey papa. Aprè nou sa aller lékol nou. Nos parents léte pas derrière nou pour dire aller fo pousser et sak nou la appri nou la appri par nous-mêmes. Nou la essay apprand kom sa. Nos parents céte l'élevage des bœufs, cochon* ». T / « *Mi rapèl not tan ou sorté lékol ou allait s'occuper des animaux, aprè le swar a partir de sèt èr ou va fé les devoirs mais avant sa ou file in kou d'min pou travayé. De toute façon navé poin les moyens non plus* ».

Toutefois, les évolutions dans les pratiques nous sont exposées, comme des modes culturels qui se modifient. Ainsi, il s'avère que cette activité traditionnelle apparaît pour les personnes impliquées dans le diagnostic comme étant en développement, en raison des projets de traitement du lisier, ou encore des méthodes de désherbage qui permettent une rentabilité immédiate plus importante mais qui sont remises en cause dans les témoignages sur leurs effets à plus long terme.

« *Juska lèr l'élevage maraîchage i sort pa du cadre familial, lé familial. Bon mais lontan i falé allé avec la grat ou la pioche dans le champ il falé au moins 3 – 4 personnes mais maintenant avec l'évolution ou na désherbant ou na tout… En plus lontan léte meyer i abimait pas les sols maintenant avec tous les produits i abime les sols vraiment* ».

A la question, « est ce qu'on pourrait revenir sur les méthodes traditionnelles, sans désherbant ? » la réponse est catégorique…

« *Je crois pas, déjà sak na poin sé élevage pou travay la tèr i fé mèt maintenant le désherbant i sa va plu vite hein. Pou le rendement osi la plupart i utilise le désherbant et les outils la plupart c'est plus facile. I arriv si ou koné sak ou dwa planté ou koné sé si ou utiliz tro désherbant nana problème mais la plupart c'est désherbant désherbant désherbant… », « Lé tro dé moment oui, su in ti morceau kom sa, désherbant, la perdu l'habitude parce qu'auparavant ils le faisaient. Nou na de la famille sur Grand Ilet é Mare à Martin et on partait chez eux pour gratter et mi kroi pa nou utilizé désherbant. Sé la gratt la gratt », « Sak ou fé au désherbant en une journée ben la gratt i falé un mois et donc lontan lé parent i travay plus dans les champs* ».

Et les outils traditionnels capitalisant cette expérience semblent victimes de la tendance…

« Auparavant na des trucs ki koméla nauré eu de la valeur mais les personnes i trapait i jetait. Les bann outils lontan d'il y a 10 ans, 50 ans, 100 ans sé lé minm outils ke ou va retrouvé koméla paske la gratt, la pioche, sé lé minm outils, la pa changé. Na ankor dé grandes scies ou prand a deux, moi nana ankor in kom sa ! e pilon, vieux rabots à main, binettes, lontan i achetait pas la scie entière i achetait que la lame et après i remontait avec deux bouts d'bwa avec et i fé zot scie kom sa ».

Un autre développement abordé par nos interlocuteurs concerne la professionnalisation des éleveurs. A partir des années 1980, diverses actions (Commissariat à l'Aménagement des Hauts, Association pour la Promotion Rurale) entraînent la mise en place d'équipements et le passage d'un type de production familiale à une production industrielle (installation de l'abattoir). Plus récemment s'amorcent des évolutions liées aux nouvelles technologies qui se répercutent au niveau des personnes salariées de l'industrie.

Pour un interlocuteur, l'élevage « *tou l'tan tou l'tan la existé. Na eu une grosse augmentation parsk auparavant lété, enfin au niveau de l'élevage hein dans les années 80, zot lavé commencé un projet desu « développement des Hauts » vek zot organisme. Et pas mal de personnes avaient commencé à installer des bâtiments dans les normes, depuis 81 il y a eu un grand développement sur ce projet là. Avant lété plutôt des petits, il fésé sa pou personnel, pou manger mé maintnan i fé sa pou les abattoirs et tout sa. La plupart la fé des installations ».* Et lé gens i sent que lé menacé ? » « *Oui si ya pa le truc pour le traitement de lisier* ».

Dans son témoignage l'une des personnes rencontrées explique que d'une part « *le passage du familial à l'industriel est un acquis mais l'élevage restera fort sur Grand Ilet car vu l'espace on ne pourra pas étendre et faire des fruits et du maraîchage ; l'élevage est dominant et on travaille déjà l'espace végétalisé* ».

Et que d'autre part « *Le passage à l'industrie (ordinateurs, machines outils et équipements), c'est aussi une révolution au niveau de Grand Ilet ! J'ai pu avoir des tarifs préférentiels au niveau de l'achat d'ordinateurs et pratiquement tous les salariés, soit 50 personnes (toutes de Grand Ilet sauf quelques uns (…) en ont acheté un. Ils savent l'utiliser, c'est un lien avec l'extérieur, et ce travail, ce qu'ils y apprennent est quelque chose qu'ils ramènent à la maison, à leurs enfants, en société. C'est très différent quand on reste à la kaz, que l'on ne voit personne ».*

IV. 3 Vers une valorisation globale du patrimoine

Pour la valorisation du patrimoine, deux exemples, le savoir-faire de tressage – autour du chouchou notamment - et la charcuterie, ont été abordés.

Importé du Mexique dès 1836, le chouchou de Salazie ('christophine') représente 95% de la production de l'île. Sa prolifération naturelle a incité les agriculteurs à le cultiver en masse et de façon de plus en plus rationnelle, nombre de recoins lui sont ainsi entièrement dévolus. Cette production et la diversité des produits qu'elle permet d'obtenir est considérée sur le cirque et a connu un parcours intéressant.

Ce légume a d'abord été principalement utilisé à des fins alimentaires - sa racine, son cœur et le fruit lui-même étant consommables respectivement en massalé, brèdes et en tant que légume à partir du fruit. Considéré comme un produit de base plutôt en perte de vitesse au milieu du XX^{ème} siècle, le chouchou a repris de l'importance dans les années 80.

« *Le chouchou était péjoratif – plat de pauvre puis suite aux festivals de Château Morange, il y a eu des stages, qui se sont concluent par des démonstrations par les jeunes. La 'fête du chouchou' a été la première fête fruit ici et on a multiplié par cinq la production de chouchou.* »

« Les jeunes avaient eu une idée géniale : demander une invention culinaire à base de chouchou à toutes les grandes toques de l'île. Et bien qu'ils se soient un peu plantés dans le budget… un livre de recette de chouchou a été vendu le jour de la fête et cela a relancé la production de chouchou. Il est cuisiné de plus de 30 façons aujourd'hui alors qu'avant il était cuisiné soit bouilli, soit en cari ».

C'est également par le tressage de ses fibres qui permet la confection d'objets utilitaires et décoratifs que le chouchou, ou plutôt 'la pay chouchou', devient célèbre.

Il est apprécié à l'intérieur de l'île où la qualité de ses fibres est reconnue. Dans les années 1930-1940, le chouchou sera principalement cultivé pour en extraire les fibres qui seront vendues brutes ou transformées (tapis mendiants, savates, capelines…). L'activité de tressage fait alors l'objet d'un apprentissage spécifique qui permit aux famille d'améliorer leur revenu (le kilo de paille était revendu 40 francs). Au travers la fabrication de chapeaux à Salazie, il se fera apprécié jusqu'en Europe (sous la dénomination de 'chapeaux en paille d'Italie' !) et en Amérique. Entre 1909 et 1923, les exportations de paille de chouchou passeront de 9 à 15 tonnes[30].

« *Hell Bourg aurait pu hériter de la broderie de Cilaos, car elle a commencé ici avec la fille d'un médecin militaire Mac Auliffe. Mais les années 1920 ont vu l'heure de gloire de la paille chouchou dont le centre était ici, et qui a fait le bonheur des européennes ».*

Sous ses diverses formes le chouchou a subi des aléas et fut relancé au niveau culinaire (salade, gratin, daube, purée avec la pulpe, fricassée ou bouillon avec ses pousses…) alors que l'expérience de valorisation du savoir-faire de tressage à grande échelle ne réussira pas ; même si nous verrons en troisième phase que cette idée n'est pas abandonnée…

[30] L. Niollet « approche ethnologique du tressage de fibres végétales à Salazie : savoir-faire, technique et adaptation économique » Mémoire de maîtrise – Université de la Réunion 1997 – cité par GRAFOS (op. cit. p 81)

« Dans l'imaginaire des créoles, cela avait disparu, on n'en parlait plus. Dans les livres, j'ai retrouvé des traces et lors de la Fête chouchou les gens sont venus revoir ça : concours (de cuisine), *expositions (*d'objets*)…* ».

« *Melle D., Mme B. ont organisé des stages et les premiers ateliers ont réappris aux jeunes et l'on a voulu relancé ça avec Mme H. (femme du sous préfet). Le 14/07 lors du défilé sur le Barachois, il y avait toutes les dames de l'aristocratie sur le podium et Mme la Préfète a exigé le port du chapeau. La première vente sur place a marché mais ce fut un feu de paille (…). Il y a encore certaines commandes pour les mariages* ».

Le chouchou reste donc encore bien présent sur l'île au plan gastronomique et est valorisé sur Salazie plus particulièrement au plan de l'artisanat d'art destiné au tourisme notamment sur Hell Bourg, ou à l'auto-consommation entre Salaziens.
Deux de nos interlocutrices qui pratiquent le tressage de paille chouchou et autres végétaux l'ont développé autour de nouveaux produits[31] (porte chéquier, porte monnaie,…). Pour les capelines, les deux femmes souligneront la finesse et la fragilité de la paille chouchou comparativement à la paille de vétiver, de vacoa, de choca, de pay do myèl, de longoz. De leurs points de vue, ceci accroît la valeur du travail de confection et de l'objet réalisé.

Mais le tressage de la paille n'est pas concentré sur Hell Bourg, d'autres interlocuteurs mettent en exergue ce savoir-faire Salazien.

« *Isi osi on trouv, partout ! la ba su Hell Bourg i fé l'exposition. Isi ma moman èl tress toujours la pay, pas la pay chouchou c'est la pay vétiver, pou fé ses chapeaux de pay. Ma tante osi et puis nana une ou deux vieilles dames i tress toujours des chapeaux, c'est quelque chose que i fé depuis longtemps* », « *Mé i fé pa pou vand. I vand a ceux ki koné, ki vient é di fé sa pou mwin. Pa d'exposition* »

Aux travers de la quasi totalité des entretiens, la gastronomie créole nous a semblé pouvoir être, depuis Salazie, « un cheval de bataille » pour valoriser le patrimoine culturel et assurer une rencontre des personnes, une redécouverte des aliments et des saveurs. Certaines personnes se sont déjà impliqués, participant au 'salon régal' mais surtout régalant ceux qui fréquentent leur table, alors même que d'autres se déclarent un peu inquiets…

Etroitement lié à l'élevage, les spécialités en charcuterie - boudin, fromage de tête, saucisses… - distinguent Salazie par leur réputation et constituent un savoir-faire et un potentiel que certains ont peur de voir disparaître.

« *Ce qui se perd c'est la tradition de cuisine au bois et de charcuterie ; le cochon abattu en exploitation, salé, fumé, et consommé dans les deux mois qui suivent. Maintenant on imite, on fabrique le fumé industriel, on met un goût, une couleur mais ce n'est pas pareil. Il y a encore des gens qui le font et ce serait un savoir faire à transmettre* ».

« *Koméla ou arriv a in mariage, ou arriv sètèr édmi wit èr, ou assoi, ou mange, ou dans mé kom si na pa vu d'fèt di tou. Lontan i komansé depwi la veille ou lavé le boudin, ou lavé le fromage de tèt, tout. Mé maintenant la pu* **».**

Le constat d'une réduction de pratique, et donc au fil du temps, d'un risque de déperdition de savoir-faire traditionnel a été exprimé pour un autre produit, moins célèbre sur Salazie que sur le Cirque de Cilaos mais qui reste apprécié : le vin.

[31] Voir mise en éclairage « La vannerie traditionnelle à Salazie »

« *Le vin lété produit isi an o minm é i fé ankor. Mon kousin é pi nana in vieux mésié i fé. Wi lé meyer ke le vin de Cilaos. Lé vré. E pi lontan lé zafair d'vin sété in fèt, kan oussa fé le vin la sété vréman la joie. Fin janvier, février, cété in travay, ékrazé le rézin pou fé le vin… Si i fo réfaire la ? jamé ! byin ékrazé, bien pressé la sé la machine directement* ! »

« E pi lontan navé quelque chose derrière, navé tout in zistwar par exemple zom i parté krazé le vin, lé fèm lot koté i tué la volay navé in ambiance festive koi. E i oubli au fur et à mesure ».

V. L'IMMATERIEL

Cette dernière phrase introduit ce qui va suivre qui concerne cet l'intangible plus difficilement appréciable, parce que moins évident et moins exprimé : les relations. Or, ce qui se concrétise par des traditions précises lors des temps de vie ensemble ou de rencontre est l'un des patrimoines qui apparaît comme fondement de la société de Salazie, que ceci concerne toute la communauté du cirque ou quand bien même cela se décline autour des familles habitant ses îlets.

V. 1 Religion et Salaziens

La religion catholique a occupé une place importante dans la vie de la société rurale – et ceci se généralise sur les Hauts et notamment sur Salazie[32].

« *Lontan i sorté d'Mare à Martin navé poin d'légliz, i parté an ba a pié é i remonté le samedi ou byin le dimanche. Sa sé parey pour Mathurin* ». Sur le Cirque, « *les gens restent très religieux, et pratiquent* », les anciens systématiquement, les adultes régulièrement « *mi sa va de tanzantan* », et les jeunes parfois... « *La messe lé in tradisyon, lé jeunes i komans oublié in peu mé lé parents lé toujours derrière* ».

Le clergé et ses représentants ont fortement marqué les habitants de Salazie et les comportements. Dans la vie sociale, ou dans les croyances populaires des gens le poids de la religion est fort.

« Personne n'aurait désobéit au curé, l'instituteur aussi était un monument, avec une autorité terrible, on se rappelle encore des coups de règles. Aujourd'hui les parents empêcheraient cela… Dans aucune région, le curé, comme l'instituteur, n'auraient pu dire qu'ils n'avaient pas le respect de la population ».

« A Grand sable, tout le monde est mort, à l'époque personne ne questionnait, on imputait cela à une mauvaise action, « une femme qui a fauté ». C'est sans doute rattaché à quelque chose… à cause d'une mauvaise action… c'est une punition du « bon » dié. Les gens étaient très croyants en un Dieu sauveur mais les malheurs et maladies sont ses punitions ! »

Selon les habitants, la présence des différentes religions présentes sur l'île est moins évidente à distinguer… Mais en ce qui concerne la religion catholique, elle est visible dans le paysage Salazien, « *il reste d'innombrables petites chapelles votives sur le cirque, abritant des ex-voto disposés à l'occasion d'accident ou de décès. En montagne, on rencontre également quelques belles croix de chemin, disposées sous la bénédiction des pères de l'église, d'autres se trouvent aux intersections des routes les plus empruntées*[33] ».

[32] cf. Christian Adam de Villier, extrait cité – « Diagnostic pour une stratégie culturelle du Parc National des Hauts de la Réunion » – Rapport phase I - page

[33] Pour un centre de patrimoine dans le Cirque de Salazie – Pays d'accueil de Salazie « source pour des temps présents » Catherine D. HUCHET - 1990

V. 2 Tradition orale et croyances

Lors du diagnostic deux histoires ont été citées, celle du Bandit Zitte, qui s'est notamment propagée hors du cirque et celle de Goudal, homme fort qui symbolisait le courage des personnes travaillant à tracer des routes pour ouvrir l'accès du cirque.

La manière de présenter l'histoire de Zitte est intéressante à plusieurs niveaux. Elle montre l'attachement à des personnages qui marquèrent Salazie par leur aventure même malhonnête, elle montre les craintes ressenties lorsque l'on enfreint les règles du respect de l'âme des défunts, elle montre la réalité des granmouns comme mémoires vivantes qui n'aiment pas toujours raconter pour ne pas que l'on se moque ou éviter de se replonger dans les temps douloureux de leur époque.

« *Zitte le bandit dont le corps (ou la tête ?) repose ici était doté d'une présence maléfique. La séparation du corps et de la tête dans la sépulture est la pire malédiction pour un malgache car son âme rodera éternellement dans l'univers. A la tombée de nuit, les gens avaient peur du cri du Fouquet perçu comme l'âme de Zitte qui se manifestait à eux. Aujourd'hui la légende continue… même si maintenant on n'en parle plus trop à part les derniers vieux… Or il faut arracher les paroles aux anciens car i donne pas et tout ça sort de leur mémoire. Cela ne se perpétue pas aussi car la plupart des gens étaient illettrés, ils avaient autre chose à faire et aujourd'hui les jeunes se moquent donc ils ont presque honte d'y avoir cru. Dans les années 80, c'était trop tard déjà, il n'y avait plus beaucoup de vieux, on en a interrogé certains, ils ne parlent pas toujours. Retrouver certains objets (grègues) ou habitude (café coulé) les ramène à une partie de leur vie un peu occultée car la vie était très dure et qu'ils en ont bavé, aujourd'hui 'l'opulence' permet d'oublier le passé malheureux* ».

Le récit de Goudal est tout aussi révélateur de l'utilisation des histoires pour définir des lignes de conduite, montrer des exemples, construire des personnalités dans la relation parent – enfant et rappeler le temps des sentiers dégagés à main d'hommes.

« *Papa rakont a nou, si mange byin nou sera fort kom in goudal. E goudal en fin d'kont té in boug lavé fé tou le sentié de Cap Noir. Paré li la défonsé vek son ti barre à mine 20-25 kilo dan in min i défonsé é i mangeait le manioc de l'ot é souvent i dit 'mange pou in Goudal'. I paré Goudal té in mésié telman fort que kan la défons tout cap noir vek barre à mine dan la min é i mangé en minm tan. Person i travay plu kom in Goudal, koméla tou le moun na loto i arriv kan i mars 'la ba lé lwin…'. Auparavant navé poin d'voiure, poin ryin é ou fésé sa a pié ! La ankor d'gens i koné sa* ! »

Pour les histoires plus occultes, l'unique personne rencontrée qui a abordé les croyances sous cet angle avance une proportion et sa position face au phénomène.

« *¼ de la population croit encore aux sorciers ici ! Quelques vieilles (et moins vieilles) personnes croient encore à des pratiques d'ensorcellement (l'un par sa belle fille, d'autres par des malbars, des comoriens). Je n'y croit pas, je suis allé voir le « sorcier » et j'ai rigolé avec lui. Mais les gens ont cette crainte, chez ma belle sœur un jour est arrivé un paquet entouré de ficelle rouge qui avait été déposé sur le muret et dans la maison, la panique du sorcier n'était pas feinte. J'ai sorti le paquet à coup de pied… En fait, ces pratiques servaient aux personnels des grandes familles pour terroriser leurs employeurs, les catholiques de ces familles croyaient aux sorciers, et chacun leur donnait de l'argent pour que « li arrange a mwin », ce qui était fort lucratif pour les sorciers !* »

V.3 Vie des lieux et des sites

Dans les dires des personnes, non plus rattaché seulement aux grands édifices ou aux éléments naturels bruts, le patrimoine culturel s'étend aux lieux de mémoire de l'activité humaine : paysage, terre, routes, usines, boutiques, maisons. Les grands édifices ou les sites naturels ne sont pas envisagés dénué de ce lien aux hommes qui les ont voulus, construits, parcourus ou habités. Ils sont également considérés dans les inter-relations qu'ils ont permises entre les hommes.

Parlant de l'église de Grand îlet, l'un de nos interlocuteurs fait ainsi le lien avec la boutique, la valeur des bâtiments pour les individus qui les ont peaufinés à leur rythme et les savoir-faire dont ils sont la manifestation.

« *Ah oui, l'église et la boutique en face fait partie du patrimoine. Pour les dates c'est 1936 la cloche, la boutique et l'église ont été faite en même temps. La boutique a été détruite et reconstruite à l'identique. Sa c'est un patrimoine i changera jamais sa, tout le monde i ador sa, tout le monde même le touriste i pass là i arrèt, i vient boire un coup dedans lé rustik. Dans la boutik na ankor le carrelage et le plancher en bois. Maintenant les personnes qui arriv i fé pou le plu rapid le béton, nos parents i fésé sa au rabot à la main et lété long mé joli. En fin de compte sé sa nou perd, le tan…* [34]».

Hell Bourg est un exemple de la réintégration d'une mémoire au cœur de projets de structures (maison Folio et présentation d'objets lontan, exposition de l'Ecomusée) ou au centre d'activités d'aménagement par les actions de préservation des kaz créoles. Ces kaz – au delà de participer à son statut de plus beau village de France – favorisent par et pour les habitants et visiteurs une cohabitation entre l'ancien au plan historique et architectural et la vie plus moderne, facilitée par les services, le progrès technique…

Il existe des disparités en terme de valorisation du patrimoine entre Hell Bourg et les autres entités composant la commune de Salazie, à un degré moindre toutefois pour Grand Ilet. Mais cela ne signifie pas que la force de l'attachement soit inférieure et l'appropriation de la population est sans doute plus discrète mais semble parfois plus soutenue et constante que pour des projets de structures dans lesquels il est difficile d'envisager quelle peut être sa place et sa possible participation.

Parlant de la Mare à Martin ou des sentiers qu'ils connaissent, deux personnes rencontrées dialoguent avec émotion, détermination et sont force de proposition[35].

« *Ah la Mare pour moi c'est vraiment si il y a quelque chose ke depi mwin lé ptit mi vwa, mwin la fini nagé dedan kan lété pti, ben bien sûr si il n'y a plus de Mare il n'y a plus de Mare à Martin non plus… Na pu aucun attrait. Kan na in cyklon ou voi lé rempli mi di aou lé grandiose* ».

[34] **Le sentiment ici exprimé concerne ainsi bien moins les objets construits que le temps accordé à la construction de ces objets, de ces échanges – entre personnes de Salazie ou avec l'extérieur. Alors ne s'accorde-t-on plus ce temps ou est-ce le rythme dans lequel, même au cœur du Cirque, nous vivons les mutations de la société et les relations avec les autres qui nous entraînent à le perdre ?**

[35] Les éléments 'propositions' exposés par les personnes impliquées dans le diagnostic seront repris en phase III.

« *E i appelera plu MàM non plus ! pou mwin habitant la lé sacrée la Mare ! dernièrement tous les après midi la Mare était plein de monde en train de pêcher autour et si ya plus de mare ya plus de monde non plus* ». « *C'est une animation* ». « *Na tilapiats, zanguilles, poissons rouges… poin tro grand chose mais c'est un plaisir à partager avec la famille avec un bon cari saucisse* ». « *En fin de compte il faudrait arriver à faire respecter ce site là. Zot la amené té plein té lourd et pi sé léger pour repartir avec é i ramèn pas ! Dernièrement avec mon cousin qui n'est pas sur Mare à Martin lui, il a une ptite maison juste derrière la mare, c'est le terrain de notre grand père et celui devant de notre arrière grand père. Nous la passe la Mare et la falu au moins un dimanche trois heures de temps pour faire tout le tour. C'est nous mêmes la pri sa sur nous, nettoyer la mare, parce que tous le monde arrive et laisse les déchets là. Si il y avait eu des poubelles ! bon des fwa la poubelle lé la et au lieu de déposer à l'intérieur i dépose à côté…* »

« *Après au niveau patrimoine les anciens i passaient dans tous les sentiers et ben rouvrir ces sentiers là. Par exemple, quelqu'un qui arrive sur Salazie et ben à Mare à Martin il y a des balades de même pas une demi-heure, une heure pour aller à la rivière et remonter mais le sentier est répertorié nulle part. Par exemple le sentier 'sainte-marie' n'est répertorié nulle part, sentier 'piton fougère' non plus, ya des trucs comme ça qu'il faudrait arriver à remettre au goût du jour et qui pourrait peut être permettre un peu de valoriser* ».

Dès lors, la 'richesse rurale' qui est caractéristique à Salazie nous paraît être un passé structurant commun, empreint de concret et d'immatériel, qui apporte à cette population et à ses descendants un atout pour son développement.

De même, le patrimoine naturel physique (les ressources terrestres, l'eau, l'air, les minéraux, le système solaire, l'univers) et biologique (la forêt, les plantes, les animaux…) sont exposés comme un ensemble d'éléments naturels et de systèmes susceptibles d'être transmis aux générations futures et de se transformer.

V.4 Des hommes, ensemble

Reliant les hommes autour du partage, la fête, la musique, la gastronomie, les feux de camps, les parties de pêches et surtout les mariages apparaissent porteurs d'une symbolique d'échanges avec la nature et entre familles, voisins, amis…

« *C'est là où on était bon : le festif » autour des soirées feux de camps, de la pêche (à Mare à Martin ou interdite dans le lit de la rivière mais on ne nuisait pas, c'était autre chose que d'abîmer, de gâter, d'empoisonner !), des fêtes familiales… A l'époque les mariages étaient animés par l'orchestre. D'abord l'accordéon, puis l'accordéon et le violon, ensuite le 'pathéphone' et maintenant les sonos. Il y a moins d'orchestres aujourd'hui (le dernier était celui de Xavier B. qui est décédé a 82 ans il y a 3 ans), il aurait peut être fallu maintenir la tradition même si les notes de musiques n'étaient pas très bonnes et que la technique n'était pas formidable, cela faisait plaisir !* ».

« Quand j'étais enfant, le Séga était beaucoup dansé, avec le quadrille (pour la génération précédente), le tango ensuite (qui a été considéré comme trop langoureux longtemps, mais on suit la mode !). Les anciens avaient des séances pour eux, et connaissaient des figures : on goûtait le sel de tout ça ! ».

« *Dans les Hauts, on n'a pas trop l'oreille musicale, c'est plutôt la parole qui est importante, les chants, les dires des gens, on parle, on raconte…* ». « *Quand il n'y avait pas de route, on partageait tout, l'un apporte le cari, l'autre raconte une histoire, tout le monde est coincé là. Par contre, les gens ne connaissaient pas le contenu des évènements (comme une guerre mondiale) autrement que par les histoires racontées…*[36] **».**

« Lontan kan lavé in mariage on komansé depwi in semèn avan on avé la sal vert, on avé le pourtour en calumé on avé tué le coshon é tou sa la été fé sur plas mé maintenant… Et auparavant le mariage se fésé sur deux jours du samedi matin au dimanche soir. Koméla té samedi soir dimanche, si i fé pas au restaurant !, mi parle dé person i gard toujours leurs traditions sous salle verte mé i komanz le samedi swar, auparavant té le matin. Mi estim ke si la perd sé presk de la parès hein… E pi pa envi de tué le koshon, tout nettoyé… E auparavant lavé mwin de moyens é koméla la fini d'évolué ! »

Même si l'on constate que les modalités du vivre ensemble se transforment, il existe une fierté par rapport à cet espace des Hauts de Salazie « *on a la montagne, l'espace, il serait impossible de faire une salle verte à Saint-Denis !* » et l'on accorde une grande valeur à la manière dont les gens peuvent envisager cet espace de solidarité et les liens familiaux.

« *Penser à la fois à un projet de vie pour soi et pour lui, pour l'autre, qu'est ce qu'on peut apporter aux autres, quel bonheur ? Pourquoi rester, investir, moderniser ? On parle de gens sans travail c'est faux, il y a la kour, le coup de main aux voisins, le soin aux personnes âgées et handicapées : c'est quelque chose de fort le sens de la famille, il fait partie du patrimoine culturel de Grand Ilet et c'est peut être même l'aspect 'immatériel' du patrimoine le plus important sur le kartié* ».

« *Transmettre le savoir aimer, car ce n'est pas chose facile de s'occuper des personnes âgées et handicapées mais tout dépend avec quel amour c'est fait, les moyens ne sont pas les mêmes aussi il n'y a pas de maisons de retraites mais cela ne paraît pas être une obligation plutôt une attention, de l'amour, un respect. C'est un rendu que l'on donne à nos parents, qui est conservé chez les jeunes marmays* ».

[36] **Cette approche d'une compréhension du monde, qui ne peut se faire qu'au travers d'une parole racontée, est une optique à considérer avec une grande attention dans un souci d'efficacité lors des exercices de communication des structures ou de leurs opérateurs de terrain vers les habitants. La parole racontée représente le vecteur privilégié pour l'accès à une compréhension du monde, de l'autre, ou des projets comme celui du Parc National des Hauts de la Réunion d'où l'importance d'un dialogue rapproché qui constitue la base de la naissance d'une relation.**

VI. ANALYSE DU PATRIMOINE CULTUREL DE SALAZIE

Sur la commune, l'habileté (construction, fabrication d'outils et d'objets) et les savoir-faire artisanaux, notamment croisés avec l'agriculture, permettent à la fois l'expression de l'identité des Salaziens, l'autonomie des habitants par rapport à des services facturés et aujourd'hui une envie de maintien des traditions en parallèle du développement des projets culturels et économiques (élevage, art culinaire, transformation agroalimentaire, agrotourisme…).

✕ Des identités vers le devenir d'une communauté

Salazie est l'une des communes où la notion de patrimoine comme 'biens' individuels (savoir-faire, coutumes…) nous paraît avoir été mise en valeur dans les entretiens comme possible catalyseur d'un devenir collectif visant à préserver un héritage dont les détenteurs se sentent propriétaires et responsables jusqu'à ce qu'ils puissent à leur tour le transmettre à leurs descendants.

Parfois la prise de conscience concernant cet héritage est tardive, trop tardive peut être comme le souligne l'un de nos interlocuteurs.

« *Navé lontan mé sé dé truc ke la perd. Par exemple, navé in vieux monsieur - paix à son âme - il habitait derrière Bé-Cabot té in luthier. I fésé son bann violon, tout zafair kom sa, i mété les cordes…, sé des trucs kom sa ke nou la pa konu mé nou lauré byin voulu vwar quelqu'un le faire. Mé lui la pas transmèt, é person la pa appri. E pi nou kan nou voyé sa jeune marmay (mwin la pa vu le boug) mé par exemple si javé vu un boug koma mwin lauré di lé fou mé san penser ke derrière lavé tout un travay ke la été fé pou arriver a la. Nou lauré di boug lé fou. En fin de compte notre façon de réagir lété pa trop bon non plu, nou lauré pu connaître plus de choz… Lé bann instruments li la fabriké la pi* !».

Parfois, sans s'inscrire dans un schéma visible de tous, les personnes font passer ce qu'ils sont, ce qui constituent leurs racines, qui les a façonné et la transmission se fait naturellement, en douceur, parce qu'elles demeurent ouvertes pour raconter la vie, pour se raconter.

« *Li na létéctricité, le poto i pass tou pré sa kaz, mé li veut pa ! Kan nou fésé des colonies de vacances, le thème lété su la vi lontan, nou la parti rankontr a li. I koz, i rakont in ta dafair kom lé bal la poussière lontan… E maintenant i profite, pendant 70 ans lé pa sorti travaillé travaillé, é maintenant li voyage 3-4 voyages en France, en Europe, en Australie, Maurice, Lourdes. E i empèch pa li viv dan son tradisyon lontan. Sé paran la viv kom sa, person va chang sa manière de vivre. Tit kaz trankil, ti feu d'bwa, tite kwizine an bwa…* »

D'autres seront plus volontaristes, confiants dans les potentiels de création issus de traditions.

« Avant l'une des caractéristiques était le mode de fonctionnement des festivités familiales et villageoises : la fête de Saint Martin rassemblait tous les gens de Grand Ilet autour de l'Eglise, les mariages réunissent 700 à 800 personnes, avec une salle verte. Autour du manger et boire il y a le décor : l'embellissement de la salle verte est un savoir-faire en tant que tel, une créativité et ils duraient 15 jours encore aujourd'hui et il serait souhaitable de pérenniser ça. ça fait partie des choses à transmettre : mettre les gens dans un système de développement, d'ouverture d'esprit, de créativité ».

⤫ De la volatilité de la mémoire vers l'avenir du patrimoine

En fait, il n'y a pas eu au fil du temps la perception d'une déperdition de savoirs : habitat (les paillotes qui marquaient le paysage habité de Salazie), expériences (tisanerie, pratique culturale, artisanat). Mais, aujourd'hui, la sensation que cette perte est possible - voire plus ou moins actée selon les individus et les sites – engendre au fil des entretiens un sentiment de refus, de tristesse, de remise en cause, de crainte pour l'avenir.
« *Il faut sauver le mode de vie réunionnais, c'est une petite civilisation qui se perd. (...). On peut voir les possibilités, mais avant il convient de sauver ce qui reste du réunionnais* ».

Si des volets entiers de la culture ne sont déjà plus pensés que comme 'restes' dans une mémoire très volatile, ou comme volatilisés, que restera t il pour les jeunes qui n'ont pas connus du tout ce dont on leur parle parfois si peu ou qu'ils n'arrivent pas à écouter… ?

Le constat sur 'ce que l'on sait avoir existé', 'ce qui existe encore un peu' principalement grâce aux personnes âgées, à des défenseurs des traditions, aux efforts de préservation volontaristes qui concernent notamment le patrimoine bâti ou à des structures qui se sont données pour mission la présentation - valorisation du patrimoine est qu'il s'agit d'un présent pas si lointain qui pourtant s'éloigne…
« *Lontan navé poin tou sak ou rode koméla… En fin de compte, nou essay tro kalk a nou su in mode de vi ke nou la pa vécu. Nou essay faire parey mais peut être qu'on voir lot plu joli, mé pou mwin avec du recul mi vwa ke nou kom nou fésé lontan sété vréman la fèt koi ».*

Ainsi, considéré comme un témoignage vivant de la mémoire collective, le patrimoine culturel peut jouer un rôle nouveau, allant plus loin qu'une conservation, dans des endroits précis, de ses éléments constitutifs (physiques ou plus intangibles) issus du passé en leur accordant une place pour participer à l'avenir des hommes et de l'environnement.

Le patrimoine Salazien ne nous a jamais été décrit comme figé, mais comme évolutif dans son cadre et ses modes d'expression : famille ou communauté, vie intime ou professionnelle… Les éléments qui le sous-tendent sont eux-mêmes le fruit de mutations, même ralenties, dans le temps et d'une appropriation - transformation liées aux hommes et au contexte.

Il semble, dans le même temps, que les personnes soient attachées à une identité, à ce qui les caractérise et à ce qui les distingue, naturellement sans chercher à décoder toujours le contenu, ni les origines, de certains modes de vie, comportements, traditions… et que la notion de patrimoine culturel, lorsqu'elle est au centre d'une discussion, s'élargit et s'épanouit en termes d'humanité.

Le regard de l'autre, de la société est important pour que l'on accorde – en en prenant pleine conscience - de la valeur à ce que l'on est, à la manière de vivre qui définissait les anciens et correspond aux hommes d'aujourd'hui, habitants d'un territoire, mêlant passé et actualité.

« *Le territoire a une identité, la population ses caractères propres, l'environnement ses montagnes, cascades, bois, et l'ensemble ses habitudes, son langage, son manger, son sens de l'accueil, sa manière d'offrir. C'est une population qui vit sa propre vie : il ne faut pas la remettre dans le siècle dernier* ».

✕ Des hommes et des idées

Partant de la richesse de chaque îlet et de l'expérience d'Hell Bourg, des travaux ont envisagé la valorisation patrimoniale des autres îlets du cirque de Salazie : le projet 'pour un centre du patrimoine', le projet initial d'Ecomusée…

Plutôt que de reprendre ici les éléments mis à notre disposition nous en étudieront les perspectives lors de la phase III de ce diagnostic[37].

Néanmoins, l'ayant considérée il y a quelques années et cette idée lui tenant toujours à cœur, nous citerons pour conclure l'une des personnes rencontrées qui nous a décliné sa vision des potentialités des bourgs Salaziens qui pourraient servir de fondement à leur 'promotion culturelle'.

L'écomusée devait / devrait être une mise en valeur de tous les villages du cirque

** Hell Bourg, village de caractère, serait au centre, avec une Bambouseraie ; et le centre administratif de l'écomusée.*
Ensuite il faut trouver un centre d'intérêt pour chaque village :
** Mare à Citrons « projet de sériciculture » plantation de mûriers, élevage de vers à soie et filature et ce, pas forcément à grande échelle : on pourrait même envisager une unité symbolique moins pour vendre la soie produite[38]. Un projet pour l'éducation, les enfants dans les écoles*
** Ilet à Vidot : projet d'apiculture avec M. D qui a des ruches, et qui fabriquerait des produits et spécialités au miel avec une extension en table d'hôte, associée à la visite des ruches. Tout ceci existerait au milieu de la population et ce serait d'abord elle qui en profiterait :* ***l'écomusée comme un théâtre dont les gens sont les acteurs.***
** Mare à Vieille Place : avant les soins se faisaient uniquement par les plantes (camphre), beaucoup de touristes demandent où trouver « les tisanes spéciales ». Il y pourrait y avoir un musée à faire avec des dégustations, des points de vente…*
** Grand îlet : l'Eglise montre l'importance de la religion dans le cirque, et pourquoi ne pas créer un musée des croyances et des religions, et des tables d'hôte différentes qui proposent des caris / rougail divers.*
** Mare à Poule d'Eau : vers l'ancien téléphérique, on pourrait faire une pépinière gratuite de plantes que les gens viendraient chercher*

[37] Pour un centre de patrimoine dans le Cirque de Salazie – Pays d'accueil de Salazie « source pour des temps présents » Catherine D. HUCHET – 1990 – « Première image du centre de patrimoine de Salazie – rapport de lancement » Alexandre Delarge – décembre 1994, Ecomusée de Salazie – Projet Scientifique et Culturel – Edition de Juin 2004.

[38] La question de la rentabilité de cette unité de production est toutefois posée par notre interlocuteur : la soie étant un produit coûteux, encore renchérit par le temps de travail nécessaire tout au long de la chaîne de fabrication et le tourisme sur Salazie n'étant pas un tourisme de luxe. Cette question se retrouve en ce qui concerne les capelines de paille chouchou ou les nappes brodées de Cilaos dont le prix de vente reste élevé, de par les talents et le temps de travail qu'ils mobilisent.

Pour conclure,

L'on peut considérer comme patrimoine Salazien au travers de l'adaptation dont les habitants font preuve. Celle-ci comporte des risques en termes de patrimoine si, au fur et à mesure des générations, elle s'effectue, au détriment des construits culturels, trop modelée par une vie en accélérée en prise avec des modes importées qui laisseraient de côté certains savoirs ou savoir-faire, mais elle révèle également des forces que nous reprenons ci-après.

L'adaptation positive se manifeste aujourd'hui par :
- une accroche réelle aux ancêtres,
- une mémoire des noms qui marquent les lieux et l'espace,
- un attachement à la famille ou aux familles habitant l'îlet et aux fêtes

S'exprimant entre les personnes, d'une même unité familiale ou en société, il découle de ces relations des pratiques de transmission d'héritage par le lien affectif qui s'est créé : héritage du travail de la terre, héritage des temps de rencontre autour de la pêche, des balades en forêt, des activités entre enfants et jeunes, et des fêtes auxquelles tous participent. Les diverses fêtes, familiales, religieuses, locales autour de manifestations (fête chouchou, fête de la pêche…) ont connu une évolution de leurs modes d'organisation mais elles restent évoquées comme des éléments qui construisent le quotidien, qui rythment la vie, qui laissent encore des espaces et un temps de communion ou de création pour réaliser de belles choses.

Enfin, l'adaptation positive peut être considérée en regard de deux éléments qui nous paraissent essentiels à reprendre dans le cadre d'un diagnostic devenu outil de connaissance par les acteurs de leurs propres réalités.

Il s'agit de l'ouverture au monde et à l'autre par :
- le poids de la 'parole racontée'
- la pluralité de la société

Le temps accordé aux dialogues, à la parole racontée a permis la passation des savoirs, la construction des identités, et les évolutions. Et nous avons constaté combien cette parole contée et écoutée est riche, pour celui qui l'offre comme pour celui qui la reçoit, et combien la confiance née de la relation créée est porteuse. Un dialogue équilibré, soucieux d'un échange de mots compris et curieux d'une connaissance de l'autre – véritable processus de libération de paroles et d'énergies, mises au service des habitants et de leur envie de développer - est une reconnaissance équitable de la dignité de chacun et de ses potentiels.

Le cirque de Salazie s'est construit autour de classes sociales très diverses (marrons, petits colons, haute société en villégiature…) et l'ensemble a côtoyé la différence dès l'origine, et a réussi une adaptation sans perte d'authenticité. L'ancrage familial et affectif aux traditions et au patrimoine s'est confronté à une société plurielle, à toutes ces différences et il demeure, avec son envie de vivre et de grandir, différemment mais pas trop…

Ainsi, Salazie appartient à ce monde des Hauts, un monde oui, particulier certes mais également multiforme et pluriel. Dans les Hauts, le pluriel est important, chaque Haut de la Réunion soit être vu dans sa spécificité et dans ses particularités, dans son humanité et dans ses hommes, lorsque l'on s'attache à comprendre comment chaque société a élaboré, à son rythme, avec ses luttes, ses écueils et ses victoires, un équilibre qui lui est propre ! Salazie « *Ce serait un territoire idéal, comme Cilaos avec une population qui ne ressemble pas aux autres, un caractère authentique du au 'retard', les autres sont dans le courant, ici on est encore malléable et on peut faire quelque chose. Mafate dans son genre est un sanctuaire, un écomusée, pas déformé* ».

La prise en compte de cette pluralité est un gage de respect pour un avenir décidé par les hommes, en faisant jouer les complémentarités, et en se basant sur les richesses avant qu'elles ne se perdent ou qu'on les enferment dans les mémoires pour ne pas en être destitués…

Eléments complémentaires
Site de Salazie

ANNEXE 1
Bibliographie des ouvrages repérés

ANNEXE 2
Les personnes rencontrées

ANNEXE 3
Les structures mobilisées pour cette étude à Salazie

ECLAIRAGE COMPLEMENTAIRE

Site : http://www.futura-sciences.com/comprendre/d/dossier158-2.php - article de M. Sudel FUMA « Esclavage et marronnage à la Réunion »

MISE EN ECLAIRAGE
La vannerie traditionnelle à Salazie

ANNEXE 1 : Bibliographie des ouvrages repérés

- Communauté des Communes de l'Est [plaquette]
Communauté de Communes de l'Est,2002, Non paginé 04AME/101

- Hell-Bourg, le circuit des cases créoles : guide de découverte
Ecomusée de Salazie,2002, 33 p. 01GEN/90

- Schéma de cohérence territoriale Est Communauté de Communes de l'Est,2001, 21 p. 01AME/71

- Les Cahiers : Salazie APR,2000 GF6

- Maison à ossature bois "cryptoméria", réalisation expérimentale ; rapport d'auto évaluation
Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (Réunion), Chambre des Métiers (Réunion), SICA Habitat Rural (Réunion), 64 p. 05HAB/17

- Etude préalable à l'élaboration du schéma directeur Est
Communauté de Communes de l'Est, Agence pour l'observation de la Réunion, l'aménagement et l'habitat,1999, 116 p. 03AME/67

- Grand Ilet 99 : la volonté du développement Imago Production, Grand Matin, 1999 K-01GEN/10

- Tourisme durable dans les cirques de La Réunion
JOTTER Fanny,1999, 107 p., Mémoire pr Diplôme Ingénieur ENITA Clermont-Ferrand 03TOU/30

- Paillotes de Salazie : rapport d'enquête pour l'Ecomusée
PANDOLFI Paul,1998, 111 p. 05HAB/35

- Destination Réunion : magazine de bord Air France : 4ème édition
Imago Production, Imago Productions, 1998 K-01TOU/3

- Grand Ilet : spécial environnement
Imago Production, URCOOPA Production Grand Matin,1998 K-09ENV/4

- Trésor d'ici, la nature des savoir-faire : exposition 1998 Ilot expo - Hell Bourg, Salazie Azalées éditions,1998, 63 p. 01GEN/75

- Grand Ilet : spécial aviculture Imago Productions Grand Matin,1997 K-06AGR/12

- Euro mini Mag 1 Imago Production, AGILE, 1997 K-01GEN/11

- Comme sur un nuage : émission 5 et 6
Inédit Productions, Antenne Réunion .- Coproduction,1997, Conseil Régional, CAH, Port Réunion, ONF , CTR, Maison de la Montagne K-01GEN/9

- Les réserves foncières publiques et parapubliques : commune de Salazie
Agence pour l'observation de la Réunion, l'aménagement et l'habitat, PERRAU Joëlle, SERVEAUX Lydie,1996, Non paginé 06AME/25

- Domoun Salazie
Ecomusée de Salazie,1996, 69 p., Conseil général (Réunion); Région Réunion; Agence d'Insertion de la Réunion; Commune de Salazie; CAH; DIREN; DRAC 01GEN/104

- Grand Ilet : Grand matin Imago Productions Grand Matin,1996 K-06AGR/11

- Vues d'en Haut 18
APR Audiovisuel, Commissariat à l'Aménagement des Hauts production,1996 K-01GEN/5

- Bé Cabot : il est long le chemin… Imago Production,1996 K-07AME/1

- Vues d'en Haut 14 & 15
APR Audiovisuel, Commissariat à l'Aménagement des Hauts production,1996 K-01GEN/5

- Vues d'en Haut 12 & 13
APR Audiovisuel, Commissariat à l'Aménagement des Hauts production,1996 K-01GEN/5

- Etude préalable à un projet de paysage pour le cirque de Salazie dans le cadre de la création du POS
Commune de Salazie, Service Départemental d'Architecture (Réunion),1995, 85 p., 07ENV/15

- Diagnostic des pratiques agricoles pour une meilleure compréhension des transferts d'effluents d'élevage REYNAUD Sylvie,1995, 58p. + annexes Mémoire pr Diplôme Ingénieur Paris, INA-PG/Cirad 04AGR/50

- Conséquences socio-économiques de la réalisation de voiries structurantes dans les Hauts : liaison Ilet à Vidot - Le Bélier, commune de Salazie APR,1995, 24p. , Région Réunion 07AME/20

- Vues d'en Haut 10 & 11
APR Audiovisuel, Commissariat à l'Aménagement des Hauts production,1995 K-01GEN/5

- Première image du centre de patrimoine de Salazie (rapport de lancement)
DELARGE Alexandre,1994, 35 p. 03TOU/8

- Rapport final d'exécution du programme de valorisation des effluents d'élevage porcins et avicoles de Grand Ilet ; groupement des éleveurs de Grand Ilet
APR, Chambre d'Agriculture (Réunion),1994, 10 + annexes 09ENV/6

- Problèmes d'érosion en milieu tropical et volcanique : cas de l'île de la Réunion, cirque de Salazie, Plateau de Grand Ilet CHICOIS Jean,1994 , 22p., Examen professionnel d'accès au grade de chef technicien forestier 04ENV/27

- Vues d'en Haut 5 & 6
APR Audiovisuel, Commissariat à l'Aménagement des Hauts production,1994 K-01GEN/5

- Vues d'en Haut 3 & 4
APR Audiovisuel, Commissariat à l'Aménagement des Hauts production,1994 K-01GEN/5

- Vues d'en Haut 1 & 2
APR Audiovisuel, Commissariat à l'Aménagement des Hauts production,1994 K-01GEN/5

- Tourisme et environnement : propositions pour un développement intégré dans les Hauts de la Réunion Institut Eco-Conseil, NICOLAS Sylvie,1993, 173 p. 03TOU/3

- Contribution à la définition de zones à risque sur Salazie, secteur de Grand Ilet : 2- lutte contre l'érosion des sols à Grand Ilet, note de synthèse
APR,1992, 15 p. + annexes Département de la Réunion/DDE 04ENV/24

- La propriété Payet - Mare à citrons : quels choix ? quel avenir ?
APR, Commune de Salazie,1991, 15 p. 04AGR/63

- Aménagement du site de la Mare à Poule d'Eau : projet de définition
Conseil Régional (Réunion), Société d'Etudes Techniques de l'Océan Indien,1999, 66p., Commune de Salazie 03AME/35

- Transferts Mafate-Salazie, étude d'impact ; rapport annexe 3 : agriculture, aspects fonciers
DAF,1990, 71 p. + annexes 08ENV/9

- Rapport final d'étude pour un centre de patrimoine dans le cirque de Salazie, "sources pour des temps présents" Pays d'accueil de Salazie, HUCHET Catherine,1990, 89p., Délégation régionale au commerce, à l'artisanat et au tourisme 03TOU/7

- Le plateau "Sisahayes" à Mare à Martins, Salazie : analyse d'un cas de succession en indivision
GUERIN Daniel,1990, 9p., Travaux Universitaires Aix Marseille, IAR ; Réunion : DESS Aménagement et Développement Local 06AME/18

- Les perspectives d'emploi à Salazie : analyse et propositions
GUERIN Daniel,1990, 12p., Travaux Universitaires Aix Marseille, IAR ; Réunion 02ECO/5

- Les échanges entre les hauts et les bas à la Réunion : l'exemple de Grand Ilet
GUERIN Daniel,1990, 22 p., Mémoire de DESS Aix Marseille, IAR ; Réunion 02ECO/7

- Grand Ilet : village en sursis ?
GUERIN Daniel, PAYET Fernand, RAMBHUJUN Satish,1990, 72 p., Mémoire de DESS Aix Marseille, IAR ; Réunion 04ENV/20

- Etude de mise en valeur et d'amélioration du patrimoine architectural et de l'espace urbain d'Hell Bourg : projets et propositions
PIERROT Frédéric,1990, 50 p.

- Etude de mise en valeur et d'amélioration du patrimoine architectural et de l'espace urbain d'Hell-Bourg : analyse
PIERROT Frédéric,1990, 27 p.

- Le magazine de l'agriculture N°6 - Edition 89 / 90
APR AUDIOVISUEL, Conseil Général Production,1990 K-01AGR/1

- Le magazine de l'agriculture N°1 - Edition 89 / 90
APR AUDIOVISUEL, Conseil Général Production,1990 K-01AGR/1

- Grand Ilet : village en sursis ?, APR Audiovisuel, Coproduction,1990 K-04ENV/3

- Glissements de terrain de Grand Ilet, Commune de Salazie ; Rapport de mission 12 - 19 Mars 1990 GOUSSE François, DEYMIER Christian, CEMAGREF (Grenoble),1990, 20 p. CAH 04ENV/4

- Dimension et pouvoirs des communes à la Réunion
GUERIN Daniel,1990, Non paginé, Travaux Universitaires Aix Marseille, IAR ; Réunion 03GEN/1

- Assises de l'Aménagement des Hauts du 14 au 18 mai 1990 : préparation des travaux pour la commune de Salazie CAH,1990, Non paginé 00AME/7

- Commune de Salazie, étude du schéma directeur de développement agricole et touristique ; rapport diagnostic. APR, BETURE-SETAME (Réunion),1989, 83 p. 03AME/39

- Améliorations groupées de l'habitat : programme 1984 : quartier de Mare à Martin SICA Habitat Rural (Réunion), BERTHEAU Janie,1989, 42 p. 04HAB/24

- Commune de Salazie, irrigation et alimentation en eau potable ; Etude générale pour l'établissement d'un avant projet sommaire. 1 - Analyse de la situation actuelle et des besoins
Municipalité Service Réunion,1989, 40p. DAF 08ENV/10

- Le chouchou du cirque
Association réunionnaise de réalisations audiovisuelles , ARRAV Production,1989 K-03ECO/2

- Maison ossature bois APR Audiovisuel, Coproduction,1989 K-05HAB/1

- Séminaire de réflexion sur le développement de Salazie ; éléments de réflexion.
CAH, DAF ADEEAR,1988 .- Non paginé 03AME/32

- Jalonnement touristique, étude de définition ; 11 - Le cirque de Salazie
Conseil Général (Réunion),1988, 32p. 03TOU/1

- Notions de base nécessaires à l'irrigation de quelques espèces cultivées dans les cirques de Cilaos et de Salazie CIRAD (Réunion). IRAT, Chambre d'Agriculture (Réunion). SUAD, BRIAL J-L., LANGELLIER Pierre_,1987 .- 19 05AGR/12

- Hell Bourg, opération de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine à des fins touristiques.
Service Départemental d'Architecture (Réunion),1987 .- Non paginé 07HAB/20

- Dynamique de développement dans les secteurs prioritaires du programme général d'aménagement des Hauts
APR, DAF (Réunion). ADEEAR , ELLIAUTOU Jean-Marie, BENOIT Guillaume, Conseil Régional (Réunion), Commissariat à l'Aménagement des Hauts ,1987 .- 214 p. Conseil Régional ; CAH 02AME/4

- Expérimentation habitat dans les Hauts ; Rapport d'étude intermédiaire n°1.
SICA Habitat Rural (Réunion),1986 .- 161 04HAB/1

- Indivis à Grand Ilet APR Audiovisuel .- APR Production,1984 K-06AME/1

- Grand Ilet à travers la presse écrite (fin 1979-début 1984) APR,1984 .- Non paginé 01GEN/29

- Fonctionnement des écosystèmes et dynamique des populations dans les Hauts de la Réunion : rapport de synthèse du programme de recherche 1979-1984
VOGEL Claude, Université de la Réunion,1984 .- 463 p.CRR 01GEN/28

- Etude sur le milieu artisanal du bâtiment dans les secteurs prioritaires du Plan d'Aménagement des Hauts APR,1984 .- Non paginé 04ECO/1

- Améliorations groupées de l'habitat, Secteur de Grand Ilet (Salazie) : quartiers de Bélier,

Casabois, Camp Pierrot
ROUX Daniel, HENRIETTE Clency, SICA Habitat Rural (Réunion),1982 .- 70 04HAB/16

- L'habitat dans les Hauts, Grand Ilet
DAF (Réunion). ADEEAR , APR, GUERLAIS Jean-Pierre,1981 .- 133CRR 04HAB/19

- Aménagement rural, secteur de Grand Ilet ; analyse des systèmes d'exploitation .
EHRHART Michel, VATEL Odile, DAF ADEEAR,1981 .- 99CRR 04AGR/24

- Projet de programme d'animation-formation sur le secteur prioritaire de Grand-Ilet
APR,1981 .- Non paginé 06EDU/7

- Bé Cabot, approche ethnologique d'un éco-système
CENTRE UNIVERSITAIRE DE LA REUNION, VOGEL Claude,1980 .- 206 p.(Collection des travaux du centre universitaire 01GEN/20

- Plan d'aménagement des Hauts, secteur de Grand Ilet.
HOAREAU Axel, DAF ADEEAR,1979 .- 58p., CRR 03AME/4

- Aménagement des Hauts de la Réunion : actualisation du programme
Conseil régional (Réunion),1979 .- 30 p. 02AME/3

- Vivre dans les hauts : le développement des régions hautes APR Production,1976 K-02GEN/8

- Commune de Salazie : diagnostic et actions de proximité 77 p. 03SER/11

- Le pays d'accueil de Salazie Pays d'accueil de Salazie, ARGIEN Gérard .- Non paginé 03TOU/13

- Etude démographique de Grand Ilet DION Michèle .- 22 04GEN/5

- **Projet Scientifique et Culturel – Tomes 1 et 2 Ecomusée Salazie**

- Salazie, Histoire d'une commune (1899 – 1999) GRAFOS - Les Editions Azalées

ANNEXE 2 : Les personnes rencontrées

En entretiens individuels

9 personnes ont été rencontrées en entretiens individuels

Fabrice	FOLIO	Propriétaire de la « Maison Folio » d'Hell Bourg
Patrice	PONGERARD	Directeur de l'Ecomusée de Salazie – Hell Bourg
Mickaël	MAILLOT	Animateur du CASE de Grand îlet
Timothé		Animateur CASE Grand îlet
Maximim	MAILLOT	Directeur de « Grand Matin »
Serge	CHAMAN	Restaurateur sur Grand îlet
Jean Luc		Mare à Vieille Place
Hugues		Mare à Vieille Place
Tim		Restaurateur Hell Bourg

Nous n'avons pas organisé de réunion collective sur Salazie dans la seconde phase de l'étude. Cf. Méthodologie d'intervention sur le site.

ANNEXE 3 : Les structures mobilisées pour cette étude à Salazie

- Le CASE de Grand îlet

- L'écomusée de Salazie

- La Maison Folio

LA VANNERIE TRADITIONNELLE A SALAZIE

Entretien avec Mme HUBERT Marie Anyse

« Mwa la apri le tressage par ma famille, ek monman. Jordi mon gran[illegible] 65 ans, alors é mwa i fé, par plézir. Parékzanp kan la plui i tonb, mi fé tressage… monn ti fiy i koné in peu, elle i g[illegible]oné pa ankor mont le chapo. »

« Alors mi fé le tressage à partir de plusieurs zèrb : principalement mi utilise le longoz, le vétiver, le chouchou, et le ti zèrb do myèl. Mi fé aussi avec le choca. Le lys aussi mi utilise, mé lé dur à trouver, en fait lé kom le zèrb payet ou le zèrb do myèl, le problème c'est que néna inn sézon pou récolte alu, mais lé boug la méri i trèt, i mèt dézèrban ifé ke lé pa fasil pou trouvé. I dépend aussi dé sézon, la plupart dé zèrb mi utiliz na son sézon pou ramasé. »

De gauche à droite : longoz, vétiver, zèrb do myèl, chouchou

Kapline pay chouchou

tir la fèy par anlèr, ou koup anba ousa lé plushé, é la i mèt a shéshé. I fo dizon une semèn sou gro soley pou èt byin sek. Si ou veux byin, lu lé in peu parèy le chouchou, na inn sézon pou murir. Mé lu lé bokou mwin fragile, é lu résiste a la plui, or le chouchou lu résiste pa du tou a la pluie. I très pa de la mèm manièr non pu, i fo gardé la pay dan in torchon fré kan ou très, sinon li va ni tro dur é lu va kasé kan ou voudra très alu.

LE CHOUCHOU : c'est le plus fragile pou tresser. Nou ramas le coton, sé sa nou utiliz pou le tressage. Pour avoir les cotons de chouchou, i fé pa ninport koman, i fo ke lé chouchou lé finn dépouyé, kan lé liane i mur si ou veux byin. Sé la ki koup lé liane, et nous nous récupère les cotons, en finn kont sé la liane mé par nœuds. La i ramas é i résèrv. Komsa ou néna pou très tout lané, ou fé out provizyon. Tèl ou ramas i fo ou rak de swit, sinon i gat, i pouri, or kom néna inn seule sézon dan lané fo pa ou pèrd. La kan ou la fé sa out pay lé déjà prète pou èt trésé.

e Phase – Salazie - Fé
ional de La Réunion

Chapo longoz

VETIVER : le vétiver i fo chodé. I fo pa atand la touf lésèk pou ramasé ! kan lé brin lé asé gran, ou vèy la lune. Vétiver i koup selon la lune, la lu lé solide. Donc ou vèy la lune, kan lé pleine ou koup alu.apré i échod, ou prépar lo cho avan ou koup alu. Apré kan lé finn chodé ou mèt o solèy pou shéshé, é sé la li pran sa couleur. La aussi lé parèy fo ou très alu dan in tochon fré si ou vé pa koup ot dwa ... é li koup vréman ! i pèrmèt aussi ke lu rédi pa, sansa i kas kan ou fé lé très.

Chapo vétiver

ZERB DO MYEL : sa i kèy sul bor chemin, i tir la pay desu, é apré i fé shéshé o solèy. Apré fo ou aplati le brin ek in kouto, la lé bon pou trésé. Lu lé joli, lu résiste byin la plui, mé lé dur pou trouvé, kom la méri i dézèrb lé bor chemin…
Bokou i konfonn le zèrb myèl é le zèrb payet, or lé deux lé pa parey. Le zèrb payet lé plu gran, é li sort demi blan, in blan briyan, or le zèrb do myèl ou vwa lé jaune.

Chapo zèrb do myèl

Chapo choca

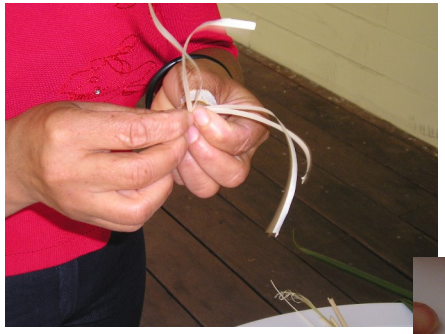
Chapo lys

LA PREPARATION DU TRESSAGE : L'EXEMPLE DU CHOUCHOU

Alor déjà ou na le coton, ifo nétoyé pou tir la pay.
Avan ou égaliz lé brin

Apré ou rak byin, apré oumèt dann lo.

Apré ou rak ankor in kou, é la la pay lé prop,
lu néna sonn ti couleur blan. Apré ou lès shéshé avan de trésé.



Le chouchou i très an pointe, ek kat brin.

Un exemple de tresse de vétiver à 7 brins

4 tresses différentes (de haut en bas) :
vétiver, chouchou, longoz, zèrb do myèl.

Ou fé inn grann très, apré i rès aou pou mont le chapo. Néna inn fason pou repran su in brin lé kourt, si ou fé pa sa tout i dégrèn ! Kan lé finn trésé, ifo konté deux jours pou mont ot chapo. Mé avan, le tan d'lé ramas coton, i fo près de 25 brassées pou fé inn kapline !! apré fo ou rak, ou fé shéshé… é la très, fo trésé !! dizon i fo omwin in mwa pou fé inn kapline an pay chouchou, déjà parapor lu lé fragile donc ifo fé atansyon kan ou manipule.

Lé zot zèrb, lé plu fasil a travayé. Pa tout i très parey : le zèr do myèl, ou byin le vétiver, i très an 7 brins, ou byin 11 brins. Lé près parey mé an 11 brin lu sort plu gro.

« Mwin mi préfèr travay le vétiver. Chouchou lé joli, mé lé fragile, i pran bokou de tan, bokou de travay… mé le moun dann bitasyon lu préfèr vétivèr, ou byin longoz, lé méyèr pou travayé !! chouchou mi fé in peu, mé kréol i ashté pa le chouchou… bin wi !! lu lé bon an vil, kan ou mèt in bo linge, an swaré…mé pa pou bitasyon, i tyin pa la plui !! »

Diagn

Différents objets tressés : des boucles d'oreilles (en chapo), porte-chéquier, paniers, boîtes, barrettes, string (en vert et blanc)

Association Réunionnaise d'Education Populaire
SIDR Front de Mer – Bât. G – BP 103
97453 ST PIERRE Cédex
Tél : 02.62 25.03.85 **Fax :** 02.62 35.57.09
E mail : arep. siege-social@wanadoo.fr

Trois Bassins

SOMMAIRE

I. MISE EN ŒUVRE DU DIAGNOSTIC SUR TROIS-BASSINS 3

I.1 Démarche 3
I.2 Réalisation 4

II. UNE PREMIERE LECTURE DU TERRITOIRE DE TROIS-BASSINS 5

II. 1 Au fil du temps… 5
II.2 …jusqu'à aujourd'hui 7

III. MONTVERT : UN QUARTIER RURAL A PROXIMITE DU CENTRE VILLE 9

III.1 Portrait 9
III.2 Un quartier vivant à la 'mode ancienne', et évoluant dans le 'temps présent' 11
III. 3 Montvert et la 'centralité' : structuration de Bourg de Trois-Bassins 13

IV. LA VISION DU PATRIMOINE : ENTRE NATURE ET ART DE VIVRE 14

IV. 1 Un patrimoine naturel, comme source de vie 14
IV.2 Le patrimoine « fête, jeux, rencontres et accueil » comme autant de traditions 16
IV. 3 L'histoire et ses marquages bâtis comme sujets à se remémorer pour les partager 19
IV. 4 Entre art de vivre et culture 21

V. ELEMENT D'ANALYSE DE L'EXPRESSION DU PATRIMOINE CULTUREL 23

V. 1 La considération des personnes avant la préservation du Patrimoine 23
V. 2 La permanence d'un savoir être comme facteur d'évolution et d'adaptation 24

ELEMENTS COMPLEMENTAIRES 27

- Annexe 1 : Bibliographie des ouvrages repérés
- Annexe 2 : Les personnes rencontrées
- Annexe 3 : Les structures mobilisées pour cette étude à Trois Bassins
- Annexe 4 : Liste des associations culturelles sur Trois Bassins
- Annexe 5 : Bibliographie sur la culture du géranium

MISE EN ECLAIRAGE

- LIEN INTERGÉNÉRATIONNEL 42

I. MISE EN ŒUVRE DU DIAGNOSTIC SUR TROIS-BASSINS

I.1 Démarche

Comme pour les autres sites considérés, l'approche méthodologique choisie a été retenue en lien avec les délais de réalisation du diagnostic et la volonté d'entrer en relation avec les personnes ressources locales en ayant bien appréhendé l'organisation de leur espace. Ceci considéré, nous proposons sur Trois-Bassins une méthode construite en adéquation avec deux constats principaux que nous présentons ci-dessous.

Premier constat : le découpage territorial est à considérer en lien avec la structuration du Bourg de Trois-Bassins, qui n'est pas un 'village route' mais qui constitue un réel centre urbain ayant fait l'objet d'études et de travaux de restructuration de Bourg[1].

La commune de Trois-Bassins s'étale de la plage de la Souris-Chaude au sommet du Grand Bénare (2896 mètres). Ce territoire est délimité par la Ravine de Trois-Bassins et la Petite Ravine et se compose de six quartiers : le Littoral, Bois-de-Nèfle, le Centre, Montvert, Piveteau et la Grande Ravine. On y inclut évidemment la zone domaniale des Hauts.
Plus de 80% de la population habite entre 400 et 1200 mètres et Trois-Bassins ne compte ainsi paradoxalement que deux écarts pour sa population : le Littoral (10,7% de la population) et les Hauts, qui ne recensent que peu d'habitants.

La commune se structure en plusieurs axes routiers : la route de Montée Panon[2] – seule liaison entre le centre et le littoral[3] - ; la RD 6 qui vient de la Saline et rejoint la route Hubert Delisle (RD3), et cette dernière qui vient de Ravine Daniel et qui continue vers La Chaloupe. Les quartiers de Bois de Nèfles et de Montvert sont reliés au centre par des routes verticales très abruptes alors que les quartiers de la Grande Ravine et de Piveteau sont coupés du centre par la Grande Ravine. Pour s'y rendre, il est nécessaire d'utiliser la voiture ou les transports en commun.

Les quartiers sont donc caractérisés par leur positionnement spatial, et leur appartenance à un ensemble structuré. La topographie du territoire rend complexe les politiques d'aménagement et la valorisation des atouts. Par exemple, Le littoral de la commune est une zone qui a pu être qualifiée comme étant en 'rupture territoriale' « *trop éloignée du centre pour reconnaître un pouvoir administratif venant du haut sur les bas et possédant des caractéristiques sociales différentes (presque opposées ?) de celles des Hauts* ».

Second constat : la spatialité se corrèle à une identité particulière des quartiers.

Ainsi délimités par des routes ou des ravines, parfois difficiles d'accès, les différents quartiers de Trois-Bassins ont des particularités fortes qui leur donnent une identité propre même si celle-ci reste informelle et manque de lisibilité de prime abord.

---

[1] Diagnostic – Etude de restructuration du Bourg de Trois-Bassins. CODRA, OMEGA, 1997

[2] Cette route, alors « route nationale » et bitumée aujourd'hui, n'a pas été modifiée depuis ses origines. L'ouvrage « Patrimoine des communes de la Réunion » - édition FLOHIC, 2000 – pose une hypothèse en ce qui concerne son nom. « Vient-il d'une 'participation aux travaux' de la riche famille Panon-Desbassyns ? L'appellation est en tout cas avérée depuis la fin du XVIIIème siècle. « on redescend par la Montée à Panon, bien rude et bien longue pour les personnes que nous aurons à rencontrer » (A. Billiard, 1820).

[3] La route de Montée Panon ne peut à elle seule permettre le rattachement de l'ensemble de la commune au littoral et le littoral reste attiré par ces quartiers voisins du littoral (La-Saline-les-Bains ou Saint-Leu) qui sont plus facile d'accès. Le centre semble alors jouer un rôle plutôt administratif et le littoral cultiver sa spécificité.

Partant de là, nous avons choisi ici de considérer un quartier – le quartier de Montvert - et non les six quartiers, avec la volonté, d'une part, de prendre en compte, les effets de la restructuration du centre-bourg sur un quartier proche du centre.
Et, d'autre part, d'étudier plus précisément le patrimoine culturel en liaison avec une 'vie de quartier' au travers des différentes personnes par l'âge, le sexe, l'activité, le lieu de vie au sein des sous-quartiers...

Ceci n'est aucunement une volonté d'exclure, ni un choix arbitraire, mais dénote un souci d'efficience.
En effet, si une dispersion sur tous les quartiers aurait pu nous permettre de rencontrer des personnes aux profils tout aussi diversifiés, nous avons choisi d'intervenir sur une 'unité de quartier' en présupposant une relative 'homogénéité de milieu' à mettre en relation avec les constituants et les perceptions exprimées du patrimoine culturel.

La vision du patrimoine ci-après présentée est donc plus celle des habitants du quartier de Montvert de Trois-Bassins - que nous avons néanmoins tenus à pondérer par la participation à ce diagnostic des médiateurs de quartiers et de trois associations[4], investis dans le développement humain et culturel de la commune – que la vision des Trois-Bassinois.

I.2 Réalisation

Sur la commune de Trois-Bassins nous avons rencontré 14 personnes en entretiens individuels, le plus souvent à leurs domiciles, ou dans les maisons de quartiers et espaces de rencontres. Ce premier 'groupe' se constitue de personnes plus âgées, d'hommes et de femmes à charge de famille, et de jeunes.

Une réunion collective, qui s'est déroulée au local de la maison de quartier de Montvert, a permis une discussion entre 7 personnes, dont cinq femmes et deux adolescents (un garçon et une fille). La dynamique de discussion femmes / femmes et femmes / jeunes a bien fonctionné.

Par ailleurs, nous avons rencontré les responsables associatifs de l'Association pour le Développement Artistique et Culturel et de l'Association pour le Développement de Trois-Bassins ainsi que les médiateurs de quartiers sur les zones de Montvert et de Château d'Eau.

Enfin, nous avons travaillé indépendamment mais en collaboration avec la personne chargée d'animer le développement local sur le secteur de Trois-Bassins de l'AREP. La mise en contact avec les habitants et représentants de structures associatives a été facilitée et le contenu des échanges a bénéficié de cette mise en relation.

Comme pour les autres sites, nous n'avons pas rencontré d'acteurs institutionnels, considérant que ceux-ci s'expriment dans d'autres cadres plus lisibles (programme d'action culturel des communes, manifestation organisée, schéma de développement retenu, presse…).

[4] L'Association pour le Développement Artistique et Culturel - ADAC, l'Association Réunionnaise d'Education Populaire – AREP et l'Association pour le Développement de Trois-Bassins - ADTB.

La mise en éclairage pour ce chapitre sera constituée de deux éléments. Un entretien 'in extenso' avec les habitants de Montvert qui reprend les propos que nous avons entendus et qui nous parlent de l'art de vivre sur ce quartier. D'autre part, dans le cadre de l'étude, nous avons été conviés à partager un repas. La discussion autour des différentes manières de préparer le carri Tang a permis de relever des recettes aux modes de préparation, ingrédients et saveurs qui se distinguent au sein d'un même quartier. Nous en présentons deux à savourer.

II. UNE PREMIERE LECTURE DU TERRITOIRE DE TROIS-BASSINS

II. 1 Au fil du temps…

Le nom de Trois-Bassins résulterait, selon les uns, de la présence sur le territoire de trois grands bassins 'en l'air'. Il s'agit… de quelques touristes qui viennent régulièrement chercher à Trois Bassins les bassins 'des Aigrettes' mais aussi d'habitants qui se réfèrent aux bassins d'approvisionnement en eau qu'ils utilisaient lontan dans les Hauts (Bassin Célestin, Bassin Jeannette…). Pour d'autres, il s'agit bien de trois bassins découpés 'à terre' sur la côte littorale.
En réalité, selon le découpage des terres du battant des lames au sommet des montagnes, ce sont les bassins du littoral, désormais disparus, qui inspirèrent plus officiellement le nom de la future commune. On rapporte que lors de leur 'exploration' de l'île de la Réunion, les douze mutins exilés de Fort-Dauphin découvrirent tout d'abord la Ravine Saint-Gilles puis une seconde ravine et ses « trois grands bassins », constituant autant de réserves d'eau, qui les impressionnent suffisamment pour qu'ils les signalent au gouverneur Flacourt. La carte dessinée par Etienne de Flacourt en fait mention dès 1649.

Les premières installations de colons sur le territoire de Trois Bassins remontent à 1700, lorsque la toute première concession du « quartier de Laleu » fut attribuée à François Mussard.
Celui-ci la vendra peut après l'avoir obtenu à Jacques Léger, le 23 décembre 1700. Ce fut le démarrage de l'installation progressive de nombreuses familles qui vinrent s'établir sur ces hauteurs de l'ouest, qui deviennent de fait rapidement un écart de la ville de Saint-Leu.
Une première chapelle aurait été bâtie – près du « barrage » à la hauteur de la Saline les Hauts – qui n'aurait pas permis d'accueillir convenablement, selon le prêtre de l'époque, les fidèles habitant les Hauts. Dès lors, c'est en 1842, avec le lancement de la construction de sa propre chapelle – édifiée en hommage à Notre Dame des Sept Douleurs – que Trois-Bassins devient paroisse. L'Eglise sera terminée en 1859[5].
Enfin, le 17 Février 1897, Trois-Bassins s'émancipe de Saint-Leu en obtenant le statut de commune à part entière et organisant l'élection de son premier Maire, Henri Auber.

Exclusivement rurale et agricole, Trois-Bassins profite durant la première moitié du XVIII^{ème} siècle de la notoriété du café de Saint-Leu dont le village est, comme nous l'avons vu, l'un des quartiers à l'époque. Elle base ses premiers développements sur la culture du café, qui assure pendant un temps sa prospérité.

[5] Construite en dur par les paroissiens et le prêtre de l'époque, l'église sera dévastée par un cyclone le 4 février 1932, celui-ci frappe également humainement très durement la commune en faisant 90 morts. Le bâtiment sera reconstruit à l'identique – on suppose que ce fut sur la base de l'ancienne voûte du chœur – et l'on y ajoutera deux ailes latérales. Le cyclone de 1948 emportera le toit en bardeau qui sera remplacé.

Puis, suite aux fortes crises que connut l'industrie caféière à la fin du XIX^{ème} siècle, la canne à sucre supplante le café. Celle-ci sera remplacée à son tour, lors de l'effondrement des cours du sucre sur le marché des matières premières international, par la culture du géranium au début du XX^{ème} siècle.

Néanmoins, la construction des sucreries à Piveteau ont transformé la physionomie de la région, et leurs 'ruines' apparaissent aujourd'hui comme des réminiscences physiques du passé, et nous le verrons, des éléments de patrimoine 'un peu tombés dans l'oubli'.
L'ère du Géranium amorce le défrichage des Hauts et ouvre alors des routes vers les sommets où se situe la Glacière…

Culture après culture, et crise après crise, les colons ruinés s'installent et tentent de valoriser les terres intensifiant du même fait le défrichement des Hauts lorsque l'on découvre que la montagne renferme également une richesse dont la valeur est immédiatement reconnue : la glace.

L'exploitation des pains de glace est lancée[6] par Joseph Morénas auteur du forage de trois puits sur le site de la Glacière à 2500 mètres d'altitude. Puits dans lesquels on pouvait fabriquer – par l'action combinée des pluies d'été et du froid d'hiver – d'énormes glaçons de 15 pieds, chacun de 3 pouces d'épaisseur que l'on conservait stockés à l'intérieur.
Premier exploitant du site, il demande et obtint la concession des terrains. Cette denrée étant unique sur l'île, elle sera qualifiée 'd'unique source de fraîcheur', et surtout elle séduit les grands propriétaires établis sur le littoral. Sa rareté étant d'autant plus évaluée que la difficulté d'accès des sentiers très pentus et difficilement décelables ajoutée à la dureté du travail d'acheminement est considérable…

Pour le transport, la glace était pilée puis reconstituée en « pains » durs de quelques kilos et transportés à dos ou à tête d'homme, à cette époque esclaves, emballés dans de la laine. Ces pains de glace sont devenus dans l'imagerie populaire un symbole poignant de cette période esclavagiste qui s'est déroulée à La Réunion.
On retrouve ici un personnage qui a contribué à inscrire une page bien sombre de l'Histoire, Mme Debassyns, qui fut la seconde propriétaire des lieux et qui faisait envoyer régulièrement à son fils habitant la Rivière des Pluies, tant son courrier que ses pains de glace, avec, en ce qui la concerne, la même facilité…

Le peuplement de Trois-Bassins s'est donc construit sur la colonisation des terres et le système de plantation reposant sur les forces des esclaves, puis des engagés.
Il est important de noter que cette histoire, très peu évoquée lors du diagnostic, est encore lisible aujourd'hui lorsque l'on considère les différents marquages religieux et la composition de la population de la commune. Celle-ci nous présente à la fois les descendants d'anciens esclaves ou engagés (créoles cafres, malbars) et les descendants de colons (créoles blancs). Trois-Bassins se distingue ainsi de La Chaloupe, pourtant sa voisine, dont la population est majoritairement composée de colons blancs venus du Tampon.

[6] Vers 1830, Joseph Morénas, originaire du Vaucluse – sans doute inspiré par le froid ressenti dans une excursion au Grand Bénare - fit creuser dans la roche basaltique, à 2 600 mètres d'altitude, de grands puits.

II.2 …jusqu'à aujourd'hui

A l'heure actuelle, bien que l'indivision des anciennes grandes propriétés ait sans doute modéré le développement agricole en ralentissant l'implantation du progrès technique, Trois-Bassins redevient une zone cannière importante grâce à la création de nouveaux périmètres irrigués par les équipements de basculement des eaux et à la restructuration foncière menée par la SAFER. La surface en géranium a très nettement diminué, alors que celle mise en pâture pour l'élevage a fortement augmenté : elle a été décuplée[7].

Le territoire des Hauts de Trois-Bassins est une terre agricole aux multiples facettes que la présentation succincte ci-après permet de visualiser, dans son intégration aux quartiers et aux pratiques des hommes, au travers des cinq modes d'occupation du sol[8].

La monoculture de la canne est actuellement essentiellement exploitée « en pluvial » sur les quartiers de Piveteau et « en irrigué » sur Bois de Nèfle. Elle connaît un rendement moyen (30 à 70 T/Ha), et des cultures intercalaires sont développées en période de replantation. Des écarts de situation existent entre la zone de canne irrigable – bonne stabilité économique – et la zone canne non approvisionnée par le basculement des eaux – pérennité incertaine – auxquels s'ajoutent les difficultés d'acheminement de la production vers l'usine.

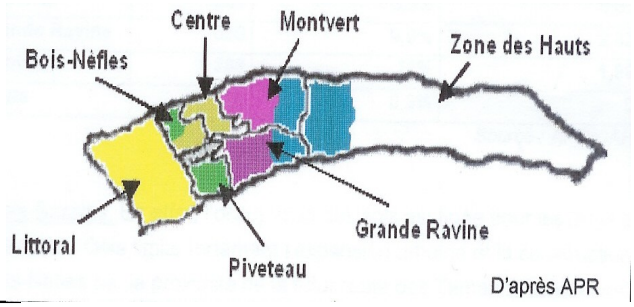
L'élevage bovin en extensif s'étend sur le quartier de Montvert et les Hauts de la Grande Ravine : on retrouve une majorité de vaches allaitantes mais également quelques éleveurs laitiers[9]. La zone d'élevage est en développement même si sa contrainte majeure reste l'approvisionnement en eau, que certains éleveurs limitent en installant des retenues collinaires individuelles alimentées par la pluie – qui n'assurent toutefois, en moyenne, qu'une moitié des besoins[10].

L'agriculture familiale dans les quartiers du Centre et de Bois de Nèfle cohabite avec les zones habitées. Elle est marquée par un système d'exploitation de type « ronds de cour » avec de petits vergers, de l'élevage et du maraîchage 'de subsistance'.

La diversification dont le maraîchage et les élevages hors sol se situe dans les bas du quartier de Montvert. Permise notamment par la mise en place de retenues individuelles, elle touche les cultures de fraises, artichauts, vergers, fleurs, et quelques géraniums…

La diversification en géranium et petits élevages est sujette à une rentabilité économique plus aléatoire ; elle est localisée dans le bas du quartier de la Grande Ravine. Cette zone comprend bon nombre de terres en friche liées à des problèmes d'indivision, ou d'échec d'installation d'anciens colons (contraintes agronomiques, manque de moyens financiers ou d'équipements, difficulté d'approvisionnement en eau…).

Le pastoralisme et la pêche traditionnelle se retrouvent dans le quartier du Littoral.



[7] Source : Schéma d'aménagement des Hauts de l'Ouest.

[8] Croisement d'information entre un document d'Annick MIQUEL – APR et l'étude des zones agricoles de la lecture du territoire – Convention AREP / ADI – édités en juillet 2003

[9] les éleveurs laitiers sont pour une majorité d'entre eux membres du « GFA des Bénards »

[10] un projet d'étude de retenues de moyenne à grande capacité est en cours sur les Hauts de l'Ouest – APR - A. Miquel

Ainsi, sur Trois-Bassins, la zone de diversification concerne une part de la population dont l'activité agricole se réalise en complément des revenus sociaux et la stabilisation de la situation de ces personnes, sur le plan économique, reste un enjeu. Cette stabilisation pourrait passer par une valorisation agricole durable : « *de nouvelles techniques de production, comme la mise en place de couverture végétale sur la culture de géranium, complétée par une légère mécanisation de la coupe pourrait aider à rendre cette production économiquement viable*[11] ».

[11] Document d'Annick MIQUEL – APR « communes de Trois-Bassins » - Février 2003

III. MONTVERT : UN QUARTIER RURAL A PROXIMITE DU CENTRE VILLE

III.1 Portrait

Le portrait de Montvert nous a été tracé par ses habitants au fil de l'évolution de l'accès à l'eau et de l'urbanisation.

La citerne de Montvert a été construite par Hervé Payet dans les années 70. Etant la seule source d'approvisionnement du quartier, elle était remplie régulièrement par la municipalité.

Avant sa construction, les familles se souviennent qu'elles allaient chercher de l'eau à la Ravine Montvert, à la Ravine Trois-Bassins, voire même chez les Vabois vers la Grande Ravine ou encore à la citerne du centre-ville. L'un de nos interlocuteurs nous explique « *avan navé lékol, bin ! mé mi ariv pa tro o, 13-14 zan komsa, é mi aret pou travayé. Lo lété dannfon d'la ravine ou dan la citerne. Té 2-3 kilomèt, la terlàba. Si ou trap in ti voyaz de lo, té mèt lo dan dé po d'ferblan vek di bwa é ou rode : canal Payet, ou giny in peu vers Célestin é Jeannette ossi, té dir… ».*

Les souvenirs sont partagés par une autre personne *« i falé rodé lo dan lé deu bassins : le 'bassin Jeannette' plu o é 'le bassin Celestin', mé li ou giny plu alé passke la ter lé privé koméla… ».*

Les anciens se souviennent du transport de l'eau et des chemins en terre empruntés à pied quand il n'y avait pas même pas encore de charrettes.

« *Avan navé pa de route mé in shémin dé tèr* », « *lontan ou porté lo su la tèt, navé poin charèt bèf avan, apré wi ! é zordi in peu, 2-3 ?* ». L'une des personnes rencontrées nous raconte *« Moin navé pa d'charèt é zordi pou bon peu d'zot moin la fé pitié. Akoz si ou té tomb lo dé la ravine, ou rantt pa out kaz ou rode ankor. Mé mi di azot : lontan i tomb su la ter é i kass pa ryien, mé su l'béton li kass* ! ».

La solidarité familiale découle de cette époque où les personnes devaient se débrouiller par elles-mêmes pour l'eau et où chaque membre de la famille participait aux travaux qui la faisaient vivre. « *Ou fé lé kultur des champs vek lé parents : patate, conflore, songe, mai (lété kwi kom lé riz), navé poin d'viande sof le dimanche. Kan la famiy donne a ou ou doit manger, zordi ou mange sak ou veut… Le manioc lé gayar, lé patates osi, ou achète just sucre, sel, et poivre…* »

Une solidarité plus large, décrite par les habitants, se concrétisait par exemple lorsque ceux qui avaient une charrette bœuf charriaient de l'eau pour ceux qui n'en avaient pas. Dans le quartier, sans que les causes n'aient pu en être déterminées, la tradition orale rapporte un autre type de fonctionnement en groupe familiale, « *les Payet et les non Payet* »[12].

Hervé Payet était le grand propriétaire de Montvert et Maire de Trois-Bassins, pourtant Montvert n'a pas connu un développement similaire à celui des autres quartiers.

Montvert fait la frontière entre la zone urbanisée du centre et la zone rurale des Hauts (avec la Grande Ravine). En termes spatial, cette frontière se matérialise par la ligne de haute tension EDF. En bas, la zone urbanisée avec des cases en dur largement majoritaires ; en haut la zone agricole avec une dominante de cases en bois sous tôle.

Il apparaît que les autres quartiers furent plus soumis à l'influence de l'urbanisation, quand bien même ils sont plus éloignés du centre. Sur Montvert, l'habitat est éclaté et mixte même si, lorsqu'on parcourt le quartier, les cases en bois sous tôle semblent être majoritaires.

[12] Il semble qu'il n'y ait pas de lien direct entre les Payet Montvert et le propriétaire Payet, ancien Maire mais l'opposition entre ces familles reste complexe, généralement indéfinissable, et pourtant présentée comme réelle…

Encore aujourd'hui les cases en bois sous tôle ont conservé un aspect traditionnel qui donne un cachet particulier à ce quartier.
Les habitants les appèlent dans un mélange de français et de créole leur '*modeste tite kaz kréol*' (de type bois sous tôle et sans étage). Ces cases en bois sous tôle sont effectivement toutes de dimensions modestes, et nous n'avons pas relevé de grande case de type colonial[13]. La kaz est assez souvent peinte en rouge et entourée d'un petit jardin fleuri et entretenu. Quand elles sont encore occupées, par des personnes âgées – un ou plusieurs enfants ayant parfois fait construire une 'kaz an dir' à côté sur la même parcelle –, et bien que ne présentant sans doute pas d'intérêt architectural en tant que tel, elles ont un charme réel.

Bien entendu, des changements sont perceptibles dans le domaine de l'habitat, partout sur l'île, la lutte contre l'habitat insalubre a été engagée… et c'est l'intérêt des personnes qui est visé « *na ankor in tit kaz vétiver shé madam Payet a Piveteau, dédan lé an tèr, in goni ki sépare lé li kourpa piké é in goni kom matelat vek pay maï* »… Pourtant, Montvert - l'un des quartiers des Hauts où les habitants souhaitent préserver le logement individuel et l'intimité dont les personnes nous disent avoir tant besoin - voit naître des formes d'habitats collectifs, comme les lotissements par exemple « *si ou retrouv dan in lotissman lé pa byin acceuilli, sa ke ou fé zot i inm pa, i plé pa a moin du tou du tou, na dé bla bla bla ladilafé* » « *si ou na in kaz partikulier ou lé trankil, mé ou lé épié dan lotissman. Mi pens ke 'chacun chez soit i fé ce que li veut' mé domoun i inm byin lé coméraz…* ».

Les lotissements, les équipements modernes, les nouvelles tendances décoratives, le neuf – y compris dans les comportements de la vie quotidienne -, n'arrivent pour autant pas à chasser tout 'l'ancien' des mémoires et l'envie de voir le patrimoine ancien mis en valeur.
« *onivo patrimoine, nou la essayé avoir in zoli ti kaz lontan, touski di bardo tousa, in ti kaz ou noré mèt bann zobzé lontan… Parske touris i pas mé na pwin ryin pou di lu va arété ! mé lé gens néna ankor dé shoz !!* », « *na ankor inn dé moun néna ti kaz an pay, vek farfar i mèt maï tousa* », « *avan moman lavé li kourpa, té mèt le bwa dan la tèr, le matla té fé an pay vétyver* », « *nou, nou la konu le li maï !* », « *avan lavé béton rouz, déor la tèr ! é lé flèr du moman k'lé planté !* », « *avan mon moman kan té fé gato té fé o bwa, té mèt bwa dosi é dosou. Té meyer osi !* – kel bwa té meyer pou fé kwir mangé ? – *bwa kashia oté* ! ».

Dans les relations humaines, le lien aux traditions se traduit fréquemment par un habitat de proximité « *Les familles habitent sur le même terrain qui a été construit au fur et à mesure de l'installation des enfants et de l'autorisation du propriétaire* » et une considération du lien intergénérationnel qui sera développé (cf. infra), évoqué comme fort dans les pratiques et comme représentant une richesse à préserver.

Quand bien même nous verrons que ces 'autodafé' ne sont pas toujours l'exact reflet de la réalité – hiatus entre la volonté de maintenir ce lien et les rencontres effectives - cette volonté est verbalisée : il faut que ce lien perdure. L'attachement est visible et cela reste assez présent dans les témoignages même si respectivement les granmouns et les jeunes s'expriment ainsi, parlant respectueusement les uns des autres, « *les jeunes ne croient plus les vieux* » et « *les anciens ne comprennent pas les jeunes* »… mais n'est ce pas le cas, et le risque, un peu partout dans le monde si l'on ne préserve pas ce patrimoine de témoignages en le mettant à la portée des nouvelles générations, leur ouvrant ainsi des voies pour comprendre et construire leur identité ?

[13] On trouve encore des kaz en bardeaux, tant en toiture qu'en parement, sur Trois-Bassins.

III.2 Un quartier vivant à la 'mode ancienne', et évoluant dans le 'temps présent'

Trois-Bassins appartient au monde des Hauts, monde des petits agriculteurs et des colons. Un manteau sucrier couvre ses pentes et souvent, sous la brume et le brouillard les précipitations ne manquent pas. A partir de 600 mètres d'altitude, le géranium et les cultures vivrières se mêlent à la canne.
Et dans les hauts de cet ensemble, le quartier de Montvert se présente comme un quartier très agricole où débute la zone d'élevage des Hauts de Trois-Bassins.

En parallèle des changements de fonctionnement dans l'accès à l'eau et dans l'urbanisation, l'agriculture de Montvert a fortement évolué. Les personnes rencontrées dans le cadre de ce diagnostic n'ont jamais évoqué le café (qui était, de fait, plutôt cultivé sur la zone de Piveteau) et très peu l'élevage de boeufs. Cette dernière activité étant encore exercée, elle ne constitue par forcément un 'patrimoine' pour nos interlocuteurs.

De fait, dans les dires des personnes de Montvert qui parlent de Trois-Bassins « *la canne et le géraniums sont restées les seules vraies cultures* » ; la première ayant réussi à prolonger un peu 'le temps des charettes'. L'un de nos interlocuteurs nous raconte que l'eau courante étant arrivée, les citernes cessèrent d'être alimentées mais l'époque des charrettes ne s'est pas tout de suite interrompue, l'activité de transport des uns servant celle des coupeurs de canne : « *lontan la route té an tèr, lavé d'charet bèf. Kaki fézé lé transport é ou pèy a li pou transport kann anba. Si ou na pa larzan ou pey vek in ti 'service'* ».
Car le troc était évidemment possible, voire d'usage, entre les gens (familles, voisins) et avec les commerçants. « *Si ou tué le koshon, kan lé fini, li komersan i prand é donn aou lé bann 'ingrédients'* ».

Aujourd'hui, la canne est descendue en dessous de la Route Hubert Delisle, elle ne concerne plus le quartier de Montvert mais seulement quelques exploitants « *la kann i giny plu ryin, bann zouvrier li trouv plu non plu, lé modern avek mashine – mi koné in fiy, Licunia, li koup sa, sé in fiy mé elle i inm byin la kann* », et le géranium est en voie de disparition.

L'arrêt des cultures de géranium – quelques parcelles restent en place mais elles ne sont plus que très épisodiquement entretenues – peut être lié à divers phénomènes.
D'une part, l'abandon pur et simple à cause de la baisse des prix et de la pénibilité du travail liée à l'âge élevé des exploitants pour lesquels cultiver est difficile « *koméla i fo ou met dan la coopérative... mé mi giny plu fé tout… moin lé pa tro gayar* »… « *lontan tout i okup son ti karo d'champ zernionm. Avan la pli té tomb bokou, zordi pa kom avan. Té misère mé té zafair bio, pa dézerban, poin d'fumier : ou pass, ou ral piosh, ou gratt. Koméla tout i met dezerban, i gatt la ter* ».

D'autre part, la reprise des terres par le propriétaire à leur colon qui ne pouvait la racheter. En effet, les terres ne rapportant plus, leur participation aux frais de mise en culture (engrais…) ou à l'entretien de l'alambic a été remis en cause…

L'étude de l'APR « Bilan positionnement des planteurs de géranium » relève que certains des exploitants qui possédaient encore, au milieu des années 90, des biens foncier se sont reconvertis, dans une autre culture mais que bon nombre, également allocataires de revenus sociaux, restent 'en attente' d'une autre solution. Les plus jeunes se sont également reconvertis vers une autre activité non agricole, n'ayant plus de réels projets liés au géranium ou à l'agriculture.

Les planteurs, peu représentés aujourd'hui sur la zone de Montvert mais encore présents sur la Grande Ravine, ont traversé une crise tant morale que professionnelle ; sans solution, ils arrêteront l'agriculture et, dès lors, faute de formation technique réelle, ils sont dans une situation problématique[14].

En outre, la diversification comme la pluriactivité restent limitées et le maraîchage s'apparente à une activité familiale, qui n'est pas toujours reconnue sur le plan socioéconomique, ce qui peut être difficile pour les agriculteurs. « *L'emploi traditionnel est parfois vécu comme un sous emploi mais les uns et les autres s'ingénient à trouver des raisons d'espérer* ».

De fait, il existe deux types d'exploitations, les unes plus économiques qui occupent un espace plus important et les autres que l'on pourrait qualifier 'de subsistance' qui sont plus réduites et sur lesquelles les exploitants continuent d'exercer une activité leur permettant de vivre tant socialement que financièrement avec des revenus même modestes.

En revanche, sur la commune, le secteur de l'agrotourisme, qui est l'une des orientations choisies, est en voie de développement et l'élevage[15] est la principale production locale (bovins, cabris...).

Les granmouns et habitants des quartiers, plus éloquents pour parler des petits élevages, constatent l'évolution des pratiques en ce qui concerne les porcs ou de les poulets. Quelques exemples : « *mi giny plu levé lé volay, lé tro lour… mé an plis domoun i veu plu d'volaille péi !* », « *koméla i fo dé mwa é démi pou grossir lé koshon, lontan falé in an ou dé minm. zordi sé plu l'koshon ki giny, sé domoun ki giny larzan*! », « *koshon na plu kom avan, ou na plu l'drwa dé tué… é dan 'les cités' ou peu mèt dé volay mé pa dé cabri ou dé koshon akoz lodèr, mé lé chien li pu osi !* ». On nous rappelle aussi l'expression de la solidarité permise par l'élevage « *avan kan navé boukané la viand, té i kont lé morso é i kalkul pou ke tout na parey é i donn* ».

III. 3 Montvert et la 'centralité' : structuration de Bourg de Trois-Bassins

[14] Le rapport préconisait ainsi deux axes stratégiques : i) agir sur les systèmes et sortir les individus de la monoculture du géranium, ii) agir sur les individus et valoriser l'agriculteur et sa famille. Etude de l'APR sus-citée, réalisée en 1994

[15] Le manque de développement des interlocuteurs lorsqu'ils abordaient la question de l'élevage-notant des bovins peut nous conduire à faire un lien avec les éléments développés sur le chapitre se rapportant à la Plaine des Palmistes- la question des bœufs péî « divagants » a été retenue comme une difficile adéquation entre tradition et des aspects plus commerciaux et réglementaires.

Les habitants de Montvert définissent le périmètre de leur quartier comme « *la zone allant du Lycée à la forêt et de la ravine Trois-Bassins à la ravine de la Souris-Chaude* ». Le chemin des Barrières et le Château d'eau, qui sont administrativement rattachés à Montvert ne le sont pas pour forcément pour l'ensemble de la population.

Comparativement aux autres écarts de Trois-Bassins, Montvert bénéficie de la proximité du Centre-Ville vers lequel les relations des habitants de Montvert sont principalement axées ; il dispose des établissements scolaires, administrations, centre de service et des équipements…

L'étude Montvert Trois-Bassins de 1994 faisait apparaître un parc de logement hétérogène mais globalement en relativement mauvais état et une nécessité d'amélioration de l'accès aux activités sur la zone : moyens de transports, lycée, services municipaux…, un statut foncier dominé par la présence de l'indivision et de l'occupation sans titre, une superficie par habitat limitée…

Lors de la définition du projet de structuration de bourg de Trois-Bassins, une partie du quartier de Montvert a été englobée, en raison de la présence de nombreux équipements (lycée, zone artisanale, gymnase…) en limite entre ce quartier et le centre ville en 1997 qui laissaient présager un repositionnement du centre ville sur ce secteur. Le CODRA – cabinet d'étude chargé du diagnostic de restructuration de Bourg – prévoyait que ce repositionnement aurait « *un impact certain sur le quartier de Montvert, qui deviendra alors un quartier à part entière du centre ville* ».

Dès lors, la pression foncière au niveau urbain – déjà considérable et en hausse – demeure une problématique qui englobe à la fois des défis sociaux et de gestion de l'espace « *éviter le phénomène de création de ghetto où la zone résidentielle cohabiterai avec une population en situation précaire, et qui sera de fait d'autant plus marginalisée. Ce peut être une situation induite par exemple lors de la mise en place de la route des Tamarins* »[16].

Depuis 1997, au fil des aménagements, le quartier de Montvert s'est effectivement progressivement centralisé. La communication avec le centre-ville étant facilitée, on dénote une participation des habitants du quartier aux manifestations (fête du terroir, Nocturnes…) et une évolution de l'habitat et des efforts pour juguler les problèmes d'indivision ou de non propriété des terres. Les personnes, qui nous parlent de leur manière de vivre, nous paraissent s'approprier ses changements, ceux-ci ne ressortant toutefois que bien moins dans les discussions comparativement aux aspects liés à la vie communautaire, ou en famille.

IV. LA VISION DU PATRIMOINE : ENTRE NATURE ET ART DE VIVRE

IV. 1 Un patrimoine naturel, comme source de vie

[16] Document d'Annick MIQUEL – APR « communes de Trois-Bassins » - Février 2003

Si « la manière de vivre » est le patrimoine cité par l'ensemble de nos interlocuteurs sur Montvert (cf. infra), les ressources naturelles[17] occupent la seconde place des éléments évoqués par les personnes rencontrées, qui les voient plus sous l'angle du patrimoine culturel - lieux de vie empreints d'histoire - mais ne négligent pas leur potentiel éducatif et touristique.

La ravine de Trois-Bassins et de la Grande Ravine accueillent des espèces endémiques rares et protégées et sont classées en ZNIEFF d'intérêt national.
L'un de nos interlocuteurs développe « *Il y a un patrimoine végétal important au fond de la Grande Ravine, le répertoire liste plus de 100 espèces sur le sentier. Par exemple, entre la Chaloupe et le Guillaume, il y a une espèce qui ne pousse pas ailleurs «bologna frutescence*», «*c'est joli, c'est fleuri, ça prend comme une mauvaise herbe*». L'ADAC souhaitant valoriser ce patrimoine, a réalisé un CD Rom « diaporama sur les fleurs » (volontairement sans noms ni explication, juste des images, formes et couleurs) avec un fond musical pour en faire ressentir et montrer la beauté comme la diversité.

La connaissance des plantes, empirique plus que scientifique pour la plus ancienne génération qui en maîtrise tout autant les 'principes actifs', est évoquée comme un patrimoine presque personnel de quelques personnalités.
« *Na in fem sur Trois Bassins i fé, la maman de Jacky T. et Mme C. sur Bois de Nèfle, et Judith F. qui expose à la fête du terroir* ». Si la pratique des tisanes perdure, les processus de fabrication s'estompent des mémoires « *mon grammèr té koné byin, mon moman la konu in peu, mé nou koné plu ryin ! générasyon en générasyon la pèrd* » et les plantes les composant paraissent moins connues notamment dans leur dosage pour être efficaces…

La zone de forêt et l'accès au Grand Bénare et au Maïdo sont présentés comme des sites importants « *pou lé 'loisir' mi mont ankor dan bwa, en promenade vek bann kamarad* », *«la foré sé pou lé piknik, mé i fo ou lèv a sink èr granmatin pou reserv out kiosk, dé fwa lé gens dé ba i dor su plas* ». Néanmoins, les habitants expriment l'envie d'améliorer les indications et leur entretien pour les valoriser auprès des trois-bassinnois et des touristes : « *nana pa de santyé, pa de pano é pa vréman dé 'circuit'. Mé kan ou sort le premier kiosk nana in git, é si ou par du git ou arriv Maïdo ! mé le git zordi i fé plu…*», « *zordi l'été i nettoy pa lé santyé, mé liver wi* »…

Le Grand Bénare et La Glacière sont des lieux chargés d'histoire pour les habitants. Les plus anciens se souviennent « *Mi travay la Glacière, Grand Bénare, mi lev 3 èr granmatin é parfois mi pass 'la nuit à la belle étoile' su in goni, ou met dé feuy o milyeu é i gèl plu, lé bon… Lété plu pratik, le travay lété le sport ! ».*

Ils sont aussi le sujet d'histoires véhiculées par la tradition orale. « *Dans la grotte où on se protège de la pluie, on dit qu'il fait parfois tellement froid que l'on peut conserver des aliments* ».

Au bord du sentier quand on va vers le gîte des tamarins, « *il y a une grande fosse et on dit qu'ils y mettaient les esclaves à l'intérieur quand ils les punissaient* ». « *Nos granmouns ne nous en parlent pas trop, ils en parlent entre eux parce qu'ils ont connu ça dans la vie lontan, dans leur famille ils ont eu des esclaves 'mé lé zistwarla i pez' ».*

[17]Dans la partie urbanisée, les friches arbustives le long des ravines représentent les seuls espaces végétalisés, derniers témoins de la forêt qui s'étendait sur la Côte Ouest entre la côté 150 et 700 mètres. Dans la partie agricole, la végétation a laissé place à la culture de la canne à sucre, puis en altitude, aux prairies réservées à l'élevage jusqu'à la côte 1400 mètres au dessus du chemin Vaudeville. Entre 1400 et 1600 mètres d'altitude, il reste des vestiges très dégradés de forêt primaire, de plus en plus menacés par l'extension du défrichement à destination de zone d'élevage. De 1600 à 1900 mètres s'étend la forêt de production – gérée par l'Office National des forêts, qui représente un intérêt économique, et touristique. Enfin, jusqu'aux remparts de Cilaos et de Mafate l'on retrouve des zones de brandes et de tamarins arbustifs, également classées ZNIEFF d'intérêt régional, zone qui s'étend sur tous les Hauts de l'Ouest.

L'organisation du cross du Grand Bénare semble avoir été un élément de valorisation pour la population. « *le cross du Grand-Bénare à Trois-Bassins était la meilleure course de l'île !* ».

Sur le plan des éléments naturels cités, notamment – mais pas seulement - par les plus jeunes, l'on retrouve le spot de surf et les bassins du littoral qui sont 'renommés' : « *lé gens de Trois-Bassins i vont bat karé dan lé ba, 'à la plage'* »

Dans le but de développer le potentiel touristique de la commune et de sensibiliser leurs participants - personnes en Contrat Emploi Solidarité – deux projets ont été menés en 2004 sur la zone littorale de Trois Bassins (partenariat ADTB, CAFI, ADI).
Ils concernent le sentier littoral et le sentier de la Ravine ; le premier devant être prolongé et le second aménagé pour la définition d'un sentier touristique dans la ravine. Ces programmes ont permis aux participants de redécouvrir, voire de découvrir, la plage et les richesses du site. Les modules de formation associés aux travaux de nettoyage des sites – de la cascade des trois pilons au littoral – et de création d'un passage sous le pont permettant la jonction des deux sentiers ont permis un travail sur les espèces végétales, animales et sur l'histoire, ou les zistwar, des bassins.

L'une des participantes nous a fait part de ses impressions.

Ma découverte de Trois Bassins – CB – 37 ans

« *Avec d'autres CES j'ai fait un stage (CAFI / ADI) pour connaître le patrimoine de Trois-Bassins et le projet sera exposé à la Mairie pour la fête du terroir, avec une présentation le matin du 8/12. Il y a plein de chose qu'on ne sait pas, lé domage ! Il y a eu une formation sur les oiseaux qui restent sur le littoral et on a mis les panneaux au spot de surf, avec les dessins des différentes espèces. Mais ça n'intéresse pas seulement les gens d'en bas ! En Haut ça intéresse aussi. Par exemple, il n'y a pas d'espèces perdues comme on croirait, les becs roses ont migré des hauts vers les bas, ils n'ont pas disparu ! Pour les crabes, il y a un lieu qui devrait être protégé.*
L'exposition va rester trois jours à la mairie, puis ce sera dans les maisons de quartier. J'ai découvert les trois bassins et c'est le paradis ! Les trois bassins sur le littoral et bien le premier, le deuxième et le troisième ont chacun une histoire comme par exemple si on est malade il faut se laver dedans, mais ce n'est pas assez valorisé ! Il y aurait aussi des trésors cachés par les pirates ! et dans le troisième, sous le spot de surf, bon, il y a des chauves souris… mais c'est un ti coin paradisiaque. On commence à bouger, avant on n'avait pas le droit au spot de surf, aussi car nous connaissons la souris chaude… et sa fréquentation… Là c'était bien : on a pris des CES pour travailler, nettoyer le sentier, jusqu'au bout vers le lieu de pique nique, et il est prévu de faire un sentier vers la grotte… ».

IV.2 Le patrimoine « fête, jeux, rencontres et accueil » comme autant de traditions

Aujourd'hui, les rencontres et le savoir-vivre ou recevoir sont présentés comme des éléments fondamentaux dans la cohésion de Trois-Bassins.

Une première manifestation annuelle « la fête du terroir » tend à reprendre ce rôle de valorisation. « *A terme, cette manifestation a pour but de consolider l'ensemble de ces activités par la création d'un circuit touristique et de découverte des produits à travers le territoire communal* [18]».

En 2004, pour la cinquième édition de cette fête, les exposants ont été réparti en trois villages « trois bassins, trois thèmes, trois plaisir ».

Le premier plaisir au travers du 'village artisanal' pour mettre en avant le savoir-faire des artisans (décoration, kayamb[19], vannerie, peintures sur soie, poupées péi, ferblanterie…).

Un responsable d'association s'exprime : « *La fête a été réorientée positivement sur la base de la notion de « qualité terroir – les étapes du savoir-faire ou un savoir-faire a découvrir» et d'une idée de label pour les producteurs et artisans terroir qui a été développée avec le concours de l'APR. Le label concernerait une production, ou une création, réalisée sur la ceinture des Hauts – 'le balcon' - et jusqu'à l'Entre-Deux. Il faudra arriver à trouver des critères pour désigner le label, et qui permettrait d'identifier le produit à la genèse de l'histoire du peuplement pour une reprise 'du sens réel du terroir'. Il faut à la fois ' une recherche de garantie', créer quelque chose qui soit constitué et valorisé !* ».

Une participante nous explique « *pou la fête terroir, mwin néna in stand, mi vann paniers en rafia - 10 euros le gros, 5 euros le ptit – é mi organize in radio crochet, i giny amuz a zot* !»

Le second plaisir est le 'village gourmand' comme rendez vous gastronomique (canard et foie gras étant les produits phares) et l'ambiance en musique recréée autour des stands.

Certaines des personnes rencontrées lors du diagnostic se sont également exprimées sur cette initiative qui présente aussi 'le Patrimoine' : « *la tradisyon dé la fèt lé la vek le carroussel lontan é l'orchestre en cuivre* », « *A la fête terroir, i vann confiture péi kom papaye, gato péi, lé myel et osi lé foie gras, confit de canard…* ».

Les initiatives peuvent associer la mise en valeur d'un produit fini à la pédagogie pour faire découvrir les métiers existants « *les étapes de la production du miel on été présentées grâce à un diaporama réalisé avec un apiculteur* »…

Le troisième plaisir privilégie le 'village culturel' pour « *aller à la rencontre des enjeux des Hauts* » animé par les associations de Trois-Bassins dont nous reprenons ci-après les impressions d'un responsable d'association.

« *La fête du terroir a un côté culturel aujourd'hui alors qu'au début la culture n'avait pas sa place. Il y a eu l'idée d'un stand pour ' réveiller la mémoire' : exposition d'outils lontan par un menuisier, de la mise en parallèle de scènes de vie d'antan et d'aujourd'hui dans la cuisine : d'un côté une cafetière avec son filtre et d'une façon de boire sa tasse de café, et la préparation lontan - café en grain puis pilon, café à sécher, grilloir, marmite 3 pieds et le passage en grègue. On aurait pu le faire aussi pour le riz. Lui non plus on ne le lave pas comme avant, on ne trie plus comme avant…* ».

Cependant, le capital terroir de Trois-Bassins est relié, pour les personnes, non seulement à celui exposé lors la fête qui s'y déroule au mois de décembre mais aussi plus modestement dans les dires des personnes : le travail du bois, la couture, les broderies… et les pratiques d'élevage[20] (porcins, poules, cabris…) ou agricoles de maraîchage et culture d'agrumes « *nou na légime, lé frui, nou fé zardin* » ou de géranium,… En effet, bien que très réduite en surface, nous avons constaté lors du diagnostic que la culture du géranium conserve

[18] Le magasine de la commune, décembre 2004, « nocturnes, fête du terroir, 20 décembre, Noël… la fête bat son plein à Trois-Bassins ».

[19] « M Urbatro fabrique des kayamb et a présenté son savoir-faire par des démonstrations lors de la fête du terroir »

[20] L'élevage bovin n'a que très peu été évoqué sur Montvert, les hommes plus âgés rencontrés ayant été plus cultivateurs qu'éleveurs.

une image traditionnelle et représente un patrimoine culturel qui serait valorisable sur la commune.

Avant les uns se souviennent « *on fézé zernionm, lété la vi ékonomik ! partou ou voi son bann caro d' zernionm, ou fé kuit, ou koné ou 'distille' é ou pouvé vand tou d'suite* », et aujourd'hui une habitante, responsable d'association, en rappelle l'existence qui pourrait être promue : « *les cultures géranium ça c'est vraiment un patrimoine, vraiment. Aussi car il n'en reste plus grand chose, peut être deux ou trois alambics encore. Et pourtant les touristes aiment venir voir la distillation chez M. Némonide, il s'en sert encore et il est content de montrer. Quand c'est pas encore le moment, il dit revenez dans 2-3 jours et il peut aussi montrer aux jeunes qui sont intéressés. Sinon ils ne connaîtraient pas ça !*».

Le zernionm : ki koné ?

Une discussion s'est entamée sur cette culture lors de la réunion collective.

MT - 25 ans « *lalanbik i rest ryin kin chez ti rasta* »
AC - 16 ans « *non ! é nou an ba shé tonton, a koté la kaz, i fé ! zot i cultiv toujours le zernion. La pa changé* »
MD – 42 ans « *mé lé vieux é lé bann zenn na plu patience pou fé* » AC – « *mi fé pa mé mi koné lé 'processus' pou distiller vek lo. mi koné la teknik : ou rode le bwa, ou trap, ou koup, ou fé lé feu é ou distil. Kan ou fé néna lé 'bagas' lé in champignon ki pouss é ou mange sa. Lontan tout in famyi i devé rod son pakké d'bwa minm lé zanfan, é ou attand pa lé merkredi, ou fé minm kan navé lékol* ! »
MT – « *papa i fé zernionm i plant, i distil tout ! na ankor 5 –6 boug i fé. Mé sa si pèrson i pran pu, va perd ! déza pou planté fo oulé 4 pat… sa lé mol. Mwa byin sur mi prendra pa, mon frère non pu. I fo le tan, la patience, na poin d'repo ou lé a tèr minm… Mon papa na poin l'tan d'kosé. Zordi zot i fé pouss le zernionm sou lé plastik, kom frèz. Mon papa i gard la minm teknik é i giny in pé plis. Avan té giny in ta, zordi i giny kan minm plis kin ot kultur* » -
EJ – 30 ans « *mi koné pa tro, ou fé koi avek ?* »
MT – « *de l'ésens, i donn parfin, bann zarab i inm byin sa. Et lé « ti lo » pou la grippe lé bon, ou Bwa lé ju kan ou la fini d'tiré* ».
C – 38 ans – « *mwa la vu sa a la télé mé mi koné pa* »
AC – « *mwa la vu sa, tonton Maurice osi fé sa. Mi regard, lé dur, é li na pa forséman de garson pou reprand… é koméla ou koné plu lalambik* »
EJ – *M. Potin i fé plin de trucs lontan, i fé bann alambic, bac an tol pou lo, i fé an miniature é i expoz souvan, à la 'fête du terroir' minm. Li essay d'améliorer tou l'tan, i fé tou seul é lé handicapé*.

Une seconde manifestation, mensuelle cette fois, les 'Nocturnes des Trois Muses' a été initiée il y a un an pour donner une dimension culturelle et artistique au centre ville. Et, alors que les associations présentent un avis mitigé sur cette initiative, les habitants de Montvert rencontrés, à l'exception des plus anciens, ont tous déclaré leur fréquentation à cette manifestation les derniers mardis de chaque mois.

Quelques avis de la jeune génération : *« i attir domoun, lé byin mé lé nouvo, lé pa ankor in 'patrimoine' mé i parle su le 'patrimoine', défwa i fé parl le moun, lontan su ske zot*

la vécu, tout bann zouti avan kwa ! », « *défwa na dé film osi !* », *« na dé diapo su lé kartié, na eu sur littoral, bientôt sur Montvert par rapport au zernionm », « et il y a des spectacles organisés sur les fêtes traditionnelles, la fête Cafre, Dipavali, Moringue, groupes de danse, …* », « *bana i baz osi su lé fèt ke néna pendant la nuit* », « ou inm sa *? Bin, i fé le plin ! pou la fèt kaf naura in ti kabar a 'l'espace culturel', mé dan lé kartié osi i fé* ».

Les granmouns ajoutent « *lé 'nocturne' i fé la nui, é nana in group de zenn ki danse ! lé rare i fé la fèt a Trois Bassins, Dan le tan (prè d'vintan) navé in fèt dé dizour, in grann fèt forraine sur le terin de foot… na plu… ».* « *Le moringue mwa la vu in ti bout 'l'an dernier', avan té class, la danse lété plis zoli, mé sof lé pratik sa té fine ariv pa parey ».* « *Nana dé vyeu zinstruman, Marius P. fabrik dé violon, dé guitare a van son kaz !* ». « *Néna plu lorkestre, na poin eu tro d'bal dan l'kartié et pou aller i fo lé mwayin osi* ».

Le lien à l'autre, depuis l'enfance, par le jeux est également un élément qui sera considéré sur Trois-Bassins dans le cadre d'une activité transversale aux centres aérés. L'une des médiatrices de quartier évoque lors de la réunion collective le prochain thème, le précédent était « le patrimoine », pour 2005 : « jeux d'hier et d'aujourd'hui ». Cela donne lieu à des échanges montrant là encore une évolution des pratiques.

« *Hier : té ti kadok, la roue, la marelle, canèt, la toupie, les capsil, les billes », « ah ben lé pu la mode sa, lé pu la mode ! avan té sa nout jeu mé pu maintenant », « et aujourd'hui mi trouv i joue plus, minm lé billes lé pa parey, avan i pass le tan ansamb, ryin ke sa minm. Aujourd'hui c'est les ordinateurs, les gsm… »,* « *avan ou té zoué an group, ou té zoué pa la marèl tou sèl ! bé ek game boy…* », « *pou noël ou rode lé capsil pou fé in joué* ». *« Avan i fabriquait zot minm, avec in boîte à sardines et quatre bouchons d'Edena pour les roues ou fézé in tit loto. Aujourd'hui c'est électronique…* ».

Enfin, si le personnage de Célimène a été régulièrement mentionné comme faisant partie du patrimoine, peu de personnes semblent connaître sa réelle biographie, ni ce qui fait qu'elle est entrée dans ce patrimoine. « *Célimène a vécu ici mais comme on en parle pas assez, on oublie, je ne sais pas où elle a vécu, je sais que c'est 'la muse de Trois-Bassins' mais j'aimerai mieux connaître son histoire* », « *elle est où sa maison, de Célimène* ? ».

La perception des habitants est qu'à l'inverse des bâtiments (cf. infra), elle est toutefois revalorisée. Les Nocturnes l'ont notamment choisie comme 'déesse poétique'[21].

IV. 3 L'histoire et ses marquages bâtis comme sujets à se remémorer pour les partager

Les vestiges de l'Histoire – et des zistwar - de Trois-Bassins sont mis en avant, à la fois par les médiateurs et acteurs associatifs rencontrés sur la commune qui en connaissent les « contenus », et par les personnes rencontrées.

L'usine sucrière de la Grande Ravine, élevée sur un terrain très pentu, a été construite à 426 mètres d'altitude par la famille Gauthier. Cet établissement, d'abord appelé 'usine

[21] Une sculpture de Gilbert Clain a été réalisée, extraite du basalte, qui représente 'les vertus du génie créole' : verts républicaine, vertus culturelles – Europe, Asie, Afrique – et Célimène déesse poétique

veuve Gauthier', situé à quelques centaines de mètres sur sa rive gauche de la Grande Ravine, est pour les uns « *le centre névralgique d'une immense propriété*[22] » et pour les autres « *une image de la débrouillardise des industriels de l'époque*[23] ».

Dans le cadre du diagnostic, la vie du domaine de la Grande Ravine nous a été racontée. « *Entre 1822 et 1840, les héritiers des premières concessions étaient de cette zone qui s'étend de la Ravine de Trois-Bassins jusqu'aux Colimaçons, ils entrent en possession de lanières de terrain de 30 m sur 100 m puisque les concessions étaient attribuées du battant des lames au sommet des montagnes. Mais au fil du temps de ce remembrement, il y a des familles qui font leur propre remembrement et reconstituent une partie de cette immense concession appelée « le domaine de la Grande Ravine » (depuis 1843, le Marquis de Chateauvieux puis les familles Deguinier et Gauthier) sur laquelle il y aura installation d'usines sucrières dont une usine « l'usine de la Grande Ravine » en 1846 qui restera 70 ans. Tombée en décrépitude en 1916, elle sera mise en vente après une procédure qui durera plus d'un an et demi*[24] *».*

Il est intéressant de noter que l'Usine Piveteau a laissé un fort souvenir, d'ailleurs le nom reste attaché à un quartier entier, et une personne rencontrée soulignera que « *ce nom est deux fois nommé sur les cartes, de chaque côté de la petite ravine ! peut être parce que M. Piveteau était maire ?* ».

Par contre, l'une des personnes rencontrées souligne que le manque de reconnaissance de la valeur de l'ancien téléphérique de l'usine Piveteau ne paraît pas justifié.

L'usine se caractérisait par une particularité à l'époque, elle réceptionnait les cannes via deux téléphériques[25], l'un orienté Est-Ouest, l'autre Nord-Sud. Le premier téléphérique qui est aussi le plus ancien, déroulait ainsi 1200 mètres de câbles sur 7 pylônes depuis la route Hubert Delisle.

Or « *tout le monde parle du téléphérique de Bébour (datant de 1952 – 1954) « le mémorial », comme du premier téléphérique mais il y a eu la même idée avant ici ! Il y a des reste d'une plate-forme de téléphérique, bien plus ancienne, et cela a été en partie détruit – comme la balance qui servait à peser les chargements de cannes - quand une fraction de la propriété a été revendue à la SAFER. Mais on pourrait sortir les vestiges des Galaberts !* ».
Chemin Vabois « *les seuls vestiges encore visibles des bennes chargées de cannes, perchés sur un talus de pierres sèches, sont cette roue d'arrivée et les restes rouillés du moteur à vapeur qui actionnait l'ensemble*[26] ».

Ce manque d'entretien des vestiges des établissements résulte peut être du fait que la belle époque de la canne est 'révolue' si on la compare au passé : « *on trouve encore de la canne mais avant il y en avait énormément et jusqu'à plus de 800 m d'altitude, puis à partir de 1950 la nouvelle culture providence devient le géranium*[27] *'cible des envies de culture' d'une époque. Elle connaît un gros boom et pour implanter cette culture, il a fallu abattre toute la forêt de bois de canne, qui s'étendait de l'Entre-Deux à Trois-Bassins et constituait le domaine de Kerveguen*. »

---

[22] « Le patrimoine des communes de la Réunion » - Edition FLOHIC 2000

[23] Comité du tourisme de la réunion – Département de la Réunion – Région Réunion – Juillet 2004

[24] Désaffectée en 1916, l'usine est alors démontée et son matériel transféré à l'usine Stella-Matutina, à Saint-Leu. L'établissement et les terres sont vendus le 25 août 1919 à Alexandre Bègue. L'un des descendants de l'adjudicateur lors de la vente dispose encore, à titre personnel, de documents écrits relatant la procédure et l'histoire de la vente.

[25] Le second, installé en 1909 à l'initiative du Directeur de l'usine, M. Piveteau, traversait la Grande Ravine.

[26] « Le patrimoine des communes de la Réunion » - Edition FLOHIC 2000

[27] Daniel Vabois a écrit un très beau texte sur le géranium qui a été mis en musique et M. Vabois lui-même a été considéré par l'une de nos interlocutrices comme '*un patrimoine vivant*' de Trois-Bassins.

Deux autres bâtiments ont été cité : la maison d'Abd-el-Krim et la maison Pausé.
Abd-el-Krim - sultan marocain exilé après avoir été battu par les troupes françaises dans la guerre du Rif s'installera à Trois-Bassins entre 1926 et 1947 où il cultivera du géranium – est construite en 'bois de forêt' et n'est plus habitée. « *La Maison Abd-el-Krim n'est pas ouverte au public alors on oublie aussi…* »
Et la maison Pausé, mal connue ou méconnue, qui aurait également « *par kont onivo larchitektur na in gran patrimoine sé la maison Pausé*, *sa prétan lavé in ta zésklav dodan. E bann ti kaz zen face la gendarmerie, sa sé in patrimoine osi ».* La maison Pausé « *i fo byin rodé pou la trouvé, lé joli, in grann alé, in truc dé rich* » !

La vieille église datant de 1853 – et la Grotte de Lourdes qui figurait déjà sur les photos les plus anciennes de l'église, a également été évoquée, lorsque divers interlocuteurs ont rappelé l'importance de la vie religieuse, à Monvert comme sur Trois-Bassins.
« *pou mwa lé plis important su Trois-Bassins sé la religyon, parske plis ki sava, plis ke nana religyon, é ké li mélangé* », « *domoun lé pratikan, mé i pratik in peu tout, nana catholique, malbar, kréol, é in zarab mi kroi* ».
« *Les gens sont très religieux et il y a encore une éducation religieuse à Trois-Bassins, il faut aller au catéchisme, à la messe dominicale et les fêtes attirent les gens. On va se recueillir à la grotte*[28] *».*

A Trois-Bassins à côté du catholicisme - l'imposante église, la croix et le clocher attestent de la présence de l'Eglise -, l'hindouisme reste très vivace et on célèbre la Dipâvali, la fête de la Lumière. *On a aussi des chapelles Malbars, une grande et des petites dans les propriétés privées le long de la route Hubert Delisle, les Hindous ça remonte à tellement loin que l'on imagine pas Trois-Bassins sans ça ». « Comme on a des Mahorais à Trois-Bassins, on a des musulmans je pense mais ils ne font peut être pas tout* (les actes de la vie religieuse) *car on ne les voient pas. Sur le littoral surtout il y a des protestants et des témoins de Jéhovah* ».
« *Nana dé shapel malbar, in clan rasta. Nana in cousin a moin 'la perdu le christ' li inm in fyi zarab é li rantt dan la relizyon. Shakun son bondié nou vi ansamb mé nou koné pa tout, lé pa parey lé kom sé a sa va pa changer*»
Les jeunes s'engagent moins « *nou sa va plu tro tro, avan lété insist lé paran 'Fé la priyer, di la priyer' mé zordi i pointe plu o katéshism donk nou lé plu obligé d'aller ; sof lé malbar, zot tout i sa va »*

IV. 4 Entre art de vivre et culture

Lors du premier diagnostic de territoire réalisé par l'AREP dans le cadre de sa convention avec l'ADI, l'une des enseignantes trois-bassinoises avait souligné « *les habitants de Montvert sont réservés, ils restent entre eux, comme s'ils se défendaient du monde et qu'ils défendaient leur mode de vie ».*

Pour décrire Montvert, dans ses ressemblances avec deux autres territoires où le caractère des villages réunionnais s'expriment, nous pourrions, même dix années après, reprendre une description de Trois-Bassins une décennie plus tôt par Prosper Eve[29].

[28] Réalisée en signe de dévotion ou de remerciement à l'apparition de la grotte de Massabielle, c'est une niche artificielle creusée sous le parvis de l'église. Selon l'ouvrage - « Le patrimoine des communes de la Réunion », Edition FLOHIC 2000 - « elle connaît une période de gloire avec beaucoup de monde qui venait et une fête assez importante. Elle reste un lieu privilégié de prière et de recueillement. La grille de fer forgé qui la protège aurait été placée en 1933 ». La croix de Jubilée – érigée sur un point qui domine la commune - et la croix de levée de corps – sur le parvis de l'Eglise semble datée pour leur socle de 1900 et 1902. Les deux statues sont plus récentes.
[29] « L'apparence de trois espaces en mutation : Trois-Bassins, Rivière des Galets et Piton Saint-Leu » - Article, 1993

« *L'entraide entre voisins est une donnée constante. Les hommes peuvent se retrouver près de la boutique du coin pour boire un verre, évoquer leur soucis, le faits divers, jouer aux cartes ou aux dominos et assister dans une cour le dimanche à un combat de coqs. Ces petits riens rendent finalement la vie, si difficile soit-elle, supportable. Elle se passe d'ailleurs dans un climat de réelle liberté. Le tri du riz dans un van assis sur le pas de la porte, l'abattage des animaux dans un coin de la cour, la petite cuisine dans la cour qui fume lors de la cuisson des repas au bois sont là encore des scènes familières. Les hommes et les femmes de ces quartiers ne poussent pas l'hypocrisie jusqu'à préférer le ronflement perpétuel des motos, voitures et camions au chant du coq, au grognement du porc, ou au beuglement du bœuf. Ils peuvent piler leurs condiments pour cuire leur cari sans être inquiétés par un adepte du monde du silence pour bruits intempestifs* ».

Nous ne négligeons pas les constats également effectués par nos interlocuteurs sur les changements entre la vie lontan et la vie actuelle, ceux-ci tiennent en partie à l'entrée dans une modernité et de nouveaux enjeux économiques et de territoire. Ils tiennent pour une autre partie à l'évolution d'une société, et ne sont pas spécifiques à un espace donné.
Toutefois, cette description faite en 1993 nous paraît encore s'appliquer au quartier de Montvert aujourd'hui - tel qu'il nous a été décrit - dans les échanges au cœur des habitations de nos interlocuteurs, dans les espaces de rencontres ou de jeux,…

Dans l'enceinte du quartier, les personnes expriment que leur quartier s'organise autour de la citerne et de la boutique. Les rencontres entre habitants ont cimenté les relations entre les gens, telles qu'elles nous ont été présentées.

La citerne est le lieu de rencontre des personnes âgées de la gente masculine, car elles ont construit un petit kiosque où elles jouent au domino et aux cartes, quotidiennement, entre 16h30 et 18h00. « *mi sa fé domino vek mon bann camarade, ou la belote, mé san larzan in !. Sé a 16h30 jusk sizèr, lé in dizèn, kinzèn dé camarad* ». Les gramouns ont également des échanges avec le Guillaume par le biais des ronds de coq. « *Nana ankor le batay é galo kok. Mi kroi sa lé plis koméla ké lontan minm ! sé koi Batay kok ? Lé kok li rantt dan in kour, dan l'ron, lé ron sé pou lé dé batayer-kok é apré li batay. Sé sa !* »

Les jeunes, filles et garçons, se rencontrent dans le virage après la boutique ou à la maison de quartier. L'un de nos interlocuteurs raconte « *lé zenn i joue flipper, babyfoot, billard, é lordinater. é lé madame i fon le manzé, i lav lé linge* » madame ajoute « *na poin tro l'tan pou loisir* ».

En effet, collectivement, les femmes « *n'ont pas de lieu à elles* ».

Le lien entre générations peut aussi s'exprimer dans la tradition orale, mais la plus jeune génération semble moins concernée.

Personne n'a présenté de contes ou d'histoires spécifiques sur Montvert ou Trois-Bassins, et comme patrimoine créole Sitarane et Granmèrkall on été les plus cités, en provenance de plusieurs sources : « *mon tonton rakont a moin, ma bann 'grand mère' lé*

swar… », « *sur Sitarane, il y a des articles dans la presse* », « *ma fille elle lit beaucoup, elle la trouvé dans un livre GranMèrkall et après à l'école autour d'halloween son enseignante leur a fait faire des recherches sur ça* ».
Les anciens se souviennent encore « *navé dé zistwars mové zâm, su lé sor, dé zistwar manter dé marmay ossi mé an famyi navé pa le tan pou le zistwar, le swar 'on dort' akoz la fatig* » ou « *Mi rappel les zistwar de Gran Diab, Grand Mère Kal, dans l'chemin la nuit marmay lavé per, la pi tro Grand Mère Kal…* » mais la jeune génération de parents avouent « *ne plus connaître assez bien ces histoires pour les raconter – surtout Ti'Jean et Gran Diab* ».

Les zistwar « *comme des superstitions mais moins graves* » circulent aussi entre les personnes, tous âges confondus : « *ne pas aller dans le cimetière après 18h, ne pas aller à l'église après minuit car les mauvaises âmes viennent faire pénitences et tu entendrais leur bruit, des sentiers dangereux où il y a eu plein de suicides (des fois un seul et l'histoire est lancée), certaines croisées où il ne faut pas aller car des sachets sont posés par terre au bord de la route et là il faut bien contourner si on y est,… », et aussi «ne pas passer sous une échelle, ne pas être 13 à table, le mauvais signe du chat qui passe devant la voiture, ne pas aller à la mer quand on est enceinte, un peu tout quoi et tu le crois ou pas, plus tu es jeune et moins tu y crois à mon avis »…*
Une autre personne raconte « *la Grande Ravine avé in légend, kan té fé la Ravine na in l'apparition ké domoun i voi… é si zot i rakont aou, ou la pèr…* ».

V. ELEMENT D'ANALYSE DE L'EXPRESSION DU PATRIMOINE CULTUREL

Pour conclure,

V. 1 La considération des personnes avant la préservation du Patrimoine

Nous avons vu que les personnes rencontrées éprouvaient une certaine lassitude de se voir interrogées, ré interrogées par des individus sans cesse nouveaux, pour des études sans cesse différentes qu'ils ne voient jamais… Sur Trois-Bassins, mais ce n'est pas une exception dans le cadre du diagnostic, nous avons été mis face à deux réalités.

✕ La première concerne, et cela se situe à l'inverse de la lassitude, la surprise des personnes – 'simples' (d'après leur définition) habitants d'un quartier - auxquels on demande de s'exprimer sur les éléments importants de leur culture, de leur patrimoine.

Et là une crainte de ne pas savoir, de ne pas dire les 'bonnes' choses « *Mi koné pa* », « *mi giny pa kosé su sak ou di* », « *koi lé important pou moin… pou sa i fo ké mi kalkul* » doublée d'une interrogation teintée de perplexité : pourquoi est ce que vous nous demandez ça à nous ? « *zot i koné myé en ville, lé zassossiasyon, la méri… non* ? »

Une fois rassurés, l'amorce des éléments de patrimoine passe le plus souvent par un retour à la vie lontan de laquelle ressortent les éléments importants de la culture vécue et composant leur environnement.
Ils se rapportent à :

- la vie rurale, qui peut être mise en valeur autour des éléments naturels ;
- les savoir-faire : la fête, les cultures du terroir (l'huile de géranium) qui sont présents ;
- l'histoire au travers des établissements et du personnage de Célimène, qui pourraient être oubliés… ;
- l'art de vivre ensemble, d'échanger des histoires ou croyances qui peut permettre de relier les générations et sous tend le caractère de Montvert.

Ces éléments ne sauraient être considérés comme 'simples' à notre niveau, mais plutôt comme fondamentaux puisqu'ils constituent les témoignages des personnes vivant leur culture naturellement, sans la conceptualiser jusqu'à lui faire perdre de sa saveur, de sa valeur.

Il n'y a pas de grandes spécialités à Trois-Bassins, pas d'artisanat majeur comme cela a pu être retrouvé sur l'Entre-Deux avec le lambrequin, sur Cilaos avec le vin ; rien pour les habitants qui aurait pu faire la réputation de la commune. Il y a des petits métiers, qui leur semblent être ceux de La Réunion des Hauts, de ceux qui toujours cultivent, qui encore distillent un peu l'huile de géranium, qui parfois fabriquent de 'bann objets'… Pourtant, il y a aussi des personnes qui connaissent, qui savent, ne serait ce que les noms des personnes qui ont ces activités traditionnelles, ces modes de vie harmonisés à l'environnement, sans peut être détenir ce savoir-faire eux-mêmes et qui l'évoquent donc avec timidité…

Les relations humaines, le travail, le lien à la nature, ou encore la cuisine, s'ils ne sont pas considérés comme 'patrimoine' par les personnes, sont exposés comme des pratiques fondatrices de vie, porteuses de sens qu'il convient de reconnaître et de protéger. L'immatériel, l'intangible, est évoqué avec d'autant plus de prudence que leur importance est forte pour nos interlocuteurs et qu'en parler les impliquent intimement.

✕ La seconde, au niveau de l'expérience de certains acteurs associatifs, se rapproche d'une appréhension de la perte des connaissances capitalisées qui – une fois 'récupérées' - ne sont parfois pas présentées en lien avec leurs détenteurs ou du moins ceux qui ont réalisé le travail de recueil de ces informations, la mise en forme d'outils, de projets...

L'accès à ces éléments n'est donc plus, comme cela a pu l'être auparavant, facilité, ni même encouragé. Des éléments mais pour en faire quoi ?

Valoriser une étude ou valoriser vraiment la culture d'un territoire en remettant à sa disposition, par le biais des acteurs concernés et engagés durablement, les dossiers, études et autres diagnostics ?

Valoriser un travail ponctuel ou entrer dans un programme construit avec des opérateurs de terrain qui sont en mouvement ou pourraient se mobiliser ?

Bien souvent, c'est dans la réalisation du diagnostic que d'autres études antérieures et/ou parallèle nous ont été signalées.

La concertation entre toutes ces études ainsi que les suites du diagnostic intéressent, questionnent, que fera-t-on des données recueillies par le travail des autres, de la parole des gens ? Comment les porter le plus loin possible d'où qu'ils viennent pour les emmener vers une valorisation de la culture au plan local puis régional et national du Parc ?

V. 2 La permanence d'un savoir être comme facteur d'évolution et d'adaptation

Les hommes, leur mémoire, leur adaptabilité (de comportement, à l'environnement…), restent le principal patrimoine à considérer. Ce sont eux qui sont créateurs de patrimoine, ce sont eux qui peuvent décider de le laisser s'éteindre, de l'aseptiser pour le rendre non plus particulier mais séducteur, ou de lui rendre sa valeur et son authenticité.

Bien sûr, tel que nous l'avons perçu et parcouru, mais aussi au travers de certaines évocations, il est acté que si ces traditions perdurent sur Montvert, elles n'ont figé ni les attitudes, ni les individus.

L'accentuation de la centralité du quartier de Montvert joue évidemment sur son caractère. Effets de la structuration de bourg qui le relient au centre ville. Effets de l'évolution logique des villes villages des Hauts de la Réunion aujourd'hui. L'impact sur le développement socioéconomique et humain est plus facile à mesurer sur le plan quantitatif (évolution des logements et de la réattribution des parcelles, données sur l'emploi, la composition des ménages et les revenus, la démographie et la mobilité…) que sur le plan qualitatif.

Sinon, dans les témoignages, le passé ne l'emporterait il pas sur le présent ?
« *La vi lontan té in pé plu difficile mé lété plis à l'aise de viv. Avan ou té viv correct. Navé pa tro d'moun i monté é poin tro té descend vers St Paul, ou lavé larzan cannier et devé fé la vi vek sa, lavé poin l'social. Falé travay minm, sinon koman ou té fé pou vivre ?* »

La jeune génération, souvent en manque de repères et d'activité, répondrait sur les avantages de l'automobile, de l'urbanisation, de l'accès à l'information mais ne néglige pas l'importance de la qualité de vie.

Nous avons repris ce qui nous a été dit des permanences qui pré-existent et qui sous-tendent le passage à une vie plus urbaine. Ceci non pour figer les personnes dans une ruralité mais parce que l'expression de leur 'kartié', et leur expression sur elles-mêmes nous conduisaient à cette prise en compte, sans pour autant faire l'impasse sur les écarts entre génération et les mutations rapides qui transforment ruralité en urbanité.

L'entrée dans de nouveaux modes d'échanges, avec l'extérieur mais également entre les personnes n'a pas effacé les valeurs et les éléments fondateurs mais les confrontent, au quotidien, à leur capacité d'adaptation positive : garder ce que l'on aime et ce que l'on ne veut pas oublier, mais évoluer avec sa culture.

Notre illustration pour ce chapitre regroupe des paroles d'habitants de Montvert, reprises sur le thème de la préservation d'un art de vivre. Dans le cadre du diagnostic, d'autres paroles étaient évidemment plus éloignées de cette vision positive de la 'permanence', qui font mention de différences - voire de discordances – entre générations, entre personnes…

Mais de notre point de vue, les témoignages présentés, s'inspirent d'une observation commune : le passé, notre éducation et ses valeurs nous unit, nous construit et, s'il n'est pas toute l'actualité, il est encore d'actualité.

Eléments complémentaires

Site de Trois Bassins

ANNEXE 1
Bibliographie des ouvrages repérés

ANNEXE 2
Les personnes rencontrées

ANNEXE 3
Les structures mobilisées pour cette étude à Trois Bassins

ANNEXE 4
Liste des associations culturelles sur Trois Bassins

ANNEXE 5
Bibliographie sur la culture du géranium

MISE EN ECLAIRAGE
Lien intergénérationnel
La diversité culinaire

ANNEXE 1 : Bibliographie des ouvrages repérés

- Approche concertée de l'érosion à l'échelle d'un bassin versant : élaboration d'une méthodologie et expérimentation sur la Grande-Ravine / REBAUDET Brice,2003 .- 112 p. + cartes et fiches synthétiques de La Réunion

- Evaluation à mi-parcours des contrats de ville du Territoire de la Côte Ouest [2000-2006], annexes au rapport final / ACT Consultants,2003 .- 66 p. 09HAB/92

- Evaluation à mi-parcours des contrats de ville du Territoire de la Côte Ouest [2000-2006], rapport final / ACT Consultants,2003 .- 94 p. 09HAB/92

- Diagnostic environnemental et perspectives de gestion intégrée de la commune de Trois-Bassins / Université de La Réunion. DESS Sciences et Gestion de l'Environnement Tropical,2002 .- 107 p. 03AME/71

- "Du nouveau à l'Ouest" : où sa nou sava ? / PATEL Afzal, HOUSSEN Anissa, FONTAINE Fanny, OMARJEE Mas-oude,2001 .- 70 p.Mémoire de DESSLa Réunion 03AME/73

- Communauté des Communes de la Côte Ouest, schéma intercommunal de développement touristique : programme d'actions, tableau de bord, plan de communication / APR, Nouvelle Trace,2000 .- 52 p. 03TOU/43

- Communauté des Communes de la Côte Ouest, schéma intercommunal de développement touristique : stratégie / APR, Nouvelle Trace,2000 .- 21 p. 03TOU/43

- Communauté des Communes de la Côte Ouest, schéma intercommunal de développement touristique : diagnostic / APR, Nouvelle Trace,2000 .- 64 p. 03TOU/43

- Les Cahiers : Trois-Bassins / APR,2000 GF6

- Contrat de ville intercommunal Ouest 2000-2006,2000 .- 27 p. 08HAB/40

- Communauté de Communes de la Côte Ouest : diagnostic territorial, rapport final du 3 novembre 1999 / BETURE Conseil,1999 .- 81 p. 04AME/101

- Commune de Trois Bassins : Etude paysagère : rapport [et] synthèse des propositions / CIRET Yann, DIREN (Réunion), SDAP (Réunion),1998 .- 44 p. + 40 p. + 1 carte 07ENV/27

- Evaluation de la convention locale de développement des Hauts de l'Ouest / GRAFOS,1998 .- 23 p. + annexes 09HAB/45

- Etude de restructuration du bourg de Trois Bassins : fiches actions / CODRA, LATAULADE Bénédicte de, OMEGA (Réunion), ZAHAR Jacques,1997 .- 73 p. 07HAB/59

- Etude de restructuration du bourg de Trois Bassins : diagnostic / CODRA, LATAULADE Bénédicte de, OMEGA (Réunion), ZAHAR Jacques,1997 .- 67 p. 07HAB/59

- Les réserves foncières publiques et parapubliques : commune de Trois Bassins / Agence pour l'observation de la Réunion, l'aménagement et l'habitat, PERRAU Joëlle, SERVEAUX Lydie,1996 .- Non paginé 06AME/25

- Evaluation de la convention locale de développement des hauts de l'ouest : communes de Saint Paul, Saint Leu et Trois Bassins [1996] / GRAFOS,1996 .- 21 p. 09HAB/31

- Programme d'expérimentations forestières et agroforestières à la Réunion : rapport d'activités 1995 / CIRAD (Réunion). Forêt_, GAUVIN Jacques, ORAZIO Christophe, TASSIN Jacques, RIVIERE Jean-Noël,1995 .- 86 06ENV/4

- OGAF des Hauts de l'Ouest : fiche action,1995 .- Non paginé 04AGR/51

- OGAF Hauts de l'Ouest : fiche projet (fiche synthétique du projet OGAF Hauts de l'Ouest contenant des actions hors liste),1995 .- Non paginé 04AGR/51

- OGAF des Hauts de l'Ouest (Hauts de Saint Paul, Trois Bassins, Saint Leu) : schéma d'intention / Commissariat à l'Aménagement des Hauts , APR,1995 .- Non paginé 04AGR/51

- Convention locale de développement des hauts de l'ouest: 1994-1998,1995 .- 30 p. 08HAB/22

- Analyse des quartiers des Hauts : éléments pour les schémas directeurs de quartier, cas des Hauts de l'Ouest / APR,1995 .- Mult. pag.CAH 03AME/57

- Programme d'expérimentations forestières et agroforestières à La Réunion Rapport d'activités 1994 / CIRAD (Réunion). Forêt_, GAUVIN Jacques, ORAZIO Christophe, TASSIN Jacques, RIVIERE Jean-Noël,1995 .- 61 p. 06ENV/4

- Déclaration d'intention d'élaboration d'une convention locale de développement des hauts de l'ouest,1994 .- 34 p. 08HAB/36

- Quel aménagement pour l'ouest ? Etude préalable / Agence pour l'observation de la Réunion, l'aménagement et l'habitat,1994 .- 47 p. 03AME/53

- Déclaration d'intention d'élaboration d'une Convention Locale de Développement des Hauts de l'Ouest,1994 .- 31 p. 08HAB/36

- Evaluation dynamique des opérations de développement social des quartiers : Rapport d'évaluation 1993, volume 2 / GRAFOS,1994 .- Non paginé DDE (DSU) , Conseil Régional ; Conseil Général 09HAB/5

- Evaluation dynamique des opérations de développement social des quartiers à la Réunion : Rapport d'évaluation 1993, volume 1 / GRAFOS,1994 .- 103DDE (DSU) , Conseil Régional ; Conseil Général 09HAB/5

- Evaluation de l'attractivité des bourgs ruraux : pièces annexes par bourg juin-août 1993 / COLOMBAIN Jean-Pierre, APR,1994 .- Mult. pag. CCI/APR 07HAB/10

- Ecoles de Trois Bassins : programme de réhabilitation des écoles / Menighetti programmation Océan Indien, BETURE-SETAME (Réunion),1994 .- 40 03EDU/9

- Etude d'aménagement du quartier de Montvert Trois-Bassins / Commune de Trois-Bassins, APR,1994 .- 66 p. 03AME/70

- Etude du marché foncier agricole en 1993 : compte rendu d'activité / SAFER,1994 .- 70 p. 06AME/6

- Bilan positionnement des planteurs de géranium / SENS Laurent, APR,1994 .- 72 p.CLI ST PAUL ; CONSEIL GENERAL ; PREFECTURE 04AGR/15

- Evaluation de l'attractivité des bourgs ruraux / COLOMBAIN Jean-Pierre, APR,1994 .- 64 p. CCI/APR 07HAB/10

- Programme d'expérimentations forestières à la Réunion : les parcelles d'expérimentations forestières du versant Ouest : Sommier et premiers résultats / HERMET Michel, CIRAD FORET,1994 .- 71 p. 06ENV/3

- Evaluation de l'attractivité des bourgs ruraux : Note de synthèse et d'orientations / APR, COLOMBAIN Jean-Pierre,1994 .- Non paginé 07HAB/9

- Programme d'expérimentations forestières et agroforestières à La Réunion : rapport d'activités 1993 / TASSIN Jacques, CHRETIEN Luc, HERMET Michel, RIVIERE Eric, GAUVIN Jacques, CIRAD FORET,1993 .- 76 p. 06ENV/4

- Evaluation dynamique des opérations de développement social des quartiers à la Réunion : rapport d'évaluation 1992, volume 2 / GRAFOS,1993 .- Non paginé 09HAB/3

- Evaluation dynamique des opérations de développement social des quartiers à la Réunion : rapport d'évaluation 1992, volume 1 / GRAFOS,1993 .- 121 09HAB/3

- Commission régionale pour le développement social urbain, 2 mars 1993,1993 .- 49 p. 09HAB/2

- Commission régionale pour le développement social urbain, 22 décembre 1992,1992 .- 27 p. 09HAB/2

- Commission régionale pour le développement social urbain : 9 juillet 1992,1992 .- Mult. pag. 09HAB/2

- Espaces publics et projet urbain à la Réunion : les actes du séminaire 4-5-6-7 mai 1992 / Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (Réunion), Direction Départementale de l'Equipement (Réunion) ,1992 .- 51 p. 01HAB/9

- Restructuration du centre ville de Trois Bassins / Menighetti programmation Océan Indien,1992 .- 77Commune 07HAB/12

- Commission régionale pour le développement social urbain, 17 décembre 1991,1991 .- 18 p. 09HAB/2

- Schéma directeur d'aménagement des Hauts de l'ouest (communes des Avirons, Trois Bassins, Saint Leu, Saint Paul) : étude complémentaire relative à la signalisation touristique / ONF,1991 .- Mult. pag. 03TOU/17

- Schéma directeur d'aménagement des Hauts de l'Ouest (commune des Avirons, Trois Bassins, Saint Paul et Saint Leu) ; programmation / SAFER, DAF ADEEAR,1991 .- Non paginé CONSEIL REGIONAL ; CAH ; AREH 03AME/42

- Commission régionale pour le développement social urbain, 4 juillet 1991,1991 .- 24 p. 09HAB/2

- Schéma directeur d'aménagement des Hauts de l'Ouest (commune des Avirons, Trois Bassins, Saint Paul et Saint Leu) ; orientations / SAFER, DAF ADEEAR,1991 .- 49CONSEIL REGIONAL ; CAH ; AREH 03AME/41

- Schéma directeur d'aménagement des Hauts de l'Ouest (commune des Avirons, Trois Bassins, - Saint Paul et Saint Leu) ; diagnostic / SAFER, DAF ADEEAR,1990 .- Non paginé CONSEIL

REGIONAL ; AREH ; CAH 03AME/40

- La restructuration de l'élevage bovin à Trois Bassins / TREFFEL Jean-Marc,1990 .- 57 Mémoire de DESSAix Marseille, IAR ; Réunion 06AGR/2

- Etude du marché foncier agricole en 1990:compte-rendu d'activité/SAFER,1990.-49 06AME/6

- Réhabilitation de lotissements de logement très sociaux (LTS) sur la commune de Trois Bassins, lotissement Padre. / APR,1990 .- 33 p. 04HAB/9

- Opération Locale d'Aménagement de Terroir de Simambry (Trois Bassins) / APR, HEBERT Alain,1989 .- 26 p. 04AGR/42

- Etude du marché foncier agricole en 1989 : compte-rendu d'activité / SAFER,1989 .- 66 06AME/6

- Littoral Ouest, Rivière des Galets à Ravine du Cap ; carte morpho-pédologique, aptitudes à l'irrigation / RAUNET Michel, CIRAD (Réunion). IRAT,1989 05AGR/13

- Etude du marché foncier agricole en 1988 : compte-rendu d'activité / SAFER,1988 .- 41 06AME/6

- La mise en oeuvre de l'aménagement urbain : actes du séminaire 18/21 février 1988, Saint Gilles les Bains, La Réunion / Direction Départementale de l'Equipement (Réunion) , CETE Méditerranée, Service Technique de l'Urbanisme (Paris),1988 .- Non paginé Conseil Général 01HAB/12

- Etude du marché foncier agricole en 1987 : compte-rendu d'activité / SAFER,1987- 44 06AME/6

- Conseil des rivages français de l'Océan Indien 1987. / Direction Départementale de l'Equipement (Réunion) ,1987 .- 55 p. 05ENV/1

- Etude du marché foncier agricole en 1986 : compte-rendu d'activité / SAFER,1986 .- 35 06AME/6

- Etude du marché foncier agricole en 1985 : compte-rendu d'activité / SAFER,1985 .- 38 06AME/6

- Aménagement hydraulique des Hauts de la Réunion, recherche de sites de retenues collinaires : secteurs de Saint Paul Nord, Saint Paul Sud, Trois Bassins, Saint Joseph ; 3ème phase : études préliminaires / Bureau de recherches géologiques et minières (Réunion), SEURECA,1982 .- 15 05AGR/27

- La mise en place des logements très sociaux à La Réunion : le cas de Trois Bassins. / TROUILLOUD Paul, Université de la Réunion,1981 .- 108 p. 06HAB/14

- Plan d'Aménagement Rural (PAR), Région Ouest ; Trois Bassins - Documentation chiffrée concernant le développement agricole et rural / AMY Jean-Paul, EHRHART Michel, DAF ADEEAR,1975 .- Non paginé 03AME/2

- Etude préliminaire d'aménagement rural de la région occidentale de la Réunion : données démographiques et économiques actuelles : Annexe 1 : Tableaux / DAF (Réunion), SCHMIDT Monique,1969 .- Non paginé 03AME/1

ANNEXE 2 : Les personnes rencontrées

En entretiens individuels

14 personnes ont été rencontrées en entretiens individuels

Carmen	BERDY	Habitante – Trois Bassins centre ville
Eva	BOYER	Présidente de l'ADAC
Axel	CORYNTHE	Habitant - Montvert
Mme	CORYNTHE	Habitante - Montvert
Joseph	HAYE	Membre de l'ADAC
M.	JAVEGNY	Habitant - Montvert
Gérald	JAVEGNY	Habitant et petit fils de M. Javegny - Monvert
Marie Pierre	MONJOL	Association pour le Développement de Trois Bassins
Mme	TANTALIDES	Habitante – Montvert
Eliette	JAVEGNY	Médiatrice sociale - Montvert
Daniel	VABOIS	Membre de l'ADAC
Marie Pierre	MONJOL	Présidente de l'ADTB
Pascaline	SOLON	Médiatrice de quartier
Gaël	GIQUIOT	Médiateur de quartier

En entretien collectif

Un groupe de 7 personnes composés de deux jeunes (un garçon, une fille), et 5 femmes.

Arlene	CORYNTHE	Habitante - Montvert
Madame	Cosette	Habitante – Château D'eau
Réza	VALLY	Animateur AREP
Michèle	TANTALIDES	Habitante - Montvert
Eliette	JAVEGNY	Médiatrice sociale – Château d'eau
Mimoz	DIJOUX	Habitante
Julien	DIJOUX	Habitant

Au total, ce sont 21 personnes qui ont participé à notre diagnostic sur Trois Bassins.

ANNEXE 3 : Les structures mobilisées pour le diagnostic à Trois Bassins

- L'ADAC : Association pour le Développement Artistique et Culturel de Trois Bassins

- L'ADTB : Association pour le Développement de Trois-Bassins

- Les médiateurs de quartiers de la commune

ANNEXE 4 : Liste des associations culturelles sur Trois-Bassins

- **Association Littoral Sud** (0262 33 30 86)

  - Activités proposées
    – VTT (contactez Madame Phalaris au 0262 33 30 86)
    Le mercredi de 9h à 12h (pour les moins de 12 ans).
    Le mercredi de 13h à 16h (pour les plus de 12 ans).
    – Initiation aux instruments de musique traditionnels (contactez Monsieur Dalleau)
    Le samedi de 9h à 11h.
    – Préparation d'actions liés aux grands événements annuels (Mardi Gras, Grand Mère Kal, Abolition de l'esclavage) (contactez Madame Phalaris).
    Le mercredi.

- **Association les Pailles en Queue**
  320 route Hubert Delisle – 97426 Trois-Bassins.
  Contactez Madame Marteau au 0262 24 74 53.
  Abonnement : 15 euros par mois.

  - Activités proposées
    – Majorette, Twirling Bâton, Danse moderne jazz
    Le mercredi de 15h à 18h30 au gymnase (pour les jeunes).
    Le mercredi de 18h30 à 20h30 au gymnase (pour les adultes).
    Le samedi de 13h à 15h sauf danse moderne jazz au gymnase (pour les jeunes).
    – Gymnastique
    Le vendredi de 17h à 18h30 au gymnase (pour les jeunes).
    Le vendredi de 18h30 à 20h30 au gymnase (pour les adultes).

- **Association de 3ème Age** (à partir de 55 ans)
  13 rue Victor Hugo – 97426 Trois-Bassins
  Contactez Madame Vitry au 0262 24 32 21
  Cotisation de 16 euros par an.

  - Activités proposées
    – Gymnastique
    Le lundi de 14h30 à 15h30 au Case.
    – Danse (séga, quadrille)
    Le jeudi de 14h à 16h au Case.
    – Jeux, tricot, couture
    Tous les 1er mardi du mois de 13h30 à 16h00 au Case.
    – Une à trois sorties par mois (10 euros de cotisation pour le bus).
    – Un voyage à Maurice tous les ans en Août ou en Septembre.
    – La semaine bleu

- Divers : visite chez des personnes, préparation de gâteaux.

➢ **Association pour le développement artistique et culturelle**

28 rue Georges Brassens – 97426 Trois Bassins
Contactez Madame Baïraguy au 0262 24 98 59

- Activités proposées
  - Atelier de musique (Initiation à la guitare et au chant de choral)

  Le mercredi de 13h à 17h.
  Le samedi de 8h à 12h.
  - Atelier de théâtre (en fonction de la demande pour les 12-16 ans)
  - Atelier Audiovisuel (en fonction de la demande pour les 12-16 ans)
  - Atelier de danse traditionnelle (en fonction de la demande pour les 12-16ans)

➢ **Association Familiale**

Mairie de Trois Bassins, Rue du Général de Gaulle, 97426 Trois-Bassins
Contactez Madame Isseux au 0262 24 80 03
Cotisation : 15 euros par an

- Activités proposées
  - Cours de Fitness (10 euros/mois pour les adhérents et 30 euros/mois pour les non adhérents).

  Le lundi de 14h30 à 15h30 au local de l'association du 3ème âge.
  Le lundi de 16h30 à 17h30 à l'école de la Grande Ravine. (pour les adultes)
  Le mercredi de 14h30 à 15h30 au local de Bois de Nèfles. (pour les adolescents)
  Le mercredi de 16h à 17h à l'école de la Grande Ravine. (pour les adultes)
  Le mercredi de 17h15 à 18h30 au local de Bois de Nèfles. (pour les adultes)
  - Atelier de théâtre (en fonction de la demande)

➢ **Association les Dauphins**

25 rue des Bringeliers – 97426 Trois Bassins
Contactez Madame Barbe au 0262 24 78 99 ou au 0692 67 45 16.
Cotisation : 15 euros de droit d'entrée, 16 euros pour la licence, 100 euros pour l'année scolaire (1 enfant) et 150 euros pour l'année scolaire (2 enfants).

- Activités proposées
  - Cours de majorette, Twirling bâton, Pom Pom girl (de 3 à 25 ans)

  Le mercredi de 9h à 11h au case de Bois de Nèfles
  Le samedi de 14h à 17h au case de Bois de Nèfles
  Le samedi de 17h30 à 18h30 au case de Piveteau
  - Danse culturelle (Problème de salle)
  - Moringue (en suspens)

➢ **Association Régionale d'Accompagnement Social Territorialité (ARAST)**
32 rue François de Mahy – 97426 Trois Bassins
0262 24 80 43
Réservé au public Rmiste.

- Activités proposées
  - Gestion vie quotidienne

  Le lundi de 8h30 à 12h dans le local de l'ARAST.
  - Artisanat

  Le lundi de 13h30 à 16h dans le local de l'ARAST.
  Le jeudi de 13h30 à 16h au local de l'ARAST et de Piveteau.
  - Couture

  Le mardi de 9h à 12h au local de Piveteau.
  Le jeudi de 8h30 à 12h dans le local de l'ARAST.
  - Redynamisation (pour les hommes)

  Le mercredi de 8h30 à 12h dans le local de l'ARAST.
  - Activité parents / Enfants

  Le mercredi de 13h30 à 16h dans le local de l'ARAST.
  - 4 sorties pédagogiques par an.

➢ **Activités dans l'espace culturel**
  - Cours de City Jame

  Contactez Monsieur Nativel au 0262 23 71 72
  Cotisation de 25 euros par mois.
  Le samedi de 13h à 14h pour les 8-10 ans à l'espace culturel.
  Le samedi de 14h30 à 16h30 pour les adolescents à l'espace culturel.
  - Danse africaine

  Le lundi de 18h30 à 20h30.
  - Chorale des enseignants

  Le mardi de 16h à 17h30.

Liste des associations sportives de Trois-Bassins

- **Trois-Bassins Football Club**

Siège : 136 route Hubert Delisle – 97426 Trois-Bassins
A partir de 6 ans.
Cotisation : 20 euros par an.
Contactez Monsieur Pausé Daniel au 0692 86 47 93.

- **Association Sportive La Poudrière**

Siège : 21 bis Monté Panon – 97426 Trois-Bassins
Cotisation : 10 euros par an.
Contactez Monsieur Fain Axel au 0262 24 15 61.
Entraînement au stade Monté Panon.

- **Club Bouliste de Trois-Bassins**

Siège : 7 chemin des longanis – 97426 Trois-Bassins
Cotisation 20 euros par an.
Contactez Monsieur Charlettine Firmin au 0262 24 82 73.

- **Amicale Bouliste de Trois-Bassins**

Siège : 238 chemin marocain – 97426 Trois-Bassins
Cotisation : 20 euros par an.
Contactez Monsieur Pausé François au 0692 30 88 60.

- **Yoséikan Budo Club de l'Ouest**

Siège : 4 lotissement Padre – 97426 Trois-Bassins
Cotisation : 178 euros par an.
Contactez monsieur Torpos Jimmy au 0262 24 86 54 ou au 0692 82 51 37.
Entraînement au gymnase : le mardi de 18h30 à 21h et le samedi de 17h à 19h.

- **Volley Club de Trois-Bassins**

Siège : Mairie de Trois-Bassins, Rue du Général de Gaulle BP5 97426 Trois-Bassins
Cotisation : 50 euros par an.
Contactez Monsieur Marteau Junneot au 0262 24 74 53 ou au 0692 66 45 53.
Entraînement au gymnase : le lundi, le jeudi et le vendredi de 19h à 21h.

- **Club Omnisports et d'Education de Trois-Bassins**

Siège : 285 route Hubert Delisle – 97426 Trois-Bassins
Cotisation : 20 euros par an.
Contactez Monsieur Bodzen Alexandre au 0692 64 02 04.

– ***Section Boxe Française*** (pour les plus de 10 ans)
Licence : 15 euros par an.
Entraînement à la salle paroissial : le mercredi de 17h30 à 20h et le vendredi de 17h30 à 20h.
– ***Section Athlétisme*** (à partir de 2 ans)
Licence : de 21 à 51 euros par an.
Entraînement sur la piste d'athlétisme : le lundi, le mercredi et le vendredi de 17h à 19h. Le mercredi de 14h à 16h pour les 2-11ans.
– ***Section football d'entreprise (à partir de 16 ans)***
Licence : 20 euros par an.
Entraînement : le mardi de 18h30 à 20h30 sur la piste d'athlétisme.
le jeudi de 18h30 à 20h30 au stade de Bois de Nèfles.
– ***Section handisport (pétanque, athlétisme)***
Licence : 10 euros pour les enfants et 18 euros pour les adultes.
Entraînement sur la piste d'athlétisme : le lundi, le mercredi et le vendredi de 17h à 19h.

- **Association Sportive Hand-Ball Club (Club masculin)**

Siège : 36 rue des Amaryllis
Cotisation : 50 euros de droit d'entrée et 50 euros pour la licence.
Contactez Monsieur Boyer Bruno au 0692 67 49 59 ou Monsieur Thémeze Daniel au 0692 64 41 18.
Entraînement : le mercredi de 19h30 à 21h au gymnase et le vendredi de 19h30 à 21h sur le terrain en plein air (près du gymnase).

- **Jeunesse Sportive de Trois-Bassins** (Club féminin)

ANNEXE 5 : Bibliographie sur la culture du géranium

Plantes à parfum (vétiver – vanille – géranium)

- Etude ethnologique sur le mode de vie et les savoir-faire liés à la production du vétiver dans le sud de la Réunion ; Centre Interdisciplinaire de Recherche sur la Construction Identitaire, CHERUBINI Bernard, AH-PENG Catherine, GATEAU Anne ; 2000 ; 127 p. 07AGR/58

- La Réunion et ses huiles essentielles nobles : vétiver et géranium ; Coopérative Agricole des Huiles Essentielles de Bourbon ; 16 p. GF5

- Programme sectoriel vétiver 1997 – 1999 ; Coopérative Agricole des Huiles Essentielles de Bourbon ; 1997 ; 43 p. 07AGR/46

- Agrément du programme sectoriel de la filière plantes à parfum à la Réunion : volet vétiver 1997- 1999 ; ODEADOM ; 1997 ; Non paginé 07AGR/46

- Pour une relance du vétiver ; Commissariat à l'Aménagement des Hauts ; 1997 ; 71 p. ; ETAT – DEPARTEMENT – REGION
07AGR/50

- Une solution pour le vétyver Bourbon : la route des parfums et des épices ? ; AMON Axelle, LEMPEREUR Valérie, NICOLAS Thierry, SENARD Eléonore, UNDERNEHR Nadège, VANDAELE Olivier ; 1996 ; 28 p. ; Travaux UniversitairesS.1. : Ecole supérieur d'ingénieurs et de techniciens pour l'agriculture
07AGR/44

- Vues d'en Haut : rétrospective 94 ; APR Audiovisuel ; Commissariat à l'Aménagement des Hauts production ; 1995 K-01GEN/5

- Vues d'en Haut 1&2 ; APR Audiovisuel , Commissariat à l'Aménagement des Hauts production ; 1994
K-01GEN/5

- Influence climatique et régionale sur la qualité de l'huile essentielle de vétyver Bourbon ;
MARCHETTI-SMADJA Jacqueline ; 1987 ; 267 p. ThèseMontpellier, Univ. Des sciences et techniques : chimie organique physique 07AGR/45

- Les paillotes de l'île de la Réunion ; Institut de Linguistique et d'Anthropologie (ILA), BARAT Christian ; 1978 ; 79 p. ; (Travaux de l'Institut d'anthropologie sociale et culturelle de l'océan indien
05HAB/30

- Diagnostic et propositions d'actions pour les concessions de vanille de Saint-Philippe et Sainte-Rose ; ONF (Réunion), WALBAUM Clair ; 2003 ; 31p. + annexes 07AGR/59

- Programme sectoriel vanille 2002-2004 ; Association pour la Valorisation de la Vanille de l'Ile de La Réunion ; 2001 ; 66 p. 07AGR/18

- Rapport d'activité des techniciens du service encadrement des attributaires de la SAFER Réunion ; SAFER ; 1998 ; non paginé 06AME/28

- Programme sectoriel vanille 1997-2000 ; Association pour la Valorisation de la Vanille de l'Ile de La Réunion ; 1997 ; 52 p. 07AGR/18

- La vanille : naissance d'un arôme ; Imago ProductionsUR2 ; 1997 K-07AGR/17

- Destination Réunion : magazine de bord Air France : 3ème édition ; Imago Production ; Imago Productions ; 1997 K-01TOU/3

- Destination Réunion : magazine de bord Air France : 1ère édition ; Imago Production ; Imago Productions ; 1996 K-01TOU/3

- La vanille : une fleur, une gousse, un arôme ; Imago Production ; Office du tourisme de Bras Panon Production ; 1994 K-07AGR/15

- Fiches techniques d'agriculture spéciale à l'usage de l'enseignement agricole d'Afrique Subsaharienne : le vanillier (série 1) ; Ministère de la Coopération, AGRIDOC International, MARTY Paul ; 1992 ; 19 07AGR/32

- Coopérative agricole des producteurs de vanille de la Réunion ; demande de renouvellement des crédits pour les nouvelles plantations 1991 ; les recherches floraison 1991 ; COOPERATIVE AGRICOLE DES PRODUCTEURS DE VANILLE DE LA REUNION ; 1990 ; Non pag. 10AGR/3

- Panorama agricole et sucrier 1978-1988 ; Troisième congrès international 16 au 23 octobre 1988. ; ARTAS ; 1988 ; 201 p. 08AGR/14

- Programme quinquennal en faveur de la vanille à la Réunion, projet ODEADOM. ; Coopérative Agricole des Producteurs de Vanille de la Réunion ; 1988 ; 38 p. 07AGR/18

- La certitude du développement : une référence mutualiste à la Réunion ; CAMBIAIRE Jean de, COSTABEL André ; Atya édition ; 1983 ; 286 p. 01GEN/67

- La Réunion et ses huiles essentielles nobles : vétiver et géranium ; Coopérative Agricole des Huiles essentielles de Bourbon ; 16 p. GF5

- Rapport d'activité des techniciens du service encadrement des attributaires de la SAFER Réunion ; SAFER ; 1998 ; non paginé 06AME/28

- Destination Réunion : magazine de bord Air France : 2ème édition ; Imago Production ; Imago Productions ; 1997 K-01TOU/3

- Etude de la durabilité des exploitations agricoles dans une zone des Hauts de l'Ouest de la Réunion : réalisation d'une typologie ; ROUX Marie-béatrice ; 1995 ; 69 p. ; Mémoire pour Diplôme Ingénieur Paris, INA-PG/CIRAD-SAR Réunion 04AGR/48

- Bilan positionnement des planteurs de géranium ; SENS Laurent, APR ; 1994 ; 72 p. ; CLI ST PAUL ; CONSEIL GENERAL ; PREFECTURE

04AGR/15

- Les colons planteurs de géranium : approche ethnologique du développement en zone rurale – Etude du groupe des colons de Sans Souci (Hauts de Saint Paul / La Réunion) ; ADAM DE VILLIERS Christian ; 1993 ; 85 p. ; Mémoire de maîtrise Réunion 04AGR/7

- Sans-Souci ; ADAM DE VILLIERS Christian ; 1993 ; 86 p. + annexes 04AGR/62

- Le géranium rosat à la Réunion ; 1992 ; 105 p. 07AGR/13

- Le magazine de l'agriculture N°2 : édition 89 / 90 ; APR AUDIOVISUEL ; Conseil Général Production ; 1990 K-01AGR/1

- Géranium, tradition et innovation ; APR Audiovisuel ; APDGD Production ; 1990 K-07AGR/6

- Manuel du technicien géranium (Edition 1988, 1989, 1990) ; APR, CEEMAT, IRAT, SAFER ; 1990 ; Non pag. 07AGR/9

- A travers trente ans d'histoire au Grand Coude, les enseignements du développement ; BRUNET Yves ; 1990 ; 36 p. + annexes Mémoire de DESS Aix Marseille, IAR réunion 03AME/46

- L'installation des jeunes agriculteurs dans les hauts de l'Ouest : le modèle « géranium/diversification » ; VALY Amine, Observatoire Départemental de la Réunion (ODR) ; Etudes et synthèses de l'Observatoire de la Réunion ; 1990 ; 93 p. 04AGR/10

- Analyse technico-économique des systèmes de production géranium à la Réunion : les conditions sociales et économiques de l'intensification au sein des petites exploitations ; APDGD, VALY Amine ; 1989 ; 78 p. ; ODEADOM 04AGR/18

- Géranium amer : la Crète, innover pour s'en sortir ; HOAREAU Jean-Maurice ; 1989 ; 29 p. ; Mémoire de DESS Aix-Marseille, IAR ; Réunion 07AGR/16

- La production de géranium, quelle organisation ? ; ARNOLD Frédéric ; 1989 ; 29 p. ; Mémoire de DESS Aix-Marseille, IAR ; Réunion 07AGR/17

- Rapport annuel du Cirad/Irat 1988 ; CIRAD (Réunion). IRAT ; 1989 ; 152 p. 03AGR/15

- La culture du géranium dans les Hauts de l'Ouest : s'adapter ou disparaître ; BREUIL Philippe, HOAREAU Axel, HOAREAU Jean-Maurice, PAYET Joseph ; 1988 ; 98 p3. ; Travaux Universitaires Réunion 07AGR/5

- La production de géranium à la Réunion : évolution et perspectives ; CIRAD (Réunion). IRAT, CHASTEL Jean-Marc, GIGNOUX I ; 1988 ; 11 p. 07AGR/14

- Les difficultés de la relance de la culture du géranium dans les Hauts de La Réunion : annexes ; CAH, DAF, HOAREAU Axel, MANGUIN Roger, BENOIT Guillaume, BENARD Jean-François ; 1988 ; mult. Pag. 07AGR/7

- Les difficultés de la relance de la culture du géranium dans les Hauts de La Réunion ; CAH, DAF, HOAREAU Axel, MANGUIN Roger, BENOIT Guillaume, BENARD Jean-François ; 1988 ; 32 P.. 07AGR/7

- Mutations socio-économiques et identité collective : engagement, désenclavement des planteurs de géranium des « Hauts » de l'Ouest de la Réunion ; CHATEAU Patricia ; 1988 ; 210 p. + Annexes Mémoire de maîtrise Aix-Marseille 1, Université de Provence, UER de Sociologie 04AGR/31

- Essais de méthodes de luttes contre Armillaria SP. Et Rosellinia SP. Responsable des pourridies du géranium rosat à la Réunion ; BACONNIER Christian ; 1988 ; 83 p. ; Mémoire pour Diplôme Ingénieur Versailles, ENSH 09AGR/3

- Place du géranium dans les agricultures des Hauts de l'Ouest ; CHASTEL Jean-Marc, CIRAD (Réunion). IRAT ; 1987 ; 21 p. 03AGR/10

- Amélioration des systèmes de culture à base de géranium ; MICHELLON Roger, CIRAD (Réunion). IRAT ; 1987 ; Non paginé 03AGR/10

- Analyse des systèmes d'exploitations agricoles et leurs perspectives d'évolution ; Secteur de Saline les Hauts – Tan Rouge, Commune de Saint Paul ; FOURNIER Michel, APR, DAF
ADEEAR ; 1987 ; 84 p. ; CRR CONSEIL GENERAL ; CONSEIL REGIONAL
04AGR/23

- Les systèmes de cultures intercalaires du géranium rosat dans les Hauts de l'Ouest à la Réunion ; COURCOL Christian ; 1987 ; 110 p. ; Rapport de Stage Dijon, ENSSA 03AGR/3

- Dixième congrès international concernant les huiles essentielles, les plantes à parfum et aromatique, Washington 16-20 novembre 1986 : rapport de mission ; GIBOULOT MONNIER M-CH., CHAMBRE D'AGRICULTURE-SUAD ; 1986 ; non paginé 03ECO/13

- Résultats d'enquêtes sur l'évolution des exploitations à géranium des Hauts du Tampon ; CIRAD (Réunion). IRAT, Chambre d'Agriculture (Réunion). SUAD, BRIDIER Bernard ; 1986 ; 84 p.
04AGR/14

- Comment améliorer la distillation du géranium ; APR Audiovisuel. -APR Production, 1986 K-07AGR/2

- Manuel du planteur de géranium ; APR ; 1986 ; 27 p. ; Conseil général & APDGD 00AGR/3

- Notes sur les principales cultures des Hauts sous le vent ; équipe système GERDAT-CIRAD ; CIRAD (Réunion). IRAT ; 1985 ; Multi. Pag. 03AGR/4

- La rouille, un danger pour le géranium ; APR Audiovisuel ; APR Production ; 1985 K-09AGR/1

- Nouvelles techniques de plantation du géranium ; APR Audiovisuel , APR Production ; 1985 K-07AGR/7

- Bilan de la recherche système dans les Hauts de l'Ouest de la Réunion, journée du 25 au 27 novembre 1985 ; CIRAD (Réunion) ; 1985 ; 365 p. 03AGR/19

- IFEAT,conférence du Caire, octobre 1984 ; La culture du géranium (international fédération of essentials oils and aroma trades) ; DEMARNE Frédéric ; 1984 ; Mult. Pag. ; Conseil Général ; CAHEB
07AGR/12

- Quel avenir pour le géranium et le développement agricole des Hauts de l'Ouest de la Réunion ? ; CIRAD (Réunion). IRAT, BRIDIER Bernard ; 1984 ; 20 p. 07AGR/21

- Contribution à l'étude des structures et du fonctionnement des exploitations agricoles à géranium des Hauts de l'Ouest ; CIRAD (Réunion)). IRAT, BRIDIER Bernard ; 1983 ; 51 p. + annexes 04AGR/53

- La certitude du développement : une référence mutualiste à la Réunion ; CAMBIAIRE Jean de, COSTABEL André ; Atya édition, ; 1983 ; 286 p. 01GEN/67

- Contribution à l'étude de quelques huiles essentielles de la Réunion ; PIERIBATTESTI Jean-Claude ; 1982 ; 242 p. ; Thèse Aix-Marseille, Université de Droit, d'Economie et des Sciences
07AGR/20

- Chaloupe Saint-Leu, diversification des systèmes d'exploitation en zone géranium : profil des exploitants concernés, problèmes de désenclavement ; APR ; 1981 ; Non paginé
04AGR/32

- Peut-on intensifier la culture du géranium rosat ? ; MICHELLON Roger, CIRA (Réunion). IRAT ; 1981 ; 23 p. ; Travaux Universitaires 03AGR/12

- Etude sur les structures de production du géranium ; Direction Départementale de l'Agriculture de la Réunion ; 1981 ; 53 p. 04AGR/16

- Géranium 03AGR/10

Mise en éclairage

« Lontan lété lé tit kaz an pay é l'feu d'bwa pou tou l'moun, mé zordi néna ankor plin ki kuizin koma, vek l'feu d'bwa, le goût lé meyer ! »

« Zordi lé parey, kom lontan ma moman i disé a moin, mi di a mon bann marmay in èr pou rentré, é i rant, é li na d'l'arzan pou le bal in fwa lé mwa. Avan lété dur, navé mwin d'liberté mé kan ou giny la liberté ou fé ninportkwé ! »

« Le patrimoine culturel de Montvert, c'est la façon de vivre surtout et ça englobe presque tous les actes de la vie des Hauts, le rural, cela se ressent bien ici »

« On a gardé pas mal de traditions d'avant qui sont encore d'aujourd'hui ici : le ramassage du bois, la cuisine feu d'bois, les tites dépendances dans lé bitassyon »

« On est très famille ici, au sens large du terme même quand on n'est pas famille en fait. Et quand on est famille c'est un vrai clan ! »

« On fait toujours les visites chez les grands parents, ma grand mère est morte mais je vais chez mon tonton. Peut être que les jeunes de 18-25 ans ne discutent pas aussi longtemps, mais ils visitent. Enfin là c'est aussi l'éducation en famille qui joue… »

« E nou visit minm lé granmoun lé pa vréman paran. Ma bann granmèr i disé bonzour é mWA la continué, dé fwa mi koné minm plu tro tro ki sé la dame… »

« E mi di aou : ou diskut vréman su'l'bord d'chemin, pa just bonjour kom sa » !

« On gagne beaucoup à faire ça vous savez, moi je ne me sens pas obligée, lé gayar en fait ! »

« D'ailleurs suite à une étude qui disait que pour les personnes âgées qui n'avaient plus de famille, les visites de voisinage ne suffisaient pas, le CCAS a mis des agents de convivialité et les personnes âgées ont apprécié. Elles aiment les visites, comme lontan quand elles avaient leurs amis… Parce que des fois aussi les enfants ils sont en métropole ou un peu loin…, ou en bas. D'ailleurs les agents, c'était pour 5 ans mais est ce que ça continue ? »

« Mé lé pa tou l'moun i viv parey partou, dan léo kom lé ba, néna dé grandes maisons é néna dé tit kaz an tol, é néna dé bidonville ankor, a Saint-Paul minm néna »

« nout ti landroi lé trankil, la poin dézord par issi »

« na poin person i fé vilin manyer ek domoun »

« A Trois Bassins lé marmay lé pluto bon, la délinquance i commence pa ankor, mi kroi pa ké li arriv kom le Port minm… Néna de konfli et demin lé oublié ».

CARRI TANGUE

✓ Ingrédient :

- 4 tangues
- 10/12 tomates
- 5 oignons
- 1 tite tête d'ail
- du piment selon le goût
- du thym, 2 tites branches

✓ Préparation :

Couper le tangue en petit morceaux.
Mélanger le avec du vinaigre, du romarin avant de la faire cuire (faire macéré)
Ensuite jeter le romarin, le vinaigre (au moins 3 à 4 heures de temps)
Couper les tomates, les oignons, le thym, du poivre, des oignons verts.
Piller l'ail avec du piment et du sel.
Mettre le tangue dans de l'huile chaude, laisser revenir le tangue. 15 mn plus tard, ajouter toutes les épices.
Laisser mijoter 30 mn, une fois cuit, avant de mettre hors du feu, ajouter un verre de rhum.
A la fin, ajouter les petits oignons verts en décoration.

CIVET TANGUE

Recette pour 7 personnes

✓ Ingrédient :

- 4 tangues
- 1 tomate
- 1 oignon
- 1 paquet d'oignons verts
- 5 feuilles de Marjolaine
- 1 grand cuillère d'huile
- 1 verre ½ de vin rouge (Royal)
- 1 pointe de safran
- 5 gousses d'ail
- du sel
- du thym
- 1 marmite

✓ Préparation :

Couper le tangue en petit morceau, laisser dégoutter dans une passoire, mettre les morceaux de tangue dans la marmite qui est sur le feu sans l'huile.
Quand il n'y a plus d'eau dans la marmite avec le tangue, mettre la grande cuillère d'huile.
Il faut que le feu soit sous la marmite, ajouter l'ail, le sel, l'oignon, le thym, la tomate et les feuilles de Marjolaine.
Couvrir la marmite, laisser les ingrédients cuire avec son temps, laisser environ 20 minutes, ensuite découvrir la marmite, tourner et mettre la pointe de safran et le verre ½ de vin rouge.
Recouvrir la marmite, laissé cuire à feu très doux.
Pendant ce temps, couper les petits oignons verts.
Quand les morceaux de tangue commencent à faire un peu de croûte dans le fond de la marmite, la retirer du feu, découvrir et mettre les oignons verts dessus.

Le civet de tangue s'accompagne avec du riz blanc ou du riz maïs avec un verre de vin.

Bon appétit

Association Réunionnaise d'Education Populaire
SIDR Front de Mer – Bât. G – BP 103
97453 ST PIERRE Cédex
Tél : 02.62 25.03.85 **Fax :** 02.62 35.57.09
E mail : arep. siege-social@wanadoo.fr

Le Volcan

SOMMAIRE

I. LA METHODOLOGIE ET LA MISE EN ŒUVRE DU DIAGNOSTIC VOLCAN 3

II. LES VOLCANS : CREATEUR DES RELIEFS DE L'ILE 5

III. LE VOLCAN LONTAN 6

III.1 Au temps des guides et des porteurs 6
III.2 Au temps de la route 11

IV. LA GESTION DU VOLCAN PAR L'HOMME… 13

IV. 1 La leçon de Piton Sainte-Rose… 13
IV. 2 Une première entrée dans l'imaginaire par la voie scientifique… 14
IV. 3 … et la gestion des hommes par le Volcan entre prudence et croyance 14

V. LE VOLCAN, DE LA PERCEPTION A LA LEGENDE 15

V. 1 L'imaginaire pré-scientifique 15
V. 2 Le Volcan comme espace imaginé et comme espace qui a, et qui peut, terrifier 20
V. 3 Le Volcan, comme espace rationalisé et comme espace médiatisé 21

VI. ANALYSE DU « PATRIMOINE CULTUREL » VOLCAN 22

VI.1 La simple évocation, ou le silence sur les mythes sur le Volcan lors de ce diagnostic 22
VI. 2 L'imaginaire post-scientifique et l'accès à l'information face à la transmission orale des 'zistwar' de Volcan ou de 'bébêtes' 23
VI. 3 L'écrit comme relais ou soutien à la tradition orale pour une vitalité des mythes sur le Volcan, notamment au sein de la littérature enfantine 24

ELEMENTS COMPLEMENTAIRES 27

- Annexe 1 : Bibliographie des ouvrages repérés
- Annexe 2 : Les personnes rencontrées
- Annexe 3 : Les structures mobilisées pour cette étude au Volcan

ECLAIRAGES COMPLEMENTAIRES

- Une autre histoire de randonnée au tan du volcan lontan
- Article du JIR le 20-01-2002
- Illustration Grand Mère Kalle et Poésie

MISE EN ECLAIRAGE

× De l'obsidienne capillaire aux cheveux du volcan : le Piton de La Fournaise dans la psyché des contes pour la jeunesse par Nivoelisoa GALIBERT

E
n ce qui concerne la « zone Volcan » déterminée pour cette étude, c'est-à-dire une zone comprise entre la Plaine des Cafres, Saint Philippe et Sainte Rose, nous avions pour idée initiale de faire ressortir lors d'un échange collectif, les aspects liés à la mythologie du volcan.

I. LA METHODOLOGIE ET LA MISE EN ŒUVRE DU DIAGNOSTIC VOLCAN

Lors de la réalisation du diagnostic sur le Volcan, trois éléments principaux ont réorienté notre propos dans ce chapitre.

En premier lieu, les quelques personnes rencontrées[1] afin d'organiser l'échange sur ce thème nous ont toutes dit qu'elles ne connaissaient « *aucun mythe lié au Volcan* » … - tout au moins qui se rattacherait directement à leur commune - et qu'elles vivaient plutôt tournées vers la mer ou la forêt, éléments naturels autour desquels il existe cette fois ces croyances, des histoires populaires ou des anecdotes.
Interrogés sur leur patrimoine culturel, le Volcan lui-même, sans parler de son aspect mythique, ne réapparaît pas non plus parmi les éléments naturellement évoqués par nos interlocuteurs. Enfin, les personnes semblaient bien plus désireuses à parler de leur ville (vie locale, enjeux pour l'avenir, et culture propre – en lien avec la pêche par exemple) que de parler du Volcan ou des croyances s'y rattachant…

En second lieu, sur le temps de cette étude, l'imaginaire du Volcan nous apparaît - paradoxalement peut être pour certains - comme plus intellectualisé par des chercheurs que vécu, ou tout du moins raconté spontanément par les personnes rencontrées.

Les actes du colloque international « *l'imaginaire du Volcan* » ayant eu lieu entre les 3 et 5 décembre 2001 à l'Université[2] de La Réunion seront publiés dans le courant de l'année 2005. Dans ce colloque, les spécialistes intervenants ont étudié le thème « l'imaginaire du Volcan » au travers de différents volcans présents sur terre (cordillère des Andes au Pérou[3] ; volcan du Karthala à Grande Comore ; Pompéi ; Monts Fuji, Asama, Sakurajima au Japon…), au travers de plusieurs axes d'analyse : le volcan dans la littérature[4], le volcan dans les arts de la scène[5],… mais aussi le Piton de la Fournaise qui était au centre de quelques unes des interventions spécialisées.

Faire le lien entre les éléments analysés et la réelle vivacité des contes ou mythes se rapportant au Volcan aujourd'hui, correspondrait plus à une investigation en profondeur sur ce thème - un réel travail d'enquête sur un large échantillon de la population - qu'à une étude diagnostic. En effet, tant sur les sites considérés comme délimitant la zone Volcan que sur les 7 sites zoom, les aspects liés à la mythologie du Volcan – lorsqu'ils sont cités - se résument à

[1] il s'agit de quatre entretiens sur la zone de Saint Philippe, de trois entretiens avec des personnes originaires de Sainte Rose et de deux entretiens avec des habitants de la Plaine des Cafres

[2] Nous n'avons pas eu accès aux productions écrites des participants par le biais de l'Université, celle-ci étant de plus en plus réticente à confier des matériaux d'études, même précédées d'un débat public, car cette structure a été échaudée par des utilisations non souhaitées ou non conformes (reprise du contenu de certaines interventions par des tiers, sans autorisation ni citation des auteurs par exemple…)

[3] Jean Pierre Tardieu « les bouches de l'enfer, représentation du volcanisme andin des XVI et XVIIème siècles » - Jean Louis Gubourg « mythes, toponymie et Volcanisme à Ngazidja » - Chiwaki Shinoda « jeux interdits sur le volcan – propos de l'hallucination »

[4] Thanh-Vn Ton-Phat « Proust et Pompéi » ; Jean-Louis Corneille « Vulcanus Mundi, Rimbaud, Jarry, Bataille »…

[5] Françoise Lavocat « le volcan dans l'opéra ballet et le théâtre »

l'énoncé des légendes principales : Mme Debassyns, Grand Mère Kalle, le Diable,… sans précision de contenu, ni surtout de ce que les personnes peuvent relier de ce contenu à leur quotidien (en famille, en communauté…).

Enfin, en troisième lieu, tel que décrit par eux, le lien que les individus ont avec le Volcan est plutôt un lien de contrainte, ils semblent le subir plus que le vivre.

Pour les personnes vivant à proximité, cette contrainte s'exprime au travers d'expériences personnelles, familiales et locales difficiles, ou dramatiques, vécues en lien avec le volcan : un travail éprouvant mais nécessaire pour les premiers porteurs, la frayeur ou la terreur, l'obligation d'évacuer, voire de déménager en devant reconstruire sa kaz et sa vie ailleurs, la contrainte des déplacements lorsque la route est coupée…

« en 1977, les gens n'ont pas voulu partir, même quand c'était dangereux. Mon grand père paternel est resté à 400 mètres de la coulée, il lui était impossible de sauver sa vie ailleurs puisqu'elle était là »

Ces expériences, pouvant être empreintes de souffrances parfois très aiguës, pèsent sur la relation avec le Volcan et nous avons choisi de ne pas les faire revivre directement à nos interlocuteurs, mais d'entrer en contact avec des interlocuteurs qui ont été des témoins, ou qui sont à leurs contacts dans le cadre d'une profession d'accompagnement social. Cela nous permet de mieux comprendre, sans ingérence dans la vie privée des personnes touchées par le Volcan.

« Après 77 à sainte Rose, il fallait traverser la coulée pour apporter du pain aux personnes de l'autre côté et les gens sont restés dans des tentes, l'école a eu lieu sous la tente, il y a eu tous les aspects sécurité civile à gérer », « A Saint Philippe, ils ont vécu celle de 1986, les gens ont perdu des maisons vers Bois Blanc, Tremblay », « Sur la Plaine des Cafres le risque existe, on voit un tas de Piton aussi, mais ils sont moins concernés, seulement dans le temps on ne sait pas »

Ce chapitre du diagnostic consacré au Volcan s'abordera successivement :

- comme un phénomène naturel se reliant à un territoire et aux hommes qui l'occupent, en illustrant notre chapitre d'un rappel des origines géologiques de l'île de la Réunion, d'une présentation de la relation de l'homme et du volcan au travers du temps - depuis les premiers guides jusqu'aux visiteurs actuels – et l'évolution de la gestion du Volcan par l'homme.

- comme un phénomène culturel dans son lien aux hommes, aux croyances populaires, à la création en mettant en parallèle les croyances les plus populaires de l'île en lien avec le Volcan – telle qu'elles existent (notamment décrites en littérature) mais non telles qu'elles ont été révélées par les personnes rencontrées lors de ce diagnostic. Et comme un phénomène culturel en évolution au travers de la tradition orale et la transmission des croyances portant sur la représentation du monde, de l'Histoire de la Réunion et de l'avancée scientifique, de la vie publique du Volcan au travers des articles de presse et du « vivre » à la Réunion en lien avec l'immatériel et le spirituel.

- comme une expérience personnelle de personnes en contact avec le Volcan. A partir de témoignages, nous évoquerons, avec pudeur, la relation des personnes ayant été touchées par le Volcan n'en abordant seulement les aspects les moins émotionnels, ce qui

n'empêche pas de mesurer à quel point certains d'entre eux sont liés à des blessures, ou engendrent des difficultés, considérables au plan humain.

Puis, nous aborderons cette 'relation au Volcan' par le biais de l'inspiration artistique au travers de la production littéraire spécialement dans la littérature enfantine[6].

Nous verrons dans l'analyse consacrée à ce chapitre que ces premiers éléments contribuent à faire du Volcan un élément de patrimoine, certes peu énoncé, mais bel et bien ancré dans la relation entre l'homme Réunionnais et son île et, ainsi appartenant à sa culture.

II. LES VOLCANS : CREATEUR DES RELIEFS DE L'ILE

L'île de La Réunion a été formée par deux épisodes volcaniques successifs, le premier centré sur le massif du Piton des Neiges, le second sur le Piton de la Fournaise.

Même s'il est encore considéré comme actif par les géologues, le massif du Piton des Neiges est, de fait, « *en sommeil* » depuis environ 30 000 ans. A l'origine de la géologie de l'île de La Réunion, ce volcan est responsable de la formation de sa partie Nord-Ouest. C'est à lui que l'on doit notamment la création des cirques (Mafate, Salazie, Cilaos) à l'issue de quatre épisodes volcaniques consécutifs et superposés.

Comme c'est souvent le cas, plusieurs volcans se sont dressés au cours du temps sur les ruines du précédent, et ce jusqu'à l'effondrement du cratère, dont les imposants vestiges forment les remparts des cirques actuels. Le cirque des marsouins, empli de lave lors des dernières éruptions, est devenu le plateau de Bébour. La cheminée volcanique de cet énorme « *volcan bouclier*[7] » était centrée sur le Piton des Neiges, aujourd'hui point culminant de l'île.

C'est sur le flan Sud-Est du précédent que c'est édifié le Piton de la Fournaise. Ce second volcan émet des laves basaltiques très fluides et ne se manifeste pas par des nuées ardentes – volcan de type hawaïen. Il est considéré comme l'un des plus actifs au monde, avec, en moyenne, une éruption tous les 10 mois.

A 2631 mètres d'altitude, son cratère n'en est que la partie visible, sa cheminée dépasse en effet les 6000 mètres de haut depuis le fond de l'océan indien. Il est situé au centre de trois caldeiras[8], remparts concentriques correspondant à la base des anciens cratères effondrés sur eux-mêmes. Le plus récent canalise la lave vers la mer en cas d'éruption, dans une zone heureusement peu habituée, appelée l'Enclos. Le versant Est du Piton de la Fournaise est considéré comme la zone la plus sauvage du Volcan, les coulées de lave dévalant régulièrement les grandes pentes jusqu'au Grand Brûlé, au milieu de la végétation côtière.

Des coulées qui se jetèrent dans l'Océan Indien sont nés les contours et le territoire d'une île, les paysages de la Côte Est demeurent la mémoire vivante de cette histoire naturelle et le Volcan est bel et bien l'un des éléments vivants de la Réunion.

---

[6] cf. 'Mise en Eclairage' des aspects liés au mythe du Volcan par l'étude comparée d'œuvres marquantes à destination des adultes et d'une abondante littérature enfantine).

[7] Le Piton de la Fournaise est un volcan bouclier : cône aplati résultant de l'empilement de lave fluide de type pahoehoe (terme hawaïen par lequel on désigne les coulées de lave dont la surface est lisse).

[8] Cratère volcanique, formé par l'effondrement de la partie supérieure du cône à la suite d'une éruption

Photo site fournaise.com

III. LE VOLCAN LONTAN

La première véritable expédition scientifique n'eut lieu qu'en 1771[9].
Il fallait alors bon nombre d'heures d'une marche très physique et des cohortes de porteurs pour atteindre la partie sommitale[10]. D'ailleurs, d'une manière générale, avant les années 1960, toute exploration du volcan imposait la mise en place d'une expédition de trois à quatre jours, systématiquement accompagnée par des guides et des porteurs.

III.1 Au temps des guides et des porteurs[11]

La route forestière du volcan, achevée à la fin des années soixante, a tracé une voie qui est très favorable au développement touristique mais qui a été, dans le même temps, fatale aux guides et aux porteurs pionniers sur le site. Pourtant, sans eux, les Réunionnais et les touristes de jadis n'auraient jamais pu découvrir le Piton de la Fournaise.

Dans son article, François Martel-Asselin[12] explique « *loin de faire leur cette revendication nostalgique, eux dont le volcan était le gagne-pain se souviennent avoir pris la plus mauvaise part de cette époque héroïque, faite de souffrances et de misère. Trente ans après avoir posé à jamais insignes, fanions et 'bretelles', ils parlent avec émotion et sans honte de ce temps. N'allez surtout pas leur dire qu'à cette époque 'le volcan se méritait'* ».

Ainsi, en retraçant l'histoire de ces premiers hommes pionniers qui ont ouvert et protégé la voie menant et ramenant du Volcan, par leur travail, leur volonté et leurs aptitudes physiques, nous allons redécouvrir de grands noms de La Réunion et faire un premier pas – au fil de l'expédition - dans la relation particulière et multiforme de l'homme et du Volcan, et des hommes entre eux autour du Volcan.

Né à Saint-Pierre en 1818, le plus ancien des guides[13] est Josémont Lauret ; ce personnage, dont la mémoire est encore célébrée de nos jours découvrit les sources de Bras-Cabot en 1869.

---

[9] *Les premières coulées dont on a trouvé traces datent de 1644. Il a été possible de retracer (avec plus ou moins d'exactitude) la chronologie de ces éruptions. Ce sont des passionnés du volcan , quelques savants, et observateurs qui nous ont transmis ces notes, il faudra attendre 1875 pour voir arriver les premiers géologues... On note 4 coulées importantes en dehors de l'enclos au XVIIIè siècle, au Sud: le Brûlé du Tremblet (1774), l'éruption de la Table (1776), le Brûlé des Citrons Galets (1800), au Nord: le Brûlé de Sainte-Rose (1708). Dans l'enclos, on comptera une dizaine de coulées dont la principale a lieu en 1733. Une grande coulée (1766) donne naissance au mamelon central et au Formica Léo. Par une formidable explosion en 1791, s'ouvre un cratère appelé Dolomieu en honneur du célèbre savant minéralogiste. Il est resté avec son voisin Bory (nom donné en l'honneur de Bory de Saint-Vincent), le cratère le plus visité. Au XIXè siècle, on compte pas moins de 39 éruptions, dont neuf iront jusqu'à l'Océan Indien. En 1812, une exceptionnelle coulée envahit le quart du Grand-Brûlé et atteint la mer en 8 heures!!! L'éruption de fils "cheveux de Pelée" et de cendres la suit derrière (Pelée est une déesse Hawaïenne à qui la légende prête de pouvoirs surnaturels*

[10] A titre de comparaison, au départ de l'est de l'île en automobile, il suffit d'une heure en empruntant la route forestière pour atteindre le pas de Bellecombe, départ de la randonnée du Volcan. Les limites des communes ayant été définies du battant des lames au sommet des montagnes, le gîte situé à 2000 mètres d'altitude fait administrativement partie de Sainte-Rose.

[11] Les éléments narrés dans cette partie, ainsi que les citations de M. Alexandre PICARD sont tirés de l'article de Journal de l'île de la Réunion – 15 Novembre 2001 de François Martel-Asselin et des ouvrages cités : « Des Hommes et un Volcan » de Denise Delcourt – 1993 et « le Volcan Lontan, brins d'histoire entre l'homme et la Fournaise » - catalogue d'exposition de la Maison du Volcan – 1996 qui ont été croisés avec les éléments contenus dans la présentation du Volcan sur les sites de l'Observatoire et Fournaise.com.

[12] Journal de l'île de la Réunion – 15 Novembre 2001

[13] Source cf. note de bas de page n° 10.

Le 5 octobre 1887, accompagné d'un autre guide Achille Guillemin, il devait emmener au volcan le responsable des Eaux et Forêts et le chef du Service Agronomique de l'époque. Les quatre hommes furent pris dans l'une des « *redoutables tempêtes hivernales* » (qui étaient fréquentes à l'époque). Ne voyant pas revenir l'expédition, le procureur de la république de Saint-Pierre et le gouverneur de la colonie organisèrent des recherches. Trois des voyageurs furent retrouvés épuisés près de la caverne des Lataniers, mais Josémont Lauret était mort le 6 octobre.

Une stèle est dressée en hommage à son souvenir près du cratère Commerson à l'endroit où son corps fût retrouvé, avec cette inscription « *Il est tombé victime de son courage et de son dévouement à ses compagnons de route. Voyageur, rends lui hommage* ». On y voit encore régulièrement une poignée de branles en guise de bouquet ou une scorie, car les vieux guides encore vivants s'attachent à honorer son souvenir.

Jusqu'à la première guerre mondiale, ce sera Jasmin[14], brigadier forestier, qui prendra le relais et conduira les rares expéditions au volcan. A notre époque, des anciens se souviennent de lui, qu'ils ont rencontré alors qu'ils étaient eux-mêmes enfants. Vers les années 1910, l'oncle du désormais célèbre Alfred Picard, accompagnait régulièrement Jasmin, mais ayant été mobilisé et gazé lors de la première guerre mondiale, il éprouva à son retour de trop grandes difficultés à exercer le métier de guide.

C'est ainsi que le jeune Alfred Picard prît progressivement la relève dans les années 20 et devint le plus renommé des guides du volcan. Né en 1900, il décède en 1978. Son frère cadet, Alexandre, figure également au nombre des plus anciens à avoir « trimé » sur les sentiers de la Fournaise, bien avant qu'on parle de tourisme et se souvient comment vers 1936, à 15 ans, il a commencé à "faire" porteur au volcan.

« *Un travail beaucoup plus rémunérateur que celui des champs, qui permettait plus de survivre que de vivre à proprement parler. Le 27e kilomètre de l'époque comptait moins de dix cases et la minuscule boutique, précurseur de la future Auberge du volcan de Madame Burel[15], venait d'ouvrir trois ans plus tôt… C'était le point de ralliement des expéditions au volcan, d'où l'on partait à pied, à cheval ou même en chaise à porteurs[16]. Les gendarmes[17] du 23e, y montaient voir vieux Alfred : « Y faut que zot y rode tant de porteurs pour tel jour. Le vieux Alfred prenait aussi deux bœufs-panneaux. Ils portaient le manger des chevaux* ».

[14] Les recherches qui avaient été entreprises à son sujet dans les années 70 dans les documents d'archives de l'ONF n'ont rien donné. Les documents le concernant ont disparu au cours du dramatique cyclone de 1948. De Jasmin il ne reste plus de souvenirs écrits, seule perdure la mémoire de quelques " gramounes "

[15] En 1933, l'auberge de Madame Burel ouvrit ses portes à Bourg-Murat, à l'emplacement de l'actuelle Auberge du Volcan. Pendant plus de 30 ans elle fût le point de rendez-vous et d'organisation de toutes les expéditions sur La Fournaise. C'était aussi l'endroit où l'on retrouvait chaleur et civilisation après plusieurs journées très éprouvantes. Elle a laissé un souvenir fort et agréable aux anciens guides.

[16] extrait des témoignages de M. Alexandre Picard – Article de F. Martel-Asselin, en transcription phonétique du Kréol

[17] Lorsque une expédition était organisée, ce qui se produisait en moyenne une ou deux fois par an, la gendarmerie du 23ème km prévenue par télégramme montait à cheval à Bourg-Murat pour annoncer aux guides que « des touristes voulaient se rendre sur le volcan ».

Au cours de la période d'avant les années 50 qu'a connue Alexandre Picard (il a cessé de travailler sur le volcan en 1948), les touristes étaient rares et lui-même, à ses débuts, n'y est pas allé si souvent que cela. « - *Combien de fois par mois ? - Par mois ?? Par an ! Tous les ans, ptêt deux fois… Le volcan lété pas fréquenté dans c'temps-là ! - Et Alfred ?- Lu, en dernier, quand les forestiers la fé le gîte là-haut (ndlr : 1948), le chemin était bien balisé, les chevaux y montaient là-haut… tous les quinze jours, tous les mois à peu près, dans les années 50* ».

La phase préparatoire de l'expédition prenait plusieurs jours, puis à compter du 27e, les membres du groupe partaient pour trois jours : « *Lontan, i fallait être un boug costaud pour monter, poursuit l'ancien porteur. Y fallait au moins trois jours ! Y portait vot ravitaillement dans un bretelle. Sinon, si vou navé trop d'paquets, y prenait un goni avec deux cordes, y faisais un bretelle avec. Y amarrait la gueule du goni…* ».

Le chargement confié aux porteurs pouvait se révéler inattendu … et redoutable à transporter – les charges pouvant s'élever à plusieurs dizaines de kilos : « *Tout ce qui sortait de dehors venait dans une caisse en bois. En montant, y portait d'vin, rhum, dans une caisse, avec un paillasson dessus la bouteille pour évite y casse* ». Au retour cette caisse revenait remplie d'échantillons prélevés sur le volcan. « *aujourd'hui, vi monte avec un sac à dos, vi peut porte avec ravitaillement, ce qui fait plaisir a ou… Lontan, vi portais c'que vi arrivais avec. Vi montais pas d'pain, de conserve, rien. Vi portais peut-être un patate ou un pomme de terre* ».

Le 1er jour de l'expédition permettait d'arriver à la Caverne des Lataniers à mi parcours – où l'on déjeunait - et le soir le Pas de Bellecombe où se trouvait un petit abri sommaire. Pour le dîner et le coucher, les porteurs se partageaient alors en deux équipes, l'une cherchait le bois pour chauffer la caverne et préparer la cuisine, l'autre partait à la recherche de la paille qui servait de matelas aux voyageurs. Cette paille souvent très humide était séchée près du feu.
Pendant que le cuisinier préparait le dîner, les porteurs racontaient des histoires souvent très inquiétantes sur le volcan et ses feux souterrains. On évoquait aussi la présence de l'âme de Madame Desbassins, une propriétaire de l'île qui avait laissé de très mauvais souvenirs.

Les guides partaient avec un simple tricot de laine sur le dos … et pieds nus. Ils réservaient les 'souliers gonis', taillés dans la toile des sacs utilisés pour le transport par bateau de diverses denrées, aux portions du parcours les plus pénibles, lorsqu'ils cheminaient sur les laves.

Pour se protéger « *Y mettait un goni ! Y coupait les deux coins, y coupait un rond dans l'fond du goni et on l'enfilait comme un polo. Quand il pleuvait, nou lété trempé, mais avec vot laine qui lété trempé en-dessous, le goni y tient bon chaud. Quand mi arrivais, mi tirais l'goni, mi prenais une toile — dans l'temps y connaissait pas d'serviette*. » Au terme d'une première journée d'une quinzaine de kilomètres, l'équipée atteignait un très sommaire abri au pas de Bellecombe, en dessous de l'emplacement du gîte actuel. « *Dans ce temps-là, lété un martyre pour nous. Dans la case des porteurs, mi dormais sur d'la paille. Y faisait un lit sur le bat-flanc en l'air. Y dormait sur l'goni. - Pas de couverture ? - Navé point* ! ».

Ainsi s'écoulaient les nuits glacées, malgré le feu entretenu pour supporter des températures en dessous de zéro degré en plein hiver. A l'aube de la deuxième journée, les voyageurs descendaient dans l'antre de la Fournaise tandis que les porteurs restaient au gîte. (cf encadré page suivante « Gros Plan – dans la gueule du Brûlant »).
Ensuite une dernière journée était nécessaire pour revenir à Bourg-Murat. Cette époque héroïque était faite de souffrances et les anciens en gardent un souvenir d'autant plus mitigé que le volcan faisait un peu peur. Ils craignaient toujours que la Fournaise ne s'ouvre sous leurs pieds… ...

La relation entre les hommes partageant cette aventure de l'époque a été brièvement évoqué par Alexandre Picard dans l'un des entretiens.
« *Les gens qui montaient là-haut, c'était d'mounes capables de marcher aussi. C'était pas n'importe qui, qui montait là-haut pour partir voir le volcan."* Pourtant, il ne saurait dire qui étaient ces gens qu'ils accompagnaient sur le volcan, regrette-t-il aujourd'hui *: "C'étaient des touristes, des mounes qui venaient de dehors, des grands monsieurs. La plupart, nous la amené nous connaît pas les noms. Dans ce temps-là, y intéressait pas à nous non plus. Si on connaissait lire, nous l'aurait marqué dans cahier telle date, quand le volcan la pété* »…

Dans les années 20, Maurice Jean, professeur de Sciences Naturelles au lycée Leconte de Lisle de Saint-Denis ainsi qu'à l'Ecole Normale, commença à suivre les éruptions du volcan. Très impliqué, il propose alors à l'ONF de construire un gîte près du Pas de Bellecombe. Ce premier gîte, entièrement réalisé en bardeaux devint opérationnel en 1925 mais il brûlera peu avant la seconde guerre mondiale.

Alexandre Picard l'évoque comme l'un des deux personnages intimement lié à l'histoire de La Fournaise « *Sak moin la connu qui montait souvent avec nous était Jean Maurice. Quand Jean Maurice la quitté, moins la plu parti travailler non plus. Après sa mort, c'est Ducrot, Monsieur Ducrot conservateur du muséum d'histoire naturelle, que la repris le secteur* ».

Maurice Jean a laissé divers rapports sur l'activité du Piton de La Fournaise entre 1925 et 1939. Parmi les quelques éruptions de cette période, deux sont à l'origine des plus grands cratères de l'Enclos : le Puy Haug (1931) situé dans la Plaine des Osmondes et le Signal de l'Enclos (1939). Le Puy Haug édifié par l'éruption la plus importante du XXème siècle, déversa 130 millions de mètres cube de lave et plusieurs de ses coulées atteignirent la mer.

GROS PLAN : *Dans la gueule du Brûlant*

Sous la houlette du guide, les "monsieurs et dames" s'engageaient dans la délicate descente du pas de Bellecombe. Aujourd'hui, rappelle Alexandre Picard, "l'ONF l'a élargi, la fé des marches. Lontan, lavé un câble. Mi trappais, mi suivais".

Parvenus aux laves de l'enclos, les marcheurs devaient alors s'en remettre au guide, seul maître à bord après Dieu, surtout en cas de brumes intempestives : "Avant, navé point d'sentier, nou suivait à peu près la direction. Nou montait tout droit." En haut, à 2 631 m d'altitude, le paysage que découvraient les marcheurs ne ressemblait pas encore à celui qu'ont sous les yeux les randonneurs modernes.

"Quand moins la connu le volcan, le premier cratère en l'air lété le Bory ; navé Dolomieu et le Brûlant en bas. Maintenant, les trois lé rejoints avec. Moi la vu le Brûlant, navé plus de cent mètres de profondeur. Dans le Brûlant, navé trois-quatre petits cônes avec de la fumée qui sortait, c'est pour ça qu'on a donné le nom de Brûlant." Eruption ou pas, on ne s'attardait pas en général : "Y visitait le volcan, y tirait les photos et y revenait au pas Bellecombe". Fourbu et les pieds en feu parfois : ainsi les solides souliers en cuir, efficaces dans les gratons, avaient-ils leur revers. "Y mettaient les pieds à l'air pour soulager les ampoules et un p'tite savate toile !" Et, le lendemain, après une seconde nuit au gîte, "y redescendaient à la Plaine-des-Cafres comme ça…"[18]

[18] Cet extrait, comme toutes les citations de M. Alexandre PICARD est tiré de l'article de Journal de l'île de la Réunion – 15 Novembre 2001 de François Martel-Asselin et des ouvrages cités : « Des Hommes et un Volcan » de Denise Delcourt – 1993 et « le Volcan Lontan, brins d'histoire entre l'homme et la Fournaise » - catalogue d'exposition de la Maison du Volcan - 1996

III.2 Au temps de la route

Lors de la seconde guerre mondiale, la diminution drastique de l'approvisionnement (carburant, nourriture, vêtements…) par bateaux depuis la métropole engendra de nombreux problèmes.
Le centre d'intérêt se focalisant sur la gestion des difficultés, il reste peu de traces des manifestations du Volcan sur cette période (un petit nombre de photos – prises par le Directeur de l'Enregistrement de l'époque – atteste que deux coulées de lave atteignirent la mer en mars-avril 1943). Le volcan et ses éruptions disparurent du champ d'intérêt local et plus aucune visite ne fût organisée.

« *Après la guerre le volcan redevint un centre d'intérêt. Un nouvel abri toujours présent et situé sous le gîte actuel fût inauguré en 1948, peu après l'éruption du 'Château Fort' en février 1948. Désormais tous les 2 à 3 mois une expédition était organisée et Marcel Ducrot, le nouveau conservateur du musée Léon Dierx à Saint-Denis, se passionna pour La Fournaise* ». Il a laissé une cartographie précise de toutes les coulées depuis l'après guerre jusqu'en 1960.
Enfin, 1957 fût une date importante dans l'histoire du Piton de la Fournaise puisque c'est l'année où débuta la construction de la route forestière du volcan, qui atteignit 'le Nez de Bœuf' en 1959. A partir de là, de plus en plus de randonneurs s'y rendirent les week end de beau temps, le gîte n'étant plus qu'à quatre heures de marche.

Il semble que dans les années 1960, les activités volcaniques étaient rarement observées de près. Les rares visiteurs passaient quelques heures sur place le plus souvent une ou deux semaines après le réveil du volcan. Certaines éruptions de courte durée sont ainsi passées inaperçues, d'autres n'étaient connues qu'au bout de quelques jours, notamment en cas de mauvais temps sur le massif de la Fournaise. Aussi il était difficile de se faire une idée précise de la phénoménologie d'une éruption.
Pourtant, un peu avant les années 60, Auguste de Villèle commença à être, à la tête d'expéditions répétées, un observateur infatigable des éruptions et ce jusqu'en 1972. Il fût témoin de la formation de La Soufrière en décembre 1964.

Lorsqu'en 1961 une coulée atteignit la mer, la nouvelle se répandit dans toute l'île.
« *Le téléphone sonne chez les rares épiciers dionysiens qui ont la chance d'en être équipé. M. Murat, depuis la Plaine-des-Cafres (qui a donné son nom au célèbre bourg), déploie toutes ses forces pour avertir ses proches et amis de l'entrée en éruption du Piton de la Fournaise. D'une main il actionne la manivelle pour composer le numéro de son interlocuteur de l'autre il tient son combiné collé à son oreille. Aussitôt, la nouvelle fait le tour de la commune et bientôt, La Réunion entière est au courant de l'événement. Pas de télévision, quelques transistors sans fil n'émettent que de la musique... à l'époque - au début des années soixante - c'était le seul moyen de communication. Et lorsqu'un fil téléphonique est sectionné, André Murat, propriétaire-cultivateur dans la région du volcan, prend son camion à bord duquel il a rangé ses légumes destinés aux commerçants du chef lieu. Sur le littoral, des expéditions commencent alors à s'organiser...* »[19].

[19] Extrait tiré du document réalisé par Alain Gérente « le Volcan Lontan »

Comme l'automobile s'était démocratisée depuis quelques années, le premier week-end qui suivit le début de l'éruption, près de 50 000 personnes[20] prirent la route du Grand-Brûlé afin d'assister au spectacle de la lave se jetant dans l'océan. Ce fût le plus grand embouteillage de l'histoire de l'île.

Le volcan étant devenu populaire, l'ONF décida d'agrandir le gîte et de construire une grande maison pour un gardien, maison pouvant servir les repas aux randonneurs. 1962 est l'année où le premier gardien du volcan prit son poste.
C'est Jacques Picard qui fût choisi, il avait 22 ans ; meubles, lapins, poules, tout fût transporté à dos d'homme et Jacques s'installa dans son nouveau 'palace volcan'. Il devait y rester 38 ans.

Pendant ce temps la construction de la route avançait. En 1966, elle atteignit le cratère Commerson. Le gîte n'était plus qu'à 2 heures de marche le long d'un superbe itinéraire que l'on peut emprunter de nos jours en suivant le GR 2.
La nouvelle route atteignit le gîte du volcan et le Pas de Bellecombe début 1968, toute La Réunion afflua sur ce site et des milliers de randonneurs partirent à l'assaut des cratères sommitaux désormais accessibles en quelques heures de marche… Depuis 1935 et ses premiers voyages, à pied, depuis le 27e kilomètre, le volcan a bien changé pour Alexandre Picard…

« *A 80 ans cette année, Alexandre Picard n'est pas près pour autant de remiser ses souliers de marche : en 1998, il a encore descendu l'escalier du pas de Bellecombe en compagnie de ses petites-filles venues de métropole alors que s'épanchait le piton Kapor. "Vraiment, la vie d'lontan quand navé 14-15 ans, 20 ans, mi raconte tout à les zenfants coméla… Ben y écoutent comme une histoire, y disent : "Ben, ça lé pa vrai* »[21] ".

[20] La plupart des automobilistes coincés sur une route étroite qui n'avait jamais été prévue pour une telle affluence, durent passer 24 heures sur place ! Le cratère à l'origine de cette coulée, situé Plaine des Osmondes à proximité du Puy Haug fût baptisé ultérieurement Alfred Picard en l'honneur de ce guide qui conduisit les expéditions pendant une cinquantaine d'années.
La fin de cette éruption fût marquée par un épisode phréatomagmatique dans le Dolomieu à l'endroit de l'effondrement de décembre 2002. Pendant plusieurs heures des cendres furent expulsées à près de 6000 mètres d'altitude

[21] Journal de l'île de la Réunion – 15 Novembre 2001 de François Martel-Asselin qui rend également hommage à d'autres guides et porteurs « Certains, âgés, usés par une vie de labeur consacrée au volcan, à l'élevage, à l'agriculture, vivent sans bruit, là-haut, dans les brumes de la Plaine-des-Cafres. Guy (Valcourt) Picard, Jacques Picard, Jean-Maurice Lebian et d'autres encore qui parlent pour tous ceux qui ont "travaillé sur le volcan" pendant des décennies : les Lebian, Lépinay, Fontaine pour ne mentionner qu'eux ».

IV. LA GESTION DU VOLCAN PAR L'HOMME…

IV. 1 La leçon de Piton Sainte-Rose…

Bien qu'étudié dès le tout début du XIXe siècle, c'est l'éruption du Volcan hors enclos qui ravagea Piton Sainte-Rose en 1977 qui a permis de décider le financement pour la mise en place de l'Observatoire volcanologique[22] du Piton de la Fournaise, observatoire qui s'est ouvert fin 1979 à la Plaine des Cafres sur les contreforts du Volcan. Face aux déchaînements du Volcan, les responsables avaient dû se résoudre à subir les événements… Après une coulée dans l'enclos, une série de phases éruptives menace en effet les villages de Bois-Blanc puis de Piton Sainte-Rose, qui furent évacués dans la précipitation au fur et à mesure de l'apparition des coulées de lave dans les hauts de ces deux localités.

Des extraits de l'article « L'éruption de Janvier 2002 » de François Martel-Asselin construisent le paragraphe suivant. « *En janvier 2002, on se trouvait à nouveau confronté à cette question : « Vingt-cinq ans après exactement (…) le Piton de la Fournaise allait-il récidiver ? (…)*[23].
"Il est évident, note Tomas Staudacher, directeur de l'observatoire volcanologique, que cette éruption (…) réunit toutes les caractéristiques d'une éruption hors enclos de type 1977. Par des circonstances heureuses, le magma a été drainé vers l'enclos et le tunnel de lave de la plaine des Osmondes a permis un débit suffisamment important pour vider le réservoir de magma, sans nécessiter l'ouverture de nouvelles fissures". Ce sont ces coulées qui se sont déversées deux jours durant dans l'océan Indien après avoir enseveli le site de la Vierge au Parasol, du 14 au 16 janvier. Mais Bois-Blanc, épargné, pouvait respirer.
Dans l'optique de prévenir plutôt que subir, et « confrontée à une importante sismicité permettant de redouter des épisodes éruptifs hors enclos, la préfecture organise donc à titre préventif et de façon méthodique l'évacuation des habitants. Pour rien, assurément, mais qui aurait pu le prévoir ? (…) C'est bien là où le bât blesse encore, malgré les moyens de contrôle de l'activité disponibles (…)
C'est ici qu'on retombe sur le rôle de surveillance assigné à l'observatoire[24]*. Depuis vingt ans, l'élargissement du réseau de capteurs a permis le recueil en continu d'une quantité de données phénoménale. Un travail qui permet à l'observatoire de la Réunion de ne pas déparer, loin de là, avec d'autres observatoires beaucoup plus anciens et largement mieux dotés, comme celui d'Hawaii, en terme de résultats de recherche. La fréquence de ses éruptions (plus de 35 en une vingtaine d'années) a fait du volcan réunionnais le volcan-laboratoire idéal pour de nombreux chercheurs français et étrangers. (…)*

D'où ce constat de prime abord surprenant : "On est incapable de prévoir une éruption plusieurs mois à l'avance", lâche Claude Jaupart - Directeur de l'Institut de physique du globe de Paris - pas plus qu'on ne peut annoncer à long terme où le magma pourra sortir… Un aveu d'humilité à tempérer toutefois : si l'observatoire s'est rarement risqué à de tels pronostics, sauf en interne, il a bien annoncé toutes les éruptions du Piton de la Fournaise, qu'on se rassure ».

[22] Financé par le Conseil Général de la Réunion – décision du 27 / 04 /77 – l'Observatoire est placé sous l'égide de l'Etat, du Centre National de Recherche Scientifique et de l'Institut National des Sciences et de l'Univers.
[23] L'éruption de Janvier 2002 - François Martel-Asselin (journal de lîle de la Réunion) « l'observatoire de Volcanologie »
[24] L'Observatoire s'est vu confier deux missions principales. La première est la surveillance, la prévision et la détermination du seuil d'alerte afin de se prémunir contre les situations éruptives. La seconde est d'être un lieu d'expérimentation ouvert à de nombreux vulcanologues. Un vaste réseau de capteurs a été installé autour du cône et sur les flans du massif « dont les seuls sismographes communiquent chaque jour une cinquantaine de mètres de listages informatiques à analyser… ». Les scientifiques sont ainsi en mesure de prévoir et d'observer en direct les premières minutes d'une éruption

IV. 2 Une première entrée dans l'imaginaire par la voie scientifique…

La science se retrouve parfois face à des phénomènes curieux, qui attirent l'attention d'éminents spécialistes. « *Les volcans communiquent-ils entre eux* » est le titre d'un article publié en 2002[25], qui rappelait les propos de Maurice Krafft, ce dernier n'hésitant pas à poser la question en dépit des railleries prévisibles.
Rappelant les vieilles croyances entretenues par le 'Voyage au centre de la Terre' de Jules Verne, et à défaut de réponse, il se contentait de pointer du doigt certaines coïncidences pour le moins étranges entre les éruptions du Piton de la Fournaise et du Karthala (Grande Comore), ainsi que du Piton de la Fournaise et du Nyiragongo (en République Démocratique du Congo), et ce non seulement en 2002, mais également en 91, 77 et 72…
Maurice Krafft, qui les connaissait bien pour les avoir photographiés, filmés et parcourus en tous sens conclut : « *Hasard, coïncidence, peut-être, mais ce type de corrélation mériterait une étude statistique approfondie fondée sur les 5 000 éruptions connues d'environ 900 volcans actifs durant les 2000 dernières années* » …

IV. 3 … et la gestion des hommes par le Volcan entre prudence et croyance

Dans la zone de Piton Sainte-Rose et Bois Blanc, aucun n'a pu occulter le souvenir de l'éruption de mars 1977 lorsque la lave, jaillissant hors des remparts protecteurs de l'Enclos, rejoint Piton Sainte-Rose, cernant de magma en fusion l'Eglise de Notre-Dame-des-Laves et s'arrêtant à l'extrême limite de son entrée principale. *« Sur Sainte-Rose, les gens sont concernés par le risque naturel mais cela date de 1877, avant ils n'avaient pas conscience du risque réel. Les gens à chaque éruption voyaient les lueurs, les coulées mais les manifestations physiques n'étaient jamais hors enclos, les manifestations semblaient contrôlées ».*

La majeure partie des habitants de Sainte-Rose avait dû être évacuée et cela s'est reproduit, nous l'avons vu à l'aube de 2001, le Volcan étant trop imprévisible encore quant au tracé que l'éruption va faire suivre à la lave... *« Aujourd'hui on a conscience que le risque existe, il est bien plus réel encore depuis 2002. Il y a eu Dina et 10 jours après le Volcan coule aux pieds de la Vierge au Parasol. Là les gens on vraiment eu peur, c'était une question de fissure avant ou après le rempart, et on a eu de la chance ! Sur Piton Sainte Rose ils ont vraiment pensé au pire 'peut être qu'il faudra partir' »*

Dès lors, même si la statue de la vierge au parasol veille sur cette partie du littoral réunionnais - la seule qui soit inhabitée, car ce serait certes là courir un risque bien trop grand - les habitants des villages de Piton Sainte-Rose et de Bois-Blanc, qui sont les plus intimes voisins de ce versant oriental du Volcan, restent à l'écoute de ses grondements réguliers et s'adaptent à ces éruptions qui rythment le temps et leur temps… « *En fait, c'est à Bois Blanc et Piton que l'on situe le risque. Les habitants de Ste Rose et de la Rivière de l'Est se sentent en sécurité. Ils ne connaissent pas l'épisode de 1708 et pourquoi ça s'appelle 'petit brûlé'. On est 2 km plus loin et on se croit en sécurité. Personne ne leur a enseigné ça non plus. La vulcanologie étudie les Volcans à l'école sans trop de lien avec le concret de la vie ».*

[25] Journal de l'île de la Réunion – 20 Janvier 2002 – l'intégralité de cet article est repris en annexe 5.

Pourtant *« A Ste Rose on est sur une zone de faiblesse naturelle avec le Rif Nord Est. Piton Cascade, Piton La Glace, Piton Moka, Piton Balman et Piton Sainte Rose sont là parce qu'il y a eu des épisodes éruptifs, mais à l'échelle d'une vie humaine on ne se rappelle pas… ».*

De même, pour les 432 000 visiteurs en 2003 à La Réunion (source Insee) - dont 50000 locaux - le volcan est de loin l'attraction numéro un de l'île[26] avec un taux de visite de 62% devant Cilaos (54 %) et le marché de Saint-Paul (51 %), selon les données du CTR. « *Toutes ces dernières nuits, les milliers de badauds massés sur les hauteurs du Pas de Bellecombe se bousculaient dans un silence quasi-mystique. Des chuchotements, à peine, comme pour laisser parler le Piton de la Fournaise, pour ne rien manquer de ses feulements et de ses grondements. Du respect des hommes devant les splendeurs brutales de la Nature. Le bipède se sent tout petit, et humble, et vulnérable, face au dragon dans son enclos* ».

Mais la prudence est de mise lorsque les personnes, attirées par la magnificence des éruptions, empruntent un chemin du Volcan facilité mais non dépourvu de danger… et il semble que les Réunionnais vivent encore, bien qu'ils ne nous en aient pas parlé, imprégnés d'histoires racontées…

V. LE VOLCAN, DE LA PERCEPTION A LA LEGENDE

Quand on ne savait de ces drôles de montagnes que leurs réveils épisodiques et colériques, lorsque Haroun Tazieff ne nous avait pas encore emmené au cœur des terrifiants volcans, lorsqu'on ne connaissait rien, ou si peu, de l'activité sismique, les hommes craignaient les volcans. « *Tous les volcans, ces monstres à peine endormis, aux réveils grognons, périlleux et incompréhensibles* ».

V. 1 L'imaginaire pré-scientifique

Nous reprendrons ici les propos d'Arlette Fruet dans sa synthèse de présentation pour le colloque « l'imaginaire du Volcan ».

« *Si l'on prend comme base d'étude une trentaine de récits rédigés par des voyageurs qui ont fait escale à Bourbon entre 1649 et 1725, le pays brûlé apparaît comme une région géographiquement imprécise, dont tout le monde parle et que personne ne connaît.*

Longtemps le mot volcan n'apparaît même pas, y compris chez les voyageurs lettrés, et le champ lexical est si neutre que l'on peut se demander s'il y a non identification ou refus d'identifier. Les informations avancées sont toujours de seconde main, et si le lieu commun du Volcan est constant, la teneur même du récit est éminemment variable. La peur, le non-dit, l'affabulation contraignent la narration et la dramatisent. Le pays brûlé est à la fois une région qui fascine, une zone répulsive, le lieu où tous les savoirs acquis retournent au magma.

[26] Dans son article de Philippe Madubost - Journal de l'île de la Réunion (15 décembre 2004) précise que ce recensement de la fréquentation du Volcan, va être de plus en plus fin « Des données appelées à être affinées dans les mois à venir à la suite de l'équipement du massif et de nombreux autres sites gérés par l'Office National des Forêt en "éco-compteurs". Quatre sont déjà en fonctionnement (deux sur la route et deux à la descente du pas de Bellecombe), ils seront une dizaine fin 2005 (sentiers secondaires et GR). Au total, une soixantaine de compteurs seront installés sur l'île. Leurs données, couplées avec des études qualitatives, permettront de mieux appréhender la fréquentation ainsi que les habitudes des visiteurs, locaux comme extérieurs ». Le débat sur l'aménagement du Volcan, s'ouvre en ce moment sur Sainte Rose.

Quelques tentatives d'explications scientifiques accroissent l'incertitude et augmentent le mystère. Si dans l'ensemble personne ne peut expliquer la présence du feu, quelques voyageurs avancent un début d'interprétation appuyées sur des théories anciennes comme le plutonisme ou sur des connaissances en relation avec l'alchimie.

Cet effort qui vise à rationaliser un tant soit peu l'irrationnel aboutit à des conclusions inverses de celles qu'il recherchait. Le risque d'extension du feu apparaît comme tous les matériaux mutables, malléables, instables, que l'on pourrait répertorier en deux palettes de couleurs : les gris / noirs et les jaunes / rouge-orangés, symboles des puissances maléfiques et carte de visite du Diable.

Pour tous les voyageurs, à l'est d'Eden, le feu du ciel veille comme une menace de destruction. Les narrations successives réinvestissent continuellement les données de la Genèse, dans la vision d'ensemble comme dans les détails.
De Souffre et de Flamme, le pays brûlé n'autorise aucune transgression : averti, fasciné, transis, le voyageur n'approche pas l'Enclos. Mais parallèlement, et nécessairement, l'imaginaire prend le relais. Mieux situé dans l'espace, le Volcan devient le lieu par excellence de tous les phantasmes. Le récit lui-même – énigmatique, inquiétant, noir et or – semble contaminé par le feu »[27].

× Un Volcan, entre patrimoine du Diable et un monde inversé du réel

L'éruption était vécue à la manière d'autres phénomènes naturels - les éclipses, notamment - comme une malédiction, une punition des cieux ou des profondeurs de l'Enfer. Car qui, à part Lucifer lui-même, pouvait ainsi gronder sous la terre et faire jaillir au soleil ces geysers de lave, ces langues de feu sauvages ? Quand la Nature s'agite et produit de telles violences, comment ne pas invoquer le magique, le divin ?

Vers la fin du XVIIIè siècle, quelques colons s'aventurent dans cette région peu convoitée. En 1708, le Père La Roque écrit: « *Vers l'orient il y a un furieux volcan, montagne qui vomit du feu et fait des ravages perpétuels et les environs sont brûlés et couverts de pierres fondues par ces feux, cassantes et tranchantes comme les pierres à fusil. Ce pays est désert, sulfureux et ne vaut rien du tout, on le nomme le Pays Brûlé*[28] »

Ainsi, on raconte que, par crainte et par respect pour ce qu'ils nomment 'la chose', les premiers habitants de l'île se sont installés loin de cette « *montagne ardente du 'Païs Bruslé'* ». C'est seulement dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle que des aventuriers osent partir à l'assaut du volcan. Prosper Eve évoque dans « Ile à peur » que « *le volcan est perçu par les esclaves comme un royaume infernal où le Diable règne sur les esclaves blancs et les maîtres noirs* ».

Au fil des siècles, les rumeurs et les superstitions des populations successives se sont ainsi cristallisées autour du Piton de la Fournaise, ce voisin lunatique et terrifiant. Objet de culte et de légendes, « *de tous les sites naturels de l'île, le Volcan est sans doute celui qui occupe le plus l'imaginaire créole. Il n'y a qu'à lire les nombreuses pages qui lui ont été*

[27] Arlette Fruet « la perception du Volcan dans les récits de voyage à Bourbon au XVII et XVIIIème siècle, ou l'irrésistible fascination du feu » - synthèse de présentation pour le colloque « l'imaginaire du Volcan »

[28] Le Grand Brûlé, ou Pays Brûlé, désigne la zone d'activité du Piton de la Fournaise. Ses limites sont d'une part au Sud, le rempart du Tremblet à Saint-Philippe et dautre part au Nord, le rempart de Bois-Blanc à Sainte-Rose

consacrées dans notre littérature ou dans nos chansons, pour s'en convaincre. Le volcan passe pour être la maison du diable. Ce serait aussi celle de Madame Desbassyns »[29].

Ainsi, le Diable y aurait ses quartiers, comme l'explique un gramoune[30] : « *Le volcan, c'est l'enfer, le royaume de Lucifer qui gouverne un peuple de personnes mauvaises dont l'âme se brûle au feu en sortant du ventre de la terre ». Et si « la lave déborde parfois de l'enclos, c'est que le Diable, dans sa rage folle, cherche à insulter le Bon Dieu et crache des laves et des flammes vers le ciel* ».

Le naturaliste Bory de Saint-Vincent, qui entreprend en octobre 1801 la première ascension du Piton de la Fournaise, rapporte dans ses carnets de voyage: « *Les Noirs découragés par tout ce que les esclaves du canton leur racontaient, témoignaient la plus grande terreur (...)*[31] »

L'un d'eux raconta plusieurs traditions du pays. Il avait, disait-il, appris par d'anciens habitants que « *le volcan était le patrimoine du Diable ; que c'était la bouche de l'enfer ; qu'il était d'autant plus dangereux pour nous d'y monter, que les Blancs n'en revenaient plus, les démons les réduisant en esclavage, les employant à creuser la montagne, à diriger les courants de laves, et à attiser le feu sous les ordres de commandeurs noirs* ».

Le Volcan est donc perçu comme un endroit où le cratère abrite donc un 'monde inversé': l'oppresseur et l'oppressé se retrouvent, mais chacun a pris le rôle de l'autre.

Prosper Eve explique qu'une « *mentalité nouvelle s'est façonnée : face à la cruauté du maître, l'esclave ne peut que « se soumettre et craindre ». Et à la peur du maître s'est ajoutée la peur du Diable et de l'Enfer, contre laquelle il peut se prémunir moyennant la conversion, la soumission et la bonne conduite* ». L'universitaire note qu'il est certain que nombre d'esclaves ont refusé de se convertir « *pour ne pas admettre la possibilité d'un châtiment après la mort, qui les maintiendrait encore dans l'esclavage* ».

× Un Volcan, à la fois habité de personnages 'maléfiques' et protecteur des vertueux

« Le Volcan à l'envers ou Mme Desbassyns, le Diable et le Bondieu » de Boris Gamaleya (1983) propose une action plus symbolique que dramatique en s'inspirant d'une triple légende propre à l'imaginaire de La Réunion.

La première, déjà mise en scène dans « Vali pour une reine morte » (1973), des Marrons réfugiés dans les Hauts de l'île et y créant une sorte de royaume inversant les données et les valeurs du monde colonial d'exploitation.

La seconde est celle de Grand Mère Kalle, (cf. infra) conte destiné à effrayer les enfants, qui fait du Volcan le repère de la sorcière dont la figure est inspirée par Mme Desbassyns (cf. infra).

La troisième voudrait que, sous le Volcan, les maîtres esclavagistes se retrouvent esclaves à leur tour, soumis, pour expier, au sort peu enviable qu'il réservait eux-mêmes à leurs noirs ; ce qui fut le sort réservé dans les croyances à Madame Desbassyns elle-même… (cf infra).

[29] Daniel Honoré 'Kroyans' - éditions Udir – 1994.

[30] Extrait repris du site 'Légendes Créoles' qui a en partie permis d'illustrer cette partie.

[31] Journal de l'île de la Réunion – 16 01 2001 – « légendes et superstitions autour du Volcan – le Volcan dans l'imaginaire populaire »

Dans son analyse Serge Meintinger[32] souligne que « *l'image, trop simple, de ce monde à l'envers, de cet enfer où l'on est puni par où l'on a pêché, est compliqué ici par des caractères particuliers donnés aux personnages du Diable et d'Ombline (Madame Desbassyns)* ».

« *Le Diable est un Diable romantique qui porte la revendication de justice et de liberté, qui envie sib frère le Christ et qui contribue plus au rachat qu'à la punition ; Ombline, d'abord violemment opposée à ce Diable cafre (incarnant crûment le peuple de ses Noirs), comprend progressivement que le Bondieu colonial auquel elle s'est assujettie n'est qu'une caricature et que le vrai Dieu est bien le jumeau du Diable ici présent (…).*
Cette étrange descente aux Enfers, liée à la progressive descente au cœur du Volcan devient un mythe de salut, et Ombline y acquiesce pleinement, au point de devenir elle-même l'emblème régénéré de l'île, car le drame qu'elle vit renverse la malédiction propre à la lourde mémoire des faits ancestraux et à la haine entre les races pour réinventer et régénérer sans cesse à neuf le cours du temps… Ce, grâce au feu central, rédempteur et purificateur : la fin du prologue est un acte de fois en la Terre-Mère reprenant des airs et des thèmes Malgaches ».

Nous avons choisi de détailler les deux volets de cette triple légende concernant Madame Desbassyns et Granmèrkal au travers de lecture et d'analyse qui ont pu leur être consacrés à la Réunion.

En premier lieu, parmi les résidents les plus célèbres, l'on retrouve Mme Desbassyns (1755-1846).
La légende dit que cette puissante esclavagiste avait fait preuve d'une cruauté inouïe envers ses hommes. Elle est restée 'célèbre' pour cette sévérité excessive et les mauvais traitements que - peut être inspirés par une secrète jouissance - elle infligeait à ses esclaves.
« *El lété san pitié. Té i done pa lo bann kaf manzé. Té obliz azot travay san z'aré... E kou d'sabouk té i distribié tou lé zour, sakènz son rasion… Po lo moind ti vol, lo zesklav lavé la min krazé. Pou in tantasion sov maron, sété in pié koupé… Pou in robélion kont in komandèr, lo fotif té pandiyé, la tèt an ba, an plin milié la kour, tou ni, dan solèy, ziskatan lo boug té i mor la soif…*[33] ».

Cette légende raconte qu'après sa mort, un éclair vint sur sa tombe située à la Chapelle Pointue et emporta son âme pour la jeter dans le fond du volcan 'la Fournèz'.
Comme les autres esclaves, elle est désormais éternellement chargée de souffler sur les braises pour attiser le feu de la terre. C'est pourquoi, depuis ce soir là, à chaque fois que le volcan est sur le point de cracher ses laves, tout le monde peut entendre le sabouk claquer et Lucifer crier : « *Sof madam Débasin ! sof* » !
On dit aussi que parfois, Mme Desbassyns est si fatiguée que ses cheveux tombent ; le vent les prend et les sème partout. Et si les gens de l'extérieur appèlent ça 'les cheveux de Pelé', la légende réunionnaise rapporte bien que ce sont en réalité les cheveux qui sortent de la tête de Madame Desbassyns. Et des croyances circulent encore sur ces fines aiguilles de laves rejetées par le cratère…
« *Dayèr, lé bien sinp, si ou mars la dsi pié ni, sa i travèrs out po, i trafik dan out kor, é lé riskab sa i sar rod out kèr pou piké, parske sa sé la rankine madam debasin, lo kondané di volkan-la Fournèz* ».

[32] Dans « Boris Gamaleya sous le Volcan » - 2001
[33] Daniel Honoré - 'Légendes Créoles' tome I – Edition Udir 2002

En second lieu, dans le cratère du Volcan, Mme Desbassyns est en présence d'un autre personnage important de la jeune mythologie créole, 'Grandmèrkal' dont les origines restent assez obscures. Etait-elle esclave ou femme d'engagé ? Malgache ou Africaine ?
En tout cas, présente comme l'esprit d'une 'revenante' – à la fin de sa vie elle aurait connue une mort violente et son âme n'aurait pas été 'ramassée' – elle hante les esprits. Pour certains elle habiterait au fond du Volcan, pour d'autre elle hante les bords de ravines, mais tous lui accorde des pouvoirs 'magiques' de sorcellerie ou des dons de guérisseuse.

Se signalant par son cri '*tooot ! tooot ! et le survol d'un gros oiseau noir'*, elle est devenue dans l'imaginaire créole une sorte de sorcière qui lorsqu'elle a faim veut de la chair tendre et fraîche. Pour cette raison, elle a longtemps été utilisée pour faire peur aux enfants : à ceux qui ne sont pas sages, on affirme que Grandmèrkal sortira du Volcan pour venir les dévorer ! Laissant planer un doute, Daniel Honoré précise également que « *ceux qui ne croient pas en Garnmèrkal – des esprits forts, il y en a – vous diront que le « tooot !' est le cri des tourterelles…* »

L'évolution traditionnelle de cette figure et sa pérennité ou sa modernité - elle a été reprise notamment en la mêlant à des fêtes plus récentes et importées comme Haloween (cf. Diagnostic pour une stratégie culturelle du Parc National Phase 1) – lui confère une place importante dans l'imaginaire du Volcan. On peut également y voir « *la permanence d'une quête de l'âme et le métissage symbolique de l'univers des croyances à La Réunion…*»[34].

En effet, dans « Magie et sorcellerie à La Réunion », Robert Chaudenson propose une lecture qui relie l'existence des âmes qui n'ont pas trouvé le repos aux 'habitants' du volcan qui « *sont en fait les âmes errantes de personnes qui ont péri par crime, suicide ou accident, et les grands criminels. On peut noter encore une fois l'influence de l'évangélisation progressive de la communauté africaine : sont condamnés à errer les êtres privés d'absolution* ».

Enfin, l'univers des croyances réunionnais est vaste et empreint de représentations symboliques. Illustrant l'exemple de la protection accordée par le Volcan à des édifices religieux, on peut citer Notre-Dame-des-Laves qui été épargnée juste aux pieds de ses marches et la vierge au parasol, encore aujourd'hui lieu de pèlerinage pour nombre de Réunionnais. Même si les risques la concernant sont également contrôlés par l'homme… (cf. Article en encadré).

« La statue de la Vierge au Parasol a été évacuée en urgence hier matin[35], sous la menace de la lave. La bonne mère de Bois Blanc a eu chaud : la coulée filait droit sur elle et a d'ailleurs englouti tout le monument qui lui servait de socle. (…).
Moins de cent mètres au dessus de la chaussée, à l'aplomb de la Vierge, un panache de fumée montait des arbres. Il ne restait plus qu'à prendre les paris : le miracle allait-il se produire ? La Vierge au Parasol a été érigée au début du siècle par un grand propriétaire de Bois Blanc, M. Leroux, qui avait mis ses cultures sous cette divine protection. Elle aurait échappé miraculeusement à une coulée de lave quelques années plus tard, mais les champs du sieur Leroux sont partis en fumée. La légende était née. En revanche, La Vierge a été happée par les flammes du volcan le 19 avril 1961. Alors, miraculeuse ou pas ?
Bruno Pajany, maire de Sainte-Rose veillait : "Moi je voudrais qu'on la laisse en place, mais je ne suis pas le seul à décider." La statue est une propriété du diocèse, et il a été conseillé en haut lieu de ne pas la laisser affronter seule la roche en fusion.

[34] Marie Claire Mir « Grandmer Kall, zam abandonn la Runion » - synthèse de présentation pour le colloque « l'imaginaire du Volcan » - Dans la communication complète on devrait retrouver les principaux avatars de Granmerkall dans la littérature, ainsi que les différentes versions de sa légende et l'étude de l'étonnante survie de ce personnage féminin.
[35] Article du 15 01 2002 – Le Quotidien

Le maire a temporisé tant qu'il a pu, mais le panache de fumée s'est fait menaçant. Au travers de goyaviers, on commençait à voir rouge. Les équipes techniques de Sainte-Rose ont amené perceuses et scies circulaires. Libérer la statue de son socle n'a pas été une mince affaire mais la Vierge s'est finalement retrouvée accrochée au godet d'une pelleteuse. Avec les égards dus à son rang ».

L'on peut également reprendre, dans le même esprit, une autre très célèbre histoire rapportée par Daniel Honoré qui explique l'origine d'un autre lieu de pèlerinage.
Monsieur Paul avait une plantation de vanille qui prospérait au pied du volcan. Celui-ci entra en éruption, et pour sauver sa récolte, le 'Gros-Blanc' eut l'idée - puisque le Bon Dieu est toujours plus fort que le Diable - de placer une statue de la Vierge devant l'entrée de son champ. « *Bondié lé pli for, donk li la pa pou lès la lav bril son momon. E si la lav i bril pa pou lès lo léstati, li bril ar pa la vaniy osi… E oila !* (…) *Gran matin lèrk Mesié Pol la levé, san pran lo tan gouté, li la atèl son kariol pou alé voir ousa la lav lété arrivé… Eya ! Volkan lavé désand ziska semin é tout lo karo la vaniy lété brilé komplètman : té i voi mèm pi la tras ! Mé bizarman, zis dovan lo léstati la Sint-Vièrz, lo rivièr do fé lavé sépar an dé bra, lavé pas sak kotéé lavé pa tous lo léstati ditou… (…) Dopi lo zour-la domoun la komans fé devosion dovan la Sint-Vièrz. In zour, na ène la i in lidé kom la pli i tonb in bonpé dann Boiblan, li la done lo léstati in parasol. Lé devni la Vièrz parasol.(…) E tou lé z'an, lo 15 out, ban Rénioné i sort dan tout lé koin d'lil é sava fé in pèlrinaz dann Gran Brilé pour romérsié la Vièrz parasol ki kontinié protèz Boiblan kont la lav volkan ».*

V. 2 Le Volcan comme espace imaginé et comme espace qui a, et qui peut, terrifier

Source de légendes, de récits nés la plupart d'une angoisse, le volcan représente ce que l'on peut appeler un espace du rêve et de la création...
Liée à la fois au feu, à la terre et au ciel, trois des quatre éléments – la figure du Volcan présente l'un des ancrages les plus forts de l'imaginaire, qui interprète symboliquement l'expressivité des éléments naturels : événement catastrophique et grandiose de l'éruption, métaphore de l'engloutissement / résurrection, moyen de faire disparaître ce qui n'existe que le temps d'une aventure romanesque comme d'une légende ou instrument pour prolonger les tourments de personnages mal aimés ou pour protéger les bien aimés (la Vierge…).

Elément naturel au rayonnement mythique, nous avons vu que le Volcan est considéré à La Réunion, tout particulièrement dans la littérature, à la fois comme « repaire du diable », comme « le lieu où erre Grand Mère Kalle » ainsi que « l'endroit où Madame Debassyns expie ses fautes ».

Il semble pourtant simultanément en proximité avec le réel et le quotidien des Réunionnais.

« Au fur et à mesure les gens considèrent le volcan comme un patrimoine naturel, le côté touristique, excursionniste et les gens de Sainte Rose mettent en place des activités économiques ; ils ont conscience que les gens viennent de l'extérieur pour voir le Volcan. Deux ou trois commerçants se sont installés avec des boutiques cadeaux / souvenirs, un point chaud », « A la Plaine des Cafres ou Bourg Murat les gens ont retenu la nuisance en 1998, diurne, nocturne, par rapport à l'intégrité de leur propriété : les voitures qui se garent chez eux, dans les champs. Et ils n'ont rien gagné sur le plan économique ».

Une relation lie les réunionnais à leur Volcan, il est l'une des réalités de leur vie, plus ou moins source d'inquiétude, plus ou moins source de curiosité aujourd'hui, et parfois hélas

bien trop source de pertes et de douleurs pour qu'il soit même évoqué comme élément de patrimoine… Notamment dans la zone considérée pour notre diagnostic.

Sa présence n'est en tout cas jamais simplement 'pittoresque', même pour les curieux. Il revient dans le discours moins souvent sous son nom entier, que sous son diminutif « la Fournaise » ou, le plus souvent, sous l'appellation « le Volcan ». L'un de nos interlocuteurs nous racontera qu'on lui prête des manifestations qui lui sont étrangères et que l'on élève des chapelles pour être protégé de lui.

« en 1927 il y a eu rupture d'un lac de barrage qui a causé un effondrement dans la vallée au niveau du Pont de la Rivière de l'Est, l'eau s'est déversée à 20 000 m3 par seconde et la force de cette vague a projeté des galets et des Filaos jusque sur le pont. Et bien les gens on cru que c'était le Volcan, car il y avait une éruption en même temps. Un privé a fait d'ailleurs construire deux petites chapelles distantes d'un kilomètre pour demander protection ».

Il est étroitement lié à des regards, des visions que les personnes ont eu et des images ou émotions qu'elles conservent en mémoire. Inutile d'aller interroger des personnes qui auraient tout perdu (terre, lieu de vie, travail) pour savoir que s'il n'y a pas toujours, heureusement, le remords d'avoir survécu comme dans d'autres régions du monde, demeurent l'expérience traumatisante et l'enfer du souvenir de la frayeur et de l'arrachement à une maison ou à une terre parfois cultivée qu'a entraîné le contact au Volcan…
« Je connais une personne qui habitait juste au dessus de l'église à Sainte-Rose, à l'endroit de boulodrome aujourd'hui et il a été relogé à Saint-Benoît. Mais il est toujours agriculteur à Sainte-Rose et le soir il reste là, sur le boulodrome, assis, il a du mal à partir, à couper »

V. 3 Le Volcan, comme espace rationalisé et comme espace médiatisé

Prosper Eve s'interrogeait lors du colloque 'l'imaginaire du Volcan' : « *Comment les hommes venus d'Europe, d'Afrique, d'Inde, de Madagascar ont ils d'abord interpréter le Volcan ? L'approche devient-elle de plus en plus rationnelle au fil du temps ?*[36] »

Aujourd'hui, le Volcan reste considéré parmi les mythes fondateurs de l'île et d'aucuns pensent que s'ils ne l'expriment pas, les Réunionnais continuent à rêver leur volcan. A le regarder, à s'en méfier et à s'en fasciner. Mais ils en connaissent aussi plus le fonctionnement intime et scientifique.

Pour les Réunionnais qui en sont géographiquement plus éloignés, la perception du Volcan est évidemment variable selon l'impact que peut avoir sa manifestation sur leur vie quotidienne et l'intérêt qu'ils y portent.

Toutefois, l'activité du Volcan étant toujours aussi vive dans les années récentes, la présence d'un observatoire vulcanologique, ainsi que la portée médiatique accordée aux phénomènes naturels liés au Volcan engendrent pour les uns une sensibilité et une volonté de 'prévenir plutôt que subir', pour les autres une curiosité 'spectacle' et, plus globalement, un

[36] Nous rappelons ici que les actes de ce colloque seront publiés dans le courant de l'année 2005 qui permettrons une clarification et un approfondissement de certains des éléments abordés dans ce chapitre. Seuls les intitulés et parfois une synthèse de quelques lignes ont pu nous être confiés par l'Université de la Réunion, que nous remercions, ce qui nous a permis de rapporter en Annexe 6 la présentation du colloque.

attachement - même fortement teinté d'antipathie – pour ce Volcan… *« sur le moment il y a un stress fort, et puis après on continue. Je suis toujours en train d'investir dans la pierre, et ma maison est à 300 mètres de la coulée de 1977 ».*

Jacky Simonin, un autre spécialiste participant au colloque « l'imaginaire du Volcan » aborde « Un imaginaire médiatique. La presse réunionnaise et le Volcan de la Fournaise ». Cette communication avait pour objet d'examiner la manière dont les médias Réunionnais participent au mythe du Volcan par une attention particulière portée à l'analyse rhétorique et narrative de ces récits de presse.

« *La métaphore apparaît alors comme une figure centrale de cette mise en discours médiatique de ce qui pourrait être un élément de la nature. En faisant d'un événement naturel un événement social à haute valeur symbolique, le maillage métaphorique des discours de presse indique que les médias, selon une forme spécifique de 'discursivité sociale', contribuent à maintenir, sinon à forger, une mythologie qui prend un sens au sein de la communauté sociale* ».

Le Volcan est devenu un centre d'attraction pour les médias selon l'une des personnes rencontrées : « *la médiatisation met les évènements volcaniques au centre, en 1998, le journal télévisé était en direct du Pas de Bellecombe* », *« à la bibliothèque municipale de Sainte-Rose si l'on prend les revues de presse de 77 et de 98 c'est une grosse différence, celles de 98 étaient couvertes au plan local, national, international même avec internet ».*

VI. ANALYSE DU « PATRIMOINE CULTUREL » VOLCAN

Trois éléments principaux ressortent de nos lectures et de la rencontre des personnes lors de notre étude.

VI.1 La simple évocation, ou le silence sur les mythes sur le Volcan lors de ce diagnostic

Sur l'ensemble des sites d'action de ce diagnostic, les légendes fondatrices de la mythologie du Volcan ont été, parfois, citées : le Diable, Grand Mère Kall, et Mme Debassyns. Sur Saint-Philippe ou Sainte-Rose, les personnes rencontrées ont préféré mettre en avant la culture spécifique à leur zone ainsi que l'actualité et les projets concernant leur territoire.

Le rapport à l'eau a été régulièrement repris dans les discours « *c'est important l'eau et le rapport à la Rivière, pour boire, irriguer, pêcher ; le lavage du linge dans la ravine aussi, ou dans les rivières, c'était des moments de partage et de discussion. A la ravine des Cabris, ils le font encore dans la rivière Saint-Etienne avec des piques niques en même temps* ».

« *La tradition des pêcheurs de mer entre Saint-Philippe et Sainte-Rose se perd* » et on ressent la volonté de projets qui permettraient de maintenir ces activités par des projets considérant et insérant les personnes détenant les compétences des pratiques de pêche.

«*Sur Sainte-Rose, et j'y suis né, j'y ai grandi, le Volcan est un patrimoine que les gens n'évoqueront jamais, il reste perçu plus comme une chose néfaste que comme un attrait touristique. En 1977, les gens ont perdu leur maison et le mystique, c'est Notre-Dame-des-Laves : le Volcan n'a pas pris l'Eglise !* ».

« *A Sainte-Rose, les gens parlent de ce qui est important et plus positif dans leur vie : la mer, la pêche, les rivières - avec le célèbre « poisson rouge » qu'on retrouve à Saint-Philippe – l'agriculture (canne et banane surtout) et l'artisanat. Bien sûr, envers le Volcan cela commence à changer, il attire plus et est de plus en plus valorisé comme patrimoine naturel, mais les vieilles personnes y voit encore le Diable, le côté négatif…* ».

« Il y a un lien entre les paysages et l'identité, en face de la maison du Volcan on a mis des platanes… pourquoi pas des Tamarins ! et on a fait venir du basalte de Volvic. Si pour les jeunes c'est ça l'évolution, on va tout perdre. Les moins de 25 ans n'ont pas connu 77, les 30 – 40 ans ont des souvenirs. Mais les 60-80 ans, ils étaient en plein dans leur vie, mais ils n'en parlent pas ou ils ont peut être une façon d'en parler entre eux ».

VI. 2 L'imaginaire post-scientifique et l'accès à l'information face à la transmission orale des 'zistwar' de Volcan ou de 'bébêtes'

Durant le diagnostic, plusieurs personnes nous ont fait remarquer que, pour la jeune génération, les croyances populaires sont connotées de crédulité, voire de bêtises tant pour ceux qui les croient – ou les ont crues comme les granmouns – que pour ceux qui les véhiculent encore…

Par rapport à l'ouverture de La Réunion sur le monde, les nouvelles technologies de l'information, les 'nouveaux savoirs plus sérieux' (découvertes scientifiques, analyse des phénomènes naturels, avancée dans la prévision de ceux-ci et leur maîtrise, quand bien même celle-ci reste relative et l'homme encore souvent impuissant et victime des caprices de la nature), les plus anciens d'entre nous ont souvent le sentiment de ne plus être crus, voire d'être tournés en dérision lorsque la moquerie l'emporte sur le respect…

« *La nouvelle génération ne peut plus croire dans toutes les histoires de 'bébêtes'. Les jeunes voient régulièrement des films d'horreur ou d'esprits maléfiques, alors c'est sûr ils n'auront plus autant de peur, ou de respect, pour les histoires lontan* ».

Ces croyances, sont différemment considérées selon l'âge, l'expérience de vie et l'environnement de la personne (« *dans les Hauts on croit plus, même si les jeunes ne croient plus !* »).

Elles concernent :

- une interprétation de phénomènes naturels (les éruptions, l'arrivée des cyclones « *le volcan la pété, naura poin de siklone* » ou « *le ciel a cette couleur, le cyclone arrive* »,

- l'incidence de la lune dans le rapport à la terre, de la nuit dans la gestion de la vie quotidienne…,

- les légendes, mais pas seulement… puisqu'elles proposent des visions, des codes de conduite et un « vivre ensemble » à La Réunion en relation les uns aux autres,

- les traditions et pratiques de tisaneries (guérisseuse ou plus insidieuse par des 'jeteurs de sorts' ou 'sorciers')

L'un de nos interlocuteurs soulignait la diminution des « *rituels des histoires du soir et des veillées en famille : avec la première radio a commencé la modernité et le changement, peut être vers l'individualisme »* et remarquait que la relation difficile à la nature en cas de cyclone engendrait un retour vers les autres « la convivialité des soirées se retrouve en cas de cyclone : cette épreuve là ramène à la vie lontan, à la famille, aux amis, aux voisins ! ».

Une autre personne soulignait le changement profond du rapport au Volcan en éruption « *kan lé volcan lé coule lavé pèr, é zordi zot i march desu karémen ! lé zistwar sé Granmerkal é Mme Debassyns mé lé Volcan li lé devenu 'touristique' !* ».

VI. 3 L'écrit comme relais ou soutien à la tradition orale pour une vitalité des mythes sur le Volcan, notamment au sein de la littérature enfantine

La mythologie du Volcan, aussi bien dans la tradition orale que dans la tradition écrite, témoigne du conflit qui ouvre l'histoire de l'île et constitue l'espace où, le plus souvent, s'amorce le deuil d'un passé obscur et douloureux.

Les premiers récits d'exploration peuvent partiellement éclairer les croyances populaires mais l'écriture est en prise avec l'oralité (comme tradition, comme mode de transmission, comme culture) et le passage à la narration dans l'évocation des mythes liés au Volcan se retrouve dans deux registres : les œuvres pour adultes mais aussi une abondante littérature enfantine.

Nivoelisoa Galibert[37], évoque Jules Verne, « *la seule rupture entre récits d'explorateurs et contes littéraires est un artéfact : c'est le glissement du fantastique au merveilleux* ».
Elle développe : « *Ainsi, noter la transformation du fantastique des récits d'exploration en merveilleux des contes littéraires, c'est dire le rôle de bâtisseurs d'histoire qui revient bien aux conteurs de l'écrit, au même titre qu'aux porteurs, véhicules de la tradition orale, quant à eux passeurs d'histoire* ».

Cet auteur propose (cf. document 'Mise en éclairage sur le Mythe du Volcan') une approche globale du champ Réunionnais - de langue française – relatif au Volcan et retrouve une conjonction des deux imaginaires proposés aux adultes et aux enfants sur deux points. Une même inspiration en grande partie orale – aventures colportées, « *rumeurs qui tissent le*

[37] Nivoelisoa Galibert – « de l'Obédienne capillaire aux cheveux du Volcan : le Piton de la Fournaise dans la psyché des contes et Légendes ». L'intégralité du texte ayant, nous le supposons servi de support à la communication lors du colloque 'l'imaginaire du Volcan » est disponible sur Internet. **Nous avons choisi d'en faire la mise en éclairage de ce chapitre sur le Volcan en raison du fait qu'il reprend à la fois les principaux mythes mais également et surtout, qu'il en présente leur actualité au travers des contes pour enfants publiés à la Réunion.**

savoir dans l'oralité, des premiers récits d'explorateurs, guides ou porteurs ». Une même binarité « *parallèlement à l'opposition Eden versus Enfer, opère l'antithèse Volcan hospitalier versus Volcan dévoreur* ».

Le conte à La Réunion et de manière universelle, sur le Volcan comme sur d'autres thèmes, est un genre qui recèle « *une sagesse* », il peut permettre d'ordonner l'existence, avec un travail de socialisation sous-jacent au mode symbolique. Dans le registre de la quête identitaire, l'inventaire ferait état de peu de contes modernes mais d'une résurrection active des histoires 'lontan'.

L'importance de la tradition orale à La Réunion n'étant plus à démontrer – même si sa vitalité mérite d'être encore étudiée et revalorisée pour les outils de recherches déjà récoltés (cf. les nombreux enregistrements de M. Christian Barat de l'ILA) – elle rejoint ici l'écrit qui peut apparaître comme un mode de préservation pour les uns ou une forme d'expression différente et complémentaire pour les autres.

Les contes littéraires pour enfants, associés - nous l'espérons pour quelques générations encore - aux 'zistwar de granmoun', sont donc aujourd'hui l'un des supports permettant la permanence des mythes associés au Volcan, permettant d'exorciser les 'démons de l'enfance', de 'mériter le Volcan', et de restructurer ou conforter une identité culturelle autour d'un patrimoine de récits et légendes.

Pour conclure,

Le Volcan est de plus en plus reconnu comme un patrimoine naturel (schéma de valorisation, point fort touristique), mais il n'est pas évoqué dans la zone considérée, comme patrimoine culturel.
Lorsque des mythes ont été cités lors de la réalisation d'ensemble du diagnostic, ils ne sont pas détaillés et ce patrimoine immatériel reste de l'ordre du privé.

Sur la zone littorale étudiée, les enjeux sont tournés vers la mer « *c'est seulement maintenant que La Réunion s'ouvre sur l'espace maritime (falaises inhospitalières, manque de moyens pour les embarcations).*
Or l'Océan Indien va être la première zone de basculement pour les 50 prochaines années (poids démographique de l'Inde et de la Chine, appels de l'Afrique du Sud et de Madagascar…). Il faut prendre ça en considération car jusque là nous étions trop tourné vers l'intérieur, le littoral étant hostile on se réfugiait vers la montagne pour échapper à l'esclavage du littoral ».

« *L'imaginaire post-scientifique médiatise l'événement volcanique comme marqueur d'une manifestation naturelle permettant aux hommes et aux sociétés de se repositionner au sein de la donne environnementale*[38] ».
Nous avons vu toutefois que la prévention (via la diffusion des informations, l'Observatoire, la presse) et la non « maîtrise totale » du Volcan et de ses effets dévastateurs ou dérangeants (coupure des axes de circulation) laisse aux personnes un sentiment d'appréhension – issu d'expériences passées ou de l'actualité – et nous avons respecté leur souhait de ne pas s'exprimer.

[38] Christian Gemanaz – extrait des phrases de synthèse de la communication « la Fournaise, stratégies et postures iconographiques » lors du colloque « l'imaginaire du Volcan » - 3/5 décembre 2001

Les mythes autour du Volcan sous tendent une identité, par une mise en ordre du monde, par un positionnement de l'homme dans son environnement, son histoire et sa culture riche d'origines à La Réunion.
Les mythes expriment un attachement à la terre… partagé par l'homme. Mais cette terre est entourée d'eau, sur cette terre l'eau vit et est source de vie ce qui explique que les personnes rencontrées sur le littoral ont exprimé une attente par rapport à cet élément (mer, rivière) qu'il apparaît important à considérer, y compris dans ces aspects culturels et symboliques (anecdotes, histoires…).

L'imaginaire créole continue à fonctionner par le Haut et non par le large, la montagne est un point de mire.
« *Dans la symbolique, l'élément religieux, le ciel. Mais notre terre est volcanique et le volcan l'action du diable. Dieu a remis la terre entre nos mains et nous devons contribuer à la sortir de l'emprise du diable en la mettant en valeur la terre 'Eden' et aujourd'hui 'la réunion'* »[39].

Le Volcan est l'un des sites des Hauts de La Réunion. Sur l'île, il y a trois siècles et demi, au temps des premiers peuplements de l'île, la 'montagne brûlante' a inspiré de la crainte et nourrit des superstitions. On suppose, sans que cela soit étayé de preuves réelles, que les esclaves marrons connaissaient ses espaces arides sur lesquels personne, mis à part ces hommes, n'osait s'aventurer. Et depuis, il a été, en partie seulement, apprivoisé… et reste l'objet d'études de valorisation et de recherche…

Eléments complémentaires
Site du Volcan

[39] Monseigneur Gilbert Aubry, Evêque de la Réunion – entretien lors de la Phase 1 de ce diagnostic.

ANNEXE 1
Bibliographie des ouvrages repérés

ANNEXE 2
Les personnes rencontrées

ANNEXE 3
Les structures mobilisées pour cette étude au Volcan

ECLAIRAGES COMPLEMENTAIRES

Les éléments suivants nous ont permis d'étayer le contenu de ce chapitre :

✓ Site http://www.nathetchris.com/vol-legende.html : Extrait : « une autre histoire de randonnée au tan du volcan lontan »

✓ Site : http://www.clicanoo.com
Article du JIR le 20-01-2002

✓ Illustration et poésie de Claire Bosse que l'on retrouve sur le Site : http://membres.lycos.fr/j3m7/femmescreoles/ecriv2.htm

MISE EN ECLAIRAGE

Site : www.fabula.org/actualites/article3047.php
Communication « De l'obsidienne capillaire aux cheveux du volcan : le Piton de La Fournaise dans la psyché des contes pour la jeunesse » par Nivoelisoa GALIBERT

ANNEXE 1 : Bibliographie des ouvrages repérés sur les trois points du triangle de la zone Volcan

Le Volcan

- "DES HOMMES ET UN VOLCAN" (vivre à La Réunion sur le piton de la Fournaise), de Denise Delcour, publié en 1993. Des témoignages souvent poignants, avec pour personnage central Jacques Picard, gardien du gîte du volcan jusqu'en 1999. Indispensable pour connaître le volcan-lontan et la vie à la Plaine des cafres au siècle dernier. Encore disponible dans certains points de vente.

- "**LE VOLCAN LONTAN, BRINS D'HISTOIRE ENTRE L'HOMME ET LA FOURNAISE** ", catalogue de la remarquable exposition de La Maison du volcan, en 1996, consacrée à la découverte du volcan depuis trois siècles et demi.

- LE GUIDE DU PITON DE LA FOURNAISE de J.L ALLEGRE, photographe et éditeur. 130 pages consacrées à la géologie, au volcanisme et au milieu naturel. Itinéraires de randonnées, activités de pleine nature, hébergements et adresses utiles

- PITON DE LA FOURNAISE " à l'aube d'un nouveau millénaire" de Jean-Luc ALLEGRE , photographe et éditeur. Nous présente les 5 dernières éruptions depuis février 2000 (Piton Célimène, Piton Parvédi, Piton Morgabim, Piton Tourkal, et Piton Madoré)

- AU CŒUR DE LA FOURNAISE de Maurice KRAFFT ET Roland BENARD Edition J.C NOURAULT/ R. BENARD ; Toute l'histoire du volcan par LE volcanologue qui connaissait le mieux la Fournaise. Un ouvrage petit format de 220 pages, très explicatif, l'iconographie est superbe. La référence.

- LA FOURNAISE de Hervé DOURIS et Jean PHILIPPE
Editions AZALEES (coll. Flâneries créoles). Un ouvrage de vulgarisation très concis édité avec le concours de la maison du volcan. Présentation et mise en page soignées.

- VOLCANS de Jacques-Marie BARDINTZEFF
Editions Armand COLIN
Un ouvrage qui date de 1993 écrit par un scientifique confirmé qui a déjà écrit de nombreux ouvrages sur la volcanologie . L'auteur sait de quoi il parle mais son discours parfois technique n'est jamais ennuyeux ; La présentation un peu désuète fait penser à nos anciens livres de classe, cela a son charme

- FABULEUX VOLCANS

Editions ARTEMIS
Ce livre grand format écrit sous la direction de Daniel OBERT réunit tous les grands noms de la volcanologie française (Cheminée, Durieux, Lécuyer, Bourseiller…..). 5 grands chapitres (les grands volcans, la tectonique des plaques, histoire du volcanisme, les éruptions, risques volcaniques et surveillance) abordent toutes les problématiques avec beaucoup de simplicité et de bon sens (schémas et maquettes très parlants).

- FOURNAISE de Serge GELABERT
De très belles photographies pour le plaisir de l'œil. Ouvrage grand format

- LES VOLCANS connaissance et découverte, de Jacques – Marie BARDINTZEFF
Edition LIBER.
Un livre grand format à l'apparence un peu dépassée, le contenu reste cependant très intéressant.

- PLANETE VOLCAN de Jean Luc ALLEGRE
Là encore, des images de toute beauté par un des photographes confirmés spécialisés dans la volcanologie

- LES VOLCANS collection Découvertes GALLIMARD N° 113

- LES VOLCANS de Dominique DECOBECQ Editions du Chêne

- VOLCANS ET SEISMES Editions HACHETTE Education collection En savoir plus

Des petits livres sans prétentions mais très bien écrits et qui expliquent simplement le fonctionnement des volcans, pour petits et grands….mention spéciale pour le premier (déc.GALLIMARD) fidèle à l'esprit de cette très riche collection.

- VOLCANS VUS DE L'ESPACE Editions NATHAN
Des photographies réalisées par le satellite SPOT , belle qualité des clichés et très bonne impression.

- DES VOLCANS ET DES HOMMES de Philippe BOURSEILLER et Jacques DURIEUX
Editions de la Martinière

Multimédia

- VOYAGE AU CŒUR DE LA FOURNAISE et VOLCAN ET CONTREBASSE de Rémy TEZIER
durée 45 mns , collection aventures et découvertes)

- LES GRANDES ERUPTIONS DU PITON DE LA FOURNAISE par Alain GERENTE
(4 DVD zone 5 ou en VHS PAL)
Les premiers DVD au monde consacrés à un seul volcan, et en plus celui qui nous intéresse ! Toutes les éruptions depuis 1970 jusqu'à aujourd'hui. Des archives, de magnifiques images et des témoignages des vieux guides du volcan (la famille PICARD).

Sites internet

- VOLCANS par Jacques DURIEUX 2 CDROM connaissances de la terre Editions SYRINX
INSTITUT DE PHYSIQUE DU GLOBE DE PARIS
Le site de la volcanologie française : les observatoires, les actualités des volcans, la recherche (enseignements,missions, soutenances...).
www.ipgp.jussieu.fr/index2.html

- ASSOCIATION LAVE
L'Association Volcanologique Européenne regroupe tous les passionnés de volcans , professionnels et amateurs. multimania.com/lave/

- SITE SVT DE L'ACADEMIE DE LA REUNION
Un chapitre important du site exclusivement consacré au Piton de la Fournaise et conçu par des professeurs de sciences et vie de la terre; beaucoup de renseignements pédagogiques clairs
http://www.ac-reunion.fr/pedagogie/svt/fournais.htm

- LE CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE DIFFUSION SUR LE VOLCANISME.
cddv.free.fr

- LE SITE DE Pascal BLONDE.
Retrouvez sa passion pour les volcans à travers des photos: Italie, Hawaii, Guatemala, Costa-Rica, Indonésie (Krakatoa, Sumatra, Bali, Sulawesi, Maluku, Sangir ou Java), Vanuatu, Réunion ainsi que des pages sur les pays qu'il a visités.
http://opdaf1.obspm.fr/~pascal/pblonde.html

- LA MAISON DU VOLCAN
Une partie du site est consacrée au volcan, l'autre à Stella Matutina. Les éruptions depuis 1972, les communiqués de l'observatoire…. Beaucoup de textes, peu de photographies.
www.reunionmuseo.com/actu.htm

- VOLCANOES
volcanoes.free.fr

- **VOLCANOES** (site Anglophone)
Un site énorme consacré à tous les volcans du monde entier, une base photo extraordinaire. En anglais hélas…..
www.volcanoes.com

- LIENS SUR LES SITES VOLCANOLOGIQUES
Ce site est une mine de ressources : sites de passionnés, sites des observatoires de volcanologie, webcams en direct, images satellites du site de la NASA…..
perso.club-Internet.fr/decobed/

La Plaine des Cafres

- Commune du Tampon : bourg du 23ème : étude de faisabilité d'une zone d'activités artisanales : diagnostic et orientations vers des scénarios / CODRA, IDEM'S,1999 .- 47 p. 02ECO/26

- Restructuration du bourg du 23ème Km à la Plaine des Cafres : document final / CODRA,1998 .- 66 p. Commune du Tampon 07HAB/70

- Comme sur un nuage : émission 3 et 4 / Inédit Productions, Antenne Réunion .- Coproduction,1997Conseil Régional CAHPort Réunion ONF CTRMaison de la Montag K-01GEN/9

- Tous quartiers, le magazine de la ville 3 : logement / Imago Production .- DRIV Production,1996 K-09HAB/1

- Vues d'en Haut 16 / APR Audiovisuel .- Commissariat à l'Aménagement des Hauts production,1996 K-01GEN/5

- Structuration de bourg : du quartier au village, imaginons une métamorphose ; actes du séminaire, Plaine des Palmistes du 5 au 7 décembre 1994 / Direction Départementale de l'Equipement (Réunion) , Commissariat à l'Aménagement des Hauts ,1995 .- 198 p. 01HAB/15

- Evaluation dynamique des opérations de développement social des quartiers : Rapport d'évaluation 1993, volume 2 / GRAFOS,1994 .- Non paginé DDE (DSU) , Conseil Régional ; Conseil Général 09HAB/5

- Evaluation dynamique des opérations de développement social des quartiers à La Réunion : Rapport d'évaluation 1993, volume 1 / GRAFOS,1994 .- 103DDE (DSU) , Conseil Régional ; Conseil Général 09HAB/5

- Vues d'en Haut 3 & 4 / APR Audiovisuel .- Commissariat à l'Aménagement des Hauts production,1994 K-01GEN/5

- Etude du marché foncier agricole en 1993 : compte rendu d'activité / SAFER,1994 .- 70 p. 06AME/6

- Evaluation dynamique des opérations de développement social des quartiers à La Réunion : rapport d'évaluation 1992, volume 2 / GRAFOS,1993 .- Non paginé 09HAB/3

- Evaluation dynamique des opérations de développement social des quartiers à La Réunion : rapport d'évaluation 1992, volume 1 / GRAFOS,1993 .- 121 09HAB/3

- L'organisation socio-spatiale de la Plaine des Cafres et de la Plaine des Palmistes. Etude de géographie humaine comparée. / MAILLOT Mickaël,1993 .- 143Mémoire de maîtrise Réunion, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines 01GEN/27

- Potentialités agro-pastorales des terrains des Hauts du Massif de la Fournaise : rapport définitif / BDPA-SCETAGRI,1991 .- 75 p. + annexes 06AGR/15

- La Plaine des Cafres, développement social des quartiers : schéma global d'aménagement et de développement, bourgs du 23è et du 27è km : programme pluriannuel d'actions / Agence d'Urbanisme de La Réunion ,1990 .- Non paginé 07HAB/27

- La Plaine des Cafres, Développement Social des Quartiers ; Schéma global d'aménagement et de développement, bourgs du 23ème et du 27ème km / Agence d'Urbanisme de La Réunion ,1990 .- 35 07HAB/18

- Réflexions sur l'avenir de la formation professionnelle agricole au Tampon / AUTRAN Paul,1990 .- 35 p. Travaux Universitaires Réunion 06EDU/18

- La Plaine des Cafres : développement social de quartier,1990 .- Mult. pag. 11HAB/27

- Assises de l'Aménagement des Hauts ; La Plaine des Cafres, rapport de commission / CAH,1990 .- Non paginé 00AME/17

- Commission régionale pour le développement social des quartiers : les opérations de développement social des quartiers à La Réunion, 7 décembre 1989 / Délégation Régionale Interministérielle à la Ville (Réunion),1989 .- Mult. pag. 09HAB/2

- Les Hauts pour habiter / BERTHEAU Janie,1989 .- 59Mémoire de DESSAix Marseille ; IAR 04HAB/6

- Eléments d'analyse du tourisme à la Plaine des Cafres / DIJOUX Lambert, APR,1987 .- Non paginé 03TOU/6

- Entre neige et fournaise, un pays d'accueil / APR Audiovisuel .- Coproduction,1987 K-03TOU/1

- Expérience pédagogique à la Plaine des Cafres / APR Audiovisuel .- Coproduction,1987 K-05EDU/3

- Dynamique de développement dans les secteurs prioritaires du programme général d'aménagement des Hauts / APR, DAF (Réunion). ADEEAR , ELLIAUTOU Jean-Marie, BENOIT Guillaume, Conseil Régional (Réunion), Commissariat à l'Aménagement des Hauts ,1987 .- 214 p. Conseil Régional ; CAH 02AME/4

- Améliorations groupées de l'habitat, quartier du Vingt Septième kilomètre, Bourg Murat ; Commune du Tampon. / BERTHEAU Janie, SICA Habitat Rural (Réunion),1986 .- 82 p. 04HAB/17

- Expérimentation habitat dans les Hauts ; Rapport d'étude intermédiaire n°1. / SICA Habitat Rural (Réunion),1986 .- 161 04HAB/1

- Typologie des systèmes d'exploitation, Plaine des Cafres - Secteurs de La Grande Ferme - Coin Tranquille - Volume 1 : Méthodologie, résultats / SADKI Fayza Embarka, DAF ADEEAR,1986 .- 74CRR 04AGR/2

- Typologie des systèmes d'exploitation, Plaine des Cafres - Secteurs de La Grande Ferme - Coin Tranquille - Volume 2 : Présentation et analyse des principales composantes des systèmes d'exploitation. / SADKI Fayza Embarka, DAF ADEEAR,1986 .- 91CRR 04AGR/3

- Améliorations groupées de l'habitat : quartiers du Piton de la Ravine Blanche et Coin Tranquille / BERTHEAU Janie, SICA Habitat Rural (Réunion),1984 .- 73 p. 04HAB/4

- Fonctionnement des écosystèmes et dynamique des populations dans les Hauts de La Réunion : rapport de synthèse du programme de recherche 1979-1984 / VOGEL Claude, Université de La Réunion,1984 .- 463 p. CRR 01GEN/28

- Etude sur le milieu artisanal du bâtiment dans les secteurs prioritaires du Plan d'Aménagement des Hauts / APR,1984 .- Non paginé 04ECO/1

- L'habitat dans les Hauts, Plaine des Cafres, Lianes Bel Air, La Chaloupe Saint Leu : 2ème partie / APR, GUERLAIS Jean-Pierre,1983 .- 93-261Ministère de l'Urbanisme et Plan Construction 04HAB/18

- L'habitat dans les Hauts, Plaine des Cafres, Lianes Bel Air, La Chaloupe Saint Leu / GUERLAIS Jean-Pierre, APR,1983 .- 261Ministère de l'Urbanisme et Plan Construction 04HAB/18

- Programme Général d'Aménagement des Hauts, Hauts du Tampon "Bois Court Nord" : potentiel agricole et orientations d'aménagement / CABINET ALAIN TARDY,1982 .- 40 p. DAF/ADEEARCIRAD/IRAT 03AME/15

- Programme Général d'Aménagement des Hauts, Hauts du Tampon "Petite Ferme - Bras Creux" : potentiel agricole et orientations d'aménagement / CABINET ALAIN TARDY,1982 .- 48 p. + Annexes DAF/ADEEARCIRAD/IRAT 03AME/19

- Programme Général d'Aménagement des Hauts, Hauts du Tampon, microzone : Plaine des Cafres - Grande Ferme : potentiel agricole et orientations d'aménagement / CABINET ALAIN TARDY,1982 .- 53 p. DAF/ADEEARCIRAD/IRAT 03AME/21

- Etude de l'habitat dans les Hauts de La Réunion, Rapport de synthèse n°2 ; Conclusions et propositions. / GUERLAIS Jean-Pierre,1982 .- 15 00HAB/1

- L'habitat dans les Hauts, Grand Ilet / DAF (Réunion). ADEEAR , APR, GUERLAIS Jean-Pierre,1981 .- 133CRR 04HAB/19

- Aménagement hydraulique des Hauts de La Réunion, recherche de sites de retenues collinaires ; secteurs de la Chaloupe Saint Leu et de la Plaine des Cafres - Phase 2 / Bureau de recherches géologiques et minières (Réunion), SEURECA,1980 .- 19 + 74 + 36 05AGR/26

- Aménagement des Hauts de La Réunion : actualisation du programme / Conseil régional (Réunion),1979 .- 30 p. 02AME/3

Sainte Rose

- Diagnostic et propositions d'actions pour les concessions de vanille de Saint-Philippe et Sainte-Rose / ONF (Réunion), WALBAUM Claire,2003 .- 31 p. + annexes 07AGR/59

- Communauté des Communes de l'Est [plaquette] / Communauté de Communes de l'Est,2002 .- Non paginé 04AME/101

- L'écotourisme sur la façade orientale du massif du Piton de la Fournaise / AVICE Bertrand,2001 .- 341 p. Mémoire de maîtrise Réunion 03TOU/29

- Schéma de cohérence territoriale Est / Communauté de Communes de l'Est,2001 .- 21 p.01AME/71

- Les Cahiers : Sainte-Rose / APR,2000 GF6

- Etude préalable à l'élaboration du schéma directeur Est / Communauté de Communes de l'Est, Agence pour l'observation de La Réunion, l'aménagement et l'habitat,1999 .- 116 p. 03AME/67

- Commune de Sainte Rose : programme local de l'habitat. Rapport global : diagnostic et programme d'actions / CODRA,1998 .- 104 p. Département de La Réunion Commune de Sainte Rose 08HAB/39

- Sites urbanisables en moyenne altitude de la région Est / Agence pour l'observation de La Réunion, l'aménagement et l'habitat, Direction Départementale de l'Equipement (Réunion) ,1998 .- 129 p. 07HAB/73

- Euro mini Mag 3 et 6 / Imago Production .- AGILE,1997 K-01GEN/11

- Schéma directeur du centre ville de Sainte Rose : études préalables des aménagements paysagers. Première partie : état des lieux et diagnostic / ACCOR SARL,1997 .- Mult. pag. 07HAB/68

- Les réserves foncières publiques et parapubliques : commune de Sainte Rose / Agence pour l'observation de La Réunion, l'aménagement et l'habitat, PERRAU Joëlle, SERVEAUX Lydie,1996 .- Non paginé 06AME/25

- Etude des pratiques des planteurs de palmistes des communes de Saint Benoît, Sainte Rose et Saint Philippe / FOTTORINO Frédérique,1996 .- 65Mémoire pr Diplôme Ingénieur Rennes, Ecole nationale supérieure agronomique ; ESAT, CNEARC 07AGR/43

- Tourisme durable et écotourisme sur les flancs sud-est du massif de la Fournaise / AVICE Bertrand,1996 .- 130 p. Mémoire de maîtrise Réunion 03TOU/29

- Aménagement du port abri de pêche, site de la Marine : commune de Sainte Rose, note de travail n°1, version 2 / Direction Départementale de l'Equipement (Réunion) ,1995 .- 41 p. + annexes 03AME/56

- Etude d'aménagement des grands sites du littoral Sud-Est : l'Anse des Cascades / Conseil Général (Réunion), ONF (Réunion), PICAUD Thierry, FEUCHT Paul, BORIE Jean-Michel,1995 .- 29 p. 03TOU/9

- Structuration de bourg : du quartier au village, imaginons une métamorphose ; actes du séminaire, Plaine des Palmistes du 5 au 7 décembre 1994 / Direction Départementale de l'Equipement(Réunion), Commissariat à l'Aménagement des Hauts,1995.-198 p. 01HAB/15

- Evaluation de l'attractivité des bourgs ruraux : pièces annexes par bourg juin-août 1993 / COLOMBAIN Jean-Pierre, APR,1994 .- Mult. pag.CCI/APR 07HAB/10

- Le regard des usagers : approche des services publics à La Réunion . - In Annuaire des pays de l'Océan Indien : extrait / ELLIAUTOU Jean-Marie .- Presse Universitaire d'Aix Marseille (PUAM),1994 .- 503-515 00SER/1

- Evaluation de l'attractivité des bourgs ruraux / COLOMBAIN Jean-Pierre, APR,1994 .- 64 p. CCI/APR 07HAB/10

- Evaluation de l'attractivité des bourgs ruraux : Note de synthèse et d'orientations / APR, COLOMBAIN Jean-Pierre,1994 .- Non paginé 07HAB/9

- Services publics de proximité : le regard des usagers, Sainte Rose, Saint Philippe, Les Camélias (Saint Denis) / Délégation Régionale Interministérielle à la Ville (Réunion),1993 .- 15 p. + annexes 03SER/16

- Observatoire du foncier 1992 ; Saint Rose / Agence pour l'observation de La Réunion, l'aménagement et l'habitat, PERRAU Joëlle, SERVEAUX Lydie,1993 .- 20 06AME/16

- Evaluation dynamique des opérations de développement social urbain à La Réunion : rapport d'évaluation 1992 - à l'exception des Opérations de DSQ et du Contrat de Ville de Saint Denis qui font l'objet d'un rapport séparé - / Délégation Régionale Interministérielle à la Ville (Réunion),1993 .- 90 p. 09HAB/4

- Evaluation dynamique des opérations de développement social urbain à La Réunion. Rapport d'évaluation 1993. / Délégation Régionale Interministérielle à la Ville,1993 .- 89 09HAB/5

- Le magazine de l'agriculture N°1 & 2 - Edition 91 / 92 / APR AUDIOVISUEL .- Conseil Général Production,1992 K-01AGR/3

- Potentialités agro-pastorales des terrains des Hauts du Massif de la Fournaise : rapport définitif / BDPA-SCETAGRI,1991 .- 75 p. + annexes 06AGR/15

- Schéma directeur d'aménagement des Hauts de Sainte Rose ; orientations et propositions / APR,1991 .- 16CAH ; COMMUNE STE ROSE 03AME/48

Le tourisme se lève à l'Est / COURNUT Eric, PRETOT Christian, HOARAU Jean-Yves,1991 .- 73 p. Mémoire de DESSRéunion 03TOU/2

- Commune de Sainte Rose : proposition d'image urbaine / Agence d'Urbanisme de La

Réunion ,1991 .- 25 p. 07HAB/58

- Schéma Directeur d'Aménagement des Hauts de Sainte Rose ; Diagnostic / APR, KAGY Valérie, LAM YAM Eric, SENS Laurent,1991 .- 54 + annexes CAH ; Commune de Sainte-Rose 03AME/48

- Assises de l'aménagement des Hauts, les Hauts de l'Est et du Nord Est / CAH,1991 .- Non paginé 00AME/23

- Etude des potentialités agronomiques et de diversification des productions végétales des Hauts de l'Est et du Nord-Est : 3 - Diagnostic des exploitations / APR, KAGY Valérie, SENS Laurent,1990 .- Non paginé CAH ; AREH; Conseil Régional 07AGR/3

- Etude des potentialités agronomiques et de diversification des productions végétales des Hauts de l'Est et du Nord-Est : 2 - Diagnostic des filières / APR, KAGY Valérie, SENS Laurent,1990 .- 188CAH ; AREH; Conseil Régional 07AGR/3

- Etude des potentialités agronomiques et de diversification des productions végétales des Hauts de l'Est et du Nord-Est : 1- Diagnostic thématique / APR, KAGY Valérie, SENS Laurent,1990 .- 63CAH ; AREH; Conseil Régional 07AGR/3

- Le magazine de l'agriculture n°3 - Edition 89 / 90 / APR AUDIOVISUEL .- Conseil Général Production,1990 K-01AGR/1

- Le magazine de l'agriculture N°4 - Edition 89 / 90 / APR AUDIOVISUEL .- Conseil Général Production,1990 K-01AGR/1

- Paysage côte Est / Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (Réunion), FOLLEA Bertrand .- Océan éditions,1990 .- 47 07ENV/5

- Radiographie d'un projet municipal ; restructuration du centre de Sainte Rose. / CARO Jean-Luc,1989 .- 33Mémoire de DESSAix Marseille , IAR ; Réunion 07HAB/1

- ZHPI, Inventaire des îlots d'habitat groupé particulièrement dégradé, Sainte Rose / Agence d'Urbanisme de La Réunion ,1988 .- Non paginé 06HAB/3

- Conseil des rivages français de l'Océan Indien 1987. / Direction Départementale de l'Equipement (Réunion) ,1987 .- 55 p. 05ENV/1

- Aménagement agricole des Hauts de l'Ile : Inventaire morphopédologique dans les "Hauts" de La Réunion (Deuxième phase) / BROUWERS M., CIRAD (Réunion). IRAT, CIRAD (Réunion). IRAT, Chambre d'Agriculture (Réunion). SUAD,1982 .- 23 01ENV/16

- Etude préalable à l'aménagement du centre ville de Sainte Rose / Agence d'Urbanisme de La Réunion .- 32 07HAB/30

- Commune Ste Rose, Diagnostic urbain./ Agence d'Urbanisme de La Réunion.-33 07HAB/3

- Jalonnement touristique, étude de définition ; 4 - Le Volcan / Conseil Général (Réunion) .- 31 03TOU/1

- Jalonnement touristique, étude de définition ; 3- la côte verdoyante / Conseil Général

(Réunion) .- 50 03TOU/1

Saint Philippe

- Diagnostic et propositions d'actions pour les concessions de vanille de Saint-Philippe et Sainte-Rose / ONF (Réunion), WALBAUM Claire,2003 .- 31 p. + annexes 07AGR/59

- L'écotourisme sur la façade orientale du massif du Piton de la Fournaise / AVICE Bertrand,2001 .- 341 p. Mémoire de maîtrise Réunion 03TOU/29

- Les Cahiers : Saint-Philippe / APR,2000 GF6

- Commune de Saint Philippe : étude de structuration du centre, rapport programme / APR, SHLMR, SIGMAS,1998 .- Non paginé 07HAB/51

- Centre local d'aide au projet : étude de définition / APR,1998 .- Mult. pag.PLIE Intercommunal du CITE Sud 05ECO/57

- Communes de Petite Ile, Saint Joseph, Saint Philippe, Charte d'environnement intercommunale du Sud Sauvage : stratégie et programme d'actions / APR,1997 .- 102 p. 03ENV/10

- Commune de Saint Philippe : étude de structuration du centre : rapport diagnostic / APR, SHLMR, SIGMAS,1997 .- Mult. pag. Commune de Saint Philippe 07HAB/51

- Plan local d'insertion économique du contrat intégré de territoire du Sud : étude préopérationnelle / FAR (Réunion),1997 .- 104 p. 05ECO/43

- Charte d'environnement intercommunale du Sud Sauvage : communes de Petite Ile, Saint Joseph, Saint Philippe : diagnostic : note de synthèse / DIREN (Réunion), APR,1997 .- 9 03ENV/10

- Etude préalable à la mise en place d'une charte d'environnement intercommunale du Sud Sauvage : communes de Petite Ile, Saint Joseph, Saint Philippe : diagnostic / DIREN (Réunion), APR,1997 .- 151 p. 03ENV/10

- Les réserves foncières publiques et parapubliques : commune de Saint Philippe / Agence pour l'observation de La Réunion, l'aménagement et l'habitat, PERRAU Joëlle, SERVEAUX Lydie,1996 .- Non paginé 06AME/25

- Commune de Saint-Philippe : ODQ - RHI zone Est : restructuration des quartiers de Ravine Ango, Takamaka et du Tremblet : étude pré-opérationnelle / APR, SIGMAS, AREP, SHLMA,1996 .- Mult. pag. 11HAB/26

- Tourisme durable et écotourisme sur les flancs sud-est du massif de la Fournaise / AVICE Bertrand,1996 .- 130 p. Mémoire de maîtrise Réunion 03TOU/29

- Vues d'en Haut 18 / APR Audiovisuel .- Commissariat à l'Aménagement des Hauts production,1996 K-01GEN/5

- Pour une approche globale de l'environnement au sein d'un contrat intégré de territoire sud : étude diagnostic / BIANCHIN Jean-Philippe,1995 .- 196 p.Strasbourg, Institut Eco-Conseil 03ENV/9

- Contrat intégré de territoire Sud, "Cité" Sud : programmation 1995-1996 / APR,1995 .- Non paginé Etat/Conseil Régional/Conseil Général 03AME/54

- Etude d'aménagement des grands sites du littoral Sud-Est : le Cap Méchant / Conseil Général (Réunion), ONF (Réunion), PICAUD Thierry, BORIE Jean-Michel,1995 .- 24 p. 03TOU/9

- Etude d'aménagement des grands sites du littoral Sud-Est : la Pointe de la Table / Conseil Général (Réunion), ONF (Réunion), PICAUD Thierry, BORIE Jean-Michel,1994 .- 16 p. 03TOU/9

- Le regard des usagers : approche des services publics à La Réunion . - In Annuaire des pays de l'Océan Indien : extrait / ELLIAUTOU Jean-Marie .- Presse Universitaire d'Aix Marseille (PUAM),1994 .- 503-515 00SER/1

- Forêt Mare-longue : guide botanique / ONF (Réunion),1994 .- 77 p. 05ENV/45

- Vues d'en Haut 7 & 8 / APR Audiovisuel .- Commissariat à l'Aménagement des Hauts production,1994 K-01GEN/5

- Services publics de proximité : le regard des usagers, Sainte Rose, Saint Philippe, Les Camélias (Saint Denis) / Délégation Régionale Interministérielle à la Ville (Réunion),1993 .- 15 p. + annexes 03SER/16

- Evaluation dynamique des opérations de développement social urbain à La Réunion. Rapport d'évaluation 1993. / Délégation Régionale Interministérielle à la Ville,1993 .- 89 09HAB/5

- Opération de Développement de Quartier : étude de milieu de Basse Vallée / Commune de Saint-philippe, Département de La Réunion,1993 .- 30 p.

- Commune de Saint-Philippe : opération de développement de quartier, étude de milieu : Mare Longue / AREP, CAZAL Michel, DALLEAU Aline, HOARAU M-France, RIVIERE Lousiane,1992 .- 26 11HAB/1

- Note de synthèse sur le développement touristique à Saint Philippe. / PIHOUEE Jean, CODRA,1990 .- 4 03AME/34

- Schéma de développement agricole de la commune de Saint Philippe. / RIVIERE Christophe, Chambre d'Agriculture (Réunion),1990 .- Non paginé 03AME/34

- L'habitat à Saint Philippe ; Amélioration du patrimoine existant, nouveaux logements à créer, bilan et propositions./BERTHEAU Janie,1990.- 81Conseil Général ; CAH

04HAB/11

- Schéma de développement touristique de la commune de Saint Philippe. / DETENTE, GUILLAUD Véronique, FOURNIER jacques,1990 .- 130 03AME/34

- Diagnostic sur la pêche à Saint Philippe, évaluation des potentialités et propositions opérationnelles / BIAIS G., TAQUET M., IFREMER,1990 .- Mult. pag. 03AME/34

- Paysage côte Est / Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (Réunion), FOLLEA Bertrand .- Océan éditions,1990 .- 47 07ENV/5

- Assises de l'Aménagement des Hauts ; Les Hauts du Sud Est : Petite Ile, Saint Joseph, Saint Philippe, rapport de commission / CAH,1990 .- Non paginé 00AME/16

- Réhabilitation de 56 LTS de Baril Beloni, Saint Philippe.,1989 .- Non paginé 06HAB/13

- Etude préalable à l'aménagement du centre de Saint Philippe / Agence d'Urbanisme de La Réunion ,1987 .- Non paginé 07HAB/29

- Eléments d'analyse pour un projet tourisme sur le sud est de l'île de La Réunion (Petite Ile, Saint Joseph, Saint Philippe) : annexes / APR, ROBERT Bernadette, HOAREAU Jean-Maurice , RAMALINGOM Al,1987 .- Non paginé 03TOU/20

- Eléments d'analyse pour un projet tourisme sur le sud est de l'île de La Réunion (Petite Ile, Saint Joseph, Saint Philippe) / APR, ROBERT Bernadette, HOAREAU Jean-Maurice , RAMALINGOM Al,1987 .- Non paginé 03TOU/20

- Aménagement agricole des Hauts de l'Ile : Inventaire morphopédologique dans les "Hauts" de La Réunion (Deuxième phase) / BROUWERS M., CIRAD (Réunion). IRAT, CIRAD (Réunion). IRAT, Chambre d'Agriculture (Réunion). SUAD,1982 .- 23 01ENV/16

- Jalonnement touristique, étude de définition ; 4 - Le Volcan / Conseil Général (Réunion) .- 31 03TOU/1

ANNEXE 2 : Les personnes rencontrées

En entretiens individuels

- 4 personnes sur St Philippe
- Marie Andrée GRONDIN
- David LEGROS
- Bertrand AVICE

ANNEXE 3 : Les structures mobilisées pour le diagnostic

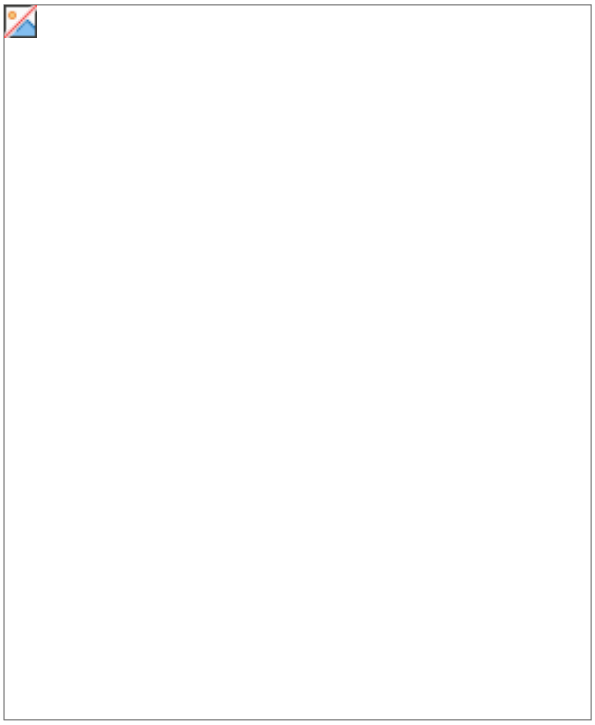
- L'université de La Réunion
- L'observatoire du volcan (site internet)

Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement

CCEE

AREP

DIAGNOSTIC POUR UNE STRATEGIE CULTURELLE DU PARC NATIONAL DES HAUTS DE LA REUNION



'Ti tang', Encre de Véronique Verrière, Fév. 2004

Principes et Orientations Stratégiques

Etude commandée par le CCEE de la Région Réunion

Region Reunion
Conseil Regional

SOMMAIRE

DOSSIER 1.....6

CONCEPTION MÉTHODOLOGIQUE DE LA PHASE 3.....6
- *Note générale sur la méthodologie : dossier 1.....7*
- *Note sur les fiches par thématique : dossier 2.....8*
- *Note sur les principes et orientations opérationnelles : dossier 3.....10*
- *Note sur l'élaboration de « fiches action » concrètes : dossier 4.....11*

DOSSIER 2.....16

FOCUS PAR THÉMATIQUE.....16
Note introductive.....17
1) Le temps.....19
2) L'espace.....24
3) Les savoir-faire.....29
4) Les arts.....36
5) Les croyances.....41
6) L'oralité.....46
7) Le vivre ensemble.....51

DOSSIER 3.....60

DES PRINCIPES AUX ORIENTATIONS.....60
Note introductive.....62
1) La mémoire d'une stratégie culturelle.....65
2) La participation d'une stratégie culturelle.....70
3) La communication d'une stratégie culturelle.....75

DOSSIER 4.....80

LES FICHES ACTIONS.....80
Prologue.....81
La création d'une cellule d'expression et de partage de la mémoire.....83
La pratique de communication de la cellule d'expression et de partage de la mémoire 87
La mise en place d'une information participative autour du projet de Parc National.. 91
La mise en œuvre de projets participatifs.....94
La création d'évènementiels sur le patrimoine culturel.....98
La sauvegarde de la 'mémoire vivante'.....102
La mise en place d'une signalétique trilingue dans le futur Parc National.....107
La réhabilitation et la découverte des sentiers péï.....110
La valorisation des éléments remarquables du patrimoine.....113
La redécouverte des chants, poèmes, contes, légendes, zistwar….....117
La réalisation de 'guides historiques'.....120
La valorisation des connaissances empiriques traditionnelles et des savoirs techniques populaires.....124

La valorisation des métiers traditionnels.....128
La valorisation de la vannerie locale traditionnelle.....131
La promotion et valorisation de la cuisine réunionnaise traditionnelle.....134
La préservation et valorisation des kaz an pay traditionnelles.....138
La sauvegarde et reconnaissance de la tisanerie traditionnelle réunionnaise.....141
Epilogue.....*145*

ANNEXES.....148

Remerciements

Pour réaliser cette étude, les chargés de mission ont mené de nombreux entretiens, mobilisant ainsi autant d'expertises que d'individus, individuellement ou collectivement.

Nous remercions chaleureusement toutes les personnes qui ont consacré leur temps et leur réflexion à répondre à nos questions ou nous faire part des leurs, à analyser avec nous leur vision du patrimoine culturel et à nous aider à en tirer des enseignements utiles aux autres. Elles sont à notre sens co-auteurs de cette étude, qui s'est attachée à être une synthèse analysée en restant la plus fidèle possible à leurs témoignages, expériences et connaissances.

Nous remercions également ceux qui ont été des relais aux plans global comme local et nous restons désireux de ne pas laisser perdre les effets de cet investissement en temps, de cette implication d'humains, de ces apports de savoirs en envisageant de restituer les points forts de ce diagnostic sous des formes adaptées à leur validation et appropriation.

Les termes de référence de l'étude prévoient un séminaire de restitution en fin de diagnostic. Ceci étant acquis, il nous semble souhaitable, pour tenir compte de la répartition géographique des participants à cette étude, de la dynamique enclenchée sur les zones et de l'ensemble des relations établies localement de démultiplier les restitutions et d'en prévoir l'organisation de manière décentralisée sur les territoires. Cela nous semble important à envisager pour impulser des temps de valorisation des éléments qui ont été confiés à cette étude, et s'inscrire dans un espace et une logique qui seraient les points de départ d'un débat renouvelé autour des moments de restitution. Travail qui permettrait d'associer de manière tangible les acteurs identifiés et volontaires pour contribuer à la mise en œuvre du projet Parc National des Hauts de La Réunion.

Au-delà des mots, de la réciprocité des attentions donnant lieu à des remerciements, ce sont l'échange continu d'informations et les efforts de mise en participation sur chaque territoire autour du projet de Parc National des Hauts de La Réunion qu'il nous paraît crucial de faire vivre pour une portée opérationnelle véritable, sur le sol réunionnais, des travaux de reconnaissance et de mise en valeur de son patrimoine.

Ce document est un document d'orientation, l'un des guides pour la décision mis à la disposition du Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement, et par extension à la Mission Parc et à tout acteur engagé dans la préservation et la valorisation du patrimoine culturel réunionnais.

Dossier 1

Conception méthodologique de la phase 3

■ Note générale sur la méthodologie : dossier 1

La démarche méthodologique a privilégié dans le courant de la phase 2 une capitalisation des éléments issus du 'recueil de l'expression des habitants' par site, et non par thème.

C'est en démarrage du rapport phase 3 que seront donc repris, présentés dans des **fiches thématiques**, les points focus qui se dégagent sur les thèmes retenus par l'étude. Ils sont extraits du croisement des données recueillies tant au cours de la phase 1 (lors des entretiens avec des experts spécialisés) qu'au cours de la phase 2 (d'écoute et de présentation des dires des experts d'usages sur chaque site).

Nous établirons ensuite les **principes** sur la base desquels il nous semble important d'envisager une stratégie culturelle pour le Parc National des Hauts de La Réunion. Depuis ces principes, seront déclinées des **orientations opérationnelles et pistes d'action**, comme autant de préconisations pouvant permettre d'envisager une mise en action effective. Les orientations ne sont volontairement pas détaillées. Si elles sont retenues, leur formalisation pourrait être envisagée sous une forme collégiale, suite à des travaux en ateliers participatifs.

Dans ce diagnostic, ce sont 17 **propositions d'actions concrètes** qui ont été élaborées et détaillées. D'autres voies peuvent être explorées. Celles choisies nous semblent devoir être étudiées plus précisément (notamment en termes de moyens financiers, réglementaires, techniques) et être conçues puis planifiées conjointement et localement avec les habitants.

Seront mis sous forme de 'fiches' :

- des points focus par thématique
- des principes et des préconisations stratégiques
- des fiches actions ou sujets patrimoniaux fédérateurs mis en dynamique

Les données recueillies pour identifier les éléments fédérateurs du patrimoine culturel de La Réunion l'ont été dans un échéancier défini, avec un nombre d'interlocuteurs déterminés, à un instant T de l'Histoire de La Réunion, et ce en rapport avec un projet précis : le Parc National des Hauts de La Réunion. Ce document rassemble un certain nombre d'idées, de méthodes et d'outils pouvant servir aux structures et aux personnes engagées dans la conception de ce projet, elles devront être réactualisées et complétées au fur et à mesure de sa mise en place.

Nous tenons néanmoins à ajouter que ces fiches ne doivent pas être réduites à un dispositif figé de lecture du patrimoine culturel réunionnais destiné à assurer une meilleure « gestion » du projet Parc, elles perdraient une dimension essentielle.
Pour servir avant tout d'outils au service de l'ensemble des personnes concernées par le projet Parc, elles devront être considérées comme les productions de lancement d'un processus évolutif d'identification et de suivi du contexte, des contraintes, des potentialités,… Ainsi, elles serviront le développement du projet et des hommes, rendant possible une meilleure adéquation entre les éléments fondateurs vivants du patrimoine, les principes d'intervention, les actions menées et les stratégies des acteurs - partenaires.

■ Note sur les fiches par thématique : dossier 2

La culture au travers de 5 thèmes permettant de déconstruire la réalité ;

L'oralité pour communiquer, la faire respecter ou la partager ;

Et le vivre ensemble pour en donner le sens.

Nous ne rappellerons ici que brièvement les angles sous lesquels l'étude a choisi, en se référant aux entretiens conduits en phase 1, d'interroger la réalité culturelle réunionnaise : communauté - identité - culture, culture et développement durable, courants qui partagent la culture à La Réunion, culture des Hauts - culture des Bas - culture réunionnaise…

La phase 2 a conduit à des développements[1] : art de vivre et culture, culture de la terre, culture du travail, culture alimentaire, expression artistique et culturelle, culture et savoirs techniques populaires,…

Pour une analyse d'ensemble, le cahier des charges proposait plus spécifiquement une **classification par thème que nous avons fait évoluer au fil du diagnostic**.

En phase 1, au regard des expressions recueillies, nous avons abordé deux thématiques correspondant au versant invisible de la culture[2] : le temps et l'espace, et trois autres qui en révélaient le versant visible : les usages et savoir-faire, les croyances, et les arts. Elles ont été complétées par la présentation des dimensions culturelles de l'oralité (en remplacement de la littérature orale) et du vivre ensemble.

En phase 2, nous avons très rapidement pu noter que la culture abordée par thématiques n'avait que peu de résonance pour la grande majorité des personnes rencontrées. Ainsi, nous avons préféré partir de la réalité formulée ou vécue autour des éléments de patrimoine culturel qui nous étaient présentés, plutôt que contraindre les personnes à déconstruire cette réalité. Ce travail nous incombe sur la base des données reprises dans les chapitres par territoires composant le rapport de la phase 2.

En phase 3, les fiches par thématique visent à mettre en évidence des points clés ressortant du croisement des analyses. Ces points focus mettent en exergue les nœuds de convergence et également les nouveautés qui ont pu apparaître comme constitutives des thèmes lors du diagnostic par territoire. Enfin, chacune se termine par une brève conclusion en lien avec les possibilités de mise en valeur de cette étude exposées sur l'ensemble de ce rapport phase 3.

[1] Nous rappelons ici que 176 personnes se sont mobilisées pour la réalisation de cette étude diagnostic : 39 en phase 1 et 137 en phase 2 ; certains interlocuteurs ayant été à nouveau consultés lors de la phase 3.

[2] Définition de M. Nifle – Directeur de l'institut 'Cohérence' *« une culture est fondée dans un consensus invisible et le plus souvent inconscient. (…) Et puis il y a la face visible qui est toute la façon humainement vécue et réalisée ».*

■ Note sur les principes et orientations opérationnelles : dossier 3

L'importance de la connaissance mutuelle et acquise par les différents acteurs en présence n'est pas à démontrer.

Toutefois, parvenir à une claire compréhension, sans ingérence dans les aspects privés mais sans négligence des potentialités respectives reste compliqué. Il n'y a pas de recette miracle, s'il s'agit d'aller résolument à l'encontre d'un pillage des ressources des personnes et de leurs lieux de vie ou d'expression, il est important de s'attacher à la rencontre des personnes et de leurs ressources.

Pour cela, il convient d'instaurer des principes de libre implication et de donner le choix à ces personnes qui devront disposer de l'information leur permettant de décider ce qu'elles souhaitent – et ce qu'elles soient identifiées comme des 'mémoires vivantes' et/ou comme des 'acteurs de développement' : quels sont les cadres et modalités de l'échange ? Pour quelle action ? Quels en seront les objectifs, finalités et retombées positives ? Quels sont les risques partagés ?…

Trois principes fondamentaux sous tendent les orientations et les pistes d'actions de ce document, à savoir :

- un principe de mémoire,
- un principe de participation,
- un principe de communication.

Chacun d'eux, étant à considérer comme un point de repère, donnera lieu à la formulation d'orientations qui ressortent de la réalisation de ce diagnostic et du dialogue entamé avec les participants. L'ensemble vise à guider le passage d'une 'administration' du projet Parc National vers un 'pilotage' qui impliquerait un champ élargi d'acteurs, à différents niveaux et avec lesquels prévoir l'avenir, définir des stratégies, mettre en œuvre des activités se ferait en continu et en collaboration. L'ensemble vise à assurer la valorisation et la préservation du patrimoine culturel et des objets patrimoniaux s'y rattachant.

■ Note sur l'élaboration de « fiches action » concrètes : dossier 4

× méthode de choix de l'objet des « fiches action »

Nous tenons à rappeler le guide de questionnement sous jacent à la construction des fiches actions proposées dans cette troisième phase. A partir du diagnostic, qui constitue en quelque sorte un point de situation global sur le patrimoine culturel, notre réflexion s'est construite en quatre étapes pour mettre en évidence des actions réalistes et réalisables :

1. Reprise du diagnostic et de l'analyse
2. Inventaire des hypothèses de solutions
3. Bilan des actions possibles et à quelles conditions
4. Illustration des 'possibles' par des fiches action[3]

× réalité de lecture des « fiches action » concrètes

Les rubriques 4, 5 et 6 des « fiches action » (partenaires, modalités d'exécution techniques et financières, modalités de suivi et de validation) seront variablement détaillées. Les partenaires seront proposés à titre d'exemple, et les modalités techniques et financières à titre indicatif. En effet, d'une part, nous ne disposons pas de suffisamment d'éléments puisque ce n'était pas l'objet de ce diagnostic, et d'autre part nous ne souhaitons pas que ce travail soit déconnecté des principes de participation / communication que nous avons posés.

Sur le plan opérationnel, le travail de construction des fiches, pour qu'il soit efficace et que l'action soit accréditée et viable, doit se faire en coopération entre les acteurs, opérateurs et partenaires. La réalisation de l'action doit ensuite suivre le plus précisément possible sa programmation.

Sur le plan conceptuel, les « fiches action » sont en adéquation avec les trois principes proposés pour la stratégie culturelle du Parc National des Hauts de La Réunion. Leurs contenus les relient concrètement, de manière transversale, aux orientations et les articulent directement à la finalité de valorisation et de préservation du patrimoine culturel et de ses objets.

[3] Les fiches actions ont été réalisées en tenant compte des récurrences, de l'originalité, et de la cohérence établie entre des façons de faire, des volontés, des idées ou des objets évoqués tout au long du diagnostic. L'ensemble des fiches proposées ne constitue pas une définition des priorités mais une illustration des possibles.

× choix de l'objet d'une fiche action

Etapes de la démarche	Questions à poser informations à rechercher
1. Diagnostic et analyse Le point de départ peut être : - une préoccupation face à un problème - une action souhaitée par les habitants et acteurs locaux	 Que disent les gens ? - comment se pose le problème ? Actuellement ? Evolution dans le temps ? Comment analyser le problème ? - études techniques - études des systèmes (de production, de fabrication, de valorisation) - pourquoi l'action est elle souhaitée ? - comment peut on la réaliser ?
2. Inventaire des hypothèses de solutions - les solutions ou pratiques déjà mises en œuvre par les habitants - les solutions mises en œuvre sur des sites 'exemples' - les solutions proposées par les services techniques, les opérateurs	 - actuellement mais aussi dans le temps - des solutions ou savoir-faire ont déjà été adoptés ou sont traditionnels (inventaire des pratiques du milieu) Quelles solutions sont pratiquées ailleurs ? (documentation, visites d'autres sites…) Inventaire des propositions
3. Bilan sur actions possibles et à quelle condition pour déboucher sur des actions réalistes et réalisables	- les expérimentations éventuellement souhaitables avant le lancement de l'action - inventaires des contraintes (techniques, économiques, et culturelles selon les critères d'appropriation et de viabilité) - inventaires des potentiels (antécédents favorables, savoir-faire acquis, traditions vivaces…)
4. Illustration des 'possibles' par des fiches action	- priorité en fonction des éléments recueillis lors du diagnostic et d'une appréciation des moyens disponibles dans le délai de mise en place du Parc, des leviers existants ou des freins…

× plan type de « fiche action »

INTITULE
LOCALISATION GEOGRAPHIQUE
1. Constats / Identification Résumé du recueil d'information, entretiens, visites lors du diagnostic et des discussions par lesquelles on a établi que les actions envisagées sont viables Diagnostic de la situation - population concernée et caractéristiques (fonctionnement, organisation…) - potentialités et contraintes physiques et économiques - nature des contraintes à lever par l'action choisie ou des potentiels de développement et valorisation identifiés - utilité pour les habitants et dans la stratégie culturelle du Parc
2. Finalité et objectifs de l'action
3. Descriptif du contenu du l'opération - description et localisation de l'activité à entreprendre - grandes lignes de l'organisation requise
4. Partenaires - principes et modalités de participation des différents partenaires
5. Modalités d'exécution technique et financière - Caractéristiques techniques de l'opération - Identification des opérateurs possibles ou à solliciter - Indication des intervenants à chaque niveau. - Actions d'accompagnement éventuelles (animation, formation) - Type de financement ? (crédit, subvention,…) et nature des apports locaux
6. Modalités de suivi et de validation - Indicateurs d'impact (comment l'action menée met elle en valeur le patrimoine culturel, résout-elle la contrainte identifiée (culture / réglementation par exemple)), - utilité effective, évaluation des modalités d'intervention utilisées, réorientations
7. Adéquation aux principes de sauvegarde de la mémoire sur le patrimoine culturel, de communication, et de participation

× Les ‘fiches action’ proposées pour la stratégie culturelle

1■ La création d’une ‘cellule d’expression et de partage de la mémoire’

2 ■ La pratique de communication de la cellule d’expression et de partage de la mémoire

3 ■ La mise en place d’une information participative autour du projet Parc National

4 ■ La mise en œuvre de projets participatifs

5 ■ La création d’évènementiels autour du patrimoine culturel

6 ■ La sauvegarde de la mémoire vivante

7 ■ La mise en place d’une signalétique trilingue dans le futur Parc National

8 ■ La réhabilitation et la découverte des sentiers péï

9 ■ La valorisation des éléments remarquables du patrimoine

10 ■ La redécouverte des chants, poèmes, contes, zistwar

11 ■ La réalisation de ‘guides historiques’

12 ■ La valorisation des connaissances empiriques et savoirs techniques populaires

13 ■ La promotion des métiers traditionnels

14 ■ La valorisation de la vannerie locale traditionnelle

15 ■ La promotion et la valorisation de la cuisine réunionnaise traditionnelle

16 ■ La préservation et la valorisation des kaz an pay traditionnelles

17 ■ La sauvegarde et la reconnaissance de la tisanerie traditionnelle réunionnaise

Dossier 2

Focus par thématique

Note introductive

Suite à la démarche méthodologique validée en comité de pilotage au terme de la phase une de ce diagnostic, la notion de 'culture', qui avait d'abord été déclinée au travers de sept thématiques, a ensuite été considérée comme un ensemble. Les caractéristiques importantes du patrimoine culturel nous ont été décrites par les habitants des territoires eux-mêmes, qu'elles soient ou non rattachées très directement à des thèmes.

Par les trois dossiers qui suivent, nous respectons le cahier des charges dans sa volonté de disposer d'éléments de synthèse : les premiers reliés aux thématiques, les seconds rattachés à des principes et orientations stratégiques, et les troisièmes à la pratique concrète de la stratégie culturelle du Parc National des Hauts de la Réunion.

C'est la réalité du terrain et les rencontres avec les personnes et structures mobilisées (démarche participative) ainsi que le choix d'intervention sur divers sites (approche favorisant une relation active sur des territoires) qui ont amené :

- à la définition des principes, orientations et actions
- à la mise en valeur des éléments recueillis sur le patrimoine culturel

Ainsi, conformément au cahier des charges de notre étude, nous présentons dans ce dossier 2 les points focus qui ont été retirés des entretiens et qui se rapportent à chacune des thématiques. Ils présentent des nœuds de convergence directement utilisables dans la prise en compte de la culture et de ses composantes dans la stratégie culturelle du Parc National des Hauts de la Réunion.

Nous tenons à préciser qu'au travers de ces éléments de synthèse, il ne s'agit pas de restreindre l'extrême richesse de la diversité des points de vue qui ont été proposés mais d'aiguiser la curiosité des lecteurs depuis quelques éclairages vers tous ceux qui ont été présentés au sein des rapports réalisés en phases 1 et 2 et qui ont appuyé notre réflexion et nos propositions principales.

Considérant les éléments du patrimoine culturel présentés, on constate en effet que certains sont plus visibles ou plus exposés, alors que d'autres plus intériorisés restent en partie à découvrir. Dès lors hiérarchiser les thèmes – et leur contenu – à ce stade de la mise en œuvre participative d'une stratégie culturelle reviendrait à mettre en évidence les plus exposés de ces éléments et peut être pas les plus importants d'entre eux.

Tous ces éléments de patrimoine sont par ailleurs reliés aussi bien aux personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenues qu'aux zones retenues, et ils ne font pas fonction de généralité sur la future zone du Parc National, ni sur l'ensemble de La Réunion. Les priorités qui pourraient en ressortir à un plan plus stratégique devront s'établir sur la base de nos propositions, puis évoluer à partir de l'ensemble des personnes impliquées.

1) Le temps

Le temps du cahier des charges

« *l'Histoire du peuplement, de l'occupation de l'espace, de l'utilisation des ressources (eau), aux déplacements, aux biens immobiliers (bâtiments d'exploitations agricoles ou ceux liés à l'artisanat, à l'industrie, à la villégiature ou à la vie collective qui témoignent d'activités spécifiques ou tout simplement d'un style architectural) et les biens mobiliers qui relèvent aussi bien d'usages domestiques (meubles de styles régionaux) que religieux (mobiliers des églises, des chapelles, des temples et autres lieux de culte) ou festifs (chars, emblèmes villageois ou corporatistes)* ».

Le temps d'un diagnostic mutuel[4]

« le temps est la durée des choses par opposition à l'éternité ; il caractérise aussi un espace de temps ou un moment précis, une saison, une durée limitée, une période de mutation. Il peut être étudié à l'échelle d'une vie d'homme, d'une génération à l'autre (transmission, mobilité sociale et interethnique), d'une société (en termes de transition démographique, révolution industrielle…). Dans les périodes de changements rapides, il peut y avoir remise en question de bons nombres de paradigmes individuels et collectifs. Mais l'emprise du temps peut aussi ne pas influer radicalement sur les comportements ou les facteurs culturels, structurels, voire conjoncturels ».

■

Lors de la première phase d'échanges avec les experts, **le temps a globalement été rattaché à l'Histoire de la Réunion, aux interactions existantes entre l'Histoire et l'espace de l'île ainsi qu'aux traces que leur croisement a laissé à la communauté réunionnaise et aux collectivités par territoire** (bâtiments, objets, succession de manifestations en lien avec la nature, avec l'identité, les traditions, les éléments importés…).

[4] ■ Phase 1, ■■ Phase 2, ■■■ Phase 3

La dualité entre rapidité des changements et mélancolie du passé était posée comme un défi à relever. Ceci sans oubli des repères lors du passage d'un temps à l'autre (civilité, accueil, adaptabilité, capacité à préserver les liens et le respect entre communautés…) mais face à la difficulté de se les approprier ou de les vivre au quotidien. Ceci sans rejet des nouveaux traits de caractère mais en soulignant le risque de ne pas réussir à les concilier à l'existant ou de les laisser remplacer les fondements même de la culture (cadre et style de vie, gastronomie, temps de communication et de transmission entre générations…).

C'est dans le temps que la créolité du système culturel s'est construite et que le pragmatisme social des réunionnais continue à se révéler : ce qui arrive au jour le jour détermine les choix, ce qui est raconté au fil du temps est acté, tend à déterminer les pensées et les actes et chaque personne se caractérise dans un rapport au temps qui lui est particulier.

On mettait en exergue les gestes voulus (réminiscence actuelle du temps d'hier) qui ont entraîné une continuité ou une rupture car en déterminer l'essence et le sens permet de trouver des réponses, d'articuler les permanences avec la continuité des avancées et les mutations de la société et des projets. Cela afin de gérer leurs réalités et conséquences, de positiver la nostalgie pour valoriser et adapter ce dont on a hérité du temps passé (valeurs, mémoire, savoirs) et les externalités auxquels on est confronté (modernité, phénomènes de société : consommation, urbanité, règles normalisées, nouvelles variétés du langage et de l'oralité…).

■ ■

À travers les témoignages lors de la seconde phase, il ressort que le temps, s'il n'est pas abordé comme thème (ni par notre entretien ni dans les dires de nos interlocuteurs), est évoqué par une majorité de personnes. **Le temps est d'abord rattaché au rythme de vie mais également très intimement à l'Histoire et la construction d'un art de vivre, aux éléments de patrimoine culturel issus de l'Histoire, et se révèle dans la toponymie 'mémoire du temps et de l'Histoire vécue dans l'espace'.**

Le temps rattaché au rythme de vie est une donnée importante à considérer lorsque l'on s'attache à la compréhension des 'facettes vivantes' du patrimoine culturel.

Le temps peut ainsi être considéré comme la matière première pour construire et se construire et le maintien d'une cohérence de son rythme de vie comme le ciment d'une adaptation positive. Pour nos interlocuteurs, ce rythme est relié aux astres pour le quotidien (lever et coucher en fonction du soleil), séquencé par les fêtes familiales ou religieuses tout au long de l'année et présenté en fonction du travail avec ses moments d'activités ou de repos et de ses moments d'échange. Pour la justesse du rythme de vie, le lien avec ses éléments est important[5] car ils permettent de faire s'épouser les changements et l'existant sans risque de cassure. Un changement des références induit logiquement un changement de rythme d'époque en époque. Mais, des personnes ont souligné que lorsqu'il est trop brutal ou appréhendé trop tardivement, ce changement peut être un facteur de déséquilibre voire de rupture avec les éléments de patrimoine culturel ou avec les bases identitaires.

Le temps est étroitement rattaché à l'histoire du peuplement ou du développement des sites et, plus fortement encore c'est l'histoire vécue directement par les premières générations d'habitants qui est importante car c'est principalement cette histoire là qui est toujours dans l'esprit et dans le cœur des anciens, et que les jeunes méconnaissent, voire rejettent. Ceci a été présenté sur Cilaos, où le patrimoine culturel a un lien extrêmement fort avec l'histoire du cirque, qui irradie l'ensemble des domaines de la vie des habitants. C'est donc en quelque sorte une certaine expression de leur culture que les anciens Cilaosiens voient disparaître, et qui révèle un manque d'intérêt, de considération des nouvelles générations pour ce qui constitue profondément l'art de vivre à Cilaos.

Or, la reconnaissance identitaire passe par la protection de ce qui est empreint d'Histoire (lieux, musique, objets…) que celle-ci soit orale ou démontrée de manière fiable.

La pudeur des témoignages montre avec d'autant plus d'acuité la volonté d'une permanence du souvenir : en protégeant le cimetière de la Ressource -, la volonté d'y puiser des forces - en préservant le Maloya, et en n'oubliant pas le temps où la culture de la canne était celui d'une exploitation des hommes au bénéfice des grandes exploitations d'autres hommes - en tirant des leçons pour vivre ensemble… Les Hauts de Sainte-Marie sont chargés de cette part d'histoire qu'a été la période de l'esclavage et des engagés à La Réunion.

[5] La permanence du rythme révèle des forces : communion à la nature et utilisation des connaissances empiriques, valeur du temps accordé au travail (activité selon les saisons, les cultures et la nature : étude des cycles lunaires pour les plantations… et utilisant la solidarité) assurant une place à l'homme comme acteur en évolution dans la société, accroche réelle aux aïeux et attachement à la famille, aux évènements et aux fêtes qui ont marqué les époques,…

Sur Salazie, le sentiment exprimé par rapport aux objets lontan en train d'être oubliés concernait ainsi bien moins les objets fabriqués eux-mêmes que le temps accordé à la fabrication de ces objets (ou d'une église) et les échanges - entre personnes de Salazie ou avec l'extérieur qu'elle avait engendré.

Alors ne s'accorde-t-on plus ce temps ou est-ce le rythme dans lequel, même au cœur des cirques, des plaines, des Hauts et également des Bas, nous vivons les mutations de la société et les relations aux autres qui nous entraînent à le perdre ?

Pour autant, il nous a été restitué sur l'Entre-Deux, Mafate, Salazie, les Hauts de Sainte-Marie… l'Histoire restera à jamais gravée dans la toponymie des lieux, preuve – s'il en est encore besoin – du rôle de pionniers qu'ont joué les esclaves marrons dans la découverte de certains territoires des Hauts et, au-delà, de l'ensemble de l'intérieur de l'île et preuve que les hommes ont, dans le temps, façonné leurs modes de vie et leurs espaces. A Mafate aujourd'hui, c'est essentiellement la toponymie du cirque qui rappelle l'existence de ces grands marrons et renvoie aux pénibles réalités de leur combat pour la liberté. Alors même que les habitants rencontrés ne nous ont pas parlé de cette époque de leur histoire, de ce temps sans doute trop longtemps refoulé, il est clairement apparu extrêmement important à considérer au titre de la construction de cette communauté et de son avenir.

En parallèle, l'histoire du village de l'Entre-Deux est indéniablement un trait extrêmement fort du patrimoine culturel des entre-deusiens, bien qu'aujourd'hui sa connaissance ait tendance à s'effriter, malgré les initiatives de nombreux acteurs du territoire dans le sens d'une réappropriation de ce pan de la mémoire collective[6].

■ ■ ■

Ainsi, le temps vécu comme sujet d'ouvrage (livre, recueil, guides), la mémoire des sites comme objet de message (toponymie et respect des noms d'origine des lieux, signalétique), la visualisation / réhabilitation de l'immobilier bâti ou les objets fabriqués comme témoignages des réalisations appropriées des hommes dans le temps (cartographie, expositions…), restent des pistes à approfondir.

[6] Notamment l'association Entre-Deux Z'Epok, qui a écrit un ouvrage remarquable sur l'histoire du village, initiative que l'on ne retrouve – hélas – pas sur toutes les communes de l'île ; mais aussi l'association Capitaine Dimitile qui mène tous les ans d'importantes manifestations sur le site du Dimitile pour sensibiliser les gens à l'histoire du marronnage et l'association des petits métiers

Ces pistes contribueraient à prévenir et à lutter contre la volatilité de la mémoire des plus anciens, et à alimenter celle des plus jeunes qui n'ont pas le temps passé comme vécu de référence pour estimer leur patrimoine et leur culture. A notre sens, elle apporterait leur contribution à une meilleure lecture du temps des hommes et de son rythme vital, ainsi que de ses construits et de ses fruits encore à cultiver pour la vitalité du patrimoine culturel.

«Le passé disparaît forcément, mais il est possible dans certains lieux de le garder vivant. Pourvu que ces lieux n'aient pas changé et/ou que leur histoire soit connue et racontée [7]».

[7] Domoun Salazie – 'la mémoire vivante' Raphaël Folio – Ecomusée de Salazie, décembre 1996

2) L'espace

L'espace du cahier des charges

« *Des sites majeurs à l'espace privé : de l'engouement pour le Volcan à celui pour les jardins créoles. Des paysages comme résultat de la nature sur elle-même autant que celui de l'homme sur son milieu, ils peuvent être identifiés comme patrimoine matériel, mais aussi immatériel (sentiment d'attachement)* ».

L'espace d'un diagnostic mutuel

« *L'espace peut être considéré comme une entité disposant de caractéristiques qui lui sont propres découlant ou entraînant des phénomènes physiques et naturels. Il est donc possible d'en avoir une représentation relativement 'extérieure à l'homme'. La Réunion sera, dans cette optique, présentée comme un territoire insulaire disposant d'une valeur patrimoniale reconnue sur certains aspects : une variété de microclimats, un volcan actif, des cirques, des écosystèmes uniques et fragiles, des sites majeurs, des jardins remarquables… Mais il est important dans le cadre de notre étude de situer également l'espace comme espace d'existence, en lien avec les populations qui l'occupent, en disposent, le protègent, le valorisent ainsi qu'en tenant compte de la manière dont les habitants de cet espace se le représentent en termes d'espace privé, espace vécu, espace de loisir, espace d'activité…* ».

■

La première phase, et les propos des experts s'étaient concentrés sur **les Hauts de La Réunion : espace naturel, habité et mis en tourisme ; espace de liberté, patrimonial et créatif ; espace de mémoire, d'imaginaire et d'aménagements.**

Si la nature sert de fondement, l'histoire de l'île s'impose au travers de la permanence de formes culturelles liées à l'histoire du peuplement et à une véritable perception réunionnaise de l'espace et du paysage.

L'espace est ainsi social et vécu en premier lieu par ses habitants mais aussi organisé par des politiques de sensibilisation et des réglementations qui induisent les habitudes d'entretien de l'espace, la volonté de préservation des cadres et styles de vie dans un contact avec l'environnement naturel qui demeure fort. Les Hauts d'abord accessibles à qui les mérite sont alors qualifiés de 'répulsifs', puis mis en rapport avec les Bas et plus abordables, leur mise en tourisme les rendent attractifs pour un plus grand nombre de personnes.

L'espace des Hauts de La Réunion et la liberté qu'il a laissé aux hommes à la valeur d'un patrimoine associée à une créativité créole tant culturelle que personnelle : re-création, récréation, imagination, et retour au naturel, aux émotions, qui définissent un espace d'échappée à la société moderne et à la frénésie de l'urbanisation. Pour les experts, détenteurs de mémoire, d'authenticité, de savoirs traditionnels rattaché au terroir, les Hauts révèlent leurs fondations et leur imagination malgré une relation à l'espace et à l'activité imposée par la géographie et la topographie.

Le défi présenté par nos interlocuteurs sera d'arriver à favoriser la cohabitation des différentes fonctions qui se côtoient aujourd'hui dans les Hauts : aménagements, développement de l'habitat et des activités, mise en conformité des réglementations de cet espace habité, intégré et intériorisé par rapport au littoral et à l'espace national ou mondial.

■■

La rencontre avec les habitants lors de la seconde phase met en évidence de nombreuses manières de considérer l'espace **dans sa relation avec l'Histoire et la société au travers de l'identité, des modes de vie et des mentalités et dans sa relation avec l'homme qui associe l'espace cultivé à la préservation d'un cadre de vie et élargit la notion de propriété à l'appropriation d'un espace social et culturel au profit d'un art de vivre.**

La notion d'espace, notamment dans les cirques, a permis de mettre en évidence combien relief et histoire peuvent être aussi riches qu'étroitement imbriqués et ont servi à façonner les sociétés, la construction des mentalités au sein d'espaces porteurs d'identités.

Par exemple, la situation géographique du cirque par rapport au reste de l'île et les méandres du relief qui le constituent ont fait de Cilaos une terre de liberté et d'organisation sociale et politique privilégiée pour les esclaves marrons, les premiers à découvrir et à peupler le cirque. A Mafate, le relief a influencé l'histoire de ce cirque, et aujourd'hui cette histoire trouve un écho en lui, l'un des rares qui ne soit pas encore altéré, comme un juste retour des choses[8]. C'est le relief tout entier du cirque qui rappelle l'importance du legs des esclaves marrons dans le patrimoine culturel des Mafatais et qui relie ses habitants avec leur passé (schémas de pensée, vie organisée au quotidien) et leur futur, car il est la trace de toute l'histoire de ce peuple, de son mode de vie, de sa culture.

En partie liés aux légendes de la tradition orale, ce qui rend souvent difficile leur interprétation exacte, les toponymes et anthroponymes qui marquent les espaces sont une part importante de l'héritage[9]. L'imaginaire des habitants a puisé dans la morphologie des espaces pour baptiser les sites, et la chronologie des noms de lieux, sur l'ensemble des territoires considérés, éclaire tout autant que les vestiges physiques du passé (bâtiment, objets…) sur les évolutions et l'influence des personnages, des croyances et légendes ou des occupations dans la constitution des bourgs et îlets. L'espace du Volcan et le nom de « *la Fournaise* » est au centre de confrontations (réelles ou plus imaginées) entre la nature et la société réunionnaise.

Les ressources naturelles sont présentées comme importantes par une grande majorité des personnes rencontrées. Le patrimoine naturel n'est pas simplement évoqué au travers des espèces les plus rares ; les plantes des jardins (au delà de leur aspect ornemental) ou des forêts ainsi que les bois sont également évoqués comme appartenant au patrimoine culturel par des traditions populaires (tisanerie). Les ressources naturelles peuvent avoir été à l'origine du développement et de l'ouverture des territoires (thermes), contribuer à préserver des habitudes culturelles (relation à l'eau, à la forêt, à la montagne, lieux de rencontres collectives, espace de respiration…).

[8] Ces deux éléments sont fondamentaux dans la culture des Mafatais au sens patrimonial du terme, quand bien même cette importance peut parfois être inconsciente, insoupçonnée par les habitants eux-mêmes.

[9] Si l'on remonte encore le temps, il est impressionnant de voir à quel point la connaissance des premiers toponymes permet une mise en valeur des ancêtres – et favorise une lecture de la marque de l'homme, des modes de vie, de l'évolution des mentalités…, même si la manière dont les individus ou groupes se saisissent chacun à leur manière des significations des éléments physiques ou des espaces.

Elles assurent enfin la possibilité de travailler dans les Hauts en permettant des activités artisanales ou familiales, et en corrélant, dans la pratique traditionnelle[10], le technique et l'empirique : utilisation des bois et plantes, l'agriculture, l'élevage…

Enfin, l'espace comme 'écosystème' dans lequel l'homme est intégré, a été mis en évidence sur la Plaine des Palmistes.

Ainsi c'est au travers de l'espace - et de ses caractéristiques et ressources - que l'entretien du cadre de vie est présenté par les habitants comme une donnée fondamentale permettant l'expression d'un art de vivre, d'une qualité de vie qui pourraient être mis à mal par des politiques de logement, des critères d'aménagement ou des normes de développement et des règlements perçus comme imposés, tout azimuts ou non articulés à l'existant.

Dès lors que le sentiment d'appartenance à un site est marqué et que les rapports ont été longtemps rendus difficiles par la configuration géographique, une communauté de destin spécifique se décline. Etre dans les Hauts ou au cœur de l'île influence la façon de vivre des habitants, qui mettent en évidence qu'ils ont su conserver et se transmettre leurs coutumes, leurs traditions, jusqu'à aujourd'hui. Mais ils présentent aussi que les mutations dans la gestion de ces espaces (imposées ou souhaitées mais non concédées) peuvent contribuer respectivement soit à les destituer d'une envie d'enrichir, valoriser ou transmettre leur patrimoine soit les inciter à en proposer la richesse et la valeur pour autant qu'ils n'en soient pas dépossédés et puissent en profiter. Si l'on ne peut faire abstraction des litiges et de l'injustice ressentie liés à la propriété de la terre à Mafate, c'est la relation d'appropriation de l'espace qui est essentielle. Ce que cette appropriation de l'espace permet aux Mafatais de vivre est sans doute au fond, le moteur de la longue lutte pour la reconnaissance de leur propriété, à savoir l'appropriation, la construction et la transmission d'un espace social. Allant au-delà du patrimoine culturel, c'est un art de vivre et des hommes qu'il nous est proposé de respecter.

■■■

[10] Ce qui est peut-être encore plus remarquable que les paysages façonnés par l'agriculture, ce sont les pratiques culturales traditionnelles. Il y a à La Réunion une tradition d'agroforesterie « intuitive », illustrée par exemple sur Cilaos par le fait de cultiver les grains sous le maïs, en intercalaire : cela permet un apport d'azote pour le maïs, et permet aussi d'optimiser au maximum l'espace disponible. Les pratiques d'élevage en altitude vivaces à Trois-Bassins ou à la Plaine des Palmistes découlent autant de traditions que de réflexion sur la gestion des espaces et des races bovines ainsi que sur la qualité des productions.

En ne sous estimant jamais les effets d'une réflexion personnalisée par territoire dans le cadre des projets, il serait intéressant de revenir sur les dires des habitants concernant l'acclimatation des hommes et des espèces, végétales comme animales, à leurs espaces qui sont à l'origine des pratiques, aujourd'hui en prise à de nouvelles normes et réglementations. C'est en repartant des constats et des expériences qu'il sera possible de gérer de manière constructive l'espace[11] et d'intervenir avec ceux qui y ont une place et une vie active.

[11] Quelques pistes : 1) adaptation de pratiques sur les sites : échanger sur ce qui - non dit ou expliqué - détermine les activités traditionnelles, plutôt que formuler des interdits non explicités - 2) abandon de systèmes inadaptés sur les territoires : concessions ONF à Mafate, excès préjudiciables à l'espace, aux ressources naturelles, aux hommes (produits chimiques…) - 3) valorisation des réalisations humaines marquant les espaces : aménagement des sentiers, répertoire des éléments d'architecture ou d'artisanat

3) Les savoir-faire

Les usages et savoir-faire du cahier des charges

« Du braconnage aux tisaneurs, de la gastronomie aux artisanats. Les techniques et savoir-faire ont permis la création de paysages, la construction de maisons, la fabrication du mobilier, l'élaboration des produits de terroir… Les produits résultent d'une adaptation aux conditions locales et à des traditions de culture, d'élevage, de transformation et de préparation. Ce sont aussi bien des variétés végétales (plantes, fruits, légumes, etc.), des races animales locales que des produits plus élaborés (vins, fromages, charcuteries, etc.) ».

Les savoir-faire d'un diagnostic mutuel

« *les savoir-faire, plus spécifiquement exercés dans l'artisanat, coïncideront avec le secteur des métiers. Si l'artisanat suppose une inscription au registre du même nom, nous ne pouvons nous priver d'examiner également les savoir-faire traditionnels qui ont été évoqués, quand bien même ils demeurent pour certains un peu 'clandestins'. Les usages et savoir-faire seront considérés comme l'ensemble des comportements et activités représentatifs de pratiques et de compétences, qui s'ils ne sont pas propres à La Réunion, sont représentatifs de techniques, d'outils, et de connaissances liés à l'expérimentation et à l'activité humaine sur l'île.*

■

Il ressort des dires des experts en phase une, que **la constitution et la pratique des savoir-faire sont à l'origine transmises et solidaires dans un système d'économie parallèle qui permet aux gens de vivre, voire de survivre. Leur développement apparaît plus complémentaire que concurrentiel dans un environnement difficile.**

Les savoir-faire sont appréciables notamment dans l'adaptation aux conditions locales et l'inventivité dans l'utilisation des matériaux disponibles. Associant un zeste de bon sens au respect de l'expérience, les savoir-faire sont constitués d'une part d'origine ethnique, d'une part de tradition réunionnaise, d'une part d'évolution et d'une part de liberté.

Les experts parlent de la perte de certains savoir-faire (bardeau, tailleur de pierre, architecture…) et objets ou de la baisse des transmissions de pratiques (tisanerie, cuisine…) en termes de regrets conscients de leur délicate rentabilité économique. Ils parlent aussi des perspectives de viabilité commerciale ou valorisation touristique des produits (label péi, marque 'artisanat d'art réunionnais'…) comme de possibles progrès.

Ils incitent à voir, au-delà de la liberté d'illégalité de certains savoir-faire sur l'île, les réelles compétences, expériences et bon sens qui ne doivent pas être desservis par des activités marginales préjudiciables (pêche au poison, destruction des bois et des espèces…) ou remplacés a priori par l'imposition a fortiori de nouvelles techniques.

La permanence d'un rapport à la loi difficile des activités informelles est mise en regard de l'effet pervers d'interdictions peu expliquées ou non comprises, mal adaptées ou perçues comme injustifiées.

Enfin, si la création des artisans ou praticiens est nourrie de savoir-faire locaux et d'une culture originale, la création est aussi une forme de réappropriation de l'identité créole.

■■

L'étude sur les sites et les témoignages présentent **la richesse traditionnelle, actuelle ou potentielle des savoir-faire et reviennent sur leur transmission, sur leur articulation à la société par ces fils tendus entre qualité et rentabilité, entre authenticité et packaging labellisé, entre tradition et marketing autour des réglementations...**

On retrouve dans les dires des personnes la transmission du « savoir fabriquer » entre les générations. C'est depuis toujours, c'est de père en fils, de mère en fille, que l'on apprend les métiers de la nature, ceux qui permettent de compléter les ressources familiales, les objets de la vie quotidienne étant souvent fabriqués sur place avec des matériaux faciles à obtenir et un outillage parfois très simple.

L'ingéniosité créole, et les conditions de vie relativement difficiles ou modestes des gens ont favorisé la créativité dans la génération des grands parents et parents actuels (ceci étant moins facilement décelable sur la jeune génération actuelle).

L'envie de transmettre la technique acquise est variable mais peut se développer. En fait, il n'y a pas eu au fil du temps la perception d'une déperdition de savoirs : habitat (les paillotes qui marquaient le paysage habité de Salazie), expériences (tisanerie, pratique culturale, artisanat). Traditionnellement sur La Réunion se retrouvent des capacités de production d'outils et d'objets variés qui ne sont pas toujours si bien connues, ou appréciées… Aujourd'hui, la sensation que la perte est possible - voire plus ou moins actée selon les individus et les sites – engendre au fil des entretiens un sentiment de refus, de tristesse, de remise en cause, de crainte pour l'avenir. De même des pratiques irraisonnées parce que l'on veut gagner de l'argent ou parce que l'on ne connaît pas ce qui permettrait qu'elles soient raisonnables sont décriées « si ça se poursuit, il ne restera bientôt plus rien ni dans les forêts ni dans les rivières ».

A Cilaos comme ailleurs, tous les tisaneurs de tradition que nous avons rencontrés ont exprimé un attachement farouche à la protection de leur forêt[12], qui est aussi pour eux la source d'une vie saine puisqu'ils y trouvent de quoi confectionner leurs tisanes. La tisanerie n'est plus à son heure de gloire, elle continue d'être entretenue, un peu transmise, et ceux qui en ont encore la connaissance s'efforcent de transmettre ce patrimoine qui est apparu par les témoignages tellement vaste au plan culturel. Jamais personne n'a semble-t-il mis en exergue le processus de cueillette et de récolte des plantes, malgré son importance fondamentale dans les vertus de la tisanerie.

[12] Pourtant, les tisaneurs sont très souvent montrés du doigt : en plus de gêner le bon développement de la médecine allopathe, ils saccageraient la forêt, détruiraient les plantes… Pourtant comment faire l'amalgame entre celui qui pratique la médecine traditionnelle à base de plantes depuis des générations et celui qui, pour des raisons bien plus mercantiles que culturelles, peut condamner un arbre rare pour vendre son écorce en sachant justement qu'il la vendra d'autant mieux que les 'vrais' tisaneurs n'ont pas le droit d'exercer ?

Cela est non seulement préjudiciable aux tisaneurs, dont on ne présente jamais les pratiques qui peuvent être en harmonie avec leur environnement, mais aussi très réducteur, dans la mesure où « il faudrait être naïf pour penser que, lorsqu'il s'agit de transmission de savoir, celui-ci puisse se résumer à un ensemble de recettes »[13].

Il est possible de faire le parallèle avec la prise en compte des connaissances des agriculteurs : pour les Mafatais, la connaissance du terrain, c'est-à-dire de l'exposition au soleil de la plantation, de l'inclinaison de la pente, de la capacité d'irrigation, vient compléter la connaissance des cycles lunaires et à cela s'ajoute également une prise en compte assez subtile des saisons, notamment de la saison cyclonique, qui peut selon les années ramener de la pluie, du vent ou les deux. De même, la considération des connaissances traditionnelles, techniques et empiriques des pêcheurs ou des éleveurs est importante.

Dans les savoir-faire et les métiers liés à la nature, la connaissance de tous ceux qui se déplacent dans un environnement considéré et qui ont des motivations particulières pour être de fins observateurs puisque ayant des intérêts dans la conservation de cet environnement est à comprendre. Par exemple, les 'éleveurs péi' présentent la particularité d'utiliser la quasi-totalité de leur environnement et de suivre leurs animaux. Leurs connaissances sont donc fondées sur une expérience importante et sur une pratique intense, bases de discussions.

La vannerie traditionnelle à Salazie ou la transformation du choca à l'échelle familiale ou plus artisanale, sans pouvoir être temporellement datée, est évoquée comme l'un des savoir-faire caractéristiques et existant encore aujourd'hui sur l'Entre-Deux. La tradition de fabrication à domicile et de diffusion au détail (aux parents ou aux relations) est restée. Aujourd'hui, lors des manifestations, les pratiques de dépôts ventes sur des stands se font mais le changement des « manières de faire » et des mentalités est lent. Pour l'heure, tous les détenteurs du savoir-faire, dont une majorité est assez âgée, ne sont pas forcément dans une optique de production commerciale, ou de plus de visibilité pour leur fabrication qui reste de l'ordre de la sphère privée. De ce fait, son prix de vente devient dissuasif pour les acheteurs qui ne cherchent pas à « comprendre le prix » et la tradition d'offrir des savates se perd peut être mais celle de manger des produits à base de choca bleu se développe !

[13] E. SOUFFRIN, *Ethno-histoire, appropriation et possession de la terre dans le Cirque de Mafate, Ile de la Réunion, thèse d'anthropologie, Université de Nice, Janvier 1992, 288 pages, n*ote 13, p. 208.

Sur l'ensemble des sites, l'expression identitaire et des savoir-faire liés à la cuisine a été évoquée - voire même partagée dans le cadre de repas (Trois Bassins, Plaine des Palmistes, Mafate, Salazie…) - nous montrant à quel point les produits issus de la terre comme les espèces y vivant servent de base aux préparations culinaires, et combien les temps de transmission, d'échanges, de rapport à l'autre ou à la nature étaient fondamentaux.

Fort d'un savoir-faire apprécié des consommateurs et pourtant déprécié par l'usage du cépage Isabelle, la démarche qualité dans laquelle s'inscrivent par exemple les producteurs de vin de Cilaos qui facilitent leur identification révèle bien une chose, que ces gens n'ont pas l'intention de se cacher ou de renier leur patrimoine, mais bien plutôt de lui redonner la place qu'il mérite à côté du nouveau vin de Cilaos. Car il est certain que sans le premier, le second n'aurait pas le succès qu'il peut connaître aujourd'hui, et de même qu' « un peuple a besoin de ses racines pour aller de l'avant[14] », nouveau vin et vin traditionnel de Cilaos pourraient évoluer ensemble, et non pas l'un au détriment de l'autre.

Sur Trois-Bassins, le capital terroir du bourg est relié, pour les personnes, non seulement à celui exposé lors de la fête qui s'y déroule au mois de décembre mais aussi plus modestement dans les dires des personnes au travail du bois, la couture, les broderies… et aux pratiques d'élevage (porcins, poules, cabris…) ou agricoles de maraîchage et culture d'agrumes ou de géranium,… En effet, bien que très réduite en surface, nous avons constaté que la culture du géranium conserve une image traditionnelle et représente un patrimoine culturel qui serait valorisable sur la commune. Le même constat est établi pour la lentille à Cilaos, le café à l'Entre-deux dont les retombées des grains semées sont fertiles…

L'un des éléments majeurs du patrimoine de l'Entre-Deux est incontestablement son savoir-faire architectural, son habitat authentique, aujourd'hui encore. La prospérité des Entre-deusiens, à l'époque glorieuse du café, a sans doute favorisé le développement des connaissances architecturales des villageois et la construction de nombreuses kaz dans tous les styles et toutes les formes de l'architecture traditionnelle réunionnaise qui développe son art décoratif, notamment avec les colonnes, les losanges, les lambrequins finement ciselés…
Concernant l'architecture comme fusion entre art et savoir-faire, c'est en laissant ainsi libre cours à son imagination, à sa créativité, que le ferblantier de l'Entre-Deux se projette,

[14] J. Bénard, p. 10

s'imagine le monde, se le représente, et lui rend hommage en tant que source d'inspiration inépuisable : il le fond, l'intègre dans son savoir-faire traditionnel, et de cette alchimie il produit une image, une représentation, une vision symbolique, qu'il offre à son tour aux regards des mille passants et visiteurs.

A Salazie, l'authenticité de Hell-Bourg se manifeste au travers de ses kaz créoles. A Mafate le choix du mode de construction 'kaz an pay' est lié à un art de vivre et révèle la capacité de plusieurs générations de Mafatais à s'adapter au mieux à leur environnement naturel, adaptation harmonieuse de par le choix des matériaux mais aussi très efficace.

■■■

Dans le cadre de ce diagnostic, nous avons été mis face à nombre de savoir-faire ou savoir techniques populaires (savoirs techniques agronomiques, botaniques, écologiques, climatologiques, sanitaires, architecturaux, artisanaux…) dont nous avons pris plus étroitement conscience afin de bien comprendre les attitudes et les certitudes des personnes des Hauts. Les échanges, ou les outils de communication, entre les structures devant faire respecter des règlements et les habitants (exploitants, éleveurs…) ne permettent pas toujours un passage d'information ou de messages réels, ce qui nuit à la compréhension réciproque des réalités et des enjeux des uns et des autres.

Les constats peuvent parfois sembler amers car la difficulté d'exercice d'un métier, de valoriser un savoir-faire dans un contexte évolutif où l'attrait de la rentabilité côtoie la recherche de qualité n'est pas à négliger. Mais, la diversité des savoir-faire mérite que les personnes entrent en dialogue pour rebondir sur l'explication de leur processus d'action qui portent en eux des voies alternatives cohérentes entre la valeur des traditions et la capacité d'innovation dont elles ne sont pas dénuées (travail de sensibilisation : panneaux dans les écoles, collège, foyers d'apprentissage…).

Il est possible de vivre de l'artisanat, de l'élevage, de l'agriculture, de la pêche pour peu que l'on valorise les compétences traditionnelles avérées (ouvrages,…), que l'on soit

informé pour s'associer à la définition ou à la mise en place des labels ou réglementations, que l'on se forme réciproquement, que l'on s'organise (comité de gestion des forêts par les tisaneurs), que l'on s'entraide en faisant jouant la carte péi de la complémentarité et enfin que l'on puisse investir pour vivre de son activité ou continuer à s'y investir en privé.

4) Les arts

Les arts du cahier des charges

« Musique, peinture, littérature écrite… Tous ces éléments constituent le patrimoine vivant de La Réunion. Les différents acteurs de l'île, en désignant et en s'appropriant ces éléments confèrent un sens pour la collectivité et, par conséquent, une valeur patrimoniale ».

Les arts d'un diagnostic mutuel

« *Nous ne proposons pas une étude de la consommation culturelle (fréquentation des musées, des concerts, des salles de spectacles… mais une perception des contextes de naissance et de réception des œuvres ainsi qu'une présentation de leurs natures et formes à La Réunion* ».

■

Lors de la première phase, **les experts ont positionné les arts (musique, littérature écrite et théâtre) dans leur contexte de naissance et dans leur position ou réception principalement sur la sphère et le marché public.**

Autour de trois genres musicaux (Séga, Maloya et chansons de variété) les nouvelles tendances ou instruments et les productions contemporaines de qualité variable sont face à une musique traditionnelle dont la survivance en public est présentée comme reposant sur quelques groupes forts, encore créatifs et utilisant la richesse des rythmes 'anciens'. Ceci alors que la tendance majoritaire serait à la reprise de morceaux traditionnels, ou à une forme culturelle trop moderne pour qu'elle soit considérée comme un patrimoine.

Reposant sur des bases culturelles plus ou moins diffuses selon les générations, la capacité d'appropriation des réunionnais se traduit aussi dans la musique, qui s'exporte, qui produit et se professionnalise.

Selon les experts, sur le territoire géographique spécifique de La Réunion, il faut développer des axes novateurs de diffusion (accès à l'apprentissage, continuité des savoir-faire de fabrication d'instruments, valorisation des groupes locaux, organisation de manifestations) et des productions de qualité.

Reste que la musique et ses textes sont présentés comme un domaine favorisant l'insertion, un art populaire dans lequel il n'y a pas de frontière grâce à l'expression et aux émotions qu'elle procure. Cultiver la diversité et l'unité permet de reconnaître ce que les musiciens proposent d'un culturel qui leur appartient, lié au passé (et qu'il convient de parvenir à ne pas folkloriser) ou 'trop' différencié (qu'il nous revient de décoder pour le promouvoir).

Les langues française et créole jouent chacune un rôle entier et se conjuguent au profit des textes mis en musique et d'une littérature réunionnaise très créative dans des genres multiples (poésies, romans, nouvelles, récits…), construite dans l'histoire d'une nouveauté de territoire et qui s'apprécie dans une continuité territoriale (bien représentée en métropole et dans l'Océan Indien).

La littérature écrite est engagée et présente un renouveau - faisant se rejoindre créolie et réunionité - à partir des racines réunionnaises et rassemblant les origines pour revendiquer son passé et dépasser certaines représentations limitées de son insularité. Les experts se sont exprimés sur le double rôle du roman (recherche identitaire et expression de l'identité), la force de la poésie (animée de mythes et muse de l'imaginaire), et l'exploration du présent (illustré de thèmes à vocation sociale).

Le théâtre enfin comme processus de création, de représentation et de communication a été un mode créateur de relation par le regard sur soi, sur la tradition réunionnaise, sur la culture et sur la présentation de l'extérieur d'éléments vécus en y associant l'émotion des gestes et des textes.

Cet art culturel et social se situe au croisement des enjeux au plan artistique pour les compagnies, au plan de l'animation et de l'interactivité pour les communes, au niveau du lien social et de son décloisonnement par territoire pour La Réunion.

Il est en développement professionnel, favorise la création et l'échange, utilisant l'oralité tant pour parler des traditions que pour commenter l'actualité.

■ ■

Dans l'approche par territoire, **ce sont la nature et les formes des arts modelés par la culture et les hommes qui sous tendent les discussions mais qui sont difficilement dissociables de la vie quotidienne, de la scène privée et de l'art de vivre réunionnais.**

La musique, les éléments qui inspirent la littérature écrite des réunionnais (exemple du Volcan dans les romans ou la littérature enfantine), le théâtre ou les jeux d'acteurs associés aux narrations de contes, et également les arts plastiques, l'architecture, et même la fabrication d'objets sont étroitement imbriqués au quotidien (transmission / évolution) et aux facultés et talents des personnes (d'adaptation / expression / création).

De ce fait, appartenant au vécu et approprié, l'art est présent dans la vie, dans la famille, et sur les territoires mais n'est pas forcément retraduit en tant que tel et peu développé dans les dires des personnes rencontrées. Nous reprendrons ici la musique et les éléments architecturaux qui sont ressortis des échanges comme expression artistique ; la littérature écrite, les arts plastiques et le théâtre ayant été peu évoqués[15]. Pourtant, il est évident que leurs fondements émanent profondément des parcours personnels inspirés d'une culture et d'une vision tant insulaire que planétaire (créolité, reliée aux origines, en ouverture au monde…).

Si la fabrication d'instruments de musique et les compositions / prestations d'orchestre tendent aujourd'hui à disparaître, plusieurs témoignages mettent en avant la pratique des instruments de musique et l'écriture des textes comme un lien entre culture, art et histoire en mouvement.

[15] et ce alors même que c'est bien souvent par rapport à eux que se comprend et se véhicule la notion de culture et de politique culturelle.

Le Maloya nous a été présenté dans les Hauts de Sainte Marie comme issu d'une croyance, de la vie lontan, des ancêtres qui se sont battus pour qu'il puisse revenir après avoir été interdit. Les jeunes expriment que continuer, met en valeur l'assurance d'un droit acquis, de citoyen - comme le vote – et que jouer met en valeur le lien avec les anciens, une appartenance culturelle, et permet de se retrouver au plan personnel, avec beaucoup de joie et d'émotion.

L'art musical distingue deux mondes, qui mêlent 'les culturels' : celui de la pratique professionnelle de la musique et celui, plus intime, moins visible, de l'immersion 'physique' ou plus symbolique de la musique dans le quotidien, dans les fêtes, dans les villages[16].

Sur le plan architectural nous avons mis en évidence la valorisation des kaz créoles de Hell Bourg et à l'Entre-Deux, il a été souligné le caractère tout à la fois préservé, authentique et novateur des habitations, alliant le rustique au raffinement d'influence néoclassique. Nous avons été sensibles, au travers de nos interlocuteurs, à la place accordée au lambrequin, qui à notre sens est significative pour d'autres objets ou réalisations liées aux arts 'manuels' (bouquets de tête, plantation des jardins, vannerie,…) dont le caractère artistique - moins dévoilé que d'autres ne peuvent l'être dans des manuels (peinture, sculpture, architecture...) - n'enlève rien à leur portée et richesse réelles lorsqu'elles sont étudiées.

En effet, si le lambrequin est avant tout utilitaire dans sa conception brute et première (laquelle, il est vrai, est aujourd'hui en passe d'être oubliée), il est peu à peu devenu le vecteur d'une expression artistique majeure. Même lorsqu'il garde son rôle utilitaire, le lambrequin « *élément décoratif, artistique et symbolique* » se fait de plus en plus raffiné : la référence à l'Alhambra comme source d'inspiration et clé de compréhension du lambrequin est significative. C'est un peu comme si à travers la libre expression de son talent, le ferblantier de l'Entre-Deux se rapproche de toutes ces cultures dont il s'imprègne pour mieux lui-même valoriser sa propre culture : ainsi, il s'inspire des marins qui, grâce à leurs voyages à travers les océans, rapportent les curiosités et pratiques architecturales de l'extérieur[17]. Utile encore

[16] « *Il y a des choses que l'on ne voit pas : la musique n'a pas disparu, il y en a qui font de la musique, ils sont juste un peu retirés peut être et qui ne veulent pas se produire. La musique a une histoire et raconte nos racines, nos traditions. Il y a des morceaux qui parlent du patrimoine, il parle de ce qui a existé, un mode de vie, un message de « vivre ensemble » ! Si on regarde en Afrique du Sud, chaque grand événement a un chant qui le raconte, et bien à la Réunion il y en a !* ». *« La première fête qu'il y ait eu à La Réunion c'est le 20 décembre (…) On essaie de rassembler le plus de gens pour leur dire de ne pas oublier, et que c'est toujours aussi beau, que ça a toujours la même valeur, voire même plus maintenant … »*

[17] Sans quitter l'Entre-Deux, le ferblantier s'ouvre au reste du monde. Il s'inspire des courants de la mode : tantôt il va s'inspirer du néoclassicisme qui influence profondément l'architecture créole au XIX^{ème} siècle, tantôt il va reproduire les motifs des papiers peints Art Déco à la mode dans les années 1920 (voir les lambrequins de la « Maison Valy »).

parfois et certes souvent plaisir pour les yeux, le lambrequin est, bien au-delà, tout un symbole : celui d'une ouverture au monde insoupçonnée, démentie par la géographie des lieux, allant au-delà des barrières naturelles qui en ont longtemps fait un endroit inaccessible, fermé sur lui-même.

Sur le plan culturel et artistique, mis en lien avec les pratiques, il est tout aussi intéressant de s'attacher à l'étude des couleurs (choix d'inspiration culturelle ou cultuelle pour le rouge) - lorsque leur utilisation n'est pas le fruit d'une réglementation spéciale. Il faut également mettre en valeur la capacité plus générale et oh combien créole à associer matériaux disponibles et force de créativité.

■ ■ ■

Dès lors, les arts se situent entre leurs faces visibles et professionnalisées et leurs invisibles cultivés dans l'intimité du quotidien ou des relations de proximité. Dépassant les arts dissociés, l'Art est associé à un art de vivre, d'apprendre et de créer, de fabriquer et disposer les objets, de fleurir et d'embellir, de raconter, d'imaginer et de faire imaginer ou ressentir. Proposé et vécu, patrimoine réunionnais sans cesse original, l'Art réunionnais se transmet comme tradition conjuguant capacités créatrices et inspirations originelles…

5) Les croyances

Les croyances du cahier des charges

« *Les formes particulières d'organisation sociale avec certaines coutumes, croyances, etc. ainsi que les fêtes calendaires, agricoles, etc.* »

Les croyances d'un diagnostic mutuel

« *La religion considérée comme système de croyances et de pratiques relatives à des choses sacrées (c'est-à-dire séparée, interdites)… est un phénomène collectif, s'opposant à la magie, individuelle. On appelle croyances les propositions – formulées ou non – auxquelles un individu ou un groupe donne un assentiment parfait et qu'il tient pour vraies alors même que la preuve de leur vérité ne relève pas d'une logique scientifique connue. Au-delà du lien entre croyances et religion, nous aborderons plus spécifiquement les croyances dérivées ou transmises (qui ne tiennent que parce qu'elles dépendent d'une tradition). L'idée commune voudrait que les croyances d'une personne aient surtout des effets subjectifs et que ses comportements en soient le reflet. Dans la réalité, les effets du 'croire' sont d'une portée considérable, étant fortement ancrés dans chaque individu, chaque groupe, et se manifestant en société* ».

■

Les expertises mobilisées en phase une de l'étude avaient abordé le thème des **croyances à la fois comme un lien direct avec une religion principale et comme un lien aux aspects transmis au plan familial ou sociétal plus indicibles, plus invisibles… Ces deux liens tressés au fil de la continuité révélaient un syncrétisme s'étendant des cirques à la côte et un 'génie créole' créant de la cohérence entre ce qui devrait s'exclure.**

La religion est présentée comme un moyen d'intégration à la société, de structuration de la société et la foi comme ce qui donne du sens et permet l'animation de la société, allant au-delà des rites cultuels pour recréer le lien social et révéler des potentiels. Les croyances sont plus intimes, rattachées aux traditions magico religieuses et attachées aux 'ancêtres'.

L'individualité est alors tissée par la religion, les liens de parenté, les traditions, les croyances et dans son rapport à la société. L'administration du sacré dépasse l'exercice cultuel d'une confession identifiée, elle entre dans le quotidien, par des rituels gérés de manière autonome au cœur d'un espace public marqué par l'indépendance et la tolérance des croyances (oratoire, chapelle, St Expédit…). On relève le passage aux infrastitions : les croyances étant plus des pratiques humaines associant principes religieux et civils que des superstitions. Les 'bons dié' sont alors un lien allant de l'humain aux esprits et aux traditions plus que du polythéisme.

Pour les experts, l'héritage de la continuité semble plus marqué dans les Hauts, les pratiques religieuses des générations les plus anciennes sont régulières (visites aux cimetières), voire quotidiennes.

Mais l'ancrage et la vitalité du religieux créole sont variés, selon les religions, selon les générations, et en fonction des croyants eux-mêmes. Des pertes de pratiques sont constatées (sacrifices animaux, processions) mais des permanences également. En réalité, il se pourrait que les pratiques soient peut être plus remarquées dans les Hauts car on y prête attention. La Réunion s'apparente à une société traditionnelle où l'homme ne se pense qu'en lien avec son environnement, notamment spirituel. Le sentiment religieux y vit en relation avec les défunts référents et porte en lui un respect de l'âme et des morts, et par eux de la vie, digne d'esprit et porteur de foi.

■■

Sur les sites, par les personnes rencontrées **le rapport à la religion et aux croyances est apparu plus intime mais aussi plus pudique. La religion, ses rites et pratiques ainsi que les modes d'organisation de la société et du rapport à l'autre que révèlent les croyances sont des fondements mais ils nous proposent des pistes de questionnements.**

Des fondements par le lien aux ancêtres, que l'on retrouve dans le profond respect des esclaves marrons pour les traditions religieuses de leurs ancêtres : ils n'auraient pu investir la montagne réunionnaise sans respecter un cérémonial qui, s'il a bien eu lieu, n'a pu que se produire à Cilaos[18]. Pour preuve les nombreux vestiges cérémoniaux et religieux découverts dans le cirque (chambre sépulcrale découverte avec de nombreux ossements au pied des Salazes) et pour mémoire, ce que l'on oublie parfois, la protection qu'offrait le cirque et qui en a fait un lieu privilégié d'expression religieuse et culturelle pour la société des marrons.

Des fondements par la forte influence des règles religieuses dans la société, à l'époque, et encore aujourd'hui, même si cela se traduit de manière différente et spécifique selon les confessions et les générations. Pour la religion catholique, selon les témoignages, entre ce qu'il faut faire et ne pas faire (dans les relations garçons/filles et hommes/femmes, dans l'autorité parentale ou familiale, dans la gestion des biens, dans l'attribution même parfois des services d'église), les frontières sont clairement délimitées, les normes de conduites strictes et les écarts durement punis ; ce qui régit les comportements individuels comme collectifs. Le poids de la norme s'est sans doute un peu dissipé, changeant de nature par rapport à cette période mais la religion reste une dominante du patrimoine culturel réunionnais.

Des fondements par la valeur accordée aux édifices cultuels, à la pugnacité des habitants dans la reconstruction des bâtiments lorsque détruits par les catastrophes naturelles, par les sentiment de propriété comme d'appropriation des monuments et marquages sacrés dont ils ont pu être les bâtisseurs, restent les usagers et dont ils assurent l'entretien et l'embellissement. Il est intéressant de noter que le processus de dotation de l'Entre-Deux, tant d'une chapelle que d'une cure, découlera de deux initiatives individuelles, l'une laïque, l'autre d'église… Sur Sainte-Marie, les exemples du cimetière[19] de la Ressource et celui du cimetière païen, montrent que ces lieux sont ressentis comme appartenant au patrimoine.

Des fondements par le respect dû, en parfaite égalité, à des zistwar racontées - proposant des attitudes, des lignes de conduite, des émotions rattachées à l'histoire vécue ou imaginée des réunionnais - comme à des textes religieux présentés aux croyants.

[18] Cf. Ouvrage de PROSPER EVE « Les esclaves, la mer et la montagne » p. 335.

[19] *« le cimetière est le lieu de la négation des morts en tant que morts, le lieu d'oubli de la réalité biologique, de la pourriture, du néant, de la mort, de l'histoire, du devenir social » - JD. Urbain – « la société de conservation » Payot, 1978*

Nombre d'histoires nous ont été contées, que l'on retrouve (ou non selon la volonté des narrateurs) dans le rapport de la phase 2. Qu'elles veuillent être 'publiées' ou pas, elles ont été racontées et elles ne l'ont jamais été sans vouloir traduire une confiance ni surtout sans être avant tout une forme de reconnaissance et une offre de connaissance de ce qu'elles exprimaient. De même, la foi de nos interlocuteurs, dans son expression fervente ou plus timide, nous a été présentée mais reste le fruit d'une liberté fondatrice, elle-même élément du patrimoine culturel réunionnais.

Des fondements par les valeurs, la capacité de dialogue, la liberté de pratiquer en public et en privé et la tolérance qui se traduit dans la religion mais aussi dans l'inter culturalité de la société.

■ ■ ■

Reste des questionnements…

Ces premiers marrons, venaient parfois de camps situés à l'autre bout de l'île pour se rejoindre à Cilaos, 'centre névralgique' de leur résistance au système esclavagiste. Résistance physique, politique, armée, mais aussi résistance culturelle à la perte de leur mémoire, de leurs traditions, conséquence de l'arrachement à la terre de leurs ancêtres dont ils furent victimes. Comment favorise-t-on la reconnaissance et la connaissance de ces héritages religieux et culturels ? Comment éduque-t-on (au sens littéral 'sortir de soi') aujourd'hui pour aller vers l'ouverture à des éléments constructeurs d'une fierté d'identité, destructeurs de sentiment de culpabilité ou d'infériorité ? Comment protège-t-on ces éléments, sites ou monuments de mémoire ? Comment manifestons nous notre 'génie créole' en prenant soin de laisser le choix de la continuité, les clés de la cohérence à ceux qui ne sont pas encore nés ?

Les personnes semblent naturellement religieuses ou porteuses de croyances même si en fonction des religions cela se traduit différemment et par un renouvellement varié entre les générations. Pour les plus âgées la fréquentation de l'église va au delà de la tradition, elle est ancrée dans la vie hebdomadaire, voire quotidienne et les jeunes sont incités à pratiquer, à croire, à se recueillir. Mais comment s'effectue encore la transmission ? Quels sont les contextes ou les seuils de rupture ?

Qui raconte encore les zistwar qui sous tendent les croyances magico religieuses ou même plus superstitieuses ? Qui les écoute ? Quels sont les espaces de dialogue et d'interrogation ouverts ? Pour permettre l'échange sont-ils aussi citoyens et civils que religieux ? Comment éviter les conflits ou l'utilisation des religions et des origines pouvant mettre en péril une société multiculturelle qui a cherché à s'équilibrer ? Comment vivre la foi, qui est avant tout la capacité à entendre et croire la parole de l'autre, qui qu'il soit ?

L'intégration de la mort et des morts à la société des vivants mériterait une analyse approfondie. Les 'bann ancêtres' sont présents dans les discours, ils sont détenteurs des origines. Précédant les inhumations, les veillées mortuaires et leur déroulement apparaissent être des points forts de compréhension du 'patrimoine immatériel' qui règle des actes de la vie des familles et de la société. En parallèle, le soin aux enfants, l'utilisation des plantes, des minéraux en accord avec les astres et la nature, la plantations des végétaux dans les jardins, la construction des habitats sont autant d'éléments de patrimoine dont la profondeur est immense. Comment retraduire ces points forts au plan cultuel et culturel sans s'ingérer dans le domaine personnel et privé ? Comment protéger les praticiens authentique et empirique d'un regard se targuant trop de sa propre éthique, glorifiant le scientifique, n'envisageant que la critique ou les limites ? Comment valoriser les savoirs et utiliser les dossiers déjà constitués pour être réinterrogés et entraînés à évoluer à partir des acquis ?

6) L'oralité

La littérature orale du cahier des charges

« *Chansons, légendes, proverbes, parlers locaux, des musiques et des littératures orales issus de traditions non écrites, ces modes d'expression témoignent d'une inscription particulière de la communauté sur son territoire et plus généralement d'une façon particulière d'être ensemble. Il est intéressant d'inclure ici les contes et légendes qui mettent en scène des individus ou des sites qui font partie de l'histoire locale ainsi que les noms de lieux (toponymes) qui reflètent des usages ou des représentations particulières* ».

L'oralité d'un diagnostic mutuel

« Au thème de 'littérature orale' nous substituons, avec accord du comité de pilotage, celui de l'oralité. En effet, un biais s'introduit par le terme technique de littérature lorsqu'il se rapporte à des pratiques d'oralité : selon la représentation que l'on peut en avoir, la référence à la littérature orale entraîne une réduction du champ qui nous concerne au plan culturel. Le langage ne sera bien évidemment pas étudié ici comme le prolongement d'une polémique concernant sa nature créole ou française mais comme support fédérateur d'expression de l'oralité. La langue créole est intimement liée à la communauté réunionnaise. Elle est principalement un facteur de communication et de connaissance de l'autre sur l'île, un ciment des relations sociales et un marqueur de reconnaissance des fondements identitaires, ou d'appartenance à la Réunion lorsque l'on est à l'extérieur du territoire ».

■

Le thème de littérature orale s'est ouvert à la notion d'oralité suite à la rencontre des experts en première phase. **Les entretiens offrent alors une vision de l'oralité vivante et vécue, non plus considérée comme 'allant de soi' et naturellement 'comprise par l'autre', mais qui doit être mise en dynamique et adaptée.**

Désirant qu'elle se manifeste, on recherche pour l'oralité des facilitateurs : la famille, les anciens, les artistes, et on cherche des vecteurs pour sa manifestation au travers de différents cadres et supports : passage de l'implicite à l'explicite, tant des messages qu'elle contient que de l'oralité elle-même.

Les constituants de l'oralité sont variables, reliés à des faits de société, à des positions et statuts d'individus ou de groupes, à des représentations ou des croyances, au sein d'espaces économiques, sociaux, géographiques, religieux,… Pour les représenter (rendre présents à nouveau) on sort du strict domaine de l'oralité afin de les vulgariser / valoriser au plan médiatique (livres, émissions de radio ou de télévision, CD Rom) et dans des espaces professionnalisés (maison du conte, médiathèque, centre de lecture, théâtre…).

Pour les experts, les contes, les récits, les proverbes, les savoirs, héritages de plusieurs origines et marquages du temps, des espaces et des hommes se font l'écho de la mémoire collective dans ce qu'elle préserve de son rapport à l'Histoire, à l'expérience humaine dans la vie quotidienne, à la relation à un environnement.

Il semble alors que l'oralité sous ses diverses formes, anciennes et nouvelles, conduit ou traduit des dimensions particulières de l'existence où se mettent en place les conditions d'une vie porteuse de sens, de limites et de règles présentant la culture par sa langue et son langage au travers de différentes pratiques.

■ ■

Sur les sites, la langue créole est présentée comme un élément majeur de la culture, à la fois reflet et diffuseur de la vision du monde d'une personne ou d'un groupe, et en même temps vecteur indispensable pour l'acquisition des connaissances accumulées. **Les personnes parlent de l'oralité à travers la langue utilisée et l'importance de la parole racontée. L'oralité est ici vivante, vécue et intégrée à la vie quotidienne, aux relations familiales, en lien avec la société et l'espace habité.**

« La culture créole se transmet par la parole ; traditions, contes, chansons, poèmes… » et au travers des dires des habitants, l'oralité recèle et évoque tout le capital d'expression de l'identité et du patrimoine culturel : règles, rituels, cérémonies, arts, techniques, apprentissage, expériences, savoirs. Ces éléments culturels sont capitalisés de manière individuelle mais aussi collective par la pratique de l'oralité qui inscrit dans un système d'interrelations familiales et sociales ; enrichis et transmis par l'intermédiaire de la langue, ils démontrent la force de la parole racontée.

L'oralité est un savoir (être, vivre, faire, devenir) ou une pensée racontée par la parole. Si l'on prend l'exemple des croyances magico-religieuses ou des histoires contées, certains témoignages montrent que l'oralité par le dialogue et les mots échangés de l'un à l'autre représentent parfois plus que le vécu. L'oralité présente des actes ; les mots agissent directement par leur transmission directe et par la relation affective, par le contact à la famille ou à la société, entremêlant intimement le rapport à sa culture et la relation curieuse à l'extérieur.

A la Plaine des Palmistes, il a été mis en avant que l'oralité, via la langue, permettait le passage d'informations, la compréhension des héritages (généalogie, coutumes, croyances, respect de l'autre…), la clarté de communication autour des messages circulant entre les personnes ou entre les générations, et surtout la valorisation des origines et des traditions…

Sur l'Entre-Deux, nous proposions que ce soient l'ouverture au monde, la tolérance, la capacité tout à fait spécifique à s'ouvrir à l'extérieur tout en sachant conserver et respecter ses traditions, qui aient imprégné le « kozé kréol » de l'Entre-Deux, si rustique et pourtant tant imprégné de phrases, d'expressions, de mots français qui proposent une forme d'oralité renouvelée.

A Salazie, il a été mis en évidence que le temps accordé aux dialogues, à la parole racontée a permis la passation des connaissances, la construction des identités, et les évolutions. Nous avons constaté combien cette parole contée et écoutée est riche, pour celui qui l'offre comme pour celui qui la reçoit, et combien la confiance née de la relation créée est porteuse.

A travers l'oralité, « *c'est la valeur de la vie qui se transmet* ».

Les zistwar, proverbes, jeux de mots, légendes, contes sont autant de formes pour raconter, jouer ou mettre en scène ce qui s'est produit, ce qui est important, ce qui nous constitue, ce qu'il convient de faire dans telle ou telle situation de la vie courante, ce qu'il importe d'être pour soi et par rapport aux autres, ce qui peut être ressenti par les émotions qu'elles procurent, les sentiments qu'elles évoquent et les liens familiaux, amicaux, amoureux qu'elles décrivent… La valeur de la vie, mais aussi le rapport à la vie, à la mort, à l'âme et aux ancêtres (rejoignant par là même les croyances), à la nature, à l'environnement, à La Réunion, au monde et à l'univers dans ce que ces entités comportent de réel et de spirituel.

Les habitants montrent que la relation et le langage sont à la fois des éléments forts au plan culturel et intergénérationnel mais sont aussi des outils et modes de communication autour des projets. Pour nos interlocuteurs, l'information, l'éducation ou la formation, des adultes comme des plus jeunes, constituent des vecteurs de diffusion du patrimoine s'ils allient efficacement les nouvelles technologies de l'information et la transmission orale réciproque de données et d'idées (ateliers d'échanges autour des projets, démonstrations expliquées de savoir-faire…).

Dans le cadre de l'étude, nombre d'interlocuteurs ont associé oralité et volonté d'expression : au travers des discussions soucieuses d'un échange de mots compris, ce n'est pas tant le choix d'une langue (qui dépasse la revendication symbolique ou politique) qu'un véritable processus de libération de paroles et d'énergies qui est à considérer. Celles-ci peuvent être mises au service de l'envie des personnes de préserver les acquis culturels rapportés par l'oralité (valeurs, attitudes, histoires, traditions…) et de développer des projets de société proposant un dialogue renouvelé entre générations, entre collectivités, entre personnes…

■ ■ ■

Ce que révèle les habitants pour une préservation/valorisation/diffusion des éléments constitutifs de l'oralité mais surtout pour une utilisation pratique de leur culture d'oralité nous semble à considérer avec une grande attention dans un souci d'efficacité lors des exercices de communication des structures ou de leurs opérateurs de terrain vers les habitants. Complémentaire à d'autres modes de passation des informations, la parole racontée et la prise en considération de la langue - dans ce qu'elle implique et explique - représentent deux vecteurs privilégiés pour l'accès à une meilleure compatibilité entre les projets des habitants et le programme Parc National des Hauts de la Réunion.

Attendue par les uns, souhaitée par les autres, une médiation utilisant un dialogue rapproché, pourrait être la base de la naissance de relations fructueuses, aussi riches qu'hétérogènes sur les territoires concernés. Ainsi, proposer de mettre en relief les aspects culturels des situations, des pratiques et des phénomènes, tels qu'ils sont ressentis et racontés par les communautés dans leur propre langue, favorise une participation effective à l'action[20].

[20] Il s'agirait de « découvrir, à travers des données linguistiques, des faits non linguistiques » (…) car « il y aurait une certaine homologie entre structure du langage et structure de l'action ». Marcellesi & Gardin : Paris, Larousse, 1974. Dans le cadre du diagnostic, on pourrait déduire de ce lien entre oralité et action et pour connaître efficacement une communauté, qu'il est possible d'envisager de faire l'inventaire de son lexique, ou des lexiques avec les formes différenciées (homme – femme) ou évolutives et modernes (anciens – jeunes) pour déterminer à la fois les pratiques, les techniques, les savoirs, les connaissances et les croyances qui les sous-tendent.

7) Le vivre ensemble

Le vivre ensemble d'un diagnostic mutuel

« Lors des entretiens, la majorité des personnes ressources se sont prononcées sur l'articulation entre les thématiques retenues pour aborder le champ culturel. Ces regards sur l'Histoire, la culture en mouvement, la créolité, donnent du sens au vivre ensemble, donnent à lire le sensible et l'immatériel du patrimoine culturel de La Réunion ».

■

Le travail d'analyse des dires des experts construit pour évoquer ce thème avait présenté l'affirmation de la culture créole et interrogé la notion de vivre ensemble, notamment à partir des Hauts de La Réunion : **les Hauts sont-ils encore dotés des caractéristiques faisant d'eux un espace d'expression de valeurs traditionnelles, de respiration humaine et de préservation culturelle ?**

La richesse du métissage culturel réunionnais apparaît dans un premier temps enfermée dans une société organisée par le politique, le religieux et le statut des personnes. Puis, on assiste à l'épanouissement d'une identité créole, d'abord libérée, puis réellement affirmée. Cette affirmation est d'autant plus forte que la culture créole se différencie progressivement des revendications d'une autonomie de territoire, de polémiques radicales sur la langue et qu'elle est moins associée à des complexes hérités de l'Histoire du passé colonial.

Les dires des experts interrogent ensuite sur ce qui reste de cette société particulière des Hauts qui a su s'adapter à un environnement hostile et y survivre par l'entraide, la complémentarité, le troc, l'optimisation des espaces, le rapport à la terre et la pluriactivité d'une économie informelle permettant aux hommes de vivre. L'authenticité conférée aux Hauts, offrant à ceux qui les méritent la liberté, la communion homme nature, et l'ancrage dans une structuration familiale et sociale est-elle encore présente et/ou ressentie aujourd'hui ?

D'un côté, la notion des Hauts de l'île recoupe une connotation spatiale avec un mode de vie construit sur l'histoire de son peuplement, le statut, le travail de la terre… Les rudes reliefs et le tracé des voies de circulation conditionnant les échanges ont défini les fonctionnements entre les groupes de population, les modes de vie des habitants : société rurale empreinte de valeurs traditionnelles. D'un autre côté, les nouvelles politiques de logement, de circulation, d'urbanisation et de structuration de bourg, d'appropriation des nouvelles technologies de l'information, d'ouverture à la mondialisation, de mise en tourisme ont redéfini les Hauts de l'île : société en évolution, notamment culturelle.

Ainsi quelle est aujourd'hui la réalité de la culture créole ? Suite au croisement des apports et des différences pour l'émergence de la créolité, quelles tendances se dessinent depuis ce vécu commun ? Certaines orienteraient plutôt les réunionnais vers un respect des origines (croyances, relation à la nature, identité des territoires) et d'autres tendraient vers une rupture de la continuité (transmission entre générations, ruralité, oralité, respect des différences). Par l'émergence d'un système, aménageant les éléments culturels en un schéma inédit intégrant les nouveautés, la fluidité dynamique des habitants de l'île reste empreinte d'unité profonde que le 'génie créole' retraduit et rend cohérent en utilisant notamment le vecteur de la langue profondément inscrit dans l'identité culturelle et catalyseur de celle-ci.

■■

Les entretiens durant l'étude ont largement montré que **la société créole n'est ni uniforme, ni univoque, et les éléments présentés font la preuve de la diversité des points de vue. La culture, les éléments du patrimoine culturel qui prennent d'abord leur place dans un environnement familial, et ce qui compose aujourd'hui le « vivre ensemble » de la société est différent pour chacun. L'art de vivre réunionnais, qui apparaît important pour tous, y compris dans sa variété, n'en est pas pour autant protégé.**

L'un des points abordés concerne les pratiques de transmission d'héritage par le lien affectif qui se créé entre les personnes d'une même unité familiale et plus largement d'une même unité géographique : héritage du travail de la terre, héritage des instants de rencontre autour de la pêche, des balades en forêt, des activités entre enfants et jeunes, et des moments de fêtes auxquelles tous participent. L'inscription du patrimoine dans la culture familiale vécue est un élément qui nous est apparu de manière transversale tout au long du diagnostic.

Les diverses fêtes, familiales, religieuses, locales autour de manifestations ont connu une évolution de leurs modes d'organisation mais elles restent évoquées comme des éléments qui construisent le quotidien, qui rythment la vie, qui laissent encore des espaces et un temps de communion ou de création pour réaliser de belles choses. Toutefois, nos interlocuteurs évoquent des questionnements sur les motivations et le temps nécessaires à faire de ces éléments des facteurs de continuité.

Par exemple, la question du rythme se pose si l'on considère la réalité des transmissions par la vie familiale, par l'éducation, par la formation, par les innovations… Car les habitants mesurent les risques d'une rupture de rythme entre les jeunes générations et les multiples manières de faire ou façons de vivre qu'ils nous ont fait partager comme étant les leurs, ou comme étant connues d'eux mais déjà en passe de se voir remplacées sans en conserver le souvenir ou les valeurs intrinsèques. La cuisine, la langue, le sens du travail, le respect de la nature intégrant l'homme au sein d'un écosystème, sont cités comme points forts d'une société traditionnelle. Or, face à cela aujourd'hui, plusieurs rythmes différents cohabitent et la problématique d'une jeunesse en recherche de repères, souvent plus importés que constitués à partir de la transmission d'un vécu, inquiète… et les fondements traditionnels, qui apparaissent si représentatifs et structurants de la société, semblent menacés.

Ce qu'il ressort véritablement de l'analyse du patrimoine culturel de Cilaos par exemple, c'est qu'il s'agit avant tout d'un art de vivre, dans le respect et la connaissance de ses ancêtres, de ce par quoi ils sont passés, de ce qu'ils ont vécu eux aussi ; respect qui se traduit nécessairement par la perpétuation de certaines traditions, de certaines règles et coutumes.

Et au-delà de ses éléments phares, connus et reconnus, le patrimoine culturel de Cilaos est composé d'un ensemble discret de mille petites traditions, habitudes, anecdotes, croyances, qui forme une façon de se comporter, de travailler, de vivre avec la nature environnante, de respecter ce qui a eu de l'importance pour les générations précédentes, et donc au final qui fait vivre encore aujourd'hui tant bien que mal cette façon ancienne, traditionnelle, de planter, de se soigner, de manger, de dire bonjour, de prier et de croire, d'accueillir… Or le ressenti exprimé par les habitants ne vise-t-il pas à nous alerter : cet ensemble n'est-il pas en train de disparaître par un manque d'intérêt des plus jeunes ? Sans porter un jugement de valeur sur telle ou telle attitude d'une génération quelconque vis-à-vis de son passé, il est important d'entendre cette angoisse.

A Mafate, il est indéniable que c'est l'art de vivre tout entier des habitants du cirque qui constitue leur patrimoine culturel. Ce qui explique sans doute que lorsqu'on aborde ce thème avec les Mafatais, ils sont nombreux à ne pas savoir quoi dire, et pour cause : il y a tant à raconter. Dès l'origine, ils ont bâti leur mode de vie sur une relation de symbiose avec leur environnement pour pouvoir répondre à leurs besoins alimentaires, culturels et sociaux. La solidarité et l'entraide entre les habitants (notamment pour l'accomplissement des tâches agricoles), le respect des valeurs familiales, la mémoire du vécu de ses parents, et, dans une moindre mesure, de ses grands-parents, sont autant de signes discrets de cet art de vivre dont la valeur est exemplaire à plus d'un titre. Mais ici aussi pour combien de temps ? Les Mafatais ressentent de façon quasi-unanime le dénigrement de leurs connaissances empiriques, de leurs savoir-faire et de leurs traditions par les autorités publiques et la majorité des intervenants du site.

Les personnes rencontrées dans le cirque de Salazie nous montrent que le cirque s'est construit autour de classes sociales très diverses (marrons, petits colons, haute société en villégiature…) et l'ensemble a côtoyé la différence dès l'origine, et a réussi une adaptation sans perte d'authenticité. L'ancrage familial et affectif aux traditions et au patrimoine s'est confronté à une société plurielle, à toutes ces différences et il demeure, avec son envie de vivre et de grandir, différemment mais pas trop…

Dans les propos de nos interlocuteurs, le patrimoine culturel « vivre ensemble » se rapporte au rythme d'une culture vécue au quotidien, corrélée aux héritages, qui fait exister une réponse de la nature et une vision du monde (personnellement, en famille, en communauté, en société) qui évolue au fil du temps et utilise des facultés d'adaptation positives : une accroche réelle aux ancêtres, une mémoire des noms qui marquent les lieux et l'espace, un attachement à la famille ou aux familles proches et aux fêtes, le poids de la 'parole racontée', les forces tirées de la pluralité de la société. Mais là encore les pertes d'éléments fondateurs ne sont elles pas constatées ?

A la Plaine des Palmistes, le travail a été considéré comme élément d'épanouissement individuel par la réalisation d'un projet de vie et de famille, de positionnement social au sein de la société, mais aussi comme une ouverture vers une acquisition de compétences par les aspects d'échange, d'éducation et de formation qui lui sont corrélés. Ainsi, les interlocuteurs oscillent entre la fierté et la crainte de perdre cette valeur accordée au travail créatrice de liens et offrant des possibilités de « vivre ensemble » en société sans être marginalisés. Pour eux, il s'agit de rechercher les conditions d'une amélioration, ou d'un changement, par une médiation basée sur la conservation des éléments détenteurs et constructeurs d'identité, dont la langue créole. Sinon, là encore, ne finira-t-il pas par être possible d'acter la perte d'un mode de vie ?

Sur l'Entre-Deux, on retrouve l'envie de ne pas perdre la transmission du « savoir fabriquer » notamment aux plus jeunes générations car celle-ci est complémentaire de l'ingéniosité créole : capacité à utiliser les matériaux disponibles et créativité, artisanale et gastronomique (choca) mais aussi artistique (architecture ouverte au monde par l'inspiration).

Avec les visiteurs, ces créations sont proposées comme des échanges interculturels, et au niveau de la langue ne serait-ce d'ailleurs pas cette ouverture au monde, cette tolérance, cette capacité tout à fait spécifique à s'ouvrir à l'extérieur et à « vivre ensemble » sur un territoire tout en sachant conserver et respecter ses traditions, qui aurait imprégné le « kozé kréol » de l'Entre-Deux, qui comme nous l'avons vu reste rustique tout en restant imprégné de phrases, d'expressions, de mots français ?

Sur Trois-Bassins, le « vivre ensemble » se traduit souvent par un habitat de proximité et une considération du lien intergénérationnel comme représentant une richesse à préserver. Les témoignages ouvrent les yeux sur les permanences qui pré-existent et qui sous-tendent le passage à une vie plus urbaine (structuration de bourg). Ceci non pour figer les personnes dans une ruralité mais parce que l'expression de leur 'kartié', et leur expression sur elles-mêmes conduisent à cette prise en compte, sans pour autant faire l'impasse sur les écarts entre génération et les mutations rapides qui transforment ruralité en urbanité. L'attachement est visible et cela reste assez présent dans la vie quotidienne (cuisine au bois, recettes traditionnelles) et dans les témoignages. Pourtant, respectivement, les granmouns et les jeunes s'expriment ainsi, parlant respectueusement les uns des autres, « *les jeunes ne croient plus les vieux* » et « *les anciens ne comprennent pas les jeunes* »… Mais n'est ce pas le cas, et le risque, un peu partout dans le monde si l'on ne préserve pas ce patrimoine de témoignages en le mettant à la portée des nouvelles générations, leur ouvrant ainsi des voies pour comprendre et construire leur identité ?

Le patrimoine des Hauts, ce que tous, qu'ils y vivent ou non, lui attribue, c'est également cet apport, largement évoqué dans les Hauts de Sainte-Marie, que constituent le cadre de vie, d'habitat et de loisir / détente associé à l'art de recevoir. La nature et les hommes semblent plus proches, plus authentiques et ils ramènent à des valeurs simples : dire bonjour, sourire, accueillir. Les personnes qui résident dans les Hauts sont fiers de pouvoir continuer à faire perdurer cette tradition, voire à la vivifier par leur présence et leurs activités sur place (fleurs, gastronomie). La solidarité familiale découle de cette époque où les personnes devaient se débrouiller par elles-mêmes et où chaque membre de la famille participait aux travaux qui la faisaient vivre. Une solidarité plus large, décrite par les habitants, se concrétisait au sein de la communauté. Les hommes, leur langue, leur mémoire, leur adaptabilité (de comportement, à l'environnement…), restent le principal patrimoine à considérer. Ce sont eux qui sont créateurs du «vivre ensemble », ce sont eux qui peuvent décider de le laisser s'éteindre, de l'aseptiser pour le rendre non plus particulier mais basiquement séducteur, ou de lui rendre sa valeur et son authenticité.

Pour le « vivre ensemble » en lien avec la nature, l'espace des Hauts est en quelque sorte un peu préservé, et les hommes des Hauts sont encore en partie détenteurs, si ce n'est toujours utilisateurs, de connaissances empiriques.

De ce fait, grâce à ce qu'ils représentent encore, les Hauts peuvent arriver à faire ressortir l'originalité de La Réunion sur ces aspects, que certains connaissent, que d'autres utilisent, que d'autres encore recherchent. Certaines des personnes rencontrées présentent qu'il s'agirait d'arriver à une forme de modernité intégrant les savoirs et les valeurs anciennes qui existent encore dans les Hauts. D'autres témoignages nous ont permis de relier la vie des hommes et leur rapport à l'agriculture, à la nature au travers des astres – influence des cycles lunaires, repères dans le positionnement des étoiles , des éléments – pluie, vent, température - aux comportements des animaux, aux effets des plantes – en culture, en représentation, en relation à l'homme sur les plans préventifs et curatifs…

Plus que de 'simples' proverbes ou adages populaires, ces éléments témoignent d'un réel savoir, révélant le bon sens et l'ingéniosité des hommes dans leur adaptation au sein de l'environnement : chaque société a élaboré, à son rythme, avec ses luttes, ses écueils et ses victoires, un équilibre au sein d'un écosystème qui lui est particulier.

La Réunion doit également « vivre ensemble » avec son volcan : phénomène naturel se reliant à un territoire et aux hommes qui l'occupent mais aussi phénomène culturel au travers de la tradition orale et la transmission des croyances portant sur la représentation du monde, au travers de la vie publique du Volcan rapportés par les articles de presse, au travers du « vivre » à la Réunion en lien avec un immatériel et un spirituel construits ensemble, ou au travers de la 'relation au Volcan' révélée par le biais de l'inspiration artistique. Surtout, il convient de ne pas oublier que certains réunionnais vivent parfois une expérience personnelle douloureuse avec leur volcan.

■■■

Nous avons souligné que les modalités du « vivre ensemble » des sociétés, comme les langues, évoluent sans cesse, sous des pressions externes et internes. Notre but n'est pas de proposer un conservatisme à tout crin, ni social, ni spatial - les personnes rencontrées ayant d'ores et déjà fait état de leurs évolutions et de leur volonté d'être acteurs dans un territoire qui change - mais de mettre l'accent sur des facteurs fondateurs qui nous ont été présentés et qui, s'ils sont négligés, entraîneraient des risques d'inadaptations multiples.

La question du rythme dans l'intégration des nouveaux constituants du « vivre ensemble » se retrouve ainsi également dans l'équilibre à trouver entre traditions et réglementations lorsque le vivre ensemble rejoint « l'entreprendre ensemble » (une activité, un Parc National, un projet de société) : comment définir des réglementations qui soient « justes » culturellement, ou appropriables dans la mesure où l'on considère le rythme traditionnel avec le même égard que celui dû aux innovations et aux mutations souhaitées ?

L'entrée dans de nouveaux modes d'échanges, avec l'extérieur mais également entre les personnes n'a pas effacé les valeurs et les éléments porteurs de sens mais les confrontent, au quotidien, à un effort de volonté pour garder ce que l'on aime et ce que l'on ne veut pas oublier, mais évoluer avec sa culture. Bien sûr, nous avons également vu que le dialogue entre les générations, entre les classes de la société, entre les personnes d'origine différentes est moins évident et dépendrait presque plus aujourd'hui de décisions personnelles qu'il ne serait la résultante d'éléments culturels.

La société réunionnaise a déjà démontré sa capacité d'intégration et d'évolution à partir de ce qu'elle est, de ce qui la caractérise et de ce qu'elle ne souhaite pas voir disparaître et aujourd'hui raconter ; elle est aussi en attente de se reconnaître dans une pluralité réunie, d'être reconnue et de ne pas voir s'effacer mais se révéler sa biographie et sa capacité de réunion : le fait de réunir ce qui était séparé auparavant, de rassembler des choses éparses, le fait de se retrouver ensemble.

Ainsi, s'il importe de raconter et de communiquer, de créer et d'embellir, de construire et de savoir faire, de croire et d'accueillir, de cultiver et d'aménager, de prévoir et de transmettre… il importe aussi que le monde ait un sens dans lequel chacun puisse se reconnaître pour vivre ensemble.

« *Ce fut pour offrir aux hommes des asiles contre les maux des continents que la nature forma les îles* »

Bernardin de Saint-Pierre

La parole est aux magiciens !

La parole est aux magiciens !

Magiciens qui avez fait siffler
Le Moutardier
Dans la mise en boîte des images
En vous jouant de tous les plumages…

Magiciens des couleurs et des lignes
Qui se marient aux volumes et aux formes
Pour faire revivre Dierx de nouvelle jeunesse
Accueillant à bras ouverts
Les œuvres contemporaines
En notre patrimoine réunionnais…

Magiciens des rythmes musicaux
Quadrilles, ségas et maloyas
Danses chinoises et incantations indiennes
Avec tout le concert de vos instruments
Ouverts sur les symphonies du monde…

Magiciens
A vous de jouer l'avenir
En donnant le goût de devenir
Créateurs
Afin que s'engendrent
Des chefs d'œuvre vivants
Enfants, femmes et hommes
Pour notre pays ressuscité
A coups de ciseaux dans le basalte bleu
A coups de reprise de patience
A coups de rires et de larmes
A coups de juste et sainte colère
A l'envers des menées fratricides.

A coups de cœur surtout
Vous arracherez les barreaux des prisons
Pour que la beauté
Soit de tous les rendez-vous
Et qu'elle danse
Dans la lumière du plein jour
Danse ce qui s'appelle danser
Transfigurée
De lumière, de paix et de fraîcheur
Au miracle de la liberté engendrée.

Puisque les pas de l'amour délivré
Seront les pas de la vie épousée
Vous porterez les paralytiques
Et votre cortège solidaire sera libération.
Ils jetteront béquilles et baillons
Et les murailles de désespoir s'écrouleront
Avec l'hymne de la réconciliation.
Ils jetteront tout ce qui est à jeter
Et ils trouveront l'Espérance inespérée
Avec l'irruption de la joie novatrice.

Gilbert Aubry

Sois peuple-mystique marronnage,
1982, pp. 54-57

Dossier 3

Des principes aux orientations

La Culture

« (…) fournissant un ensemble de codes d'interprétation au moyen desquels prend sens ce que chacun vit et fait, elle anime les actes, elle ne les enferme pour autant dans aucune nécessité. Loin d'inviter à la passivité, l'élucidation d'un univers culturel permet de mieux comprendre les stratégies et les conduites de ceux qui en relèvent, d'élucider ce qui les motive, ce qui est d'autant plus nécessaire pour un gestionnaire qui se veut novateur ».

Philippe D'Iribarne[21]

Ainsi, la compréhension des principaux codes d'interprétation de la culture au travers de ses éléments de patrimoine incluant l'oralité et le vivre ensemble et au travers des principes, orientations et pistes d'actions que nous proposons ci-après pourrait servir à la formulation d'un programme autour des réalités, des aspirations, des valeurs mobilisatrices et des façons de travailler ensemble sur des contenus partagés.

« néna égalman in réalité pou chakun é finalman apré néna nou ki ve porté in ot regar su tou sa, mé lé pa fasil non plu. Lé in ti pé kom réintéres lé jenn, les gan o patrimoine mé finalman zot lé telman anmayé dan zot réalité, zot bann problèm socio é an mem tan lé dépositér de se patrimoine là, é ben dan 5 an nou néna ankor le tan d'bouger i sera enkor là, sinon apré ?… Dayér sé dernié tan la néna détrwa lé bel é bien parti… E là zot tradision, lé zobjet, zot savoir faire nou konnétra pu… »

[21] D'Iribarne P. et al., 'Cultures et mondialisation, gérer par delà les frontières' – Essais Edition du Seuil, 1998, Paris.

Note introductive

Le bref rappel qui va suivre sur la complexité des notions de culture et de patrimoine culturel vise à permettre de les resituer, au-delà des définitions, dans une possibilité de clarification pour l'action concrète et dans une réalité de projet.

Dès les années 1950, on recensait déjà plusieurs centaines de définition du terme 'culture'… et bien plus nombreuses encore seraient les voies d'exploration si l'on y ajoute les multiples facettes, matérielles et immatérielles, que peut révéler le patrimoine culturel. Nous avons expliqué notre choix de lecture et d'ouverture autour de la notion de patrimoine culturel car même délicats à définir collectivement, il n'en découle pas pour autant que le terme 'culture' doive être honni, ni celui de 'patrimoine' banni (hormis dans ce qu'il pourrait induire de trop statique dans les esprits).

L'étude terrain démontre plutôt l'infini que le défini car 'culture traditionnelle' ou 'patrimoine collectif' sont fonction des réalités qu'ils recouvrent :

- des représentations partagées de la vie et de la société, construites par un héritage culturel, par une langue comme support et fondement, par des comportements…
- des éléments de patrimoine, de valeurs, de normes issus du passé qui apparaissent communs à l'ensemble des acteurs au-delà des divergences et spécificités.

Or s'il y a du partagé et du commun, il y a également une permanence dans… l'évolution, la transformation, la non homogénéité, et au fil du temps de possibles constructions de ces représentations (générales ou spécialisées) hors de valeurs fondamentales, en déconnexion avec des visions du monde ou en mutation par rapport à des systèmes de sens.

Dès lors, c'est un effort de compréhension autant des liens avec le passé que des liens avec les autres dans leur diversité, actualité et potentialité qui est nécessaire.

Et les points repris précédemment par thématiques démontrent que l'effort doit s'inscrire dans la continuité, car chaque lecteur pourra tirer ses propres éléments importants de la lecture des rapports, car autant de points restent à mettre en relief sur d'autres territoires, car sur les mêmes territoires avec différents individus, ou les mêmes personnes, ce qui a été dit et décrit est dores et déjà en mouvement.

En effet, si le patrimoine culturel a des éléments fondateurs, des objets ou sujets communs, les usages et le poids des représentations eux ne seront jamais définitivement actualisés puisqu'en mobilité perpétuelle. Ils sont d'une validité changeante selon les échelles (village, région, territoire culturel de vie et d'origine, dynamique de projets dans lesquels ils s'inscrivent…) et seront concrétisés différemment par les individus (anciens, hommes, femmes, jeunes) et selon l'environnement, les contextes... Ce qui importe est de considérer ce qu'ils sont aujourd'hui sur les sites et pour La Réunion, et de ne pas les laisser perdre ni à l'avenir les perdre de vue.

Ce sont les représentations traditionnelles vécues qui caractérisent la culture et construisent le patrimoine culturel et ses composantes. Ce sont les hommes, dont nous n'avons entrevu qu'un échantillon, sur un panel donné de territoires, qui définissent les représentations sous tendant les volontés et capacités d'action intégrées dans un processus d'adaptation permanent.

Dans ce dossier, nous avons choisi de décliner trois principes qui nous paraissent fondamentaux, à partir desquels des orientations stratégiques seront exposées.

Au plan de la cohérence de la stratégie et pour faciliter l'application des principes, la justesse des orientations et la mise en œuvre efficace et participative des actions, nous insistons sur l'idée de formalisation d'une charte entre les intervenants sur la stratégie culturelle du Parc National.

Tout au long du diagnostic, la démarche et les modalités de relations avec les personnes nous sont apparues comme des leviers essentiels de réflexion ou de collaboration. Une charte permettant des interventions cadrées et 'formatées' sur le plan des lignes de conduite et d'un partage d'information réciproque et permanent entre les intervenants nous semble être l'un des premiers sujets de concertation. L'idée de charte sera reprise dans la fiche action sur 'la création d'une cellule d'expression et de partage de la mémoire'.

Au plan stratégique, les principes, les orientations et la charte incitent :

- à une relation plus durable et plus personnelle,
- à une coopération plus globale et conjoncturelle,
- à une collaboration plus collégiale que structurelle,
- à une mutualisation plus transversale que sectorielle,

lors de la mise en place participative des actions.

1) La mémoire d'une stratégie culturelle

Il nous apparaît ici important de ne pas 'réinventer la roue' en termes de patrimoine culturel mais bel et bien d'inciter au partage continu de la mémoire et d'en suivre l'évolution.

D'une part, la mémoire des sites et des territoires qui a été bien souvent étudiée, photographiée, filmée et mise en images au sein de documents cartographiques, reportages vidéographiques ou supports numériques.

D'autre part, le respect de la mémoire vivante, au travers des personnes qui la détiennent, qui elle aussi - bien avant ce diagnostic - a été entendue, écoutée, notée, enregistrée, mise en mots sur papier, en voix et en personnes sur cassettes audio et vidéo. Ces documents étant un temps utilisés, parfois restitués ou visionnés, et à coup sûr archivés en des endroits divers et dans des conditions d'accès, de diffusion et de sécurité variées…

■ Le principe de partage de la mémoire

L'idée est de mutualiser et de rendre visible, repérable et accessible à tous l'ensemble de la documentation concernant le patrimoine culturel, et ce tant sur ces aspects matériels ou immatériels que sur ces aspects passés, présents ou potentiels.

L'ensemble des disciplines pouvant permettre une entrée en lecture ou apporter des clés de compréhension du patrimoine culturel est retenu (ethnologie, anthropologie, sociologie, histoire, géographie, archéologie, toponymie, généalogie, cartographie et tous les savoirs techniques populaires et compétences empiriques ou humaines révélés lors de cette étude…).

Ainsi, l'ensemble des personnes (morales ou physiques) concernées par le sujet est sollicité.

■ Les orientations opérationnelles

× Préservation de la documentation se rapportant au sujet du patrimoine culturel

× Capitalisation continue des études, travaux, recherches, projets d'action

× Valorisation de l'existence et de la connaissance du patrimoine culturel

× Systématisation planifiée de la sauvegarde de la 'mémoire vivante'

× Proposition d'une charte de respect des données et des personnes

Pour la mise en œuvre de ces orientations, nous voudrions préciser deux points :

① DONNER À CROIRE PLUS QU'À DOUTER…

Le principe de partage de la mémoire, intime lorsqu'elle se rapporte aux aspects patrimoniaux de la culture qui ne peuvent être relatés qu'à partir de soi, inclut implicitement la notion de respect.

Tout au long de notre étude, nous avons eu la volonté de respecter les individus et individualités, de privilégier les rencontres humaines et le libre arbitre des personnes à participer à ce diagnostic. Ceci pour donner à lire une réalité culturelle la plus fidèle possible de ce qu'elles vivent et ressentent dans leur quotidien.

Et cela, d'autres l'ont fait également et le feront encore après nous mais nous sommes tous confrontés au doute quant à ceux qui aurait pu être oubliés ou plus négligés en cours d'étude ou lors de temps de validation qui sont parfois trop rapides, moins maîtrisés, et laissent trop souvent un sentiment d'incomplet ou d'inachevé…

Nous verrons qu'il importe de proposer largement des voies adaptées de participation mais, celle-ci étant entamée, il semble possible d'envisager des critères minimums de gestion équitable et durable de cette mémoire partagée et de ce qu'elle nous procure.

Une 'cellule d'expression et de partage du patrimoine culturel' pourrait être créée et fonctionner selon une charte précisant un état d'esprit et d'attitudes aux différents stades du don d'informations et de la constitution, restitution, mise à disposition des documents capitalisés.

Etablissant des garanties autour des éléments recueillis, chacun pourrait être guidé et croire, y compris les acteurs des études, en une utilisation respectueuse des sites et vies privées qui s'exposent en confiance et en une issue concrète et utile des mémoires exprimées et partagées.

② A PARTIR D'UNE CELLULE CRÉER UNE VIE DE RÉSEAU DYNAMIQUE

★ Au niveau des personnes sollicitées et concernées directement par les résultats

Il nous paraît important que chaque personne ayant été impliquée puisse, à la suite de la présentation orale qui lui aura automatiquement été faite du document provisoire puis final, sinon disposer personnellement d'un dossier, au moins savoir où et comment elle peut retrouver les informations qu'elle a apporté et l'intégralité de ce qu'elles ont permis de mettre en évidence ou proposer.

Puis, il serait intéressant, pour une mise en dynamique, qu'elle puisse être informée des suites et prolongements éventuels qui concernent c'est selon, son territoire, son champ de compétence, son savoir-faire, ses pratiques, sa capacité de réflexion ou son expérience sur tels ou tels domaines…

★ Au niveau de la réalisation des études entre opérateurs

Il s'agirait d'accentuer, entre les organisations, structures et institutions, les échanges opérationnels d'information (cf. infra : les principes de participation et communication) et la mutualisation des moyens (humains, financiers et logistiques).

Ces deux points ont été évoqués pour, d'une part, pallier la « lassitude » des personnes par rapport aux études, la méfiance suite à l'utilisation peu éthique de leurs paroles, de leurs images, de leurs quotidiens, qui ont été évoquées au cours du diagnostic et qui n'incitent pas les individus à offrir encore une fois un « savoir » dont d'autres pourraient avoir besoin.

Et d'autre part, elles serviraient à établir un triple tissu relationnel sur les territoires :

- entre les habitants,
- entre les habitants et les responsables d'études ou de travaux,
- **et entre ces responsables eux-mêmes.**

Ces bases permettraient de faciliter le travail d'information et de médiation préalable, et de réunir durablement pour un débat commun et renouvelé, des acteurs aux réalités et enjeux différents mais rassemblés par une charte partagée autour de l'intégrité des usagers de l'expression et de la mémoire transmise en référence au patrimoine culturel et de l'opérationnalité des actions envisagées. Elles pourraient également être utiles pour fédérer acteurs et opérateurs dans un 'Comité Culturel du Parc National' régulièrement consulté.

Paroles d'acteurs

« société et'mémoire vivante'»

« *Sa sé in travay culturel a mené, les associations la commencé i fo continuer, la plupart i giny plu le coup parske lé difficile, lé pa soutenu et tout sa, donc i fo aller avec les anciens, i fo faire des expositions, faire des recherches, i fo associer les gens à tout sa* ».

Témoignage

« Le projet « nout gramoun, nout memoir » date de 2002 mais n'est pas reproduit régulièrement or « les anciens partent chaque mois, chaque année ». Entre 1900 et 1920, il y avait 150 personnes par registre de naissances par an : soit une recherche sur près de 3000 personnes afin de faire une sélection, il y a eu un retrait des personnes décédées, des déménagements, puis une sélection des trois personnes les plus âgées par quartier (4 quartiers à l'Entre Deux : le Serré, la Mare, Bras Long, Ravines des citrons). 12 gramouns ont ainsi participé. L'idée était de raconter une anecdote qui a marqué leur jeunesse, mais en fait les gens racontaient plutôt comment se déroulait une journée, les grandes étapes de leur vie, ou les moments marquants. Après être retourné les voir pour leur faire valider les éléments retenus, il y a eu un travail sur leur généalogie sur 3 ou 4 générations. L'arbre ainsi reconstitué a été repris sur chacun des 12 panneaux, ainsi que la parole du granmoun et le design du panneau s'est inspiré volontairement de toile de goni et de set tressé pour rappeler un aspect et des matériaux anciens. Et l'exposition tourne depuis dans les écoles, les manifestations ».

Association Entre2zépok

2) La participation d'une stratégie culturelle

La participation n'est pas une vertu que l'on invoque par incantation, elle nécessite une décision de chaque structure ou individu, des méthodes, voire des formations.

Mais, tout comme les programmes ou projets de 'mise en valeur' ou de développement, elle évolue dans un environnement constitué à 90% de facteur humain, à 8% de pratiques, et de seulement 2% de méthodes, ainsi qu'en fonction de la capacité des structures décisionnaires à coopérer en véritables partenaires au service de l'action. Néanmoins, malgré ses caractéristiques et contraintes (rythme lent, expression à adapter à tous par un vocabulaire clair et simple mais non simpliste, pédagogie) - puisque celles-ci sont connues -, la participation peut améliorer les programmes et les projets, dès leur conception.

■ Le principe de participation

Nous ne nous positionnons ici qu'en terme de principe et de pistes à considérer sur cette base : c'est le programme de Parc National qui, ayant assuré des passerelles par sa communication, le partage des connaissances et lorsque la réciprocité des objectifs est actée, doit participer aux projets des gens et non l'inverse.

La participation cadrée et planifiée est l'un des modes d'organisation facilitant l'adéquation de l'action, l'appropriation et la responsabilisation des personnes concernées et donc la satisfaction des responsables et des usagers du projet aux divers niveaux.

■ Les orientations opérationnelles

× Animation d'un échange opérationnel entre structures, en temps réel autour du Projet Parc

× Construction de projets participatifs catalyseurs de valorisation / préservation du patrimoine

× Réflexion sur l'articulation entre les réglementations et les fondements de la culture

Pour réussir la mise en participation, deux optiques sont à corriger :

① L'ÉNERGIE DE L'INVESTISSEMENT EN PARTICIPATION

Bien souvent le temps de la participation est perçu comme un poids ou, pire, un gaspillage. C'est tellement plus rapide et économique (à très très court terme s'entend) de présenter une stratégie bien ficelée plutôt que d'avoir le sentiment de bricoler avec les intervenants possibles un programme d'actions aux prix d'harassantes et longues discussions, confrontations, négociations…

Or, comme souvent, loin de se réduire à des 'prises de tête', les discussions favorisent une meilleure compréhension des différences entre les perceptions de l'environnement, du contexte, de l'actualité et des perspectives du programme et de chaque projet d'action qui le compose.

Pour exemples, la nécessaire appropriation d'une définition commune de la 'culture' ou l'indispensable articulation entre la place de la culture dans nombre d'activités et la mise en place des réglementations seront des gages de participation durable et globale.

N'avons-nous pas démontré tout au long de cette étude que le bon sens et la capacité des réunionnais à récupérer les éléments intégrés de leur culture et à les articuler avec l'extérieur pour créer, construire, innover sont des atouts sur lesquels il serait judicieux de miser et d'investir ? De même, est-il besoin de prouver qu'une mutualisation ou un échange portant sur les modes de structuration et d'organisation, sur les modalités de fonctionnement et de financement comme sur les pratiques concrètes et leurs effets équivaut à renforcer les possibilités de participation et de compatibilité des intervenants, favorables tant aux projets qu'aux institutions elles-mêmes ?

② Participer en mobilité ou en immobilité ?

L'autre manière de considérer la participation, cette fois par celles des personnes que l'on invite à participer, est de la percevoir comme un gadget en vogue labellisant les 'projets

concertés' ou une 'instrumentation' des institutions habilitées à décider.

La difficulté réelle d'animer et d'aboutir à une participation équitable et équilibrée, entraîne souvent le sentiment pour la population d'être une simple figurante au sein d'une méthode qui va utiliser la participation comme un phénomène de mode lui permettant, au final, de mieux imposer ses idées (celles-ci cadrant avec les procédures et les dossiers de présentation des programmes) ou ses normes... Et ce quelles que furent les bonnes intentions au départ…

En parallèle existe le risque de découper les projets dont les habitants sont les initiateurs, en sujets intéressants mais conçus sans eux ; eux que l'on reviendra ensuite (mais pas toujours) chercher pour qu'ils participent à ce 'même' projet dont ils se sentent coupés ou dépossédés. Peut on alors s'étonner de la perte de motivation, de mobilisation et de la frustration ?

③ Passer de la consultation figurative à la consultation active, positive et participative

C'est accepter de se confronter au presque « mythe » de la participation.

Qui dit participation dit représentativité (des personnes, des territoires, des types d'activités en fonction des spécificités). Qui vise la représentativité doit prévoir l'accessibilité à l'information et à l'échange, ainsi qu'aux éléments permettant de réfléchir et d'agir… Et donc découle d'une volonté, inscrite dans la durée, sur laquelle les actions sont décidées et programmées pour leurs finalités validées dans le cadre du programme. Ces actions seront alors soit réalisées jusqu'à obtention / validation de leur utilité[22], soit interrompues lors d'une décision commune d'abandon pour non légitimité.

Le découpage du territoire pour organiser des espaces et des cadres de participation à une échelle pertinente et cohérente est important à définir (intervention efficiente, possibilité de gestion et d'animation, mesure d'impact…).

[22] **Une autre clé du succès est la participation des habitants au financement des activités, à une échelle réfléchie bien sûr en fonction des moyens mobilisables. Cela renforce leur pouvoir de négociation et leur droit d'exiger des actions conformes aux prises de décision initiales.**

Plusieurs interlocuteurs nous ont fait part lors de la phase 2 d'une motivation pour être intégrés dans un plan d'action global du Parc National, y voyant ainsi non seulement une manière de participer puis de mettre eux-mêmes en action leurs idées, mais également une sécurité de réalisation puisque appartenant à un projet collectif, affiché et évalué.

Paroles d'acteurs

« la valeur de la consultation»

« *mi pense ke sé inn travay à long terme sa, i fo pa se bazé ke su lé tit structures associatives, bénévoles pou fé ce genre de travay, mé la plupart du tan i kont su ce travay là. Vek lé Parc si nou lé prévu dan le program, si nou lé consulté, ke nou la lé mwayin pou fé, nou fé nout travay ! »*.

La demande de participation est le premier levier vers une reconnaissance qui porte les personnes vers des projets, et les structures vers une réponse aux objectifs et aux attentes.

Paroles d'acteurs

« jeunesse et participation »

« *Moin la un regard sur la jeunesse, que ce soit là ou ailleurs, tout le monde lé pris dans zot problème social, précaire… Koman zot lé même plu conscient de tout sa presque… Mi vwa un ti peu, zot i va à l'école, lé plu conscient des valeurs… mais en grande majorité le gars i traine partout… Si oussa parle à zot patrimoine, architecture, le parc national des Hauts, ben nana presque rien à faire hein… Zot kossa la besoin ? La besoin qu'il tient compte de zot problème, ou vois et justement i fo tenir compte de zot bon problème à travers la création de structures qui va permettre à zot de réfléchir dessus tous ces aspects là. Si les structures existent même pas koman ou sa va… Donc na un gros travail à faire ou vois… Les jeunes i lé à la traîne… / Les jeunes i vivent au quotidien aussi / Les jeunes i bouillent aussi, mi voit mi travaille à … ils sont en ébullition paske lé moun lé largué, les structures lé inexistant ou vide kom un coquille d'zeuf. (…) Dans ce domaine là, la des choses lé établies au départ, la plupart du temps les organismes de formations, les institutions, zot i respectent même pas sa ke la été établi au départ pou les bann jeunes. Tout est largué, ce qui fait que c'est des formations ke lé mis en place pou que les structures valorisent les institutions… zot i redorent zot blason mé lé zot lé toujours à la traîne quoi… Donc après là mi déborde un peu, mwa lé p't'être hors sujet, mé si ou veut que les jeunes les conscients de sak ou lé en train de parler ben i fo qu'il existe des structures, i fo donne à zot in ti peu le goût de tout sa hein, l'envie de fé des projets… / si ou peut pas résoudre le problème social koman résoudre « le reste » / Et c'est à travers la création de structures kom sa qui peut amène les jeunes à réfléchir, à revenir un ti peu derrière et remettre à zot in ti peu à l'étrier par rapport à la formation, aux métiers lontan, aux métiers traditionnels. C'est à partir de ça, à la rigueur c'est zot va apporte des solutions pou l'amélioration des quartiers ou vois. Mi pense hein… Lé vré c'est p't'être un travail préliminaire à faire avant de dire « allons faire le Parc National des Hauts », on réfléchit à tout sa là, i fo revenir à la base, i fo faire prendre conscience aux jeunes et aux gens de ces valeurs là ! »*

3) La communication d'une stratégie culturelle

Si derrière la question de la transcription, et plus encore de la traduction, d'une langue se cache celle du passage d'un système de savoir et de sens à l'autre, nous avons voulu aller plus loin.

Nous avons introduit les enjeux d'une concertation et d'un travail autour du processus de communication car à travers la rencontre et la parole racontée (et également, même en contexte réunionnais, le filtre de la langue et de la traduction – ou de non traduction) on touche et l'on considère - ou pas - l'ensemble d'un système social de valeurs, de représentations, d'échanges pour aboutir - ou pas ! - à des potentialités d'actions conjointes…

■ Le principe de communication

L'ampleur des transformations qui s'amorcent aussi bien sur le plan des systèmes de production, de la prévention de la dégradation de l'environnement, de l'accroissement et de la mobilité de la population, de l'extrême diversité des modes d'expression culturelle et de savoirs techniques obligent à être prudents dans les initiatives, attentifs dans les messages.

Communiquer pour accompagner les transformations des Hauts, en lien avec le Parc National ou autres effets induits (tourisme, emplois…), plutôt que les provoquer trop rapidement semble être une démarche novatrice au moins dans sa pédagogie et son 'idéologie pragmatique'.

■ Les orientations opérationnelles

× Créer une aire de communication de proximité pour valoriser patrimoine naturel et culturel

× Faire de l'accès et de la circulation de l'information un levier de développement

L'interculturel en milieu insulaire, chaque partie formule avec ses mots une même situation :

① Communiquer : savoir ce que les uns espèrent, savoir ce que les autres ignorent

D'un côté, les habitants et opérateurs de la zone Parc doivent connaître les tenants, contenus et aboutissants du programme Parc National des Hauts de La Réunion.

De l'autre, les responsables des structures impliquées dans ce programme doivent connaître ce qu'elles ignorent ou les axes les moins explorés notamment en lien au patrimoine culturel.

Une meilleure approche du réel ne saurait être possible au travers d'un seul diagnostic, mais par un processus de consultation, de questions / réponses croisées, et de recherches précises et pour les deux ensembles d'acteurs cette partie du dossier constitue une base de communication.

> Changer les voix, ou les tonalités, par une plus claire diction de l'information découle d'un travail de communication et de relation entre les deux parties, sur la durée et sous une forme interactive et mobile ; soit, à notre sens, adaptable et itinérante au cœur des sites.

② Pourquoi communiquer et sur quoi ?

La volonté de comprendre comment se construit l'interprétation de l'autre, l'a priori positif sur ses intentions, l'acceptation que son comportement obéit à une logique mal connue (qui peut sembler infondée, irrationnelle, incohérente) ainsi que la communication par le dialogue peuvent permettre de dépasser les incompréhensions et les réflexes tels que la crainte, l'ignorance, le rejet, les sentiments de supériorité (versus infériorité), auxquels l'on échappe difficilement.

Communiquer permet l'équilibre entre réflexion théorique de l'un et pratique quotidienne traditionnelle innovante de l'autre pour les combiner et les enrichir mutuellement

Pour les uns, il s'agirait de compléter au cœur des territoires, au plus près des personnes, les actions de communication (« Fanjan » trimestriel et télévisuel) déjà en place.

Les réseaux personnels et les discussions interindividuelles (les relations orales rapprochées permettant une parole racontée[23]) ad minima contribuent tout autant que les médias ou les supports écrits à structurer les attitudes face à un changement : programme, innovation technique, réglementation…

La correspondance des messages doit donc être totale, leurs crédibilité, pertinence et clarté doivent être assurées par un contact rapproché et une veille consultative active.

Influence et incidence d'une présence par la parole racontée

Nous avons évoqué les nombreux questionnements des habitants des territoires retenus pour l'étude sur le projet de Parc National. Et la force des paroles racontées, les plus propres à se transformer en 'croyances' peut être ou bien un atout ou bien un frein à la mise en place du projet. Ce n'est pas qu'il n'y ait pas communication, c'est plutôt que les modes choisis ne nous ont pas semblé appropriés par toutes les personnes rencontrées qui ne cernent pas clairement et concrètement le contenu et la portée des messages. De ce fait, les suppositions, les histoires, les craintes fondées sur des éléments 'tangibles puisque racontés ou entendus' vont bon train : les réglementations rattachées aux 'interdictions' créent de réelles angoisses et de vraies oppositions, les questions sur les barrières que l'on va mettre sur les propriétés des gens, sur les expropriations possibles, sur les animaux (girafes, lions…) que l'on va introduire dans le Parc ne sont pas plus à prendre à la légère… Elles démontrent le décalage existant entre la réalité et les représentations. Le Parc dans les Hauts de La Réunion reste plus rattaché au park zanimo, avec barrières, qu'au projet Parc des Hauts tel

[23] Nous avons souligné dans le rapport phase 2 que la 'parole racontée' revêt une importance considérable dans la société, notamment dans les Hauts de La Réunion. Cette approche d'une compréhension du monde, qui ne peut se faire qu'au travers d'une parole racontée, est une optique à considérer avec une grande attention dans un souci d'efficacité lors des exercices de communication des structures ou de leurs opérateurs de terrain vers les habitants. La parole racontée représente le vecteur privilégié pour l'accès à une compréhension du monde, de l'autre, ou des projets comme celui du Parc National des Hauts de la Réunion. D'où l'importance d'un dialogue rapproché qui constitue la base de la naissance d'une relation, le passage d'une connaissance, la construction d'une identité au travers de l'Histoire, la géographie, et des relations interpersonnelles se sont bien souvent développées dans les Hauts de La Réunion.

qu'il est pensé ; l'enfermement humain fait peur alors que l'humain est au coeur du Parc…

Pour les autres, le dialogue dans le sens territoire => Parc pourrait utiliser diverses pistes de recherche comme autant d'éléments de compréhension des réalités, des enjeux, des limites ou des potentiels en termes d'actions et d'effets d'entraînement sur la zone Parc : implication des personnes dans sa gestion et son animation via l'accès territorialisé à l'emploi et la création d'activité, réponses aux besoins réels des habitants comme des visiteurs,…

Par exemple :

- les liens entre économie familiale / réseau de solidarité économique / activités informelles / activités formelles / réglementation,
- les liens entre structures sociales / utilisation des machines ou produits agricoles / pratiques culturales ou d'élevage / gestion de l'environnement / réhabilitation de sentiers,
- les liens : savoirs techniques populaires et valorisation de métiers…

Bien d'autres éléments se rapportant à des aspects fondateurs de la culture : le soin aux enfants, la relation aux aïeux et les pratiques découlant du respect aux personnes décédées, des lieux renouvelés d'apprentissage de la langue créole seraient à étudier en profondeur pour faire remonter à la surface les éléments porteurs et fédérateurs.

③ Comment communiquer ?

★ échanger sur les systèmes de contraintes dans lesquels les uns et les autres évoluent = communiquer en privé pour optimiser la portée publique des informations

★ adapter les messages techniques aux conditions socio-économiques et culturelles des populations concernées = communiquer dans un langage adapté

★ utiliser le vocabulaire approprié = communiquer, dans les langues français / créole, non pas par simple recherche du mot équivalent mais en recherchant les formulations pour mettre en évidence la façon de découper ou de penser la réalité

★ communiquer pour se connaître mais dans une perspective de projet à faire naître

Pour cela :

- non plus chasse à l'information privée,
- non plus chasse gardée d'informations protégées,
- mais intégrité d'un chassé croisé des informations pour en assurer l'utilité.

Paroles d'acteurs

« Communiquer pour comprendre et pour entreprendre »

« Lé bann inkoerans i pé avoir bann reperkusion apré ! / pou dir i fo milité preske ! / si ou milite ou lé marjinal ! / Lé super tout sak nou rakont in, mé es ke vréman lé jan lé pré pou allé jusko bout, demin si vréman i giny préservé… Sé presk in konba ! Lé in konba ! »

Dossier 4

Les Fiches Actions

Prologue

Penser la notion de changement introduite par un projet d'envergure comme le Parc National des Hauts de La Réunion conduit à réexaminer la définition des acteurs présents localement sur les territoires. Il convient d'en avoir une vision précise et d'ajuster notre regard car même si l'on parle de patrimoine, il ne s'agit pas d'être affecté de cécité sur les objets et mutations liés à la modernité qui sont déjà pressentis, acquis ou en passe de l'être.

Les personnes habitant les Hauts ne sont pas uniquement eux-mêmes habités par du symbolique. Après avoir contribué à faire se révéler par leurs détenteurs les multiples visions de la richesse du patrimoine culturel, il nous apparaît qu'il y a tout autant de traditionnel, de familial, de communautaire, d'ethnicisme que de réseaux de relations socioprofessionnelles, de trajectoires d'individus conjuguant ruralité et modernisme, et ayant la capacité de combiner connaissances locales et réflexion sur les informations mondiales ou les normes européennes.

Le Parc National des Hauts de La Réunion est ainsi l'un des facteurs de changements que sont à même de considérer les habitants de la future zone Parc, tandis qu'en complément des éléments de patrimoine culturel, la compréhension des différents modes d'organisation ou de structuration ainsi que des processus de prise de décision, de participation, d'action est l'un des vecteurs de réussite du projet Parc.

Or, le lien entre ce double constat et une intervention cohérente est long et difficile à établir. Il n'y a pas de kit solution déjà prêt à l'emploi, il y a sans doute plusieurs solutions à étudier conjointement et en parallèle selon les territoires, et il y a surtout tout au long du parcours de nombreux risques d'inadaptation des uns aux autres :

× inadaptation des méthodes, d'étude ou de programme, 'à participation et restitution limitée' et des rythmes influant sur les résultats en termes de lisibilité des pratiques et des discours que le croisement des cultures et la complexité des vécus rendent délicates à utiliser comme levier,

× inadaptation des techniques et des normes que l'on veut implanter dont le caractère standardisé ou le processus d'implantation ne prend en compte ni les spécificités locales, ni les logiques 'traditionnelles actuelles' ou les 'mémoires' qui sous tendent les comportements,

× inadaptation des formes d'organisation des projets, de leur capacité à utiliser les potentiels existants et vivants, de leur mode de communication, de leur logique d'animation et d'encadrement, de leur pédagogie face aux formes locales d'apprentissage et de transmission des savoirs et face à la diversité tant des systèmes de pensée propres au contexte culturel qu'à celles des problématiques et contraintes du terrain…

Acteurs d'un projet, on est confronté à un ensemble de dynamiques sociales, culturelles, économiques, politiques. La cohérence de ces dynamiques est souvent difficile à saisir, et c'est souvent la mise en cohérence elle-même qui doit être la première mission à considérer. Or celle-ci reste un défi à relever face aux effets contradictoires, antagoniques, parfois conflictuels, face aux inadaptations plurielles possibles, aux difficultés réelles de la participation de chacun au projet de tous… Il y a tellement de « chacun » riches de particularité et, fort probablement, pas de « tous » qui soit univoque, uniforme, unifié…

INTITULE

La création d'une cellule d'expression et de partage de la mémoire

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

Cette action concerne l'ensemble de La Réunion. Le territoire couvert par le projet de Parc National pourra servir de zone privilégiée pour la mobilisation des habitants.

CONSTATS / IDENTIFICATION

La difficulté d'un repérage rapide, accessible et exhaustif des documents sur le thème du Patrimoine Culturel est réelle. Sans lisibilité véritable des acquis des diverses structures ou personnes, faire le tri à partir d'un thème, d'un projet, d'un champ d'étude, d'une zone géographique demande un long travail d'investigation et de croisement de données que les individus et organisations sont de plus en plus enclins à réaliser partiellement, en solo sans le partager ou à envisager dans le cadre de conventions… De même, les conditions de préservation sont mises en question car les documents papiers, les bandes audio ou vidéo ne sont parfois plus utilisables, voire endommagés du fait de leur archivage, de leur mise sous des supports trop anciens ou de leur destruction progressive (champignons,…). Sans compter que les habitants qui sont les plus concernés par la mémoire capitalisée, qu'ils ont offerts à l'origine, en sont bien souvent encore plus éloignés, voire s'en sentent dépossédés ou la perçoivent comme bafouée s'ils ne peuvent en mesurer l'utilisation ou ad minima la préservation.

FINALITE ET OBJECTIFS

Finalité : aboutir à la création d'un espace de mutualisation des ressources humaines et/ou des moyens et à la co-responsabilisation autour d'une charte précisant les modalités et la démarche de collecte, de la diffusion et de la sauvegarde de la mémoire du patrimoine culturel.
Objectif 1 : garantir un accès, une utilisation facilitée, une visualisation de l'existant (mémoire vive ou 'passive') et des futurs documents à tous les acteurs ou structures intervenant en lien ou sur le domaine du patrimoine culturel . Par exemple, pour les personnes ayant partagé leur mémoire, il s'agira de transmettre les précisions et documents qui faciliteront la consultation et la compréhension (langage, aspects concrets).
Objectif 2 :
- assurer la valorisation de la mémoire exprimée et partagée dans les documents,
- généraliser leur préservation sur des supports adaptés,
- organiser l'alimentation régulière par les travaux réalisés.

CONTENU / DESCRIPTIF

Il y aurait tout d'abord un travail pour :
- identifier l'existant en le localisant précisément sur l'année 2005 (enquête auprès des structures et des personnes).
- réaliser un répertoire de l'ensemble des documents ou projets d'étude (par structure d'accueil, détenteurs, initiateurs) et le diffuser.

- valoriser les documents existants (grille de présentation uniformisée, diffusion dans la *lettre du Fanjan*, site Internet avec des liens à ceux des membres,…) et le recueil.
- adapter les supports en termes d'utilisation, de conservation - CD Rom, de mise à disposition aux personnes intéressées et communiquer autour des éléments de mémoire.

La première activité sera associée à une consultation plus approfondie des acteurs sur le projet global et la définition des missions de la cellule et des modes de participation de chacun.

La cellule, ouverte à tous, pourrait en effet être activée soit :

- par la création d'un lieu ressource spécifique et géré de manière collégiale,
- par l'utilisation d'une structure existante dont ce projet deviendrait l'une des missions,
- par la fédération de différents lieux ressources autour du projet de protection et d'extension de l'expression et du partage de la mémoire.

Sa localisation découlera de ce choix mais sa politique de communication assurera la décentralisation des informations sur les territoires et au plan global sur La Réunion.

Il est possible d'imaginer que la mise en réseau autour de la cellule aboutisse à la formation d'un comité consultatif culturel composé de sous groupes cohérents : structures par type, populations par territoire, les représentants de chaque groupe participant au comité. Ce comité pourra notamment être un outil pour la définition et mise en œuvre de la stratégie culturelle du Parc National. Par ailleurs, les membres (ou adhérents) de la cellule devront assurer des conditions de concertation en amont, pendant et en aval des études sur le patrimoine.

La cellule pourrait fonctionner par rapport à une charte précisant un état d'esprit et un code de conduite aux différents stades du don d'informations et de la constitution, restitution, mise à disposition des documents. Les termes de la charte feraient l'objet d'un travail collectif incluant deux types d'acteurs : les structures et les habitants - co-réalisateurs des études. Chaque groupe pourrait travailler en atelier homogène et se réunir à échéance régulière pour débattre de leurs propositions collectives. Il est important que la charte ne soit pas une simple façade mais qu'appliquée, elle aboutisse au respect des sites et vies privées.

Enfin, il nous paraît important que chaque personne ayant été impliquée dans une étude puisse, à la suite de la présentation orale qui lui aura automatiquement été faite du document provisoire puis final, sinon disposer personnellement d'un dossier, au moins savoir où et comment elle peut retrouver les informations qu'elle a apporté et l'intégralité de ce qu'elles ont permis de mettre en évidence ou proposer. Puis, il serait intéressant que le travail en réseau fasse qu'elle puisse consulter la 'synthèse concrète réalisée' (éventuellement traduite en créole) et par la suite être informée des prolongements éventuels de l'étude qui concerneraient c'est selon, son territoire, son champ de compétence, son savoir-faire, ses pratiques, sa capacité de réflexion ou son expérience sur tels ou tels sujets…

PARTENAIRES (à titre d'exemple)

Mission Parc
CCEE et ses membres
Structures intervenant sur le patrimoine culturel
Communes, Conseil Régional, Conseil Général
Associations locales et habitants

MODALITES TECHNIQUES ET FINANCIERES (à titre indicatif)

- Les principes et modalités de participation des différents partenaires devraient être définis de manière collégiale, les habitants devront être représentés. Les instances d'administration devront prévoir dans leurs statuts une rotation et une définition claire des rôles et responsabilités en fonction d'objectifs planifiés. La fonction de représentation pourra également être assurée de manière successive par les membres.
- Au minimum un intervenant salarié coordonnateur des activités sera à prévoir qui sera en relation avec les structures et leurs relais sur les territoires.
- Il nous semble toutefois préférable que cette structure puisse être indépendante et neutre, n'ayant pas d'autres mandats que les missions reliées à sa création, ceci à la fois pour en favoriser les possibilités d'action et accentuer les envies et la diversité des participations humaines, de structures ou financières. Organisés en réseau, les dépositaires de documents seraient co-garants de l'identification, de la sécurisation et de la diffusion dans des conditions optimales des informations de la cellule.
- Chaque membre devra assurer, en fonction de ses capacités contributives (humaine et matérielle) le fonctionnement de la cellule. En termes de financement, il s'agira de prévoir un co-financement pluriannuel par l'Etat et les collectivités (pérennité), et de maximiser les contreparties des structures impliquées (liberté d'action).

MODALITES DE SUIVI ET DE VALIDATION

- Par rapport à l'identité / structure de la cellule, au positionnement de ses acteurs ou partenaires et en fonction des volontés exprimées : étude des complémentarités internes à renforcer, des synergies à encourager avec l'extérieur…
- En termes d'activité : comment les utilisateurs mesurent-ils l'apport du collectif (accès à l'information, animation, capitalisation, préservation) ? Y a t il des domaines du patrimoine culturel plus mis en valeur ? (utilisation de questionnaires, d'enquêtes) ;
- Pour son animation : nombre de partenaires alimentant la cellule en croissance ou en diminution, nombre (baisse ou hausse) d'activités de la cellule dans le temps (évolution du nombre de documents recensés, préservés, et diffusés, nature et nombre d'initiatives d'actions impulsées à partir de la cellule) ;
- Mesure de l'impact - par type d'actions - sur l'engagement (nombre et nature) des différents acteurs concernés, sur les objectifs fixés et les moyens engagés par la cellule (analyse des indicateurs, des engagements prévus et réalisés), sur la légitimité de la cellule (nombre de recours à la cellule ou à son comité consultatif pour le projet Parc National ou autres actions sur le patrimoine culturel) ;
- Evaluation participative régulière de l'effet de la charte sur les conduites des chargés d'étude (voir aussi le nombre de signataires) et la mesure de l'implication des habitants, évaluation mixte des actions réalisées en termes de communication pour la sauvegarde de la mémoire, définition des activités à conduire pour accentuer le rôle de la cellule au plan régional et local.

ADEQUATION AUX PRINCIPES

- *Principe de sauvegarde de la mémoire sur le patrimoine :* la cellule est l'outil opérationnel permettant de mettre en œuvre ce principe. Elle permettra de mutualiser et de rendre visible, repérable et accessible à tous, en continu et de manière adaptée, l'ensemble des productions, et ce tant sur les aspects matériels qu'immatériels de la mémoire. Elle permet une mobilisation autour de la sauvegarde de cette mémoire depuis les habitants jusqu'aux institutions.

- *Principe de communication :* la cellule peut permettre une confrontation constructive des logiques des organisations qui la constituent et des personnes impliquées sur le patrimoine culturel sur le territoire. La communication mutuelle des connaissances et autour de la mémoire peut permettre la prise de conscience des enjeux de sauvegarde. Tous les individus détenteurs de savoirs et responsables de structures investis sur l'expression / partage de la mémoire sont invités à communiquer et reçoivent l'information sur les éléments de cette mémoire.

- *principe de participation :* la cellule met en pratique la participation puisqu'il s'agit de créer et d'enrichir le débat en y associant les habitants (par voie de consultation, recueil d'expression par questionnaire), pour fixer des lignes directrices, des positions et assurer une plus grande réponse aux propositions. La mise en place de la cellule favoriserait la participation des habitants qui seraient volontaires au projet de sauvegarde de la mémoire sur le patrimoine culturel, favorisant par là même leur réappropriation de ce patrimoine, leur motivation à le partager et sa promotion au plan local et au sein de projets.

INTITULE

La pratique de communication de la cellule d'expression et de partage de la mémoire

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

Cette action concerne l'ensemble de La Réunion. Le territoire couvert par le projet de Parc National pourra servir de zone privilégiée pour la mobilisation des habitants.

CONSTATS / IDENTIFICATION

Les structures ou personnes détentrices de documents ou d'éléments de mémoire sur le 'patrimoine culturel' sont variées et disséminées sur l'île. Leurs contenus ne sont que peu connus du grand public et sans doute un peu plus à portée des 'techniciens' mais il reste des insuffisances que la fiche 'création d'une cellule d'expression et de partage de la mémoire' a présenté. Toutefois, ladite cellule n'irait pas au-delà d'être 'une structure de plus' si la communication tant en interne que par rapport à l'extérieur ne s'effectue pas de manière adéquate.
Communiquer peut créer les conditions d'un dialogue auquel pourrait participer un panel élargi d'acteurs, réunis selon leur intérêts, compétences, zones géographiques. Pour donner envie aux réunionnais de savoir ce qui existe et ce qu'ils pourraient apporter, la cellule devra réussir à communiquer sur un état des lieux de la mémoire sauvegardée du patrimoine culturel. La communication pourrait être à la fois, suffisamment attractive pour donner l'envie de s'y référer, être un déclic pour des échanges et débats, mais également suffisamment honnête sur ces manques pour que la curiosité ou la fierté d'une connaissance puisse se manifester concrètement.
Seule sa capacité à communiquer aussi bien sur des éléments capitalisés, protégés et rendus disponibles, que sur des éléments qui restent à mieux valoriser ou à découvrir légitimera sa création. Et c'est par sa capacité à animer un dispositif de communication à partir d'une majorité de réunionnais, de leur mémoire, idées et projets qu'elle remplira sa mission.

FINALITE ET OBJECTIFS

Finalité : concevoir des actions de communication pour informer l'ensemble des personnes intéressées sur les éléments documentés sur la 'mémoire et le patrimoine culturel' et sur les possibilités de participation ou d'accès à celle-ci.
Objectif 1 : impliquer un maximum de personnes sur la capitalisation des éléments sur le patrimoine culturel, où qu'elles se trouvent, quelles que soient leurs situations, les actions de communication doivent permettre à l'information de leur parvenir afin de participer.
Objectif 2 : communiquer en interne et à l'extérieur sur :

- la volonté de sauvegarder la mémoire créole et les constituants du patrimoine culturel
- la volonté de partager cette mémoire et de la valoriser avec le plus grand nombre
- la capacité de chacun à réaliser ces deux volontés

CONTENU / DESCRIPTIF

La première action pourrait être de solliciter les membres de la cellule et les personnes pour la définition des modes, outils, lieux de communication sur la 'mémoire et le patrimoine culturel'. Des manifestations comme les journées du patrimoine, ou les animations lors de la semaine du développement durable et surtout les *évènementiels 'patrimoine culturel'* (annuel ou réguliers tout au long d'une année) , pourraient permettre une sollicitation locale des habitants via des 'boites à idées'.
Par exemple, il pourrait s'agir de créer et d'animer un dispositif associant, à une fréquence régulière et avec une bonne couverture du territoire, des :

- opérations 'portes ouvertes' médiatisées au sein de la cellule (dans son ou ses espaces) et réparties de manière équilibrée entre les sites, associées à des fêtes ;
- communications régulières dans un 4 pages spécial ou par des encarts dans les publications des partenaires : la lettre du Fanjan,… ou publications spécialisées ;
- 'expositions tournantes' avec documents sur les territoires, dans les milieux professionnels (entreprises, associations,…), dans les structures scolaires…
- appels à propositions (presse, revues, bulletins municipaux…) pour le recueil d'informations ou de documentation dans des cadres précis de recherche ou d'études et en respect de la charte ;
- appels à présentation des idées et projets : présentation des études planifiées par les structures chaque année pour favoriser l'échange participatif mais également présentation et études des remontées du terrain (via les actions de communication et l'information participative mise en place…) ;
- concours sur le choix des thèmes à l'honneur chaque année pour encourager la diversité ou éviter la facilité…

L'importance de la fréquence et de la visibilité des échanges dans la qualité et l'efficacité d'actions impliquant collectivement des personnes est évidente. L'issue concrète des échanges en présentant les acteurs, leurs méthodes, leurs succès, leurs échecs, l'est tout autant. L'axe communication devrait donc, à notre sens, s'articuler au réseau d'échange opérationnel d'idées, de pratiques et de savoir-faire traditionnels '*de Mémoire en Pratique'* présenté dans la fiche '*projets participatifs'*. Au travers des différentes actions de communication définies, de *l'information participative* en circulation à chaque niveau et de son inscription dans le réseau d'échanges, c'est bel et bien l'appropriation de la mémoire qui est recherchée par les participations des réunionnais à sa quête ou reconquête collective.

PARTENAIRES (à titre d'exemple)

Mission Parc
CCEE et ses membres
Structures intervenant sur le patrimoine culturel
Communes, Conseil Régional, Conseil Général
Associations locales, animateurs et habitants
Médias, agences de communication

MODALITES TECHNIQUES ET FINANCIERES (à titre indicatif)

- les médias et agences de communication peuvent être associées au projet et permettraient sa visibilité sur La Réunion pour les réunionnais et personnes de l'extérieur ainsi qu'au delà (autres Parcs Nationaux, autres pays…). Les forces mobilisables peuvent varier selon les actions de communication et les initiatives proposées mais à l'échelon local des relais devraient être trouvés auprès des habitants ;

- les partenaires définiront les moyens humains, techniques, matériels et pédagogiques nécessaires : chaque membre de la cellule pourra désigner une personne plus spécifiquement chargée de la pratique de communication en lien avec un animateur / 'webmaster' (à temps partiel sur la cellule et le réseau d'échange) supervisé par le coordonnateur. La pratique de communication et ses axes pourraient être définis par rotation sur les membres et par l'étude des idées recueillies par 'appel à propositions' sur les territoires ;
- l'axe communication disposera d'un financement spécifique en fonction de la planification : possibilité de financement ou mise à disposition d'intervenants par les membres de la cellule pour le travail sur les sites en lien avec les médiateurs du Projet Parc ;
- le financement des initiatives locales : prévoir des possibilités de micro-crédits à celles ayant pour objet la sauvegarde de la mémoire (fonds alimentés par des lignes privées – mécénat – ou les financements retirés de la vente de certaines publications).

MODALITES DE SUIVI ET DE VALIDATION

- Efficacité de la communication : dynamique de partenariat entre organisations et le lien avec les habitants (nombre de rencontres, d'échanges dans le réseau, d'actions de communication / manifestations locales entreprises à l'initiative des habitants…), résultat en termes d'approfondissement de la réflexion sur les thèmes du patrimoine (nombre de remontées du terrain, nombre de publications de dossiers sur le thème, nombre de fiches « de Mémoire en Pratique »)
- Impact de la communication sur l'efficience de la cellule : est-ce que communiquer permet d'articuler des dossiers différents (étude, projets terrain, production) ?, de progresser dans la prise en compte du patrimoine culturel réunionnais (effet de groupe) ?, d'optimiser une pédagogie et information participative pour les relais sur les territoires (enquêtes, formation, production de manuels d'animation et d'information) ? de sensibiliser à l'attitude et à l'éthique dans les relations ?
- Implication des habitants : nombre de personnes investies par sites et type d'action, étude de la fréquentation du site Internet avec forum de discussion (nombre de connexion, nombre de participants au forum, analyse des questions ou apports…)
- Créativité : nombre d'outils pour la sensibilisation, information et mobilisation des acteurs, diversité (cartes postales, brochures, exposition, affiches, vidéo), nombre d'actions fédératrices : repas, manifestation, capacité à utiliser les évènements traditionnels (nombre de communications / actions lors de manifestations locales), et les médias (nombre d'articles de presse, d'émission radio, d'habitants invités),…

ADEQUATION AUX PRINCIPES

- *Principe de communication :* le principe de communication est au centre des actions et au service de la mission de la cellule : la connaissance et reconnaissance des éléments de mémoire du patrimoine culturel. L'axe communication de la cellule repose sur la volonté de se parler, de se questionner et de se répondre.

Pour cela la communication, adaptée dans ses formes, croisée dans ses sens, est une voie de sensibilisation privilégiée ouvrant sur une capacité de dialogue entre les habitants et les structures travaillant à la connaissance et reconnaissance du patrimoine culturel.

- *Principe de sauvegarde de la mémoire sur le patrimoine :* s'agit-il de parler de la mémoire créole et du patrimoine culturel en général ?, s'agit-il de choisir une thématique phare par année en continuant le travail sur l'ensemble ?, s'agit-il de partir d'un projet ou d'une réflexion ? Permettre à la discussion de s'engager, inviter des personnes à choisir les sujets à communiquer, inciter à se concerter autour des projets, discuter pour faire jouer les complémentarités et revendiquer les capacités des réunionnais à assurer eux-mêmes la sauvegarde de leur mémoire, débouchera sur la sauvegarde de la mémoire dès lors que tout ceci est organisé, acté et raconté.

- *principe de participation :* La mobilisation récurrente d'un pool de personnes impliquées sur le sujet et/ou de relais locaux (experts spécialisés, experts d'usages en lien avec les habitants) favoriserait l'action de participation dans le respect des 'mémoires' et des savoirs de chacun. Les habitants de la Réunion occupent une place cruciale, ils sont propriétaires de mémoire, d'éléments ou d'objets de patrimoine dont ils estiment la valeur pour eux-mêmes, mais également au regard de la participation qui leur est proposée dans son expression (études, ouvrages…) et sa sauvegarde.

INTITULE

La mise en place d'une information participative autour du projet de Parc National.

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

Tout le territoire couvert par le Parc National.

CONSTATS / IDENTIFICATION

L'action préconisée ici est sans doute fondamentale pour la réussite même du projet de Parc National.

Lors de la deuxième phase de cette étude, sur la totalité des territoires d'intervention, des habitants – plus ou moins nombreux – ont révélé une méconnaissance totale du projet de Parc national. Certains ne savaient même pas qu'un tel projet était en cours, d'autres ignoraient complètement son sens, l'identifiant parfois même à un parc animalier. S'il est incontestable qu'une grande campagne d'information de la population a accompagné la mise en place du projet de Parc, le travail de terrain que nous avons réalisé a toutefois montré les limites et les insuffisances de cette campagne d'information.
Pour être pleinement porteuse, une action d'information autour du projet de Parc National devra tenir compte des paramètres suivants :

- la nécessité d'aller à la rencontre des personnes pour leur présenter le projet (limites des réunions centralisées et des informations écrites diffusées par voie postale) ;
- la nécessité d'adapter la langue d'information à celle utilisée par l'interlocuteur (nécessité d'une information en créole) ;
- la nécessité d'adapter la présentation de l'information à la capacité d'assimilation de l'interlocuteur (proscrire les discours trop techniques souvent abstraits).

Devant l'importance pour la Réunion du projet de Parc National, il est fondamental de combler ces petits vides, tant que cela peut être encore fait. Il est en effet absolument nécessaire que l'ensemble des Réunionnais, et tout particulièrement ceux qui vivent sur le territoire concerné par le projet, aient une bonne connaissance du projet et puissent exprimer sur ce point leurs idées, leurs craintes, leurs attentes. Il ne s'agit pas bien entendu de donner raison à la moindre revendication : mais en allant à la rencontre des habitants d'un territoire, on peut arriver à mettre en exergue un véritable problème d'organisation économique ou sociale ou autre induit par le projet de Parc. Par le croisement des intérêts, l'échange des points de vue et la rencontre des habitants, on ne peut qu'aboutir à un projet qui soit plus juste et mieux accepté que dans sa version initiale.

Ainsi, l'information à la rencontre des habitants – et non plus les habitants à la recherche de l'information – est le gage d'une meilleure appropriation du parc National de la Réunion par la population réunionnaise elle-même, première concernée par l'avenir de son île et sa préservation.
Ce n'est qu'à cette seule condition que le Parc National aura véritablement la valeur exemplaire d'un projet participatif de grande envergure.

FINALITE ET OBJECTIFS

La finalité de ce projet est de permettre une meilleure appropriation du projet de Parc National par la population réunionnaise en mettant en place une action d'information interactive autour de ce projet.

Les objectifs qui en découlent sont multiples. Principalement, il s'agit de :

- mettre en place une action d'information de la population qui tienne compte des paramètres essentiels à sa pleine efficacité (cf. supra) ;
- mettre en place un échange constructif avec les habitants de manière à ce que leurs craintes, leurs questionnements trouvent une réponse ;
- ajuster, le cas échéant, tel ou tel aspect du projet de Parc National pour mieux tenir compte de la réalité du contexte local.

CONTENU / DESCRIPTIF

L'idée serait de confier une mission d'information à des intervenants qui iraient dans chaque commune, territoire, quartier, et essayeraient de rencontrer le maximum d'habitants. Il s'agirait, par territoire, d'expliquer tout d'abord les grands contours du projet, et de recueillir les premières impressions et interrogations.

L'information première ne doit pas rester sans suite. L'intérêt est bel et bien de pouvoir apporter une réponse aux inquiétudes des habitants. Aussi l'objectif de cette action est d'instaurer une sorte de va-et-vient entre la Mission Parc et les habitants autour de la communication sur le projet.

Il s'agirait aussi de distribuer de la documentation en mains propres aux habitants, et de l'étudier ensemble, avec eux, en prenant le temps de répondre à leurs questions. La *Lettre du Fanjan* est un bon support, mais que tout le monde ne comprend peut-être pas à un même niveau. Des gens la reçoivent mais ne savent pas lire. D'autres ne la remarquent pas dans la masse quotidienne des imprimés publicitaires. Un simple petit travail d'information sur ce point, habitant par habitant, pourrait permettre d'améliorer la portée de cet outil.

En résumé, le contenu de cette action d'information pourrait être formulé ainsi : un travail de terrain, à la rencontre des habitants des territoires concernés par le Parc, de vulgarisation du projet et de ses implications réglementaires, et d'information interactive en continu (une fois par mois par territoire par exemple) : information des habitants sur le Parc, sa définition, son étendue, ses conséquences, son état d'avancement… mais aussi information du parc sur les habitants, la réalité de leurs situations, les contextes social, culturel, économique, les conditions de vie et de développement, les craintes, les espoirs, les attentes, les propositions…

PARTENAIRES (à titre d'exemple)

Mission Parc
CCEE et ses membres
Communes
Région
Département

MODALITES TECHNIQUES ET FINANCIERES (à titre indicatif)

- des intervenants sur la zone du Parc, par territoire à définir avec la Mission Parc.
- Financement des supports matériels d'information en fonction des besoins.
- Financement des missions des intervenants.

MODALITES DE SUIVI ET DE VALIDATION

- élaboration d'une grille de suivi : nombre de personnes rencontrées, état de connaissance du projet comparatif dans le temps ;
- enquêtes de population sur la connaissance du projet, l'adhésion de la population à la mise en place du Parc ;
- capacité à prendre en compte dans l'élaboration du projet les remontées du terrain (attentes de la population).

ADEQUATION AUX PRINCIPES

- *principe de participation :* les habitants ont les moyens d'enrichir le projet et de participer à la construction du Parc à travers les différentes remarques et propositions qu'ils peuvent faire remonter par l'intermédiaire des intervenants ;

- *principe de communication :* c'est le premier des principes fondamentaux à être porté par cette action. Certes, il s'agit moins ici de communiquer sur le patrimoine culturel que sur le Parc National, mais cela nous semble tout autant indispensable. En outre cette action peut également fournir le cadre d'une communication des habitants vers les autorités publiques sur la réalité de leur patrimoine culturel.

- *Principe de sauvegarde de la mémoire sur le patrimoine :* bien que la traduction de ce principe ne soit pas au cœur de cette action, elle peut néanmoins en permettre une certaine réalisation à travers les remontées qui pourront être faites des habitants.

INTITULE

La mise en œuvre de projets participatifs

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

Tous les territoires couverts par le Parc National.

CONSTATS / IDENTIFICATION

Sans concertation dès l'origine, le rejet ou l'incompréhension d'un projet et des analyses qui ont conduit à sa formulation peuvent remettre en question une activité prévue ou sa réussite ou l'appropriation du projet. De plus, presque toujours, une nouvelle activité (ici le Parc National) – quand bien même perçue positivement (ici les avis restent très hétéroclites selon le niveau de connaissance du projet) - dérange, ou perturbe des systèmes en place (communautaire, institutionnels…) mais également attire de nouvelles dynamiques, des microprojets.

Ce sont ces derniers qui nous concernent ici. Exposés sous forme d'idées ou d'une manière parfois bien plus formalisée lors de notre étude, ils sont importants à considérer, d'une part, dans les perspectives pour leurs acteurs et bénéficiaires à La Réunion et, d'autre part, en articulation avec un projet Parc National mieux compris et lui-même plus participatif. La démarche de projet présentée ci-dessous n'est pas originale, ni idéale sans doute. Nous avons néanmoins essayé d'être novateurs en présentant des méthodes qui sont préconisées pour des projets à caractère participatif, en lien avec trois *propositions d'actions particulières* reliant le Parc National aux possibles 'projets patrimoine' (deux sont en partie décrites ici et devraient être approfondies si elles sont envisagées).

FINALITE ET OBJECTIFS

Finalité : réussir des projets grâce à une appropriation effective par les habitants et intervenants et la mise en place d'un dispositif participatif d'accompagnement
Objectif 1 : assurer une meilleure compréhension des réalités et des atouts ou contraintes que les uns et les autres voient dans le projet d'activité et une mise à disposition du projet de l'ensemble des capacités
Objectif 2 : croiser les connaissances locales, les expertises d'usage aux expertises spécialisées ou techniques, pour optimiser l'effet de formation et enrichissement réciproque

CONTENU / DESCRIPTIF

Le premier point a été pensé suite aux nombreuses remarques qui, au fil du diagnostic, nous interrogeaient sur la finalité concrète de nos échanges : « raconter mais pour quoi faire ? », « préserver oui mais pour faire quoi ? ». Dans le cadre de la mise en place des projets participatifs émanant des habitants, il nous semble très important de prévoir un dispositif participatif d'appui et d'accompagnement, depuis l'émergence de l'idée (personne, groupe) en passant par son financement et jusqu'à son évaluation conjointe.
Il n'est évidemment pas à exclure qu'en parallèle des emplois directs ou indirects liés au projet, le Parc national puisse être force de proposition concernant des idées d'activités auxquelles associer les habitants.

Il ne s'agit pas d'interpréter les projets présentés dans nos fiches comme plus descendants qu'ascendants - malgré la force de participation qu'ils dégagent - mais de considérer que la méthode décrite part du choix d'un exemple de projet (qui ne doit pas être vu comme le nôtre) pour expliquer la démarche. Le dispositif suivant est ainsi utilisable par l'ensemble des porteurs de projets, individuel ou collectif, et non pas forcément de manière globale, mais au stade d'accompagnement souhaité par eux.

Le dispositif participatif d'accompagnement - global :

- un soutien à la formalisation du projet (respect de la charte = de la propriété de l'idée) dans des formats permettant de solliciter des financements sans trahir la finalité
- un recensement (site par site, au sein d'un village ou encore îlet par îlet) puis une mobilisation de toutes les personnes ressources (recueil des attentes, propositions et suggestions en lien avec le projet)
- une aide à la construction du projet de valorisation des connaissances sur un domaine (histoire, littérature orale), d'une pratique (métiers, capacité de formation), par la mise en dynamique et la recherche de partenariats (technique, logistique…)
- un *système d'information participative autour du projet Parc* (dont nous avons parlé),
- un accès aux financements par un système de *micro crédit* et un programme de « *bourses de projets* » (initiatives de valorisation d'un métier, d'un produit, ou échanges de savoir-faire module d'animation d'ateliers…)
- un accompagnement à la réalisation : travail, sur une période assez importante, de collecte des données utiles et des matériaux qui existent encore et planification, mais aussi démarche administrative, juridique, comptabilité,…
- une aide à la structuration : cas de création d'association, groupement d'intérêt économique ou autres (statuts, règlements, contributions, rôles et responsabilités, mode de partage des retombées économiques) ou même d'emplois directs et indirects créés. Pour le cas des projets à l'échelle du Parc, voire de La Réunion (cf. fiches guides historiques, valorisation des connaissances empiriques…) la structure pourrait être fédératrice de l'ensemble des territoires d'intervention (une seule structure fédérant les projets et les habitants de plusieurs territoires en lien avec les possibilités de micro crédit de la cellule ou d'accès aux bourses).
- une proposition de temps de formation en fonction des demandes
- une aide à la redistribution des retombées financières des projets (vente d'ouvrages ou de film, vente d'objets) dans le respect de la liberté des acteurs à établir leurs priorités : cela constitue en quelque sorte - en interne pour les participants au projet - une contrepartie monétaire ou en équipements, pour une amélioration concrète des conditions de vie comme pour le financement d'autres actions (voir fiche sur la valorisation des connaissances empiriques et des savoir techniques populaires).

Le second point que nous proposons serait la mise en place d'un réseau d'échanges d'idées et de méthodes « de Mémoire en Pratique » qui concernerait en premier lieu le patrimoine culturel mais également le patrimoine naturel. L'objectif est de faciliter les échanges d'expériences entre acteurs de terrain, en favorisant la diffusion ciblée d'informations et d'idées pratiques directement utilisables entre projets.
Ces échanges visent tant à permettre aux habitants et à leurs partenaires de présenter leur action (valorisation, promotion), que de s'inspirer de projets réalisés sur d'autres sites et de les adapter à leurs contextes (diffusion).

Enfin, le travail en réseau permet d'articuler les projets les uns aux autres dans le cadre global de la valorisation du patrimoine et/ou du Parc National (projet de *réhabilitation des sentiers péï* articulé aux *guides historiques*, à la dégustation de la *cuisine* péï et à la *commercialisation de vanneries traditionnelles*…).
Les retombées en termes de valorisation de patrimoine (naturel ou culturel) sont ainsi accrues, mais surtout la mise en dynamique participative des personnes ressources (important et irréductible travail tout au long de l'action) aboutit à la reconnaissance des habitants.

Le réseau d'échange - transversal :

- des 'rencontres discussions' concrètes entre acteurs de terrain, organisées, sur un sujet précis choisi en fonction des besoins ou demandes des acteurs ou porteurs de projets
- des visites croisées sur le terrain organisées pour transférer ou pour recueillir des informations précises sur des pratiques, des techniques et des connaissances
- des diffusions ciblées de fiches d'expérience, (via les médiateurs, par courriel et sur l'Internet)
- pour un échange opérationnel d'idées, de pratiques et de savoir-faire traditionnels
- des réalisations d'ouvrages, de recueil de témoignages ainsi que des éléments qui permettraient d'enrichir d'autres actions (*signalétique* avec visualisation des richesses patrimoniales, *cartographie*, *évènementiels* valorisant les éléments remarquables…)

PARTENAIRES (à titre d'exemple)

Mission Parc : co-gestionnaire, facilitateur, médiateur
Cellule d'expression et de partage de la mémoire
Communes, Région, Département
Associations locales et habitants
Acteurs techniques (privés ou publics): ONF, DDAF, DIREN, DRAC
Associations Départementale oeuvrant sur ce champ

MODALITES TECHNIQUES ET FINANCIERES (à titre indicatif)

- coût initial : financements des intervenants (état des lieux avant projet – mission ponctuelle, conception des modules d'accompagnement ouverts et évolutifs…)
- en termes de ressources humaines prévoir le recrutement d'une personne chargée du dispositif d'accompagnement (et du programme bourses), en parallèle mobiliser le pool d'experts spécialisés et d'usage, animateurs / médiateurs / intervenants et relais
- prévoir la diversité des sources de financement
- s'articuler au dispositif d'information participatif, notamment pour la qualité des échanges d'information, l'articulation entre projet et réglementation…

MODALITES DE SUIVI ET DE VALIDATION

- efficacité de la participation : utilisation des différents types de mémoire et capacité de réflexion, co-responsabilité de la maîtrise opérationnelle sans diminution de la capacité à participer (nombre de projets proposés, validés et financés ; répartition des porteurs de projets – géographiquement, thématiquement), participation de la population à l'action, appropriation collective des actions (chaque action devant être approuvée par la population avant d'être soumise à demande de bourse et d'accompagnement, nombre de communication interne / externe autour des projets ;

- Efficacité du réseau d'échange : nombre d'actions de communication organisées, nombre de participants ou taux de réponse, comparer les implications aux publics informés quantitativement et géographiquement, critères qualitatifs concernant les objectifs de la communication sur le réseau (tests des messages), réactivité du réseau en termes de communication : répondre aux questions, mettre en relation (idée de projet / expérience de montage / compétence), étudier les propositions, capacité du réseau à produire des fiches concrètes (nombre ?, temps de réalisation ?, nécessité d'accompagnement ?, quels thèmes ?, quels territoires ?, quels rédacteurs ? quelle complémentarité avec d'autres actions pour le patrimoine culturel ?) ;
- Impact des projets : économique en termes d'insertion, de création d'activités, de projets productifs – social et culturel : valorisation du patrimoine par les réunionnais.

ADEQUATION AUX PRINCIPES

- *principe de participation :* l'implication de la population réunionnaise dans les projets de préservation et la valorisation du patrimoine culturel et naturel est fondamentale. Le dispositif participatif et interactif dans la mise en œuvre des projets veillera à ne pas couper les habitants des projets, ce qui est une nécessité pour tout esprit d'entreprise, ce qui fait la validité de toute action de développement et tant pis si ce n'est pas le plus simple chemin à emprunter. Cette action vise à faire participer les habitants, véritables experts d'usage, et ajoute du relief ; leurs apports, même plus compliqués à intégrer pour des regards d'experts plus standardisés sont le cœur même de la réussite des projets.

- *Principe de communication :* le renforcement de ces effets positifs des projets (et du Parc National) dépendra de la façon dont le projet est perçu dans son environnement, des réactions qu'il suscite et du dialogue permettant de les connaître, l'isolement du projet devant être évité sur les plans relationnels comme institutionnels. Pour réellement activer un dialogue et entretenir la réactivité et l'interactivité entre les personnes impliquées, le rythme de la participation lié à la communication à toutes les étapes du projet est important. Les questions / réponses doivent se faire dans des délais courts et la relation des experts d'usage – habitants des territoires - et des responsables de structures ou techniciens se nourrir de rencontres. Il ne s'agit pas bien sûr de proposer du cas par cas, mais d'ajuster les dynamiques de communication ou de réflexion à des fins très pragmatiques autour de l'initiative de projet.

- *Principe de sauvegarde de la mémoire sur le patrimoine :* tout projet, la valorisation du patrimoine culturel et le projet Parc National inclus, sera approprié s'il satisfait pleinement un nombre suffisant d'utilisateurs, si les acteurs concernés sont persuadés que leurs intérêts coïncident avec l'objectif et qu'ils contribuent à l'atteindre. Si le patrimoine et la mémoire culturelle des habitants est reconnue, et par là même protégée ou mise en valeur, par des projets qu'ils ont proposés, qui les font vivre et auxquels ils ont pu s'associer à d'autres partenaires, le principe même de sauvegarde et de partage de la mémoire est respecté.

INTITULE

La création d'évènementiels sur le patrimoine culturel

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

Le territoire couvert par le Parc National.

CONSTATS / IDENTIFICATION

Les évènements sont mobilisateurs, notamment dans la société réunionnaise, si l'on en juge par le poids accordé aux fêtes, aux manifestations, aux salons… Néanmoins, si certaines fêtes sont en lien avec le patrimoine culturel, elle se situe à différents niveaux : le « 20 décembre » - fête commémorative de haute importance - n'étant pas à considérer au même plan qu'une « fête du terroir » - Trois Bassins – ou la « fête de la Musique » aussi locale que nationale. Les manifestations plus courantes incluent également des volets plus ou moins prononcés de culturel au sens patrimonial, par rapport à plus de culturel au sens animation socioculturelle et artistique.

FINALITE ET OBJECTIFS

Finalité : visualiser, diffuser et promouvoir le patrimoine culturel (et naturel) par sa mise en événement autour des opportunités relevées par les habitants.
Objectif 1 : redonner une belle place au patrimoine culturel dans des évènements qui, sans être exclusifs, lui seraient principalement consacrés. Ceci constitue une troisième voie de valorisation des éléments remarquables du patrimoine, à la fois participative, collective, festive et en proximité avec les habitants…
Objectif 2 : redonner aux réunionnais la première place concernant l'idée et l'organisation des évènements, qui seront l'expression d'une volonté et d'un choix de mise en valeur de tel ou tel élément leur paraissant important, caractéristique ou représentatif de leur localité, de leur identité, de leur patrimoine (naturel ou culturel, physique ou vivant).

CONTENU / DESCRIPTIF

Il s'agirait donc sur chaque zone ou sur la zone Parc (échelle qui resterait à étudier) :

- de recenser l'ensemble des propositions des habitants, de susciter l'expression des idées ou activités existantes qui pourraient être proposées dans le cadre d'événement,
- de rassembler, avec les habitants, ces idées autour de thèmes ou de périodes de l'année,
- de favoriser l'émergence d'idées par sites mais également la communication de ses idées pour aboutir à un évènementiel, qui même localisé, est collectif sur la zone Parc National,
- d'organiser l'articulation de ces idées soit autour d'un évènementiel principal par an, soit de petits évènementiels réguliers planifiés dans un calendrier annuel,
- de réfléchir à l'animation, à l'organisation et aux financements et moyens nécessaires,
- de proposer le projet à des financeurs potentiels, avec le concours de la Mission Parc mais également en mobilisant les entreprises et opérateurs de la zone,
- d'assurer la communication de l'événement (cf. livret édité par le Parc National des Cévennes). Il pourra être de durée variable (soirée, journée, week-end, semaine) ou composé de micro-évènements sur une période plus large (année),

- de permettre la gestion de l'événement et de ses retombées par les habitants avec l'aide du dispositif d'accompagnement.

Comme cela a été vu dans une autre fiche, ni les grosses structures, ni les municipalités, ni les agences de tourisme spécialisées ne devraient pouvoir s'approprier ce marché.
La légitimité d'action reviendraient aux habitants ; d'autres partenaires pourraient s'y associer mais la responsabilité ainsi que sa rentabilité appartiendraient aux populations. Il peut s'agir de nouveautés comme de la mise en évidence d'actions individualisées ou réalisées en interne à la communauté que les habitants nous encourageraient à partager. Avec l'idée de pouvoir générer des retombées tout autant publicitaires ou financières qu'aptes à favoriser la découverte, la relation, les moments de rencontres.
Par exemple sur Salazie :

- chaque îlet pourrait proposer un évènementiel principal annuel (suite à un travail de concertation des habitants),
- un choix pourrait être fait au niveau du cirque par un collège d'habitants, et un lieu défini par son lien plus évident avec l'idée ou la réalisation du projet
- la rotation par îlet est encouragée (au plan des idées et de la localisation de l'événement).

La rotation des idées d'une part : on peut imaginer que l'îlet retenu en année 1 ne puisse être porteur de projet en année 2, ce qui ne l'empêche pas de partager ses idées !
La rotation géographique du lieu de l'évènementiel d'autre part : elle ne peut être d'office systématisée puisqu'elle dépend des espaces disponibles et nécessaires au projet. Mais soit l'îlet aura proposé une action cohérente avec son espace et sa culture (plein de petits stands présentant…), soit il envisage quelque chose de différent qui pourra être localisé sur un autre îlet mais restera organisé par les habitants de l'îlet porteur du projet. Tout se ferait en partenariat avec l'ensemble du cirque qui est l'entité de référence de cet évènementiel.

Le dernier point du contenu de cette action concerne les idées d'évènementiels… Ce serait aller à l'encontre de notre principe de participation, et surtout être aussi présomptueux qu'irrespectueux de la légitimité des habitants à décider de proposer ou non leurs idées et à être les plus habilités à le faire que de prétendre ici les définir. En cours d'étude, au détail ou en package, ont surtout été évoquée des possibilités de 'petits' évènementiels : des balades sur des sentiers découverte du patrimoine naturel et culturel avec guides ludiques de reconnaissance des espèces végétales et animales, des introductions ou formation à la gastronomie, des narrations de contes ou texte de théâtre, des visites d'artisans, des achat d'objets – ouvrages – cartographies, des prestations de groupes musicaux locaux, des pépinières de découverte des plantes… Mais pour ceux-ci comme pour ceux de plus grande envergure (« Fête du café à l'Entre-Deux »…) nous proposons aux idées de se manifester pour concourir à recevoir une bourse de projets.

Nous présentons l'idée d'un programme '*bourses de projets*' pour encourager les suggestions sur ce sujet ainsi que sur tous les autres 'projets patrimoine' !
Il repose sur la volonté d'encourager les potentialités d'actions, qui, au niveau local et micro local, visent à valoriser concrètement des expériences ou savoirs liés au patrimoine culturel. On peut envisager par exemple dans le cadre de cette fiche un projet de représentations par un groupe musical local sur des sites ou espaces aménagés sur les sentiers péï à proximité de stand de vente - dégustation de produits péï ou des points de valorisation des richesses patrimoniales naturelles ou culturelles (atelier d'artisans / artistes…).

Le fonctionnement du système de bourse de projets - collégial :

- définition des critères pour choisir les projets éligibles à une bourse (statut juridique pour les personnes morales, personnes physiques, contenu, lien au patrimoine, projets 'sociaux culturels' ou productifs, localisation, viabilité)
- élaboration de grille de présentation des projets d'action (faisant état de la démarche participative dans la négociation des objectifs et méthodes de travail autour de l'activité, les discussions sur les actions et les objectifs, la méthode d'élaboration et de réalisation de l'activité, la signature de convention / protocole d'accord éventuels)
- appui à la formalisation du dossier bourse : *système d'information participative* local pour des explications en direct et en créole du dossier et des règles (financement, échéancier, rendus attendus) – participants au *réseau d'échanges* - conseiller du *dispositif participatif d'accompagnement*
- présentation, par les porteurs de projets, de leurs idées à un comité mixte incluant des représentants d'habitants (éventuellement le comité consultatif)
- explication, en présence des porteurs de projets, de la décision d'attribution ou non attribution, ainsi que rappel des conditions de réalisation du projet (droit et attente en termes de validation de l'action et de mutualisation de son expérience (=> *réseau d'échange*) et signature d'une convention
- suivi et appui des boursiers, à leur demande, lors de la réalisation : *système d'information participative local* pour des explications en direct et en créole, *réseau d'échange*, conseiller du *dispositif participatif d'accompagnement*…

Plusieurs fourchettes financières pourraient être envisagées pour la bourse, qui se distingue du micro-crédit (montant inférieur), mais proposerait une participation (financière ou valorisée) du porteur de projet. L'aide au lancement de projets productifs pourrait être l'un des axes encouragés tant la phase d'installation est souvent la plus délicate. Outre les interrogations concernant le maintien des activités formelles et informelles en raison des nouvelles normes encore mal connues, il existe une réelle attente en termes de création d'activités et d'emplois (directs ou indirects) dans le cadre du projet Parc National.

PARTENAIRES (à titre d'exemple)

Mission Parc
Commune, Région, Département
Opérateurs privés locaux, associations et habitants

MODALITES TECHNIQUES ET FINANCIERES (à titre indicatif)

- un intervenant coordonnateur
- un cofinancement spécifique pour la mise en place de l'action (pluriannuel)
- une ligne de financement pour le programme 'bourses de projets' (après définition du nombre de bourses minimal et maximal et des fourchettes de montant alloués.

MODALITES DE SUIVI ET DE VALIDATION

- nombre de personnes proposant des idées : par site, répartition par âges et par genre : anciens / adultes / jeunes / hommes / femmes
- nombre de sites mobilisés pour l'action
- étude de ces éléments dans le temps : année 1, année 2
- impact sur la valorisation du patrimoine culturel (type de projets présentés, nature des

manifestations,…) auprès des populations et de la zone Parc
- impact sur le maintien, le développement ou la création d'activités et d'emplois au sein de la zone Parc

ADEQUATION AUX PRINCIPES

- *principe de participation :* La participation des habitants est au cœur de cette action. Ils sont les forces de propositions puis seront les initiateurs et organisateurs des projets 'évènementiels' retenus. Pour élargir la participation, nous proposerions au niveau de la zone d'associer aux habitants à titre individuels différents types de structures (associations, écoles, groupements). La participation est enfin à rechercher de manière à représenter l'ensemble des zones territoriales afin de favoriser les expressions de la diversité culturelle et d'une identité créole unie mais plurielle.

- *Principe de communication :* Sur des évènements ou des circuits de découverte organisés, les idées relevées au cours de l'étude sont aussi variées que les individus et les territoires. A des échelles différentes, à des degrés de faisabilité divers, elles pourraient rester seulement des idées. Ce serait dommage car l'organisation d'évènementiels les rassemblant et leur permettant de devenir des projets nous paraît possible. L'action proposée vise à favoriser la communication de ces idées afin de les articuler et/ou les rendre viables notamment par la communication de leur existence, puis sur l'information largement communiquée concernant leur réalisation !

- *Principe de sauvegarde de la mémoire sur le patrimoine :* Nous avons constaté que les habitants proposent, réagissent positivement, ou n'excluent pas les actions qui permettraient de mieux les connaître, de discuter, de montrer leur culture, ou de vendre des produits qu'ils ont réalisés : les visites de kaz ou de jardins font partie de la tradition d'accueil réunionnais, la dégustation de plats, l'explication ou la démonstration de savoirs, les balades, les pique-niques, les fêtes, les spectacles, les zistwar racontées sont des moments de 'partage culturel' de la vie des habitants. L'action, si elle se situe dans le cadre d'évènementiels pour sauvegarder la mémoire, montre ses traditions et propose l'art de vivre, de recevoir, d'accueillir et de se réunir autour des évènements comme un patrimoine vivant sur lequel il n'est pas encore possible de perdre la mémoire.

INTITULE

La sauvegarde de la 'mémoire vivante'

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

Le territoire couvert par le Parc National.

CONSTATS / IDENTIFICATION

Tous les jours, des personnes âgées partent et avec elles un capital de mémoire parfois insoupçonné, même par leurs proches. Tous les jours peut être aussi des personnes plus jeunes se découragent dans l'utilisation d'un savoir-faire, la pratique d'un art, la préservation ou le partage de leurs connaissances. Certaines de ces personnes expriment lors des rencontres, ou cultivent en secret, le souhait de donner vie par leurs paroles et mémoires racontées à des moments d'Histoire, à des espaces, à des aspects matériels ou plus immatériels de la culture réunionnaise ; mais il faut être conscients que d'autres pas. Nous avons bien souvent été extrêmement touchés lors de notre étude. Entendre des éléments de vie humaine et quotidienne tellement difficiles ou tellement personnels que l'on ne connaît parfois même pas si intimement avec ses propres amis (la distance pouvant aussi faciliter la parole) est bouleversant. S'entendre dire ou lire dans les regards que l'on nous demande de ne pas entrer en dialogue car ce n'est pas souhaité (les raisons, elles, ne nous regardant pas), ou qu'il faut s'en tenir à une 'formalité d'échange' car ce serait trop douloureux de parler, que l'on n'en a plus envie, ou que l'on ne fait plus assez confiance pour désigner ou transmettre ses pratiques ou connaissances est tout aussi bouleversant.

Cela nous conduit à préciser que le respect de la personne passe avant sa mémoire et le respect dû à celle-ci, libre de vouloir ou non se transmettre. La finalité de cette action, ses objectifs, démarche, contenu et partenaires repose sur ce constat initial et principal.

FINALITE ET OBJECTIFS

Finalité : permettre au patrimoine culturel (notamment immatériel selon la définition UNESCO) de jouer pleinement son double rôle :

- être garant de créativité et de promotion de la diversité culturelle
- procurer aux communautés, aux groupes, aux individus un sentiment d'identité et de continuité

Objectif 1 : limiter la disparition d'une bonne part des connaissances (modes de vie, artisanat, savoirs, arts) en raison de la diminution du nombre des personnes les possédant ou les pratiquant en raison de décès, mais aussi de perte de motivation, de manque de fonds ou des effets des mutations de la société.

Objectif 2 : encourager les témoignages (des anciens ou des personnes collectivement désignées) autour des traditions culturelles vivantes et/ou du génie créateur des individus ou des groupes sur leurs territoires au profit de La Réunion mais aussi de l'Humanité.

Objectif 3 : valoriser, présenter et permettre la diffusion des contenus - narratif ou concret - de ses témoignages.

Ces objectifs ne sont bien évidemment pas déconnectés des personnes ayant proposé leurs connaissances et des habitants concernés par elles ou qui le deviendront, chacune validera sa pertinence pour elle-même en s'engageant dans l'action.

CONTENU / DESCRIPTIF

Le premier travail d'identification des personnes reprendra les principes de participation des habitants et de communication autour de cette action de sauvegarde de la mémoire.
Que les témoignages s'inscrivent sur un territoire ou un domaine précis (vie quotidienne ou savoir empirique '*dressage des bœufs paké'*), ils ne pourront être découverts sans la mobilisation et l'appropriation par les personnes de la démarche de cette action et de sa portée collective. Ceci n'excluant bien sûr pas, voire favorisant, des voies de promotion individuelle ensuite.

Il s'agira donc tout d'abord de recenser les personnes 'mémoires vivantes'. On peut procéder :

- de manière méthodique, en ce qui concerne les personnes âgées et de façon à ne privilégier personne (sur une zone : partir des registres de naissance, retirer les décès, déménagements… et retenir les 4 personnes les plus âgées, hommes et femmes). Il s'agira de rechercher la variété des témoignages en mettant tous les anciens à égalité pour être des 'porteurs de mémoire' notamment sur la vie quotidienne et traditionnelle réunionnaise en favorisant l'équilibre des genres.
- de manière pratique : les personnes (anciens ou moins anciens) sont égaux mais certains sont suffisamment visibles (métier, expérience,…) pour être collectivement reconnus comme 'mémoires vivantes'. Il s'agira de les localiser, puis de les répertorier si elles en sont d'accord (enquêtes et personnes/structures relais).

Ensuite dans les grandes lignes, le contenu de l'action proposerait de :

- contacter ses personnes et leur présenter le projet de manière précise (temps, contenu, respect de la parole, diffusion)
- proposer une participation à la sauvegarde de la mémoire réunionnaise par leur témoignage de mémoire personnel mais également dans le cadre de savoir-faire, arts, étudier avec eux des perspectives de valorisation de ce témoignage dans des projets, si possible rémunérateurs (voie de *valorisation de métiers traditionnels*…)
- identifier les 'scribes', personnes assurant le recueil du témoignage et la relation dans un cadre respectueux de la vie privée (avec des appuis techniques éventuels selon les supports de présentation du témoignage et sa nature)
- définir un échéancier de rencontre avec les personnes acceptant de participer
- recueillir les témoignages comme éléments de patrimoine culturel
- assurer une relation de confiance et une validation systématique des éléments retenus
- présenter des supports (papier, audio, vidéo) qui seront choisis par la personne
- délimiter la diffusion avec la personne (qui reste propriétaire de sa mémoire)
- valoriser et représenter dans le cadre défini les témoignages comme patrimoines culturels vivants, matériels et immatériels de La Réunion. La zone Parc National et les évènementiels 'patrimoine culturels' pourraient être des espaces privilégiés, permettant le développement d'activités, la rencontre interculturelle et la réappropriation par les réunionnais de cette mémoire vivante mieux valorisée.

Nous n'employons pas - dans le point 4 - le terme de 'scribe' par hasard, les 'mémoires vivantes' s'exprimeront en effet dans un langage (ancien ou technique) qui n'est pas intelligible pour tous. Selon les territoires, les accents et prononciations vont varier, et le créole utilisé sera de nature ou datation différente.
Il sera alors important que le scribe soit outillé linguistiquement parlant – en plus des qualités humaines d'écoute et de respect de la vie privée / confidentialité.

C'est en effet à lui de comprendre et non à la personne de devoir changer son langage. Nous avons maintes fois souligné combien il est important de conserver, et d'étudier, le parler originel qui sous les mots, expressions et formes narratives révèle énormément d'aspects.
Il s'agit ensuite de revenir à la charte. La personne passe avant la mémoire collective, les aspects douloureux évoqués par les personnes doivent être entendus et il s'agit de proposer la confidentialité si la personne ne la demande pas (elle peut ne pas oser, mais elle peut aussi malgré tout vouloir faire le rappel des détresses éventuelles vécues). La personne peut également librement choisir d'être accompagnée (par un proche, un collègue…) lors des échanges, qui se feront dans un lieu défini par elle.

La mémoire des anciens : favoriser la réciprocité

Le processus de recueil de témoignage des anciens viserait avec l'accord de la personne à :

- leur permettre de raconter une anecdote qui a marqué leur jeunesse, comment se déroulait une journée, quelles étaient leurs activités, les grandes étapes de leur vie, ou les moments marquants…
- leur permettre de travailler à une véritable monographie (de type UNESCO)
- leur permettre de se taire. Inéluctablement, le 'scribe' sera en prise avec les émotions de la personne, il est alors important de savoir se retirer, de savoir changer de sujet et freiner sa curiosité. Si les choses veulent être dites, nul doute que la personne âgée trouvera sa façon de les faire entendre.
- leur soumettre les éléments retenus pour qu'ils puissent 'se faire raconter leur vie' et être fiers de la richesse de leur témoignage ainsi que pour valider la compréhension. Ceci se fera de manière systématique, à la suite de chaque entretien, et avant d'en commencer un second ainsi qu'à l'issue du recueil de témoignage
- leur proposer en parallèle, bénévolement, un travail sur leur généalogie sur 3 ou 4 générations (à la fois pour la personne qui pourra éventuellement se connaître mieux mais aussi pour lui permettre de transmettre leur histoire à leurs enfants et petits enfants, et, enfin, pour définir plus précisément le contexte des témoignages).
- Demander leur accord pour présenter l'arbre ainsi reconstitué avec leur témoignage, ceci engageant d'autres personnes qu'eux-mêmes, y compris leurs descendants

La mémoire des compétences des plus jeunes : réciprocité et potentialités

- perpétuer le perfectionnement des connaissances et savoir-faire
- contribuer à leur reconnaissance dans le cadre de manifestations, expositions (sensibilisation des pouvoirs publics, des entreprises, favoriser les groupements d'intérêt économique, la création d'activité) pour encourager à l'utilisation des savoirs réunionnais, de préférence à d'autres qui sont importés. La connaissance des pratiques favoriserait l'acceptation de leur coût et la demande accrue de ces compétences permettrait de réaliser des économies d'échelles. Le choix d'un commerce équitable qui utiliserait l'avantage comparatif des produits péï (qualité, durabilité, coût) se ferait par la responsabilisation des demandeurs / acheteur !
- proposer de les transmettre par des programmes de formation (chambre des métiers, ateliers territorialisés) ce qui créerait des perspectives en termes d'activité ou emploi
- faciliter l'octroi de financements ('bourse de projets', micro-crédits, subventions) pour aider au démarrage, maintien ou développement de l'existant
- envisager de candidater auprès de l'UNESCO pour des talents et savoirs pouvant être considérés comme des 'trésors humains vivants' afin de disposer de moyens (au profit des détenteurs) et de s'inscrire sur une échelle de témoignage mondiale (pour le Parc National et la Réunion).

PARTENAIRES (à titre d'exemple)

Mission Parc
CCEE et ses membres
Chambre de l'artisanat et des métiers
Les anciens et les détenteurs de part de mémoire, d'expérience, de vécu, de connaissance
Les structures ou personnes relais facilitant la rencontre et les explications de l'action.

MODALITES TECHNIQUES ET FINANCIERES (à titre indicatif)

- un intervenant en coordination globale, permettant l'animation des relais, l'encadrement des scribes et le respect de la démarche participative et de la charte
- un cofinancement pluriannuel avec un découpage par territoire, l'action devant être globale (éventuellement à partir d'une zone test)

MODALITES DE SUIVI ET DE VALIDATION

- recensement des 'mémoires vivantes' par territoire, par genre, par site, par nature de témoignages et appropriation de l'idée (nombre de volontaires, étude des motifs de refus pour améliorer l'action…), nombre de personnes 'témoins' / site / année
- définition d'un cadre précis à partir des volontés des personnes de 'l'utilisation' des mémoires vivantes pour servir leurs détenteurs et le patrimoine culturel réunionnais
- définition de la concertation qui permettra de croiser cette action aux autres actions proposées ou qui seront proposées (*valorisation des connaissances empiriques, des métiers,…*) : nombre de rencontres, assiduité des participants, légitimité…
- Impact des actions de sensibilisation et diffusion, impact sur la perpétuation de la mémoire et de sa valorisation dans le cadre du Parc National

ADEQUATION AUX PRINCIPES

- *principe de participation :* la participation et la mobilisation des personnes 'mémoires vivantes' pourrait favoriser celles de financeurs, pouvoirs publics, structures de formation et d'éducation dans la valorisation concrète de la 'mémoire'. L'action encouragerait également les plus jeunes à acquérir des connaissances et savoir-faire nécessaires pour interpréter ou créer certains éléments du patrimoine culturel en leur assurant la reconnaissance et l'audience sur le territoire et au delà, et, surtout, en leur proposant des voies de métiers et de rentabilité économique, non négligeables dans le contexte réunionnais actuel.

- *Principe de communication :* la communication est au centre de cette action. Elle propose un cadre pour l'initier et la matérialiser dans l'échange avec et par les 'mémoires vivantes'. Elle suggère des pistes pour communiquer à partir de ces mémoires afin d'en permettre la sauvegarde mais aussi le développement.
- Dans une optique plus globale pour le Parc National, il s'agira, avec acceptation des personnes, de mettre en place une communication de ces témoignages, capitalisés par la *cellule d'expression et partage de la mémoire* et diffusés / vulgarisés par le système *d'information participative* et proposés dans le *réseau d'échange*s dans une éthique d'action précise. Les 'mémoires vivantes' peuvent en effet servir à alimenter une 'banque d'information globale' (*sentiers, éléments remarquables pour cartographie,*

métiers, toponymie, gastronomie traditionnelle, tisanes, pratique de vannerie, kaz en pay, Histoire…), à ajuster des projets, à trouver le ton juste lors de communication par le biais d'*évènementiels* ou la rédaction d'*ouvrages*.

- *Principe de sauvegarde de la mémoire sur le patrimoine :* leur témoignage, s'il est raconté dans une perspective d'être d'abord entendu, puis proposé à d'autres, est une manière pour les réunionnais de mieux estimer et s'approprier cette 'mémoire vivante', d'en tenir compte et de l'enrichir ou la perpétuer, et de participer à sa représentation par ses éléments porteurs d'avenir pour les hommes, le Parc National et La Réunion.

INTITULE

La mise en place d'une signalétique trilingue dans le futur Parc National.

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

Tout le territoire du Parc National, à la fois la zone centrale et la zone périphérique.

CONSTATS / IDENTIFICATION

Dans le cadre de la mise en place du Parc National de la Réunion, toute une signalétique devra être mise en place sur le territoire concerné. Cette signalétique concernera tout autant des noms de lieux, de sites, des descriptifs de sentiers, des réglementations, des indications touristiques, des présentations d'éléments remarquables du patrimoine naturel et culturel.

L'idée de ce projet est de mettre en place autour de ces multiples informations à communiquer une signalétique trilingue, c'est-à-dire en créole, en français et en anglais.

FINALITE ET OBJECTIFS

La finalité de ce projet est d'optimiser la communication des informations relatives au Parc National et leur appropriation par la population (locale et étrangère) en travaillant sur la linguistique.

Ainsi, **les objectifs** de ce projet sont multiples :

- toucher le plus grand nombre de personnes en adaptant l'information dispensée à la langue utilisée pour communiquer, sachant que la première d'entre elles à la Réunion est le créole ;
- Valoriser la langue créole grâce au projet de Parc National ;
- Favoriser l'appropriation du projet de Parc National par les Réunionnais, non seulement en les impliquant fortement dans la valorisation de leur langue et dans la mise en place de la signalétique ;
- favoriser les échanges interculturels en présentant sur un même plan trois langues, chacune invitant les gens à découvrir les deux autres. La mise en place de la signalétique trilingue dans le Parc National révèle donc une volonté ouverture culturelle ;
- renforcer l'effet de sensibilisation et de prévention qui peut être poursuivi par certaines signalisations en touchant plus de gens.

CONTENU / DESCRIPTIF

L'idée de ce projet est d'adapter toute signalétique publique sur le territoire du Parc à une présentation trilingue : créole d'abord, puisque nous sommes à la Réunion et que les Réunionnais sont bien les premiers concernés par ce vaste projet, français ensuite puis anglais. Le choix de la graphie créole à utiliser pour cette signalétique ne peut être fait ici.
Outre le fait que nous ne sommes pas légitimes à en décider, il semble surtout beaucoup plus pertinent de retenir la graphie dans laquelle les habitants du territoire concerné se retrouvent le plus.

On peut en effet imaginer d'avoir soit une graphie uniforme sur l'ensemble du territoire du Parc, soit une graphie qui reflète l'image de la langue créole qu'en ont les habitants de tel ou tel site. Par exemple on peut imaginer que la graphie utilisée à Mafate soit différente de celle retenue sur l'Entre-Deux ou Sainte-Rose. Quelle que soit la solution retenue, le point fondamental est qu'elle résulte d'une concertation approfondie menée avec les habitants selon la méthodologie d'intervention décrite par ailleurs dans une autre fiche-action.

Une fois la graphie créole identifiée, un travail d'inventaire des différentes signalétiques à mettre en place pourrait être fait. L'intérêt serait de les classer par thème, pour pouvoir ensuite en confier la réalisation à des groupes d'habitants. En effet, même si la mise en place de la signalétique ne permet pas d'envisager la création d'emplois permanents, une valorisation économique du travail à accomplir mériterait quand même d'être étudiée. Là aussi, quelle que soit la solution retenue, il est important que ce soit les habitants qui participent à la mise en œuvre opérationnelle de cette signalétique. C'est en effet par ce biais que leur appropriation du projet de Parc National sera favorisée.

De même, la réflexion sur les signalétiques à mettre en place par thèmes (réglementation, information, noms de lieux etc.) pourra être considérablement enrichie par la participation de population à cette étape du projet. Cette participation peut par exemple être l'occasion d'apprendre un nouveau nom local pour désigner un lieu, un piton, ou encore une signification culturelle à tel ou tel élément… bref, d'enrichir d'un point de vue culturel toute la signalétique mise en place dans le cadre du Parc National de la Réunion.

PARTENAIRES (à titre d'exemple)

Mission Parc
Communes
Université de la Réunion
CCEE

MODALITES TECHNIQUES ET FINANCIERES (à titre indicatif)

- inventaire des signalétiques concernées réalisé par la Mission Parc ;
- un intervenant pour la mobilisation des habitants et la constitution d'un document trilingue à partir de l'inventaire des signalétiques ;
- un intervenant pour l'animation des ateliers de création et d'installation des différentes signalétiques retenues.

MODALITES DE SUIVI ET DE VALIDATION

- Evaluation de la bonne réussite du projet à partir des critères suivants : nombre d'habitants participant au projet, impact sur la connaissance du Parc National par la population, nombre de signalétiques proposées par les participants en plus de l'inventaire réalisé, sondage d'opinion sur l'opportunité de la mise en place d'une signalétique trilingue ;
- Impact sur le respect du bon état des panneaux (la signalétique trilingue permet-elle, à travers l'appropriation du contenu, de réduire les dégradations des supports de communication ?)
- Suivi ponctuel par un ou plusieurs habitants des territoires concernés de l'état des

panneaux : entretien, réparation, restauration des signalétiques….

ADEQUATION AUX PRINCIPES

- *principe de participation :* le projet se fait avec le concours des habitants des territoires concernés par le Parc. Ils définissent la graphie qui leur semble la plus appropriée, participent à la définition des signalétiques (notamment celles d'information sur le patrimoine) et assurent leur mise en place effective sur le territoire.

- *Principe de communication :* la communication, à la fois sur le projet de Parc en lui-même, son contenu réglementaire et sur le patrimoine naturel et culturel est favorisée et développée envers un plus grand nombre de personnes. Le choix de trois signalétiques permet de n'exclure personne du public des destinataires de l'information, exclusion qui peut souvent être vécue du fait de l'utilisation d'une langue unique.

- *Principe de sauvegarde de la mémoire sur le patrimoine :* par le biais de ce projet, on peut espérer valoriser sur des supports matériels certaines connaissances peu partagées, comme des noms de lieux, des anecdotes liés à tel ou tel endroit, des traditions culturelles en lien avec l'espace, connaissances que leurs détenteurs n'ont pas toujours l'opportunité et les moyens de valoriser et de partager.

INTITULE

La réhabilitation et la découverte des sentiers péï.

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

Cette action pourrait sans doute être menée sur l'ensemble du territoire couvert par le projet de Parc National, voire même l'ensemble de l'île. Pour autant, ce projet pourrait être initié d'abord sur certains des territoires repérés au cours de la deuxième phase : les trois Cirques, la Plaine des palmistes, les Hauts de Sainte-Marie, l'Entre-Deux.

CONSTATS / IDENTIFICATION

Les Hauts de l'île sont des lieux privilégiés de promenade, de randonnée et de découverte du patrimoine naturel de La Réunion. Mais aujourd'hui les gens n'empruntent plus ou presque plus ces sentiers *lontan*, les sentiers *péï* qui ont façonné pendant des générations les rapports des habitants des Hauts avec leur voisinage et le reste de l'île. Sur la plupart des sites étudiés lors de la phase 2, des habitants ont ainsi exprimé le regret de voir tous ces sentiers à l'état d'abandon, délaissés par les autorités, oubliés par la population. Or, et ce où que l'on se trouve, ces sentiers, plus ou moins accessibles, plus ou moins longs ou difficiles, sont des chemins de découverte et de valorisation de l'histoire et de la culture réunionnaise. Dans les Cirques principalement, mais également sur d'autres territoires, des habitants voudraient que ces sentiers soient réouverts et entretenus, non seulement pour eux-mêmes mais aussi pour les touristes.

OBJECTIFS ET FINALITE

La finalité de cette action est de revaloriser certains endroits, habités ou non, à travers la découverte d'un sentier *lontan* qui a ou a eu une importance particulière dans l'organisation de la vie et des relations entre les Réunionnais.

A travers cette finalité, **plusieurs objectifs** sont poursuivis :
- créer de l'activité économique pour les habitants, et donc des emplois – toute proportion gardée. La réhabilitation et la promotion de ces sentiers comme mode de découverte du patrimoine de l'île pourrait générer des emplois directs (réouverture et entretien des sentiers concernés), mais surtout des emplois indirects (de type guide péï après une formation adaptée, mais pourquoi pas aussi valorisation et commercialisation de produits d'artisanat traditionnel);
- permettre la participation de certains habitants des Hauts au projet de Parc National et d'en favoriser ainsi une meilleure appropriation par la population ;
- favoriser la découverte du patrimoine naturel et culturel réunionnais.

CONTENU / DESCRIPTIF

Il y aurait tout d'abord un travail d'inventaire à faire par territoire. Cet inventaire n'aurait pas pour objectif d'être exhaustif, mais plutôt de répertorier ceux des sentiers qu'il semble intéressant de réhabiliter selon les habitants.
Le résultat serait la production d'une petite carte – qui peut être simplifiée – sur laquelle figureraient ces différents sentiers, afin d'avoir une base de travail écrite.

Cette carte permettrait par la suite d'engager les discussions et les négociations avec les différents partenaires concernés, à la fois sur l'opportunité (en fonction du risque par exemple), l'intérêt (culturel, historique…) et le cas échéant les modalités de mise en œuvre de la réhabilitation de tel ou tel sentier.

Dans l'optique d'impulser l'insertion économique et la création d'emplois, une réflexion pourrait être menée en parallèle sur la mise en place d'un plan de formation autour des métiers de guide *péï* et d'animateur culturel afin d'appuyer les projets professionnels construits en ce sens par certains habitants.

Pour la bonne réussite d'un tel projet, il est absolument indispensable de travailler avec les habitants, véritables experts d'usage, en les impliquant dans les différents chantiers, que ce soit dans la phase de réflexion préalable ou dans la phase de réalisation des travaux. Cette idée correspond au principe fondamental d'implication de la population réunionnaise dans la préservation et la valorisation de son patrimoine culturel et naturel, principe qui est présenté dans la fiche action relative à la définition d'une méthodologie de construction de projets participatifs.

PARTENAIRES (à titre d'exemple)

Mission Parc : pilotage et suivi global
ONF : intervenant technique
DDAF : intervenant technique
Région : participation au financement
Département (Espaces Naturels Sensibles) : participation au financement
Communes : participation au financement
Associations en lien avec le thème : animation du réseau d'acteurs, mobilisation des habitants, construction des projets d'insertion professionnelle, plans de formation

MODALITES TECHNIQUES ET FINANCIERES (à titre indicatif)

- réalisation des travaux de réhabilitation par les habitants positionnés sur ce projet et, par la suite, gestion de l'entretien régulier des sentiers ;
- le pilotage global pourrait être envisagé par un collège pluri disciplinaire : technique, pour l'aménagement du sentier le tracé etc. (par la Mission Parc par exemple) ; scientifique, pour assister et valider la valorisation du sentier en tant que facteur de découverte culturelle ; touristique enfin, pour valider les supports et techniques de communication sur la culture utilisés sur et autour des sentiers.
- Le financement pourrait également être pluriel : participation des collectivités et services de l'Etat concernés (notamment ONF ou Mission Parc + communes), de la Région au financement des travaux et des emplois qui pourraient être créés à partir de cette activité. On pourrait aussi envisager une petite participation des professionnels du tourisme (hôtels, gîtes etc.) dont l'activité peut bénéficier de retombées positives avec la mise en place de ce projet, participation qui pourrait permettre par exemple de réunir les fonds nécessaires, en complément de la participation publique, au financement des emplois d'entretien des sentiers.

MODALITES DE SUIVI ET DE VALIDATION

- réalisation d'une cartographie répertoriant l'ensemble des sentiers ainsi valorisés (carte du type « les sentiers du patrimoine »), avec la création pour chacun des sentiers d'une base de données qui en permettrait le suivi dans le temps : éléments culturels valorisés, indice de fréquentation connue (par exemple les visites guidées), nombre d'emplois directs et indirects créés, investissement financier nécessaire pour la réhabilitation initiale, investissement financier nécessaire pour l'entretien régulier….
- Evaluation de la bonne réussite du projet par rapport à une grille de critères, parmi lesquels pourraient figurer les critères suivants : nombre de sentiers valorisés sur le territoire (par rapport au nombre de sentiers existants), niveau de participation de la population (à quelle étape du projet, combien d'habitants, répartition par âge / lieu d'habitation), nombre d'emplois créés, impact sur la connaissance par les habitants et les touristes du patrimoine culturel du territoire concerné (par le biais de sondages ou de questionnaires d'enquête), impact sur l'appropriation du projet de Parc National par les habitants.

ADEQUATION AUX PRINCIPES

- *Principe de participation :* le projet implique les habitants dans l'identification, la réhabilitation et la gestion de ces sentiers. C'est le point le plus fondamental dans ce projet : la gestion de ces sentiers *péï* ne doit pas être calquée sur celle des G.R.R. L'idée sous-jacente est bien de valoriser les connaissances culturelles d'un ou de plusieurs habitants à travers la découverte d'un sentier historique, et de redonner sa place au Réunionnais dans une activité en plein essor en lui permettant de valoriser un savoir culturel dont il est le véritable détenteur.

- *Principe de communication :* le projet est conçu pour permettre de développer les vecteurs de communication et de sensibilisation sur le patrimoine culturel. Il s'agit de développer un nouveau moyen de découvrir la culture réunionnaise, qui s'ajoute à ceux déjà existants qui touchent une partie de la population. L'intérêt d'utiliser les sentiers *péï* comme support de communication sur la culture est qu'ils permettent tout à la fois de sensibiliser sur le patrimoine naturel. Les sentiers lontan sont donc en quelque sorte les témoins, les expressions du lien intime entre patrimoine culturel et patrimoine naturel dans la société réunionnaise.

- *Principe de sauvegarde de la mémoire sur le patrimoine :* le projet permet de valoriser les connaissances et le vécu de toute une partie de la population aujourd'hui un peu laissée à l'écart des grands projets de développement de l'île. Seule cette valorisation directe permet d'envisager à moyen et à long terme plus de transmission des connaissances sur le patrimoine détenues par ces personnes.

INTITULE

La valorisation des éléments remarquables du patrimoine

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

L'ensemble du territoire couvert par le Parc, zone centrale et périphérique, avec possible extension sur La Réunion.

CONSTATS / IDENTIFICATION

A la question « quels sont les éléments remarquables (importants, significatifs) ? », les interlocuteurs dans cette étude ont apporté un panel de réponses qui se déclinent sur la gamme de leurs savoirs personnels, de leurs vécus, d'un lien affectif, et de ce qu'ils savent sur un plan de 'culture générale' et qu'ils doivent dire parce que quand même habiter là et ne pas dire que ceci est important on ne peut pas, même si pour soi finalement cela ne l'est pas vraiment et que l'on aimerait plutôt proposer autre chose (ce qui sera fait, ou pas)…
Alors comment éviter de faire remarquer ce qui doit rester remarquable dans l'intimité, la vie privée des gens et non mis à portée de tous (objets de cultes, espace habité…) ? Comment pouvoir prétendre valoriser l'étendue des éléments remarquables à proposer aux regards : naturels (intimement ou mondialement reconnus), humains ('mémoire vivantes' et personnes détentrice de savoirs), culturels, patrimoniaux ? Pourtant comment aussi négliger de tenter de le faire au mieux, de manière collective, devant le constat des insuffisances (délabrement des sentiers ou de bâtiments porteurs d'histoires), des pertes progressives (mémoires des noms), des utilisations évidentes (Mafate), des dangers (disparition des métiers et traditions face à des contraintes de rentabilité, des règlements) ? Parce qu'il ne nous est pas possible, ni légitime de décider des éléments à faire remarquer mais parce que tous ces éléments ne sont pas égaux devant leur capacité à être remarquables, nous allons proposer deux voies possibles, comme autant d'objectifs, qui nous ont été suggérées en cours d'étude par les habitants eux-mêmes et qui seraient à relier avec d'autres actions (projet d'écomusée originel, etc.) et l'ensemble de nos fiches actions.

FINALITE ET OBJECTIFS

Finalité : mettre en évidence de manière clarifiée et plus intime les éléments remarquables du patrimoine
Objectif 1 : proposer, sur des échelles de territoire adaptées, un travail participatif de préservation de la mémoire des noms et des mots.
Objectif 2 : réaliser un travail collectif de cartographie, facile et accessible, correspondant à l'échelon local pour être lisible et efficace (*cf. 'réhabilitation et découverte des sentiers péï'*). Le Parc National peut être l'espace propice à ce travail au niveau des lieux publics ou privés en impliquant les détenteurs d'éléments de patrimoine.

CONTENU / DESCRIPTIF

Les éléments liés à la mémoire des origines - qui existent transversalement sur tous les sites - ne se retrouvent pas forcément dans les différentes cartes, guides, livres, panneaux indicateurs, qui ont notamment fait évoluer la graphie des noms francisés.
La recherche sur la toponymie, sur les formes créoles les plus proches de la langue d'origine dans la cartographie, la signalétique mais également l'ensemble des documents qui ont été évoqués dans nos fiches sera effectuée non seulement pour valoriser le patrimoine culturel ou naturel mais aussi au nom de la mémoire et de l'Histoire.
Le respect des toponymes issus du marronnage et de l'engagisme, de l'histoire vécue des sites et de sa mémoire est recherché car les habitants des sites y sont fortement attachés. Pour cela, et nous reprenons avec son accord une spécialiste Mme RABESAHALA : « *il faut les remettre sur les cartes et même les réinvestir dans les noms des rues, des places, d'édifices publics qui sont, dans notre société moderne, un espace de pérennisation privilégié. Dans cette réappropriation, la question de la graphie est importante. Nous proposons de fixer la forme créole proche de la langue d'origine* ».

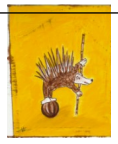
Un choix de graphie devra être effectué mais nous ne sommes pas légitimes pour trancher, nous avons vu que - par exemple - chaque territoire pourrait, suite à un débat public, en décider. En ce qui nous concerne, le travail de toponymie, auxquelles seraient associées toutes les personnes volontaires d'un territoire se situerait :

- au niveau des personnes et des espaces (*généalogie* humaine et des espaces)
- au niveau des espèces végétales ou animales (favoriser la mise en évidence des noms usuels des plantes, minéraux, animaux au côté des noms scientifiques dans les manuels)
- au niveau des pratiques (s'accorder sur la signification des termes pour la pérennisation des savoirs : métiers, tisanerie, élevage, agriculture…)
- au niveau de l'apprentissage des formes anciennes de la langue créole au plan global

Ensuite, il s'agirait de cartographier pour faciliter le repérage local du patrimoine par territoire en étroite collaboration avec les acteurs du territoire, pour visualiser la richesse du patrimoine culturel. Cette richesse peut concerner des espaces naturels, des objets, des monuments, des personnes, des *kaz en pay*,… Pour commencer le travail sur la cartographie, il ne s'agit pas de négliger la consultation de l'existant ni les collaborations. Cette action - en totale immersion sur les sites et participatif avec les habitants qui offriraient et se réappropriaient leurs mémoires et espace - repartira aussi des bases cartographiques déjà existantes sur le plan culturel et naturel (DRAC, Mission Parc, Université), sur le plan des sites vus par leurs habitants (les Zonages A Dires d'Acteurs) et collaborerait avec les chercheurs en toponymie et l'action *signalétique*. Ensuite, il y aurait un travail d'inventaire à faire par territoire. Cet inventaire n'aurait pas pour objectif d'être exhaustif, mais plutôt de répertorier aux côtés des éléments remarquables les plus connus, les éléments à valoriser selon les habitants. Le résultat serait la production d'une petite carte – qui peut être simplifiée – sur laquelle figureraient ces différents éléments, afin d'avoir une base de travail écrite.

Enfin, la production finale des cartographies par territoire pourra être réalisée avec le concours de spécialistes, elle peut choisir différents axes :

- présentation des éléments remarquables culturels d'une part, naturels de l'autre



- présentation type Atlas du Patrimoine DRAC mais à une micro échelle rendant plus lisible son contenu et avec un choix d'éléments remarquées à définir par les habitants (voir s'il convient de rechercher l'uniformité ou l'expression des identités, ou les deux !)
- choix des supports et des axes de communication des cartographies afin qu'elles constituent des éléments de repérage et de promotion à l'échelle locale comme à l'échelon Parc National puis île de La Réunion
- redistribution d'une part des bénéfices aux participants dans le cas de cartes vendues

PARTENAIRES (à titre d'exemple)

Mission Parc : pilotage et suivi global
DRAC : travail collectif
ONF : échanges d'informations / appui
Université : toponymie, géographie
Communes, Région et Département
Associations locales et habitants

MODALITES TECHNIQUES ET FINANCIERES (à titre indicatif)

- co-financement et pilotage par divers partenaires
- un intervenant en accompagnement et en animation des identifications par territoire '*dispositif participatif local'* et facilitant la mise en relation avec les techniciens (cartographie finale) et les chercheurs (toponymie, linguistique)

MODALITES DE SUIVI ET DE VALIDATION

- Etude de l'appropriation et de l'efficacité de l'action par rapport à différents critères : nombre d'éléments de patrimoine valorisés sur le territoire (par rapport au nombre identifiés préalablement), niveau de participation de la population (à quel étape du projet, combien d'habitants, répartition par âge / lieu d'habitation),
- impact sur la connaissance par les habitants et les touristes du patrimoine culturel du territoire concerné (par le biais de sondages ou de questionnaires d'enquête),
- impact sur l'appropriation du projet de Parc National par les habitants.

ADEQUATION AUX PRINCIPES

- *Principe de communication :* quoi d'autres que les mots et les noms (apposés sur des sites, appris en lien avec leur origines, échangés entre personnes) peut mieux servir le principe de communication. L'action est conçue pour être elle-même catalyseur de la participation des personnes sur leur espace et pour renforcer publiquement les vecteurs de communication autour du patrimoine culturel (monuments, sites), du patrimoine naturel (espèces animales ou végétales) par le respect des noms originels dans le cadre du projet Parc National.

- *Principe de sauvegarde de la mémoire sur le patrimoine :* Par la cartographie et le respect des noms, la visualisation d'éléments de mémoire détenus par les habitants coïncide avec la préservation de cette mémoire. « *Ces noms : Anchaing, Cimendef, Cimendal, Dimitile, Mafate, Mariane, Pitse, Cotte, Faonce, Marla, ... claquent au vent sur des pitons et des crêtes réunionnaises comme autant de bannières, témoins*

de la volonté de résistance d'hommes et de femmes contre la barbarie d'un système qui a eu comme objectif de les réduire à néant. C'est la réponse cinglante d'hommes et de femmes traqués comme du gibier, dont les chasseurs de noirs rapportaient la main coupée comme trophée de chasse. Ces toponymes sont infiniment précieux pour signifier à jamais dans le paysage réunionnais la victoire de la dignité, de l'humanité, de la civilisation contre la barbarie de l'esclavage, du moins nous l'espérons ».

- *principe de participation :* le projet implique les habitants dans l'identification et la localisation des noms ou des espaces. Le projet vise la réappropriation de ces éléments par une participation active à tous les niveaux et redonne leur place aux réunionnais dans la désignation de leur espace naturel et culturel.

INTITULE

La redécouverte des chants, poèmes, contes, légendes, zistwar…

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

L'ensemble de La Réunion, et dans une phase expérimentale le territoire du Parc National.

CONSTATS / IDENTIFICATION

L'art est par vocation originel, créatif et crée de la communion quelle que soit la forme sous laquelle il s'exprime, privée ou publique, osée ou pudique. Dans cette étude nous avons fait la connaissance du 'génie créole' que cette action pourrait permettre de redécouvrir dans ce que les chants, contes et légendes, zistwar et croyances comportent de possibles moments de réunion et d'attention. Mis en évidence par les entretiens au long de cette étude, comme des éléments très intériorisés de la culture, il n'en reste pas moins que les paroles des chants (de Monsieur Fourcade à Daniel Waro en passant par Oussanoussava), les textes des pièces de théâtre (de Vollard à Talipot), les messages des contes, légendes et croyances (des plus anciens aux plus modernes) font entendre et montrent un patrimoine bien représenté.
Il ne s'agit pas d'oublier qu'il existe des ouvrages ou des compilations, mais de valoriser une nouvelle fois les connaissances locales sur ces éléments, sur leur nature, sur leur histoire et sur leur sens. Mais il s'agit de promouvoir ce pan plus réservé de la culture, moins plébiscité, considéré dans son expression en famille ou en société comme dépassé ou trop amateur, alors même que bons nombres d'interlocuteurs déclarent en être amateurs et/ou seraient prêts à redevenir des interprètes culturels dans des espaces qui leur correspondraient.

FINALITE ET OBJECTIFS

Finalité : valoriser l'existence des chants, poèmes, contes, histoires, qui ont joué un rôle culturel et social qui a longtemps prédominé sur leur rôle professionnel ou commercial.
Objectif 1 : organiser une déclinaison d'actions concrètes allant de leur découverte à leur partage
Objectif 2 : encourager la transmission et la pratique de ce pan plus réservé de la culture (découverte livresque, filmée ou en 'direct live').

CONTENU / DESCRIPTIF

Le contenu de ce projet ne peut être complètement décrit dans cette fiche-action tellement il est lié à la volonté d'expression des habitants et tellement il repose sur quantité d'éléments…

Mais il pourrait être envisagé d'assurer :

- le recensement, voire la fédération des conteurs, auteurs, acteurs, interprètes, détenteurs de connaissances sur les zones
- la mobilisation des volontaires pour exprimer et/ou pratiquer
- la mise en place de groupes (par catégories ou multi catégories) pour valoriser les chants, contes, légendes, zistwar locales (qui pourront être organisés ensuite afin de rencontrer leurs homologues sur d'autres zones)

- la transmission et/ou apprentissage par le biais de représentations ou d'ateliers (ateliers d'écriture, de théâtre, de chants qui pourraient être payants, participation aux manifestations locales, fêtes réunionnaises, et *évènementiels 'patrimoine culturel'*)
- la mobilisation de médias, d'artistes ou de centres culturels si cela ressort de la volonté des habitants (dans une optique de percevoir une rétribution des prestations)
- la valorisation des éléments au sein d'ouvrages ou autres supports (qui seraient proposés à la consultation : office de tourisme, médiathèques ou à la vente : gîtes…)
- la sensibilisation des réunionnais sur l'existence de cette diversité et des messages qu'elle comporte en terme de vivre ensemble et d'écoute entre personnes vivant des situations différentes, sur des territoires différents et de dialogue entre générations

Il est bien sûr implicite que l'ensemble des jeunes serait invité à réagir ou à proposer leurs interprétations ou représentations tout au long de l'action. Au niveau interculturel, les éléments considérés ici peuvent servir à montrer que l'unité culturelle créole aux sources variées, peut ici voir se retrouver les origines sur le territoire de La Réunion. Au plan social, les catégories de personnes en situation difficile pourraient être mobilisées tant sur leurs connaissances que sur les créations (nous avons récemment lu un livret de poésies écrites par des détenus dans les prisons réunionnaises, qui parle des aspects fondateurs de la culture mais présente aussi les risques de la mutation rapide de la société - délinquance, perte de tolérance -

Au final, il s'agit ici moins ici de multiplier des 'animations culturelles' (entendues au sens le plus courant et déjà fort nombreuses) que de valoriser la connaissance et l'expression des représentations culturelles (traditionnelles comme actuelles) lorsqu'elles s'expriment dans l'oralité et l'art. La zone Parc National pourra être l'espace privilégié de ces expressions, notamment en lien avec les autres actions mises en place. Nombre de paroles et textes sont en effet relié au patrimoine naturel de l'île, et à ses richesses patrimoniales qu'elles expliquent et rendent visibles.

PARTENAIRES (à titre d'exemple)

Mission Parc : pilotage global du projet
Région et Communes : aide financière et technique
Communes : soutien technique et financier
Offices et professionnels du tourisme : promotion / diffusion des documents
CRDP, DRAC : aide à la conception / promotion / diffusion des ouvrages des documents
Centres culturels locaux, bibliothèques promotion / diffusion des ouvrages des documents
Professionnels, réseau d'artistes (Any Grondin, Daniel Honoré par exemple pour les contes)
Associations locales, habitants

MODALITES TECHNIQUES ET FINANCIERES (à titre indicatif)

- des relais et moyens par territoire pour mettre en place la dynamique nécessaire au recueil des informations, à la définition de projets (livres, prestations, ateliers)
- un intervenant – dans le cadre du *dispositif d'accompagnement* et de la *cellule* - chargé du suivi ponctuel d'une structure de coordination (difficultés rencontrées, réalisation, diffusion, recherche de financements ('*bourses de projets'*), redistribution des bénéfices de l'action à travers des actions ou opérations correspondant aux attentes des personnes ressources…).

MODALITES DE SUIVI ET DE VALIDATION

- mobilisation et diffusion : nombre de personnes mobilisées, par type, par site – nombre de productions réalisées, par type, par site – nombre d'actions collectives autour de l'expression et de la transmission… structuration au sein d'une structure fédératrice en coordination avec la *cellule d'expression et de partage de la mémoire*
- mobilisation et implication de partenaires : fréquence, nombre, nature
- retombées économiques significatives pour les personnes concernées
- revalorisation locale dans le territoire du Parc National et dans l'opinion publique des chants, contes, légendes, zistwar locales et impact sur la vente des productions

ADEQUATION AUX PRINCIPES

- *principe de participation :* il apparaît que lorsque les habitants y sont impliqués et invités plus qu'incités, la participation à la réalisation d'action de valorisation et d'expression (ouvrages, expositions, ateliers, valorisation des chansons, poésies,…) est une piste qu'ils pourraient envisager. Cette idée permettrait de mieux visualiser et développer encore ses aspects de la vie quotidienne, empreints d'humilité, qui semblent pourtant composer une belle part du patrimoine culturel considéré dans son intégralité.

- *Principe de communication :* la liberté est laissée aux personnes de présenter la richesse de leurs connaissance, mais nous avons constaté que l'intérêt porté aux chants, contes, histoires encourage la légitime fierté de ceux qui les connaissent et se les représentent plus comme de modestes formes d'art naturelles, de s'amuser ou de vivre ensemble. Par la communication autour de cette action, il s'agit de réaffirmer cet intérêt. Par leur communication de ce type particulier de connaissances (moins sérieuses et plus sympathiques et empathiques) la vitalité de la culture est mise en scène et pourrait se communiquer et être communicative.

- *Principe de sauvegarde de la mémoire sur le patrimoine :* Tellement de variantes peuvent exister sur un même récit (légendes de Mafate ou d'Anchain), tellement de variations sur un même thème dans les chansons (l'amour par exemple). On recense tellement de diversité que proposer de se les faire raconter pour les faire exister c'est dans le même temps apprécier une mémoire des habitants et en permettre la pérennité en respectant les variétés, de personne en personne, de zone en zone.

INTITULE

La réalisation de 'guides historiques'

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

L'ensemble du territoire couvert par le Parc National, avec une approche territoriale distinguant et valorisant chaque entité géographique.

CONSTATS / IDENTIFICATION

Pourtant considérée comme un jeune territoire, La Réunion reste fortement rattachée à son Histoire : reconnaissance identitaire, permanence du souvenir des périodes difficiles, Histoire de la conquête de la liberté par les marrons… L'Histoire, et plus encore l'histoire vécue par les réunionnais, est un trait extrêmement fort du patrimoine culturel. Mais nombre de personnes ont évoqué la perte des éléments contenus ou issus de cette histoire collective ou personnelle, son accès difficile pour les nouvelles générations alors même que ce vécu des anciennes les a en partie façonnées. Les risques de rupture, de décalage irrémédiable, sont déjà en train d'être pressentis entre ceux qui savent encore, mais qui ne racontent pas toujours, et ceux qui ne veulent plus 'en entendre parler' mais qui le voudront peut être un jour… Alors l'idée de cette fiche vise à prévenir le point de non retour.

L'idée de réalisation de guide s'inspire notamment de l'ouvrage réalisé par l'association Entre2Zépok qui nous a non seulement transportés dans l'histoire de l'Entre-Deux mais donnés envie d'être plus curieux encore, et ce pour mieux connaître l'ensemble des facettes de l'histoire vivante de La Réunion.

FINALITE ET OBJECTIFS

Finalité : mettre en valeur et transmettre les connaissances sur l'Histoire détenues par les habitants des territoires
Objectif 1 : réaliser des guides croisant toutes les réminiscences et consciences historiques afin de les mettre au service des populations des Hauts, et de la Réunion
Objectif 2 : présenter les éléments importants de l'Histoire, mais aussi les anecdotes, les zistwar qui marquent les sites, villages, îlets… au sein de l'espace habité Parc National
Objectif 3 : revaloriser les personnes qui vont participer à la mise en actualité de l'Histoire, et proposer une ouverture pluriculturelle aux visiteurs de passage sur l'île qui au-delà de ses paysages propose une histoire humaine originale.

CONTENU / DESCRIPTIF

L'action préconisée consiste à réaliser un guide historique. Nous proposons le terme de guide, plus que celui d'ouvrage et de livre, pour insister sur son caractère participatif lors de sa conception (melting-pot de mémoires et savoirs pluridisciplinaires autour de l'histoire) et interactif dans son utilisation (l'histoire lue + l'histoire racontée lors de rencontres…).
Nous envisageons la diffusion de cette production pour servir l'objectif de reconnaître le pan historique de la culture réunionnaise mais aussi en lien avec les autres actions (sentiers péï, cartographie des sites et d'un réseau de volontaires détenteurs d'histoire à raconter ou à

montrer par leur pratique traditionnelle (fabrication d'objets), travail avec les '*mémoires vivantes*', ouverture à des modules de *généalogie*…).

L'action vise donc la réalisation d'un guide, permettant de présenter l'histoire d'un site habité. Par territoire, il s'agirait donc de travailler dans une dynamique impliquant les habitants pour :

- identifier l'ensemble des personnes ressources qui détiennent des éléments (connaissances, photographies, objets, vêtements anciens, documents privés mais se rapportant à une histoire collective)
- recenser la documentation existante sur l'histoire du site et les partenaires potentiels : universitaires, écrivains, cellule d'expression et valorisation de la mémoire et éditeurs ou agences multimédias
- réfléchir sur la présentation du guide : document papier éventuellement accompagné d'autres supports de diffusion et de vulgarisation (DVD, enregistrement audio…) mais cela peut être laissé au libre choix des habitants (qui pourraient préférer un DVD illustré d'un ou plusieurs document(s) papier mettant en évidence des aspects divers : relation histoire et société, relation histoire et espace, relation histoire et économie, relation art et histoire…)
- recenser les connaissances sur le territoire et les croiser avec les données historiques collectées et analysées
- recueillir les témoignages et éventuellement proposer des opportunité de rencontres humaine pour l'histoire racontée via les associations (sur l'Entre-Deux : Petits Métiers, Entre2Zépok, Capitaine Dimitile…)
- se réunir pour des débats d'idées collectifs autour des contenus (cf. infra),
- se réunir pour finaliser le document et réfléchir à sa promotion marketing

L'idée, enfin, vise à élargir l'impact de ce guide par une participation, dès le démarrage du projet des structures et groupes de personnes intéressées : associations locales (type ADAC, Ecomusée) tant pour mettre à disposition des éléments déjà capitalisés que pour entreprendre des recherches. On peut imaginer que plusieurs groupes travaillent conjointement à la réalisation d'un même guide sur un site, chacun avec une entrée le concernant : les écoles : la place et le rôle des enfants et adolescents dans l'histoire, les professionnels / associations de santé : le soin aux personnes dans l'histoire, les vétérinaires et éleveurs : les animaux et leur adaptation / fonction dans l'histoire, les tisaneurs et les agriculteurs à leur niveau respectif : les plantes et leur évolution / utilisation dans l'histoire d'un territoire, les femmes : la position de la femme et ses missions dans l'histoire… La coordination par la création d'une entité (associative par exemple) sera ici importante.

De plus, nous avions envisagé de faire une fiche présentant un module de généalogie comme moyen de se rencontrer soi-même (en se reliant aux parents, grands parents, aïeux) et de découvrir son origine par l'histoire de son métissage culturel d'origines. Cela s'adressait plus aux adultes et surtout aux jeunes, souvent en perte de repères, mais aussi en recherche de références. Ce projet étant déjà mis en œuvre par l'association Entre2Zépok sur un territoire circonscrit et le caractère interactif choisi pour notre guide historique nous invite plutôt à présenter brièvement comment un tel module pourrait compléter cette action :

- en amont de l'édition du guide lors de la mobilisation des mémoires historiques culturelles, l'utilisation d'un tel module peut aboutir à révéler des points d'histoire,
- en cours de lecture du guide, l'on peut vouloir mieux se connaître et les demandes d'introduction à la généalogie peuvent être centralisées et s'étendre par des formations sur un territoire élargit (valorisation du projet initié par Entre2zépok),

- en aval, la mise en commun de nouveaux éléments éventuels pourraient permettre d'actualiser les guides au fur et à mesure,
- en continu, l'impact du guide par la recherche sur sa généalogie éventuellement décidée et le lien à son histoire permettront pour les réunionnais une meilleure valorisation et appropriation de celles-ci.

En effet, le descriptif de notre interlocuteur sur l'Entre-Deux – qui montre que par l'entrée généalogique on touche le culturel au sens plein – nous semble pertinent à prendre en compte pour une réalisation de « modules généalogie ». Comme nous ne disposons pas des compétences techniques propres à décrire ce module et que le projet existe, nous invitons à l'utiliser ou l'étudier dans de futurs développements avec ses maîtres d'œuvre (également à notre avis des conseillers de poids pour la conception des 'guides historiques').

Afin d'éviter que l'on oublie, les guides proposent d'écrire ensemble tant qu'il est temps, pour ceux qui voudront lire un jour, l'histoire des temps anciens et ce qu'ils ont construits comme base de structuration de la société (familiale, sociale, économique, politique). Par les guides il s'agit d'utiliser le passé pour envisager la vie et ses présents c'est aussi évidemment prévoir que soient rétribués, égalitairement même modestement, toutes les personnes qui auront participé à la dynamique de ce projet via une redistribution de ses retombées financières et éventuellement une association gestionnaire (*cf. fiche valorisation des connaissances empiriques).*

A travers ce guide sur l'histoire ce sont bel et bien les personnes et leur connaissance qui sont valorisées, la transmission d'une mémoire qui est rendue possible et on relie l'économique au patrimoine par sa vente. Pour les lecteurs 'touristes', ressortissants réunionnais à l'extérieur et aussi les 'réunionnais de l'extérieur', c'est la communication de l'histoire décrite et écrite par les réunionnais de l'intérieur qu'il sera possible découvrir. Et le Parc National prendra aussi une dimension historique malgré sa jeunesse.

PARTENAIRES (à titre d'exemple)

Mission Parc : pilotage global
Région : financement
Communes : financement
Université de la Réunion : collaboration documentation
CRDP : aide à la conception et à la diffusion de l'outil
Associations locales et habitants : diffusion, gestion des retombées culturelles et financières

MODALITES TECHNIQUES ET FINANCIERES (à titre indicatif)

- un intervenant par territoire dont la mission serait de mettre en place la dynamique nécessaire au recueil des informations et à la construction de l'outil avec les personnes appropriées ;
- un intervenant chargé du suivi ponctuel de la structure mise en place (difficultés rencontrées, diffusion du guide, redistribution des bénéfices de l'action à travers des actions ou opérations correspondant aux attentes des personnes ressources…).

MODALITES DE SUIVI ET DE VALIDATION

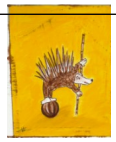
- adhésion d'un maximum d'habitants au projet
- autonomie progressive dans la gestion de la diffusion du guide
- les retombées économiques liées à la diffusion de l'outil contribuent-elles à améliorer les conditions de vie des personnes concernées ?
- la mise en place de ce projet permet-elle le renforcement des liens sociaux et des partenariats entre groupes de personnes ou structures ?
- la mise en place du projet suscite-t-elle une valorisation de l'histoire des sites ou encore d'autres initiatives de valorisation du patrimoine ?
- la mise en place du projet favorise-t-elle une meilleure appropriation du projet de Parc National par les habitants concernés ?

ADEQUATION AUX PRINCIPES

- *principe de participation :* la participation à ce projet est proposée à l'ensemble d'une société par territoire. Le projet valorise les connaissances des habitants, se construit avec eux et a des retombées positives sur leur situation économique.

- *Principe de communication :* sur la transmission de l'histoire, certains évoquent «le trou noir entre le Conseil Régional et l'Université » au fond duquel semblent disparaître des travaux pourtant souhaité, d'autres regrettent les milliers d'heures d'enregistrements audio collectées par M. Barat puis laissées en état, d'autres déplorent la non anticipation du départ des 'mémoires vivantes' (films muets de M. Petit de la Rodière sur lesquels sa voix pourrait encore être apposée, les contes à retranscrire…), d'autres incitent tout simplement à l'effort minimum de conservation, diffusion, vulgarisation et communication de ce qui, même réalisé par les uns ou les autres, appartient à tous. Ce guide rendra accessibles les connaissances des habitants, présentées à un public élargi sur un ou des supports adaptés et valorisées par une dynamique tant globale que personnelle au profit d'un patrimoine collectif.

- *Principe de sauvegarde de la mémoire sur le patrimoine :* L'Histoire de la Réunion… Si récente et si vaste, si grande mais si modeste qu'elle ne donne aucune leçon mais permettrait d'en retenir. Et pourtant elle-même reléguée au second plan dans les leçons apprises à l'école, moins écoutée dans l'oralité transmise par les aînés… Connaître son île aussi bien que le territoire national et le monde, combattre l'appauvrissement culturel par le rappel des combats de l'Histoire mais aussi de ses joies et enseignements pour vivre ensemble, cette action peut y contribuer par une histoire préservée, racontée et enrichie.



INTITULE

La valorisation des connaissances empiriques traditionnelles et des savoirs techniques populaires.

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

L'ensemble du territoire couvert par le Parc National, avec une approche territoriale distinguant et valorisant chaque entité géographique.

CONSTATS / IDENTIFICATION

De tous temps, les habitants des Hauts de l'île ont utilisé dans leurs modes de vie un certain nombre de savoirs techniques, de connaissances acquises de manière empirique par l'observation de leur environnement.
Avec l'évolution de la société réunionnaise, bon nombre de ces savoirs et techniques, ne trouvent aujourd'hui plus d'utilité sociale, et leur connaissance tend ainsi à disparaître. Parce qu'ils n'ont plus d'utilité dans la société réunionnaise actuelle, ces savoirs ne se transmettent plus et tombent inexorablement dans l'oubli. Ainsi, à Mafate même, ils ne sont plus nombreux à connaître les techniques traditionnelles de dressage des *bèf pano,* et encore moins ceux qui possèdent des vestiges matériels de ce temps.

Il ne s'agit donc pas de savoir-faire qui pourraient être réinsérés dans le circuit économique et social, mais bien de connaissances qui ne trouveraient plus à être appliquées aujourd'hui.

L'exemple par excellence est celui du dressage des *bèf pano* ou *bèf paké* (sur lequel nous reviendrons) : pour tout un nombre de raisons, il ne serait pas envisageable aujourd'hui de redonner une place sociale à ce savoir technique, car il ne présente pour ainsi dire plus d'utilité. Le développement des moyens de transport (notamment l'hélicoptère à Mafate, les réseaux routiers dans les Cirques et plus généralement dans les Hauts de l'île) a rendu obsolète ce moyen de locomotion des marchandises.
Mais il a participé à la construction culturelle de toute une partie de la population réunionnaise ; aussi il est important que sa connaissance perdure au-delà des générations, à la fois dans sa dimension technique (le dressage en lui-même) et dans sa dimension socio-historique (l'importance de ce mode de transport à une certaine époque, à certains endroits, pour certaines générations de Réunionnais).

FINALITE ET OBJECTIFS

La finalité de cette action est de valoriser et transmettre les connaissances traditionnelles d'une partie de la population réunionnaise, connaissances qui reflètent les rapports d'une époque entre l'homme et la nature et la connaissance que les habitants ont développée et exploitée de leur environnement.

Le projet poursuit **plusieurs objectifs** :

- éviter que ne tombe dans l'oubli tout un pan de la culture réunionnaise qui a marqué l'organisation sociale, économique et politique de la société jusqu'à une époque récente.

- recenser l'ensemble de ces savoirs et techniques populaires, fruits d'une certaine attention portée par l'homme à son environnement naturel qui est aujourd'hui portée dans une certaine mesure par le projet de Parc National.
- valoriser les connaissances des Réunionnais qui ont connu et vécu cette époque, développé et mis en application ces différents savoirs.
- contrecarrer le risque d'appauvrissement culturel que constitue l'oubli des savoirs et techniques empiriques traditionnels, en leur offrant un outil de valorisation qui soit à même de permettre la transmission de leur existence et de leur teneur aux générations futures.
- permettre une valorisation des experts d'usage qui participent à l'élaboration de cet outil.

CONTENU / DESCRIPTIF

L'action préconisée consiste à réaliser un livre, éventuellement accompagné d'autres supports de diffusion et de vulgarisation (DVD, enregistrement audio etc.), dans lequel seraient répertoriés de la façon la plus complète possible les différents savoirs et techniques traditionnels qui ne peuvent plus être valorisés dans le circuit économique actuel.

L'action inclut donc de façon irréductible un important travail sur la mise en dynamique des personnes ressources, la mise en place d'une structure fédérant ces personnes et qui gérerait la diffusion de l'outil et la redistribution des résultats aux personnes ressources. En effet, on peut espérer de cette action des retombées économiques pour les acteurs du projet : par exemple, le projet est porté par une association, qui va grâce aux fonds récoltés par la diffusion du livre ou du film améliorer les conditions de vie des personnes qui y ont participé en fonction des besoins, qui peuvent aller de l'amélioration de l'habitat à l'achat d'outils, de matériel, bref quoi que ce soit qui soit utile aux personnes qui auront apporté leurs connaissances et qui permettrait en quelque sorte de les rémunérer de leur investissement et de leur travail sur le projet sans pour autant pouvoir leur offrir un véritable salaire.

Par territoire, il s'agirait donc d'identifier l'ensemble des personnes ressources qui détiennent encore ces savoirs pour pouvoir dans un second temps construire avec eux une dynamique de travail sur la valorisation de leurs connaissances ; identification du support (qui peut varier d'un territoire à l'autre, certaines personnes préférant peut-être faire un livre, d'autres un film, d'autres les deux…), recensement des connaissances, descriptif du savoir ou de la technique particulière, rôle socio-historique, éventuellement portrait de certaines personnes s'étant illustrées dans la maîtrise de ce savoir empirique etc.

Exemple : sur le territoire de Mafate, un tel travail conduirait à mettre en valeur, entre autres, le dressage des *bèf pano*, ou encore le tressage des *sabouk shoka*. Il pourrait aussi s'agir de valoriser l'utilisation de certains matériaux naturels qui ne peuvent aujourd'hui être exploités (ainsi du Calumet pour la construction des kaz), l'objectif pouvant être ici de sensibiliser sur l'importance culturelle de ces matériaux, importance qui justifie leur préservation par et pour les générations à venir.

Le premier travail serait donc, ilet par ilet, de recenser puis de mobiliser l'ensemble des personnes ressources sur ces thèmes. Il faudrait ensuite recueillir leurs attentes, propositions et suggestions en lien avec le projet.

La deuxième étape, sans doute une des plus délicates, serait la mise en dynamique des ces personnes autour de la construction d'un projet de valorisation de leurs connaissances traditionnelles que l'on pourrait dire « en voie de disparition ».Cette mise en dynamique devrait permettre d'aboutir à la mise en place d'une structure porteuse du projet avec ces mêmes personnes (association ou autre forme de groupement), sachant qu'ici la structure pourrait être fédératrice de l'ensemble des territoires d'intervention (une seule structure fédérant les projets et les habitants de plusieurs territoires).

Puis viendrait le travail, sur une période assez importante, de collecte des données utiles et des matériaux qui existent encore (par exemple des *pano* utilisés pour le transport par bœufs, un *sabouk shoka*…). L'outil de diffusion retenu par les acteurs devrait mettre en valeur plusieurs aspects :

- dans la mesure où les personnes le souhaitent, un portrait des réunionnais qui détiennent encore ces savoirs, qui ont participé à la réalisation de l'outil ;
- l'utilité, le rôle historique, social, économique et culturel de tel ou tel savoir, telle ou telle technique ;
- sa portée, son utilisation sur le territoire réunionnais : juste à Mafate, dans les trois Cirques, sur l'ensemble de La Réunion… ;
- le descriptif concret, technique du savoir en lui-même, à savoir ici : comment on confectionne un *sabouk shoka*, comment on dresse un *bèf pano*…

PARTENAIRES (à titre d'exemple)

Mission Parc : pilotage global
Région : financement
Communes : financement
CTR : financement / diffusion
CRDP : aide à la conception de l'outil

MODALITES TECHNIQUES ET FINANCIERES (à titre indicatif)

- un intervenant par territoire dont la mission serait de mettre en place la dynamique nécessaire au recueil des informations et à la construction de l'outil avec les personnes appropriées ;
- un intervenant chargé du suivi ponctuel de la structure mise en place (difficultés rencontrées, diffusion de l'outil, redistribution des bénéfices de l'action à travers des actions ou opérations correspondant aux attentes des personnes ressources…)

MODALITES DE SUIVI ET DE VALIDATION

- adhésion d'un maximum d'habitants au projet ;
- autonomie progressive dans la gestion de la diffusion de l'outil ;
- les retombées économiques liées à la diffusion de l'outil contribuent-elles à améliorer les conditions de vie des personnes concernées ?
- la mise en place de ce projet permet-elle le renforcement de liens sociaux ?
- la mise en place du projet suscite-t-elle d'autres initiatives de valorisation du patrimoine ?
- la mise en place du projet favorise t-elle une meilleure appropriation du projet de Parc National par les habitants concernés ?

ADEQUATION AUX PRINCIPES

- *principe de participation :* le projet valorise les connaissances des habitants, se construit avec eux et a des retombées positives sur leur situation économique ;
- *principe de sauvegarde de la mémoire sur le patrimoine :* le projet permet la transmission dans le temps et l'espace de tout un pan de la culture réunionnaise qu tend à disparaître de la mémoire collective ;
- *principe de valorisation d'objets patrimoniaux :* à moyen ou à long terme, le projet peut permettre une valorisation touristique de certains objets patrimoniaux mis en valeur à travers l'outil de diffusion réalisé (par exemple le *sabouk shoka*, qui n'a plus d'utilité mais qui pourrait devenir un objet artisanal commercialisé).

INTITULE

La valorisation des métiers traditionnels

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

Ce projet pourrait avoir vocation à couvrir toute La Réunion, avec dans un premier temps un portage pilote sur le territoire du Parc National.

CONSTATS / IDENTIFICATION

Il existe un certain nombre de métiers manuels très fortement rattachés à la culture réunionnaise qui sont aujourd'hui soit oubliés, soit en passe de l'être. On peut ainsi citer des métiers traditionnels tel que bardotier, tailleur de pierre, ferblantier… qui ne sont plus valorisés, ni dans les parcours de formation, ni sur le marché économique.
Pourtant le savoir-faire développé par ces corps de métiers est irremplaçable, tant d'un point de vue culturel que de l'efficacité des techniques utilisées. Par exemple, un bardo taillé à la main dans le respect de la tradition, sera beaucoup plus résistant et aura une durée de vie beaucoup plus longue que le bardo taillé à la machine. Or il ne reste qu'un seul bardotier traditionnel à La Réunion !

Il serait donc urgent, pour la sauvegarde de tout un pan fort du patrimoine culturel réunionnais, celui des savoir-faire manuels, de revaloriser ces métiers lontan et d'en refaire des voies d'insertion professionnelles intéressantes culturellement, socialement, et économiquement parlant.

FINALITE ET OBJECTIFS

La finalité de ce projet est de pérenniser les corps de métiers manuels lontan en eux-mêmes, afin d'éviter que ces métiers disparaissent, et avec eux toute la culture réunionnaise qu'ils véhiculent.

Plusieurs objectifs sont poursuivis à travers cette action :

- revaloriser au niveau des parcours de formation et d'insertion professionnelles les métiers lontan, notamment auprès des jeunes ;
- création de débouchés économiques pour les métiers traditionnels par une valorisation des produits (avec éventuellement une labellisation) ;
- mieux faire connaître ces métiers et leurs productions, notamment dans leurs caractéristiques, leur valeur culturelle, leurs qualités techniques…

CONTENU / DESCRIPTIF

Le premier axe de travail concernant ce projet consisterait en la construction d'un référentiel métier, qui pourrait être la base des futures actions liées à la création de plans de formation aux métiers lontan. Il s'agirait, en mobilisant les très rares personnes qui exercent encore ces métiers, d'identifier les compétences nécessaires, les outils et techniques à maîtriser, les besoins de la profession…

Ce premier balayage pourrait permettre dans un second temps de mener une concertation entre ces mêmes professionnels et les acteurs chargés de la formation et du suivi de la profession (organismes de formation, Chambre des Métiers et de l'Artisanat…), dans l'objectif de finaliser un référentiel métier qui puisse être considérée comme la description officielle, légale du métier considéré.

Le deuxième axe consisterait à mener un travail approfondi avec tous les acteurs de la formation professionnelle du département pour définir et mettre en place un plan de formation aux différents métiers lontan. On pourrait, dans l'idée de rechercher un maximum de débouchés économiques, imaginer même que ce plan de formation soit conçu de manière globale pour l'ensemble des savoir-faire manuels exploités dans les métiers traditionnels. Par exemple, un tailleur de pierre ne serait pas que tailleur de pierre, il serait également bardeautier, ferblantier…. On arriverait ainsi à une diversification optimale des compétences professionnelles valorisables de la personne.
Quelle que soit l'orientation donnée aux plans de formation – spécifique à chaque métier ou globale –, il sera important d'identifier de manière très précise et complète l'ensemble des facteurs intervenant dans cette formation, y compris les éléments financiers et les financeurs, car si l'objectif est bien d'inciter les gens en insertion professionnelle à s'orienter vers ces métiers lontan, alors le financement de la formation ne devra pas constituer un obstacle.

Un autre axe de travail serait la sensibilisation d'autres acteurs politiques et économiques, non concernés directement par la valorisation des métiers traditionnels mais dont l'activité peut influer sur ces métiers. A titre d'exemple, il serait intéressant de mobiliser les acteurs de la gestion et de l'entretien du domaine forestier pour que les arbres morts ou abattus puissent être valorisés par des bardeautiers. Un peu dans le même ordre d'idées, on pourrait imaginer, pour le long terme, de replanter certains espaces en espèces locales qui seront spécialement destinées aux bardeautiers. En résumé, la réflexion et le travail à accomplir au niveau du référentiel métier et de la formation professionnelle doivent être accompagnés d'un important travail de réflexion sur la fourniture du matériau de base nécessaire à l'exercice de la profession.

Enfin, il serait également intéressant de mettre en place sur le territoire du Parc National des lieux de démonstration et de présentation des métiers traditionnels réunionnais. L'intérêt, outre celui évident de la communication sur le patrimoine culturel, serait de développer les moyens de valorisation économique de ces métiers manuels traditionnels.

PARTENAIRES (à titre d'exemple)

Mission Parc
Chambre des Métiers et de l'Artisanat
Région
Organismes et acteurs de la formation professionnelle
ONF / DDAF
DIREN
Professionnels du tourisme

MODALITES TECHNIQUES ET FINANCIERES (à titre indicatif)

- un intervenant pour piloter et conduire le projet dans ses différentes étapes : rencontre / mobilisation des habitants concernés, des partenaires, conduite de la concertation, formalisation du référentiel métier et du plan de formation….

MODALITES DE SUIVI ET DE VALIDATION

- création d'une formation aux métiers traditionnels réunionnais ;
- mise en place de nouveaux circuits et moyens de valorisation économique ;
- implication et participation de tous les acteurs publics concernés directement et indirectement par les métiers lontan ;
- création de nouveaux emplois, nombre de parcours d'insertion professionnelle positionnés sur les métiers lontan (critère de suivi).

ADEQUATION AUX PRINCIPES

- *principe de participation :* le projet se construit tout au long avec la participation des rares habitants qui sont encore experts d'usage en la matière, principalement ceux qui exercent l'activité à titre professionnel (sur ce point des différences peuvent exister selon le métier considéré : par exemple un certain nombre de Réunionnais maîtrisent la taille de pierre mais la pratiquent de façon informelle).

- *principe de communication :* à travers la mise en place d'ateliers de démonstration et de découverte, le projet vise aussi à faire connaître au plus grand nombre de personnes possible ces métiers traditionnels importants pour le patrimoine culturel réunionnais. D'un certain point de vue, la mise en place de parcours de formation en ce sens constitue aussi un moyen de communication et de sensibilisation à destination d'un public différent.

- *principe de sauvegarde de la mémoire sur le patrimoine :* c'est l'objectif premier de ce projet, puisque les métiers considérés ont véritablement sinon disparus, du moins sont en voie de disparition. C'est donc d'abord pour assurer la sauvegarde et la transmission de la mémoire de ces savoir-faire traditionnels et culturels que ce projet est préconisé dans le cadre de la stratégie culturelle du Parc National de La Réunion.

INTITULE

La valorisation de la vannerie locale traditionnelle.

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

Ce projet pourrait être développé principalement à Salazie, L'Entre-Deux, Saint-Philippe où la vannerie est une tradition locale ; plus largement ce projet pourrait concerner l'ensemble des personnes encore détentrices de ce type de savoir-faire et qui sont dispersées sur l'ensemble du territoire.

CONSTATS / IDENTIFICATION

Le tressage de fibres végétales est l'un des savoir-faire artisanaux réunionnais les plus anciens. Outre son rôle culturel et social, il a constitué un revenu d'appoint pour de nombreuses familles jusqu'à une époque récente. Aujourd'hui, avec les mutations qu'a connues la société réunionnaise, ce savoir-faire tend à disparaître : de moins en moins de gens en maîtrisent les techniques, sa transmission n'est plus recherchée car sa valorisation est difficile. Par exemple, à Hell Bourg, il semblerait qu'il ne reste que deux femmes qui pratiquent encore la vannerie traditionnelle. En outre, certaines fibres végétales valorisées par le tressage sont de moins en moins faciles à trouver.
Tous ces éléments menacent aujourd'hui l'avenir de ce savoir-faire artisanal, d'où la nécessité de mettre en place un projet fort de revalorisation du tressage traditionnel pour que ne se perde pas demain la connaissance de cette pratique culturelle.

FINALITE ET OBJECTIFS

La finalité de ce projet est d'éviter que ne se perdent ce savoir-faire et toute l'histoire qu'il véhicule.
L'idée est que le Parc National soit aussi un espace de valorisation du tressage traditionnel réunionnais et par là-même d'affirmation de l'identité culturelle réunionnaise.

Les objectifs de cette action sont multiples :

- revaloriser économiquement l'artisanat réunionnais basé sur le tressage de fibres végétales ;
- permettre la transmission et la diffusion du savoir-faire technique du tressage traditionnel ;
- mobiliser un réseau d'acteurs économiques et politiques pour redonner sa place à l'artisanat réunionnais à côté de l'artisanat d'origine extra-locale qui tend aujourd'hui à être le seul présent sur le marché.

CONTENU / DESCRIPTIF

Le contenu de ce projet ne peut être détaillé de manière exhaustive dans cette fiche-action. Globalement, dans les grandes lignes, voici quels pourraient être les axes d'intervention stratégiques de ce projet :

- recenser et fédérer les détenteurs de ce savoir-faire en fonction des territoires et des fibres végétales valorisées par le tressage ;

- mettre en place des ateliers de transmission et d'apprentissage des techniques de tressage traditionnel ;
- mobiliser les acteurs économiques du département pour mettre en place une stratégie de valorisation commerciale des produits issus de cet artisanat local : professionnels du tourisme, Région, Chambres consulaires… il pourrait s'agir autant d'une valorisation dans des espaces créés à cet effet, que sur les marchés locaux, dans les hôtels, voire même à l'exportation (comme ce fut le cas pendant de nombreuses années pour la *pay chouchou*) ;
- valoriser le tressage utile à l'environnement : par exemple, sur certains territoires, le tressage se fait aussi à partir d'espèces végétales envahissantes, comme le longoze. Il serait donc intéressant de combiner ce savoir-faire avec une action visant à limiter la propagation du longoze, plutôt que de recourir à des désherbants comme c'est parfois le cas actuellement. Il s'agirait donc en quelque sorte d'une valorisation écologique de certaines formes de tressage ;
- Sensibiliser les pouvoirs publics sur le tressage : là aussi, on constate un manque de concertation entre les pouvoirs publics, dans leur mission d'entretien des fossés et bordures de chemin, et les personnes qui pratiquent le tressage. Ainsi, beaucoup de petites herbes, considérées comme du chien-dent, sont systématiquement traitées au désherbant par les équipes communales, alors qu'elles pourraient être ramassées pour être valorisées par le tressage. Il en est ainsi des *zèrb do myel* ou encore des *zèrb payet*, fibres végétales très recherchées pour le tressage (grande solidité, résistance à la pluie, au soleil, beaucoup de qualités esthétiques…), mais de plus en plus difficiles à trouver puisqu'elles sont détruites avant d'avoir atteint le bon degré de maturité pour pouvoir être tressées.

Précisons enfin que ce projet pourrait être mis en relation avec d'autres actions préconisées dans la présente étude : par exemple, la valorisation des sentiers *péï* pourrait être le support à des espaces (qui pourraient être des petites *kaz an pay*) de promotion / vente de divers objets artisanaux confectionnés à partir du tressage traditionnel local.

PARTENAIRES (à titre d'exemple)

Mission Parc : pilotage global du projet
Région : aide financière et technique (formations, exportations…).
Chambres consulaires (Chambre des Métiers, Chambre Régionale d'Economie Solidaire) : travail sur la valorisation économique et professionnelle du tressage traditionnel.
ONF / DDAF : partenaires pour la définition d'un cahier des charges de ramassage selon les espèces utilisées.
Communes : soutien technique et financier / coordination des actions d'entretien des espaces publics avec le ramassage des fibres végétales.
Comité du Tourisme Régional : promotion / diffusion du tressage traditionnel réunionnais.
Offices du tourisme / professionnels du tourisme : promotion / diffusion du tressage traditionnel réunionnais.

MODALITES TECHNIQUES ET FINANCIERES (à titre indicatif)

- un intervenant par territoire identifié pour dresser un état des lieux préalable ;
- un animateur du réseau global (qui peut aussi être un intervenant sur un territoire) pour la centralisation des données, l'animation et la mobilisation du réseau de partenaires,

la formalisation et le suivi d'ensemble du projet ;
- Coût initial : financement des intervenants (missions ponctuelles), financement des ateliers de mobilisation / apprentissage, matériel nécessaire au tressage, supports de communication.

MODALITES DE SUIVI ET DE VALIDATION

- mobilisation de tous les artisans locaux du tressage au sein d'une structure fédératrice ;
- mobilisation et implication des collectivités dans la sauvegarde et la promotion du tressage traditionnel ;
- retombées économiques significatives pour les détenteurs de ce savoir-faire ;
- revalorisation dans l'opinion publique et les comportements d'achat des consommateurs de la vannerie locale ;
- valorisation des produits issus du tressage traditionnel à l'échelle régionale, nationale européenne voire internationale ;
- suivi : un intervenant ponctuel pour s'assurer de la bonne marche globale du projet après son lancement et jusqu'à autonomie du réseau.

ADEQUATION AUX PRINCIPES

- *principe de participation :* le projet est précisément conçu pour la participation des habitants à la valorisation et à la sauvegarde de leur patrimoine culturel.

- *Principe de communication :* l'un des objectifs phares de ce projet est de sensibiliser l'opinion publique et les consommateurs sur l'existence de ce savoir-faire traditionnel et sur ses exigences (en temps et en technique). Il s'agit de communiquer le plus largement possible, à La Réunion et au-delà, sur les menaces qui pèsent sur l'avenir de cet artisanat local, et le rôle de chacun dans sa préservation.

- *Principe de sauvegarde de la mémoire sur le patrimoine :* ce projet tend à éviter que ne tombe dans l'oubli toute la connaissance du tressage traditionnel réunionnais, en lui offrant les moyens d'un partage, d'une transmission et d'une valorisation économique, facteur déterminant à notre époque.

INTITULE

La promotion et valorisation de la cuisine réunionnaise traditionnelle.

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

Ce projet concerne dans sa nature même l'ensemble du territoire et de la population réunionnaise. Il pourrait dans un premier temps être impulsé par le Parc National sur son territoire, notamment sur la zone centrale.

CONSTATS / IDENTIFICATION

S'il est bien un élément culturel fort dans l'identité réunionnaise, c'est la cuisine. Au-delà des différences que l'on peut constater, en fonction des religions, des territoires, des origines ou autres, la cuisine créole unit tous les Réunionnais, et son importance culturelle – tant dans sa composition, sa préparation ou son partage – est unanimement partagée.

Aujourd'hui pourtant les mœurs changent : le développement de la société de consommation, de la restauration rapide, les changements de rythme de vie que connaissent les Réunionnais, tout cela influe sur la place du traditionnel cari, le vrai, l'authentique, dans la vie quotidienne – et dans la culture – de la population. La préparation traditionnelle des plats créoles elle-même tend à être oubliée : cari, rougay, les deux parfois se confondent, on utilise les mêmes ingrédients… certains plats sont rattachés dans leur présentation à la cuisine créole réunionnaise, parce qu'on y aura mit tantôt un peu de safran péï, ou des brèdes (exemple des fameuses « tartes aux brèdes » servies dans la plupart des restaurants). Dans tout cela, le goût lontan, la vraie cuisine réunionnaise traditionnelle, se perd, se noie de plus en plus, à un tel point qu'il n'est pas sûr que les générations à venir connaîtront encore les margozes, pipangay, zantac, le soso maï, le rougay graton et bien d'autres encore.

Aussi, vu l'importance incontestable de la cuisine créole dans l'identité culturelle réunionnaise et les risques qu'il y a d'une distillation de son authenticité à travers des effets de mode, il est nécessaire de redonner à la cuisine péï ses lettres de noblesse et de revaloriser ses critères d'authenticité.
Même si le cari n'est plus, demain, le repas préféré d'une partie de la population réunionnaise, il est important pour l'intégrité de la culture réunionnaise de préserver un espace de vie pour la véritable cuisine créole authentique dans tous ses aspects : pour que même si on en mange moins souvent, lorsqu'on mange un cari, on soit bel et bien en train de déguster un authentique cari, fidèle à la tradition et à la culture créole.

FINALITE ET OBJECTIFS

La finalité globale de ce vaste projet est d'éviter que ne se perde un jour le caractère spécifique et authentique de la cuisine réunionnaise sous l'influence de la société de consommation et de l'évolution des comportements et habitudes alimentaires.

Les objectifs de ce projet sont multiples :

- revaloriser et promouvoir les ingrédients traditionnels de la cuisine réunionnaise, tant au niveau des épices que des légumes, de la viande….

- Mettre en valeur les recettes authentiques, véritablement traditionnelles, qui entrent dans la culture alimentaire réunionnaise, et les distinguer de tout ce qui pourrait y ressembler ou n'en être qu'une fade imitation ;
- Valoriser et faire valoir la place sociale du partage de repas, le rôle de la cuisine créole dans la culture réunionnaise, dans les habitudes et l'organisation de la société : c'est-à-dire valoriser tout ce qui gravite autour de la préparation de la cuisine réunionnaise mise à part la recette en elle-même : la petite cuisine au feu de bois, la répartition des tâches, l'implication masculine dans la préparation du repas, la façon de manger etc.…
- Permettre aux professionnels de la restauration, et tout particulièrement ceux qui se trouvent sur le territoire du Parc National, de valoriser les produits locaux de fabrication artisanale traditionnelle : charcuterie maison, volailles péï etc.

CONTENU / DESCRIPTIF

Tel que nous l'imaginons cette action pourrait aller dans les directions suivantes :

- tout d'abord, revaloriser les produits péï en eux-mêmes, qui entrent dans la préparation de la cuisine réunionnaise. Il s'agit notamment des légumes lontan, des multiples variétés de brèdes aujourd'hui en partie oubliées, des épices (comme certaines variétés de piments). On pourrait par exemple imaginer un système d'incitation ou d'aide (pas nécessairement financière) pour les agriculteurs qui souhaiteraient se lancer dans la culture de produits péï. Ou encore une forme de gestion coopérative d'un terrain collectif, dont l'exploitation en produits péï viendrait compléter l'activité principale des agriculteurs ou professionnels qui auraient la gestion du terrain et la responsabilité de son exploitation.
- Le corollaire de ce premier axe est la valorisation des productions locales. Par exemple, il faudrait imaginer un circuit d'écoulement pour les grains, lentilles etc, produits à Mafate. On pourrait imaginer un système de label, ou de rachat par des professionnels de la restauration. L'objectif est de pérenniser ces cultures agricoles traditionnelles, en leur garantissant des débouchés sur le marché économique, faute de quoi ces cultures seront peu à peu abandonnées. D'ores et déjà, certains habitants de Mafate se retrouvent parfois avec plusieurs centaines de kilos de grains dont ils ne savent que faire, qui ne se vendent pas. Or il est plus que probable qu'en se penchant un coup sur la question, en mobilisant certains acteurs clefs, on arriverait à mettre en place une dynamique d'écoulement et de valorisation des productions locales.
- Ensuite, un autre axe important de ce projet serait de mettre en valeur les recettes véritablement locales, authentiques. Car il n'est pas toujours évident de réussir un bon cari, un bon rougay, dans les règles de l'art, et ce même si l'on pense en maîtriser les techniques ! l'objectif ici est d'éviter une dilution, et donc une perte d'authenticité, dans les recettes en elles-mêmes : définir de manière précise ce qui peut être appelé comme "cuisine créole traditionnelle", et la façon de le préparer qui entre justement dans la pratique culturelle authentique. Ainsi, il s'agirait définir ce que sont les plats typiquement créoles, mais aussi les desserts, les mariages des saveurs, produits, épices… tout ce qui donne justement une dimension culturelle à la cuisine réunionnaise, qui bien plus qu'un simple mode alimentaire, se révèle être tout un art, fondé sur des règles implicites répétées de génération en génération et sur un savoir-faire minutieux et rigoureux.
- Enfin il serait intéressant, dans le cadre du Parc, de permettre aux professionnels du tourisme et de la restauration de produire directement les produits locaux utilisés dans la cuisine créole, de sorte à ce que l'on puisse toujours trouver, dans un gîte ou une table d'hôte, un véritable cari authentique.

Là aussi, il y a une harmonisation à opérer entre réglementation et tradition culturelle, inéluctablement.

Des traditions comme celle de tuer le cochon enter voisins, et de préparer saucisses, boucané, andouilles, gratons… doivent pouvoir perdurer tout en étant reconnues légalement. Car c'est là au fond toute la question : puisqu'on sait que ces traditions, de par leur poids culturel, continueront d'exister, n'est-il pas plus judicieux qu'elles le fassent dans la légalité, plutôt que dans l'illégalité et le secret ? En outre, les touristes (locaux comme étrangers) sont à la recherche de cette authenticité, de cette rencontre avec les habitants d'un territoire et avec leur culture, leurs traditions : que se passera-t-il si demain on ne permet plus aux gîteurs de fabriquer eux-mêmes leurs propres produits ? Les conséquences économiques risquent d'être lourdes, et l'intérêt culturel de la rencontre humaine moindre. Or de telles conséquences seraient en totale contradiction avec une stratégie de valorisation et de sauvegarde du patrimoine culturel réunionnais portée par le Parc National.

PARTENAIRES (à titre d'exemple)

Mission Parc
Chambre d'agriculture
Région
Maison de la Montagne
Ecoles hôtelières et de restauration
Gîteurs / professionnels du tourisme et de la restauration

MODALITES TECHNIQUES ET FINANCIERES (à titre indicatif)

- un intervenant pour mener la partie du projet sur la valorisation des recettes authentiques de la cuisine réunionnaise : rencontres auprès des habitants, restaurateurs, mobilisation d 'un réseau d'acteurs, préparation du travail sur la labellisation en faisant remonter les propositions et remarques des habitants et professionnels de la restauration…
- un intervenant pour piloter le projet de labellisation de la cuisine réunionnaise traditionnelle et de certaines productions agricoles en lien avec la cuisine créole : travail d'ingénierie sur la labellisation, mobilisation des partenaires et acteurs concernés, recueil des propositions des habitants participant au projet, étude de faisabilité…

MODALITES DE SUIVI ET DE VALIDATION

- revalorisation de l'image et de la place de la cuisine créole traditionnelle, notamment par le biais d'une labellisation ;
- réapparition des légumes et autres aliments traditionnels en voie de disparition des pratiques alimentaires sur les marchés, magasins et au final dans les comportements d'achat des consommateurs (indicateur de suivi) ;
- niveau d'adhésion des habitants et acteurs concernés au projet proposé ;
- amélioration de la qualité et du niveau d'adhésion et de participation des habitants concernés au projet de Parc National : le projet apporte une solution aux problèmes que soulève la mise en place du Parc pour ces habitants ;
- Impact du projet sur les comportements de consommation et la connaissance de la cuisine créole par le grand public.

ADEQUATION AUX PRINCIPES

- *principe de participation :* ce projet ne peut être construit sans la participation des habitants et des Réunionnais professionnels de l'accueil et de la restauration, qui sont les experts d'usage incontournables en la matière. Il permet en outre aux Réunionnais de participer à la valorisation de leur patrimoine culturel culinaire et d'être ainsi de véritables acteurs et partenaires de la stratégie culturelle portée par le Parc National.

- *principe de communication :* l'un des objectifs de ce projet est de faire connaître au grand public la véritable cuisine créole traditionnelle, et de partager avec eux ce savoir-faire culturel.

- *principe de sauvegarde de la mémoire sur le patrimoine :* il s'agit d'éviter qu'une culture bien particulière ne se retrouve avec le temps dénaturée par l'évolution des pratiques alimentaires, évolution qui, si elle est inéluctable, ne doit pas pour autant empêcher de conserver bien vivant le patrimoine culinaire local, qui est incontestablement un élément phare de l'identité culturelle réunionnaise.

INTITULE

La préservation et valorisation des kaz an pay traditionnelles.

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

Ce projet pourrait concerner l'ensemble du territoire du Parc National, au moins toute sa partie centrale.

CONSTATS / IDENTIFICATION

La *kaz an pay* est un des symboles de l'architecture réunionnaise traditionnelle. Aujourd'hui largement remplacée par d'autres types d'architecture créole, elle occupe néanmoins toujours une place dans certains foyers, sur certains territoires en particulier (notamment dans les Hauts) : ainsi, quelques habitations sont encore dotées d'une petite cuisine en paille traditionnelle. Cela montre bien que malgré l'évolution des mœurs et de la société, la kaz an pay conserve un poids culturel fort, au point que certains Réunionnais la préfèrent aujourd'hui encore à d'autres techniques de construction.
C'est pourquoi il serait intéressant, au-delà de l'importance de la kaz an pay dans l'espace de vie privatif, de lui reconnaître, dans l'espace de vie public, sa place dans le patrimoine culturel réunionnais.
Les difficultés sont principalement d'ordre réglementaire ; mais c'est tout l'enjeu d'une stratégie culturelle que de tempérer la réglementation pour trouver une certaine harmonie.

FINALITE ET OBJECTIFS

La finalité est de sauvegarder un élément fort du patrimoine culturel réunionnais, les *kaz an pay*.

Cette action poursuit **deux objectifs** principaux :
D'une part, valoriser les connaissances des personnes qui maîtrisent encore les techniques de fabrication et le travail des matériaux naturels.
D'autre part, sauvegarder la kaz an pay en elle-même, en lui donnant sa place dans l'espace de vie social et économique.

CONTENU / DESCRIPTIF

On peut imaginer plusieurs axes stratégiques dans ce projet :
En premier lieu, identifier et mobiliser les personnes qui maîtrisent encore les techniques de la tradition.
Ensuite, on pourrait imaginer des espaces de démonstration, ou des ateliers d'apprentissage de ce savoir-faire architectural. Tout dépend au final de la portée que l'on souhaite donner à ce projet.
Un autre axe important serait de créer des espaces de valorisation de la culture réunionnaise qui seraient des kaz an pay.

Elles pourraient par exemple servir de lieux d'expositions, ou de commercialisation de produits locaux culturellement forts, comme la vannerie traditionnelle, des instruments de musique péï, ou encore la cuisine réunionnaise authentique.
Par exemple, ce projet pourrait être combiné avec d'autres actions préconisées dans le présent rapport. On pourrait ainsi imaginer de créer des espaces de vente et de promotion de l'artisanat local traditionnel, tels que les objets tressés (chapeaux, bertels, tante, van...) ou encore, si la mise en place du Parc nécessite la création de points d'information, ceux-ci pourraient être créés dans des kaz an pay.
Il pourrait même être intéressant de permettre l'hébergement des touristes dans des kaz an pay, gérées par un gîte ou un camping. Cela nécessiterait toutefois un long travail d'élaboration d'un compromis acceptable du point de vue de la finalité du projet et de la réglementation. Il s'agit bien sûr de respecter pleinement les consignes propres à garantir la sécurité physique des personnes. Un travail important de négociation, d'étude et de réflexion permettrait pour autant sans aucun doute de respecter cette exigence de sécurité tout en permettant aux professionnels de l'accueil touristique de valoriser la culture architecturale réunionnaise à travers leur activité.

Pour l'ensemble de ce projet, quel que soit l'axe ou les axes retenu(s), la première tâche à accomplir consiste à promouvoir et à revaloriser la culture des matériaux naturels utilisés pour la fabrication des kaz an pay. Ainsi, certaines personnes ont abandonné ce mode de construction en raison du manque de vétiver. Il pourrait donc être intéressant de mener une action importante en ce sens, par exemple en fournissant des plants, qui seraient plantés sur un terrain public, et donc appartenant à la collectivité. On pourrait par exemple imaginer une plantation de vétiver sur un terrain qui relève de l'autorité du Parc, et qui soit géré pour sa culture par un groupement d'habitants. On pourrait aussi étendre cette idée à la culture d'autres végétaux que le vétiver, même s'il constitue le matériau à revaloriser en préalable à toute action relative à la sauvegarde des kaz an pay traditionnelles.

PARTENAIRES (à titre d'exemple)

Mission Parc
DIREN
ONF / DDAF
Comité du Tourisme Régional
Offices du Tourisme et professionnels concernés

MODALITES TECHNIQUES ET FINANCIERES (à titre indicatif)

- un intervenant pour la mobilisation et l'animation du réseau partenarial constitué autour du projet ;
- un intervenant pour réaliser un inventaire des potentialités de valorisation des *kaz an pay* ainsi que la faisabilité de chacune de ces pistes ;
- un intervenant pour le suivi des réalisations concrètes et leur restitution / présentation / analyse auprès des différents partenaires.

MODALITES DE SUIVI ET DE VALIDATION

- valorisation des *kaz an pay* comme support à d'autres projets en lien avec le patrimoine culturel ;

- représentativité des scénarios de valorisation retenus (représentativité des techniques, des territoires etc.) ;
- impulsion de projets de valorisation du patrimoine architectural sur les différents territoires ;
- impact de l'utilisation de *kaz an pay* sur la promotion d'objets patrimoniaux (la vannerie par exemple) et la connaissance du patrimoine culturel réunionnais.

ADEQUATION AUX PRINCIPES

- *principe de participation :* le projet tend à valoriser les connaissances architecturales culturelles des habitants de différents territoires, chacun ayant ses spécificités. En outre, dans sa dimension d'ouverture sur l'espace public, ce projet ne peut être construit qu'avec les habitants acteurs de la vie économique tels que les professionnels de l'accueil, les artisans…

- *principe de communication :* l'un des objectifs de cette action est de faire connaître le plus possible ce symbole de l'architecture créole traditionnelle. Cette communication n'a évidemment pas qu'une dimension technique, puisque le principal objectif est de sensibiliser les gens sur l'influence de ces petites kaz an pay sur l'organisation de la vie et les relations sociales, et sur la consistance du patrimoine culturel réunionnais.

- *principe de sauvegarde de la mémoire sur le patrimoine :* c'est celui des trois principes phares qui est le plus porté par ce projet. La finalité ultime, en effet, est bien de sauvegarder à la fois matériellement les kaz an pay, mais aussi, d'un point de vue technique, intellectuel, la connaissance de ce savoir-faire culturel. Aussi, on se rapproche dans cette action de l'idée de recueil des témoignages des mémoires vivantes défendue dans un autre projet, puisque bon nombre de ces techniques ne peuvent plus être appliquées (restrictions au titre de la protection du patrimoine naturel végétal par exemple).

INTITULE

La sauvegarde et reconnaissance de la tisanerie traditionnelle réunionnaise

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

Cette action pourrait être développée sur l'ensemble de l'île.

CONSTATS / IDENTIFICATION

Dès les origines du peuplement de l'île, l'utilisation médicinale de l'environnement naturel local a joué un rôle fondamental dans l'organisation et la survie des groupes sociaux.
Aujourd'hui largement masquée par la médecine officielle, généralement allopathe, la tisanerie traditionnelle n'en demeure pas moins encore importante dans certains quartiers. Nombreuses sont les familles qui ne se soignent qu'à partir des plantes et ne sont jamais allé voir un médecin. Le tisaneur joue ainsi encore son rôle social dans la majorité des communes de l'île, même s'il n'a plus la notoriété d'antan et le respect qui lui était dévolu en raison des bienfaits de ses connaissances empiriques de la nature.
Mais ces tisaneurs là, les vrais tisaneurs traditionnels, sont de plus en plus rares, car la transmission de ce savoir de génération en génération est moins systématique qu'à une époque : en effet, outre le fait qu'elle soit souvent dévalorisée ou discréditée par certains férus du modernisme, la tisanerie locale traditionnelle se heurte de plein fouet aux interdictions légales et réglementaires, de prélever, de cultiver, de vendre, de donner, de soigner… à tel point qu'aujourd'hui le tisaneur péï est un hors-la-loi, qui généralement se cache, refuse tout contact avec les gens qu'il ne connaît pas.
Or il est clair que ce n'est pas là la considération qu'il mérite, eu égard au rôle social qu'il joue encore pour de très nombreux Réunionnais et à la tradition culturelle que constitue sa pratique.
C'est pourquoi il est nécessaire de reconnaître à la tisanerie locale un espace de vie qui prenne tout à la fois en considération les problèmes posés par le prélèvement anarchique et irraisonné des plantes, et le fait que la tisanerie soit, au-delà d'un simple remède, tout un art de vivre précisément en communion avec cette nature que l'on veut préserver, et qui en tant que tel mérite légitimement de se pérenniser au fil des générations

Pour toutes ces raisons, ce projet est sans doute l'une des plus fortes illustrations de l'indispensable articulation entre réglementation et pratiques culturelles. L'un ne peut être totalement ignoré au profit de l'autre.
Le risque, déjà avéré, est de tomber dans un enfermement excessif des quelques tisaneurs qui existent encore : enfermement social, certes, autour de leurs connaissances, en se méfiant de tous les inconnus, particulièrement tout ce qui peut provenir d'une forme d'autorité publique, mais aussi enfermement dans l'image de pilleurs de la nature qu'on veut leur donner sur la scène publique : puisqu'en tout état de cause ils sont considérés comme des pilleurs, alors ils vont piller, puisque de toute façon leurs pratiques traditionnelles ne font aucune différence aux yeux de la loi. Fort heureusement, tous ceux qui partagent le mode de vie culturel dicté par la tisanerie ne sont pas encore tombés dans cette extrême. Mais il n'est pas sûr qu'il en sera ainsi indéfiniment.

FINALITE ET OBJECTIFS

La finalité de ce projet est de revaloriser l'image du tisaneur péï et de ses connaissances, trop souvent malmenée, dénigrée, et de lui reconnaître dans la société actuelle la place et la légitimité qui lui reviennent de fait.

Dès lors, **plusieurs objectifs** sont assignés à ce projet :

- définir les véritables pratiques qui entourent la tisanerie locale, pour mettre un terme à l'amalgame trop souvent fait entre ceux qui pillent la nature à des fins commerciales, et les tisaneurs qui respectent un code de pratiques établi depuis des générations.
- entrer avec les tisaneurs dans une logique de construction commune d'un espace de vie de cette tradition ;
- reconnaître un espace social à la pratique de la tisanerie ;
- légitimer une certaine pratique de la tisanerie définie à partir du respect d'un certains nombre de règles définies en concertation entre les autorités publiques et les tisaneurs concernés.

CONTENU / DESCRIPTIF

Le projet que nous décrivons ici est inspiré des remarques et des propositions qu'ont pu nous faire les quelques tisaneurs qui ont accepté de nous rencontrer.

La première étape de ce projet consisterait à recenser de façon complète l'ensemble des tisaneurs qui respectent encore cette tradition fondée sur des codes, des règles de prélèvement et de déontologie. La difficulté majeure ici est de pouvoir se faire accepter et d'accéder à ces personnes. Sur ce point, il semble que cela soit impossible si l'objectif n'est pas clairement d'aboutir à une reconnaissance légale de leurs pratiques.

La seconde étape serait de fédérer ces tisaneurs et de les mobiliser dans une dynamique de proposition constructive, l'idée étant de recueillir leurs idées, de faire un état des lieux des pratiques considérées par les tisaneurs comme respectueuses de la tradition et d'arriver à une proposition de reconnaissance de la tisanerie sur la base d'un cahier des charges, ou d'un code de déontologie de la tisanerie.

En parallèle, il serait nécessaire de mobiliser les acteurs publics qui peuvent être concernés de près ou de loin par la tisanerie, afin de les sensibiliser à la réalité de cette pratique. L'idée serait de faire comprendre les risques qu'il y a à faire un amalgame injustifié entre ceux qui sont véritablement tisaneurs – et reconnus comme tels par leurs pairs – et ceux qui profitent de cette activité médicinale naturelle pour piller les forêts de l'île. Par conséquent il est absolument nécessaire d'arriver à reconnaître un certain statut à la tisanerie traditionnelle, et donc aux tisaneurs, à partir d'un certain nombre de règles qui leurs soient opposables.
Une autre dimension de ce projet, toujours proposée par des tisaneurs rencontrés, serait de mettre en place une sorte de formation pour ceux qui souhaiteraient se voir reconnaître le statut de tisaneur. Cette formation consisterait à enseigner les méthodes traditionnelles de cueillette et de ramassage qui sont respectueuses de l'environnement, et les cadres réglementaires qui pourraient être posés par les pouvoirs publics dans l'hypothèse d'une reconnaissance officielle de la tisanerie.

Ici l'objectif est tout simplement d'adopter un code des pratiques autorisées (lieux de cueillettes, tailles minimales / maximales, parties végétales concernées, périodes, quantité par personne etc.), en concertation avec les autorités, et d'y former les tisaneurs.

A partir de là, on peut très bien imaginer que le moindre écart à ces règles prive la personne de son statut de tisaneur, ce qui est de nature à forcer le respect des règles définies.
En outre, il devient alors tout à fait légitime et justifié de sanctionner une personne surprise à piller les ressources de la forêt à des fins commerciales, puisque la véritable tisanerie, elle, sera légitimée. A partir du moment où l'on reconnaît qu'une certaine pratique sociale peut s'exercer dans un cadre défini, on admet aussi *a contrario* qu'en sortant de ce cadre, on se distingue de ladite pratique sociale.

Dès lors, il n'existe plus d'amalgame entre la tisanerie véritable, authentique, et l'exploitation commerciale irraisonnée de son poids culturel.

PARTENAIRES (à titre d'exemple)

Mission Parc
DIREN
Département
Communes
ONF / DDAF
DRASS

MODALITES TECHNIQUES ET FINANCIERES (à titre indicatif)

- un intervenant pour rencontrer et mobiliser les tisaneurs, construire avec eux les bases d'une proposition de code de pratique de la tisanerie ;
- un intervenant médiateur qui animerait la concertation et les négociations entre les tisaneurs et les partenaires publics du projet.

MODALITES DE SUIVI ET DE VALIDATION

- nombre de tisaneurs entrés dans la démarche ;
- adhésion des pouvoirs publics au projet ;
- reconnaissance d'un espace de vie à la pratique culturelle de la tisanerie ;
- impact du projet sur les pratiques de cueillette et de ramassage ;
- impact du projet sur l'implication des tisaneurs dans la protection de l'environnement, notamment à travers le Parc National (par exemple participation au contrôle du respect des règles de ramassage et de cueillette).

ADEQUATION AUX PRINCIPES

- *principe de participation :* le projet est basé sur la médiation entre réglementation et pratique culturelle partagée par une partie de la population réunionnaise. L'idée est précisément que la place dans la société et l'image publique de la tisanerie ne peut être décidée unilatéralement par les pouvoirs réglementaires, mais bien plutôt en concertation et avec la participation de la population concernée, qui doit dès lors être considérée comme expert d'usage.

- *Principe de communication :* l'objectif de ce projet est aussi de communiquer au grand public sur ce qu'est réellement la tisanerie réunionnaise traditionnelle, et sur les pratiques des tisaneurs authentiques. Il s'agit en effet de lutter contre un abrutissement de l'opinion publique par la présentation d'une vision simpliste et dégradante du tisaneur-pilleur et de rétablir la distinction entre une pratique culturelle d'une part, et un comportement de spéculation économique, d'autre part.

- *Principe de sauvegarde de la mémoire sur le patrimoine :* c'est la finalité du projet. Si on continue à étouffer la tisanerie traditionnelle, le risque est grand d'une perte totale d'un élément très fort de la culture réunionnaise et de construction identitaire. Seule une revalorisation de la tisanerie, en tant que pratique noble, fruit d'une communion entre l'homme et la nature, pourra relancer les mécanismes et les volontés de transmission intergénérationnelle de cette connaissance empirique, et garantir qu'elle continuera d'avoir son importance à l'avenir dans le patrimoine culturel des Réunionnais.

Epilogue

Cette étude a eu le souci permanent d'associer une réflexion conceptuelle ouverte à la créativité à une immersion terrain permettant de considérer pleinement l'altérité des sites et des personnes. L'implication des acteurs a ainsi été impulsée au profit de la finalité que constitue le projet Parc National comme espace d'intégration des personnes et d'intégrité des projets de valorisation du patrimoine culturel et naturel. L'ensemble du diagnostic nous laisse aujourd'hui mesurer le travail restant à accomplir dans le respect de la vitalité et de la pluralité de la culture créole pour le devenir de La Réunion.

Deux point nous paraissent toutefois important à souligner :

■ Le premier est qu'il ne s'agit pas d'utiliser les valeurs, l'attachement aux traditions ou la « culture » pour démontrer une propension résolue des personnes à ne pas faire ce que l'on voudrait qu'elles fassent ou à le faire exclusivement à leur manière.

Ce serait une référence trompeuse et facile aux facteurs culturels et éléments de patrimoine à considérer qui les desserviraient et négligerait notamment d'attirer l'attention sur les différences sociales (de sexe, de classes, d'âges, de professions…), sur les diversités culturelles ou spécificités qui se distinguent du patrimoine commun même si elles s'y retrouvent, sur les comportements, sur les usages… Et surtout cette référence un peu paresseuse figerait les composantes du patrimoine culturel et ferait l'impasse sur les multiples possibilités d'évolution existantes et d'évolution d'existences qui ne doivent pas être coupées de leur sens et qui en dépendent, sans compromission mais sans aliénation…

■ Le second est qu'il s'agit de rompre avec une autre tendance excessive de valorisation systématique des savoirs techniques populaires ou à la toute puissance des traditions face à la mondialisation qui confinerait à l'idéalisation. Les connaître et les comprendre ne veut pas dire les fétichiser, leurs détenteurs eux-mêmes en parlent en atouts comme en limites, en volonté de maintien comme en décision d'abandon…

Seuls ceux qui ne les respecteraient pas entièrement pourraient penser qu'il suffit d'en parler comme d'une panacée pour en connaître et faire reconnaître la valeur. Il est préférable, à notre sens, de présenter les ressources des personnes (interprétatives, cognitives, techniques, capacité d'innovation et d'adaptation…) et ce diagnostic confirme simplement que posséder un savoir technique populaire, une connaissance empirique, un savoir-faire artisanal, une gastronomie authentique, un art de vivre en respect des traditions, des croyances et des aïeux, une langue et des modes de transmission, n'exclut aucunement les compétences, la créativité, la prise en compte de l'environnement, la volonté de s'intégrer au développement durable de son territoire en y apportant sa mémoire, sa parole et ses idées, sa participation…

En conclusion, les éléments de patrimoine culturel apparaissent comme les moyens de valoriser la culture non comme une idéologie mais comme une construction indépendante et permanente, soumise à d'incessants processus syncrétiques, et comme un objet de luttes symboliques qui ne sauraient être déconnectées des stratégies d'évolution individuelles et collectives, privées et publiques, rationnelles, traditionnelles, empiriques et pragmatiques, micro locales, régionales et nationales et surtout pas des personnalités, idées et volontés des personnes vivant les territoires.

« *na dé projé lé intéressant, i tyin la rout mé i fo prand le tan d'allé vwar vréman les gens. I vwa koi néna, koi lé important pou zot, koi lé kulturel é i peu servir de sa pou fé des actions, é i vwa koi lé gens na envie de fé é i koné zot objectif. Apré lé écrit, lé voté dan le Parc National déo, lé inclus, tou sa na inn kou lé konu, é le gars i koné koi li dwa fé. Mé nou va pa tout met su inn plateau… I fo fé ansamb !* ».

Parole d'acteur – Plaine des Palmistes

Le diagnostic « Stratégie culturelle du Parc National des Hauts de la Réunion » a été réalisé par Véronique VERRIERE Chargée de Mission AREP en collaboration avec David ALAUX également Chargé de Mission AREP pour la phase 1,
et en collaboration avec Daniel FONTAINE du cabinet d'études T.E.C. (Territoires – Environnement – Conseil) pour les phases 2 et 3.

ANNEXES

Annexe 1..... L'avis d'appel à candidatures

Annexe 2..... Le cahier des charges

Annexe 3 ..... La réponse de l'AREP

Annexe 4 ..... L'avis sur PNH

Annexe 1

C C E E

Diagnostic pour une stratégie culturelle du parc national de La Réunion

Avis d'appel à candidatures

ARTICLE 1 : *Nom et coordonnées*

Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement
de la Région Réunion
145 rue Jules-Auber
97400 Saint-Denis
Tél : 0262 41 44 12 - Fax : 0262 21 78 73
Courriel : ccee@cr-reunion.fr

ARTICLE 2 : *Objet du marché*

La présente consultation a pour objet la réalisation d'une étude visant à un « **diagnostic pour une stratégie culturelle du parc national de La Réunion** » pour le Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement de la Région Réunion.

ARTICLE 3 : *Mode de passation*

Procédure adaptée prévue par le Code des marchés publics.

ARTICLE 4 : *Délivrance des dossiers:*

Le cahier des charges de l'étude et le règlement de la consultation, remis gratuitement à chaque candidat, peuvent être retirés au Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement (voir coordonnées à l'article 1) dès la date d'engagement de la consultation et jusqu'à la date limite de réception des offres (fixée au mardi 23 mars 2004 à 16H00) :

- dans ses locaux, du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h00
- ou sur simple demande écrite (fax, courrier ou courriel).

Date d'envoi à la publication : vendredi 20 février 2004.

Annexe 2

C C E E

Diagnostic pour une stratégie culturelle du parc national de La Réunion

Cahier des charges

Objectif de l'étude :

L'objectif de l'étude commandée par le Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement consiste à **identifier les « éléments culturels » fédérateurs sur les Hauts de La Réunion**. Représentant ce qui constitue, pour les Réunionnais, le patrimoine de leur île, ces éléments, retenus pour leur pertinence, devront être pris en compte lors de la mise en place du Parc national.

Il s'agit de :

- se sentir tous concernés par le projet de Parc national ;
- s'approprier cet outil pour préparer l'avenir de l'île ;
- mieux se connaître et mieux s'apprécier pour se construire un futur commun harmonieux.

Programme de l'étude

Le prestataire retenu pour la réalisation de l'étude devra :

- Inventorier et évaluer les expressions de l'identité culturelle des Hauts ;
- Inventorier les ressources existantes en termes :
  - de documents,
  - de compétences,
  - d'initiatives (de recherche, conservation et valorisation).
- Hiérarchiser les thèmes et objets en fonction de leur portée culturelle : usage, mises en valeur effectives et potentielles.
- Proposer des priorités d'action (en terme de recherche, de conservation, de valorisation à promouvoir par le parc).

Sur le fond, thèmes possibles :

Pour cette étude, le CCEE a retenu une définition large de la notion de patrimoine. Ainsi, cette définition couvre, l'ensemble des éléments matériels et immatériels qui témoignent des relations particulières qu'une communauté humaine, celle de l'Ile de La Réunion, a instauré au cours de l'histoire avec son territoire et dont la construction se poursuit aujourd'hui encore. Par ailleurs, en abordant le patrimoine culturel par la notion d'identité, on accorde une valeur à l'expression commune d'une histoire et d'un mode de vie.

A partir de cette définition, une première proposition de thèmes est suggérée au prestataire, qui néanmoins pourra, s'il le juge pertinent, proposer au Comité de Pilotage une redéfinition des thématiques.

- Le temps.
  Histoire du peuplement, de l'occupation de l'espace, de l'utilisation des ressources.
  Il s'agit de privilégier les entrées concrètes comme, par exemple, les traces d'occupation disparue, la mobilisation de l'eau, les déplacements, les biens immobiliers et les biens mobiliers.
  Les biens immobiliers peuvent être aussi bien les bâtiments d'exploitations agricoles que ceux liés à l'artisanat, l'industrie, à la villégiature ou à la vie collective qui témoignent d'activités spécifiques ou tout simplement d'un style architectural.
  Les biens mobiliers relèvent aussi bien d'usages domestiques (meubles de styles régionaux) que religieux (mobilier des églises, des chapelles, des temples et autres lieux de culte) ou festifs (chars, emblèmes villageois ou corporatifs).

- L'espace.
  Sites majeurs et espaces privés : de l'engouement pour le volcan à celui pour les jardins créoles.
  Paysages : résultat de la nature sur elle-même autant que celui de l'homme sur son milieu, ils peuvent être identifiés comme patrimoine matériel, mais aussi immatériel (sentiment d'attachement).

- Les usages et savoir-faire.
  Du braconnage aux tisaneurs, de la gastronomie aux artisanats
  Les techniques et savoir-faire ont permis la création de paysages, la construction de maisons, la fabrication du mobilier, l'élaboration de produits de terroirs …
  Les produits résultent d'une adaptation aux conditions locales et à des traditions de culture, d'élevage, de transformation et de préparation. Ce sont aussi bien des variétés végétales (plantes, fruits, légumes, etc), des races animales locales que des produits plus élaborés (vins, fromages, charcuteries, etc).

- Les croyances.
  Des formes particulières d'organisation sociale avec certaines coutumes, croyances, etc … ainsi que des fêtes calendaires, agricoles, etc …

- La littérature orale.
  Chansons, légendes, proverbes, parlers locaux, des musiques et une littérature orales issus de traditions non écrites, ces modes d'expression témoignent d'une inscription particulière de la communauté sur son territoire et plus généralement d'une façon particulière d'être ensemble. Il est intéressant d'inclure ici les contes et légendes qui

mettent en scène des individus ou des sites qui font partie de l'histoire locale ainsi que les noms des lieux (toponymes) qui reflètent des usages ou des représentations particulières.

- Les arts.
  Musique, peinture, littérature écrite…..

Tous ces éléments constituent le patrimoine vivant de La Réunion. Les différents acteurs de l'île, en désignant et en s'appropriant ces éléments, leur confèrent un sens pour la collectivité et, par conséquent, une valeur patrimoniale.

Sur la forme, méthode suggérée :

Phase 1 : Inventorier et évaluer les expressions de l'identité culturelle des Hauts
Les richesses culturelles étant principalement immatérielles, cette identification implique donc un effort particulier de confrontation.
Il conviendra donc de recueillir, hiérarchiser et mettre en forme les analyses des experts et autres acteurs de terrain, en les interrogeant par thèmes définis (2 à 5 entretiens par thème ainsi qu'une recherche documentaire).
Au lancement de l'étude, le prestataire établira, pour chaque thème, avec le concours du Comité de pilotage, une liste de personnes ressources à rencontrer.

Ce premier travail d'entretiens et de recherche bibliographique et littéraire donnera lieu à un premier rapport écrit (4 à 5 pages en moyenne par thème). Le prestataire devra systématiquement s'efforcer pour chaque thème de :
- Compléter la liste de personnes ressources initialement établie
- Dégager une synthèse hiérarchisée des éléments fédérateurs identifiés
- Recenser les objets liés au thème
- Les localiser, y compris (dans la mesure du possible) en ce qui concerne l'immatériel…

Phase 2 : Organiser et animer des confrontations collectives (2 séances par thème) regroupant représentants d'associations, institutionnels, politiques,... Ceux-ci seront invités par le CCEE qui se servira des différentes listes fournies lors de la précédente étape.
Une synthèse écrite sera remise au Comité de pilotage.

Phase 3 : Hiérarchiser les thèmes et objets en fonction de leur portée culturelle (potentiel de mise en valeur) et de leur valorisation effective et proposer des priorités d'action (de recherche, de conservation, de valorisation) à promouvoir par le Parc National.

Le travail de recherche et de confrontation sera conclu par la remise d'un rapport écrit et la contribution à un séminaire au cours duquel seront communiquées les conclusions de l'étude (préalablement validées par le Comité de pilotage et le CCEE).

Le suivi de cette étude sera fait par un comité de pilotage mis en place par le CCEE. Il sera composé des membres du CCEE, des représentants de la Mission pour la création du parc national et de représentants de différents partenaires du CCEE.
Ce comité de pilotage formulera, à chaque étape du travail du prestataire, un avis qu'il soumettra au CCEE.

Annexe 3

DOSSIER DE REPONSE

Diagnostic pour une stratégie culturelle du Parc National de la Réunion

SOMMAIRE

Page

1 – LE CONTEXTE _____ 03

2 – LES ENJEUX _____ 03

3 – LES OBJECTIFS _____ 04

4 – PHASAGE ET CONTENU DU DIAGNOSTIC _____ 06
4.1 Approche globale
4.2 Approche détaillée

5 – MODALITES OPERATOIRES _____ 09
5.1 Chronogramme
5.2 Présentation des moyens humains mis en œuvre pour la réalisation de l'étude
5.3 Liste des moyens techniques mis en œuvre pour l'étude

ANNEXES _____ 14

Présentation de l'AREP
Références de l'AREP
CV de l'équipe
Coût de l'étude

1- LE CONTEXTE

Dès 1992, la Charte Réunionnaise de l'Environnement et le Schéma d'Aménagement Régional en 1995 fixent le principe d'un Parc naturel pour le développement durable des Hauts de l'île de la Réunion.

En septembre 2000, le Conseil Général et le Conseil Régional optent pour la solution la plus ambitieuse : la création d'un Parc National. Le mois suivant, Mme Dominique VOYNET, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement délègue par lettre de mission la procédure de Parc National au Préfet.

Des études et de nombreuses consultations sont menées, elles débouchent sur l'adoption en mars 2003 par le comité de pilotage du document : « Projet Parc National des Hauts, Principes pour la création d'un Parc National de nouvelle Génération ».

Ce texte énonce les principes fondateurs du Parc. Ce dernier est désormais investi d'une obligation de résultat :

Préserver la zone centrale de l'altération de ses patrimoines et de son caractère

En mars 2004, le CCEE (Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement de la Région Réunion) lance un appel à candidature concernant la réalisation d'un diagnostic pour une stratégie culturelle du Parc National de la Réunion.

L'inventaire de l'expression de l'identité culturelle des Hauts de l'île est un préalable incontournable à la mise en place du Parc National. Il s'agit pour notre association d'identifier et de recenser les composantes de l'identité culturelle des Hauts afin de constituer un outil susceptible de servir aux décideurs.

De plus, le temps de réalisation du diagnostic doit permettre non seulement le repérage des formes d'expressions culturelles et de leurs acteurs mais aussi des experts faisant autorité sur les divers domaines de la culture des Hauts, afin de les fédérer dans une dynamique participative autour de la problématique de la création du Parc.

2- LES ENJEUX

Il existe plusieurs niveaux d'enjeux attenants à la création du Parc National des Hauts :

Au niveau local :

Ce projet, de par sa portée, concerne l'ensemble de l'île. Et, il ne faut pas y voir la simple résultante d'un zonage qui potentiellement pourrait inclure la majeure partie de l'île, mais aussi, l'ampleur d'un projet qui aborde des thèmes sensibles pour le devenir de chacun des réunionnais.

Face à la pression démographique que connaît le département, l'aménagement des « territoires de mi-pente » constitue un élément incontournable pour faire face à la pénurie foncière pressentie à l'horizon 2020 due au million d'habitants sur lequel s'accorde la majorité des prévisionnistes.

C'est pourquoi, l'un des objectifs du parc est de contribuer à l'aménagement raisonné des Hauts de l'île dans une démarche de développement durable.

Enfin, la méthodologie dichotomique retenue qui distingue le « cœur » du Parc National, d'une zone périphérique de « libre adhésion » doit favoriser une dynamique participative des communes et de leur population à cette réalisation.

Au niveau national et international :

Les Hauts, de par leur biodiversité, leur patrimoine vivant et leurs spécificités culturelles représentent à la fois un atout pour l'île et une responsabilité. Il s'agit de promouvoir, développer et préserver les ressources et l'identité du Parc.

Enfin, le label « Parc National » aura des conséquences financières, juridiques et publicitaires qui offriront des perspectives intéressantes pour le développement durable de l'île.

3- LES OBJECTIFS :

Le projet de Parc National retient trois grands objectifs :

1•) Protéger le noyau central et le valoriser.
2•) Valoriser le patrimoine culturel.
3•) Soutenir un développement concerté des Hauts.

Les Hauts sont les dépositaires d'une identité, d'un art de vivre particulier, façonné par leur histoire et porté par leur population. La « culture » des hauts recèle une richesse formidable, tant dans ses domaines d'expression que dans les vecteurs usités par sa population. Citons pour exemple l'importance de l'oralité en tant que support de la culture.

La réalisation des objectifs du Parc National des Hauts, et particulièrement du second, nécessite la réalisation d'un « Etat des lieux » de l'identité culturelle des Hauts. Les acteurs de la valorisation du patrimoine culturel doivent au préalable s'accorder sur une définition commune des composantes de l'identité culturelle, sur un diagnostic partagé afin d'optimiser les réalisations contribuant à ces objectifs.

La définition des thèmes revêt une importance capitale et dans ces conditions, quelle définition retenir au terme culture ?

Nous proposerons ici la définition de M R.NIFLE (Directeur de l'institut COHERENCE) dans son texte « Cohérence pour une culture européenne » 1989 :

« En quelques mots, une culture est fondée dans un "consensus" invisible et le plus souvent inconscient. A la fois permanent dans ses dialectiques potentielles et variables par le jeu des dominantes de sens ou tendances qui palpitent au rythme de la géographie et de l'histoire et au cœur des personnes et des groupes.
[…] Ce versant invisible de la culture noue pour chacun une problématique d'humanité des personnes et de la communauté qui peut être engagée en plusieurs sens, les pires et les meilleurs. […]

Et puis, il y a la face visible qui est toute la façon humainement vécue et réalisée dont cette culture manifeste ses consensus selon les conditions et les conjonctures où elle s'exprime :
- Des qualités et travers sensibles, affectifs, qui irriguent son système relationnel et ses ambiances de vie,

- Des qualités et travers imaginaires, conceptuels, qui construisent son système de représentations et d'identification,
- Des qualités et travers opératoires, matériels, qui organisent son système d'usages et de comportements. »

Cette définition expose la complexité de la notion de culture mais elle permet une lecture des besoins d'un diagnostic afin qu'il traduise de la manière la plus exhaustive possible l'identité culturelle des Hauts.

Enfin, cette définition nous permet une relecture des thématiques proposées dans le cahier des charges du diagnostic :

En effet, le cahier des charges propose une classification thématique des champs d'investigation de l'étude et ses champs peuvent être mis en relation avec la définition de la notion de culture :

Définition de la culture	Thématique correspondante
Le versant invisible	• Le temps • L'espace
Le versant visible	L'approche sensible et affective : • Les arts
	L'approche imaginaire et conceptuelle : • Les croyances
	L'approche opératoire : • Les usages et savoir-faire • La littérature orale

L'adéquation entre la définition de la culture issue de la théorie des cohérences et les thématiques des champs d'investigations du diagnostic n'est pas artificielle :

Le versant invisible n'est évidemment pas constitué des éléments spatiaux et temporels, mais ces éléments représentent les entrées concrètes permettant le mieux d'appréhender les composantes de ce versant de la culture.

Le versant visible n'est, quant à lui, pas constitué d'éléments forcement "palpables", ainsi les croyances, l'oralité, les usages et savoir-faire sont souvent immatériels mais observables. Ils constituent l'expression quotidienne du socle culturel des hauts.

Nous adhérons au découpage thématique opéré dans le cahier des charges. Néanmoins, la correspondance avec les approches théoriques de la notion de culture nous offre une base solide pour expliciter les modalités opératoires que nous souhaiterions mettre en œuvre.

De plus, l'un des objectifs transversaux à ce diagnostic sera de fédérer les acteurs autour d'une démarche participative et citoyenne dans la construction du Parc National des Hauts.

Enfin, le temps du diagnostic sera aussi l'occasion de diffuser de l'information auprès du public concernant la création du Parc. En effet, il ressort d'un sondage IPSOS de 2002 que près de un réunionnais sur trois connaît l'existence du projet. Puisque, l'AREP préconise l'interview de groupes de populations concernant l'inventaire des expressions de l'identité culturelle des hauts, cette démarche sera l'occasion de sensibiliser le public à la création du parc.

4- PHASAGE ET CONTENU DU DIAGNOSTIC

L'AREP s'inscrit dans la structuration proposée par le cahier des charges, cette structuration répond à une méthodologie usuelle à notre association.

4-1 Approche globale

Diagnostic pour une stratégie culturelle du parc national de la Réunion

Phase 1 : Inventaire et repérage des composantes de l'identité culturelle des Hauts

Recueil et hiérarchisation des expressions de l'identité culturelle des Hauts :

1- Recensement de l'existant concernant les thématiques tant au niveau des documents existant que des expertises relevées en entretien.
2- 5 Thématiques : 3 entretiens par thématiques sur la bases de la liste de personnes ressources définie en comité de pilotage.

RENDU

Au terme des deux mois, un rapport écrit concernant l'évaluation des expressions de l'identité culturelle des hauts et comprenant :

- **La liste des personnes ressources repérées ex-ante et ex-post.**
- **Une synthèse par thématique des données recueillies lors des entretiens avec les personnes ressources repérées.**
- **Une cartographie par thématique des éléments répertoriés.**

Phase 2 : Organisation et animation de confrontations collectives

Regroupement des représentants associatifs, institutionnels et politiques dans des rencontres avec la population, autour des thématiques.
Nous préconisons un découpage géographique en deux zones

Soit 2 rencontres par thématiques, donc 20 rencontres.

- **La première rencontre consiste en un débat entre les divers protagonistes retenus en fonction des thématiques.**
- **la seconde tient lieu de réunion de validation des dires recueillis lors de la première rencontre.**

RENDU

Un rapport comprenant une synthèse des diverses confrontations. Ce rapport doit proposer une relecture des éléments fédérateurs identifiés en phase 1 afin de concourir à l'opérationnalité de la phase 3

Phase 3 :

Hiérarchisation des thèmes et proposition de priorité d'actions

Sur la base des travaux effectués en phase 1 et 2, il s'agit d'opérer un ordonnancement des éléments recueillis.
Il s'ensuit un travail d'ingénierie afin de proposer des priorités d'actions destinées à être prises en considération par le Parc National.
De plus, il nous parait nécessaire de confronter le plan d'actions aux divers partenaires sollicités au cours du diagnostic.
Donc au terme du premier mois consacré à cette phase, les propositions retenues seront communiquées aux partenaires qui pourront nous faire part de leurs remarques et recommandations.
L'avis des acteurs sera ainsi intégré au plan d'actions. Il s'agit de maintenir la dynamique initiée lors des phases antérieures, de soutenir la participation des acteurs afin que le plan d'action proposé émerge d'un consensus.

RENDU

- Une synthèse des deux premières phases mise en correspondance avec les objectifs retenus pour la troisième.

- Un rapport comprenant l'ordonnancement des thèmes et objets recueillis et des orientations d'actions susceptible de promouvoir le Parc des Hauts. Les avis des acteurs étant une constituante incontournable de l'élaboration partagée de ses orientations, ils seront intégrés au rapport.

Participation au séminaire de rendu

Au terme du diagnostic, la CCEE organisera un séminaire afin de communiquer sur les conclusions de l'étude. Notre association s'engage à participer à ce séminaire.

4-2 Approche détaillée

L'objet de ce paragraphe n'est pas de revenir sur le détail du phasage et du contenu mais d'exposer certains éléments et principes chers à notre association qui révèlent notre spécificité dans la conduite de diagnostics.

A- Les individus et les familles sont des acteurs à prendre en considération.

Lors de la phase 2, nous préconisons la formation de groupes de population des hauts afin de relever leur approche des thématiques retenues.

Il s'agit d'amener les experts, les représentants associatifs, institutionnels et politiques à rencontrer la population. L'étude s'enrichirait alors des avis concertés de ces groupes d'expression.

Il est clair que l'échantillonnage ne produira pas un significativité quantitative acceptable des propos recueillis et ce pour des raisons de tailles d'échantillons et de localisation.

Néanmoins, l'apport qualitatif de ces groupes d'expressions sera non négligeable. Sans diminuer l'apport des experts, acteurs institutionnels, associatifs et politiques, l'apport des familles qui vivent au quotidien la culture des hauts est à prendre en considération.

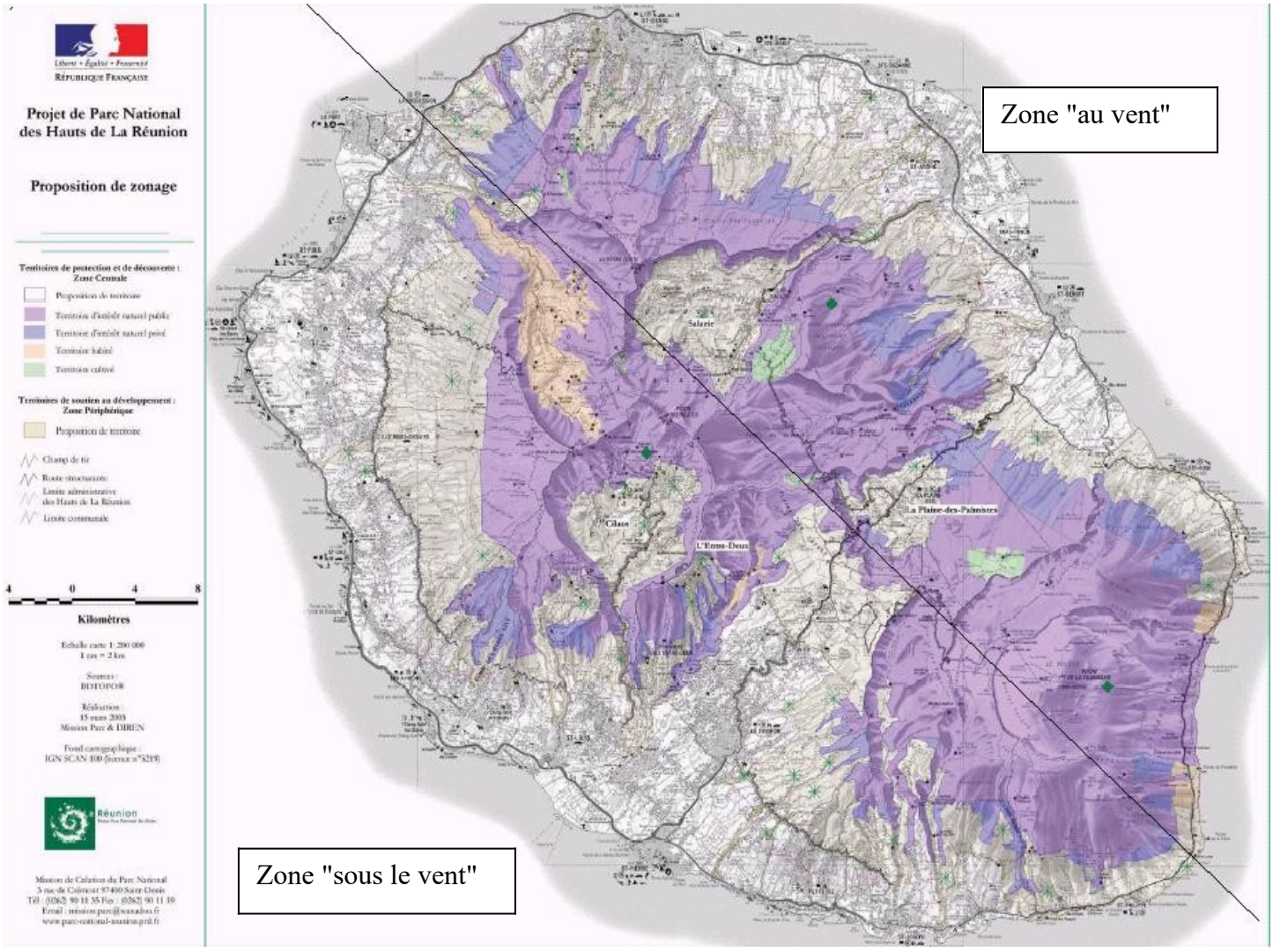
C'est dans un souci de mixité des sources de recueils des informations et des préoccupations que nous prônons la mise en relation entre la population et les autres acteurs.

B- Un découpage géographique « à priori » parait souhaitable.

Le cahier des charges préconise 10 rencontres en phase 2. Cependant, au vu de la taille du territoire pressenti pour la création du Parc National, nous souhaiterions particulariser notre réponse à cet appel à candidature en préconisant un nombre supérieur de rencontre selon les thèmes et ce pour plusieurs raisons :

- L'accroissement de significativité du diagnostic résultant de l'accroissement de la taille d'échantillon.
- La potentielle détection de disparités géographique.

En effet, une différentiation par thèmes paraît de prime abord comme une condition nécessaire mais non suffisante. Même si le cahier des charges n'explicite pas de découpage géographique, cela ne signifie certes pas que le territoire des hauts de l'île relève d'une certaine homogénéité. Pourtant, la méthodologie propre à ce type de diagnostic nous incite à découper le territoire afin de permettre l'émergence de l'hétérogénéité du territoire en matière culturelle si elle existe. Sans un découpage « à priori », une analyse contextuelle aura moins de chance de la relever et sans doute avec une « finesse » d'analyse moindre.



Au vu des délais impartis à cette phase, nous préconisons un découpage typique du territoire de l'île entre région « au vent » et « sous le vent ». Cette répartition aura deux principales résultantes :

- Le doublement du nombre de rencontres.
- Créer un cadre d'analyse capable de mieux tenir compte de potentielles disparités spatiales.

Le choix de ce découpage est motivé par son caractère usuel et équilibré, mais aussi par le fait qu'il ne répond à aucun préconçu. Il permettra de vérifier ex-post le taux d'adéquation entre les deux zones.

C- Le maintien en phase 3 de la dynamique initié en phase 1 et 2.

Le fait de soumettre les premières ébauches de préconisation d'actions aux acteurs retenus en phase 1 et 2 doit servir un double objectif :

- Maintenir la démarche initiée dès le début du diagnostic en permettant l'inscription dans le temps des acteurs mais aussi en leur permettant d'émettre un avis consultatif sur cette proposition de plan d'actions faite au Parc National.

- Recueillir les recommandations des experts, acteurs institutionnels, associatifs et politiques afin de les intégrer dans le rapport final et de les prendre en compte en modifiant éventuellement les contenus des priorités d'actions retenues.

5- MODALITÉS OPÉRATOIRES

5-1 Chronogramme

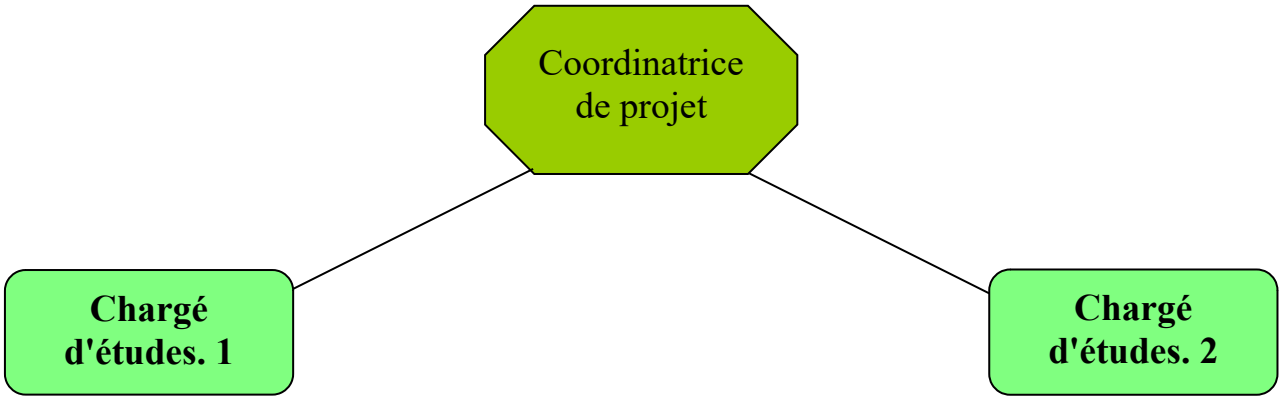
Chronogramme du schéma d'intervention

	PHASE 1				PHASE 2			PHASE 3		
Mois	1 er		2 ème		3 ème	4 ème	5 ème	6 ème		7 ème
Semaines	1 2 3 4 5 6 7 8				9 10 11 12	13 14 15 16	17 18 19 20	21 22 23 24		25 26 27 28
	Phase 1 : inventaire et évaluation des expressions de l'identité culturelle des hauts				**Phase 2 : les confrontations collectives.**			**Phase 3 : Proposition de priorités d'actions.**		
	Recensement de l'existant en matière documentaire concernant l'expression culturelle des hauts autour des 5 thématiques.	Comité de pilotage : présentation de l'action et sélection des personnes ressources à entretenir	Sur la base de 3 entretiens par thématique : réalisation de 15 entretiens avec les acteurs de terrain et les experts retenus.	Rendu au comité de pilotage sous forme d'un rapport.	Organisation de 20 rencontres sur un territoire préalablement scindé en 2 zones. Les hauts de l'île seront partagé entre les zones "au vent" et "sous le vent". Les groupes seront constitués des acteurs associatifs, institutionnels, politiques concernés par les thématiques ainsi que des participants issus de la population des hauts. Sur la base de 5 thématiques et de deux rencontres par thématiques, nous obtenons 20 rencontres à réaliser si le découpage géographique est retenu.	Rendu d'une synthèse écrite au comité de pilotage.	Hiérarchisation des thèmes et objets en fonction de leur portée culturelle et proposition de priorités d'actions	Envoi aux acteurs sollicités en phase 1 et 2 des ébauches de priorités d'actions et prise en compte de leurs considérations	Finalisation des propositions d'actions en intégrant les conseils et recommandations des acteurs.	Rendu au comité de pilotage sous forme d'un rapport écrit + participation au séminaire de présentation organisé par le CCEE
Taille de l'équipe de terrain	Equipe composée de deux chargés d'études qui se répartiront les thématiques et les entretiens à réaliser.				Equipe constituée de deux chargés d'études, responsable chacun de l'un des secteurs et des confrontations à y mener			Pour cette dernière phase, un chargé d'études sera responsable de l'élaboration des priorités d'actions.		

5-2 Présentation des moyens humains mis en œuvre pour la réalisation de l'étude

Compte tenu des modalités opérationnelles de l'étude : sa décomposition en 3 étapes et l'émergence de cinq thématiques regroupant les champs d'investigation, l'AREP préconise la constitution d'une équipe adaptée.

A- Diagramme de l'équipe constituée pour l'étude



Cette équipe sera maintenue durant les deux premières phases du diagnostic. Puis, en dernière phase, l'un des deux chargé d'études sera affecté à la conduite de l'élaboration du schéma des priorités d'actions à préconiser.

Qualification	NOM,Prénom	Mission
Equipe constituée pour la réalisation de l'étude :		
Coordinatrice de projet. *Actuellement, responsable du département animation-développement*	*Mme DUMAS Françoise*	*Consacrée à temps partiel sur l'étude, elle remplira la fonction de coordonnatrice de l'équipe AREP.*
Chargé d'études. *Actuellement, chargé d'étude au département animation-développement*	*M WONG David*	*Consacré à temps plein, il assurera la cohérence globale de l'étude et sera chargé du traitement des thématiques.*
Chargé d'études *Il exerce cette fonction au sein de l'équipe AREP*	*M COURTOIS Stéphane*	*Consacré à temps plein, il sera en charge du traitement des thématiques.*
Secrétariat *Titulaire d'un BTS Assistante de direction.*	*Mlle HOAREAU Caroline*	*Consacrée à temps partiel, elle réalisera tous les travaux de secrétariat liés à l'étude.*

5-3 Liste des moyens techniques mis en œuvre pour l'étude

A/ Les locaux

De par ses diverses antennes, l'AREP jouit d'une couverture de l'espace réunionnais conséquente :

Localité	Nom	Fonction
Saint Pierre	AREP	Siège social
	AREP Frédeline	-Centre de formation -Local informatique -Centre de conférence
	APP	Atelier pédagogique personnalisé
Tampon	AREP	Antenne décentralisée
Saint Louis	AREP	Antenne décentralisée
Saint Denis	AREP	Antenne décentralisée
	AREP- chaudron	Antenne décentralisée
Les Avirons	AREP	Antenne décentralisée
Saint Joseph	AREP	Antenne décentralisée
	APLI	Atelier permanent de lutte contre l'illettrisme
Saint Paul	Centre	Antenne décentralisée
	Savannah	Antenne décentralisée

B- Les moyens techniques

✓*Tous nos locaux disposent des éléments nécessaires à la bonne conduite d'une étude :*

- *Matériels de bureaux usuels*
- *Matériels informatiques : stations fixes et portables*
- *Outils bureautiques standard : WORD, EXCEL, POWER-POINT, etc…*
- *Outils logiciels spécialisés : fichiers IRIS de l'INSEE, CD ODH, CD Equipements publics, connexion Internet Haut débit etc.*
- *Réseau Intra net.*
- *Photocopieuses.*
- *Imprimantes.*
- *Scanners.*
- *Appareil photo numérique*
- *Rétroprojecteurs.*
- *Vidéo projecteurs.*

Cette liste est non-exhaustive, mais elle donne un aperçu des moyens techniques dont dispose notre association.

De plus, nous disposons de l'appui d'une cellule informatique opérant lors des rendus publics ou sous assistance informatique et lors de la conception de nos rendus sous format cédérom.

✓*Les moyens de déplacements des chargés d'étude*

Tous les chargés d'études disposent d'un véhicule afin d'effectuer les déplacements nécessaires.

ANNEXES

- *Présentation de l'AREP*
- *Références de l'AREP*
- *CV de l'équipe*
- *Coût de l'étude*

Présentation de l'AREP

Sigle	AREP- Association Réunionnaise d'Education Populaire
Type	Association loi 1901, à but non lucratif
Date de création	Mars 1963
Adresse du siège social	SIDR Front de mer-bat G- BP 103- 97 453 St Pierre
Téléphone	02 62 25 03 85
Télécopie	02 62 35 57 09
Présidente	Mme THIEBLIN Odile
Directeur	M ZOOGONES Yves
Nombre de salariés	74 salariés au 28/02/04

Les actions de l'AREP se déclinent en deux départements :

- Le département formation-développement
- Le département animation-développement

Ces deux départements concourent à la finalité de l'association :

" Accompagner le développement durable des personnes et des territoires "

1- Le département Formation-développement

Ce département comprend des programmes de formation financés par le FSE, l'ETAT, la Région, l'ADI et l'ANT.

- Des actions préparatoires à l'insertion et à l'emploi. (APIE) conventionnées par la Région et qui ont pour objectif de préparer les jeunes (16-25 ans) à entrer dans le monde du travail.
- Des actions de lutte contre l'illettrisme. (APLI)
- Des prestations d'accompagnement à l'orientation et à l'emploi.
- Des actions en faveur des bénéficiaires du RMI, conventionnées par l'ADI et visant principalement l'insertion
- Des stages d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE) s'adressant à des demandeurs d'emploi de longue durée, de faible niveau scolaire.
- Des actions de mobilité, pour préparer les jeunes qui vont faire une formation en métropole, en lien avec l'ANT et les Missions Locales.
- Des actions en lien avec des PLIE visant l'insertion économique des personnes.
- Un atelier de pédagogie personnalisé (APP).

2- Le département Animation-développement

Ce département se décline en deux composantes :

* Le secteur : politique territoriale

1- L'animation sociale de proximité et le développement des activités et de l'emploi :

Notre intervention se répartit sur neuf territoires où nous réalisons des diagnostics partagés et mettons en place des plans d'actions avec les acteurs et les familles des territoires. Sur une durée moyenne de trois ans, nous opérons un passage de relais auprès des acteurs au terme de notre intervention dans l'objectif de pérenniser les actions.

2- La cellule d'ingénierie et d'expérimentation

Cette cellule intervient dans divers cadres :

- La réalisation d'études pré opérationnelles (RHI, Contrat Enfance et Temps Libre, etc.) ;
- L'accompagnement au relogement MOUS (maîtrise d'œuvre urbaine et sociale) ;
- Insertions des pêcheurs dans le cadre de la mise en place de la réserve naturelle marine ;
- Travaux de développement concernant l'économie solidaire.

* Le secteur : politique sociale

A/ Le soutien à la Fonction Parentale

Il s'agit d'accompagner les parents, dans le cadre d'une dynamique participative, à prendre en charge tous les aspects de la vie de leurs enfants en collaborant avec toutes les structures présentes dans leur environnement, notamment l'école.

B/ Le service d'accompagnement et d'information

Les objectifs poursuivis sont : l'écoute, l'information et l'orientation. Et les principaux outils utilisés sont : l'accueil du public, les interventions dans les groupes et les flashes et émissions de radio.

La démarche initiée par l'AREP dans le cadre de ce service nous amène à dépasser la simple transmission d'informations pour amener les personnes à faire le lien entre les différents aspects de leur vie quotidienne, leur vie de couple et leur responsabilité de parents.

C/ La boutique solidarité

Depuis 1993, la fondation "Abbé Pierre" a décidé de mettre en place des Boutiques de Solidarité dans plusieurs grandes villes de la Réunion.

L'AREP, de par sa charte, a voulu participer à l'installation de ces points d'accueil des sans-logis en prenant la gestion de la Boutique de Solidarité de Saint Pierre.

Références de l'AREP pour ce type d'intervention

Voici une présentation par ordre chronologique de quelques missions réalisées par l'AREP en lien avec cette étude.

- En cours de réalisation :

- Volet social de l'étude pré opérationnelle RHI St Joseph centre-ville, collaboration avec la SIDR
- Opération MOUS :
  - Divers quartiers de St Joseph. Collaboration avec la SICA HR
  - Commune de Petite-île.

- Réalisées :

➢ Dans le cadre des études pré opérationnelles de contractualisation commune / Caf :

- Juin 2003, étude pré opérationnelle pour la mise en place d'un Contrat Temps Libre sur la commune de l'Etang-Salé.
- Juillet 2002, étude pré opérationnelle pour la mise en place d'un Contrat Enfance et d'un Contrat Temps Libre sur la commune de Petite-île.

➢ Dans le cadre des diagnostics pour les CCAS

- 2001, diagnostic des besoins sociaux de St Leu

➢ Dans le cadre des diagnostics pour les Contrats de ville

- 1999, diagnostics sociaux des quartiers du Port, avec le CIATS

➢ Dans le cadre des Maîtrises d'œuvre urbaines et sociales MOUS de 1995 à 2000.
Etudes de milieu :

- St Philippe
- Basse-Terre
- Petite-île

➢ Dans le cadre de l'accompagnement au relogement
Etudes de milieu : 1999, St Benoît (Cratère, Saint Marguerite, La Confiance).

DUMAS Françoise

Diplômes :

1974 : DUEL (Diplôme universitaire d'Etudes Littéraires), section lettres modernes, Université
de la Réunion
1979 : Diplômes d'Etat d'Educateur Spécialisé, CFES
2000 : DESS Ingénierie et expertise des politiques sociales

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

02/11/87 à ce jour **Coordonnatrice Actions de Développement Local** - AREP
Gestion et animation de l'équipe d'animateurs AREP
Elaboration et suivi des différentes conventions de développement local

01/09/83 - 31/10/87 **Coordonnatrice Petite Enfance** - Association Familiale de Saint Pierre
Accueil des parents, écoute et orientation pour la garde des enfants
Suivi et formation du personnel
Organisation et gestion des centres aérés maternels
Séances d'animation parents/enfants avec le concours du service pédopsychiatrique
de l'hôpital de St Pierre et la PMI

12/09/80 - 31/08/83 **Educatrice chef -** Foyer Marie Poitevin
Gestion et animation de l'équipe éducative
Elaboration et suivi des projets pédagogiques

26/06/79 - 28/07/79 **Educatrice spécialisée -** Institut Médico-Educatif Les Parons

12/09/79 - 12/09/80 **Educatrice spécialisée** - Foyer Marie Poitevin

16/09/74 - 12/09/7 **Monitrice Educatrice -** Foyer Marie Poitevin

FORMATIONS PROFESSIONNELLES

1991 - 1992 Formation de formateur des alphabétiseurs - CAFOC Réunion
1993 Session Education à la Vie - AREP
1995 - 1997 Participation à différents séminaires sur le thème du développement local organisés par la DDE
1998 Formation « Démarche de reconnaissance des acquis et analyse métier » - D. SINNER

David WONG YIN KI

111 rue Maunier
BP 28
97440 Saint André
Tel/Fax : 02 62 46 09 24
e-mail : wykd@caramail.com

CHARGE D'ETUDES

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

1996 à 2001 :
Divers emplois d'intérim en parallèle à l'activité d'étudiant

2003 à ce jour :
AREP , Chargé d'études

DIPLOME ET FORMATION

1993- 1994 : Lycée privé Levavasseur, **Baccalauréat série B**, *mention assez bien*

1994-1997 : UFR sciences économiques Montpellier 1, **DEUG sciences économiques**, *mention assez bien*

1999-2000 : UFR sciences économiques Montpellier 1, **Licence économétrie**

2000-2001 : UFR sciences économiques Montpellier 1, **Maîtrise économétrie**, **DEA AEMQ** : analyse économique et modélisation quantitative

HOAREAU Caroline

118 B rue des Flamboyants
97430 Tampon
e-mail:caroline_h@ifrance.com

DIPLOMES

1997 : Baccalauréat Sciences Economique et Sociale
1998- 2000 : BTS Assistante de Direction

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis février 2001 : Assistante de direction à l' AREP

Mai 1998- Octobre 2000

Contrat de qualification en BTS Assistante de direction chez PROMOB

CONNAISSANCES INFORMATIQUES

EXCEL
WORD
ACESS
POWERPOINT
OUTLOOK
INTERNET EXPLORER
SAARI COMPTA

CONNAISSANCE LINGUISTIQUE

Anglais : lu, parlé, écrit couramment

AREP				
PROPOSITION DE PRIX				
pour l'étude "Diagnostic pour une stratégie culturelle				
du parc national de la Réunion"				
	Phase 1	**Phase 2**	**Phase 3**	**TOTAL**
Nbre de jours d'intervention	40	60	40	140
Coût unitaire journée	404,00 €	404,00 €	404,00 €	404,00 €
Coût total	16 160,00 €	24 240,00 €	16 160,00 €	56 560,00 €

CREATION D'UN PARC NATIONAL DES HAUTS

Avis du Conseil de la Culture, de l'Éducation et de l'Environnement

---

Le projet de Parc National des Hauts de La Réunion est issu d'une volonté forte, exprimée et partagée tant par les élus que par la société civile, d'adapter l'outil Parc National au contexte local réunionnais afin, dans l'intérêt collectif de la population en forte croissance, de concilier des impératifs de sauvegarde, de conservation, de protection de la biodiversité remarquable de notre île avec son développement économique et social.

L'ensemble des experts et des spécialistes reconnaissent que les Hauts de La Réunion présentent une richesse écologique remarquable qu'il faut indéniablement conserver et préserver en tenant compte de la forte expansion démographique à venir et des effets qu'induit le développement économique attendu par cette population en augmentation sur un territoire limité.

Cette richesse écologique, qui se caractérise notamment par des forêts primaires uniques au monde et des paysages dont la variété et la beauté ne sont plus à démontrer, participe également au développement économique de l'île dans des conditions offrant à terme peu de garanties pour sa conservation. En effet, il est à craindre, par exemple, que les difficultés qu'engendrent la gestion des déchets ou une fréquentation touristique toujours croissante et mal maîtrisée occasionnent des dégradations irréversibles sur les grands sites et paysages de La Réunion.

Par ailleurs, de nombreuses actions de développement des Hauts de La Réunion se sont mises en place avec les plans d'aménagement des Hauts successifs. Ces actions menées avec conviction par des acteurs institutionnels tels que le Commissariat à l'Aménagement des Hauts (CAH), l'Office National des Forêts (ONF), les communes ou associatifs tels que l'Association pour la Promotion en Milieu Rural (APR), la Maison de la Montagne, les Offices du tourisme, les Pays d'Accueil ont généré des effets bénéfiques dans les Hauts.

Toutefois, afin d'accroître leur portée, il semble nécessaire qu'elles s'inscrivent désormais dans des démarches fédératrices, partenariales favorisant des synergies efficaces et pertinentes.

Aussi, la création d'un outil tel que le Parc National des Hauts de La Réunion permettant la mise en œuvre d'une gestion intégrée des territoires des Hauts dans une perspective de développement durable et maîtrisé, semble-t-elle aujourd'hui nécessaire.

En effet, avec cet outil, il s'agit :

➘ de favoriser les potentialités de développement des Hauts dans le cadre d'une approche environnementale durable intégrant non seulement des aspects économiques (agriculture, tourisme, artisanat) mais aussi culturels (histoire, peuplement, patrimoine, sites, paysages, toponymie, etc…).

➘ d'être, par des adaptations nécessaires au contexte local, le plus à même de répondre à la fois à la problématique de préservation de la nature et celle de sa mise en valeur économique, à travers un rayonnement international et des actions locales, tout en respectant un pouvoir de décision local réunissant Etat, collectivités locales, société civile (associations, …) et socioprofessionnelle.

➘ de s'engager dans la généralisation de l'Education relative à l'Environnement pour tous et à tous les âges. Il est à souligner que, eu égard aux enjeux environnementaux présents et futurs, l'Education relative à l'Environnement, qui reste encore trop souvent le seul fait d'individus ou de petits groupes de personnes motivées, doit se développer sur l'ensemble du territoire et bénéficier de soutien politique suffisant et efficient. Le Parc National des Hauts de La Réunion, acteur incontournable dans ce domaine, devra y jouer un rôle majeur.

➘ d'innover en valorisant la dimension « culturelle » des territoires concernés par le projet de Parc National. Il apparaît nécessaire de prendre en compte l'aspect culturel sur lequel on n'insiste pas assez, mais qui est essentiel. Il faut faire de l'aspect culturel, au sens de rappel des traditions et des lieux de mémoires, un instrument de fierté pour une population qui a su intégrer harmonieusement des composantes ethniques et religieuses très différentes, conserver des valeurs familiales fortes, développer un art de vivre particulier et s'ouvrir avec générosité aux publics extérieurs. Il faut retenir également l'aspect culturel au sens de capacité de conquête et de maîtrise de l'avenir pour des possibilités de rayonnement sur la zone Océan Indien et l'Europe (promotion des échanges dans l'ensemble de la population réunionnaise) en utilisant cette habitude d'entente, d'accueil et d'adaptation. Il y a lieu aussi de considérer l'aspect culturel au sens de la création artistique en multipliant les établissements de formation, les résidences d'artistes, les lieux d'exposition et en favorisant l'épanouissement de l'artisanat de préférence dans les sites exceptionnels.

Il s'agit non seulement de ne plus considérer la culture comme un simple instrument destiné au maintien de quelque chose d'autre (le développement économique et social par exemple), ou de la percevoir comme statique, mais aussi

d'insister sur son rôle constitutif et sur son importance en tant qu'objectif englobant le développement.

Aussi, le Parc National des Hauts de La Réunion, peut-il être ce territoire où s'analysent les mécanismes qui perpétuent les préjugés et les pratiques bénéfiques ou nuisibles pour l'environnement, tant dans la dynamique culturelle que dans les contacts interculturels ?

Enfin, le Parc National qui ne devra pas faire fi des dimensions sociales et culturelles des Hauts, ne pourrait-il pas être cet espace où l'exercice de la démocratie – représentative et désormais participative – prend tout son sens, comme principe fondateur du développement durable ?

➘ de participer à l'évolution du concept de parc national mis en œuvre dans les années 60 en France, afin d'une part de décentraliser absolument les prises de décision à La Réunion et d'autre part, d'accroître le rôle de la zone périphérique en matière de développement économique et culturel.

Par conséquent, le CCEE se prononce favorablement sur les grands principes de création d'un Parc National des Hauts de La Réunion, à savoir :

❶ la proposition de zonage qui devra faire l'objet de concertations à venir et distinguant :

- un « cœur de parc » ayant des objectifs de protection, de connaissance, de découverte et une réglementation spécifique élaborée par le Conseil d'Administration dans un cadre défini par décret,
- une « zone périphérique » nécessitant une adhésion volontaire des candidats et sur laquelle un projet de développement durable défini par une charte et soutenu par le Parc National pourra être mené. Il est à noter que cette « zone périphérique » sera sans réglementation spécifique car relevant du droit commun.

❷ la mise en place d'une structure administrative :

- bénéficiant d'un budget propre et ayant un personnel dont les modalités de recrutement doivent permettre de valoriser les compétences réunionnaises,
- dotée d'un Conseil d'Administration à dominante locale, aux compétences renforcées en matière de réglementation.

Le Conseil d'Administration devra être assisté par un comité scientifique et des commissions spécialisées regroupant des représentants d'habitants, d'associations et du monde socioprofessionnel des Hauts.

❸ La nomination par le Ministre du directeur du Parc National des Hauts de La Réunion sur proposition du Conseil d'Administration.

❹ La nécessité pour le Parc National des Hauts de La Réunion de mettre en œuvre des procédures de consultations réciproques organisées avec les collectivités locales pour l'élaboration de documents d'urbanisme, d'aménagement ainsi que des contrats de partenariats avec des structures existantes.

Toutefois, s'agissant de la composition du Conseil d'Administration, le CCEE insiste d'une part sur la nécessité que les deux conseils consultatifs auprès du Conseil Régional, à savoir le CESR et le CCEE, fassent partie du collège des représentants des collectivités, et qu'ils puissent jouer un rôle fort dans les instances du Parc National des Hauts.

D'autre part, le CCEE souhaite que la société civile, à savoir les associations ou d'autres corps constitués de la société réunionnaise, puisse siéger au sein du collège de personnalités qualifiées.

Par cette double proposition, le CCEE espère qu'une proximité plus grande avec la population concernée puisse être assurée et que les compétences locales représentatives de la société civile, des activités économiques, des traditions et usagers des lieux, puissent être utilisées.

De plus, le CCEE précise que la prise en compte de ces propositions par le législateur dans le cadre du Parc National des Hauts, soulignera le souci qu'a celui-ci d'intégrer davantage les grands principes de la décentralisation et de la démocratie participative.

Au-delà de son positionnement favorable sur les grands principes de création du Parc National des Hauts de La Réunion, le CCEE tient à saluer les efforts de dialogue et de concertation faits par les responsables de la Mission Parc. En effet, le Conseil a pu noter l'intérêt de la démarche suivie par la mission, à savoir :

- une présentation du projet accompagnée d'explications dans les quatre arrondissements de l'île dans le cadre de réunions à laquelle l'ensemble des acteurs concernés ont été invités ;
- une campagne de communication associant l'ensemble des maires lancée auprès du public dans un souci de réelle volonté de concertation et de pédagogie ;
- un exposé aux différentes instances décisionnelles des collectivités locales afin de recueillir les propositions à retenir dans le projet de parc national.

Le CCEE approuve également cette volonté de la Mission Parc d'avoir une conduite collective des travaux à travers un contexte de validation permanente.

Ce travail approfondi a permis aux responsables de rencontrer un nombre significatif d'acteurs de terrain et de consulter les services de l'Etat concernés (O.N.F., D.A.F., C.A.H., D.R.A.C., …).

Estimant que cette démarche permet une approche commune des dossiers, le Conseil demande qu'elle soit en permanence utilisée dans l'outil parc à venir car :

- porteuse de synergies et de convergences,
- garante de l'appropriation du parc par les Réunionnais.

Pour conclure, **le CCEE souhaite** d'une part, que la charte de la zone périphérique devienne à terme le document stratégique de la politique de développement des Hauts et que les propositions visant à l'évolution des parcs nationaux français répondent aux exigences locales, à savoir :

↘ la prise en compte de la volonté des acteurs locaux d'avoir un rôle décisionnel fort dans la structure,

↘ la prise en compte de la nécessaire protection des milieux et de leur valorisation économique pour la population réunionnaise,

↘ l'intégration de la population locale dans la structure de gestion.

Le CCEE rappelle d'autre part, que la mise en place du Parc National des Hauts ne pouvait s'envisager sans une très large concertation et participation authentique des citoyens aux processus collectifs d'élaboration et de décision. En effet, la complexité des problèmes posés par la recherche d'un développement durable à travers l'outil Parc National des Hauts, a nécessité et nécessitera des procédures démocratiques où le débat ne devra plus être uniquement géré par les seuls experts. Il sera nécessaire d'approfondir davantage des formes de participation directe des citoyens à la prise de décision, et à cette fin, de créer des dispositifs d'information et de formation permettant de construire une opinion éclairée. C'est à dire qu'au-delà des structures administratives, expertes ou militantes, il faudra développer des structures autonomes de débat, et ceci dés le niveau local des territoires.

Le CCEE préconise enfin que la dénomination du parc soit Parc National de La Réunion.

Adopté à l'unanimité des membres présents en séance plénière du 16 octobre 2003

C C E E
LA RÉUNION

AVERTISSEMENT

Le parti-pris de cette étude a été de recueillir des propos de personnes sur le terrain.

Il ne s'agit donc en aucun cas d'une prise de position, ni du maître d'ouvrage (Le Conseil de la Culture, de l'Éducation et de l'Environnement), ni du maître d'œuvre (l'Association Réunionnaise d'Education Populaire).

Cette étude n'est pas exhaustive et tient compte d'un recueil de données réalisé de novembre 2004 à avril 2005.

Les personnes, les associations qui souhaitent partager leurs idées, leurs réflexions, leurs propositions, faire connaître leurs actions se rapportant aux thèmes évoqués dans cette étude, peuvent le faire en prenant contact avec la Mission de Création du Parc National des Hauts de La Réunion.

La Réunion
Projet Parc National des Hauts

Contact

Les Hauts de La Réunion, Mission de Création du Parc National
3 rue de Crémont - 97 400 Saint Denis - La Réunion
Tél : 02 62 90 11 35 - Fax : 02 62 90 11 39
Courriel : mission.parc@wanadoo.fr
Web : www.parc-national-reunion.prd.fr